







Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115491078>











B  
56

157

C-15

C-15

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-15

PROJET DE LOI C-15

An Act to amend the Migratory Birds Convention Act, 1994  
and the Canadian Environmental Protection Act, 1999

Loi modifiant la Loi de 1994 sur la convention concernant les  
oiseaux migrateurs et la Loi canadienne sur la protection  
de l'environnement (1999)

FIRST READING, OCTOBER 26, 2004

PREMIÈRE LECTURE LE 26 OCTOBRE 2004



THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT



## SUMMARY

This enactment amends the *Migratory Birds Convention Act, 1994* to

- (a) state that that Act applies in the exclusive economic zone of Canada;
- (b) protect migratory birds from the effects caused by deposits of harmful substances, such as oil, in the exclusive economic zone of Canada;
- (c) state that that Act applies to vessels and their owners and operators;
- (d) subject masters, chief engineers, owners and operators of vessels and directors and officers of corporations to a duty of care to ensure compliance with that Act and its regulations;
- (e) expand the enforcement powers to include orders to direct and detain vessels found to be in contravention of that Act or its regulations;
- (f) expand the jurisdiction of Canadian courts to include the exclusive economic zone of Canada;
- (g) increase penalties; and
- (h) permit courts to impose additional punishments in the form of orders covering matters such as environmental audits, community service and the creation of scholarships for students enrolled in environmental studies.

This enactment also amends the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* to

- (a) protect the marine environment from the wrongful activities of ships as well as persons;
- (b) include prohibitions concerning the disposal and incineration of substances at sea by ships;
- (c) include regulation-making authority to deal with disposals of substances during the normal operations of ships, aircrafts, platforms and other structures;
- (d) expand the enforcement powers to include orders to direct ships found to be in contravention of that Act or its regulations;
- (e) subject owners of ships and directors and officers of corporations that own ships to a duty of care to ensure that ships comply with the provisions of that Act and its regulations concerning disposal at sea and with orders and directions made under that Act; and
- (f) expand the jurisdiction of Canadian courts to include the exclusive economic zone of Canada.

## SOMMAIRE

En ce qui a trait aux modifications à la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, les points saillants sont les suivants :

- a) le texte précise que cette loi s'applique dans la zone économique exclusive du Canada;
- b) il vise à protéger les oiseaux migrateurs contre les effets nuisibles découlant de l'immersion ou du rejet dans cette zone de substances nocives, telles que les hydrocarbures;
- c) il rend les dispositions de la loi applicables aux bâtiments ainsi qu'à leurs capitaines et à leurs exploitants;
- d) il impose aux capitaines, mécaniciens en chef, propriétaires et exploitants de bâtiments et aux administrateurs et dirigeants de personnes morales de prendre les mesures voulues pour faire en sorte que la loi et les règlements soient respectés;
- e) il ajoute des dispositions de contrôle de la loi permettant d'enjoindre aux bâtiments contrevenants de se rendre dans un autre lieu et d'ordonner leur détention;
- f) il étend la compétence des tribunaux à la zone économique exclusive du Canada;
- g) il augmente le montant de certaines amendes;
- h) il donne le pouvoir aux tribunaux de rendre des ordonnances imposant des peines additionnelles au contrevenant, notamment la tenue de vérifications environnementales, l'exécution de travaux d'intérêt collectif et la création de bourses destinées à des étudiants faisant des études en environnement.

En ce qui a trait aux modifications à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, les points saillants sont les suivants :

- a) le texte vise à protéger le milieu marin contre les activités répréhensibles de personnes et de navires;
- b) il ajoute des dispositions interdisant aux navires l'immersion et l'incinération de substances en mer;
- c) il ajoute des pouvoirs réglementaires concernant l'immersion de substances au cours de l'utilisation normale de navires, d'aéronefs, de plates-formes et d'autres ouvrages;
- d) il ajoute des dispositions de contrôle de la loi permettant d'ordonner aux navires contrevenants de se rendre dans un autre lieu;
- e) il impose aux propriétaires de navires et aux dirigeants et administrateurs de personnes morales qui sont propriétaires de navires de s'assurer que leur navire respecte les dispositions de la loi et des règlements concernant l'immersion en mer et respecte les ordres donnés en vertu de la loi;
- f) il étend la compétence des tribunaux à la zone économique exclusive du Canada.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-15**

An Act to amend the Migratory Birds Convention Act, 1994 and the Canadian Environmental Protection Act, 1999

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**MIGRATORY BIRDS CONVENTION ACT, 1994**

1. (1) The definition "conveyance" in subsection 2(1) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:

"conveyance" means a vehicle, aircraft, vessel or any other contrivance that is used to move persons or goods;

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Canadian vessel" means a vessel that

(a) is registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act*,

(b) is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act* or under the laws of another state but is owned by one or more persons each of whom is

(i) a Canadian citizen,

(ii) in the case of a vessel that is not required to be registered, listed or licensed under that Act, a person who is resident and domiciled in Canada, or

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**PROJET DE LOI C-15**

Loi modifiant la Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs et la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS**

1. (1) La définition de « moyen de transport », au paragraphe 2(1) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, est remplacée par ce qui suit :

« moyen de transport » Tout véhicule, aéronef, bâtiment ou autre moyen servant au transport des personnes ou des biens.

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« bâtiment » Navire, bateau ou embarcation conçu, utilisé ou utilisable — exclusivement ou non — pour la navigation sur l'eau, au-dessous ou légèrement au-dessus de celle-ci, indépendamment de son mode de propulsion ou de l'absence de propulsion. Sont exclues de la présente définition les plates-formes fixes.

« bâtiment canadien » Bâtiment :

a) qui est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada*;

1994, c. 22

1994, ch. 22

"conveyance"  
« moyen de transport »

« moyen de transport »  
"conveyance"

"Canadian vessel"  
« bâtiment canadien »

« bâtiment »  
"vessel"

« bâtiment canadien »  
"Canadian vessel"



	(iii) a corporation incorporated under the laws of Canada or a province, that has its principal place of business in Canada, or (c) is not registered, listed or licensed under the <i>Canada Shipping Act</i> but is owned or operated by Her Majesty in right of Canada;	5	b) qui n'est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis ni sous le régime de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> ni sous celui d'une loi d'un autre État, pourvu que chacune des personnes auxquelles il appartient répond 5 ponde à l'une des conditions suivantes :
"deposit" « immersion ou rejet »	"deposit" means any discharging, spraying, releasing, spilling, leaking, seeping, pouring, emitting, emptying, throwing, dumping or placing;	10	(i) elle a la citoyenneté canadienne, (ii) dans le cas d'un bâtiment qui n'est pas assujéti à l'immatriculation, à l'enregistrement ou à la délivrance d'un permis 10 sous le régime de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> , elle est domiciliée au Canada et y réside de fait, (iii) s'agissant d'une personne morale, elle a été constituée sous le régime d'une loi 15 fédérale ou provinciale et a son principal établissement au Canada;
"environment" « environnement »	"environment" means the components of the Earth and includes (a) air, land and water, (b) all layers of the atmosphere, (c) all organic and inorganic matter and 15 living organisms, and (d) the interacting natural systems that include the components referred to in paragraphs (a) to (c);	15	c) qui n'est pas immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> et qui 20 appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou est exploité par elle.
"fixed platform" « plate-forme fixe »	"fixed platform" means an artificial island or a 20 marine installation or structure that is permanently attached to the seabed for the purpose of exploration or exploitation of resources or for other economic purposes;	20	« bâtiment étranger » Bâtiment qui n'est pas un bâtiment canadien. « bâtiment étranger » "foreign vessel"
"foreign national" « étranger »	"foreign national" has the same meaning as in 25 subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> ;	25	« capitaine » Personne ayant la direction ou le 25 commandement d'un bâtiment, à l'exclusion du pilote au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur le pilotage</i> . « capitaine » "master"
"foreign vessel" « bâtiment étranger »	"foreign vessel" means a vessel that is not a Canadian vessel;	30	« environnement » Ensemble des conditions et des éléments naturels de la Terre, notamment : 30 « environnement » "environment"
"master" « capitaine »	"master" means every person who has com- 30 mand or charge of a vessel, but does not include a licensed pilot within the meaning of section 2 of the <i>Pilotage Act</i> ;	30	a) l'air, l'eau et le sol; b) toutes les couches de l'atmosphère; c) toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;
"operator" « exploitant »	"operator", in respect of a vessel, means a person other than an owner who has, either by 35 law or by contract, the possession and use of the vessel;	35	d) les systèmes naturels en interaction qui 35 comprennent les éléments visés aux alinéas a) à c).
"owner" « propriétaire »	"owner", in respect of a vessel, means an actual owner of the vessel if the vessel is not registered or listed, or a registered owner if it is registered 40 or listed;	40	« étranger » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> . « étranger » "foreign national"
			« exploitant » Personne, à l'exception du propriétaire, qui a la possession et l'usage du bâtiment en vertu de la loi ou d'un contrat. « exploitant » "operator"



“vessel”  
« bâtiment »

“vessel” means a boat, ship or craft designed, used or capable of being used solely or partly for navigation in, on, through or immediately above water, without regard to the method or lack of propulsion, but does not include a fixed platform.

« immersion ou rejet » Le versement, le déversement, l'écoulement, le suintement, l'arrosage, l'épandage, la vaporisation, l'évacuation, l'émission, le vidage, le jet, la décharge ou le dépôt.

« immersion ou  
rejet »  
“deposit”

« plate-forme fixe » Île artificielle ou ouvrage en mer attaché de façon permanente au fond de la mer et destiné à l'exploration, à l'exploitation des ressources ou à d'autres fins économiques.

« plate-forme  
fixe »  
“fixed platform”

« propriétaire » Le propriétaire réel d'un bâtiment non immatriculé ou enregistré et le propriétaire enregistré d'un bâtiment immatriculé ou enregistré.

« propriétaire »  
“owner”

**2. The Act is amended by adding the following after section 2:**

**2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :**

#### APPLICATION

**2.1** This Act applies in Canada and in the exclusive economic zone of Canada.

**2.1** La présente loi s'applique à l'ensemble du Canada ainsi qu'à la zone économique exclusive de celui-ci.

**3. Section 4 of the Act and the heading that follows it are replaced by the following:**

**3. L'article 4 de la même loi et l'intertitre le suivant sont remplacés par ce qui suit :**

**4.** The purpose of this Act is to implement the Convention by protecting and conserving migratory birds — as populations and individual birds — and their nests.

**4.** La présente loi a pour objet la mise en œuvre de la convention par la protection et la conservation des oiseaux migrateurs — individus et populations — et de leurs nids.

#### PROHIBITIONS

**4. The Act is amended by adding the following after section 5:**

**4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :**

**5.1 (1)** No person or vessel shall deposit a substance that is harmful to migratory birds, or permit such a substance to be deposited, in waters or an area frequented by migratory birds or in a place from which the substance may enter such waters or such an area.

**5.1 (1)** Il est interdit à toute personne et à tout bâtiment d'immerger ou de rejeter ou de permettre que soit immergée ou rejetée une substance nocive pour les oiseaux migrateurs dans des eaux ou une région fréquentées par ces oiseaux ou en tout autre lieu à partir duquel la substance pourrait pénétrer dans ces eaux ou cette région.

**(2)** No person or vessel shall deposit a substance or permit a substance to be deposited in any place if the substance, in combination with one or more substances, results in a substance — in waters or an area frequented by migratory birds or in a place from which it may enter such waters or such an area — that is harmful to migratory birds.

**(2)** Il est interdit à toute personne et à tout bâtiment d'immerger ou de rejeter ou de permettre que soit immergée ou rejetée une substance qui, mélangée à une ou plusieurs autres substances, résulte en une substance nocive pour les oiseaux migrateurs dans des eaux ou une région fréquentées par ces oiseaux

Application

Purpose

Prohibition

Prohibition

Application

Objet

Interdiction

Interdiction



## Saving

(3) Subsections (1) and (2) do not apply if

(a) the deposit is authorized under the *Canada Shipping Act*; or

(b) the substance is of a type and quantity, and the deposit is made under conditions, authorized under an Act of Parliament other than the *Canada Shipping Act*, or authorized by the Minister for scientific purposes.

## Prohibition

## 5.2 No person shall

(a) wilfully destroy or cause to be destroyed 10 a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act*, or wilfully alter or cause to be altered such a document, a record or data with intent to mislead; 15

(b) make or cause to be made a false entry, or omit to make or cause to be omitted to be made a required entry, in a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act*; 20

(c) wilfully obstruct or hinder a person who is engaged in carrying out duties or functions under this Act or a person acting under their direction and control; or

(d) knowingly provide false or misleading 25 information or knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to a person who is engaged in carrying out duties or functions under this Act or a person acting under their direction 30 and control.

## Prohibition

5.3 (1) No Canadian employer shall dismiss, suspend, demote, discipline, harass or otherwise disadvantage an employee, or deny an employee a benefit of employment, because 35

(a) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, disclosed to a federal minister, or any employee of the

ou en tout autre lieu à partir duquel la substance nocive pourrait pénétrer dans ces eaux ou cette région.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas lorsque, selon le cas :

Exception

5

a) l'immersion ou le rejet est autorisé sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada*;

b) la nature et la quantité de la substance et les conditions de l'immersion ou du rejet sont 10 autorisées soit sous le régime d'une loi fédérale autre que la *Loi sur la marine marchande du Canada*, soit par le ministre à des fins scientifiques.

## 5.2 Il est interdit :

15 Interdiction

a) de détruire ou faire détruire délibérément un document ou des données dont la tenue est exigée sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, ou de les modifier ou faire modifier dans le 20 dessein d'induire en erreur;

b) de faire ou faire faire de fausses inscriptions dans un document ou des données dont la tenue est exigée sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur la marine 25 marchande du Canada*, ou d'omettre ou faire omettre d'y faire une inscription exigée;

c) d'entraver délibérément l'action de toute personne dans l'exercice de ses fonctions sous le régime de la présente loi ou de toute 30 personne agissant sous sa direction ou son autorité;

d) de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à toute personne dans l'exercice de ses fonctions 35 sous le régime de la présente loi ou à toute personne agissant sous sa direction ou son autorité, ou de leur fournir sciemment des renseignements faux ou trompeurs.

5.3 (1) Il est interdit à l'employeur canadien 40 Interdiction de congédier un employé, de le suspendre, de le rétrograder, de le punir, de le harceler ou de lui faire subir tout autre inconvénient, ou de le priver d'un avantage lié à son emploi, pour l'une ou l'autre des raisons suivantes : 45



public service of Canada, that the employer or another person had contravened or had intended to contravene a provision of this Act or the regulations;

(b) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, refused or stated an intention to refuse to do anything that is a contravention of a provision of this Act or the regulations;

(c) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, did or stated an intention to do anything that is required to be done to prevent a contravention of a provision of this Act or the regulations; or

(d) the employer believes that the employee will do anything referred to in paragraph (a), (b) or (c).

Definition of  
"Canadian  
employer"

(2) In subsection (1), "Canadian employer" means an employer that is a Canadian citizen, a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or a corporation incorporated under the laws of Canada or a province that has its principal place of business in Canada.

Saving

(3) Nothing in this section impairs any right of an employee either at law or under an employment contract or collective agreement.

Definitions of  
"employee" and  
"employer"

(4) In this section, "employee" includes an independent contractor and "employer" has a corresponding meaning.

#### OBLIGATIONS

Obligation —  
owners,  
operators, etc.

**5.4** Every master, chief engineer, owner and operator of a vessel — and, if the owner or operator is a corporation, every director and officer of the corporation who is in a position to direct or influence its policies or activities relating to conduct prohibited by section 5.1

a) l'employé, agissant de bonne foi et se fondant sur des motifs raisonnables, a informé un ministre fédéral ou tout membre de l'administration publique fédérale que l'employeur canadien ou une autre personne avait enfreint ou avait l'intention d'enfreindre une disposition de la présente loi ou des règlements;

b) l'employé, agissant de bonne foi et se fondant sur des motifs raisonnables, a refusé ou a fait part de son intention de refuser d'accomplir un acte qui constitue une contravention à une disposition de la présente loi ou des règlements;

c) l'employé, agissant de bonne foi et se fondant sur des motifs raisonnables, a accompli ou a fait part de son intention d'accomplir un acte nécessaire pour empêcher que soit commise une contravention à une disposition de la présente loi ou des règlements;

d) l'employeur canadien croit que l'employé accomplira un des actes prévus aux alinéas a), b) et c).

(2) Au paragraphe (1), « employeur canadien » s'entend de l'employeur qui est citoyen canadien, résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou une personne morale constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale qui a son principal établissement au Canada.

Définition de  
« employeur  
canadien »

(3) Le présent article n'a pas pour effet de restreindre les droits de l'employé, que ce soit en général ou dans le cadre d'un contrat de travail ou d'une convention collective.

Précision

(4) Au présent article, « employé » s'entend notamment d'un travailleur autonome et « employeur » a un sens correspondant.

Définitions de  
« employé » et  
« employeur »

#### OBLIGATIONS

**5.4** Le capitaine, le mécanicien en chef, le propriétaire et l'exploitant du bâtiment et, dans le cas où le propriétaire ou l'exploitant est une personne morale, les administrateurs et dirigeants de celle-ci qui sont en mesure de diriger ou d'influencer ses orientations ou activités

Obligation du  
capitaine, du  
propriétaire, etc.

— shall take all reasonable care to ensure that the vessel and all persons on board the vessel comply with section 5.1.

Obligation —  
directors and  
officers

**5.5** Every director and officer of a corporation shall take all reasonable care to ensure that the corporation complies with this Act and the regulations.

**5. (1) Subsection 6(3) of the Act is replaced by the following:**

Certificate of  
designation

(3) Every game officer must be provided with a certificate of designation as a game officer in a form approved by the Minister and, on entering any place under this Act, the officer shall, on request, show the certificate to the person in charge or control of the place.

**(2) Subsection 6(6) of the Act is replaced by the following:**

Arrest without  
warrant

(6) A game officer may arrest a person without a warrant if they believe, on reasonable grounds, that the person has committed an offence under this Act or if they find the person committing or about to commit an offence under this Act.

**6. (1) The portion of subsection 7(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Inspections

7: (1) For the purpose of verifying compliance with this Act and the regulations, a game officer may, subject to subsection (3), at any reasonable time, enter and inspect any place, including a vessel, in which they believe, on reasonable grounds, there is any thing to which this Act or the regulations apply or any document, record or data relating to the administration of this Act or the regulations, and the game officer may

**(2) Subsection 7(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):**

(c.1) use or cause to be used any computer system or data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;

relativement aux actes interdits par l'article 5.1, prennent les mesures voulues pour faire en sorte que le bâtiment et les personnes à bord se conforment à cet article.

**5.5** Les administrateurs et dirigeants de la personne morale prennent les mesures voulues pour faire en sorte que celle-ci se conforme à la présente loi et aux règlements.

**5. (1) Le paragraphe 6(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) Les gardes-chasse sont munis d'un certificat de désignation en la forme approuvée par le ministre qu'ils présentent, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de leur visite.

**(2) Le paragraphe 6(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(6) Les gardes-chasse peuvent arrêter sans mandat toute personne dont ils ont des motifs raisonnables de croire qu'elle a commis une infraction à la présente loi ou qu'ils prennent en flagrant délit ou sur le point de commettre une telle infraction.

**6. (1) Le passage du paragraphe 7(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

7. (1) Dans le but de vérifier l'observation de la présente loi et des règlements, le garde-chasse peut, à toute heure convenable et sous réserve du paragraphe (3), procéder à la visite de tout lieu — notamment un bâtiment — s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve un objet visé par la présente loi ou les règlements ou un document ou des données relatifs à l'application de ceux-ci. Il peut en outre :

**(2) Le paragraphe 7(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :**

c.1) utiliser ou faire utiliser tout ordinateur ou système informatique se trouvant dans le lieu visité pour vérifier les données que celui-ci contient ou auxquelles il donne accès;

5 Obligation des  
administrateurs  
et dirigeants

10

Présentation du  
certificat

15

Arrestation sans  
mandat

20

Visite

35

40

40



(c.2) reproduce or cause to be reproduced any record from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(c.3) take a printout or other output for inspection or copying;

(c.4) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record or document; and

c.2) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire un document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible;

c.3) emporter tout imprimé ou sortie de données pour examen ou reproduction;

c.4) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction se trouvant dans le lieu visité pour faire des copies du document;

**(3) Subsections 7(2) to (4) of the Act are replaced by the following:**

**(3) Les paragraphes 7(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

Duty of person in charge or control

(1.1) Every person who is in charge or control of a place that is inspected under this section shall permit a game officer and every person acting under their direction and control to do anything referred to in paragraphs (1)(c.1) to (c.4).

(1.1) Le responsable du lieu visité doit faire en sorte que le garde-chasse, ou la personne agissant sous sa direction ou son autorité, puisse procéder aux opérations mentionnées aux alinéas (1)c.1) à c.4).

Devoir du responsable

Entry of vessels

(1.2) Subject to subsection (3), for the purpose of verifying compliance with this Act and the regulations, a game officer who believes on reasonable grounds that a vessel has on board any thing to which this Act or the regulations apply or any document, record or data relating to the administration of this Act or the regulations may, in Canadian waters or the exclusive economic zone of Canada, board the vessel at any reasonable time and travel on it.

(1.2) Dans le but de vérifier l'observation de la présente loi et des règlements, le garde-chasse peut, sous réserve du paragraphe (3), à toute heure convenable, partout dans les eaux canadiennes ou la zone économique exclusive du Canada, visiter un bâtiment et y prendre place si le garde-chasse a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve un objet visé par la présente loi ou les règlements ou un document ou des données relatifs à l'application de ceux-ci.

Visite des bâtiments

Accommodation

(1.3) A game officer and every person acting under their direction and control who travels on a vessel shall be carried free of charge, and the master shall provide them with suitable accommodation and food free of charge.

(1.3) Le garde-chasse et la personne agissant sous sa direction ou son autorité qui prennent place à bord du bâtiment ont droit à la gratuité du transport; en outre, le capitaine est tenu de leur assurer gratuitement repas et hébergement dans des conditions convenables.

Prise en charge du garde-chasse

Stopping and detaining conveyances

(2) A game officer may, at any reasonable time, direct that a conveyance be stopped or be moved to a place where an inspection can be carried out and may, for a reasonable time, detain a conveyance.

(2) Le garde-chasse peut, à toute heure convenable, ordonner l'immobilisation d'un moyen de transport ou son déplacement en un lieu propice pour une inspection, et le retenir pendant un laps de temps raisonnable.

Pouvoirs d'immobilisation et de détention

Dwelling-place

(3) The game officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the person in charge or control of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

(3) Dans le cas d'un local d'habitation, le garde-chasse ne peut procéder à la visite sans l'autorisation du responsable que s'il est muni d'un mandat.

Local d'habitation

Inspection warrant — dwelling place

(4) On *ex parte* application, a justice, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, may issue a warrant authorizing a game officer to

(4) Sur demande *ex parte*, le juge de paix — au sens de l'article 2 du *Code criminel* — peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions qui y sont prévues, le garde-chasse à

Mandat autorisant la visite d'un local d'habitation

enter a dwelling-place, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice is satisfied by information on oath that

- (a) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to the dwelling-place;
- (b) entry to the dwelling-place is necessary for the administration of this Act or the regulations;
- (c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused; and
- (d) all reasonable attempts have been made to notify the owner or person in charge or control of the dwelling-place.

(5) On *ex parte* application, a justice, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, may issue a warrant authorizing a game officer to enter a place other than a dwelling-place, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice is satisfied by information on oath that

- (a) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to the place;
- (b) entry to the place is necessary for the administration of this Act or the regulations;
- (c) entry to the place has been refused, there are reasonable grounds to believe that entry will be refused, the game officer is not able to enter without the use of force or the place is abandoned; and
- (d) all reasonable attempts have been made to notify the owner, operator or person in charge or control of the place.

(6) The justice may waive the requirement to give notice under paragraph (4)(d) or (5)(d) if the justice is satisfied that attempts to give the notice would be unsuccessful because the owner, operator or person in charge or control is absent from the justice's jurisdiction, or that it is not in the public interest to give the notice.

(7) A person who is acting under a game officer's direction and control may accompany a game officer who is inspecting a place under

procéder à la visite d'un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

- a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas;
- d) le nécessaire a été fait pour aviser le propriétaire ou le responsable du lieu.

(5) Sur demande *ex parte*, le juge de paix — au sens de l'article 2 du *Code criminel* — peut décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, le garde-chasse à procéder à la visite d'un lieu autre qu'un local d'habitation, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

- a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas, le garde-chasse ne peut y procéder sans recourir à la force ou encore le lieu est abandonné;
- d) le nécessaire a été fait pour aviser le propriétaire, l'exploitant ou le responsable du lieu.

(6) Le juge de paix peut supprimer l'obligation prévue aux alinéas (4)d) ou (5)d) d'aviser le propriétaire, l'exploitant ou le responsable du lieu s'il est convaincu soit qu'on ne peut les joindre parce qu'ils se trouvent hors de son ressort, soit qu'il n'est pas dans l'intérêt public de le faire.

(7) Le garde-chasse qui procède à la visite d'un lieu sous le régime du présent article peut se faire accompagner d'une autre personne

Inspection  
warrant — non-  
dwellings

Waiving notice

Person under  
direction and  
control

Mandat  
autorisant la  
visite d'un lieu  
autre qu'un local  
d'habitation

Avis non requis

Personne sous la  
direction du  
garde-chasse



this section, may enter the place and may exercise any of the powers referred to in paragraphs (1)(b) to (c.4).

Use of force

(8) A game officer may not use force in executing a warrant under this section unless the warrant specifically authorizes the use of force.

Exclusive economic zone

(9) Every power that may be exercised in Canada under this section may be exercised in the exclusive economic zone of Canada.

Consent

(10) The consent of the Minister is required for the exercise of any power under this section in the exclusive economic zone of Canada in relation to a foreign vessel. However, for greater certainty, the consent of the Attorney General of Canada is not required.

agissant sous sa direction ou son autorité; celle-ci peut alors pénétrer dans le lieu et y exercer les pouvoirs prévus aux alinéas (1)b) à c.4).

(8) Le garde-chasse ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage.

(9) Les pouvoirs prévus au présent article peuvent être exercés tant au Canada que dans la zone économique exclusive de celui-ci.

(10) Les pouvoirs prévus au présent article ne peuvent être exercés à l'égard d'un bâtiment étranger dans la zone économique exclusive du Canada qu'avec le consentement du ministre; le consentement du procureur général du Canada n'est toutefois pas requis.

**7. Section 8 of the Act is replaced by the following:**

**8.** For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, a game officer may exercise the powers of search and seizure provided in section 487 of the *Criminal Code* without a search warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be feasible to obtain it.

Search and seizure without warrant

**7. L'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**8.** Dans le but de faire observer la présente loi et les règlements, le garde-chasse peut exercer sans mandat de perquisition les pouvoirs mentionnés à l'article 487 du *Code criminel* en matière de perquisition et de saisie lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Perquisition sans mandat

Powers of direction and detention of vessels

**8.1** (1) A game officer may direct a vessel to any place in Canadian waters or the exclusive economic zone of Canada or make a detention order in relation to a vessel or do both, if they have reasonable grounds to believe that the vessel or a person on board the vessel has committed, is committing or is about to commit an offence under section 5.1 in Canadian waters and that the vessel was, is being or is about to be used in connection with the commission of the offence.

**8.1** (1) Le garde-chasse qui a des motifs raisonnables de croire qu'un bâtiment ou une personne à son bord a commis, est en train de commettre ou est sur le point de commettre, dans les eaux canadiennes, une infraction à l'article 5.1 et que le bâtiment a été ou est utilisé, ou est sur le point d'être utilisé dans le cadre de la perpétration de l'infraction peut ordonner au bâtiment de se rendre en un lieu dans les eaux canadiennes ou la zone économique exclusive du Canada ou ordonner la détention du bâtiment, ou donner les deux ordres à la fois.

Ordres aux bâtiments

Powers of direction and detention of vessels

(2) A game officer may direct a vessel to any place in Canadian waters or the exclusive economic zone of Canada or make a detention order in relation to a vessel or do both, if they have reasonable grounds to believe that

(2) Le garde-chasse peut ordonner à tout bâtiment de se rendre en un lieu dans les eaux canadiennes ou la zone économique exclusive du Canada ou ordonner la détention du bâtiment, ou donner les deux ordres à la fois, s'il a des motifs raisonnables de croire :

Ordres aux bâtiments

(a) the vessel or a person on board the vessel has committed, is committing or is about to commit an offence under section 5.1 in the

	<p>exclusive economic zone of Canada and the vessel was, is being or is about to be used in connection with the commission of the offence; and</p> <p>(b) commission of the offence will cause major damage to the environment, or an actual threat of major damage to the environment, in Canada or in the exclusive economic zone of Canada.</p>	<p>a) que le bâtiment ou une personne à son bord a commis, est en train de commettre ou est sur le point de commettre, dans la zone économique exclusive du Canada, une infraction à l'article 5.1 et que le bâtiment a été ou est utilisé, ou est sur le point d'être utilisé dans le cadre de la perpétration de l'infraction;</p> <p>b) que la perpétration de l'infraction entraînera des dommages importants à l'environnement, au Canada ou dans la zone économique exclusive de celui-ci, ou une menace réelle de tels dommages.</p>	
Major damage	<p>(3) For greater certainty, the deposit of a substance in contravention of section 5.1 that, together with other deposits made in contravention of that section by one or more persons or vessels, has a cumulative or aggregate effect may cause major damage to the environment.</p>	<p>(3) Il est entendu que l'immersion ou le rejet d'une substance en contravention à l'article 5.1 peut causer des dommages importants à l'environnement si, combiné à d'autres immersions ou rejets effectués en contravention à cet article par des personnes ou des bâtiments, il a un effet cumulatif.</p>	Interprétation
Order in writing	<p>(4) A detention order shall be in writing and be addressed to every person at the place identified in the order who is empowered to give a clearance to the vessel.</p>	<p>(4) L'ordre de détention est adressé par écrit à quiconque a, dans le lieu précisé dans l'ordre, le pouvoir de donner congé au bâtiment.</p>	Ordre écrit
Service of order	<p>(5) Notice of the detention order shall be served by delivering a copy of the notice personally to the master or, if service cannot reasonably be effected personally, by posting a copy of the notice on a conspicuous part of the vessel.</p>	<p>(5) Un avis de l'ordre de détention est signifié au capitaine du bâtiment qui en fait l'objet par signification à personne d'un exemplaire ou, si la signification à personne ne peut raisonnablement se faire, par affichage d'un exemplaire à un endroit bien en vue sur le bâtiment.</p>	Signification
Duty of operator of vessel	<p>(6) Once notice of the detention order is served, no master, owner or operator of the vessel shall order the vessel to contravene the order.</p>	<p>(6) Dès que l'avis de l'ordre de détention a été signifié au capitaine, il est interdit au capitaine, au propriétaire et à l'exploitant d'ordonner que le bâtiment contrevienne à l'ordre.</p>	Obligation de l'exploitant du bâtiment
Duty of persons empowered to give clearance	<p>(7) Subject to subsection (8), no person who has received notice of the detention order shall give clearance to the vessel to which the order relates.</p>	<p>(7) Sous réserve du paragraphe (8), il est interdit à quiconque a reçu l'avis de l'ordre de détention de donner congé au bâtiment.</p>	Obligation des personnes qui ont le pouvoir de donner congé
When clearance may be given	<p>(8) A person who has received notice of the detention order may give clearance to the vessel to which the order relates if</p> <p>(a) neither the vessel nor any person is charged with the offence that gave rise to the making of the order within 30 days after the day on which the order is made;</p>	<p>(8) Quiconque a reçu l'avis de l'ordre de détention peut donner congé au bâtiment si, selon le cas :</p> <p>a) aucune personne ni aucun bâtiment n'a été accusé, dans les trente jours suivant la prise de l'ordre, de l'infraction qui a donné lieu à l'ordre;</p>	Congé



	(b) within 30 days after the day on which the order is made, the vessel or a person is charged with the offence and every accused has appeared in Canada to answer to the charge;	5	b) dans les trente jours suivant la prise de l'ordre, une personne ou le bâtiment a été accusé de cette infraction et chaque accusé a comparu au Canada pour répondre à l'accusation;	5
	(c) Her Majesty in right of Canada is given security, in a form determined by the Attorney General of Canada, for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of every accused and 10 costs that might be incurred in proceedings in connection with the charge or charges, or payment of any lesser amount that is approved by the Attorney General of Canada;	10	c) est remis à Sa Majesté du chef du Canada le cautionnement — dont la forme est déterminée par le procureur général du Canada — pour le paiement soit de l'amende maximale susceptible d'être imposée à 10 chaque accusé en cas de déclaration de culpabilité et des autres frais engendrés par le procès, soit d'une somme inférieure approuvée par le procureur général du Canada;	15
	(d) all proceedings in respect of the offence 15 that gave rise to the making of the order are discontinued; or	15	d) il y a désistement de toutes les poursuites relatives à l'infraction qui a donné lieu à l'ordre;	
	(e) the order is rescinded by a game officer.		e) l'ordre a été annulé par un garde-chasse.	
Consent of Attorney General of Canada	(9) The powers to direct and detain a vessel may not be exercised in the exclusive economic 20 zone of Canada in relation to a foreign vessel without the consent of the Attorney General of Canada.	20	(9) Les pouvoirs visés aux paragraphes (1) et 20 (2) ne peuvent être exercés dans la zone économique exclusive du Canada à l'égard d'un bâtiment étranger sans le consentement du procureur général du Canada.	Consentement du procureur général du Canada
Foreign state to be notified	(10) If a vessel to which a detention order relates is registered in a foreign state, that state 25 is to be notified that the order was made.	25	(10) Si le bâtiment visé par l'ordre de 25 détention est immatriculé dans un État étranger, celui-ci est informé du fait que l'ordre a été rendu.	Notification à l'État étranger
Right of passage	8.2 A person who is engaged in carrying out duties or functions under this Act and any person acting under their direction and control may enter on and pass through or over private 30 property without being liable for doing so and without any person having the right to object to that use of the property.	30	8.2 La personne qui exerce des fonctions au titre de la présente loi, ainsi que toute personne 30 agissant sous sa direction ou son autorité, peuvent pénétrer dans une propriété privée et y circuler sans encourir de poursuites à cet égard et sans que personne puisse s'y opposer.	Droit de passage
Assistance	8.3 An owner, operator or person in charge or control of a place entered by a game officer 35 under this Act, and every person found in the place, shall	35	8.3 Le propriétaire, l'exploitant ou le res- 35 ponsable du lieu visité en application de la présente loi, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus :	Assistance au garde-chasse
	(a) give the game officer and every person under their direction and control all reason- 40 able assistance to enable the game officer to 40 carry out their duties and functions under this Act; and	40	a) de prêter au garde-chasse et à toute personne agissant sous sa direction ou son 40 autorité toute l'assistance possible pour permettre au garde-chasse d'exercer ses fonctions;	

(b) provide the game officer and every person under their direction and control with any information relating to the administration of this Act and the regulations that the game officer may reasonably require.

5

**8. (1) Subsection 12(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (h):**

(h.1) respecting the conditions and circumstances under which migratory birds may be killed, captured, injured, taken or disturbed, or nests may be damaged, destroyed, removed or disturbed;

**(2) Subsection 12(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (i):**

(i.1) respecting documents, records and data that any person or vessel or class of persons or vessels is required to keep or provide under this Act;

(i.2) excluding from the application of any provision of this Act or the regulations a military vessel, a naval auxiliary vessel or a vessel that is owned or operated by a state while it is being used only on government non-commercial service;

25

**(3) Subsection 12(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (j) and by adding the following after paragraph (j):**

(j.1) defining, for the purposes of this Act, any word or expression that is used in this Act and is not defined; and

**9. (1) Subsections 13(1) and (2) of the Act are replaced by the following:**

**13. (1) A person or vessel commits an offence if the person or vessel contravenes**

(a) a provision of this Act or the regulations;

(b) an obligation or prohibition arising from this Act or the regulations;

(c) an order or direction made under this Act; or

5

b) de donner au garde-chasse et à toute personne agissant sous sa direction ou son autorité les renseignements que le garde-chasse peut valablement exiger quant à l'exécution de la présente loi et des règlements.

**8. (1) Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :**

*h.1)* prévoir les conditions et modalités pour tuer, capturer, blesser, prendre ou déranger des oiseaux migrateurs, ou pour endommager, détruire, enlever ou déranger leurs nids;

**(2) Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit :**

*i.1)* régir les documents et les données que doit tenir ou fournir toute personne ou tout bâtiment ou toute catégorie de personnes ou de bâtiments dans le cadre de la présente loi;

*i.2)* soustraire à l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements tout bâtiment de guerre, tout bâtiment de guerre auxiliaire ou tout bâtiment appartenant à un État ou exploité par un État et utilisé exclusivement à des fins d'intérêt public et non commerciales;

**(3) Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa j), de ce qui suit :**

30

*j.1)* définir, pour l'application de la présente loi, les termes non définis par celle-ci qui y figurent;

**9. (1) Les paragraphes 13(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

35

**13. (1) Commet une infraction la personne ou le bâtiment qui contrevient :**

a) à la présente loi ou aux règlements;

b) à toute obligation ou interdiction découlant de la présente loi ou des règlements;

c) à tout ordre donné en application de la présente loi;

40



	(d) an order, direction or decision of a court made under this Act.	d) à toute ordonnance ou décision judiciaire rendue en application de la présente loi.	
Penalties	(1.1) Every person or vessel that commits an offence is liable	(1.1) L'auteur de l'infraction encourt, sur déclaration de culpabilité :	Peines
	(a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than three years, or to both; and	a) par mise en accusation, une amende maximale de 1 000 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines;	5
	(b) on summary conviction, to a fine of not more than \$300,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.	b) par procédure sommaire, une amende maximale de 300 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.	10
Parties to offence	(1.2) If a corporation commits an offence under this Act, any director, officer, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to the offence, and is liable on conviction to the penalty provided for by this Act, whether or not the corporation is prosecuted for the offence.	(1.2) En cas de perpétration d'une infraction à la présente loi par une personne morale, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourrent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.	Participants à l'infraction
Proof of offence — corporation	(1.3) In a prosecution of a corporation for an offence under this Act, other than an offence under paragraph 5.2(a), (c) or (d) or section 5.4 or 5.5, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or prosecuted for the offence.	(1.3) Dans les poursuites contre une personne morale pour une infraction à la présente loi autre que la contravention aux alinéas 5.2a), c) ou d) ou aux articles 5.4 ou 5.5, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, que cet employé ou mandataire soit ou non identifié ou poursuivi.	20 Preuve : personnes morales
Proof of offence — vessel	(1.4) In a prosecution of a vessel for an offence under this Act, other than an offence under paragraph 5.2(a), (c) or (d), it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by a person on board the vessel, whether or not the person is identified or prosecuted for the offence.	(1.4) Dans les poursuites contre un bâtiment pour une infraction à la présente loi autre que la contravention aux alinéas 5.2a), c) ou d), il suffit, pour établir la culpabilité du bâtiment, de prouver que l'infraction a été commise par une personne à bord, que cette personne soit ou non identifiée ou poursuivie.	30 Preuve : bâtiments
Directions or orders	(1.5) For the purpose of prosecuting a vessel for contravening a direction or order given under this Act, a direction or order given to the master or a crew member is deemed to have been given to the vessel.	(1.5) Dans le cas de poursuites pour omission de se conformer à un ordre donné sous le régime de la présente loi, l'ordre donné au capitaine ou à un membre d'équipage est réputé avoir été donné au bâtiment.	35 Preuve des ordres
Proof of offence	(1.6) In a prosecution of a master or chief engineer of a vessel for an offence under this Act, other than an offence under paragraph 5.2(a), (c) or (d) or section 5.3, 5.4 or 5.5, it is sufficient proof of the offence to establish that it	(1.6) Dans les poursuites contre le capitaine ou le mécanicien en chef d'un bâtiment pour infraction à la présente loi autre que la contravention aux alinéas 5.2a), c) ou d) ou aux articles 5.3, 5.4 ou 5.5, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que	40 Preuve

	was committed by a person on board the vessel, whether or not the person is identified or prosecuted for the offence.	l'infraction a été commise par une personne à bord du bâtiment, que cette personne soit ou non identifiée ou poursuivie.	
Proof of offence	(1.7) In a prosecution of an offence under section 5.4, it is sufficient proof of the offence to establish that a substance was deposited by the vessel contrary to section 5.1.	(1.7) Dans les poursuites intentées pour contravention à l'article 5.4, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que le bâtiment a procédé à l'immersion ou au rejet d'une substance en contravention à l'article 5.1.	Preuve 5
Due diligence	(1.8) A person or vessel that establishes that they exercised due diligence to prevent the commission of an offence under this Act, other than an offence under paragraph 5.2(a), (c) or (d) or section 5.3, shall not be found guilty of the offence.	(1.8) La personne ou le bâtiment ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, autre que la contravention aux alinéas 5.2a), c) ou d) ou à l'article 5.3, s'il prouve qu'il a pris toutes les précautions voulues pour prévenir sa perpétration.	Disculpation 10
Subsequent offences	(2) If a person or vessel is convicted of an offence under this Act a second or subsequent time, the amount of the fine for the subsequent offence may be double the amount set out in subsection (1.1).	(2) Le montant des amendes prévues au paragraphe (1.1) peut être doublé en cas de récidive.	Récidive 15
	<b>(2) Subsection 13(3) of the English version of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) Le paragraphe 13(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	20
Continuing offence	(3) A person or vessel that commits or continues an offence on more than one day is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.	(3) A person or vessel that commits or continues an offence on more than one day is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.	Continuing offence 25
	<b>(3) Subsection 13(5) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(3) Le paragraphe 13(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
Sentencing considerations	(4.1) A court that imposes a sentence shall take the following factors into account, in addition to any other principles that it is required to consider:  (a) the harm or risk of harm caused by the commission of the offence;  (b) whether the offender was found to have committed the offence intentionally, reck- lessly or inadvertently;  (c) whether the offender was found to have been negligent or incompetent or to have shown a lack of concern with respect to the commission of the offence;	(4.1) Le tribunal détermine la peine à infliger compte tenu — en plus des principes qu'il doit prendre en considération — des facteurs suivants :  a) le dommage ou le risque de dommage que cause l'infraction;  b) le caractère intentionnel, imprudent ou fortuit de l'infraction;  c) la conclusion du tribunal selon laquelle le contrevenant a fait preuve d'incompétence, de négligence ou d'insouciance;  d) tout avantage procuré par la perpétration de l'infraction;	Facteurs à considérer 30 35 40



(d) any property, benefit or advantage received or receivable by the offender to which, but for the commission of the offence, the offender would not have been entitled;

(e) any evidence from which the court may reasonably conclude that the offender has a history of non-compliance with this Act or the regulations; and

(f) all available sanctions that are reasonable in the circumstances, with particular attention to the circumstances of aboriginal offenders.

Additional fine

(5) If a person or vessel is convicted of an offence and the court is satisfied that, as a result of the commission of the offence, a monetary benefit accrued to the person or to an owner or operator of the vessel, or another person incurred a monetary loss,

(a) the court may order the offender to pay an additional fine in an amount equal to the court's estimate of the amount of the monetary benefit or loss; and

(b) the additional fine may exceed the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act.

**10. Subsection 14(1) of the English version of the Act is replaced by the following:**

Forfeiture

**14. (1)** If a person or vessel is convicted of an offence, the convicting court may, in addition to any punishment imposed, order that any seized thing by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds of its disposition, be forfeited to Her Majesty.

**11. Section 15 of the English version of the Act is replaced by the following:**

Retention or sale

**15.** If a fine is imposed on a person or vessel convicted of an offence, any seized thing, or any proceeds of its disposition, may be retained until the fine is paid, or the thing may be sold in satisfaction of the fine and the proceeds applied, in whole or in part, in payment of the fine.

**12. (1)** The portion of section 16 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

e) tout élément de preuve l'incitant raisonnablement à croire que le contrevenant a, dans le passé, accompli des actes contraires à la présente loi ou aux règlements;

f) l'examen de toutes les sanctions applicables qui sont justifiées dans les circonstances, plus particulièrement en ce qui concerne les délinquants autochtones.

(5) Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il constate que le contrevenant ou, dans le cas où le contrevenant est un bâtiment, le propriétaire ou l'exploitant de celui-ci a tiré des avantages financiers de la perpétration de l'infraction ou qu'il a causé une perte financière à autrui du fait de sa perpétration, infliger au contrevenant, en sus de l'amende maximale prévue par la présente loi, une amende supplémentaire correspondant à son évaluation de ces avantages ou de cette perte.

Amende supplémentaire

**10. Le paragraphe 14(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**14. (1)** If a person or vessel is convicted of an offence, the convicting court may, in addition to any punishment imposed, order that any seized thing by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds of its disposition, be forfeited to Her Majesty.

Forfeiture

**11. L'article 15 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**15.** If a fine is imposed on a person or vessel convicted of an offence, any seized thing, or any proceeds of its disposition, may be retained until the fine is paid, or the thing may be sold in satisfaction of the fine and the proceeds applied, in whole or in part, in payment of the fine.

Retention or sale

**12. (1)** Le passage de l'article 16 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

40

Court order

16. (1) If a person or vessel is convicted of an offence, the court may, in addition to any punishment imposed and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order containing one or more of the following prohibitions, directions or requirements:

(2) Paragraphs 16(1)(a) and (b) of the English version of the Act are replaced by the following:

(a) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that could, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;

(b) directing the offender to take any action the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to any migratory bird or nest that resulted or may result from the commission of the offence;

(3) Subsection 16(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) directing the offender to have an environmental audit conducted by a person of a class specified by the court at the times specified by the court, and directing the offender to remedy any deficiencies revealed by the audit;

(4) Paragraphs 16(1)(c) and (d) of the English version of the Act are replaced by the following:

(c) directing the offender to publish, in a manner the court considers appropriate, the facts relating to the commission of the offence;

(d) directing the offender to pay the Minister or the government of a province compensation, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Minister or that government as a result of the commission of the offence;

(5) Subsection 16(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d):

16. (1) En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant au contrevenant tout ou partie des obligations suivantes :

(2) Les alinéas 16(1)a) et b) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(a) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that could, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;

(b) directing the offender to take any action the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to any migratory bird or nest that resulted or may result from the commission of the offence;

(3) Le paragraphe 16(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) faire effectuer, à des moments déterminés, une vérification environnementale par une personne appartenant à une catégorie de personnes désignée, et prendre les mesures propres à remédier aux défauts constatés;

(4) Les alinéas 16(1)c) et d) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(c) directing the offender to publish, in a manner the court considers appropriate, the facts relating to the commission of the offence;

(d) directing the offender to pay the Minister or the government of a province compensation, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Minister or that government as a result of the commission of the offence;

(5) Le paragraphe 16(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

Ordonnance du tribunal



(d.1) directing the offender to pay, in a manner specified by the court, an amount to enable research to be conducted into the protection of the migratory bird populations in respect of which the offence was committed; 5

(d.2) directing the offender to pay, in a manner specified by the court, an amount to an educational institution for scholarships for students enrolled in environmental studies; 10

**(6) Paragraphs 16(1)(e) to (h) of the English version of the Act are replaced by the following:**

(e) directing the offender to perform community service in accordance with any reasonable conditions specified in the order; 15

(f) directing the offender to submit to the Minister, on application to the court by the Minister within three years after the conviction, any information about the offender's activities that the court considers appropriate in the circumstances; 20

(g) directing the offender to post a bond or pay into court an amount of money that the court considers appropriate to ensure compliance with any prohibition, direction or requirement under this section; and 25

(h) requiring the offender to comply with any other conditions that the court considers appropriate to secure the offender's good conduct and to prevent the offender from repeating the offence or committing other offences. 30

**(7) Section 16 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):** 35

(2) The court may also, at the time sentence is imposed and on the application of a person who incurred a monetary loss as a result of the commission of the offence — other than an owner or operator of a vessel that committed the offence — order the offender to pay that person compensation for the loss. 40

Compensation  
for loss of  
property

d.1) verser, selon les modalités prescrites par le tribunal, une somme d'argent destinée à permettre des recherches sur la protection des populations d'oiseaux migrateurs à l'égard desquelles l'infraction a été commise; 5

d.2) verser à un établissement d'enseignement, selon les modalités prescrites par le tribunal, une somme d'argent destinée à créer des bourses d'études attribuées à quiconque suit un programme d'études dans un domaine lié à l'environnement; 10

**(6) Les alinéas 16(1)e) à h) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(e) directing the offender to perform community service in accordance with any reasonable conditions specified in the order; 15

(f) directing the offender to submit to the Minister, on application to the court by the Minister within three years after the conviction, any information about the offender's activities that the court considers appropriate in the circumstances; 20

(g) directing the offender to post a bond or pay into court an amount of money that the court considers appropriate to ensure compliance with any prohibition, direction or requirement under this section; and 25

(h) requiring the offender to comply with any other conditions that the court considers appropriate to secure the offender's good conduct and to prevent the offender from repeating the offence or committing other offences. 30

**(7) L'article 16 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :** 35

(2) Le tribunal peut en outre ordonner au contrevenant d'indemniser la victime qui le demande — à l'exception du propriétaire ou de l'exploitant du bâtiment dans le cas où celui-ci est le contrevenant —, de toute perte financière résultant de l'infraction. 40

Indemnisation

Enforcement	(3) If the amount that is ordered to be paid is not paid immediately, the applicant may, by filing the order, enter the amount as a judgment in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the offender as if it were a judgment rendered against them in that court in civil proceedings.	(3) À défaut de paiement immédiat de l'indemnité, la victime peut, par dépôt de l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, l'ordre de payer la somme en question et ce jugement peut être exécuté contre le contrevenant de la même manière que s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui par cette cour en matière civile.	Exécution
Variation of sanctions	(4) A court that has made an order under subsection (1) in relation to an offender may, on application by the offender or the Attorney General of Canada, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and the Attorney General, vary the order in any of the following ways that, in the court's opinion, is appropriate because of a change in the offender's circumstances since the order was made:  (a) by making changes in the order or the conditions specified in it or extending the period during which it is to remain in force for a period of not more than one year; or  (b) by decreasing the period during which the order is to remain in force or relieving the offender of compliance with any condition that is specified in it, either absolutely or partially, or for a specific period.	(4) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu du paragraphe (1) peut, sur demande du procureur général du Canada ou du contrevenant, accepter de faire comparaître celui-ci et, après avoir entendu les observations de l'un et l'autre, modifier l'ordonnance selon ce qui est applicable en l'espèce et lui paraît justifié par tout changement dans la situation du contrevenant :  a) soit en modifiant son contenu ou ses conditions ou en prolongeant sa validité, sans toutefois excéder un an;  b) soit en raccourcissant sa période de validité ou en dégageant le contrevenant, absolument ou partiellement ou pour une durée limitée, de l'obligation de se conformer à telle de ses conditions.	Ordonnance de modification des sanctions
Notice	(5) Before making an order under subsection (4), the court may direct that notice be given to any person that it considers to be interested and it may hear that person.	(5) Avant de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (4), le tribunal peut en faire donner préavis aux personnes qu'il juge intéressées; il peut aussi les entendre.	Préavis
Subsequent applications with leave	(6) If the court hears an application under subsection (4) in respect of an offender, no other application may be made under that subsection with respect to the offender except with leave of the court.	(6) Après audition de la demande visée au paragraphe (4), toute nouvelle demande au titre de ce paragraphe est subordonnée à l'autorisation du tribunal.	Restriction
1995, c. 22, s. 18 (Sch. IV, item 27)	<b>13. Section 17 of the English version of the Act is replaced by the following:</b>	<b>13. L'article 17 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27
Suspended sentence	<b>17. (1) If a person or vessel is convicted of an offence and the court suspends the passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the Criminal Code, the court may, in addition to any probation order made under that paragraph, make an order under section 16.</b>	<b>17. (1) If a person or vessel is convicted of an offence and the court suspends the passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the Criminal Code, the court may, in addition to any probation order made under that paragraph, make an order under section 16.</b>	Suspended sentence



Imposition of sentence	(2) If the person or vessel does not comply with the order or is convicted of another offence within three years after the order was made, the court may, on the application of the prosecution, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.	(2) If the person or vessel does not comply with the order or is convicted of another offence within three years after the order was made, the court may, on the application of the prosecution, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.	Imposition of sentence
	<b>14. The Act is amended by adding the following after section 17:</b>	<b>14. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 17, de ce qui suit :</b>	
Civil remedies not affected	<b>17.1</b> (1) No civil remedy for any conduct is suspended or affected by reason only that the conduct is an offence under this Act.	<b>17.1</b> (1) Le simple fait qu'un comportement constitue une infraction à la présente loi n'a aucun effet, suspensif ou autre, sur d'éventuels recours civils.	Absence d'effet sur les recours civils
Remedies not repealed, etc.	(2) Nothing in this Act repeals, removes or reduces any remedy available under a law in force in Canada.	(2) La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux recours éventuels prévus par le droit en vigueur au Canada.	Absence d'effet sur l'existence de recours
Damages caused by vessel	(3) A court shall not order an offender to pay compensation to the Minister or a government under paragraph 16(1)(d) or to a person under subsection 16(2) in connection with damage caused by a vessel if the Minister, government or person may make a claim for compensation for the damage under the <i>Marine Liability Act</i> or the <i>Arctic Waters Pollution Prevention Act</i> .	(3) Le tribunal ne peut rendre l'ordonnance visée à l'alinéa 16(1)d) ou au paragraphe 16(2) à l'égard du dommage causé par un bâtiment si le ministre, le gouvernement ou la victime qui bénéficierait de l'ordonnance peut présenter une demande d'indemnisation à l'égard de ce dommage en vertu de la <i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i> ou de la <i>Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques</i> .	Dommage causé par un bâtiment
	<b>15. The Act is amended by adding the following after section 18:</b>	<b>15. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 18, de ce qui suit :</b>	
Documents, records and data	<b>18.1</b> In a proceeding under this Act, a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the <i>Canada Shipping Act</i> is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in it.	<b>18.1</b> Dans les poursuites engagées sous le régime de la présente loi, les documents ou données dont celle-ci ou la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> exige la tenue sont admissibles en preuve et font foi, sauf preuve contraire, de leur contenu.	Documents et données
Analyst's certificate	<b>18.2</b> (1) In a proceeding under this Act, a certificate that appears to be signed by an analyst, that states that an article, sample or substance has been analysed or examined by the analyst and that contains the results of the analysis or examination, is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in it without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it.	<b>18.2</b> (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, le certificat paraissant signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a analysé ou examiné tel article, tel échantillon ou telle substance et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.	Certificat de l'analyste

Requiring attendance of analyst	(2) The party against whom a certificate is produced may, with leave of the court, require the analyst's attendance for the purposes of cross-examination.	(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.	Présence de l'analyste
Notice of intention to produce certificate	(3) No certificate may be admitted in evidence unless, before the trial, the party that intends to produce it gives reasonable notice of that intention, together with a copy of the certificate, to the party against whom it is intended to be produced.	(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise, avant le procès, un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.	5 Préavis
Proof of service	(4) Service of a certificate may be proved by oral evidence given under oath by the person who claims to have served it, or by that person's affidavit or solemn declaration.	(4) La signification du certificat peut être prouvée oralement sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a effectué la signification.	10 Preuve de signification
Attendance for examination	(5) Despite subsection (4), the court may require the person who appears to have signed the affidavit or solemn declaration to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.	(5) Malgré le paragraphe (4), le tribunal peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire à l'égard de la preuve de la signification.	15 Présence pour interrogatoire
Definition of "analyst"	(6) For the purposes of this section, "analyst" means a person who is recognized by a laboratory or research centre as having the authority to perform the analysis or examination that is the subject of the certificate.	(6) Pour l'application du présent article, « analyste » s'entend de toute personne qu'un laboratoire ou centre de recherche reconnaît apte à faire l'analyse ou l'examen dont fait état le certificat.	20 Définition de « analyste »
APPLICATION OF CRIMINAL LAW			
Offences deemed committed in Canada	18.3 (1) An act or omission that is an offence under this Act — or that is committed by or against a person who is engaged in carrying out duties or functions, or exercising a power, under this Act or a person acting under their direction and control and that would be an offence under the <i>Criminal Code</i> if it were committed in Canada — is deemed to be committed in Canada if it is committed in the exclusive economic zone of Canada.	18.3 (1) Tout fait — acte ou omission — commis dans la zone économique exclusive du Canada est réputé commis au Canada dans le cas où il constitue une infraction sous le régime de la présente loi ou dans le cas où il est commis à l'endroit de toute personne exerçant des fonctions ou des pouvoirs au titre de la présente loi ou de toute personne agissant sous sa direction ou son autorité ou par l'une ou l'autre de ces personnes et constituerait, s'il était commis au Canada, une infraction au <i>Code criminel</i> .	25 30 35 Infractions réputées commises au Canada
Offences deemed committed in Canada	(2) An act or omission that would be an offence under this Act if it were committed in Canada — or that is committed by or against a person who is engaged in carrying out duties or functions, or exercising a power, under this Act or a person acting under their direction and control and that would be an offence under the <i>Criminal Code</i> if it were committed in Canada — is deemed to be committed in Canada if it is committed at any place on the seas, other than a	(2) Tout fait — acte ou omission — commis en tout lieu en mer, exception faite de la mer territoriale et des eaux intérieures d'un État étranger, en cas de poursuite immédiate d'un bâtiment entamée dans les eaux canadiennes ou la zone économique exclusive du Canada, est réputé commis au Canada dans le cas où, d'une part, il constituerait une infraction sous le régime de la présente loi ou du <i>Code criminel</i> s'il était commis au Canada et, d'autre part,	40 45 Infractions réputées commises au Canada



	place that is in the territorial sea or internal waters of a state other than Canada, in the course of hot pursuit of a vessel that commenced while the vessel was in Canadian waters or in the exclusive economic zone of Canada.	5	s'agissant de l'infraction au <i>Code criminel</i> , il a été commis à l'endroit de toute personne exerçant des fonctions ou des pouvoirs au titre de la présente loi ou de toute personne agissant sous sa direction ou son autorité ou par l'une ou l'autre de ces personnes.	5
Exercising powers of arrest, entry, etc.	(3) Every power — including arrest, entry, search and seizure — that may be exercised in Canada in respect of an offence under this Act or under the <i>Criminal Code</i> may, in respect of an offence referred to in subsection (1), be exercised in the exclusive economic zone of Canada and, in respect of an offence referred to in subsection (2), be exercised at any place on the seas other than a place that is in the territorial sea or internal waters of a state other than Canada.	10	(3) Les pouvoirs — notamment en matière d'arrestation, de visite, de perquisition ou de saisie — pouvant être exercés au Canada à l'égard d'une infraction sous le régime de la présente loi ou du <i>Code criminel</i> peuvent l'être, à l'égard de l'infraction visée au paragraphe (1), dans la zone économique exclusive du Canada et, à l'égard de l'infraction visée au paragraphe (2), en tout lieu en mer, exception faite de la mer territoriale et des eaux intérieures d'un État étranger.	10
Consent of Attorney General of Canada	(4) The powers referred to in subsection (3) may not be exercised in relation to a foreign vessel, or to a foreign national on board a foreign vessel, without the consent of the Attorney General of Canada.	20	(4) Les pouvoirs visés au paragraphe (3) ne peuvent être exercés à l'égard d'un bâtiment étranger ou d'un étranger se trouvant à bord d'un tel bâtiment sans le consentement du procureur général du Canada.	20
Jurisdiction of justice or judge	(5) A justice, as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> , or a judge in any territorial division in Canada has jurisdiction to authorize an arrest, entry, search or seizure in connection with an offence referred to in subsection (1) or (2) as if the offence had been committed in that territorial division.	25	(5) Tout juge de paix — au sens de l'article 2 du <i>Code criminel</i> — ou tout juge, quelle que soit sa circonscription territoriale au Canada, a compétence pour autoriser toute arrestation, visite, perquisition, fouille ou saisie à l'égard de l'infraction visée aux paragraphes (1) ou (2) comme si l'infraction avait été commise dans sa circonscription territoriale.	25
Consent of Attorney General of Canada	(6) A proceeding that is commenced in respect of an offence referred to in subsection (1) or (2) shall not be continued if the accused is a foreign vessel, or if the accused is a foreign national and the offence was committed while the accused was on board a foreign vessel, unless the Attorney General of Canada consents to the continuation no later than eight days after the proceeding is commenced.	30	(6) Il est mis fin aux poursuites ayant trait à l'infraction visée aux paragraphes (1) ou (2) dans le cas où l'accusé est un bâtiment étranger ou un étranger qui se trouvait à bord d'un tel bâtiment au moment où l'infraction a été commise, à moins que le procureur général du Canada ne consente à leur continuation au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées.	30
Jurisdiction of courts	<b>18.4</b> A proceeding in respect of an offence referred to in subsection 18.3(1) or (2) may be commenced in any territorial division in Canada whether or not the accused is in Canada, and the accused may be tried and punished for that offence as if the offence had been committed in that territorial division.	40	<b>18.4</b> L'infraction visée aux paragraphes 18.3(1) ou (2) peut être poursuivie dans toute circonscription territoriale du Canada, que l'accusé se trouve ou non au Canada; l'accusé peut être jugé et puni comme si l'infraction avait été commise dans cette circonscription.	40

Exercice des pouvoirs d'arrestation, de visite, etc.

Consentement du procureur général du Canada

Pouvoir des tribunaux

Consentement du procureur général

Lieu où les poursuites sont intentées

Proceedings against vessels	18.5 (1) The provisions of this Act and the <i>Criminal Code</i> relating to indictable or summary conviction offences that apply to persons apply also to vessels, with any modifications that the circumstances require.	18.5 (1) Les dispositions de la présente loi et du <i>Code criminel</i> applicables aux personnes relativement aux actes criminels ou aux infractions punissables par procédure sommaire s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux 5 bâtiments.	Poursuites contre les bâtiments
Service on vessel	(2) If a vessel is charged with an offence under this Act, the summons may be served on the vessel by leaving it with the master or any officer of the vessel or by posting it on a conspicuous part of the vessel. 10	(2) La signification au bâtiment accusé d'une infraction à la présente loi se fait par remise de la citation à comparaître au capitaine ou à un officier du bâtiment ou par son affichage à un 10 endroit bien en vue sur celui-ci.	Signification au bâtiment et comparution
Appearance at trial	(3) The vessel shall appear by counsel or a representative. If the vessel does not appear, a court may, on proof of service of the summons, proceed to hold the trial in the absence of the vessel. 15	(3) Le bâtiment cité comparaît par avocat ou représentant. En cas de non-comparution du bâtiment, la juridiction saisie peut, sur preuve de la signification, procéder par défaut. 15	Comparution
Proceedings on indictment	(4) For greater certainty, subsection (3) applies to a trial on an indictment.	(4) Il est entendu que le paragraphe (3) s'applique aux procédures engagées par mise en accusation.	Procédure engagée par mise en accusation

**16. The Act is amended by adding the following after section 19:**

**16. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 19, de ce qui suit :** 20

	DISCLOSURE OF INFORMATION	COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS	
Purposes for which information may be disclosed	<p>19.1 (1) Subject to the <i>Privacy Act</i>, information obtained in the administration or enforcement of this Act may be disclosed</p> <p>(a) as necessary for the purposes of the administration or enforcement of this Act;</p> <p>(b) in order to notify another Party to the 25 Convention of an environmental emergency that has been discovered or a potential environmental risk;</p> <p>(c) in order to notify the public of an environmental emergency that has been 30 discovered, or a potential environmental risk, that may affect public health or public safety; or</p> <p>(d) under an agreement or arrangement between the Government of Canada or any 35 of its institutions and any other government in Canada, the government of a foreign state or an international organization or any of their institutions, or between the Minister and any other federal minister, if the purpose of 40 the agreement or arrangement is</p>	<p>19.1 (1) Sous réserve de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>, les renseignements obtenus sous le régime de la présente loi peuvent être communiqués :</p> <p>a) dans la mesure nécessaire à l'application 25 ou au contrôle d'application de la présente loi;</p> <p>b) pour informer une autre partie à la convention des urgences environnementales qui se sont produites ou de tout risque pour 30 l'environnement;</p> <p>c) pour informer le public des urgences environnementales qui se sont produites ou de tout risque pour l'environnement qui pourraient porter atteinte à la santé ou la 35 sécurité publiques;</p> <p>d) dans le cadre d'un accord ou arrangement conclu entre le gouvernement fédéral ou une de ses institutions et tout autre gouvernement au Canada ou à l'étranger, ou toute organi- 40</p>	Cas de communication



Protection from  
civil proceeding  
or prosecution

- (i) the administration or enforcement of a law,
- (ii) the fulfilment of the obligations of a Party under the Convention, or
- (iii) research or statistical analysis in relation to the protection and conservation of migratory birds.

(2) Despite any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings lie against a federal minister or any person who acts on behalf or under the direction of a federal minister, the Government of Canada or any of its institutions, and no proceedings lie against the Crown or any institution of the Government of Canada, for the disclosure in good faith of any information under this Act or for any consequences that flow from that disclosure.

sation internationale ou une de leurs institutions, ou entre le ministre et un autre ministre fédéral et visant :

- (i) soit l'application ou le contrôle d'application d'une règle de droit,
- (ii) soit l'accomplissement des obligations qui incombent à une partie à la convention aux termes de celle-ci,
- (iii) soit à l'exécution de travaux de recherche ou de statistique relativement à la protection et à la conservation des oiseaux migrateurs.

(2) Malgré toute autre loi fédérale, les ministres fédéraux ainsi que les personnes qui agissent au nom ou sur l'ordre d'un ministre fédéral, de la Couronne ou d'une institution fédérale bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale, et la Couronne et les institutions fédérales bénéficient de l'immunité devant toute juridiction, pour la communication totale ou partielle de renseignements faite de bonne foi dans le cadre de la présente loi ainsi que pour les conséquences qui en découlent.

Immunité

1999, c. 33

### CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

17. The heading of Division 3 of Part 7 of the French version of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* is replaced by the following:

#### IMMERSION EN MER

18. The definitions "disposal", "incineration" and "master" in subsection 122(1) of the Act are replaced by the following:

"disposal" means

- (a) the disposal of a substance at sea from a ship, an aircraft, a platform or another structure,
- (b) the disposal of dredged material into the sea from any source not mentioned in paragraph (a),

"disposal"  
« immersion »

### LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

17. Le titre de la section 3 de la partie 7 de la version française de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* est remplacé par ce qui suit :

#### IMMERSION EN MER

18. Les définitions de « capitaine », « immersion » et « incinération », au paragraphe 122(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« capitaine » La personne ayant la direction ou le commandement d'un navire. Est exclu de la présente définition le pilote breveté, au sens de l'article 2 de la *Loi sur le pilotage*.

« capitaine »  
"master"

« immersion » Selon le cas :

- a) l'élimination en mer de substances provenant de navires, d'aéronefs, de plates-formes ou d'autres ouvrages;

« immersion »  
"disposal"

(c) the storage on the seabed, in the subsoil of the seabed or on the ice in any area of the sea of a substance that comes from a ship, an aircraft, a platform or another structure,

(d) the deposit of a substance on the ice in an area of the sea,

(e) the disposal at sea of a ship or aircraft,

(f) the disposal or abandonment at sea of a platform or another structure, and

(g) any other act or omission that constitutes a disposal under regulations made under paragraph 135(3)(c),

but does not include

(h) a disposal of a substance that is incidental to or derived from the normal operations of a ship, an aircraft, a platform or another structure or of any equipment on a ship, an aircraft, a platform or another structure, other than the disposal of substances from a ship, an aircraft, a platform or another structure operated for the purpose of disposing of such substances at sea,

(i) the placement of a substance for a purpose other than its mere disposal if the placement is not contrary to the purposes of this Division and the aims of the Convention or the Protocol,

(j) the abandonment of any matter, such as a cable, pipeline or research device, placed on the seabed or in the subsoil of the seabed for a purpose other than its mere disposal, or

(k) a discharge or storage directly arising from, or directly related to, the exploration for, exploitation of and associated off-shore processing of seabed mineral resources.

“incineration”  
« incinération »

“incineration” means the combustion of a substance on board a ship, a platform or another structure at sea for the purpose of its thermal destruction.

“master”  
« capitaine »

“master” means the person in command or charge of a ship, but does not include a licensed pilot, within the meaning of section 2 of the *Pilotage Act*.

19. The Act is amended by adding the following after section 122:

b) l'élimination en mer de matières draguées provenant de toute autre source;

c) l'entreposage sur le fond des mers, ainsi que dans leur sous-sol, ou sur les glaces de substances provenant de navires, d'aéronefs, de plates-formes ou d'autres ouvrages;

d) le dépôt de substances sur les glaces de la mer;

e) le sabordage en mer de navires ou d'aéronefs;

f) le sabordage ou l'abandon en mer de plates-formes ou d'autres ouvrages;

g) tout autre fait — acte ou omission — constituant une immersion aux termes d'un règlement pris en vertu de l'alinéa 135(3)c).

Sont toutefois exclus :

h) l'élimination de substances résultant directement ou indirectement de l'utilisation normale d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage — ou de leur équipement —, sauf l'élimination de substances effectuée à partir d'un tel ouvrage ou équipement lorsque celui-ci est affecté à cette fin;

i) le placement de substances à des fins autres que leur simple élimination sous réserve qu'un tel placement ne soit pas incompatible avec l'objet de la présente section et de la Convention ou du Protocole;

j) l'abandon de câbles, de pipelines, d'appareils de recherche ou d'autres objets placés sur le fond des mers, ainsi que dans leur sous-sol, à des fins autres que leur simple élimination;

k) le rejet ou l'entreposage de déchets et autres matières résultant directement de l'exploration, de l'exploitation et du traitement en mer des ressources minérales du fond des mers.

« incinération » La combustion de substances pour destruction thermique à bord d'un navire, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage en mer.

« incinération »  
“incineration”

19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 122, de ce qui suit :



	Purpose	Objet	
Purpose	<p><b>122.1</b> The purpose of this Division is to protect the marine environment, particularly by implementing the Convention and the Protocol.</p> <p><b>20. Section 123 of the Act is replaced by the following:</b></p> <p><b>123.</b> (1) No person or ship shall import a substance for disposal in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e).</p> <p>(2) No person or ship shall export a substance for disposal in an area of the sea under the jurisdiction of a foreign state or in its internal waters.</p> <p><b>21. Section 124 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</b></p>	<p><b>122.1</b> La présente section a pour objet de protéger le milieu marin, notamment par la mise en œuvre de la Convention et du Protocole.</p> <p><b>20. L'article 123 de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :</b></p> <p><b>123.</b> (1) Il est interdit à toute personne et à tout navire d'importer des substances pour immersion dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e).</p> <p>(2) Il est interdit à toute personne et à tout 10 navire d'exporter des substances pour immersion dans tout espace maritime relevant de la souveraineté d'un État étranger ou dans ses eaux intérieures.</p> <p><b>21. L'article 124 de la même loi est modifié 15 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</b></p>	Objet
Imports for disposal in waters under Canadian jurisdiction			Importation pour immersion dans les eaux relevant du Canada
Export for disposal in waters under foreign jurisdiction			Exportation pour immersion dans les eaux relevant d'un État étranger
Loading in Canada for disposal at sea	<p>(1.1) No ship shall, in Canada, load a 15 substance onto itself for the purpose of disposal in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) and (g) unless</p> <p>(a) the substance is waste or other matter; and</p> <p>(b) the loading is done in accordance with a Canadian permit.</p>	<p>(1.1) Il est interdit à tout navire de procéder, au Canada, au chargement de substances à son bord pour immersion dans un espace visé à l'un 20 des alinéas 122(2)a) à e) et g), sauf s'il s'agit de déchets ou autres matières et que le chargement est effectué conformément à un permis canadien.</p>	Chargement au Canada pour immersion en mer
Disposal in waters under Canadian jurisdiction	<p><b>22. (1) The portion of subsection 125(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b> 25</p> <p><b>125.</b> (1) No person or ship shall dispose of a substance in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) unless</p>	<p><b>22. (1) Le paragraphe 125(1) de la même 25 loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p><b>125.</b> (1) Il est interdit à toute personne et à tout navire de procéder à l'immersion de substances dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets 30 ou autres matières et que l'immersion est effectuée conformément à un permis canadien.</p>	Immersion dans les eaux relevant du Canada
Disposal by Canadian ship in waters that are not under the jurisdiction of any state	<p><b>(2) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):</b> 30</p> <p>(2.1) No Canadian ship shall dispose of a substance in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) unless</p> <p>(a) the substance is waste or other matter; and</p>	<p><b>(2) L'article 125 de la même loi est modifié 35 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :</b></p> <p>(2.1) Il est interdit à tout navire canadien de procéder à l'immersion de substances dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g), sauf s'il s'agit de déchets ou autres matières et que l'immer- 40 sion est effectuée conformément à un permis canadien ou, si le chargement des substances est fait sur le territoire d'un État qui est une partie</p>	Immersion dans des eaux ne relevant d'aucun État

(b) the disposal is done in accordance with a Canadian permit or, if the substance was loaded in the territory of a state that is a contracting party, a permit issued under the Convention or the Protocol by that state.

5

**(3) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**

contractante, conformément à un permis qu'il a délivré au titre de la Convention ou du Protocole.

**(3) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

5

Disposal by Canadian ship in waters under foreign jurisdiction

(3.1) No Canadian ship shall dispose of a substance in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f) unless

10

(a) the substance is waste or other matter;

(b) the substance was loaded in the foreign state that has jurisdiction over that area;

(c) if the foreign state is a contracting party, the disposal is done in accordance with a permit issued under the Convention or the Protocol by that contracting party; and

(d) if the foreign state is not a contracting party, that state has authorized the disposal and it is done in accordance with a Canadian permit.

(3.1) Il est interdit à tout navire canadien de procéder à l'immersion de substances dans un espace visé à l'alinéa 122(2)f), sauf si les conditions suivantes sont réunies :

10

a) il s'agit de déchets ou autres matières;

b) le chargement des substances est fait dans l'État étranger dont relèvent les eaux où a lieu l'immersion;

c) si cet État est une partie contractante, l'immersion est effectuée conformément à un permis qu'il a délivré au titre de la Convention ou du Protocole;

d) s'il ne l'est pas, l'immersion est autorisée par lui et effectuée conformément à un permis canadien.

Immersion dans les eaux relevant d'un État étranger

**(4) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):**

**(4) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :**

Exception

(6) This section does not apply in respect of any disposal that is authorized under the *Canada Shipping Act*.

(6) Le présent article ne s'applique pas aux immersions permises sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

Exception

**23. (1) Subsection 126(1) of the French version of the Act is replaced by the following:**

**23. (1) Le paragraphe 126(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

30

Incineration dans les eaux relevant du Canada

**126. (1)** Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**126. (1)** Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

Incineration dans les eaux relevant du Canada

**(2) Section 126 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

**(2) L'article 126 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

40



Incineration by  
ship

(1.1) No ship shall incinerate a substance on board the ship in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) unless

(a) the substance is waste generated on board the ship during normal operations; or

(b) the incineration is done in accordance with a permit issued under subsection 128(2).

**(3) Subsection 126(2) of the French version of the Act is replaced by the following:**

(2) Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire canadien ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage canadiens dans un espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**(4) Section 126 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

(3) No Canadian ship shall, in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f) or (g), incinerate a substance on board the ship unless

(a) the substance is waste generated on board the ship during normal operations; or

(b) the incineration is done in accordance with a permit issued under subsection 128(2).

**24. Subsection 128(1) of the Act is replaced by the following:**

**128.** (1) Paragraphs 125(1)(a), (2)(a), (2.1)(a), (3)(a) and (3.1)(a) do not apply if a permit is issued under this section.

**25. Paragraph 130(1)(a) of the English version of the Act is replaced by the following:**

(a) it is necessary to avert a danger to human life or to a ship, an aircraft, a platform or another structure at sea in situations caused by stress of weather or in any other case that constitutes a danger to human life or a threat to a ship, an aircraft, a platform or another structure at sea;

(1.1) Il est interdit à tout navire de procéder à l'incinération de substances à son bord dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets produits à son bord au cours de son utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**(3) Le paragraphe 126(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(2) Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire canadien ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage canadiens dans un espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**(4) L'article 126 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

(3) Il est interdit à tout navire canadien de procéder à l'incinération de substances à son bord, dans un espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g), sauf s'il s'agit de déchets produits à son bord au cours de son utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**24. Le paragraphe 128(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**128.** (1) Les paragraphes 125(1) à (3.1) interdisant l'immersion de substances sauf s'il s'agit de déchets ou d'autres matières ne s'appliquent pas en cas de délivrance d'un permis en vertu du présent article.

**25. L'alinéa 130(1)a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(a) it is necessary to avert a danger to human life or to a ship, an aircraft, a platform or another structure at sea in situations caused by stress of weather or in any other case that constitutes a danger to human life or a threat to a ship, an aircraft, a platform or another structure at sea;

Incineration à  
bord d'un navire

Incineration dans  
les eaux relevant  
d'un État  
étranger

Incineration dans  
les eaux relevant  
d'un État  
étranger

Incineration by  
Canadian ship in  
waters under  
foreign  
jurisdiction

Exception

Exception

**26. Subsection 135(3) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (b):**

- (c) specifying acts or omissions that constitute a disposal for the purposes of paragraph (g) of the definition "disposal" in subsection 122(1);
- (d) specifying, for the purposes of paragraph (h) of the definition "disposal" in subsection 122(1), the operations that are deemed to be, or deemed not to be, the normal operations of a ship, an aircraft, a platform or another structure or of any equipment on a ship, an aircraft, a platform or another structure;
- (e) specifying, for the purposes of subsections 125(1) to (3.1), disposals that are deemed to be, or deemed not to be, disposals of substances referred to in paragraph (h) of the definition "disposal" in subsection 122(1), which specifications may refer, among other things, to any quantity or concentration of any substance or to any place or area; and
- (f) specifying, for the purposes of section 126, the operations that are deemed to be, or deemed not to be, normal operations of ships, including Canadian ships.

**27. Section 136 of the English version of the Act is replaced by the following:**

**136.** If the Minister directs an action to be taken by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to remedy a condition or mitigate damage resulting from an offence under this Act that arises out of this Division, the costs and expenses of and incidental to taking that action, to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances, are recoverable by Her Majesty in right of Canada from the person or ship that committed the offence with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in any court of competent jurisdiction.

Costs and  
expenses  
recoverable

**26. Le paragraphe 135(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

- (3) Le ministre peut, par règlement :
  - a) fixer la forme des demandes de permis canadien;
  - b) préciser les renseignements à fournir ou à joindre à l'égard de ces demandes;
  - c) préciser des faits — actes ou omissions — constituant une immersion pour l'application de l'alinéa g) de la définition de « immersion » au paragraphe 122(1);
  - d) préciser, pour l'application de l'alinéa h) de la définition de « immersion » au paragraphe 122(1), ce qui est réputé constituer ou ne pas constituer l'utilisation normale d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage, ou de leur équipement;
  - e) préciser, pour l'application des paragraphes 125(1) à (3.1), ce qui est réputé constituer ou ne pas constituer une élimination visée à l'alinéa h) de la définition de « immersion » au paragraphe 122(1), notamment par mention de la quantité ou de la concentration d'une substance ou de tout lieu ou toute zone;
  - f) préciser, pour l'application de l'article 126, ce qui est réputé constituer ou ne pas constituer l'utilisation normale d'un navire, notamment un navire canadien.

Règlements du  
ministre

**27. L'article 136 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**136.** If the Minister directs an action to be taken by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to remedy a condition or mitigate damage resulting from an offence under this Act that arises out of this Division, the costs and expenses of and incidental to taking that action, to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances, are recoverable by Her Majesty in right of Canada from the person or ship that committed the offence with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in any court of competent jurisdiction.

Costs and  
expenses  
recoverable



**28. Section 216 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

“foreign national” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

**29. The Act is amended by adding the following after section 216:**

**216.1** (1) For the purpose of subsections 217(6), 218(16) and (17) and 220(5.1) and section 275.1, a “ship that is not a Canadian ship” does not include a ship that

(a) is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act* or under the laws of another state but is owned by one or more persons each of whom is

(i) a Canadian citizen,

(ii) in the case of a ship that is not required to be registered, listed or licensed under that Act, a person who is resident and domiciled in Canada, or

(iii) a corporation incorporated under the laws of Canada or a province, that has its principal place of business in Canada: or

(b) is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act* but is owned or operated by Her Majesty in right of Canada.

(2) For the purpose of subsections 217(4) and 271.1(2), sections 275.1 and 278.1 and subsections 279(1) and (3), “committed in the course of enforcement of this Act” means committed by or against a person who is engaged in carrying out duties or functions, or exercising a power, under this Act or a person acting under their direction and control.

**30. Section 217 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**

**28. L'article 216 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« étranger » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

**29. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 216, de ce qui suit :**

**216.1** (1) Pour l'application des paragraphes 217(6), 218(16) et (17) et 220(5.1) et de l'article 275.1, l'expression « navire autre qu'un navire canadien » ne vise pas le navire :

a) qui n'est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis ni sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada* ni aux termes d'une loi d'un autre État, pourvu que chacune des personnes auxquelles il appartient réponde à l'une des conditions suivantes :

(i) elle a la citoyenneté canadienne,

(ii) dans le cas d'un navire qui n'est pas assujéti à l'immatriculation, à l'enregistrement ou à la délivrance d'un permis sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, elle est domiciliée au Canada et y réside de fait,

(iii) s'agissant d'une personne morale, elle a été constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale et a son principal établissement au Canada;

b) qui n'est pas immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou est exploité par elle.

(2) Pour l'application des paragraphes 217(4), 271.1(2), des articles 275.1 et 278.1 et des paragraphes 279(1) et (3), l'expression « commis dans le cadre de l'application de la présente loi » signifie commis à l'endroit de toute personne exerçant des fonctions ou des pouvoirs au titre de la présente loi ou de toute personne agissant sous sa direction ou son autorité ou par l'une ou l'autre de ces personnes.

**30. L'article 217 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

“foreign national”  
« étranger »

Definition of  
“ship that is not  
a Canadian ship”

Definition of  
“committed in  
the course of  
enforcement of  
this Act”

« étranger »  
“foreign national”

Définition de  
« navire autre  
qu'un navire  
canadien »

Définition de  
« commis dans le  
cadre de  
l'application de  
la présente loi »

Powers in  
exclusive  
economic zone

(4) Every power — including arrest, entry, search and seizure — that may be exercised in Canada in respect of an offence under this Act or the *Criminal Code* may, in respect of an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division, or in respect of an offence under the *Criminal Code* that is committed in the course of enforcement of this Act, be exercised in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c) if the offence was committed in that area of the sea.

Exercising  
powers in cases  
of hot pursuit

(5) The powers referred to in subsection (4) may be exercised in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) if hot pursuit has been commenced in Canada or in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) and (g).

When consent of  
Attorney  
General of  
Canada required

(6) The powers referred to in subsection (4) may not be exercised under that subsection or subsection (5) in relation to a ship that is not a Canadian ship, or to a foreign national who is on board such a ship, without the consent of the Attorney General of Canada.

**31. (1) Paragraph 218(8)(a) of the Act is replaced by the following:**

(a) board any ship, platform or other structure in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e), or any aircraft in Canada, if the enforcement officer believes on reasonable grounds that the ship, platform or other structure or aircraft has on board a substance to be disposed of at sea; and

**(2) Subsection 218(9) of the Act is replaced by the following:**

(9) An enforcement officer who travels on a ship, aircraft, platform or other structure under paragraph (8)(b), and any analyst who accompanies the enforcement officer, shall be carried free of charge to and from the disposal site, and the person in command of the ship or aircraft or in charge of the platform or structure shall provide the enforcement officer and analyst with suitable accommodation and food free of charge.

Enforcement  
officer and  
analyst to  
receive  
accommodation

(4) Les pouvoirs — notamment en matière d'arrestation, de visite, de perquisition ou de saisie — pouvant être exercés au Canada à l'égard d'une infraction sous le régime de la présente loi ou du *Code criminel* peuvent l'être, à l'égard d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à tout règlement pris en vertu de cette section ou d'une infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi, dans tout espace visé à l'alinéa 122(2)c si l'infraction y est commise.

Exercice de  
certains pouvoirs  
dans la zone  
économique  
exclusive

(5) Les pouvoirs visés au paragraphe (4) peuvent être exercés dans tout espace visé à l'alinéa 122(2)g) en cas de poursuite immédiate entamée au Canada ou dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e) et g).

Exercice des  
pouvoirs en cas  
de poursuites  
immédiates

(6) Les pouvoirs visés au paragraphe (4) ne peuvent être exercés en vertu de ce paragraphe ou du paragraphe (5) à l'égard d'un navire autre qu'un navire canadien ou à l'égard d'un étranger se trouvant à bord d'un navire autre qu'un navire canadien sans le consentement du procureur général du Canada.

Consentement  
du procureur  
général du  
Canada

**31. (1) L'alinéa 218(8)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

a) visiter un aéronef au Canada et visiter un navire, une plate-forme ou un autre ouvrage dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve une substance destinée à être immergée;

**(2) Le paragraphe 218(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(9) L'agent de l'autorité qui, en application de l'alinéa (8)b), se rend sur le lieu de l'immersion et tout analyste qui l'accompagne ont droit à la gratuité du transport à l'aller et au retour; en outre, la personne qui a le commandement du navire ou de l'aéronef, ou la responsabilité de la plate-forme ou de l'autre ouvrage, est tenue de leur assurer gratuitement repas et hébergement dans des conditions convenables.

Prise en charge  
de l'agent de  
l'autorité et de  
l'analyste



**(3) Section 218 of the Act is amended by adding the following after subsection (14):**

**(3) L'article 218 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (14), de ce qui suit :**

Inspections in exclusive economic zone	(15) For the purpose of verifying compliance with Division 3 of Part 7 and regulations made under that Division, subsections (1) to (14) also apply in respect of a place in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c).	5	(15) Aux fins de vérification de la conformité à la section 3 de la partie 7 ou aux règlements pris en vertu de cette section, les paragraphes (1) à (14) s'appliquent également aux lieux situés dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c).	5	Inspection dans la zone économique exclusive
Consent of Minister required	(16) The consent of the Minister is required for the exercise in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c) of any power under this section in relation to a ship that is not a Canadian ship.	10	(16) Les pouvoirs prévus au présent article ne peuvent être exercés dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c) à l'égard d'un navire autre qu'un navire canadien sans le consentement du ministre.	10	Consentement du ministre
Consent of Attorney General not required	(17) For greater certainty, the consent of the Attorney General of Canada is not required for the exercise of any power under this section in relation to a ship that is not a Canadian ship.	15	(17) Il est entendu que l'exercice des pouvoirs prévus au présent article à l'égard d'un navire autre qu'un navire canadien n'est pas subordonné au consentement du procureur général du Canada.	15	Aucun consentement requis

**32. (1) Section 220 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):**

**32. (1) L'article 220 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :**

Exception in relation to ships that are not Canadian ships	(5.1) Despite subsection (4), an enforcement officer may exercise the powers described in subsection (3) without a warrant in relation to a ship that is not a Canadian ship if  (a) the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be practical to obtain the warrant; and  (b) the Attorney General of Canada has consented to the exercise of the powers without a warrant.	20	(5.1) Malgré le paragraphe (4), l'agent de l'autorité ne peut exercer sans mandat les pouvoirs mentionnés au paragraphe (3) à l'égard d'un navire autre qu'un navire canadien que si les conditions suivantes sont réunies :  a) l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies;  b) le procureur général du Canada a consenti à ce que les pouvoirs soient exercés sans mandat.	25	Exception
--	--	----	---	----	-----------

**(2) Section 220 of the Act is amended by adding the following after subsection (7):**

**(2) L'article 220 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :**

Accommodation	(8) A person who is exercising powers described in subsection (3) on a ship, an aircraft, a platform or other structure shall be carried free of charge, and the person in command of the ship or aircraft or in charge of the platform or other structure shall provide the person exercising those powers with suitable accommodation and food free of charge.	35	(8) Quiconque exerce les pouvoirs mentionnés au paragraphe (3) à bord d'un navire ou d'un aéronef ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage a droit à la gratuité du transport; en outre, la personne qui a le commandement du navire ou de l'aéronef, ou la responsabilité de la plate-forme ou de l'autre ouvrage, est tenue de lui assurer gratuitement repas et hébergement dans des conditions convenables.	40	Prise en charge
---------------	--	----	---	----	-----------------

**33. The Act is amended by adding the following after section 222:**

**33. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 222, de ce qui suit :**

ARREST WITHOUT WARRANT

ARRESTATION SANS MANDAT

Arrest without warrant

Arrestation

**222.1** An enforcement officer may arrest without warrant a person or ship that the enforcement officer believes, on reasonable grounds, has committed an offence against this Act or the regulations, or that the enforcement officer finds committing or about to commit an offence against this Act or the regulations.

**222.1** L'agent de l'autorité peut arrêter sans mandat toute personne ou tout navire pris en flagrant délit d'infraction à la présente loi ou à ses règlements ou sur le point de commettre une telle infraction. Il le peut également s'il a des motifs raisonnables de croire que cette personne ou ce navire a commis une telle infraction.

**34. (1) Subsection 225(3) of the Act is 10 replaced by the following:**

**34. (1) Le paragraphe 225(3) de la même 10 loi est remplacé par ce qui suit :**

Service of detention order

Signification de l'ordre d'arrêt

(3) A detention order made under subsection (1) in respect of a ship shall be served

(3) L'ordre d'arrêt est signifié par remise au capitaine du navire qui en fait l'objet ou, dans le cas où il ne peut être signifié ainsi, par remise à la personne qui est ou semble être responsable du navire, ou, à défaut, par affichage de l'ordre à un endroit bien en vue sur le navire.

(a) by delivering the order to the master of the ship; or

15 du navire, ou, à défaut, par affichage de l'ordre à un endroit bien en vue sur le navire.

(b) if service cannot reasonably be effected in the manner provided for in paragraph (a), by leaving the order with the person being or appearing to be in command or charge of the ship or, if there is no such person, by placing the order on a conspicuous part of the ship.

Foreign state to be notified

Notification à l'État étranger

(3.1) If a ship in respect of which a detention order is made under subsection (1) is registered in a foreign state, that state is to be notified that the order was made.

(3.1) Si le navire visé par l'ordre d'arrêt est immatriculé dans un État étranger, cet État est informé du fait que l'ordre a été donné.

**(2) Paragraph 225(6)(b) of the Act is replaced by the following:**

**(2) L'alinéa 225(6)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(b) if the alleged offence involves the contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division, Her Majesty in right of Canada is given security, in a form determined by the Attorney General of Canada, for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of the person or ship charged with that offence and of costs related to proceedings in connection with the charge or charges, or payment of any lesser amount that is approved by the Attorney General of Canada;

b) dans le cas d'une infraction présumée à la section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris en vertu de cette section, lorsque est remis à Sa Majesté du chef du Canada un cautionnement — dont la forme est déterminée par le procureur général du Canada — pour le paiement soit de l'amende maximale et des frais et dépens susceptibles d'être imposés à l'accusé en cas de déclaration de culpabilité, soit de la somme inférieure approuvée par le procureur général du Canada;

(b.1) if the alleged offence involves the contravention of this Act or the regulations, other than a contravention referred to in paragraph (b), Her Majesty in right of Canada is given security for payment of the max-

b.1) dans le cas d'une infraction présumée à la présente loi ou à ses règlements autre qu'une infraction visée à l'alinéa b), lorsque est remis à Sa Majesté du chef du Canada un cautionnement pour le paiement soit de l'amende maximale et des frais et dépens



imum fine that might be imposed as a result of a conviction of the person charged with that offence and of costs related to proceedings in connection with the charge, or payment of any lesser amount that is approved by the Minister or a person designated by the Minister for the purpose; or

**35. The Act is amended by adding the following after section 225:**

DIRECTION OF SHIPS

Power to direct ship

**225.1** (1) An enforcement officer may direct 10 a ship that is in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (d) and (g) to proceed, by the route and in the manner that the enforcement officer may specify, to any place specified by the enforcement officer if the 15 enforcement officer has reasonable grounds to believe that

(a) the ship is committing, has committed or is about to commit in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to 20 (d) an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division; or

(b) a person on board the ship is committing, has committed or is about to commit such an 25 offence in such an area and the ship was, is being or is about to be used in connection with the commission of the offence.

Power to direct ship

(2) If a ship is in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f), an enforcement officer 30 may, with the consent of the foreign state that has jurisdiction in that area, direct the ship to proceed, by the route and in the manner that the enforcement officer may specify, to any place specified by the enforcement officer if the 35 enforcement officer has reasonable grounds to believe that

(a) the ship is committing, has committed or is about to commit in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to 40 (d) an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division; or

susceptibles d'être imposés à l'accusé en cas de déclaration de culpabilité, soit de la somme inférieure approuvée par le ministre ou son délégué;

**35. La même loi est modifiée par adjonc- 5 tion, après l'article 225, de ce qui suit :**

ORDRE AUX NAVIRES

Ordre aux navires

**225.1** (1) L'agent de l'autorité peut ordonner au navire qui se trouve dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)(a) à (d) et (g) de se rendre à l'endroit qu'il précise, de la manière et par la 10 route qu'il précise, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) que le navire est sur le point de commettre, est en train de commettre ou a commis, dans un espace visé à l'un des 15 alinéas 122(2)(a) à (d), une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris en vertu de cette section;

b) qu'une personne à bord est sur le point de commettre, est en train de commettre ou a 20 commis une telle infraction, dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)(a) à (d), et que le navire est sur le point d'être utilisé, ou est ou a été utilisé dans le cadre de la perpétration de l'infraction. 25

Ordre aux navires

(2) Lorsqu'un navire se trouve dans un espace visé à l'alinéa 122(2)(f), l'agent de l'autorité peut, avec le consentement de l'État étranger dont relève cet espace, ordonner au navire de se rendre à l'endroit qu'il précise, de 30 la manière et par la route qu'il précise, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) que le navire est sur le point de commettre, est en train de commettre ou a commis, dans un espace visé à l'un des 35 alinéas 122(2)(a) à (d), une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris en vertu de cette section;

b) qu'une personne à bord est sur le point de commettre, est en train de commettre ou a 40 commis une telle infraction dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)(a) à (d), et que le

(b) a person on board the ship is committing, has committed or is about to commit such an offence in such an area and the ship was, is being or is about to be used in connection with the commission of the offence.

5

navire est sur le point d'être utilisé, ou est ou a été utilisé dans le cadre de la perpétration de l'infraction.

**36. The Act is amended by adding the following after section 271:**

**36. La présente loi est modifiée par adjonction, après l'article 271, de ce qui suit :**

ACTS COMMITTED OUTSIDE CANADA

ACTES COMMIS HORS DU CANADA

Offences under this Act deemed committed in Canada

**271.1** (1) An act or omission that is an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made 10 under that Division is deemed to have been committed in Canada if it is committed

**271.1** (1) Est réputé avoir été commis au Canada tout fait — acte ou omission — constituant une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à tout règlement pris en vertu de cette section commis soit dans un espace visé à 10 l'alinéa 122(2)c), soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g) au cours d'une poursuite immédiate entamée alors que le navire se trouvait dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e).

Infractions à la présente loi réputées commises au Canada

- (a) in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)c); or
- (b) in an area of the sea referred to in 15 paragraph 122(2)g) in the course of hot pursuit that commenced while a ship was in an area of the sea referred to in any paragraphs 122(2)(a) to (e).

(2) Est réputé avoir été commis au Canada tout fait — acte ou omission — qui, commis au Canada, constituerait une infraction au *Code criminel* et qui est commis dans le cadre de l'application de la présente loi: 20

Infractions au *Code criminel* réputées commises au Canada

Offences under the *Criminal Code* deemed committed in Canada

(2) An act or omission that is committed in 20 the course of enforcement of this Act and that would be an offence under the *Criminal Code* if it were committed in Canada, is deemed to have been committed in Canada if it is committed

- (a) in an area of the sea referred to in 25 paragraph 122(2)c); or
- (b) in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)g) in the course of hot pursuit that commenced while a ship was in an area of the sea referred to in any 30 paragraphs 122(2)(a) to (e).

- a) soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c);
- b) soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g) au cours d'une poursuite immédiate entamée alors que le navire se trouvait dans 25 un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e).

**37. Section 272 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

**37. L'article 272 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

30

Application in respect of ships

(3) For the purposes of this section, a ship is deemed to be a person in respect of every 35 provision of this Act or the regulations that expressly applies to ships.

(3) Pour l'application du présent article, « quiconque » vise notamment les navires à l'égard de toute disposition de la présente loi ou de ses règlements expressément applicable à eux. 35

Application aux navires

**38. The Act is amended by adding the following after section 275:**

**38. La présente loi est modifiée par adjonction, après l'article 275, de ce qui suit :**



When consent of  
Attorney  
General of  
Canada required

**275.1** A proceeding that is commenced in respect of an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division, or in respect of an offence under the *Criminal Code* that is committed in the course of enforcement of this Act, shall not be continued if the offence was committed in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c) and the accused is either a ship that is not a Canadian ship or a foreign national who was on board such a ship when the offence was committed, unless the Attorney General of Canada consents to the continuation no later than eight days after the proceeding is commenced.

**39. The Act is amended by adding the following after section 278:**

**278.1** A justice or judge in any territorial division in Canada has jurisdiction to authorize, in the same manner as if the offence had been committed in the territorial division, an arrest, an entry, a search or a seizure in relation to

(a) an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division that is committed in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(c), (f) and (g); or

(b) an offence under the *Criminal Code* that is committed in the course of enforcement of this Act in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c) or in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) in the course of hot pursuit that commenced while a ship was in an area of the sea referred to in any paragraphs 122(2)(a) to (e).

**40. (1) The portion of subsection 279(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**279. (1)** If an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division is committed in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e), or if an offence under the *Criminal Code* is committed in the course of enforcement of this Act in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c), the offence

Jurisdiction of  
justices and  
judges

**275.1** Il est mis fin aux poursuites intentées à l'égard d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à tout règlement pris en vertu de cette section ou à l'égard d'une infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi si elles ont trait à une infraction commise dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c) et que l'accusé est soit un navire autre qu'un navire canadien, soit un étranger qui se trouvait à bord d'un navire autre qu'un navire canadien au moment où l'infraction a été commise, à moins que le procureur général du Canada ne consente à leur continuation au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées.

**39. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 278, de ce qui suit :**

**278.1** Tout juge ou juge de paix a compétence, comme si l'infraction avait été commise dans son ressort, pour autoriser toute arrestation, visite, perquisition, fouille ou saisie à l'égard d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à tout règlement pris en vertu de cette section commise dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)c), f) et g), ou à l'égard d'une infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c), soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g) au cours d'une poursuite immédiate entamée alors que le navire se trouvait dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e).

**40. (1) Le paragraphe 279(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**279. (1)** Toute infraction à la section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris en vertu de cette section commise dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), ou toute infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c), relève du tribunal compétent à l'égard des infractions similaires

Consentement  
du procureur  
général

Pouvoirs des  
juges ou juges de  
paix

Jurisdiction of  
court

Tribunal  
compétent

(2) The portion of subsection 279(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Jurisdiction of court

(3) If an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division is committed in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f) or (g), or if an offence under the *Criminal Code* is committed in the course of enforcement of this Act in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) in the course of hot pursuit that commenced while a ship was in an area of the sea referred to in any paragraphs 122(2)(a) to (e), the offence

41. Section 280 of the Act is replaced by the following:

Liability of directors, officers and agents

280. (1) If a corporation commits an offence under this Act or the regulations, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Liability of master and chief engineer of ship

(2) If a ship commits an offence under this Act or the regulations and the master or the chief engineer of the ship directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence, the master or chief engineer, as the case may be, is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the ship has been prosecuted or convicted.

Duties of directors and officers

280.1 (1) Every director and officer of a corporation shall take all reasonable care to ensure that the corporation complies with (a) this Act and the regulations, other than Division 3 of Part 7 and regulations made under that Division; and

dans la circonscription territoriale la plus proche du lieu de l'infraction et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

(2) Le paragraphe 279(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5

Tribunal compétent

(3) Toute infraction à la section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris en vertu de cette section commise dans un espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g), ou toute infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g) au cours d'une poursuite immédiate entamée alors que le navire se trouvait dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), relève du tribunal compétent à l'égard des infractions similaires commises dans les limites de son ressort normal et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

41. L'article 280 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

20

Responsabilité pénale : dirigeants, administrateurs et mandataires

280. (1) En cas de perpétration d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements par toute personne morale, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Responsabilité pénale : capitaine et mécanicien en chef

(2) En cas de perpétration d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements par tout navire, le capitaine ou le mécanicien en chef qui l'a ordonnée ou autorisée, ou qui y a consenti ou participé, est considéré comme coauteur de l'infraction et encourt la peine prévue, que le navire ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

Devoirs des dirigeants et administrateurs

280.1 (1) Les dirigeants et administrateurs de toute personne morale font preuve de la diligence voulue pour faire en sorte que celle-ci se conforme :

a) à la présente loi et à ses règlements, exception faite de la section 3 de la partie 7 et de ses règlements d'application;



Duties of directors and officers — Division 3 of Part 7

Liability of directors and officers — Division 3 of Part 7

Duties of masters and chief engineers

(b) orders and directions of, and prohibitions and requirements imposed by, the Minister, enforcement officers and review officers, other than those issued or imposed in connection with obligations or prohibitions under that Division or regulations made under that Division. 5

(2) Every director and officer of a corporation who is in a position to direct or influence the corporation's policies or activities in respect of its obligation to comply with Division 3 of Part 7, regulations made under that Division, and orders and directions of, and prohibitions and requirements imposed by, the Minister, enforcement officers and review officers in connection with obligations or prohibitions under that Division or those regulations, shall take all reasonable care to ensure that the corporation so complies. 10 15

(3) If a corporation commits an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7, a regulation made under that Division or an order or direction of, or prohibition or requirement imposed by, the Minister, an enforcement officer or a review officer in connection with an obligation or prohibition under that Division or a regulation made under that Division, every director and officer of the corporation who is in a position to direct or influence the corporation's policies or activities in respect of conduct that is the subject-matter of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted. 20 25 30 35

**280.2** (1) The master and the chief engineer of a ship shall take all reasonable care to ensure that the ship complies with

(a) Division 3 of Part 7 and regulations made under that Division; and 40

(b) orders and directions of, and prohibitions and requirements imposed by, the Minister, enforcement officers and review officers in connection with obligations or prohibitions under that Division or those regulations. 45

b) aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs, exception faite de ceux qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ses règlements d'application. 5

(2) Les dirigeants et administrateurs de toute personne morale qui sont en mesure de diriger ou d'influencer ses orientations ou ses activités relativement à l'obligation de se conformer à la section 3 de la partie 7, aux règlements d'application de cette section et aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements font preuve de la diligence voulue pour faire en sorte qu'elle s'y conforme. 10 15

(3) En cas de perpétration par toute personne morale d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à ses règlements d'application, ou de contravention aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements, chacun de ses dirigeants ou administrateurs qui sont en mesure de diriger ou d'influencer ses orientations ou ses activités relativement aux faits reprochés est considéré comme coauteur de l'infraction et encourt la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable. 20 25 30

**280.2** (1) Le capitaine et le mécanicien en chef d'un navire font preuve de la diligence voulue pour faire en sorte que celui-ci se conforme :

a) à la section 3 de la partie 7 et à ses règlements d'application;

b) aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements. 40

Devoirs des dirigeants et administrateurs — section 3 de la partie 7

Responsabilité pénale : dirigeants et administrateurs — section 3 de la partie 7

Devoirs du capitaine et du mécanicien en chef

Liability of  
master and chief  
engineer

(2) If a ship commits an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7, a regulation made under that Division or an order or direction of, or prohibition or requirement imposed by, the Minister, an enforcement officer or a review officer in connection with an obligation or prohibition under that Division or a regulation made under that Division, the master and the chief engineer of the ship are a party to and guilty of the offence, and are liable to the punishment provided for the offence, whether or not the ship has been prosecuted or convicted.

Duties of owner

**280.3** (1) Every owner of a ship shall take all reasonable care to ensure that the ship complies, and all persons on board the ship comply, with

(a) Division 3 of Part 7 and regulations made under that Division; and

(b) orders and directions of, and prohibitions and requirements imposed by, the Minister, enforcement officers and review officers in connection with obligations or prohibitions under that Division or those regulations.

Liability of  
directors and  
officers of  
owners

(2) If a ship commits an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7, a regulation made under that Division or an order or direction of, or prohibition or requirement imposed by, the Minister, an enforcement officer or a review officer in connection with an obligation or prohibition under that Division or a regulation made under that Division, every director or officer of a corporation that is an owner of the ship who is in a position to direct or influence the corporation's policies or activities in respect of conduct that is the subject-matter of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the ship has been prosecuted or convicted.

For greater  
certainty

**280.4** For greater certainty, section 283 applies to a person who is a party to an offence under subsection 280.1(3), 280.2(2) or 280.3(2).

(2) En cas de perpétration par tout navire d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à ses règlements d'application, ou de contravention aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements, le capitaine et le mécanicien en chef sont considérés comme coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue pour cette infraction, que le navire ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

Responsabilité  
pénale : capitaine  
et mécanicien en  
chef

**280.3** (1) Le propriétaire d'un navire fait preuve de la diligence voulue pour faire en sorte que celui-ci et les personnes à bord se conforment :

Devoirs du  
propriétaire

a) à la section 3 de la partie 7 et à ses règlements d'application;

b) aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements.

(2) En cas de perpétration par tout navire d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à ses règlements d'application, ou de contravention aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements, chacun des dirigeants ou administrateurs du propriétaire, lorsque celui-ci est une personne morale qui est en mesure de diriger ou d'influencer les orientations ou les activités du navire relativement aux faits reprochés est considéré comme coauteur de l'infraction et encourt la peine prévue pour cette infraction, que le navire ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

Responsabilité  
pénale :  
dirigeants et  
administrateurs  
d'une personne  
morale  
propriétaire

**280.4** Il est entendu que l'article 283 s'applique à toute personne pouvant être considérée comme coauteur d'une infraction par application des paragraphes 280.1(3), 280.2(2) et 280.3(2).

Interprétation



Directions	<b>280.5</b> For the purpose of prosecuting a ship for contravening a direction made under section 225.1 or an order made under section 235, a direction or an order, as the case may be, that is given to the master or a crew member of the ship is deemed to have been given to the ship.	<b>280.5</b> Dans le cas de poursuites contre un navire pour omission de se conformer à un ordre donné en vertu des articles 225.1 ou 235, est présumé avoir été donné au navire l'ordre donné au capitaine ou à un membre de l'équipage.	Preuve des ordres
------------	--	---	-------------------

	<b>42. The Act is amended by adding the following after section 281:</b>	<b>42. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 281, de ce qui suit :</b>	
--	--	---	--

Proceedings against ships	<b>281.1</b> (1) Subject to subsection (2), the provisions of this Act or the <i>Criminal Code</i> relating to indictable or summary conviction offences that apply to persons apply also to ships, with any modifications that the circumstances require.	<b>281.1</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions de la présente loi ou du <i>Code criminel</i> applicables aux personnes relativement aux actes criminels ou aux infractions punissables par procédure sommaire s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux navires.	Poursuites contre les navires
---------------------------	--	---	-------------------------------

Service on ship and appearance at trial	(2) If a ship is charged with having committed an offence under this Act or the regulations, the summons may be served by leaving it with the owner, master or any officer of the ship or by posting the summons on some conspicuous part of the ship, and the ship may appear by counsel or representative. Despite the <i>Criminal Code</i> , if the ship does not so appear, a court may, on proof of service of the summons, proceed to hold the trial.	(2) La signification au navire accusé d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements se fait par remise de la citation à comparaître au propriétaire, au capitaine ou à un officier du navire ou par son affichage à un endroit bien en vue sur celui-ci. Le navire peut comparaître par l'intermédiaire d'un avocat ou de tout autre représentant; en cas de défaut de comparution, le tribunal peut, malgré le <i>Code criminel</i> , procéder par défaut sur preuve de la signification.	Signification au navire et comparution
---	---	---	--

COORDINATING AMENDMENTS

DISPOSITIONS DE COORDINATION

1994, c. 22	<b>43. On the later of the coming into force of section 1 of the <i>Canada Shipping Act, 2001</i>, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and subsection 1(2) of this Act, the definition "Canadian vessel" in subsection 2(1) of the <i>Migratory Birds Convention Act, 1994</i> is replaced by the following:</b>	<b>43. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i>, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle du paragraphe 1(2) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, la définition de « bâtiment canadien », au paragraphe 2(1) de la <i>Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs</i>, est remplacée par ce qui suit :</b>	1994, ch. 22
-------------	--	--	--------------

"Canadian vessel" « bâtiment canadien »	"Canadian vessel" means a vessel  (a) that is registered, listed or licensed under the <i>Canada Shipping Act, 2001</i> ,  (b) that is not registered, listed or licensed under the <i>Canada Shipping Act, 2001</i> or under the laws of another state but is owned by one or more persons each of whom is  (i) a Canadian citizen,	« bâtiment canadien » Bâtiment :  a) qui est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> ;  b) qui n'est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis ni sous le régime de la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> ni aux termes d'une loi d'un autre État, pourvu que chacune des personnes auxquelles il appartient réponde à l'une des conditions suivantes :	« bâtiment canadien » "Canadian vessel"
--	--	---	--

(ii) in the case of a vessel that is not required to be registered, listed or licensed under that Act, a person who is resident and domiciled in Canada, or

(iii) a corporation incorporated under the laws of Canada or a province, that has its principal place of business in Canada, or

(c) that is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act, 2001* but is owned or operated by Her Majesty in right of Canada;

(i) elle a la citoyenneté canadienne,

(ii) dans le cas d'un bâtiment qui n'est pas assujéti à l'immatriculation, à l'enregistrement ou à la délivrance d'un permis sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, elle est domiciliée au Canada et y réside de fait,

(iii) s'agissant d'une personne morale, elle a été constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale et a son principal établissement au Canada;

c) qui n'est pas immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* et qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou est exploité par elle.

1994, c. 22

**44. On the later of the coming into force of section 1.1 of the *Pilotage Act*, as enacted by section 316 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and subsection 1(2) of this Act, the definition "master" in subsection 2(1) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:**

"master"  
« capitaine »

"master" includes every person who has command or charge of a vessel but excludes a licensed pilot within the meaning of section 1.1 of the *Pilotage Act*;

1994, c. 22

**45. On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 4 of this Act, subsection 5.1(3) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:**

Saving

(3) Subsections (1) and (2) do not apply if

(a) the deposit is authorized under the *Canada Shipping Act, 2001*; or

(b) the substance is of a type and quantity, and the deposit is made under conditions, authorized under an Act of Parliament other

**44. À l'entrée en vigueur de l'article 1.1 de la *Loi sur le pilotage*, édicté par l'article 316 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle du paragraphe 1(2) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, la définition de « capitaine », au paragraphe 2(1) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, est remplacée par ce qui suit :**

1994, ch. 22

« capitaine » La personne ayant la direction ou le commandement d'un bâtiment. Est exclu de la présente définition le pilote breveté, au sens de l'article 1.1 de la *Loi sur le pilotage*.

« capitaine »  
"master"

30

**45. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle de l'article 4 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 5.1(3) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, est remplacé par ce qui suit :**

1994, ch. 22

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas lorsque, selon le cas :

Exception

40

a) l'immersion ou le rejet est autorisé sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*;

b) la nature et la quantité de la substance, et les conditions de l'immersion ou du rejet sont autorisées soit sous le régime d'une loi



than the *Canada Shipping Act, 2001*, or authorized by the Minister for scientific purposes.

1994, c. 22

**46. On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 4 of this Act, paragraphs 5.2(a) and (b) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* are replaced by the following:**

- (a) wilfully destroy or cause to be destroyed 10 a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act, 2001*, or wilfully alter or cause to be altered such a document, a record or data with intent to mislead; 15
- (b) make or cause to be made a false entry, or omit to make or cause to be omitted to be made a required entry, in a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act, 2001*;

1994, c. 22

**47. On the later of the coming into force of section 8 of the *Public Service Modernization Act*, being chapter 22 of the Statutes of Canada, 2003, and section 4 of this Act, 25 paragraph 5.3(1)(a) of the English version of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:**

- (a) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, disclosed to a 30 federal minister, or any employee of the federal public administration, that the employer or another person had contravened or had intended to contravene a provision of this Act or the regulations; 35

1994, c. 22

**48. On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 15 of this Act, section 18.1 of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is 40 replaced by the following:**

fédérale autre que la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, soit par le ministre à des fins scientifiques.

1994, ch. 22

**46. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de 5 la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle de l'article 4 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, les alinéas 5.2a) et b) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, 10 sont remplacés par ce qui suit :**

- a) de détruire ou faire détruire délibérément un document ou des données dont la tenue est exigée sous le régime de la présente loi ou de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du 15 Canada*, ou de les modifier ou faire modifier dans le dessein d'induire en erreur;
- b) de faire ou faire faire de fausses inscriptions dans un document ou des données dont la tenue est exigée sous le régime de la 20 présente loi ou de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, ou d'omettre ou faire omettre d'y faire une inscription exigée;

1994, ch. 22

**47. À l'entrée en vigueur de l'article 8 de 25 la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, chapitre 22 des Lois du Canada (2003), ou à celle de l'article 4 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 5.3(1)a) de la version anglaise de la *Loi de 30 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* est remplacé par ce qui suit :**

- (a) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, disclosed to a 35 federal minister, or any employee of the federal public administration, that the employer or another person had contravened or had intended to contravene a provision of this Act or the regulations;

1994, ch. 22

**48. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de 40 la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle de l'article 15 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 18.1 de la *Loi de 1994 sur la 45 convention concernant les oiseaux migrateurs*, est remplacé par ce qui suit :**

Documents,  
records and data

**18.1** In a proceeding under this Act, a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act, 2001* is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in it.

1999, c. 33

**49.** On the later of the coming into force of section 1.1 of the *Pilotage Act*, as enacted by section 316 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 18 of this Act, the definition “master” in subsection 122(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* is replaced by the following:

“master”  
« capitaine »

“master” means the person in command or charge of a ship, but does not include a licensed pilot, within the meaning of section 1.1 of the *Pilotage Act*.

1999, c. 33

**50.** On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and subsection 22(4) of this Act, subsection 125(6) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* is replaced by the following:

Exception

(6) This section does not apply in respect of any disposal that is authorized under the *Canada Shipping Act, 2001*.

1999, c. 33

**51.** On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 29 of this Act, paragraphs 216.1(1)(a) and (b) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* are replaced by the following:

(a) that is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act, 2001* or under the laws of another state but is owned by one or more persons each of whom is

(i) a Canadian citizen,

(ii) in the case of a vessel that is not required to be registered, listed or licensed under that Act, a person who is resident and domiciled in Canada, or

**18.1** Dans les poursuites engagées sous le régime de la présente loi, les documents ou données dont celle-ci ou la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* exige la tenue sont admissibles en preuve et font foi, sauf preuve contraire, de leur contenu.

Documents et  
données

1999, ch. 33

**49.** À l'entrée en vigueur de l'article 1.1 de la *Loi sur le pilotage*, édicté par l'article 316 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou de l'article 18 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, la définition de « capitaine », au paragraphe 122(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, est remplacée par ce qui suit :

« capitaine » La personne ayant la direction ou le commandement d'un navire. Est exclu de la présente définition le pilote breveté, au sens de l'article 1.1 de la *Loi sur le pilotage*.

« capitaine »  
“master”

1999, ch. 33

**50.** À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle du paragraphe 22(4) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 125(6) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* est remplacé par ce qui suit :

(6) Le présent article ne s'applique pas aux immersions permises sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*.

Exception

1999, ch. 33

**51.** À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle de l'article 29 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, les alinéas 216.1(1)a) et b) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* sont remplacés par ce qui suit :

a) qui n'est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis ni sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* ni aux termes d'une loi d'un autre État, pourvu que chacune des personnes auxquelles il appartient réponde à l'une des conditions suivantes :

(i) elle a la citoyenneté canadienne,

45



(iii) a corporation incorporated under the laws of Canada or a province, that has its principal place of business in Canada; or  
(b) that is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act, 2001* but is 5 owned or operated by Her Majesty in right of Canada.

(ii) dans le cas d'un navire qui n'est pas assujetti à l'immatriculation, à l'enregistrement ou à la délivrance d'un permis sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, elle est 5 domiciliée au Canada et y réside de fait,  
(iii) s'agissant d'une personne morale, elle a été constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale et a son principal établissement au Canada; 10  
b) qui n'est pas immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* et qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou est exploité par elle. 15

COMING INTO FORCE

Order in council

52. The provisions of this Act, other than sections 43 to 51, and the provisions of any Act as enacted by this Act, come into force on 10 a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Décret

52. Exception faite des articles 43 à 51, les dispositions de la présente loi ou celles de toute autre loi édictées par elle entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret. 20





## EXPLANATORY NOTES

*Migratory Birds Convention Act, 1994**Clause 1: (1) Existing text of the definition:*

“conveyance” means a vehicle, aircraft or water-borne craft or any other contrivance that is used to move persons or goods;

*(2) New.**Clause 2: New.**Clause 3: Existing text of section 4 and the heading:*

4. The purpose of this Act is to implement the Convention by protecting migratory birds and nests.

## PROHIBITION

*Clause 4: New.**Clause 5: (1) Existing text of subsection 6(3):*

(3) Every game officer must be provided with a certificate of designation as a game officer in a form approved by the Minister and, on entering any place under this Act, the officer shall, if so requested, show the certificate to the occupant or person in charge of the place.

*(2) Existing text of subsection 6(6):*

(6) When a game officer is carrying out duties or functions under this Act or the regulations, no person shall

(a) knowingly make any false or misleading statement either orally or in writing to the game officer; or

(b) otherwise wilfully obstruct the game officer.

*Clause 6: (1) and (2) Relevant portion of subsection 7(1):*

7. (1) For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, a game officer may, subject to subsection (3), at any reasonable time enter and inspect any place in which the officer believes, on reasonable grounds, there is any thing to which this Act or the regulations apply or any document relating to the administration of this Act or the regulations, and the game officer may

*(3) Existing text of subsections 7(2) to (4):*

(2) For the purposes of carrying out the inspection, the game officer may stop a conveyance or direct that it be moved to a place where the inspection can be carried out.

(3) The game officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant or person in charge of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

## NOTES EXPLICATIVES

*Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs**Article 1: (1) Texte de la définition :*

«moyen de transport» Tout véhicule, aéronef ou autre moyen servant au transport des personnes ou des biens.

*(2) Nouveau.**Article 2: Nouveau.**Article 3: Texte de l'article 4 et de l'intertitre :*

4. La présente loi a pour objet la mise en œuvre de la convention par la protection des oiseaux migrateurs et de leurs nids.

## INTERDICTION

*Article 4: Nouveau.**Article 5: (1) Texte du paragraphe 6(3) :*

(3) Les gardes-chasse sont munis d'un certificat de désignation en la forme approuvée par le ministre qu'ils présentent, sur demande, au responsable ou à l'occupant des lieux qui font l'objet de leur visite.

*(2) Texte du paragraphe 6(6) :*

(6) Il est interdit d'entraver volontairement l'action des gardes-chasse dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

*Article 6: (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 7(1) :*

7. (1) Dans le but de faire observer la présente loi et ses règlements, le garde-chasse peut, à toute heure convenable et sous réserve du paragraphe (3), procéder à la visite de tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve un objet visé par la présente loi ou les règlements ou un document relatif à l'application de ceux-ci. Il peut en outre :

*(3) Texte des paragraphes 7(2) à (4) :*

(2) Le garde-chasse peut procéder à l'immobilisation du moyen de transport qu'il entend visiter et le faire conduire en tout lieu où il peut effectuer la visite.

(3) Dans le cas d'un local d'habitation, le garde-chasse ne peut procéder à la visite sans l'autorisation du responsable ou de l'occupant que s'il est muni d'un mandat de perquisition.

(4) Where on *ex parte* application a justice, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, is satisfied by information on oath that

- (a) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to a dwelling-place,
- (b) entry to the dwelling-place is necessary for the administration of this Act or the regulations, and
- (c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds for believing that entry will be refused,

the justice may issue a warrant authorizing the game officer to enter the dwelling-place subject to any conditions that may be specified in the warrant.

#### Clause 7: Existing text of section 8:

8. For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, a game officer may exercise the powers of search and seizure provided in section 487 of the *Criminal Code* without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be feasible to obtain it.

#### Clause 8: (1) to (3) Relevant portion of subsection 12(1):

12. (1) The Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary to carry out the purposes and provisions of this Act and the Convention, including regulations

#### Clause 9: (1) and (2) Existing text of subsections 13(1) to (3):

13. (1) Every person who contravenes section 5, subsection 6(6) or any regulation

- (a) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable
  - (i) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$100,000, and
  - (ii) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or
- (b) is guilty of an indictable offence and is liable
  - (i) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$250,000, and
  - (ii) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both.

(2) Where a person is convicted of an offence under this Act a second or subsequent time, the amount of the fine for the subsequent offence may, notwithstanding subsection (1), be double the amount set out in that subsection.

(3) A person who commits or continues an offence on more than one day is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

#### (3) Existing text of subsection 13(5):

(5) Where a person has been convicted of an offence and the court is satisfied that monetary benefits accrued to the person as a result of the commission of the offence,

- (a) the court may order the person to pay an additional fine in an amount equal to the court's estimation of the amount of the monetary benefits; and

(4) Sur demande *ex parte*, le juge de paix — au sens de l'article 2 du *Code criminel* — peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, le garde-chasse à procéder à la visite d'un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

- a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou de ses règlements;
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

#### Article 7: Texte de l'article 8 :

8. Dans le but de faire observer la présente loi et ses règlements, le garde-chasse peut exercer sans mandat les pouvoirs mentionnés à l'article 487 du *Code criminel* en matière de perquisition et de saisie lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

#### Article 8: (1) à (3) Texte du passage visé du paragraphe 12(1):

12. (1) Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il juge nécessaires à la réalisation de l'objet de la présente loi et de la convention; les règlements peuvent notamment :

#### Article 9: (1) et (2) Texte des paragraphes 13(1) à (3):

13. (1) Quiconque contrevient à l'article 5, au paragraphe 6(6) ou aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

- a) par procédure sommaire :
  - (i) dans le cas d'une personne morale, une amende maximale de 100 000 \$,
  - (ii) dans le cas d'une personne physique, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;
- b) par mise en accusation :
  - (i) dans le cas d'une personne morale, une amende maximale de 250 000 \$,
  - (ii) dans le cas d'une personne physique, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

(2) Le montant des amendes prévues au paragraphe (1) peut être doublé en cas de récidive.

(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

#### (3) Texte du paragraphe 13(5):

(5) Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il constate que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, en sus du maximum prévu, le montant qu'il juge correspondre à ces avantages, à titre d'amende supplémentaire.



(b) the additional fine may exceed the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act.

*Clause 10: Existing text of subsection 14(1):*

**14.** (1) Where a person is convicted of an offence, the convicting court may, in addition to any punishment imposed, order that any seized thing by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds of its disposition, be forfeited to Her Majesty.

*Clause 11: Existing text of section 15:*

**15.** Where a fine is imposed on a person convicted of an offence, any seized thing, or any proceeds of its disposition, may be retained until the fine is paid or the thing may be sold in satisfaction of the fine and the proceeds applied, in whole or in part, in payment of the fine.

*Clause 12: (1) to (6) Existing text of section 16:*

**16.** Where a person is convicted of an offence, the court may, in addition to any punishment imposed and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order containing one or more of the following prohibitions, directions or requirements:

- (a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that could, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;
- (b) directing the person to take any action the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to any migratory bird or nest that resulted or may result from the commission of the offence;
- (c) directing the person to publish, in any manner the court considers appropriate, the facts relating to the commission of the offence;
- (d) directing the person to pay the Minister or the government of a province compensation, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Minister or that government as a result of the commission of the offence;
- (e) directing the person to perform community service in accordance with any reasonable conditions that may be specified in the order;
- (f) directing the person to submit to the Minister, on application to the court by the Minister within three years after the conviction, any information about the activities of the person that the court considers appropriate in the circumstances;
- (g) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other offences; and
- (h) directing the person to post a bond or pay into court an amount of money the court considers appropriate for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction or requirement under this section.

(7) New.

*Clause 13: Existing text of section 17:*

**17.** (1) Where a person is convicted of an offence and the court suspends the passing of sentence pursuant to paragraph 731(1)(a) of the *Criminal Code*, the court may, in addition to any probation order made under that paragraph, make an order containing one or more of the prohibitions, directions or requirements mentioned in section 16.

*Article 10: Texte du paragraphe 14(1):*

**14.** (1) Sur déclaration de culpabilité du contrevenant, le tribunal peut prononcer, en sus de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté des objets saisis ou du produit de leur aliénation.

*Article 11: Texte de l'article 15 :*

**15.** En cas de déclaration de culpabilité, les objets saisis, ou le produit de leur aliénation, peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende; ces objets peuvent, s'ils ne l'ont pas déjà été, être vendus et le produit de leur aliénation affecté en tout ou en partie au paiement de l'amende.

*Article 12: (1) à (6) Texte de l'article 16 :*

**16.** En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant au contrevenant tout ou partie des obligations suivantes :

- a) s'abstenir de tout acte ou activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive;
- b) prendre les mesures qu'il estime indiquées pour réparer ou éviter les dommages aux oiseaux migrateurs ou aux nids résultant ou pouvant résulter de la perpétration de l'infraction;
- c) publier, de la façon indiquée par lui, les faits liés à la perpétration de l'infraction;
- d) indemniser le ministre ou le gouvernement de la province, en tout ou en partie, des frais supportés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou pouvant résulter de la perpétration de l'infraction;
- e) exécuter des travaux d'intérêt collectif à des conditions raisonnables;
- f) fournir au ministre, sur demande présentée par celui-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés en l'occurrence;
- g) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer sa bonne conduite et empêcher toute récidive;
- h) en garantie de l'exécution des obligations imposées au titre du présent article, fournir le cautionnement ou déposer auprès de lui le montant qu'il estime indiqué.

(7) Nouveau.

*Article 13: Texte de l'article 17 :*

**17.** (1) Lorsque, en vertu de l'alinéa 731(1)a) du *Code criminel*, il sursoit au prononcé de la peine, le tribunal, en plus de toute ordonnance de probation rendue au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, enjoindre au contrevenant de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 16.

(2) Where the person does not comply with the order or is convicted of another offence, within three years after the order was made, the court may, on the application of the prosecution, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

*Clause 14: New.*

*Clause 15: New.*

*Clause 16: New.*

*Canadian Environmental Protection Act, 1999*

*Clause 17: Existing text of the heading:*

DISPOSAL AT SEA

*Clause 18: Existing text of the definitions:*

“disposal” means

- (a) the deliberate disposal of a substance at sea from a ship, an aircraft, a platform or another structure,
- (b) the deliberate disposal of dredged material into the sea from any source not mentioned in paragraph (a),
- (c) the storage on the seabed, in the subsoil of the seabed or on the ice in any area of the sea of a substance that comes from a ship, an aircraft, a platform or another structure,
- (d) the disposal of a substance by placing it on the ice in an area of the sea,
- (e) the deliberate disposal at sea of a ship or aircraft, and
- (f) the deliberate disposal or abandonment at sea of a platform or another structure,

but does not include

- (g) a disposal that is incidental to or derived from the normal operations of a ship, an aircraft, a platform or another structure or of any equipment on a ship, an aircraft, a platform or another structure, other than the disposal of substances from a ship, an aircraft, a platform or another structure operated for the purpose of disposing of such substances at sea,
- (h) the placement of a substance for a purpose other than its mere disposal if the placement is not contrary to the purposes of this Division and the aims of the Convention or the Protocol,
- (i) the abandonment of any matter, such as a cable, pipeline or research device, placed on the seabed or in the subsoil of the seabed for a purpose other than its mere disposal, or
- (j) a discharge or storage directly arising from, or directly related to, the exploration for, exploitation of and associated off-shore processing of seabed mineral resources.

“incineration” means the deliberate combustion of a substance on board a ship, a platform or another structure at sea for the purpose of its thermal destruction.

“master” includes every person who has command or charge of a ship but does not include a pilot.

*Clause 19: New.*

*Clause 20: Existing text of section 123:*

(2) Sur demande de la poursuite, le tribunal peut, lorsque la personne visée par l’ordonnance ne se conforme pas aux modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d’une autre infraction à la présente loi dans les trois ans suivant la date de l’ordonnance, prononcer la peine qui aurait pu lui être infligée s’il n’y avait pas eu sursis.

*Article 14: Nouveau.*

*Article 15: Nouveau.*

*Article 16: Nouveau.*

*Loi canadienne sur la protection de l’environnement (1999)*

*Article 17: Texte du titre :*

IMMERSION

*Article 18: Texte des définitions :*

« capitaine » Est assimilé au capitaine quiconque a le commandement ou la responsabilité d’un navire, sauf le pilote.

« immersion »

- a) Rejet délibéré de substances en mer à partir de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages;
- b) rejet délibéré dans la mer de matières draguées à partir de toute autre source;
- c) entreposage sur le fond des mers, ainsi que dans leur sous-sol, ou sur les glaces de substances provenant de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages;
- d) rejet délibéré de substances sur les glaces de la mer;
- e) sabordage en mer de navires ou aéronefs;
- f) immersion ou abandon délibéré en mer de plates-formes ou autres ouvrages;
- g) sont exclus de la présente définition :

(i) les rejets résultant ou provenant de l’utilisation normale d’un navire, d’un aéronef, d’une plate-forme ou autre ouvrage — ou de leur équipement —, sauf le rejet de substances effectué à partir d’un tel matériel lorsque celui-ci est affecté à cette fin,

(ii) le dépôt de substances à des fins autres que leur simple élimination, sous réserve qu’un tel dépôt ne soit pas incompatible avec l’objet de la présente section et de la Convention ou du Protocole,

(iii) l’abandon de câbles, pipelines, appareils de recherche ou autres objets placés sur le fond des mers, ainsi que dans leur sous-sol, à des fins autres que leur simple élimination,

(iv) le rejet ou l’entreposage de déchets et autres matières résultant directement de l’exploration, de l’exploitation et du traitement en mer des ressources minérales du fond des mers.

« incinération » La combustion délibérée de substances pour destruction thermique à bord d’un navire, d’une plate-forme ou autre ouvrage en mer.

*Article 19: Nouveau.*

*Article 20: Texte de l’article 123 :*



**123.** (1) No person shall import a substance for disposal in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e).

(2) No person shall export a substance for disposal in an area of the sea under the jurisdiction of a foreign state or its internal waters.

*Clause 21:* New.

*Clause 22:* (1) Relevant portion of subsection 125(1):

**125.** (1) No person shall dispose of a substance in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) unless

(2) to (4) New.

*Clause 23:* (1) Existing text of subsection 126(1):

**126.** (1) No person shall incinerate a substance on board a ship, a platform or another structure in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) unless

(a) the substance is waste generated on board the ship, platform or other structure during normal operations; or

(b) the incineration is done in accordance with a permit issued under subsection 128(2).

(2) New.

(3) Existing text of subsection 126(2):

(2) No person shall incinerate a substance on board a Canadian ship or a Canadian platform or other structure in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f) or (g) unless

(a) the substance is waste generated on board the Canadian ship or the Canadian platform or other structure during normal operations; or

(b) the incineration is done in accordance with a permit issued under subsection 128(2).

(4) New.

*Clause 24:* Existing text of subsection 128(1):

**128.** (1) Paragraphs 125(1)(a), (2)(a) and (3)(a) do not apply if a permit is issued under this section.

*Clause 25:* Relevant portion of subsection 130(1):

**130.** (1) Despite the other provisions of this Division, a person may dispose of a substance if

(a) it is necessary to avert a danger to human life or to a ship, a platform or another structure at sea in situations caused by stress of weather or in any other case that constitutes a danger to human life or a threat to a ship, an aircraft, a platform or another structure at sea;

*Clause 26:* Relevant portion of subsection 135(3):

(3) The Minister may make regulations

**123.** (1) Est interdite l'importation de substances pour immersion dans tout espace visé aux alinéas 122(2)a) à e).

(2) Est interdite l'exportation de substances pour immersion dans tout espace maritime relevant de la souveraineté d'un État étranger ou dans ses eaux intérieures.

*Article 21:* Nouveau.

*Article 22:* (1) Texte du paragraphe 125(1):

**125.** (1) Il est interdit de procéder à l'immersion de substances dans tout espace visé aux alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets ou autres matières et que l'immersion est effectuée conformément à un permis canadien.

(2) à (4) Nouveau.

*Article 23:* (1) Texte du paragraphe 126(1):

**126.** (1) Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire canadien ou sur une plate-forme ou autre ouvrage canadiens dans tout espace visé aux alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur exploitation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

(2) Nouveau.

(3) Texte du paragraphe 126(2):

(2) Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire canadien ou sur une plate-forme ou autre ouvrage canadiens dans tout espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur exploitation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

(4) Nouveau.

*Article 24:* Texte du paragraphe 128(1):

**128.** (1) Les paragraphes 125(1), (2) et (3) interdisant l'immersion de substances sauf s'il s'agit de déchets ou autres matières ne s'appliquent pas à la délivrance d'un permis conformément au présent article.

*Article 25:* Texte du passage visé du paragraphe 130(1):

**130.** (1) Malgré les autres dispositions de la présente section, il peut être procédé à l'immersion de substances dans le cas suivant:

a) l'immersion est nécessaire pour éviter les menaces à la vie humaine ou à la sécurité de navires, d'aéronefs, de plates-formes ou d'autres ouvrages en mer découlant d'intempéries ou de toute autre situation mettant en danger la vie humaine ou constituant une menace pour un navire, un aéronef, une plate-forme ou d'autres ouvrages en mer;

*Article 26:* Texte du paragraphe 135(3):

(3) Le ministre peut, par règlement, fixer la forme des demandes de permis canadien et préciser les renseignements à fournir ou joindre pour ces demandes.

*Clause 27: Existing text of section 136:*

136. If the Minister directs an action to be taken by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to remedy a condition or mitigate damage resulting from an offence under this Act that arises out of this Division, the costs and expenses of and incidental to taking that action, to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances, are recoverable by Her Majesty in right of Canada from the person who committed the offence with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in any court of competent jurisdiction.

*Clause 28: New.*

*Clause 29: New.*

*Clause 30: New.*

*Clause 31: (1) Relevant portion of subsection 218(8):*

(8) Subject to subsection (2), for the purposes of this Act and the regulations, an enforcement officer may, at any reasonable time,

(a) board any ship, platform or other structure anywhere in Canada or within Canadian waters or any aircraft if the enforcement officer believes on reasonable grounds that the ship, platform or other structure or aircraft has on board a substance to be disposed of at sea; and

*(2) Existing text of subsection 218(9):*

(9) An enforcement officer who travels on a ship, aircraft, platform or other structure under paragraph (8)(b) shall be carried free of charge to and from the disposal site and the person in command of the ship or aircraft or in charge of the platform or structure shall provide the enforcement officer with suitable accommodation and food.

*(3) New.*

*Clause 32: (1) and (2) New.*

*Clause 33: New.*

*Clause 34: (1) Existing text of subsection 225(3):*

(3) Notice of a detention order made under subsection (1) shall be served on the master of the ship in respect of which the order is made.

*(2) Relevant portion of subsection 225(6):*

(6) A person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed and who has received notice of the order may give clearance in respect of the ship to which the order relates where

...

(b) security for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of the person charged with that offence and of costs related to proceedings in connection with the charge, or payment of any lesser amount that is approved by the Minister or a person designated by the Minister for the purpose, is given to Her Majesty in right of Canada; or

*Clause 35: New.*

*Clause 36: New.*

*Article 27: Texte de l'article 136 :*

136. Dans les cas où le ministre fait prendre, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte, des mesures visant à remédier à la situation créée par une contravention à la présente section constituant une infraction à la présente loi, ou à atténuer les dommages qui en découlent, les dépenses directes ou indirectes occasionnées par les mesures, pour autant qu'elles se justifient dans les circonstances, peuvent être recouvrées auprès de l'auteur de l'infraction, avec les frais et dépens de toute action éventuellement engagée à cette fin au nom de Sa Majesté devant tout tribunal compétent.

*Article 28 : Nouveau.*

*Article 29 : Nouveau.*

*Article 30 : Nouveau.*

*Article 31 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 218(8) :*

(8) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, l'agent de l'autorité peut, sous réserve du paragraphe (2), à toute heure convenable :

a) partout au Canada ou dans les eaux canadiennes, visiter un navire, un aéronef, une plate-forme ou un autre ouvrage s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve une substance destinée à être immergée;

*(2) Texte du paragraphe 218(9) :*

(9) L'agent de l'autorité qui, en application de l'alinéa (8)b), se rend sur le lieu de l'immersion a droit à la gratuité du transport à l'aller et au retour; en outre, la personne qui a le commandement du navire ou de l'aéronef, ou la responsabilité de la plate-forme ou de l'autre ouvrage, est tenue de lui assurer repas et hébergement dans des conditions convenables.

*(3) Nouveau.*

*Article 32 : (1) et (2) Nouveau.*

*Article 33 : Nouveau.*

*Article 34 : (1) Texte du paragraphe 225(3) :*

(3) L'ordre d'arrêt est signifié au capitaine du navire qui en fait l'objet.

*(2) Texte du passage visé du paragraphe 225(6) :*

(6) Quiconque a reçu avis de l'ordre peut donner congé au navire :

[...]

b) lorsque est remise à Sa Majesté du chef du Canada la caution pour le paiement soit de l'amende maximale et des frais et dépens susceptibles d'être imposés à l'accusé en cas de déclaration de culpabilité, soit du montant inférieur approuvé par le ministre ou son délégué;

*Article 35 : Nouveau.*

*Article 36 : Nouveau.*



*Clause 37: New.*

*Clause 38: New.*

*Clause 39: New.*

*Clause 40: (1) Relevant portion of subsection 279(1):*

**279.** (1) Where an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 is committed by a person, whether or not the person is a Canadian citizen, in Canadian waters, the offence

*(2) Relevant portion of subsection 279(3):*

(3) Where an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 is committed by a person, whether or not the person is a Canadian citizen, in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f) or (g), the offence

*Clause 41: Existing text of section 280:*

**280.** (1) Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

(2) Every director and officer of a corporation shall take all reasonable care to ensure that the corporation complies with

(a) this Act and the regulations; and

(b) orders and directions of, and prohibitions and requirements imposed by, the Minister and enforcement officers and review officers.

*Clause 42: New.*

*Article 37: Nouveau.*

*Article 38: Nouveau.*

*Article 39: Nouveau.*

*Article 40: (1) Texte du paragraphe 279(1):*

**279.** (1) Que son auteur ait ou non la citoyenneté canadienne, toute infraction à la section 3 de la partie 7 commise dans les eaux canadiennes relève du tribunal compétent pour des infractions similaires dans la circonscription territoriale la plus proche du lieu de l'infraction et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

*(2) Texte du paragraphe 279(3):*

(3) Que son auteur ait ou non la citoyenneté canadienne, toute infraction à la section 3 de la partie 7 commise dans tout espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g) relève du tribunal compétent pour des infractions similaires commises dans les limites de son ressort normal et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

*Article 41: Texte de l'article 280:*

**280.** (1) En cas de perpétration d'une infraction à la présente loi par une personne morale, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

(2) Les administrateurs et dirigeants d'une personne morale font preuve de la diligence voulue pour faire en sorte que celle-ci se conforme :

a) à la présente loi et à ses règlements;

b) aux ordres et directives du ministre ou des agents de l'autorité ou réviseurs, aux interdictions qu'ils édictent ou aux obligations qu'ils imposent.

*Article 42: Nouveau.*







**MAIL  POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-15**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-15**

An Act to amend the Migratory Birds Convention Act, 1994  
and the Canadian Environmental Protection Act, 1999

---

### **AS PASSED**

BY THE HOUSE OF COMMONS  
DECEMBER 14, 2004

---

**C-15**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-15**

Loi modifiant la Loi de 1994 sur la convention concernant les  
oiseaux migrateurs et la Loi canadienne sur la protection  
de l'environnement (1999)

---

### **ADOPTÉ**

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 14 DÉCEMBRE 2004

---





## SUMMARY

This enactment amends the *Migratory Birds Convention Act, 1994* to

- (a) state that that Act applies in the exclusive economic zone of Canada;
- (b) protect migratory birds from the effects caused by deposits of harmful substances, such as oil, in the exclusive economic zone of Canada;
- (c) state that that Act applies to vessels and their owners and operators;
- (d) subject masters, chief engineers, owners and operators of vessels and directors and officers of corporations to a duty of care to ensure compliance with that Act and its regulations;
- (e) expand the enforcement powers to include orders to direct and detain vessels found to be in contravention of that Act or its regulations;
- (f) expand the jurisdiction of Canadian courts to include the exclusive economic zone of Canada;
- (g) increase penalties; and
- (h) permit courts to impose additional punishments in the form of orders covering matters such as environmental audits, community service and the creation of scholarships for students enrolled in environmental studies.

This enactment also amends the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* to

- (a) protect the marine environment from the wrongful activities of ships as well as persons;
- (b) include prohibitions concerning the disposal and incineration of substances at sea by ships;
- (c) include regulation-making authority to deal with disposals of substances during the normal operations of ships, aircrafts, platforms and other structures;
- (d) expand the enforcement powers to include orders to direct ships found to be in contravention of that Act or its regulations;
- (e) subject owners of ships and directors and officers of corporations that own ships to a duty of care to ensure that ships comply with the provisions of that Act and its regulations concerning disposal at sea and with orders and directions made under that Act; and
- (f) expand the jurisdiction of Canadian courts to include the exclusive economic zone of Canada.

## SOMMAIRE

En ce qui a trait aux modifications à la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, les points saillants sont les suivants :

- a) le texte précise que cette loi s'applique dans la zone économique exclusive du Canada;
- b) il vise à protéger les oiseaux migrateurs contre les effets nuisibles découlant de l'immersion ou du rejet dans cette zone de substances nocives, telles que les hydrocarbures;
- c) il rend les dispositions de la loi applicables aux bâtiments ainsi qu'à leurs capitaines et à leurs exploitants;
- d) il impose aux capitaines, mécaniciens en chef, propriétaires et exploitants de bâtiments et aux administrateurs et dirigeants de personnes morales de prendre les mesures voulues pour faire en sorte que la loi et les règlements soient respectés;
- e) il ajoute des dispositions de contrôle de la loi permettant d'enjoindre aux bâtiments contrevenants de se rendre dans un autre lieu et d'ordonner leur détention;
- f) il étend la compétence des tribunaux à la zone économique exclusive du Canada;
- g) il augmente le montant de certaines amendes;
- h) il donne le pouvoir aux tribunaux de rendre des ordonnances imposant des peines additionnelles au contrevenant, notamment la tenue de vérifications environnementales, l'exécution de travaux d'intérêt collectif et la création de bourses destinées à des étudiants faisant des études en environnement.

En ce qui a trait aux modifications à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, les points saillants sont les suivants :

- a) le texte vise à protéger le milieu marin contre les activités répréhensibles de personnes et de navires;
- b) il ajoute des dispositions interdisant aux navires l'immersion et l'incinération de substances en mer;
- c) il ajoute des pouvoirs réglementaires concernant l'immersion de substances au cours de l'utilisation normale de navires, d'aéronefs, de plates-formes et d'autres ouvrages;
- d) il ajoute des dispositions de contrôle de la loi permettant d'ordonner aux navires contrevenants de se rendre dans un autre lieu;
- e) il impose aux propriétaires de navires et aux dirigeants et administrateurs de personnes morales qui sont propriétaires de navires de s'assurer que leur navire respecte les dispositions de la loi et des règlements concernant l'immersion en mer et respecte les ordres donnés en vertu de la loi;
- f) il étend la compétence des tribunaux à la zone économique exclusive du Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-15

## PROJET DE LOI C-15

An Act to amend the Migratory Birds Convention Act, 1994 and the Canadian Environmental Protection Act, 1999

Loi modifiant la Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs et la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1994, c. 22

### MIGRATORY BIRDS CONVENTION ACT, 1994

### LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS

1994, ch. 22

1. (1) The definition "conveyance" in subsection 2(1) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:

1. (1) La définition de « moyen de transport », au paragraphe 2(1) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, est remplacée par ce qui suit :

"conveyance"  
« moyen de transport »

"conveyance" means a vehicle, aircraft, vessel or any other contrivance that is used to move persons or goods;

« moyen de transport » Tout véhicule, aéronef, bâtiment ou autre moyen servant au transport des personnes ou des biens.

« moyen de transport »  
"conveyance"

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"Canadian vessel"  
« bâtiment canadien »

"Canadian vessel" means a vessel that

(a) is registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act*,

(b) is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act* or under the laws of another state but is owned by one or more persons each of whom is

« bâtiment » Navire, bateau ou embarcation conçu, utilisé ou utilisable — exclusivement ou non — pour la navigation sur l'eau, au-dessous ou légèrement au-dessus de celle-ci, indépendamment de son mode de propulsion ou de l'absence de propulsion. Sont exclues de la présente définition les plates-formes fixes.

« bâtiment »  
"vessel"

(i) a Canadian citizen,

(ii) in the case of a vessel that is not required to be registered, listed or licensed under that Act, a person who is resident and domiciled in Canada, or

« bâtiment canadien » Bâtiment :  
a) qui est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada*;

« bâtiment canadien »  
"Canadian vessel"

(iii) a corporation incorporated under the laws of Canada or a province, that has its principal place of business in Canada, or

(c) is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act* but is owned or operated by Her Majesty in right of Canada;

“deposit”  
« immersion ou  
rejet »

“deposit” means any discharging, spraying, releasing, spilling, leaking, seeping, pouring, emitting, emptying, throwing, dumping or placing;

“environment”  
« environne-  
ment »

“environment” means the components of the Earth and includes

(a) air, land and water,

(b) all layers of the atmosphere,

(c) all organic and inorganic matter and living organisms, and

(d) the interacting natural systems that include the components referred to in paragraphs (a) to (c);

“fixed platform”  
« plate-forme  
fixe »

“fixed platform” means an artificial island or a marine installation or structure that is permanently attached to the seabed for the purpose of exploration or exploitation of resources or for other economic purposes;

“foreign  
national”  
« étranger »

“foreign national” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

“foreign vessel”  
« bâtiment  
étranger »

“foreign vessel” means a vessel that is not a Canadian vessel;

“master”  
« capitaine »

“master” means every person who has command or charge of a vessel, but does not include a licensed pilot within the meaning of section 2 of the *Pilotage Act*;

“operator”  
« exploitant »

“operator”, in respect of a vessel, means a person other than an owner who has, either by law or by contract, the possession and use of the vessel;

“owner”  
« propriétaire »

“owner”, in respect of a vessel, means an actual owner of the vessel if the vessel is not registered or listed, or a registered owner if it is registered or listed;

b) qui n'est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis ni sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada* ni sous celui d'une loi d'un autre État, pourvu que chacune des personnes auxquelles il appartient répondra à l'une des conditions suivantes :

(i) elle a la citoyenneté canadienne,

(ii) dans le cas d'un bâtiment qui n'est pas assujéti à l'immatriculation, à l'enregistrement ou à la délivrance d'un permis sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, elle est domiciliée au Canada et y réside de fait,

(iii) s'agissant d'une personne morale, elle a été constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale et a son principal établissement au Canada;

c) qui n'est pas immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou est exploité par elle.

« bâtiment étranger » Bâtiment qui n'est pas un bâtiment canadien.

« bâtiment  
étranger »  
“foreign vessel”

« capitaine » Personne ayant la direction ou le commandement d'un bâtiment, à l'exclusion du pilote au sens de l'article 2 de la *Loi sur le pilotage*.

« capitaine »  
“master”

« environnement » Ensemble des conditions et des éléments naturels de la Terre, notamment :

« environne-  
ment »  
“environment”

a) l'air, l'eau et le sol;

b) toutes les couches de l'atmosphère;

c) toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;

d) les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux alinéas a) à c).

« étranger » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

« étranger »  
“foreign  
national”

« exploitant » Personne, à l'exception du propriétaire, qui a la possession et l'usage du bâtiment en vertu de la loi ou d'un contrat.

« exploitant »  
“operator”



“vessel”  
« bâtiment »

“vessel” means a boat, ship or craft designed, used or capable of being used solely or partly for navigation in, on, through or immediately above water, without regard to the method or lack of propulsion, but does not include a fixed platform.

« immersion ou rejet »  
“deposit”

« immersion ou rejet » Le versement, le déversement, l’écoulement, le suintement, l’arrosage, l’épandage, la vaporisation, l’évacuation, l’émission, le vidage, le jet, la décharge ou le dépôt.

2. The Act is amended by adding the following after section 2:

APPLICATION

Application 2.1 This Act applies in Canada and in the exclusive economic zone of Canada.

3. Section 4 of the Act and the heading that follows it are replaced by the following:

Purpose 4. The purpose of this Act is to implement the Convention by protecting and conserving migratory birds — as populations and individual birds — and their nests.

PROHIBITIONS

4. The Act is amended by adding the following after section 5:

Prohibition 5.1 (1) No person or vessel shall deposit a substance that is harmful to migratory birds, or permit such a substance to be deposited, in waters or an area frequented by migratory birds or in a place from which the substance may enter such waters or such an area.

Prohibition (2) No person or vessel shall deposit a substance or permit a substance to be deposited in any place if the substance, in combination with one or more substances, results in a substance — in waters or an area frequented by migratory birds or in a place from which it may enter such waters or such an area — that is harmful to migratory birds.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 2, de ce qui suit :

APPLICATION

2.1 La présente loi s’applique à l’ensemble du Canada ainsi qu’à la zone économique exclusive de celui-ci.

3. L’article 4 de la même loi et l’intertitre le suivant sont remplacés par ce qui suit :

4. La présente loi a pour objet la mise en œuvre de la convention par la protection et la conservation des oiseaux migrateurs — individus et populations — et de leurs nids.

INTERDICTIONS

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 5, de ce qui suit :

5.1 (1) Il est interdit à toute personne et à tout bâtiment d’immerger ou de rejeter ou de permettre que soit immergée ou rejetée une substance nocive pour les oiseaux migrateurs dans des eaux ou une région fréquentées par ces oiseaux ou en tout autre lieu à partir duquel la substance pourrait pénétrer dans ces eaux ou cette région.

(2) Il est interdit à toute personne et à tout bâtiment d’immerger ou de rejeter ou de permettre que soit immergée ou rejetée une substance qui, mélangée à une ou plusieurs autres substances, résulte en une substance nocive pour les oiseaux migrateurs dans des eaux ou une région fréquentées par ces oiseaux

« immersion ou rejet »  
“deposit”

« plate-forme fixe »  
“fixed platform”

« propriétaire »  
“owner”

Application

Objet

Interdiction

Interdiction

Saving

(3) Subsections (1) and (2) do not apply if  
 (a) the deposit is authorized under the *Canada Shipping Act*; or  
 (b) the substance is of a type and quantity, and the deposit is made under conditions, authorized under an Act of Parliament other than the *Canada Shipping Act*, or authorized by the Minister for scientific purposes.

ou en tout autre lieu à partir duquel la substance nocive pourrait pénétrer dans ces eaux ou cette région.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas lorsque, selon le cas :

Exception

5

a) l'immersion ou le rejet est autorisé sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada*;

b) la nature et la quantité de la substance et les conditions de l'immersion ou du rejet sont autorisées soit sous le régime d'une loi fédérale autre que la *Loi sur la marine marchande du Canada*, soit par le ministre à des fins scientifiques.

Prohibition

## 5.2 No person shall

(a) wilfully destroy or cause to be destroyed a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act*, or wilfully alter or cause to be altered such a document, a record or data with intent to mislead;

15

(b) make or cause to be made a false entry, or omit to make or cause to be omitted to be made a required entry, in a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act*;

20

(c) wilfully obstruct or hinder a person who is engaged in carrying out duties or functions under this Act or a person acting under their direction and control; or

(d) knowingly provide false or misleading information or knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to a person who is engaged in carrying out duties or functions under this Act or a person acting under their direction and control.

25

30

## 5.2 Il est interdit :

15 Interdiction

a) de détruire ou faire détruire délibérément un document ou des données dont la tenue est exigée sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, ou de les modifier ou faire modifier dans le dessein d'induire en erreur;

b) de faire ou faire faire de fausses inscriptions dans un document ou des données dont la tenue est exigée sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, ou d'omettre ou faire omettre d'y faire une inscription exigée;

c) d'entraver délibérément l'action de toute personne dans l'exercice de ses fonctions sous le régime de la présente loi ou de toute personne agissant sous sa direction ou son autorité;

d) de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à toute personne dans l'exercice de ses fonctions sous le régime de la présente loi ou à toute personne agissant sous sa direction ou son autorité, ou de leur fournir sciemment des renseignements faux ou trompeurs.

Prohibition

5.3 (1) No Canadian employer shall dismiss, suspend, demote, discipline, harass or otherwise disadvantage an employee, or deny an employee a benefit of employment, because

(a) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, disclosed to a federal minister, or any employee of the

5.3 (1) Il est interdit à l'employeur canadien de congédier un employé, de le suspendre, de le rétrograder, de le punir, de le harceler ou de lui faire subir tout autre inconvénient, ou de le priver d'un avantage lié à son emploi, pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

45

public service of Canada, that the employer or another person had contravened or had intended to contravene a provision of this Act or the regulations;

(b) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, refused or stated an intention to refuse to do anything that is a contravention of a provision of this Act or the regulations;

(c) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, did or stated an intention to do anything that is required to be done to prevent a contravention of a provision of this Act or the regulations; or

(d) the employer believes that the employee will do anything referred to in paragraph (a), (b) or (c).

a) l'employé, agissant de bonne foi et se fondant sur des motifs raisonnables, a informé un ministre fédéral ou tout membre de l'administration publique fédérale que l'employeur canadien ou une autre personne avait enfreint ou avait l'intention d'enfreindre une disposition de la présente loi ou des règlements;

b) l'employé, agissant de bonne foi et se fondant sur des motifs raisonnables, a refusé ou a fait part de son intention de refuser d'accomplir un acte qui constitue une contravention à une disposition de la présente loi ou des règlements;

c) l'employé, agissant de bonne foi et se fondant sur des motifs raisonnables, a accompli ou a fait part de son intention d'accomplir un acte nécessaire pour empêcher que soit commise une contravention à une disposition de la présente loi ou des règlements;

d) l'employeur canadien croit que l'employé accomplira un des actes prévus aux alinéas a), b) et c).

Definition of "Canadian employer"

(2) In subsection (1), "Canadian employer" means an employer that is a Canadian citizen, a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or a corporation incorporated under the laws of Canada or a province that has its principal place of business in Canada.

(2) Au paragraphe (1), « employeur canadien » s'entend de l'employeur qui est citoyen canadien, résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou une personne morale constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale qui a son principal établissement au Canada.

Définition de « employeur canadien »

Saving

(3) Nothing in this section impairs any right of an employee either at law or under an employment contract or collective agreement.

(3) Le présent article n'a pas pour effet de restreindre les droits de l'employé, que ce soit en général ou dans le cadre d'un contrat de travail ou d'une convention collective.

Précision

Definitions of "employee" and "employer"

(4) In this section, "employee" includes an independent contractor and "employer" has a corresponding meaning.

(4) Au présent article, « employé » s'entend notamment d'un travailleur autonome et « employeur » a un sens correspondant.

Définitions de « employé » et « employeur »

OBLIGATIONS

5.4 Every master, chief engineer, owner and operator of a vessel — and, if the owner or operator is a corporation, every director and officer of the corporation who is in a position to direct or influence its policies or activities relating to conduct prohibited by section 5.1

Obligation — owners, operators, etc.

OBLIGATIONS

5.4 Le capitaine, le mécanicien en chef, le propriétaire et l'exploitant du bâtiment et, dans le cas où le propriétaire ou l'exploitant est une personne morale, les administrateurs et dirigeants de celle-ci qui sont en mesure de diriger ou d'influencer ses orientations ou activités

Obligation du capitaine, du propriétaire, etc.



— shall take all reasonable care to ensure that the vessel and all persons on board the vessel comply with section 5.1.

Obligation —  
directors and  
officers

**5.5** Every director and officer of a corporation shall take all reasonable care to ensure that the corporation complies with this Act and the regulations.

**5. (1) Subsection 6(3) of the Act is replaced by the following:**

Certificate of  
designation

(3) Every game officer must be provided with a certificate of designation as a game officer in a form approved by the Minister and, on entering any place under this Act, the officer shall, on request, show the certificate to the person in charge or control of the place.

**(2) Subsection 6(6) of the Act is replaced by the following:**

Arrest without  
warrant

(6) A game officer may arrest a person without a warrant if they believe, on reasonable grounds, that the person has committed an offence under this Act or if they find the person committing or about to commit an offence under this Act.

**6. (1) The portion of subsection 7(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Inspections

7. (1) For the purpose of verifying compliance with this Act and the regulations, a game officer may, subject to subsection (3), at any reasonable time, enter and inspect any place, including a vessel, in which they believe, on reasonable grounds, there is any thing to which this Act or the regulations apply or any document, record or data relating to the administration of this Act or the regulations, and the game officer may

**(2) Subsection 7(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):**

(c.1) use or cause to be used any computer system or data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;

relativement aux actes interdits par l'article 5.1, prennent les mesures voulues pour faire en sorte que le bâtiment et les personnes à bord se conforment à cet article.

**5.5** Les administrateurs et dirigeants de la personne morale prennent les mesures voulues pour faire en sorte que celle-ci se conforme à la présente loi et aux règlements.

**5. (1) Le paragraphe 6(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) Les gardes-chasse sont munis d'un certificat de désignation en la forme approuvée par le ministre qu'ils présentent, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de leur visite.

**(2) Le paragraphe 6(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(6) Les gardes-chasse peuvent arrêter sans mandat toute personne dont ils ont des motifs raisonnables de croire qu'elle a commis une infraction à la présente loi ou qu'ils prennent en flagrant délit ou sur le point de commettre une telle infraction.

**6. (1) Le passage du paragraphe 7(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

7. (1) Dans le but de vérifier l'observation de la présente loi et des règlements, le garde-chasse peut, à toute heure convenable et sous réserve du paragraphe (3), procéder à la visite de tout lieu — notamment un bâtiment — s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve un objet visé par la présente loi ou les règlements ou un document ou des données relatifs à l'application de ceux-ci. Il peut en outre :

**(2) Le paragraphe 7(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :**

c.1) utiliser ou faire utiliser tout ordinateur ou système informatique se trouvant dans le lieu visité pour vérifier les données que celui-ci contient ou auxquelles il donne accès;

5 Obligation des  
administrateurs  
et dirigeants

10

Présentation du  
certificat

15

Arrestation sans  
mandat

20

20

20

20

20

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

25

(c.2) reproduce or cause to be reproduced any record from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(c.3) take a printout or other output for inspection or copying;

(c.4) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record or document; and

**(3) Subsections 7(2) to (4) of the Act are replaced by the following:**

(1.1) Every person who is in charge or control of a place that is inspected under this section shall permit a game officer and every person acting under their direction and control to do anything referred to in paragraphs (1)(c.1) to (c.4).

Duty of person in charge or control

Entry of vessels

(1.2) Subject to subsection (3), for the purpose of verifying compliance with this Act and the regulations, a game officer who believes on reasonable grounds that a vessel has on board any thing to which this Act or the regulations apply or any document, record or data relating to the administration of this Act or the regulations may, in Canadian waters or the exclusive economic zone of Canada, board the vessel at any reasonable time and travel on it.

Accommodation

(1.3) A game officer and every person acting under their direction and control who travels on a vessel shall be carried free of charge, and the master shall provide them with suitable accommodation and food free of charge.

Stopping and detaining conveyances

(2) A game officer may, at any reasonable time, direct that a conveyance be stopped or be moved to a place where an inspection can be carried out and may, for a reasonable time, detain a conveyance.

Dwelling-place

(3) The game officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the person in charge or control of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

Inspection warrant — dwelling place

(4) On *ex parte* application, a justice, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, may issue a warrant authorizing a game officer to

c.2) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire un document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible;

c.3) emporter tout imprimé ou sortie de données pour examen ou reproduction;

c.4) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction se trouvant dans le lieu visité pour faire des copies du document;

**(3) Les paragraphes 7(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(1.1) Le responsable du lieu visité doit faire en sorte que le garde-chasse, ou la personne agissant sous sa direction ou son autorité, puisse procéder aux opérations mentionnées aux alinéas (1)c.1) à c.4).

Devoir du responsable

Visite des bâtiments

(1.2) Dans le but de vérifier l'observation de la présente loi et des règlements, le garde-chasse peut, sous réserve du paragraphe (3), à toute heure convenable, partout dans les eaux canadiennes ou la zone économique exclusive du Canada, visiter un bâtiment et y prendre place si le garde-chasse a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve un objet visé par la présente loi ou les règlements ou un document ou des données relatifs à l'application de ceux-ci.

Prise en charge du garde-chasse

(1.3) Le garde-chasse et la personne agissant sous sa direction ou son autorité qui prennent place à bord du bâtiment ont droit à la gratuité du transport; en outre, le capitaine est tenu de leur assurer gratuitement repas et hébergement dans des conditions convenables.

Pouvoirs d'immobilisation et de détention

(2) Le garde-chasse peut, à toute heure convenable, ordonner l'immobilisation d'un moyen de transport ou son déplacement en un lieu propice pour une inspection, et le retenir pendant un laps de temps raisonnable.

Local d'habitation

(3) Dans le cas d'un local d'habitation, le garde-chasse ne peut procéder à la visite sans l'autorisation du responsable que s'il est muni d'un mandat.

Mandat autorisant la visite d'un local d'habitation

(4) Sur demande *ex parte*, le juge de paix — au sens de l'article 2 du *Code criminel* — peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions qui y sont prévues, le garde-chasse à



enter a dwelling-place, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice is satisfied by information on oath that

- (a) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to the dwelling-place;
- (b) entry to the dwelling-place is necessary for the administration of this Act or the regulations;
- (c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused; and
- (d) all reasonable attempts have been made to notify the owner or person in charge or control of the dwelling-place.

Inspection  
warrant — non-  
dwellings

(5) On *ex parte* application, a justice, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, may issue a warrant authorizing a game officer to enter a place other than a dwelling-place, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice is satisfied by information on oath that

- (a) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to the place;
- (b) entry to the place is necessary for the administration of this Act or the regulations;
- (c) entry to the place has been refused, there are reasonable grounds to believe that entry will be refused, the game officer is not able to enter without the use of force or the place is abandoned; and
- (d) all reasonable attempts have been made to notify the owner, operator or person in charge or control of the place.

Waiving notice

(6) The justice may waive the requirement to give notice under paragraph (4)(d) or (5)(d) if the justice is satisfied that attempts to give the notice would be unsuccessful because the owner, operator or person in charge or control is absent from the justice's jurisdiction, or that it is not in the public interest to give the notice.

Person under  
direction and  
control

(7) A person who is acting under a game officer's direction and control may accompany a game officer who is inspecting a place under

procéder à la visite d'un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

- 5 a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas;
- d) le nécessaire a été fait pour aviser le propriétaire ou le responsable du lieu.

(5) Sur demande *ex parte*, le juge de paix — au sens de l'article 2 du *Code criminel* — peut 15 décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, le garde-chasse à procéder à la visite d'un lieu autre qu'un local d'habitation, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont 20 réunis les éléments suivants :

- a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;
- 25 c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas, le garde-chasse ne peut y procéder sans recourir à la force ou encore le lieu est abandonné;
- 30 d) le nécessaire a été fait pour aviser le propriétaire, l'exploitant ou le responsable du lieu.

Mandat  
autorisant la  
visite d'un lieu  
autre qu'un local  
d'habitation

(6) Le juge de paix peut supprimer l'obligation prévue aux alinéas (4)d) ou (5)d) d'aviser le propriétaire, l'exploitant ou le responsable du lieu s'il est convaincu soit qu'on ne peut les joindre parce qu'ils se trouvent hors de son ressort, soit qu'il n'est pas dans l'intérêt public de le faire.

Avis non requis

(7) Le garde-chasse qui procède à la visite d'un lieu sous le régime du présent article peut se faire accompagner d'une autre personne

Personne sous la  
direction du  
garde-chasse



this section, may enter the place and may exercise any of the powers referred to in paragraphs (1)(b) to (c.4).

agissant sous sa direction ou son autorité; celle-ci peut alors pénétrer dans le lieu et y exercer les pouvoirs prévus aux alinéas (1)b) à c.4).

Use of force

(8) A game officer may not use force in executing a warrant under this section unless the warrant specifically authorizes the use of force.

(8) Le garde-chasse ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage.

Usage de la force

Exclusive economic zone

(9) Every power that may be exercised in Canada under this section may be exercised in the exclusive economic zone of Canada.

(9) Les pouvoirs prévus au présent article peuvent être exercés tant au Canada que dans la zone économique exclusive de celui-ci.

Zone économique exclusive

Consent

(10) The consent of the Minister is required for the exercise of any power under this section in the exclusive economic zone of Canada in relation to a foreign vessel. However, for greater certainty, the consent of the Attorney General of Canada is not required.

(10) Les pouvoirs prévus au présent article ne peuvent être exercés à l'égard d'un bâtiment étranger dans la zone économique exclusive du Canada qu'avec le consentement du ministre; le consentement du procureur général du Canada n'est toutefois pas requis.

Consentement

7. Section 8 of the Act is replaced by the following:

7. L'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Search and seizure without warrant

8. For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, a game officer may exercise the powers of search and seizure provided in section 487 of the *Criminal Code* without a search warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be feasible to obtain it.

8. Dans le but de faire observer la présente loi et les règlements, le garde-chasse peut exercer sans mandat de perquisition les pouvoirs mentionnés à l'article 487 du *Code criminel* en matière de perquisition et de saisie lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Perquisition sans mandat

Powers of direction and detention of vessels

8.1 (1) A game officer may direct a vessel to any place in Canadian waters or the exclusive economic zone of Canada or make a detention order in relation to a vessel or do both, if they have reasonable grounds to believe that the vessel or a person on board the vessel has committed, is committing or is about to commit an offence under section 5.1 in Canadian waters and that the vessel was, is being or is about to be used in connection with the commission of the offence.

8.1 (1) Le garde-chasse qui a des motifs raisonnables de croire qu'un bâtiment ou une personne à son bord a commis, est en train de commettre ou est sur le point de commettre, dans les eaux canadiennes, une infraction à l'article 5.1 et que le bâtiment a été ou est utilisé, ou est sur le point d'être utilisé dans le cadre de la perpétration de l'infraction peut ordonner au bâtiment de se rendre en un lieu dans les eaux canadiennes ou la zone économique exclusive du Canada ou ordonner la détention du bâtiment, ou donner les deux ordres à la fois.

Ordres aux bâtiments

Powers of direction and detention of vessels

(2) A game officer may direct a vessel to any place in Canadian waters or the exclusive economic zone of Canada or make a detention order in relation to a vessel or do both, if they have reasonable grounds to believe that

(2) Le garde-chasse peut ordonner à tout bâtiment de se rendre en un lieu dans les eaux canadiennes ou la zone économique exclusive du Canada ou ordonner la détention du bâtiment, ou donner les deux ordres à la fois, s'il a des motifs raisonnables de croire :

Ordres aux bâtiments

exclusive economic zone of Canada and the vessel was, is being or is about to be used in connection with the commission of the offence; and

(b) commission of the offence will cause major damage to the environment, or an actual threat of major damage to the environment, in Canada or in the exclusive economic zone of Canada.

a) que le bâtiment ou une personne à son bord a commis, est en train de commettre ou est sur le point de commettre, dans la zone économique exclusive du Canada, une infraction à l'article 5.1 et que le bâtiment a été ou est utilisé, ou est sur le point d'être utilisé dans le cadre de la perpétration de l'infraction;

b) que la perpétration de l'infraction entraînera des dommages importants à l'environnement, au Canada ou dans la zone économique exclusive de celui-ci, ou une menace réelle de tels dommages.

Major damage	(3) For greater certainty, the deposit of a substance in contravention of section 5.1 that, together with other deposits made in contravention of that section by one or more persons or vessels, has a cumulative or aggregate effect may cause major damage to the environment.	(3) Il est entendu que l'immersion ou le rejet d'une substance en contravention à l'article 5.1 peut causer des dommages importants à l'environnement si, combiné à d'autres immersions ou rejets effectués en contravention à cet article par des personnes ou des bâtiments, il a un effet cumulatif.	Interprétation
Order in writing	(4) A detention order shall be in writing and be addressed to every person at the place identified in the order who is empowered to give a clearance to the vessel.	(4) L'ordre de détention est adressé par écrit à quiconque a, dans le lieu précisé dans l'ordre, le pouvoir de donner congé au bâtiment.	Ordre écrit
Service of order	(5) Notice of the detention order shall be served by delivering a copy of the notice personally to the master or, if service cannot reasonably be effected personally, by posting a copy of the notice on a conspicuous part of the vessel.	(5) Un avis de l'ordre de détention est signifié au capitaine du bâtiment qui en fait l'objet par signification à personne d'un exemplaire ou, si la signification à personne ne peut raisonnablement se faire, par affichage d'un exemplaire à un endroit bien en vue sur le bâtiment.	Signification
Duty of operator of vessel	(6) Once notice of the detention order is served, no master, owner or operator of the vessel shall order the vessel to contravene the order.	(6) Dès que l'avis de l'ordre de détention a été signifié au capitaine, il est interdit au capitaine, au propriétaire et à l'exploitant d'ordonner que le bâtiment contrevenne à l'ordre.	Obligation de l'exploitant du bâtiment
Duty of persons empowered to give clearance	(7) Subject to subsection (8), no person who has received notice of the detention order shall give clearance to the vessel to which the order relates.	(7) Sous réserve du paragraphe (8), il est interdit à quiconque a reçu l'avis de l'ordre de détention de donner congé au bâtiment.	Obligation des personnes qui ont le pouvoir de donner congé
When clearance may be given	(8) A person who has received notice of the detention order may give clearance to the vessel to which the order relates if  (a) neither the vessel nor any person is charged with the offence that gave rise to the making of the order within 30 days after the day on which the order is made;	(8) Quiconque a reçu l'avis de l'ordre de détention peut donner congé au bâtiment si, selon le cas :  a) aucune personne ni aucun bâtiment n'a été accusé, dans les trente jours suivant la prise de l'ordre, de l'infraction qui a donné lieu à l'ordre;	Congé



(b) within 30 days after the day on which the order is made, the vessel or a person is charged with the offence and every accused has appeared in Canada to answer to the charge;

5

(c) Her Majesty in right of Canada is given security, in a form determined by the Attorney General of Canada, for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of every accused and costs that might be incurred in proceedings in connection with the charge or charges, or payment of any lesser amount that is approved by the Attorney General of Canada;

(d) all proceedings in respect of the offence that gave rise to the making of the order are discontinued; or

(e) the order is rescinded by a game officer.

(9) The powers to direct and detain a vessel may not be exercised in the exclusive economic zone of Canada in relation to a foreign vessel without the consent of the Attorney General of Canada.

(10) If a vessel to which a detention order relates is registered in a foreign state, that state is to be notified that the order was made.

**8.2** A person who is engaged in carrying out duties or functions under this Act and any person acting under their direction and control may enter on and pass through or over private property without being liable for doing so and without any person having the right to object to that use of the property.

**8.3** An owner, operator or person in charge or control of a place entered by a game officer under this Act, and every person found in the place, shall

(a) give the game officer and every person under their direction and control all reasonable assistance to enable the game officer to carry out their duties and functions under this Act; and

b) dans les trente jours suivant la prise de l'ordre, une personne ou le bâtiment a été accusé de cette infraction et chaque accusé a comparu au Canada pour répondre à l'accusation;

5

c) est remis à Sa Majesté du chef du Canada le cautionnement — dont la forme est déterminée par le procureur général du Canada — pour le paiement soit de l'amende maximale susceptible d'être imposée à chaque accusé en cas de déclaration de culpabilité et des autres frais engendrés par le procès, soit d'une somme inférieure approuvée par le procureur général du Canada;

15

d) il y a désistement de toutes les poursuites relatives à l'infraction qui a donné lieu à l'ordre;

e) l'ordre a été annulé par un garde-chasse.

(9) Les pouvoirs visés aux paragraphes (1) et (2) ne peuvent être exercés dans la zone économique exclusive du Canada à l'égard d'un bâtiment étranger sans le consentement du procureur général du Canada.

Consentement  
du procureur  
général du  
Canada

(10) Si le bâtiment visé par l'ordre de détention est immatriculé dans un État étranger, celui-ci est informé du fait que l'ordre a été rendu.

Notification à  
l'État étranger

**8.2** La personne qui exerce des fonctions au titre de la présente loi, ainsi que toute personne agissant sous sa direction ou son autorité, peuvent pénétrer dans une propriété privée et y circuler sans encourir de poursuites à cet égard et sans que personne puisse s'y opposer.

Droit de passage

**8.3** Le propriétaire, l'exploitant ou le responsable du lieu visité en application de la présente loi, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus :

Assistance au  
garde-chasse

a) de prêter au garde-chasse et à toute personne agissant sous sa direction ou son autorité toute l'assistance possible pour permettre au garde-chasse d'exercer ses fonctions;

Consent of  
Attorney  
General of  
Canada

Foreign state to  
be notified

Right of passage

Assistance



(b) provide the game officer and every person under their direction and control with any information relating to the administration of this Act and the regulations that the game officer may reasonably require.

**8. (1) Subsection 12(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (h):**

(h.1) respecting the conditions and circumstances under which migratory birds may be killed, captured, injured, taken or disturbed, or nests may be damaged, destroyed, removed or disturbed;

**(2) Subsection 12(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (i):**

(i.1) respecting documents, records and data that any person or vessel or class of persons or vessels is required to keep or provide under this Act;

(i.2) excluding from the application of any provision of this Act or the regulations a military vessel, a naval auxiliary vessel or a vessel that is owned or operated by a state while it is being used only on government non-commercial service;

**(3) Subsection 12(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (j) and by adding the following after paragraph (j):**

(j.1) defining, for the purposes of this Act, any word or expression that is used in this Act and is not defined; and

**9. (1) Subsections 13(1) and (2) of the Act are replaced by the following:**

**13. (1) A person or vessel commits an offence if the person or vessel contravenes**

(a) a provision of this Act or the regulations;

(b) an obligation or prohibition arising from this Act or the regulations;

(c) an order or direction made under this Act; or

b) de donner au garde-chasse et à toute personne agissant sous sa direction ou son autorité les renseignements que le garde-chasse peut valablement exiger quant à l'exécution de la présente loi et des règlements.

**8. (1) Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :**

*h.1)* prévoir les conditions et modalités pour tuer, capturer, blesser, prendre ou déranger des oiseaux migrateurs, ou pour endommager, détruire, enlever ou déranger leurs nids;

**(2) Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit :**

*i.1)* régir les documents et les données que doit tenir ou fournir toute personne ou tout bâtiment ou toute catégorie de personnes ou de bâtiments dans le cadre de la présente loi;

*i.2)* soustraire à l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements tout bâtiment de guerre, tout bâtiment de guerre auxiliaire ou tout bâtiment appartenant à un État ou exploité par un État et utilisé exclusivement à des fins d'intérêt public et non commerciales;

**(3) Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa j), de ce qui suit :**

*j.1)* définir, pour l'application de la présente loi, les termes non définis par celle-ci qui y figurent;

**9. (1) Les paragraphes 13(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

**13. (1) Commet une infraction la personne ou le bâtiment qui contrevient :**

a) à la présente loi ou aux règlements;

b) à toute obligation ou interdiction découlant de la présente loi ou des règlements;

c) à tout ordre donné en application de la présente loi;

(d) an order, direction or decision of a court made under this Act.

d) à toute ordonnance ou décision judiciaire rendue en application de la présente loi.

Penalties

(1.1) Every person or vessel that commits an offence is liable

(1.1) L'auteur de l'infraction encourt, sur déclaration de culpabilité :

Peines

(a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than three years, or to both; and

a) par mise en accusation, une amende maximale de 1 000 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines;

(b) on summary conviction, to a fine of not more than \$300,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

b) par procédure sommaire, une amende maximale de 300 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Vessel of 5,000 tonnes deadweight or over

(1.11) In the case of an offence under section 5.1 that is committed by a vessel of 5,000 tonnes deadweight or over,

(1.11) Dans le cas d'une infraction à l'article 5.1 commise par un bâtiment qui jauge 5 000 tonnes ou plus de port en lourd :

Bâtiment qui jauge 5 000 tonnes ou plus

(a) the fine imposed under paragraph (1.1)(a) shall not be less than \$500,000; and

a) l'amende imposée en vertu de l'alinéa 15 (1.1)a) ne peut être inférieure à 500 000 \$;

(b) the fine imposed under paragraph (1.1)(b) shall not be less than \$100,000.

b) l'amende imposée en vertu de l'alinéa (1.1)b) ne peut être inférieure à 100 000 \$.

Parties to offence

(1.2) If a corporation commits an offence under this Act, any director, officer, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to the offence, and is liable on conviction to the penalty provided for by this Act, whether or not the corporation is prosecuted for the offence.

(1.2) En cas de perpétration d'une infraction à la présente loi par une personne morale, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourrent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.

Participants à l'infraction

Proof of offence — corporation

(1.3) In a prosecution of a corporation for an offence under this Act, other than an offence under paragraph 5.2(a), (c) or (d) or section 5.4 or 5.5, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or prosecuted for the offence.

(1.3) Dans les poursuites contre une personne morale pour une infraction à la présente loi autre que la contravention aux alinéas 5.2a), c) ou d) ou aux articles 5.4 ou 5.5, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, que cet employé ou mandataire soit ou non identifié ou poursuivi.

Preuve : personnes morales

Proof of offence — vessel

(1.4) In a prosecution of a vessel for an offence under this Act, other than an offence under paragraph 5.2(a), (c) or (d), it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by a person on board the vessel, whether or not the person is identified or prosecuted for the offence.

(1.4) Dans les poursuites contre un bâtiment pour une infraction à la présente loi autre que la contravention aux alinéas 5.2a), c) ou d), il suffit, pour établir la culpabilité du bâtiment, de prouver que l'infraction a été commise par une personne à bord, que cette personne soit ou non identifiée ou poursuivie.

Preuve : bâtiments



Directions or orders	(1.5) For the purpose of prosecuting a vessel for contravening a direction or order given under this Act, a direction or order given to the master or a crew member is deemed to have been given to the vessel.	(1.5) Dans le cas de poursuites pour omission de se conformer à un ordre donné sous le régime de la présente loi, l'ordre donné au capitaine ou à un membre d'équipage est réputé avoir été donné au bâtiment.	Preuve des ordres
Proof of offence	(1.6) In a prosecution of a master or chief engineer of a vessel for an offence under this Act, other than an offence under paragraph 5.2(a), (c) or (d) or section 5.3, 5.4 or 5.5, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by a person on board the vessel, whether or not the person is identified or prosecuted for the offence.	(1.6) Dans les poursuites contre le capitaine ou le mécanicien en chef d'un bâtiment pour infraction à la présente loi autre que la contravention aux alinéas 5.2a), c) ou d) ou aux articles 5.3, 5.4 ou 5.5, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par une personne à bord du bâtiment, que cette personne soit ou non identifiée ou poursuivie.	Preuve
Proof of offence	(1.7) In a prosecution of an offence under section 5.4, it is sufficient proof of the offence to establish that a substance was deposited by the vessel contrary to section 5.1.	(1.7) Dans les poursuites intentées pour contravention à l'article 5.4, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que le bâtiment a procédé à l'immersion ou au rejet d'une substance en contravention à l'article 5.1.	Preuve
Due diligence	(1.8) A person or vessel that establishes that they exercised due diligence to prevent the commission of an offence under this Act, other than an offence under paragraph 5.2(a), (c) or (d) or section 5.3, shall not be found guilty of the offence.	(1.8) La personne ou le bâtiment ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, autre que la contravention aux alinéas 5.2a), c) ou d) ou à l'article 5.3, s'il prouve qu'il a pris toutes les précautions voulues pour prévenir sa perpétration.	Disculpation
Subsequent offences	(2) If a person or vessel is convicted of an offence under this Act a second or subsequent time, the amount of the fine for the subsequent offence may be double the amount set out in subsection (1.1).	(2) Le montant des amendes prévues au paragraphe (1.1) peut être doublé en cas de récidive.	Récidive
	<b>(2) Subsection 13(3) of the English version of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) Le paragraphe 13(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit:</b>	
Continuing offence	(3) A person or vessel that commits or continues an offence on more than one day is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.	(3) A person or vessel that commits or continues an offence on more than one day is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.	Continuing offence
	<b>(3) Subsection 13(5) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(3) Le paragraphe 13(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit:</b>	
Sentencing considerations	(4.1) A court that imposes a sentence shall take the following factors into account, in addition to any other principles that it is required to consider:	(4.1) Le tribunal détermine la peine à infliger compte tenu — en plus des principes qu'il doit prendre en considération — des facteurs suivants:	Facteurs à considérer



- (a) the harm or risk of harm caused by the commission of the offence;

(b) whether the offender was found to have committed the offence intentionally, reck- lessly or inadvertently;

(c) whether the offender was found to have been negligent or incompetent or to have shown a lack of concern with respect to the commission of the offence;

(d) any property, benefit or advantage re- ceived or receivable by the offender to which, but for the commission of the offence, the offender would not have been entitled;

(e) any evidence from which the court may reasonably conclude that the offender has a history of non-compliance with this Act or the regulations; and

(f) all available sanctions that are reasonable in the circumstances, with particular attention to the circumstances of aboriginal offenders.
- a) le dommage ou le risque de dommage que cause l'infraction;

b) le caractère intentionnel, imprudent ou fortuit de l'infraction;

c) la conclusion du tribunal selon laquelle le contrevenant a fait preuve d'incompétence, de négligence ou d'insouciance;

d) tout avantage procuré par la perpétration de l'infraction;

e) tout élément de preuve l'incitant raisonnablement à croire que le contrevenant a, dans le passé, accompli des actes contraires à la présente loi ou aux règlements;

f) l'examen de toutes les sanctions applicables qui sont justifiées dans les circonstances, 15 plus particulièrement en ce qui concerne les délinquants autochtones.

Additional fine

- (5) If a person or vessel is convicted of an offence and the court is satisfied that, as a result of the commission of the offence, a monetary benefit accrued to the person or to an owner or operator of the vessel, or another person incurred a monetary loss,

(a) the court may order the offender to pay an additional fine in an amount equal to the court's estimate of the amount of the monetary benefit or loss; and

(b) the additional fine may exceed the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act.
- (5) Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il constate que le contrevenant ou, dans le cas où le contrevenant est un bâtiment, le propriétaire ou l'exploitant de celui-ci a tiré des avantages financiers de la perpétration de l'infraction ou qu'il a causé une perte financière à autrui du fait de sa perpétration, infliger au contrevenant, en sus de l'amende maximale prévue par la présente loi, une amende supplémentaire correspondant à son évaluation de ces avantages ou de cette perte.

Amende supplémentaire

Application of fines

- (6) All fines received by the Receiver General in respect of the commission of an offence under this Act shall be received for the special purpose of protecting and conserving migratory birds or the environment and credited to the Environmental Damages Fund, an account in the accounts of Canada.
- (6) Les sommes reçues par le receveur général en paiement d'amendes infligées à l'égard de toute infraction à la présente loi le sont à des fins particulières liées à la protection et à la conservation des oiseaux migrateurs ou de l'environnement et sont portées au crédit du Fonds pour dommages à l'environnement, ouvert parmi les comptes du Canada.

Affectation

10. Subsection 14(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

10. Le paragraphe 14(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

40

Forfeiture

**14.** (1) If a person or vessel is convicted of an offence, the convicting court may, in addition to any punishment imposed, order that any seized thing by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds of its disposition, be forfeited to Her Majesty.

**11. Section 15 of the English version of the Act is replaced by the following:**

Retention or sale

**15.** If a fine is imposed on a person or vessel convicted of an offence, any seized thing, or any proceeds of its disposition, may be retained until the fine is paid, or the thing may be sold in satisfaction of the fine and the proceeds applied, in whole or in part, in payment of the fine.

**12. (1) The portion of section 16 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Court order

**16.** (1) If a person or vessel is convicted of an offence, the court may, in addition to any punishment imposed and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order containing one or more of the following prohibitions, directions or requirements:

**(2) Paragraphs 16(1)(a) and (b) of the English version of the Act are replaced by the following:**

(a) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that could, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;

(b) directing the offender to take any action the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to any migratory bird or nest that resulted or may result from the commission of the offence;

**(3) Subsection 16(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):**

(b.1) directing the offender to have an environmental audit conducted by a person of a class specified by the court at the times specified by the court, and directing the offender to remedy any deficiencies revealed by the audit;

**14.** (1) If a person or vessel is convicted of an offence, the convicting court may, in addition to any punishment imposed, order that any seized thing by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds of its disposition, be forfeited to Her Majesty.

**11. L'article 15 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Forfeiture

**15.** If a fine is imposed on a person or vessel convicted of an offence, any seized thing, or any proceeds of its disposition, may be retained until the fine is paid, or the thing may be sold in satisfaction of the fine and the proceeds applied, in whole or in part, in payment of the fine.

**12. (1) Le passage de l'article 16 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**16.** (1) En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant au contrevenant tout ou partie des obligations suivantes :

Retention or sale

Ordonnance du tribunal

**(2) Les alinéas 16(1)a) et b) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(a) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that could, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;

(b) directing the offender to take any action the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to any migratory bird or nest that resulted or may result from the commission of the offence;

**(3) Le paragraphe 16(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :**

b.1) faire effectuer, à des moments déterminés, une vérification environnementale par une personne appartenant à une catégorie de personnes désignée, et prendre les mesures propres à remédier aux défauts constatés;

**(4) Paragraphs 16(1)(c) and (d) of the English version of the Act are replaced by the following:**

(c) directing the offender to publish, in a manner the court considers appropriate, the facts relating to the commission of the offence;

(d) directing the offender to pay the Minister or the government of a province compensation, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Minister or that government as a result of the commission of the offence;

**(5) Subsection 16(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d):**

(d.1) directing the offender to pay, in a manner specified by the court, an amount to enable research to be conducted into the protection of the migratory bird populations in respect of which the offence was committed;

(d.2) directing the offender to pay, in a manner specified by the court, an amount to an educational institution for scholarships for students enrolled in environmental studies;

**(6) Paragraphs 16(1)(e) to (h) of the English version of the Act are replaced by the following:**

(e) directing the offender to perform community service in accordance with any reasonable conditions specified in the order;

(f) directing the offender to submit to the Minister, on application to the court by the Minister within three years after the conviction, any information about the offender's activities that the court considers appropriate in the circumstances;

(g) directing the offender to post a bond or pay into court an amount of money that the court considers appropriate to ensure compliance with any prohibition, direction or requirement under this section; and

**(4) Les alinéas 16(1)c) et d) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(c) directing the offender to publish, in a manner the court considers appropriate, the facts relating to the commission of the offence;

(d) directing the offender to pay the Minister or the government of a province compensation, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Minister or that government as a result of the commission of the offence;

**(5) Le paragraphe 16(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :**

d.1) verser, selon les modalités prescrites par le tribunal, une somme d'argent destinée à permettre des recherches sur la protection des populations d'oiseaux migrateurs à l'égard desquelles l'infraction a été commise;

d.2) verser à un établissement d'enseignement, selon les modalités prescrites par le tribunal, une somme d'argent destinée à créer des bourses d'études attribuées à quiconque suit un programme d'études dans un domaine lié à l'environnement;

**(6) Les alinéas 16(1)e) à h) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(e) directing the offender to perform community service in accordance with any reasonable conditions specified in the order;

(f) directing the offender to submit to the Minister, on application to the court by the Minister within three years after the conviction, any information about the offender's activities that the court considers appropriate in the circumstances;

(g) directing the offender to post a bond or pay into court an amount of money that the court considers appropriate to ensure compliance with any prohibition, direction or requirement under this section; and



(h) requiring the offender to comply with any other conditions that the court considers appropriate to secure the offender's good conduct and to prevent the offender from repeating the offence or committing other offences. 5

**(7) Section 16 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

(2) The court may also, at the time sentence is imposed and on the application of a person who incurred a monetary loss as a result of the commission of the offence — other than an owner or operator of a vessel that committed the offence — order the offender to pay that person compensation for the loss. 15

Compensation  
for loss of  
property

(3) If the amount that is ordered to be paid is not paid immediately, the applicant may, by filing the order, enter the amount as a judgment in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the offender as if it were a judgment rendered against them in that court in civil proceedings. 20

Enforcement

(4) A court that has made an order under subsection (1) in relation to an offender may, on application by the offender or the Attorney General of Canada, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and the Attorney General, vary the order in any of the following ways that, in the court's opinion, is appropriate because of a change in the offender's circumstances since the order was made:

Variation of  
sanctions

(a) by making changes in the order or the conditions specified in it or extending the period during which it is to remain in force for a period of not more than one year; or

(b) by decreasing the period during which the order is to remain in force or relieving the offender of compliance with any condition that is specified in it, either absolutely or partially, or for a specific period. 40

(h) requiring the offender to comply with any other conditions that the court considers appropriate to secure the offender's good conduct and to prevent the offender from repeating the offence or committing other offences. 5

**(7) L'article 16 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(2) Le tribunal peut en outre ordonner au contrevenant d'indemniser la victime qui le demande — à l'exception du propriétaire ou de l'exploitant du bâtiment dans le cas où celui-ci est le contrevenant —, de toute perte financière résultant de l'infraction. 15

Indemnisation

(3) À défaut de paiement immédiat de l'indemnité, la victime peut, par dépôt de l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, l'ordre de payer la somme en question et ce jugement peut être exécuté contre le contrevenant de la même manière que s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui par cette cour en matière civile. 20

Exécution

(4) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu du paragraphe (1) peut, sur demande du procureur général du Canada ou du contrevenant, accepter de faire comparaître celui-ci et, après avoir entendu les observations de l'un et l'autre, modifier l'ordonnance selon ce qui est applicable en l'espèce et lui paraît justifié par tout changement dans la situation du contrevenant :

Ordonnance de  
modification des  
sanctions

a) soit en modifiant son contenu ou ses conditions ou en prolongeant sa validité, sans toutefois excéder un an; 35

b) soit en raccourcissant sa période de validité ou en dégageant le contrevenant, absolument ou partiellement ou pour une durée limitée, de l'obligation de se conformer à telle de ses conditions. 40

Notice	(5) Before making an order under subsection (4), the court may direct that notice be given to any person that it considers to be interested and it may hear that person.	(5) Avant de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (4), le tribunal peut en faire donner préavis aux personnes qu'il juge intéressées; il peut aussi les entendre.	Préavis
Subsequent applications with leave	(6) If the court hears an application under subsection (4) in respect of an offender, no other application may be made under that subsection with respect to the offender except with leave of the court.	(6) Après audition de la demande visée au paragraphe (4), toute nouvelle demande au titre de ce paragraphe est subordonnée à l'autorisation du tribunal.	5 Restriction
1995, c. 22, s. 18 (Sch. IV, item 27)	<b>13. Section 17 of the English version of the Act is replaced by the following:</b>	<b>13. L'article 17 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27 10
Suspended sentence	<b>17. (1)</b> If a person or vessel is convicted of an offence and the court suspends the passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the <i>Criminal Code</i> , the court may, in addition to any probation order made under that paragraph, make an order under section 16.	<b>17. (1)</b> If a person or vessel is convicted of an offence and the court suspends the passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the <i>Criminal Code</i> , the court may, in addition to any probation order made under that paragraph, make an order under section 16.	Suspended sentence
Imposition of sentence	(2) If the person or vessel does not comply with the order or is convicted of another offence within three years after the order was made, the court may, on the application of the prosecution, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.	(2) If the person or vessel does not comply with the order or is convicted of another offence within three years after the order was made, the court may, on the application of the prosecution, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.	Imposition of sentence
Civil remedies not affected	<b>14. The Act is amended by adding the following after section 17:</b> <b>17.1 (1)</b> No civil remedy for any conduct is suspended or affected by reason only that the conduct is an offence under this Act.	<b>14. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 17, de ce qui suit :</b> <b>17.1 (1)</b> Le simple fait qu'un comportement constitue une infraction à la présente loi n'a aucun effet, suspensif ou autre, sur d'éventuels recours civils.	25 Absence d'effet sur les recours civils
Remedies not repealed, etc.	(2) Nothing in this Act repeals, removes or reduces any remedy available under a law in force in Canada.	(2) La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux recours éventuels prévus par le droit en vigueur au Canada.	30 Absence d'effet sur l'existence de recours
Damages caused by vessel	(3) A court shall not order an offender to pay compensation to the Minister or a government under paragraph 16(1)(d) or to a person under subsection 16(2) in connection with damage caused by a vessel if the Minister, government or person may make a claim for compensation for the damage under the <i>Marine Liability Act</i> or the <i>Arctic Waters Pollution Prevention Act</i> .	(3) Le tribunal ne peut rendre l'ordonnance visée à l'alinéa 16(1)d) ou au paragraphe 16(2) à l'égard du dommage causé par un bâtiment si le ministre, le gouvernement ou la victime qui bénéficierait de l'ordonnance peut présenter une demande d'indemnisation à l'égard de ce dommage en vertu de la <i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i> ou de la <i>Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques</i> .	35 Dommage causé par un bâtiment 40
	<b>15. The Act is amended by adding the following after section 18:</b>	<b>15. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 18, de ce qui suit :</b>	



Documents,  
records and data

**18.1** In a proceeding under this Act, a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act* is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in it.

Analyst's  
certificate

**18.2** (1) In a proceeding under this Act, a certificate that appears to be signed by an analyst, that states that an article, sample or substance has been analysed or examined by the analyst and that contains the results of the analysis or examination, is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in it without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it.

Requiring  
attendance of  
analyst

(2) The party against whom a certificate is produced may, with leave of the court, require the analyst's attendance for the purposes of cross-examination.

Notice of  
intention to  
produce  
certificate

(3) No certificate may be admitted in evidence unless, before the trial, the party that intends to produce it gives reasonable notice of that intention, together with a copy of the certificate, to the party against whom it is intended to be produced.

Proof of service

(4) Service of a certificate may be proved by oral evidence given under oath by the person who claims to have served it, or by that person's affidavit or solemn declaration.

Attendance for  
examination

(5) Despite subsection (4), the court may require the person who appears to have signed the affidavit or solemn declaration to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.

Definition of  
"analyst"

(6) For the purposes of this section, "analyst" means a person who is recognized by a laboratory or research centre as having the authority to perform the analysis or examination that is the subject of the certificate.

## APPLICATION OF CRIMINAL LAW

Offences  
deemed  
committed in  
Canada

**18.3** (1) An act or omission that is an offence under this Act — or that is committed by or against a person who is engaged in carrying out duties or functions, or exercising a

**18.1** Dans les poursuites engagées sous le régime de la présente loi, les documents ou données dont celle-ci ou la *Loi sur la marine marchande du Canada* exige la tenue sont admissibles en preuve et font foi, sauf preuve contraire, de leur contenu.

Documents et  
données

**18.2** (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, le certificat paraissant signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a analysé ou examiné tel article, tel échantillon ou telle substance et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Certificat de  
l'analyste

(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.

Présence de  
l'analyste

(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise, avant le procès, un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.

Préavis

(4) La signification du certificat peut être prouvée oralement sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a effectué la signification.

Preuve de  
signification

(5) Malgré le paragraphe (4), le tribunal peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire à l'égard de la preuve de la signification.

Présence pour  
interrogatoire

(6) Pour l'application du présent article, « analyste » s'entend de toute personne qu'un laboratoire ou centre de recherche reconnaît apte à faire l'analyse ou l'examen dont fait état le certificat.

Définition de  
« analyste »

## APPLICATION DU DROIT CRIMINEL

**18.3** (1) Tout fait — acte ou omission — commis dans la zone économique exclusive du Canada est réputé commis au Canada dans le cas où il constitue une infraction sous le régime

Infractions  
réputées  
commises au  
Canada



power, under this Act or a person acting under their direction and control and that would be an offence under the *Criminal Code* if it were committed in Canada — is deemed to be committed in Canada if it is committed in the exclusive economic zone of Canada.

(2) An act or omission that would be an offence under this Act if it were committed in Canada — or that is committed by or against a person who is engaged in carrying out duties or functions, or exercising a power, under this Act or a person acting under their direction and control and that would be an offence under the *Criminal Code* if it were committed in Canada — is deemed to be committed in Canada if it is committed at any place on the seas, other than a place that is in the territorial sea or internal waters of a state other than Canada, in the course of hot pursuit of a vessel that commenced while the vessel was in Canadian waters or in the exclusive economic zone of Canada.

(3) Every power — including arrest, entry, search and seizure — that may be exercised in Canada in respect of an offence under this Act or under the *Criminal Code* may, in respect of an offence referred to in subsection (1), be exercised in the exclusive economic zone of Canada and, in respect of an offence referred to in subsection (2), be exercised at any place on the seas other than a place that is in the territorial sea or internal waters of a state other than Canada.

(4) The powers referred to in subsection (3) may not be exercised in relation to a foreign vessel, or to a foreign national on board a foreign vessel, without the consent of the Attorney General of Canada.

(5) A justice, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, or a judge in any territorial division in Canada has jurisdiction to authorize an arrest, entry, search or seizure in connection with an offence referred to in subsection (1) or (2) as if the offence had been committed in that territorial division.

de la présente loi ou dans le cas où il est commis à l'endroit de toute personne exerçant des fonctions ou des pouvoirs au titre de la présente loi ou de toute personne agissant sous sa direction ou son autorité ou par l'une ou l'autre de ces personnes et constituerait, s'il était commis au Canada, une infraction au *Code criminel*.

(2) Tout fait — acte ou omission — commis en tout lieu en mer, exception faite de la mer territoriale et des eaux intérieures d'un État étranger, en cas de poursuite immédiate d'un bâtiment entamée dans les eaux canadiennes ou la zone économique exclusive du Canada, est réputé commis au Canada dans le cas où, d'une part, il constituerait une infraction sous le régime de la présente loi ou du *Code criminel* s'il était commis au Canada et, d'autre part, s'agissant de l'infraction au *Code criminel*, il a été commis à l'endroit de toute personne exerçant des fonctions ou des pouvoirs au titre de la présente loi ou de toute personne agissant sous sa direction ou son autorité ou par l'une ou l'autre de ces personnes.

(3) Les pouvoirs — notamment en matière d'arrestation, de visite, de perquisition ou de saisie — pouvant être exercés au Canada à l'égard d'une infraction sous le régime de la présente loi ou du *Code criminel* peuvent l'être, à l'égard de l'infraction visée au paragraphe (1), dans la zone économique exclusive du Canada et, à l'égard de l'infraction visée au paragraphe (2), en tout lieu en mer, exception faite de la mer territoriale et des eaux intérieures d'un État étranger.

(4) Les pouvoirs visés au paragraphe (3) ne peuvent être exercés à l'égard d'un bâtiment étranger ou d'un étranger se trouvant à bord d'un tel bâtiment sans le consentement du procureur général du Canada.

(5) Tout juge de paix — au sens de l'article 2 du *Code criminel* — ou tout juge, quelle que soit sa circonscription territoriale au Canada, a compétence pour autoriser toute arrestation, visite, perquisition, fouille ou saisie à l'égard de l'infraction visée aux paragraphes (1) ou (2) comme si l'infraction avait été commise dans sa circonscription territoriale.

Offences deemed committed in Canada

Exercising powers of arrest, entry, etc.

Consent of Attorney General of Canada

Jurisdiction of justice or judge

Infractions réputées commises au Canada

Exercice des pouvoirs d'arrestation, de visite, etc.

Consentement du procureur général du Canada

Pouvoir des tribunaux

Consent of  
Attorney  
General of  
Canada

(6) A proceeding that is commenced in respect of an offence referred to in subsection (1) or (2) shall not be continued if the accused is a foreign vessel, or if the accused is a foreign national and the offence was committed while the accused was on board a foreign vessel, unless the Attorney General of Canada consents to the continuation no later than eight days after the proceeding is commenced.

Jurisdiction of  
courts

**18.4** A proceeding in respect of an offence referred to in subsection 18.3(1) or (2) may be commenced in any territorial division in Canada whether or not the accused is in Canada, and the accused may be tried and punished for that offence as if the offence had been committed in that territorial division.

Proceedings  
against vessels

**18.5** (1) The provisions of this Act and the *Criminal Code* relating to indictable or summary conviction offences that apply to persons apply also to vessels, with any modifications that the circumstances require.

Service on vessel

(2) If a vessel is charged with an offence under this Act, the summons may be served on the vessel by leaving it with the master or any officer of the vessel or by posting it on a conspicuous part of the vessel.

Appearance at  
trial

(3) The vessel shall appear by counsel or a representative. If the vessel does not appear, a court may, on proof of service of the summons, proceed to hold the trial in the absence of the vessel.

Proceedings on  
indictment

(4) For greater certainty, subsection (3) applies to a trial on an indictment.

**16. The Act is amended by adding the following after section 19:**

#### DISCLOSURE OF INFORMATION

Purposes for  
which  
information may  
be disclosed

**19.1** (1) Subject to the *Privacy Act*, information obtained in the administration or enforcement of this Act may be disclosed

(a) as necessary for the purposes of the administration or enforcement of this Act;

(6) Il est mis fin aux poursuites ayant trait à l'infraction visée aux paragraphes (1) ou (2) dans le cas où l'accusé est un bâtiment étranger ou un étranger qui se trouvait à bord d'un tel bâtiment au moment où l'infraction a été commise, à moins que le procureur général du Canada ne consente à leur continuation au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées.

Consentement  
du procureur  
général

**18.4** L'infraction visée aux paragraphes 18.3(1) ou (2) peut être poursuivie dans toute circonscription territoriale du Canada, que l'accusé se trouve ou non au Canada; l'accusé peut être jugé et puni comme si l'infraction avait été commise dans cette circonscription.

Lieu où les  
poursuites sont  
intentées

**18.5** (1) Les dispositions de la présente loi et du *Code criminel* applicables aux personnes relativement aux actes criminels ou aux infractions punissables par procédure sommaire s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux bâtiments.

Poursuites contre  
les bâtiments

(2) La signification au bâtiment accusé d'une infraction à la présente loi se fait par remise de la citation à comparaître au capitaine ou à un officier du bâtiment ou par son affichage à un endroit bien en vue sur celui-ci.

Signification au  
bâtiment et  
comparution

(3) Le bâtiment cité comparaît par avocat ou représentant. En cas de non-comparution du bâtiment, la juridiction saisie peut, sur preuve de la signification, procéder par défaut.

Comparution

(4) Il est entendu que le paragraphe (3) s'applique aux procédures engagées par mise en accusation.

Procédure  
engagée par mise  
en accusation

**16. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 19, de ce qui suit :**

#### COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS

**19.1** (1) Sous réserve de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, les renseignements obtenus sous le régime de la présente loi peuvent être communiqués :

Cas de  
communication

a) dans la mesure nécessaire à l'application ou au contrôle d'application de la présente loi;



(b) in order to notify another Party to the Convention of an environmental emergency that has been discovered or a potential environmental risk;

(c) in order to notify the public of an environmental emergency that has been discovered, or a potential environmental risk, that may affect public health or public safety; or

(d) under an agreement or arrangement between the Government of Canada or any of its institutions and any other government in Canada, the government of a foreign state or an international organization or any of their institutions, or between the Minister and any other federal minister, if the purpose of the agreement or arrangement is

- (i) the administration or enforcement of a law,
- (ii) the fulfilment of the obligations of a Party under the Convention, or
- (iii) research or statistical analysis in relation to the protection and conservation of migratory birds.

b) pour informer une autre partie à la convention des urgences environnementales qui se sont produites ou de tout risque pour l'environnement;

c) pour informer le public des urgences environnementales qui se sont produites ou de tout risque pour l'environnement qui pourraient porter atteinte à la santé ou la sécurité publiques;

d) dans le cadre d'un accord ou arrangement conclu entre le gouvernement fédéral ou une de ses institutions et tout autre gouvernement au Canada ou à l'étranger, ou toute organisation internationale ou une de leurs institutions, ou entre le ministre et un autre ministre fédéral et visant :

- (i) soit l'application ou le contrôle d'application d'une règle de droit,
- (ii) soit l'accomplissement des obligations qui incombent à une partie à la convention aux termes de celle-ci,
- (iii) soit à l'exécution de travaux de recherche ou de statistique relativement à la protection et à la conservation des oiseaux migrateurs.

Protection from civil proceeding or prosecution

(2) Despite any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings lie against a federal minister or any person who acts on behalf or under the direction of a federal minister, the Government of Canada or any of its institutions, and no proceedings lie against the Crown or any institution of the Government of Canada, for the disclosure in good faith of any information under this Act or for any consequences that flow from that disclosure.

(2) Malgré toute autre loi fédérale, les ministres fédéraux ainsi que les personnes qui agissent au nom ou sur l'ordre d'un ministre fédéral, de la Couronne ou d'une institution fédérale bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale, et la Couronne et les institutions fédérales bénéficient de l'immunité devant toute juridiction, pour la communication totale ou partielle de renseignements faite de bonne foi dans le cadre de la présente loi ainsi que pour les conséquences qui en découlent.

Immunité

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

17. The heading of Division 3 of Part 7 of the French version of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* is replaced by the following:

17. Le titre de la section 3 de la partie 7 de la version française de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* est remplacé par ce qui suit :



## IMMERSION EN MER

18. The definitions "disposal", "incineration" and "master" in subsection 122(1) of the Act are replaced by the following:

"disposal" means

- (a) the disposal of a substance at sea from a ship, an aircraft, a platform or another structure,
- (b) the disposal of dredged material into the sea from any source not mentioned in paragraph (a),
- (c) the storage on the seabed, in the subsoil of the seabed or on the ice in any area of the sea of a substance that comes from a ship, an aircraft, a platform or another structure,
- (d) the deposit of a substance on the ice in an area of the sea,
- (e) the disposal at sea of a ship or aircraft,
- (f) the disposal or abandonment at sea of a platform or another structure, and
- (g) any other act or omission that constitutes a disposal under regulations made under paragraph 135(3)(c),

but does not include

- (h) a disposal of a substance that is incidental to or derived from the normal operations of a ship, an aircraft, a platform or another structure or of any equipment on a ship, an aircraft, a platform or another structure, other than the disposal of substances from a ship, an aircraft, a platform or another structure operated for the purpose of disposing of such substances at sea,
- (i) the placement of a substance for a purpose other than its mere disposal if the placement is not contrary to the purposes of this Division and the aims of the Convention or the Protocol,
- (j) the abandonment of any matter, such as a cable, pipeline or research device, placed on the seabed or in the subsoil of the seabed for a purpose other than its mere disposal, or

## IMMERSION EN MER

18. Les définitions de « capitaine », « immersion » et « incinération », au paragraphe 122(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« capitaine » La personne ayant la direction ou le commandement d'un navire. Est exclu de la présente définition le pilote breveté, au sens de l'article 2 de la *Loi sur le pilotage*.

« immersion » Selon le cas :

- a) l'élimination en mer de substances provenant de navires, d'aéronefs, de plates-formes ou d'autres ouvrages;
- b) l'élimination en mer de matières draguées provenant de toute autre source;
- c) l'entreposage sur le fond des mers, ainsi que dans leur sous-sol, ou sur les glaces de substances provenant de navires, d'aéronefs, de plates-formes ou d'autres ouvrages;
- d) le dépôt de substances sur les glaces de la mer;
- e) le sabordage en mer de navires ou d'aéronefs;
- f) le sabordage ou l'abandon en mer de plates-formes ou d'autres ouvrages;
- g) tout autre fait — acte ou omission — constituant une immersion aux termes d'un règlement pris en vertu de l'alinéa 135(3)c.

Sont toutefois exclus :

- h) l'élimination de substances résultant directement ou indirectement de l'utilisation normale d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage — ou de leur équipement —, sauf l'élimination de substances effectuée à partir d'un tel ouvrage ou équipement lorsque celui-ci est affecté à cette fin;
- i) le placement de substances à des fins autres que leur simple élimination sous réserve qu'un tel placement ne soit pas incompatible avec l'objet de la présente section et de la Convention ou du Protocole;

"disposal"  
« immersion »

5 « capitaine »  
"master"

« immersion »  
"disposal"

(k) a discharge or storage directly arising from, or directly related to, the exploration for, exploitation of and associated off-shore processing of seabed mineral resources.

“incineration”  
« incinération »

“incineration” means the combustion of a substance on board a ship, a platform or another structure at sea for the purpose of its thermal destruction.

“master”  
« capitaine »

“master” means the person in command or charge of a ship, but does not include a licensed pilot, within the meaning of section 2 of the *Pilotage Act*.

**19. The Act is amended by adding the following after section 122:**

#### Purpose

Purpose

**122.1** The purpose of this Division is to protect the marine environment, particularly by implementing the Convention and the Protocol.

**20. Section 123 of the Act is replaced by the following:**

Imports for disposal in waters under Canadian jurisdiction

**123.** (1) No person or ship shall import a substance for disposal in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e).

Export for disposal in waters under foreign jurisdiction

(2) No person or ship shall export a substance for disposal in an area of the sea under the jurisdiction of a foreign state or in its internal waters.

**21. Section 124 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

Loading in Canada for disposal at sea

(1.1) No ship shall, in Canada, load a substance onto itself for the purpose of disposal in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) and (g) unless

(a) the substance is waste or other matter; and

(b) the loading is done in accordance with a Canadian permit.

**22. (1) The portion of subsection 125(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

j) l'abandon de câbles, de pipelines, d'appareils de recherche ou d'autres objets placés sur le fond des mers, ainsi que dans leur sous-sol, à des fins autres que leur simple élimination;

k) le rejet ou l'entreposage de déchets et autres matières résultant directement de l'exploration, de l'exploitation et du traitement en mer des ressources minérales du fond des mers.

« incinération » La combustion de substances pour destruction thermique à bord d'un navire, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage en mer.

**19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 122, de ce qui suit :**

#### Objet

Objet

**122.1** La présente section a pour objet de protéger le milieu marin, notamment par la mise en œuvre de la Convention et du Protocole.

**20. L'article 123 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**123.** (1) Il est interdit à toute personne et à tout navire d'importer des substances pour immersion dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e).

(2) Il est interdit à toute personne et à tout navire d'exporter des substances pour immersion dans tout espace maritime relevant de la souveraineté d'un État étranger ou dans ses eaux intérieures.

**21. L'article 124 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(1.1) Il est interdit à tout navire de procéder, au Canada, au chargement de substances à son bord pour immersion dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e) et g), sauf s'il s'agit de déchets ou autres matières et que le chargement est effectué conformément à un permis canadien.

**22. (1) Le paragraphe 125(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

« incinération »  
“incineration”

Importation pour immersion dans les eaux relevant du Canada

Exportation pour immersion dans les eaux relevant d'un État étranger

Chargement au Canada pour immersion en mer

Disposal in  
waters under  
Canadian  
jurisdiction

**125.** (1) No person or ship shall dispose of a substance in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) unless

**(2) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

Disposal by  
Canadian ship in  
waters that are  
not under the  
jurisdiction of  
any state

(2.1) No Canadian ship shall dispose of a substance in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) unless

(a) the substance is waste or other matter;  
and

(b) the disposal is done in accordance with a Canadian permit or, if the substance was loaded in the territory of a state that is a contracting party, a permit issued under the Convention or the Protocol by that state.

**(3) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**

Disposal by  
Canadian ship in  
waters under  
foreign  
jurisdiction

(3.1) No Canadian ship shall dispose of a substance in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f) unless

(a) the substance is waste or other matter;

(b) the substance was loaded in the foreign state that has jurisdiction over that area;

(c) if the foreign state is a contracting party, the disposal is done in accordance with a permit issued under the Convention or the Protocol by that contracting party; and

(d) if the foreign state is not a contracting party, that state has authorized the disposal and it is done in accordance with a Canadian permit.

**(4) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):**

Exception

(6) This section does not apply in respect of any disposal that is authorized under the *Canada Shipping Act*.

**125.** (1) Il est interdit à toute personne et à tout navire de procéder à l'immersion de substances dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets ou autres matières et que l'immersion est effectuée conformément à un permis canadien.

**(2) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

(2.1) Il est interdit à tout navire canadien de procéder à l'immersion de substances dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g), sauf s'il s'agit de déchets ou autres matières et que l'immersion est effectuée conformément à un permis canadien ou, si le chargement des substances est fait sur le territoire d'un État qui est une partie contractante, conformément à un permis qu'il a délivré au titre de la Convention ou du Protocole.

**(3) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

(3.1) Il est interdit à tout navire canadien de procéder à l'immersion de substances dans un espace visé à l'alinéa 122(2)f), sauf si les conditions suivantes sont réunies :

a) il s'agit de déchets ou autres matières;

b) le chargement des substances est fait dans l'État étranger dont relèvent les eaux où a lieu l'immersion;

c) si cet État est une partie contractante, l'immersion est effectuée conformément à un permis qu'il a délivré au titre de la Convention ou du Protocole;

d) s'il ne l'est pas, l'immersion est autorisée par lui et effectuée conformément à un permis canadien.

**(4) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :**

(6) Le présent article ne s'applique pas aux immersions permises sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

Immersion dans  
les eaux relevant  
du Canada

Immersion dans  
des eaux ne  
relevant d'aucun  
État

Immersion dans  
les eaux relevant  
d'un État  
étranger

Exception



**23. (1) Subsection 126(1) of the French version of the Act is replaced by the following:**

Incinération dans les eaux relevant du Canada

**126. (1)** Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**(2) Section 126 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

Incinération by ship

**(1.1)** No ship shall incinerate a substance on board the ship in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) unless

(a) the substance is waste generated on board the ship during normal operations; or

(b) the incineration is done in accordance with a permit issued under subsection 128(2).

**(3) Subsection 126(2) of the French version of the Act is replaced by the following:**

Incinération dans les eaux relevant d'un État étranger

**(2)** Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire canadien ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage canadiens dans un espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**(4) Section 126 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

Incinération by Canadian ship in waters under foreign jurisdiction

**(3)** No Canadian ship shall, in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f) or (g), incinerate a substance on board the ship unless

(a) the substance is waste generated on board the ship during normal operations; or

(b) the incineration is done in accordance with a permit issued under subsection 128(2).

**24. Subsection 128(1) of the Act is replaced by the following:**

**23. (1) Le paragraphe 126(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**126. (1)** Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**(2) L'article 126 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

**(1.1)** Il est interdit à tout navire de procéder à l'incinération de substances à son bord dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets produits à son bord au cours de son utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**(3) Le paragraphe 126(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**(2)** Il est interdit de procéder à l'incinération de substances sur un navire canadien ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage canadiens dans un espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g), sauf s'il s'agit de déchets produits à leur bord au cours de leur utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**(4) L'article 126 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

**(3)** Il est interdit à tout navire canadien de procéder à l'incinération de substances à son bord, dans un espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g), sauf s'il s'agit de déchets produits à son bord au cours de son utilisation normale ou que l'incinération est effectuée conformément à un permis délivré au titre du paragraphe 128(2).

**24. Le paragraphe 128(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Incinération dans les eaux relevant du Canada

Incinération à bord d'un navire

Incinération dans les eaux relevant d'un État étranger

Incinération dans les eaux relevant d'un État étranger

Exception

**128.** (1) Paragraphs 125(1)(a), (2)(a), (2.1)(a), (3)(a) and (3.1)(a) do not apply if a permit is issued under this section.

**25. Paragraph 130(1)(a) of the English version of the Act is replaced by the following:**

(a) it is necessary to avert a danger to human life or to a ship, an aircraft, a platform or another structure at sea in situations caused by stress of weather or in any other case that constitutes a danger to human life or a threat to a ship, an aircraft, a platform or another structure at sea;

**26. Subsection 135(3) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (b):**

(c) specifying acts or omissions that constitute a disposal for the purposes of paragraph (g) of the definition “disposal” in subsection 122(1);

(d) specifying, for the purposes of paragraph (h) of the definition “disposal” in subsection 122(1), the operations that are deemed to be, or deemed not to be, the normal operations of a ship, an aircraft, a platform or another structure or of any equipment on a ship, an aircraft, a platform or another structure;

(e) specifying, for the purposes of subsections 125(1) to (3.1), disposals that are deemed to be, or deemed not to be, disposals of substances referred to in paragraph (h) of the definition “disposal” in subsection 122(1), which specifications may refer, among other things, to any quantity or concentration of any substance or to any place or area; and

(f) specifying, for the purposes of section 126, the operations that are deemed to be, or deemed not to be, normal operations of ships, including Canadian ships.

**128.** (1) Les paragraphes 125(1) à (3.1) interdisant l’immersion de substances sauf s’il s’agit de déchets ou d’autres matières ne s’appliquent pas en cas de délivrance d’un permis en vertu du présent article.

**25. L’alinéa 130(1)a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(a) it is necessary to avert a danger to human life or to a ship, an aircraft, a platform or another structure at sea in situations caused by stress of weather or in any other case that constitutes a danger to human life or a threat to a ship, an aircraft, a platform or another structure at sea;

**26. Le paragraphe 135(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) Le ministre peut, par règlement :

a) fixer la forme des demandes de permis canadien;

b) préciser les renseignements à fournir ou à joindre à l’égard de ces demandes;

c) préciser des faits — actes ou omissions — constituant une immersion pour l’application de l’alinéa g) de la définition de « immersion » au paragraphe 122(1);

d) préciser, pour l’application de l’alinéa h) de la définition de « immersion » au paragraphe 122(1), ce qui est réputé constituer ou ne pas constituer l’utilisation normale d’un navire, d’un aéronef, d’une plate-forme ou d’un autre ouvrage, ou de leur équipement;

e) préciser, pour l’application des paragraphes 125(1) à (3.1), ce qui est réputé constituer ou ne pas constituer une élimination visée à l’alinéa h) de la définition de « immersion » au paragraphe 122(1), notamment par mention de la quantité ou de la concentration d’une substance ou de tout lieu ou toute zone;

f) préciser, pour l’application de l’article 126, ce qui est réputé constituer ou ne pas constituer l’utilisation normale d’un navire, notamment un navire canadien.

Exception

5

Règlements du ministre

25

30

35

40



**27. Section 136 of the English version of the Act is replaced by the following:**

Costs and  
expenses  
recoverable

**136.** If the Minister directs an action to be taken by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to remedy a condition or mitigate damage resulting from an offence under this Act that arises out of this Division, the costs and expenses of and incidental to taking that action, to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances, 10 are recoverable by Her Majesty in right of Canada from the person or ship that committed the offence with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in any court of competent jurisdiction.

**28. Section 216 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

“foreign  
national”  
« étranger »

“foreign national” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

**29. The Act is amended by adding the following after section 216:**

Definition of  
“ship that is not  
a Canadian ship”

**216.1** (1) For the purpose of subsections 217(6), 218(16) and (17) and 220(5.1) and section 275.1, a “ship that is not a Canadian ship” does not include a ship that

(a) is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act* or under the laws of another state but is owned by one or more persons each of whom is 30

(i) a Canadian citizen,

(ii) in the case of a ship that is not required to be registered, listed or licensed under that Act, a person who is resident and domiciled in Canada, or 35

(iii) a corporation incorporated under the laws of Canada or a province, that has its principal place of business in Canada; or

(b) is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act* but is owned or 40 operated by Her Majesty in right of Canada.

**27. L'article 136 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Costs and  
expenses  
recoverable

**136.** If the Minister directs an action to be taken by or on behalf of Her Majesty in right of 5 Canada to remedy a condition or mitigate damage resulting from an offence under this Act that arises out of this Division, the costs and expenses of and incidental to taking that action, to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances, 10 are recoverable by Her Majesty in right of Canada from the person or ship that committed the offence with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in any 15 court of competent jurisdiction.

**28. L'article 216 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« étranger » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des 20 réfugiés*. « étranger »  
“foreign  
national”

**29. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 216, de ce qui suit :**

**216.1** (1) Pour l'application des paragraphes 217(6), 218(16) et (17) et 220(5.1) et de l'article 25 275.1, l'expression « navire autre qu'un navire canadien » ne vise pas le navire :

Définition de  
« navire autre  
qu'un navire  
canadien »

a) qui n'est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis ni sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada* ni aux termes 30 d'une loi d'un autre État, pourvu que chacune des personnes auxquelles il appartient réponde à l'une des conditions suivantes :

(i) elle a la citoyenneté canadienne,

(ii) dans le cas d'un navire qui n'est pas 35 assujéti à l'immatriculation, à l'enregistrement ou à la délivrance d'un permis sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, elle est domiciliée au Canada et y réside de fait, 40

(iii) s'agissant d'une personne morale, elle a été constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale et a son principal établissement au Canada;



Definition of  
“committed in  
the course of  
enforcement of  
this Act”

(2) For the purpose of subsections 217(4) and 271.1(2), sections 275.1 and 278.1 and subsections 279(1) and (3), “committed in the course of enforcement of this Act” means committed by or against a person who is engaged in carrying out duties or functions, or exercising a power, under this Act or a person acting under their direction and control.

**30. Section 217 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**

Powers in  
exclusive  
economic zone

(4) Every power — including arrest, entry, search and seizure — that may be exercised in Canada in respect of an offence under this Act or the *Criminal Code* may, in respect of an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division, or in respect of an offence under the *Criminal Code* that is committed in the course of enforcement of this Act, be exercised in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c) if the offence was committed in that area of the sea.

Exercising  
powers in cases  
of hot pursuit

(5) The powers referred to in subsection (4) may be exercised in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) if hot pursuit has been commenced in Canada or in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e) and (g).

When consent of  
Attorney  
General of  
Canada required

(6) The powers referred to in subsection (4) may not be exercised under that subsection or subsection (5) in relation to a ship that is not a Canadian ship, or to a foreign national who is on board such a ship, without the consent of the Attorney General of Canada.

**31. (1) Paragraph 218(8)(a) of the Act is replaced by the following:**

(a) board any ship, platform or other structure in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e), or any aircraft in

b) qui n'est pas immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou est exploité par elle.

(2) Pour l'application des paragraphes 217(4), 271.1(2), des articles 275.1 et 278.1 et des paragraphes 279(1) et (3), l'expression « commis dans le cadre de l'application de la présente loi » signifie commis à l'endroit de toute personne exerçant des fonctions ou des pouvoirs au titre de la présente loi ou de toute personne agissant sous sa direction ou son autorité ou par l'une ou l'autre de ces personnes.

**30. L'article 217 de la même loi est modifié 15 par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

(4) Les pouvoirs — notamment en matière d'arrestation, de visite, de perquisition ou de saisie — pouvant être exercés au Canada à l'égard d'une infraction sous le régime de la présente loi ou du *Code criminel* peuvent l'être, à l'égard d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à tout règlement pris en vertu de cette section ou d'une infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi, dans tout espace visé à l'alinéa 122(2)c) si l'infraction y est commise.

(5) Les pouvoirs visés au paragraphe (4) peuvent être exercés dans tout espace visé à l'alinéa 122(2)g) en cas de poursuite immédiate entamée au Canada ou dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e) et g).

(6) Les pouvoirs visés au paragraphe (4) ne peuvent être exercés en vertu de ce paragraphe ou du paragraphe (5) à l'égard d'un navire autre qu'un navire canadien ou à l'égard d'un étranger se trouvant à bord d'un navire autre qu'un navire canadien sans le consentement du procureur général du Canada.

**31. (1) L'alinéa 218(8)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

a) visiter un aéronef au Canada et visiter un navire, une plate-forme ou un autre ouvrage dans un espace visé à l'un des alinéas 45

5

Définition de  
« commis dans le  
cadre de  
l'application de  
la présente loi »

Exercice de  
certains pouvoirs  
dans la zone  
économique  
exclusive

Exercice des  
pouvoirs en cas  
de poursuites  
immédiates

Consentement  
du procureur  
général du  
Canada

40

Canada, if the enforcement officer believes on reasonable grounds that the ship, platform or other structure or aircraft has on board a substance to be disposed of at sea; and

**(2) Subsection 218(9) of the Act is replaced by the following:**

(9) An enforcement officer who travels on a ship, aircraft, platform or other structure under paragraph (8)(b), and any analyst who accompanies the enforcement officer, shall be carried 10 free of charge to and from the disposal site, and the person in command of the ship or aircraft or in charge of the platform or structure shall provide the enforcement officer and analyst with suitable accommodation and food free of 15 charge.

**(3) Section 218 of the Act is amended by adding the following after subsection (14):**

(15) For the purpose of verifying compliance with Division 3 of Part 7 and regulations made 20 under that Division, subsections (1) to (14) also apply in respect of a place in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c).

(16) The consent of the Minister is required for the exercise in an area of the sea referred to 25 in paragraph 122(2)(c) of any power under this section in relation to a ship that is not a Canadian ship.

(17) For greater certainty, the consent of the Attorney General of Canada is not required for 30 the exercise of any power under this section in relation to a ship that is not a Canadian ship.

**32. (1) Section 220 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):**

(5.1) Despite subsection (4), an enforcement 35 officer may exercise the powers described in subsection (3) without a warrant in relation to a ship that is not a Canadian ship if

(a) the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances 40 it would not be practical to obtain the warrant; and

122(2)a) à e), s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve une substance destinée à être immergée;

**(2) Le paragraphe 218(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(9) L'agent de l'autorité qui, en application de l'alinéa (8)b), se rend sur le lieu de l'immersion et tout analyste qui l'accompagne ont droit à la gratuité du transport à l'aller et au 10 retour; en outre, la personne qui a le commandement du navire ou de l'aéronef, ou la responsabilité de la plate-forme ou de l'autre ouvrage, est tenue de leur assurer gratuitement 15 repas et hébergement dans des conditions convenables.

**(3) L'article 218 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (14), de ce qui suit :**

(15) Aux fins de vérification de la conformité à la section 3 de la partie 7 ou aux 20 règlements pris en vertu de cette section, les paragraphes (1) à (14) s'appliquent également aux lieux situés dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c).

(16) Les pouvoirs prévus au présent article 25 ne peuvent être exercés dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c) à l'égard d'un navire autre qu'un navire canadien sans le consentement du ministre.

(17) Il est entendu que l'exercice des pou- 30 voirs prévus au présent article à l'égard d'un navire autre qu'un navire canadien n'est pas subordonné au consentement du procureur général du Canada.

**32. (1) L'article 220 de la même loi est 35 modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :**

(5.1) Malgré le paragraphe (4), l'agent de l'autorité ne peut exercer sans mandat les pouvoirs mentionnés au paragraphe (3) à l'égard 40 d'un navire autre qu'un navire canadien que si les conditions suivantes sont réunies :

Enforcement officer and analyst to receive accommodation

Inspections in exclusive economic zone

Consent of Minister required

Consent of Attorney General not required

Exception in relation to ships that are not Canadian ships

Prise en charge de l'agent de l'autorité et de l'analyste

Inspection dans la zone économique exclusive

Consentement du ministre

Aucun consentement requis

Exception



(b) the Attorney General of Canada has consented to the exercise of the powers without a warrant.

a) l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies;

b) le procureur général du Canada a consenti à ce que les pouvoirs soient exercés sans mandat.

**(2) Section 220 of the Act is amended by adding the following after subsection (7):**

**(2) L'article 220 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :**

Accommodation

(8) A person who is exercising powers described in subsection (3) on a ship, an aircraft, a platform or other structure shall be carried free of charge, and the person in command of the ship or aircraft or in charge of the platform or other structure shall provide the person exercising those powers with suitable accommodation and food free of charge.

(8) Quiconque exerce les pouvoirs mentionnés au paragraphe (3) à bord d'un navire ou d'un aéronef ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage a droit à la gratuité du transport; en outre, la personne qui a le commandement du navire ou de l'aéronef, ou la responsabilité de la plate-forme ou de l'autre ouvrage, est tenue de lui assurer gratuitement repas et hébergement dans des conditions convenables.

Prise en charge

**33. The Act is amended by adding the following after section 222:**

**33. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 222, de ce qui suit :**

ARREST WITHOUT WARRANT

ARRESTATION SANS MANDAT

Arrest without warrant

**222.1** An enforcement officer may arrest without warrant a person or ship that the enforcement officer believes, on reasonable grounds, has committed an offence against this Act or the regulations, or that the enforcement officer finds committing or about to commit an offence against this Act or the regulations.

**222.1** L'agent de l'autorité peut arrêter sans mandat toute personne ou tout navire pris en flagrant délit d'infraction à la présente loi ou à ses règlements ou sur le point de commettre une telle infraction. Il le peut également s'il a des motifs raisonnables de croire que cette personne ou ce navire a commis une telle infraction.

Arrestation

**34. (1) Subsection 225(3) of the Act is replaced by the following:**

**34. (1) Le paragraphe 225(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Service of detention order

(3) A detention order made under subsection (1) in respect of a ship shall be served

(3) L'ordre d'arrêt est signifié par remise au capitaine du navire qui en fait l'objet ou, dans le cas où il ne peut être signifié ainsi, par remise à la personne qui est ou semble être responsable du navire, ou, à défaut, par affichage de l'ordre à un endroit bien en vue sur le navire.

Signification de l'ordre d'arrêt

(a) by delivering the order to the master of the ship; or

(b) if service cannot reasonably be effected in the manner provided for in paragraph (a), by leaving the order with the person being or appearing to be in command or charge of the ship or, if there is no such person, by placing the order on a conspicuous part of the ship.

Foreign state to be notified

(3.1) If a ship in respect of which a detention order is made under subsection (1) is registered in a foreign state, that state is to be notified that the order was made.

(3.1) Si le navire visé par l'ordre d'arrêt est immatriculé dans un État étranger, cet État est informé du fait que l'ordre a été donné.

Notification à l'État étranger



**(2) Paragraph 225(6)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) if the alleged offence involves the contra-  
vention of Division 3 of Part 7 or of any  
regulation made under that Division, Her  
Majesty in right of Canada is given security,  
in a form determined by the Attorney General  
of Canada, for payment of the maximum fine  
that might be imposed as a result of a  
conviction of the person or ship charged with  
that offence and of costs related to proceed-  
ings in connection with the charge or charges,  
or payment of any lesser amount that is  
approved by the Attorney General of Canada;  
(b.1) if the alleged offence involves the  
contravention of this Act or the regulations,  
other than a contravention referred to in  
paragraph (b), Her Majesty in right of Canada  
is given security for payment of the max-  
imum fine that might be imposed as a result  
of a conviction of the person charged with  
that offence and of costs related to proceed-  
ings in connection with the charge, or  
payment of any lesser amount that is  
approved by the Minister or a person  
designated by the Minister for the purpose; or

**35. The Act is amended by adding the following after section 225:**

**DIRECTION OF SHIPS**

Power to direct  
ship

**225.1** (1) An enforcement officer may direct  
a ship that is in an area of the sea referred to in  
any of paragraphs 122(2)(a) to (d) and (g) to  
proceed, by the route and in the manner that the  
enforcement officer may specify, to any place  
specified by the enforcement officer if the  
enforcement officer has reasonable grounds to  
believe that  
(a) the ship is committing, has committed or  
is about to commit in an area of the sea  
referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to  
(d) an offence arising out of a contravention  
of Division 3 of Part 7 or of any regulation  
made under that Division; or

**(2) L'alinéa 225(6)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) dans le cas d'une infraction présumée à la  
section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris  
en vertu de cette section, lorsque est remis à  
Sa Majesté du chef du Canada un cautionne-  
ment — dont la forme est déterminée par le  
procureur général du Canada — pour le  
paiement soit de l'amende maximale et des  
frais et dépens susceptibles d'être imposés à  
l'accusé en cas de déclaration de culpabilité,  
soit de la somme inférieure approuvée par le  
procureur général du Canada;  
b.1) dans le cas d'une infraction présumée à  
la présente loi ou à ses règlements autre  
qu'une infraction visée à l'alinéa b), lorsque  
est remis à Sa Majesté du chef du Canada un  
cautionnement pour le paiement soit de  
l'amende maximale et des frais et dépens  
susceptibles d'être imposés à l'accusé en cas  
de déclaration de culpabilité, soit de la  
somme inférieure approuvée par le ministre  
ou son délégué;

**35. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 225, de ce qui suit :**

**ORDRE AUX NAVIRES**

Ordre aux  
navires

**225.1** (1) L'agent de l'autorité peut ordonner  
au navire qui se trouve dans un espace visé à  
l'un des alinéas 122(2)a) à d) et g) de se rendre  
à l'endroit qu'il précise, de la manière et par la  
route qu'il précise, s'il a des motifs raisonnables  
de croire :  
a) que le navire est sur le point de com-  
mettre, est en train de commettre ou a  
commis, dans un espace visé à l'un des  
alinéas 122(2)a) à d), une infraction à la  
section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris  
en vertu de cette section;  
b) qu'une personne à bord est sur le point de  
commettre, est en train de commettre ou a  
commis une telle infraction, dans un espace  
visé à l'un des alinéas 122(2)a) à d), et que le

(b) a person on board the ship is committing, has committed or is about to commit such an offence in such an area and the ship was, is being or is about to be used in connection with the commission of the offence.

5

Power to direct ship

(2) If a ship is in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f), an enforcement officer may, with the consent of the foreign state that has jurisdiction in that area, direct the ship to proceed, by the route and in the manner that the enforcement officer may specify, to any place specified by the enforcement officer if the enforcement officer has reasonable grounds to believe that

(a) the ship is committing, has committed or is about to commit in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (d) an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division; or

20

(b) a person on board the ship is committing, has committed or is about to commit such an offence in such an area and the ship was, is being or is about to be used in connection with the commission of the offence.

25

**36. The Act is amended by adding the following after section 271:**

#### ACTS COMMITTED OUTSIDE CANADA

Offences under this Act deemed committed in Canada

**271.1** (1) An act or omission that is an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division is deemed to have been committed in Canada if it is committed

(a) in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c); or

(b) in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) in the course of hot pursuit that commenced while a ship was in an area of the sea referred to in any paragraphs 122(2)(a) to (e).

35

Offences under the *Criminal Code* deemed committed in Canada

(2) An act or omission that is committed in the course of enforcement of this Act and that would be an offence under the *Criminal Code* if it were committed in Canada, is deemed to have been committed in Canada if it is committed

40

navire est sur le point d'être utilisé, ou est ou a été utilisé dans le cadre de la perpétration de l'infraction.

(2) Lorsqu'un navire se trouve dans un espace visé à l'alinéa 122(2)f), l'agent de l'autorité peut, avec le consentement de l'État étranger dont relève cet espace, ordonner au navire de se rendre à l'endroit qu'il précise, de la manière et par la route qu'il précise, s'il a des motifs raisonnables de croire :

Ordre aux navires

10

a) que le navire est sur le point de commettre, est en train de commettre ou a commis, dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à d), une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris en vertu de cette section;

b) qu'une personne à bord est sur le point de commettre, est en train de commettre ou a commis une telle infraction dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à d), et que le navire est sur le point d'être utilisé, ou est ou a été utilisé dans le cadre de la perpétration de l'infraction.

20

**36. La présente loi est modifiée par adjonction, après l'article 271, de ce qui suit :**

#### ACTES COMMIS HORS DU CANADA

**271.1** (1) Est réputé avoir été commis au Canada tout fait — acte ou omission — constituant une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à tout règlement pris en vertu de cette section commis soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c), soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g) au cours d'une poursuite immédiate entamée alors que le navire se trouvait dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e).

35

Infractions à la présente loi réputées commises au Canada

(2) Est réputé avoir été commis au Canada tout fait — acte ou omission — qui, commis au Canada, constituerait une infraction au *Code criminel* et qui est commis dans le cadre de l'application de la présente loi :

40

Infractions au *Code criminel* réputées commises au Canada



(a) in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c); or

(b) in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) in the course of hot pursuit that commenced while a ship was in an area of the sea referred to in any paragraphs 122(2)(a) to (e).

**37. Section 272 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

(3) For the purposes of this section, a ship is deemed to be a person in respect of every provision of this Act or the regulations that expressly applies to ships.

**38. The Act is amended by adding the following after section 275:**

**275.1** A proceeding that is commenced in respect of an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division, or in respect of an offence under the *Criminal Code* that is committed in the course of enforcement of this Act, shall not be continued if the offence was committed in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c) and the accused is either a ship that is not a Canadian ship or a foreign national who was on board such a ship when the offence was committed, unless the Attorney General of Canada consents to the continuation no later than eight days after the proceeding is commenced.

**39. The Act is amended by adding the following after section 278:**

**278.1** A justice or judge in any territorial division in Canada has jurisdiction to authorize, in the same manner as if the offence had been committed in the territorial division, an arrest, an entry, a search or a seizure in relation to

(a) an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division that is committed in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(c), (f) and (g); or

a) soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c);

b) soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g) au cours d'une poursuite immédiate entamée alors que le navire se trouvait dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e).

**37. L'article 272 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

(3) Pour l'application du présent article, « quiconque » vise notamment les navires à l'égard de toute disposition de la présente loi ou de ses règlements expressément applicable à eux.

**38. La présente loi est modifiée par adjonction, après l'article 275, de ce qui suit :**

**275.1** Il est mis fin aux poursuites intentées à l'égard d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à tout règlement pris en vertu de cette section ou à l'égard d'une infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi si elles ont trait à une infraction commise dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c) et que l'accusé est soit un navire autre qu'un navire canadien, soit un étranger qui se trouvait à bord d'un navire autre qu'un navire canadien au moment où l'infraction a été commise, à moins que le procureur général du Canada ne consente à leur continuation au plus tard huit jours après qu'elles ont été intentées.

**39. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 278, de ce qui suit :**

**278.1** Tout juge ou juge de paix a compétence, comme si l'infraction avait été commise dans son ressort, pour autoriser toute arrestation, visite, perquisition, fouille ou saisie à l'égard d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à tout règlement pris en vertu de cette section commise dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)c), f) et g), ou à l'égard d'une infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c), soit dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g) au cours d'une

Application in respect of ships

When consent of Attorney General of Canada required

Jurisdiction of justices and judges

Application aux navires

Consentement du procureur général

Pouvoirs des juges ou juges de paix



(b) an offence under the *Criminal Code* that is committed in the course of enforcement of this Act in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c) or in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) in the course of hot pursuit that commenced while a ship was in an area of the sea referred to in any paragraphs 122(2)(a) to (e).

poursuite immédiate entamée alors que le navire se trouvait dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e).

**40. (1) The portion of subsection 279(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**40. (1) Le paragraphe 279(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Jurisdiction of court

**279. (1)** If an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division is committed in an area of the sea referred to in any of paragraphs 122(2)(a) to (e), or if an offence under the *Criminal Code* is committed in the course of enforcement of this Act in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(c), the offence

**279. (1)** Toute infraction à la section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris en vertu de cette section commise dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), ou toute infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi dans un espace visé à l'alinéa 122(2)c), relève du tribunal compétent à l'égard des infractions similaires dans la circonscription territoriale la plus proche du lieu de l'infraction et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

Tribunal compétent

**(2) The portion of subsection 279(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**(2) Le paragraphe 279(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Jurisdiction of court

**(3)** If an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7 or of any regulation made under that Division is committed in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(f) or (g), or if an offence under the *Criminal Code* is committed in the course of enforcement of this Act in an area of the sea referred to in paragraph 122(2)(g) in the course of hot pursuit that commenced while a ship was in an area of the sea referred to in any paragraphs 122(2)(a) to (e), the offence

**(3)** Toute infraction à la section 3 de la partie 7 ou à un règlement pris en vertu de cette section commise dans un espace visé aux alinéas 122(2)f) ou g), ou toute infraction au *Code criminel* commise dans le cadre de l'application de la présente loi dans un espace visé à l'alinéa 122(2)g) au cours d'une poursuite immédiate entamée alors que le navire se trouvait dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), relève du tribunal compétent à l'égard des infractions similaires commises dans les limites de son ressort normal et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

Tribunal compétent

**41. Section 280 of the Act is replaced by the following:**

**41. L'article 280 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Liability of directors, officers and agents

**280. (1)** If a corporation commits an offence under this Act or the regulations, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence, and is

**280. (1)** En cas de perpétration d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements par toute personne morale, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme coauteurs de

Responsabilité pénale : dirigeants, administrateurs et mandataires

liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

(2) If a ship commits an offence under this Act or the regulations and the master or the chief engineer of the ship directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence, the master or chief engineer, as the case may be, is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the ship has been prosecuted or convicted.

**280.1** (1) Every director and officer of a corporation shall take all reasonable care to ensure that the corporation complies with

(a) this Act and the regulations, other than Division 3 of Part 7 and regulations made under that Division; and

(b) orders and directions of, and prohibitions and requirements imposed by, the Minister, enforcement officers and review officers, other than those issued or imposed in connection with obligations or prohibitions under that Division or regulations made under that Division.

(2) Every director and officer of a corporation who is in a position to direct or influence the corporation's policies or activities in respect of its obligation to comply with Division 3 of Part 7, regulations made under that Division, and orders and directions of, and prohibitions and requirements imposed by, the Minister, enforcement officers and review officers in connection with obligations or prohibitions under that Division or those regulations, shall take all reasonable care to ensure that the corporation so complies.

(3) If a corporation commits an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7, a regulation made under that Division or an order or direction of, or prohibition or requirement imposed by, the Minister, an enforcement officer or a review officer in connection with an obligation or prohibition under that Division or a regulation made under that Division, every director and officer of the

l'infraction et encourent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

(2) En cas de perpétration d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements par tout navire, le capitaine ou le mécanicien en chef qui l'a ordonnée ou autorisée, ou qui y a consenti ou participé, est considéré comme coauteur de l'infraction et encourt la peine prévue, que le navire ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

**280.1** (1) Les dirigeants et administrateurs de toute personne morale font preuve de la diligence voulue pour faire en sorte que celle-ci se conforme :

a) à la présente loi et à ses règlements, exception faite de la section 3 de la partie 7 et de ses règlements d'application;

b) aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs, exception faite de ceux qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ses règlements d'application.

(2) Les dirigeants et administrateurs de toute personne morale qui sont en mesure de diriger ou d'influencer ses orientations ou ses activités relativement à l'obligation de se conformer à la section 3 de la partie 7, aux règlements d'application de cette section et aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements font preuve de la diligence voulue pour faire en sorte qu'elle s'y conforme.

(3) En cas de perpétration par toute personne morale d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à ses règlements d'application, ou de contravention aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements, chacun de ses dirigeants ou administrateurs qui sont en 45

Responsabilité pénale : capitaine et mécanicien en chef

Devoirs des dirigeants et administrateurs

Devoirs des dirigeants et administrateurs — section 3 de la partie 7

Responsabilité pénale : dirigeants et administrateurs — section 3 de la partie 7

Liability of master and chief engineer of ship

Duties of directors and officers

Duties of directors and officers — Division 3 of Part 7

Liability of directors and officers — Division 3 of Part 7



corporation who is in a position to direct or influence the corporation's policies or activities in respect of conduct that is the subject-matter of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Duties of  
masters and  
chief engineers

**280.2** (1) The master and the chief engineer of a ship shall take all reasonable care to ensure that the ship complies with

(a) Division 3 of Part 7 and regulations made under that Division; and

(b) orders and directions of, and prohibitions and requirements imposed by, the Minister, enforcement officers and review officers in connection with obligations or prohibitions under that Division or those regulations.

Liability of  
masters and chief  
engineer

(2) If a ship commits an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7, a regulation made under that Division or an order or direction of, or prohibition or requirement imposed by, the Minister, an enforcement officer or a review officer in connection with an obligation or prohibition under that Division or a regulation made under that Division, the master and the chief engineer of the ship are a party to and guilty of the offence, and are liable to the punishment provided for the offence, whether or not the ship has been prosecuted or convicted.

Duties of owner

**280.3** (1) Every owner of a ship shall take all reasonable care to ensure that the ship complies, and all persons on board the ship comply, with

(a) Division 3 of Part 7 and regulations made under that Division; and

(b) orders and directions of, and prohibitions and requirements imposed by, the Minister, enforcement officers and review officers in connection with obligations or prohibitions under that Division or those regulations.

mesure de diriger ou d'influencer ses orientations ou ses activités relativement aux faits reprochés est considéré comme coauteur de l'infraction et encourt la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

**280.2** (1) Le capitaine et le mécanicien en chef d'un navire font preuve de la diligence voulue pour faire en sorte que celui-ci se conforme :

a) à la section 3 de la partie 7 et à ses règlements d'application;

b) aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements.

(2) En cas de perpétration par tout navire d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à ses règlements d'application, ou de contravention aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements, le capitaine et le mécanicien en chef sont considérés comme coauteurs de l'infraction et encourtent la peine prévue pour cette infraction, que le navire ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

Devoirs du  
capitaine et du  
mécanicien en  
chef

10

Responsabilité  
pénale : capitaine  
et mécanicien en  
chef

20

**280.3** (1) Le propriétaire d'un navire fait preuve de la diligence voulue pour faire en sorte que celui-ci et les personnes à bord se conforment :

a) à la section 3 de la partie 7 et à ses règlements d'application;

b) aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements.

Devoirs du  
propriétaire

35

40



Liability of  
directors and  
officers of  
owners

(2) If a ship commits an offence arising out of a contravention of Division 3 of Part 7, a regulation made under that Division or an order or direction of, or prohibition or requirement imposed by, the Minister, an enforcement officer or a review officer in connection with an obligation or prohibition under that Division or a regulation made under that Division, every director or officer of a corporation that is an owner of the ship who is in a position to direct or influence the corporation's policies or activities in respect of conduct that is the subject-matter of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the ship has been prosecuted or convicted.

For greater  
certainty

**280.4** For greater certainty, section 283 applies to a person who is a party to an offence under subsection 280.1(3), 280.2(2) or 280.3(2).

Directions

**280.5** For the purpose of prosecuting a ship for contravening a direction made under section 225.1 or an order made under section 235, a direction or an order, as the case may be, that is given to the master or a crew member of the ship is deemed to have been given to the ship.

**42. The Act is amended by adding the following after section 281:**

Proceedings  
against ships

**281.1** (1) Subject to subsection (2), the provisions of this Act or the *Criminal Code* relating to indictable or summary conviction offences that apply to persons apply also to ships, with any modifications that the circumstances require.

Service on ship  
and appearance  
at trial

(2) If a ship is charged with having committed an offence under this Act or the regulations, the summons may be served by leaving it with the owner, master or any officer of the ship or by posting the summons on some conspicuous part of the ship, and the ship may appear by counsel or representative. Despite the *Criminal Code*, if the ship does not so appear, a court may, on proof of service of the summons, proceed to hold the trial.

(2) En cas de perpétration par tout navire d'une infraction à la section 3 de la partie 7 ou à ses règlements d'application, ou de contravention aux ordres, directives, interdictions et obligations qui émanent du ministre, des agents de l'autorité ou des réviseurs et qui sont liés aux obligations ou aux interdictions visées par cette section ou par ces règlements, chacun des dirigeants ou administrateurs du propriétaire, lorsque celui-ci est une personne morale qui est en mesure de diriger ou d'influencer les orientations ou les activités du navire relativement aux faits reprochés est considéré comme coauteur de l'infraction et encourt la peine prévue pour cette infraction, que le navire ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

Responsabilité  
pénale :  
dirigeants et  
administrateurs  
d'une personne  
morale  
propriétaire

**280.4** Il est entendu que l'article 283 s'applique à toute personne pouvant être considérée comme coauteur d'une infraction par application des paragraphes 280.1(3), 280.2(2) et 280.3(2).

Interprétation

**280.5** Dans le cas de poursuites contre un navire pour omission de se conformer à un ordre donné en vertu des articles 225.1 ou 235, est présumé avoir été donné au navire l'ordre donné au capitaine ou à un membre de l'équipage.

Preuve des  
ordres

**42. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 281, de ce qui suit :**

**281.1** (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions de la présente loi ou du *Code criminel* applicables aux personnes relativement aux actes criminels ou aux infractions punissables par procédure sommaire s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux navires.

Poursuites contre  
les navires

(2) La signification au navire accusé d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements se fait par remise de la citation à comparaître au propriétaire, au capitaine ou à un officier du navire ou par son affichage à un endroit bien en vue sur celui-ci. Le navire peut comparaître par l'intermédiaire d'un avocat ou de tout autre représentant; en cas de défaut de comparution, le tribunal peut, malgré le *Code criminel*, procéder par défaut sur preuve de la signification.

Signification au  
navire et  
comparution

## COORDINATING AMENDMENTS

1994, c. 22

43. On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and subsection 1(2) of this Act, the definition "Canadian vessel" in subsection 2(1) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:

"Canadian vessel"  
« bâtiment canadien »

"Canadian vessel" means a vessel

- (a) that is registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act, 2001*, 10
- (b) that is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act, 2001* or under the laws of another state but is owned by one or more persons each of whom is
  - (i) a Canadian citizen, 15
  - (ii) in the case of a vessel that is not required to be registered, listed or licensed under that Act, a person who is resident and domiciled in Canada, or
  - (iii) a corporation incorporated under the 20 laws of Canada or a province, that has its principal place of business in Canada, or
- (c) that is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act, 2001* but is owned or operated by Her Majesty in right of 25 Canada;

1994, c. 22

44. On the later of the coming into force of section 1.1 of the *Pilotage Act*, as enacted by section 316 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 30 2001, and subsection 1(2) of this Act, the definition "master" in subsection 2(1) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

1994, ch. 22

43. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle du paragraphe 1(2) de la présente loi, la dernière en date étant à 5 retenir, la définition de « bâtiment canadien », au paragraphe 2(1) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, est remplacée par ce qui suit :

« bâtiment canadien » Bâtiment :

10 « bâtiment canadien »  
"Canadian vessel"

- a) qui est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*;
- b) qui n'est immatriculé, enregistré ou muni d'un permis ni sous le régime de la *Loi de 15 2001 sur la marine marchande du Canada* ni aux termes d'une loi d'un autre État, pourvu que chacune des personnes auxquelles il appartient réponde à l'une des conditions suivantes : 20
  - (i) elle a la citoyenneté canadienne,
  - (ii) dans le cas d'un bâtiment qui n'est pas assujetti à l'immatriculation, à l'enregistrement ou à la délivrance d'un permis sous le régime de la *Loi de 2001 sur la 25 marine marchande du Canada*, elle est domiciliée au Canada et y réside de fait,
  - (iii) s'agissant d'une personne morale, elle a été constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale et a son principal 30 établissement au Canada;
- c) qui n'est pas immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* et qui appartient à Sa Majesté du chef du 35 Canada ou est exploité par elle.

44. À l'entrée en vigueur de l'article 1.1 de la *Loi sur le pilotage*, édicté par l'article 316 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du 40 Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle du paragraphe 1(2) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, la définition de « capitaine », au

1994, ch. 22



"master"  
« capitaine »

"master" includes every person who has command or charge of a vessel but excludes a licensed pilot within the meaning of section 1.1 of the *Pilotage Act*;

1994, c. 22

**45. On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 4 of this Act, subsection 5.1(3) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:**

Saving

(3) Subsections (1) and (2) do not apply if  
(a) the deposit is authorized under the *Canada Shipping Act, 2001*; or  
(b) the substance is of a type and quantity, and the deposit is made under conditions, 15 authorized under an Act of Parliament other than the *Canada Shipping Act, 2001*, or authorized by the Minister for scientific purposes.

1994, c. 22

**46. On the later of the coming into force of 20 section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 4 of this Act, paragraphs 5.2(a) and (b) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* are replaced by the following: 25**

(a) wilfully destroy or cause to be destroyed a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act, 2001*, or wilfully alter or cause to be altered such a document, a record or 30 data with intent to mislead;  
(b) make or cause to be made a false entry, or omit to make or cause to be omitted to be made a required entry, in a document, a record or data that is required to be kept 35 under this Act or the *Canada Shipping Act, 2001*;

**paragraphe 2(1) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, est remplacée par ce qui suit :**

« capitaine » La personne ayant la direction ou le commandement d'un bâtiment. Est exclu de la présente définition le pilote breveté, au sens de l'article 1.1 de la *Loi sur le pilotage*.

« capitaine »  
"master"

5

**45. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada 10 (2001), ou à celle de l'article 4 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 5.1(3) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, est remplacé par ce qui suit :**

1994, ch. 22

15

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas lorsque, selon le cas :

Exception

a) l'immersion ou le rejet est autorisé sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*; 20  
b) la nature et la quantité de la substance, et les conditions de l'immersion ou du rejet sont autorisées soit sous le régime d'une loi fédérale autre que la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, soit par le 25 ministre à des fins scientifiques.

**46. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada 30 (2001), ou à celle de l'article 4 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, les alinéas 5.2a) et b) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, sont remplacés par ce qui suit :**

1994, ch. 22

a) de détruire ou faire détruire délibérément 35 un document ou des données dont la tenue est exigée sous le régime de la présente loi ou de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, ou de les modifier ou faire modifier dans le dessein d'induire en erreur; 40  
b) de faire ou faire faire de fausses inscriptions dans un document ou des données dont la tenue est exigée sous le régime de la présente loi ou de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, ou d'omettre 45 ou faire omettre d'y faire une inscription exigée;



1994, c. 22

47. On the later of the coming into force of section 8 of the *Public Service Modernization Act*, being chapter 22 of the Statutes of Canada, 2003, and section 4 of this Act, paragraph 5.3(1)(a) of the English version of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:

(a) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, disclosed to a federal minister, or any employee of the federal public administration, that the employer or another person had contravened or had intended to contravene a provision of this Act or the regulations;

1994, c. 22

48. On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 15 of this Act, section 18.1 of the *Migratory Birds Convention Act, 1994* is replaced by the following:

Documents,  
records and data

18.1 In a proceeding under this Act, a document, a record or data that is required to be kept under this Act or the *Canada Shipping Act, 2001* is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in it.

1999, c. 33

49. On the later of the coming into force of section 1.1 of the *Pilotage Act*, as enacted by section 316 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 18 of this Act, the definition “master” in subsection 122(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* is replaced by the following:

“master”  
« capitaine »

“master” means the person in command or charge of a ship, but does not include a licensed pilot, within the meaning of section 1.1 of the *Pilotage Act*.

1999, c. 33

50. On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and subsection 22(4) of this Act,

47. À l'entrée en vigueur de l'article 8 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, chapitre 22 des Lois du Canada (2003), ou à celle de l'article 4 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 5.3(1)a) de la version anglaise de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* est remplacé par ce qui suit :

(a) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, disclosed to a federal minister, or any employee of the federal public administration, that the employer or another person had contravened or had intended to contravene a provision of this Act or the regulations;

1994, ch. 22

48. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle de l'article 15 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 18.1 de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 22

18.1 Dans les poursuites engagées sous le régime de la présente loi, les documents ou données dont celle-ci ou la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* exige la tenue sont admissibles en preuve et font foi, sauf preuve contraire, de leur contenu.

Documents et  
données

49. À l'entrée en vigueur de l'article 1.1 de la *Loi sur le pilotage*, édicté par l'article 316 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou de l'article 18 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, la définition de « capitaine », au paragraphe 122(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, est remplacée par ce qui suit :

1999, ch. 33

« capitaine » La personne ayant la direction ou le commandement d'un navire. Est exclu de la présente définition le pilote breveté, au sens de l'article 1.1 de la *Loi sur le pilotage*.

« capitaine »  
“master”

50. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle du paragraphe 22(4) de la présente loi, la dernière en date étant à

1999, ch. 33

subsection 125(6) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* is replaced by the following:

Exception

(6) This section does not apply in respect of any disposal that is authorized under the *Canada Shipping Act, 2001*.

1999, c. 33

**51.** On the later of the coming into force of section 1 of the *Canada Shipping Act, 2001*, being chapter 26 of the Statutes of Canada, 2001, and section 29 of this Act, paragraphs 10 216.1(1)(a) and (b) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* are replaced by the following:

(a) that is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act, 2001* or 15 under the laws of another state but is owned by one or more persons each of whom is

- (i) a Canadian citizen,
- (ii) in the case of a vessel that is not required to be registered, listed or licensed 20 under that Act, a person who is resident and domiciled in Canada, or
- (iii) a corporation incorporated under the laws of Canada or a province, that has its principal place of business in Canada; or 25

(b) that is not registered, listed or licensed under the *Canada Shipping Act, 2001* but is owned or operated by Her Majesty in right of Canada.

Order in council

**52.** The provisions of this Act, other than 30 sections 43 to 51, and the provisions of any Act as enacted by this Act, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

retenir, le paragraphe 125(6) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* est remplacé par ce qui suit :

Exception

(6) Le présent article ne s'applique pas aux 5 immersions permises sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*.

1999, ch. 33

**51.** À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, chapitre 26 des Lois du Canada (2001), ou à celle de l'article 29 de la présente 10 loi, la dernière en date étant à retenir, les alinéas 216.1(1)a) et b) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* sont remplacés par ce qui suit :

a) qui n'est immatriculé, enregistré ou muni 15 d'un permis ni sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* ni aux termes d'une loi d'un autre État, pourvu que chacune des personnes auxquelles il appartient réponde à l'une des conditions 20 suivantes :

- (i) elle a la citoyenneté canadienne,
- (ii) dans le cas d'un navire qui n'est pas assujetti à l'immatriculation, à l'enregis- 25 trement ou à la délivrance d'un permis sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, elle est domiciliée au Canada et y réside de fait,
- (iii) s'agissant d'une personne morale, elle a été constituée sous le régime d'une loi 30 fédérale ou provinciale et a son principal établissement au Canada;

b) qui n'est pas immatriculé, enregistré ou muni d'un permis sous le régime de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* et 35 qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou est exploité par elle.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Décret

**52.** Exception faite des articles 43 à 51, les 30 dispositions de la présente loi ou celles de toute autre loi édictées par elle entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.







**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-16**

**C-16**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-16**

**PROJET DE LOI C-16**

An Act to amend the Criminal Code (impaired driving) and to  
make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant le Code criminel (conduite avec facultés  
affaiblies) et d'autres lois en conséquence

---

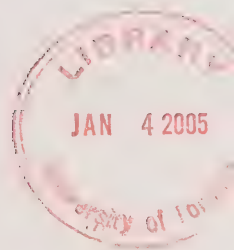
FIRST READING, NOVEMBER 1, 2004

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2004

---



THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE



## SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to clarify that the reference to impairment by alcohol or a drug in paragraph 253(1)(a) of that Act includes impairment by a combination of alcohol and a drug. It authorizes specially trained peace officers to conduct tests to determine whether a person is impaired by a drug or a combination of alcohol and a drug and also authorizes the taking of samples of bodily fluids to test for the presence of a drug or a combination of alcohol and a drug in a person's body.

The enactment also makes consequential amendments to other Acts.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin de préciser que l'alinéa 253(1)a) vise notamment le cas où la capacité de conduire est affaiblie par l'effet combiné de l'alcool et d'une drogue. Il autorise les agents de la paix ayant reçu la formation voulue à effectuer des épreuves et des examens en vue de déterminer si les facultés d'une personne sont affaiblies par l'effet d'une drogue ou par l'effet combiné de l'alcool et d'une drogue et à ordonner le prélèvement d'échantillons de substances corporelles pour permettre d'en déterminer la présence.

Il apporte en outre des modifications corrélatives à d'autres lois.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-16

## PROJET DE LOI C-16

An Act to amend the Criminal Code (impaired driving) and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant le Code criminel (conduite avec facultés affaiblies) et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. 46

### CRIMINAL CODE

1. Section 253 of the *Criminal Code* is renumbered as subsection 253(1) and is amended by adding the following:

For greater certainty

(2) For greater certainty, the reference to impairment by alcohol or a drug in paragraph (1)(a) includes impairment by a combination of alcohol and a drug.

10

R.S., c. 27  
(1st Supp.), s. 36

2. (1) The portion of subsection 254(1) of the Act before the definition "analyst" is replaced by the following:

Definitions

254. (1) In this section and sections 254.1 to 258.1,

(2) Subsection 254(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"evaluating officer"  
« agent évaluateur »

"evaluating officer" means a peace officer who is qualified under the regulations to conduct evaluations under subsection (3.1);

20

### CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1. L'article 253 du *Code criminel* devient le 5 paragraphe 253(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Précision

(2) Il est entendu que l'alinéa (1)a) vise notamment le cas où la capacité de conduire est affaiblie par l'effet combiné de l'alcool et d'une drogue.

10

2. (1) Le passage du paragraphe 254(1) de la même loi précédant la définition de « alcootest approuvé » est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36

254. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 254.1 à 258.1.

15 Définitions

(2) Le paragraphe 254(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

20

« agent évaluateur » Agent de la paix qui possède les qualités prévues par règlement pour effectuer des évaluations en vertu du paragraphe (3.1).

« agent évaluateur »  
"evaluating officer"

R.S., c. 27  
(1st Supp.),  
s. 36, c. 1  
(4th Supp.),  
ss. 14 and 18  
(Sch. I, item  
6)(F), c. 32  
(4th Supp.),  
s. 60; 1999,  
c. 32, s. 2

**(3) Subsections 254(2) to (6) of the Act are replaced by the following:**

**(3) Les paragraphes 254(2) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36, ch. 1  
(4<sup>e</sup> suppl.),  
art. 14 et 18, ann.  
I, n<sup>o</sup> 6(F), ch. 32  
(4<sup>e</sup> suppl.),  
art. 60; 1999,  
ch. 32, art. 2

Testing for  
presence of  
alcohol or a drug

(2) If a peace officer has reasonable grounds to suspect that a person who is operating a motor vehicle or vessel or operating or assisting in the operation of an aircraft or railway equipment or who has the care or control of a motor vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment, whether it is in motion or not, has alcohol or a drug in their body, the peace officer 10 may, by demand, require the person

(2) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de soupçonner la présence d'alcool 5 ou de drogue dans l'organisme de la personne qui conduit un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire, ou en a la garde ou le contrôle, ou aide à conduire un aéronef ou du matériel ferroviaire, que ceux-ci soient en mouvement ou non, peut lui ordonner : 10

Contrôle pour  
vérifier la  
présence  
d'alcool ou de  
drogue

(a) to perform, as soon as is reasonable in the circumstances, physical coordination tests prescribed by regulation to enable the peace officer to determine whether a demand may 15 be made under subsection (3) or (3.1) and, if necessary, to accompany the peace officer for that purpose; and

a) de se soumettre dans les meilleurs délais aux épreuves de coordination des mouvements prévues par règlement pour vérifier s'il y a lieu de donner l'ordre prévu aux paragraphes (3) ou (3.1), et de le suivre, au 15 besoin, pour procéder à ces épreuves;

(b) in the case of alcohol, to provide, as soon as is reasonable in the circumstances, a 20 sample of breath that, in the peace officer's opinion, will enable a proper analysis to be made by means of an approved screening device and, if necessary, to accompany the peace officer for that purpose. 25

b) dans le cas où il soupçonne la présence d'alcool, de lui fournir, dans les meilleurs délais, l'échantillon d'haleine qu'il estime nécessaire à la réalisation d'une analyse 20 convenable à l'aide d'un appareil de détection approuvé, et de le suivre, au besoin, pour y procéder.

Samples of  
breath or blood

(3) If a peace officer has reasonable grounds to believe that a person is committing, or at any time within the preceding three hours has committed, an offence under section 253 as a result of the consumption of alcohol, the peace 30 officer may, by demand made as soon as is reasonable in the circumstances, require the person

(3) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne est en 25 train de commettre, ou a commis au cours des trois heures précédentes, une infraction prévue à l'article 253 par suite d'absorption d'alcool peut, à condition de le faire dans les meilleurs délais, lui ordonner : 30

Prélèvement  
d'échantillon  
d'haleine ou de  
sang

(a) to provide, as soon as is reasonable in the circumstances, 35

a) de lui fournir dans les meilleurs délais les échantillons suivants :

(i) samples of breath that, in a qualified technician's opinion, will enable a proper analysis to be made to determine the concentration, if any, of alcohol in the person's blood, or 40

(i) soit les échantillons d'haleine qui de l'avis d'un technicien qualifié sont nécessaires à une analyse convenable permettant 35 de déterminer son alcoolémie,

(ii) soit les échantillons de sang qui, de l'avis d'un technicien ou d'un médecin qualifiés sont nécessaires à une analyse convenable permettant de déterminer son 40



	<p>(ii) if the peace officer has reasonable grounds to believe that, because of their physical condition, the person may be incapable of providing a sample of breath or it would be impracticable to obtain a sample of breath, samples of blood that, in the opinion of the qualified medical practitioner or qualified technician taking the samples, will enable a proper analysis to be made to determine the concentration, if any, of alcohol in the person's blood; and</p> <p>(b) to accompany the peace officer for that purpose.</p>	<p>alcoolémie, dans le cas où l'agent de la paix a des motifs raisonnables de croire qu'à cause de l'état physique de cette personne, elle peut être incapable de fournir un échantillon d'haleine ou le prélèvement d'un tel échantillon serait difficilement réalisable;</p> <p>b) de le suivre, pour prélever les échantillons de sang ou d'haleine.</p>
Evaluation	<p>(3.1) If a peace officer has reasonable grounds to believe that a person is committing, or at any time within the preceding three hours has committed, an offence under paragraph 253(1)(a) as a result of the consumption of a drug or of a combination of alcohol and a drug, the peace officer may, by demand made as soon as is reasonable in the circumstances, require the person to submit, as soon as is reasonable in the circumstances, to an evaluation conducted by an evaluating officer to determine whether the person's ability to operate a vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment is impaired by a drug or by a combination of alcohol and a drug, and to accompany the peace officer for that purpose.</p>	<p>(3.1) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne est en train de commettre ou a commis, au cours des trois heures précédentes, une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) par suite de l'absorption d'une drogue ou d'une combinaison d'alcool et de drogue peut, à condition de le faire dans les meilleurs délais, lui ordonner de se soumettre dans les meilleurs délais à une évaluation par un agent évaluateur afin que celui-ci vérifie si sa capacité de conduire un véhicule, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire est affaiblie par suite d'une telle absorption, et de le suivre afin qu'il soit procédé à cette évaluation.</p>
Testing for presence of alcohol	<p>(3.2) If the evaluating officer has reasonable grounds to suspect that the person has alcohol in their body and if a demand was not made under paragraph (2)(b) or subsection (3), the evaluating officer may, by demand made as soon as is reasonable in the circumstances, require the person to provide, as soon as is reasonable in the circumstances, a sample of breath that, in the evaluating officer's opinion, will enable a proper analysis to be made by means of an approved screening device.</p>	<p>(3.2) Dans le cas où aucun ordre n'a été donné en vertu de l'alinéa (2)b) ou du paragraphe (3), l'agent évaluateur, s'il a des motifs raisonnables de soupçonner la présence d'alcool dans l'organisme de la personne, peut, à condition de le faire dans les meilleurs délais, ordonner à celle-ci de lui fournir dans les meilleurs délais l'échantillon d'haleine qu'il estime nécessaire à la réalisation d'une analyse convenable à l'aide d'un appareil de détection approuvé.</p>
Samples of bodily substances	<p>(3.3) If, on completion of the evaluation, the evaluating officer has reasonable grounds to believe, based on the evaluation, that the person's ability to operate a vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment is impaired by a drug or by a combination of alcohol and a drug, the evaluating officer may, by demand</p>	<p>(3.3) Une fois l'évaluation de la personne complétée, l'agent évaluateur qui a, sur le fondement de cette évaluation, des motifs raisonnables de croire que la capacité de celle-ci de conduire un véhicule, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire est affaiblie par l'effet d'une drogue ou par l'effet combiné</p>

made as soon as is reasonable in the circumstances, require the person to provide, as soon as is reasonable in the circumstances,

(a) a sample of either oral fluid or urine that, in the evaluating officer's opinion, will enable a proper analysis to be made to determine whether the person has a drug in their body; or

(b) samples of blood that, in the opinion of the qualified medical practitioner or qualified technician taking the samples, will enable a proper analysis to be made to determine whether the person has a drug in their body.

Condition

(4) Samples of blood may be taken from a person under subsection (3) or (3.3) only by or under the direction of a qualified medical practitioner who is satisfied that taking the samples would not endanger the person's life or health.

Failure or refusal to comply with demand

(5) Every one commits an offence who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with a demand made under this section.

Only one determination of guilt

(6) A person who is convicted of an offence under subsection (5) for a failure or refusal to comply with a demand may not be convicted of another offence under that subsection in respect of the same transaction.

**3. The Act is amended by adding the following after section 254:**

Regulations

**254.1** (1) The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the qualifications and training of evaluating officers;

(b) prescribing the physical coordination tests to be conducted under paragraph 254(2)(a); and

(c) prescribing the tests to be conducted and procedures to be followed during an evaluation under subsection 254(3.1).

de l'alcool et d'une drogue peut, à condition de le faire dans les meilleurs délais, lui ordonner de se soumettre dans les meilleurs délais :

a) soit au prélèvement de l'échantillon de liquide buccal ou d'urine qui, à son avis, est nécessaire à une analyse convenable permettant de déterminer la présence d'une drogue dans son organisme;

b) soit au prélèvement des échantillons de sang qui, de l'avis d'un technicien ou d'un médecin qualifiés, sont nécessaires à une analyse convenable permettant de déterminer la présence d'une drogue dans son organisme.

(4) Les échantillons de sang ne peuvent être prélevés d'une personne en vertu des paragraphes (3) ou (3.3) que par un médecin qualifié ou sous sa direction et à la condition qu'il soit convaincu que ces prélèvements ne risquent pas de mettre en danger la vie ou la santé de cette personne.

(5) Commet une infraction quiconque, sans excuse raisonnable, fait défaut ou refuse d'obtempérer à un ordre donné en vertu du présent article.

(6) La personne déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5) à la suite du refus ou du défaut d'obtempérer à un ordre ne peut être déclarée coupable d'une autre infraction prévue à ce paragraphe concernant la même affaire.

**3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 254, de ce qui suit :**

**254.1** (1) Le gouverneur en conseil peut par règlement :

a) régir les qualités et la formation requises des agents évaluateurs;

b) établir les épreuves de coordination des mouvements à effectuer en vertu de l'alinéa 254(2)a);

c) établir les examens à effectuer et la procédure à suivre lors de l'évaluation prévue au paragraphe 254(3.1).

Limite

Défaut ou refus d'obtempérer

Une seule déclaration de culpabilité

Règlement

Incorporated material	(2) A regulation may incorporate any material by reference either as it exists on a specified date or as amended from time to time.	(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives.	Incorporation de documents
Incorporated material is not a regulation	(3) For greater certainty, material does not become a regulation for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> because it is incorporated by reference.	(3) Il est entendu que l'incorporation ne confère pas au document, pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> , valeur de règlement.	5 Nature du document
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36; 2000, c. 25, s. 2	<b>4. (1) Subsections 255(2) and (3) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>4. (1) Les paragraphes 255(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	10 L.R., ch. 27 (1 <sup>er</sup> suppl.), art. 36; 2000, ch. 25, art. 2
Impaired driving causing bodily harm	(2) Every one who commits an offence under 10 paragraph 253(1)(a) and causes bodily harm to another person <u>as a result</u> is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term <u>of not more than</u> ten years.	(2) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) et cause ainsi des lésions corporelles à une autre personne est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.	15 Conduite avec facultés affaiblies causant des lésions corporelles
Impaired driving causing death	(3) Every one who commits an offence under 15 paragraph 253(1)(a) and causes the death of <u>another</u> person <u>as a result</u> is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.	(3) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) et cause ainsi la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité.	Conduite avec facultés affaiblies causant la mort
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36	<b>(2) The portion of subsection 255(4) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:</b>	<b>(2) Le passage du paragraphe 255(4) de la 20 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	20 L.R., ch. 27 (1 <sup>er</sup> suppl.), art. 36
Previous convictions	(4) A person <u>who</u> is convicted of an offence committed under section 253 or subsection 254(5) <u>is</u> , for the purposes of this Act, deemed 25 to be convicted for a second or subsequent offence, as the case may be, if <u>they have</u> previously been convicted of  (a) an offence committed under <u>either</u> of those provisions;	(4) Une personne déclarée coupable d'une infraction prévue à l'article 253 ou au paragraphe 254(5), est, pour l'application de la 25 présente loi, réputée être déclarée coupable d'une seconde infraction ou d'une infraction subséquente si elle a déjà été déclarée coupable auparavant d'une infraction prévue :	25 Condamnations antérieures
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36	<b>5. Subsection 256(5) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>5. Le paragraphe 256(5) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :</b>	30 L.R., ch. 27 (1 <sup>er</sup> suppl.), art. 36
Copy or facsimile to person	(5) <u>When</u> a warrant issued under subsection (1) is executed, the peace officer shall, as soon as is reasonable in the circumstances, give a 35 copy <u>of it</u> — or, in the case of a warrant issued by telephone or other means of telecommunication, a facsimile — to the person from whom the blood samples <u>are</u> taken.	(5) Après l'exécution d'un mandat décerné suivant le paragraphe (1), l'agent de la paix doit 35 <u>dans les meilleurs délais</u> en donner une copie à la personne qui fait l'objet d'un prélèvement de sang ou, dans le cas d'un mandat décerné par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication, donner un fac-similé du mandat à cette personne.	35 Fac-similé ou copie à la personne
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36	<b>6. Subsection 257(2) of the Act is replaced 40 by the following:</b>	<b>6. Le paragraphe 257(2) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :</b>	40 L.R., ch. 27 (1 <sup>er</sup> suppl.), art. 36



No criminal or  
civil liability

(2) No qualified medical practitioner by whom or under whose direction a sample of blood is taken from a person under subsection 254(3) or (3.3) or section 256, and no qualified technician acting under the direction of a qualified medical practitioner, incurs any criminal or civil liability for anything necessarily done with reasonable care and skill when taking the sample.

R.S., c. 27  
(1st Supp.), s. 36

**7. (1) Paragraph 258(1)(b) of the Act is 10  
replaced by the following:**

(b) the result of an analysis of a sample of the accused's breath, blood, urine or other bodily substance — other than a sample taken under subsection 254(3), (3.2) or (3.3) — may be 15  
admitted in evidence even though the accused was not warned before they gave the sample that they need not give the sample or that the result of the analysis of the sample might be used in evidence;

R.S., c. 27  
(1st Supp.), s. 36

**(2) Subparagraph 258(1)(c)(ii) of the Act 15  
is replaced by the following:**

(ii) each sample was taken as soon as was reasonable in the circumstances and, in the case of the first sample, not later than two 25  
hours after the time when the offence was alleged to have been committed, with an interval of at least fifteen minutes between the times when the samples were taken,

R.S., c. 27  
(1st Supp.), s. 36

**(3) The portion of paragraph 258(1)(d) of 30  
the Act before subparagraph (i) is replaced  
by the following:**

(d) if a sample of the accused's blood has been taken under subsection 254(3) or section 256 or with the accused's consent and if 35

(2) Il ne peut être intenté aucune procédure civile ou criminelle contre un médecin qualifié qui prélève ou fait prélever un échantillon de sang en vertu des paragraphes 254(3) ou (3.3) ou de l'article 256, ni contre le technicien 5  
qualifié agissant sous sa direction pour tout geste nécessaire au prélèvement posé avec des soins et une habileté raisonnables.

Immunité

**7. (1) L'alinéa 258(1)(b) de la même loi est 10  
remplacé par ce qui suit:**

b) le résultat d'une analyse d'un échantillon de l'haleine, du sang, de l'urine ou d'une autre substance corporelle de l'accusé — autre qu'un échantillon prélevé en vertu des paragraphes 254(3), (3.2) ou (3.3) — peut 15  
être admis en preuve même si, avant de donner l'échantillon, l'accusé n'a pas été averti qu'il n'était pas tenu de le donner ou que le résultat de l'analyse de l'échantillon pourrait servir en preuve;

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36

**(2) Le sous-alinéa 258(1)(c)(ii) de la même 20  
loi est remplacé par ce qui suit:**

(ii) chaque échantillon a été prélevé dans les meilleurs délais après le moment où l'infraction aurait été commise et, dans le 25  
cas du premier échantillon, pas plus de deux heures après ce moment, les autres l'ayant été à des intervalles d'au moins quinze minutes,

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36

**(3) Le passage de l'alinéa 258(1)(d) de la 30  
même loi précédant le sous-alinéa (i) est  
remplacé par ce qui suit:**

d) lorsqu'un échantillon de sang de l'accusé a été prélevé en vertu du paragraphe 254(3) ou de l'article 256 ou prélevé avec le 35  
consentement de l'accusé, la preuve du résultat des analyses ainsi faites fait foi, en l'absence de toute preuve contraire, de l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise, ce taux 40  
correspondant aux résultats de ces analyses, lorsqu'ils sont identiques ou au plus faible d'entre eux s'ils sont différents, si les conditions suivantes sont réunies:

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36

R.S., c. 27  
(1st Supp.), s. 36

**(4) Subparagraph 258(1)(d)(ii) of the Act is replaced by the following:**

(ii) both samples referred to in subparagraph (i) were taken as soon as was reasonable in the circumstances and in any event not later than two hours after the time when the offence was alleged to have been committed, 5

R.S., c. 27  
(1st Supp.), s. 36

**(5) Subparagraph 258(1)(d)(v) of the Act is replaced by the following:**

(v) an analysis was made by an analyst of at least one of the samples,

R.S., c. 27  
(1st Supp.), s. 36

**(6) The portion of paragraph 258(1)(h) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(h) if a sample of the accused's blood has been taken under subsection 254(3) or (3.3) or section 256 or with the accused's consent,

R.S., c. 27  
(1st Supp.), s. 36

**(7) Clause 258(1)(h)(i)(A) of the Act is replaced by the following:**

(A) they took the sample and before the sample was taken they were of the opinion that taking it would not endanger the accused's life or health and, in the case of a demand made under section 256, that by reason of any physical or mental condition of the accused that resulted from the consumption of alcohol or a drug, the accident or any other occurrence related to or resulting from 30 the accident, the accused was unable to consent to the taking of the sample,

R.S., c. 27  
(1st Supp.),  
s. 36; 1997,  
c. 18, s. 10(3)

**(8) Subsections 258(2) to (5) of the Act are replaced by the following:**

**(4) Le sous-alinéa 258(1)d)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(ii) les échantillons mentionnés au sous-alinéa (i) ont été prélevés dans les meilleurs délais après la commission de l'infraction alléguée et dans tous les cas au plus tard deux heures après, 5

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36

**(5) Le sous-alinéa 258(1)d)(v) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(v) l'analyse d'un des échantillons a été faite par un analyste; 10

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36

**(6) Le passage de l'alinéa 258(1)h) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

h) lorsque les échantillons du sang de l'accusé ont été prélevés en vertu des paragraphes 254(3) ou (3.3) ou de l'article 256 ou prélevés avec le consentement de l'accusé, un certificat d'un médecin ou d'un technicien qualifiés fait preuve des faits allégués dans le certificat sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire dans l'un ou l'autre des cas suivants : 20

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36

**(7) La division 258(1)h)(i)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :**

(A) la mention qu'il a lui-même prélevé les échantillons et que, avant de les prélever, il était d'avis que ces derniers ne mettraient pas en danger la vie ou la santé de l'accusé et, dans le cas d'un ordre donné en vertu de l'article 256, que l'accusé était incapable de donner un consentement au prélèvement de son sang à cause de l'état physique ou psychologique dans lequel il se trouvait en raison de l'absorption d'alcool ou de drogue, de l'accident ou de tout événement découlant de l'accident ou lié à celui-ci, 40

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36

**(8) Les paragraphes 258(2) à (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 36; 1997,  
ch. 18, par. 10(3)

Evidence of failure to give sample

(2) Unless a person is required to give a sample of a bodily substance under paragraph 254(2)(b) or subsection 254(3), (3.2) or (3.3), evidence that they failed or refused to give a sample for analysis for the purposes of this section or that a sample was not taken is not admissible and the failure, refusal or fact that a sample was not taken shall not be the subject of comment by any person in the proceedings.

Evidence of failure to comply with demand

(3) In any proceedings under subsection 255(1) in respect of an offence committed under paragraph 253(1)(a) or in any proceedings under subsection 255(2) or (3), evidence that the accused, without reasonable excuse, failed or refused to comply with a demand made under section 254 is admissible and the court may draw an inference adverse to the accused from that evidence.

Release of sample for testing

(4) If, at the time a sample of an accused's blood is taken, an additional sample is taken and retained, a judge of a superior court of criminal jurisdiction or a court of criminal jurisdiction shall, on the summary application of the accused made within six months after the samples were taken, order the release of one of the samples for the purpose of examination or analysis, subject to any terms that appear to be necessary or desirable to ensure that the sample is safeguarded and preserved for use in any proceedings in respect of which it was taken.

Testing of blood for concentration of a drug

(5) A sample of an accused's blood taken under subsection 254(3) or section 256 or with the accused's consent for the purpose of analysis to determine the concentration, if any, of alcohol in the blood may be tested to determine the concentration, if any, of a drug in the blood.

**8. The Act is amended by adding the following after section 258:**

Unauthorized use of bodily substance

**258.1** (1) Subject to subsections 258(4) and (5), no person shall use a bodily substance taken under paragraph 254(2)(b), subsection 254(3), (3.2) or (3.3) or section 256 or with the consent of the person from whom it was taken, except

(2) Sauf si une personne est tenue de fournir un échantillon d'une substance corporelle aux termes de l'alinéa 254(2)b) ou des paragraphes 254(3), (3.2) ou (3.3), la preuve qu'elle a fait défaut ou refusé de fournir pour analyse un échantillon pour l'application du présent article, ou que l'échantillon n'a pas été prélevé, n'est pas admissible; de plus, un tel défaut ou refus ou le fait qu'un échantillon n'a pas été prélevé ne saurait faire l'objet de commentaires par qui que ce soit au cours des procédures.

Preuve du défaut de fournir un échantillon

(3) Dans toute poursuite engagée en vertu du paragraphe 255(1) à l'égard d'une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) ou en vertu des paragraphes 255(2) ou (3), la preuve que l'accusé a, sans excuse raisonnable; fait défaut ou refusé d'obtempérer à un ordre qui lui a été donné en vertu de l'article 254 est admissible et le tribunal peut en tirer une conclusion défavorable à l'accusé.

Preuve du défaut d'obtempérer à un ordre

(4) Si, au moment du prélèvement de l'échantillon du sang de l'accusé, un échantillon supplémentaire de celui-ci a été pris et gardé, un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou d'une cour de juridiction criminelle peut, sur demande sommaire de l'accusé présentée dans les six mois du prélèvement, ordonner qu'un spécimen de son sang lui soit remis pour examen ou analyse. L'ordonnance peut être assortie des conditions estimées nécessaires ou souhaitables pour assurer la conservation du spécimen et sa disponibilité lors des procédures en vue desquelles il a été prélevé.

Accessibilité au spécimen pour analyse

(5) Un échantillon de sang d'un accusé prélevé pour déterminer son alcoolémie en vertu du paragraphe 254(3), de l'article 256 ou avec le consentement de l'accusé, peut être analysé afin de déterminer la quantité de drogue dans son sang.

Analyse du sang pour détecter des drogues

**8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 258, de ce qui suit :**

**258.1** (1) Sous réserve des paragraphes 258(4) et (5), il est interdit d'utiliser les substances corporelles prélevées sur une personne en vertu de l'alinéa 254(2)b), des paragraphes 254(3), (3.2) ou (3.3) ou de l'article

Utilisation des substances



Unauthorized  
use of results

Unauthorized  
disclosure of  
results

Offence

for the purpose of an analysis that is referred to in that provision or for which the consent is given.

(2) No person shall use the results of physical coordination tests under paragraph 254(2)(a), of an evaluation under subsection 254(3.1) or of the analysis of a bodily substance taken under paragraph 254(2)(b), subsection 254(3), (3.2) or (3.3) or section 256 or with the consent of the person from whom it was taken, 10 except

(a) in the course of an investigation of an offence under section 253; or

(b) in a proceeding for an offence under section 253, under Part I of the *Aeronautics Act*, or under the *Railway Safety Act* in respect of a contravention of a rule or regulation made under that Act respecting the use of alcohol or a drug.

(3) No person shall disclose or allow the 20 disclosure of the results of physical coordination tests under paragraph 254(2)(a), of an evaluation under subsection 254(3.1) or of the analysis of a bodily substance taken under paragraph 254(2)(b), subsection 254(3), (3.2) or (3.3) or 25 section 256 or with the consent of the person from whom it was taken, to a person other than the person to whom they relate,

(a) unless the results are made anonymous;

(b) except in the course of an investigation of 30 an offence under section 253; or

(c) except in a proceeding for an offence under section 253, under Part I of the *Aeronautics Act*, or under the *Railway Safety Act* in respect of a contravention of a rule or 35 regulation made under that Act respecting the use of alcohol or a drug.

(4) Every person who contravenes any of subsections (1) to (3) is guilty of an offence punishable on summary conviction. 40

256 ou prélevées avec son consentement à d'autres fins que pour les analyses qui y sont prévues ou pour lesquelles elle a consenti.

(2) Il est interdit d'utiliser les résultats des 5 épreuves de coordination des mouvements effectuées en vertu de l'alinéa 254(2)a), de l'évaluation effectuée en vertu du paragraphe 254(3.1) ou de l'analyse de substances corporelles prélevées sur une personne en vertu de l'alinéa 254(2)b), des paragraphes 254(3), (3.2) 10 ou (3.3) ou de l'article 256 ou prélevées avec son consentement, sauf :

a) dans le cadre de l'enquête relative à une infraction prévue à l'article 253;

b) lors de poursuites intentées à l'égard 15 d'une telle infraction ou intentées au titre de la partie I de la *Loi sur l'aéronautique* ou au titre de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* pour violation des règles ou règlements concernant la consommation d'alcool ou de drogue. 20

(3) Il est interdit de communiquer ou de 25 laisser communiquer à toute personne autre que la personne en cause les résultats des épreuves de coordination des mouvements effectuées en vertu de l'alinéa 254(2)a), de l'évaluation effectuée en vertu du paragraphe 254(3.1) ou de l'analyse de substances corporelles prélevées sur cette personne en vertu de l'alinéa 254(2)b), des paragraphes 254(3), (3.2) ou (3.3) ou de l'article 256 ou prélevées avec son consente- 30 ment, sauf :

a) si les résultats sont dépersonnalisés;

b) dans le cadre de l'enquête relative à une infraction prévue à l'article 253;

c) lors de poursuites intentées à l'égard d'une 35 telle infraction ou intentées au titre de la partie I de la *Loi sur l'aéronautique* ou au titre de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* pour violation des règles ou règlements concernant la consommation d'alcool ou de drogue. 40

(4) Quiconque contrevient à l'un des paragraphes (1) à (3) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Utilisation des  
résultats

Communication  
interdite

Infraction

## CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

## MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-2

## AERONAUTICS ACT

## LOI SUR L'AÉRONAUTIQUE

L.R., ch. A-2

1992, c. 1, s. 3

**9. Section 8.6 of the *Aeronautics Act* is replaced by the following:**

**9. L'article 8.6 de la *Loi sur l'aéronautique* est remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 1, art. 3

Admissibility of evidence

**8.6** Evidence relating to the presence or concentration of alcohol or a drug in a sample of a bodily substance obtained under any provision of the *Criminal Code* is admissible in proceedings taken against a person under this Part, and the provisions of section 258 of the *Criminal Code*, except paragraph 258(1)(a), apply to those proceedings with any modifications that the circumstances require.

**8.6** Les résultats des analyses servant à déterminer la concentration ou la présence d'alcool ou de drogue dans les échantillons de substances corporelles prélevés sous le régime du *Code criminel* sont admissibles en preuve dans les poursuites intentées au titre de la présente partie. L'article 258 du *Code criminel*, à l'exception de l'alinéa 258(1)a), s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à ces poursuites.

Admissibilité

R.S., c. 1  
(2nd Supp.)

## CUSTOMS ACT

## LOI SUR LES DOUANES

L.R., ch. 1  
(2<sup>e</sup> suppl.)

2001, c. 25, s. 84

**10. Subsection 163.5(2) of the *Customs Act* is replaced by the following:**

**10. Le paragraphe 163.5(2) de la *Loi sur les douanes* est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25,  
art. 84

Impaired driving offences

(2) A designated officer who is at a customs office performing the normal duties of an officer or is acting in accordance with section 99.1 has the powers and obligations of a peace officer under sections 254 and 256 of the *Criminal Code*. If, by demand, they require a person to provide samples of blood or breath under subsection 254(3) of that Act, or to submit to an evaluation under subsection 254(3.1) of that Act, they may also require the person to accompany a peace officer referred to in paragraph (c) of the definition "peace officer" in section 2 of that Act, for that purpose.

(2) L'agent des douanes désigné a, dans le cadre de l'exercice normal de ses attributions à un bureau de douane ou s'il agit en conformité avec l'article 99.1, les pouvoirs et obligations que les articles 254 et 256 du *Code criminel* confèrent à un agent de la paix; il peut en outre, dans le cas où, en vertu du paragraphe 254(3) de cette loi, il ordonne à une personne de fournir des échantillons d'haleine ou de sang ou, dans le cas où, en vertu du paragraphe 254(3.1) de cette loi, il ordonne à une personne de se soumettre à une évaluation, lui ordonner, à cette fin, de suivre un agent de la paix visé à l'alinéa c) de la définition de « agent de la paix » à l'article 2 de la même loi.

15 Pouvoirs à l'égard des infractions de conduite avec faculté affaiblie

R.S., c. 32  
(4th Supp.)

## RAILWAY SAFETY ACT

## LOI SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

L.R., ch. 32  
(4<sup>e</sup> suppl.)

**11. Subsection 41(7) of the *Railway Safety Act* is replaced by the following:**

**11. Le paragraphe 41(7) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* est remplacé par ce qui suit :**

Admissibility of evidence

(7) Evidence relating to the presence or concentration of alcohol or a drug in a sample of a bodily substance obtained under any provision of the *Criminal Code* is admissible in proceedings taken against a person under this Act in respect of a contravention of a rule or

(7) Les résultats des analyses servant à déterminer la concentration ou la présence d'alcool ou de drogue dans les échantillons de substances corporelles prélevés sous le régime du *Code criminel* sont admissibles en preuve dans les poursuites intentées au titre de la

Admissibilité

regulation respecting the use of alcohol or a drug, and section 258 of the *Criminal Code* applies to those proceedings with any modifications that the circumstances require.

présente loi pour violation des règles ou règlements concernant la consommation d'alcool ou de drogue. L'article 258 du *Code criminel* s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires.

5

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

**12. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

5

**12. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

Décret





## EXPLANATORY NOTES

*Criminal Code*

*Clause 1:* New.

*Clause 2:* (1) Relevant portion of subsection 254(1):

**254.** (1) In this section and sections 255 to 258,

(2) New.

(3) Existing text of subsections 254(2) to (6):

(2) Where a peace officer reasonably suspects that a person who is operating a motor vehicle or vessel or operating or assisting in the operation of an aircraft or of railway equipment or who has the care or control of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment, whether it is in motion or not, has alcohol in the person's body, the peace officer may, by demand made to that person, require the person to provide forthwith such a sample of breath as in the opinion of the peace officer is necessary to enable a proper analysis of the breath to be made by means of an approved screening device and, where necessary, to accompany the peace officer for the purpose of enabling such a sample of breath to be taken.

(3) Where a peace officer believes on reasonable and probable grounds that a person is committing, or at any time within the preceding three hours has committed, as a result of the consumption of alcohol, an offence under section 253, the peace officer may, by demand made to that person forthwith or as soon as practicable, require that person to provide then or as soon thereafter as is practicable

(a) such samples of the person's breath as in the opinion of a qualified technician, or

(b) where the peace officer has reasonable and probable grounds to believe that, by reason of any physical condition of the person,

(i) the person may be incapable of providing a sample of his breath, or

(ii) it would be impracticable to obtain a sample of the person's breath,

such samples of the person's blood, under the conditions referred to in subsection (4), as in the opinion of the qualified medical practitioner or qualified technician taking the samples

are necessary to enable proper analysis to be made in order to determine the concentration, if any, of alcohol in the person's blood, and to accompany the peace officer for the purpose of enabling such samples to be taken.

(4) Samples of blood may only be taken from a person pursuant to a demand made by a peace officer under subsection (3) if the samples are taken by or under the direction of a qualified medical practitioner and the qualified medical practitioner is satisfied that the taking of those samples would not endanger the life or health of the person.

(5) Every one commits an offence who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with a demand made to him by a peace officer under this section.

(6) A person who is convicted of an offence committed under subsection (5) for a failure or refusal to comply with a demand made under subsection (2) or paragraph (3)(a) or (b) in respect of any transaction may not be convicted of another offence committed under subsection (5) in respect of the same transaction.

*Clause 3:* New.

## NOTES EXPLICATIVES

*Code criminel*

*Article 1 :* Nouveau.

*Article 2:* (1) Texte du passage visé du paragraphe 254(1) :

**254.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 255 à 258.

(2) Nouveau.

(3) Texte des paragraphes 254(2) à (6) :

(2) L'agent de la paix qui a des raisons de soupçonner la présence d'alcool dans l'organisme de la personne qui conduit un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire, ou aide à conduire un aéronef ou du matériel ferroviaire, ou a la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, que ceux-ci soient en mouvement ou non, peut lui ordonner de lui fournir, immédiatement, l'échantillon d'haleine qu'il estime nécessaire pour l'analyser à l'aide d'un appareil de détection approuvé et de le suivre, si nécessaire, pour permettre de prélever cet échantillon.

(3) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne est en train de commettre, ou a commis au cours des trois heures précédentes, par suite d'absorption d'alcool, une infraction à l'article 253 peut lui ordonner immédiatement ou dès que possible de lui fournir immédiatement ou dès que possible les échantillons suivants :

a) soit les échantillons d'haleine qui de l'avis d'un technicien qualifié sont nécessaires à une analyse convenable pour permettre de déterminer son alcoolémie;

b) soit les échantillons de sang suivant le paragraphe (4), qui, de l'avis d'un technicien ou d'un médecin qualifiés sont nécessaires à l'analyse convenable pour permettre de déterminer son alcoolémie, dans le cas où l'agent de la paix a des motifs raisonnables de croire qu'à cause de l'état physique de cette personne, une de ces conditions se présente :

(i) celle-ci peut être incapable de fournir un échantillon d'haleine,

(ii) le prélèvement d'un échantillon d'haleine ne serait pas facilement réalisable.

Aux fins de prélever les échantillons de sang ou d'haleine, l'agent de la paix peut ordonner à cette personne de le suivre.

(4) Les échantillons de sang ne peuvent être prélevés d'une personne à la suite d'un ordre de l'agent de la paix en vertu du paragraphe (3) que par un médecin qualifié ou sous sa direction et à la condition qu'il soit convaincu que ces prélèvements ne risquent pas de mettre en danger la vie ou la santé de cette personne.

(5) Commet une infraction quiconque, sans excuse raisonnable, fait défaut ou refuse d'obtempérer à un ordre que lui donne un agent de la paix en vertu du présent article.

(6) Une personne déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5), à la suite du refus ou du défaut d'obtempérer à un ordre donné en vertu du paragraphe (2) ou de l'alinéa (3)a) ou b), ne peut être déclarée coupable d'une autre infraction prévue au paragraphe (5) concernant la même affaire.

*Article 3 :* Nouveau.

*Clause 4: (1) Existing text of subsections 255(2) and (3):*

(2) Every one who commits an offence under paragraph 253(a) and thereby causes bodily harm to any other person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

(3) Every one who commits an offence under paragraph 253(a) and thereby causes the death of any other person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

*(2) Relevant portion of subsection 255(4):*

(4) Where a person is convicted of an offence committed under paragraph 253(a) or (b) or subsection 254(5), that person shall, for the purposes of this Act, be deemed to be convicted for a second or subsequent offence, as the case may be, if the person has previously been convicted of

(a) an offence committed under any of those provisions;

*Clause 5: Existing text of subsection 256(5):*

(5) Where a warrant issued pursuant to subsection (1) is executed, the peace officer shall, as soon as practicable thereafter, give a copy or, in the case of a warrant issued by telephone or other means of telecommunication, a facsimile of the warrant to the person from whom the blood samples were taken.

*Clause 6: Existing text of subsection 257(2):*

(2) No qualified medical practitioner by whom or under whose direction a sample of blood is taken from a person pursuant to a demand made under subsection 254(3) or a warrant issued under section 256 and no qualified technician acting under the direction of a qualified medical practitioner incurs any criminal or civil liability for anything necessarily done with reasonable care and skill in the taking of such a sample of blood.

*Clause 7: (1) to (7) Relevant portion of subsection 258(1):*

**258.** (1) In any proceedings under subsection 255(1) in respect of an offence committed under section 253 or in any proceedings under subsection 255(2) or (3),

...

(b) the result of an analysis of a sample of the breath or blood of the accused (other than a sample taken pursuant to a demand made under subsection 254(3)) or of the urine or other bodily substance of the accused may be admitted in evidence notwithstanding that, before the accused gave the sample, he was not warned that he need not give the sample or that the result of the analysis of the sample might be used in evidence;

(c) where samples of the breath of the accused have been taken pursuant to a demand made under subsection 254(3), if

...

(ii) each sample was taken as soon as practicable after the time when the offence was alleged to have been committed and, in the case of the first sample, not later than two hours after that time, with an interval of at least fifteen minutes between the times when the samples were taken,

...

evidence of the results of the analyses so made is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the concentration of alcohol in the blood of the accused at the time when the offence was alleged to have been committed was, where the results of the analyses are the same, the concentration determined by the analyses and, where the results of the analyses are different, the lowest of the concentrations determined by the analyses;

*Article 4 : (1) Texte des paragraphes 255(2) et (3) :*

(2) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253a) et cause ainsi des lésions corporelles à une autre personne est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.

(3) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253a) et cause ainsi la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité.

*(2) Texte du passage visé du paragraphe 255(4) :*

(4) Une personne déclarée coupable d'une infraction prévue aux alinéas 253a) ou b), ou au paragraphe 254(5), est, pour l'application de la présente loi, réputée être déclarée coupable d'une seconde infraction ou d'une infraction subséquente si elle a déjà été déclarée coupable auparavant d'une infraction prévue :

*Article 5 : Texte du paragraphe 256(5) :*

(5) Après l'exécution d'un mandat décerné suivant le paragraphe (1), l'agent de la paix doit aussitôt que possible en donner une copie à la personne qui fait l'objet d'un prélèvement de sang ou, dans le cas d'un mandat décerné par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication, donner un fac-similé du mandat à cette personne.

*Article 6 : Texte du paragraphe 257(2) :*

(2) Il ne peut être intenté aucune procédure civile ou criminelle contre un médecin qualifié qui prélève un échantillon de sang ou le fait prélever à la suite d'un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3) ou d'un mandat décerné en vertu de l'article 256, ou contre un technicien qualifié qui agit sous la direction d'un médecin qualifié pour tout geste nécessaire posé avec des soins et une habileté raisonnables en prélevant l'échantillon.

*Article 7 : (1) à (7) Texte des passages visés du paragraphe 258(1) :*

**258.** (1) Dans des poursuites engagées en vertu du paragraphe 255(1) à l'égard d'une infraction prévue à l'article 253 ou dans des poursuites engagées en vertu des paragraphes 255(2) ou (3) :

[...]

b) le résultat d'une analyse d'un échantillon de l'haleine ou du sang de l'accusé — autre qu'un échantillon prélevé conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3) — ou de l'urine ou d'une autre substance corporelle de l'accusé peut être admis en preuve même si, avant de donner l'échantillon, l'accusé n'a pas été averti qu'il n'était pas tenu de le donner ou que le résultat de l'analyse de l'échantillon pourrait servir en preuve;

c) lorsque des échantillons de l'haleine de l'accusé ont été prélevés conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), la preuve des résultats des analyses fait foi, en l'absence de toute preuve contraire, de l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise, ce taux correspondant aux résultats de ces analyses, lorsqu'ils sont identiques, ou au plus faible d'entre eux s'ils sont différents, si les conditions suivantes sont réunies :

[...]

(ii) chaque échantillon a été prélevé dès qu'il a été matériellement possible de le faire après le moment où l'infraction aurait été commise et, dans le cas du premier échantillon, pas plus de deux heures après ce moment, les autres l'ayant été à des intervalles d'au moins quinze minutes,

[...]



(d) where a sample of the blood of the accused has been taken pursuant to a demand made under subsection 254(3) or otherwise with the consent of the accused or pursuant to a warrant issued under section 256, if

...

(ii) both samples referred to in subparagraph (i) were taken as soon as practicable after the time when the offence was alleged to have been committed and in any event not later than two hours after that time,

...

(v) an analysis was made by an analyst of at least one of the samples that was contained in a sealed approved container,

evidence of the result of the analysis is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the concentration of alcohol in the blood of the accused at the time when the offence was alleged to have been committed was the concentration determined by the analysis or, where more than one sample was analyzed and the results of the analyses are the same, the concentration determined by the analyses and, where the results of the analyses are different, the lowest of the concentrations determined by the analyses;

...

(h) where a sample of the blood of the accused has been taken pursuant to a demand made under subsection 254(3) or otherwise with the consent of the accused or pursuant to a warrant issued under section 256,

(i) a certificate of a qualified medical practitioner stating that

(A) the medical practitioner took the sample and that before the sample was taken he was of the opinion that the taking of blood samples from the accused would not endanger the life or health of the accused and, in the case of a demand made pursuant to a warrant issued pursuant to section 256, that by reason of any physical or mental condition of the accused that resulted from the consumption of alcohol, the accident or any other occurrence related to or resulting from the accident, the accused was unable to consent to the taking of his blood,

...

...

is evidence of the facts alleged in the certificate without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate; and

#### (8) Existing text of subsections 258(2) to (5):

(2) No person is required to give a sample of urine or other bodily substance for analysis for the purposes of this section except breath or blood as required under section 254, and evidence that a person failed or refused to give such a sample or that such a sample was not taken is not admissible nor shall such a failure or refusal or the fact that a sample was not taken be the subject of comment by any person in the proceedings.

(3) In any proceedings under subsection 255(1) in respect of an offence committed under paragraph 253(a) or in any proceedings under subsection 255(2) or (3), evidence that the accused, without reasonable excuse, failed or refused to comply with a demand made to him by a peace officer under section 254 is admissible and the court may draw an inference therefrom adverse to the accused.

(4) A judge of a superior court of criminal jurisdiction or a court of criminal jurisdiction shall, on the summary application of the accused made within six months from the day on which samples of the blood of the accused were taken, order the release of one of the samples for the purpose of an examination or analysis thereof, subject to such terms as appear to be necessary or desirable to ensure the safeguarding of the sample and its preservation for use in any proceedings in respect of which it was retained.

d) lorsqu'un échantillon de sang de l'accusé a été prélevé conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), conformément à un mandat décerné en vertu de l'article 256 ou autrement avec le consentement de l'accusé, la preuve du résultat des analyses ainsi faites fait foi, en l'absence de toute preuve contraire, de l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise, ce taux correspondant aux résultats de ces analyses, lorsqu'ils sont identiques ou au plus faible d'entre eux s'ils sont différents, si les conditions suivantes sont réunies :

[...]

(ii) les échantillons mentionnés au sous-alinéa (i) ont été prélevés le plus tôt possible après le moment de la commission de l'infraction alléguée et dans tous les cas au plus tard deux heures après,

[...]

(v) l'analyse d'un échantillon placé dans un contenant approuvé a été faite;

[...]

h) lorsque les échantillons du sang de l'accusé ont été prélevés conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), conformément à un mandat décerné en vertu de l'article 256 ou autrement avec le consentement de l'accusé, un certificat d'un médecin qualifié ou d'un technicien qualifié fait preuve des faits allégués dans le certificat sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(i) le certificat du médecin qualifié contient :

(A) la mention qu'il a lui-même prélevé les échantillons qu'il était d'avis, avant les prélèvements, que ces derniers ne mettraient pas en danger la vie ou la santé de l'accusé et, qu'il était d'avis, dans le cas d'un ordre donné en vertu d'un mandat délivré en vertu de l'article 256, que l'accusé était incapable de donner un consentement au prélèvement de son sang à cause de son état physique ou psychologique résultant de l'absorption d'alcool, de l'accident ou de tout événement résultant de l'accident ou lié à celui-ci,

#### (8) Texte des paragraphes 258(2) à (5) :

(2) Nul n'est tenu de fournir un échantillon d'urine ou d'une autre substance corporelle pour analyse aux fins du présent article à l'exception des échantillons d'haleine et de sang visés à l'article 254, et la preuve qu'une personne a fait défaut ou refusé de fournir cet échantillon, ou que l'échantillon n'a pas été prélevé, n'est pas admissible; de plus, un tel défaut ou refus ou le fait qu'un échantillon n'a pas été prélevé ne saurait faire l'objet de commentaires par qui que ce soit au cours des procédures.

(3) Dans toutes poursuites engagées en vertu du paragraphe 255(1) à l'égard d'une infraction prévue à l'alinéa 253a) ou en vertu des paragraphes 255(2) ou (3), la preuve que l'accusé, sans excuse raisonnable, a fait défaut ou refusé d'obtempérer à un ordre qui lui a été donné par un agent de la paix en vertu de l'article 254 est admissible et le tribunal peut en tirer une conclusion défavorable à l'accusé.

(4) Un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou d'une cour de juridiction criminelle peut, à la suite d'une demande sommaire de l'accusé présentée dans les six mois du jour du prélèvement, ordonner qu'un spécimen de son sang lui soit remis pour examen ou analyse de celui-ci sous réserve des conditions qui semblent nécessaires ou souhaitables pour assurer la sécurité du spécimen et sa conservation pour son utilisation lors des procédures en vue desquelles il a été prélevé.

(5) Where a sample of blood of an accused has been taken pursuant to a demand made under subsection 254(3) or otherwise with the consent of the accused or pursuant to a warrant issued under section 256, the sample may be tested for the presence of drugs in the blood of the accused.

*Clause 8: New.*

*Aeronautics Act*

*Clause 9: Existing text of section 8.6:*

8.6 Evidence relating to the presence or concentration of alcohol in the blood of a person obtained pursuant to any provision of the *Criminal Code* is admissible in evidence in proceedings taken against a person under this Part, and the provisions of section 258 of the *Criminal Code*, except paragraph 258(1)(a) thereof, apply, with such modifications as the circumstances require, to any such proceedings.

*Customs Act*

*Clause 10: Existing text of subsection 163.5(2):*

(2) A designated officer who is at a customs office and is performing the normal duties of an officer or is acting in accordance with section 99.1 has the powers and obligations of a peace officer under sections 254 and 256 of the *Criminal Code* and may, on demanding samples of a person's blood or breath under subsection 254(3) of that Act, require that the person accompany the officer, or a peace officer referred to in paragraph (c) of the definition "peace officer" in section 2 of that Act, for the purpose of taking the samples.

*Railway Safety Act*

*Clause 11: Existing text of subsection 41(7):*

(7) Evidence relating to the presence or concentration of alcohol in the blood of a person obtained pursuant to any provision of the *Criminal Code* is admissible in evidence in proceedings taken against a person under this Act in respect of a contravention of regulations respecting the use of alcohol, and section 258 of the *Criminal Code* applies, with such modifications as the circumstances require, to any such proceedings.

(5) Un échantillon de sang d'un accusé prélevé conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), conformément à un mandat décerné en vertu de l'article 256 ou autrement avec le consentement de l'accusé, peut être analysé afin de déceler la présence de drogues dans le sang de l'accusé.

*Article 8 : Nouveau.*

*Loi sur l'aéronautique*

*Article 9 : Texte de l'article 8.6 :*

8.6 Les indications d'alcoolémie ou de présence d'alcool dans le sang recueillies sous le régime du *Code criminel* sont admissibles en preuve dans les poursuites intentées au titre de la présente partie. L'article 258 du *Code criminel*, à l'exception de l'alinéa 258(1)a), s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à ces poursuites.

*Loi sur les douanes*

*Article 10 : Texte du paragraphe 163.5(2) :*

(2) L'agent des douanes désigné a, dans le cadre de l'exercice normal de ses attributions à un bureau de douane ou s'il agit en conformité avec l'article 99.1, les pouvoirs et obligations que les articles 254 et 256 du *Code criminel* confèrent à un agent de la paix; il peut, dans le cas où, en vertu du paragraphe 254(3) de cette loi, il ordonne à une personne de fournir des échantillons d'haleine ou de sang pour permettre de déterminer son alcoolémie, lui ordonner, à cette fin, de le suivre ou de suivre un agent de la paix visé à l'alinéa c) de la définition de « agent de la paix » à l'article 2 de la même loi.

*Loi sur la sécurité ferroviaire*

*Article 11 : Texte du paragraphe 41(7) :*

(7) Les résultats des tests d'alcoolémie effectués sous le régime du *Code criminel* sont admissibles en preuve dans les poursuites intentées en application de la présente loi pour violation des règlements concernant la consommation d'alcool. L'article 258 du *Code criminel* s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance.





**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

C-17

C-17

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-17

## PROJET DE LOI C-17

An Act to amend the Contraventions Act and the Controlled  
Drugs and Substances Act and to make consequential  
amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur les contraventions et la Loi  
réglementant certaines drogues et autres substances et  
apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

---

FIRST READING, NOVEMBER 1, 2004

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2004

---



THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

## SUMMARY

The enactment amends the *Contraventions Act* to allow for the designation of certain criminal offences as contraventions and to specify that contraventions may be prosecuted by means of either a summons or ticket unless another Act of Parliament provides otherwise.

The enactment amends the *Controlled Drugs and Substances Act* to create offences with respect to the possession of small amounts of cannabis (marihuana) and the production of cannabis (marihuana).

It also makes consequential amendments to other Acts.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les contraventions* en vue de permettre de qualifier certaines infractions criminelles de contraventions et précise que celles-ci peuvent être poursuivies par voie de sommation ou de procès-verbal à moins qu'une autre loi fédérale ne prévoie autrement.

Il modifie en outre la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* par la création d'infractions visant la possession de petites quantités de cannabis (marihuana) et la production du cannabis (marihuana).

Enfin, il apporte des modifications corrélatives à d'autres lois.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-17**

**PROJET DE LOI C-17**

An Act to amend the Contraventions Act and the Controlled Drugs and Substances Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur les contraventions et la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**CONTRAVENTIONS ACT**

**LOI SUR LES CONTRAVENTIONS**

**1. Paragraphs 4(a) and (b) of the *Contraventions Act* are replaced by the following:**

**1. Les alinéas 4a) et b) de la *Loi sur les contraventions* sont remplacés par ce qui suit :**

(a) to provide a procedure for the prosecution of contraventions that is in addition to the procedures set out in the *Criminal Code*; and

a) l'adoption d'une procédure de poursuite des contraventions qui s'ajoute à la procédure établie par le *Code criminel*;

(b) to alter or abolish the consequences in law of being convicted of an offence, if that offence is designated as a contravention.

b) la modification ou l'abolition des conséquences juridiques de la condamnation pour l'infraction qualifiée de contravention.

**2. Section 5 of the Act is replaced by the following:**

**2. L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**5.** The *Criminal Code* and the *Youth Criminal Justice Act* apply, with any modifications that the circumstances require, to proceedings in respect of contraventions that are commenced under this Act, except to the extent that this Act, the regulations or the rules of court provide otherwise.

**5.** Sauf disposition contraire de la présente loi, de ses règlements et des règles de pratique, le *Code criminel* et la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toutes les contraventions pour lesquelles les procédures sont introduites en application de la présente loi.

**6.** For greater certainty, a contravention may be prosecuted by means of either a summons or ticket unless another Act of Parliament provides that it shall be prosecuted by means of a ticket only.

**6.** Il est entendu que les contraventions peuvent être poursuivies par voie de sommation ou de procès-verbal à moins qu'une autre loi fédérale ne prévoie qu'elles le seront seulement par voie de procès-verbal.

1992, ch. 47

2002, ch. 1,  
art. 168

Application de  
certaines lois

Précision quant  
aux poursuites

**3. Subsection 8(4) of the Act is replaced by the following:**

Maximum fine for contraventions by young persons

(4) An amount established under paragraph (1)(c) in respect of a contravention, other than a contravention relating to parking a vehicle, may not, subject to any other Act of Parliament, be more than one hundred dollars, if the contravention is committed by a young person.

**4. The Act is amended by adding the following after section 64:**

Prohibition on disclosure

**64.1** Every person who has access to the automated criminal conviction records retrieval system maintained by the Royal Canadian Mounted Police, or any other law enforcement information system maintained by an organization that has a law enforcement role, and who knowingly discloses to a foreign government, an international organization or a person who acts in the name of, or on behalf of, such a government or organization information contained in that system respecting an offence referred to in subsection 4(5), (5.1), (5.2) or (5.4) or paragraph 7(3)(a) of the *Controlled Drugs and Substances Act* is guilty of an offence punishable on summary conviction, unless they are required by a court order to disclose the information.

1996, c. 7, s. 37

**5. Subsection 65.1(2) of the Act is replaced by the following:**

Application of provisions of this Act

(2) If the laws of a province apply by virtue of regulations made under subsection (1) in respect of a contravention, or a contravention of a prescribed class, that is alleged to have been committed in, or otherwise within the territorial jurisdiction of the courts of, the province,

(a) the definitions “Attorney General”, “contravention”, “enactment”, “enforcement authority”, “fees”, “Minister”, “prescribed” and “ticket” in section 2, sections 3 to 7, paragraphs 8(1)(a) to (c), (e) and (f), subsections 8(1.1) to (7) and 17(4) and sections 42, 54, 55, 58, 59, 63 to 65, 65.2 and 65.3 apply in respect of the contravention;

(b) the Governor in Council may, by order, make any other provision of this Act apply in respect of the contravention; and

**3. Le paragraphe 8(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Amende maximale : adolescent

(4) Le montant qui peut être fixé à l'égard d'une contravention — autre que celle qui résulte du stationnement illégal d'un véhicule — commise par un adolescent ne peut, sous réserve des autres lois fédérales, excéder cent dollars.

**4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 64, de ce qui suit :**

Interdiction de communication

**64.1** Sauf si la communication est ordonnée par un tribunal, commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, ayant accès au fichier automatisé des relevés de condamnations criminelles géré par la Gendarmerie royale du Canada ou à tout autre système de renseignements relatif au respect des lois et géré par une organisation ayant des fonctions d'application de la loi, communique sciemment à un gouvernement étranger, à une organisation internationale ou à une personne agissant au nom ou pour le compte de l'un ou l'autre des renseignements enregistrés dans le fichier relativement à toute infraction visée aux paragraphes 4(5), (5.1), (5.2) ou (5.4) ou à l'alinéa 7(3)a) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.

1996, ch. 7, art. 37

**5. Le paragraphe 65.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Application des dispositions de la présente loi

(2) En cas d'application, sous le régime de règlements pris dans le cadre du paragraphe (1), du droit d'une province aux contraventions ou contraventions d'une catégorie réglementaire qui auraient été commises sur le territoire de la province ou dans le ressort de ses tribunaux :

a) les définitions de « agent de l'autorité », « contravention », « frais », « ministre », « procès-verbal », « procureur général », « réglementaire » et « texte » à l'article 2, les articles 3 à 7, les alinéas 8(1)a) à c), e) et f), les paragraphes 8(1.1) à (7) et 17(4) et les articles 42, 54, 55, 58, 59, 63 à 65, 65.2 et 65.3 s'appliquent à ces contraventions;

b) le gouverneur en conseil peut, par décret, rendre applicable à ces contraventions toute autre disposition de la présente loi;

(c) the remainder of this Act does not apply in respect of the contravention.

c) le reste de la présente loi ne s'applique pas à ces contraventions.

1996, c. 19

CONTROLLED DRUGS AND SUBSTANCES ACT

LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES

1996, ch. 19

6. (1) The portion of subsection 4(4) of the *Controlled Drugs and Substances Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

6. (1) Le passage du paragraphe 4(4) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Punishment

(4) Subject to subsections (5) to (5.2) and (5.4), every person who contravenes subsection (1), if the subject-matter of the offence is a substance included in Schedule II,

(4) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet, dans le cas de substances inscrites à l'annexe II mais sous réserve des paragraphes (5) à (5.2) et (5.4):

Peine

(2) Subsection 4(5) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 4(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Punishment

(5) Every person who contravenes subsection (1) is, if the subject-matter of the offence is the substance referred to in subitem 1(1) of Schedule II in an amount that is not more than one gram, guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than the amount referred to in item 1 of Schedule VIII.

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet, dans le cas de la substance visée au paragraphe 1(1) de l'annexe II, et ce pourvu que la quantité en cause n'excède pas un gramme, une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, de l'amende maximale prévue à l'article 1 de l'annexe VIII.

Peine : cas particulier

Punishment

(5.1) Every person who contravenes subsection (1) is, if the subject-matter of the offence is the substance referred to in subitem 1(2) of Schedule II in an amount that is not more than fifteen grams, guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than the amount referred to in item 2 of Schedule VIII.

(5.1) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet, dans le cas de la substance visée au paragraphe 1(2) de l'annexe II, et ce pourvu que la quantité en cause n'excède pas quinze grammes, une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, de l'amende maximale prévue à l'article 2 de l'annexe VIII.

Peine : cas particulier

Punishment

(5.2) Every person who contravenes subsection (1) in any of the circumstances set out in subsection (5.3) is, if the subject-matter of the offence is the substance referred to in subitem 1(1) of Schedule II in an amount that is not more than one gram or the substance referred to in subitem 1(2) of Schedule II in an amount that is not more than fifteen grams, guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than the amount referred to in item 3 of Schedule VIII.

(5.2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) dans telle des circonstances décrites au paragraphe (5.3) commet, dans le cas des substances visées aux paragraphes 1(1) ou (2) de l'annexe II, et ce pourvu que la quantité en cause n'excède pas un gramme et quinze grammes respectivement, une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, de l'amende maximale prévue à l'article 3 de l'annexe VIII.

Peine : cas particulier

Circumstances

(5.3) The circumstances referred to in subsection (5.2) are the following:

(5.3) Les circonstances visées au paragraphe (5.2) sont :

Circumstances

(a) the person is in possession of the substance when they operate a motor vehicle or railway equipment within the meaning of

a) la possession pendant que l'intéressé conduit un véhicule à moteur ou du matériel ferroviaire — au sens de l'article 2 du *Code*



section 2 of the *Criminal Code*, or an aircraft or a vessel within the meaning of section 214 of that Act, when they assist in the operation of an aircraft or railway equipment, or when they have the care or control of a motor vehicle, railway equipment, an aircraft or a vessel, whether it is in motion or not;

(b) the person is in possession of the substance when they commit an indictable offence; and

(c) the person is in possession of the substance in or near a school that is attended primarily by persons under the age of eighteen years, or on or near the grounds of such a school.

## Punishment

(5.4) Every person who contravenes subsection (1) is, if the subject-matter of the offence is the substance referred to in subitem 1(2) of Schedule II in an amount that is more than fifteen but not more than thirty grams,

(a) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than one thousand dollars or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both; or

(b) guilty of a contravention under the *Contraventions Act* and liable to a fine of not more than the amount referred to in item 4 of Schedule VIII.

(3) Subsection 4(8) of the Act is replaced by the following:

## Interpretation

(8) For the purposes of subsections (5) to (5.2) and (5.4), the amount of the substance means the entire amount of any mixture or substance, or the whole of any plant, that contains a detectable amount of the substance.

## Contraventions

(9) If the Governor in Council makes regulations under subsection 65.1(1) of the *Contraventions Act* with respect to a province and designates an offence referred to in any of subsections (5) to (5.2) as a contravention under paragraph 8(1)(a) of that Act, that offence shall be prosecuted in that province as a contravention by means of a ticket.

7. (1) Paragraph 7(2)(b) of the Act is repealed.

*criminel* — ou un bateau ou un aéronef — au sens de l'article 214 de cette loi —, ou aide à conduire un aéronef ou du matériel ferroviaire, ou a la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, que ceux-ci soient en mouvement ou non;

b) la possession lors de la perpétration d'un acte criminel;

c) la possession à l'intérieur d'une école principalement fréquentée par des personnes de moins de dix-huit ans, sur le terrain de l'école ou à proximité de l'une ou de l'autre.

(5.4) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet, dans le cas de la substance visée au paragraphe 1(2) de l'annexe II, et ce pourvu que la quantité en cause excède quinze grammes mais n'excède pas trente grammes :

Peine : cas particulier

a) soit une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

b) soit une contravention visée par la *Loi sur les contraventions* et passible de l'amende maximale prévue à l'article 4 de l'annexe VIII.

(3) Le paragraphe 4(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Pour l'application des paragraphes (5) à (5.2) et (5.4), « quantité » s'entend du poids total de tout mélange, substance ou plante dans lequel on peut déceler la présence de la substance en cause.

Interprétation

(9) Dans la province visée par un règlement pris au titre du paragraphe 65.1(1) de la *Loi sur les contraventions*, l'infraction visée à tel des paragraphes (5) à (5.2) et qualifiée de contravention au titre de l'alinéa 8(1)a) de cette loi est poursuivie par voie de procès-verbal.

Contravention

7. (1) L'alinéa 7(2)b) de la même loi est abrogé.

**(2) Section 7 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

(3) Every person who contravenes subsection (1) by producing cannabis (marihuana) from

(a) not more than three plants is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than the amount referred to in item 5 of Schedule VIII;

(b) more than three but not more than twenty-five plants is guilty of an offence and liable,

(i) on conviction on indictment, to imprisonment for a term of not more than five years less a day, or

(ii) on summary conviction, to a fine of not more than twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term of not more than eighteen months, or to both;

(c) more than twenty-five but not more than fifty plants is guilty of an offence and liable, on conviction on indictment, to imprisonment for a term of not more than ten years; or

(d) more than fifty plants is guilty of an offence and liable, on conviction on indictment, to imprisonment for a term of not more than fourteen years.

(4) If the Governor in Council makes regulations under subsection 65.1(1) of the *Contraventions Act* with respect to a province and designates the offence referred to in paragraph (3)(a) as a contravention under paragraph 8(1)(a) of that Act, that offence shall be prosecuted in that province as a contravention by means of a ticket.

**8. (1) Subparagraph 10(2)(a)(iii) of the Act is replaced by the following:**

(iii) trafficked in a substance included in Schedule I, II, III or IV, or possessed such a substance for the purpose of trafficking, in or near a school that is attended primarily by persons under the age of eighteen years, on or near the grounds of such a school, or in or near any public place usually frequented by such persons, or

**(2) L'article 7 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) en produisant du cannabis (marihuana) à partir :

a) d'au plus trois plants commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, de l'amende maximale prévue à l'article 5 de l'annexe VIII;

b) de plus de trois mais d'au plus vingt-cinq plants commet :

(i) soit un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans moins un jour,

(ii) soit une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines;

c) de plus de vingt-cinq mais d'au plus cinquante plants commet un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

d) de plus de cinquante plants commet un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans.

(4) Dans la province visée par un règlement pris au titre du paragraphe 65.1(1) de la *Loi sur les contraventions*, l'infraction visée à l'alinéa (3)a) et qualifiée de contravention au titre de l'alinéa 8(1)a) de cette loi est poursuivie par voie de procès-verbal.

**8. (1) Le sous-alinéa 10(2)a)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(iii) soit a fait le trafic d'une substance inscrite aux annexes I, II, III ou IV — ou l'a eue en sa possession en vue d'en faire le trafic — à l'intérieur d'une école principalement fréquentée par des personnes de moins de dix-huit ans, sur le terrain de l'école ou à proximité de l'une ou de

1999, c. 5,  
s. 49(2)

**(2) Subsection 10(3) of the Act is replaced by the following:**

Factors to take  
into  
consideration

(2.1) The court imposing a sentence on a person who is convicted of an offence under any of paragraphs 7(3)(b) to (d) shall also consider whether the following factors exist:

- (a) the person used real property that belongs to a third party to commit the offence;
- (b) the production constituted a potential security, health or safety hazard to children 10 who were in the location where the offence was committed or in the immediate area;
- (c) the production constituted a potential public safety hazard in a residential area; and
- (d) the person set or placed a trap, device or 15 other thing that is likely to cause death or bodily harm to another person in the location where the offence was committed or in the immediate area or, if they occupied or were in possession of the location where the offence 20 was committed or the immediate area, permitted such a trap, device or other thing to remain in that location or area.

Reasons

(3) If the court is satisfied of the existence of one or more of the factors enumerated in 25 paragraphs (2)(a) to (c) and (2.1)(a) to (d), but decides not to impose a custodial sentence, the court shall give reasons for that decision.

**9. Section 60 of the Act is replaced by the following:**

Schedules

60. The Governor in Council may, by order, amend any of the Schedules by adding to them or deleting from them any item or portion of an item, if the Governor in Council deems the amendment to be necessary in the public 35 interest.

SOR/97-230

**10. Schedule VIII to the Act is replaced by the Schedule VIII set out in the schedule to this Act.**

l'autre ou dans tout lieu public normale-  
ment fréquenté par de telles personnes ou à  
proximité,

**(2) Le paragraphe 10(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 5,  
par. 49(2)

5

Circonstances à  
prendre en  
considération

(2.1) S'agissant d'une infraction visée à tel des alinéas 7(3)b) à d), il est tenu en outre de considérer l'existence des circonstances suivantes :

- a) utilisation par l'intéressé de biens immeu- 10 bles appartenant à autrui pour commettre l'infraction;
- b) risque, du fait de la production, d'atteinte à la santé ou à la sécurité des enfants présents dans le lieu où l'infraction est commise ou à 15 proximité;
- c) risque, du fait de la production, d'atteinte à la sécurité publique dans un secteur résidentiel;
- d) mise par l'intéressé, dans le lieu où 20 l'infraction est commise ou à proximité, de trappes, d'appareils ou d'autres choses susceptibles de causer la mort ou des lésions corporelles à autrui ou, s'il occupe ce lieu ou un autre lieu à proximité, ou est en possession 25 de l'un ou de l'autre, le fait de permettre qu'une telle chose y demeure.

(3) Il est tenu de motiver sa décision s'il décide de ne pas imposer de peine privative de liberté bien qu'il soit convaincu de l'existence 30 d'une ou de plusieurs des circonstances mentionnées aux alinéas (2)a) à c) ou (2.1)a) à d).

Motifs du  
tribunal

**9. L'article 60 de la même loi est remplacé 30 par ce qui suit :**

60. Le gouverneur en conseil peut, par 35 Pouvoir décret, modifier l'une ou l'autre des annexes pour y ajouter ou en supprimer tout ou partie d'un article si cela lui paraît nécessaire dans l'intérêt public.

**10. L'annexe VIII de la même loi est 40 DORS/97-230 remplacée par celle figurant à l'annexe de la présente loi.**



CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

2003, c. 8, s. 4

**11. Paragraph 109(1)(c) of the *Criminal Code* is replaced by the following:**

(c) an offence under any of sections 5 to 7 of the *Controlled Drugs and Substances Act*, other than an offence referred to in paragraph 7(3)(a) of that Act, or

2001, c. 32, s. 4

**12. Subparagraph (d)(iii) of the definition “offence” in section 183 of the Act is replaced by the following:**

(iii) section 7 (production), other than paragraph 7(3)(a),

2001, c. 41, s. 133(15)

**13. (1) Paragraph 515(4.1)(c) of the Act is replaced by the following:**

(c) an offence under any of sections 5 to 7 of the *Controlled Drugs and Substances Act*, other than an offence referred to in paragraph 7(3)(a) of that Act,

**11. L’alinéa 109(1)c) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :**

c) d’une infraction à l’un des articles 5 à 7 — à l’exclusion de l’infraction visée à l’alinéa 7(3)a) — de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

2003, ch. 8, art. 4

**12. Le sous-alinéa d)(iii) de la définition de « infraction », à l’article 183 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

(iii) l’article 7 (production), à l’exclusion de l’alinéa 7(3)a);

2001, ch. 32, art. 4

**13. (1) Le paragraphe 515(4.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(4.1) Lorsqu’il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d’une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre autrui, d’une infraction de terrorisme, de l’infraction visée à l’article 264 (harcèlement criminel) ou 423.1 (intimidation d’une personne associée au système judiciaire), 20 d’une infraction à l’un des articles 5 à 7 — à l’exclusion de l’infraction visée à l’alinéa 7(3)a) — de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, d’une infraction relative à une arme à feu, une arbalète, une arme prohibée, 25 une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions, des munitions prohibées ou des substances explosives, d’une infraction visée au paragraphe 20(1) de la *Loi sur la protection de l’information*, ou d’une infraction visée aux paragraphes 21(1) ou 22(1) ou à l’article 23 de cette loi commise à l’égard d’une infraction visée au paragraphe 20(1) de cette loi, le juge de paix doit, s’il en arrive à la conclusion qu’il est souhaitable de le faire pour la sécurité du prévenu, de la victime ou de toute autre 35 personne, assortir l’ordonnance d’une condition lui interdisant, jusqu’à ce qu’il soit jugé conformément à la loi, d’avoir en sa possession de tels objets ou l’un ou plusieurs de ceux-ci. 40

2001, ch. 41, par. 133(15)

Condition supplémentaire

1999, c. 5, s. 21

**(2) Paragraph 515(6)(d) of the Act is replaced by the following:**

**(2) L’alinéa 515(6)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 5, art. 21

(d) with an offence punishable by imprisonment for life under any of sections 5 to 7 of the *Controlled Drugs and Substances Act*, or the offence of conspiring to commit such an offence,

d) soit d'une infraction à l'un des articles 5 à 7 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* qui est passible de l'emprisonnement à perpétuité ou d'avoir comploté en vue de commettre une telle infraction,

1995, c. 39

## FIREARMS ACT

## LOI SUR LES ARMES À FEU

1995, ch. 39

2003, c. 8, s. 10

**14. Subparagraph 5(2)(a)(iv) of the *Firearms Act* is replaced by the following:**

**14. Le sous-alinéa 5(2)a(iv) de la *Loi sur les armes à feu* est remplacé par ce qui suit :**

2003, ch. 8, art. 10

(iv) an offence under any of sections 5 to 7 of the *Controlled Drugs and Substances Act*, other than an offence referred to in paragraph 7(3)(a) of that Act;

(iv) une infraction à l'un des articles 5 à 7 — à l'exclusion de l'infraction visée à 10 l'alinéa 7(3)a) — de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

R.S., c. N-5

## NATIONAL DEFENCE ACT

## LOI SUR LA DÉFENSE NATIONALE

L.R., ch. N-5

1996, c. 19, s. 83.1

**15. Paragraph 147.1(1)(c) of the *National Defence Act* is replaced by the following:**

**15. L'alinéa 147.1(1)c) de la *Loi sur la défense nationale* est remplacé par ce qui suit :**

1996, ch. 19, art. 83.1

(c) relating to the contravention of any of sections 5 to 7 of the *Controlled Drugs and Substances Act*, other than an offence referred to in paragraph 7(3)(a) of that Act, or

c) d'une infraction à l'un des articles 5 à 7 — à l'exclusion de l'infraction visée à l'alinéa 7(3)a) — de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

1998, c. 35, s. 40

**16. Subparagraph (a)(ii) of the definition "designated offence" in section 153 of the Act is replaced by the following:**

**16. Le sous-alinéa a)(ii) de la définition de 20 « infraction désignée », à l'article 153 de la 20 même loi, est remplacé par ce qui suit :**

1998, ch. 35, art. 40

(ii) punishable by imprisonment for life under any of sections 5 to 7 of the *Controlled Drugs and Substances Act*, or

(ii) soit punie de l'emprisonnement à perpétuité aux termes de l'un des articles 5 à 7 de la *Loi réglementant certaines 25 drogues et autres substances*,

2002, c. 1

## YOUTH CRIMINAL JUSTICE ACT

## LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS

2002, ch. 1

**17. Paragraph 4(c) of the schedule to the *Youth Criminal Justice Act* is replaced by the following:**

**17. L'alinéa 4c) de l'annexe de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* est remplacé par ce qui suit :**

(c) section 7 (production), other than paragraph 7(3)(a).

c) article 7 (production), à l'exclusion de 30 l'alinéa 7(3)a).

## COORDINATING AMENDMENTS

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

2003, c. 8

**18. If subsection 13(1) of this Act comes into force before the coming into force of 30 section 8 of *An Act to amend the Criminal Code (firearms) and the Firearms Act* (the "other Act"), then, on the coming into force of that subsection 13(1), paragraph**

**18. Si l'entrée en vigueur du paragraphe 13(1) de la présente loi est antérieure à celle de l'article 8 de la *Loi modifiant le Code criminel (armes à feu) et la Loi sur les armes à 35 feu* (appelée « autre loi » au présent article), à l'entrée en vigueur de ce paragraphe 13(1),**

2003, ch. 8

515(4.1)(c) of the *Criminal Code*, as enacted by section 8 of the other Act, is replaced by the following:

(c) an offence under any of sections 5 to 7 of the *Controlled Drugs and Substances Act*, other than an offence referred to in paragraph 7(3)(a) of that Act,

le paragraphe 515(4.1) du *Code criminel*, dans sa version édictée par l'article 8 de l'autre loi, est remplacé par ce qui suit :

(4.1) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre autrui, d'une infraction de terrorisme, de l'infraction visée à l'article 264 (harcèlement criminel) ou 423.1 (intimidation d'une personne associée au système judiciaire), 10 d'une infraction à l'un des articles 5 à 7 — à l'exclusion de l'infraction visée à l'alinéa 7(3)a) — de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, d'une infraction relative à une arme à feu, une arbalète, une arme prohibée, 15 une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions, des munitions prohibées ou des substances explosives, d'une infraction visée au paragraphe 20(1) de la *Loi sur la protection de l'information*, ou d'une infraction 20 visée aux paragraphes 21(1) ou 22(1) ou à l'article 23 de cette loi commise à l'égard d'une infraction visée au paragraphe 20(1) de cette loi, le juge de paix doit, s'il en arrive à la conclusion qu'il est souhaitable de le faire pour la sécurité 25 du prévenu, de la victime ou de toute autre personne, assortir l'ordonnance d'une condition lui interdisant, jusqu'à ce qu'il soit jugé conformément à la loi, d'avoir en sa possession de tels objets ou l'un ou plusieurs de ceux-ci. 30

Condition  
supplémentaire

19. If section 12 of this Act comes into force before the coming into force of any provision of the definition “offence” in section 183 of the *Criminal Code*, as enacted by section 108 of the *Public Safety Act, 2002* (the “other Act”), then, on the coming into force of that section 12, subparagraph (d)(iii) of the definition “offence” in section 183 of the *Criminal Code*, as enacted by section 108 of the other Act, is replaced by the following:

(iii) section 7 (production), other than paragraph 7(3)(a),

19. Si l'entrée en vigueur de l'article 12 de la présente loi est antérieure à celle de toute disposition de la définition de « infraction » à l'article 183 du *Code criminel*, dans sa version édictée par l'article 108 de la *Loi de 2002 sur la sécurité publique* (appelée « autre loi » au présent article), à l'entrée en vigueur de cet article 12, le sous-alinéa d)(iii) de la définition de « infraction » à l'article 183 du *Code criminel*, dans sa version édictée par l'article 108 de l'autre loi, est remplacé par ce qui suit :

(iii) l'article 7 (production), à l'exclusion de l'alinéa 7(3)a);



## REVIEW

## EXAMEN

Review

20. (1) Within three years after this section comes into force, the Minister of Justice shall appoint one or more persons to carry out a comprehensive review of the provisions and operation of this Act.

20. (1) Dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur du présent article, le ministre de la Justice nomme une ou plusieurs personnes chargées de procéder à un examen complet 5 des dispositions et de l'application de la 5 présente loi.

Examen

Report

(2) The review shall be completed and a report of the review submitted to the Minister within one year after the appointment referred to in subsection (1).

(2) L'examen doit être terminé et avoir fait l'objet d'un rapport présenté au ministre dans l'année suivant la date de la nomination prévue au paragraphe (1). 10

Rapport

Tabling of report

(3) The Minister shall have a copy of the report laid before each House of Parliament on any of the first 30 days on which that House is sitting after the Minister receives the report. 10

(3) Le ministre fait déposer une copie du rapport devant chaque chambre du Parlement dans les trente premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Dépôt du rapport

## COMING INTO FORCE

## ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

21. The provisions of this Act, other than 15 sections 18 and 19, and the provisions of any Act that are enacted by this Act, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

21. Exception faite des articles 18 et 19, les 15 dispositions de la présente loi ou celles de toute autre loi édictées par elle entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Décret

**SCHEDULE**  
**(Section 10)**

**SCHEDULE VIII**  
**(Sections 4, 7 and 60)**

1. \$300 or, in the case of a young person, \$200
2. \$150 or, in the case of a young person, \$100
3. \$400 or, in the case of a young person, \$250
4. \$300 or, in the case of a young person, \$200
5. \$500 or, in the case of a young person, \$250

In this Schedule, “young person” means a person who, at the time the offence is committed, is or, in the absence of evidence to the contrary, appears to be twelve years of age or more but under eighteen years of age.

**ANNEXE**  
**(article 10)**

**ANNEXE VIII**  
**(articles 4, 7 et 60)**

1. 300 \$ et, dans le cas d'un adolescent, 200 \$
2. 150 \$ et, dans le cas d'un adolescent, 100 \$
3. 400 \$ et, dans le cas d'un adolescent, 250 \$
4. 300 \$ et, dans le cas d'un adolescent, 200 \$
5. 500 \$ et, dans le cas d'un adolescent, 250 \$

À la présente annexe, « adolescent » s'entend de toute personne qui, au moment de la perpétration de l'infraction, est âgée d'au moins douze ans et n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans ou qui, sauf preuve contraire, paraît avoir un âge compris entre ces limites.





## EXPLANATORY NOTES

*Contraventions Act**Clause 1: Existing text of section 4:*

## 4. The purposes of this Act are

(a) to provide a procedure for the prosecution of contraventions that reflects the distinction between criminal offences and regulatory offences and that is in addition to the procedures set out in the *Criminal Code* for the prosecution of contraventions and other offences; and

(b) to alter or abolish the consequences in law of being convicted of a contravention, in light of that distinction.

*Clause 2: Existing text of section 5:*

5. The provisions of the *Criminal Code* relating to summary conviction offences and the provisions of the *Youth Criminal Justice Act* apply to proceedings in respect of contraventions that are commenced under this Act, except to the extent that this Act, the regulations or the rules of court provide otherwise.

*Clause 3: Existing text of subsection 8(4):*

(4) An amount established under paragraph (1)(c) in respect of a contravention, other than a contravention relating to parking a vehicle, may not exceed one hundred dollars, if the contravention is committed by a young person.

*Clause 4: New.**Clause 5: Existing text of subsection 65.1(2):*

(2) Where the laws of a province apply by virtue of regulations made under subsection (1) in respect of a contravention or a contravention of a prescribed class, that is alleged to have been committed in or otherwise within the territorial jurisdiction of the courts of the province, the definitions “Attorney General”, “contravention”, “enactment”, “enforcement authority”, “fees”, “Minister”, “prescribed” and “ticket” in section 2, sections 3, 4, 5 and 7, paragraphs 8(1)(a), (b), (c), (e) and (f), subsections 8(1.1) to (7) and 17(4) and sections 42, 54, 55, 58, 59, 63, 64, 65, 65.2 and 65.3 apply, and the remainder of this Act does not apply, in respect of the contravention.

*Controlled Drugs and Substances Act**Clause 6: (1) Relevant portion of subsection 4(4):*

(4) Subject to subsection (5), every person who contravenes subsection (1) where the subject-matter of the offence is a substance included in Schedule II

*(2) Existing text of subsection 4(5):*

(5) Every person who contravenes subsection (1) where the subject-matter of the offence is a substance included in Schedule II in an amount that does not exceed the amount set out for that substance in Schedule VIII is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding one thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

*(3) Existing text of subsection 4(8):*

## NOTES EXPLICATIVES

*Loi sur les contraventions**Article 1 : Texte du passage visé de l'article 4 :*

## 4. La présente loi a pour objet :

a) l'adoption d'une procédure de poursuite des contraventions qui tient compte de la distinction existant entre les infractions criminelles et les manquements aux lois ou règlements et qui s'ajoute à la procédure établie par le *Code criminel* pour la poursuite des contraventions et d'autres infractions;

b) la modification ou l'abolition, à la lumière de cette distinction, des conséquences juridiques d'une condamnation pour contravention.

*Article 2 : Texte de l'article 5 :*

5. Sauf disposition contraire de la présente loi, de ses règlements et des règles de pratique, les dispositions du *Code criminel* relatives aux infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et celles de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* s'appliquent à toutes les contraventions pour lesquelles les procédures sont introduites en application de la présente loi.

*Article 3 : Texte du paragraphe 8(4) :*

(4) Le montant qui peut être fixé à l'égard d'une contravention — autre que celle qui résulte du stationnement illégal d'un véhicule — commise par un adolescent ne peut excéder cent dollars.

*Article 4 : Nouveau.**Article 5 : Texte du paragraphe 65.1(2) :*

(2) En cas d'application, sous le régime de règlements pris dans le cadre du paragraphe (1), du droit d'une province aux contraventions ou contraventions d'une catégorie réglementaire qui auraient été commises sur le territoire, ou dans le ressort des tribunaux, de la province, les définitions de « agent de l'autorité », « contravention », « frais », « ministre », « procès-verbal », « procureur général », « réglementaire » et « texte » à l'article 2, les articles 3, 4, 5 et 7, les alinéas 8(1)a), b), c), e) et f), les paragraphes 8(1.1) à (7) et 17(4) et les articles 42, 54, 55, 58, 59, 63, 64, 65, 65.2 et 65.3 s'appliquent, mais le reste de la présente loi ne s'applique pas à ces contraventions.

*Loi réglementant certaines drogues et autres substances**Article 6 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 4(4) :*

(4) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet, dans le cas de substances inscrites à l'annexe II mais sous réserve du paragraphe (5) :

*(2) Texte du paragraphe 4(5) :*

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet, dans le cas de substances inscrites à la fois à l'annexe II et à l'annexe VIII, et ce pourvu que la quantité en cause n'excède pas celle mentionnée à cette dernière annexe, une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

*(3) Texte du paragraphe 4(8) :*

(8) For the purposes of subsection (5) and Schedule VIII, the amount of the substance means the entire amount of any mixture or substance, or the whole of any plant, that contains a detectable amount of the substance.

*Clause 7: (1) Relevant portion of subsection 7(2):*

(2) Every person who contravenes subsection (1)

...

(b) where the subject-matter of the offence is cannabis (marihuana), is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding seven years;

(2) New.

*Clause 8: (1) Relevant portion of subsection 10(2):*

(2) If a person is convicted of a designated substance offence, the court imposing sentence on the person shall consider any relevant aggravating factors including that the person

(a) in relation to the commission of the offence,

...

(iii) trafficked in a substance included in Schedule I, II, III or IV or possessed such a substance for the purpose of trafficking, in or near a school, on or near school grounds or in or near any other public place usually frequented by persons under the age of eighteen years, or

(2) Existing text of subsection 10(3):

(3) If, under subsection (1), the court is satisfied of the existence of one or more of the aggravating factors enumerated in paragraphs (2)(a) to (c), but decides not to sentence the person to imprisonment, the court shall give reasons for that decision.

*Clause 9: Existing text of section 60:*

60. The Governor in Council may, by order, amend any of Schedules I to VIII by adding to them or deleting from them any item or portion of an item, where the Governor in Council deems the amendment to be necessary in the public interest.

*Criminal Code*

*Clause 11: Relevant portion of subsection 109(1):*

109. (1) Where a person is convicted, or discharged under section 730, of

...

(c) an offence relating to the contravention of subsection 5(3) or (4), 6(3) or 7(2) of the *Controlled Drugs and Substances Act*, or

...

the court that sentences the person or directs that the person be discharged, as the case may be, shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence or any other condition prescribed in the order of discharge, make an order prohibiting the person from possessing any firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition and explosive substance during the period specified in the order as determined in accordance with subsection (2) or (3), as the case may be.

*Clause 12: Relevant portion of the definition:*

(8) Pour l'application du paragraphe (5) et de l'annexe VIII, « quantité » s'entend du poids total de tout mélange, substance ou plante dans lequel on peut déceler la présence de la substance en cause.

*Article 7 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 7(2):*

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet :

[...]

b) dans le cas du cannabis (marihuana), un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de sept ans;

(2) Nouveau.

*Article 8 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 10(2):*

(2) Le tribunal qui détermine la peine à infliger à une personne reconnue coupable d'une infraction désignée est tenu de considérer toute circonstance aggravante pertinente, notamment le fait que cette personne, selon le cas :

a) relativement à la perpétration de cette infraction :

[...]

(iii) soit a fait le trafic d'une substance inscrite aux annexes I, II, III ou IV — ou l'a eue en sa possession en vue d'en faire le trafic — à l'intérieur d'une école, sur le terrain d'une école ou près de ce terrain ou dans tout autre lieu public normalement fréquenté par des personnes de moins de dix-huit ans ou près d'un tel lieu,

(2) Texte du paragraphe 10(3):

(3) Le tribunal qui décide de n'imposer aucune peine d'emprisonnement à la personne visée au paragraphe (1), bien qu'il soit convaincu de l'existence d'une ou de plusieurs des circonstances aggravantes mentionnées aux alinéas (2)a) à c), est tenu de motiver sa décision.

*Article 9: Texte de l'article 60 :*

60. Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'une ou l'autre des annexes I à VIII pour y ajouter ou en supprimer tout ou partie d'un article dont l'adjonction ou la suppression lui paraît nécessaire dans l'intérêt public.

*Code criminel*

*Article 11: Texte du passage visé du paragraphe 109(1):*

109. (1) Le tribunal doit, en plus de toute autre peine qu'il lui inflige ou de toute autre condition qu'il lui impose dans l'ordonnance d'absolution, rendre une ordonnance interdisant au contrevenant d'avoir en sa possession des armes à feu, arbalètes, armes prohibées, armes à autorisation restreinte, dispositifs prohibés, munitions, munitions prohibées et substances explosives pour la période fixée en application des paragraphes (2) ou (3), lorsqu'il le déclare coupable ou l'absout en vertu de l'article 730, selon le cas :

[...]

c) d'une infraction relative à la contravention des paragraphes 5(1) ou (2), 6(1) ou (2) ou 7(1) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

*Article 12: Texte du passage visé de la définition :*



“offence” means an offence contrary to, any conspiracy or attempt to commit or being an accessory after the fact in relation to an offence contrary to, or any counselling in relation to an offence contrary to

...  
(d) any of the following provisions of the *Controlled Drugs and Substances Act*, namely,

...  
(iii) section 7 (production),

*Clause 13: (1) Relevant portion of subsection 515(4.1):*

(4.1) When making an order under subsection (2), in the case of an accused who is charged with

...  
(c) an offence relating to the contravention of subsection 5(3) or (4), 6(3) or 7(2) of the *Controlled Drugs and Substances Act*,

...  
the justice shall add to the order a condition prohibiting the accused from possessing a firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive substance, or all those things, until the accused is dealt with according to law unless the justice considers that such a condition is not required in the interests of the safety of the accused or the safety and security of a victim of the offence or of any other person.

*(2) Relevant portion of subsection 515(6):*

(6) Notwithstanding any provision of this section, where an accused is charged

...  
(d) with having committed an offence punishable by imprisonment for life under subsection 5(3), 6(3) or 7(2) of the *Controlled Drugs and Substances Act* or the offence of conspiring to commit such an offence,

the justice shall order that the accused be detained in custody until he is dealt with according to law, unless the accused, having been given a reasonable opportunity to do so, shows cause why his detention in custody is not justified, but where the justice orders that the accused be released, he shall include in the record a statement of his reasons for making the order.

*Firearms Act*

*Clause 14: Relevant portion of subsection 5(2):*

(2) In determining whether a person is eligible to hold a licence under subsection (1), a chief firearms officer or, on a reference under section 74, a provincial court judge shall have regard to whether the person, within the previous five years,

(a) has been convicted or discharged under section 730 of the *Criminal Code* of

...  
(iv) an offence relating to the contravention of subsection 5(1) or (2), 6(1) or (2) or 7(1) of the *Controlled Drugs and Substances Act*;

*National Defence Act*

*Clause 15: Relevant portion of subsection 147.1(1):*

«infraction» Infraction, complot ou tentative de commettre une infraction, complicité après le fait ou le fait de conseiller à une autre personne de commettre une infraction en ce qui concerne :

[...]

d) l'une des dispositions suivantes de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* :

[...]

(iii) l'article 7 (production);

*Article 13: (1) Texte du paragraphe 515(4.1):*

(4.1) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre autrui, d'une infraction de terrorisme, de l'infraction visée à l'article 264 (harcèlement criminel) ou 423.1 (intimidation d'une personne associée au système judiciaire), d'une infraction aux paragraphes 5(3) ou (4), 6(3) ou 7(2) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, d'une infraction relative à une arme à feu, une arbalète, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions, des munitions prohibées ou des substances explosives, d'une infraction visée au paragraphe 20(1) de la *Loi sur la protection de l'information*, ou d'une infraction visée aux paragraphes 21(1) ou 22(1) ou à l'article 23 de cette loi commise à l'égard d'une infraction visée au paragraphe 20(1) de cette loi, le juge de paix doit, s'il en arrive à la conclusion qu'il est souhaitable de le faire pour la sécurité du prévenu, de la victime ou de toute autre personne, assortir l'ordonnance d'une condition lui interdisant, jusqu'à ce qu'il soit jugé conformément à la loi, d'avoir en sa possession de tels objets ou l'un ou plusieurs de ceux-ci.

*(2) Texte du passage visé du paragraphe 515(6):*

(6) Nonobstant toute autre disposition du présent article, le juge de paix ordonne la détention sous garde du prévenu inculpé :

[...]

d) soit d'une infraction — passible de l'emprisonnement à perpétuité — aux paragraphes 5(3), 6(3) ou 7(2) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* ou d'avoir comploté en vue de commettre une telle infraction,

jusqu'à ce qu'il soit traité selon la loi à moins que celui-ci, ayant eu la possibilité de le faire, ne fasse valoir l'absence de fondement de cette mesure; si le juge de paix ordonne la mise en liberté du prévenu, il porte au dossier les motifs de sa décision.

*Loi sur les armes à feu*

*Article 14: Texte du passage visé du paragraphe 5(2):*

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le contrôleur des armes à feu ou, dans le cas d'un renvoi prévu à l'article 74, le juge de la cour provinciale tient compte, pour les cinq ans précédant la date de la demande, des éléments suivants :

a) le demandeur a été déclaré coupable ou absous en application de l'article 730 du *Code criminel* d'une des infractions suivantes :

[...]

(iv) une infraction relative à la contravention des paragraphes 5(1) ou (2), 6(1) ou (2) ou 7(1) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

*Loi sur la défense nationale*

*Article 15: Texte du passage visé du paragraphe 147.1(1):*



**147.1** (1) Where a person is convicted by a court martial of an offence

...

(c) relating to the contravention of subsection 5(3) or (4), 6(3) or 7(2) of the *Controlled Drugs and Substances Act*, or

...

the court martial shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, consider whether it is desirable, in the interests of the safety of the person or of any other person, to make an order prohibiting the person from possessing any firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive substance, or all such things, and where the court martial decides that it is so desirable, the court martial shall so order.

*Clause 16: Relevant portion of the definition:*

“designated offence” means

(a) an offence that is punishable under section 130 that is

...

(ii) contrary to subsection 5(3), 6(3) or 7(2) of the *Controlled Drugs and Substances Act* and punishable by imprisonment for life, or

#### *Youth Criminal Justice Act*

*Clause 17: Relevant portion of section 4 of the schedule:*

**4.** An offence under any of the following provisions of the *Controlled Drugs and Substances Act*:

...

(c) section 7 (production of substance).

**147.1** (1) La cour martiale doit, si elle en arrive à la conclusion qu’il est souhaitable pour la sécurité du contrevenant ou pour celle d’autrui de le faire, en plus de toute autre peine qu’elle lui inflige, rendre une ordonnance interdisant au contrevenant d’avoir en sa possession des armes à feu, arbalètes, armes prohibées, armes à autorisation restreinte, dispositifs prohibés, munitions, munitions prohibées et substances explosives, ou l’un ou plusieurs de ces objets, lorsqu’elle le déclare coupable, selon le cas :

[...]

c) d’une infraction aux paragraphes 5(3) ou (4), 6(3) ou 7(2) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

*Article 16: Texte du passage visé de la définition :*

« infraction désignée »

a) Toute infraction punissable aux termes de l’article 130 :

[...]

(ii) soit punie de l’emprisonnement à perpétuité aux termes des paragraphes 5(3), 6(3) ou 7(2) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*,

#### *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*

*Article 17: Texte du passage visé de l’article 4 de l’annexe :*

**4.** Une infraction prévue par l’une des dispositions suivantes de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* :

[...]

c) article 7 (production).



**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**C-18**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**C-18**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-18**

## **PROJET DE LOI C-18**

An Act to amend the Telefilm Canada Act and another Act

Loi modifiant la Loi sur Téléfilm Canada et une autre loi en  
conséquence

---

FIRST READING, NOVEMBER 1, 2004

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2004

---



THE MINISTER OF CANADIAN HERITAGE

LA MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to amend the Telefilm Canada Act and another Act*".

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi sur Téléfilm Canada et une autre loi en conséquence* ».

## SUMMARY

This enactment provides Telefilm Canada with a mandate to act in audio-visual industries including film, television and new media. It also provides the Corporation with the authority to act in the sound recording industry under agreements made with the Department of Canadian Heritage. The enactment also grants Telefilm Canada, for the purpose of carrying out its mandate, the powers of a natural person. Everything done by the Corporation before the coming into force of this enactment is deemed to be valid to the same extent as it would have been were it done after this enactment comes into force.

## SOMMAIRE

Le texte confie à la société Téléfilm Canada la mission d'agir à l'égard de l'industrie audiovisuelle, composée notamment des industries du film, de la télévision et des nouveaux médias. Il l'autorise à agir à l'égard de l'industrie de l'enregistrement sonore aux termes d'accords conclus avec le ministère du Patrimoine canadien. En outre, la société est dotée de la capacité d'une personne physique et les actes posés avant l'entrée en vigueur du texte sont validés comme s'ils avaient été posés après cette entrée en vigueur.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-18

## PROJET DE LOI C-18

An Act to amend the Telefilm Canada Act and  
another Act

Loi modifiant la Loi sur Téléfilm Canada et une  
autre loi en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### TELEFILM CANADA ACT

### LOI SUR TÉLÉFILM CANADA

L.R., ch. C-16;  
2002, ch. 17,  
art. 6

1. The definitions “Canadian feature film”  
and “Canadian feature film production”,  
“film activity”, “film-maker”, “film produc-  
tion” and “film technician” in section 2 of the  
*Telefilm Canada Act* are repealed.

1. Les définitions de «activité cinémato-  
graphique», «cinéaste», «long métrage ca-  
nadien», «production d'un film» et  
«technicien de cinéma», à l'article 2 de la  
*Loi sur Téléfilm Canada*, sont abrogées.

2. Section 5 of the Act is replaced by the  
following:

2. L'article 5 de la même loi est remplacé  
10 par ce qui suit: 10

5. No person who has, directly or indirectly  
and individually or as a shareholder, partner or  
otherwise, any pecuniary interest in the audio-  
visual industry is eligible to be appointed or to  
hold office as a member of the Corporation.

5. La charge de membre de la Société est  
incompatible avec le fait de détenir, directement  
ou indirectement, individuellement ou en qualité  
d'actionnaire ou d'associé ou à quelque autre  
titre, un intérêt pécuniaire dans l'industrie  
audiovisuelle. 15

Admissibilité

3. The heading before section 10 of the  
English version of the Act is replaced by the  
following:

3. L'intertitre précédant l'article 10 de la  
version anglaise de la même loi est remplacé  
par ce qui suit :

### MANDATE AND POWERS

### MANDATE AND POWERS

4. Section 10 of the Act is replaced by the  
following:

4. L'article 10 de la même loi est remplacé 20  
20 par ce qui suit: 20 1994, ch. 25,  
art. 1

10. (1) The mandate of the Corporation is to  
foster and promote the development of the  
audio-visual industry in Canada and to act in  
connection with agreements entered into under  
subsection (8).

10. (1) La Société a pour mission de favo-  
riser et d'encourager le développement de  
l'industrie audiovisuelle au Canada et d'agir  
dans le cadre d'accords conclus en vertu du 25  
25 paragraphe (8).

Mission



General capacity	(2) For the purpose of carrying out its mandate, the Corporation has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person.	(2) Dans l'exécution de sa mission, la Société a la capacité, les droits et les pouvoirs d'une personne physique.	Attributions générales
Specific powers	<p>(3) Without limiting the generality of subsection (2), the Corporation may</p> <p>(a) invest in individual Canadian audio-visual productions in return for a share in the proceeds from those productions;</p> <p>(b) make loans to producers of individual Canadian audio-visual productions and charge interest on those loans;</p> <p>(c) make awards for outstanding accomplishments in Canadian audio-visual productions;</p> <p>(d) make grants to audio-visual industry professionals resident in Canada to assist them in improving their craft; and</p> <p>(e) advise and assist Canadian audio-visual producers in the distribution of their works and in the administrative functions of audio-visual production.</p>	<p>(3) Sans que soit limitée la portée générale du paragraphe (2), la Société peut :</p> <p>a) investir dans la production d'oeuvres audiovisuelles canadiennes, en contrepartie d'un pourcentage des recettes correspondantes;</p> <p>b) consentir des prêts avec intérêt aux producteurs d'oeuvres audiovisuelles canadiennes;</p> <p>c) décerner des prix d'excellence pour la production d'oeuvres audiovisuelles canadiennes;</p> <p>d) accorder aux professionnels de l'industrie audiovisuelle qui résident au Canada des subventions pour leur perfectionnement;</p> <p>e) conseiller et aider les producteurs d'oeuvres audiovisuelles canadiennes en ce qui touche la distribution de leurs oeuvres et dans les tâches administratives liées à la production de telles oeuvres.</p>	<p>Pouvoirs particuliers</p>
Borrowing	(4) The Corporation shall not borrow money within the meaning of Part X of the <i>Financial Administration Act</i> otherwise than from the Crown.	(4) La Société ne peut contracter d'emprunts, au sens de la partie X de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , auprès d'autres personnes que Sa Majesté.	Emprunts
Loan guarantees	(5) Despite subsection (4), the Corporation may, in accordance with terms and conditions approved by the Treasury Board and the Minister of Finance, guarantee loans for audio-visual productions and their distribution.	(5) Toutefois, elle peut garantir, aux conditions agréées par le Conseil du Trésor et le ministre des Finances, des prêts accordés pour des activités de production et de distribution d'oeuvres audiovisuelles.	Garantie de prêt
Canadian content, ownership, etc.	<p>(6) For the purposes of this Act, a "Canadian audio-visual production" is an audio-visual production in respect of which the Corporation has determined</p> <p>(a) that the completed production will, in the judgment of the Corporation, have a significant Canadian creative, artistic and technical content, and that arrangements have been made to ensure that the copyright in the completed production will be owned by an individual resident in Canada, by a corpora-</p>	<p>(6) Pour l'application de la présente loi, « oeuvre audiovisuelle canadienne » s'entend de toute oeuvre audiovisuelle qui, selon la Société :</p> <p>a) soit aura, une fois achevée, un caractère canadien appréciable sur le plan de la création et dans les domaines artistique et technique, et a fait l'objet d'ententes portant que le titulaire des droits d'auteur sur le produit fini sera un particulier résidant au Canada, une personne morale constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale, ou une association de ces deux types de personnes;</p>	<p>Caractère canadien : contenu et droits d'auteur</p>

	tion incorporated under the laws of Canada or a province or by any combination of owners described in this paragraph; or	b) soit sera <u>produite</u> , par suite des dispositions prises à cet effet, aux termes d'un accord de coproduction intervenu entre le Canada et un pays étranger.	
	(b) that provision has been made for the production under a co-production agreement entered into between Canada and another country.		
Corporation not a partner	(7) The Corporation shall not be regarded as a partner in any production in which it may invest, and its liability shall be limited to the amount of its investment in the production.	(7) Le fait pour la Société d'investir dans une production ne lui donne pas qualité d'associé; sa responsabilité se limite au montant de sa mise de fonds.	5 Responsabilité de la Société
Contribution agreements	(8) The Corporation may enter into agreements with the Department of Canadian Heritage for the provision of services or programs relating to the audio-visual or sound recording industries.	(8) La Société peut conclure des accords avec le ministère du Patrimoine canadien pour la prestation de services ou la gestion de programmes concernant les industries audiovisuelle ou de l'enregistrement sonore.	10 Accords
Consultation and cooperation	(9) The Corporation shall, to the greatest possible extent consistent with the performance of its duties under this Act,  (a) carry out its mandate in the broader context of the policies of the Government of Canada with respect to culture; and  (b) consult and cooperate with any departments, boards and agencies of the Government of Canada and the governments of the provinces that have a mandate related to the mandate of the Corporation.	(9) La Société est tenue, dans toute la mesure compatible avec sa mission :  a) d'exécuter celle-ci dans le cadre de la politique fédérale en matière de culture;  b) de consulter les ministères et organismes fédéraux et provinciaux dont la mission s'apparente à la sienne, et de collaborer avec eux.	15 Consultation et collaboration
1994, c. 25, s. 2(1)	5. (1) The portion of subsection 19(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	5. (1) Le passage du paragraphe 19(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	1994, ch. 25, par. 2(1)
Amounts to be charged to Account	(2) All amounts required for the purposes of paragraphs 10(3)(a) and (b) and subsection 10(5) shall be paid	(2) Sont portées au débit de ce compte les sommes nécessaires à l'application des alinéas 10(3)a) et b), ainsi que du paragraphe 10(5), à prélever :	25 Débit
1994, c. 25, s. 2(2)	(2) Paragraphs 19(3)(a) to (c) are replaced by the following:	(2) Les alinéas 19(3)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	30 1994, ch. 25, par. 2(2)
	(a) proceeds from any production in which the Corporation has invested under paragraph 10(3)(a);	a) soit des recettes d'une production dans laquelle elle a investi au titre de l'alinéa 10(3)a);	
	(b) the principal amount of or interest on any loan made by the Corporation under paragraph 10(3)(b); or	b) soit du principal ou de l'intérêt d'un prêt consenti par elle au titre de l'alinéa 10(3)b);	35
	(c) fees charged by the Corporation in respect of loan guarantees provided under subsection 10(5).	c) soit des droits imposés par elle pour garantir des prêts au titre du paragraphe 10(5).	

**6. Paragraph 20(a) of the Act is replaced by the following:**

(a) for the purposes of paragraphs 10(3)(c) to (e), and

**7. Section 21 of the Act is renumbered as subsection 21(1) and is amended by adding the following:**

(2) Sections 90 to 93, subsection 94(2) and sections 95, 99, 100 and 102 of the *Financial Administration Act* apply, with any necessary modifications, to the Corporation.

*Financial Administration Act*

R.S., c. F-11

## CONSEQUENTIAL AMENDMENT TO FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

2001, c. 11, s. 6(1), c. 34, par. 16(c)(E); 2002, c. 17, par. 14(c)

**8. Subsection 85(1) of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:**

Exempted Crown corporations

**85. (1)** Divisions I to IV do not apply to the Bank of Canada, the Canada Council for the Arts, the Canada Pension Plan Investment Board, the Canadian Broadcasting Corporation, the International Development Research Centre or the National Arts Centre Corporation.

Exemption for Telefilm Canada

(1.1) Subject to subsection 21(2) of the *Telefilm Canada Act*, Divisions I to IV do not apply to Telefilm Canada.

## TRANSITIONAL PROVISION

Validation

**9. Everything done by Telefilm Canada before the coming into force of this Act is valid to the same extent as it would have been were it done after that coming into force.**

**6. L'alinéa 20a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

a) l'application des alinéas 10(3)c) à e);

**7. L'article 21 de la même loi devient le paragraphe 21(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :**

(2) Les articles 90 à 93, le paragraphe 94(2) et les articles 95, 99, 100 et 102 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* s'appliquent à la Société, avec les adaptations nécessaires.

*Loi sur la gestion des finances publiques*

10

## MODIFICATION CORRÉLATIVE À LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

L.R., ch. F-11

**8. Le paragraphe 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 11, par. 6(1), ch. 34, al. 16c)(A); 2002, ch. 17, al. 14c)

**85. (1)** Les sections I à IV ne s'appliquent pas à la Banque du Canada, au Centre de recherches pour le développement international, au Conseil des Arts du Canada, à la Corporation du Centre national des Arts, à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada ni à la Société Radio-Canada.

Exemption

20

(1.1) Sous réserve du paragraphe 21(2) de la *Loi sur Téléfilm Canada*, les sections I à IV ne s'appliquent pas à Téléfilm Canada.

Exemption : Téléfilm Canada

## DISPOSITION TRANSITOIRE

**9. Sont valides les actes accomplis par Téléfilm Canada avant l'entrée en vigueur de la présente loi, dans la mesure où ils auraient été valides s'ils avaient été accomplis après cette entrée en vigueur.**

Validation



## EXPLANATORY NOTES

*Telefilm Canada Act**Clause 1: Existing text of the definitions:*

“Canadian feature film” and “Canadian feature film production” have the meanings assigned by subsection 10(2);

“film activity” means any activity relating to the production, distribution, projection or exhibition of films;

“film-maker” means a person creatively engaged in film production;

“film production” means the creative, artistic and technical process of producing a film;

“film technician” means a person engaged in the technical or administrative aspects of film production;

*Clause 2: Existing text of section 5:*

5. No person who has, directly or indirectly and individually or as a shareholder, partner or otherwise, any pecuniary interest in commercial film activity is eligible to be appointed or to hold office as a member of the Corporation.

*Clause 3: Existing text of the heading:*

## OBJECTS, POWERS AND DUTIES

*Clause 4: Existing text of section 10:*

10. (1) The objects of the Corporation are to foster and promote the development of a feature film industry in Canada and, without limiting the generality of the foregoing, the Corporation may, in furtherance of its objects,

(a) invest in individual Canadian feature film productions in return for a share in the proceeds from any such production;

(b) make loans to producers of individual Canadian feature film productions and charge interest thereon;

(c) make awards for outstanding accomplishments in the production of Canadian feature films;

(d) make grants to film-makers and film technicians resident in Canada to assist them in improving their craft; and

(e) advise and assist the producers of Canadian feature films in the distribution of those films and in the administrative functions of feature film production.

(1.1) The Corporation may, in accordance with terms and conditions approved by the Treasury Board and the Minister of Finance, guarantee loans for the production and distribution of films.

(2) For the purposes of this Act, a “Canadian feature film” or “Canadian feature film production” is a feature film or feature film production in respect of which the Corporation has determined

(a) that the completed film will, in the judgment of the Corporation, have a significant Canadian creative, artistic and technical content, and that arrangements have been made to ensure that the copyright in the completed film will be beneficially owned by an individual resident in Canada, by a corporation incorporated under the laws of Canada or a province or by any combination of owners described in this paragraph; or

(b) that provision has been made for the production of the film under a co-production agreement entered into between Canada and another country.

## NOTES EXPLICATIVES

*Loi sur Téléfilm Canada**Article 1 : Texte des définitions :*

« activité cinématographique » Activité liée à la production, distribution, projection ou présentation de films.

« cinéaste » Personne exerçant une activité créatrice ayant rapport avec la production d'un film.

« long métrage canadien » S'entend au sens du paragraphe 10(2).

« production d'un film » Ensemble des opérations créatrices, artistiques et techniques inhérentes à la production d'un film.

« technicien de cinéma » Personne participant, sur le plan technique ou administratif, à la production d'un film.

*Article 2 : Texte de l'article 5 :*

5. La charge de membre de la Société est incompatible avec le fait de détenir, directement ou indirectement, individuellement ou en qualité d'actionnaire ou d'associé ou à quelque autre titre, un intérêt pécuniaire dans l'activité cinématographique commerciale.

*Article 3 : Texte de l'intertitre :*

## MISSION ET POUVOIRS

*Article 4 : Texte de l'article 10 :*

10. (1) La Société a pour mission de favoriser et d'encourager le développement d'une industrie du long métrage au Canada et, à cette fin, elle peut notamment :

a) investir dans la production de longs métrages canadiens, en contrepartie d'un pourcentage des recettes correspondantes;

b) consentir des prêts avec intérêt aux producteurs de longs métrages canadiens;

c) décerner des prix ou récompenses pour réussite remarquable dans la production de longs métrages canadiens;

d) accorder aux cinéastes et techniciens de cinéma qui résident au Canada des subventions pour les aider à accroître leur compétence professionnelle;

e) conseiller et aider les producteurs de longs métrages canadiens en ce qui touche la distribution de leurs films et dans les tâches administratives liées à la production de films.

(1.1) Elle peut, en outre, garantir, aux conditions agréées par le Conseil du Trésor et le ministre des Finances, des prêts accordés pour des activités de production et de distribution de films.

(2) Pour l'application de la présente loi, on entend par « long métrage canadien » tout film de long métrage qui, selon la Société :

a) soit aura, une fois achevé, un caractère canadien appréciable sur le plan de la création et dans les domaines artistique et technique, et a fait l'objet d'ententes visant à attribuer les droits d'auteur sur le produit fini à un particulier résidant au Canada, à une personne morale constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale, ou à une association de ces deux types de personnes;

b) soit sera produit, par suite des dispositions prises à cet effet, aux termes d'un accord de coproduction intervenu entre le Canada et un pays étranger.

(3) The Corporation shall not be regarded as a partner in any film production in which it may invest and its liability shall be limited to the amount of its investment in the production.

(4) The Corporation shall, to the greatest possible extent consistent with the performance of its duties under this Act, consult and cooperate with such departments, boards and agencies of the Government of Canada and the governments of the provinces as have any duties, or any aims or objects, related to those of the Corporation.

*Clause 5: (1) Relevant portion of subsection 19(2):*

(2) All amounts required for the purposes of paragraphs 10(1)(a) and (b) and subsection 10(1.1) shall be paid

*(2) Existing text of subsection 19(3):*

(3) The Corporation shall pay to the Receiver General, to be deposited in the Consolidated Revenue Fund and credited to the Telefilm Canada Advance Account, all amounts received by the Corporation as or on account of

(a) proceeds from any production in which the Corporation has invested under paragraph 10(1)(a);

(b) the principal amount of or interest on any loan made by the Corporation under paragraph 10(1)(b); or

(c) fees charged by the Corporation in respect of loan guarantees provided under subsection 10(1.1).

*Clause 6: Relevant portion of section 20:*

20. All amounts required

(a) for the purposes of paragraphs 10(1)(c) to (e), and

*Clause 7: New.*

*Financial Administration Act*

*Clause 8: Existing text of subsection 85(1):*

85. (1) Divisions I to IV do not apply to the Bank of Canada, the Canada Council for the Arts, the Canada Pension Plan Investment Board, the Canadian Broadcasting Corporation, the Telefilm Canada, the International Development Research Centre or the National Arts Centre Corporation.

(3) Le fait pour la Société d'investir dans la production d'un film ne lui donne pas qualité d'associé; sa responsabilité se limite au montant de sa mise de fonds.

(4) La Société doit, dans toute la mesure compatible avec l'accomplissement de sa mission, consulter les ministères et organismes fédéraux et provinciaux dont le rôle ou l'objet s'apparentent aux siens, et collaborer avec eux.

*Article 5: (1) Texte du passage visé du paragraphe 19(2):*

(2) Sont portées au débit de ce compte les sommes nécessaires à l'application des alinéas 10(1)a) et b), ainsi que du paragraphe 10(1.1), à prélever:

*(2) Texte du paragraphe 19(3):*

(3) La Société verse au receveur général, pour dépôt au Trésor et inscription au crédit du compte des avances de Téléfilm Canada, les sommes provenant:

a) soit des recettes d'une production dans laquelle elle a investi au titre de l'alinéa 10(1)a);

b) soit du principal ou de l'intérêt d'un prêt consenti par elle au titre de l'alinéa 10(1)b);

c) soit des droits imposés par elle pour garantir des prêts au titre du paragraphe 10(1.1).

*Article 6: Texte du passage visé de l'article 20:*

20. Sont prélevés sur les crédits prévus à l'article 18 et imputés aux dépenses budgétaires les montants requis pour:

a) l'application des alinéas 10(1)c) à e);

*Article 7: Nouveau.*

*Loi sur la gestion des finances publiques*

*Article 8: Texte du paragraphe 85(1):*

85. (1) Les sections I à IV ne s'appliquent pas à la Banque du Canada, au Centre de recherches pour le développement international, au Conseil des Arts du Canada, à la Corporation du Centre national des Arts, à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, à Téléfilm Canada ni à la Société Radio-Canada.









**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**C-18**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-18**

An Act to amend the Telefilm Canada Act and another Act

---

**AS PASSED**

BY THE HOUSE OF COMMONS  
DECEMBER 13, 2004

---

**C-18**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**PROJET DE LOI C-18**

Loi modifiant la Loi sur Téléfilm Canada et une autre loi en  
conséquence

---

**ADOPTÉ**

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 13 DÉCEMBRE 2004

---



## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to amend the Telefilm Canada Act and another Act*".

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi sur Téléfilm Canada et une autre loi en conséquence* ».

## SUMMARY

This enactment provides Telefilm Canada with a mandate to act in audio-visual industries including film, television and new media. It also provides the Corporation with the authority to act in the sound recording industry under agreements made with the Department of Canadian Heritage. The enactment also grants Telefilm Canada, for the purpose of carrying out its mandate, the powers of a natural person. Everything done by the Corporation before the coming into force of this enactment is deemed to be valid to the same extent as it would have been were it done after this enactment comes into force.

## SOMMAIRE

Le texte confie à la société Téléfilm Canada la mission d'agir à l'égard de l'industrie audiovisuelle, composée notamment des industries du film, de la télévision et des nouveaux médias. Il l'autorise à agir à l'égard de l'industrie de l'enregistrement sonore aux termes d'accords conclus avec le ministère du Patrimoine canadien. En outre, la société est dotée de la capacité d'une personne physique et les actes posés avant l'entrée en vigueur du texte sont validés comme s'ils avaient été posés après cette entrée en vigueur.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-18**

**PROJET DE LOI C-18**

An Act to amend the Telefilm Canada Act and  
another Act

Loi modifiant la Loi sur Téléfilm Canada et une  
autre loi en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**TELEFILM CANADA ACT**

**LOI SUR TÉLÉFILM CANADA**

L.R., ch. C-16;  
2002, c. 17,  
art. 6

1. The definitions “Canadian feature film”  
and “Canadian feature film production”,  
“film activity”, “film-maker”, “film produc-  
tion” and “film technician” in section 2 of the  
*Telefilm Canada Act* are repealed.

1. Les définitions de « activité cinématog- 5  
raphique », « cinéaste », « long métrage ca- 5  
nadien », « production d'un film » et  
« technicien de cinéma », à l'article 2 de la  
*Loi sur Téléfilm Canada*, sont abrogées.

2. Section 5 of the Act is replaced by the  
following:

2. L'article 5 de la même loi est remplacé 10  
par ce qui suit :

5. No person who has, directly or indirectly  
and individually or as a shareholder, partner or  
otherwise, any pecuniary interest in the audio-  
visual industry is eligible to be appointed or to  
hold office as a member of the Corporation.

5. La charge de membre de la Société est 15  
incompatible avec le fait de détenir, directement  
ou indirectement, individuellement ou en qualité  
d'actionnaire ou d'associé ou à quelque autre  
titre, un intérêt pécuniaire dans l'industrie 15  
audiovisuelle.

3. The heading before section 10 of the  
English version of the Act is replaced by the  
following:

3. L'intertitre précédant l'article 10 de la 10  
version anglaise de la même loi est remplacé  
par ce qui suit :

**MANDATE AND POWERS**

**MANDATE AND POWERS**

4. Section 10 of the Act is replaced by the  
following:

4. L'article 10 de la même loi est remplacé 20  
par ce qui suit :

10. (1) The mandate of the Corporation is to  
foster and promote the development of the  
audio-visual industry in Canada and to act in  
connection with agreements entered into under  
subsection (8).

10. (1) La Société a pour mission de favo-  
riser et d'encourager le développement de  
l'industrie audiovisuelle au Canada et d'agir  
dans le cadre d'accords conclus en vertu du 25  
paragraphe (8).

1994, ch. 25,  
art. 1

Mission

R.S., c. C-16;  
2002, c. 17, s. 6

Eligibility for  
membership

Admissibilité

1994, c. 25, s. 1

Mandate



General capacity	(2) For the purpose of carrying out its mandate, the Corporation has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person.	(2) Dans l'exécution de sa mission, la Société a la capacité, les droits et les pouvoirs d'une personne physique.	Attributions générales
Specific powers	<p>(3) Without limiting the generality of subsection (2), the Corporation may</p> <p>(a) invest in individual Canadian audio-visual productions in return for a share in the proceeds from those productions;</p> <p>(b) make loans to producers of individual Canadian audio-visual productions and charge interest on those loans;</p> <p>(c) make awards for outstanding accomplishments in Canadian audio-visual productions;</p> <p>(d) make grants to audio-visual industry professionals resident in Canada to assist them in improving their craft; and</p> <p>(e) advise and assist Canadian audio-visual producers in the distribution of their works and in the administrative functions of audio-visual production.</p>	<p>(3) Sans que soit limitée la portée générale du paragraphe (2), la Société peut :</p> <p>a) investir dans la production d'oeuvres audiovisuelles canadiennes, en contrepartie d'un pourcentage des recettes correspondantes;</p> <p>b) consentir des prêts avec intérêt aux producteurs d'oeuvres audiovisuelles canadiennes;</p> <p>c) décerner des prix d'excellence pour la production d'oeuvres audiovisuelles canadiennes;</p> <p>d) accorder aux professionnels de l'industrie audiovisuelle qui résident au Canada des subventions pour leur perfectionnement;</p> <p>e) conseiller et aider les producteurs d'oeuvres audiovisuelles canadiennes en ce qui touche la distribution de leurs oeuvres et dans les tâches administratives liées à la production de telles oeuvres.</p>	<p>Pouvoirs particuliers</p>
Borrowing	(4) The Corporation shall not borrow money within the meaning of Part X of the <i>Financial Administration Act</i> otherwise than from the Crown.	(4) La Société ne peut contracter d'emprunts, au sens de la partie X de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , auprès d'autres personnes que Sa Majesté.	Emprunts
Loan guarantees	(5) Despite subsection (4), the Corporation may, in accordance with terms and conditions approved by the Treasury Board and the Minister of Finance, guarantee loans for audio-visual productions and their distribution.	(5) Toutefois, elle peut garantir, aux conditions agréées par le Conseil du Trésor et le ministre des Finances, des prêts accordés pour des activités de production et de distribution d'oeuvres audiovisuelles.	Garantie de prêt
Canadian content, ownership, etc.	<p>(6) For the purposes of this Act, a "Canadian audio-visual production" is an audio-visual production in respect of which the Corporation has determined</p> <p>(a) that the completed production will, in the judgment of the Corporation, have a significant Canadian creative, artistic and technical content, and that arrangements have been made to ensure that the copyright in the completed production will be owned by an individual resident in Canada, by a corpora-</p>	<p>(6) Pour l'application de la présente loi, « oeuvre audiovisuelle canadienne » s'entend de toute oeuvre audiovisuelle qui, selon la Société :</p> <p>a) soit aura, une fois achevée, un caractère canadien appréciable sur le plan de la création et dans les domaines artistique et technique, et a fait l'objet d'ententes portant que le titulaire des droits d'auteur sur le produit fini sera un particulier résidant au Canada, une personne morale constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale, ou une association de ces deux types de personnes;</p>	<p>Caractère canadien : contenu et droits d'auteur</p>

tion incorporated under the laws of Canada or a province or by any combination of owners described in this paragraph; or

(b) that provision has been made for the production under a co-production agreement entered into between Canada and another country.

Corporation not a partner

(7) The Corporation shall not be regarded as a partner in any production in which it may invest, and its liability shall be limited to the amount of its investment in the production.

Contribution agreements

(8) The Corporation may enter into agreements with the Department of Canadian Heritage for the provision of services or programs relating to the audio-visual or sound recording industries.

Consultation and cooperation

(9) The Corporation shall, to the greatest possible extent consistent with the performance of its duties under this Act,

(a) carry out its mandate in the broader context of the policies of the Government of Canada with respect to culture; and

(b) consult and cooperate with any departments, boards and agencies of the Government of Canada and the governments of the provinces that have a mandate related to the mandate of the Corporation.

1994, c. 25, s. 2(1)

**5. (1) The portion of subsection 19(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

(2) All amounts required for the purposes of paragraphs 10(3)(a) and (b) and subsection 10(5) shall be paid

Amounts to be charged to Account

1994, c. 25, s. 2(2)

**(2) Paragraphs 19(3)(a) to (c) are replaced by the following:**

(a) proceeds from any production in which the Corporation has invested under paragraph 10(3)(a);

(b) the principal amount of or interest on any loan made by the Corporation under paragraph 10(3)(b); or

(c) fees charged by the Corporation in respect of loan guarantees provided under subsection 10(5).

b) soit sera produite, par suite des dispositions prises à cet effet, aux termes d'un accord de coproduction intervenu entre le Canada et un pays étranger.

(7) Le fait pour la Société d'investir dans une production ne lui donne pas qualité d'associé; sa responsabilité se limite au montant de sa mise de fonds.

(8) La Société peut conclure des accords avec le ministère du Patrimoine canadien pour la prestation de services ou la gestion de programmes concernant les industries audiovisuelle ou de l'enregistrement sonore.

(9) La Société est tenue, dans toute la mesure compatible avec sa mission :

a) d'exécuter celle-ci dans le cadre des politiques du gouvernement du Canada relatives à la culture;

b) de consulter les ministères et organismes fédéraux et provinciaux dont la mission s'apparente à la sienne, et de collaborer avec eux.

**5. (1) Le passage du paragraphe 19(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(2) Sont portées au débit de ce compte les sommes nécessaires à l'application des alinéas 10(3)a) et b), ainsi que du paragraphe 10(5), à prélever :

**(2) Les alinéas 19(3)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

a) soit des recettes d'une production dans laquelle elle a investi au titre de l'alinéa 10(3)a);

b) soit du principal ou de l'intérêt d'un prêt consenti par elle au titre de l'alinéa 10(3)b);

c) soit des droits imposés par elle pour garantir des prêts au titre du paragraphe 10(5).

5 Responsabilité de la Société

Accords

15 Consultation et collaboration

1994, ch. 25, par. 2(1)

25

Débit

1994, ch. 25, par. 2(2)

35

35

**6. Paragraph 20(a) of the Act is replaced by the following:**

(a) for the purposes of paragraphs 10(3)(c) to (e), and

**7. Section 21 of the Act is renumbered as subsection 21(1) and is amended by adding the following:**

(2) Sections 90 to 93, subsection 94(2) and sections 95, 99, 100 and 102 of the *Financial Administration Act* apply, with any necessary 10 modifications, to the Corporation.

*Financial Administration Act*

R.S., c. F-11

## CONSEQUENTIAL AMENDMENT TO FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

2001, c. 11, s. 6(1), c. 34, par. 16(c)(E); 2002, c. 17, par. 14(c)

**8. Subsection 85(1) of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:**

**85. (1)** Divisions I to IV do not apply to the Bank of Canada, the Canada Council for the 15 Arts, the Canada Pension Plan Investment Board, the Canadian Broadcasting Corporation, the International Development Research Centre or the National Arts Centre Corporation.

Exempted Crown corporations

Exemption for Telefilm Canada

(1.1) Subject to subsection 21(2) of the 20 *Telefilm Canada Act*, Divisions I to IV do not apply to Telefilm Canada.

## TRANSITIONAL PROVISION

Validation

**9. Everything done by Telefilm Canada before the coming into force of this Act is valid to the same extent as it would have been 25 were it done after that coming into force.**

**6. L'alinéa 20a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

a) l'application des alinéas 10(3)c) à e);

**7. L'article 21 de la même loi devient le paragraphe 21(1) et est modifié par adjonc- 5 tion de ce qui suit :**

(2) Les articles 90 à 93, le paragraphe 94(2) et les articles 95, 99, 100 et 102 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* s'appliquent à la Société, avec les adaptations nécessaires. 10

*Loi sur la gestion des finances publiques*

L.R., ch. F-11

## MODIFICATION CORRÉLATIVE À LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

**8. Le paragraphe 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :**

**85. (1)** Les sections I à IV ne s'appliquent pas à la Banque du Canada, au Centre de 15 recherches pour le développement international, au Conseil des Arts du Canada, à la Corporation du Centre national des Arts, à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada ni à la Société Radio-Canada. 20

Exemption

(1.1) Sous réserve du paragraphe 21(2) de la *Loi sur Téléfilm Canada*, les sections I à IV ne s'appliquent pas à Téléfilm Canada.

Exemption : Téléfilm Canada

## DISPOSITION TRANSITOIRE

**9. Sont valides les actes accomplis par Téléfilm Canada avant l'entrée en vigueur de 25 la présente loi, dans la mesure où ils auraient été valides s'ils avaient été accomplis après cette entrée en vigueur.**

Validation





**MAIL  POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-19**

**C-19**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-19**

**PROJET DE LOI C-19**

An Act to amend the Competition Act and to make  
consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur la concurrence et d'autres lois en  
conséquence

---

FIRST READING, NOVEMBER 2, 2004

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 2 NOVEMBRE 2004

---



THE MINISTER OF INDUSTRY

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE



## SUMMARY

This enactment amends the *Competition Act* and includes the introduction of an administrative monetary penalty in respect of cases of abuse of dominant position, an increase in the amount of administrative monetary penalties in respect of deceptive marketing cases and the repeal of all airline industry specific provisions and criminal provisions dealing with price discrimination, predatory pricing, discriminatory promotional allowances and geographic price discrimination. This enactment also provides that the court may make an order in respect of cases of false or misleading representations to require the person who engaged in the reviewable conduct to compensate persons affected by the conduct and issue an interim injunction order to freeze assets where the Commissioner of Competition intends to ask for that order. This enactment also provides for consequential amendments to other Acts.

## SOMMAIRE

Le texte a pour objet de permettre l'imposition de sanctions administratives pécuniaires dans les cas d'abus de position dominante, et l'augmentation des sanctions relatives aux pratiques commerciales trompeuses. Il abroge les dispositions qui ne visent que l'industrie aérienne, ainsi que les dispositions qui traitent de la discrimination par les prix, des prix d'éviction, des remises promotionnelles discriminatoires et de la discrimination géographique par les prix en tant qu'infractions. Le texte prévoit que le tribunal peut rendre une ordonnance obligeant une personne ayant donné des indications fausses ou trompeuses à dédommager les personnes touchées par son comportement et peut prononcer une injonction provisoire en vue de bloquer certains biens dans les cas où le Commissaire de la concurrence a l'intention de demander une telle ordonnance. Il prévoit la modification d'autres lois en conséquence.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-19

## PROJET DE LOI C-19

An Act to amend the Competition Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur la concurrence et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### AMENDMENTS TO THE COMPETITION ACT

### MODIFICATION DE LA LOI SUR LA CONCURRENCE

L.R., ch. C-34;  
ch. 19  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
art. 19

**1. Section 4.1 of the *Competition Act* is repealed.**

**1. L'article 4.1 de la *Loi sur la concurrence* est abrogé.**

2000, ch. 15, art. 11

**2. Sections 50 and 51 of the Act are repealed.**

**2. Les articles 50 et 51 de la même loi sont abrogés.**

1999, ch. 31, art. 50(F)

**3. The portion of section 66 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**3. Le passage de l'article 66 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 2, art. 19

**66. Every person who contravenes an order made under Part VII.1, except paragraph 74.1(1)(c) and subsection 74.1(1.1), or under Part VIII, except subsection 79(3.1), is guilty of an offence and liable**

**66. Quiconque contrevient à une ordonnance rendue en vertu de la partie VII.1, sauf l'alinéa 74.1(1)c) et le paragraphe 74.1(1.1), ou en vertu de la partie VIII, sauf le paragraphe 79(3.1), commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :**

Ordonnances : parties VII.1 et VIII

**4. Subsection 73(1) of the Act is replaced by the following:**

**4. Le paragraphe 73(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2002, ch. 8, al. 198(c), ch. 16, art. 8

**73. (1) Subject to this section, the Attorney General of Canada may institute and conduct any prosecution or other proceedings under section 34, any of sections 45 to 49 and section 61 or, where the proceedings are on indictment, under section 52, 52.1, 53, 55, 55.1 or 66, in the Federal Court, and for the purposes of the**

**73. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le procureur général du Canada peut entamer et diriger toutes poursuites ou autres procédures prévues par l'article 34, l'un des articles 45 à 49, l'article 61 ou, lorsqu'il s'agit de procédures par mise en accusation, par les articles 52, 52.1, 53, 55, 55.1 ou 66, devant**

Compétence de la Cour fédérale

prosecution or other proceedings, the Federal Court has all the powers and jurisdiction of a superior court of criminal jurisdiction under the *Criminal Code* and under this Act.

la Cour fédérale, et, à l'égard de telles poursuites ou autres procédures, la Cour fédérale possède tous les pouvoirs et la compétence d'une cour supérieure de juridiction criminelle sous le régime du *Code criminel* et de la présente loi.

1999, c. 2, s. 22

**(1) The portion of subsection 74.1(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Décision et ordonnance

**74.1** (1) Le tribunal qui conclut, à la suite d'une demande du commissaire, qu'une personne a ou a eu un comportement susceptible d'examen visé par la présente partie peut ordonner à celle-ci :

1999, c. 2, s. 22

**(2) Subparagraphs 74.1(1)(c)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:**

- (i) in the case of an individual, \$750,000 and, for each subsequent order, \$1,000,000, or
- (ii) in the case of a corporation, \$10,000,000 and, for each subsequent order, \$15,000,000.

Order

(1.1) Where the court determines that a person is engaging in or has engaged in reviewable conduct under paragraph 74.01(1)(a), the court may also order the person to pay an amount, not exceeding the total of the amounts paid for the products that were the object of the conduct, to be distributed among the persons to whom the products were sold — not including those persons who bought the products for resale or distribution — in any manner and on any terms that the court considers appropriate. The court may specify in the order any terms that it considers necessary to implement its decision, including

- (a) specifying how the payment is to be administered;

**5. (1) Le passage du paragraphe 74.1(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:**

1999, ch. 2, art. 22

**74.1** (1) Le tribunal qui conclut, à la suite d'une demande du commissaire, qu'une personne a ou a eu un comportement susceptible d'examen visé par la présente partie peut ordonner à celle-ci :

**(2) Les sous-alinéas 74.1(1)(c)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

- (i) dans le cas d'une personne physique, de 750 000 \$ pour la première ordonnance et de 1 000 000 \$ pour toute ordonnance subséquente,
- (ii) dans le cas d'une personne morale, de 10 000 000 \$ pour la première ordonnance et de 15 000 000 \$ pour toute ordonnance subséquente.

**(3) L'article 74.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(1.1) Dans le cas du comportement visé à l'alinéa 74.01(1)a), il peut en outre ordonner au contrevenant de payer aux personnes auxquelles les produits visés ont été vendus — sauf celles ayant acheté les produits pour revente ou distribution — une somme ne pouvant excéder la somme totale payée par ces personnes, laquelle est répartie entre elles de la manière et aux conditions qu'il estime indiquées. Il peut également y préciser les conditions qu'il estime nécessaires pour mettre en oeuvre sa décision, notamment :

- a) préciser comment la somme à payer doit être gérée;
- b) nommer un administrateur chargé de gérer la somme et préciser les modalités de cette gestion;

Ordonnance



	<p>(b) appointing an administrator to administer the payment and specifying the terms of administration;</p> <p>(c) requiring the person against whom the order is made to pay the administrative costs related to the payment as well as the fees to be paid to an administrator;</p> <p>(d) requiring that potential claimants be notified in the time and manner specified by the court;</p> <p>(e) specifying the time and manner for making claims; and</p> <p>(f) specifying the conditions for the admissibility of claimants.</p>	<p>c) mettre à la charge de la personne visée par l'ordonnance les frais d'administration liés à la gestion de la somme ainsi que les honoraires de l'administrateur;</p> <p>d) exiger que les réclamants éventuels soient avisés selon les modalités de forme et de temps qu'il détermine;</p> <p>e) préciser les modalités de forme et de temps quant à la présentation de toute réclamation;</p> <p>f) établir les critères d'admissibilité des réclamants.</p>	
Not-for-profit organization	<p>(1.2) The court may also designate in the order a not-for-profit organization in Canada that benefits persons who have been affected or are likely to be affected by reviewable conduct under this Part — or any other person or organization that the court considers appropriate in the circumstances — to receive any or all of the amount of the payment that remains unclaimed or undistributed in the manner and on the terms set out in the order.</p>	<p>(1.2) Il peut en outre y prévoir que, si tout ou partie de la somme n'a pas été réclamé ou n'a pu être distribué, la somme non réclamée ou non distribuée est versée en tout ou en partie de la manière et aux conditions précisées dans l'ordonnance à un organisme à but non lucratif au Canada qu'il désigne et qui vient en aide aux personnes qui ont souffert ou risquent de souffrir de comportements susceptibles d'examen visés par la présente partie ou à toute personne ou tout organisme qu'il estime indiqués dans les circonstances.</p>	Organisme à but non lucratif
Variation of order	<p>(1.3) The court may vary the order on application by the Commissioner or the person against whom the order was made.</p>	<p>(1.3) Il peut modifier l'ordonnance à la suite d'une demande du commissaire ou de la personne à l'égard de laquelle l'ordonnance a été rendue.</p>	Modification de l'ordonnance
1999, c. 2, s. 22	<p><b>(4) Subsections 74.1(3) and (4) of the Act are replaced by the following:</b></p>	<p><b>(4) Les paragraphes 74.1(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b></p>	1999, ch. 2, art. 22
Saving	<p>(3) No order may be made against a person under paragraph (1)(b) or (c) or subsection (1.1) where the person establishes that the person exercised due diligence to prevent the reviewable conduct from occurring.</p>	<p>(3) L'ordonnance prévue aux alinéas (1)b) ou c) ou au paragraphe (1.1) ne peut être rendue si la personne visée établit qu'elle a fait preuve de toute la diligence voulue pour empêcher le comportement reproché.</p>	Disculpation
Purpose of order	<p>(4) The terms of an order made against a person under paragraph (1)(b) or (c) or subsection (1.1) shall be determined with a view to promoting conduct by that person that is in conformity with the purposes of this Part and not with a view to punishment.</p>	<p>(4) Les conditions de l'ordonnance rendue en vertu des alinéas (1)b) ou c) ou du paragraphe (1.1) sont fixées de façon à encourager le contrevenant à adopter un comportement compatible avec les objectifs de la présente partie et non à le punir.</p>	But de l'ordonnance

1999, c. 2, s. 22

(5) Subsection 74.1(5) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (g) and by replacing paragraph (h) with the following:

- (h) the gross revenue from sales affected by the conduct;
- (i) the financial position of the person against whom the order is made;
- (j) any decision of the court in relation to an application for an order under subsection 10 (1.1);
- (k) whether any restitution has been made voluntarily; and
- (l) any other relevant factor.

(5) L’alinéa 74.1(5)h) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 2, art. 22

- h) le revenu brut provenant des ventes sur lesquelles le comportement a eu une incidence;
- i) la situation financière de la personne visée par l’ordonnance;
- j) toute décision du tribunal à l’égard d’une demande d’ordonnance présentée au titre du paragraphe (1.1);
- k) la question de savoir si une somme a été versée volontairement à titre de dédommagement;
- l) toute autre circonstance pertinente.

6. The Act is amended by adding the following after section 74.11:

74.111 (1) Where a court finds, on application by the Commissioner, a strong *prima facie* case that a person is engaging in or has engaged in reviewable conduct under paragraph 74.01(1)(a) and the court is satisfied that the person, being the owner or the person having possession or control of articles within the jurisdiction of the court, is disposing of or is likely to dispose of those articles by any means, the court may issue an interim injunction forbidding the owner or any person having possession or control of the articles from disposing of or otherwise dealing with the articles other than in the manner and on the terms specified in the injunction.

Interim injunction

(2) Any application for an injunction under subsection (1) shall include a statement that the Commissioner has applied, or intends to apply, for an order under subsection 74.1(1.1).

Statement to be included

(3) The court shall not issue an injunction where the person in respect of whom the injunction is sought establishes that the disposal of the articles will not render an order under subsection 74.1(1.1) unenforceable.

Where court shall not issue injunction

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 74.11, de ce qui suit :

74.111 (1) Le tribunal qui constate, à la suite d’une demande d’injonction présentée par le commissaire, l’existence d’une preuve *prima facie* convaincante établissant qu’une personne a ou a eu un comportement susceptible d’examen visé par l’alinéa 74.01(1)a) et qui est convaincu que cette personne a entrepris de disposer ou disposera vraisemblablement de quelque façon d’articles qui se trouvent dans son ressort et dont la personne est propriétaire ou dont elle a la garde ou la responsabilité peut prononcer une injonction provisoire interdisant au propriétaire ou à quiconque a la garde ou la responsabilité des articles d’effectuer quelque opération à leur égard, si ce n’est de la manière et aux conditions précisées dans l’ordonnance d’injonction.

Ordonnance d’injonction provisoire

(2) Le commissaire doit signaler, dans sa demande d’injonction, qu’il a demandé ou a l’intention de demander l’ordonnance visée au paragraphe 74.1(1.1).

Mention à ajouter

(3) Le tribunal ne rend pas l’ordonnance d’injonction si la personne visée par la demande d’injonction établit que la disposition des articles n’aura pas pour effet de rendre inexecutable l’ordonnance rendue en vertu du paragraphe 74.1(1.1).

Annulation de l’ordonnance

Duration	<p>(4) Subject to subsection (7), the injunction has effect, or may be extended on application by the Commissioner, for any period that the court considers necessary and sufficient to meet the circumstances of the case.</p>	<p>(4) Sous réserve du paragraphe (7), l'ordonnance d'injonction — originale ou prorogée — a effet pour la durée que le tribunal estime nécessaire et suffisante pour parer aux circonstances de l'affaire; la prorogation est prononcée par le tribunal à la suite de la demande que présente le commissaire.</p>	Durée d'application
Notice of application by Commissioner	<p>(5) Subject to subsection (6), at least forty-eight hours' notice of an application referred to in subsection (1) or (4) shall be given by or on behalf of the Commissioner to the person in respect of whom the injunction or extension is sought.</p>	<p>(5) Sous réserve du paragraphe (6), le commissaire, ou la personne agissant pour son compte, donne un préavis d'au moins quarante-huit heures à toute personne à l'égard de laquelle est demandée l'ordonnance d'injonction ou la prorogation prévue aux paragraphes (1) ou (4).</p>	Préavis
Ex parte application	<p>(6) The court may proceed <i>ex parte</i> with an application made under subsection (1) where it is satisfied that subsection (5) cannot reasonably be complied with, where the urgency of the situation is such that service of the notice in accordance with subsection (5) would not be in the public interest or where service of the notice might defeat the purpose of the injunction.</p>	<p>(6) Le tribunal peut entendre <i>ex parte</i> la demande prévue au paragraphe (1), s'il est convaincu que le paragraphe (5) ne peut vraisemblablement pas être observé, ou que la situation est à ce point urgente que la signification du préavis prévu à ce paragraphe ne servirait pas l'intérêt public ou pourrait rendre l'ordonnance inutile.</p>	Audition <i>ex parte</i>
Duration of ex parte injunction	<p>(7) An injunction issued <i>ex parte</i> has effect for the period that is specified in it, not exceeding seven days, unless, on further application made on notice as provided in subsection (5), the court extends the injunction for any additional period that it considers necessary and sufficient.</p>	<p>(7) L'ordonnance d'injonction rendue <i>ex parte</i> s'applique pour la période d'au plus sept jours qui y est fixée, sauf si, sur demande ultérieure présentée au moyen du préavis prévu au paragraphe (5), l'ordonnance est prorogée pour la période supplémentaire que le tribunal estime nécessaire et suffisante.</p>	Durée d'application
Submissions to set aside	<p>(8) On application of the person against whom an <i>ex parte</i> injunction is made, the court may make an order setting aside the injunction or varying it subject to any conditions that it considers appropriate if the person establishes that the disposal of the articles will not render an order under subsection 74.1(1.1) unenforceable.</p>	<p>(8) Le tribunal peut, à la suite d'une demande présentée par la personne visée par l'ordonnance d'injonction <i>ex parte</i>, annuler ou modifier l'ordonnance sous réserve des conditions qu'il estime indiquées, si la personne établit que la disposition des articles n'aura pas pour effet de rendre inexécutable l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 74.1(1.1).</p>	Demande d'annulation de l'ordonnance
Notice of application	<p>(9) A person who makes an application under subsection (8) shall give the Commissioner forty-eight hours written notice of the application.</p>	<p>(9) La personne qui présente la demande visée au paragraphe (8) donne un préavis écrit d'au moins quarante-huit heures au commissaire.</p>	Préavis
Duty of Commissioner	<p>(10) Where an injunction issued under this section is in effect, the Commissioner shall proceed as expeditiously as possible to complete the inquiry under section 10 arising out of the conduct in respect of which the injunction was issued.</p>	<p>(10) Lorsqu'une ordonnance d'injonction a force d'application aux termes du présent article, le commissaire doit, avec toute la diligence possible, mener à terme l'enquête visée à l'article 10 à l'égard du comportement qui fait l'objet de l'ordonnance.</p>	Obligation du commissaire



Definition of  
"dispose"

(11) For the purposes of this section, "dispose" includes removing from the jurisdiction of the court, depleting the value of or disposing of by lease.

(11) Pour l'application du présent article, « disposer » s'entend également du fait de retirer du ressort du tribunal, d'occasionner la diminution de valeur ou de donner à bail.

Définition de  
« disposer »

2000, c. 15,  
s. 13(2)

7. (1) Subsection 78(1) of the Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (h) and by repealing paragraphs (j) and (k).

7. (1) Les alinéas 78(1)j) et k) de la même loi sont abrogés.

2000, ch. 15,  
par. 13(2)

2000, c. 15,  
s. 13(3)

(2) Subsection 78(2) of the Act is repealed.

(2) Le paragraphe 78(2) de la même loi est abrogé.

2000, ch. 15,  
par. 13(3)

2002, c. 16,  
s. 11.4

8. Subsections 79(3.1) to (3.3) of the Act 10 are replaced by the following:

8. Les paragraphes 79(3.1) à (3.3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 10

2002, ch. 16,  
art. 11.4

Administrative  
monetary  
penalty

(3.1) Where the Tribunal makes an order against a person under subsection (1) or (2), it may also order them to pay, in any manner that the Tribunal may specify, an administrative monetary penalty in an amount not greater than \$10,000,000 and, for each subsequent order under either of those subsections, an amount not greater than \$15,000,000.

(3.1) S'il rend une ordonnance en vertu des paragraphes (1) ou (2), il peut aussi ordonner à la personne visée de payer, selon les modalités qu'il peut préciser, une sanction administrative pécuniaire maximale de 10 000 000 \$ et, pour 15 toute ordonnance subséquente rendue en application de l'un de ces paragraphes, de 15 000 000 \$.

Sanction  
administrative  
pécuniaire

Aggravating or  
mitigating  
factors

(3.2) In determining the amount of an 20 administrative monetary penalty, the Tribunal shall take into account the following:

(3.2) Pour la détermination du montant de la sanction administrative pécuniaire, il est tenu 20 compte des éléments suivants :

Facteurs à  
prendre en  
compte

(a) the frequency and duration of the practice;

a) la fréquence et la durée de la pratique;

(b) injury to competition in the relevant 25 market;

b) le tort causé à la concurrence sur le marché pertinent;

(c) the history of compliance with this Act by the person against whom the order is made;

c) le comportement antérieur de la personne 25 visée par l'ordonnance en ce qui a trait au respect de la présente loi;

(d) the gross revenue from sales affected by the practice; 30

d) le revenu brut provenant des ventes sur lesquelles la pratique a eu une incidence;

(e) any actual or anticipated profits generated by the practice;

e) tout avantage pécuniaire réel ou envisagé 30 découlant de la pratique;

(f) the financial position of the person against whom the order is made; and

f) la situation financière de la personne visée par l'ordonnance;

(g) any other relevant factor. 35

g) toute autre circonstance pertinente.

Purpose of order

(3.3) The purpose of an order made against a person under subsection (3.1) is to promote practices by that person that are in conformity with the purposes of this section and not to punish that person. 40

(3.3) La sanction prévue au paragraphe (3.1) 35 vise à encourager la personne visée par l'ordonnance à adopter une pratique compatible avec les objectifs du présent article et non à la punir. 40

But of the  
sanction

2002, c. 16,  
s. 11.5

9. Section 79.1 of the English version of the Act is replaced by the following:

9. L'article 79.1 de la version anglaise de 40 la même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 16,  
art. 11.5

Unpaid monetary penalty	<p><b>79.1</b> The amount of an administrative monetary penalty imposed on a <u>person</u> under subsection 79(3.1) is a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such from that <u>person</u> in a court of competent jurisdiction.</p>	<p><b>79.1</b> The amount of an administrative monetary penalty imposed on a <u>person</u> under subsection 79(3.1) is a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such from that <u>person</u> in a court of competent jurisdiction.</p>	Unpaid monetary penalty
2000, c. 15, s. 15; 2002, c. 16, s. 13.1	<p><b>10. Section 104.1 of the Act is repealed.</b></p>	<p><b>10. L'article 104.1 de la même loi est abrogé.</b></p>	2000, ch. 15, art. 15; 2002, ch. 16, art. 13.1
2002, c. 16, s. 14	<p><b>11. Subsection 105(1) of the Act is replaced by the following:</b></p>	<p><b>11. Le paragraphe 105(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p>	2002, ch. 16, art. 14
Consent agreement	<p><b>105.</b> (1) The Commissioner and a person in respect of whom the Commissioner has applied or may apply for an order under this Part, other than an interim order under section 103.3, may sign a consent agreement.</p>	<p><b>105.</b> (1) Le commissaire et la personne à l'égard de laquelle il a demandé ou peut demander une ordonnance en vertu de la présente partie — exception faite de l'ordonnance provisoire prévue à l'article 103.3 — peuvent signer un consentement.</p>	Consentement
2002, c. 16, s. 14	<p><b>12. The portion of subsection 106(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b></p>	<p><b>12. Le passage du paragraphe 106(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b></p>	2002, ch. 16, art. 14
Rescission or variation of consent agreement or order	<p><b>106.</b> (1) The Tribunal may rescind or vary a consent agreement or an order made under this Part other than an order under section 103.3 or a consent agreement under section 106.1, on application by the Commissioner or the person who consented to the agreement, or the person against whom the order was made, if the Tribunal finds that</p>	<p><b>106.</b> (1) Le Tribunal peut annuler ou modifier le consentement ou l'ordonnance visés par la présente partie, à l'exception de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 103.3 et du consentement visé à l'article 106.1, lorsque, à la demande du commissaire ou de la personne qui a signé le consentement, ou de celle à l'égard de laquelle l'ordonnance a été rendue, il conclut que, selon le cas :</p>	Annulation ou modification du consentement ou de l'ordonnance
<p><b>CONSEQUENTIAL AMENDMENTS</b></p> <p><b>COMPETITION TRIBUNAL ACT</b></p>		<p><b>MODIFICATIONS CORRÉLATIVES</b></p> <p><b>LOI SUR LE TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE</b></p>	
R.S., c. 19 (2nd Supp.)	<p><b>13. Subsection 11(1) of the <i>Competition Tribunal Act</i> is replaced by the following:</b></p>	<p><b>13. Le paragraphe 11(1) de la <i>Loi sur le Tribunal de la concurrence</i> est remplacé par ce qui suit :</b></p>	L.R., ch. 19 (2 <sup>e</sup> suppl.)
2002, c. 16, s. 19	<p><b>11.</b> (1) The Chairman of the Tribunal, sitting alone, or a judicial member designated by the Chairman, sitting alone, may hear and dispose of applications under section 74.111, subsection 100(1) or section 103.1 or 103.3 of the <i>Competition Act</i> and any related matters.</p>	<p><b>11.</b> (1) Le président, siégeant seul, ou un juge désigné par le président et siégeant seul, peut statuer sur les demandes d'ordonnance présentées en application de l'article 74.111, du paragraphe 100(1) ou des articles 103.1 ou 103.3 de la <i>Loi sur la concurrence</i> ainsi que sur toute question afférente.</p>	2002, ch. 16, art. 19
Hearing of applications			Demandes

2003, c. 22

## PUBLIC SERVICE MODERNIZATION ACT

LOI SUR LA MODERNISATION DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

2003, ch. 22

14. Paragraph 224(~~z.18~~) of the *Public Service Modernization Act* is repealed.

14. L'alinéa 224~~z.18~~) de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* est abrogé.





**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste—lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-20**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-20**

An Act to provide for real property taxation powers of first nations, to create a First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute and to make consequential amendments to other Acts

---

FIRST READING, NOVEMBER 2, 2004

---

THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN  
DEVELOPMENT

**C-20**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**PROJET DE LOI C-20**

Loi prévoyant les pouvoirs en matière d'imposition foncière des premières nations, constituant la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ainsi que l'Institut de la statistique des premières nations et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

---

PREMIÈRE LECTURE LE 2 NOVEMBRE 2004

---

LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD  
CANADIEN



## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to provide for real property taxation powers of first nations, to create a First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute and to make consequential amendments to other Acts*".

## SUMMARY

This enactment strengthens first nations' real property tax regimes and creates a first nation bond financing regime, and creates four institutions to support those regimes, to promote first nations' economic development and to strengthen first nations' statistical capacity.

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi prévoyant les pouvoirs en matière d'imposition foncière des premières nations, constituant la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ainsi que l'Institut de la statistique des premières nations et apportant des modifications corrélatives à certaines lois* ».

## SOMMAIRE

Le texte vise à renforcer le régime d'impôt foncier des premières nations et met en place un mécanisme de financement par emprunt obligataire. Il crée quatre institutions pour soutenir ce régime et ce mécanisme, promouvoir le développement économique des premières nations et accroître leur capacité en matière de statistiques.

## TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO PROVIDE FOR REAL PROPERTY TAXATION POWERS OF FIRST NATIONS, TO CREATE A FIRST NATIONS TAX COMMISSION, FIRST NATIONS FINANCIAL MANAGEMENT BOARD, FIRST NATIONS FINANCE AUTHORITY AND FIRST NATIONS STATISTICAL INSTITUTE AND TO MAKE CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER ACTS

Preamble

### SHORT TITLE

1. Short title

### INTERPRETATION

2. Definitions

### ABORIGINAL RIGHTS

3. Aboriginal and treaty rights

### PART 1

#### FIRST NATIONS FISCAL POWERS

4. Financial administration laws
5. Local revenue laws
6. Notice of proposed laws
7. Further representations
8. Information accompanying property taxation law
9. Financial administration laws
10. Annual rate and expenditure laws
11. No repeal by borrowing members
12. Legal capacity of first nations
13. Local revenue account
14. Audit
15. Non-application of certain provisions

## TABLE ANALYTIQUE

LOI PRÉVOYANT LES POUVOIRS EN MATIÈRE D'IMPOSITION FONCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS, CONSTITUANT LA COMMISSION DE LA FISCALITÉ DES PREMIÈRES NATIONS, LE CONSEIL DE GESTION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS, L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS AINSI QUE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DES PREMIÈRES NATIONS ET APPORTANT DES MODIFICATIONS CORRÉLATIVES À CERTAINES LOIS

Préambule

### TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

### DÉFINITIONS

2. Définitions

### DROITS DES AUTOCHTONES

3. Droits des autochtones

### PARTIE 1

#### POUVOIRS FINANCIERS DES PREMIÈRES NATIONS

4. Texte législatif en matière de gestion financière
5. Textes législatifs sur les recettes locales
6. Préavis
7. Autres observations
8. Renseignements à fournir
9. Texte législatif en matière de gestion financière
10. Texte législatif annuel sur le taux d'imposition et les dépenses
11. Interdiction d'abroger : membres emprunteurs
12. Capacité des premières nations
13. Compte de recettes locales
14. Vérification
15. Non-application de certaines dispositions

## PART 2

## FIRST NATIONS TAX COMMISSION

## INTERPRETATION

## 16. Definitions

## ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF COMMISSION

- 17. Commission
- 18. When agent of Her Majesty
- 19. Appointment of Chief Commissioner
- 20. Appointment of commissioners
- 21. Status
- 22. Reappointment
- 23. Remuneration
- 24. Chief Commissioner — functions
- 25. Deputy Chief Commissioner — functions
- 26. Head office
- 27. Rules of procedure
- 28. Staff

## PURPOSES

## 29. Mandate

## FUNCTIONS AND POWERS

- 30. Powers
- 31. Local revenue law review
- 32. Restrictions
- 33. Review on request
- 34. *First Nations Gazette*

## STANDARDS AND PROCEDURES

## 35. Standards

## REGULATIONS

## 36. Regulations

## PART 3

## FIRST NATIONS FINANCIAL MANAGEMENT BOARD

## INTERPRETATION

## 37. Definition of "Board"

## PARTIE 2

## COMMISSION DE LA FISCALITÉ DES PREMIÈRES NATIONS

## DÉFINITIONS

## 16. Définitions

## CONSTITUTION ET ORGANISATION

- 17. Constitution
- 18. Statut
- 19. Nomination du président
- 20. Nomination de commissaires
- 21. Temps plein et temps partiel
- 22. Nouveau mandat
- 23. Rémunération des commissaires
- 24. Fonctions du président
- 25. Intérim du président
- 26. Siège
- 27. Procédure
- 28. Personnel

## MISSION

## 29. Mission

## ATTRIBUTIONS

- 30. Pouvoirs
- 31. Examen des textes législatifs
- 32. Conditions d'agrément
- 33. Examen sur demande
- 34. *Gazette des premières nations*

## NORMES ET PROCÉDURE

## 35. Normes

## RÈGLEMENTS

## 36. Règlements

## PARTIE 3

## CONSEIL DE GESTION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS

## DÉFINITION

## 37. Définition de « Conseil »



## ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF BOARD

## CONSTITUTION ET ORGANISATION

- 38. Establishment
- 39. Not agent of Her Majesty
- 40. Appointment of Chairperson
- 41. Appointment of additional directors
- 42. Election of Vice-Chairperson
- 43. Reappointment
- 44. Status
- 45. Remuneration
- 46. Rules of procedure
- 47. Head office
- 48. Staff

- 38. Constitution
- 39. Statut
- 40. Nomination du président
- 41. Nomination d'autres conseillers
- 42. Vice-président
- 43. Nouveau mandat
- 44. Temps partiel
- 45. Rémunération des conseillers
- 46. Procédure
- 47. Siège
- 48. Personnel

## PURPOSES

## MISSION

- 49. Mandate

- 49. Mission

## FUNCTIONS AND POWERS

## ATTRIBUTIONS

- 50. Review of financial management system
- 51. Required intervention
- 52. Imposed co-management
- 53. Third-party management
- 54. Required information

- 50. Examen des méthodes
- 51. Intervention requise
- 52. Conclusion d'un arrangement de cogestion
- 53. Gestion par le Conseil
- 54. Renseignements requis

## STANDARDS AND PROCEDURES

## NORMES ET PROCÉDURE

- 55. Standards

- 55. Normes

## REGULATIONS

## RÈGLEMENTS

- 56. Regulations

- 56. Règlements

## PART 4

## PARTIE 4

## FIRST NATIONS FINANCE AUTHORITY

## ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS

## INTERPRETATION

## DÉFINITIONS

- 57. Definitions

- 57. Définitions

## ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF AUTHORITY

## CONSTITUTION ET ORGANISATION

- 58. Establishment
- 59. Membership
- 60. Not agent of Her Majesty
- 61. Board of Directors
- 62. Function of Deputy Chairperson
- 63. Term of office

- 58. Constitution
- 59. Membres
- 60. Statut
- 61. Conseil d'administration
- 62. Intérim de la présidence
- 63. Mandat

- 64. Quorum
- 65. Majority vote
- 66. *Canada Corporations Act*
- 67. Remuneration of directors
- 68. Duty of care
- 69. President
- 70. Annual general meeting
- 71. By-laws
- 72. Head office
- 73. Annual budget

## PURPOSES

- 74. Mandate

## FUNCTIONS AND POWERS

- 75. Powers of board of directors
- 76. Application to become borrowing member
- 77. Ceasing to be a borrowing member
- 78. Priority
- 79. Limitations — infrastructure loans
- 80. Restriction on financing
- 81. Limitations — short-term loans
- 82. Sinking fund
- 83. Surpluses
- 84. Debt reserve fund
- 85. Credit enhancement fund
- 86. Default by first nation
- 87. Short-term pooled investment funds

## GENERAL

- 88. Annual report

## REGULATIONS

- 89. Regulations

## PART 5

## FIRST NATIONS STATISTICAL INSTITUTE

## INTERPRETATION

- 90. Definitions

- 64. Quorum
- 65. Vote à la majorité
- 66. *Loi sur les corporations canadiennes*
- 67. Rémunération des administrateurs
- 68. Obligation générale des administrateurs et dirigeants
- 69. Président
- 70. Assemblée générale annuelle
- 71. Règlements administratifs
- 72. Siège
- 73. Budget annuel

## MISSION

- 74. Mission

## ATTRIBUTIONS

- 75. Pouvoirs du conseil
- 76. Demande
- 77. Perte de la qualité de membre emprunteur
- 78. Priorité
- 79. Restrictions relatives aux prêts
- 80. Exclusivité
- 81. Restrictions relatives aux prêts à court terme
- 82. Fonds d'amortissement
- 83. Excédents
- 84. Fonds de réserve
- 85. Fonds de bonification du crédit
- 86. Défaut de versement
- 87. Fonds commun de placement à court terme

## DISPOSITION GÉNÉRALE

- 88. Rapport d'activités

## RÈGLEMENTS

- 89. Règlements

## PARTIE 5

## INSTITUT DE LA STATISTIQUE DES PREMIÈRES NATIONS

## DÉFINITIONS

- 90. Définitions

## ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF INSTITUTE

- 91. Institute
- 92. Crown Corporation
- 93. Not an agent of Her Majesty
- 94. Board of directors
- 95. Appointment of Chairperson
- 96. Appointment of other directors
- 97. Staggered terms
- 98. Status
- 99. Election of Vice-Chairperson
- 100. Reappointment
- 101. Head office
- 102. First Nations Chief Statistician
- 103. Oath of office

## PURPOSES

- 104. Mandate

## POWERS

- 105. General powers
- 106. Sharing of information
- 107. Federal data

## GENERAL

- 108. Protection of information
- 109. Information privileged
- 110. Powers of Statistics Canada

## OFFENCES

- 111. Offence
- 112. Secret information

## REGULATIONS

- 113. Regulations

## PART 6

## FINANCIAL MANAGEMENT AND CONTROL

- 114. Definitions
- 115. Exclusion from public service
- 116. Financial year
- 117. Expenditure of revenues

## CONSTITUTION ET ORGANISATION

- 91. Constitution
- 92. Société d'État
- 93. Statut
- 94. Conseil d'administration
- 95. Nomination du président
- 96. Autres administrateurs
- 97. Échelonnement des mandats
- 98. Temps partiel
- 99. Vice-président
- 100. Nouveau mandat
- 101. Siège
- 102. Statisticien en chef des premières nations
- 103. Serment professionnel

## MISSION

- 104. Mission

## ATTRIBUTIONS

- 105. Pouvoirs généraux
- 106. Communication des renseignements
- 107. Accès aux archives

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 108. Protection des renseignements
- 109. Renseignements protégés
- 110. Pouvoirs de Statistique Canada

## INFRACTIONS

- 111. Infraction
- 112. Renseignements secrets

## RÈGLEMENTS

- 113. Règlements

## PARTIE 6

## GESTION ET CONTRÔLE FINANCIERS

- 114. Définitions
- 115. Non-appartenance à l'administration publique fédérale
- 116. Exercice
- 117. Utilisation des recettes



- 118. Corporate plans
- 119. Books and systems
- 120. Annual auditor's report
- 121. Special examination
- 122. Report
- 123. Examiner
- 124. Consultation with Auditor General
- 125. Right to information
- 126. Restriction
- 127. Qualified privilege
- 128. Audit committee
- 129. Disclosure of material developments
- 130. Annual report
- 131. Annual meeting

## PART 7

## PROVISIONS OF GENERAL APPLICATION

## GENERAL

- 132. Conflict of interest
- 133. Liability of Her Majesty
- 134. No appropriation
- 135. No compensation
- 136. Limit of liability
- 137. Limit of liability
- 138. Conflict with other laws
- 139. Official languages

## REGULATIONS

- 140. Regulations
- 141. Regulations
- 142. Regulations

## PART 8

TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL  
AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS AND  
COMING INTO FORCE

## TRANSITIONAL PROVISIONS

- 143. ITAB employees
- 144. Continuation of directors
- 145. Continuation of existing by-laws
- 146. Existing financial administration by-laws

- 118. Plan d'entreprise
- 119. Documents comptables
- 120. Rapport annuel du vérificateur
- 121. Examen spécial
- 122. Rapport
- 123. Examineur
- 124. Consultation du vérificateur général
- 125. Droit aux renseignements
- 126. Restrictions
- 127. Immunité relative
- 128. Constitution de comité
- 129. Avis des changements importants
- 130. Rapport annuel
- 131. Réunion annuelle

## PARTIE 7

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## GÉNÉRALITÉS

- 132. Conflits d'intérêts
- 133. Responsabilité de la Couronne
- 134. Interdiction de crédit
- 135. Aucun recours
- 136. Limite de responsabilité
- 137. Limite de responsabilité
- 138. Primauté
- 139. *Loi sur les langues officielles*

## RÈGLEMENTS

- 140. Règlements
- 141. Règlements
- 142. Règlements

## PARTIE 8

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS  
CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION ET  
ENTRÉE EN VIGUEUR

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- 143. Personnel de la CCFI
- 144. Administrateurs
- 145. Maintien des règlements administratifs existants
- 146. Règlements administratifs

147. Review and evaluation

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

148-149. *Access to Information Act*

150. *Financial Administration Act*

151-152. *Indian Act*

153. *Privacy Act*

COORDINATING AMENDMENTS

154. 2003, c. 22

COMING INTO FORCE

155. Order in council

SCHEDULE

147. Examen

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

148-149. *Loi sur l'accès à l'information*

150. *Loi sur la gestion des finances publiques*

151-152. *Loi sur les Indiens*

153. *Loi sur la protection des renseignements personnels*

DISPOSITIONS DE COORDINATION

154. 2003, ch. 22

ENTRÉE EN VIGUEUR

155. Entrée en vigueur

ANNEXE





HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-20

## PROJET DE LOI C-20

An Act to provide for real property taxation powers of first nations, to create a First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute and to make consequential amendments to other Acts

Loi prévoyant les pouvoirs en matière d'imposition foncière des premières nations, constituant la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ainsi que l'Institut de la statistique des premières nations et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

Preamble

Whereas the Government of Canada has adopted a policy recognizing the inherent right of self-government as an aboriginal right and providing for the negotiation of self-government;

Whereas this Act is not intended to define the nature and scope of any right of self-government or to prejudice the outcome of any self-government negotiation;

Whereas the creation of national aboriginal institutions will assist first nations that choose to exercise real property taxation jurisdiction on reserve lands;

Whereas economic development through the application of real property tax revenues and other local revenues to support borrowing on capital markets for the development of public infrastructure is available to other governments in Canada;

Whereas real property taxation regimes on reserves should recognize both the interests of on-reserve taxpayers and the rights of members of first nations communities;

Attendu :

que le gouvernement du Canada a adopté une politique aux termes de laquelle il est reconnu que le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale constitue un droit ancestral et que cette politique prévoit des négociations portant sur l'autonomie gouvernementale;

que la présente loi n'a pas pour but de définir la nature et l'étendue de tout droit à l'autonomie gouvernementale ou d'anticiper l'issue des négociations portant sur celle-ci;

que l'établissement d'institutions autochtones nationales bénéficiera aux premières nations qui choisissent d'exercer une compétence relative à l'imposition foncière sur les terres de réserve;

que d'autres gouvernements au Canada bénéficient de ce levier de développement économique que représentent les recettes fiscales foncières et d'autres recettes locales utilisées pour contracter des emprunts sur les marchés financiers en vue de l'établissement d'infrastructures publiques;

Préambule

Whereas accurate, timely and credible statistics are a key element of sound financial planning, management and reporting available to other governments in Canada;

Whereas first nations led an initiative that resulted in 1988 in an amendment to the *Indian Act* so that their jurisdiction over real property taxation on reserve could be exercised and the Indian Taxation Advisory Board was created to assist in the exercise of that jurisdiction;

Whereas, in 1995, the First Nations Finance Authority Inc. was incorporated for the purposes of issuing debentures using real property tax revenues and providing investment opportunities;

Whereas, by 1999, first nations and the Government of Canada recognized the benefits of establishing statutory institutions as part of a comprehensive fiscal and statistical management system;

And whereas first nations have led an initiative culminating in the introduction of this Act;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

#### SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *First Nations Fiscal and Statistical Management Act*.

#### INTERPRETATION

Definitions

2. (1) The following definitions apply in this Act.

que les régimes d'impôts fonciers des réserves devraient tenir compte à la fois des intérêts des contribuables qui vivent dans une réserve et des droits des membres des collectivités des premières nations;

que l'accès à des données exactes, actuelles et crédibles par d'autres gouvernements du Canada est un élément essentiel à l'élaboration de rapports fiables, à la bonne planification financière et à la saine gestion;

que les premières nations ont entrepris une initiative par suite de laquelle la *Loi sur les Indiens* a été modifiée en 1988 de façon qu'elles puissent exercer leur compétence relative aux impôts fonciers dans les réserves et que la Commission consultative de la fiscalité indienne a été créée pour les aider à exercer cette compétence;

qu'en 1995, la First Nations Finance Authority Inc. a été constituée en personne morale afin d'émettre des débentures au moyen des recettes fiscales foncières et d'offrir des possibilités d'investissement;

qu'en 1999, les premières nations et le gouvernement du Canada ont reconnu les avantages de l'établissement d'institutions par voie législative dans le cadre de systèmes globaux de gestion financière et statistique;

que les premières nations ont entrepris une initiative qui a mené à l'élaboration de la présente loi,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

#### TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations.*

#### DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

<p>“borrowing member” « membre emprunteur »</p>	<p>“borrowing member” means a first nation that has been accepted as a borrowing member under subsection 76(2) and has not ceased to be a borrowing member under section 77.</p>	<p>« Administration financière des premières nations » L’administration constituée par l’article 58.</p>	<p>« Administration financière des premières nations » “First Nations Finance Authority”</p>
<p>“council” « conseil de la première nation »</p>	<p>“council” has the same meaning as “council of the band” in subsection 2(1) of the <i>Indian Act</i>.</p>	<p>« Commission de la fiscalité des premières nations » La commission constituée par le paragraphe 17(1).</p>	<p>« Commission de la fiscalité des premières nations » “First Nations Tax Commission”</p>
<p>“first nation” « première nation »</p>	<p>“first nation” means</p> <p>(a) in any provision of Part 5, a band; and</p> <p>(b) in any other provision, a band named in the schedule.</p>	<p>« Conseil de gestion financière des premières nations » Le conseil constitué par le paragraphe 38(1).</p>	<p>« Conseil de gestion financière des premières nations » “First Nations Financial Management Board”</p>
<p>“First Nations Finance Authority” « Administration financière des premières nations »</p>	<p>“First Nations Finance Authority” means the corporation established under section 58.</p>	<p>« conseil de la première nation » S’entend au sens de « conseil de la bande » au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i>.</p>	<p>« conseil de la première nation » “council”</p>
<p>“First Nations Financial Management Board” « Conseil de gestion financière des premières nations »</p>	<p>“First Nations Financial Management Board” means the board established under subsection 38(1).</p>	<p>« Gazette des premières nations » La publication prévue à l’article 34.</p>	<p>« Gazette des premières nations » “First Nations Gazette”</p>
<p>“First Nations Gazette” « Gazette des premières nations »</p>	<p>“First Nations Gazette” means the publication published under section 34.</p>	<p>« Institut de la statistique des premières nations » L’institut constitué par l’article 91.</p>	<p>« Institut de la statistique des premières nations » “First Nations Statistical Institute”</p>
<p>“First Nations Statistical Institute” « Institut de la statistique des premières nations »</p>	<p>“First Nations Statistical Institute” means the institute established under section 91.</p>	<p>« membre emprunteur » Première nation qui a été acceptée comme membre emprunteur en vertu du paragraphe 76(2) et n’a pas cessé de l’être dans le cadre de l’article 77.</p>	<p>« membre emprunteur » “borrowing member”</p>
<p>“First Nations Tax Commission” « Commission de la fiscalité des premières nations »</p>	<p>“First Nations Tax Commission” means the commission established under subsection 17(1).</p>	<p>« ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.</p>	<p>« ministre » “Minister”</p>
<p>“local revenue law” « texte législatif sur les recettes locales »</p>	<p>“local revenue law” means a law made under subsection 5(1).</p>	<p>« première nation »</p> <p>a) Dans les dispositions de la partie 5, bande;</p> <p>b) dans les autres dispositions, bande dont le nom figure à l’annexe.</p>	<p>« première nation » “first nation”</p>
<p>“local revenues” « recettes locales »</p>	<p>“local revenues” means moneys raised under a local revenue law.</p>	<p>« recettes locales » Fonds perçus au titre d’un texte législatif pris en vertu du paragraphe 5(1).</p>	<p>« recettes locales » “local revenues”</p>



"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.	« texte législatif relatif à l'imposition foncière » Texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)a).	« texte législatif relatif à l'imposition foncière » "property taxation law"
"property taxation law" « texte législatif relatif à l'imposition foncière »	"property taxation law" means a law made under paragraph 5(1)(a).	« texte législatif sur les recettes locales » Texte législatif pris en vertu du paragraphe 5(1).	« texte législatif sur les recettes locales » "local revenue law"
"third-party management" Version anglaise seulement	"third-party management" means the management of a first nation's local revenues under section 53.		
Indian Act definitions	(2) Unless the context otherwise requires, words and expressions used in this Act and not otherwise defined have the same meaning as in the <i>Indian Act</i> .	(2) Sauf indication contraire du contexte, les autres termes de la présente loi s'entendent au sens de la <i>Loi sur les Indiens</i> .	5 Terminologie
Amendments to schedule	(3) At the request of the council of a band, the Governor in Council may, by order, amend the schedule by adding, deleting or changing the name of the band.	(3) À la demande du conseil d'une bande, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe pour y ajouter, en retrancher ou y 10 15 changer le nom de celle-ci.	Modification de l'annexe

## ABORIGINAL RIGHTS

Aboriginal and treaty rights

3. For greater certainty, nothing in this Act shall be construed so as to abrogate or derogate from any existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada under section 35 of the *Constitution Act, 1982*.

## DROITS DES AUTOCHTONES

3. Il est entendu que la présente loi ne porte pas atteinte aux droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada visés à l'article 35 de la *Loi 15 constitutionnelle de 1982*.

## PART 1

## FIRST NATIONS FISCAL POWERS

Financial administration laws

4. Before making any law under subsection 5(1), the council of a first nation shall make a law respecting the financial administration of the first nation under paragraph 9(1)(a).

## PARTIE 1

## POUVOIRS FINANCIERS DES PREMIÈRES NATIONS

4. Avant de prendre un texte législatif en vertu du paragraphe 5(1), le conseil de la première nation doit prendre un texte législatif sur la gestion financière de la première nation en 20 vertu de l'alinéa 9(1)a).

Local revenue laws

5. (1) Subject to subsections (2) to (6), 25 sections 4 and 6 and any regulations made under paragraph 36(1)(d), the council of a first nation may make laws

5. (1) Le conseil de la première nation peut, sous réserve des paragraphes (2) à (6), des articles 4 et 6 et des règlements pris en vertu de l'alinéa 36(1)d), prendre des textes législatifs : 25

(a) respecting taxation for local purposes of reserve lands, interests in reserve lands or 30 rights to occupy, possess or use reserve lands, including

(i) the assessment of the value of those lands, interests and rights, the requisition of any information necessary to conduct 35 the assessment and the inspection, in

a) concernant l'imposition de taxes à des fins locales sur les terres de réserve, ainsi que sur les intérêts ou les droits d'occupation, de possession et d'usage sur celles-ci, y compris :

(i) l'évaluation de ces terres, intérêts et droits, la demande des renseignements nécessaires à l'évaluation et l'inspection

30

Textes législatifs sur les recettes locales

Texte législatif en matière de gestion financière

Droits des autochtones

- accordance with procedures prescribed by regulation, for assessment purposes of any reserve lands that are subject to taxation for local purposes,
- (ii) a mechanism to establish tax rates and 5 apply them to the assessed value of those lands, interests and rights,
- (iii) taxation for the provision of services in respect of reserve lands,
- (iv) the taxation of business activities on 10 reserve lands, and
- (v) the imposition of development cost charges;
- (b) authorizing the expenditure of local revenues; 15
- (c) respecting procedures by which the interests of taxpayers may be represented to the council;
- (d) respecting the borrowing of money from the First Nations Finance Authority, includ- 20 ing any authorization to enter into a particular borrowing agreement with that Authority;
- (e) subject to any conditions, and in accordance with any procedures, prescribed by regulation, respecting the enforcement of 25 laws made under paragraph (a) in respect of outstanding taxes or charges, including
- (i) the creation of liens on reserve lands and interests in reserve lands,
- (ii) the imposition and recovery of interest 30 and penalties on an amount payable pursuant to a law made under that paragraph, where the amount is not paid when it is due, and the rate of interest or the amount of the penalty, as the case may be, 35
- (iii) subject to subsection (7), the seizure, forfeiture and assignment of interests or rights in reserve lands,
- (iv) the seizure and sale of personal property located on reserve lands, other 40 than property located in a dwelling, and
- (v) the discontinuance of services;
- aux fins d'évaluation, sous réserve de la procédure fixée par règlement, des terres imposables à des fins locales,
- (ii) le mode de fixation des taux d'imposition applicables à leur valeur imposable, 5
- (iii) l'imposition de taxes pour les services fournis relativement aux terres de réserve,
- (iv) l'imposition de taxes à l'égard des activités commerciales sur les terres de réserve, 10
- (v) l'imposition de taxes d'aménagement;
- b) autorisant l'engagement des dépenses sur les recettes locales;
- c) concernant la procédure par laquelle les intérêts des contribuables peuvent lui être 15 présentés;
- d) concernant l'emprunt de fonds auprès de l'Administration financière des premières nations, y compris l'autorisation de conclure avec elle un accord relatif à un tel emprunt; 20
- e) concernant, sous réserve de la procédure et des conditions fixées par règlement, le contrôle d'application des textes législatifs pris en vertu de l'alinéa a) en matière de taxes ou de droits en souffrance, notamment par : 25
- (i) la création d'un privilège sur les terres de réserve ou sur les intérêts ou les droits sur ces terres,
- (ii) l'obligation de verser des intérêts ou des pénalités sur les sommes en souffrance 30 sous le régime d'un texte législatif pris en vertu de cet alinéa, la fixation du taux d'intérêt et du montant des pénalités et le recouvrement des intérêts et des pénalités,
- (iii) sous réserve du paragraphe (7), la 35 saisie, la confiscation et la cession d'intérêts ou de droits sur les terres de réserve,
- (iv) la saisie et la vente de biens meubles situés sur les terres de réserve, autres que les biens situés dans une maison d'habita- 40 tion,
- (v) la cessation de la fourniture des services;

(f) delegating to any person or body any of the council's powers to make laws under any of paragraphs (a) to (e); and

(g) delegating to the First Nations Financial Management Board any other of the council's powers that are required to give effect to a co-management arrangement entered into under section 52 or to give effect to third-party management of the first nation's local revenues. 10

Approval  
required

(2) A law made under subsection (1) does not have any force or effect until it is approved by the First Nations Tax Commission.

Coming into  
force

(3) A law made under subsection (1) comes into force on the later of

(a) the day of coming into force set out in the law, and

(b) the day after it is approved by the First Nations Tax Commission.

Appeals

(4) A law made under paragraph (1)(a) shall include 20

(a) an appeal procedure in respect of assessments, incorporating such procedures as are prescribed by regulation; and

(b) fixed rates of remuneration and fixed terms of office for any persons designated to decide the appeals. 25

Third-party  
management

(5) A property taxation law shall provide that, if the First Nations Financial Management Board gives notice to the first nation that third-party management of the first nation's local revenues is required, the Board may act as agent of the first nation to fulfil any of the powers and obligations of the council under the property taxation law, this Act and any regulations made under this Act. 35

Special levy

(6) A property taxation law of a borrowing member shall provide that the borrowing member must make a law under paragraph (1)(a) in order to recover amounts payable under paragraph 84(5)(b). 40

f) prévoyant la délégation à une personne ou à un organisme du pouvoir de prendre des textes législatifs en vertu des alinéas a) à e);

g) prévoyant la délégation au Conseil de gestion financière des premières nations de tout autre pouvoir nécessaire à la mise en oeuvre d'un arrangement de cogestion conclu en vertu de l'article 52 ou de la prise en charge de la gestion en vertu de l'article 53. 5

(2) Le texte législatif pris en vertu du paragraphe (1) est inopérant tant qu'il n'a pas été agréé par la Commission de la fiscalité des premières nations. 10 Agrément

(3) Le texte législatif pris en vertu du paragraphe (1) entre en vigueur le jour suivant son agrément par la Commission de la fiscalité des premières nations ou à la date postérieure qu'il prévoit. 15 Entrée en vigueur

(4) Le texte législatif pris en vertu de l'alinéa (1)a) doit prévoir : 20 Appels

a) la procédure d'appel applicable aux évaluations, en incorporant la procédure éventuellement fixée par règlement;

b) le taux fixe de rémunération et la durée déterminée du mandat des personnes désignées pour rendre les décisions en appel. 25

(5) Le texte législatif relatif à l'imposition foncière doit prévoir que le Conseil de gestion financière des premières nations, dans le cas où il donne avis à la première nation que la prise en charge de la gestion de ses recettes locales par lui est nécessaire, pourra agir à titre de mandataire de la première nation pour remplir les attributions et les obligations du conseil de la première nation prévues à ce texte législatif ou à la présente loi ou à ses règlements. 35 Gestion par le Conseil

(6) Le texte législatif relatif à l'imposition foncière d'un membre emprunteur doit prévoir que ce dernier est tenu de prendre un texte législatif en vertu de l'alinéa (1)a) pour recouvrer les sommes visées à l'alinéa 84(5)b). 40 Taxe spéciale



Assignment of right or interest	(7) Notwithstanding the <i>Indian Act</i> or any instrument conferring a right or interest in reserve lands, if there are outstanding taxes payable pursuant to a law made under paragraph (1)(a) for more than two years, the first nation may assign the right or interest in accordance with the conditions and procedures prescribed by regulation.	(7) Malgré la <i>Loi sur les Indiens</i> et l'acte conférant un intérêt ou un droit sur les terres de réserve, la première nation peut procéder à la cession de l'intérêt ou du droit conformément à la procédure et aux conditions fixées par règlement dans les cas où les taxes exigibles aux termes d'un texte législatif pris en vertu de l'alinéa (1)a) sont en souffrance depuis plus de deux ans.	Cession d'un intérêt ou d'un droit
Judicial notice	(8) In any proceedings, judicial notice may be taken of a local revenue law.	(8) Le texte législatif sur les recettes locales peut être admis d'office dans toute instance.	Admission d'office
Statutory Instruments Act	(9) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply in respect of local revenue laws or laws made under section 9.	(9) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux textes législatifs sur les recettes locales et aux textes législatifs pris en vertu de l'article 9.	Loi sur les textes réglementaires
Notice of proposed laws	6. (1) The council of a first nation shall, at least 60 days before making a law under any of paragraphs 5(1)(a) to (c), including a law repealing such a law or an amendment to such a law other than one referred to in paragraph 10(a) or (b),  (a) publish a notice of the proposed law in a local newspaper;  (b) post the notice in a public place on the reserve lands of the first nation; and  (c) send the notice, by mail or electronic means, to the First Nations Tax Commission, to members of the first nation, to others who have interests in those lands or rights to occupy, possess or use those lands and to every government, organization and individual who, in the opinion of the council, may be affected by the proposed law.	6. (1) Le conseil de la première nation est tenu, au moins soixante jours avant la prise d'un texte législatif en vertu de l'un ou l'autre des alinéas 5(1)a) à c), notamment un texte législatif abrogeant un tel texte ou le modifiant, à l'exception d'un texte législatif visé aux alinéas 10a) ou b):  a) de publier un préavis du projet de texte législatif dans un journal local;  b) d'afficher le préavis dans un lieu public sur les terres de réserve de la première nation;  c) de transmettre le préavis par courrier ou voie électronique à la Commission de la fiscalité des premières nations, aux membres de la première nation ainsi qu'aux autres personnes qui ont des intérêts ou des droits d'occupation, de possession et d'usage sur les terres de réserve et aux gouvernements, organisations et individus qui, à son avis, peuvent être touchés par le projet de texte législatif.	Préavis
Exemption	(2) The First Nations Tax Commission may exempt a first nation from the requirements of subsection (1) in respect of an amendment of a law if the Commission considers that the amendment is not significant.	(2) Dans le cas de la modification d'un texte législatif, la Commission de la fiscalité des premières nations peut exempter une première nation de l'obligation prévue au paragraphe (1) si elle estime que la modification n'est pas importante.	Exemption
Content of notice	(3) A notice referred to in subsection (1) shall  (a) describe the proposed law;	(3) Le préavis doit:  a) indiquer la teneur du projet de texte législatif;	Contenu du préavis

	(b) state where a copy of the proposed law may be obtained;	b) indiquer le lieu où peut être obtenu le texte du projet;	
	(c) invite representations regarding the proposed law to be made, in writing, to the council within 60 days after the date stated in the notice; and	c) préciser que des observations écrites sur le projet peuvent être présentées au conseil de la première nation dans les soixante jours suivant la date qui y est indiquée;	5
	(d) if the council is to review the proposed law at a public meeting, state the time and place of the meeting.	d) indiquer, le cas échéant, les date, heure et lieu de l'assemblée au cours de laquelle le conseil de la première nation étudiera le texte législatif.	10
Council to consider representations	(4) Before making a law under any of paragraphs 5(1)(a) to (c), the council of a first nation shall consider any representations that were made in accordance with paragraph (3)(c) or at a meeting referred to in paragraph (3)(d).	(4) Le conseil de la première nation est tenu, avant la prise d'un texte législatif en vertu de l'un ou l'autre des alinéas 5(1)a) à c), de prendre en compte les observations présentées au titre de l'alinéa (3)c) ou lors de l'assemblée visée à l'alinéa (3)d).	15 Prise en compte des observations
Further representations	7. When the council of a first nation sends a property taxation law or a law made under paragraph 5(1)(c) to the First Nations Tax Commission for its approval, the council shall	7. En même temps qu'il transmet pour agrément à la Commission de la fiscalité des premières nations un texte législatif relatif à l'imposition foncière ou un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)c), le conseil de la première nation :	20 Autres observations
	(a) provide a copy of the law to any persons who made representations under paragraph 6(3)(c); and	a) en fournit une copie à ceux qui ont présenté des observations écrites au titre de l'alinéa 6(3)c);	25
	(b) invite those persons to make written representations to the Commission within 30 days after the day on which they receive the copy of the law.	b) invite ces derniers à présenter toute autre observation par écrit à la Commission de la fiscalité des premières nations dans les trente jours suivant la date de la réception de cette copie.	30
Information accompanying property taxation law	8. (1) A property taxation law — including an amendment of a property taxation law — shall, when submitted to the First Nations Tax Commission for approval, be accompanied by	8. (1) Les renseignements à fournir à la Commission de la fiscalité des premières nations avec la demande d'agrément d'un texte législatif relatif à l'imposition foncière ou d'un texte législatif apportant à celui-ci une modification sont les suivants :	35 Renseignements à fournir
	(a) a description of the lands, interests or rights subject to the law;	a) la désignation des terres, intérêts et droits qui font l'objet du texte législatif;	40
	(b) a description of the assessment practices to be applied to each class of land, interest or right;	b) les méthodes d'évaluation de chaque catégorie de terres, d'intérêts et de droits qui font l'objet du texte législatif;	45
	(c) information regarding services to be provided from local revenues, existing service agreements and any service agreement negotiations under way at the time the law was made;	c) les services à fournir sur les recettes locales ou dont la fourniture est prévue dans les accords de prestation de services actuels ou en cours de négociation au moment de la prise du texte législatif;	50

	<p>(d) a description of the notices that were given, any consultation undertaken by the council before making the law and copies of any written representations received by the council; and</p> <p>(e) evidence that the law was duly made by the council.</p>	<p>d) la teneur des préavis transmis et des consultations tenues avant la prise du texte législatif et une copie des observations écrites reçues;</p> <p>e) la preuve que le texte législatif a été pris en bonne et due forme par le conseil de la première nation.</p>	
Exemption	<p>(2) The First Nations Tax Commission may exempt a first nation from the requirements of subsection (1) in respect of an amendment of a property taxation law if the Commission considers that the amendment is not significant.</p>	<p>(2) Dans le cas de la modification d'un texte législatif, la Commission de la fiscalité des premières nations peut exempter une première nation de l'obligation prévue au paragraphe (1) si elle estime que la modification n'est pas importante.</p>	Exemption
Accompanying information	<p>(3) A law made under paragraph 5(1)(c), when submitted to the First Nations Tax Commission for approval, shall be accompanied by</p>	<p>(3) Les renseignements à fournir à la Commission de la fiscalité des premières nations avec la demande d'agrément d'un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)c) sont les suivants :</p>	Renseignements à fournir
Evidence law duly made	<p>(a) a description of the notices that were given, any consultation undertaken by the council before making the law and copies of any written representations received by the council; and</p> <p>(b) evidence that the law was duly made by the council.</p> <p>(4) A law made under paragraph 5(1)(b), (d) or (e) that is submitted to the First Nations Tax Commission for approval shall be accompanied by evidence that it was duly made by the council.</p>	<p>a) la teneur des préavis transmis et des consultations tenues avant la prise du texte législatif et une copie des observations écrites reçues;</p> <p>b) la preuve que le texte législatif a été pris en bonne et due forme par le conseil de la première nation.</p> <p>(4) Pour la demande d'agrément d'un texte législatif pris en vertu des alinéas 5(1)b), d) ou e), la première nation doit fournir à la Commission de la fiscalité des premières nations la preuve que le texte législatif a été pris en bonne et due forme par le conseil de la première nation.</p>	Preuve à fournir
Additional information on request	<p>(5) At the request of the First Nations Tax Commission, a first nation shall provide any documents that the Commission requires in order to</p> <p>(a) review a local revenue law;</p> <p>(b) determine that the law was made in accordance with this Act, the regulations or any standards made under subsection 35(1); or</p> <p>(c) perform any of its other functions under this Act.</p>	<p>(5) La première nation présente à la Commission de la fiscalité des premières nations, sur demande, tous documents utiles :</p> <p>a) à l'examen d'un texte législatif sur les recettes locales;</p> <p>b) à la prise d'une décision quant à la conformité d'un tel texte avec la présente loi ou les règlements, ou les normes visées au paragraphe 35(1);</p> <p>c) à l'accomplissement de ses autres fonctions.</p>	Production de documents
Financial administration laws	<p>9. (1) Subject to subsections (2) and (3), the council of a first nation may make laws</p>	<p>9. (1) Le conseil de la première nation peut, sous réserve des paragraphes (2) ou (3), prendre un texte législatif :</p>	Texte législatif en matière de gestion financière



	(a) respecting the financial administration of the first nation; and	a) régissant la gestion financière de la première nation;	
	(b) delegating to any person or body its powers to make laws under paragraph (a).	b) déléguant à une personne ou à un organisme son pouvoir de prendre un texte législatif en vertu de l'alinéa a).	5
Approval required	(2) A financial administration law made under subsection (1), including any amendment of such a law, does not have any force or effect until it is approved by the First Nations Financial Management Board.	(2) Le texte législatif pris en vertu du paragraphe (1) — y compris une modification de celui-ci — est inopérant tant qu'il n'a pas été agréé par le Conseil de gestion financière des premières nations.	Agrément 10
Coming into force	(3) A financial administration law made under subsection (1) comes into force on the later of (a) the day of coming into force set out in the law, and (b) the day after it is approved by the First Nations Financial Management Board.	(3) Le texte législatif pris en vertu du paragraphe (1) entre en vigueur le jour suivant son agrément par le Conseil de gestion financière des premières nations ou à la date postérieure qu'il prévoit.	Entrée en vigueur 15
Evidence law duly made	(4) A law made under subsection (1) that is submitted to the First Nations Financial Management Board for approval shall be accompanied by evidence that it was duly made by the council.	(4) La preuve que le texte législatif a été pris en bonne et due forme par le conseil de la première nation doit être fournie avec la demande d'agrément du texte.	Preuve de la prise du texte
Additional information on request	(5) At the request of the First Nations Financial Management Board, a first nation shall provide any documents that the Board requires in order to (a) review the financial administration law; (b) determine that the law was made in accordance with this Act, the regulations or any standards made under subsection 55(1); or (c) perform any of its other functions under this Act.	(5) La première nation présente au Conseil de gestion financière des premières nations, sur demande, tous documents utiles : a) à l'examen d'un texte législatif sur la gestion financière; b) à la prise d'une décision quant à la conformité d'un tel texte avec la présente loi ou les règlements, ou les normes visées au paragraphe 55(1); c) à l'accomplissement de ses autres fonctions.	Production de documents 20 25 30
Annual rate and expenditure laws	10. A council of a first nation that makes a property taxation law shall, at least once each year at a time prescribed by regulation, make (a) a law under paragraph 5(1)(a) setting the rate of tax to be applied to the assessed value of each class of lands, interests or rights; and (b) a law under paragraph 5(1)(b) establishing a budget for the expenditure of revenues raised under the property taxation law.	10. Le conseil de la première nation qui prend un texte législatif relatif à l'imposition foncière est tenu, au moins une fois par an, de prendre, au moment fixé par règlement : a) un texte législatif en vertu de l'alinéa 5(1)a) fixant le taux d'imposition applicable à la valeur imposable de chaque catégorie de terres, d'intérêts ou de droits;	Texte législatif annuel sur le taux d'imposition et les dépenses 35 40

		b) un texte législatif en vertu de l'alinéa 5(1)b) établissant le budget relatif aux dépenses sur les recettes locales perçues en vertu du texte législatif relatif à l'imposition foncière.	5	
No repeal by borrowing members	11. (1) A borrowing member shall not repeal a property taxation law.	11. (1) Le membre emprunteur ne peut abroger un texte législatif relatif à l'imposition foncière.		Interdiction d'abroger : membres emprunteurs
Priority to Authority	(2) A law made under paragraph 5(1)(b) by a borrowing member shall not authorize the expenditure of local revenues unless the borrowing member's budget provides for the payment of all amounts payable to the First Nations Finance Authority during the budget period.	(2) Le texte législatif pris par un membre emprunteur en vertu de l'alinéa 5(1)b) ne peut autoriser une dépense sur les recettes locales que si le budget prévoit le paiement des sommes dues à l'Administration financière des premières nations pour l'exercice budgétaire.	10	Texte législatif en matière de dépenses
Financial commitment	(3) The borrowing member shall, in every year, reserve such local revenues as are required to ensure that all amounts authorized to be paid to the First Nations Finance Authority in the year are actually paid in that year.	(3) Chaque année, le membre emprunteur doit mettre de côté la partie des recettes locales nécessaire pour que toutes les sommes dont le paiement à l'Administration financière des premières nations est autorisé pour l'année soient en fait payées.	15	Engagement financier
Legal capacity of first nations	12. For greater certainty, for the purposes of Part 4, a borrowing member has the capacity to contract and to sue and be sued.	12. Il est entendu que, pour l'application de la partie 4, le membre emprunteur a la capacité de contracter et d'ester en justice.	15	Capacité des premières nations
Local revenue account	13. (1) Local revenues of a first nation shall be placed in a local revenue account, separate from other moneys of the first nation.	13. (1) Les recettes locales d'une première nation sont placées dans un compte de recettes locales, qui est un compte distinct.	20	Compte de recettes locales
Restriction on expenditures	(2) Local revenues may be expended only under the authority of a law made under paragraph 5(1)(b).	(2) Les recettes locales ne peuvent être dépensées qu'au titre d'un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)b).	25	Restrictions sur les dépenses
Balanced budget	(3) Expenditures provided for in a law made under paragraph 5(1)(b) shall not exceed the local revenues estimated for the year in which those expenditures are to be made, less any deficit accumulated from prior years.	(3) Les dépenses prévues par un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)b) ne peuvent excéder les recettes locales de l'année au cours de laquelle elles doivent être faites, moins le déficit accumulé pour les années antérieures.	30	Équilibre budgétaire
Audit	14. (1) The local revenue account shall be audited at least once each calendar year and reported on separately from other accounts.	14. (1) Le compte de recettes locales fait l'objet d'une vérification au moins une fois par année civile et est présenté sous une rubrique distincte dans le rapport de vérification.	35	Vérification
Access to report	(2) The audit report of the local revenue account shall be made available to (a) the members of the first nation;	(2) Le rapport de vérification est accessible : a) aux membres de la première nation; b) aux personnes qui ont un intérêt ou un droit d'occupation, d'usage ou de possession sur les terres de réserve de la première nation;	40	Accès au rapport

(b) any other persons who have an interest in, or the right to occupy, possess or use, the first nation's reserve lands;

(c) the First Nations Tax Commission, the First Nations Financial Management Board and the First Nations Finance Authority; and

(d) the Minister.

c) à la Commission de la fiscalité des premières nations, au Conseil de gestion financière des premières nations et à l'Administration financière des premières nations;

d) au ministre.

Non-application  
of certain  
provisions

15. Paragraphs 83(1)(a) and (d) to (g) and section 84 of the *Indian Act* and any regulations made under paragraph 73(1)(m) of that Act do not apply to a first nation.

15. Les alinéas 83(1)a) et d) à g) et l'article 84 de la *Loi sur les Indiens* et les règlements pris en vertu de l'alinéa 73(1)m) de cette loi ne s'appliquent pas aux premières nations.

Non-application  
de certaines  
dispositions

## PART 2

### FIRST NATIONS TAX COMMISSION

#### INTERPRETATION

Definitions

16. The following definitions apply in this Part.

"Commission"  
« Commission »

"Commission" means the First Nations Tax Commission.

"taxpayer"  
« contribuable »

"taxpayer" means a person paying tax under a property taxation law.

## PARTIE 2

### COMMISSION DE LA FISCALITÉ DES PREMIÈRES NATIONS

#### DÉFINITIONS

16. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« Commission » La Commission de la fiscalité des premières nations.

« Commission »  
"Commission"

« contribuable » Personne qui paie des impôts en application d'un texte législatif relatif à l'imposition foncière.

« contribuable »  
"taxpayer"

#### ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF COMMISSION

Commission

17. (1) There is hereby established a commission, to be known as the First Nations Tax Commission, consisting of 10 commissioners, including a Chief Commissioner and Deputy Chief Commissioner.

#### CONSTITUTION ET ORGANISATION

17. (1) Est constituée la Commission de la fiscalité des premières nations, composée de dix commissaires, dont le président et le vice-président.

Constitution

Capacity, rights,  
powers and  
privileges

(2) The Commission has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person, including the capacity to

(a) enter into contracts;

(b) acquire, hold and dispose of property or an interest in property;

(c) raise, invest or borrow money; and

(d) sue and be sued.

(2) La Commission a la capacité d'une personne physique; elle peut notamment :

a) conclure des contrats;

b) acquérir et détenir des droits ou des intérêts sur des biens, ou en disposer;

c) prélever, placer ou emprunter des fonds;

d) ester en justice.

Capacité  
juridique

When agent of  
Her Majesty

18. (1) The Commission is an agent of Her Majesty only for the approval of local revenue laws.

18. (1) La Commission n'est mandataire de Sa Majesté qu'en ce qui concerne l'agrément des textes législatifs sur les recettes locales.

Statut



Savings	(2) For the purpose of subsection (1), the issuance of a certificate referred to in paragraph 32(2)(b) is deemed not to be an approval of a local revenue law.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), la délivrance du certificat visé à l'alinéa 32(2)b) ne constitue pas l'agrément d'un texte législatif sur les recettes locales.	Précision
Appointment of Chief Commissioner	19. (1) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a Chief Commissioner and Deputy Chief Commissioner.	5 19. (1) Le gouverneur en conseil nomme le président et le vice-président, sur recommandation du ministre.	5 Nomination du président
Tenure	(2) The Chief Commissioner and Deputy Chief Commissioner hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.	(2) Le président et le vice-président sont nommés à titre inamovible pour des mandats respectifs d'au plus cinq ans, sous réserve de 10 révocation motivée par le gouverneur en conseil.	Mandat
Appointment of commissioners	20. (1) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint four 15 commissioners to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.	20. (1) Le gouverneur en conseil nomme, sur recommandation du ministre, quatre commissaires, à titre inamovible, pour des mandats 15 respectifs d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée.	Nomination de commissaires
Appointment of commissioners	(2) On the recommendation of the Minister, 20 the Governor in Council shall appoint three additional commissioners — one of whom shall be a taxpayer using reserve lands for commercial, one for residential and one for utility purposes — to hold office during good 25 behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.	(2) Trois autres commissaires sont nommés à titre inamovible par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, pour des 20 mandats respectifs d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée; ils sont choisis respectivement, l'un parmi les contribuables faisant usage des terres de réserve à des fins commerciales, l'autre à des fins résidentielles et 25 le troisième pour la prestation de services publics.	Autres commissaires
Appointment of additional commissioner	(3) A body prescribed by regulation shall appoint an additional commissioner to hold 30 office during pleasure for a term not exceeding five years.	(3) L'organisme prévu par règlement nomme, à titre amovible pour un mandat d'au plus cinq ans, un autre commissaire. 30	Commissaire nommé par un organisme
Staggered terms	(4) In determining the term of appointment of commissioners, the Governor in Council shall endeavour to ensure that the terms of no 35 more than three commissioners expire in any one calendar year.	(4) Les mandats des commissaires sont, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année civile touche au plus trois des commissaires.	Échelonnement des mandats
Qualifications	(5) The Commission shall be composed of men and women from across Canada, including members of first nations, who are committed to 40 the development of a system of first nations real property taxation and who have the experience or capacity to enable the Commission to fulfil its mandate.	(5) La Commission est composée de femmes 35 et d'hommes, notamment de membres des premières nations, — provenant de différentes régions du Canada — voués à la mise en oeuvre du régime d'imposition foncière des premières nations et possédant une compétence ou une 40 expérience propre à aider la Commission à remplir sa mission.	Qualités requises

Status	21. The Chief Commissioner shall hold office on a full-time basis, while the other commissioners shall hold office on a part-time basis.	21. Le président exerce sa charge à temps plein; les autres commissaires exercent la leur à temps partiel.	Temps plein et temps partiel
Reappointment	22. A commissioner may be reappointed for a second or subsequent term of office.	22. Le mandat des commissaires est renouvelable.	Nouveau mandat
Remuneration	23. (1) Commissioners shall be paid the remuneration determined by the Governor in Council.	23. (1) Les commissaires reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération des commissaires
Expenses	(2) The Chief Commissioner shall be reimbursed for reasonable travel and other expenses incurred in performing duties while absent from his or her ordinary place of work. Other Commissioners shall be reimbursed for such expenses incurred in performing duties while absent from their ordinary place of residence.	(2) Le président est indemnisé des frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors de son lieu habituel de travail. Les autres commissaires sont indemnisés de tels frais entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle.	Indemnités
Chief Commissioner — functions	24. The Chief Commissioner is the chief executive officer of the Commission and has supervision over, and direction of, the work and staff of the Commission.	24. Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction générale et contrôle la gestion de son personnel.	Fonctions du président
Deputy Chief Commissioner — functions	25. In the event of the absence or incapacity of the Chief Commissioner, or if the office of Chief Commissioner is vacant, the Deputy Chief Commissioner shall assume the duties and functions of the Chief Commissioner.	25. En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.	Intérim du président
Head office	26. (1) The head office of the Commission shall be on the reserve lands of the Kamloops Band or at any other location that the Governor in Council determines.	26. (1) Le siège de la Commission est situé sur les terres de réserve de la bande Kamloops ou au lieu fixé par le gouverneur en conseil.	Siège
Additional office	(2) The Commission shall maintain an additional office in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	(2) La Commission ouvre un autre bureau dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	Autre bureau
Rules of procedure	27. The Commission may make any rules that it considers necessary for the conduct of, and the fixing of a quorum for, its meetings.	27. La Commission peut établir les règles qu'elle estime nécessaires pour régir ses délibérations et fixer le quorum de ses réunions.	Procédure
Staff	28. (1) The Commission may (a) hire any staff that is necessary to conduct the work of the Commission; and (b) determine the duties of those persons and the conditions of their employment.	28. (1) La Commission peut : a) engager les membres du personnel nécessaires à l'exercice de ses activités; b) définir leurs fonctions et fixer leurs conditions d'emploi.	Personnel
Salaries and benefits	(2) Persons hired under subsection (1) shall be paid the salaries and benefits fixed by the Commission.	(2) Les membres du personnel reçoivent la rémunération et les avantages fixés par la Commission.	Rémunération

	PURPOSES	MISSION	
Mandate	<p><b>29.</b> The purposes of the Commission are to</p> <p>(a) ensure the integrity of the system of first nations real property taxation and promote a common approach to first nations real property taxation nationwide, having regard to variations in provincial real property taxation systems; 5</p> <p>(b) ensure that the real property taxation systems of first nations reconcile the interests of taxpayers with the responsibilities of chiefs and councils to govern the affairs of first nations; 10</p> <p>(c) prevent, or provide for the timely resolution of, disputes in relation to the application of local revenue laws; 15</p> <p>(d) assist first nations in the exercise of their jurisdiction over real property taxation on reserve lands and build capacity in first nations to administer their taxation systems;</p> <p>(e) develop training programs for first nation real property tax administrators; 20</p> <p>(f) assist first nations to achieve sustainable economic development through the generation of stable local revenues;</p> <p>(g) promote a transparent first nations real property taxation regime that provides certainty to taxpayers; 25</p> <p>(h) promote understanding of the real property taxation systems of first nations; and</p> <p>(i) provide advice to the Minister regarding future development of the framework within which local revenue laws are made. 30</p>	<p><b>29.</b> La Commission a pour mission :</p> <p>a) de protéger l'intégrité du régime d'imposition foncière des premières nations et de promouvoir une vision commune de ce régime à travers le Canada, compte tenu des différences entre les régimes provinciaux en la matière; 5</p> <p>b) de veiller à ce que le régime d'imposition foncière des premières nations fonctionne de manière à concilier les intérêts des contribuables avec les responsabilités assumées par les chefs et les conseils dans la gestion des affaires des premières nations; 10</p> <p>c) de prévenir ou de résoudre promptement les différends portant sur l'application des textes législatifs sur les recettes locales; 15</p> <p>d) d'aider les premières nations à exercer leur compétence en matière d'imposition foncière sur les terres de réserve et à développer leur capacité à gérer leurs régimes fiscaux; 20</p> <p>e) d'offrir de la formation aux administrateurs fiscaux des premières nations;</p> <p>f) d'aider les premières nations à atteindre un développement économique durable par la perception de recettes locales stables; 25</p> <p>g) d'encourager la transparence du régime d'imposition foncière des premières nations de façon à garantir la prévisibilité aux contribuables; 30</p> <p>h) de favoriser la compréhension des régimes d'imposition foncière des premières nations;</p> <p>i) de conseiller le ministre quant au développement du cadre dans lequel les textes législatifs sur les recettes locales sont pris. 35</p>	Mission

	FUNCTIONS AND POWERS	ATTRIBUTIONS	
Powers	<p><b>30.</b> In furtherance of the purposes set out in section 29, the Commission may enter into cooperative arrangements and shared-cost ventures with national and international organizations to consult on or sell products or services developed for first nations who have made property taxation laws. 35</p>	<p><b>30.</b> Dans le cadre de sa mission, la Commission peut s'engager dans des partenariats et entreprises à frais partagés avec des organisations nationales et internationales à des fins de consultation ou de commercialisation en matière 40</p>	Pouvoirs



Local revenue law review	31. (1) The Commission shall review every local revenue law.	de produits ou de services mis au point pour les premières nations qui ont pris des textes législatifs relatifs à l'imposition foncière.	31. (1) La Commission examine tous les textes législatifs sur les recettes locales.	Examen des textes législatifs
Written submissions	(2) Before approving a local revenue law, the Commission shall consider, in accordance with any regulations made under paragraph 36(1)(b), any representations made to it under paragraph 7(b) in respect of the law by members of the first nation or others who have interests in the reserve lands of the first nation or rights to occupy, possess or use those lands.	(2) Avant d'agréer un texte législatif sur les recettes locales, la Commission prend en compte, en conformité avec les règlements éventuellement pris en vertu de l'alinéa 36(1)b), les observations qui lui sont présentées par les membres de la première nation dans le cadre de l'alinéa 7b) ainsi que par les autres personnes qui ont des intérêts ou des droits d'occupation, de possession ou d'usage sur les terres de réserve de la première nation.	(2) Avant d'agréer un texte législatif sur les recettes locales, la Commission prend en compte, en conformité avec les règlements éventuellement pris en vertu de l'alinéa 36(1)b), les observations qui lui sont présentées par les membres de la première nation dans le cadre de l'alinéa 7b) ainsi que par les autres personnes qui ont des intérêts ou des droits d'occupation, de possession ou d'usage sur les terres de réserve de la première nation.	Observations écrites
Local revenue law approval	(3) Subject to section 32, the Commission shall approve a local revenue law that complies with this Act and with any standards and regulations made under this Act.	(3) Sous réserve de l'article 32, la Commission agréée les textes législatifs sur les recettes locales qui sont conformes à la présente loi et aux règlements éventuellement pris en vertu de celle-ci, ainsi qu'aux normes établies en vertu de la présente loi.	(3) Sous réserve de l'article 32, la Commission agréée les textes législatifs sur les recettes locales qui sont conformes à la présente loi et aux règlements éventuellement pris en vertu de celle-ci, ainsi qu'aux normes établies en vertu de la présente loi.	Agrément
Registry	(4) The Commission shall maintain a registry of every law approved by it under this section and every financial administration law made under section 9.	(4) La Commission tient un registre de tous les textes législatifs qu'elle agréée en vertu du présent article et de tous les textes législatifs pris en vertu de l'article 9.	(4) La Commission tient un registre de tous les textes législatifs qu'elle agréée en vertu du présent article et de tous les textes législatifs pris en vertu de l'article 9.	Registre
Restrictions	32. (1) The Commission shall not approve a law made under paragraph 5(1)(d) for financing capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands unless	32. (1) La Commission ne peut agréer un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)d) pour le financement de projets d'infrastructure destinés à la prestation de services locaux sur les terres de réserve que si les conditions suivantes sont réunies :	32. (1) La Commission ne peut agréer un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)d) pour le financement de projets d'infrastructure destinés à la prestation de services locaux sur les terres de réserve que si les conditions suivantes sont réunies :	Conditions d'agrément
	(a) the first nation has obtained and forwarded to the Commission a certificate of the First Nations Financial Management Board under subsection 50(3); and	a) la première nation lui a transmis le certificat délivré par le Conseil de gestion financière des premières nations au titre du paragraphe 50(3);	a) la première nation lui a transmis le certificat délivré par le Conseil de gestion financière des premières nations au titre du paragraphe 50(3);	35
	(b) the first nation has unutilized borrowing capacity.	b) la première nation n'a pas utilisé la totalité de sa capacité d'emprunt.	b) la première nation n'a pas utilisé la totalité de sa capacité d'emprunt.	
Copy and certificate	(2) On approving a law made by a first nation under paragraph 5(1)(d) for financing capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands, the Commission shall provide the First Nations Finance Authority with	(2) Après avoir agréé un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)d) pour le financement de projets d'infrastructure destinés à la prestation de services locaux sur les terres de réserve, la Commission fournit à l'Administration financière des premières nations :	(2) Après avoir agréé un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)d) pour le financement de projets d'infrastructure destinés à la prestation de services locaux sur les terres de réserve, la Commission fournit à l'Administration financière des premières nations :	Documents à fournir
	(a) a true copy of the law registered under subsection 31(4); and	a) une copie certifiée du texte législatif enregistré aux termes du paragraphe 31(4);	a) une copie certifiée du texte législatif enregistré aux termes du paragraphe 31(4);	45

	(b) a certificate stating that the law meets all the requirements of this Act and the regulations made under this Act.	b) un certificat indiquant que le texte législatif remplit les conditions prévues par la présente loi et ses règlements.	
Notice of judicial review	(3) If the Commission becomes aware that judicial review proceedings have been undertaken in respect of a law made by a first nation under paragraph 5(1)(d) for financing capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands, the Commission shall without delay inform the First Nations Finance Authority of those proceedings.	(3) Si elle apprend qu'un recours en révision judiciaire est exercé à l'égard du texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)d) pour le financement de projets d'infrastructure destinés à la prestation de services locaux sur les terres de réserve, la Commission en informe sans délai l'Administration financière des premières nations.	Révision judiciaire
Certificate is evidence	(4) A certificate referred to in paragraph (2)(b) is, in the absence of evidence to the contrary, conclusive evidence in any judicial proceedings of the facts contained in it.	(4) Le certificat visé à l'alinéa (2)b) fait foi de son contenu en justice, sauf preuve contraire.	Preuve
Review on request	33. (1) On the request in writing by a member of a first nation, or by a person who holds an interest in reserve lands or has a right to occupy, possess or use the reserve lands, who (a) is of the opinion that the first nation has not complied with this Part or Part 1 or with a regulation made under either Part or section 141 or 142 or that a law has been unfairly or improperly applied, (b) has requested the council of the first nation to remedy the situation, and (c) is of the opinion that the council has not remedied the situation, the Commission shall conduct a review of the matter in accordance with the regulations.	33. (1) La Commission procède à un examen conformément aux règlements sur demande écrite d'un membre de la première nation ou d'une personne ayant des intérêts ou des droits d'occupation, de possession ou d'usage sur les terres de réserve qui, à la fois : a) est d'avis que la première nation n'a pas observé la présente partie ou la partie 1, ou les règlements pris en vertu de ces parties ou des articles 141 ou 142 ou qu'un texte législatif a été mal ou injustement appliqué; b) a demandé au conseil de la première nation de rectifier la situation; c) est d'avis que celui-ci n'a pas rectifié la situation.	Examen sur demande
Independent review	(2) If the Commission is of the opinion that a first nation has not complied with this Part or Part 1 or with a regulation made under either Part or section 141 or 142 or that a law has been unfairly or improperly applied, it shall conduct a review of the matter in accordance with the regulations.	(2) La Commission procède de sa propre initiative à un examen conformément aux règlements si elle est d'avis qu'une première nation n'a pas observé la présente partie ou la partie 1, ou les règlements pris en vertu de ces parties ou des articles 141 ou 142 ou qu'un texte législatif a été mal ou injustement appliqué.	Examen de la propre initiative de la Commission
Remedy	(3) If, after conducting a review, the Commission considers that a first nation has not complied with this Part or Part 1 or with a regulation made under either Part or section 141 or 142 or that a law has been unfairly or improperly applied, the Commission (a) shall order the first nation to remedy the situation; and	(3) Si, à l'issue de son examen, elle estime qu'une première nation n'a pas observé la présente partie ou la partie 1, ou les règlements pris en vertu de ces parties ou des articles 141 ou 142 ou qu'un texte législatif a été mal ou injustement appliqué, la Commission : a) ordonne à la première nation de prendre les mesures nécessaires pour rectifier la situation;	Renvoi au Conseil de gestion financière des premières nations

(b) may, if the first nation does not remedy the situation within the time set out in the order, by notice in writing, require the First Nations Financial Management Board to either — at the Board's discretion — impose a co-management arrangement on the first nation or assume third-party management of the first nation's local revenues to remedy the situation.

*First Nations Gazette*

34. (1) All local revenue laws approved by the Commission and all standards and procedures established by the Commission under section 35 shall be published in the *First Nations Gazette*.

Frequency of publication

(2) The Commission shall publish the *First Nations Gazette* at least once in each calendar year.

b) peut, si la première nation ne prend pas les mesures dans le délai imparti, exiger, par avis écrit, du Conseil de gestion financière des premières nations soit qu'il impose à la première nation un arrangement de cogestion avec lui, soit qu'il prenne en charge la gestion des recettes locales de la première nation afin de rectifier la situation.

34. (1) Les textes législatifs sur les recettes locales agréés par la Commission et les normes et procédures établies dans le cadre de l'article 35 sont publiés dans la *Gazette des premières nations*.

*Gazette des premières nations*

(2) La Commission publie la *Gazette des premières nations* au moins une fois par année civile.

Fréquence de publication

#### STANDARDS AND PROCEDURES

Standards

35. (1) The Commission may establish standards, not inconsistent with the regulations, respecting

- (a) the form and content of local revenue laws;
- (b) enforcement procedures to be included in those laws;
- (c) criteria for the approval of laws made under paragraph 5(1)(d); and
- (d) the form in which information required under section 8 is to be provided to the Commission.

Procedures

(2) The Commission may establish procedures respecting

- (a) submission for approval of local revenue laws;
- (b) approval of those laws;
- (c) representation of taxpayers' interests in the decisions of the Commission; and
- (d) resolution of disputes with first nations concerning the taxation of rights and interests on reserve lands.

#### NORMES ET PROCÉDURE

35. (1) La Commission peut établir des normes, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les règlements, en ce qui concerne :

- a) la forme et le contenu des textes législatifs sur les recettes locales;
- b) les mesures de contrôle d'application à inclure dans ces textes législatifs;
- c) les critères applicables à l'agrément des textes législatifs pris en vertu de l'alinéa 5(1)d);
- d) la forme dans laquelle les renseignements visés à l'article 8 doivent lui être fournis.

(2) La Commission peut établir la procédure applicable dans les domaines suivants :

- a) la présentation pour agrément des textes législatifs sur les recettes locales;
- b) l'agrément de ces textes législatifs;
- c) la prise en compte des intérêts des contribuables dans ses décisions;
- d) le règlement des différends avec les premières nations quant à l'imposition des intérêts et des droits sur les terres de réserve.

Normes

Procédure



Statutory  
Instruments Act

(3) The *Statutory Instruments Act* does not apply to a standard established under subsection (1) or a procedure established under subsection (2).

(3) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux normes établies en vertu du paragraphe (1) ni à la procédure établie en vertu du paragraphe (2).

Loi sur les textes  
réglementaires

# REGULATIONS

# RÈGLEMENTS

Regulations

36. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made having regard to any representations by the Commission, make regulations

36. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre et après prise en compte par ce dernier des observations de la Commission à cet égard :

5 Règlements

(a) prescribing anything that is to be prescribed under subparagraph 5(1)(a)(i), paragraph 5(1)(e) or (4)(a), subsection 5(7) or section 10;

a) prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues par le sous-alinéa 5(1)a(i), les 10 alinéas 5(1)e) ou (4)a), le paragraphe 5(7) ou l'article 10;

(b) establishing the procedures to be followed in reviewing laws submitted under section 7 and conducting reviews under section 33, including procedures

b) établir la procédure à suivre pour l'agrément des textes législatifs transmis dans le cadre de l'article 7 et pour les examens visés 15 à l'article 33, y compris en ce qui concerne :

(i) for requiring the production of documents from a first nation or person requesting a review under subsection 33(1),

(i) la production de documents par la première nation ou la personne qui demande l'examen visé au paragraphe 33(1),

(ii) for conducting hearings, and

(ii) la tenue d'enquêtes,

(iii) authorizing the Commission to apply to a justice of the peace for a subpoena compelling a person to appear before the Commission to give evidence and bring any documents specified in the subpoena, and to pay associated travel expenses;

(iii) le pouvoir de la Commission de demander à un juge de paix une citation sommant une personne à comparaître devant elle pour témoigner et à apporter les documents qui y sont indiqués et de payer les frais de déplacement qui s'y rapportent;

(c) prescribing fees to be charged by the Commission for services to first nations and other organizations; and

c) fixer les droits à percevoir par la Commission pour la prestation de services aux premières nations et à d'autres organisations; 30

(d) respecting the exercise of the law-making powers of first nations under subsection 5(1).

d) régir l'exercice du pouvoir des premières nations de prendre des textes législatifs en vertu du paragraphe 5(1).

Provincial  
differences

(2) Regulations made under paragraph (1)(a) may vary from province to province.

(2) Les règlements visés à l'alinéa (1)a) peuvent prévoir des mesures différentes selon la province. 35

Différences entre  
les provinces

Authority to  
vary

(3) Regulations made under paragraph (1)(b) may authorize the Commission to

(3) Les règlements visés à l'alinéa (1)b) peuvent autoriser la Commission à :

Modification de  
la procédure

(a) vary the procedures to accommodate the customs or culture of a first nation in respect of which a hearing is being held;

a) modifier la procédure pour tenir compte des coutumes et de la culture de la première 40 nation qui fait l'objet de l'enquête;

(b) extend or shorten any period provided for in those regulations;

b) prolonger ou raccourcir toute période qu'ils prévoient;

(c) dispense with compliance with any procedure provided for in the regulations in the interest of securing a just, expeditious and inexpensive hearing of a complaint; and

(d) delegate any of the powers of the Commission under section 31 or 33 to one or more commissioners.

c) déroger à toute étape de la procédure pour que l'enquête se déroule d'une manière équitable et expéditive et à un bas coût;

d) déléguer à un ou plusieurs commissaires tout ou partie des pouvoirs conférés à celle-ci par les articles 31 ou 33.

Inconsistencies

(4) In the event of an inconsistency between a law made under subsection 5(1) and regulations made under subsection (1), the regulations prevail to the extent of the inconsistency.

(4) Les dispositions de tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un texte législatif pris en vertu du paragraphe 5(1).

Cas  
d'incompatibilité

10

## PART 3

FIRST NATIONS FINANCIAL  
MANAGEMENT BOARD

## INTERPRETATION

Definition of  
"Board"

37. In this Part, "Board" means the First Nations Financial Management Board.

## PARTIE 3

CONSEIL DE GESTION FINANCIÈRE DES  
PREMIÈRES NATIONS

## DÉFINITION

37. Pour l'application de la présente partie, « Conseil » s'entend du Conseil de gestion financière des premières nations.

Définition de  
« Conseil »ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF  
BOARD

Establishment

38. (1) There is hereby established a board, to be known as the First Nations Financial Management Board, to be managed by a board of directors consisting of a minimum of nine and a maximum of 15 directors, including a Chairperson and Vice-Chairperson.

## CONSTITUTION ET ORGANISATION

38. (1) Est constitué le Conseil de gestion financière des premières nations, dirigé par un conseil d'administration composé de neuf à quinze conseillers, dont le président et le vice-président.

Constitution

Capacity, rights,  
powers and  
privileges

(2) The Board has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person, including the capacity to

(a) enter into contracts;

(b) acquire, hold and dispose of property or an interest in property;

(c) raise, invest or borrow money; and

(d) sue and be sued.

(2) Le Conseil a la capacité d'une personne physique; il peut notamment :

a) conclure des contrats;

b) acquérir et détenir des droits ou des intérêts sur des biens, ou en disposer;

c) prélever, placer ou emprunter des fonds;

d) ester en justice.

Capacité  
juridique

20

25

Not agent of Her  
Majesty

39. The Board is not an agent of Her Majesty.

39. Le Conseil n'est pas mandataire de Sa Majesté.

Statut

Appointment of  
Chairperson

40. On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a Chairperson to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.

40. Le gouverneur en conseil nomme le président à titre inamovible pour un mandat d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée; celui-ci est nommé sur recommandation du ministre.

Nomination du  
président

35

Appointment of additional directors	<b>41.</b> (1) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister, shall appoint a minimum of five, and a maximum of eleven, other directors to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.	<b>41.</b> (1) Le gouverneur en conseil nomme de cinq à onze autres conseillers à titre inamovible, pour des mandats respectifs d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée; ces conseillers sont nommés sur recommandation du ministre.	Nomination d'autres conseillers
Appointment by AFOA	(2) The Aboriginal Financial Officers Association of Canada, or any other body prescribed by regulation, shall appoint up to three additional directors to hold office during pleasure for a term not exceeding five years.	(2) L'Association des agents financiers autochtones du Canada, ou tout autre organisme prévu par règlement, nomme à titre amovible, pour un mandat d'au plus cinq ans, d'un à trois autres conseillers.	Conseillers nommés par un organisme
Staggered terms	(3) In determining the term of appointment of directors, the Governor in Council shall endeavour to ensure that the terms of no more than three directors expire in any one calendar year.	(3) Les mandats des conseillers sont, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année civile touche au plus trois des conseillers.	Échelonnement des mandats
Qualifications	(4) The board of directors shall be composed of men and women from across Canada, including members of first nations, who are committed to the strengthening of first nation financial management and who have the experience or capacity to enable the Board to fulfil its mandate.	(4) Le conseil d'administration est composé de femmes et d'hommes, notamment de membres des premières nations, — provenant de différentes régions du Canada — voués au développement de la gestion financière des premières nations et possédant une compétence ou une expérience propre à aider le Conseil à remplir sa mission.	Qualités requises
Election of Vice-Chairperson	<b>42.</b> (1) The board of directors shall elect a Vice-Chairperson from among the directors.	<b>42.</b> (1) Le conseil d'administration élit un vice-président en son sein.	Vice-président
Functions	(2) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson, or if the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson shall assume the duties and functions of the Chairperson.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.	Intérim
Reappointment	<b>43.</b> Directors may be reappointed for a second or subsequent term of office.	<b>43.</b> Le mandat des conseillers est renouvelable.	Nouveau mandat
Status	<b>44.</b> Directors shall hold office on a part-time basis.	<b>44.</b> Les conseillers exercent leur charge à temps partiel.	Temps partiel
Remuneration	<b>45.</b> (1) Directors shall be paid the remuneration determined by the Governor in Council.	<b>45.</b> (1) Le président, le vice-président et les autres conseillers reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération des conseillers
Expenses	(2) Directors shall be reimbursed for reasonable travel and other expenses incurred in performing duties while absent from their ordinary place of residence.	(2) Les conseillers sont indemnisés des frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle.	Indemnisés
Rules of procedure	<b>46.</b> The board of directors may make any rules that it considers necessary for the conduct of its meetings.	<b>46.</b> Le conseil d'administration peut établir les règles qu'il estime nécessaires pour régir ses délibérations.	Procédure



Head office	<b>47.</b> The head office of the Board shall be at a location determined by the Governor in Council.	<b>47.</b> Le siège du Conseil est situé au lieu fixé par le gouverneur en conseil.	Siège
Staff	<b>48.</b> (1) The board of directors may (a) hire any staff that is necessary to conduct the work of the Board; and (b) determine the duties of those persons and the conditions of their employment.	<b>48.</b> (1) Le conseil d'administration peut : a) engager le personnel nécessaire à l'exercice des activités du Conseil; b) définir ses fonctions et fixer ses conditions d'emploi.	Personnel
Salaries and benefits	(2) Persons hired under subsection (1) shall be paid the salary and benefits fixed by the board of directors.	(2) Le personnel reçoit la rémunération et les avantages fixés par le conseil d'administration.	Rémunération

## PURPOSES

## MISSION

Mandate	<b>49.</b> The purposes of the Board are to (a) assist first nations in developing the capacity to meet their financial management requirements; (b) assist first nations in their dealings with other governments respecting financial management, including matters of accountability and shared fiscal responsibility; (c) assist first nations in the development, implementation and improvement of financial relationships with financial institutions, business partners and other governments, to enable the economic and social development of first nations; (d) develop and support the application of general credit rating criteria to first nations; (e) provide review and audit services respecting first nation financial management; (f) provide assessment and certification services respecting first nation financial management and financial performance; (g) provide financial monitoring services respecting first nation financial management and financial performance; (h) provide co-management and third-party management services; and (i) provide advice, policy research and review and evaluative services on the development of fiscal arrangements between first nations' governments and other governments.	<b>49.</b> Le Conseil a pour mission : a) d'aider les premières nations à développer la capacité nécessaire au respect de leurs engagements en matière de gestion financière; b) d'aider les premières nations à traiter avec les autres autorités administratives en matière de gestion financière, notamment dans les domaines de la reddition de comptes et de la responsabilité fiscale partagée; c) d'aider les premières nations à développer, mettre en oeuvre et améliorer les liens financiers avec les institutions financières, les éventuels associés et les autorités administratives pour assurer le développement économique et social des premières nations; d) de mettre au point et d'appuyer l'application de critères généraux à l'égard de l'établissement de cotes de crédit pour les premières nations; e) de fournir des services d'examen et de vérification en matière de gestion financière des premières nations; f) de fournir des services d'évaluation et de certification en matière de gestion et de rendement financiers des premières nations; g) de fournir des services de surveillance en matière de gestion et de rendement financiers des premières nations; h) de fournir des services de cogestion et de gestion des recettes locales;	10 Mission
---------	---	--	------------

i) de fournir des services de recherche en matière d'orientations, des services d'examen et d'évaluation ainsi que des conseils concernant l'élaboration des arrangements fiscaux entre les premières nations et les autres 5 autorités administratives.

# FUNCTIONS AND POWERS

# ATTRIBUTIONS

Review of financial management system	50. (1) On the request of the council of a first nation, the Board may review the first nation's financial management system or financial performance for compliance with the standards established under subsection 55(1).	50. (1) Le Conseil peut, sur demande du conseil d'une première nation, procéder à l'examen du régime de gestion financière ou du rendement financier de celle-ci pour décider 10 s'il est conforme aux normes établies au titre du paragraphe 55(1).	Examen des méthodes
Report	(2) On completion of a review under subsection (1), the Board shall provide to the first nation a report setting out  (a) the scope of the review undertaken; and  (b) an opinion as to the extent to which the 10 first nation was in compliance with the standards.	(2) À l'issue de son examen, le Conseil présente à la première nation un rapport où il expose :  a) l'étendue de son examen;  b) son avis sur la mesure dans laquelle la première nation se conforme aux normes.	Rapport  15
Certificate	(3) If after completing a review under subsection (1) the Board is of the opinion that the first nation was in compliance with the 15 standards, it shall issue to the first nation a certificate to that effect.	(3) S'il est convaincu que la première nation se conforme aux normes, le Conseil lui délivre 20 un certificat en ce sens.	Délivrance du certificat
Revocation of certificate	(4) The Board may, on giving notice to a council, revoke a certificate issued under subsection (3) if, on the basis of financial or 20 other information available to the Board, it is of the opinion that the basis upon which the certificate was issued has materially changed.	(4) Le Conseil peut, par un avis transmis au conseil de la première nation, révoquer un certificat si, sur la foi des renseignements financiers ou autres qui sont à sa disposition, 25 il est d'avis que les facteurs sur lesquels se fondait la délivrance du certificat ont changé de façon importante.	Révocation
Form and content	(5) The Board may determine the form and content of certificates issued under subsection 25 (3), including any restrictions as to the purposes for which, and the persons by whom, they are intended to be used.	(5) Il peut établir la forme et le contenu du certificat et prévoir, notamment, toute restriction 30 relative aux fins et aux personnes auxquelles il est destiné.	Forme et contenu
Remedial measures required	(6) If a borrowing member's certificate is revoked, the borrowing member shall, without 30 delay, take any measures required to re-establish its certification.	(6) Si la première nation dont le certificat est révoqué a la qualité de membre emprunteur, celle-ci est tenue de prendre sans délai les 35 mesures nécessaires pour que le certificat soit rétabli.	Obligation de prendre des mesures de redressement
Opinion final	(7) An opinion of the Board referred to in this section is final and conclusive and is not subject to appeal.	(7) La décision du Conseil prise dans le cadre du présent article est définitive et sans 35 appel.	Caractère définitif  40

Required  
intervention

**51.** On receipt of a notice from the First Nations Tax Commission under paragraph 33(3)(b) or from the First Nations Finance Authority under subsection 86(4), the Board shall either require the first nation to enter into a co-management arrangement in accordance with section 52 or assume third-party management of the first nation's local revenues in accordance with section 53, as the Board sees fit.

Imposed co-  
management

**52.** (1) The Board may, on giving notice to 10 the council of a first nation, require the first nation to enter into a co-management arrangement in respect of the first nation's local revenues, including its local revenue account,

(a) if, in the opinion of the Board, there is a 15 serious risk that the first nation will default on an obligation to the First Nations Finance Authority; or

(b) on receipt of a request or demand to do so under paragraph 33(3)(b) or subsection 86(4). 20

Powers

(2) Under a co-management arrangement, the Board may

(a) recommend amendments to a law of the first nation made under this Act;

(b) recommend changes to the first nation's 25 expenditures or budgets;

(c) recommend improvements to the first nation's financial management system;

(d) recommend changes to the delivery of programs and services; 30

(e) order that expenditures of local revenues of the first nation be approved by, or paid with cheques co-signed by, a manager appointed by the Board; and

(f) exercise any powers delegated to the 35 Board under a law of the first nation or under an agreement between the first nation and the Board or the first nation and the First Nations Finance Authority.

**51.** Sur réception de l'avis visé à l'alinéa 33(3)b) ou au paragraphe 86(4), le Conseil doit soit exiger de la première nation qu'elle conclue avec lui un arrangement de cogestion en 5 conformité avec l'article 52, soit prendre en charge la gestion des recettes locales en 5 conformité avec l'article 53.

Intervention  
requis

**52.** (1) Le Conseil peut, par un avis transmis au conseil de la première nation, exiger d'elle qu'elle conclue avec lui un arrangement de 10 cogestion de ses recettes locales, notamment de son compte de recettes locales, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) à son avis, il existe un risque grave que la première nation sera en défaut de s'acquitter 15 d'une obligation envers l'Administration financière des premières nations;

b) il a reçu une demande en ce sens aux termes de l'alinéa 33(3)b) ou du paragraphe 86(4). 20

(2) Le Conseil peut, dans le cadre d'un arrangement de cogestion :

Pouvoirs

a) recommander à la première nation de modifier ses textes législatifs pris en vertu de la présente loi; 25

b) lui recommander de modifier ses dépenses ou ses budgets;

c) lui recommander d'améliorer son régime de gestion financière;

d) lui recommander de modifier les program- 30 mes et services;

e) lui ordonner de faire approuver ses dépenses de recettes locales par l'administrateur nommé par le Conseil ou de payer avec des chèques cosignés par celui-ci; 35

f) exercer tout autre pouvoir qui lui est délégué par un texte législatif de la première nation ou par un accord entre la première nation et lui ou entre la première nation et l'Administration financière des premières 40 nations.

Conclusion d'un  
arrangement de  
cogestion



Termination by Board	<p>(3) The Board may terminate a co-management arrangement with a first nation on giving notice to its council that the Board is of the opinion that</p> <p>(a) there is no longer a serious risk that the first nation will default on an obligation to the First Nations Finance Authority;</p> <p>(b) where the first nation was in default of a payment obligation to the First Nations Finance Authority, the first nation has remedied the default;</p> <p>(c) a co-management arrangement requested or demanded under paragraph 33(3)(b) or subsection 86(4) is no longer required; or</p> <p>(d) third-party management of the first nation's local revenues is required.</p>	<p>(3) Le Conseil peut mettre fin à un arrangement de cogestion en avisant le conseil de la première nation que, à son avis :</p> <p>a) soit il n'existe plus de risque grave que la première nation sera en défaut de s'acquitter d'une obligation envers l'Administration financière des premières nations;</p> <p>b) soit, dans le cas où elle était en défaut relativement à une obligation de paiement envers l'Administration financière des premières nations, la première nation a remédié au défaut;</p> <p>c) soit l'arrangement prévu à l'alinéa 33(3)b) ou au paragraphe 86(4) n'est plus nécessaire;</p> <p>d) soit la prise en charge de la gestion des recettes locales en vertu de l'article 53 est nécessaire.</p>	Fin de l'arrangement
Opinion final	<p>(4) An opinion given by the Board under this section is final and conclusive and is not subject to appeal.</p>	<p>(4) L'avis exprimé par le Conseil au titre du présent article est définitif et sans appel.</p>	Caractère définitif
Notice	<p>(5) The Board shall advise the First Nations Finance Authority and the First Nations Tax Commission of the commencement or termination of a co-management arrangement.</p>	<p>(5) Le Conseil avise l'Administration financière des premières nations et la Commission de la fiscalité des premières nations de la mise en oeuvre d'un arrangement de cogestion ou de la cessation de celui-ci.</p>	Avis
Third-party management	<p><b>53.</b> (1) The Board may, on giving notice to the council of a first nation and to the Minister, assume management of the first nation's local revenues, including its local revenue account,</p> <p>(a) if, in the opinion of the Board, a co-management arrangement under section 52 has not been effective;</p> <p>(b) if, in the opinion of the Board, there is a serious risk that the first nation will default on an obligation to the First Nations Finance Authority; or</p> <p>(c) on receipt of a request or demand to do so under paragraph 33(3)(b) or subsection 86(4).</p>	<p><b>53.</b> (1) Le Conseil peut, par un avis transmis au conseil de la première nation et au ministre, prendre en charge la gestion des recettes locales, notamment le compte de recettes locales, de la première nation dans les cas suivants :</p> <p>a) à son avis, un arrangement de cogestion a échoué;</p> <p>b) à son avis, il existe un risque grave que la première nation sera en défaut de s'acquitter d'une obligation envers l'Administration financière des premières nations;</p> <p>c) il a reçu une demande en ce sens aux termes de l'alinéa 33(3)b) ou du paragraphe 86(4).</p>	Gestion par le Conseil
Powers	<p>(2) If the Board assumes third-party management of the local revenues of a first nation, the Board has the exclusive right to</p> <p>(a) subject to subsection (3), act in the place of the council of the first nation to make laws under paragraphs 5(1)(a) to (f);</p>	<p>(2) S'il prend en charge une telle gestion, le Conseil a le pouvoir exclusif :</p> <p>a) sous réserve du paragraphe (3), d'agir à la place du conseil pour prendre des textes législatifs en vertu des alinéas 5(1)a) à f);</p>	Pouvoirs

(b) act in the place of the council of the first nation under laws made under paragraphs 5(1)(a) to (e) and manage the first nation's local revenue account, including any necessary borrowing;

(c) provide for the delivery of programs and services that are paid for out of local revenues;

(d) assign rights or interests under subsection 5(7); and

(e) exercise any powers delegated to the Board under a law of the first nation or an agreement between the first nation and the Board or between the first nation and the First Nations Finance Authority.

Consent of  
council required

(3) The Board shall not make a law under paragraph 5(1)(f) that delegates a power to a person or body to whom a power was not delegated at the time the Board assumed third-party management of the local revenues of a first nation, unless the council of the first nation gives its consent.

Prohibition

(4) The council of the first nation shall not, during the time that the board assumes third-party management of the first nation's local revenues, repeal any law made under paragraph 5(1)(g).

Review every  
six months

(5) Where the Board has assumed third-party management of a first nation's local revenues, it shall review the need for third-party management at least once every six months and advise the First Nations Finance Authority, the First Nations Tax Commission and the council of the first nation of the results of its review.

Termination by  
Board

(6) The Board may terminate third-party management of a first nation's local revenues, on giving notice to the council of the first nation, if

(a) it is of the opinion that there is no longer a serious risk that the first nation will default on an obligation to the First Nations Finance Authority and the Authority consents to the termination in writing;

(b) where the first nation was in default of an obligation to the First Nations Finance Authority, it is of the opinion that the first

b) d'agir à la place du conseil de la première nation sous le régime des textes législatifs pris en vertu des alinéas 5(1)a) à e) et de gérer le compte de recettes locales, y compris emprunter les fonds nécessaires;

c) de prévoir la mise en oeuvre de programmes et la fourniture de services financés par les recettes locales;

d) de céder des droits ou des intérêts en application du paragraphe 5(7);

e) d'exercer tout pouvoir qui lui est délégué par un texte législatif de la première nation ou par un accord entre la première nation et lui ou entre la première nation et l'Administration financière des premières nations.

(3) Le consentement du conseil de la première nation est nécessaire pour la prise par le Conseil d'un texte législatif en vertu de l'alinéa 5(1)f) qui prévoit des délégués autres que ceux qui sont nommés dans le texte législatif pris par le conseil de la première nation avant la mise en oeuvre de la gestion par le Conseil.

(4) Tant que dure la prise en charge par le Conseil de la gestion des recettes locales de la première nation, le conseil de celle-ci ne peut abroger un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)g).

(5) S'il prend en charge une telle gestion, le Conseil en reconsidère le maintien au moins une fois tous les six mois et fait part de ses conclusions à la Commission de la fiscalité des premières nations, à l'Administration financière des premières nations et au conseil de la première nation.

(6) Le Conseil peut mettre fin à sa gestion, sur avis transmis au conseil de la première nation, si, selon le cas :

a) à son avis, il n'existe plus de risque grave que la première nation sera en défaut de s'acquitter d'une obligation envers l'Administration financière des premières nations et celle-ci consent par écrit à ce que la gestion prenne fin;

b) dans le cas où la première nation était en défaut relativement à une obligation envers l'Administration financière des premières

5

10

15

Délégation

Restriction

Examen  
semestrielFin de la gestion  
par le Conseil

nation has remedied the default and the Authority consents to the termination in writing; or

(c) it is of the opinion that the situation for which third-party management of the first nation's local revenues was required under paragraph 33(3)(b) or subsection 86(4) has been remedied.

nations, la première nation a remédié, de l'avis du Conseil, au défaut et l'Administration a consenti par écrit à ce que la gestion prenne fin;

c) à son avis, il a été remédié à la situation pour laquelle la gestion a été exigée aux termes de l'alinéa 33(3)b) ou du paragraphe 86(4).

Opinion final

(7) An opinion given by the Board under this section is final and conclusive and is not subject to appeal.

(7) L'avis exprimé par le Conseil au titre du présent article est définitif et sans appel.

Caractère définitif

Notice

(8) The Board shall advise the First Nations Finance Authority and First Nations Tax Commission of the assumption or termination of third-party management of a first nation's local revenues.

(8) Le Conseil avise l'Administration financière des premières nations et la Commission de la fiscalité des premières nations de la prise en charge de la gestion et de la fin de celle-ci.

Avis

Required information

54. At the request of the Board, a first nation that has made a local revenue law shall provide to the Board any information about the first nation's financial management system and financial performance that the Board requires for a decision regarding a co-management arrangement or third-party management of the first nation's local revenues.

54. La première nation qui a pris un texte législatif sur les recettes locales fournit au Conseil, sur demande, les renseignements concernant son régime de gestion financière et son rendement financier dont celui-ci a besoin pour prendre une décision concernant la cogestion ou la gestion prise en charge par le Conseil.

Renseignements requis

STANDARDS AND PROCEDURES

NORMES ET PROCÉDURE

Standards

55. (1) The Board may establish standards, not inconsistent with the regulations, respecting

(a) the form and content of laws made under section 9;

(b) approvals of the Board under Part 1;

(c) certification of first nations under section 50; and

(d) financial reporting under subsection 14(1).

Normes

Procedures

(2) The Board may establish procedures respecting

(a) the submission for approval and approval of laws made under section 9;

(b) the issuance of a certificate under subsection 50(3); and

(c) the implementation or termination of a co-management arrangement or third-party management of a first nation's local revenues.

Procédure



Statutory  
Instruments Act

(3) The *Statutory Instruments Act* does not apply to a standard established under subsection (1) or a procedure established under subsection (2).

First Nations  
Gazette

(4) All laws made under section 9 and approved by the Board and all standards established by the Board under subsection (1) shall be published in the *First Nations Gazette*.

c) la mise en oeuvre ou la cessation d'un arrangement de cogestion ou de la gestion des recettes locales par celui-ci.

(3) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux normes établies en vertu du paragraphe (1) ni à la procédure établie en vertu du paragraphe (2).

Loi sur les textes  
réglementaires

(4) Les textes législatifs en matière de gestion financière agréés par le Conseil et les normes établies en vertu du paragraphe (1) sont publiés dans la *Gazette des premières nations*.

Gazette des  
premières  
nations

#### REGULATIONS

Regulations

56. The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made having regard to any representations by the Board, make regulations

(a) respecting the implementation of a co-management arrangement or third-party management of a first nation's local revenues, including the obligations of affected first nations to provide access to financial records; and

(b) fixing fees that the Board may charge for services, including fees to first nations for co-management and third-party management services, and the manner in which the fees may be recovered.

#### RÈGLEMENTS

Règlements

56. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre et après que celui-ci a pris en compte les observations du Conseil à cet égard :

a) régir la mise en oeuvre d'un arrangement de cogestion ou de la gestion des recettes locales par le Conseil, notamment l'obligation des premières nations de fournir l'accès aux documents comptables;

b) fixer les droits que peut imposer le Conseil relativement à la prestation de services, notamment les droits imposés aux premières nations pour les services de cogestion et de gestion des recettes locales par le Conseil, ainsi que les modalités de leur recouvrement.

#### PART 4

#### FIRST NATIONS FINANCE AUTHORITY

#### INTERPRETATION

Definitions

57. The following definitions apply in this Part.

"Authority"  
« Administration »

"Authority" means the First Nations Finance Authority.

"investing  
member"  
« membre  
investisseur »

"investing member" means a first nation that has invested in a short-term investment pool managed by the Authority.

"long-term loan"  
« prêt à long  
terme »

"long-term loan" means a loan the term of which is one year or longer.

#### PARTIE 4

#### ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS

#### DÉFINITIONS

Définitions

57. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« Administration » L'Administration financière des premières nations.

« Administra-  
tion »  
"Authority"

« membre » Membre emprunteur ou membre investisseur.

« membre »  
"member"

« membre investisseur » Première nation qui a investi dans un fonds commun de placements à court terme géré par l'Administration.

« membre  
investisseur »  
"investing  
member"

“member” « membre »	“member” means a borrowing member or investing member.	« prêt à court terme » Prêt dont la durée est inférieure à un an.	« prêt à court terme » “short-term loan”
“property tax revenues” « recettes fiscales foncières »	“property tax revenues” means moneys raised under a law made under paragraph 5(1)(a).	« prêt à long terme » Prêt dont la durée est égale ou supérieure à un an.	« prêt à long terme » “long-term loan”
“representative” « représentant »	“representative”, in respect of a first nation that is a member, means the chief or a councillor of the first nation who is designated as a representative by a resolution of its council.	5 « recettes fiscales foncières » Recettes perçues au titre d’un texte législatif pris en vertu de l’alinéa 5(1)a.	5 « recettes fiscales foncières » “property tax revenues”
“security” « titre »	“security” means a security of the Authority issued under paragraph 75(1)(b).	10 « représentant » S’agissant d’une première nation qui a la qualité de membre, chef ou conseiller de la première nation désigné comme 10 représentant par résolution du conseil de celle-ci.	« représentant » “representative”
“short-term loan” « prêt à court terme »	“short-term loan” means a loan the term of which is less than one year.	« titre » Titre émis par l’Administration en vertu de l’alinéa 75(1)b.	« titre » “security”

#### ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF AUTHORITY

Establishment	<b>58.</b> There is hereby established a non-profit corporation without share capital, to be known as the First Nations Finance Authority.	15
Membership	<b>59.</b> The members of the Authority shall be its borrowing members and investing members.	
Not agent of Her Majesty	<b>60.</b> (1) The Authority is not an agent of Her Majesty or a Crown corporation within the meaning of the <i>Financial Administration Act</i> , 20 and its officers and employees are not part of the public service of Canada.	
No guarantees	(2) No person shall give a guarantee on behalf of Her Majesty for the discharge of an obligation or liability of the Authority.	25
Board of Directors	<b>61.</b> (1) The Authority shall be managed by a board of directors, consisting of from 5 to 11 directors, including a Chairperson and Deputy Chairperson.	
Nomination of directors	(2) A representative of a borrowing member 30 may nominate  (a) a representative of a borrowing member for election as Chairperson or Deputy Chairperson; and	

#### CONSTITUTION ET ORGANISATION

<b>58.</b> Est constituée l’Administration financière des premières nations, personne morale sans but lucratif et sans capital-actions.	15	Constitution
<b>59.</b> Sont membres de l’Administration les membres emprunteurs et les membres investisseurs.	20	Membres
<b>60.</b> (1) L’Administration n’est pas mandataire de Sa Majesté et n’est pas une société d’État au sens de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ; son personnel ne fait pas partie de l’administration publique fédérale.	25	Statut
(2) Il ne peut être accordé de garantie au nom de Sa Majesté pour l’exécution d’une obligation de l’Administration.	25	Interdiction de garanties
<b>61.</b> (1) L’Administration est dirigée par un conseil d’administration composé de cinq à 30 onze administrateurs, dont le président et le vice-président.	30	Conseil d’administration
(2) Tout représentant d’un membre emprunteur peut proposer :		Mise en candidature
a) la candidature d’un représentant d’un 35 membre emprunteur à l’élection des postes de président ou de vice-président;	35	

(b) any representative for election as a director other than the Chairperson or Deputy Chairperson.

b) la candidature de tout représentant à l'élection d'un poste d'administrateur autre que les postes de président ou de vice-président.

Election of directors

(3) Directors shall be elected by representatives of borrowing members.

(3) Les administrateurs sont élus par les 5 représentants des membres emprunteurs.

5 Élection des administrateurs

Function of Deputy Chairperson

62. In the event of the absence or incapacity of the Chairperson, or if the office of Chairperson is vacant, the Deputy Chairperson shall assume the duties and functions of the Chairperson.

10

62. En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.

Intérim de la présidence

Term of office

63. (1) Directors shall hold office on a part-time basis for a term of one year.

63. (1) Les administrateurs exercent leurs 10 Mandat fonctions à temps partiel et leur mandat est d'une durée d'un an.

Additional terms

(2) A director is eligible to be re-elected for a second or subsequent term of office.

(2) Le mandat des administrateurs est renouvelable.

Nouveau mandat

Ceasing to be director

(3) A person ceases to be a director when 15

(a) the person ceases to hold office as a chief or councillor of a first nation that is a borrowing member or investing member;

(b) the person's designation as a representative of a borrowing member or investing 20 member is revoked by a resolution of the council of that first nation; or

(c) the person is removed from office before the expiry of the term of the appointment by a special resolution of the board of directors. 25

(3) L'administrateur cesse d'occuper son 15 Fin du mandat poste dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) il cesse d'être chef ou conseiller d'une première nation qui est un membre emprunteur ou un membre investisseur; 20

b) sa désignation comme représentant est révoquée par résolution du conseil de la première nation;

c) il est révoqué avant l'expiration de son mandat par résolution extraordinaire du 25 conseil d'administration.

Quorum

64. Two thirds of the directors constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

64. Le quorum aux réunions du conseil d'administration est constitué par les deux tiers des administrateurs.

Quorum

Majority vote

65. Decisions by the board of directors shall be made by a majority vote of the directors present.

65. Les décisions du conseil d'administration 30 se prennent à la majorité des administrateurs 30 présents.

Vote à la majorité

Canada Corporations Act

66. (1) The *Canada Corporations Act* does not apply to the Authority.

66. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes* ne s'applique pas à l'Administration.

Loi sur les corporations canadiennes

Canada Business Corporations Act

(2) The following provisions of the *Canada Business Corporations Act* apply, with any modifications that the circumstances require, 35 to the Authority and its directors, members, officers and employees as if the Authority were a corporation incorporated under that Act, this Part were its articles of incorporation and its members were its shareholders:

(2) Les dispositions ci-après de la *Loi 35 canadienne sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'Administration et à ses administrateurs, membres, dirigeants et employés comme si elle avait été constituée en vertu de cette loi, que la 40 présente partie constituait ses statuts et que ses 40 membres étaient ses actionnaires :

Loi canadienne sur les sociétés par actions



- (a) subsection 15(1) (capacity of a natural person);
- (b) section 16 (by-law not required to confer powers on Authority, restriction on powers of Authority, and validity of acts of Authority); 5
- (c) subsection 21(1) (access to Authority's records by members and creditors);
- (d) section 23 (corporate seal not needed to validate instrument);
- (e) subsections 103(1) to (4) (powers of 10 directors to make and amend by-laws, member approval of by-laws and effective date of by-laws);
- (f) subsection 105(1) (qualifications of directors); 15
- (g) subsection 108(2) (resignation of director);
- (h) section 110 (right of director to attend members' meetings and statements by retiring directors); 20
- (i) subsection 114(1) (place of directors' meetings);
- (j) section 116 (validity of acts of directors and officers);
- (k) section 117 (validity of directors' resolutions not passed at meeting); 25
- (l) subsections 119(1) and (4) (liability of directors);
- (m) section 120 (conflict of interests of directors); 30
- (n) section 123 (directors' dissents);
- (o) section 124 (directors' indemnity);
- (p) section 155 (financial statements);
- (q) section 158 (approval of financial statements by directors); 35
- (r) section 159 (sending financial statements to members before annual meeting);
- (s) sections 161 and 162 (qualifications and appointment of auditor);
- (t) section 168 (rights and duties of auditor); 40
- (u) section 169 (examination by auditor);
- a) paragraphe 15(1) (capacité d'une personne physique);
- b) article 16 (non-nécessité d'un règlement administratif pour conférer des pouvoirs à l'Administration, restriction des pouvoirs de l'Administration et validité de ses actes); 5
- c) paragraphe 21(1) (accès aux livres de l'Administration par les membres et les créanciers);
- d) article 23 (validité des documents de 10 l'Administration malgré l'absence du sceau);
- e) paragraphes 103(1) à (4) (pouvoir des administrateurs de prendre et de modifier des règlements administratifs, approbation de ceux-ci par les membres et date d'entrée en 15 vigueur des règlements administratifs);
- f) paragraphe 105(1) (qualités des administrateurs);
- g) paragraphe 108(2) (démission d'un administrateur); 20
- h) article 110 (droit des administrateurs d'assister aux réunions des membres et déclarations des administrateurs sortants);
- i) paragraphe 114(1) (lieu des réunions des administrateurs); 25
- j) article 116 (validité des actes des administrateurs et des dirigeants);
- k) article 117 (validité des résolutions des administrateurs non adoptées pendant la réunion); 30
- l) paragraphes 119(1) et (4) (responsabilité des administrateurs);
- m) article 120 (conflits d'intérêts des administrateurs);
- n) article 123 (dissidence des administrateurs); 35
- o) article 124 (indemnisation des administrateurs);
- p) article 155 (états financiers);
- q) article 158 (approbation des états financiers par les administrateurs); 40
- r) article 159 (envoi des états financiers aux membres avant l'assemblée annuelle);

	(v) section 170 (auditor's right to information);	s) articles 161 et 162 (qualifications et nomination du vérificateur);	
	(w) subsections 171(3) to (9) (duty and administration of audit committee and penalty for failure to comply);	t) article 168 (droits et obligations du vérificateur);	
	(x) section 172 (qualified privilege in defamation for auditor's statements); and	u) article 169 (examen par le vérificateur);	5
	(y) subsections 257(1) and (2) (certificates of Authority as evidence).	v) article 170 (droit du vérificateur à l'information);	
		w) paragraphes 171(3) à (9) (obligations et administration du comité de vérification et infraction);	10
		x) article 172 (immunité relative en ce qui concerne les déclarations du vérificateur);	
		y) paragraphes 257(1) et (2) (force probante d'un certificat de l'Administration).	
Remuneration of directors	67. Directors shall be paid a fee for attendance at meetings of the board of directors, as fixed by the by-laws of the Authority.	67. Les administrateurs reçoivent pour leur présence aux réunions du conseil d'administration les honoraires fixés par les règlements administratifs de l'Administration.	15 Rémunération des administrateurs
Duty of care	68. (1) The directors and officers of the Authority in exercising their powers and performing their duties shall	68. (1) Les administrateurs et dirigeants de l'Administration doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir :	20 Obligation générale des administrateurs et dirigeants
	(a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Authority; and	a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de l'Administration;	
	(b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.	b) avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente et avisée.	25
Limit of liability	(2) Directors and officers are not liable for a failure to comply with subsection (1) if they rely in good faith on	(2) N'est pas engagée, du fait de ne pas avoir respecté le paragraphe (1), la responsabilité de l'administrateur qui s'appuie de bonne foi sur :	Limite de responsabilité
	(a) a written report of the auditor of the Authority or financial statements represented by an officer of the Authority as fairly reflecting the financial condition of the Authority; or	a) des états financiers de l'Administration présentant sincèrement la situation de celle-ci, selon l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur;	30
	(b) a report of a lawyer, notary, accountant, engineer, appraiser or other person whose position or profession lends credibility to a statement made by that person.	b) les rapports de personnes dont les déclarations sont dignes de foi en raison de leur profession ou de leur situation, notamment les avocats, les notaires, les comptables, les ingénieurs et les estimateurs.	35
President	69. (1) The board of directors shall appoint a President to act as the chief executive officer of the Authority.	69. (1) Le conseil d'administration nomme le président-directeur général de l'Administration; celui-ci est le premier dirigeant de l'Administration.	40 Président

Other staff	(2) The President may employ any other officers and employees that are necessary to conduct the work of the Authority.	(2) Le président-directeur général peut engager le personnel nécessaire à la conduite des activités de l'Administration.	Personnel
Annual general meeting	70. The Authority shall hold an annual general meeting of representatives for the purpose of (a) presenting the annual report and audited financial statements of the Authority; (b) electing the board of directors; and (c) dealing with any other business of the Authority that may be presented by the board of directors.	70. L'Administration tient une assemblée générale annuelle des représentants pour : a) la présentation du rapport d'activités et des états financiers; b) l'élection des administrateurs; c) les autres questions prévues par les administrateurs.	Assemblée générale annuelle 5 10
By-laws	71. The board of directors may make by-laws (a) respecting the calling and conduct of 15 meetings of the board, including the holding of meetings by teleconference; (b) fixing the fees to be paid to directors for attendance at meetings of the board and the reimbursement of reasonable travel and living 20 expenses to directors; (c) respecting the duties and conduct of the directors, officers and employees of the Authority and the terms and conditions of employment and of the termination of 25 employment of officers and employees of the Authority; (d) respecting the signing and sealing of securities and interest coupons issued by the Authority; and (e) generally for the conduct and management of the affairs of the Authority.	71. Le conseil d'administration peut établir des règlements administratifs : a) concernant la convocation de ses réunions et le déroulement de celles-ci, y compris par téléconférence; b) fixant les honoraires des administrateurs pour leur présence à ses réunions, ainsi que le remboursement de leurs frais raisonnables de déplacement et de séjour; c) concernant les obligations des administrateurs et celles du personnel ainsi que, pour ce dernier, les conditions et les modalités de cessation d'emploi; d) concernant les formalités de signature et d'apposition de sceau à suivre pour les titres 25 et coupons d'intérêt émis par l'Administration; e) régissant, d'une façon générale, l'exercice des activités de l'Administration.	Règlements administratifs 15 20 25
Head office	72. The head office of the Authority shall be on reserve lands at a location determined by the board of directors.	72. Le siège de l'Administration est situé sur 30 des terres de réserve, à un lieu choisi par le conseil d'administration.	Siège 35
Annual budget	73. At the beginning of every year, the President shall prepare an annual budget of the Authority and present it to the board of directors for approval.	73. Au début de chaque année, le président-directeur général prépare le budget et le présente au conseil d'administration pour approbation.	Budget annuel 35

## PURPOSES

## MISSION

Mandate	74. The purposes of the Authority are to (a) secure for its borrowing members, through the use of property tax revenues,	74. L'Administration a pour mission : a) de trouver pour ses membres emprunteurs, par l'utilisation de recettes fiscales foncières :	Mission
---------	---	---	---------



- (i) long-term financing of capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands,
  - (ii) lease financing of capital assets for the provision of local services on reserve lands, or
  - (iii) short-term financing to meet cash-flow requirements for operating or capital purposes under a law made under paragraph 5(1)(b), or to refinance a short-term debt incurred for capital purposes;
- (b) secure for its borrowing members, through the use of other revenues prescribed by regulation, financing for any purpose prescribed by regulation;
- (c) secure the best possible credit terms for its borrowing members;
- (d) provide investment services to its members and first nations organizations; and
- (e) provide advice regarding the development of long-term financing mechanisms for first nations.
- (i) du financement à long terme pour les infrastructures destinées à la prestation de services locaux sur les terres de réserve,
  - (ii) du financement-location d'immobilisations pour la prestation de services locaux sur les terres de réserve,
  - (iii) du financement à court terme pour couvrir les besoins de flux de trésorerie prévus aux textes législatifs pris en vertu de l'alinéa 5(1)b) ou pour refinancer une dette à court terme à des fins d'immobilisation;
- b) de trouver pour ses membres emprunteurs, par l'utilisation d'autres recettes réglementaires, du financement à toute fin prévue par règlement;
- c) de trouver les meilleures conditions possibles de crédit pour ses membres emprunteurs;
- d) de fournir des services de placement à ses membres et aux organismes des premières nations;
- e) de donner des conseils sur l'élaboration par les premières nations de mécanismes de financement à long terme.

## FUNCTIONS AND POWERS

Powers of board of directors

**75.** (1) For the purposes of this Part, the board of directors may by resolution

- (a) borrow money in an amount authorized by the resolution;
- (b) issue securities of the Authority;
- (c) lend securities to generate income, if the loan is fully secured;
- (d) enter into agreements for risk management purposes, including swaps; and
- (e) provide for
  - (i) payments related to the issuance of securities,
  - (ii) the registration, transfer, management and redemption of securities,
  - (iii) the re-issuance, reinstatement or other disposition of lost, stolen, destroyed or damaged securities or interest coupons,

## ATTRIBUTIONS

**75.** (1) Le conseil d'administration peut, pour l'application de la présente partie et par résolution :

Pouvoirs du conseil

- a) emprunter les sommes qu'autorise la résolution;
- b) émettre des titres de l'Administration;
- c) prêter les titres pour augmenter les revenus, à la condition que le prêt soit entièrement garanti;
- d) conclure des contrats pour la gestion des risques, y compris des contrats de swap;
- e) prévoir :
  - (i) les paiements à effectuer à l'émission des titres,
  - (ii) l'enregistrement, le transfert, la gestion et le rachat des titres,

- (iv) the examination, cancellation or destruction of securities and of materials used in their production, or
- (v) the timing of the issuance of securities.

(iii) la réémission, le rétablissement ou toute autre forme de disposition des titres ou coupons d'intérêt perdus, volés, détruits ou abîmés,

(iv) l'examen, l'annulation ou la destruction des titres et des matériaux utilisés pour leur production,

(v) le moment où les titres seront émis.

Security  
issuance  
requirements

(2) A resolution respecting the issuance of securities shall set out

- (a) the rate of interest;
- (b) the time and place of repayment of principal and interest; and
- (c) the currency in which repayment of principal and interest will be made.

Security  
issuance  
resolutions

(3) A resolution respecting the issuance of securities may provide that

- (a) the securities are to be redeemable in advance of maturity at a time and price set out in the resolution;
- (b) all or any part of the securities may be paid, refunded or renewed;
- (c) the securities are to be issued in an amount sufficient to realize the amount of any securities called in and paid before maturity, for a term not longer than the remainder of the term of the securities called in and paid; or
- (d) the securities and any interest coupons attached to them are to be in the form set out in the resolution, and are to be exchangeable for other securities of the same issue on any terms and conditions set out in the resolution.

Amount of issue

(4) The Authority may issue securities the principal amounts of which, after payment of any discount and the costs of issue and sale, will realize the net amount authorized by the board of directors in a resolution made under paragraph (1)(a).

Declaration  
conclusive

(5) A declaration in a resolution authorizing the issuance of securities that it is necessary to issue securities in the principal amount authorized in order to realize the net amount authorized is conclusive evidence of that fact.

(2) La résolution relative à l'émission de titres indique :

- a) le taux d'intérêt;
- b) les date et lieu du remboursement du capital et du paiement des intérêts;
- c) la devise dans laquelle se font le remboursement du capital et le paiement des intérêts.

(3) La résolution peut aussi prévoir ce qui suit :

- a) les titres sont rachetables avant échéance au moment et au prix qui y sont fixés;
- b) les titres peuvent être remboursés ou renouvelés en tout ou en partie;
- c) les titres sont émis pour un montant suffisant pour couvrir le montant des titres remboursés par anticipation et viennent à échéance au plus tard à la date que portaient les titres remboursés par anticipation;
- d) les titres et les coupons d'intérêt sont dans la forme qui y est fixée et doivent être échangeables pour des titres de la même émission aux conditions qui y sont établies.

Teneur de la  
résolution

Teneur possible  
de la résolution

Montant de  
l'émission

Caractère  
définitif

(4) L'Administration peut émettre des titres dont le capital permettra de réaliser, après paiement de l'escompte et des frais d'émission et de vente, les sommes nettes autorisées par la résolution adoptée pour l'application de l'alinéa (1)a).

(5) La déclaration faite dans la résolution autorisant l'émission de titres et énonçant que le montant du capital qui y est fixé est nécessaire pour réaliser la somme nette est une preuve concluante de ce fait.

Sale price	(6) The board of directors may sell securities at their par value or at other than par value.	(6) Le conseil d'administration peut vendre des titres à leur valeur nominale ou pour une autre somme.	Prix de vente
Delegation	(7) The board of directors may delegate its powers under this section to a committee of directors and officers of the Authority, subject to any limitations that the board of directors may impose.	(7) Le conseil d'administration peut déléguer, aux conditions qu'il fixe, les pouvoirs que lui confère le présent article à un comité d'administrateurs et de dirigeants.	Délégation
Application to become borrowing member	76. (1) A first nation may apply to the Authority to become a borrowing member.	76. (1) Toute première nation peut demander à devenir membre emprunteur.	Demande
Criteria	(2) The Authority shall accept a first nation as a borrowing member only if the First Nations Financial Management Board has issued to the first nation a certificate under subsection 50(3) and has not subsequently revoked it.	(2) L'Administration ne peut accepter une première nation comme membre emprunteur que si le Conseil de gestion financière des premières nations lui a délivré le certificat prévu au paragraphe 50(3) et ne l'a pas révoqué.	Critères d'acceptation
Ceasing to be a borrowing member	77. A first nation may cease to be a borrowing member only with the consent of all other borrowing members.	77. Une première nation ne peut perdre la qualité de membre emprunteur qu'avec le consentement de tous les autres membres emprunteurs.	Perte de la qualité de membre emprunteur
Priority	78. (1) The Authority has a priority over all other creditors of a first nation that is insolvent, for any moneys that are authorized to be paid to the Authority under a law made under paragraph 5(1)(b) or (d).	78. (1) L'Administration a priorité sur tout autre créancier d'une première nation qui est insolvable pour les sommes qu'un texte législatif pris en vertu des alinéas 5(1)b) ou d) autorise à lui verser.	Priorité
Debts to the Crown	(2) For greater certainty, subsection (1) does not apply to Her Majesty.	(2) Il est entendu que le paragraphe (1) ne s'applique pas à Sa Majesté.	Dettes envers Sa Majesté
Limitations — infrastructure loans	79. The Authority shall not make a long-term loan to a borrowing member for the purpose of financing capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands unless (a) the First Nations Tax Commission has approved a law made by the borrowing member under paragraph 5(1)(d); and (b) the loan is to be paid out of the property tax revenues of the borrowing member in priority to other creditors of the borrowing member.	79. L'Administration ne peut consentir à un membre emprunteur un prêt à long terme dont l'objet est lié à un projet d'infrastructure destiné à la prestation de services locaux sur les terres de réserve que si les conditions suivantes sont réunies : a) la Commission de la fiscalité des premières nations a agréé un texte législatif du membre emprunteur pris en vertu de l'alinéa 5(1)d); b) le prêt est à rembourser sur les recettes fiscales foncières avant les créances des autres créanciers du membre.	Restrictions relatives aux prêts
Restriction on financing	80. A borrowing member shall not obtain long-term financing secured by property tax revenues from any person other than the First Nations Finance Authority.	80. Le membre emprunteur ne peut obtenir de financement à long terme garanti par les recettes fiscales foncières qu'auprès de l'Administration financière des premières nations.	Exclusivité



Limitations —  
short-term loans

**81.** The Authority shall not make a short-term loan to a borrowing member for a purpose described in subparagraph 74(a)(iii) unless the loan is made in anticipation of local revenues of the borrowing member set out in a law made under paragraph 5(1)(b).

**81.** L'Administration ne peut consentir un prêt à court terme à un membre emprunteur dans le cadre du sous-alinéa 74a)(iii) que si l'emprunt repose sur l'anticipation de recettes locales prévues dans un texte législatif pris par le membre en vertu de l'alinéa 5(1)b).

Restrictions  
relatives aux  
prêts à court  
terme

Sinking fund

**82.** (1) The Authority shall establish a sinking fund, or any other system of repayment prescribed by regulation, to fulfil its repayment obligations to the holders of each security issued by the Authority.

**82.** (1) L'Administration doit constituer un fonds d'amortissement — ou un autre moyen de remboursement prévu par règlement — en vue du remboursement des sommes dues aux détenteurs de chacun de ses titres.

Fonds  
d'amortissement

Separate  
accounts

(2) Where a sinking fund is established, a separate sinking fund account shall be kept for each borrowing member participating in a security issued by the Authority.

(2) Dans les cas où un fonds d'amortissement est constitué, un compte distinct doit être maintenu pour chaque membre emprunteur participant au titre émis.

Comptes  
distincts

Sinking fund  
investments

(3) Funds in a sinking fund may be invested only in

(3) Les sommes du fonds d'amortissement ne peuvent être placées que sous les formes suivantes :

Placement du  
fonds

(a) securities issued or guaranteed by Canada or a province;

a) titres émis ou garantis par le Canada ou une province;

(b) securities of a local, municipal or regional government in Canada;

b) titres émis par une administration locale, municipale ou régionale au Canada;

(c) investments guaranteed by a bank, trust company or credit union; or

c) placements garantis par une banque, une société de fiducie ou une coopérative d'épargne et de crédit;

(d) deposits in a bank or trust company in Canada or non-equity or membership shares in a credit union.

d) dépôts auprès d'une banque ou d'une société de fiducie établie au Canada ou titres non participatifs ou parts sociales d'une coopérative d'épargne et de crédit.

Surpluses

**83.** (1) The Authority may declare a surplus in a sinking fund and use the surplus, in order of priority, to

**83.** (1) L'Administration peut déclarer des excédents relativement au fonds d'amortissement et les utiliser pour les opérations ci-après, selon l'ordre de priorité suivant :

Excédents

(a) replenish any amounts paid out of the debt reserve fund; and

a) renflouement du fonds de réserve;

(b) make a distribution to borrowing members who are participating in that fund.

b) distribution aux membres emprunteurs qui participent au fonds d'amortissement.

Recovery from  
sinking fund

(2) The Authority may recover fees payable by a borrowing member from any surplus to be distributed to that member under paragraph (1)(b).

(2) L'Administration peut recouvrer les droits dus par un membre emprunteur sur tout excédent du fonds d'amortissement à verser au membre au titre de l'alinéa (1)b).

Recouvrement

Debt reserve  
fund

**84.** (1) The Authority shall establish a debt reserve fund to make payments or sinking fund contributions for which insufficient moneys are available from borrowing members.

**84.** (1) L'Administration constitue un fonds de réserve pour effectuer des versements ou des contributions aux fonds d'amortissement dans les cas où les fonds provenant des membres emprunteurs sont insuffisants.

Fonds de réserve

Provisioning of fund	(2) Subject to the regulations, the Authority shall withhold 5% of the amount of any loan to a borrowing member and deposit that amount in the debt reserve fund.	(2) Sous réserve des règlements, l'Administration prélève cinq pour cent du montant de tout prêt qu'elle consent à un membre emprunteur et dépose cette somme dans le fonds de réserve.	Approvisionnement du fonds
Separate account	(3) A separate account shall be kept for each security issued and for each borrowing member contributing to the debt reserve fund.	(3) Un compte distinct doit être maintenu pour chaque titre émis et pour chaque membre emprunteur qui contribue au fonds de réserve.	Comptes distincts
Investments	(4) The funds of the debt reserve fund may be invested only in securities, investments or deposits referred to in paragraph 82(3)(a), (c) or (d) that mature or are callable within five years, 25% of which must be callable within 90 days.	(4) Les sommes du fonds de réserve ne peuvent être investies que dans les titres, placements ou dépôts mentionnés respectivement aux alinéas 82(3)a), c) et d) et qui arrivent à échéance ou sont rachetables par anticipation dans un délai de cinq ans; vingt-cinq pour cent de ces titres, placements ou dépôts doivent être rachetables par anticipation dans un délai de quatre-vingt-dix jours.	Placements
Liability for shortfall	(5) If payments from the debt reserve fund reduce its balance (a) by less than 50% of the total amount contributed by borrowing members, the Authority may, in accordance with the regulations, require all borrowing members to pay amounts sufficient to replenish the debt reserve fund; and (b) by 50% or more of the total amount contributed by borrowing members, (i) the Authority shall, in accordance with the regulations, require all borrowing members to pay without delay amounts sufficient to replenish the debt reserve fund, and (ii) the borrowing members shall recover those amounts under their property taxation laws.	(5) Les règles ci-après s'appliquent si les paiements effectués sur le fonds de réserve réduisent son solde : a) si la réduction est de moins de cinquante pour cent des sommes versées par les membres emprunteurs, l'Administration peut, conformément aux règlements, exiger de tous les membres emprunteurs qu'ils versent les sommes suffisantes pour renflouer le fonds; b) si la réduction est de cinquante pour cent ou plus : (i) l'Administration est tenue, conformément aux règlements, d'exiger de tous les membres emprunteurs qu'ils versent sans délai les sommes suffisantes pour renflouer le fonds, (ii) les membres emprunteurs recouvrent les sommes au moyen de leur texte législatif relatif à l'imposition foncière.	Responsabilité
Repayment	(6) Money contributed by a borrowing member to the debt reserve fund and investment income received on it shall be repaid by the Authority to the borrowing member when all obligations in respect of the security in respect of which the money was contributed have been satisfied.	(6) L'Administration rembourse au membre emprunteur les sommes qu'il a versées au fonds de réserve et les revenus de placement de celles-ci lorsque toutes les obligations relatives au titre pour lequel les sommes ont été versées ont été remplies.	Remboursement
Credit enhancement fund	85. (1) The Authority shall establish a fund for the enhancement of the Authority's credit rating.	85. (1) L'Administration constitue un fonds de bonification du crédit.	Fonds de bonification du crédit

Investments	(2) The funds of the credit enhancement fund may be invested only in securities, investments or deposits referred to in paragraph 82(3)(a), (c) or (d) that mature or are callable within five years, 25% of which must be callable within 90 days.	(2) Les sommes du fonds de bonification du crédit ne peuvent être investies que dans les titres, placements ou dépôts mentionnés respectivement aux alinéas 82(3)a), c) et d) qui arrivent à échéance ou sont rachetables par anticipation dans un délai de cinq ans; vingt-cinq pour cent de ces titres, placements ou dépôts doivent être rachetables par anticipation dans un délai de quatre-vingt-dix jours.	Placements
Investment income	(3) Investment income from the credit enhancement fund may be used  (a) to temporarily offset any shortfalls in the debt reserve fund;  (b) to defray the Authority's costs of operation; and  (c) for any other purpose prescribed by regulation.	(3) Les revenus des placements du fonds de bonification du crédit peuvent être utilisés :  a) pour compenser temporairement une insuffisance de fonds dans le fonds de réserve;  b) pour le paiement des frais d'exploitation de l'Administration;  c) à toute autre fin prévue par règlement.	Revenus de placement
Capital	(4) The capital of the credit enhancement fund may be used  (a) to temporarily offset any shortfalls in the debt reserve fund; and  (b) for any other purpose prescribed by regulation.	(4) Le principal du fonds de bonification du crédit peut être utilisé :  (a) pour compenser temporairement une insuffisance de fonds dans le fonds de réserve;  (b) à toute autre fin prévue par règlement.	Principal
Default by first nation	<b>86.</b> (1) If a borrowing member fails to make a payment to the Authority, to fulfil any other obligation under a borrowing agreement with the Authority or to pay a charge imposed by the Authority under this Part, the Authority shall  (a) notify the borrowing member of the failure; and  (b) send a notice of the failure to the First Nations Financial Management Board and the First Nations Tax Commission, together with evidence of the failure and a copy of any relevant documents and records.	<b>86.</b> (1) Si un membre emprunteur omet de faire à l'Administration un paiement prévu par un accord d'emprunt conclu avec celle-ci, de satisfaire à toute autre obligation qui y est stipulée ou de payer les frais qu'elle lui impose au titre de la présente partie, l'Administration est tenue :  a) d'aviser le membre du défaut;  b) d'envoyer un avis du défaut au Conseil de gestion financière des premières nations et à la Commission de la fiscalité des premières nations, ainsi qu'une preuve du défaut et une copie de tout document pertinent.	Défaut de versement
Requirement for report	(2) If a failure referred to in subsection (1) relates to an obligation other than payment, the Authority may require that the First Nations Financial Management Board review and report on the reasons for the failure.	(2) Dans le cas où un défaut visé au paragraphe (1) concerne une obligation autre que l'obligation de payer, l'Administration peut demander au Conseil de gestion financière des premières nations d'examiner les motifs du défaut et de lui en faire rapport.	Examen des motifs du défaut
Report	(3) On receipt of a notice referred to in paragraph (1)(b) in respect of a failure related to an obligation other than payment, the First	(3) Sur réception de l'avis mentionné à l'alinéa (1)b), dans le cas d'une obligation autre que l'obligation de payer, le Conseil de gestion	Notification des motifs



Nations Financial Management Board shall advise the Authority in writing of its opinion on the reasons for the failure and recommend any intervention under section 52 or 53 that it considers appropriate.

Required  
intervention

(4) The Authority may, by notice in writing, require the First Nations Financial Management Board to either — at the Board's discretion — impose a co-management arrangement on a borrowing member or assume third-party management of the first nation's local revenues

(a) where the borrowing member fails to make a payment to the Authority under a borrowing agreement with the Authority, or to pay a charge imposed by the Authority under this Part; or

(b) on receipt of a report of the Board under subsection (3) in respect of the borrowing member.

Short-term  
pooled  
investment funds

**87.** (1) The Authority may establish short-term pooled investment funds.

Investments

(2) Funds in a short-term pooled investment fund may be invested only in

(a) securities issued or guaranteed by Canada, a province or the United States;

(b) fixed-term deposits, notes, certificates or other short-term paper of, or guaranteed by, a bank, trust company or credit union, including swaps in United States currency;

(c) securities issued by the Authority or by a local, municipal or regional government in Canada;

(d) commercial paper issued by a Canadian company that is rated in the highest category by at least two recognized security-rating institutions;

(e) any class of investments permitted under an Act of a province relating to trustees; or

(f) any other investments or class of investments prescribed by regulation.

financière des premières nations donne par écrit à l'Administration son avis sur les motifs du défaut et lui recommande de prendre toute mesure prévue aux articles 52 ou 53 qu'il estime indiquée.

5

Gestion requise

(4) L'Administration peut exiger du Conseil de gestion financière des premières nations, par avis écrit, soit qu'il impose un arrangement de cogestion des recettes locales au membre emprunteur, soit qu'il prenne en charge la gestion de celles-ci, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) le membre emprunteur omet de faire à l'Administration un paiement prévu par un accord d'emprunt conclu avec celle-ci, ou de payer les frais qu'elle lui impose en vertu de la présente partie;

b) elle reçoit l'avis et la recommandation du Conseil prévus au paragraphe (3).

**87.** (1) L'Administration peut constituer un fonds commun de placement à court terme.

Fonds commun  
de placement à  
court terme

(2) Les sommes du fonds commun de placement à court terme ne peuvent être placées que sous les formes suivantes :

a) titres émis ou garantis par le Canada, une province ou les États-Unis;

b) dépôts à terme, billets, certificats ou autres effets à court terme émis ou garantis par une banque, une société de fiducie ou une coopérative d'épargne et de crédit, y compris les swaps en devises américaines;

c) titres émis par l'Administration ou par une administration locale, municipale ou régionale au Canada;

d) effets de commerce émis par une personne morale canadienne dont les titres sont cotés dans la catégorie la plus élevée par au moins deux agences de cotation reconnues;

e) titres appartenant à une catégorie de placements autorisée aux termes de toute loi provinciale portant sur les fiduciaires;

f) titres ou catégories de titres prévus par règlement.

Placements

GENERAL		DISPOSITION GÉNÉRALE	
Annual report	<b>88.</b> (1) The Chairperson shall, within four months after the end of each fiscal year, submit to the Authority's members and the Minister a report of the operations of the Authority for that fiscal year.	<b>88.</b> (1) Dans les quatre mois suivant la fin d'un exercice, le président présente aux membres de l'Administration et au ministre le rapport d'activités de l'Administration pour 5 l'exercice précédent.	Rapport d'activités 5
Contents	(2) The annual report shall include the financial statements of the Authority and its auditor's opinion on them.	(2) Le rapport d'activités comprend les états financiers de l'Administration ainsi que l'avis du vérificateur sur ceux-ci.	Teneur du rapport
REGULATIONS		RÈGLEMENTS	
Regulations	<b>89.</b> The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister after consultation by the Minister with the Authority, make regulations  (a) prescribing anything that is to be prescribed under subsection 82(1) and paragraphs 85(3)(c) and (4)(b) and 87(2)(f); (b) increasing or decreasing the amount to be withheld from a loan under subsection 84(2); (c) respecting the imposition of charges under subsection 84(5), including the manner of calculating those charges and the share of 20 those charges to be paid by each borrowing member; and (d) extending the application of this Part to any non-profit organization established to provide social welfare, housing, recreational 25 or cultural services to first nations or their members on reserve lands and making any adaptations to the provisions of this Act that are necessary for that purpose.	<b>89.</b> Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre, 10 qui aura consulté l'Administration :  a) prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues par le paragraphe 82(1) et les alinéas 85(3)c) et (4)b) et 87(2)f); b) augmenter ou réduire le montant à retenir 15 sur un prêt au titre du paragraphe 84(2); c) régir l'imposition de droits au titre du paragraphe 84(5), notamment le mode de calcul de ceux-ci et la part qui doit être supportée par chaque membre emprunteur; 20 d) étendre l'application des dispositions de la présente partie, avec les adaptations nécessaires, à des organisations sans but lucratif établies pour fournir des services en matière de protection sociale, de logement ou d'acti- 25 vités récréatives ou culturelles aux premières nations ou à leurs membres sur les terres de réserve.	Règlements 10 15 20 25
PART 5		PARTIE 5	
FIRST NATIONS STATISTICAL INSTITUTE		INSTITUT DE LA STATISTIQUE DES PREMIÈRES NATIONS	
INTERPRETATION		DÉFINITIONS	
Definitions	<b>90.</b> The following definitions apply in this 30 Part.  "Institute" means the First Nations Statistical Institute.	<b>90.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.  « autre groupe autochtone » S'entend d'un groupe autochtone qui était anciennement une bande au sens de la <i>Loi sur les Indiens</i> et qui est partie à un traité, à un accord sur des revendications territoriales ou à un accord sur 35 l'autonomie gouvernementale avec le Canada.	Définitions 30 « autre groupe autochtone » "other aboriginal group"

"other aboriginal group"  
« autre groupe autochtone »

"other aboriginal group" means an aboriginal group that was formerly a band under the *Indian Act* and that is a party to a treaty, land claim agreement or self-government agreement with Canada.

"respondent"  
« intéressé »

"respondent" means a person in respect of whom, or in respect of whose activities, a report or information is sought or provided under this Part.

« Institut » L'Institut de la statistique des premières nations.

« Institut »  
"Institute"

« intéressé » Personne sur laquelle ou sur les activités de laquelle un rapport ou des renseignements sont demandés ou fournis en application de la présente partie.

« intéressé »  
"respondent"

#### ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF INSTITUTE

#### CONSTITUTION ET ORGANISATION

Institute

91. There is hereby established an institute, 10 to be known as the First Nations Statistical Institute, which may carry on business under the name of "First Nations Statistics".

91. Est constitué l'Institut de la statistique des premières nations. Il peut exercer ses activités sous le nom de « Statistique Premières Nations ». 10

Constitution

Crown Corporation

92. The Institute is a Crown corporation and is governed by Part X of the *Financial Administration Act*, but to the extent that any provisions of this Part are inconsistent with sections 105 and 121 of that Act, the provisions of this Part prevail.

92. L'Institut est une société d'État régie par la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; toutefois, les dispositions de la présente partie l'emportent sur les dispositions incompatibles des articles 105 et 121 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Société d'État

Not an agent of Her Majesty

93. The Institute is not an agent of Her Majesty.

93. L'Institut n'est pas mandataire de Sa Majesté.

Statut

Board of directors

94. (1) The Institute shall be managed by a board of directors, consisting of 10 to 15 directors, including the Chairperson and Vice-Chairperson.

94. (1) L'Institut est dirigé par un conseil d'administration composé de dix à quinze 20 administrateurs, dont le président et le vice-président.

Conseil d'administration

Ex officio director

(2) The Chief Statistician of Canada shall be a member of the board of directors.

(2) Le statisticien en chef du Canada est administrateur d'office.

Membre d'office

Appointment of Chairperson

95. On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a Chairperson to hold office during pleasure for 30 a term not exceeding five years.

95. Le gouverneur en conseil nomme le 25 président à titre amovible, pour un mandat d'au plus cinq ans; la nomination s'effectue sur recommandation du ministre.

Nomination du président

Appointment of other directors

96. On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a minimum of eight, and a maximum of 13, additional directors to hold office during 35 pleasure for a term not exceeding five years.

96. Le gouverneur en conseil nomme de huit à treize autres administrateurs à titre amovible 30 pour des mandats respectifs d'au plus cinq ans; ces administrateurs sont nommés sur recommandation du ministre.

Autres administrateurs

Staggered terms

97. (1) In determining the term of appointment of directors, the Governor in Council shall endeavour to ensure that the terms of no more than three directors expire in any one calendar 40 year.

97. (1) Les mandats des administrateurs sont, dans la mesure du possible, échelonnés 35 de manière que leur expiration au cours d'une même année civile touche au plus trois des administrateurs.

Échelonnement des mandats



Qualifications	(2) The board of directors shall be composed of men and women from across Canada, including members of first nations, who are committed to improving first nations statistical information and analysis and who have the experience or capacity to enable the Institute to fulfil its mandate.	(2) Le conseil d'administration est composé de femmes et d'hommes, notamment de membres des premières nations, — provenant de différentes régions du Canada — voués à l'amélioration des renseignements et des analyses statistiques des premières nations et possédant une compétence ou une expérience propre à aider l'Institut à remplir sa mission.	Qualités requises
Status	<b>98.</b> The Chairperson and other directors shall hold office on a part-time basis.	<b>98.</b> Le président et les autres administrateurs exercent leur charge à temps partiel.	Temps partiel
Election of Vice-Chairperson	<b>99.</b> (1) The board of directors shall elect a Vice-Chairperson from among the directors.	<b>99.</b> (1) Les administrateurs élisent un vice-président en leur sein.	Vice-président
Functions	(2) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson, or if the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson shall assume the duties and functions of the Chairperson.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.	Intérim
Reappointment	<b>100.</b> A director may be reappointed for a second or subsequent term of office.	<b>100.</b> Le mandat des administrateurs est renouvelable.	Nouveau mandat
Head office	<b>101.</b> The head office of the Institute shall be at a location determined by the Governor in Council.	<b>101.</b> Le siège de l'Institut est situé au lieu fixé par le gouverneur en conseil.	Siège
First Nations Chief Statistician	<b>102.</b> (1) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a First Nations Chief Statistician to hold office during pleasure on a full-time basis for a term not exceeding five years.	<b>102.</b> (1) Le gouverneur en conseil nomme, sur recommandation du ministre, à titre amovible, le statisticien en chef des premières nations à temps plein pour un mandat d'au plus cinq ans.	Statisticien en chef des premières nations
Remuneration	(2) The First Nations Chief Statistician shall be paid the remuneration determined by the Governor in Council.	(2) Le statisticien en chef des premières nations reçoit la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Staff	(3) The board of directors shall determine the duties of other officers and employees and the conditions of their employment.	(3) Le conseil d'administration définit les fonctions des autres membres du personnel et fixe leurs conditions d'emploi.	Personnel
Staff	(4) The First Nations Chief Statistician may hire any other officers and employees that are necessary to conduct the work of the Institute.	(4) Le statisticien en chef des premières nations peut engager tout autre membre du personnel qu'il estime nécessaire à l'exercice des activités de l'Institut.	Personnel
Salaries and benefits	(5) Persons hired under subsection (4) shall be paid salaries and benefits fixed by the board of directors.	(5) Les membres du personnel visés au paragraphe (4) reçoivent la rémunération et les avantages fixés par le conseil d'administration.	Rémunération
Oath of office	<b>103.</b> The First Nations Chief Statistician, every person employed by the Institute, every person retained under contract by the Institute and every employee and agent of a person retained under contract by the Institute shall,	<b>103.</b> Avant d'entrer en fonctions, le statisticien en chef des premières nations, les personnes employées par l'Institut et les personnes engagées par contrat par l'Institut, ou les employés ou mandataires de ces dernières,	Serment professionnel

before commencing their duties, swear or solemnly affirm that he or she will comply with section 108 and will not without authority disclose any information acquired in the course of his or her duties that can be related to any identifiable individual, first nation, business or organization.

prêtent le serment, ou font l'affirmation solennelle, selon lesquels ils se conformeront à l'article 108 et ne communiqueront, sans y avoir été dûment autorisés, aucun renseignement obtenu dans l'exercice de leurs fonctions et qui peut être rattaché à un particulier, à une première nation, à une entreprise ou à une organisation identifiables.

PURPOSES

MISSION

Mandate

Mission

**104.** The purposes of the Institute are to

**104.** L'Institut a pour mission :

(a) provide statistical information on, and analysis of, the fiscal, economic and social conditions of

a) de fournir des renseignements et des analyses statistiques sur la situation financière, économique et sociale :

(i) Indians and other members of first nations,

(i) des Indiens et d'autres membres des premières nations,

(ii) members of other aboriginal groups, and

(ii) des membres des autres groupes autochtones,

(iii) other persons who reside on reserve lands or lands of other aboriginal groups;

(iii) des autres personnes qui résident sur les terres de réserve ou sur les terres d'autres groupes autochtones;

(b) promote the quality, coherence and compatibility of first nations statistics and their production in accordance with generally accepted standards and practices through collaboration with first nations, federal departments and agencies, provincial departments and agencies and other organizations;

b) de promouvoir la qualité, la cohérence et la compatibilité des statistiques des premières nations et leur conformité aux normes et pratiques généralement reconnues grâce à la collaboration instaurée entre l'Institut et les premières nations, les ministères et organismes fédéraux et provinciaux et les organisations;

(c) work with, and provide advice to, federal departments and agencies and provincial departments and agencies on first nations statistics;

c) de collaborer avec les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, et de les conseiller, en matière de statistiques sur les premières nations;

(d) work in cooperation with Statistics Canada to ensure that the national statistical system meets the needs of first nations and Canada; and

d) de travailler en collaboration avec Statistique Canada pour veiller à ce que l'appareil statistique du pays réponde aux besoins des premières nations et du Canada;

(e) build statistical capacity within first nation governments.

e) de doter les gouvernements des premières nations des outils nécessaires à l'établissement de statistiques.

POWERS

ATTRIBUTIONS

General powers

Pouvoirs généraux

**105.** (1) In furtherance of the purposes set out in section 104, the Institute may enter into agreements with aboriginal and other governments and organizations.

**105.** (1) Dans le cadre de sa mission, l'Institut peut conclure des accords avec des gouvernements autochtones ainsi qu'avec d'autres gouvernements et des organisations.

Particular powers

(2) The Institute may collect, compile, analyze and abstract data for statistical purposes respecting any of the following matters as they relate to first nations, to reserve lands, to Indians and other members of first nations, to members of other aboriginal groups, and to other persons who reside on reserve lands or lands of other aboriginal groups:

- (a) population;
- (b) agriculture;
- (c) health and welfare;
- (d) commercial and industrial activities;
- (e) law enforcement, the administration of justice and corrections;
- (f) finance;
- (g) education;
- (h) language, culture and traditional activities;
- (i) labour and employment;
- (j) prices and the cost of living;
- (k) transportation and communications;
- (l) electric power, gas and water utilities;
- (m) public administration;
- (n) community services;
- (o) the environment;
- (p) forestry, fishing and trapping; and
- (q) any other matter prescribed by regulation.

Publication

(3) The Institute shall publish and make publicly available statistical information collected, compiled, analysed or abstracted under subsection (2) in a manner that does not permit the information to be related to any identifiable individual, business or organization.

Sharing of information

106. (1) The Institute may enter into an agreement with a first nation or other aboriginal group, federal department or agency, provincial department or agency, municipality, corporation or other organization for the sharing of information collected by or on behalf of either party and for its subsequent tabulation or publication.

Pouvoirs spécifiques

(2) L'Institut peut recueillir, compiler, analyser et dépouiller des données à des fins statistiques pouvant porter sur tout ou partie des sujets ci-après en ce qui a trait aux premières nations, aux terres de réserve, aux Indiens, aux autres membres des premières nations, aux membres d'autres groupes autochtones, ainsi qu'aux autres personnes qui résident sur les terres de réserve et les terres d'autres groupes autochtones :

- a) population;
- b) agriculture;
- c) santé et protection sociale;
- d) activités commerciales et industrielles;
- e) contrôle d'application des lois, administration de la justice et services correctionnels;
- f) finances;
- g) éducation;
- h) langue, culture et activités traditionnelles;
- i) travail et emploi;
- j) prix et coût de la vie;
- k) transport et communications;
- l) services d'électricité, de gaz et d'eau;
- m) administration publique;
- n) services communautaires;
- o) environnement;
- p) foresterie, pêche et piégeage;
- q) tous autres sujets prévus par règlement.

Publication

(3) L'Institut publie et rend accessibles au public les renseignements statistiques recueillis, compilés, analysés ou dépouillés dans le cadre du paragraphe (2), en prenant soin qu'ils ne puissent être rattachés à un particulier, à une entreprise ou à une organisation identifiables.

Communication des renseignements

106. (1) L'Institut peut conclure avec une première nation ou un autre groupe autochtone, les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, une municipalité, une personne morale ou une autre organisation un accord portant sur la communication des renseignements recueillis par l'une ou l'autre des parties ainsi que sur leur classification ou leur publication.



Agreement	<p>(2) An agreement under subsection (1) shall provide that</p> <p>(a) respondents from whom information is collected are to be informed by notice that the information is being collected on behalf of the Institute and the first nation, department, agency, municipality, corporation or organization, as the case may be; and</p> <p>(b) if the respondents object by notice in writing to the First Nations Chief Statistician to the sharing of the information by the Institute, the information will not be shared unless the first nation, department, agency, municipality, corporation or organization is authorized by law to require respondents to provide that information.</p>	<p>(2) L'accord conclu en vertu du paragraphe (1) prévoit ce qui suit :</p> <p>a) l'intéressé est formellement avisé que les renseignements sont recueillis pour le compte de l'Institut et de la première nation, du ministère, de l'organisme, de la municipalité, de la personne morale ou de l'organisation, selon le cas;</p> <p>b) si l'intéressé avise par écrit le statisticien en chef des premières nations qu'il s'oppose à la communication des renseignements par l'Institut, ceux-ci ne peuvent être communiqués à moins que la première nation, le ministère, l'organisme, la municipalité, la personne morale ou l'organisation ne soient autorisés par la loi à exiger de l'intéressé qu'il fournisse ces renseignements.</p>	Accord
Federal data	<p><b>107.</b> (1) Subject to subsection (2), documents or records relating to first nations, Indians or other members of first nations, or to members of other aboriginal groups, that are maintained by any department, body or corporation set out in any of Schedules I to III to the <i>Financial Administration Act</i> that is prescribed by regulation shall be disclosed to the Institute for the purposes of this Part in accordance with an agreement referred to in subsection (3).</p>	<p><b>107.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), les documents ou archives relatifs aux premières nations, aux Indiens ou autres membres des premières nations ou aux membres d'autres groupes autochtones conservés par un ministère fédéral, un organisme ou une personne morale qui, d'une part, figure à l'une ou l'autre des annexes I à III de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> et, d'autre part, est prévu par règlement doivent, pour l'application de la présente partie, être communiqués à l'Institut en conformité avec l'entente visée au paragraphe (3).</p>	Accès aux archives
Exception	<p>(2) A department, body or corporation referred to in subsection (1) is not required to disclose any information that it is required to, or may, withhold under any federal law or under any privilege at law.</p>	<p>(2) Le ministère, l'organisme ou la personne morale mentionnés au paragraphe (1) ne sont toutefois pas tenus de communiquer un renseignement dont ils peuvent ou doivent refuser la communication en vertu d'une loi fédérale ou qui est protégé en vertu d'une règle de droit.</p>	Exception
Agreement required	<p>(3) The Institute shall enter into an agreement for the collection and use of information referred to in subsection (1) with the department, body or corporation from whose documents or records it is to be obtained.</p>	<p>(3) L'Institut conclut une entente en vue de la collecte et de l'utilisation des renseignements mentionnés au paragraphe (1) avec le ministère, l'organisme ou la personne morale duquel les documents ou archives doivent être obtenus.</p>	Entente requise

## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Protection of information	<p><b>108.</b> (1) Except for the purpose of communicating information in accordance with the conditions of an agreement made under section 106, for the conduct of a prosecution under this Act or for the purposes of subsection (2),</p>	<p><b>108.</b> (1) Sauf pour communiquer des renseignements conformément aux modalités d'un accord conclu en application de l'article 106 ou</p>	Protection des renseignements
---------------------------	---	--	-------------------------------

(a) no person, other than a person employed by, or under contract to, the Institute and sworn or affirmed under section 103, shall be permitted to examine any identifiable individual return made for the purposes of this Part; and

(b) no person who has been sworn or affirmed under section 103 shall knowingly disclose any information obtained by the Institute that can be related to any identifiable individual, first nation, business or organization.

(2) The First Nations Chief Statistician may authorize the following information to be disclosed:

(a) information collected by persons, first nations, organizations or departments for their own purposes and communicated to the Institute, subject to the same secrecy requirements applicable to it when it was collected, and in the manner and to the extent agreed on by its collector and the First Nations Chief Statistician;

(b) information relating to a person, first nation, business or organization in respect of which disclosure is consented to in writing by that person, first nation, business or organization;

(c) information available to the public under an Act of Parliament or of the legislature of a province;

(d) information relating to a hospital, institution for individuals with a mental health disability, library, educational institution or other similar non-commercial institution that cannot be related to an individual to whom services were or are provided by that institution; and

(e) a list of businesses, showing

(i) their names and addresses,

en cas de poursuites engagées en vertu de la présente loi, ou sauf pour l'application du paragraphe (2) :

a) nul, si ce n'est une personne employée par l'Institut, ou engagée par contrat par lui, et qui a été assermentée conformément à l'article 103, ne peut être autorisé à prendre connaissance d'un relevé qui peut être rattaché à un particulier identifiable fait pour l'application de la présente partie;

b) aucune personne qui a été assermentée conformément à l'article 103 ne peut sciemment communiquer des renseignements obtenus par l'Institut qui sont liés à un particulier, une première nation, une entreprise ou une organisation identifiables.

(2) Le statisticien en chef des premières nations peut autoriser la communication des renseignements suivants :

a) les renseignements recueillis par des personnes, des premières nations, des organisations ou des ministères pour leur propre usage et communiqués à l'Institut, la communication étant toutefois assujettie, quant au secret et à ses modalités, à l'entente conclue entre ceux qui les ont recueillis et le statisticien en chef des premières nations;

b) les renseignements ayant trait à une personne, à une première nation, à une entreprise ou à une organisation qui donne, par écrit, son consentement à leur communication;

c) les renseignements mis à la disposition du public en vertu d'une loi fédérale ou provinciale;

d) les renseignements relatifs à un hôpital, à un établissement pour personnes atteintes d'une déficience mentale, à une bibliothèque, à un établissement d'enseignement ou à tout autre établissement non commercial du même genre et qui ne peuvent pas être rattachés à une personne à qui cet établissement fournit ou a fourni des services;

e) toute liste d'entreprises indiquant l'un ou l'autre des éléments suivants :

(i) leurs noms et adresses,

Permissible disclosure

Communication autorisée

- (ii) the telephone numbers at which they may be reached in relation to statistical matters,
- (iii) the official language in which they prefer to be addressed in relation to statistical matters, 5
- (iv) the products they produce, transport, store, purchase or sell, or the services they provide, in the course of their business, or
- (v) the number of persons they employ, as 10 a specified range.

- (ii) les numéros de téléphone où les joindre relativement à des données statistiques,
- (iii) la langue officielle qu'elles préfèrent utiliser relativement à des données statistiques, 5
- (iv) les produits faits, transportés, entreposés, achetés ou vendus par elles, ou les services qu'elles fournissent au cours de leurs activités, 10
- (v) la catégorie dans laquelle elles se rangent au regard du nombre de leurs employés.

Information privileged

**109.** (1) Except for the purpose of conducting a prosecution under this Act, information obtained by the Institute that can be related to any identifiable individual, business, organization or first nation is privileged and shall not be used as evidence in a legal proceeding.

**109.** (1) Sauf dans des poursuites engagées en vertu de la présente loi, les renseignements obtenus par l'Institut et qui peuvent être rattachés à un particulier, à une entreprise, à une organisation ou à une première nation identifiables sont protégés et ne peuvent servir de preuve dans une procédure. 15 20

Renseignements protégés

No compulsion to produce

(2) No person referred to in section 103 shall be required by an order of a court, tribunal or other body to give testimony in respect of any information referred to in subsection (1). 20

(2) Aucune personne visée à l'article 103 ne peut être requise, par ordonnance d'un tribunal ou d'un autre organisme, de faire une déposition ayant trait à des renseignements visés au paragraphe (1). 25

Absence d'obligation de déposer

Powers of Statistics Canada

**110.** Nothing in this Act shall be construed so as to limit the powers and duties of Statistics Canada under the *Statistics Act*.

**110.** La présente loi n'a pas pour effet de restreindre les pouvoirs et fonctions conférés à Statistique Canada par la *Loi sur la statistique*.

Pouvoirs de Statistique Canada

#### OFFENCES

Offence

**111.** Every person who, after making an oath or solemn affirmation under section 103,

- (a) wilfully makes a false declaration, statement or return in the performance of his or her duties,
- (b) in the pretended performance of his or her duties, obtains or seeks to obtain information that the person is not authorized to obtain, or
- (c) contravenes section 108

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$1,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both. 35

#### INFRACTIONS

Infraction

**111.** Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines, quiconque, après avoir prêté le serment ou fait l'affirmation solennelle prévus à l'article 103, 35 selon le cas :

- a) fait volontairement une fausse déclaration ou un faux relevé dans l'exercice de ses fonctions;
- b) sous prétexte de l'accomplissement de ses fonctions, obtient ou cherche à obtenir des renseignements qu'il n'est pas autorisé à obtenir;
- c) contrevient à l'article 108. 40



Secret  
information

**112.** Every person who, after making an oath or solemn affirmation under section 103,

(a) wilfully discloses, directly or indirectly, information obtained in the course of his or her duties that might affect the market value of a security or commodity, including any information referred to in subsection 108(2), to any person who has not been sworn or affirmed under section 103, or

(b) uses any information described in paragraph (a) for the purpose of speculating in a security or commodity

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding the aggregate of \$5,000 and double the amount of any benefit obtained from speculation referred to in paragraph (b) or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both.

**112.** Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinq mille dollars additionnée du double du montant de tout profit réalisé à la suite du manquement visé à l'alinéa b), et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines, quiconque, après avoir prêté le serment ou fait l'affirmation solennelle prévus à l'article 103 :

a) soit communique volontairement, directement ou indirectement, à quiconque n'a pas été assermenté en vertu de l'article 103, des renseignements qu'il a obtenus dans l'exercice de ses fonctions et qui pourraient avoir une influence sur la valeur marchande de valeurs mobilières ou de produits, notamment des renseignements visés au paragraphe 108(2);

b) soit se sert de tels renseignements pour spéculer sur des valeurs mobilières ou des produits.

Renseignements  
secrets

# REGULATIONS

Regulations

**113.** The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made having regard to any representations by the Institute, make regulations prescribing anything to be prescribed under paragraph 105(2)(q) or subsection 107(1).

# RÈGLEMENTS

Règlements

**113.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre, après prise en compte par ce dernier des observations de l'Institut à cet égard, prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues à l'alinéa 105(2)q) ou au paragraphe 107(1).

## PART 6

## FINANCIAL MANAGEMENT AND CONTROL

Definitions

**114.** The following definitions apply in this Part.

“board of directors” includes

(a) in respect of the First Nations Tax Commission, the commissioners referred to in section 17; and

(b) in respect of the First Nations Financial Management Board, the directors referred to in section 38.

“institution” means the First Nations Tax Commission or the First Nations Financial Management Board.

“board of directors”  
« conseil d'administration »

“institution”  
« institution »

## PARTIE 6

## GESTION ET CONTRÔLE FINANCIERS

**114.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« conseil d'administration » Y sont assimilés :

a) relativement à la Commission de la fiscalité des premières nations, les commissaires visés à l'article 17;

b) relativement au Conseil de gestion financière des premières nations, les conseillers visés à l'article 38.

« institution » La Commission de la fiscalité des premières nations ou le Conseil de gestion financière des premières nations.

Définitions

« conseil d'administration »  
“board of directors”

« institution »  
“institution”

Exclusion from public service	<b>115.</b> (1) The officers and employees of an institution are not part of the public service of Canada.	<b>115.</b> (1) Le personnel d'une institution ne fait pas partie de l'administration publique fédérale.	Non-appartenance à l'administration publique fédérale
No guarantees	(2) No person shall give a guarantee on behalf of Her Majesty for the discharge of an obligation or liability of an institution.	(2) Il ne peut être accordé de garantie au nom de Sa Majesté pour l'exécution d'une obligation de l'institution.	Interdiction de garanties
Financial year	<b>116.</b> The financial year of each institution is the period from April 1 to March 31, unless otherwise prescribed by regulation.	<b>116.</b> Sauf disposition contraire d'un règlement, l'exercice de chaque institution correspond à la période allant du 1 <sup>er</sup> avril au 31 mars.	Exercice
Expenditure of revenues	<b>117.</b> Subject to any terms and conditions that the Treasury Board may direct, for the purposes of the institution, an institution may expend, during a financial year or the following year, any revenues that it receives in that financial year through the conduct of its operations.	<b>117.</b> Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'institution peut, au cours d'un exercice ou du suivant, employer à ses fins les recettes d'exploitation de l'exercice en cours.	Utilisation des recettes
Corporate plans	<b>118.</b> (1) Each institution shall, in accordance with any directions given by the Minister, establish a corporate plan and budget for each financial year and submit them to the Minister for approval.	<b>118.</b> (1) Chaque institution établit, pour chaque exercice, en conformité avec les directives du ministre, un plan d'entreprise et un budget qu'elle remet au ministre pour approbation.	Plan d'entreprise
Scope and contents of corporate plan	(2) The corporate plan of each institution shall encompass all of the businesses and activities of the institution and include a statement of  (a) the objects or purposes of the institution;  (b) the institution's objectives for the financial year and the strategy it intends to employ to achieve those objectives; and  (c) the institution's expected performance for the financial year as compared to its objectives for that year as set out in the last corporate plan.	(2) Le plan d'une institution traite de toutes ses activités et comporte notamment les renseignements suivants :  a) les buts pour lesquels elle a été constituée;  b) ses objectifs pour l'exercice, ainsi que les règles d'action qu'elle prévoit de mettre en oeuvre à cette fin;  c) ses prévisions de résultats pour l'exercice, par rapport aux objectifs mentionnés pour l'exercice au dernier plan.	Portée et contenu du plan
Contents of budget	(3) The budget of each institution must include a statement of the institution's projected revenues and expenses for the financial year on account of capital and operations.	(3) Le budget de chaque institution doit comporter, pour un exercice donné, un état des recettes et dépenses anticipées au titre du capital et de l'exploitation.	Contenu du budget
Form of corporate plan	(4) The corporate plan of each institution shall be prepared in a form that clearly sets out information according to the major businesses or activities of the institution.	(4) Le plan d'entreprise de chaque institution doit mettre en évidence ses principales activités.	Présentation matérielle
Restriction on business or activity	(5) No institution may carry on any business or activity in any financial year in a manner that is not consistent with its corporate plan for that year.	(5) Il est interdit à une institution d'exercer des activités d'une façon incompatible avec le plan pour l'exercice.	Interdiction

Amendment	(6) Any amendment by an institution to its corporate plan or budget shall be submitted to the Minister for approval.	(6) Toute modification du plan ou du budget est subordonnée à l'approbation du ministre.	Modification du plan
Books and systems	<b>119.</b> (1) Each institution shall (a) keep books of account and records in relation to them; and (b) maintain financial and management control and information systems.	<b>119.</b> (1) Chaque institution veille : a) à faire tenir des documents comptables; b) à mettre en oeuvre, en matière de finances et de gestion, des moyens de contrôle et d'information.	Documents comptables
Books and systems	(2) The books, records and systems referred to in subsection (1) shall be kept and maintained in such a manner as will provide reasonable assurance that (a) the institution's assets are safeguarded and controlled; (b) its transactions are in accordance with this Act; (c) its financial, human and physical resources are managed economically and efficiently; and (d) its operations are carried out effectively.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'institution veille, dans la mesure du possible, à ce que : a) ses actifs soient protégés et contrôlés; b) ses opérations se fassent en conformité avec la présente loi; c) la gestion de ses ressources financières, humaines et matérielles soit menée de façon économique et efficiente; d) ses activités soient réalisées avec efficacité.	Documents comptables
Internal audit	(3) An institution may cause internal audits to be conducted to assess compliance with subsections (1) and (2).	(3) Afin de surveiller l'observation des paragraphes (1) et (2), chaque institution fait faire des vérifications internes de ses opérations.	Vérification interne
Financial statements	(4) Each institution shall annually prepare financial statements, in accordance with generally accepted accounting principles, as supplemented by any directions given by the Minister under subsection (6).	(4) Chaque institution fait établir chaque année des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, compte tenu des directives complémentaires données par le ministre au titre du paragraphe (6).	États financiers
Form of financial statements	(5) The financial statements of an institution shall be prepared in a form that clearly sets out information according to the major businesses or activities of the institution.	(5) Les états financiers d'une institution doivent mettre en évidence ses principales activités.	Présentation matérielle
Directions	(6) The Minister may give directions respecting the preparation of financial statements, to supplement generally accepted accounting principles.	(6) Le ministre peut donner des directives à l'égard de la préparation des états financiers, celles-ci ne pouvant qu'ajouter aux principes comptables généralement reconnus.	Directives
Annual auditor's report	<b>120.</b> (1) Each institution shall cause an annual auditor's report to be prepared in accordance with any directions of the Minister, on (a) its financial statements; and (b) any quantitative information required to be audited under subsection (3).	<b>120.</b> (1) Chaque institution fait établir, en conformité avec les directives du ministre, un rapport annuel de vérification sur : a) ses états financiers; b) les renseignements chiffrés qui doivent être vérifiés en conformité avec le paragraphe (3).	Rapport annuel du vérificateur



## Contents

(2) A report under subsection (1) shall

(a) include separate statements as to whether in the auditor's opinion

(i) the financial statements are presented fairly, in accordance with generally accepted accounting principles, applied on a basis consistent with that of the preceding year,

(ii) the quantitative information is accurate in all material respects and, if applicable, was prepared on a basis consistent with that of the preceding year, and

(iii) the transactions of the institution that have come to the auditor's notice in the course of his or her examination for the report were carried out in accordance with this Act; and

(b) call attention to any other matter falling within the scope of the auditor's examination for the report that, in his or her opinion, should be brought to the attention of the institution or the Minister.

Audit of  
quantitative  
information

(3) The Minister may require that any quantitative information required to be included in an institution's annual report pursuant to paragraph (2)(a) be audited.

Presentation to  
Minister

(4) Each institution shall submit its audited financial statements to the Minister at least 30 days before the day of its annual meeting.

Special  
examination

**121.** (1) Each institution shall, at least once every five years and at any other time required by its board of directors or by the Minister, cause a special examination to be carried out in respect of its operations to determine if the books, records, systems and practices referred to in section 119 were, in the period under examination, maintained in a manner that met the requirements of that section.

Plan

(2) Before commencing a special examination, an examiner shall survey the systems and practices of the institution to be examined and submit a plan for the examination, including a statement of the criteria to be applied in the examination, to the audit committee of the institution.

(2) Le rapport visé au paragraphe (1) comporte notamment les éléments suivants :

a) des énoncés distincts indiquant si, selon le vérificateur :

(i) les états financiers sont présentés fidèlement selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière que l'année précédente,

(ii) les renseignements chiffrés sont exacts à tous égards importants et, s'il y a lieu, ont été établis de la même manière que l'année précédente,

(iii) les opérations de l'institution qui ont été portées à sa connaissance au cours des travaux devant mener à l'établissement de son rapport ont été effectuées en conformité avec la présente loi;

b) la mention des autres questions qui entrent dans le champ des travaux de vérification devant mener à l'établissement du rapport et qui, selon lui, devraient être portées à l'attention de l'institution ou du ministre.

(3) Le ministre peut exiger que les renseignements chiffrés qui doivent être inclus dans le rapport annuel d'une institution en conformité avec l'alinéa (2)a) soient vérifiés.

(4) L'institution remet au ministre, au moins trente jours avant la réunion annuelle, ses états financiers vérifiés.

**121.** (1) Chaque institution fait procéder à un examen spécial de ses opérations afin d'établir si les exigences de l'article 119 concernant les documents comptables, les moyens et les méthodes ont été respectées pendant la période considérée. Les examens spéciaux sont au moins quinquennaux, des examens spéciaux complémentaires pouvant avoir lieu à la demande du conseil d'administration de l'institution ou du ministre.

(2) Avant de procéder à ses travaux, l'examineur étudie les moyens et les méthodes de l'institution visée et établit un plan d'action, notamment quant aux critères qu'il entend appliquer; il présente ce plan au comité de vérification de l'institution.

Teneur

Renseignements  
chiffrés

Présentation au  
ministre

Examen spécial

Plan d'action

Resolution of disagreements	(3) Any disagreement between the examiner and the audit committee or board of directors of an institution with respect to a plan referred to in subsection (2) shall be resolved by the Minister.	(3) Les désaccords entre l'examineur et le comité de vérification ou le conseil d'administration d'une institution sur le plan d'action visé au paragraphe (2) sont tranchés par le ministre.	Désaccord
Reliance on internal audit	(4) An examiner shall, as far as is practicable, rely on any internal audit conducted pursuant to subsection 119(3) in respect of the institution being examined.	(4) L'examineur, dans la mesure où il les juge utilisables, se fie aux résultats de toute vérification interne faite en conformité avec le paragraphe 119(3).	5 Utilisation des données d'une vérification interne
Report	<b>122.</b> (1) An examiner shall, on completion of a special examination in respect of an institution, submit a report on his or her findings, and a summary of that report, to the Minister and to the board of directors of the institution.	<b>122.</b> (1) Ses travaux terminés, l'examineur établit un rapport de ses résultats — et un résumé du rapport — qu'il soumet au conseil d'administration de l'institution et au ministre.	10 Rapport
Contents	(2) The report of an examiner shall include (a) a statement whether in the examiner's opinion, having regard to the criteria referred to in subsection 119(2), there is a reasonable assurance that there are no significant deficiencies in the systems and practices examined; and (b) a statement of the extent to which the examiner relied on internal audits.	(2) Le rapport comporte notamment les éléments suivants : a) un énoncé indiquant si, selon l'examineur, compte tenu des critères établis en conformité avec le paragraphe 119(2), il peut être raisonnablement affirmé que les moyens et méthodes étudiés ne présentent pas de failles graves; b) un énoncé indiquant dans quelle mesure l'examineur s'est fié aux résultats d'une vérification interne.	15 Contenu 15 20
Posting of report	(3) An institution shall, as soon as possible after receipt of an examiner's report, post a summary of the report on an Internet website maintained by the institution.	(3) L'institution publie, dans les meilleurs délais après l'avoir reçu, le résumé du rapport sur son site Internet.	25 Publication du rapport
Examiner	<b>123.</b> (1) Subject to subsection (2), a special examination shall be carried out by the auditor of the institution.	<b>123.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), est chargé de l'examen spécial le vérificateur d'une institution.	30 Examineur
Other auditor	(2) If, in the opinion of the Minister, a person other than the auditor of an institution should carry out a special examination in respect of the institution, the Minister may, after consulting with the board of directors of the institution, direct that the examination be carried out by another auditor who is qualified for the purpose.	(2) Le ministre, s'il estime contre-indiqué de confier l'examen spécial au vérificateur de l'institution, peut, après consultation du conseil d'administration de celle-ci, ordonner qu'un autre vérificateur remplissant les conditions requises procède à l'examen.	30 Autre vérificateur 35
Consultation with Auditor General	<b>124.</b> The auditor or examiner of an institution may at any time consult the Auditor General of Canada on any matter relating to an audit or special examination.	<b>124.</b> Le vérificateur ou l'examineur d'une institution peuvent à tout moment consulter le vérificateur général sur tout point qui relève de la vérification ou de l'examen spécial.	40 Consultation du vérificateur général
Right to information	<b>125.</b> (1) At the request of the auditor or examiner of an institution, the present or former commissioners, directors, officers, employees or	<b>125.</b> (1) Les commissaires, conseillers, dirigeants, salariés ou mandataires d'une institution ou leurs prédécesseurs doivent, à la demande du	40 Droit aux renseignements

agents of the institution shall provide any information and explanations, and give access to any records, documents, books, accounts and vouchers of the institution that are under their control, that the auditor or examiner considers necessary to prepare a report required under this Act.

Obligation to inform

(2) If a commissioner or director of an institution does not have information or an explanation requested by an auditor or examiner under subsection (1), the commissioner or director shall obtain the information or explanation and provide it to the auditor or examiner.

Restriction

**126.** Nothing in this Part or in any directions of the Minister shall be construed as authorizing the auditor or examiner of an institution to express any opinion on the merits of matters of policy, including the merits of

- (a) the objects or purposes for which the institution was established or the restrictions on the businesses or activities that it may carry on, as set out in this Act; or
- (b) any business or policy decision of the institution.

Qualified privilege

**127.** An oral or written statement or report made under this Part by an auditor or examiner has qualified privilege.

Audit committee

**128.** (1) Each institution shall establish an audit committee composed of not less than three commissioners or directors who are not officers of the institution and who are competent to perform the duties set out in subsection (2).

Duties

- (2) An audit committee shall
  - (a) review, and advise the board of directors in respect of, the financial statements that are to be included in the annual report of the institution;
  - (b) oversee any internal audit of the institution;

vérificateur ou de l'examineur de l'institution, lui fournir des renseignements et des éclaircissements et lui donner accès aux registres, livres, comptes, pièces justificatives et autres documents de l'institution qui sont sous leur contrôle. Ils se conforment à la demande dans la mesure où le vérificateur ou l'examineur l'estime nécessaire pour établir les rapports prévus par la présente loi.

(2) S'ils n'ont pas les renseignements et éclaircissements, les commissaires ou conseillers d'une institution doivent, à la demande du vérificateur ou de l'examineur, les obtenir et les lui remettre.

Obligation d'obtenir les renseignements

**126.** La présente partie ou les directives du ministre n'ont pas pour effet d'autoriser le vérificateur ou l'examineur d'une institution à exprimer son opinion sur le bien-fondé de questions d'orientation, notamment sur celui :

- a) des buts de l'institution ou des restrictions quant aux activités qu'elle peut exercer, tels qu'ils figurent dans la présente loi;
- b) des décisions prises par l'institution concernant ses activités ou ses orientations.

Restrictions

**127.** Les vérificateurs et les examinateurs d'une institution jouissent d'une immunité relative en ce qui concerne les déclarations orales ou écrites et les rapports qu'ils font en vertu de la présente partie.

Immunité relative

**128.** (1) Chaque institution constitue un comité de vérification formé d'au moins trois commissaires ou conseillers qui ne sont pas des dirigeants de l'institution et qui ont les compétences requises pour exercer les fonctions prévues au paragraphe (2).

Constitution de comité

(2) Le comité de vérification d'une institution est chargé des fonctions suivantes :

Fonctions

- a) réexaminer les états financiers à incorporer dans le rapport annuel de l'institution et conseiller le conseil d'administration à leur égard;
- b) surveiller la vérification interne de l'institution;



	(c) review, and advise the board of directors in respect of, the annual auditor's report in respect of the institution;	c) réexaminer le rapport annuel du vérificateur de l'institution et conseiller le conseil d'administration à son égard;	
	(d) review, and advise the board of directors in respect of, any plan and report of a special examiner; and	d) dans le cas d'une institution visée par un examen spécial, réexaminer le plan et le rapport et conseiller le conseil d'administration à cet égard;	5
	(e) perform any other functions that are assigned to it by the board of directors of the institution.	e) exécuter les autres fonctions que lui attribue le conseil d'administration de l'institution.	10
Auditor's or examiner's attendance	(3) An auditor and any examiner of an institution are entitled to receive notice of every meeting of the audit committee and, at the expense of the institution, to attend and be heard at each meeting.	(3) Le vérificateur et l'examineur d'une institution ont le droit de recevoir avis de chacune des réunions du comité de vérification, d'y assister aux frais de l'institution et d'y prendre la parole.	15
Required attendance	(4) The auditor or examiner of an institution shall attend any meeting of the institution's audit committee at which he or she is requested to attend by a member of that committee.	(4) Ils sont par ailleurs tenus d'être présents à toute réunion à laquelle un membre du comité de vérification leur demande d'assister.	15
Calling meeting	(5) The auditor or examiner of an institution or a member of the institution's audit committee may call a meeting of that committee.	(5) Le vérificateur ou l'examineur d'une institution ou un membre du comité de vérification peut demander la tenue d'une réunion du comité.	20
Disclosure of material developments	<b>129.</b> The chief executive officer of an institution shall, as soon as reasonably practicable, notify the Minister and any commissioner or director of the institution not already aware of them of any financial or other developments that, in the chief executive officer's opinion, are likely to have a material effect on the performance of the institution, relative to its objectives or requirements for funding.	<b>129.</b> Le premier dirigeant de l'institution avise dans les plus brefs délais possible le ministre et les commissaires ou conseillers de l'institution qui ne sont pas déjà au courant des changements, notamment de la situation financière, qui, selon lui, pourraient avoir, par rapport aux objectifs de l'institution, des conséquences importantes sur les résultats de celle-ci ou sur ses besoins financiers.	25
Annual report	<b>130.</b> (1) Each institution shall, within four months after the end of each financial year, submit to the Minister an annual report on the operations of the institution in that year.	<b>130.</b> (1) Dans les quatre premiers mois suivant la fin de chaque exercice, l'institution remet au ministre un rapport annuel des activités qu'elle a exercées pendant l'exercice.	35
Form and contents	(2) The annual report of an institution shall be prepared in a form that clearly sets out information according to the major businesses or activities of the institution and shall include (a) the financial statements of the institution; (b) the annual auditor's report; (c) a statement on the extent to which the institution has met its objectives for the financial year;	(2) Le rapport annuel de l'institution met en évidence les principales activités de l'institution et contient notamment les éléments suivants : a) les états financiers de l'institution; b) le rapport annuel du vérificateur; c) un énoncé de la mesure dans laquelle l'institution a réalisé ses objectifs pour l'exercice en question;	40

(d) any quantitative information respecting the performance of the institution that the Minister may require to be included; and

(e) any other information that is required under this Act or any other Act of Parliament. 5

Annual meeting

**131.** (1) The board of directors of an institution shall call an annual meeting not later than 18 months after the institution is established and subsequently not later than 15 months after the preceding annual meeting. 10

Notice of meeting

(2) An institution shall, at least 30 days before the annual meeting, publish a notice in a major newspaper setting out the time and location of the meeting and specifying that the institution's annual report may be accessed on 15 an Internet website to be maintained by the institution.

Availability to public

(3) At the annual meeting, the board of directors shall ensure that

(a) there are available a sufficient number of 20 copies of the institution's most recent annual report for those present at the meeting; and

(b) the chief executive officer and the commissioners or directors of the institution are available to those present at the meeting 25 to answer any questions about the institution's operations.

d) les renseignements chiffrés qu'exige le ministre sur les résultats de l'institution;

e) les autres renseignements qu'exigent la présente loi ou une autre loi fédérale.

**131.** (1) Le conseil d'administration d'une institution doit convoquer une réunion annuelle au plus tard dans les dix-huit mois suivant la création de l'institution et, par la suite, dans les quinze mois suivant la réunion annuelle précédente. 10

(2) L'institution est tenue de faire publier dans un journal à grand tirage au moins trente jours avant la réunion un avis donnant l'heure, le lieu et la date de la réunion et portant que le rapport annuel de l'institution est mis à la 15 disposition du public sur son site Internet.

(3) Le conseil d'administration veille à ce que, à la réunion :

a) un nombre suffisant d'exemplaires du dernier rapport annuel vérifié de l'institution 20 soit mis à la disposition des personnes présentes;

b) le premier dirigeant et les commissaires ou conseillers soient présents pour répondre aux questions sur les activités de l'institution. 25

5 Réunion annuelle

10

Publication d'un avis

Renseignements à communiquer au public

## PART 7

### PROVISIONS OF GENERAL APPLICATION

#### GENERAL

Conflict of interest

**132.** (1) No person who is appointed to, or is employed by, a commission, board, authority or institute established under this Act shall be 30 appointed to, or be employed by, any other commission, board, authority or institute established under this Act.

Conflict of interest

(2) No person referred to in subsection (1) shall accept or hold any office or employment 35 that is inconsistent with that person's duties or take part in any matter involving the commission, board, authority or institute in which that person has an interest.

## PARTIE 7

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### GÉNÉRALITÉS

Conflits d'intérêts

**132.** (1) Les personnes qui sont nommées à la Commission de la fiscalité des premières nations, au Conseil de gestion financière des premières nations, à l'Administration financière des premières nations ou à l'Institut de la 30 statistique des premières nations ou employées par eux ne peuvent être ni nommées à un autre de ces organismes ni employées par lui.

(2) Elles ne peuvent accepter ni occuper de charge ou d'emploi incompatibles avec leurs 35 fonctions, ni se saisir d'une affaire concernant une des institutions visées au paragraphe (1) dans lesquelles elles ont un intérêt.

Conflits d'intérêts

Conflict of interest

(3) All persons appointed to a commission, board or institute established under this Act shall comply with the *Conflict of Interest and Post-Employment Code for Public Office Holders*, issued by the Office of the Ethics Counsellor, as amended from time to time, as though they were public office holders as defined in that Code.

(3) Les personnes qui sont nommées à la Commission de la fiscalité des premières nations, au Conseil de gestion financière des premières nations ou à l'Institut de la statistique des premières nations sont tenues de se conformer au *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*, publié par le Bureau du conseiller en éthique, comme si elles étaient des titulaires d'une charge publique au sens de ce code.

Conflits d'intérêts

Liability of Her Majesty

**133.** (1) No person has a right to receive any compensation, damages, indemnity or other relief from Her Majesty in right of Canada in respect of any claim against the First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority or First Nations Statistical Institute arising from its exercise of, or its failure to exercise, any of the powers or functions of that Commission, Board, Authority or Institute, as the case may be, including any claim against the First Nations Tax Commission as an agent of Her Majesty in right of Canada.

**133.** (1) Nul ne peut recevoir de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada à l'égard de toute demande contre la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ou l'Institut de la statistique des premières nations découlant de l'exercice de leurs attributions ou du défaut de les exercer, y compris toute demande contre la Commission de la fiscalité des premières nations à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Responsabilité de la Couronne

Insurance required

(2) The First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute shall maintain in good standing at all times the insurance coverage required by any regulations made under paragraph 140(b).

(2) La Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations et l'Institut de la statistique des premières nations sont tenus de maintenir l'assurance exigée par les règlements pris en vertu de l'alinéa 140b).

Assurance

No appropriation

**134.** No payment to the First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority or First Nations Statistical Institute may be made under an appropriation by Parliament authorized under an Act of Parliament to enable the Commission, Board, Authority or Institute to satisfy any claim referred to in subsection 133(1).

**134.** Il ne peut être accordé à la Commission de la fiscalité des premières nations, au Conseil de gestion financière des premières nations, à l'Administration financière des premières nations et à l'Institut de la statistique des premières nations aucune somme par voie de crédit affecté par le Parlement pour lui permettre de satisfaire à la demande visée au paragraphe 133(1).

Interdiction de crédit

No compensation

**135.** No person has a right to receive any compensation, damages, indemnity or other relief from Her Majesty in right of Canada, or from the First Nations Tax Commission, for any acquired, vested or future right, or for any prospect of such a right, that is affected by a law approved by the First Nations Tax Commission

**135.** Nul ne peut recevoir de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de la Commission de la fiscalité des premières nations en rapport avec des droits, acquis ou dévolus, actuels ou éventuels, touchés par un texte législatif agréé en vertu du paragraphe 31(3), ou en compensation des obligations que lui impose ce texte.

Aucun recours



under subsection 31(3), or for any duty or liability imposed on that person as a result of such a law.

Limit of liability

**136.** No civil proceedings lie against a commissioner or employee of the First Nations Tax Commission, or any director or employee of the First Nations Financial Management Board or First Nations Statistical Institute, for anything done, or omitted to be done, in the exercise or purported exercise in good faith of 10 any power, or in the performance or purported performance in good faith of any duty, of that person in accordance with this Act.

**136.** Les commissaires ou les employés de la 5 Commission de la fiscalité des premières nations, les conseillers ou les employés du Conseil de gestion financière des premières nations ou les administrateurs ou les employés 5 de l'Institut de la statistique des premières nations bénéficient de l'immunité en matière civile pour les faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des attributions qui leur sont 10 conférées en vertu de la présente loi.

Limite de responsabilité

Limit of liability

**137.** No civil proceedings lie against a member of a council or an employee of a first 15 nation for anything done, or omitted to be done, during the course of the exercise or purported exercise in good faith of any power, or the performance or purported performance in good faith of any duty, of that member or employee in 20 accordance with this Act, regulations made under this Act or a law made by the council of a first nation under this Act.

**137.** Les membres du conseil d'une première 15 nation et les employés de celle-ci bénéficient de l'immunité en matière civile pour les faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi 15 dans l'exercice effectif ou censé tel des attributions qui leur sont conférées en vertu de la présente loi, de ses règlements d'application ou d'un texte législatif pris par le conseil d'une première nation en vertu de la présente loi. 20

Limite de responsabilité

Conflict with other laws

**138.** (1) In the event of a conflict between a local revenue law and an Act of Parliament or 25 any regulations made under an Act of Parliament or a code made by a first nation under another Act of Parliament, the Act, regulations or code prevails to the extent of the conflict.

**138.** (1) Les dispositions de toute loi fédérale ou d'un règlement pris en vertu de celle-ci ou d'un code adopté par une première nation en vertu d'une autre loi fédérale l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un texte législatif 25 sur les recettes locales d'une première nation.

Primauté

Conflict with other first nation laws

(2) In the event of a conflict between a law 30 made by a first nation under this Act and a law, other than a code, made by the first nation under another Act of Parliament, the law made by the first nation under this Act prevails to the extent of the conflict. 35

(2) Les dispositions de tout texte législatif pris en vertu de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un texte législatif, à l'exception d'un code, d'une première 30 nation pris en vertu d'une autre loi fédérale.

Primauté

Official languages

**139.** (1) For greater certainty, the provisions of the *Official Languages Act* applicable to federal institutions apply to the First Nations Tax Commission and First Nations Statistical Institute.

**139.** (1) Il est entendu que les dispositions de la *Loi sur les langues officielles* applicables aux institutions fédérales s'appliquent à la Commission de la fiscalité des premières 35 nations et à l'Institut de la statistique des premières nations.

Loi sur les langues officielles

Official languages

(2) Where there is a significant demand for services in a particular official language, the First Nations Financial Management Board and First Nations Finance Authority shall offer services in that language. 45

(2) Le Conseil de gestion financière des premières nations et l'Administration financière des premières nations doivent offrir leurs 40

Loi sur les langues officielles

services dans l'une ou l'autre des langues officielles là où l'emploi de cette langue fait l'objet d'une demande importante.

# REGULATIONS

# RÈGLEMENTS

Regulations	<p><b>140.</b> The Governor in Council may make regulations</p> <p>(a) prescribing anything that is to be prescribed under subsection 20(3) or 41(2) or section 116; and</p> <p>(b) prescribing the insurance coverage required to be maintained by the First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute in respect of liabilities referred to in subsection 133(1).</p>	<p><b>140.</b> Le gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues aux paragraphes 20(3) ou 41(2) ou à l'article 116;</p> <p>b) prévoir l'assurance que doivent maintenir la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations et l'Institut de la statistique des premières nations pour couvrir les obligations visées au paragraphe 133(1).</p>	<p>Règlements</p> <p>5</p> <p>5</p> <p>10</p> <p>15</p>
Regulations	<p><b>141.</b> For the purpose of enabling an aboriginal group that is not a band as defined in subsection 2(1) of the <i>Indian Act</i> but is a party to a treaty, land claims agreement or self-government agreement with Canada to benefit from the provisions of this Act or obtain the services of any body established under this Act, the Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary, including regulations</p> <p>(a) adapting any provision of this Act or of any regulation made under this Act; and</p> <p>(b) restricting the application of any provision of this Act or of any regulation made under this Act.</p>	<p><b>141.</b> Le gouverneur en conseil peut, afin de donner à tout groupe autochtone qui n'est pas une bande au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i> mais qui est partie à un traité, à un accord sur des revendications territoriales ou à un accord sur l'autonomie gouvernementale avec le Canada la possibilité de profiter des dispositions de la présente loi ou d'obtenir les services d'un organisme constitué par la présente loi, prendre les règlements qu'il estime nécessaires, et notamment :</p> <p>a) adapter toute disposition de la présente loi ou de ses règlements;</p> <p>b) restreindre l'application de toute disposition de la présente loi ou de ses règlements.</p>	<p>Règlements</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p>
Regulations	<p><b>142.</b> The Governor in Council may make regulations</p> <p>(a) prescribing anything that is to be prescribed for the purposes of paragraph 74(b); and</p> <p>(b) adapting or restricting any provision of this Act or of any regulation made under this Act for the purposes of paragraph 74(b).</p>	<p><b>142.</b> Le gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues à l'alinéa 74b);</p> <p>b) pour l'application de cet alinéa, adapter toute disposition de la présente loi ou de ses règlements ou en restreindre l'application.</p>	<p>Règlements</p> <p>35</p>

## PART 8

TRANSITIONAL PROVISIONS,  
CONSEQUENTIAL AMENDMENTS,  
COORDINATING AMENDMENTS AND  
COMING INTO FORCE

## TRANSITIONAL PROVISIONS

ITAB employees

143. (1) Persons who are employed by the Indian Taxation Advisory Board at the time that the First Nations Tax Commission is established shall be offered employment with the Commission, at the same salary and with equivalent terms and conditions of employment.

Interim rules of procedure

(2) Until new rules are established by the First Nations Tax Commission, the Commission shall conduct itself in accordance with the rules of procedure established by the Indian Taxation Advisory Board.

Continuation of directors

144. Persons who are directors of the First Nations Finance Authority Inc., a corporation incorporated under the *Canada Business Corporations Act*, on the day on which section 58 comes into force shall continue as directors of the First Nations Finance Authority until new directors are elected.

Continuation of existing by-laws

145. (1) By-laws made by a first nation under paragraph 83(1)(a), or any of paragraphs 83(1)(d) to (g), of the *Indian Act* that are in force on the day on which the name of the first nation is added to the schedule are deemed to be laws made under section 5 or 9, as the case may be, to the extent that they are not inconsistent with section 5 or 9, and remain in force until they are repealed or replaced.

Amendment of existing by-laws

(2) For greater certainty, subsections 5(2) to (7) and 9(2) and (3) apply to amendments of by-laws referred to in subsection (1).

Existing financial administration by-laws

146. (1) Section 4 does not apply to a first nation that, immediately before the coming into force of that section, had in place a by-law made under section 83 of the *Indian Act*.

## PARTIE 8

DISPOSITIONS TRANSITOIRES,  
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,  
DISPOSITIONS DE COORDINATION ET  
ENTRÉE EN VIGUEUR

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Personnel de la CCFI

143. (1) Les personnes employées par la Commission consultative de la fiscalité indienne au moment de la constitution de la Commission de la fiscalité des premières nations doivent se voir offrir un emploi au sein de celle-ci au même salaire et à des conditions d'emploi équivalentes.

Règles de procédure

(2) Tant qu'elle n'aura pas établi ses propres règles de procédure, la Commission de la fiscalité des premières nations reste régie par les règles établies par la Commission consultative de la fiscalité indienne.

Administrateurs

144. Les administrateurs de la First Nations Finance Authority Inc. — personne morale constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* — en poste à la date d'entrée en vigueur de l'article 58 continuent de faire partie du conseil d'administration jusqu'à ce que les nouveaux administrateurs soient élus.

Maintien des règlements administratifs existants

145. (1) Les règlements administratifs pris par une première nation en vertu de l'alinéa 83(1)a), ou de l'un des alinéas 83(1)d) à g), de la *Loi sur les Indiens* et qui sont en vigueur à la date à laquelle le nom de celle-ci est inscrit à l'annexe sont réputés être des textes législatifs pris en vertu des articles 5 ou 9, selon le cas, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec ces articles, et demeurent en vigueur tant qu'ils ne sont pas remplacés ou abrogés.

Modification des règlements administratifs existants

(2) Il est entendu que les paragraphes 5(2) à (7) et 9(2) et (3) s'appliquent à la modification des règlements administratifs visés au paragraphe (1).

Règlements administratifs

146. (1) L'article 4 ne s'applique pas à une première nation qui, avant l'entrée en vigueur de cet article, avait pris un règlement administratif en vertu de l'article 83 de la *Loi sur les Indiens*.



Borrowing member

(2) Despite subsection (1), section 4 applies to a borrowing member.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un membre emprunteur.

Non-application

Review and evaluation

147. Within seven years after the day on which this Act receives royal assent, the Minister, after consultation with the First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute, shall review the provisions and operation of this Act and the operations of those institutions, and submit a report to each House of Parliament on that review, including any changes that the Minister recommends relating to the evolution of the mandate and operation of those institutions.

147. Dans les sept ans suivant la sanction de la présente loi, le ministre, après avoir consulté la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ainsi que l'Institut de la statistique des premières nations, effectue un examen des dispositions et de l'application de la présente loi et du fonctionnement de ces institutions et dépose son rapport devant chaque chambre du Parlement, accompagné des modifications qu'il recommande en ce qui a trait à l'évolution de leur mandat et de leur fonctionnement.

Examen

R.S., c. A-1

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Access to Information Act

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

148. Schedule I to the Access to Information Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions":

148. L'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre 20 « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

First Nations Financial Management Board	20	Commission de la fiscalité des premières nations	
Conseil de gestion financière des premières nations		First Nations Tax Commission	25
First Nations Statistical Institute		Conseil de gestion financière des premières nations	
Institut de la statistique des premières nations		First Nations Financial Management Board	
First Nations Tax Commission	25	Institut de la statistique des premières nations	
Commission de la fiscalité des premières nations		First Nations Statistical Institute	30

149. Schedule II to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to

149. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

First Nations Fiscal and Statistical Management Act	30	Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations	35
Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations		First Nations Fiscal and Statistical Management Act	

and a corresponding reference in respect of that Act to "section 108".

ainsi que de la mention « article 108 » en regard de ce titre de loi.

R.S., c. F-11

**Financial Administration Act****Loi sur la gestion des finances publiques**

L.R., ch. F-11

**150. Part I of Schedule III to the *Financial Administration Act* is amended by adding the following in alphabetical order:**

First Nations Statistical Institute  
Institut de la statistique des premières nations

**150. La partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Institut de la statistique des premières nations 5  
First Nations Statistical Institute

R.S., c. I-5

**Indian Act****Loi sur les Indiens**

L.R., ch. I-5

**151. The portion of subsection 87(1) of the *Indian Act* before paragraph (a) is replaced by the following:**

**151. Le passage du paragraphe 87(1) de la *Loi sur les Indiens* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

Property exempt  
from taxation

**87. (1)** Notwithstanding any other Act of Parliament or any Act of the legislature of a province, but subject to section 83 and section 5 of the *First Nations Fiscal and Statistical Management Act*, the following property is exempt from taxation:

**87. (1)** Nonobstant toute autre loi fédérale 10 ou provinciale, mais sous réserve de l'article 83 et de l'article 5 de la *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations*, les biens suivants sont exemptés de taxation : 10 Biens exempts de taxation

**152. Section 88 of the Act is replaced by the following:**

**152. L'article 88 de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :**

General  
provincial laws  
applicable to  
Indians

**88.** Subject to the terms of any treaty and any other Act of Parliament, all laws of general application from time to time in force in any province are applicable to and in respect of 20 Indians in the province, except to the extent that those laws are inconsistent with this Act or the *First Nations Fiscal and Statistical Management Act*, or with any order, rule, regulation or law of a first nation made under those Acts, and 25 except to the extent that those provincial laws make provision for any matter for which provision is made by or under those Acts.

**88.** Sous réserve des dispositions de quelque traité et de quelque autre loi fédérale, toutes les lois d'application générale et en vigueur dans une province sont applicables aux Indiens qui 20 s'y trouvent et à leur égard, sauf dans la mesure où ces lois sont incompatibles avec la présente loi ou la *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations* ou quelque 25 arrêté, ordonnance, règle, règlement ou texte 25 législatif d'une première nation pris sous leur régime, et sauf dans la mesure où ces lois provinciales contiennent des dispositions sur toute question prévue par la présente loi ou la *Loi sur la gestion financière et statistique des 30 premières nations* ou sous leur régime.

Lois provinciales  
d'ordre général  
applicables aux  
Indiens

R.S., c. P-21

**Privacy Act****Loi sur la protection des renseignements personnels**

L.R., ch. P-21

**153. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*":**

First Nations Financial Management Board  
Conseil de gestion financière des premières nations

**153. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

Commission de la fiscalité des premières nations  
First Nations Tax Commission

First Nations Statistical Institute	Conseil de gestion financière des premières nations
<i>Institut de la statistique des premières nations</i>	
First Nations Tax Commission	<i>First Nations Financial Management Board</i>
<i>Commission de la fiscalité des premières nations</i>	Institut de la statistique des premières nations
	5 <i>First Nations Statistical Institute</i> 5

COORDINATING AMENDMENTS

DISPOSITIONS DE COORDINATION

2003, c. 22

154. (1) On the later of the coming into force of section 8 of the *Public Service Modernization Act* and subsection 60(1) of this Act, subsection 60(1) of the English version of this Act is replaced by the following:

154. (1) À l'entrée en vigueur de l'article 8 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* ou à celle du paragraphe 60(1) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 60(1) de la version anglaise de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

2003, ch. 22

Not agent of Her Majesty

60. (1) The Authority is not an agent of Her Majesty or a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, and its officers and employees are not part of the federal public administration.

60. (1) The Authority is not an agent of Her Majesty or a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, 15 and its officers and employees are not part of the federal public administration.

Not agent of Her Majesty

Exclusion from federal public administration

(2) On the later of the coming into force of section 8 of the *Public Service Modernization Act* and subsection 115(1) of this Act, subsection 115(1) of the English version of this Act is replaced by the following:

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 8 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* ou à celle du paragraphe 115(1) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 115(1) de la version anglaise de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

20

Exclusion from federal public administration

115. (1) The officers and employees of an institution are not part of the federal public administration.

115. (1) The officers and employees of an institution are not part of the federal public administration.

25 Exclusion from federal public administration

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

155. The provisions of this Act, other than section 154, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

155. Les dispositions de la présente loi, à l'exception de l'article 154, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

30

Entrée en vigueur



SCHEDULE  
(Subsections 2(1) and (3))

ANNEXE  
(paragraphes 2(1) et (3))

---

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

---

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

## EXPLANATORY NOTES

*Indian Act*

*Clause 151:* Relevant portion of subsection 87(1):

**87.** (1) Notwithstanding any other Act of Parliament or any Act of the legislature of a province, but subject to section 83, the following property is exempt from taxation, namely,

*Clause 152:* Existing text of section 88:

**88.** Subject to the terms of any treaty and any other Act of Parliament, all laws of general application from time to time in force in any province are applicable to and in respect of Indians in the province, except to the extent that those laws are inconsistent with this Act or any order, rule, regulation or by-law made thereunder, and except to the extent that those laws make provision for any matter for which provision is made by or under this Act.

## NOTES EXPLICATIVES

*Loi sur les Indiens*

*Article 151:* Texte du passage visé du paragraphe 87(1):

**87.** (1) Nonobstant toute autre loi fédérale ou provinciale, mais sous réserve de l'article 83, les biens suivants sont exemptés de taxation :

*Article 152:* Texte de l'article 88 :

**88.** Sous réserve des dispositions de quelque traité et de quelque autre loi fédérale, toutes les lois d'application générale et en vigueur dans une province sont applicables aux Indiens qui s'y trouvent et à leur égard, sauf dans la mesure où ces lois sont incompatibles avec la présente loi ou quelque arrêté, ordonnance, règle, règlement ou règlement administratif pris sous son régime, et sauf dans la mesure où ces lois contiennent des dispositions sur toute question prévue par la présente loi ou sous son régime.

<b>MAIL  POSTE</b>	
<small>Canada Post Corporation / Société canadienne des postes</small>	
<small>Postage Paid</small>	<small>Port payé</small>
<b>Lettermail</b>	<b>Poste-lettre</b>
	<b>1782711 Ottawa</b>

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
 Publishing and Depository Services  
 PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5  
 Internet: <http://publications.gc.ca>  
 1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,  
 retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
 Les Éditions et Services de dépôt  
 TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
 Internet: <http://publications.gc.ca>  
 1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
 Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:  
 Publishing and Depository Services  
 PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
 Les Éditions et Services de dépôt  
 TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**C-20**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA****BILL C-20**

An Act to provide for real property taxation powers of first nations, to create a First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute and to make consequential amendments to other Acts

---

**AS PASSED**

BY THE HOUSE OF COMMONS  
DECEMBER 10, 2004

---

**C-20**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA****PROJET DE LOI C-20**

Loi prévoyant les pouvoirs en matière d'imposition foncière des premières nations, constituant la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ainsi que l'Institut de la statistique des premières nations et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

---

**ADOPTÉ**

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 10 DÉCEMBRE 2004

---



## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled *“An Act to provide for real property taxation powers of first nations, to create a First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute and to make consequential amendments to other Acts”*.

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi prévoyant les pouvoirs en matière d'imposition foncière des premières nations, constituant la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ainsi que l'Institut de la statistique des premières nations et apportant des modifications corrélatives à certaines lois* ».

## SUMMARY

This enactment strengthens first nations' real property tax regimes and creates a first nation bond financing regime, and creates four institutions to support those regimes, to promote first nations' economic development and to strengthen first nations' statistical capacity.

## SOMMAIRE

Le texte vise à renforcer le régime d'impôt foncier des premières nations et met en place un mécanisme de financement par emprunt obligataire. Il crée quatre institutions pour soutenir ce régime et ce mécanisme, promouvoir le développement économique des premières nations et accroître leur capacité en matière de statistiques.



## TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO PROVIDE FOR REAL PROPERTY TAXATION POWERS OF FIRST NATIONS, TO CREATE A FIRST NATIONS TAX COMMISSION, FIRST NATIONS FINANCIAL MANAGEMENT BOARD, FIRST NATIONS FINANCE AUTHORITY AND FIRST NATIONS STATISTICAL INSTITUTE AND TO MAKE CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER ACTS

Preamble

### SHORT TITLE

1. Short title

### INTERPRETATION

2. Definitions

### ABORIGINAL RIGHTS

3. Aboriginal and treaty rights

### PART 1

#### FIRST NATIONS FISCAL POWERS

4. Financial administration laws
5. Local revenue laws
6. Notice of proposed laws
7. Further representations
8. Information accompanying property taxation law
9. Financial administration laws
10. Annual rate and expenditure laws
11. No repeal by borrowing members
12. Legal capacity of first nations
13. Local revenue account
14. Audit
15. Non-application of certain provisions

## TABLE ANALYTIQUE

LOI PRÉVOYANT LES POUVOIRS EN MATIÈRE D'IMPOSITION FONCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS, CONSTITUANT LA COMMISSION DE LA FISCALITÉ DES PREMIÈRES NATIONS, LE CONSEIL DE GESTION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS, L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS AINSI QUE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DES PREMIÈRES NATIONS ET APPORTANT DES MODIFICATIONS CORRÉLATIVES À CERTAINES LOIS

Préambule

### TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

### DÉFINITIONS

2. Définitions

### DROITS DES AUTOCHTONES

3. Droits des autochtones

### PARTIE 1

#### POUVOIRS FINANCIERS DES PREMIÈRES NATIONS

4. Texte législatif en matière de gestion financière
5. Textes législatifs sur les recettes locales
6. Préavis
7. Autres observations
8. Renseignements à fournir
9. Texte législatif en matière de gestion financière
10. Texte législatif annuel sur le taux d'imposition et les dépenses
11. Interdiction d'abroger : membres emprunteurs
12. Capacité des premières nations
13. Compte de recettes locales
14. Vérification
15. Non-application de certaines dispositions



PART 2  
FIRST NATIONS TAX COMMISSION  
INTERPRETATION

16. Definitions

ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF COMMISSION

- 17. Commission
- 18. When agent of Her Majesty
- 19. Appointment of Chief Commissioner
- 20. Appointment of commissioners
- 21. Status
- 22. Reappointment
- 23. Remuneration
- 24. Chief Commissioner — functions
- 25. Deputy Chief Commissioner — functions
- 26. Head office
- 27. Rules of procedure
- 28. Staff

PURPOSES

- 29. Mandate

FUNCTIONS AND POWERS

- 30. Powers
- 31. Local revenue law review
- 32. Restrictions
- 33. Review on request
- 34. *First Nations Gazette*

STANDARDS AND PROCEDURES

- 35. Standards

REGULATIONS

- 36. Regulations

PART 3  
FIRST NATIONS FINANCIAL MANAGEMENT BOARD

INTERPRETATION

- 37. Definition of “Board”

PARTIE 2  
COMMISSION DE LA FISCALITÉ DES PREMIÈRES NATIONS  
DÉFINITIONS

16. Définitions

CONSTITUTION ET ORGANISATION

- 17. Constitution
- 18. Statut
- 19. Nomination du président
- 20. Nomination de commissaires
- 21. Temps plein et temps partiel
- 22. Nouveau mandat
- 23. Rémunération des commissaires
- 24. Fonctions du président
- 25. Intérim du président
- 26. Siège
- 27. Procédure
- 28. Personnel

MISSION

- 29. Mission

ATTRIBUTIONS

- 30. Pouvoirs
- 31. Examen des textes législatifs
- 32. Conditions d'agrément
- 33. Examen sur demande
- 34. *Gazette des premières nations*

NORMES ET PROCÉDURE

- 35. Normes

RÈGLEMENTS

- 36. Règlements

PARTIE 3  
CONSEIL DE GESTION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES  
NATIONS

DÉFINITION

- 37. Définition de « Conseil »

## ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF BOARD

- 38. Establishment
- 39. Not agent of Her Majesty
- 40. Appointment of Chairperson
- 41. Appointment of additional directors
- 42. Election of Vice-Chairperson
- 43. Reappointment
- 44. Status
- 45. Remuneration
- 46. Rules of procedure
- 47. Head office
- 48. Staff

## PURPOSES

- 49. Mandate

## FUNCTIONS AND POWERS

- 50. Review of financial management system
- 51. Required intervention
- 52. Imposed co-management
- 53. Third-party management
- 54. Required information

## STANDARDS AND PROCEDURES

- 55. Standards

## REGULATIONS

- 56. Regulations

## PART 4

## FIRST NATIONS FINANCE AUTHORITY

## INTERPRETATION

- 57. Definitions

## ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF AUTHORITY

- 58. Establishment
- 59. Membership
- 60. Not agent of Her Majesty
- 61. Board of Directors
- 62. Function of Deputy Chairperson
- 63. Term of office

## CONSTITUTION ET ORGANISATION

- 38. Constitution
- 39. Statut
- 40. Nomination du président
- 41. Nomination d'autres conseillers
- 42. Vice-président
- 43. Nouveau mandat
- 44. Temps partiel
- 45. Rémunération des conseillers
- 46. Procédure
- 47. Siège
- 48. Personnel

## MISSION

- 49. Mission

## ATTRIBUTIONS

- 50. Examen des méthodes
- 51. Intervention requise
- 52. Conclusion d'un arrangement de cogestion
- 53. Gestion par le Conseil
- 54. Renseignements requis

## NORMES ET PROCÉDURE

- 55. Normes

## RÈGLEMENTS

- 56. Règlements

## PARTIE 4

## ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS

## DÉFINITIONS

- 57. Définitions

## CONSTITUTION ET ORGANISATION

- 58. Constitution
- 59. Membres
- 60. Statut
- 61. Conseil d'administration
- 62. Intérim de la présidence
- 63. Mandat

64.	Quorum	64.	Quorum
65.	Majority vote	65.	Vote à la majorité
66.	<i>Canada Corporations Act</i>	66.	<i>Loi sur les corporations canadiennes</i>
67.	Remuneration of directors	67.	Rémunération des administrateurs
68.	Duty of care	68.	Obligation générale des administrateurs et dirigeants
69.	President	69.	Président
70.	Annual general meeting	70.	Assemblée générale annuelle
71.	By-laws	71.	Règlements administratifs
72.	Head office	72.	Siège
73.	Annual budget	73.	Budget annuel
	PURPOSES		MISSION
74.	Mandate	74.	Mission
	FUNCTIONS AND POWERS		ATTRIBUTIONS
75.	Powers of board of directors	75.	Pouvoirs du conseil
76.	Application to become borrowing member	76.	Demande
77.	Ceasing to be a borrowing member	77.	Perte de la qualité de membre emprunteur
78.	Priority	78.	Priorité
79.	Limitations — infrastructure loans	79.	Restrictions relatives aux prêts
80.	Restriction on financing	80.	Exclusivité
81.	Limitations — short-term loans	81.	Restrictions relatives aux prêts à court terme
82.	Sinking fund	82.	Fonds d'amortissement
83.	Surpluses	83.	Excédents
84.	Debt reserve fund	84.	Fonds de réserve
85.	Credit enhancement fund	85.	Fonds de bonification du crédit
86.	Default by first nation	86.	Défaut de versement
87.	Short-term pooled investment funds	87.	Fonds commun de placement à court terme
	GENERAL		DISPOSITION GÉNÉRALE
88.	Annual report	88.	Rapport d'activités
	REGULATIONS		RÈGLEMENTS
89.	Regulations	89.	Règlements
	PART 5		PARTIE 5
	FIRST NATIONS STATISTICAL INSTITUTE		INSTITUT DE LA STATISTIQUE DES PREMIÈRES NATIONS
	INTERPRETATION		DÉFINITIONS
90.	Definitions	90.	Définitions



## ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF INSTITUTE

## CONSTITUTION ET ORGANISATION

- 91. Institute
- 92. Crown Corporation
- 93. Not an agent of Her Majesty
- 94. Board of directors
- 95. Appointment of Chairperson
- 96. Appointment of other directors
- 97. Staggered terms
- 98. Status
- 99. Election of Vice-Chairperson
- 100. Reappointment
- 101. Head office
- 102. First Nations Chief Statistician
- 103. Oath of office

- 91. Constitution
- 92. Société d'État
- 93. Statut
- 94. Conseil d'administration
- 95. Nomination du président
- 96. Autres administrateurs
- 97. Échelonnement des mandats
- 98. Temps partiel
- 99. Vice-président
- 100. Nouveau mandat
- 101. Siège
- 102. Statisticien en chef des premières nations
- 103. Serment professionnel

## PURPOSES

## MISSION

- 104. Mandate

- 104. Mission

## POWERS

## ATTRIBUTIONS

- 105. General powers
- 106. Sharing of information
- 107. Federal data

- 105. Pouvoirs généraux
- 106. Communication des renseignements
- 107. Accès aux archives

## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 108. Protection of information
- 109. Information privileged
- 110. Powers of Statistics Canada

- 108. Protection des renseignements
- 109. Renseignements protégés
- 110. Pouvoirs de Statistique Canada

## OFFENCES

## INFRACTIONS

- 111. Offence
- 112. Secret information

- 111. Infraction
- 112. Renseignements secrets

## REGULATIONS

## RÈGLEMENTS

- 113. Regulations

- 113. Règlements

## PART 6

## PARTIE 6

## FINANCIAL MANAGEMENT AND CONTROL

## GESTION ET CONTRÔLE FINANCIERS

- 114. Definitions
- 115. Exclusion from public service
- 116. Financial year
- 117. Expenditure of revenues

- 114. Définitions
- 115. Non-appartenance à l'administration publique fédérale
- 116. Exercice
- 117. Utilisation des recettes

118.	Corporate plans
119.	Books and systems
120.	Annual auditor's report
121.	Special examination
122.	Report
123.	Examiner
124.	Consultation with Auditor General
125.	Right to information
126.	Restriction
127.	Qualified privilege
128.	Audit committee
129.	Disclosure of material developments
130.	Annual report
131.	Annual meeting

## PART 7

## PROVISIONS OF GENERAL APPLICATION

## GENERAL

132.	Conflict of interest
133.	Liability of Her Majesty
134.	No appropriation
135.	No compensation
136.	Limit of liability
137.	Limit of liability
138.	Conflict with other laws
139.	Official languages

## REGULATIONS

140.	Regulations
141.	Regulations
142.	Regulations

## PART 8

TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL  
AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS AND  
COMING INTO FORCE

## TRANSITIONAL PROVISIONS

143.	ITAB employees
144.	Continuation of directors
145.	Continuation of existing by-laws
146.	Review and evaluation

118.	Plan d'entreprise
119.	Documents comptables
120.	Rapport annuel du vérificateur
121.	Examen spécial
122.	Rapport
123.	Examineur
124.	Consultation du vérificateur général
125.	Droit aux renseignements
126.	Restrictions
127.	Immunité relative
128.	Constitution de comité
129.	Avis des changements importants
130.	Rapport annuel
131.	Réunion annuelle

## PARTIE 7

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## GÉNÉRALITÉS

132.	Conflits d'intérêts
133.	Responsabilité de la Couronne
134.	Interdiction de crédit
135.	Aucun recours
136.	Limite de responsabilité
137.	Limite de responsabilité
138.	Primauté
139.	<i>Loi sur les langues officielles</i>

## RÈGLEMENTS

140.	Règlements
141.	Règlements
142.	Règlements

## PARTIE 8

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS  
CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION ET  
ENTRÉE EN VIGUEUR

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

143.	Personnel de la CCFI
144.	Administrateurs
145.	Maintien des règlements administratifs existants
146.	Examen

## CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 147-148. *Access to Information Act*
- 149. *Financial Administration Act*
- 150-151. *Indian Act*
- 152. *Privacy Act*
- 153. *Westbank First Nation Self-Government Act*

## COORDINATING AMENDMENTS

- 154. 2003, c. 22

## COMING INTO FORCE

- 155. Order in council

## SCHEDULE

## MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 147-148. *Loi sur l'accès à l'information*
- 149. *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 150-151. *Loi sur les Indiens*
- 152. *Loi sur la protection des renseignements personnels*
- 153. *Loi sur l'autonomie gouvernementale de la première nation de Westbank*

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

- 154. 2003, ch. 22

## ENTRÉE EN VIGUEUR

- 155. Entrée en vigueur

## ANNEXE





HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-20**

**PROJET DE LOI C-20**

An Act to provide for real property taxation powers of first nations, to create a First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute and to make consequential amendments to other Acts

Loi prévoyant les pouvoirs en matière d'imposition foncière des premières nations, constituant la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ainsi que l'Institut de la statistique des premières nations et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

Preamble

Whereas the Government of Canada has adopted a policy recognizing the inherent right of self-government as an aboriginal right and providing for the negotiation of self-government;

Whereas this Act is not intended to define the nature and scope of any right of self-government or to prejudice the outcome of any self-government negotiation;

Whereas the creation of national aboriginal 10 institutions will assist first nations that choose to exercise real property taxation jurisdiction on reserve lands;

Whereas economic development through the application of real property tax revenues and 15 other local revenues to support borrowing on capital markets for the development of public infrastructure is available to other governments in Canada;

Whereas real property taxation regimes on 20 reserves should recognize both the interests of on-reserve taxpayers and the rights of members of first nations communities;

Attendu :

Préambule

que le gouvernement du Canada a adopté une politique aux termes de laquelle il est reconnu que le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale constitue un droit ancestral et que 5 cette politique prévoit des négociations portant sur l'autonomie gouvernementale;

que la présente loi n'a pas pour but de définir la nature et l'étendue de tout droit à l'autonomie gouvernementale ou d'anticiper 10 l'issue des négociations portant sur celle-ci;

que l'établissement d'institutions autochtones nationales bénéficiera aux premières nations qui choisissent d'exercer une compétence relative à l'imposition foncière sur les terres 15 de réserve;

que d'autres gouvernements au Canada bénéficient de ce levier de développement économique que représentent les recettes fiscales foncières et d'autres recettes locales 20 utilisées pour contracter des emprunts sur les marchés financiers en vue de l'établissement d'infrastructures publiques;

Whereas accurate, timely and credible statistics are a key element of sound financial planning, management and reporting available to other governments in Canada;

Whereas first nations led an initiative that resulted in 1988 in an amendment to the *Indian Act* so that their jurisdiction over real property taxation on reserve could be exercised and the Indian Taxation Advisory Board was created to assist in the exercise of that jurisdiction;

Whereas, in 1995, the First Nations Finance Authority Inc. was incorporated for the purposes of issuing debentures using real property tax revenues and providing investment opportunities;

Whereas, by 1999, first nations and the Government of Canada recognized the benefits of establishing statutory institutions as part of a comprehensive fiscal and statistical management system;

And whereas first nations have led an initiative culminating in the introduction of this Act;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

#### SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *First Nations Fiscal and Statistical Management Act*.

#### INTERPRETATION

Definitions

2. (1) The following definitions apply in this Act.

que les régimes d'impôts fonciers des réserves devraient tenir compte à la fois des intérêts des contribuables qui vivent dans une réserve et des droits des membres des collectivités des premières nations;

que l'accès à des données exactes, actuelles et crédibles par d'autres gouvernements du Canada est un élément essentiel à l'élaboration de rapports fiables, à la bonne planification financière et à la saine gestion;

que les premières nations ont entrepris une initiative par suite de laquelle la *Loi sur les Indiens* a été modifiée en 1988 de façon qu'elles puissent exercer leur compétence relative aux impôts fonciers dans les réserves et que la Commission consultative de la fiscalité indienne a été créée pour les aider à exercer cette compétence;

qu'en 1995, la First Nations Finance Authority Inc. a été constituée en personne morale afin d'émettre des débentures au moyen des recettes fiscales foncières et d'offrir des possibilités d'investissement;

qu'en 1999, les premières nations et le gouvernement du Canada ont reconnu les avantages de l'établissement d'institutions par voie législative dans le cadre de systèmes globaux de gestion financière et statistique;

que les premières nations ont entrepris une initiative qui a mené à l'élaboration de la présente loi,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

#### TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations*.

#### DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions



“borrowing member” « membre emprunteur »	“borrowing member” means a first nation that has been accepted as a borrowing member under subsection 76(2) and has not ceased to be a borrowing member under section 77.	« Administration financière des premières nations » L’administration constituée par l’article 58.	« Administration financière des premières nations » “First Nations Finance Authority”
“council” « conseil de la première nation »	“council” has the same meaning as “council of the band” in subsection 2(1) of the <i>Indian Act</i> .	« Commission de la fiscalité des premières nations » La commission constituée par le paragraphe 17(1).	« Commission de la fiscalité des premières nations » “First Nations Tax Commission”
“first nation” « première nation »	“first nation” means (a) in any provision of Part 5, a band; and (b) in any other provision, a band named in the schedule.	« Conseil de gestion financière des premières nations » Le conseil constitué par le paragraphe 38(1).	« Conseil de gestion financière des premières nations » “First Nations Financial Management Board”
“First Nations Finance Authority” « Administration financière des premières nations »	“First Nations Finance Authority” means the corporation established under section 58.	« conseil de la première nation » S’entend au sens de « conseil de la bande » au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i> .	« conseil de la première nation » “council”
“First Nations Financial Management Board” « Conseil de gestion financière des premières nations »	“First Nations Financial Management Board” means the board established under subsection 38(1).	« Gazette des premières nations » La publication prévue à l’article 34.	« Gazette des premières nations » “First Nations Gazette”
“First Nations Gazette” « Gazette des premières nations »	“First Nations Gazette” means the publication published under section 34.	« Institut de la statistique des premières nations » L’institut constitué par l’article 91.	« Institut de la statistique des premières nations » “First Nations Statistical Institute”
“First Nations Statistical Institute” « Institut de la statistique des premières nations »	“First Nations Statistical Institute” means the institute established under section 91.	« membre emprunteur » Première nation qui a été acceptée comme membre emprunteur en vertu du paragraphe 76(2) et n’a pas cessé de l’être dans le cadre de l’article 77.	« membre emprunteur » “borrowing member”
“First Nations Tax Commission” « Commission de la fiscalité des premières nations »	“First Nations Tax Commission” means the commission established under subsection 17(1).	« ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.	« ministre » “Minister”
“local revenue law” « texte législatif sur les recettes locales »	“local revenue law” means a law made under subsection 5(1).	« première nation » a) Dans les dispositions de la partie 5, bande; b) dans les autres dispositions, bande dont le nom figure à l’annexe.	« première nation » “first nation”
“local revenues” « recettes locales »	“local revenues” means moneys raised under a local revenue law.	« recettes locales » Fonds perçus au titre d’un texte législatif pris en vertu du paragraphe 5(1).	« recettes locales » “local revenues”

"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.	« texte législatif relatif à l'imposition foncière » Texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)a).	« texte législatif relatif à l'imposition foncière » "property taxation law"
"property taxation law" « texte législatif relatif à l'imposition foncière »	"property taxation law" means a law made under paragraph 5(1)(a).	« texte législatif sur les recettes locales » Texte législatif pris en vertu du paragraphe 5(1).	« texte législatif sur les recettes locales » "local revenue law"
"third-party management" Version anglaise seulement	"third-party management" means the management of a first nation's local revenues under section 53.		
Indian Act definitions	(2) Unless the context otherwise requires, words and expressions used in this Act and not otherwise defined have the same meaning as in the <i>Indian Act</i> .	(2) Sauf indication contraire du contexte, les autres termes de la présente loi s'entendent au sens de la <i>Loi sur les Indiens</i> .	5 Terminologie
Amendments to schedule	(3) At the request of the council of a band, the Governor in Council may, by order, amend the schedule in order to	(3) À la demande du conseil d'une bande, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe pour :	Modification de l'annexe
	(a) add or change the name of the band; or	a) ajouter ou changer le nom de la bande;	10
	(b) delete the name of the band, as long as there are no amounts owing by the band to the First Nations Finance Authority that remain unpaid.	b) retrancher le nom de la bande, pourvu que toutes les sommes dues par celle-ci à l'Administration financière des premières nations aient été payées.	15

## ABORIGINAL RIGHTS

## DROITS DES AUTOCHTONES

Aboriginal and treaty rights	3. For greater certainty, nothing in this Act shall be construed so as to abrogate or derogate from any existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada under section 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i> .	3. Il est entendu que la présente loi ne porte pas atteinte aux droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada visés à l'article 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i> .	Droits des autochtones
------------------------------	--	---	------------------------

## PART 1

## PARTIE 1

## FIRST NATIONS FISCAL POWERS

## POUVOIRS FINANCIERS DES PREMIÈRES NATIONS

Financial administration laws	4. The council of a first nation may not make a law under paragraph 5(1)(d) until the council has made a law respecting the financial administration of the first nation under paragraph 9(1)(a) and that law has been approved by the First Nations Financial Management Board.	4. Le conseil de la première nation ne peut prendre un texte législatif en vertu de l'alinéa 5(1)d) que s'il a déjà pris un texte législatif sur la gestion financière en vertu de l'alinéa 9(1)a) et que celui-ci a été approuvé par le Conseil de gestion financière des premières nations.	Texte législatif en matière de gestion financière
Local revenue laws	5. (1) Subject to subsections (2) to (6), sections 4 and 6 and any regulations made under paragraph 36(1)(d), the council of a first nation may make laws	5. (1) Le conseil de la première nation peut, sous réserve des paragraphes (2) à (6), des articles 4 et 6 et des règlements pris en vertu de l'alinéa 36(1)d), prendre des textes législatifs :	Textes législatifs sur les recettes locales

(a) respecting taxation for local purposes of reserve lands, interests in reserve lands or rights to occupy, possess or use reserve lands, including

(i) the assessment of the value of those lands, interests and rights, the requisition of any information necessary to conduct the assessment and the inspection, in accordance with procedures prescribed by regulation, for assessment purposes of any reserve lands that are subject to taxation for local purposes,

(ii) a mechanism to establish tax rates and apply them to the assessed value of those lands, interests and rights,

(iii) taxation for the provision of services in respect of reserve lands,

(iv) the taxation of business activities on reserve lands, and

(v) the imposition of development cost charges;

(b) authorizing the expenditure of local revenues;

(c) respecting procedures by which the interests of taxpayers may be represented to the council;

(d) respecting the borrowing of money from the First Nations Finance Authority, including any authorization to enter into a particular borrowing agreement with that Authority;

(e) subject to any conditions, and in accordance with any procedures, prescribed by regulation, respecting the enforcement of laws made under paragraph (a) in respect of outstanding taxes or charges, including

(i) the creation of liens on reserve lands and interests in reserve lands,

(ii) the imposition and recovery of interest and penalties on an amount payable pursuant to a law made under that paragraph, where the amount is not paid when it is due, and the rate of interest or the amount of the penalty, as the case may be,

a) concernant l'imposition de taxes à des fins locales sur les terres de réserve, ainsi que sur les intérêts ou les droits d'occupation, de possession et d'usage sur celles-ci, y compris :

(i) l'évaluation de ces terres, intérêts et droits, la demande des renseignements nécessaires à l'évaluation et l'inspection aux fins d'évaluation, sous réserve de la procédure fixée par règlement, des terres imposables à des fins locales,

(ii) le mode de fixation des taux d'imposition applicables à leur valeur imposable,

(iii) l'imposition de taxes pour les services fournis relativement aux terres de réserve,

(iv) l'imposition de taxes à l'égard des activités commerciales sur les terres de réserve,

(v) l'imposition de taxes d'aménagement;

b) autorisant l'engagement des dépenses sur les recettes locales;

c) concernant la procédure par laquelle les intérêts des contribuables peuvent lui être présentés;

d) concernant l'emprunt de fonds auprès de l'Administration financière des premières nations, y compris l'autorisation de conclure avec elle un accord relatif à un tel emprunt;

e) concernant, sous réserve de la procédure et des conditions fixées par règlement, le contrôle d'application des textes législatifs pris en vertu de l'alinéa a) en matière de taxes ou de droits en souffrance, notamment par :

(i) la création d'un privilège sur les terres de réserve ou sur les intérêts ou les droits sur ces terres,

(ii) l'obligation de verser des intérêts ou des pénalités sur les sommes en souffrance sous le régime d'un texte législatif pris en vertu de cet alinéa, la fixation du taux d'intérêt et du montant des pénalités et le recouvrement des intérêts et des pénalités,

(iii) sous réserve du paragraphe (7), la saisie, la confiscation et la cession d'intérêts ou de droits sur les terres de réserve,



(iii) subject to subsection (7), the seizure, forfeiture and assignment of interests or rights in reserve lands,

(iv) the seizure and sale of personal property located on reserve lands, other than property located in a dwelling, and

(v) the discontinuance of services;

(f) delegating to any person or body any of the council's powers to make laws under any of paragraphs (a) to (e); and

(g) delegating to the First Nations Financial Management Board any other of the council's powers that are required to give effect to a co-management arrangement entered into under section 52 or to give effect to third-party management of the first nation's local revenues.

(iv) la saisie et la vente de biens meubles situés sur les terres de réserve, autres que les biens situés dans une maison d'habitation,

(v) la cessation de la fourniture des services;

f) prévoyant la délégation à une personne ou à un organisme du pouvoir de prendre des textes législatifs en vertu des alinéas a) à e);

g) prévoyant la délégation au Conseil de gestion financière des premières nations de tout autre pouvoir nécessaire à la mise en oeuvre d'un arrangement de cogestion conclu en vertu de l'article 52 ou de la prise en charge de la gestion en vertu de l'article 53.

Approval  
required

(2) A law made under subsection (1) does not have any force or effect until it is approved by the First Nations Tax Commission.

(2) Le texte législatif pris en vertu du paragraphe (1) est inopérant tant qu'il n'a pas été agréé par la Commission de la fiscalité des premières nations.

Agrément

Coming into  
force

(3) A law made under subsection (1) comes into force on the later of

(a) the day of coming into force set out in the law, and

(b) the day after it is approved by the First Nations Tax Commission.

(3) Le texte législatif pris en vertu du paragraphe (1) entre en vigueur le jour suivant son agrément par la Commission de la fiscalité des premières nations ou à la date postérieure qu'il prévoit.

Entrée en  
vigueur

Appeals

(4) A law made under paragraph (1)(a) shall include

(a) an appeal procedure in respect of assessments, incorporating such procedures as are prescribed by regulation; and

(b) fixed rates of remuneration and fixed terms of office for any persons designated to decide the appeals.

(4) Le texte législatif pris en vertu de l'alinéa (1)a) doit prévoir :

a) la procédure d'appel applicable aux évaluations, en incorporant la procédure éventuellement fixée par règlement;

b) le taux fixe de rémunération et la durée déterminée du mandat des personnes désignées pour rendre les décisions en appel.

Appels

Third-party  
management

(5) A property taxation law shall provide that, if the First Nations Financial Management Board gives notice to the first nation that third-party management of the first nation's local revenues is required, the Board may act as agent of the first nation to fulfil any of the powers and obligations of the council under the property taxation law, this Act and any regulations made under this Act.

(5) Le texte législatif relatif à l'imposition foncière doit prévoir que le Conseil de gestion financière des premières nations, dans le cas où il donne avis à la première nation que la prise en charge de la gestion de ses recettes locales par lui est nécessaire, pourra agir à titre de mandataire de la première nation pour remplir les attributions et les obligations du conseil de la première nation prévues à ce texte législatif ou à la présente loi ou à ses règlements.

Gestion par le  
Conseil

Special levy	(6) A property taxation law of a borrowing member shall provide that the borrowing member must make a law under paragraph (1)(a) in order to recover amounts payable under paragraph 84(5)(b).	(6) Le texte législatif relatif à l'imposition foncière d'un membre emprunteur doit prévoir que ce dernier est tenu de prendre un texte législatif en vertu de l'alinéa (1)a) pour 5 recouvrer les sommes visées à l'alinéa 84(5)b). 5	Taxe spéciale
Assignment of right or interest	(7) Notwithstanding the <i>Indian Act</i> or any instrument conferring a right or interest in reserve lands, if there are outstanding taxes payable pursuant to a law made under paragraph (1)(a) for more than two years, the first nation 10 may assign the right or interest in accordance with the conditions and procedures prescribed by regulation.	(7) Malgré la <i>Loi sur les Indiens</i> et l'acte conférant un intérêt ou un droit sur les terres de réserve, la première nation peut procéder à la cession de l'intérêt ou du droit conformément à 10 la procédure et aux conditions fixées par règlement dans les cas où les taxes exigibles aux termes d'un texte législatif pris en vertu de l'alinéa (1)a) sont en souffrance depuis plus de deux ans.	Cession d'un intérêt ou d'un droit
Judicial notice	(8) In any proceedings, judicial notice may be taken of a local revenue law.	(8) Le texte législatif sur les recettes locales 15 peut être admis d'office dans toute instance. 15	Admission d'office
Statutory Instruments Act	(9) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply in respect of local revenue laws or laws made under section 9.	(9) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux textes législatifs sur les recettes locales et aux textes législatifs pris en vertu de l'article 9. 20	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Notice of proposed laws	6. (1) The council of a first nation shall, at least 60 days before making a law under any of 20 paragraphs 5(1)(a) to (c), including a law repealing such a law or an amendment to such a law other than one referred to in paragraph 10(a) or (b),  (a) publish a notice of the proposed law in a 25 local newspaper;  (b) post the notice in a public place on the reserve lands of the first nation; and  (c) send the notice, by mail or electronic means, to the First Nations Tax Commission, 30 to members of the first nation, to others who have interests in those lands or rights to occupy, possess or use those lands and to every government, organization and individual who, in the opinion of the council, may be 35 affected by the proposed law.	6. (1) Le conseil de la première nation est tenu, au moins soixante jours avant la prise d'un texte législatif en vertu de l'un ou l'autre des alinéas 5(1)a) à c), notamment un texte législatif abrogeant un tel texte ou le modifiant, à 25 l'exception d'un texte législatif visé aux alinéas 10a) ou b):  a) de publier un préavis du projet de texte législatif dans un journal local;  b) d'afficher le préavis dans un lieu public 30 sur les terres de réserve de la première nation;  c) de transmettre le préavis par courrier ou voie électronique à la Commission de la fiscalité des premières nations, aux membres de la première nation ainsi qu'aux autres 35 personnes qui ont des intérêts ou des droits d'occupation, de possession et d'usage sur les terres de réserve et aux gouvernements, organisations et individus qui, à son avis, peuvent être touchés par le projet de texte 40 législatif.	Préavis
Exemption	(2) The First Nations Tax Commission may exempt a first nation from the requirements of subsection (1) in respect of an amendment of a law if the Commission considers that the 40 amendment is not significant.	(2) Dans le cas de la modification d'un texte législatif, la Commission de la fiscalité des premières nations peut exempter une première	Exemption

		nation de l'obligation prévue au paragraphe (1) si elle estime que la modification n'est pas importante.	
Content of notice	(3) A notice referred to in subsection (1) shall	(3) Le préavis doit :	Contenu du préavis
	(a) describe the proposed law;	a) indiquer la teneur du projet de texte législatif;	5
	(b) state where a copy of the proposed law may be obtained;	b) indiquer le lieu où peut être obtenu le texte du projet;	5
	(c) invite representations regarding the proposed law to be made, in writing, to the council within 60 days after the date stated in the notice; and	c) préciser que des observations écrites sur le projet peuvent être présentées au conseil de la première nation dans les soixante jours suivant la date qui y est indiquée;	10
	(d) if the council is to review the proposed law at a public meeting, state the time and place of the meeting.	d) indiquer, le cas échéant, les date, heure et lieu de l'assemblée au cours de laquelle le conseil de la première nation étudiera le texte législatif.	15
Council to consider representations	(4) Before making a law under any of paragraphs 5(1)(a) to (c), the council of a first nation shall consider any representations that were made in accordance with paragraph (3)(c) or at a meeting referred to in paragraph (3)(d).	(4) Le conseil de la première nation est tenu, avant la prise d'un texte législatif en vertu de l'un ou l'autre des alinéas 5(1)a) à c), de prendre en compte les observations présentées au titre de l'alinéa (3)c) ou lors de l'assemblée visée à l'alinéa (3)d).	Prise en compte des observations
Further representations	7. When the council of a first nation sends a property taxation law or a law made under paragraph 5(1)(c) to the First Nations Tax Commission for its approval, the council shall	7. En même temps qu'il transmet pour agrément à la Commission de la fiscalité des premières nations un texte législatif relatif à l'imposition foncière ou un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)c), le conseil de la première nation :	Autres observations
	(a) provide a copy of the law to any persons who made representations under paragraph 6(3)(c); and	a) en fournit une copie à ceux qui ont présenté des observations écrites au titre de l'alinéa 6(3)c);	20
	(b) invite those persons to make written representations to the Commission within 30 days after the day on which they receive the copy of the law.	b) invite ces derniers à présenter toute autre observation par écrit à la Commission de la fiscalité des premières nations dans les trente jours suivant la date de la réception de cette copie.	25
Information accompanying property taxation law	8. (1) A property taxation law — including an amendment of a property taxation law — shall, when submitted to the First Nations Tax Commission for approval, be accompanied by	8. (1) Les renseignements à fournir à la Commission de la fiscalité des premières nations avec la demande d'agrément d'un texte législatif relatif à l'imposition foncière ou d'un texte législatif apportant à celui-ci une modification sont les suivants :	Renseignements à fournir
	(a) a description of the lands, interests or rights subject to the law;	a) la désignation des terres, intérêts et droits qui font l'objet du texte législatif;	30
	(b) a description of the assessment practices to be applied to each class of land, interest or right;		35



	<p>(c) information regarding services to be provided from local revenues, existing service agreements and any service agreement negotiations under way at the time the law was made;</p> <p>(d) a description of the notices that were given, any consultation undertaken by the council before making the law and copies of any written representations received by the council; and</p> <p>(e) evidence that the law was duly made by the council.</p>	<p>b) les méthodes d'évaluation de chaque catégorie de terres, d'intérêts et de droits qui font l'objet du texte législatif;</p> <p>c) les services à fournir sur les recettes locales ou dont la fourniture est prévue dans les accords de prestation de services actuels ou en cours de négociation au moment de la prise du texte législatif;</p> <p>d) la teneur des préavis transmis et des consultations tenues avant la prise du texte législatif et une copie des observations écrites reçues;</p> <p>e) la preuve que le texte législatif a été pris en bonne et due forme par le conseil de la première nation.</p>	
Exemption	<p>(2) The First Nations Tax Commission may exempt a first nation from the requirements of subsection (1) in respect of an amendment of a property taxation law if the Commission considers that the amendment is not significant.</p>	<p>(2) Dans le cas de la modification d'un texte législatif, la Commission de la fiscalité des premières nations peut exempter une première nation de l'obligation prévue au paragraphe (1) si elle estime que la modification n'est pas importante.</p>	Exemption
Accompanying information	<p>(3) A law made under paragraph 5(1)(c), when submitted to the First Nations Tax Commission for approval, shall be accompanied by</p> <p>(a) a description of the notices that were given, any consultation undertaken by the council before making the law and copies of any written representations received by the council; and</p> <p>(b) evidence that the law was duly made by the council.</p>	<p>(3) Les renseignements à fournir à la Commission de la fiscalité des premières nations avec la demande d'agrément d'un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)c) sont les suivants :</p> <p>a) la teneur des préavis transmis et des consultations tenues avant la prise du texte législatif et une copie des observations écrites reçues;</p> <p>b) la preuve que le texte législatif a été pris en bonne et due forme par le conseil de la première nation.</p>	Renseignements à fournir
Evidence law duly made	<p>(4) A law made under paragraph 5(1)(b), (d) or (e) that is submitted to the First Nations Tax Commission for approval shall be accompanied by evidence that it was duly made by the council.</p>	<p>(4) Pour la demande d'agrément d'un texte législatif pris en vertu des alinéas 5(1)b), d) ou e), la première nation doit fournir à la Commission de la fiscalité des premières nations la preuve que le texte législatif a été pris en bonne et due forme par le conseil de la première nation.</p>	Preuve à fournir
Additional information on request	<p>(5) At the request of the First Nations Tax Commission, a first nation shall provide any documents that the Commission requires in order to</p> <p>(a) review a local revenue law;</p>	<p>(5) La première nation présente à la Commission de la fiscalité des premières nations, sur demande, tous documents utiles :</p> <p>a) à l'examen d'un texte législatif sur les recettes locales;</p>	Production de documents

	(b) determine that the law was made in accordance with this Act, the regulations or any standards made under subsection 35(1); or	b) à la prise d'une décision quant à la conformité d'un tel texte avec la présente loi ou les règlements, ou les normes visées au paragraphe 35(1);	
	(c) perform any of its other functions under this Act.	c) à l'accomplissement de ses autres fonctions.	5
Financial administration laws	9. (1) Subject to subsections (2) and (3), the council of a first nation may make laws	9. (1) Le conseil de la première nation peut, sous réserve des paragraphes (2) ou (3), prendre un texte législatif :	Texte législatif en matière de gestion financière
	(a) respecting the financial administration of the first nation; and	a) régissant la gestion financière de la 10 première nation;	
	(b) delegating to any person or body its powers to make laws under paragraph (a).	b) déléguant à une personne ou à un organisme son pouvoir de prendre un texte législatif en vertu de l'alinéa a).	
Approval required	(2) A law made under subsection (1) by a borrowing member, including any amendment of such a law, does not have any force or effect until it is approved by the First Nations Financial Management Board.	(2) Le texte législatif pris par un membre 15 emprunteur en vertu du paragraphe (1) — y compris une modification de celui-ci — est inopérant tant qu'il n'a pas été agréé par le Conseil de gestion financière des premières nations.	Agrément
Coming into force	(3) A law made under subsection (1) comes into force on the latest of	(3) Le texte législatif pris en vertu du 20 paragraphe (1) entre en vigueur au dernier en date des jours suivants :	Entrée en vigueur
	(a) the day on which it is made,	a) le jour où il est pris;	
	(b) the day of coming into force set out in the law, and	b) le jour qu'il prévoit pour cette entrée en 25 vigueur;	
	(c) in the case of a law or amendment made by a borrowing member, the day after it is approved by the First Nations Financial 25 Management Board.	c) s'il s'agit d'un texte pris par un membre emprunteur ou d'une modification de celui-ci, le jour suivant son agrément par le Conseil de gestion financière des premières nations.	30
Evidence law duly made	(4) A law made under subsection (1) that is submitted to the First Nations Financial Management Board for approval shall be accompanied by evidence that it was duly made by the 30 council.	(4) La preuve que le texte législatif a été pris en bonne et due forme par le conseil de la première nation doit être fournie avec la demande d'agrément du texte.	Preuve de la prise du texte
Additional information on request	(5) At the request of the First Nations Financial Management Board, a first nation shall provide any documents that the Board requires in order to	(5) La première nation présente au Conseil 35 de gestion financière des premières nations, sur demande, tous documents utiles :	Production de documents
	(a) review a financial administration law submitted to the Board;	a) à l'examen d'un texte législatif sur la gestion financière soumis au Conseil;	
	(b) determine that the law was made in accordance with this Act, the regulations or any standards made under subsection 55(1); 40 or	b) à la prise d'une décision quant à la 40 conformité d'un tel texte avec la présente loi ou les règlements, ou les normes visées au paragraphe 55(1);	

(c) perform any of its other functions under this Act.

Annual rate and  
expenditure laws

**10.** A council of a first nation that makes a property taxation law shall, at least once each year at a time prescribed by regulation, make

- (a) a law under paragraph 5(1)(a) setting the rate of tax to be applied to the assessed value of each class of lands, interests or rights; and
- (b) a law under paragraph 5(1)(b) establishing a budget for the expenditure of revenues 10 raised under the property taxation law.

No repeal by  
borrowing  
members

**11. (1)** A borrowing member shall not repeal a property taxation law.

Priority to  
Authority

(2) A law made under paragraph 5(1)(b) by a borrowing member shall not authorize the 15 expenditure of local revenues unless the borrowing member's budget provides for the payment of all amounts payable to the First Nations Finance Authority during the budget period. 20

Financial  
commitment

(3) The borrowing member shall, in every year, reserve such local revenues as are required to ensure that all amounts authorized to be paid to the First Nations Finance Authority in the year are actually paid in that year. 25

Legal capacity of  
first nations

**12.** For greater certainty, for the purposes of Part 4, a borrowing member has the capacity to contract and to sue and be sued.

Local revenue  
account

**13. (1)** Local revenues of a first nation shall be placed in a local revenue account, separate 30 from other moneys of the first nation.

Restriction on  
expenditures

(2) Local revenues may be expended only under the authority of a law made under paragraph 5(1)(b).

Balanced budget

(3) Expenditures provided for in a law made 35 under paragraph 5(1)(b) shall not exceed the local revenues estimated for the year in which those expenditures are to be made, less any deficit accumulated from prior years.

c) à l'accomplissement de ses autres fonctions.

**10.** Le conseil de la première nation qui prend un texte législatif relatif à l'imposition 5 foncière est tenu, au moins une fois par an, de prendre, au moment fixé par règlement :

- a) un texte législatif en vertu de l'alinéa 5(1)a fixant le taux d'imposition applicable à la valeur imposable de chaque catégorie de terres, d'intérêts ou de droits; 10
- b) un texte législatif en vertu de l'alinéa 5(1)b établissant le budget relatif aux dépenses sur les recettes locales perçues en vertu du texte législatif relatif à l'imposition foncière. 15

**11. (1)** Le membre emprunteur ne peut abroger un texte législatif relatif à l'imposition foncière.

(2) Le texte législatif pris par un membre 15 emprunteur en vertu de l'alinéa 5(1)b ne peut autoriser une dépense sur les recettes locales que si le budget prévoit le paiement des sommes dues à l'Administration financière des premières nations pour l'exercice budgétaire. 20

(3) Chaque année, le membre emprunteur 25 doit mettre de côté la partie des recettes locales nécessaire pour que toutes les sommes dont le paiement à l'Administration financière des premières nations est autorisé pour l'année soient en fait payées. 30

**12.** Il est entendu que, pour l'application de la partie 4, le membre emprunteur a la capacité de contracter et d'ester en justice.

**13. (1)** Les recettes locales d'une première 35 nation sont placées dans un compte de recettes locales, qui est un compte distinct.

(2) Les recettes locales ne peuvent être dépensées qu'au titre d'un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)b.

(3) Les dépenses prévues par un texte 40 législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)b ne peuvent excéder les recettes locales de l'année

Texte législatif  
annuel sur le  
taux  
d'imposition et  
les dépenses

Interdiction  
d'abroger :  
membres  
emprunteurs

Texte législatif  
en matière de  
dépenses

Engagement  
financier

Capacité des  
premières  
nations

Compte de  
recettes locales

Restrictions sur  
les dépenses

Équilibre  
budgétaire



		au cours de laquelle elles doivent être faites, moins le déficit accumulé pour les années antérieures.	
Audit	14. (1) The local revenue account shall be audited at least once each calendar year and reported on separately from other accounts.	14. (1) Le compte de recettes locales fait l'objet d'une vérification au moins une fois par année civile et est présenté sous une rubrique distincte dans le rapport de vérification.	Vérification 5
Access to report	(2) The audit report of the local revenue account shall be made available to 5 (a) the members of the first nation; (b) any other persons who have an interest in, or the right to occupy, possess or use, the first nation's reserve lands; (c) the First Nations Tax Commission, the 10 First Nations Financial Management Board and the First Nations Finance Authority; and (d) the Minister.	(2) Le rapport de vérification est accessible : a) aux membres de la première nation; b) aux personnes qui ont un intérêt ou un droit d'occupation, d'usage ou de possession sur les terres de réserve de la première nation; c) à la Commission de la fiscalité des premières nations, au Conseil de gestion financière des premières nations et à l'Administration financière des premières nations; 15 d) au ministre.	Accès au rapport
Non-application of certain provisions	15. Paragraphs 83(1)(a) and (d) to (g) and section 84 of the <i>Indian Act</i> and any regulations made under paragraph 73(1)(m) of that Act do not apply to a first nation.	15. Les alinéas 83(1)a) et d) à g) et l'article 84 de la <i>Loi sur les Indiens</i> et les règlements pris en vertu de l'alinéa 73(1)m) de cette loi ne s'appliquent pas aux premières nations.	Non-application de certaines dispositions

PART 2

FIRST NATIONS TAX COMMISSION

INTERPRETATION

Definitions	16. The following definitions apply in this Part.	16. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"Commission" « Commission »	"Commission" means the First Nations Tax Commission.	« Commission » La Commission de la fiscalité des premières nations.	« Commission » "Commission" 25
"taxpayer" « contribuable »	"taxpayer" means a person paying tax under a property taxation law.	« contribuable » Personne qui paie des impôts en application d'un texte législatif relatif à l'imposition foncière.	« contribuable » "taxpayer"

ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF COMMISSION

Commission	17. (1) There is hereby established a commission, to be known as the First Nations Tax Commission, consisting of 10 commissioners, including a Chief Commissioner and Deputy Chief Commissioner.	17. (1) Est constituée la Commission de la fiscalité des premières nations, composée de dix commissaires, dont le président et le vice-président.	Constitution 30
Capacity, rights, powers and privileges	(2) The Commission has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person, including the capacity to	(2) La Commission a la capacité d'une personne physique; elle peut notamment : a) conclure des contrats;	Capacité juridique 35

- (a) enter into contracts;  
 (b) acquire, hold and dispose of property or an interest in property;  
 (c) raise, invest or borrow money; and  
 (d) sue and be sued.
- (a) acquérir et détenir des droits ou des intérêts sur des biens, ou en disposer;  
 (c) prélever, placer ou emprunter des fonds;  
 (d) ester en justice.

5

When agent of  
Her Majesty

**18.** (1) The Commission is an agent of Her Majesty only for the approval of local revenue laws.

**18.** (1) La Commission n'est mandataire de Sa Majesté qu'en ce qui concerne l'agrément des textes législatifs sur les recettes locales.

5 Statut

Savings

(2) For the purpose of subsection (1), the issuance of a certificate referred to in paragraph 32(2)(b) is deemed not to be an approval of a local revenue law.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la délivrance du certificat visé à l'alinéa 32(2)b) ne constitue pas l'agrément d'un texte législatif sur les recettes locales.

Précision

Appointment of  
Chief  
Commissioner

**19.** (1) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a Chief Commissioner and Deputy Chief Commissioner.

**19.** (1) Le gouverneur en conseil nomme le président et le vice-président, sur recommandation du ministre.

Nomination du  
président

Tenure

(2) The Chief Commissioner and Deputy Chief Commissioner hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.

(2) Le président et le vice-président sont nommés à titre inamovible pour des mandats respectifs d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.

Mandat

Appointment of  
commissioners

**20.** (1) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint four commissioners to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.

**20.** (1) Le gouverneur en conseil nomme, sur recommandation du ministre, quatre commissaires, à titre inamovible, pour des mandats respectifs d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée.

Nomination de  
commissairesAppointment of  
commissioners

(2) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint three additional commissioners — one of whom shall be a taxpayer using reserve lands for commercial, one for residential and one for utility purposes — to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.

(2) Trois autres commissaires sont nommés à titre inamovible par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, pour des mandats respectifs d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée; ils sont choisis respectivement, l'un parmi les contribuables faisant usage des terres de réserve à des fins commerciales, l'autre à des fins résidentielles et le troisième pour la prestation de services publics.

Autres  
commissairesAppointment of  
additional  
commissioner

(3) A body prescribed by regulation shall appoint an additional commissioner to hold office during pleasure for a term not exceeding five years.

(3) L'organisme prévu par règlement nomme, à titre amovible pour un mandat d'au plus cinq ans, un autre commissaire.

Commissaire  
nommé par un  
organisme

40

Staggered terms	(4) In determining the term of appointment of commissioners, the Governor in Council shall endeavour to ensure that the terms of no more than three commissioners expire in any one calendar year.	(4) Les mandats des commissaires sont, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année civile touche au plus trois des commissaires.	Échelonnement des mandats
Qualifications	(5) The Commission shall be composed of men and women from across Canada, including members of first nations, who are committed to the development of a system of first nations real property taxation and who have the experience or capacity to enable the Commission to fulfil its mandate.	(5) La Commission est composée de femmes et d'hommes, notamment de membres des premières nations, — provenant de différentes régions du Canada — voués à la mise en oeuvre du régime d'imposition foncière des premières nations et possédant une compétence ou une expérience propre à aider la Commission à remplir sa mission.	5 Qualités requises
Status	21. The Chief Commissioner shall hold office on a full-time basis, while the other commissioners shall hold office on a part-time basis.	21. Le président exerce sa charge à temps plein; les autres commissaires exercent la leur à temps partiel.	Temps plein et temps partiel
Reappointment	22. A commissioner may be reappointed for a second or subsequent term of office.	22. Le mandat des commissaires est renouvelable.	Nouveau mandat
Remuneration	23. (1) Commissioners shall be paid the remuneration determined by the Governor in Council.	23. (1) Les commissaires reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération des commissaires
Expenses	(2) The Chief Commissioner shall be reimbursed for reasonable travel and other expenses incurred in performing duties while absent from his or her ordinary place of work. Other Commissioners shall be reimbursed for such expenses incurred in performing duties while absent from their ordinary place of residence.	(2) Le président est indemnisé des frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors de son lieu habituel de travail. Les autres commissaires sont indemnisés de tels frais entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle.	Indemnités
Chief Commissioner — functions	24. The Chief Commissioner is the chief executive officer of the Commission and has supervision over, and direction of, the work and staff of the Commission.	24. Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction générale et contrôle la gestion de son personnel.	Fonctions du président
Deputy Chief Commissioner — functions	25. In the event of the absence or incapacity of the Chief Commissioner, or if the office of Chief Commissioner is vacant, the Deputy Chief Commissioner shall assume the duties and functions of the Chief Commissioner.	25. En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.	Intérim du président
Head office	26. (1) The head office of the Commission shall be on the reserve lands of the Kamloops Band or at any other location that the Governor in Council determines.	26. (1) Le siège de la Commission est situé sur les terres de réserve de la bande Kamloops ou au lieu fixé par le gouverneur en conseil.	Siège
Additional office	(2) The Commission shall maintain an additional office in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	(2) La Commission ouvre un autre bureau dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	Autre bureau

5

10

15

15

25

25

30

35

35

45



Rules of procedure	27. The Commission may make any rules that it considers necessary for the conduct of, and the fixing of a quorum for, its meetings.	27. La Commission peut établir les règles qu'elle estime nécessaires pour régir ses délibérations et fixer le quorum de ses réunions.	Procédure
Staff	28. (1) The Commission may (a) hire any staff that is necessary to conduct the work of the Commission; and (b) determine the duties of those persons and the conditions of their employment.	28. (1) La Commission peut : a) engager les membres du personnel nécessaires à l'exercice de ses activités; b) définir leurs fonctions et fixer leurs conditions d'emploi.	Personnel
Salaries and benefits	(2) Persons hired under subsection (1) shall be paid the salaries and benefits fixed by the Commission.	(2) Les membres du personnel reçoivent la rémunération et les avantages fixés par la Commission.	Rémunération

	PURPOSES	MISSION	
Mandate	29. The purposes of the Commission are to (a) ensure the integrity of the system of first nations real property taxation and promote a common approach to first nations real property taxation nationwide, having regard to variations in provincial real property taxation systems; (b) ensure that the real property taxation systems of first nations reconcile the interests of taxpayers with the responsibilities of chiefs and councils to govern the affairs of first nations; (c) prevent, or provide for the timely resolution of, disputes in relation to the application of local revenue laws; (d) assist first nations in the exercise of their jurisdiction over real property taxation on reserve lands and build capacity in first nations to administer their taxation systems; (e) develop training programs for first nation real property tax administrators; (f) assist first nations to achieve sustainable economic development through the generation of stable local revenues; (g) promote a transparent first nations real property taxation regime that provides certainty to taxpayers; (h) promote understanding of the real property taxation systems of first nations; and	29. La Commission a pour mission : a) de protéger l'intégrité du régime d'imposition foncière des premières nations et de promouvoir une vision commune de ce régime à travers le Canada, compte tenu des différences entre les régimes provinciaux en la matière; b) de veiller à ce que le régime d'imposition foncière des premières nations fonctionne de manière à concilier les intérêts des contribuables avec les responsabilités assumées par les chefs et les conseils dans la gestion des affaires des premières nations; c) de prévenir ou de résoudre promptement les différends portant sur l'application des textes législatifs sur les recettes locales; d) d'aider les premières nations à exercer leur compétence en matière d'imposition foncière sur les terres de réserve et à développer leur capacité à gérer leurs régimes fiscaux; e) d'offrir de la formation aux administrateurs fiscaux des premières nations; f) d'aider les premières nations à atteindre un développement économique durable par la perception de recettes locales stables; g) d'encourager la transparence du régime d'imposition foncière des premières nations de façon à garantir la prévisibilité aux contribuables; h) de favoriser la compréhension des régimes d'imposition foncière des premières nations;	Mission

(i) provide advice to the Minister regarding future development of the framework within which local revenue laws are made.

i) de conseiller le ministre quant au développement du cadre dans lequel les textes législatifs sur les recettes locales sont pris.

#### FUNCTIONS AND POWERS

#### ATTRIBUTIONS

Powers	<b>30.</b> In furtherance of the purposes set out in section 29, the Commission may enter into cooperative arrangements and shared-cost ventures with national and international organizations to consult on or sell products or services developed for first nations who have made property taxation laws.	<b>30.</b> Dans le cadre de sa mission, la Commission peut s'engager dans des partenariats et entreprises à frais partagés avec des organisations nationales et internationales à des fins de consultation ou de commercialisation en matière de produits ou de services mis au point pour les premières nations qui ont pris des textes législatifs relatifs à l'imposition foncière.	Pouvoirs
Local revenue law review	<b>31.</b> (1) The Commission shall review every local revenue law.	<b>31.</b> (1) La Commission examine tous les textes législatifs sur les recettes locales.	Examen des textes législatifs
Written submissions	(2) Before approving a local revenue law, the Commission shall consider, in accordance with any regulations made under paragraph 36(1)(b), any representations made to it under paragraph 7(b) in respect of the law by members of the first nation or others who have interests in the reserve lands of the first nation or rights to occupy, possess or use those lands.	(2) Avant d'agréer un texte législatif sur les recettes locales, la Commission prend en compte, en conformité avec les règlements éventuellement pris en vertu de l'alinéa 36(1)b), les observations qui lui sont présentées par les membres de la première nation dans le cadre de l'alinéa 7b) ainsi que par les autres personnes qui ont des intérêts ou des droits d'occupation, de possession ou d'usage sur les terres de réserve de la première nation.	Observations écrites
Local revenue law approval	(3) Subject to section 32, the Commission shall approve a local revenue law that complies with this Act and with any standards and regulations made under this Act.	(3) Sous réserve de l'article 32, la Commission agréee les textes législatifs sur les recettes locales qui sont conformes à la présente loi et aux règlements éventuellement pris en vertu de celle-ci, ainsi qu'aux normes établies en vertu de la présente loi.	Agrément
Registry	(4) The Commission shall maintain a registry of every law approved by it under this section and every financial administration law made under section 9.	(4) La Commission tient un registre de tous les textes législatifs qu'elle agréee en vertu du présent article et de tous les textes législatifs pris en vertu de l'article 9.	Registre
Restrictions	<b>32.</b> (1) The Commission shall not approve a law made under paragraph 5(1)(d) for financing capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands unless (a) the first nation has obtained and forwarded to the Commission a certificate of the First Nations Financial Management Board under subsection 50(3); and (b) the first nation has unutilized borrowing capacity.	<b>32.</b> (1) La Commission ne peut agréer un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)d) pour le financement de projets d'infrastructure destinés à la prestation de services locaux sur les terres de réserve que si les conditions suivantes sont réunies : a) la première nation lui a transmis le 40 certificat délivré par le Conseil de gestion financière des premières nations au titre du paragraphe 50(3); b) la première nation n'a pas utilisé la totalité de sa capacité d'emprunt.	Conditions d'agrément

Copy and  
certificate

(2) On approving a law made by a first nation under paragraph 5(1)(d) for financing capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands, the Commission shall provide the First Nations Finance Authority with

- (a) a true copy of the law registered under subsection 31(4); and
- (b) a certificate stating that the law meets all the requirements of this Act and the regulations made under this Act.

Notice of  
judicial review

(3) If the Commission becomes aware that judicial review proceedings have been undertaken in respect of a law made by a first nation under paragraph 5(1)(d) for financing capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands, the Commission shall without delay inform the First Nations Finance Authority of those proceedings.

Certificate is  
evidence

(4) A certificate referred to in paragraph 20(2)(b) is, in the absence of evidence to the contrary, conclusive evidence in any judicial proceedings of the facts contained in it.

Review on  
request

33. (1) On the request in writing by a member of a first nation, or by a person who holds an interest in reserve lands or has a right to occupy, possess or use the reserve lands, who

- (a) is of the opinion that the first nation has not complied with this Part or Part 1 or with a regulation made under either Part or section 141 or 142 or that a law has been unfairly or improperly applied,
- (b) has requested the council of the first nation to remedy the situation, and
- (c) is of the opinion that the council has not remedied the situation,

the Commission shall conduct a review of the matter in accordance with the regulations.

Independent  
review

(2) If the Commission is of the opinion that a first nation has not complied with this Part or Part 1 or with a regulation made under either Part or section 141 or 142 or that a law has been unfairly or improperly applied, it shall conduct a review of the matter in accordance with the regulations.

(2) Après avoir agréé un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)d) pour le financement de projets d'infrastructure destinés à la prestation de services locaux sur les terres de réserve, la Commission fournit à l'Administration financière des premières nations :

- a) une copie certifiée du texte législatif enregistré aux termes du paragraphe 31(4);
- b) un certificat indiquant que le texte législatif remplit les conditions prévues par la présente loi et ses règlements.

(3) Si elle apprend qu'un recours en révision judiciaire est exercé à l'égard du texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)d) pour le financement de projets d'infrastructure destinés à la prestation de services locaux sur les terres de réserve, la Commission en informe sans délai l'Administration financière des premières nations.

(4) Le certificat visé à l'alinéa (2)b) fait foi de son contenu en justice, sauf preuve contraire.

33. (1) La Commission procède à un examen conformément aux règlements sur demande écrite d'un membre de la première nation ou d'une personne ayant des intérêts ou des droits d'occupation, de possession ou d'usage sur les terres de réserve qui, à la fois :

- a) est d'avis que la première nation n'a pas observé la présente partie ou la partie 1, ou les règlements pris en vertu de ces parties ou des articles 141 ou 142 ou qu'un texte législatif a été mal ou injustement appliqué;
- b) a demandé au conseil de la première nation de rectifier la situation;
- c) est d'avis que celui-ci n'a pas rectifié la situation.

(2) La Commission procède de sa propre initiative à un examen conformément aux règlements si elle est d'avis qu'une première nation n'a pas observé la présente partie ou la partie 1, ou les règlements pris en vertu de ces parties ou des articles 141 ou 142 ou qu'un texte législatif a été mal ou injustement appliqué.

Documents à  
fournirRévision  
judiciaire

Preuve

Examen sur  
demandeExamen de la  
propre initiative  
de la  
Commission



Remedy

(3) If, after conducting a review, the Commission considers that a first nation has not complied with this Part or Part 1 or with a regulation made under either Part or section 141 or 142 or that a law has been unfairly or improperly applied, the Commission

- (a) shall order the first nation to remedy the situation; and
- (b) may, if the first nation does not remedy the situation within the time set out in the 10 order, by notice in writing, require the First Nations Financial Management Board to either — at the Board’s discretion — impose a co-management arrangement on the first nation or assume third-party management of 15 the first nation’s local revenues to remedy the situation.

First Nations Gazette

34. (1) All local revenue laws approved by the Commission and all standards and procedures established by the Commission under 20 section 35 shall be published in the *First Nations Gazette*.

Frequency of publication

(2) The Commission shall publish the *First Nations Gazette* at least once in each calendar year.

(3) Si, à l’issue de son examen, elle estime qu’une première nation n’a pas observé la présente partie ou la partie 1, ou les règlements pris en vertu de ces parties ou des articles 141 5 ou 142 ou qu’un texte législatif a été mal ou 5 injustement appliqué, la Commission :

- a) ordonne à la première nation de prendre les mesures nécessaires pour rectifier la situation;
- b) peut, si la première nation ne prend pas les 10 mesures dans le délai imparti, exiger, par avis écrit, du Conseil de gestion financière des premières nations soit qu’il impose à la première nation un arrangement de cogestion avec lui, soit qu’il prenne en charge la gestion 15 des recettes locales de la première nation afin de rectifier la situation.

Renvoi au Conseil de gestion financière des premières nations

34. (1) Les textes législatifs sur les recettes locales agréés par la Commission et les normes et procédures établies dans le cadre de l’article 20 35 sont publiés dans la *Gazette des premières nations*.

Gazette des premières nations

(2) La Commission publie la *Gazette des premières nations* au moins une fois par année 25 civile. 25

Fréquence de publication

STANDARDS AND PROCEDURES

NORMES ET PROCÉDURE

Standards

35. (1) The Commission may establish standards, not inconsistent with the regulations, respecting

- (a) the form and content of local revenue laws; 30
- (b) enforcement procedures to be included in those laws;
- (c) criteria for the approval of laws made under paragraph 5(1)(d); and
- (d) the form in which information required 35 under section 8 is to be provided to the Commission.

Procedures

(2) The Commission may establish procedures respecting

- (a) submission for approval of local revenue 40 laws;
- (b) approval of those laws;

35. (1) La Commission peut établir des normes, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les règlements, en ce qui concerne :

- a) la forme et le contenu des textes législatifs 30 sur les recettes locales;
- b) les mesures de contrôle d’application à inclure dans ces textes législatifs;
- c) les critères applicables à l’agrément des textes législatifs pris en vertu de l’alinéa 35 5(1)d);
- d) la forme dans laquelle les renseignements visés à l’article 8 doivent lui être fournis.

Normes

(2) La Commission peut établir la procédure applicable dans les domaines suivants : 40

- a) la présentation pour agrément des textes législatifs sur les recettes locales;
- b) l’agrément de ces textes législatifs;

Procédure

(c) representation of taxpayers' interests in the decisions of the Commission; and

(d) resolution of disputes with first nations concerning the taxation of rights and interests on reserve lands.

Statutory  
Instruments Act

(3) The *Statutory Instruments Act* does not apply to a standard established under subsection (1) or a procedure established under subsection (2).

c) la prise en compte des intérêts des contribuables dans ses décisions;

d) le règlement des différends avec les premières nations quant à l'imposition des intérêts et des droits sur les terres de réserve.

5

5

(3) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux normes établies en vertu du paragraphe (1) ni à la procédure établie en vertu du paragraphe (2).

Loi sur les textes  
réglementaires

## REGULATIONS

Regulations

**36.** (1) The Governor in Council may, on the 10 recommendation of the Minister made having regard to any representations by the Commission, make regulations

(a) prescribing anything that is to be prescribed under subparagraph 5(1)(a)(i), paragraph 5(1)(e) or (4)(a), subsection 5(7) or section 10;

(b) establishing the procedures to be followed in reviewing laws submitted under section 7 and conducting reviews under 20 section 33, including procedures

(i) for requiring the production of documents from a first nation or person requesting a review under subsection 33(1), 25

(ii) for conducting hearings, and

(iii) authorizing the Commission to apply to a justice of the peace for a subpoena compelling a person to appear before the Commission to give evidence and bring 30 any documents specified in the subpoena, and to pay associated travel expenses;

(c) prescribing fees to be charged by the Commission for services to first nations and other organizations; and 35

(d) respecting the exercise of the law-making powers of first nations under subsection 5(1).

Provincial  
differences

(2) Regulations made under paragraph (1)(a) may vary from province to province.

Authority to  
vary

(3) Regulations made under paragraph (1)(b) 40 may authorize the Commission to

## RÈGLEMENTS

**36.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par 10 règlement, sur recommandation du ministre et après prise en compte par ce dernier des observations de la Commission à cet égard :

a) prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues par le sous-alinéa 5(1)a)(i), les 15 alinéas 5(1)e) ou (4)a), le paragraphe 5(7) ou l'article 10;

b) établir la procédure à suivre pour l'agrément des textes législatifs transmis dans le cadre de l'article 7 et pour les examens visés 20 à l'article 33, y compris en ce qui concerne :

(i) la production de documents par la première nation ou la personne qui demande l'examen visé au paragraphe 33(1),

(ii) la tenue d'enquêtes, 25

(iii) le pouvoir de la Commission de demander à un juge de paix une citation sommant une personne à comparaître devant elle pour témoigner et à apporter les documents qui y sont indiqués et de 30 payer les frais de déplacement qui s'y rapportent;

c) fixer les droits à percevoir par la Commission pour la prestation de services aux premières nations et à d'autres organisations; 35

d) régir l'exercice du pouvoir des premières nations de prendre des textes législatifs en vertu du paragraphe 5(1).

(2) Les règlements visés à l'alinéa (1)a) peuvent prévoir des mesures différentes selon 40 la province. Différences entre les provinces

(3) Les règlements visés à l'alinéa (1)b) peuvent autoriser la Commission à : Modification de la procédure

- (a) vary the procedures to accommodate the customs or culture of a first nation in respect of which a hearing is being held;
- (b) extend or shorten any period provided for in those regulations; 5
- (c) dispense with compliance with any procedure provided for in the regulations in the interest of securing a just, expeditious and inexpensive hearing of a complaint; and
- (d) delegate any of the powers of the 10 Commission under section 31 or 33 to one or more commissioners.

- a) modifier la procédure pour tenir compte des coutumes et de la culture de la première nation qui fait l'objet de l'enquête;
- b) prolonger ou raccourcir toute période qu'ils prévoient; 5
- c) déroger à toute étape de la procédure pour que l'enquête se déroule d'une manière équitable et expéditive et à un bas coût;
- d) déléguer à un ou plusieurs commissaires tout ou partie des pouvoirs conférés à celle-ci 10 par les articles 31 ou 33.

Inconsistencies

(4) In the event of an inconsistency between a law made under subsection 5(1) and regulations made under subsection (1), the regulations 15 prevail to the extent of the inconsistency.

(4) Les dispositions de tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un texte législatif pris en vertu du paragraphe 5(1). 15

Cas d'incompatibilité

PART 3

FIRST NATIONS FINANCIAL MANAGEMENT BOARD

INTERPRETATION

Definition of "Board"

37. In this Part, "Board" means the First Nations Financial Management Board.

PARTIE 3

CONSEIL DE GESTION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS

DÉFINITION

37. Pour l'application de la présente partie, « Conseil » s'entend du Conseil de gestion financière des premières nations.

Définition de « Conseil »

ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF BOARD

Establishment

38. (1) There is hereby established a board, to be known as the First Nations Financial 20 Management Board, to be managed by a board of directors consisting of a minimum of nine and a maximum of 15 directors, including a Chairperson and Vice-Chairperson.

CONSTITUTION ET ORGANISATION

38. (1) Est constitué le Conseil de gestion financière des premières nations, dirigé par un 20 conseil d'administration composé de neuf à quinze conseillers, dont le président et le vice-président.

Constitution

Capacity, rights, powers and privileges

(2) The Board has the capacity, rights, 25 powers and privileges of a natural person, including the capacity to

- (a) enter into contracts;
- (b) acquire, hold and dispose of property or an interest in property; 30
- (c) raise, invest or borrow money; and
- (d) sue and be sued.

(2) Le Conseil a la capacité d'une personne 25 physique; il peut notamment :

- a) conclure des contrats;
- b) acquérir et détenir des droits ou des intérêts sur des biens, ou en disposer;
- c) prélever, placer ou emprunter des fonds;
- d) ester en justice. 30

Capacité juridique

Not agent of Her Majesty

39. The Board is not an agent of Her Majesty.

39. Le Conseil n'est pas mandataire de Sa 30 Majesté.

Statut



Appointment of Chairperson	<b>40.</b> On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a Chairperson to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.	<b>40.</b> Le gouverneur en conseil nomme le président à titre inamovible pour un mandat d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée; celui-ci est nommé sur recommandation du ministre.	Nomination du président
Appointment of additional directors	<b>41.</b> (1) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister, shall appoint a minimum of five, and a maximum of eleven, other directors to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause.	<b>41.</b> (1) Le gouverneur en conseil nomme de cinq à onze autres conseillers à titre inamovible, pour des mandats respectifs d'au plus cinq ans, sous réserve de révocation motivée; ces conseillers sont nommés sur recommandation du ministre.	Nomination d'autres conseillers
Appointment by AFOA	(2) The Aboriginal Financial Officers Association of Canada, or any other body prescribed by regulation, shall appoint up to three additional directors to hold office during pleasure for a term not exceeding five years.	(2) L'Association des agents financiers autochtones du Canada, ou tout autre organisme prévu par règlement, nomme à titre amovible, pour un mandat d'au plus cinq ans, d'un à trois autres conseillers.	Conseillers nommés par un organisme
Staggered terms	(3) In determining the term of appointment of directors, the Governor in Council shall endeavour to ensure that the terms of no more than three directors expire in any one calendar year.	(3) Les mandats des conseillers sont, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année civile touche au plus trois des conseillers.	Échelonnement des mandats
Qualifications	(4) The board of directors shall be composed of men and women from across Canada, including members of first nations, who are committed to the strengthening of first nation financial management and who have the experience or capacity to enable the Board to fulfil its mandate.	(4) Le conseil d'administration est composé de femmes et d'hommes, notamment de membres des premières nations, — provenant de différentes régions du Canada — voués au développement de la gestion financière des premières nations et possédant une compétence ou une expérience propre à aider le Conseil à remplir sa mission.	Qualités requises
Election of Vice-Chairperson	<b>42.</b> (1) The board of directors shall elect a Vice-Chairperson from among the directors.	<b>42.</b> (1) Le conseil d'administration élit un vice-président en son sein.	Vice-président
Functions	(2) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson, or if the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson shall assume the duties and functions of the Chairperson.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.	Intérim
Reappointment	<b>43.</b> Directors may be reappointed for a second or subsequent term of office.	<b>43.</b> Le mandat des conseillers est renouvelable.	Nouveau mandat
Status	<b>44.</b> Directors shall hold office on a part-time basis.	<b>44.</b> Les conseillers exercent leur charge à temps partiel.	Temps partiel
Remuneration	<b>45.</b> (1) Directors shall be paid the remuneration determined by the Governor in Council.	<b>45.</b> (1) Le président, le vice-président et les autres conseillers reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération des conseillers

Expenses	(2) Directors shall be reimbursed for reasonable travel and other expenses incurred in performing duties while absent from their ordinary place of residence.	(2) Les conseillers sont indemnisés des frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle.	Indemnités
Rules of procedure	46. The board of directors may make any rules that it considers necessary for the conduct of its meetings.	46. Le conseil d'administration peut établir les règles qu'il estime nécessaires pour régir ses délibérations.	5 Procédure
Head office	47. The head office of the Board shall be at a location determined by the Governor in Council.	47. Le siège du Conseil est situé au lieu fixé par le gouverneur en conseil.	Siège
Staff	48. (1) The board of directors may (a) hire any staff that is necessary to conduct the work of the Board; and (b) determine the duties of those persons and the conditions of their employment.	48. (1) Le conseil d'administration peut : a) engager le personnel nécessaire à l'exercice des activités du Conseil; b) définir ses fonctions et fixer ses conditions d'emploi.	10 Personnel
Salaries and benefits	(2) Persons hired under subsection (1) shall be paid the salary and benefits fixed by the board of directors.	(2) Le personnel reçoit la rémunération et les avantages fixés par le conseil d'administration.	15 Rémunération

## PURPOSES

## MISSION

Mandate	49. The purposes of the Board are to (a) assist first nations in developing the capacity to meet their financial management requirements; (b) assist first nations in their dealings with other governments respecting financial management, including matters of accountability and shared fiscal responsibility; (c) assist first nations in the development, implementation and improvement of financial relationships with financial institutions, business partners and other governments, to enable the economic and social development of first nations; (d) develop and support the application of general credit rating criteria to first nations; (e) provide review and audit services respecting first nation financial management; (f) provide assessment and certification services respecting first nation financial management and financial performance; (g) provide financial monitoring services respecting first nation financial management and financial performance;	49. Le Conseil a pour mission : a) d'aider les premières nations à développer la capacité nécessaire au respect de leurs engagements en matière de gestion financière; b) d'aider les premières nations à traiter avec les autres autorités administratives en matière de gestion financière, notamment dans les domaines de la reddition de comptes et de la responsabilité fiscale partagée; c) d'aider les premières nations à développer, mettre en oeuvre et améliorer les liens financiers avec les institutions financières, les éventuels associés et les autorités administratives pour assurer le développement économique et social des premières nations; d) de mettre au point et d'appuyer l'application de critères généraux à l'égard de l'établissement de cotes de crédit pour les premières nations; e) de fournir des services d'examen et de vérification en matière de gestion financière des premières nations;	Mission
---------	--	---	---------

- (h) provide co-management and third-party management services; and

(i) provide advice, policy research and review and evaluative services on the development of fiscal arrangements between first nations' governments and other governments.
- f) de fournir des services d'évaluation et de certification en matière de gestion et de rendement financiers des premières nations;

g) de fournir des services de surveillance en matière de gestion et de rendement financiers des premières nations;

h) de fournir des services de cogestion et de gestion des recettes locales;

i) de fournir des services de recherche en matière d'orientations, des services d'examen et d'évaluation ainsi que des conseils concernant l'élaboration des arrangements fiscaux entre les premières nations et les autres autorités administratives.

FUNCTIONS AND POWERS

ATTRIBUTIONS

- Review of financial management system

50. (1) On the request of the council of a first nation, the Board may review the first nation's financial management system or financial performance for compliance with the standards established under subsection 55(1).

Examen des méthodes
- Report

(2) On completion of a review under subsection (1), the Board shall provide to the first nation a report setting out

Rapport
- Certificate

(a) the scope of the review undertaken; and

(b) an opinion as to the extent to which the first nation was in compliance with the standards.

(3) If after completing a review under subsection (1) the Board is of the opinion that the first nation was in compliance with the standards, it shall issue to the first nation a certificate to that effect.

Délivrance du certificat
- Revocation of certificate

(4) The Board may, on giving notice to a council, revoke a certificate issued under subsection (3) if, on the basis of financial or other information available to the Board, it is of the opinion that the basis upon which the certificate was issued has materially changed.

Révocation
- Form and content

(5) The Board may determine the form and content of certificates issued under subsection (3), including any restrictions as to the purposes for which, and the persons by whom, they are intended to be used.

Forme et contenu
50. (1) Le Conseil peut, sur demande du conseil d'une première nation, procéder à l'examen du régime de gestion financière ou du rendement financier de celle-ci pour décider s'il est conforme aux normes établies au titre du paragraphe 55(1).

(2) À l'issue de son examen, le Conseil présente à la première nation un rapport où il expose :

a) l'étendue de son examen;

b) son avis sur la mesure dans laquelle la première nation se conforme aux normes.

(3) S'il est convaincu que la première nation se conforme aux normes, le Conseil lui délivre un certificat en ce sens.

(4) Le Conseil peut, par un avis transmis au conseil de la première nation, révoquer un certificat si, sur la foi des renseignements financiers ou autres qui sont à sa disposition, il est d'avis que les facteurs sur lesquels se fondait la délivrance du certificat ont changé de façon importante.

(5) Il peut établir la forme et le contenu du certificat et prévoir, notamment, toute restriction relative aux fins et aux personnes auxquelles il est destiné.



Remedial measures required	(6) If a borrowing member's certificate is revoked, the borrowing member shall, without delay, take any measures required to re-establish its certification.	(6) Si la première nation dont le certificat est révoqué a la qualité de membre emprunteur, celle-ci est tenue de prendre sans délai les mesures nécessaires pour que le certificat soit rétabli.	Obligation de prendre des mesures de redressement
Opinion final	(7) An opinion of the Board referred to in this section is final and conclusive and is not subject to appeal.	(7) La décision du Conseil prise dans le cadre du présent article est définitive et sans appel.	5 Caractère définitif
Required intervention	51. On receipt of a notice from the First Nations Tax Commission under paragraph 33(3)(b) or from the First Nations Finance Authority under subsection 86(4), the Board shall either require the first nation to enter into a co-management arrangement in accordance with section 52 or assume third-party management of the first nation's local revenues in accordance with section 53, as the Board sees fit.	51. Sur réception de l'avis visé à l'alinéa 33(3)b) ou au paragraphe 86(4), le Conseil doit soit exiger de la première nation qu'elle conclue avec lui un arrangement de cogestion en conformité avec l'article 52, soit prendre en charge la gestion des recettes locales en conformité avec l'article 53.	10 Intervention requise 15
Imposed co-management	52. (1) The Board may, on giving notice to the council of a first nation, require the first nation to enter into a co-management arrangement in respect of the first nation's local revenues, including its local revenue account, (a) if, in the opinion of the Board, there is a serious risk that the first nation will default on an obligation to the First Nations Finance Authority; or (b) on receipt of a request or demand to do so under paragraph 33(3)(b) or subsection 86(4).	52. (1) Le Conseil peut, par un avis transmis au conseil de la première nation, exiger d'elle qu'elle conclue avec lui un arrangement de cogestion de ses recettes locales, notamment de son compte de recettes locales, dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) à son avis, il existe un risque grave que la première nation sera en défaut de s'acquitter d'une obligation envers l'Administration financière des premières nations; b) il a reçu une demande en ce sens aux termes de l'alinéa 33(3)b) ou du paragraphe 86(4).	Conclusion d'un arrangement de cogestion 20 25
Powers	(2) Under a co-management arrangement, the Board may (a) recommend amendments to a law of the first nation made under this Act; (b) recommend changes to the first nation's expenditures or budgets; (c) recommend improvements to the first nation's financial management system; (d) recommend changes to the delivery of programs and services; (e) order that expenditures of local revenues of the first nation be approved by, or paid with cheques co-signed by, a manager appointed by the Board; and	(2) Le Conseil peut, dans le cadre d'un arrangement de cogestion : a) recommander à la première nation de modifier ses textes législatifs pris en vertu de la présente loi; b) lui recommander de modifier ses dépenses ou ses budgets; c) lui recommander d'améliorer son régime de gestion financière; d) lui recommander de modifier les programmes et services; e) lui ordonner de faire approuver ses dépenses de recettes locales par l'administrateur nommé par le Conseil ou de payer avec des chèques cosignés par celui-ci;	Pouvoirs 30 35 40

(f) exercise any powers delegated to the Board under a law of the first nation or under an agreement between the first nation and the Board or the first nation and the First Nations Finance Authority.

5

f) exercer tout autre pouvoir qui lui est délégué par un texte législatif de la première nation ou par un accord entre la première nation et lui ou entre la première nation et l'Administration financière des premières nations.

5

Termination by Board

(3) The Board may terminate a co-management arrangement with a first nation on giving notice to its council that the Board is of the opinion that

(a) there is no longer a serious risk that the 10 first nation will default on an obligation to the First Nations Finance Authority;

(b) where the first nation was in default of a payment obligation to the First Nations Finance Authority, the first nation has 15 remedied the default;

(c) a co-management arrangement requested or demanded under paragraph 33(3)(b) or subsection 86(4) is no longer required; or

(d) third-party management of the first 20 nation's local revenues is required.

(3) Le Conseil peut mettre fin à un arrangement de cogestion en avisant le conseil de la première nation que, à son avis :

Fin de l'arrangement

a) soit il n'existe plus de risque grave que la 10 première nation sera en défaut de s'acquitter d'une obligation envers l'Administration financière des premières nations;

b) soit, dans le cas où elle était en défaut relativement à une obligation de paiement 15 envers l'Administration financière des premières nations, la première nation a remédié au défaut;

c) soit l'arrangement prévu à l'alinéa 33(3)b) ou au paragraphe 86(4) n'est plus nécessaire; 20

d) soit la prise en charge de la gestion des recettes locales en vertu de l'article 53 est nécessaire.

Opinion final

(4) An opinion given by the Board under this section is final and conclusive and is not subject to appeal.

(4) L'avis exprimé par le Conseil au titre du présent article est définitif et sans appel.

Caractère définitif 25

Notice

(5) The Board shall advise the First Nations 25 Finance Authority and the First Nations Tax Commission of the commencement or termination of a co-management arrangement.

(5) Le Conseil avise l'Administration financière des premières nations et la Commission de la fiscalité des premières nations de la mise en oeuvre d'un arrangement de cogestion ou de la cessation de celui-ci.

Avis 30

Third-party management

53. (1) The Board may, on giving notice to the council of a first nation and to the Minister, 30 assume management of the first nation's local revenues, including its local revenue account,

53. (1) Le Conseil peut, par un avis transmis au conseil de la première nation et au ministre, prendre en charge la gestion des recettes locales, notamment le compte de recettes locales, de la première nation dans les cas suivants :

Gestion par le Conseil 35

(a) if, in the opinion of the Board, a co-management arrangement under section 52 has not been effective; 35

a) à son avis, un arrangement de cogestion a échoué;

(b) if, in the opinion of the Board, there is a serious risk that the first nation will default on an obligation to the First Nations Finance Authority; or

b) à son avis, il existe un risque grave que la première nation sera en défaut de s'acquitter d'une obligation envers l'Administration 40 financière des premières nations;

(c) on receipt of a request or demand to do so 40 under paragraph 33(3)(b) or subsection 86(4).

c) il a reçu une demande en ce sens aux termes de l'alinéa 33(3)b) ou du paragraphe 86(4).

## Powers

(2) If the Board assumes third-party management of the local revenues of a first nation, the Board has the exclusive right to

- (a) subject to subsection (3), act in the place of the council of the first nation to make laws under paragraphs 5(1)(a) to (f);
- (b) act in the place of the council of the first nation under laws made under paragraphs 5(1)(a) to (e) and manage the first nation's local revenue account, including any necessary borrowing;
- (c) provide for the delivery of programs and services that are paid for out of local revenues;
- (d) assign rights or interests under subsection 5(7); and
- (e) exercise any powers delegated to the Board under a law of the first nation or an agreement between the first nation and the Board or between the first nation and the First Nations Finance Authority.

## Consent of council required

(3) The Board shall not make a law under paragraph 5(1)(f) that delegates a power to a person or body to whom a power was not delegated at the time the Board assumed third-party management of the local revenues of a first nation, unless the council of the first nation gives its consent.

## Prohibition

(4) The council of the first nation shall not, during the time that the board assumes third-party management of the first nation's local revenues, repeal any law made under paragraph 5(1)(g).

## Review every six months

(5) Where the Board has assumed third-party management of a first nation's local revenues, it shall review the need for third-party management at least once every six months and advise the First Nations Finance Authority, the First Nations Tax Commission and the council of the first nation of the results of its review.

## Termination by Board

(6) The Board may terminate third-party management of a first nation's local revenues, on giving notice to the council of the first nation, if

(2) S'il prend en charge une telle gestion, le Conseil a le pouvoir exclusif:

- a) sous réserve du paragraphe (3), d'agir à la place du conseil pour prendre des textes législatifs en vertu des alinéas 5(1)a) à f);
- b) d'agir à la place du conseil de la première nation sous le régime des textes législatifs pris en vertu des alinéas 5(1)a) à e) et de gérer le compte de recettes locales, y compris emprunter les fonds nécessaires;
- c) de prévoir la mise en oeuvre de programmes et la fourniture de services financés par les recettes locales;
- d) de céder des droits ou des intérêts en application du paragraphe 5(7);
- e) d'exercer tout pouvoir qui lui est délégué par un texte législatif de la première nation ou par un accord entre la première nation et lui ou entre la première nation et l'Administration financière des premières nations.

## Pouvoirs

## Délégation

(3) Le consentement du conseil de la première nation est nécessaire pour la prise par le Conseil d'un texte législatif en vertu de l'alinéa 5(1)f) qui prévoit des délégués autres que ceux qui sont nommés dans le texte législatif pris par le conseil de la première nation avant la mise en oeuvre de la gestion par le Conseil.

## Restriction

(4) Tant que dure la prise en charge par le Conseil de la gestion des recettes locales de la première nation, le conseil de celle-ci ne peut abroger un texte législatif pris en vertu de l'alinéa 5(1)g).

## Examen semestriel

(5) S'il prend en charge une telle gestion, le Conseil en reconsidère le maintien au moins une fois tous les six mois et fait part de ses conclusions à la Commission de la fiscalité des premières nations, à l'Administration financière des premières nations et au conseil de la première nation.

(6) Le Conseil peut mettre fin à sa gestion, sur avis transmis au conseil de la première nation, si, selon le cas :

## Fin de la gestion par le Conseil

- a) à son avis, il n'existe plus de risque grave que la première nation sera en défaut de s'acquitter d'une obligation envers l'Admi-





	(a) the submission for approval and approval of laws made under section 9;	a) la présentation pour l'agrément et l'agrément des textes législatifs pris en vertu de l'article 9;	
	(b) the issuance of a certificate under subsection 50(3); and	b) l'obtention du certificat visé au paragraphe 50(3);	5
	(c) the implementation or termination of a co-management arrangement or third-party management of a first nation's local revenues.	c) la mise en oeuvre ou la cessation d'un arrangement de cogestion ou de la gestion des recettes locales par celui-ci.	

Statutory Instruments Act	(3) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to a standard established under subsection (1) or a procedure established under subsection (2).	(3) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux normes établies en vertu du paragraphe (1) ni à la procédure établie en vertu du paragraphe (2).	Loi sur les textes réglementaires 10
---------------------------	---	--	--------------------------------------

First Nations Gazette	(4) All laws made under section 9 and approved by the Board and all standards established by the Board under subsection (1) shall be published in the <i>First Nations Gazette</i> .	(4) Les textes législatifs en matière de gestion financière agréés par le Conseil et les normes établies en vertu du paragraphe (1) sont publiés dans la <i>Gazette des premières nations</i> .	Gazette des premières nations 15
-----------------------	--	---	----------------------------------

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations	<b>56.</b> The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made having regard to any representations by the Board, make regulations	<b>56.</b> Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre et après que celui-ci a pris en compte les observations du Conseil à cet égard :	Règlements 20
	(a) respecting the implementation of a co-management arrangement or third-party management of a first nation's local revenues, including the obligations of affected first nations to provide access to financial records; and	a) régir la mise en oeuvre d'un arrangement de cogestion ou de la gestion des recettes locales par le Conseil, notamment l'obligation des premières nations de fournir l'accès aux documents comptables;	25
	(b) fixing fees that the Board may charge for services, including fees to first nations for co-management and third-party management services, and the manner in which the fees may be recovered.	b) fixer les droits que peut imposer le Conseil relativement à la prestation de services, notamment les droits imposés aux premières nations pour les services de cogestion et de gestion des recettes locales par le Conseil, ainsi que les modalités de leur recouvrement.	30

PART 4

PARTIE 4

FIRST NATIONS FINANCE AUTHORITY

ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions	<b>57.</b> The following definitions apply in this Part.	<b>57.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"Authority" « Administration »	"Authority" means the First Nations Finance Authority.	« Administration » L'Administration financière des premières nations.	« Administration » "Authority"

“investing member” « membre investisseur »	“investing member” means a first nation that has invested in a short-term investment pool managed by the Authority.	« membre » Membre emprunteur ou membre investisseur.	« membre » “member”
“long-term loan” « prêt à long terme »	“long-term loan” means a loan the term of which is one year or longer.	« membre investisseur » Première nation qui a investi dans un fonds commun de placements à court terme géré par l’Administration.	« membre investisseur » “investing member”
“member” « membre »	“member” means a borrowing member or investing member.	« prêt à court terme » Prêt dont la durée est inférieure à un an.	« prêt à court terme » “short-term loan”
“property tax revenues” « recettes fiscales foncières »	“property tax revenues” means moneys raised under a law made under paragraph 5(1)(a).	« prêt à long terme » Prêt dont la durée est égale ou supérieure à un an.	« prêt à long terme » “long-term loan”
“representative” « représentant »	“representative”, in respect of a first nation that is a member, means the chief or a councillor of the first nation who is designated as a representative by a resolution of its council.	« recettes fiscales foncières » Recettes perçues au titre d’un texte législatif pris en vertu de l’alinéa 5(1)a.	« recettes fiscales foncières » “property tax revenues”
“security” « titre »	“security” means a security of the Authority issued under paragraph 75(1)(b).	« représentant » S’agissant d’une première nation qui a la qualité de membre, chef ou conseiller de la première nation désigné comme représentant par résolution du conseil de celle-ci.	« représentant » “representative”
“short-term loan” « prêt à court terme »	“short-term loan” means a loan the term of which is less than one year.	« titre » Titre émis par l’Administration en vertu de l’alinéa 75(1)b.	« titre » “security”

#### ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF AUTHORITY

Establishment	<b>58.</b> There is hereby established a non-profit corporation without share capital, to be known as the First Nations Finance Authority.	20
Membership	<b>59.</b> The members of the Authority shall be its borrowing members and investing members.	
Not agent of Her Majesty	<b>60.</b> (1) The Authority is not an agent of Her Majesty or a Crown corporation within the meaning of the <i>Financial Administration Act</i> , and its officers and employees are not part of the public service of Canada.	25
No guarantees	(2) No person shall give a guarantee on behalf of Her Majesty for the discharge of an obligation or liability of the Authority.	30
Board of Directors	<b>61.</b> (1) The Authority shall be managed by a board of directors, consisting of from 5 to 11 directors, including a Chairperson and Deputy Chairperson.	

#### CONSTITUTION ET ORGANISATION

<b>58.</b> Est constituée l’Administration financière des premières nations, personne morale sans but lucratif et sans capital-actions.	20	Constitution
<b>59.</b> Sont membres de l’Administration les membres emprunteurs et les membres investisseurs.	25	Membres
<b>60.</b> (1) L’Administration n’est pas mandataire de Sa Majesté et n’est pas une société d’État au sens de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ; son personnel ne fait pas partie de l’administration publique fédérale.	30	Statut
(2) Il ne peut être accordé de garantie au nom de Sa Majesté pour l’exécution d’une obligation de l’Administration.	30	Interdiction de garanties
<b>61.</b> (1) L’Administration est dirigée par un conseil d’administration composé de cinq à onze administrateurs, dont le président et le vice-président.	35	Conseil d’administration



Nomination of directors	(2) A representative of a borrowing member may nominate  (a) a representative of a borrowing member for election as Chairperson or Deputy Chairperson; and  (b) any representative for election as a director other than the Chairperson or Deputy Chairperson.	(2) Tout représentant d'un membre emprunteur peut proposer :  a) la candidature d'un représentant d'un membre emprunteur à l'élection des postes de président ou de vice-président;  b) la candidature de tout représentant à l'élection d'un poste d'administrateur autre que les postes de président ou de vice-président.	Mise en candidature
Election of directors	(3) Directors shall be elected by representatives of borrowing members.	(3) Les administrateurs sont élus par les 10 représentants des membres emprunteurs.	Élection des administrateurs
Function of Deputy Chairperson	<b>62.</b> In the event of the absence or incapacity of the Chairperson, or if the office of Chairperson is vacant, the Deputy Chairperson shall assume the duties and functions of the Chairperson.	<b>62.</b> En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.	Intérim de la présidence
Term of office	<b>63.</b> (1) Directors shall hold office on a part-time basis for a term of one year.	<b>63.</b> (1) Les administrateurs exercent leurs 15 fonctions à temps partiel et leur mandat est d'une durée d'un an.	Mandat
Additional terms	(2) A director is eligible to be re-elected for a second or subsequent term of office.	(2) Le mandat des administrateurs est renouvelable.	Nouveau mandat
Ceasing to be director	(3) A person ceases to be a director when (a) the person ceases to hold office as a chief or councillor of a first nation that is a borrowing member or investing member; (b) the person's designation as a representative of a borrowing member or investing member is revoked by a resolution of the council of that first nation; or (c) the person is removed from office before the expiry of the term of the appointment by a special resolution of the board of directors.	(3) L'administrateur cesse d'occuper son 20 poste dans l'une ou l'autre des situations suivantes :  a) il cesse d'être chef ou conseiller d'une première nation qui est un membre emprunteur ou un membre investisseur;  b) sa désignation comme représentant est révoquée par résolution du conseil de la première nation;  c) il est révoqué avant l'expiration de son mandat par résolution extraordinaire du 30 conseil d'administration.	Fin du mandat
Quorum	<b>64.</b> Two thirds of the directors constitute a quorum at any meeting of the board of directors.	<b>64.</b> Le quorum aux réunions du conseil d'administration est constitué par les deux tiers des administrateurs.	Quorum
Majority vote	<b>65.</b> Decisions by the board of directors shall be made by a majority vote of the directors present.	<b>65.</b> Les décisions du conseil d'administration 35 se prennent à la majorité des administrateurs présents.	Vote à la majorité
Canada Corporations Act	<b>66.</b> (1) The <i>Canada Corporations Act</i> does not apply to the Authority.	<b>66.</b> (1) La <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> ne s'applique pas à l'Administration.	Loi sur les corporations canadiennes

(2) The following provisions of the *Canada Business Corporations Act* apply, with any modifications that the circumstances require, to the Authority and its directors, members, officers and employees as if the Authority were a corporation incorporated under that Act, this Part were its articles of incorporation and its members were its shareholders:

- (a) subsection 15(1) (capacity of a natural person); 10
- (b) section 16 (by-law not required to confer powers on Authority, restriction on powers of Authority, and validity of acts of Authority);
- (c) subsection 21(1) (access to Authority's records by members and creditors); 15
- (d) section 23 (corporate seal not needed to validate instrument);
- (e) subsections 103(1) to (4) (powers of directors to make and amend by-laws, member approval of by-laws and effective 20 date of by-laws);
- (f) subsection 105(1) (qualifications of directors);
- (g) subsection 108(2) (resignation of director); 25
- (h) section 110 (right of director to attend members' meetings and statements by retiring directors);
- (i) subsection 114(1) (place of directors' meetings); 30
- (j) section 116 (validity of acts of directors and officers);
- (k) section 117 (validity of directors' resolutions not passed at meeting);
- (l) subsections 119(1) and (4) (liability of 35 directors);
- (m) section 120 (conflict of interests of directors);
- (n) section 123 (directors' dissents);
- (o) section 124 (directors' indemnity); 40
- (p) section 155 (financial statements);
- (q) section 158 (approval of financial statements by directors);

(2) Les dispositions ci-après de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'Administration et à ses administrateurs, membres, dirigeants et employés comme si elle avait 5 été constituée en vertu de cette loi, que la présente partie constituait ses statuts et que ses membres étaient ses actionnaires :

- a) paragraphe 15(1) (capacité d'une personne physique); 10
- b) article 16 (non-nécessité d'un règlement administratif pour conférer des pouvoirs à l'Administration, restriction des pouvoirs de l'Administration et validité de ses actes);
- c) paragraphe 21(1) (accès aux livres de 15 l'Administration par les membres et les créanciers);
- d) article 23 (validité des documents de l'Administration malgré l'absence du sceau);
- e) paragraphes 103(1) à (4) (pouvoir des 20 administrateurs de prendre et de modifier des règlements administratifs, approbation de ceux-ci par les membres et date d'entrée en vigueur des règlements administratifs);
- f) paragraphe 105(1) (qualités des adminis- 25 trateurs);
- g) paragraphe 108(2) (démission d'un administrateur);
- h) article 110 (droit des administrateurs d'assister aux réunions des membres et 30 déclarations des administrateurs sortants);
- i) paragraphe 114(1) (lieu des réunions des administrateurs);
- j) article 116 (validité des actes des adminis- trateurs et des dirigeants); 35
- k) article 117 (validité des résolutions des administrateurs non adoptées pendant la réunion);
- l) paragraphes 119(1) et (4) (responsabilité des administrateurs); 40
- m) article 120 (conflits d'intérêts des administrateurs);
- n) article 123 (dissidence des administra- teurs);

- (r) section 159 (sending financial statements to members before annual meeting);
- (s) sections 161 and 162 (qualifications and appointment of auditor);
- (t) section 168 (rights and duties of auditor); 5
- (u) section 169 (examination by auditor);
- (v) section 170 (auditor's right to information);
- (w) subsections 171(3) to (9) (duty and administration of audit committee and penalty for failure to comply);
- (x) section 172 (qualified privilege in defamation for auditor's statements); and
- (y) subsections 257(1) and (2) (certificates of Authority as evidence). 15
- o) article 124 (indemnisation des administrateurs);
- p) article 155 (états financiers);
- q) article 158 (approbation des états financiers par les administrateurs); 5
- r) article 159 (envoi des états financiers aux membres avant l'assemblée annuelle);
- s) articles 161 et 162 (qualifications et nomination du vérificateur);
- t) article 168 (droits et obligations du vérificateur); 10
- u) article 169 (examen par le vérificateur);
- v) article 170 (droit du vérificateur à l'information);
- w) paragraphes 171(3) à (9) (obligations et administration du comité de vérification et infraction); 15
- x) article 172 (immunité relative en ce qui concerne les déclarations du vérificateur);
- y) paragraphes 257(1) et (2) (force probante d'un certificat de l'Administration). 20

Remuneration of directors

**67.** Directors shall be paid a fee for attendance at meetings of the board of directors, as fixed by the by-laws of the Authority.

**67.** Les administrateurs reçoivent pour leur présence aux réunions du conseil d'administration les honoraires fixés par les règlements administratifs de l'Administration. 25

Rémunération des administrateurs

Duty of care

**68.** (1) The directors and officers of the Authority in exercising their powers and performing their duties shall 20

**68.** (1) Les administrateurs et dirigeants de l'Administration doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir :

Obligation générale des administrateurs et dirigeants

- (a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Authority; and
- (b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances. 25

- a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de l'Administration; 30
- b) avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente et avisée.

Limit of liability

(2) Directors and officers are not liable for a failure to comply with subsection (1) if they rely in good faith on

(2) N'est pas engagée, du fait de ne pas avoir respecté le paragraphe (1), la responsabilité de l'administrateur qui s'appuie de bonne foi sur : 35

Limite de responsabilité

- (a) a written report of the auditor of the Authority or financial statements represented by an officer of the Authority as fairly reflecting the financial condition of the Authority; or

- a) des états financiers de l'Administration présentant sincèrement la situation de celle-ci, selon l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur; 40



(b) a report of a lawyer, notary, accountant, engineer, appraiser or other person whose position or profession lends credibility to a statement made by that person.

b) les rapports de personnes dont les déclarations sont dignes de foi en raison de leur profession ou de leur situation, notamment les avocats, les notaires, les comptables, les ingénieurs et les estimateurs.

President **69.** (1) The board of directors shall appoint a President to act as the chief executive officer of the Authority.

5 **69.** (1) Le conseil d'administration nomme le président-directeur général de l'Administration; celui-ci est le premier dirigeant de l'Administration.

Président

Other staff (2) The President may employ any other officers and employees that are necessary to conduct the work of the Authority.

(2) Le président-directeur général peut engager le personnel nécessaire à la conduite des 10 activités de l'Administration.

Personnel

Annual general meeting **70.** The Authority shall hold an annual general meeting of representatives for the purpose of

**70.** L'Administration tient une assemblée générale annuelle des représentants pour :

Assemblée générale annuelle

- (a) presenting the annual report and audited financial statements of the Authority;
- (b) electing the board of directors; and
- (c) dealing with any other business of the Authority that may be presented by the board of directors.

- a) la présentation du rapport d'activités et des états financiers;
- b) l'élection des administrateurs;
- c) les autres questions prévues par les administrateurs.

By-laws **71.** The board of directors may make by-laws

**71.** Le conseil d'administration peut établir des règlements administratifs :

Règlements administratifs

- (a) respecting the calling and conduct of meetings of the board, including the holding of meetings by teleconference;
- (b) fixing the fees to be paid to directors for attendance at meetings of the board and the reimbursement of reasonable travel and living expenses to directors;
- (c) respecting the duties and conduct of the directors, officers and employees of the Authority and the terms and conditions of employment and of the termination of employment of officers and employees of the Authority;
- (d) respecting the signing and sealing of securities and interest coupons issued by the Authority; and
- (e) generally for the conduct and management of the affairs of the Authority.

- a) concernant la convocation de ses réunions et le déroulement de celles-ci, y compris par téléconférence;
- b) fixant les honoraires des administrateurs pour leur présence à ses réunions, ainsi que le remboursement de leurs frais raisonnables de déplacement et de séjour;
- c) concernant les obligations des administrateurs et celles du personnel ainsi que, pour ce dernier, les conditions et les modalités de cessation d'emploi;
- d) concernant les formalités de signature et d'apposition de sceau à suivre pour les titres et coupons d'intérêt émis par l'Administration;
- e) régissant, d'une façon générale, l'exercice des activités de l'Administration.

Head office **72.** The head office of the Authority shall be on reserve lands at a location determined by the board of directors.

**72.** Le siège de l'Administration est situé sur des terres de réserve, à un lieu choisi par le conseil d'administration.

Siège

Annual budget

**73.** At the beginning of every year, the President shall prepare an annual budget of the Authority and present it to the board of directors for approval.

**73.** Au début de chaque année, le président-directeur général prépare le budget et le présente au conseil d'administration pour approbation.

Budget annuel

## PURPOSES

## MISSION

Mandate

**74.** The purposes of the Authority are to

(a) secure for its borrowing members, through the use of property tax revenues,

(i) long-term financing of capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands,

(ii) lease financing of capital assets for the provision of local services on reserve lands, or

(iii) short-term financing to meet cash-flow requirements for operating or capital purposes under a law made under paragraph 5(1)(b), or to refinance a short-term debt incurred for capital purposes;

(b) secure for its borrowing members, through the use of other revenues prescribed by regulation, financing for any purpose prescribed by regulation;

(c) secure the best possible credit terms for its borrowing members;

(d) provide investment services to its members and first nations organizations; and

(e) provide advice regarding the development of long-term financing mechanisms for first nations.

**74.** L'Administration a pour mission :

a) de trouver pour ses membres emprunteurs, par l'utilisation de recettes fiscales foncières :

(i) du financement à long terme pour les infrastructures destinées à la prestation de services locaux sur les terres de réserve,

(ii) du financement-location d'immobilisations pour la prestation de services locaux sur les terres de réserve,

(iii) du financement à court terme pour couvrir les besoins de flux de trésorerie prévus aux textes législatifs pris en vertu de l'alinéa 5(1)b) ou pour refinancer une dette à court terme à des fins d'immobilisation;

b) de trouver pour ses membres emprunteurs, par l'utilisation d'autres recettes réglementaires, du financement à toute fin prévue par règlement;

c) de trouver les meilleures conditions possibles de crédit pour ses membres emprunteurs;

d) de fournir des services de placement à ses membres et aux organismes des premières nations;

e) de donner des conseils sur l'élaboration par les premières nations de mécanismes de financement à long terme.

Mission

## FUNCTIONS AND POWERS

## ATTRIBUTIONS

Powers of board of directors

**75.** (1) For the purposes of this Part, the board of directors may by resolution

(a) borrow money in an amount authorized by the resolution;

(b) issue securities of the Authority;

(c) lend securities to generate income, if the loan is fully secured;

(d) enter into agreements for risk management purposes, including swaps; and

**75.** (1) Le conseil d'administration peut, pour l'application de la présente partie et par résolution :

a) emprunter les sommes qu'autorise la résolution;

b) émettre des titres de l'Administration;

c) prêter les titres pour augmenter les revenus, à la condition que le prêt soit entièrement garanti;

Pouvoirs du conseil

35

- (e) provide for
- (i) payments related to the issuance of securities,
  - (ii) the registration, transfer, management and redemption of securities, 5
  - (iii) the re-issuance, reinstatement or other disposition of lost, stolen, destroyed or damaged securities or interest coupons,
  - (iv) the examination, cancellation or destruction of securities and of materials used 10 in their production, or
  - (v) the timing of the issuance of securities.
- d) conclure des contrats pour la gestion des risques, y compris des contrats de swap;
- e) prévoir :
- (i) les paiements à effectuer à l'émission des titres, 5
  - (ii) l'enregistrement, le transfert, la gestion et le rachat des titres,
  - (iii) la réémission, le rétablissement ou toute autre forme de disposition des titres ou coupons d'intérêt perdus, volés, détruits 10 ou abîmés,
  - (iv) l'examen, l'annulation ou la destruction des titres et des matériaux utilisés pour leur production,
  - (v) le moment où les titres seront émis. 15

Security  
issuance  
requirements

- (2) A resolution respecting the issuance of securities shall set out
- (a) the rate of interest; 15
  - (b) the time and place of repayment of principal and interest; and
  - (c) the currency in which repayment of principal and interest will be made.
- (2) La résolution relative à l'émission de titres indique :
- a) le taux d'intérêt;
  - b) les date et lieu du remboursement du capital et du paiement des intérêts; 20
  - c) la devise dans laquelle se font le remboursement du capital et le paiement des intérêts.

Teneur de la  
résolution

Security  
issuance  
resolutions

- (3) A resolution respecting the issuance of securities may provide that
- (a) the securities are to be redeemable in advance of maturity at a time and price set out in the resolution;
  - (b) all or any part of the securities may be 25 paid, refunded or renewed;
  - (c) the securities are to be issued in an amount sufficient to realize the amount of any securities called in and paid before maturity, for a term not longer than the remainder of 30 the term of the securities called in and paid; or
  - (d) the securities and any interest coupons attached to them are to be in the form set out in the resolution, and are to be exchangeable 35 for other securities of the same issue on any terms and conditions set out in the resolution.
- (3) La résolution peut aussi prévoir ce qui suit :
- a) les titres sont rachetables avant échéance 25 au moment et au prix qui y sont fixés;
  - b) les titres peuvent être remboursés ou renouvelés en tout ou en partie;
  - c) les titres sont émis pour un montant suffisant pour couvrir le montant des titres 30 remboursés par anticipation et viennent à échéance au plus tard à la date que portaient les titres remboursés par anticipation;
  - d) les titres et les coupons d'intérêt sont dans la forme qui y est fixée et doivent être 35 échangeables pour des titres de la même émission aux conditions qui y sont établies.

Teneur possible  
de la résolution

Amount of issue

- (4) The Authority may issue securities the principal amounts of which, after payment of any discount and the costs of issue and sale, will 40
- (4) L'Administration peut émettre des titres dont le capital permettra de réaliser, après paiement de l'escompte et des frais d'émission 40

Montant de  
l'émission



realize the net amount authorized by the board of directors in a resolution made under paragraph (1)(a).

(5) A declaration in a resolution authorizing the issuance of securities that it is necessary to issue securities in the principal amount authorized in order to realize the net amount authorized is conclusive evidence of that fact.

(6) The board of directors may sell securities at their par value or at other than par value.

(7) The board of directors may delegate its powers under this section to a committee of directors and officers of the Authority, subject to any limitations that the board of directors may impose.

76. (1) A first nation may apply to the Authority to become a borrowing member.

(2) The Authority shall accept a first nation as a borrowing member only if the First Nations Financial Management Board has issued to the first nation a certificate under subsection 50(3) and has not subsequently revoked it.

77. A first nation may cease to be a borrowing member only with the consent of all other borrowing members.

78. (1) The Authority has a priority over all other creditors of a first nation that is insolvent, for any moneys that are authorized to be paid to the Authority under a law made under paragraph 5(1)(b) or (d).

(2) For greater certainty, subsection (1) does not apply to Her Majesty.

79. The Authority shall not make a long-term loan to a borrowing member for the purpose of financing capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands unless

(a) the First Nations Tax Commission has approved a law made by the borrowing member under paragraph 5(1)(d); and

et de vente, les sommes nettes autorisées par la résolution adoptée pour l'application de l'alinéa (1)a).

(5) La déclaration faite dans la résolution autorisant l'émission de titres et énonçant que le montant du capital qui y est fixé est nécessaire pour réaliser la somme nette est une preuve concluante de ce fait.

(6) Le conseil d'administration peut vendre des titres à leur valeur nominale ou pour une autre somme.

(7) Le conseil d'administration peut déléguer, aux conditions qu'il fixe, les pouvoirs que lui confère le présent article à un comité d'administrateurs et de dirigeants.

76. (1) Toute première nation peut demander à devenir membre emprunteur.

(2) L'Administration ne peut accepter une première nation comme membre emprunteur que si le Conseil de gestion financière des premières nations lui a délivré le certificat prévu au paragraphe 50(3) et ne l'a pas révoqué.

77. Une première nation ne peut perdre la qualité de membre emprunteur qu'avec le consentement de tous les autres membres emprunteurs.

78. (1) L'Administration a priorité sur tout autre créancier d'une première nation qui est insolvable pour les sommes qu'un texte législatif pris en vertu des alinéas 5(1)b) ou d) autorise à lui verser.

(2) Il est entendu que le paragraphe (1) ne s'applique pas à Sa Majesté.

79. L'Administration ne peut consentir à un membre emprunteur un prêt à long terme dont l'objet est lié à un projet d'infrastructure destiné à la prestation de services locaux sur les terres de réserve que si les conditions suivantes sont réunies :

a) la Commission de la fiscalité des premières nations a agréé un texte législatif du membre emprunteur pris en vertu de l'alinéa 5(1)d);

Declaration  
conclusive

Sale price

Delegation

Application to  
become  
borrowing  
member

Criteria

Ceasing to be a  
borrowing  
member

Priority

Debts to the  
Crown

Limitations —  
infrastructure  
loans

Caractère  
définitif

Prix de vente

Délégation

Demande

Critères  
d'acceptation

Perte de la  
qualité de  
membre  
emprunteur

Priorité

Dettes envers Sa  
Majesté

Restrictions  
relatives aux  
prêts

(b) the loan is to be paid out of the property tax revenues of the borrowing member in priority to other creditors of the borrowing member.

b) le prêt est à rembourser sur les recettes fiscales foncières avant les créances des autres créanciers du membre.

Restriction on financing	80. A borrowing member shall not obtain long-term financing secured by property tax revenues from any person other than the First Nations Finance Authority.	5	80. Le membre emprunteur ne peut obtenir de financement à long terme garanti par les recettes fiscales foncières qu'auprès de l'Administration financière des premières nations.	5	Exclusivité
Limitations -- short-term loans	81. The Authority shall not make a short-term loan to a borrowing member for a purpose described in subparagraph 74(a)(iii) unless the loan is made in anticipation of local revenues of the borrowing member set out in a law made under paragraph 5(1)(b).	10	81. L'Administration ne peut consentir un prêt à court terme à un membre emprunteur dans le cadre du sous-alinéa 74a)(iii) que si l'emprunt repose sur l'anticipation de recettes locales prévues dans un texte législatif pris par le membre en vertu de l'alinéa 5(1)b).	10	Restrictions relatives aux prêts à court terme
Sinking fund	82. (1) The Authority shall establish a sinking fund, or any other system of repayment prescribed by regulation, to fulfil its repayment obligations to the holders of each security issued by the Authority.	15	82. (1) L'Administration doit constituer un fonds d'amortissement — ou un autre moyen de remboursement prévu par règlement — en vue du remboursement des sommes dues aux détenteurs de chacun de ses titres.	15	Fonds d'amortissement
Separate accounts	(2) Where a sinking fund is established, a separate sinking fund account shall be kept for each borrowing member participating in a security issued by the Authority.	20	(2) Dans les cas où un fonds d'amortissement est constitué, un compte distinct doit être maintenu pour chaque membre emprunteur participant au titre émis.	20	Comptes distincts
Sinking fund investments	(3) Funds in a sinking fund may be invested only in (a) securities issued or guaranteed by Canada or a province; (b) securities of a local, municipal or regional government in Canada; (c) investments guaranteed by a bank, trust company or credit union; or (d) deposits in a bank or trust company in Canada or non-equity or membership shares in a credit union.	25	(3) Les sommes du fonds d'amortissement ne peuvent être placées que sous les formes suivantes : a) titres émis ou garantis par le Canada ou une province; b) titres émis par une administration locale, municipale ou régionale au Canada; c) placements garantis par une banque, une société de fiducie ou une coopérative d'épargne et de crédit; d) dépôts auprès d'une banque ou d'une société de fiducie établie au Canada ou titres non participatifs ou parts sociales d'une coopérative d'épargne et de crédit.	25	Placement du fonds
Surpluses	83. (1) The Authority may declare a surplus in a sinking fund and use the surplus, in order of priority, to (a) replenish any amounts paid out of the debt reserve fund; and (b) make a distribution to borrowing members who are participating in that fund.	35	83. (1) L'Administration peut déclarer des excédents relativement au fonds d'amortissement et les utiliser pour les opérations ci-après, selon l'ordre de priorité suivant : a) renflouement du fonds de réserve; b) distribution aux membres emprunteurs qui participent au fonds d'amortissement.	40	Excédents

Recovery from sinking fund	(2) The Authority may recover fees payable by a borrowing member from any surplus to be distributed to that member under paragraph (1)(b).	(2) L'Administration peut recouvrer les droits dus par un membre emprunteur sur tout excédent du fonds d'amortissement à verser au membre au titre de l'alinéa (1)b).	Recouvrement
Debt reserve fund	84. (1) The Authority shall establish a debt reserve fund to make payments or sinking fund contributions for which insufficient moneys are available from borrowing members.	84. (1) L'Administration constitue un fonds de réserve pour effectuer des versements ou des contributions aux fonds d'amortissement dans les cas où les fonds provenant des membres emprunteurs sont insuffisants.	5 Fonds de réserve
Provisioning of fund	(2) Subject to the regulations, the Authority shall withhold 5% of the amount of any long-term loan to a borrowing member for financing capital infrastructure for the provision of local services on reserve lands and deposit that amount in the debt reserve fund.	(2) Sous réserve des règlements, l'Administration prélève cinq pour cent du montant de tout prêt à long terme qu'elle consent à un membre emprunteur pour les infrastructures destinées à la prestation de services locaux sur les terres de réserve et dépose cette somme dans le fonds de réserve.	10 Approvisionnement du fonds
Separate account	(3) A separate account shall be kept for each security issued and for each borrowing member contributing to the debt reserve fund.	(3) Un compte distinct doit être maintenu pour chaque titre émis et pour chaque membre emprunteur qui contribue au fonds de réserve.	Comptes distincts
Investments	(4) The funds of the debt reserve fund may be invested only in securities, investments or deposits referred to in paragraph 82(3)(a), (c) or (d) that mature or are callable within five years, 25% of which must be callable within 90 days.	(4) Les sommes du fonds de réserve ne peuvent être investies que dans les titres, placements ou dépôts mentionnés respectivement aux alinéas 82(3)a, c) et d) et qui arrivent à échéance ou sont rachetables par anticipation dans un délai de cinq ans; vingt-cinq pour cent de ces titres, placements ou dépôts doivent être rachetables par anticipation dans un délai de quatre-vingt-dix jours.	20 Placements
Liability for shortfall	(5) If payments from the debt reserve fund reduce its balance (a) by less than 50% of the total amount contributed by borrowing members, the Authority may, in accordance with the regulations, require all borrowing members to pay amounts sufficient to replenish the debt reserve fund; and (b) by 50% or more of the total amount contributed by borrowing members, (i) the Authority shall, in accordance with the regulations, require all borrowing members to pay without delay amounts sufficient to replenish the debt reserve fund, and (ii) the borrowing members shall recover those amounts under their property taxation laws.	(5) Les règles ci-après s'appliquent si les paiements effectués sur le fonds de réserve réduisent son solde : a) si la réduction est de moins de cinquante pour cent des sommes versées par les membres emprunteurs, l'Administration peut, conformément aux règlements, exiger de tous les membres emprunteurs qu'ils versent les sommes suffisantes pour renflouer le fonds; b) si la réduction est de cinquante pour cent ou plus : (i) l'Administration est tenue, conformément aux règlements, d'exiger de tous les membres emprunteurs qu'ils versent sans délai les sommes suffisantes pour renflouer le fonds,	Responsabilité



		(ii) les membres emprunteurs recouvrent les sommes au moyen de leur texte législatif relatif à l'imposition foncière.	
Repayment	(6) Money contributed by a borrowing member to the debt reserve fund and investment income received on it shall be repaid by the Authority to the borrowing member when all obligations in respect of the security in respect of which the money was contributed have been satisfied.	(6) L'Administration rembourse au membre emprunteur les sommes qu'il a versées au fonds de réserve et les revenus de placement de celles-ci lorsque toutes les obligations relatives au titre pour lequel les sommes ont été versées ont été remplies.	Remboursement
Credit enhancement fund	85. (1) The Authority shall establish a fund for the enhancement of the Authority's credit rating.	85. (1) L'Administration constitue un fonds de bonification du crédit.	Fonds de bonification du crédit
Investments	(2) The funds of the credit enhancement fund may be invested only in securities, investments or deposits referred to in paragraph 82(3)(a), (c) or (d) that mature or are callable within five years, 25% of which must be callable within 90 days.	(2) Les sommes du fonds de bonification du crédit ne peuvent être investies que dans les titres, placements ou dépôts mentionnés respectivement aux alinéas 82(3)a), c) et d) qui arrivent à échéance ou sont rachetables par anticipation dans un délai de cinq ans; vingt-cinq pour cent de ces titres, placements ou dépôts doivent être rachetables par anticipation dans un délai de quatre-vingt-dix jours.	Placements
Investment income	(3) Investment income from the credit enhancement fund may be used (a) to temporarily offset any shortfalls in the debt reserve fund; (b) to defray the Authority's costs of operation; and (c) for any other purpose prescribed by regulation.	(3) Les revenus des placements du fonds de bonification du crédit peuvent être utilisés : a) pour compenser temporairement une insuffisance de fonds dans le fonds de réserve; b) pour le paiement des frais d'exploitation de l'Administration; c) à toute autre fin prévue par règlement.	Revenus de placement
Capital	(4) The capital of the credit enhancement fund may be used (a) to temporarily offset any shortfalls in the debt reserve fund; and (b) for any other purpose prescribed by regulation.	(4) Le principal du fonds de bonification du crédit peut être utilisé : (a) pour compenser temporairement une insuffisance de fonds dans le fonds de réserve; (b) à toute autre fin prévue par règlement.	Principal
Default by first nation	86. (1) If a borrowing member fails to make a payment to the Authority, to fulfil any other obligation under a borrowing agreement with the Authority or to pay a charge imposed by the Authority under this Part, the Authority shall (a) notify the borrowing member of the failure; and	86. (1) Si un membre emprunteur omet de faire à l'Administration un paiement prévu par un accord d'emprunt conclu avec celle-ci, de satisfaire à toute autre obligation qui y est stipulée ou de payer les frais qu'elle lui impose au titre de la présente partie, l'Administration est tenue : a) d'aviser le membre du défaut;	Défaut de versement

(b) send a notice of the failure to the First Nations Financial Management Board and the First Nations Tax Commission, together with evidence of the failure and a copy of any relevant documents and records.

Requirement for report

(2) If a failure referred to in subsection (1) relates to an obligation other than payment, the Authority may require that the First Nations Financial Management Board review and report on the reasons for the failure.

Report

(3) On receipt of a notice referred to in paragraph (1)(b) in respect of a failure related to an obligation other than payment, the First Nations Financial Management Board shall advise the Authority in writing of its opinion on the reasons for the failure and recommend any intervention under section 52 or 53 that it considers appropriate.

Required intervention

(4) The Authority may, by notice in writing, require the First Nations Financial Management Board to either — at the Board's discretion — impose a co-management arrangement on a borrowing member or assume third-party management of the first nation's local revenues

(a) where the borrowing member fails to make a payment to the Authority under a borrowing agreement with the Authority, or to pay a charge imposed by the Authority under this Part; or

(b) on receipt of a report of the Board under subsection (3) in respect of the borrowing member.

Short-term pooled investment funds

**87.** (1) The Authority may establish short-term pooled investment funds.

Investments

(2) Funds in a short-term pooled investment fund may be invested only in

(a) securities issued or guaranteed by Canada, a province or the United States;

(b) fixed-term deposits, notes, certificates or other short-term paper of, or guaranteed by, a bank, trust company or credit union, including swaps in United States currency;

b) d'envoyer un avis du défaut au Conseil de gestion financière des premières nations et à la Commission de la fiscalité des premières nations, ainsi qu'une preuve du défaut et une copie de tout document pertinent.

5

5

(2) Dans le cas où un défaut visé au paragraphe (1) concerne une obligation autre que l'obligation de payer, l'Administration peut demander au Conseil de gestion financière des premières nations d'examiner les motifs du défaut et de lui en faire rapport.

Examen des motifs du défaut

(3) Sur réception de l'avis mentionné à l'alinéa (1)b), dans le cas d'une obligation autre que l'obligation de payer, le Conseil de gestion financière des premières nations donne par écrit à l'Administration son avis sur les motifs du défaut et lui recommande de prendre toute mesure prévue aux articles 52 ou 53 qu'il estime indiquée.

Notification des motifs

(4) L'Administration peut exiger du Conseil de gestion financière des premières nations, par avis écrit, soit qu'il impose un arrangement de cogestion des recettes locales au membre emprunteur, soit qu'il prenne en charge la gestion de celles-ci, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

Gestion requise

a) le membre emprunteur omet de faire à l'Administration un paiement prévu par un accord d'emprunt conclu avec celle-ci, ou de payer les frais qu'elle lui impose en vertu de la présente partie;

b) elle reçoit l'avis et la recommandation du Conseil prévus au paragraphe (3).

**87.** (1) L'Administration peut constituer un fonds commun de placement à court terme.

35

Fonds commun de placement à court terme

(2) Les sommes du fonds commun de placement à court terme ne peuvent être placées que sous les formes suivantes :

Placements

a) titres émis ou garantis par le Canada, une province ou les États-Unis;

40

b) dépôts à terme, billets, certificats ou autres effets à court terme émis ou garantis par une banque, une société de fiducie ou une coopérative d'épargne et de crédit, y compris les swaps en devises américaines;

45

(c) securities issued by the Authority or by a local, municipal or regional government in Canada;

(d) commercial paper issued by a Canadian company that is rated in the highest category by at least two recognized security-rating institutions;

(e) any class of investments permitted under an Act of a province relating to trustees; or

(f) any other investments or class of investments prescribed by regulation.

c) titres émis par l'Administration ou par une administration locale, municipale ou régionale au Canada;

d) effets de commerce émis par une personne morale canadienne dont les titres sont cotés dans la catégorie la plus élevée par au moins deux agences de cotation reconnues;

e) titres appartenant à une catégorie de placements autorisée aux termes de toute loi provinciale portant sur les fiduciaires;

f) titres ou catégories de titres prévus par règlement.

#### GENERAL

Annual report

**88.** (1) The Chairperson shall, within four months after the end of each fiscal year, submit to the Authority's members and the Minister a report of the operations of the Authority for that fiscal year.

Contents

(2) The annual report shall include the financial statements of the Authority and its auditor's opinion on them.

#### DISPOSITION GÉNÉRALE

**88.** (1) Dans les quatre mois suivant la fin d'un exercice, le président présente aux membres de l'Administration et au ministre le rapport d'activités de l'Administration pour l'exercice précédent.

Rapport d'activités

(2) Le rapport d'activités comprend les états financiers de l'Administration ainsi que l'avis du vérificateur sur ceux-ci.

Teneur du rapport

#### REGULATIONS

Regulations

**89.** The Governor in Council may, on the 20 recommendation of the Minister after consultation by the Minister with the Authority, make regulations

(a) prescribing anything that is to be prescribed under subsection 82(1) and paragraphs 85(3)(c) and (4)(b) and 87(2)(f);

(b) increasing or decreasing the amount to be withheld from a loan under subsection 84(2);

(c) respecting the imposition of charges under subsection 84(5), including the manner of calculating those charges and the share of those charges to be paid by each borrowing member; and

(d) extending the application of this Part to any non-profit organization established to provide social welfare, housing, recreational or cultural services to first nations or their members on reserve lands and making any adaptations to the provisions of this Act that are necessary for that purpose.

40

#### RÈGLEMENTS

**89.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre, qui aura consulté l'Administration :

Règlements

a) prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues par le paragraphe 82(1) et les alinéas 85(3)c) et (4)b) et 87(2)f);

b) augmenter ou réduire le montant à retenir sur un prêt au titre du paragraphe 84(2);

c) régir l'imposition de droits au titre du paragraphe 84(5), notamment le mode de calcul de ceux-ci et la part qui doit être supportée par chaque membre emprunteur;

d) étendre l'application des dispositions de la présente partie, avec les adaptations nécessaires, à des organisations sans but lucratif établies pour fournir des services en matière de protection sociale, de logement ou d'activités récréatives ou culturelles aux premières nations ou à leurs membres sur les terres de réserve.

40



PART 5

FIRST NATIONS STATISTICAL INSTITUTE

INTERPRETATION

Definitions	<b>90.</b> The following definitions apply in this Part.
"Institute" « Institut »	"Institute" means the First Nations Statistical Institute.
"other aboriginal group" « autre groupe autochtone »	"other aboriginal group" means an aboriginal group that was formerly a band under the <i>Indian Act</i> and that is a party to a treaty, land claim agreement or self-government agreement with Canada.
"respondent" « intéressé »	"respondent" means a person in respect of whom, or in respect of whose activities, a report or information is sought or provided under this Part.

ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF INSTITUTE

Institute	<b>91.</b> There is hereby established an institute, to be known as the First Nations Statistical Institute, which may carry on business under the name of "First Nations Statistics".
Crown Corporation	<b>92.</b> The Institute is a Crown corporation and is governed by Part X of the <i>Financial Administration Act</i> , but to the extent that any provisions of this Part are inconsistent with sections 105 and 121 of that Act, the provisions of this Part prevail.
Not an agent of Her Majesty	<b>93.</b> The Institute is not an agent of Her Majesty.
Board of directors	<b>94.</b> (1) The Institute shall be managed by a board of directors, consisting of 10 to 15 directors, including the Chairperson and Vice-Chairperson.  (2) The Chief Statistician of Canada shall be a member of the board of directors.
Ex officio director	
Appointment of Chairperson	<b>95.</b> On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a Chairperson to hold office during pleasure for a term not exceeding five years.

PARTIE 5

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DES PREMIÈRES NATIONS

DÉFINITIONS

<b>90.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
« autre groupe autochtone » S'entend d'un groupe autochtone qui était anciennement une bande au sens de la <i>Loi sur les Indiens</i> et qui est partie à un traité, à un accord sur des revendications territoriales ou à un accord sur l'autonomie gouvernementale avec le Canada.	« autre groupe autochtone » "other aboriginal group"
« Institut » L'Institut de la statistique des premières nations.	« Institut » "Institute"
« intéressé » Personne sur laquelle ou sur les activités de laquelle un rapport ou des renseignements sont demandés ou fournis en application de la présente partie.	« intéressé » "respondent"

CONSTITUTION ET ORGANISATION

<b>91.</b> Est constitué l'Institut de la statistique des premières nations. Il peut exercer ses activités sous le nom de « Statistique Premières Nations ».	Constitution
<b>92.</b> L'Institut est une société d'État régie par la partie X de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ; toutefois, les dispositions de la présente partie l'emportent sur les dispositions incompatibles des articles 105 et 121 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	Société d'État
<b>93.</b> L'Institut n'est pas mandataire de Sa	Statut
<b>94.</b> (1) L'Institut est dirigé par un conseil d'administration composé de dix à quinze administrateurs, dont le président et le vice-président.	Conseil d'administration
(2) Le statisticien en chef du Canada est administrateur d'office.	Membre d'office
<b>95.</b> Le gouverneur en conseil nomme le président à titre amovible, pour un mandat d'au plus cinq ans; la nomination s'effectue sur recommandation du ministre.	Nomination du président

Appointment of other directors	<b>96.</b> On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a minimum of eight, and a maximum of 13, additional directors to hold office during pleasure for a term not exceeding five years.	<b>96.</b> Le gouverneur en conseil nomme de huit à treize autres administrateurs à titre amovible pour des mandats respectifs d'au plus cinq ans; ces administrateurs sont nommés sur recommandation du ministre.	Autres administrateurs
Staggered terms	<b>97.</b> (1) In determining the term of appointment of directors, the Governor in Council shall endeavour to ensure that the terms of no more than three directors expire in any one calendar year.	<b>97.</b> (1) Les mandats des administrateurs sont, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année civile touche au plus trois des administrateurs.	Échelonnement des mandats
Qualifications	(2) The board of directors shall be composed of men and women from across Canada, including members of first nations, who are committed to improving first nations statistical information and analysis and who have the experience or capacity to enable the Institute to fulfil its mandate.	(2) Le conseil d'administration est composé de femmes et d'hommes, notamment de membres des premières nations, — provenant de différentes régions du Canada — voués à l'amélioration des renseignements et des analyses statistiques des premières nations et possédant une compétence ou une expérience propre à aider l'Institut à remplir sa mission.	Qualités requises
Status	<b>98.</b> The Chairperson and other directors shall hold office on a part-time basis.	<b>98.</b> Le président et les autres administrateurs exercent leur charge à temps partiel.	Temps partiel
Election of Vice-Chairperson	<b>99.</b> (1) The board of directors shall elect a Vice-Chairperson from among the directors.	<b>99.</b> (1) Les administrateurs élisent un vice-président en leur sein.	Vice-président
Functions	(2) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson, or if the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson shall assume the duties and functions of the Chairperson.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.	Intérim
Reappointment	<b>100.</b> A director may be reappointed for a second or subsequent term of office.	<b>100.</b> Le mandat des administrateurs est renouvelable.	Nouveau mandat
Head office	<b>101.</b> The head office of the Institute shall be at a location determined by the Governor in Council.	<b>101.</b> Le siège de l'Institut est situé au lieu fixé par le gouverneur en conseil.	Siège
First Nations Chief Statistician	<b>102.</b> (1) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council shall appoint a First Nations Chief Statistician to hold office during pleasure on a full-time basis for a term not exceeding five years.	<b>102.</b> (1) Le gouverneur en conseil nomme, sur recommandation du ministre, à titre amovible, le statisticien en chef des premières nations à temps plein pour un mandat d'au plus cinq ans.	Statisticien en chef des premières nations
Remuneration	(2) The First Nations Chief Statistician shall be paid the remuneration determined by the Governor in Council.	(2) Le statisticien en chef des premières nations reçoit la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Staff	(3) The board of directors shall determine the duties of other officers and employees and the conditions of their employment.	(3) Le conseil d'administration définit les fonctions des autres membres du personnel et fixe leurs conditions d'emploi.	Personnel

Staff	(4) The First Nations Chief Statistician may hire any other officers and employees that are necessary to conduct the work of the Institute.	(4) Le statisticien en chef des premières nations peut engager tout autre membre du personnel qu'il estime nécessaire à l'exercice des activités de l'Institut.	Personnel
Salaries and benefits	(5) Persons hired under subsection (4) shall be paid salaries and benefits fixed by the board of directors.	(5) Les membres du personnel visés au 5 paragraphe (4) reçoivent la rémunération et les avantages fixés par le conseil d'administration.	5 Rémunération
Oath of office	103. The First Nations Chief Statistician, every person employed by the Institute, every person retained under contract by the Institute and every employee and agent of a person 10 retained under contract by the Institute shall, before commencing their duties, swear or solemnly affirm that he or she will comply with section 108 and will not without authority disclose any information acquired in the course 15 of his or her duties that can be related to any identifiable individual, first nation, business or organization.	103. Avant d'entrer en fonctions, le statisticien en chef des premières nations, les personnes employées par l'Institut et les personnes 10 engagées par contrat par l'Institut, ou les employés ou mandataires de ces dernières, prêtent le serment, ou font l'affirmation solennelle, selon lesquels ils se conformeront à l'article 108 et ne communiqueront, sans y 15 avoir été dûment autorisés, aucun renseignement obtenu dans l'exercice de leurs fonctions et qui peut être rattaché à un particulier, à une première nation, à une entreprise ou à une organisation identifiables.	Serment professionnel 20

## PURPOSES

## MISSION

Mandate	104. The purposes of the Institute are to (a) provide statistical information on, and 20 analysis of, the fiscal, economic and social conditions of (i) Indians and other members of first nations, (ii) members of other aboriginal groups, 25 and (iii) other persons who reside on reserve lands or lands of other aboriginal groups; (b) promote the quality, coherence and compatibility of first nations statistics and 30 their production in accordance with generally accepted standards and practices through collaboration with first nations, federal departments and agencies, provincial departments and agencies and other organizations; 35 (c) work with, and provide advice to, federal departments and agencies and provincial departments and agencies on first nations statistics;	104. L'Institut a pour mission : a) de fournir des renseignements et des analyses statistiques sur la situation financière, économique et sociale : (i) des Indiens et d'autres membres des 25 premières nations, (ii) des membres des autres groupes autochtones, (iii) des autres personnes qui résident sur les terres de réserve ou sur les terres 30 d'autres groupes autochtones; b) de promouvoir la qualité, la cohérence et la compatibilité des statistiques des premières nations et leur conformité aux normes et pratiques généralement reconnues grâce à la 35 collaboration instaurée entre l'Institut et les premières nations, les ministères et organismes fédéraux et provinciaux et les organisations; c) de collaborer avec les ministères et 40 organismes fédéraux et provinciaux, et de les conseiller, en matière de statistiques sur les premières nations;	Mission
---------	---	---	---------



(d) work in cooperation with Statistics Canada to ensure that the national statistical system meets the needs of first nations and Canada; and

(e) build statistical capacity within first nation governments.

d) de travailler en collaboration avec Statistique Canada pour veiller à ce que l'appareil statistique du pays réponde aux besoins des premières nations et du Canada;

e) de doter les gouvernements des premières nations des outils nécessaires à l'établissement de statistiques.

## POWERS

## ATTRIBUTIONS

## General powers

**105.** (1) In furtherance of the purposes set out in section 104, the Institute may enter into agreements with aboriginal and other governments and organizations.

**105.** (1) Dans le cadre de sa mission, l'Institut peut conclure des accords avec des gouvernements autochtones ainsi qu'avec d'autres gouvernements et des organisations.

Pouvoirs généraux

## Particular powers

(2) The Institute may collect, compile, analyze and abstract data for statistical purposes respecting any of the following matters as they relate to first nations, to reserve lands, to Indians and other members of first nations, to members of other aboriginal groups, and to other persons who reside on reserve lands or lands of other aboriginal groups:

(2) L'Institut peut recueillir, compiler, analyser et dépouiller des données à des fins statistiques pouvant porter sur tout ou partie des sujets ci-après en ce qui a trait aux premières nations, aux terres de réserve, aux Indiens, aux autres membres des premières nations, aux membres d'autres groupes autochtones, ainsi qu'aux autres personnes qui résident sur les terres de réserve et les terres d'autres groupes autochtones :

Pouvoirs spécifiques

- (a) population;
- (b) agriculture;
- (c) health and welfare;
- (d) commercial and industrial activities;
- (e) law enforcement, the administration of justice and corrections;
- (f) finance;
- (g) education;
- (h) language, culture and traditional activities;
- (i) labour and employment;
- (j) prices and the cost of living;
- (k) transportation and communications;
- (l) electric power, gas and water utilities;
- (m) public administration;
- (n) community services;
- (o) the environment;
- (p) forestry, fishing and trapping; and
- (q) any other matter prescribed by regulation.

- a) population;
- b) agriculture;
- c) santé et protection sociale;
- d) activités commerciales et industrielles;
- e) contrôle d'application des lois, administration de la justice et services correctionnels;
- f) finances;
- g) éducation;
- h) langue, culture et activités traditionnelles;
- i) travail et emploi;
- j) prix et coût de la vie;
- k) transport et communications;
- l) services d'électricité, de gaz et d'eau;
- m) administration publique;
- n) services communautaires;
- o) environnement;
- p) foresterie, pêche et piégeage;
- q) tous autres sujets prévus par règlement.

Publication	<p>(3) The Institute shall publish and make publicly available statistical information collected, compiled, analysed or abstracted under subsection (2) in a manner that does not permit the information to be related to any identifiable individual, business or organization.</p>	<p>(3) L'Institut publie et rend accessibles au public les renseignements statistiques recueillis, compilés, analysés ou dépouillés dans le cadre du paragraphe (2), en prenant soin qu'ils ne puissent être rattachés à un particulier, à une entreprise ou à une organisation identifiables.</p>	Publication
Sharing of information	<p><b>106.</b> (1) The Institute may enter into an agreement with a first nation or other aboriginal group, federal department or agency, provincial department or agency, municipality, corporation or other organization for the sharing of information collected by or on behalf of either party and for its subsequent tabulation or publication.</p>	<p><b>106.</b> (1) L'Institut peut conclure avec une première nation ou un autre groupe autochtone, les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, une municipalité, une personne morale ou une autre organisation un accord portant sur la communication des renseignements recueillis par l'une ou l'autre des parties ainsi que sur leur classification ou leur publication.</p>	Communication des renseignements
Agreement	<p>(2) An agreement under subsection (1) shall provide that</p> <p>(a) respondents from whom information is collected are to be informed by notice that the information is being collected on behalf of the Institute and the first nation, other aboriginal group, department, agency, municipality, corporation or organization, as the case may be; and</p> <p>(b) if the respondents object by notice in writing to the First Nations Chief Statistician to the sharing of the information by the Institute, the information will not be shared unless the first nation, other aboriginal group, department, agency, municipality, corporation or organization is authorized by law to require respondents to provide that information.</p>	<p>(2) L'accord conclu en vertu du paragraphe (1) prévoit ce qui suit :</p> <p>a) l'intéressé est formellement avisé que les renseignements sont recueillis pour le compte de l'Institut et de la première nation, de l'autre groupe autochtone, du ministère, de l'organisme, de la municipalité, de la personne morale ou de l'organisation, selon le cas;</p> <p>b) si l'intéressé avise par écrit le statisticien en chef des premières nations qu'il s'oppose à la communication des renseignements par l'Institut, ceux-ci ne peuvent être communiqués à moins que la première nation, l'autre groupe autochtone, le ministère, l'organisme, la municipalité, la personne morale ou l'organisation ne soient autorisés par la loi à exiger de l'intéressé qu'il fournisse ces renseignements.</p>	Accord
Federal data	<p><b>107.</b> (1) Subject to subsection (2), documents or records relating to first nations, Indians or other members of first nations, or to members of other aboriginal groups, that are maintained by any department, body or corporation set out in any of Schedules I to III to the <i>Financial Administration Act</i> that is prescribed by regulation shall be disclosed to the Institute for the purposes of this Part in accordance with an agreement referred to in subsection (3).</p>	<p><b>107.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), les documents ou archives relatifs aux premières nations, aux Indiens ou autres membres des premières nations ou aux membres d'autres groupes autochtones conservés par un ministère fédéral, un organisme ou une personne morale qui, d'une part, figure à l'une ou l'autre des annexes I à III de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> et, d'autre part, est prévu par règlement doivent, pour l'application de la présente partie, être communiqués à l'Institut en conformité avec l'entente visée au paragraphe (3).</p>	Accès aux archives

Exception

(2) A department, body or corporation referred to in subsection (1) is not required to disclose any information that it is required to, or may, withhold under any federal law or under any privilege at law.

(2) Le ministère, l'organisme ou la personne morale mentionnés au paragraphe (1) ne sont toutefois pas tenus de communiquer un renseignement dont ils peuvent ou doivent refuser la communication en vertu d'une loi fédérale ou 5 qui est protégé en vertu d'une règle de droit.

Exception

Agreement required

(3) The Institute shall enter into an agreement for the collection and use of information referred to in subsection (1) with the department, body or corporation from whose documents or records it is to be obtained.

(3) L'Institut conclut une entente en vue de la collecte et de l'utilisation des renseignements mentionnés au paragraphe (1) avec le ministère, l'organisme ou la personne morale duquel les 10 documents ou archives doivent être obtenus.

Entente requise

## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Protection of information

**108.** (1) Except for the purpose of communicating information in accordance with the conditions of an agreement made under section 106, for the conduct of a prosecution under this Act or for the purposes of subsection (2),

**108.** (1) Sauf pour communiquer des renseignements conformément aux modalités d'un accord conclu en application de l'article 106 ou en cas de poursuites engagées en vertu de la 15 présente loi, ou sauf pour l'application du paragraphe (2) :

Protection des renseignements

(a) no person, other than a person employed by, or under contract to, the Institute and sworn or affirmed under section 103, shall be permitted to examine any identifiable individual return made for the purposes of this Part; 20 and

a) nul, si ce n'est une personne employée par l'Institut, ou engagée par contrat par lui, et qui a été assermentée conformément à 20 l'article 103, ne peut être autorisé à prendre connaissance d'un relevé qui peut être rattaché à un particulier identifiable fait pour l'application de la présente partie;

(b) no person who has been sworn or affirmed under section 103 shall knowingly disclose any information obtained by the Institute that can be related to any identifiable 25 individual, first nation, business or organization.

b) aucune personne qui a été assermentée 25 conformément à l'article 103 ne peut sciemment communiquer des renseignements obtenus par l'Institut qui sont liés à un particulier, une première nation, une entreprise ou une organisation identifiables. 30

Permissible disclosure

(2) The First Nations Chief Statistician may authorize the following information to be disclosed:

(2) Le statisticien en chef des premières nations peut autoriser la communication des 30 renseignements suivants :

Communication autorisée

(a) information collected by persons, first nations, organizations or departments for their own purposes and communicated to the Institute, subject to the same secrecy requirements applicable to it when it was 35 collected, and in the manner and to the extent agreed on by its collector and the First Nations Chief Statistician;

a) les renseignements recueillis par des personnes, des premières nations, des organisations ou des ministères pour leur propre usage et communiqués à l'Institut, la communication étant toutefois assujettie, quant au secret et à ses modalités, à l'entente conclue entre ceux qui les ont recueillis et le 40 statisticien en chef des premières nations;



(b) information relating to a person, first nation, business or organization in respect of which disclosure is consented to in writing by that person, first nation, business or organization;

5

(c) information available to the public under an Act of Parliament or of the legislature of a province;

(d) information relating to a hospital, institution for individuals with a mental health 10 disability, library, educational institution or other similar non-commercial institution that cannot be related to an individual to whom services were or are provided by that institution; and

15

(e) a list of businesses, showing

(i) their names and addresses,

(ii) the telephone numbers at which they may be reached in relation to statistical matters,

20

(iii) the official language in which they prefer to be addressed in relation to statistical matters,

(iv) the products they produce, transport, store, purchase or sell, or the services they 25 provide, in the course of their business, or

(v) the number of persons they employ, as a specified range.

b) les renseignements ayant trait à une personne, à une première nation, à une entreprise ou à une organisation qui donne, par écrit, son consentement à leur communication;

5

c) les renseignements mis à la disposition du public en vertu d'une loi fédérale ou provinciale;

d) les renseignements relatifs à un hôpital, à un établissement pour personnes atteintes 10 d'une déficience mentale, à une bibliothèque, à un établissement d'enseignement ou à tout autre établissement non commercial du même genre et qui ne peuvent pas être rattachés à une personne à qui cet établissement fournit 15 ou a fourni des services;

e) toute liste d'entreprises indiquant l'un ou l'autre des éléments suivants :

(i) leurs noms et adresses,

(ii) les numéros de téléphone où les 20 joindre relativement à des données statistiques,

(iii) la langue officielle qu'elles préfèrent utiliser relativement à des données statistiques,

25

(iv) les produits faits, transportés, entreposés, achetés ou vendus par elles, ou les services qu'elles fournissent au cours de leurs activités,

(v) la catégorie dans laquelle elles se 30 rangent au regard du nombre de leurs employés.

Information privileged

**109. (1)** Except for the purpose of conducting a prosecution under this Act, information 30 obtained by the Institute that can be related to any identifiable individual, business, organization or first nation is privileged and shall not be used as evidence in a legal proceeding.

**109. (1)** Sauf dans des poursuites engagées en vertu de la présente loi, les renseignements obtenus par l'Institut et qui peuvent être 35 rattachés à un particulier, à une entreprise, à une organisation ou à une première nation identifiables sont protégés et ne peuvent servir de preuve dans une procédure.

Renseignements protégés

No compulsion to produce

**(2)** No person referred to in section 103 shall 35 be required by an order of a court, tribunal or other body to give testimony in respect of any information referred to in subsection (1).

**(2)** Aucune personne visée à l'article 103 ne 40 peut être requise, par ordonnance d'un tribunal ou d'un autre organisme, de faire une déposition ayant trait à des renseignements visés au paragraphe (1).

Absence d'obligation de déposer

Powers of  
Statistics Canada

**110.** Nothing in this Act shall be construed so as to limit the powers and duties of Statistics Canada under the *Statistics Act*.

**110.** La présente loi n'a pas pour effet de restreindre les pouvoirs et fonctions conférés à Statistique Canada par la *Loi sur la statistique*.

Pouvoirs de  
Statistique  
Canada

# OFFENCES

Offence

**111.** Every person who, after making an oath or solemn affirmation under section 103,

(a) wilfully makes a false declaration, statement or return in the performance of his or her duties,

(b) in the pretended performance of his or her duties, obtains or seeks to obtain information that the person is not authorized to obtain, or

(c) contravenes section 108

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$1,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

Secret  
information

**112.** Every person who, after making an oath or solemn affirmation under section 103,

(a) wilfully discloses, directly or indirectly, information obtained in the course of his or her duties that might affect the market value of a security or commodity, including any information referred to in subsection 108(2), to any person who has not been sworn or affirmed under section 103, or

(b) uses any information described in paragraph (a) for the purpose of speculating in a security or commodity

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding the aggregate of \$5,000 and double the amount of any benefit obtained from speculation referred to in paragraph (b) or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both.

# INFRACTIONS

Infraction

**111.** Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines, quiconque, après avoir prêté le serment ou fait l'affirmation solennelle prévus à l'article 103, 10 selon le cas :

a) fait volontairement une fausse déclaration ou un faux relevé dans l'exercice de ses fonctions;

b) sous prétexte de l'accomplissement de ses fonctions, obtient ou cherche à obtenir des renseignements qu'il n'est pas autorisé à obtenir;

c) contrevient à l'article 108.

**112.** Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinq mille dollars additionnée du double du montant de tout profit réalisé à la suite du manquement visé à l'alinéa b), et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines, quiconque, après avoir prêté le serment ou fait l'affirmation solennelle prévus à l'article 103 :

a) soit communique volontairement, directement ou indirectement, à quiconque n'a pas été assermenté en vertu de l'article 103, des renseignements qu'il a obtenus dans l'exercice de ses fonctions et qui pourraient avoir une influence sur la valeur marchande de valeurs mobilières ou de produits, notamment des renseignements visés au paragraphe 108(2);

b) soit se sert de tels renseignements pour spéculer sur des valeurs mobilières ou des produits.

Renseignements  
secrets

## REGULATIONS

## Regulations

**113.** The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made having regard to any representations by the Institute, make regulations prescribing anything to be prescribed under paragraph 105(2)(q) or sub-section 107(1).

## PART 6

## FINANCIAL MANAGEMENT AND CONTROL

## Definitions

**114.** The following definitions apply in this Part.

“board of directors”  
« conseil d'administration »

“board of directors” includes

(a) in respect of the First Nations Tax Commission, the commissioners referred to in section 17; and

(b) in respect of the First Nations Financial Management Board, the directors referred to in section 38.

“institution”  
« institution »

“institution” means the First Nations Tax Commission or the First Nations Financial Management Board.

Exclusion from public service

**115.** (1) The officers and employees of an institution are not part of the public service of Canada.

No guarantees

(2) No person shall give a guarantee on behalf of Her Majesty for the discharge of an obligation or liability of an institution.

Financial year

**116.** The financial year of each institution is the period from April 1 to March 31, unless otherwise prescribed by regulation.

Expenditure of revenues

**117.** Subject to any terms and conditions that the Treasury Board may direct, for the purposes of the institution, an institution may expend, during a financial year or the following year, any revenues that it receives in that financial year through the conduct of its operations.

Corporate plans

**118.** (1) Each institution shall, in accordance with any directions given by the Minister, establish a corporate plan and budget for each financial year and submit them to the Minister for approval.

## RÈGLEMENTS

## Règlements

**113.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre, après prise en compte par ce dernier des observations de l'Institut à cet égard, prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues à l'alinéa 105(2)q) ou au paragraphe 107(1).

## PARTIE 6

## GESTION ET CONTRÔLE FINANCIERS

## Définitions

**114.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« conseil d'administration » Y sont assimilés :

a) relativement à la Commission de la fiscalité des premières nations, les commissaires visés à l'article 17;

b) relativement au Conseil de gestion financière des premières nations, les conseillers visés à l'article 38.

« institution » La Commission de la fiscalité des premières nations ou le Conseil de gestion financière des premières nations.

**115.** (1) Le personnel d'une institution ne fait pas partie de l'administration publique fédérale.

(2) Il ne peut être accordé de garantie au nom de Sa Majesté pour l'exécution d'une obligation de l'institution.

**116.** Sauf disposition contraire d'un règlement, l'exercice de chaque institution correspond à la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars.

**117.** Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'institution peut, au cours d'un exercice ou du suivant, employer à ses fins les recettes d'exploitation de l'exercice en cours.

**118.** (1) Chaque institution établit, pour chaque exercice, en conformité avec les directives du ministre, un plan d'entreprise et un budget qu'elle remet au ministre pour approbation.

« conseil d'administration »  
“board of directors”

« institution »  
“institution”

Non-appartenance à l'administration publique fédérale

Interdiction de garanties

Exercice

Utilisation des recettes

Plan d'entreprise



Scope and contents of corporate plan	<p>(2) The corporate plan of each institution shall encompass all of the businesses and activities of the institution and include a statement of</p> <p>(a) the objects or purposes of the institution; 5</p> <p>(b) the institution's objectives for the financial year and the strategy it intends to employ to achieve those objectives; and</p> <p>(c) the institution's expected performance for the financial year as compared to its objectives for that year as set out in the last corporate plan. 10</p>	<p>(2) Le plan d'une institution traite de toutes ses activités et comporte notamment les renseignements suivants :</p> <p>a) les buts pour lesquels elle a été constituée;</p> <p>b) ses objectifs pour l'exercice, ainsi que les règles d'action qu'elle prévoit de mettre en oeuvre à cette fin; 5</p> <p>c) ses prévisions de résultats pour l'exercice, par rapport aux objectifs mentionnés pour l'exercice au dernier plan. 10</p>	Portée et contenu du plan
Contents of budget	<p>(3) The budget of each institution must include a statement of the institution's projected revenues and expenses for the financial year on account of capital and operations. 15</p>	<p>(3) Le budget de chaque institution doit comporter, pour un exercice donné, un état des recettes et dépenses anticipées au titre du capital et de l'exploitation.</p>	Contenu du budget
Form of corporate plan	<p>(4) The corporate plan of each institution shall be prepared in a form that clearly sets out information according to the major businesses or activities of the institution. 20</p>	<p>(4) Le plan d'entreprise de chaque institution doit mettre en évidence ses principales activités. 15</p>	Présentation matérielle
Restriction on business or activity	<p>(5) No institution may carry on any business or activity in any financial year in a manner that is not consistent with its corporate plan for that year.</p>	<p>(5) Il est interdit à une institution d'exercer des activités d'une façon incompatible avec le plan pour l'exercice.</p>	Interdiction
Amendment	<p>(6) Any amendment by an institution to its corporate plan or budget shall be submitted to the Minister for approval. 25</p>	<p>(6) Toute modification du plan ou du budget est subordonnée à l'approbation du ministre. 20</p>	Modification du plan
Books and systems	<p><b>119.</b> (1) Each institution shall</p> <p>(a) keep books of account and records in relation to them; and 30</p> <p>(b) maintain financial and management control and information systems.</p>	<p><b>119.</b> (1) Chaque institution veille :</p> <p>a) à faire tenir des documents comptables;</p> <p>b) à mettre en oeuvre, en matière de finances et de gestion, des moyens de contrôle et d'information. 25</p>	Documents comptables
Books and systems	<p>(2) The books, records and systems referred to in subsection (1) shall be kept and maintained in such a manner as will provide reasonable assurance that</p> <p>(a) the institution's assets are safeguarded and controlled;</p> <p>(b) its transactions are in accordance with this Act; 40</p> <p>(c) its financial, human and physical resources are managed economically and efficiently; and</p> <p>(d) its operations are carried out effectively.</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'institution veille, dans la mesure du possible, à ce que :</p> <p>a) ses actifs soient protégés et contrôlés; 30</p> <p>b) ses opérations se fassent en conformité avec la présente loi;</p> <p>c) la gestion de ses ressources financières, humaines et matérielles soit menée de façon économique et efficiente; 35</p> <p>d) ses activités soient réalisées avec efficacité.</p>	Documents comptables

Internal audit	(3) An institution may cause internal audits to be conducted to assess compliance with subsections (1) and (2).	(3) Afin de surveiller l'observation des paragraphes (1) et (2), chaque institution fait faire des vérifications internes de ses opérations.	Vérification interne
Financial statements	(4) Each institution shall annually prepare financial statements, in accordance with generally accepted accounting principles, as supplemented by any directions given by the Minister under subsection (6).	(4) Chaque institution fait établir chaque 5 année des états financiers selon les principes 5 comptables généralement reconnus, compte tenu des directives complémentaires données par le ministre au titre du paragraphe (6).	États financiers
Form of financial statements	(5) The financial statements of an institution shall be prepared in a form that clearly sets out 10 information according to the major businesses or activities of the institution.	(5) Les états financiers d'une institution 10 doivent mettre en évidence ses principales activités.	Présentation matérielle
Directions	(6) The Minister may give directions respecting the preparation of financial statements, to supplement generally accepted accounting principles. 15	(6) Le ministre peut donner des directives à l'égard de la préparation des états financiers, celles-ci ne pouvant qu'ajouter aux principes comptables généralement reconnus. 15	Directives
Annual auditor's report	<b>120.</b> (1) Each institution shall cause an annual auditor's report to be prepared in accordance with any directions of the Minister, on 20 (a) its financial statements; and (b) any quantitative information required to be audited under subsection (3).	<b>120.</b> (1) Chaque institution fait établir, en conformité avec les directives du ministre, un rapport annuel de vérification sur : a) ses états financiers; b) les renseignements chiffrés qui doivent 20 être vérifiés en conformité avec le paragraphe (3).	Rapport annuel du vérificateur
Contents	(2) A report under subsection (1) shall (a) include separate statements as to whether 25 in the auditor's opinion (i) the financial statements are presented fairly, in accordance with generally accepted accounting principles, applied on a basis consistent with that of the preceding 30 year, (ii) the quantitative information is accurate in all material respects and, if applicable, was prepared on a basis consistent with that of the preceding year, and 35 (iii) the transactions of the institution that have come to the auditor's notice in the course of his or her examination for the report were carried out in accordance with this Act; and 40 (b) call attention to any other matter falling within the scope of the auditor's examination for the report that, in his or her opinion, should be brought to the attention of the institution or the Minister. 45	(2) Le rapport visé au paragraphe (1) comporte notamment les éléments suivants : a) des énoncés distincts indiquant si, selon le 25 vérificateur : (i) les états financiers sont présentés fidèlement selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière que l'année précédente, 30 (ii) les renseignements chiffrés sont exacts à tous égards importants et, s'il y a lieu, ont été établis de la même manière que l'année précédente, (iii) les opérations de l'institution qui ont 35 été portées à sa connaissance au cours des travaux devant mener à l'établissement de son rapport ont été effectuées en conformité avec la présente loi; b) la mention des autres questions qui entrent 40 dans le champ des travaux de vérification devant mener à l'établissement du rapport et qui, selon lui, devraient être portées à l'attention de l'institution ou du ministre. 45	Teneur

Audit of quantitative information	(3) The Minister may require that any quantitative information required to be included in an institution's annual report pursuant to paragraph (2)(a) be audited.	(3) Le ministre peut exiger que les renseignements chiffrés qui doivent être inclus dans le rapport annuel d'une institution en conformité avec l'alinéa (2)a) soient vérifiés.	Renseignements chiffrés
Presentation to Minister	(4) Each institution shall submit its audited financial statements to the Minister at least 30 days before the day of its annual meeting.	5 (4) L'institution remet au ministre, au moins trente jours avant la réunion annuelle, ses états financiers vérifiés.	5 Présentation au ministre
Special examination	121. (1) Each institution shall, at least once every five years and at any other time required by its board of directors or by the Minister, cause a special examination to be carried out in respect of its operations to determine if the books, records, systems and practices referred to in section 119 were, in the period under examination, maintained in a manner that met the requirements of that section.	121. (1) Chaque institution fait procéder à un examen spécial de ses opérations afin d'établir si les exigences de l'article 119 10 concernant les documents comptables, les moyens et les méthodes ont été respectées pendant la période considérée. Les examens spéciaux sont au moins quinquennaux, des examens spéciaux complémentaires pouvant 15 avoir lieu à la demande du conseil d'administration de l'institution ou du ministre.	Examen spécial
Plan	(2) Before commencing a special examination, an examiner shall survey the systems and practices of the institution to be examined and submit a plan for the examination, including a statement of the criteria to be applied in the examination, to the audit committee of the institution.	(2) Avant de procéder à ses travaux, l'examineur étudie les moyens et les méthodes de l'institution visée et établit un plan d'action, 20 notamment quant aux critères qu'il entend appliquer; il présente ce plan au comité de vérification de l'institution.	Plan d'action
Resolution of disagreements	(3) Any disagreement between the examiner and the audit committee or board of directors of an institution with respect to a plan referred to in subsection (2) shall be resolved by the Minister.	(3) Les désaccords entre l'examineur et le comité de vérification ou le conseil d'adminis- 25 tration d'une institution sur le plan d'action visé au paragraphe (2) sont tranchés par le ministre.	Désaccord
Reliance on internal audit	(4) An examiner shall, as far as is practicable, rely on any internal audit conducted pursuant to subsection 119(3) in respect of the institution being examined.	(4) L'examineur, dans la mesure où il les juge utilisables, se fie aux résultats de toute vérification interne faite en conformité avec le 30 paragraphe 119(3).	Utilisation des données d'une vérification interne
Report	122. (1) An examiner shall, on completion of a special examination in respect of an institution, submit a report on his or her findings, and a summary of that report, to the Minister and to the board of directors of the institution.	122. (1) Ses travaux terminés, l'examineur établit un rapport de ses résultats — et un résumé du rapport — qu'il soumet au conseil d'administration de l'institution et au ministre. 35	Rapport
Contents	(2) The report of an examiner shall include (a) a statement whether in the examiner's opinion, having regard to the criteria referred to in subsection 119(2), there is a reasonable assurance that there are no significant deficiencies in the systems and practices examined; and	(2) Le rapport comporte notamment les éléments suivants :  a) un énoncé indiquant si, selon l'examineur, compte tenu des critères établis en conformité avec le paragraphe 119(2), il peut 40 être raisonnablement affirmé que les moyens et méthodes étudiés ne présentent pas de failles graves;	Contenu



(b) a statement of the extent to which the examiner relied on internal audits.

b) un énoncé indiquant dans quelle mesure l'examineur s'est fié aux résultats d'une vérification interne.

Posting of report

(3) An institution shall, as soon as possible after receipt of an examiner's report, post a summary of the report on an Internet website maintained by the institution.

(3) L'institution publie, dans les meilleurs délais après l'avoir reçu, le résumé du rapport 5 sur son site Internet.

Publication du rapport

Examiner

**123.** (1) Subject to subsection (2), a special examination shall be carried out by the auditor of the institution.

**123.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), est chargé de l'examen spécial le vérificateur d'une institution.

Examineur

Other auditor

(2) If, in the opinion of the Minister, a person 10 other than the auditor of an institution should carry out a special examination in respect of the institution, the Minister may, after consulting with the board of directors of the institution, direct that the examination be carried out by 15 another auditor who is qualified for the purpose.

(2) Le ministre, s'il estime contre-indiqué de 10 confier l'examen spécial au vérificateur de l'institution, peut, après consultation du conseil d'administration de celle-ci, ordonner qu'un autre vérificateur remplissant les conditions 15 requises procède à l'examen.

Autre vérificateur

Consultation with Auditor General

**124.** The auditor or examiner of an institution may at any time consult the Auditor General of Canada on any matter relating to an audit or special examination.

**124.** Le vérificateur ou l'examineur d'une institution peuvent à tout moment consulter le vérificateur général sur tout point qui relève de 20 la vérification ou de l'examen spécial.

Consultation du vérificateur général

Right to information

**125.** (1) At the request of the auditor or examiner of an institution, the present or former commissioners, directors, officers, employees or agents of the institution shall provide any information and explanations, and give access 25 to any records, documents, books, accounts and vouchers of the institution that are under their control, that the auditor or examiner considers necessary to prepare a report required under this Act.

**125.** (1) Les commissaires, conseillers, diri- 20 geants, salariés ou mandataires d'une institution ou leurs prédécesseurs doivent, à la demande du vérificateur ou de l'examineur de l'institution, lui fournir des renseignements et des éclaircissements et lui donner accès aux registres, livres, 25 comptes, pièces justificatives et autres documents de l'institution qui sont sous leur contrôle. Ils se conforment à la demande dans 30 la mesure où le vérificateur ou l'examineur l'estime nécessaire pour établir les rapports 30 prévus par la présente loi.

Droit aux renseignements

Obligation to inform

(2) If a commissioner or director of an institution does not have information or an explanation requested by an auditor or examiner under subsection (1), the commissioner or director shall obtain the information or explana- 35 tion and provide it to the auditor or examiner.

(2) S'ils n'ont pas les renseignements et éclaircissements, les commissaires ou conseillers d'une institution doivent, à la demande du vérificateur ou de l'examineur, les obtenir et 35 les lui remettre.

Obligation d'obtenir les renseignements

Restriction

**126.** Nothing in this Part or in any directions of the Minister shall be construed as authorizing the auditor or examiner of an institution to express any opinion on the merits of matters of 40 policy, including the merits of

**126.** La présente partie ou les directives du ministre n'ont pas pour effet d'autoriser le vérificateur ou l'examineur d'une institution à exprimer son opinion sur le bien-fondé de 40 questions d'orientation, notamment sur celui :

Restrictions

a) des buts de l'institution ou des restrictions quant aux activités qu'elle peut exercer, tels qu'ils figurent dans la présente loi;

(a) the objects or purposes for which the institution was established or the restrictions on the businesses or activities that it may carry on, as set out in this Act; or

(b) any business or policy decision of the institution.

b) des décisions prises par l'institution concernant ses activités ou ses orientations.

Qualified privilege	<b>127.</b> An oral or written statement or report made under this Part by an auditor or examiner has qualified privilege.	<b>127.</b> Les vérificateurs et les examinateurs d'une institution jouissent d'une immunité relative en ce qui concerne les déclarations orales ou écrites et les rapports qu'ils font en vertu de la présente partie.	Immunité relative
---------------------	--	---	-------------------

Audit committee	<b>128.</b> (1) Each institution shall establish an audit committee composed of not less than three commissioners or directors who are not officers of the institution and who are competent to perform the duties set out in subsection (2).	<b>128.</b> (1) Chaque institution constitue un comité de vérification formé d'au moins trois commissaires ou conseillers qui ne sont pas des dirigeants de l'institution et qui ont les compétences requises pour exercer les fonctions prévues au paragraphe (2).	Constitution de comité
-----------------	---	---	------------------------

Duties	(2) An audit committee shall	(2) Le comité de vérification d'une institution est chargé des fonctions suivantes :	Fonctions
	(a) review, and advise the board of directors in respect of, the financial statements that are to be included in the annual report of the institution;	a) réexaminer les états financiers à incorporer dans le rapport annuel de l'institution et conseiller le conseil d'administration à leur égard;	
	(b) oversee any internal audit of the institution;	b) surveiller la vérification interne de l'institution;	
	(c) review, and advise the board of directors in respect of, the annual auditor's report in respect of the institution;	c) réexaminer le rapport annuel du vérificateur de l'institution et conseiller le conseil d'administration à son égard;	
	(d) review, and advise the board of directors in respect of, any plan and report of a special examiner; and	d) dans le cas d'une institution visée par un examen spécial, réexaminer le plan et le rapport et conseiller le conseil d'administration à cet égard;	
	(e) perform any other functions that are assigned to it by the board of directors of the institution.	e) exécuter les autres fonctions que lui attribue le conseil d'administration de l'institution.	

Auditor's or examiner's attendance	(3) An auditor and any examiner of an institution are entitled to receive notice of every meeting of the audit committee and, at the expense of the institution, to attend and be heard at each meeting.	(3) Le vérificateur et l'examineur d'une institution ont le droit de recevoir avis de chacune des réunions du comité de vérification, d'y assister aux frais de l'institution et d'y prendre la parole.	Présence du vérificateur ou de l'examineur
------------------------------------	--	---	--

Required attendance	(4) The auditor or examiner of an institution shall attend any meeting of the institution's audit committee at which he or she is requested to attend by a member of that committee.	(4) Ils sont par ailleurs tenus d'être présents à toute réunion à laquelle un membre du comité de vérification leur demande d'assister.	Présence obligatoire
---------------------	--	---	----------------------

Calling meeting	(5) The auditor or examiner of an institution or a member of the institution's audit committee may call a meeting of that committee.	(5) Le vérificateur ou l'examineur d'une institution ou un membre du comité de vérification peut demander la tenue d'une réunion du comité.	Tenue des réunions
Disclosure of material developments	<b>129.</b> The chief executive officer of an institution shall, as soon as reasonably practicable, notify the Minister and any commissioner or director of the institution not already aware of them of any financial or other developments that, in the chief executive officer's opinion, are likely to have a material effect on the performance of the institution, relative to its objectives or requirements for funding.	<b>129.</b> Le premier dirigeant de l'institution 5 avise dans les plus brefs délais possible le ministre et les commissaires ou conseillers de l'institution qui ne sont pas déjà au courant des changements, notamment de la situation financière, qui, selon lui, pourraient avoir, par rapport 10 aux objectifs de l'institution, des conséquences importantes sur les résultats de celle-ci ou sur ses besoins financiers.	5 Avis des changements importants
Annual report	<b>130.</b> (1) Each institution shall, within four months after the end of each financial year, submit to the Minister an annual report on the 15 operations of the institution in that year.	<b>130.</b> (1) Dans les quatre premiers mois suivant la fin de chaque exercice, l'institution 15 remet au ministre un rapport annuel des activités qu'elle a exercées pendant l'exercice.	Rapport annuel
Form and contents	(2) The annual report of an institution shall be prepared in a form that clearly sets out information according to the major businesses or activities of the institution and shall include 20 (a) the financial statements of the institution; (b) the annual auditor's report; (c) a statement on the extent to which the institution has met its objectives for the financial year; 25 (d) any quantitative information respecting the performance of the institution that the Minister may require to be included; and (e) any other information that is required under this Act or any other Act of Parliament. 30	(2) Le rapport annuel de l'institution met en évidence les principales activités de l'institution et contient notamment les éléments suivants : 20 a) les états financiers de l'institution; b) le rapport annuel du vérificateur; c) un énoncé de la mesure dans laquelle l'institution a réalisé ses objectifs pour l'exercice en question; 25 d) les renseignements chiffrés qu'exige le ministre sur les résultats de l'institution; e) les autres renseignements qu'exigent la présente loi ou une autre loi fédérale.	Présentation matérielle et contenu
Annual meeting	<b>131.</b> (1) The board of directors of an institution shall call an annual meeting not later than 18 months after the institution is established and subsequently not later than 15 months after the preceding annual meeting. 35	<b>131.</b> (1) Le conseil d'administration d'une 30 institution doit convoquer une réunion annuelle au plus tard dans les dix-huit mois suivant la création de l'institution et, par la suite, dans les quinze mois suivant la réunion annuelle précédente. 35	Réunion annuelle
Notice of meeting	(2) An institution shall, at least 30 days before the annual meeting, publish a notice in a major newspaper setting out the time and location of the meeting and specifying that the institution's annual report may be accessed on 40 an Internet website to be maintained by the institution.	(2) L'institution est tenue de faire publier dans un journal à grand tirage au moins trente jours avant la réunion un avis donnant l'heure, le lieu et la date de la réunion et portant que le rapport annuel de l'institution est mis à la 40 disposition du public sur son site Internet.	Publication d'un avis



Availability to public	(3) At the annual meeting, the board of directors shall ensure that	(3) Le conseil d'administration veille à ce que, à la réunion :	Renseignements à communiquer au public
	(a) there are available a sufficient number of copies of the institution's most recent annual report for those present at the meeting; and	a) un nombre suffisant d'exemplaires du dernier rapport annuel vérifié de l'institution soit mis à la disposition des personnes présentes;	
	(b) the chief executive officer and the commissioners or directors of the institution are available to those present at the meeting to answer any questions about the institution's operations.	b) le premier dirigeant et les commissaires ou conseillers soient présents pour répondre aux questions sur les activités de l'institution.	

	PART 7	PARTIE 7	
	PROVISIONS OF GENERAL APPLICATION	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
	GENERAL	GÉNÉRALITÉS	
Conflict of interest	132. (1) No person who is appointed to, or is employed by, a commission, board, authority or institute established under this Act shall be appointed to, or be employed by, any other commission, board, authority or institute established under this Act.	132. (1) Les personnes qui sont nommées à la Commission de la fiscalité des premières nations, au Conseil de gestion financière des premières nations, à l'Administration financière des premières nations ou à l'Institut de la statistique des premières nations ou employées par eux ne peuvent être ni nommées à un autre de ces organismes ni employées par lui.	Conflicts d'intérêts
Conflict of interest	(2) No person referred to in subsection (1) shall accept or hold any office or employment that is inconsistent with that person's duties or take part in any matter involving the commission, board, authority or institute in which that person has an interest.	(2) Elles ne peuvent accepter ni occuper de charge ou d'emploi incompatibles avec leurs fonctions, ni se saisir d'une affaire concernant une des institutions visées au paragraphe (1) dans lesquelles elles ont un intérêt.	Conflicts d'intérêts
Conflict of interest	(3) All persons appointed to a commission, board or institute established under this Act shall comply with the <i>Conflict of Interest and Post-Employment Code for Public Office Holders</i> , issued by the Office of the Ethics Counsellor, as amended from time to time, as though they were public office holders as defined in that Code.	(3) Les personnes qui sont nommées à la Commission de la fiscalité des premières nations, au Conseil de gestion financière des premières nations ou à l'Institut de la statistique des premières nations sont tenues de se conformer au <i>Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat</i> , publié par le Bureau du conseiller en éthique, comme si elles étaient des titulaires d'une charge publique au sens de ce code.	Conflicts d'intérêts
Liability of Her Majesty	133. (1) No person has a right to receive any compensation, damages, indemnity or other relief from Her Majesty in right of Canada in respect of any claim against the First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority or First Nations Statistical Institute arising from its exercise of, or its failure to exercise, any of	133. (1) Nul ne peut recevoir de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada à l'égard de toute demande contre la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ou l'Institut de la statistique des premières nations découlant de l'exercice de leurs attributions	Responsabilité de la Couronne

the powers or functions of that Commission, Board, Authority or Institute, as the case may be, including any claim against the First Nations Tax Commission as an agent of Her Majesty in right of Canada.

Insurance  
required

(2) The First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute shall maintain in good standing at all times the insurance coverage required by any regulations made under paragraph 140(b).

No appropriation

**134.** No payment to the First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority or First Nations Statistical Institute may be made under an appropriation by Parliament authorized under an Act of Parliament to enable the Commission, Board, Authority or Institute to satisfy any claim referred to in subsection 133(1).

No  
compensation

**135.** No person has a right to receive any compensation, damages, indemnity or other relief from Her Majesty in right of Canada, or from the First Nations Tax Commission, for any acquired, vested or future right, or for any prospect of such a right, that is affected by a law approved by the First Nations Tax Commission under subsection 31(3), or for any duty or liability imposed on that person as a result of such a law.

Limit of liability

**136.** No civil proceedings lie against a commissioner or employee of the First Nations Tax Commission, or any director or employee of the First Nations Financial Management Board or First Nations Statistical Institute, for anything done, or omitted to be done, in the exercise or purported exercise in good faith of any power, or in the performance or purported performance in good faith of any duty, of that person in accordance with this Act.

Limit of liability

**137.** No civil proceedings lie against a member of a council or an employee of a first nation for anything done, or omitted to be done, during the course of the exercise or purported exercise in good faith of any power, or the performance or purported performance in good

tions ou du défaut de les exercer, y compris toute demande contre la Commission de la fiscalité des premières nations à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

5

(2) La Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations et l'Institut de la statistique des premières nations sont tenus de maintenir l'assurance exigée par les règlements pris en vertu de l'alinéa 140b).

5 Assurance

**134.** Il ne peut être accordé à la Commission de la fiscalité des premières nations, au Conseil de gestion financière des premières nations, à l'Administration financière des premières nations et à l'Institut de la statistique des premières nations aucune somme par voie de crédit affecté par le Parlement pour lui permettre de satisfaire à la demande visée au paragraphe 133(1).

Interdiction de  
crédit

**135.** Nul ne peut recevoir de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de la Commission de la fiscalité des premières nations en rapport avec des droits, acquis ou dévolus, actuels ou éventuels, touchés par un texte législatif agréé en vertu du paragraphe 31(3), ou en compensation des obligations que lui impose ce texte.

20 Aucun recours

**136.** Les commissaires ou les employés de la Commission de la fiscalité des premières nations, les conseillers ou les employés du Conseil de gestion financière des premières nations ou les administrateurs ou les employés de l'Institut de la statistique des premières nations bénéficient de l'immunité en matière civile pour les faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des attributions qui leur sont conférées en vertu de la présente loi.

Limite de  
responsabilité

**137.** Les membres du conseil d'une première nation et les employés de celle-ci bénéficient de l'immunité en matière civile pour les faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des attributions qui leur sont conférées en vertu de

Limite de  
responsabilité



	faith of any duty, of that member or employee in accordance with this Act, regulations made under this Act or a law made by the council of a first nation under this Act.	la présente loi, de ses règlements d'application ou d'un texte législatif pris par le conseil d'une première nation en vertu de la présente loi.	
Conflict with other laws	<b>138.</b> (1) In the event of a conflict between a local revenue law and an Act of Parliament or any regulations made under an Act of Parliament or a code made by a first nation under another Act of Parliament, the Act, regulations or code prevails to the extent of the conflict.	<b>138.</b> (1) Les dispositions de toute loi fédérale ou d'un règlement pris en vertu de celle-ci ou d'un code adopté par une première nation en vertu d'une autre loi fédérale l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un texte législatif sur les recettes locales d'une première nation.	Primaauté
Conflict with other first nation laws	(2) In the event of a conflict between a law made by a first nation under this Act and a law, other than a code, made by the first nation under another Act of Parliament, the law made by the first nation under this Act prevails to the extent of the conflict.	(2) Les dispositions de tout texte législatif pris en vertu de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un texte législatif, à l'exception d'un code, d'une première nation pris en vertu d'une autre loi fédérale.	Primaauté
Official languages	<b>139.</b> (1) For greater certainty, the provisions of the <i>Official Languages Act</i> applicable to federal institutions apply to the First Nations Tax Commission and First Nations Statistical Institute.	<b>139.</b> (1) Il est entendu que les dispositions de la <i>Loi sur les langues officielles</i> applicables aux institutions fédérales s'appliquent à la Commission de la fiscalité des premières nations et à l'Institut de la statistique des premières nations.	<i>Loi sur les langues officielles</i>
Official languages	(2) Where there is a significant demand for services in a particular official language, the First Nations Financial Management Board and First Nations Finance Authority shall offer services in that language.	(2) Le Conseil de gestion financière des premières nations et l'Administration financière des premières nations doivent offrir leurs services dans l'une ou l'autre des langues officielles là où l'emploi de cette langue fait l'objet d'une demande importante.	<i>Loi sur les langues officielles</i>
	REGULATIONS	RÈGLEMENTS	
Regulations	<b>140.</b> The Governor in Council may make regulations	<b>140.</b> Le gouverneur en conseil peut, par règlement :	Règlements
	(a) prescribing anything that is to be prescribed under subsection 20(3) or 41(2) or section 116; and	a) prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues aux paragraphes 20(3) ou 41(2) ou à l'article 116;	
	(b) prescribing the insurance coverage required to be maintained by the First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute in respect of liabilities referred to in subsection 133(1).	b) prévoir l'assurance que doivent maintenir la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations et l'Institut de la statistique des premières nations pour couvrir les obligations visées au paragraphe 133(1).	
Regulations	<b>141.</b> For the purpose of enabling an aboriginal group that is not a band as defined in subsection 2(1) of the <i>Indian Act</i> but is a party to a treaty, land claims agreement or self-government agreement with Canada to benefit	<b>141.</b> Le gouverneur en conseil peut, afin de donner à tout groupe autochtone qui n'est pas une bande au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i> mais qui est partie à un traité, à un accord sur des revendications territoriales ou	Règlements



from the provisions of this Act or obtain the services of any body established under this Act, the Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary, including regulations

(a) adapting any provision of this Act or of any regulation made under this Act; and

(b) restricting the application of any provision of this Act or of any regulation made under this Act.

Regulations

**142.** The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing anything that is to be prescribed for the purposes of paragraph 74(b); and

(b) adapting or restricting any provision of this Act or of any regulation made under this Act for the purposes of paragraph 74(b).

#### PART 8

#### TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS AND COMING INTO FORCE

##### TRANSITIONAL PROVISIONS

ITAB employees

**143. (1)** Persons who are employed by the Indian Taxation Advisory Board at the time that the First Nations Tax Commission is established shall be offered employment with the Commission, at the same salary and with equivalent terms and conditions of employment.

Interim rules of procedure

**(2)** Until new rules are established by the First Nations Tax Commission, the Commission shall conduct itself in accordance with the rules of procedure established by the Indian Taxation Advisory Board.

Continuation of directors

**144.** Persons who are directors of the First Nations Finance Authority Inc., a corporation incorporated under the *Canada Business Corporations Act*, on the day on which section 58 comes into force shall continue as directors of the First Nations Finance Authority until new directors are elected.

à un accord sur l'autonomie gouvernementale avec le Canada la possibilité de profiter des dispositions de la présente loi ou d'obtenir les services d'un organisme constitué par la présente loi, prendre les règlements qu'il estime nécessaires, et notamment :

a) adapter toute disposition de la présente loi ou de ses règlements;

b) restreindre l'application de toute disposition de la présente loi ou de ses règlements.

**142.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues à l'alinéa 74b);

b) pour l'application de cet alinéa, adapter toute disposition de la présente loi ou de ses règlements ou en restreindre l'application.

Règlements

#### PARTIE 8

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

##### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**143. (1)** Les personnes employées par la Commission consultative de la fiscalité indienne au moment de la constitution de la Commission de la fiscalité des premières nations doivent se voir offrir un emploi au sein de celle-ci au même salaire et à des conditions d'emploi équivalentes.

Personnel de la CCFI

**(2)** Tant qu'elle n'aura pas établi ses propres règles de procédure, la Commission de la fiscalité des premières nations reste régie par les règles établies par la Commission consultative de la fiscalité indienne.

Règles de procédure

**144.** Les administrateurs de la First Nations Finance Authority Inc. — personne morale constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* — en poste à la date d'entrée en vigueur de l'article 58 continuent de faire partie du conseil d'administration jusqu'à ce que les nouveaux administrateurs soient élus.

Administrateurs

Continuation of existing by-laws	<p>145. (1) By-laws made by a first nation under paragraph 83(1)(a), or any of paragraphs 83(1)(d) to (g), of the <i>Indian Act</i> that are in force on the day on which the name of the first nation is added to the schedule are deemed to be laws made under section 5 or 9, as the case may be, to the extent that they are not inconsistent with section 5 or 9, and remain in force until they are repealed or replaced.</p>	<p>145. (1) Les règlements administratifs pris par une première nation en vertu de l'alinéa 83(1)a), ou de l'un des alinéas 83(1)d) à g), de la <i>Loi sur les Indiens</i> et qui sont en vigueur à la date à laquelle le nom de celle-ci est inscrit à l'annexe sont réputés être des textes législatifs pris en vertu des articles 5 ou 9, selon le cas, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec ces articles, et demeurent en vigueur tant qu'ils ne sont pas remplacés ou abrogés.</p>	Maintien des règlements administratifs existants
Amendment of existing by-laws	<p>(2) For greater certainty, subsections 5(2) to (7) apply to amendments of by-laws referred to in subsection (1).</p>	<p>(2) Il est entendu que les paragraphes 5(2) à (7) s'appliquent à la modification des règlements administratifs visés au paragraphe (1).</p>	Modification des règlements administratifs existants
Review and evaluation	<p>146. Within seven years after the day on which this Act receives royal assent, the Minister, after consultation with the First Nations Tax Commission, First Nations Financial Management Board, First Nations Finance Authority and First Nations Statistical Institute, shall review the provisions and operation of this Act and the operations of those institutions, and submit a report to each House of Parliament on that review, including any changes that the Minister recommends relating to the evolution of the mandate and operation of those institutions.</p>	<p>146. Dans les sept ans suivant la sanction de la présente loi, le ministre, après avoir consulté la Commission de la fiscalité des premières nations, le Conseil de gestion financière des premières nations, l'Administration financière des premières nations ainsi que l'Institut de la statistique des premières nations, effectue un examen des dispositions et de l'application de la présente loi et du fonctionnement de ces institutions et dépose son rapport devant chaque chambre du Parlement, accompagné des modifications qu'il recommande en ce qui a trait à l'évolution de leur mandat et de leur fonctionnement.</p>	Examen

R.S., c. A-1	CONSEQUENTIAL AMENDMENTS	MODIFICATIONS CORRÉLATIVES	
	<i>Access to Information Act</i>	<i>Loi sur l'accès à l'information</i>	L.R., ch. A-1
	<p>147. Schedule I to the <i>Access to Information Act</i> is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "<i>Other Government Institutions</i>":</p>	<p>147. L'annexe I de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « <i>Autres institutions fédérales</i> », de ce qui suit:</p>	
	First Nations Financial Management Board	Commission de la fiscalité des premières nations	
	<i>Conseil de gestion financière des premières nations</i>	<i>First Nations Tax Commission</i>	
	First Nations Statistical Institute	Conseil de gestion financière des premières nations	
	<i>Institut de la statistique des premières nations</i>		
	First Nations Tax Commission	<i>First Nations Financial Management Board</i>	
	<i>Commission de la fiscalité des premières nations</i>	Institut de la statistique des premières nations	
		<i>First Nations Statistical Institute</i>	

**148. Schedule II to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to**

First Nations Fiscal and Statistical Management Act

*Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations*

**and a corresponding reference in respect of that Act to “section 108”.**

R.S., c. F-11

*Financial Administration Act*

**149. Part I of Schedule III to the Financial Administration Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

First Nations Statistical Institute

*Institut de la statistique des premières nations*

R.S., c. I-5

*Indian Act*

**150. The portion of subsection 87(1) of the Indian Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Property exempt from taxation

**87. (1)** Notwithstanding any other Act of Parliament or any Act of the legislature of a province, but subject to section 83 and section 5 of the *First Nations Fiscal and Statistical Management Act*, the following property is exempt from taxation:

**151. Section 88 of the Act is replaced by the following:**

General provincial laws applicable to Indians

**88.** Subject to the terms of any treaty and any other Act of Parliament, all laws of general application from time to time in force in any province are applicable to and in respect of Indians in the province, except to the extent that those laws are inconsistent with this Act or the *First Nations Fiscal and Statistical Management Act*, or with any order, rule, regulation or law of a band made under those Acts, and except to the extent that those provincial laws make provision for any matter for which provision is made by or under those Acts.

**148. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations

*First Nations Fiscal and Statistical Management Act*

**ainsi que de la mention « article 108 » en regard de ce titre de loi.**

*Loi sur la gestion des finances publiques*

L.R., ch. F-11

**149. La partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Institut de la statistique des premières nations

*First Nations Statistical Institute*

15

*Loi sur les Indiens*

L.R., ch. I-5

**150. Le passage du paragraphe 87(1) de la Loi sur les Indiens précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**87. (1)** Nonobstant toute autre loi fédérale ou provinciale, mais sous réserve de l'article 83 et de l'article 5 de la *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations*, les biens suivants sont exemptés de taxation :

Biens exempts de taxation

**151. L'article 88 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

25

**88.** Sous réserve des dispositions de quelque traité et de quelque autre loi fédérale, toutes les lois d'application générale et en vigueur dans une province sont applicables aux Indiens qui s'y trouvent et à leur égard, sauf dans la mesure où ces lois sont incompatibles avec la présente loi ou la *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations* ou quelque arrêté, ordonnance, règle, règlement ou texte législatif d'une bande pris sous leur régime, et sauf dans la mesure où ces lois provinciales contiennent des dispositions sur toute question prévue par la présente loi ou la *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations* ou sous leur régime.

Lois provinciales d'ordre général applicables aux Indiens

40



152. The schedule to the <i>Privacy Act</i> is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “ <i>Other Government Institutions</i> ”:	152. L’annexe de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, sous l’intertitre « <i>Autres institutions fédérales</i> », de ce qui suit :	5
First Nations Financial Management Board <i>Conseil de gestion financière des premières nations</i>	5 Commission de la fiscalité des premières nations <i>First Nations Tax Commission</i>	
First Nations Statistical Institute <i>Institut de la statistique des premières nations</i>	Conseil de gestion financière des premières nations	10
First Nations Tax Commission <i>Commission de la fiscalité des premières nations</i>	10 <i>First Nations Financial Management Board</i> Institut de la statistique des premières nations <i>First Nations Statistical Institute</i>	

153. The <i>Westbank First Nation Self-Government Act</i> is amended by adding the following after section 8:	153. La <i>Loi sur l’autonomie gouvernementale de la première nation de Westbank</i> est 15 modifiée par adjonction, après l’article 8, de ce qui suit :	
8.1 Notwithstanding any provision of this Act or the Agreement, for the purpose of enabling the Westbank First Nation to benefit from the provisions of the <i>First Nations Fiscal and Statistical Management Act</i> or obtain the 20 services of any body established under that Act, the Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary, including regulations	8.1 Malgré toute autre disposition de la présente loi ou toute disposition de l’accord, le gouverneur en conseil peut, afin de donner à la 20 première nation de Westbank la possibilité de profiter des dispositions de la <i>Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations</i> ou d’obtenir les services d’un organisme constitué par celle-ci, prendre les règlements 25 qu’il estime nécessaires, et notamment :	<i>Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations</i>
(a) adapting any provision of that Act or of 25 any regulation made under that Act; and	a) adapter toute disposition de cette loi ou des règlements pris en vertu de celle-ci;	
(b) restricting the application of any provision of that Act or of any regulation made under that Act.	b) restreindre l’application de toute disposition de cette loi ou des règlements pris en 30 vertu de celle-ci.	

154. (1) On the later of the coming into 30 force of section 8 of the <i>Public Service Modernization Act</i> and subsection 60(1) of this Act, subsection 60(1) of the English version of this Act is replaced by the following:	154. (1) À l’entrée en vigueur de l’article 8 de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> ou à celle du paragraphe 60(1) de la présente loi, la dernière en date étant à 35 retenir, le paragraphe 60(1) de la version anglaise de la présente loi est remplacé par ce qui suit :	
---	---	--

Not agent of Her  
Majesty

**60.** (1) The Authority is not an agent of Her Majesty or a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, and its officers and employees are not part of the federal public administration.

(2) On the later of the coming into force of section 8 of the *Public Service Modernization Act* and subsection 115(1) of this Act, subsection 115(1) of the English version of this Act is replaced by the following:

Exclusion from  
federal public  
administration

**115.** (1) The officers and employees of an institution are not part of the federal public administration.

#### COMING INTO FORCE

Order in council

**155.** The provisions of this Act, other than section 154, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

**60.** (1) The Authority is not an agent of Her Majesty or a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, and its officers and employees are not part of the federal public administration.

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 8 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* ou à celle du paragraphe 115(1) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 115(1) de la version anglaise de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

**115.** (1) The officers and employees of an institution are not part of the federal public administration.

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

**155.** Les dispositions de la présente loi, à l'exception de l'article 154, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Not agent of Her  
Majesty

Exclusion from  
federal public  
administration

Entrée en  
vigueur

SCHEDULE  
*(Subsections 2(1) and (3))*

ANNEXE  
*(paragraphes 2(1) et (3))*

---

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

---

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**MAIL** ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

CAI  
x B  
BSC

**C-21**

**C-21**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-21**

## **PROJET DE LOI C-21**

An Act respecting not-for-profit corporations and other  
corporations without share capital

Loi régissant les organisations à but non lucratif et les autres  
organisations sans capital-actions

---

FIRST READING, NOVEMBER 15, 2004

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 15 NOVEMBRE 2004

---

THE MINISTER OF INDUSTRY

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE





**C-21**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-21**

An Act respecting not-for-profit corporations and other  
corporations without share capital

---

FIRST READING, NOVEMBER 15, 2004

---

THE MINISTER OF INDUSTRY

**C-21**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-21**

Loi régissant les organisations à but non lucratif et les autres  
organisations sans capital-actions

---

PREMIÈRE LECTURE LE 15 NOVEMBRE 2004

---

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE



## SUMMARY

This enactment establishes a framework for the governance of not-for-profit corporations and other corporations without share capital. The enactment replaces Parts II and III of the *Canada Corporations Act* and is mainly based on the *Canada Business Corporations Act*.

The enactment replaces the "letters patent" system of incorporation by an "as of right" system of incorporation. The current requirement for Ministerial review of letters patent and by-laws prior to incorporation is replaced by the granting of incorporation upon the sending of required information and payment of a fee.

The enactment provides for modern corporate governance standards, including the rights, powers, duties and liabilities of directors and officers, along with related defences, and financial accountability and disclosure requirements.

The enactment sets out the capacity and powers of a corporation as a natural person, including its right to buy and sell property, make investments, borrow funds and issue debt obligations.

The enactment sets out the rights of members, including the right to vote at a meeting of members, call a special meeting of members, advance proposals for consideration at meetings of members and access corporate records.

The enactment provides requirements for financial review by a public accountant and financial disclosure based on whether a corporation has solicited funds and its level of annual revenue.

The enactment gives the Director powers of administration, including the power to make inquiries related to compliance and to access key corporate documents such as financial statements and membership lists.

The enactment includes remedies for members and other interested persons to address the conduct of a corporation that is oppressive or unfairly prejudicial to or unfairly disregards the interests of any creditor, director, officer or member.

The enactment provides procedures for the amalgamation, continuance, liquidation and dissolution of a corporation and other fundamental corporate changes. The continuance provisions govern the continuance of bodies incorporated under other Acts and provide a power for the Governor in Council to require a federal body corporate without share capital to apply for continuance under the enactment or be dissolved.

The enactment modernizes the legal regime that applies to corporations without share capital created by Special Acts of Parliament by providing that those corporations are natural persons, requiring the holding of an annual meeting and the sending of an annual return, and regulating a change of a corporation's name and its dissolution.

The enactment make a number of consequential amendments to other federal Acts.

## SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'établir un cadre pour la régie des organisations à but non lucratif et des autres organisations sans capital-actions. Il abroge les parties II et III de la *Loi sur les corporations canadiennes* et se fonde principalement sur la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Le texte remplace la constitution par lettres patentes par la constitution de plein droit en organisation. L'exigence d'un examen préalable, par le ministre, des lettres patentes et des règlements administratifs est remplacée par l'autorisation de constitution en organisation suivant l'envoi des renseignements exigés et le paiement d'un droit.

Le texte établit des normes de gestion modernes, notamment en ce qui a trait aux attributions et responsabilités des administrateurs et des dirigeants, aux moyens de défense qui leur sont ouverts, à leur responsabilité en matière financière et à l'accès aux renseignements.

Le texte prévoit que l'organisation a la capacité d'une personne physique et il précise ses pouvoirs, notamment celui d'acquérir et de vendre des biens, de faire des placements, de contracter des emprunts et d'émettre des titres de créance.

Le texte établit les droits des membres de l'organisation tels que celui de voter à une assemblée, de convoquer une assemblée extraordinaire, de présenter une proposition à étudier lors d'une assemblée et d'avoir accès aux registres de l'organisation.

Le texte fixe des exigences en matière d'examen financier par un expert-comptable et de renseignements à fournir, lesquelles varient selon que l'organisation a recouru ou non à la sollicitation et selon ses revenus annuels.

Le directeur se voit conférer des pouvoirs concernant la mise en oeuvre du texte, notamment celui d'obtenir des renseignements relativement à l'observation de la Loi et d'avoir accès aux documents importants de l'organisation tels que ses états financiers et la liste de ses membres.

Le texte crée un recours pour les membres et autres intéressés dans le cas où l'organisation entrave l'exercice des droits de ses créanciers, administrateurs, dirigeants ou membres, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

Le texte établit les procédures de fusion, prorogation, liquidation et dissolution de l'organisation et celles relatives à d'autres modifications de structure. De plus, il régit la prorogation des personnes morales constituées en vertu d'une autre loi et permet au gouverneur en conseil d'enjoindre à une personne morale sans capital-actions, régie par une autre loi fédérale, de demander un certificat de prorogation ou de dissolution.

Le texte modernise le régime juridique régissant les personnes morales sans capital-actions constituées par loi spéciale du Parlement. À cet égard, il prévoit qu'elles ont la capacité d'une personne physique, exige la tenue d'une assemblée annuelle et l'envoi au directeur d'un rapport annuel et régit la modification de leur dénomination ainsi que leur dissolution.

Enfin, le texte apporte des modifications corrélatives à d'autres lois fédérales.

## TABLE OF PROVISIONS

### AN ACT RESPECTING NOT-FOR-PROFIT CORPORATIONS AND OTHER CORPORATIONS WITHOUT SHARE CAPITAL

#### SHORT TITLE

1. Short title

#### PART 1

##### INTERPRETATION AND APPLICATION

##### DEFINITIONS AND INTERPRETATION

2. Definitions

##### APPLICATION

3. Application of Act

##### PURPOSE

4. Purpose

##### DESIGNATION OF MINISTER

5. Power of Governor in Council

#### PART 2

##### INCORPORATION

6. Incorporators

7. Articles of incorporation

8. Delivery of articles of incorporation

9. Certificate of incorporation

10. Effect of certificate

11. Alternate name

12. Reserving name

13. Prohibited names

14. Certificate of amendment

15. Pre-incorporation and pre-amalgamation contracts

#### PART 3

##### CAPACITY AND POWERS

16. Capacity of a corporation

17. Powers of a corporation

## TABLE ANALYTIQUE

### LOI RÉGISSANT LES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF ET LES AUTRES ORGANISATIONS SANS CAPITAL-ACTIONS

#### TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

#### PARTIE 1

##### DÉFINITIONS ET APPLICATION

##### DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions

##### APPLICATION

3. Application de la loi

##### OBJET

4. Objet

##### DÉSIGNATION DU MINISTRE

5. Pouvoir du gouverneur en conseil

#### PARTIE 2

##### CONSTITUTION

6. Fondateurs

7. Statuts constitutifs

8. Envoi des statuts constitutifs

9. Certificat de constitution

10. Effet du certificat

11. Choix de la dénomination

12. Réservation

13. Dénominations prohibées ou trompeuses

14. Certificat de modification

15. Contrats antérieurs à la constitution

#### PARTIE 3

##### CAPACITÉ ET POUVOIRS

16. Capacité

17. Pouvoirs



- 18. No constructive notice
- 19. Authority of directors, officers, agents and mandataries

## PART 4

## REGISTERED OFFICE AND RECORDS

- 20. Registered office
- 21. Corporate records
- 22. Access to corporate records
- 23. Requirement for statutory declaration — register of members
- 24. Examination by Director
- 25. Application for authorization — corporation
- 26. Form of records
- 27. Validity of unsealed documents

## PART 5

## CORPORATE FINANCE

- 28. Borrowing powers
- 29. Issue of debt obligations
- 30. Repayment
- 31. Annual contributions or dues
- 32. Ownership of property
- 33. Directors not trustees
- 34. Investments by corporation
- 35. Distribution of property, accretions or profits
- 36. Surrendered memberships
- 37. Liability

## PART 6

## DEBT OBLIGATIONS, CERTIFICATES, REGISTERS AND TRANSFERS

## DEFINITIONS AND INTERPRETATION

- 38. Definitions

## DEBT OBLIGATION CERTIFICATES

- 39. Debt obligation certificate
- 40. Fee
- 41. Jointly held debt obligations
- 42. Signatures
- 43. Contents of certificate
- 44. Contents of certificate

- 18. Absence de présomption de connaissance
- 19. Prétentions interdites

## PARTIE 4

## SIÈGE ET LIVRES

- 20. Siège
- 21. Livres
- 22. Consultation de certains documents
- 23. Consultation du registre des membres
- 24. Consultation des livres
- 25. Demande d'autorisation : organisation
- 26. Mode de conservation des livres
- 27. Absence du sceau

## PARTIE 5

## FINANCEMENT

- 28. Pouvoir d'emprunt
- 29. Émission de titres de créance
- 30. Acquiescement
- 31. Contribution ou cotisation annuelles
- 32. Biens des organisations
- 33. Administrateurs non fiduciaires
- 34. Placements
- 35. Distribution des bénéfices et des biens
- 36. Dons
- 37. Immunité

## PARTIE 6

## TITRES DE CRÉANCE, ENREGISTREMENT ET TRANSFERT

## DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

- 38. Définitions

## CERTIFICATS DE TITRES DE CRÉANCE

- 39. Certificat de titre de créance ou reconnaissance écrite
- 40. Droit exigible
- 41. Pluralité de détenteurs
- 42. Signatures
- 43. Contenu du certificat
- 44. Contenu du certificat en cas de pluralité des catégories ou séries

## REGISTERS

- 45. Registers
- 46. Agent or mandatary
- 47. Registration
- 48. Trustee
- 49. Constructive registered holder
- 50. Proof of ownership
- 51. Joint holder
- 52. Duties of issuer
- 53. Minors
- 54. Deceased owner
- 55. Overissue

## PROCEEDINGS

- 56. Rules of action

## DELIVERY

- 57. Delivery of debt obligations

## GENERAL

- 58. Incorporation by reference
- 59. Validity of debt obligation
- 60. Defence
- 61. Defences
- 62. Deemed notice
- 63. Unauthorized signature
- 64. Completion of debt obligation
- 65. Enforceability
- 66. Fraud
- 67. Guarantees
- 68. Acquisition of rights
- 69. Limited interests
- 70. Deemed notice
- 71. No duty to inquire
- 72. Deemed notice
- 73. Staleness
- 74. Guarantee
- 75. Content of guarantee
- 76. Guarantee of intermediary
- 77. Guarantee of broker

## REGISTRES

- 45. Registre des titres de créance nominatifs
- 46. Mandataire
- 47. Inscription au registre
- 48. Émetteur ou fiduciaire
- 49. Personnes habilitées à exercer les droits
- 50. Personnes habilitées à exercer les droits ou privilèges
- 51. Copropriétaires
- 52. Précisions concernant les obligations de l'émetteur
- 53. Mineurs
- 54. Décès
- 55. Émission excédentaire

## PROCÉDURE

- 56. Règles de procédure

## LIVRAISON DES TITRES DE CRÉANCE

- 57. Livraison

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 58. Incorporation par renvoi
- 59. Validité
- 60. Moyen de défense
- 61. Moyens de défense irrecevables
- 62. Connaissance réputée
- 63. Signature non autorisée
- 64. Titre de créance incomplet
- 65. Force exécutoire
- 66. Fraude
- 67. Garanties
- 68. Acquisition des droits
- 69. Droits limités
- 70. Connaissance réputée
- 71. Limites
- 72. Connaissance réputée
- 73. Limite
- 74. Garantie
- 75. Teneur de la garantie
- 76. Garantie de l'intermédiaire
- 77. Garanties du courtier

78.	Right to compel endorsement
79.	Definition of “appropriate”
80.	Endorsement
81.	Immunity of endorser
82.	Partial endorsement
83.	Effect of failure by fiduciary to comply
84.	Effect of endorsement
85.	Endorsement in bearer form
86.	Effect of unauthorized endorsement
87.	Warranties of guarantor of signature
88.	Presumption of delivery
89.	Presumption of ownership
90.	Delivery of debt obligation
91.	Right to reclaim possession
92.	Right to requisites for registration
93.	Seizure of debt obligation
94.	Not liable if good faith delivery
95.	Duty to register transfer
96.	Assurance of endorsement
97.	Notice from additional documentation
98.	Limited duty of inquiry
99.	Inquiry into adverse claim
100.	Duration of notice of adverse claim
101.	Limitation on issuer’s liability
102.	Lost or stolen debt obligation
103.	Duty
104.	Notice to agent or mandatary

## PART 7

## TRUST INDENTURES

105.	Definitions
106.	Conflict of interest
107.	Qualification of trustee
108.	List of debt obligation holders
109.	Evidence of compliance
110.	Contents of declaration, etc.
111.	Further evidence of compliance
112.	Trustee may require evidence of compliance
113.	Notice of default
114.	Duties of trustee

78.	Droit d’exiger l’endossement
79.	Compétence
80.	Endossement
81.	Immunité de l’endosseur
82.	Endossement partiel
83.	Fautes du représentant
84.	Effet de l’endossement
85.	Endossement au porteur
86.	Effet d’un endossement non autorisé
87.	Garantie de la signature
88.	Présomption de livraison
89.	Présomption de propriété
90.	Livraison d’un titre de créance
91.	Remise en possession ou dommages-intérêts
92.	Droit d’obtenir les pièces nécessaires à l’inscription
93.	Saisie d’un titre de créance
94.	Absence de responsabilité
95.	Inscription obligatoire
96.	Garantie de l’endossement
97.	Connaissance réputée
98.	Limites de l’obligation de s’enquérir
99.	Limites en l’absence de connaissance ou d’avis
100.	Durée de validité de l’avis
101.	Limites de la responsabilité
102.	Perte ou vol d’un titre de créance
103.	Obligation d’authentification du mandataire
104.	Avis au mandataire

## PARTIE 7

## ACTES DE FIDUCIE

105.	Définitions
106.	Conflit d’intérêts
107.	Qualités requises pour être fiduciaire
108.	Liste des détenteurs de titres de créance
109.	Preuve de l’observation des conditions
110.	Teneur de la déclaration solennelle
111.	Preuve supplémentaire
112.	Présentation de la preuve au fiduciaire
113.	Avis du défaut
114.	Devoirs du fiduciaire



- 115. Reliance on statements
- 116. No exculpation

## PART 8

## RECEIVERS AND RECEIVER-MANAGERS

- 117. Functions of receiver
- 118. Functions of receiver-manager
- 119. Directors' powers cease
- 120. Duty to act
- 121. Duty under instrument
- 122. Duty of care
- 123. Orders given by court
- 124. Duties of receiver and receiver-manager

## PART 9

## DIRECTORS AND OFFICERS

- 125. Duty to manage or supervise management
- 126. Number of directors
- 127. Qualifications of directors
- 128. Organization meeting
- 129. Notice of directors
- 130. Ceasing to hold office
- 131. Removal of directors
- 132. Statement of director
- 133. Filling vacancy
- 134. Change in number of directors
- 135. Notice of change of director or director's address
- 136. Attendance at meeting
- 137. Meeting of directors
- 138. Decisions made by consensus
- 139. Delegation
- 140. Validity of acts of directors and officers
- 141. Validity of signed resolutions
- 142. Disclosure of interest
- 143. Officers
- 144. Remuneration
- 145. Indemnification
- 146. Directors' liability
- 147. Liability of directors for wages
- 148. Dissent

- 115. Foi accordée aux déclarations
- 116. Caractère impératif des obligations

## PARTIE 8

## SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS

- 117. Fonctions du séquestre
- 118. Fonctions du séquestre-gérant
- 119. Non-exercice des pouvoirs
- 120. Obligation prévue dans une ordonnance
- 121. Obligations prévues dans un acte ou une ordonnance
- 122. Obligation de diligence
- 123. Ordonnances du tribunal
- 124. Obligations du séquestre et du séquestre-gérant

## PARTIE 9

## ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

- 125. Fonctions des administrateurs
- 126. Nombre
- 127. Inhabilité
- 128. Réunion
- 129. Liste des administrateurs
- 130. Fin du mandat
- 131. Révocation des administrateurs
- 132. Déclaration de l'administrateur
- 133. Manière de combler les vacances
- 134. Modification du nombre d'administrateurs
- 135. Avis de changement au directeur
- 136. Présence aux assemblées
- 137. Réunion du conseil
- 138. Décisions par consensus
- 139. Délégation de pouvoirs
- 140. Validité des actes
- 141. Résolutions signées par les administrateurs
- 142. Communication des intérêts
- 143. Dirigeants
- 144. Rémunération
- 145. Remboursement des dépenses
- 146. Responsabilité des administrateurs
- 147. Responsabilité des administrateurs envers les employés
- 148. Dissidence

- 149. Duties of directors and officers
- 150. Director — reasonable diligence
- 151. Officer — reasonable diligence
- 152. Indemnification

## PART 10

## BY-LAWS AND MEMBERS

- 153. By-laws
- 154. Conditions of membership
- 155. Issuance of memberships
- 156. Termination of membership
- 157. Termination of member's rights
- 158. Power to discipline a member
- 159. Place of meetings
- 160. Calling annual meetings
- 161. Fixing record date
- 162. Notice provided for in by-laws
- 163. Right to submit and discuss
- 164. Quorum set in by-laws
- 165. Voting
- 166. Resolution in lieu of meeting
- 167. Requisition of meeting
- 168. Meeting called by court
- 169. Court review of election
- 170. Unanimous member agreement
- 171. Absentee voting

## PART 11

## FINANCIAL DISCLOSURE

- 172. Annual financial statements
- 173. Application for exemption
- 174. Consolidated statements
- 175. Copies to members
- 176. Copies to Director
- 177. Approval of financial statements

## PART 12

## PUBLIC ACCOUNTANT

- 178. Definition of "designated corporation"
- 179. Qualification of public accountant

- 149. Devoirs des administrateurs et dirigeants
- 150. Diligence raisonnable — administrateur
- 151. Diligence raisonnable — dirigeant
- 152. Indemnisation

## PARTIE 10

## RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET MEMBRES

- 153. Règlements administratifs
- 154. Conditions d'adhésion
- 155. Enregistrement des adhésions
- 156. Fin de l'adhésion
- 157. Extinction des droits du membre
- 158. Mesures disciplinaires
- 159. Lieu des assemblées
- 160. Convocation de l'assemblée annuelle
- 161. Date de référence
- 162. Avis de l'assemblée aux membres
- 163. Proposition d'un membre
- 164. Quorum
- 165. Vote
- 166. Résolution tenant lieu d'assemblée
- 167. Requête visant la convocation d'une assemblée
- 168. Convocation de l'assemblée par le tribunal
- 169. Révision par le tribunal
- 170. Convention unanime des membres
- 171. Vote des membres absents

## PARTIE 11

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS D'ORDRE  
FINANCIER

- 172. États financiers annuels
- 173. Demande : non-exécution des obligations
- 174. États financiers consolidés
- 175. Copies aux membres
- 176. Copies au directeur
- 177. Approbation des états financiers

## PARTIE 12

## EXPERT-COMPTABLE

- 178. Définition de « organisation désignée »
- 179. Qualités requises pour être expert-comptable

- 180. Appointment of public accountant
- 181. Dispensing with public accountant
- 182. Ceasing to hold office
- 183. Removal of public accountant
- 184. Filling vacancy
- 185. Court-appointed public accountant
- 186. Right to attend meeting
- 187. Review engagement — designated corporations
- 188. Audit engagement — other corporations
- 189. Report on financial statements
- 190. Reliance on other public accountant
- 191. Right to information
- 192. Audit committee
- 193. Notice of errors
- 194. Qualified privilege — defamation

## PART 13

## FUNDAMENTAL CHANGES

- 195. Amendment of articles or by-laws
- 196. Proposal to amend
- 197. Class vote
- 198. Delivery of articles
- 199. Certificate of amendment
- 200. Effect of certificate
- 201. Restated articles
- 202. Amalgamation
- 203. Amalgamation agreement
- 204. Member approval
- 205. Vertical short-form amalgamation
- 206. Sending of articles
- 207. Rights preserved
- 208. Amalgamation under other federal Acts
- 209. Continuance — import
- 210. Definition of “charter”
- 211. Continuance — other jurisdictions
- 212. Extraordinary sale, lease or exchange
- 213. Definition of “reorganization”
- 214. Definition of “arrangement”

- 180. Nomination de l’expert-comptable
- 181. Dispense
- 182. Fin du mandat
- 183. Révocation de l’expert-comptable
- 184. Manière de combler la vacance
- 185. Nomination judiciaire
- 186. Droit d’assister aux assemblées
- 187. Mission d’examen — organisations désignées
- 188. Mission de vérification — autres organisations
- 189. Rapport sur les états financiers
- 190. Rapport d’un autre expert-comptable
- 191. Droit à l’information
- 192. Comité de vérification
- 193. Avis au comité de vérification et à l’expert-comptable
- 194. Immunité — diffamation

## PARTIE 13

## MODIFICATION DE STRUCTURE

- 195. Modification des statuts ou des règlements administratifs
- 196. Proposition de modification
- 197. Vote par catégorie ou groupe
- 198. Envoi des clauses de modification
- 199. Certificat de modification
- 200. Prise d’effet de la modification
- 201. Mise à jour des statuts
- 202. Fusion
- 203. Convention de fusion
- 204. Approbation des membres
- 205. Fusion verticale simplifiée
- 206. Envoi des statuts de fusion
- 207. Prise d’effet de la fusion et maintien des droits
- 208. Fusion sous le régime de certaines lois fédérales
- 209. Prorogation — importation
- 210. Définition de « charte »
- 211. Prorogation — exportation
- 212. Vente, location ou échange faits hors du cours normal des activités
- 213. Réorganisation
- 214. Définition de « arrangement »



## PART 14

## LIQUIDATION AND DISSOLUTION

- 215. Definition of “court”
- 216. Application of Part
- 217. Revival
- 218. Dissolution before commencing activities
- 219. Proposing liquidation and dissolution
- 220. Dissolution by Director
- 221. Grounds for dissolution
- 222. Further grounds
- 223. Application for supervision
- 224. Application to court
- 225. Powers of court
- 226. Effect of order
- 227. Cessation of activities and powers
- 228. Appointment of liquidator
- 229. Duties of liquidator
- 230. Powers of liquidator
- 231. Costs of liquidation
- 232. Transfer on condition of return
- 233. Application
- 234. Distribution in accordance with articles
- 235. Right to distribution in money
- 236. Custody of records
- 237. Definition of “member”
- 238. Creditors or members not found
- 239. Vesting in Crown

## PART 15

## INVESTIGATION

- 240. Investigation
- 241. Power of inspector
- 242. Entering dwelling
- 243. Hearing *in camera*
- 244. Incriminating statements
- 245. Exchange of information
- 246. Absolute privilege — defamation
- 247. Solicitor-client privilege

## PARTIE 14

## LIQUIDATION ET DISSOLUTION

- 215. Définition de « tribunal »
- 216. Application de la présente partie
- 217. Reconstitution
- 218. Dissolution avant le début des activités
- 219. Proposition des administrateurs ou d'un membre
- 220. Dissolution par le directeur
- 221. Demande au tribunal
- 222. Demande au tribunal — autres motifs
- 223. Demande motivée
- 224. Demande motivée
- 225. Pouvoirs du tribunal
- 226. Effet de l'ordonnance
- 227. Cessation des activités et perte de pouvoirs
- 228. Nomination du liquidateur
- 229. Obligations du liquidateur
- 230. Pouvoirs du liquidateur
- 231. Frais de liquidation
- 232. Remise de certains biens
- 233. Application
- 234. Répartition en conformité avec les statuts
- 235. Droit à la répartition en numéraire
- 236. Garde des documents
- 237. Définition de « membre »
- 238. Créanciers ou membres introuvables
- 239. Dévolution à la Couronne

## PARTIE 15

## ENQUÊTE

- 240. Enquête ordonnée par le tribunal
- 241. Pouvoirs de l'inspecteur
- 242. Visite d'une habitation
- 243. Audience à huis clos
- 244. Incrimination
- 245. Échange de renseignements
- 246. Immunité absolue — diffamation
- 247. Secret professionnel

## PART 16

## REMEDIES, OFFENCES AND PUNISHMENT

- 248. Definitions
- 249. Derivative action
- 250. Powers of court
- 251. Application to court re oppression
- 252. Evidence of members' approval not decisive
- 253. Application to court to rectify records
- 254. Application for directions
- 255. Notice of refusal by Director
- 256. Appeal from Director's decision
- 257. Compliance or restraining order
- 258. Summary application to court
- 259. Appeal of final order
- 260. Offence
- 261. Order to comply

## PART 17

## DOCUMENTS IN ELECTRONIC OR OTHER FORM

- 262. Definitions
- 263. Application
- 264. Use not mandatory
- 265. Creation and provision of information
- 266. Creation of information in writing
- 267. Statutory declarations and affidavits
- 268. Signatures
- 269. Application for dispensation

## PART 18

## GENERAL

## NOTICE, CERTIFICATES AND OTHER DOCUMENTS

- 270. Notice to directors and members
- 271. Notice to and service on a corporation
- 272. Waiver of notice
- 273. Certificate of corporation
- 274. Definition of "statement"
- 275. Signature
- 276. Annual return
- 277. Inspection
- 278. Payment of fees

## PARTIE 16

## RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES

- 248. Définitions
- 249. Recours similaire à l'action oblique
- 250. Pouvoirs du tribunal
- 251. Demande en cas d'abus
- 252. Preuve de l'approbation des membres non décisive
- 253. Demande de rectification au tribunal
- 254. Demande d'instructions
- 255. Avis de refus du directeur
- 256. Appel
- 257. Ordonnances
- 258. Demande sommaire
- 259. Appel
- 260. Infraction
- 261. Ordre de se conformer à la loi

## PARTIE 17

## DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU AUTRE

- 262. Définitions
- 263. Application
- 264. Utilisation non obligatoire
- 265. Création et fourniture d'information
- 266. Création d'information par écrit
- 267. Déclaration solennelle ou affidavit
- 268. Signatures
- 269. Demande de dispense

## PARTIE 18

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## AVIS, CERTIFICATS ET AUTRES DOCUMENTS

- 270. Avis aux administrateurs et aux membres
- 271. Avis et signification à une organisation
- 272. Renonciation
- 273. Certificat
- 274. Définition de « déclaration »
- 275. Signature
- 276. Rapport annuel
- 277. Consultation
- 278. Acquittement des droits

## DIRECTOR

- 279. Appointment of Director
- 280. Content and form of notices and documents
- 281. Records of Director
- 282. Proof required by Director
- 283. Dispensation
- 284. Certificate of Director
- 285. Alteration
- 286. Corrections initiated by Director
- 287. Cancellation of articles by Director
- 288. Certificate
- 289. Form of publication
- 290. Power to make inquiries

## REGULATIONS

- 291. Regulations

## PART 19

## SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL

- 292. Application to special Act bodies corporate
- 293. Report listing incorporating Acts for dissolved bodies corporate
- 294. Change of name

## PART 20

## TRANSITIONAL, CONSEQUENTIAL AND COMMENCEMENT PROVISIONS

## TRANSITIONAL PROVISIONS

- 295. Application for continuance
- 296. No incorporation or continuance
- 297. Deeming provision
- 298. Review of Act

## CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 299. *An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation*
- 300. *An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada*
- 301. *Bank Act*
- 302. *Budget Implementation Act, 1997*
- 303. *Budget Implementation Act, 1998*

## DIRECTEUR

- 279. Nomination du directeur
- 280. Mode de présentation et teneur des avis et autres documents
- 281. Conservation des documents
- 282. Preuve exigée par le directeur
- 283. Dispense
- 284. Signature des certificats et attestations
- 285. Modification
- 286. Rectifications initiées par le directeur
- 287. Annulation des statuts et certificats
- 288. Certificat
- 289. Publication des renseignements
- 290. Pouvoir du directeur

## RÈGLEMENTS

- 291. Règlements

## PARTIE 19

## PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE

- 292. Application de certaines dispositions
- 293. Rapport relatif aux personnes morales dissoutes
- 294. Changement de dénomination

## PARTIE 20

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES, CORRÉLATIVES ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- 295. Demande de certificat de prorogation
- 296. Interdiction
- 297. Présomption
- 298. Rapport

## MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 299. *Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger*
- 300. *Loi permettant la création par fusion de L'Église Wesleyenne du Canada*
- 301. *Loi sur les banques*
- 302. *Loi d'exécution du budget de 1997*
- 303. *Loi d'exécution du budget de 1998*



- 304-305. *Canada Business Corporations Act*  
 306. *Canada Cooperatives Act*  
 307-308. *Canada Corporations Act*  
 309-310. *Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act*  
 311. *Canada Pension Plan Investment Board Act*  
 312. *Canada Shipping Act*  
 313. *Canadian Food Inspection Agency Act*  
 314. *Canadian Institutes of Health Research Act*  
 315. *Canadian Payments Act*  
 316. *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*  
 317. *Evangelical Lutheran Church in Canada Act*  
 318-320. *Evangelical Missionary Church (Canada West District) Act*  
 321. *Financial Administration Act*  
 322. *Gwich'in Land Claim Settlement Act*  
 323. *Insurance Companies Act*  
 324. *Mi'kmaq Education Act*  
 325. *Physical Activity and Sport Act*  
 326. *Pilotage Act*  
 327. *Public Sector Pension Investment Board Act*  
 328. *Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act*  
 329. *Yukon First Nations Land Claims Settlement Act*

## COMING INTO FORCE

330. *Order in council*

- 304-305. *Loi canadienne sur les sociétés par actions*  
 306. *Loi canadienne sur les coopératives*  
 307-308. *Loi sur les corporations canadiennes*  
 309-310. *Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable*  
 311. *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada*  
 312. *Loi sur la marine marchande du Canada*  
 313. *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*  
 314. *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada*  
 315. *Loi canadienne sur les paiements*  
 316. *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*  
 317. *Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada*  
 318-320. *Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien*  
 321. *Loi sur la gestion des finances publiques*  
 322. *Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in*  
 323. *Loi sur les sociétés d'assurances*  
 324. *Loi sur l'éducation des Mi'kmaq*  
 325. *Loi sur l'activité physique et le sport*  
 326. *Loi sur le pilotage*  
 327. *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public*  
 328. *Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu*  
 329. *Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon*

## ENTRÉE EN VIGUEUR

330. *Décret*



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-21**

**PROJET DE LOI C-21**

An Act respecting not-for-profit corporations  
and other corporations without share  
capital

Loi régissant les organisations à but non lucratif  
et les autres organisations sans capital-  
actions

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Canada Not-  
for-profit Corporations Act*.

1. *Loi canadienne sur les organisations à but  
non lucratif*.

Titre abrégé  
5

PART 1

PARTIE 1

INTERPRETATION AND APPLICATION

DÉFINITIONS ET APPLICATION

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. (1) The following definitions apply in this  
Act.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appli-  
quent à la présente loi.

Définitions

“activities” includes any conduct of a corpora-  
tion to further its mission and any business  
carried on by a body corporate, but does not  
include the affairs of a body corporate.

« activité » S'entend notamment de tout acte  
accompli par l'organisation dans le cadre de sa  
mission et de toute activité commerciale de la  
personne morale. Sont exclues les affaires  
internes.

« activité »  
“activities”

“affairs” means the relationships among a  
corporation, its affiliates and the directors,  
officers, shareholders or members of those  
bodies corporate.

« administrateur » Indépendamment de son titre,  
le titulaire de ce poste.

« administra-  
teur »  
“director”

“articles” means original or restated articles of  
incorporation or articles of amendment, amal-  
gamation, continuance, reorganization, arrange-  
ment, dissolution or revival.

« affaires internes » Les relations entre l'organi-  
sation, les personnes morales appartenant au  
même groupe et leurs membres, actionnaires,  
administrateurs et dirigeants.

« affaires  
internes »  
“affairs”

“body corporate” includes a company or other  
organization with legal personality wherever or  
however incorporated.

« assemblée » Assemblée de membres.

« assemblée »  
French version  
only



"corporation" « organisation »	"corporation" means a body corporate incorporated or continued under this Act and not discontinued under this Act.	« convention unanime des membres » Convention visée au paragraphe 170(1). Y est assimilée la déclaration d'un membre visée au paragraphe 170(2).	« convention unanime des membres » "unanimous member agreement"
"court" « tribunal »	"court" means  (a) in the Provinces of Newfoundland and Labrador and Prince Edward Island, the trial division of the Supreme Court of the Province;  (b) in the Province of Ontario, the Superior Court of Justice;  (c) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Supreme Court of the Province;  (d) in the Provinces of Manitoba, Saskatchewan, Alberta and New Brunswick, the Court of Queen's Bench for the Province;  (e) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province; and  (f) in Yukon and the Northwest Territories, the Supreme Court of the territory, and in Nunavut, the Nunavut Court of Justice.	5 « créancier » S'entend notamment du détenteur de titre de créance.  « directeur » Personne physique nommée à ce titre en vertu de l'article 279.  10 « dirigeant » Personne physique qui occupe le poste de président du conseil d'administration, 10 président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué d'une organisation ou qui exerce pour celle-ci des fonctions semblables à celles qu'exerce habituellement 15 une personne physique occupant un tel poste ainsi que toute autre personne physique nommée à titre de dirigeant en application de l'article 143.  20 « émetteur » S'entend de l'organisation que la 20 présente loi oblige à tenir un registre de titres de créance.	5 « créancier » "creditor"  « directeur » "Director"  « dirigeant » "officer"  « émetteur » "issuer"
"creditor" « créancier »	"creditor" includes a debt obligation holder.	« entité » Personne morale, société de personnes, fiducie, coentreprise ou association ou autre organisation non dotée de la personnalité morale.	« entité » "entity"
"debt obligation" « titre de créance »	"debt obligation" means a bond, debenture, note or other evidence of indebtedness or guarantee of a corporation, whether secured or unsecured.	25 « envoyer » A également le sens de remettre.	25 « envoyer » "send"
"Director" « directeur »	"Director" means an individual appointed under section 279.	« expert-comptable » L'expert-comptable de l'organisation nommé en vertu de l'alinéa 128(1)e) ou du paragraphe 180(1).	30 « expert-comptable » "public accountant"
"director" « administrateur »	"director" means an individual occupying the position of director by whatever name called.	30 « extraordinaire » Se dit de la résolution adoptée aux deux tiers au moins des voix exprimées.	« extraordinaire » "special resolution"
"entity" « entité »	"entity" means a body corporate, a partnership, a trust, a joint venture or an unincorporated association or organization.	« fondateur » Signataire des statuts constitutifs d'une organisation.	« fondateur » "incorporator"
"incorporator" « fondateur »	"incorporator" means a person who signs articles of incorporation.	« ordinaire » Se dit de la résolution adoptée à la majorité des voix exprimées.	« ordinaire » "ordinary resolution"
"issuer" « émetteur »	"issuer" means a corporation that is required by this Act to maintain a debt obligations register.	« organisation » Personne morale constituée ou prorogée sous le régime de la présente loi et qui n'a pas changé de régime en application de celle-ci.	« organisation » "corporation"
"officer" « dirigeant »	"officer" means an individual appointed as an officer under section 143, the chairperson of the board of directors, the president, a vice-president, the secretary, the treasurer, the comptroller, the general counsel, the general		

manager or a managing director of a corporation, or any other individual who performs functions for a corporation similar to those normally performed by an individual occupying any of those offices.

“ordinary resolution”  
« ordinaire »

“ordinary resolution” means a resolution passed by a majority of the votes cast on that resolution.

“person”  
« personne »

“person” means an individual or entity.

“personal representative”  
« représentant personnel »

“personal representative” means a person who stands in place of and represents another person, including a trustee, an executor, an administrator, a receiver, an agent, a mandatary, a liquidator of a succession, a guardian, a tutor, a curator or a legal counsel.

“prescribed”  
Version anglaise seulement

“prescribed” means prescribed by the regulations.

“public accountant”  
« expert-comptable »

“public accountant”, in respect of a corporation, means the public accountant appointed for the corporation under paragraph 128(1)(e) or sub-section 180(1).

“send”  
« envoyer »

“send” includes deliver.

“series”  
« série »

“series” means a division of a class of debt obligations.

“soliciting corporation”  
« sollicitation »

“soliciting corporation” means a corporation that has, in the current year or within any preceding period that is prescribed,

(a) requested donations or gifts of money or other property from the public;

(b) received a grant or similar financial assistance from the federal government or a provincial or municipal government, or an agency of such a government; or

(c) accepted money or other property from a corporation or other entity that has made a request referred to in paragraph (a) or has received assistance referred to in paragraph (b).

“special resolution”  
« extraordinaire »

“special resolution” means a resolution passed by a majority of not less than two thirds of the votes cast on that resolution.

« personne » Personne physique ou entité.

« personne »  
“person”

« personne morale » Groupement, y compris toute compagnie, doté de la personnalité juridique, quel que soit son lieu ou mode de constitution.

« personne morale »  
“body corporate”

« représentant personnel » Personne agissant pour le compte d’une autre, notamment le fiduciaire, l’exécuteur testamentaire, l’administrateur du bien d’autrui, le liquidateur de succession, le tuteur, le curateur, le séquestre, le mandataire ou le conseiller juridique.

« représentant personnel »  
“personal representative”

« série » Subdivision d’une catégorie de titres de créance.

« série »  
“series”

« sollicitation » Le fait d’avoir, pendant l’année en cours ou la période réglementaire antérieure :

« sollicitation »  
“soliciting corporation”

a) demandé au public de lui faire don de sommes d’argent ou d’autres biens;

b) obtenu une subvention ou toute aide financière analogue d’un ministère ou d’un organisme fédéral ou provincial, d’une municipalité ou d’un organisme municipal;

c) accepté des sommes d’argent ou d’autres biens d’une organisation ou d’une autre entité ayant fait une demande visée à l’alinéa a) ou ayant obtenu une aide financière visée à l’alinéa b).

« statuts » Les statuts constitutifs, initiaux ou mis à jour, ainsi que les clauses de modification, les statuts de fusion, les statuts de prorogation, les clauses de réorganisation, les clauses d’arrangement, les statuts de reconstitution et les clauses de dissolution de l’organisation.

« statuts »  
“articles”

« titre de créance » Toute preuve d’une créance sur l’organisation ou d’une garantie donnée par elle, avec ou sans sûreté, notamment une obligation, une débenture ou un billet.

« titre de créance »  
“debt obligation”

« tribunal » Selon le cas :

« tribunal »  
“court”

a) la Section de première instance de la Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador ou de l’Île-du-Prince-Édouard;

b) la Cour supérieure de justice de l’Ontario;

c) la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse ou de la Colombie-Britannique;

"unanimous member agreement" « convention unanime des membres »	"unanimous member agreement" means an agreement described in subsection 170(1) or a declaration of a member described in subsection 170(2).	d) la Cour du Banc de la Reine du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta ou du Nouveau-Brunswick; e) la Cour supérieure du Québec; f) la Cour suprême du Yukon, la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou la Cour de justice du Nunavut.	
Affiliated bodies corporate	(2) For the purposes of this Act,  (a) one body corporate is the affiliate of another body corporate if one of them is the subsidiary of the other or both are subsidiaries of the same body corporate or each of them is controlled by the same person; and  (b) if two bodies corporate are affiliates of the same body corporate at the same time, they are deemed to be affiliates of each other.	(2) Pour l'application de la présente loi :  a) appartiennent au même groupe les personnes morales dont l'une est la filiale de l'autre, qui sont des filiales de la même personne morale ou qui sont sous le contrôle de la même personne;  b) sont réputées appartenir au même groupe les personnes morales qui appartiennent au groupe d'une même personne morale.	Groupe
Control	(3) For the purposes of this Act, a body corporate is controlled by a person or by two or more bodies corporate if  (a) shares or memberships of the body corporate to which are attached more than fifty per cent of the votes that may be cast to elect directors of the body corporate are held, other than by way of security only, by or for the benefit of that person or by or for the benefit of those bodies corporate; and  (b) the votes attached to those shares or memberships are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the body corporate.	(3) Pour l'application de la présente loi, ont le contrôle d'une personne morale la personne ou les personnes morales qui détiennent, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie seulement, des actions ou des adhésions conférant plus de cinquante pour cent du maximum possible des voix à l'élection des administrateurs de la personne morale ainsi que des droits de vote dont l'exercice permet d'élire la majorité des administrateurs de la personne morale.	Contrôle
Holding body corporate	(4) A body corporate is the holding body corporate of another if that other body corporate is its subsidiary.	(4) La personne morale qui a pour filiale une autre personne morale est sa personne morale mère.	Personne morale mère
Subsidiary body corporate	(5) A body corporate is a subsidiary of another body corporate if  (a) it is controlled by  (i) that other body corporate,  (ii) that other body corporate and one or more bodies corporate each of which is controlled by that other body corporate, or  (iii) two or more bodies corporate each of which is controlled by that other body corporate; or	(5) Une personne morale est la filiale d'une autre personne morale dans les cas suivants :  a) elle est contrôlée, selon le cas :  (i) par l'autre personne morale,  (ii) par l'autre personne morale et une ou plusieurs personnes morales elles-mêmes contrôlées par cette autre personne morale,  (iii) par des personnes morales elles-mêmes contrôlées par l'autre personne morale;	Filiales



(b) it is a subsidiary of a body corporate that is itself a subsidiary of that other body corporate.

b) elle est la filiale d'une personne morale qui est elle-même la filiale de l'autre personne morale.

Application to be deemed non-soliciting

(6) On the application of a corporation, the Director may decide that the corporation is, for the purposes of this Act, to be considered as not being — or not having been — a soliciting corporation if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

(6) Le directeur peut, sur demande de l'organisation, décider que celle-ci sera considérée, pour l'application de la présente loi, comme n'ayant jamais recouru à la sollicitation, s'il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l'intérêt public.

Décision du directeur — sollicitation

#### APPLICATION

Application of Act

3. (1) This Act applies to every corporation and, to the extent provided for in Part 19, to bodies corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament.

#### APPLICATION

3. (1) La présente loi s'applique aux organisations et, dans la mesure prévue à la partie 19, aux personnes morales sans capital-actions constituées par une loi spéciale du Parlement.

Application de la loi

Certain Acts do not apply

(2) The following do not apply to a corporation:

- (a) the *Canada Business Corporations Act*;
- (b) the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970; and
- (c) the *Winding-up and Restructuring Act*.

(2) La *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ne s'appliquent pas aux organisations.

Non-application de certaines lois

Limitations on business that may be carried on

(3) No corporation shall carry on the business of

- (a) a bank;
- (b) a company or society to which the *Insurance Companies Act* applies; or
- (c) a company to which the *Trust and Loan Companies Act* applies.

(3) Les organisations ne peuvent se livrer aux activités des banques, des sociétés ou sociétés de secours régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou des sociétés régies par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

Restrictions — activités commerciales

Limitation — granting degrees or regulating activities

(4) Incorporation or continuance under this Act does not confer any authority on a corporation to carry on activities as a degree-granting educational institution or to regulate any activity, including a profession or trade.

(4) La constitution ou la prorogation sous le régime de la présente loi n'a pas pour effet de conférer à l'organisation le droit d'exercer l'activité d'un établissement d'enseignement autorisé à délivrer des diplômes universitaires ou celui de régir l'exercice d'une activité, notamment une profession.

Restrictions — droit d'exercer ou de régir certaines activités

#### PURPOSE

Purpose

4. The purpose of this Act is to allow the incorporation or continuance of bodies corporate as corporations without share capital, including certain bodies corporate incorporated under various Acts of Parliament, for the purposes of carrying on legal activities and to

#### OBJET

4. La présente loi a pour objet de permettre la constitution ou la prorogation de personnes morales — y compris certaines personnes morales constituées en vertu d'une loi fédérale — sous forme d'organisations sans capital-actions en vue de l'exercice d'activités licites et

Objet

impose certain obligations on bodies corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament.

d'assujettir les personnes morales sans capital-actions constituées par une loi spéciale du Parlement à certaines obligations.

DESIGNATION OF MINISTER

DÉSIGNATION DU MINISTRE

Power of Governor in Council

5. The Governor in Council may designate any member of the Queen's Privy Council for Canada to be the Minister for the purposes of this Act.

5. Le gouverneur en conseil peut désigner tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada à titre de ministre pour l'application de la présente loi.

Pouvoir du gouverneur en conseil

PART 2

PARTIE 2

INCORPORATION

CONSTITUTION

Incorporators

6. (1) One or more individuals or bodies corporate may incorporate a corporation by signing articles of incorporation and complying with section 8.

6. (1) La constitution de l'organisation est subordonnée à la signature de statuts constitutifs et à l'observation de l'article 8 par une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Fondateurs

Individuals

(2) No individual may incorporate a corporation under subsection (1) if that individual

(2) S'agissant de personnes physiques, elles doivent :

Personnes physiques

(a) is less than eighteen years of age;

a) avoir au moins dix-huit ans;

(b) has been found incapable by a court in Canada or elsewhere; or

b) ne pas avoir été reconnues incapables ou inaptes par un tribunal, même étranger;

(c) has the status of a bankrupt.

c) ne pas avoir le statut de failli.

Articles of incorporation

7. (1) Articles of incorporation shall follow the form that the Director fixes and shall set out, in respect of the proposed corporation,

7. (1) Les statuts constitutifs de l'organisation projetée sont dressés en la forme établie par le directeur et indiquent :

Statuts constitutifs

(a) the name of the corporation;

a) sa dénomination;

(b) the province where the registered office is to be situated;

b) la province où se trouve son siège;

(c) the classes, or regional or other groups, of members that the corporation is authorized to establish and, if there are two or more classes or groups, any voting rights attaching to each of those classes or groups;

c) les catégories, groupes régionaux ou autres groupes de membres qu'elle est autorisée à établir et, en cas de pluralité de catégories ou de groupes, les droits de vote dont chacun est assorti le cas échéant;

(d) the number of directors or the minimum and maximum number of directors;

d) le nombre fixe ou les nombres minimal et maximal de ses administrateurs;

(e) any restrictions on the activities that the corporation may carry on;

e) les limites imposées à ses activités;

(f) a statement of the mission of the corporation; and

f) sa mission;

(g) a statement concerning the distribution of assets on the dissolution of the corporation.

g) la répartition de l'actif lors de sa dissolution.

Other required provisions	(2) Articles of incorporation shall set out, in respect of the proposed corporation, any provision required by any other Act of Parliament to be set out in the articles.	(2) Les statuts contiennent également toute disposition qui doit y figurer aux termes de toute autre loi fédérale.	Autres dispositions exigées
Additional provisions in articles	(3) The articles may set out any provisions that may be set out in the by-laws.	5 (3) Les statuts peuvent contenir toute disposition pouvant être incluse dans les règlements administratifs de l'organisation.	5 Dispositions supplémentaires
Special majorities	(4) Subject to subsection (5), if the articles or a unanimous member agreement require a greater number of votes of directors or members than that required by this Act to effect any action, the provisions of the articles or of the unanimous member agreement prevail.	(4) Par dérogation à la présente loi et sous réserve du paragraphe (5), les statuts ou les conventions unanimes des membres peuvent augmenter le nombre de voix nécessaires à 10 l'adoption de certaines mesures par les administrateurs ou par les membres.	Majorités spéciales
Removal of directors	(5) The articles may not require a greater number of votes of members to remove a director than the number required by section 15 131.	(5) Les statuts ne peuvent, pour la révocation d'un administrateur, exiger un nombre de voix plus élevé que celui établi en application de 15 l'article 131.	Réserve
Delivery of articles of incorporation	8. One of the incorporators shall send to the Director articles of incorporation and the documents required by sections 20 and 129.	8. Les statuts constitutifs et les documents exigés par les articles 20 et 129 sont envoyés au directeur par l'un des fondateurs.	Envoi des statuts constitutifs
Certificate of incorporation	9. On receipt of articles of incorporation, the 20 Director shall issue a certificate of incorporation in accordance with section 274.	9. Sur réception des statuts constitutifs, le 20 directeur délivre un certificat de constitution au titre de l'article 274.	Certificat de constitution
Effect of certificate	10. A corporation comes into existence on the date shown in the certificate of incorporation.	10. L'organisation existe à compter de la date précisée dans le certificat de constitution.	Effet du certificat
Alternate name	11. (1) Subject to subsection 13(1), the name of a corporation may be set out in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English and French form, so long as the 30 combined form meets any prescribed criteria. The corporation may use and may be legally designated by any such form.	11. (1) Sous réserve du paragraphe 13(1), 25 l'organisation peut, dans ses statuts, adopter une dénomination en français, en anglais, dans ces deux langues ou encore dans une forme combinée des deux langues, pourvu que cette dernière soit conforme aux critères réglementai- 30 res; elle peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée sous l'une ou l'autre.	Choix de la dénomination
Alternate name outside Canada	(2) Subject to subsection 13(1), a corporation may, for use outside Canada, set out its name in 35 its articles in any language form and it may use and may be legally designated by any such form outside Canada.	(2) Sous réserve du paragraphe 13(1), l'or- 35 ganisation peut, dans ses statuts, adopter, pour ses activités à l'étranger, une dénomination en n'importe quelle langue; elle peut, à l'étranger, l'utiliser et être légalement désignée par elle.	Dénomination pour l'étranger
Publication of name	(3) A corporation shall set out its name in legible characters in all contracts, invoices, 40 negotiable instruments and orders for goods or services issued or made by or on behalf of the corporation.	(3) La dénomination de l'organisation doit 40 être lisiblement indiquée sur ses effets de commerce, contrats, factures et commandes de marchandises ou de services.	Publicité de la dénomination



Other name	(4) Subject to subsections (3) and 13(1), a corporation may carry on activities under or identify itself by a name other than its corporate name.	(4) Sous réserve des paragraphes (3) et 13(1), l'organisation peut exercer ses activités ou s'identifier sous un nom autre que sa dénomination.	Autre nom
Reserving name	12. (1) The Director may, on request, reserve for a prescribed period a name for an intended corporation or for a corporation about to change its name.	12. (1) Le directeur peut, sur demande, réserver pendant la période réglementaire une dénomination à l'organisation dont la création est envisagée ou qui est sur le point de changer de dénomination.	5 Réservation
Designating number	(2) If requested to do so by the incorporators or a corporation, the Director shall assign to the corporation as its name a designating number followed by the word "Canada" and a prescribed term.	(2) Le directeur assigne à l'organisation, à sa demande ou à celle des fondateurs, un numéro matricule en guise de dénomination, suivi du mot « Canada » et d'un terme réglementaire.	10 Numéro matricule
Prohibited names	13. (1) A corporation shall not be incorporated or continued under this Act with, change its name to, or have, carry on activities under or identify itself by, a name (a) that is, as prescribed, prohibited or deceptively misdescriptive; or (b) that is reserved for another corporation or intended corporation under subsection 12(1).	13. (1) L'organisation ne peut être constituée ou prorogée, exercer ses activités ni s'identifier sous une dénomination ou en adopter une qui soit prohibée ou trompeuse aux termes des règlements ou réservée en vertu du paragraphe 12(1) à une autre organisation, existante ou envisagée.	Dénominations prohibées ou trompeuses 20
Directing change of name	(2) The Director may direct a corporation to change its name in accordance with section 195 if, through inadvertence or otherwise, the corporation is granted a name that contravenes subsection (1).	(2) Le directeur peut ordonner à l'organisation de changer sa dénomination au titre de l'article 195 lorsque celle-ci a reçu, notamment par inadvertance, une dénomination non conforme au paragraphe (1).	Ordre de changement de la dénomination non conforme 25
Directing change of numbered name	(3) If a corporation has a designating number as its name, the Director may direct the corporation to change its name to a name other than a designating number in accordance with section 195.	(3) Il peut ordonner à l'organisation ayant un numéro matricule d'adopter, au titre de l'article 195, une autre dénomination.	Ordre de changement de la dénomination numérique
Undertaking to dissolve or change name	(4) If a corporation acquires a name as a result of a person undertaking to dissolve or to change names, and the undertaking is not honoured, the Director may direct the corporation to change its name in accordance with section 195, unless the undertaking is honoured within the period specified in subsection (5).	(4) Dans le cas où l'organisation reçoit une dénomination en raison de l'engagement d'une personne de se dissoudre ou de changer de nom et qu'il n'est pas donné suite à l'engagement dans le délai prévu au paragraphe (5), le directeur peut ordonner à l'organisation de changer sa dénomination au titre de l'article 195.	Ordre de changement de la dénomination en cas d'engagement non tenu 30
Revoking name	(5) If a corporation has not followed a directive under subsection (2), (3) or (4) within the prescribed period, the Director may revoke the name of the corporation and assign a name	(5) Le directeur peut annuler la dénomination de l'organisation qui n'a pas obtempéré aux ordres donnés en vertu des paragraphes (2), (3) ou (4) dans le délai réglementaire et lui en 40	Annulation de la dénomination

	to it and, until changed in accordance with section 195, the name of the corporation is the name assigned by the Director.	attribuer d'office une autre; celle-ci demeure la dénomination de l'organisation tant qu'elle n'a pas été changée au titre de l'article 195.	
Certificate of amendment	<b>14.</b> (1) If the Director assigns a new name to a corporation under subsection 13(5), the Director shall issue a certificate of amendment showing the name and shall publish notice of the change of name as soon as practicable in a publication generally available to the public.	<b>14.</b> (1) En cas de changement de dénomination au titre du paragraphe 13(5), le directeur délivre un certificat de modification indiquant la nouvelle dénomination et fait paraître, dans les meilleurs délais, un avis du changement dans une publication destinée au grand public.	Certificat de modification
Effect of certificate	(2) The articles of the corporation are amended accordingly on the date shown in the certificate of amendment.	(2) Les statuts de l'organisation sont modifiés à compter de la date précisée dans le certificat de modification.	Effet du certificat
Pre-incorporation and pre-amalgamation contracts	<b>15.</b> (1) Subject to this section and unless the contract expressly provides otherwise, a person who enters into, or purports to enter into, a written contract in the name of or on behalf of a corporation before it comes into existence is personally bound by the contract and is entitled to its benefits.	<b>15.</b> (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et sauf stipulation contraire, la personne qui conclut ou paraît conclure un contrat écrit au nom ou pour le compte d'une organisation avant sa constitution est liée personnellement par ce contrat et peut en bénéficier.	Contrats antérieurs à la constitution
Adoption of contract	(2) The corporation may, within a reasonable time after it comes into existence, adopt the contract by any action or conduct signifying its intention to be bound by the contract, and on such adoption  (a) the corporation is bound by the contract and is entitled to its benefits as if the corporation had been in existence at the date of the contract and had been a party to it; and  (b) the person ceases to be bound by or entitled to the benefits of the contract, except as provided for in subsection (3).	(2) L'organisation qui, dans un délai raisonnable après sa constitution, ratifie, même tacitement, le contrat ainsi conclu est liée par celui-ci depuis sa conclusion et peut en bénéficier, la personne qui s'est engagée pour elle s'en trouvant dès lors libérée et privée du droit de s'en prévaloir.	Ratification
Application to court	(3) Whether or not a written contract made before the coming into existence of a corporation is adopted by the corporation, a party to the contract may apply to a court for an order respecting the nature and extent of the obligations and liability under the contract of the corporation and the person who is bound by the contract under subsection (1). On the application, the court may make any order that it thinks fit.	(3) Le tribunal peut notamment, par ordonnance, sur demande de toute partie à un contrat écrit conclu avant la constitution de l'organisation, que celui-ci ait été ratifié ou non, prendre toute mesure qu'il estime indiquée au sujet de la nature et de l'étendue des obligations et de la responsabilité, au titre du contrat, de l'organisation et de la personne liée par le contrat en vertu du paragraphe (1).	Requête au tribunal

## PART 3

## CAPACITY AND POWERS

Capacity of a corporation	<b>16.</b> (1) A corporation has the capacity and, subject to this Act, the rights, powers and privileges of a natural person.	
Activities	(2) A corporation may carry on activities throughout Canada.	
Extra-territorial capacity	(3) A corporation has the capacity to carry on its activities, conduct its affairs and exercise its powers in a jurisdiction outside Canada to the extent that the laws of that jurisdiction permit.	
Powers of a corporation	<b>17.</b> (1) It is not necessary for a by-law to be passed in order to confer any particular power on a corporation or its directors.	10
Restricted activities or powers	(2) A corporation shall not carry on any activities or exercise any power in a manner contrary to its articles.	15
Rights preserved	(3) No act of a corporation, including any transfer of property to or by a corporation, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its articles or this Act.	
No constructive notice	<b>18.</b> No person is affected by or is deemed to have notice or knowledge of the contents of a document concerning a corporation by reason only that the person can examine it under section 277 or at an office of the corporation.	20
Authority of directors, officers, agents and mandataries	<b>19.</b> (1) No corporation and no guarantor of an obligation of a corporation may assert against a person dealing with the corporation or against a person who acquired rights from the corporation that  (a) the articles, the by-laws or any unanimous member agreement have not been complied with;  (b) the individuals named in the last notice that was sent by the corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director are not the directors of the corporation;  (c) the place named in the last notice sent to the Director under section 20 is not the registered office of the corporation;	25 30 35 40

## PARTIE 3

## CAPACITÉ ET POUVOIRS

	<b>16.</b> (1) L'organisation a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, la capacité d'une personne physique.	Capacité
	(2) L'organisation peut exercer ses activités 5 partout au Canada.	Activités 5
	(3) L'organisation possède la capacité de conduire ses affaires internes et d'exercer ses activités et ses pouvoirs à l'étranger, dans les limites des lois applicables en l'espèce.	Capacité extraterritoriale
	<b>17.</b> (1) La prise d'un règlement administratif n'est pas nécessaire pour conférer un pouvoir particulier à l'organisation ou à ses administrateurs.	Pouvoirs 10
	(2) L'organisation ne peut exercer ni pouvoirs ni activités en violation de ses statuts.	Réserves 15
	(3) Les actes de l'organisation, y compris les transferts de biens, ne sont pas nuls du seul fait qu'ils sont contraires à ses statuts ou à la présente loi.	Maintien des droits
	<b>18.</b> Le seul fait qu'un document puisse être consulté au titre de l'article 277 ou dans les locaux de l'organisation ne peut causer de préjudice à quiconque; nul n'est réputé de ce fait avoir reçu avis ou avoir eu connaissance d'un tel document.	Absence de présomption de connaissance 20
	<b>19.</b> (1) Les prétentions ci-après sont inopposables, de la part de l'organisation et de ses cautions, aux personnes qui ont traité avec elle ou à ses ayants droit :  a) les statuts, règlements administratifs ou conventions unanimes des membres n'ont pas été observés;  b) les personnes physiques nommées dans la dernière liste ou le dernier avis envoyé par l'organisation conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et reçu par le directeur ne sont pas ses administrateurs;  c) son siège ne se trouve pas au lieu indiqué dans le dernier avis envoyé au directeur conformément à l'article 20;	Prétentions interdites 30 35 40



(d) a person held out by a corporation as a director, an officer, an agent or a mandatary of the corporation has not been duly appointed or has no authority to exercise the powers and perform the duties that are customary in the activities of the corporation or usual for a director, an officer, an agent or a mandatary; 5

(e) a document issued by any director, officer, agent or mandatary of a corporation 10 with actual or usual authority to issue the document is not valid or not genuine; or

(f) a sale, a lease or an exchange of property referred to in subsection 212(1) was not authorized. 15

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has, or ought to have, knowledge of a situation described in that subsection by virtue of their relationship to the corporation. 20

PART 4

REGISTERED OFFICE AND RECORDS

Registered office

20. (1) A corporation shall at all times have a registered office in the province in Canada specified in its articles.

Notice of registered office

(2) A notice of registered office in the form that the Director fixes shall be sent to the 25 Director together with any articles that designate or change the province where the registered office of the corporation is to be located.

Change of address

(3) The directors of a corporation may change its registered office to another place 30 within the province specified in the articles, in which case the corporation shall send to the Director a notice of registered office in the form that the Director fixes.

Notice of registered office effective on acceptance

(4) A notice of registered office becomes 35 effective when the Director accepts it.

Corporate records

21. (1) A corporation shall prepare and maintain, at its registered office or at any other place in Canada designated by the directors, records containing 40

d) la personne qu'elle a présentée comme l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'a pas été régulièrement nommée ou n'a pas l'autorité nécessaire pour exercer les attributions découlant normale- 5 ment soit du poste, soit des activités de l'organisation;

e) un document émanant régulièrement de l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'est pas valable ou n'est pas 10 authentique;

f) les opérations visées au paragraphe 212(1) n'ont pas été autorisées.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes qui connaissent ou devraient connaître la situation réelle en raison de leur relation avec l'organisation. 15

PARTIE 4

SIÈGE ET LIVRES

Siège

20. (1) L'organisation maintient en permanence un siège au Canada, dans la province indiquée dans ses statuts. 20

Avis

(2) Avis du lieu où sera maintenu le siège est envoyé au directeur, en la forme établie par lui, avec les clauses ou statuts désignant ou modifiant la province où il sera situé.

Changement d'adresse

(3) Les administrateurs peuvent changer le 25 lieu du siège, dans les limites de la province indiquée dans les statuts, et l'organisation envoie au directeur, en la forme établie par lui, avis du lieu où sera maintenu le siège.

Entrée en vigueur

(4) L'avis du lieu où sera maintenu le siège 30 entre en vigueur à la date où le directeur accepte l'avis.

Livres

21. (1) L'organisation tient, à son siège ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs, des livres où figurent : 35

(a) the articles and the by-laws, and amendments to them, and a copy of any unanimous member agreement;

(b) the minutes of meetings of members and any committee of members;

(c) the resolutions of members and any committee of members;

(d) if any debt obligation is issued by the corporation, a debt obligations register that complies with section 45;

(e) a register of directors;

(f) a register of officers; and

(g) a register of members.

a) les statuts et les règlements administratifs et leurs modifications, ainsi qu'un exemplaire de toute convention unanime des membres;

b) les procès-verbaux des assemblées ou des réunions des comités de membres;

c) les résolutions des membres ou des comités de membres;

d) le cas échéant, le registre des titres de créance, conforme à l'article 45;

e) le registre des administrateurs;

f) le registre des dirigeants;

g) le registre des membres.

Register

(2) The registers referred to in paragraphs (1)(e) to (g) shall contain the prescribed information.

(2) Les registres visés aux alinéas (1)e) à g) comportent les renseignements prévus par les règlements.

Contenu des registres

Directors' records

(3) A corporation shall prepare and maintain adequate accounting records and records containing minutes of meetings of the directors and any committee of directors as well as resolutions adopted by the directors or any committee of directors.

(3) L'organisation tient en outre des livres comptables adéquats et des livres où figurent les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de ses comités et leurs résolutions.

Autres livres

Retention of accounting records

(4) Subject to any other Act of Parliament or of the legislature of a province that provides for a longer retention period, a corporation shall retain the accounting records referred to in subsection (3) for the prescribed period.

(4) Sous réserve de toute autre loi fédérale et de toute loi provinciale prévoyant une période de conservation plus longue, l'organisation est tenue de conserver les livres comptables pendant la période réglementaire.

Conservation des livres comptables

Records of continued corporations

(5) For the purposes of paragraph (1)(b) and (c) and subsection (3), where a body corporate is continued under this Act, "records" includes similar records required by law to be maintained by the body corporate before it was so continued.

(5) Pour l'application des alinéas (1)b) et c) et du paragraphe (3), le terme « livres » désigne également les livres de même nature que les personnes morales prorogées sous le régime de la présente loi devaient tenir avant leur prorogation.

Livres des personnes morales prorogées

Place of directors' records

(6) The records described in subsection (3) shall be kept at the registered office of the corporation or at any other place that the directors think fit.

(6) Les livres visés au paragraphe (3) sont conservés au siège de l'organisation ou en tout autre lieu que les administrateurs estiment indiqué.

Lieu de conservation

Directors' access to records

(7) The records described in subsections (1) and (3) shall at all reasonable times be open to inspection by the directors. The corporation shall, at the request of any director, provide them with any extract of the records free of charge.

(7) Les administrateurs peuvent consulter les livres visés aux paragraphes (1) et (3) à tout moment opportun et, sur demande, en obtenir gratuitement des extraits.

Consultation

Records in Canada	<p>(8) If accounting records of a corporation are kept outside Canada, accounting records adequate to enable the directors to ascertain the financial position of the corporation with reasonable accuracy on a quarterly basis shall be kept at the registered office or any other place in Canada designated by the directors.</p>	<p>(8) Dans le cas où la comptabilité de l'organisation est tenue à l'étranger, il est conservé à son siège ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs, des livres permettant à ceux-ci d'en vérifier la situation financière tous les trimestres, avec une précision suffisante.</p>	Livres comptables
When records or registers kept outside Canada	<p>(9) Despite subsections (1) and (8), but subject to the <i>Income Tax Act</i>, the <i>Excise Tax Act</i>, the <i>Customs Act</i> and any other Act administered by the Minister of National Revenue, a corporation may keep all or any of its corporate records and accounting records referred to in subsection (1) or (3) at a place outside Canada, if</p> <p>(a) the records are available for inspection, by means of any technology, during regular office hours at the registered office or any other place in Canada designated by the directors; and</p> <p>(b) the corporation provides the technical assistance to facilitate an inspection referred to in paragraph (a).</p>	<p>(9) Malgré les paragraphes (1) et (8), mais sous réserve de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>, de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>, de la <i>Loi sur les douanes</i> et de toute autre loi relevant du ministre du Revenu national, l'organisation peut conserver à l'étranger tout ou partie des livres dont la tenue est exigée par les paragraphes (1) ou (3) si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) les livres peuvent être consultés, à l'aide de quelque moyen technologique que ce soit, durant les heures normales d'ouverture au siège de l'organisation ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs;</p> <p>b) l'organisation fournit l'aide technique nécessaire à une telle consultation.</p>	Livres conservés à l'étranger
Access to corporate records	<p>22. (1) A member, a member's personal representative and a creditor of a corporation may examine and, on payment of any reasonable fee, take extracts from the records referred to in paragraphs 21(1)(a) to (f) during the usual business hours of the corporation.</p>	<p>22. (1) Les membres et leurs représentants personnels ainsi que les créanciers de l'organisation peuvent consulter les documents mentionnés aux alinéas 21(1)a) à f) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de l'organisation et, sur paiement des droits raisonnables éventuellement fixés, en obtenir des extraits.</p>	Consultation de certains documents
Requirement for statutory declaration — debt obligations register	<p>(2) Any person described in subsection (1) who wishes to examine the debt obligations register of a corporation shall first make a request to the corporation or its agent or mandatary accompanied by a statutory declaration referred to in subsection (5). On receipt of the statutory declaration, the corporation or its agent or mandatary shall allow the applicant access to the register during the corporation's usual business hours and, on payment of any reasonable fee, provide the applicant with an extract from the register.</p>	<p>(2) Toute personne visée au paragraphe (1) qui souhaite consulter le registre des titres de créance de l'organisation fait la demande à celle-ci ou à son mandataire et lui fait parvenir la déclaration solennelle visée au paragraphe (5). Sur réception de celle-ci, l'organisation ou son mandataire permet la consultation du registre pendant les heures normales d'ouverture de ses bureaux et, sur paiement des droits raisonnables éventuellement fixés, en fournit des extraits.</p>	Consultation du registre des titres de créance



Copies of  
corporate  
records

(3) A member of a corporation is entitled on request and free of charge to one copy of the articles and by-laws, any amendments to them, and any unanimous member agreement.

(3) Les membres peuvent, sur demande et sans frais, obtenir une copie des statuts et des règlements administratifs — ainsi que des modifications qui y sont apportées — et de toute convention unanime des membres.

Copies

5

Debt obligation  
holders lists

(4) Any person described in subsection (1), on payment of any reasonable fee and on sending to a corporation or its agent or mandatary the statutory declaration referred to in subsection (5), may on application require the corporation or its agent or mandatary to furnish within the prescribed period a list of debt obligation holders setting out the prescribed information. The list shall be updated to a prescribed day.

(4) Toute personne visée au paragraphe (1) peut, sur paiement des droits raisonnables éventuellement fixés et sur envoi à l'organisation ou à son mandataire de la déclaration solennelle visée au paragraphe (5), exiger de l'organisation ou de son mandataire la remise, dans le délai réglementaire, d'une liste des détenteurs de titres de créance à jour à la date réglementaire et énonçant les renseignements réglementaires.

Obtention de la  
liste des  
détenteurs de  
titres de créance

15

Contents of  
statutory  
declaration

(5) The statutory declaration required under subsection (2) or (4) shall

(5) La déclaration solennelle exigée aux paragraphes (2) ou (4) énonce :

Teneur de la  
déclaration  
solennelle

(a) state the name and address of the applicant and, if the applicant is a body corporate, its address for service; and

a) les nom et adresse du requérant et, si celui-ci est une personne morale, son adresse aux fins de signification;

20

(b) state that the list of debt obligation holders or the information contained in the debt obligations register obtained under subsection (2) will not be used except as permitted under subsection (7).

b) l'engagement de n'utiliser que conformément au paragraphe (7) la liste des détenteurs de titres de créance ou les renseignements tirés du registre des titres de créance.

Person making  
statutory  
declaration

(6) If the applicant is a body corporate, the statutory declaration shall be made by a director or officer of the body corporate.

(6) La personne morale requérante fait établir la déclaration solennelle par un de ses administrateurs ou dirigeants.

Personne morale  
requérante

Use of  
information or  
list of debt  
obligation  
holders

(7) A list of debt obligation holders or information from a debt obligations register obtained under this section shall not be used by any person except in connection with

(7) Les renseignements tirés du registre des titres de créance et les listes des détenteurs de titres de créance obtenus en vertu du présent article ne peuvent être utilisés que dans le cadre :

Utilisation des  
renseignements  
ou des listes

(a) an effort to influence the voting of debt obligation holders of the corporation;

a) de démarches en vue d'influencer le vote des détenteurs de titres de créance;

(b) an offer to acquire debt obligations of the corporation; or

b) d'une offre visant l'acquisition de titres de créance de l'organisation;

35

(c) any other matter relating to the debt obligations or affairs of the corporation.

c) de toute autre mesure concernant les titres de créance ou les affaires internes de l'organisation.

Requirement for  
statutory  
declaration —  
register of  
members

23. (1) A member or a member's personal representative who wishes to examine the register of members of a corporation shall first make a request to the corporation or its agent or mandatary accompanied by a statutory declaration referred to in subsection (5). On receipt of

23. (1) Le membre ou son représentant personnel qui souhaite consulter le registre des membres fait la demande à l'organisation ou à son mandataire et lui fait parvenir la déclaration solennelle visée au paragraphe (5). Sur réception de celle-ci, l'organisation ou son manda-

Consultation du  
registre des  
membres

45

the statutory declaration, the corporation or its agent or mandatary shall allow the applicant access to the register during the corporation's usual business hours and, on payment of any reasonable fee, provide the applicant with an extract from the register. 5

taire permet la consultation du registre pendant les heures normales d'ouverture de ses bureaux et, sur paiement des droits raisonnables éventuellement fixés, en fournit des extraits.

List of members

(2) Any person described in subsection (1) and debt obligation holders, on payment of any reasonable fee and on sending to a corporation or its agent or mandatary the statutory declaration referred to in subsection (5), may on application require the corporation or its agent or mandatary to furnish within the prescribed period a list of members setting out the prescribed information. The list shall be updated 15 to a prescribed day.

(2) Toute personne visée au paragraphe (1) ainsi que le détenteur de titre de créance peuvent, sur paiement des droits raisonnables éventuellement fixés et sur envoi à l'organisation ou à son mandataire de la déclaration solennelle visée au paragraphe (5), exiger de 10 l'organisation ou de son mandataire la remise, dans le délai réglementaire, d'une liste des membres à jour à la date réglementaire et énonçant les renseignements réglementaires.

5 Obtention de la liste des membres

Limitation

(3) A person described in subsection (1) may only make an application under subsection (2) once in each calendar year. In addition, an application may be made before each special 20 meeting of members of which the person receives notice.

(3) Les personnes visées au paragraphe (1) 15 ne peuvent demander la liste des membres qu'une fois par année civile. Toutefois, elles peuvent aussi la demander avant la tenue de toute assemblée extraordinaire dont elles ont été avisées. 20

Réserve : membres

Application of debt obligation holder

(4) A debt obligation holder may make an application to obtain a list of members only after receiving notice of a meeting of members at 25 which the holder has the right to vote.

(4) Les détenteurs de titres de créance ne peuvent obtenir la liste des membres que s'ils ont été avisés de la tenue d'une assemblée à laquelle ils ont le droit de vote.

Réserve : détenteurs de titres de créance

Contents of statutory declaration

(5) The statutory declaration required under subsection (1) or (2) shall

(5) La déclaration solennelle exigée aux 25 paragraphes (1) ou (2) énonce :

Teneur de la déclaration solennelle

(a) state the name and address of the applicant and, if the applicant is a body 30 corporate, its address for service; and

a) les nom et adresse du requérant et, si celui-ci est une personne morale, son adresse aux fins de signification;

(b) state that the list of members or the information contained in the register of members obtained under subsection (1) will not be used except as permitted under 35 subsection (7) or (8).

b) l'engagement de n'utiliser que conformé- 30 ment aux paragraphes (7) ou (8) la liste des membres ou les renseignements tirés du registre des membres.

Person making statutory declaration

(6) If the applicant is a body corporate, the statutory declaration shall be made by a director or officer of the body corporate.

(6) La personne morale requérante fait établir la déclaration solennelle par un de ses adminis- 35 trateurs ou dirigeants.

Personne morale requérante

Use of information or list by members

(7) A member or a member's personal 40 representative who obtains a list of members or information from a register of members under this section shall not use the list or information except in connection with

(7) Le membre ou son représentant personnel ne peut utiliser la liste des membres et les renseignements tirés du registre des membres obtenus en vertu du présent article que dans le 40 cadre :

Utilisation des renseignements ou des listes par les membres

(a) an effort to influence the voting of 45 members;

a) de démarches en vue d'influencer le vote des membres de l'organisation;

(b) requisitioning a meeting of members; or  
(c) any other matter relating to the affairs of the corporation.

(8) A debt obligation holder who obtains a list of members under this section shall not use the list except in connection with an effort to influence the voting of members on any issue that the holder has a right to vote on.

Use of  
information or  
list by debt  
obligation  
holders

Examination by  
Director

24. (1) The Director may examine the records described in subsection 21(1) during the usual business hours of the corporation and may take extracts from the records free of charge.

Requirement to  
provide list

(2) The Director may require the corporation or its agent or mandatary to furnish to the Director within the prescribed period a list of members or debt obligation holders setting out the prescribed information. The list shall be updated to a prescribed day.

Application for  
authorization —  
corporation

25. (1) On the application of a corporation, the Director may authorize the corporation, on any terms that the Director thinks fit, to refuse, in whole or in part, to allow access to corporate records or to furnish information that the corporation is otherwise under this Part obligated to allow or furnish, if the Director reasonably believes that allowing the access or furnishing the information would be detrimental to any member or the corporation.

Application for  
direction —  
member

(2) On the application of any member, the Director may direct the corporation, on any terms that the Director thinks fit, not to allow, in whole or in part, access to corporate records or not to furnish, in whole or in part, information that the corporation is otherwise under this Part obligated to allow or furnish, if the Director reasonably believes that allowing the access or furnishing the information would be detrimental to any member or the corporation.

Form of records

26. (1) All registers and other records required by this Act to be prepared and maintained may be in any form, provided that the records are capable of being reproduced in intelligible written form within a reasonable time.

b) de la convocation d'une assemblée;

c) de toute autre mesure concernant les affaires internes de l'organisation.

(8) Le détenteur de titre de créance qui a obtenu la liste des membres en vertu du présent article ne peut l'utiliser que dans le cadre de démarches en vue d'influencer le vote des membres de l'organisation sur une question à l'égard de laquelle il a lui-même le droit de vote.

Utilisation des  
listes par les  
détenteurs de  
titres de créance

24. (1) Le directeur peut consulter les livres mentionnés au paragraphe 21(1) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux et en obtenir gratuitement des extraits.

10 Consultation des  
livres

(2) Il peut exiger de l'organisation ou de son mandataire la remise, dans le délai réglementaire, d'une liste des membres ou des détenteurs de titres de créance à jour à la date réglementaire et énonçant les renseignements réglementaires.

15 Obtention d'une  
liste

25. (1) Le directeur peut, sur demande de l'organisation, autoriser celle-ci, aux conditions qu'il estime indiquées, à refuser de donner accès à tout ou partie des livres ou de fournir tout ou partie des renseignements même si elle serait par ailleurs tenue d'y donner accès ou de les fournir au titre de la présente partie, s'il estime que l'accès aux livres ou la fourniture des renseignements serait préjudiciable à l'organisation ou à un membre.

20 Demande  
d'autorisation :  
organisation

(2) Il peut, sur demande d'un membre, ordonner à l'organisation, aux conditions qu'il estime indiquées, de refuser l'accès ou la fourniture s'il estime que cela serait préjudiciable à l'organisation ou à un membre.

30 Demande  
d'ordonnance :  
membre

26. (1) Tous les livres, notamment les registres dont la présente loi exige la tenue, peuvent être conservés d'une manière permettant de fournir, dans un délai raisonnable, les renseignements demandés sous une forme écrite compréhensible.

35 Mode de  
conservation des  
livres



Precautions	(2) A corporation and its agents and mandataries shall take reasonable precautions to prevent the loss or destruction of the registers and other records required under this Act, to prevent the falsification of entries in those registers and records and to facilitate the detection and correction of inaccuracies in them.	(2) L'organisation et ses mandataires prennent, à l'égard des registres et autres livres exigés par la présente loi, les mesures raisonnables pour en empêcher la perte ou la destruction, empêcher la falsification des écritures et faciliter la découverte et la rectification des erreurs.	Precautions
-------------	--	--	-------------

Validity of unsealed documents	27. A document executed on behalf of a corporation is not invalid merely because a corporate seal is not affixed to it.	27. L'absence du sceau de l'organisation sur tout document signé en son nom ne le rend pas nul.	Absence du sceau
--------------------------------	---	---	------------------

PART 5	PARTIE 5
CORPORATE FINANCE	FINANCEMENT

Borrowing powers	28. (1) Unless the articles, the by-laws or a unanimous member agreement otherwise provides, the directors of a corporation may, without authorization of the members,  (a) borrow money on the credit of the corporation;  (b) issue, reissue, sell, pledge or hypothecate debt obligations of the corporation;  (c) give a guarantee on behalf of the corporation to secure performance of an obligation of any person; and  (d) mortgage, hypothecate, pledge or otherwise create a security interest in all or any property of the corporation, owned or subsequently acquired, to secure any obligation of the corporation.	28. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des membres, le conseil d'administration peut, sans l'autorisation des membres :  a) contracter des emprunts, compte tenu du crédit de l'organisation;  b) émettre, réémettre, vendre ou donner en garantie les titres de créance de l'organisation;  c) garantir, au nom de l'organisation, l'exécution d'une obligation à la charge d'une autre personne;  d) grever d'une sûreté, notamment par hypothèque, tout ou partie des biens, présents ou futurs, de l'organisation, afin de garantir ses obligations.	Pouvoir d'emprunt
------------------	--	--	-------------------

Delegation of borrowing powers	(2) Despite subsection 139(2) and paragraph 143(a), unless the articles, the by-laws or a unanimous member agreement otherwise provides, the directors may, by resolution, delegate the powers referred to in subsection (1) to a director, a committee of directors or an officer.	(2) Malgré le paragraphe 139(2) et l'alinéa 143a) et sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des membres, le conseil d'administration peut, par résolution, déléguer les pouvoirs visés au paragraphe (1) à un administrateur, à un comité d'administrateurs ou à un dirigeant.	Délégation de pouvoirs
--------------------------------	---	--	------------------------

Issue of debt obligations	29. (1) Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement, the directors may issue debt obligations for consideration consisting of money or other property or past services.	29. (1) Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des membres, les administrateurs peuvent délivrer des titres de créance en contrepartie d'un apport en numéraire, en biens ou en services rendus.	Émission de titres de créance
---------------------------	---	--	-------------------------------

Consideration	(2) The monetary value of the property or services shall not be less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the debt obligation had been issued for money.	(2) La juste valeur des biens ou des services rendus ne peut être inférieure à la somme que l'organisation recevrait si l'apport était en numéraire.	Contrepartie
Determining fair equivalent	(3) In determining whether property or past services are the fair equivalent of a money consideration, the directors may take into account reasonable charges and expenses of organization and reorganization and payments for property and past services reasonably expected to benefit the corporation.	(3) Pour établir la juste équivalence entre un apport en biens ou en services rendus et un apport en numéraire, les administrateurs peuvent tenir compte des frais normaux de constitution et de réorganisation, ainsi que des avantages que l'organisation entend normalement tirer de l'apport en biens ou en services.	5 Juste équivalence
Definition of "property"	(4) For the purposes of this section, "property" does not include a promissory note, or a promise to pay, that is made by a person to whom a debt obligation is issued, or a person who does not deal at arm's length, within the meaning of that expression in the <i>Income Tax Act</i> , with a person to whom a debt obligation is issued.	(4) Pour l'application du présent article, « biens » ne vise pas le billet à ordre ni la promesse de paiement d'une personne à qui des titres de créance sont émis ou d'une personne qui a un lien de dépendance, au sens de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , avec une telle personne.	Définition de « biens »
Repayment	<b>30.</b> (1) Debt obligations issued, pledged, hypothecated or deposited by a corporation are not redeemed by reason only that the indebtedness evidenced by the debt obligations or in respect of which the debt obligations are issued, pledged, hypothecated or deposited is repaid.	<b>30.</b> (1) Les titres de créance émis, donnés en garantie ou déposés par l'organisation ne sont pas rachetés du seul fait de l'acquittement de la dette en cause.	Acquittement
Acquisition and reissue of debt obligations	(2) Debt obligations issued by a corporation and purchased, redeemed or otherwise acquired by it may be cancelled or, subject to any applicable trust indenture or other agreement, may be reissued, pledged or hypothecated to secure any existing or future obligation of the corporation, and such an acquisition and reissue, pledge or hypothecation is not a cancellation of the debt obligations.	(2) L'organisation qui acquiert ses titres de créance peut soit les annuler, soit, sous réserve de tout acte de fiducie et de toute convention applicable, les réémettre ou les donner en garantie de l'exécution de ses obligations actuelles ou futures; l'acquisition, la réémission ou le fait de donner en garantie n'emporte pas annulation de ces titres.	Acquisition et réémission de titres de créance
Annual contributions or dues	<b>31.</b> Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement, the directors may require members to make an annual contribution or pay annual dues and may determine the manner in which the contribution is to be made or the dues are to be paid.	<b>31.</b> Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des membres, les administrateurs peuvent déterminer la contribution ou la cotisation annuelles des membres et la manière de s'en acquitter.	Contribution ou cotisation annuelles
Ownership of property	<b>32.</b> A corporation owns any property of any kind that is transferred to or otherwise vested in the corporation and does not hold any property in trust unless that property was transferred to the corporation expressly in trust for a specific purpose or purposes.	<b>32.</b> L'organisation est propriétaire de tous les biens qui lui sont transférés, ou autrement dévolus et ne détient aucun bien en fiducie, à moins que le bien ne lui ait été expressément transféré en fiducie dans un but déterminé.	Biens des organisations

Directors not trustees	<b>33.</b> Directors are not, in that capacity, trustees for any property of the corporation, including property held in trust by the corporation.	<b>33.</b> Les administrateurs ne sont pas, en cette qualité, fiduciaires des biens de l'organisation ni de ceux qu'elle détient en fiducie.	Administrateurs non fiduciaires
Investments by corporation	<b>34.</b> Subject to the limitations accompanying any gift and the articles or by-laws, a corporation may invest its funds as its directors think fit.	<b>34.</b> Sous réserve des restrictions rattachées aux dons et prévues dans ses statuts ou ses règlements administratifs, l'organisation peut investir ses fonds de la manière que ses administrateurs estiment indiquée.	Placements
Distribution of property, accretions or profits	<b>35.</b> (1) Subject to subsection (2), no part of a corporation's profits or of its property or accretions to the value of the property may be distributed, directly or indirectly, to a member, a director or an officer of the corporation except in furtherance of its activities or as otherwise permitted by this Act.	<b>35.</b> (1) Les bénéfices, les biens et l'appréciation des biens de l'organisation ne peuvent être distribués, directement ou indirectement, à ses membres, administrateurs ou dirigeants qu'en conformité avec la présente loi ou en vue de la promotion de ses activités.	Distribution des bénéfices et des biens
Distribution to member	(2) If a member of a corporation is an entity that is authorized to carry on activities on behalf of the corporation, the corporation may distribute any of its money or other property to the member to carry on those activities.	(2) Toutefois, l'organisation qui a pour membre une entité autorisée à exercer des activités pour son compte peut lui remettre des sommes d'argent ou d'autres biens pour l'exercice de ces activités.	Remise de fonds
Surrendered memberships	<b>36.</b> A corporation may accept a membership in the corporation surrendered to it as a gift and may extinguish or reduce a liability respecting an amount unpaid on that membership.	<b>36.</b> L'organisation peut accepter une adhésion à titre de don et renoncer, en tout ou en partie, au paiement du prix afférent.	Dons
Liability	<b>37.</b> (1) The members of a corporation are not, in that capacity, liable for any liability of the corporation, including any arising under paragraph 251(3)(f) or (g), or any act or default of the corporation, except as otherwise provided by this Act.	<b>37.</b> (1) Les membres de l'organisation ne sont pas responsables, en cette qualité, des obligations — y compris celles résultant de l'application des alinéas 251(3)f) et g) —, des actes ou des omissions de l'organisation, sauf dans les cas prévus par la présente loi.	Immunité
Lien on membership	(2) Subject to subsection 43(2), the articles may provide that the corporation has a lien on a membership registered in the name of a member or the member's personal representative for a debt of that member to the corporation, including an amount unpaid in respect of a membership issued by a body corporate on the date it was continued as a corporation under this Act.	(2) Sous réserve du paragraphe 43(2), les statuts peuvent grever d'une charge en faveur de l'organisation l'adhésion d'un membre débiteur, ou de son représentant personnel, y compris celui qui n'a pas entièrement payé l'adhésion enregistrée par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi.	Adhésion grevée d'une charge
Enforcement of lien	(3) A corporation may enforce a lien referred to in subsection (2) in accordance with its by-laws.	(3) L'organisation peut faire valoir la charge visée au paragraphe (2) conformément aux règlements administratifs.	Exécution de la charge



## PART 6

DEBT OBLIGATIONS, CERTIFICATES,  
REGISTERS AND TRANSFERS

## DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Definitions	<b>38.</b> (1) The following definitions apply in this Part.
"adverse claim" « <i>opposition</i> »	"adverse claim", in respect of a debt obligation, includes a claim that a transfer was or would be wrongful or that a particular adverse person is the owner of or has an interest in the debt obligation.
"bearer" « <i>porteur</i> »	"bearer" means the person who is in possession of a debt obligation that is payable to bearer or endorsed in blank.
"broker" « <i>courtier</i> »	"broker" means a person who is engaged in whole or in part in the business of buying and selling debt obligations and who, in the transaction concerned, acts for, buys a debt obligation from or sells a debt obligation to a customer.
"delivery" « <i>livraison</i> » ou « <i>remise</i> »	"delivery" means voluntary transfer of possession.
"fiduciary" « <i>représentant</i> »	"fiduciary" means any personal representative of a deceased person, any person who, under common law, acts in a fiduciary capacity and any person who, under civil law, acts as administrator of the property of others or owes a duty to act in good faith and loyalty by reason of being in a relationship of trust and confidence.
"good faith" « <i>bonne foi</i> »	"good faith" means honesty in fact in the conduct of the transaction concerned.
"good faith purchaser" « <i>acquéreur de bonne foi</i> »	"good faith purchaser" means a purchaser for value in good faith and without notice of any adverse claim who takes delivery of a debt obligation.
"holder" « <i>détenteur</i> »	"holder" means a person who is in possession of a debt obligation that is issued or endorsed to the person, to bearer or in blank.
"overissue" « <i>émission excédentaire</i> »	"overissue" means the issue of debt obligations in excess of any maximum number of debt obligations that the issuer is authorized by a trust indenture to issue.

## PARTIE 6

TITRES DE CRÉANCE, ENREGISTREMENT  
ET TRANSFERT

## DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions	<b>38.</b> (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
« <i>acquéreur</i> »	Personne qui acquiert des droits sur un titre de créance, par achat, hypothèque, gage, émission, réémission, don ou toute autre opération consensuelle.	« <i>acquéreur</i> » « <i>purchaser</i> »
« <i>acquéreur de bonne foi</i> »	Acquéreur contre valeur qui, n'ayant pas été avisé de l'existence d'oppositions, prend de bonne foi livraison d'un titre de créance.	« <i>acquéreur de bonne foi</i> » « <i>good faith purchaser</i> »
« <i>acte de fiducie</i> »	S'entend au sens du paragraphe 105(1).	« <i>acte de fiducie</i> » « <i>trust indenture</i> »
« <i>bonne foi</i> »	L'honnêteté manifestée au cours de l'opération en cause.	« <i>bonne foi</i> » « <i>good faith</i> »
« <i>courtier</i> »	Personne qui se livre exclusivement ou non au commerce des titres de créance et qui, entre autres, dans les opérations en cause, agit pour un client.	« <i>courtier</i> » « <i>broker</i> »
« <i>détenteur</i> »	Personne en possession d'un titre de créance au porteur ou d'un titre de créance nominatif ou endossé à son profit, au porteur ou en blanc.	« <i>détenteur</i> » « <i>holder</i> »
« <i>émission excédentaire</i> »	Toute émission de titres de créance en excédent du nombre autorisé par l'acte de fiducie applicable.	« <i>émission excédentaire</i> » « <i>overissue</i> »
« <i>livraison</i> » ou « <i>remise</i> »	Transfert volontaire de la possession.	« <i>livraison</i> » ou « <i>remise</i> » « <i>delivery</i> »
« <i>opposition</i> »	Est assimilé à l'opposition le fait de soutenir qu'un transfert est ou serait fautif ou qu'un opposant déterminé détient un droit de propriété ou autre sur le titre de créance.	« <i>opposition</i> » « <i>adverse claim</i> »
« <i>porteur</i> »	Personne en possession d'un titre de créance au porteur ou endossé en blanc.	« <i>porteur</i> » « <i>bearer</i> »
« <i>représentant</i> »	Le représentant personnel d'une personne décédée, toute personne agissant, en vertu du droit civil, à titre d'administrateur du bien d'autrui ou tenue d'agir avec loyauté et bonne foi en raison d'une relation avec une	« <i>représentant</i> » « <i>fiduciary</i> »

“purchaser” « acquéreur »	“purchaser” means a person who takes an interest in a debt obligation by sale, mortgage, hypothec, pledge, issue, reissue, gift or any other voluntary transaction.	autre personne fondée sur la confiance, et toute personne agissant, en vertu de la common law, à titre de fiduciaire.	
“transfer” « transfert »	“transfer” includes transmission by operation of law.	« transfert » Est assimilée au transfert la transmission par l’effet de la loi.	« transfert » “transfer” 5
“trust indenture” « acte de fiducie »	“trust indenture” means a trust indenture as defined in subsection 105(1).	« valide » Soit émis légalement et conformément aux règlements administratifs de l’organisation, soit validé en vertu de l’article 55.	« valide » “valid”
“valid” « valide »	“valid” means issued in accordance with the applicable law and the by-laws of the issuer, or 10 validated under section 55.		
Negotiable instruments	(2) Except when a transfer is restricted and noted on a debt obligation in accordance with subsection 43(2), a debt obligation is a negotiable instrument.	(2) Les titres de créance sont des effets négociables sauf si leur transfert fait l’objet de 10 restrictions indiquées conformément au para-	Effets négociables
Registered form	(3) A debt obligation is in registered form if (a) it specifies a person who is entitled to the debt obligation or to the rights it evidences, and its transfer is capable of being recorded in a debt obligations register; or (b) it bears a statement that it is in registered form.	(3) Est nominatif le titre de créance qui : a) ou bien désigne nommément son titulaire, ou celui des droits dont il atteste l’existence, 15 et peut faire l’objet d’un transfert sur le registre des titres de créance; b) ou bien porte une mention à cet effet.	Titre de créance nominatif
Order form	(4) A debt obligation is in order form if, by its terms, it is payable to the order of a person specified with reasonable certainty in it or to a 25 person to whom it is assigned.	(4) Le titre de créance est à ordre si, d’après son libellé, il est payable à l’ordre d’une 20 personne suffisamment désignée dans le titre ou cédé à une telle personne.	Titre de créance à ordre
Bearer form	(5) A debt obligation is in bearer form if it is payable to bearer according to its terms and not by reason of an endorsement.	(5) Est au porteur le titre de créance ainsi libellé, à l’exclusion de celui qui n’est payable au porteur qu’en raison d’un endossement. 25	Titre de créance au porteur
Guarantor for issuer	(6) A guarantor for an issuer is deemed to be 30 an issuer to the extent of the guarantee, whether or not the obligation is noted on the debt obligation.	(6) La caution d’un émetteur est réputée, dans les limites de sa garantie, avoir la qualité d’émetteur, indépendamment de la mention de son obligation sur le titre de créance.	Caution d’un émetteur

DEBT OBLIGATION CERTIFICATES

CERTIFICATS DE TITRES DE CRÉANCE

Debt obligation certificate	<b>39.</b> An issuer shall provide a debt obligation holder, on request, with (a) a debt obligation certificate that complies with this Act; or (b) a non-transferable written acknowledgement of their right to obtain a debt obligation certificate.	<b>39.</b> L’émetteur fournit au détenteur de titre 30 de créance, sur demande, soit un certificat de titre de créance conforme à la présente loi, soit une reconnaissance écrite et incessible du droit d’obtenir un tel certificat.	Certificat de titre de créance ou reconnaissance écrite
-----------------------------	--	---	---

Fee	<b>40.</b> An issuer may charge a reasonable fee for a debt obligation certificate issued in respect of a transfer.	<b>40.</b> L'émetteur peut prélever un droit raisonnable pour la délivrance d'un certificat de titre de créance à l'occasion d'un transfert.	Droit exigible
Jointly held debt obligations	<b>41.</b> If debt obligations are held by more than one person,  (a) an issuer is not required to issue more than one debt obligation certificate in respect of those debt obligations; and  (b) delivery of a debt obligation certificate to one of the holders is sufficient delivery to 10 them all.	<b>41.</b> L'émetteur n'est pas tenu de délivrer plus d'un certificat pour chaque titre de créance et la remise du certificat à l'un des détenteurs constitue délivrance suffisante pour tous.	Pluralité de détenteurs
Signatures	<b>42.</b> (1) A debt obligation certificate shall be signed by at least one of the following persons, or a facsimile of the signature shall be reproduced on the certificate:  (a) a director or officer of the issuer;  (b) a transfer agent or branch transfer agent of the issuer, or an individual acting on their behalf; or  (c) a trustee who certifies it in accordance with a trust indenture.  (2) An issuer may issue debt obligation certificates that contain the signature of a person who is no longer a director or officer and the validity of the certificate is not adversely affected.	<b>42.</b> (1) Le certificat de titre de créance doit être signé de la main — ou porter la reproduction de la signature — de l'une des 15 personnes suivantes :  a) un administrateur ou un dirigeant;  b) un agent d'inscription ou de transfert de l'émetteur ou une personne physique agissant pour son compte;  c) un fiduciaire qui le certifie conforme à l'acte de fiducie.  (2) L'émetteur peut délivrer valablement tout certificat de titre de créance portant la signature d'un administrateur ou dirigeant qui a cessé d'occuper ses fonctions.	Signatures
Former director or officer			Ancien administrateur ou dirigeant
Contents of certificate	<b>43.</b> (1) The following information shall be stated on the face of each debt obligation certificate issued by an issuer:  (a) the name of the issuer;  (b) the words "Incorporated under the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> ", "constituée sous l'autorité de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ", "Subject to the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> " or "assujettie à la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ";  (c) the name of the person to whom it was issued unless it is in bearer form; and  (d) the value represented by the certificate.  (2) No restriction on transfer, charge in favour of the issuer or unanimous member agreement is effective against a transferee of a	<b>43.</b> (1) Doivent être énoncés au recto du certificat de titre de créance délivré par l'émetteur :  a) la dénomination de l'émetteur;  b) l'expression « constituée sous l'autorité de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> », « Incorporated under the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> », « assujettie à la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> » ou « Subject to the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> »;  c) le nom du titulaire, sauf si le certificat est au porteur;  d) la valeur que le certificat représente.  (2) Les certificats de titres de créance, délivrés par l'émetteur ou par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la	Contenu du certificat
Restrictions, charges or agreements			Restrictions, charges et conventions



debt obligation, issued by an issuer or by a body corporate before it is continued under this Act, who has no actual knowledge of the restriction, charge or agreement unless it or a reference to it is noted conspicuously on the debt obligation certificate.

présente loi, qui sont assujettis à des restrictions en matière de transfert, à des charges en faveur de l'émetteur ou à une convention unanime des membres doivent les énoncer ou y faire 5 clairement référence pour qu'ils soient opposa- 5 bles à tout cessionnaire de ce titre qui n'en a pas eu effectivement connaissance.

Restrictions

(3) If the issued debt obligations of an issuer remain outstanding and are held by more than one person, the issuer shall not restrict the transfer or ownership of its debt obligations of 10 any class or series.

(3) L'émetteur dont les titres de créance en circulation sont détenus par plusieurs personnes ne peut soumettre à des restrictions le transfert 10 ou le droit de propriété de ses titres de créance d'une quelconque catégorie ou série.

Limite

Contents of certificate

44. (1) Every debt obligation certificate, if the articles authorize more than one class or series of debt obligations, shall legibly

44. (1) S'il peut y avoir plus d'une catégorie ou série de titres de créance, le certificat doit indiquer de manière lisible :

Contenu du certificat en cas de pluralité des catégories ou séries 15

- (a) state the rights, privileges, restrictions 15 and conditions attached to the debt obligations of each class and series that exist when the debt obligation certificate is issued; or
- (b) state that the class or series of debt obligations that it represents has rights, 20 privileges, restrictions or conditions attached to it and that the issuer will provide a debt obligation holder, on demand and without charge, with a full copy of the text of the rights, privileges, restrictions and conditions 25 attached to each class or series authorized to be issued.

- a) soit les droits, privilèges, conditions et restrictions dont sont assortis les titres de créance de chaque catégorie et série existant lors de la délivrance du certificat;
- b) soit le fait que la catégorie ou la série de 20 titres de créance qu'il représente est assortie de droits, privilèges, conditions et restrictions et que l'émetteur remettra gratuitement à tout détenteur de titre de créance qui en fait la demande le texte intégral des droits, privilè- 25 ges, conditions et restrictions dont sont assortis les titres de créance de chaque catégorie ou série dont la délivrance est autorisée.

Copy of text

(2) If a debt obligation certificate contains a statement referred to in paragraph (1)(b), the issuer shall, on request, provide the debt 30 obligation holder with the copy of the text referred to in that paragraph.

(2) L'émetteur qui délivre des certificats de 30 titres de créance contenant les dispositions prévues à l'alinéa (1)b) fournit gratuitement aux détenteurs de titres de créance qui en font la demande copie du texte intégral.

Copie du texte

REGISTERS

REGISTRES

Registers

45. (1) A corporation that issues debt obligations shall maintain a debt obligations register in which it records the debt obligations 35 issued by it in registered form, showing the prescribed information with respect to each class or series.

45. (1) L'organisation tient un registre des 35 titres de créance nominatifs qu'elle émet, où elle indique pour chaque catégorie ou série les renseignements réglementaires.

Registre des titres de créance nominatifs

Location of register

(2) The debt obligations register shall be maintained at the issuer's registered office or at 40 any other place in Canada designated by the directors.

(2) Le registre est tenu au siège ou en tout 40 autre lieu au Canada choisi par les administrateurs.

Lieu du registre

Branch registers	(3) An issuer may maintain additional branch debt obligations registers in other places designated by the directors.	(3) L'émetteur peut tenir des registres locaux supplémentaires en tout autre lieu choisi par les administrateurs.	Registres locaux
Contents of branch register	(4) A branch debt obligations register shall only contain particulars of debt obligations issued or transferred at the branch. The same information shall also be recorded in the central register.	(4) Les renseignements mentionnés dans le registre local ne concernent que les titres de créance délivrés ou transférés dans la localité où est tenu ce registre et ils doivent également figurer au registre central.	Contenu des registres locaux
Production of certificates	(5) An issuer, its agent or mandatary, or a trustee as defined in subsection 105(1) is not required to produce a cancelled debt obligation certificate in registered form after the prescribed period.	(5) L'émetteur, ses mandataires ou le fiduciaire au sens du paragraphe 105(1) ne sont pas tenus de produire, après la période réglementaire, les certificats annulés de titres de créance nominatifs.	Production des certificats
Agent or mandatary	46. An issuer may appoint an agent or mandatary to maintain debt obligations registers on its behalf.	46. L'émetteur peut charger un mandataire de la tenue des registres pour son compte.	Mandataire
Registration	47. The registration of the issue or transfer of a debt obligation in any debt obligations register is complete and valid registration for all purposes.	47. Toute mention de la délivrance ou du transfert d'un titre de créance dans le registre des titres de créance, local ou central, en constitue une inscription complète et valide.	Inscription au registre
Trustee	48. An issuer or a trustee as defined in subsection 105(1) may treat the person whose name appears on the debt obligations register as the debt obligation's owner for all purposes.	48. L'émetteur ou le fiduciaire au sens du paragraphe 105(1) peut considérer la personne dont le nom est inscrit au registre des titres de créance comme le propriétaire.	Émetteur ou fiduciaire
Constructive registered holder	49. If an issuer restricts the right to transfer its debt obligations, the issuer may, despite section 48, treat a person as the registered holder of a debt obligation if the person provides the issuer with evidence that meets the requirements of the issuer that the person is	49. L'émetteur qui limite le droit de transférer ses titres de créance peut, malgré l'article 48, considérer comme habilitée à exercer les droits du détenteur inscrit de titre de créance la personne qui lui fournit la preuve qu'il exige de sa qualité, à savoir :	Personnes habilitées à exercer les droits
	(a) the heir of a deceased debt obligation holder or the fiduciary of the estate or succession of a deceased debt obligation holder or of a registered debt obligation holder who is a minor, an incompetent or incapable person or a missing person; or	a) soit celle d'héritier d'un détenteur de titre de créance, de représentant de la succession d'un tel détenteur ou de représentant d'un détenteur inscrit de titre de créance qui est mineur, incapable, inapte ou absent;	
	(b) a liquidator of, or a trustee in bankruptcy for, a registered debt obligation holder.	b) soit celle de liquidateur ou de syndic de faillite agissant pour un détenteur inscrit de titre de créance.	
Proof of ownership	50. An issuer shall treat a person, other than one described in section 49, as being entitled to exercise the rights and privileges attached to a debt obligation if the person provides proof that the person has acquired ownership of the debt obligation by operation of law or has legal authority to exercise the rights and privileges.	50. L'émetteur doit considérer toute personne non visée à l'article 49 comme habilitée à exercer les droits ou privilèges attachés à des titres de créance dans la mesure où elle établit que la propriété des titres de créance lui est acquise par l'effet de la loi ou qu'elle est légalement autorisée à exercer ces droits ou privilèges.	Personnes habilitées à exercer les droits ou privilèges



Joint holder	<b>51.</b> If satisfactory proof of the death of a joint holder of a debt obligation with a right of survivorship in common law is provided to an issuer, the issuer may treat any surviving joint holder as the owner of the debt obligation.	<b>51.</b> L'émetteur peut, sur preuve satisfaisante du décès de l'un des codétenteurs d'un titre de créance avec droit de survie en vertu de la common law, considérer les autres comme 5 propriétaires de ce titre de créance. 5	Copropriétaires
Duties of issuer	<b>52.</b> An issuer is not required to inquire into the existence of, or see to the performance of, any duty owed to a third person by a registered holder, or a person who may be treated as a registered holder, of a debt obligation.	<b>52.</b> L'émetteur n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence, à la charge du détenteur inscrit ou de la personne considérée comme habilitée à exercer les droits d'un détenteur inscrit de titre 10 de créance, d'obligations envers les tiers, ni, le 10 cas échéant, de leur exécution.	Précisions concernant les obligations de l'émetteur
Minors	<b>53.</b> If a minor exercises a right of ownership in a debt obligation of an issuer, no subsequent repudiation or avoidance is effective against the issuer.	<b>53.</b> Le désaveu ultérieur de l'exercice par un mineur de droits attachés à la propriété de titres de créance est inopposable à l'émetteur.	Mineurs
Deceased owner	<b>54.</b> (1) Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person who is an heir or a fiduciary of an estate or succession of a deceased debt obligation holder is entitled to become the registered holder or to designate a registered holder if the person deposits the 20 following information with the issuer or its transfer agent, together with any reasonable assurances that the issuer may require:  (a) the debt obligation certificate or, in default of one, a document proving that the 25 deceased was the debt obligation holder;  (b) a document proving the death of the debt obligation holder; and  (c) a document proving that the heir or fiduciary has the right under the law of the 30 place in which the deceased was domiciled immediately before their death to deal with the debt obligation.	<b>54.</b> (1) Sous réserve de toute loi applicable 15 en matière de perception d'impôts, l'héritier d'un détenteur de titre de créance ou le représentant de la succession d'un tel détenteur est en droit de se faire inscrire comme détenteur ou de faire inscrire à ce titre la personne qu'il 20 désigne, sur remise à l'émetteur ou à son agent de transfert des assurances que l'émetteur peut exiger et des documents suivants :  a) le certificat de titre de créance ou tout autre document prouvant que le défunt était le 25 détenteur de titre de créance;  b) tout document prouvant la mort du détenteur de titre de créance;  c) tout document prouvant que l'héritier ou le représentant de la succession a le droit, 30 sous le régime des lois du dernier domicile du défunt, d'effectuer toute opération à l'égard du titre de créance.	Décès
Endorsement	(2) A debt obligation certificate referred to in paragraph (1)(a) shall be endorsed  (a) in the case of a transfer to an heir or fiduciary, by that person; and  (b) in any other case, in a manner acceptable to the issuer.	(2) Le certificat de titre de créance visé à 35 l'alinéa (1)a) est :  a) dans le cas d'un transfert à un représentant ou à un héritier, endossé par celui-ci;  b) dans tous les autres cas, endossé d'une manière que l'émetteur estime acceptable.	Endossement 35
Right of issuer	(3) Deposit of the documents required by 40 subsection (1) empowers an issuer or its transfer agent to record in a debt obligations register the transmission of a debt obligation from the deceased holder to the heir or fiduciary or to any person that the heir or fiduciary may 45	(3) Le dépôt des documents exigés au 40 paragraphe (1) donne à l'émetteur ou à son agent de transfert le pouvoir de consigner sur le registre des titres de créance la transmission des titres de créance du détenteur décédé au représentant ou aux héritiers ou à la personne 45	Droit de l'émetteur



designate and to treat the person who becomes a registered holder as the owner of the debt obligation.

qu'ils peuvent désigner et, par la suite, de considérer la personne qui en devient le détenteur inscrit comme leur propriétaire.

Overissue

**55.** (1) Subject to this section, the provisions of this Part that validate a debt obligation or compel its issue or reissue do not apply if the validation, issue or reissue of a debt obligation would result in overissue.

**55.** (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les dispositions de la présente partie validant des titres de créance ou en imposant l'émission ou la réémission ne peuvent avoir pour effet d'entraîner une émission excédentaire.

Émission  
excédentaireIdentical debt  
obligation

(2) A person who is entitled to a validation or issue may, if there has been an overissue and if a valid debt obligation that is similar in all respects to the debt obligation involved in the overissue is reasonably available for purchase, compel the issuer to purchase and deliver that debt obligation against the surrender of the debt obligation that the person holds.

(2) Les personnes habiles à réclamer la validation ou l'émission peuvent, s'il y a eu émission excédentaire et s'il est possible d'acquérir des titres de créance identiques à ceux qui sont excédentaires, contraindre l'émetteur à les acquérir et à les leur livrer sur remise de ceux qu'elles détiennent.

Titres de créance  
identiquesIf identical debt  
obligation not  
available

(3) If a valid debt obligation that is similar in all respects to the debt obligation involved in the overissue is not reasonably available for purchase, the person who is entitled to the validation or issue may recover from the issuer an amount equal to the price the last purchaser for value paid for the invalid debt obligation.

(3) Les personnes habiles à réclamer la validation ou l'émission peuvent, s'il est impossible d'acquérir des titres de créance identiques à ceux qui sont excédentaires, 20 recouvrer auprès de l'émetteur une somme égale au prix payé par le dernier acquéreur contre valeur des titres de créance non valides.

Recouvrement  
d'une somme  
égaleIncrease in  
capital

(4) The overissued debt obligations are valid from the date they were issued only if the issuer increases the number of its authorized debt obligations to a number equal to or greater than the number of debt obligations previously authorized plus the number of the debt obligations overissued.

(4) Les titres de créance que l'émetteur est autorisé par la suite à émettre en excédent sont 25 valides à compter de leur date d'émission.

Augmentation  
du capital

30

## PROCEEDINGS

Rules of action

**56.** The following rules apply in an action on a debt obligation:

(a) each signature on the debt obligation certificate or in a necessary endorsement is admitted unless specifically denied in the pleadings;

(b) a signature on the debt obligation is presumed to be genuine and authorized but, if the effectiveness of the signature is in issue, the burden of establishing that it is genuine and authorized is on the party claiming under the signature;

## PROCÉDURE

**56.** Dans tout procès portant sur des titres de créance :

a) à défaut de contestation expresse dans les actes de procédure, les signatures figurant sur ces titres ou les endossements obligatoires sont admis sans autre preuve;

b) les signatures figurant sur ces titres sont présumées être authentiques et autorisées, à charge pour la partie qui s'en prévaut de l'établir en cas de contestation;

c) sur production du certificat dont la signature est admise ou prouvée, leur détenteur obtient gain de cause, sauf si l'autre

Règles de  
procédure

(c) if a signature is admitted or established, production of a debt obligation certificate entitles the holder to recover on it unless the other party establishes a defence or defect going to the validity of the debt obligation; and

(d) if the other party establishes the defence or defect, the plaintiff has the burden of establishing that the defence or defect is ineffective against the plaintiff or some other person under whom the claim is made.

partie soulève un moyen de défense ou l'existence d'un vice mettant en cause la validité de ces titres;

d) il incombe au demandeur de prouver l'inopposabilité, à lui-même ou aux personnes dont il invoque les droits, des moyens de défense ou du vice dont l'autre partie établit l'existence.

# DELIVERY

# LIVRAISON DES TITRES DE CRÉANCE

Delivery of debt obligations

**57.** (1) A person who is required to deliver debt obligations may deliver any debt obligation of the specified issue

- (a) in bearer form;
- (b) in registered form in the name of the transferee; or
- (c) endorsed to the person or in blank.

Limitation

(2) Subsection (1) is subject to any agreement to the contrary, to any applicable Act of Parliament or of the legislature of a province, to any applicable regulation or to any applicable rule of a stock exchange or other regulatory body.

**57.** (1) La personne tenue de livrer des titres de créance peut livrer les titres de l'émission spécifiée de l'une des façons suivantes :

- a) au porteur;
- b) sous forme nominative au cessionnaire;
- c) endossés, au profit de cette personne, ou en blanc.

(2) La livraison est par ailleurs assujettie à toute convention à l'effet contraire ainsi qu'à toute loi fédérale ou provinciale, tout règlement ou toute règle d'une bourse ou d'un autre organisme de réglementation qui s'applique.

# GENERAL

# DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Incorporation by reference

**58.** (1) The terms of a debt obligation include those stated on the debt obligation and those incorporated by reference to another document, an Act of Parliament or of the legislature of a province, a regulation, a rule or an order to the extent that the incorporated terms do not conflict with those stated on the debt obligation.

Purchaser without notice

(2) Subsection (1) applies to a good faith purchaser but the incorporation by reference is itself not notice of a defect to the purchaser even if the debt obligation expressly states that a person accepting it admits that notice.

Validity of debt obligation

**59.** A debt obligation is valid in the hands of a good faith purchaser.

Livraison

Limites

Incorporation par renvoi

Acquéreur de bonne foi

Validité

Defence	<b>60.</b> Subject to section 63, the fact that a debt obligation is not genuine is a complete defence for the issuer even against a good faith purchaser.	<b>60.</b> Sous réserve de l'article 63, le défaut d'authenticité d'un titre de créance constitue, pour l'émetteur, un moyen de défense péremptoire, même contre l'acquéreur de bonne foi.	Moyen de défense
Defences	<b>61.</b> All other defences of an issuer, including non-delivery and conditional delivery of a debt obligation, are ineffective against a good faith purchaser.	<b>61.</b> L'émetteur ne peut opposer à l'acquéreur de bonne foi aucun autre moyen de défense, y compris l'absence de livraison ou la livraison sous condition d'un titre de créance.	5 Moyens de défense irrecevables
Deemed notice	<b>62.</b> (1) A purchaser is deemed to have notice of any defect in the issue of a debt obligation or any defence of the issuer if the debt obligation becomes stale within the meaning of subsection (2).	<b>62.</b> (1) L'acquéreur est réputé connaître tout vice relatif à l'émission d'un titre de créance ou tout moyen de défense opposé par l'émetteur si le titre de créance est périmé.	10 Connaissance réputée
Stale debt obligation	(2) A debt obligation becomes stale if (a) the purchaser takes the debt obligation 15 later than the prescribed period that is after (i) the date on which performance of the principal obligation evidenced by the debt obligation was due, or (ii) the date on or after which the debt 20 obligation is to be presented or surrendered for redemption or exchange; or (b) the payment of money or the delivery of debt obligations is required in order to present or surrender the debt obligation, the money or 25 debt obligations are available on the day for the payment or delivery and the purchaser takes the debt obligation later than the prescribed period that is after that day.	(2) Un titre de créance est périmé dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) l'acquéreur en prend livraison après la 15 période réglementaire suivant : (i) soit la date prévue de l'exécution des obligations principales qu'il atteste, (ii) soit la date à partir de laquelle il devrait être présenté ou remis pour rachat 20 ou échange; b) le versement de fonds ou la livraison de titres de créance est exigé pour la présentation ou la remise du titre de créance, les fonds ou les titres de créance sont disponibles le jour 25 du paiement ou de la livraison et l'acquéreur prend livraison du titre de créance après la période réglementaire suivant ce jour.	Péremption des titres de créance
Unauthorized signature	<b>63.</b> (1) Subject to subsection (2), an un- 30 authorized signature on a debt obligation is ineffective.	<b>63.</b> (1) La signature non autorisée apposée sur un titre de créance est sans effet. 30	Signature non autorisée
Limited effectiveness	(2) An unauthorized signature on a debt obligation is effective in favour of a good faith purchaser if the signature was made by (a) an authenticating trustee, transfer agent or other person entrusted by the issuer with the duty to sign the debt obligation, or similar debt obligations, or to prepare them for signing; or 40 (b) an employee of the issuer or a person referred to in paragraph (a) who handles the debt obligation in the ordinary course of their duties.	(2) Elle produit néanmoins ses effets en faveur de l'acquéreur de bonne foi si elle 35 émane : a) d'une personne chargée par l'émetteur, soit de signer ces titres ou des titres analogues 35 ou d'en préparer directement la signature, soit d'en reconnaître l'authenticité, notamment un fiduciaire ou un agent de transfert; b) d'un employé de l'émetteur ou d'une personne visée à l'alinéa a) qui, dans le cadre 40 normal de ses fonctions, a eu ou a ce titre en main.	Effet limité



Completion of debt obligation	64. If a debt obligation contains the signatures necessary for its issue or transfer but is incomplete in another respect, any person may complete it in accordance with their authority.	64. Le titre de créance revêtu des signatures requises pour son émission ou son transfert, mais ne portant pas une autre mention nécessaire, peut être complété par toute personne qui en a le pouvoir.	Titre de créance incomplet
Enforceability	65. A debt obligation that was completed incorrectly is enforceable by a good faith purchaser.	65. L'acquéreur de bonne foi d'un titre de créance complété incorrectement peut faire valoir ses droits.	Force exécutoire
Fraud	66. A completed debt obligation that was improperly altered, even if fraudulently altered, remains enforceable but only according to its original terms.	66. Le titre de créance irrégulièrement ou même frauduleusement modifié ne peut produire ses effets que conformément à ses modalités initiales.	Fraude
Guarantees	67. (1) A person signing a debt obligation as an authenticating trustee, transfer agent or other person entrusted by the issuer with the duty to sign the debt obligation guarantees to a good faith purchaser that (a) the debt obligation is genuine; (b) the person's acts in connection with the debt obligation are within the person's authority; and (c) the person has reasonable grounds for believing that the debt obligation is in the form and within the amount the issuer is authorized to issue.	67. (1) La personne chargée par l'émetteur, soit de signer un titre de créance, soit d'en reconnaître l'authenticité, notamment le fiduciaire ou l'agent de transfert, garantit à l'acquéreur de bonne foi, par sa signature : a) l'authenticité du titre; b) son pouvoir d'agir relativement à ce titre; c) l'existence de motifs raisonnables de croire que l'émetteur était autorisé à émettre sous cette forme un titre de ce montant.	Garanties
Liability	(2) Unless agreed otherwise, a person referred to in subsection (1) does not assume any further liability for the validity of the debt obligation.	(2) Sauf convention à l'effet contraire, les personnes visées au paragraphe (1) n'assument aucune autre responsabilité quant à la validité du titre de créance.	Limite de la responsabilité
Acquisition of rights	68. (1) On delivery of a debt obligation, the purchaser of the debt obligation acquires the rights in it that the transferor had or had authority to convey.	68. (1) Dès livraison du titre de créance, les droits transmissibles du cédant passent à l'acquéreur.	Acquisition des droits
Claim free	(2) A good faith purchaser of a debt obligation acquires it free from any adverse claim.	(2) L'acquéreur de bonne foi acquiert le titre de créance libre de toute opposition.	Titre libre d'opposition
No better position	(3) A purchaser who was a party to a fraud or illegality affecting a debt obligation or who, as a prior holder, had notice of an adverse claim does not have a better position by taking from a later good faith purchaser.	(3) Le fait de détenir un titre d'un acquéreur de bonne foi ne saurait modifier la situation du cessionnaire qui a participé à une fraude ou à un acte illégal mettant en cause la validité de ce titre ou qui, en tant qu'ancien détenteur, connaissait l'existence d'une opposition.	Situation inchangée
Limited interests	69. A purchaser of a limited interest acquires rights only to the extent of the interest purchased.	69. L'acquéreur n'acquiert de droits que dans les limites de son acquisition.	Droits limités

Deemed notice	<p><b>70.</b> (1) A purchaser of a debt obligation, or a broker for a seller or purchaser, is deemed to have notice of an adverse claim if</p> <p>(a) the debt obligation has been endorsed "for collection" or "for surrender" or for a purpose other than transfer; or</p> <p>(b) the debt obligation is in bearer form and has a statement on it that it belongs to a person other than the transferor.</p>	<p><b>70.</b> (1) Est réputé connaître l'existence d'une opposition le courtier ou l'acquéreur d'un titre de créance :</p> <p>a) endossé « pour recouvrement », « pour remise » ou à toute fin n'emportant pas transfert;</p> <p>b) payable au porteur et revêtu d'une mention selon laquelle l'auteur du transfert n'en est pas propriétaire.</p>	Connaissance réputée
Name	<p>(2) The mere writing of a name on a debt obligation is not a statement for the purposes of paragraph (1)(b).</p>	<p>(2) La simple inscription d'un nom ne constitue pas la mention visée à l'alinéa (1)b).</p>	Nom
No duty to inquire	<p><b>71.</b> (1) A purchaser of a debt obligation, or a broker for a seller or purchaser, has no duty to inquire into the rightfulness of the transfer and, subject to sections 70 and 72, has no notice of an adverse claim.</p>	<p><b>71.</b> (1) L'acquéreur ou le courtier n'est ni tenu de s'enquérir de la régularité du transfert ni, sous réserve des articles 70 et 72, réputé connaître l'existence d'une opposition.</p>	Limites
Third party holding	<p>(2) Subsection (1) applies even if the purchaser or broker has notice that the debt obligation is held by a third person or is registered in the name of or endorsed by a fiduciary.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) s'applique même si l'acquéreur ou le courtier a connaissance de la détention du titre de créance pour le compte d'un tiers, de son inscription au nom d'un représentant ou de son endossement par ce dernier.</p>	Titre détenu pour le compte d'un tiers
Deemed notice	<p><b>72.</b> A purchaser or broker who knows that the transaction is for the personal benefit of the fiduciary or is otherwise in breach of the fiduciary's duty is deemed to have notice of an adverse claim.</p>	<p><b>72.</b> L'acquéreur ou le courtier qui sait que le représentant agit en violation de son mandat à des fins personnelles est réputé connaître l'existence d'une opposition.</p>	Connaissance réputée
Staleness	<p><b>73.</b> (1) The following events do not constitute notice of an adverse claim except if the debt obligation becomes stale within the meaning of subsection (2):</p> <p>(a) an event that creates a right to performance of the principal obligation evidenced by the debt obligation; or</p> <p>(b) an event that sets the date on or after which the debt obligation is to be presented or surrendered for redemption or exchange.</p>	<p><b>73.</b> (1) Ne vaut pas connaissance de l'existence d'une opposition, sauf péremption du titre de créance au titre du paragraphe (2), l'événement qui ouvre droit à l'exécution immédiate des obligations principales attestées par le titre de créance ou permet de fixer la date de présentation ou de remise de celui-ci pour rachat ou échange.</p>	Limite
Staleness of debt obligation	<p>(2) A debt obligation becomes stale if</p> <p>(a) the purchaser takes the debt obligation later than the prescribed period that is after</p> <p>(i) the date on which performance of the principal obligation evidenced by the debt obligation was due, or</p>	<p>(2) Un titre de créance est périmé dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <p>a) l'acquéreur en prend livraison après la période réglementaire suivant :</p> <p>(i) soit la date prévue de l'exécution des obligations principales qu'il atteste,</p>	Péremption des titres de créance

(ii) the date on or after which the debt obligation was to be presented or surrendered for redemption or exchange; or

(b) the payment of money or the delivery of debt obligations is required in order to present or surrender the debt obligation, the money or debt obligations are available on the day for the payment or delivery and the purchaser takes the debt obligation later than the prescribed period that is after that day.

Guarantee

74. (1) A person who presents a debt obligation for registration of transfer or for payment or exchange guarantees to the issuer that the person is entitled to do so.

Limitation on guarantee

(2) A good faith purchaser who receives a new, reissued or re-registered debt obligation and who registers a transfer guarantees only that the purchaser has no knowledge of any unauthorized signature in a necessary endorsement.

Content of guarantee

75. A person who transfers a debt obligation to a purchaser for value guarantees by the transfer only that

- (a) the transfer is effective and rightful;
- (b) the debt obligation is genuine and has not been materially altered; and
- (c) the person knows of nothing that might impair the validity of the debt obligation.

Guarantee of intermediary

76. An intermediary delivering a debt obligation to a purchaser who knows that the intermediary is an intermediary guarantees only its good faith.

Guarantee of broker

77. A broker shall give to a customer, to the issuer and to a purchaser the guarantees provided in sections 74 to 76 and has the rights and privileges of a purchaser under those sections, and those guarantees of and in favour of the broker acting as an agent or mandatary are in addition to guarantees given by the customer and guarantees given in favour of the customer.

(ii) soit la date à partir de laquelle il devrait être présenté ou remis pour rachat ou échange;

b) le versement de fonds ou la livraison de titres de créance est exigé pour la présentation ou la remise du titre de créance, les fonds ou les titres de créance sont disponibles le jour du paiement ou de la livraison et l'acquéreur prend livraison du titre de créance après la période réglementaire suivant ce jour.

Garantie

74. (1) La personne qui présente un titre de créance pour inscription de son transfert, pour paiement ou pour échange garantit à l'émetteur le bien-fondé de sa demande.

Limite

(2) L'acquéreur de bonne foi qui reçoit un titre de créance soit nouveau, soit réémis ou réinscrit et qui inscrit le transfert garantit seulement l'absence, à sa connaissance, de signatures non autorisées lors d'endossements obligatoires.

Teneur de la garantie

75. La personne qui transfère le titre de créance à l'acquéreur contre valeur garantit seulement :

- a) la régularité et le caractère effectif de ce transfert;
- b) l'authenticité du titre et l'absence de modification importante;
- c) l'inexistence, à sa connaissance, de vice mettant en cause la validité du titre.

Garantie de l'intermédiaire

76. L'intermédiaire qui, au su de l'acquéreur, livre un titre de créance en qualité d'intermédiaire ne garantit que sa propre bonne foi.

Garanties du courtier

77. Le courtier donne à son client, à l'émetteur ou à l'acquéreur les garanties prévues aux articles 74 à 76 et jouit des droits et privilèges que ces articles confèrent à l'acquéreur; les garanties que donne ou dont bénéficie le courtier agissant comme mandataire s'ajoutent aux garanties que donne ou dont bénéficie son client.



Right to compel  
endorsement

**78.** If a registered debt obligation is delivered to a purchaser without a necessary endorsement, the purchaser has the right to demand the endorsement. The purchaser becomes a good faith purchaser after the endorsement.

Definition of  
"appropriate"

**79.** (1) In section 80, subsections 87(1) and 95(1) and section 99, "appropriate", with respect to a person, means that the person is

(a) the person who is specified by the debt obligation or by a special endorsement to be 10 entitled to the debt obligation;

(b) if the person described in paragraph (a) is described as a fiduciary but is no longer serving as one, either that person or their successor; 15

(c) if the debt obligation or endorsement mentioned in paragraph (a) specifies more than one person as fiduciaries and one or more of those persons is no longer a fiduciary, the remaining fiduciary or fiduciaries, whether or not a successor has been appointed or qualified; 20

(d) if the person described in paragraph (a) is an individual and is without capacity to act by reason of death, incompetence, minority or 25 other incapacity, the person's fiduciary;

(e) if the debt obligation or endorsement mentioned in paragraph (a) specifies more than one person with a right of survivorship in common law and by reason of death not all 30 of the persons can sign, the survivor or survivors;

(f) a person who has the legal power to sign; or

(g) to the extent that a person described in 35 any of paragraphs (a) to (f) may act through an agent or mandatary, the person's authorized agent or mandatary.

Time for  
determination

(2) The authority of a person signing is determined as of the time of signing.

Endorsement

**80.** (1) An endorsement of a debt obligation in registered form for the purposes of assignment or transfer is made when an appropriate person signs either the debt obligation or a

**78.** En cas de transfert d'un titre de créance nominatif livré sans l'endossement obligatoire, l'acquéreur ne devient acquéreur de bonne foi qu'après l'endossement, qu'il peut formelle- 5 ment exiger.

**79.** (1) Sont habilités, pour l'application de l'article 80, des paragraphes 87(1) et 95(1) et de l'article 99 :

a) le titulaire du titre de créance, mentionné sur celui-ci ou dans un endossement nomi- 10 natif;

b) la personne visée à l'alinéa a) désignée en qualité de représentant, mais qui n'agit plus en cette qualité, ou son successeur;

c) tout représentant dont le nom figure parmi 15 ceux qui sont mentionnés sur le titre de créance ou dans l'endossement visés à l'alinéa a), indépendamment de la présence d'un successeur nommé ou agissant à la place de ceux qui n'ont plus qualité; 20

d) le représentant de la personne visée à l'alinéa a) si celle-ci est une personne physique décédée ou incapable, notamment en raison de sa minorité;

e) tout survivant parmi les titulaires avec 25 droit de survie en vertu de la common law nommés sur le titre de créance ou dans l'endossement mentionnés à l'alinéa a);

f) la personne qui a le pouvoir légal de 30 signer;

g) le mandataire autorisé des personnes visées aux alinéas a) à f) dans la mesure où elles ont qualité pour désigner un mandataire.

(2) La compétence des signataires est déter- 40 minée au moment de la signature.

**80.** (1) L'endossement d'un titre de créance nominatif se fait, aux fins de cession ou de transfert, par l'apposition, soit à l'endos de ce titre sans autre formalité, soit sur un document distinct, de la signature d'une personne habilitée 40 à cette fin.

Droit d'exiger  
l'endossement

Compétence

Appréciation de  
la compétence

Endossement

separate document, or when the signature of an appropriate person is written without more on the back of the debt obligation.

Blank or special endorsement	(2) An endorsement may be in blank or special.	(2) L'endossement peut être nominatif ou en blanc.	Endossement nominatif ou en blanc
Blank endorsement	(3) An endorsement in blank includes an endorsement to bearer.	(3) L'endossement au porteur est assimilé à l'endossement en blanc.	Endossement en blanc
Special endorsement	(4) A special endorsement specifies the person to whom the debt obligation is to be transferred or who has power to transfer it.	(4) L'endossement nominatif désigne soit le cessionnaire, soit la personne qui a le pouvoir de transférer le titre de créance.	5 Endossement nominatif
Right of holder	(5) A holder may convert an endorsement in blank into a special endorsement.	(5) Le détenteur peut convertir l'endossement en blanc en endossement nominatif.	Droit du détenteur
Immunity of endorser	81. Unless agreed otherwise, the endorser does not, by the endorsement, assume any obligation that the debt obligation will be honoured by the issuer.	81. Sauf convention à l'effet contraire, l'endosseur ne garantit pas que l'émetteur honorera le titre de créance.	10 Immunité de l'endosseur
Partial endorsement	82. An endorsement purporting to be an endorsement of only part of a debt obligation representing units intended by the issuer to be separately transferable is effective to the extent of the endorsement.	82. L'endossement apparemment effectué pour une partie d'un titre de créance représentant des unités que l'émetteur avait l'intention de rendre transférables séparément n'a d'effet que dans cette mesure.	20 Endossement partiel
Effect of failure by fiduciary to comply	83. Failure of a fiduciary to comply with the document that is the source of the fiduciary's power or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship does not render the fiduciary's endorsement unauthorized for the purposes of this Part.	83. Ne constitue pas un endossement non autorisé au sens de la présente partie celui qu'effectue le représentant qui ne se conforme pas à l'acte qui l'habilite ou aux lois régissant son statut de représentant.	25 Fautes du représentant
Effect of endorsement	84. An endorsement of a debt obligation does not constitute a transfer until delivery of the debt obligation on which it appears or, if the endorsement is on a separate document, until delivery of both the debt obligation and the document.	84. L'endossement d'un titre de créance n'emporte son transfert que lors de la livraison du titre et, le cas échéant, du document distinct le constatant.	30 Effet de l'endossement
Endorsement in bearer form	85. An endorsement of a debt obligation in bearer form may give notice of an adverse claim under section 70 but does not otherwise affect any of the holder's rights.	85. L'endossement au porteur d'un titre de créance peut valoir connaissance de l'existence de l'opposition visée à l'article 70, mais ne porte pas autrement atteinte aux droits du détenteur.	35 Endossement au porteur
Effect of unauthorized endorsement	86. (1) The owner of a debt obligation may assert the ineffectiveness of an endorsement against the issuer or a purchaser, other than a purchaser for value without notice of an adverse	86. (1) Le propriétaire d'un titre de créance peut opposer l'invalidité d'un endossement à l'émetteur ou à tout acquéreur, à l'exception de l'acquéreur contre valeur qui, n'ayant pas été	40 Effet d'un endossement non autorisé

claim who has in good faith received a new, re-issued or re-registered debt obligation on registration of transfer, unless the owner

(a) has ratified an unauthorized endorsement of the debt obligation; or

(b) is otherwise precluded from impugning the effectiveness of an unauthorized endorsement.

Liability of issuer

(2) An issuer who registers the transfer of a debt obligation on an unauthorized endorsement is liable for improper registration.

Warranties of guarantor of signature

**87.** (1) A person who guarantees the signature of an endorser of a debt obligation warrants that, at the time of signing, the signer was an appropriate person to endorse and the signature is genuine.

Limitation of liability

(2) A person who guarantees the signature of an endorser does not otherwise warrant the rightfulness of the transfer to which the signature relates.

Warranties of guarantor of endorsement

(3) A person who guarantees the endorsement of a debt obligation warrants both the signature and the rightfulness, in all respects, of the transfer to which the signature relates, but an issuer may not require a guarantee of endorsement as a condition to registration of transfer.

Extent of liability

(4) If a guarantee referred to in subsection (1) or (3) is made to any person who, relying on the guarantee, takes or deals with the debt obligation, the guarantor is liable to the person for any loss resulting from breach of warranty.

Presumption of delivery

**88.** Delivery of a debt obligation to a purchaser occurs when

(a) the purchaser or a person designated by the purchaser acquires possession of it;

(b) the purchaser's broker acquires possession of a debt obligation specially endorsed to or issued in the name of the purchaser;

(c) the purchaser's broker sends the purchaser confirmation of the purchase and the broker in the broker's records identifies a specific debt obligation as belonging to the purchaser; or

avisé de l'existence de l'opposition, a reçu de bonne foi, lors d'un transfert, un titre de créance soit nouveau, soit réémis ou réinscrit, sauf:

a) s'il a ratifié un endossement non autorisé du titre;

b) s'il est par ailleurs privé du droit de contester la validité d'un endossement non autorisé.

(2) L'émetteur engage sa responsabilité en procédant à l'inscription du transfert d'un titre de créance à la suite d'un endossement non autorisé.

**87.** (1) La personne qui garantit la signature de l'endosseur d'un titre de créance atteste l'authenticité de la signature et l'habilitation du signataire au moment de la signature.

(2) La personne qui garantit la signature de l'endosseur n'atteste pas la régularité du transfert.

(3) La personne qui garantit l'endossement d'un titre de créance atteste la régularité tant de la signature que du transfert; toutefois, l'émetteur ne peut exiger une garantie d'endossement comme condition de l'inscription du transfert.

(4) Si les garanties visées aux paragraphes (1) ou (3) sont données aux personnes qui négocient des titres de créance sur la foi de garanties, le garant est responsable des dommages causés par tout manquement en ce domaine.

**88.** Il y a livraison des titres de créance à l'acquéreur dès que, selon le cas :

a) lui ou la personne qu'il désigne en prend possession;

b) son courtier en prend possession, qu'ils soient émis au nom de l'acquéreur ou endossés nominativement à son profit;

c) son courtier lui envoie confirmation de l'acquisition et indique, dans ses livres, que les titres appartiennent à l'acquéreur;

d) un tiers reconnaît qu'il détient pour l'acquéreur les titres portant l'indication visée à l'alinéa c) et qui sont à livrer.

Responsabilité de l'émetteur

Garantie de la signature

Limite

Garantie de l'endossement

Étendue de la responsabilité

Présomption de livraison



(d) in respect of an identified debt obligation to be delivered while still in the possession of a third person, that person acknowledges that it is held for the purchaser.

Presumption of ownership	89. (1) A purchaser is the owner of a debt obligation held for the purchaser by a broker, but a purchaser is not a holder except in the cases described in paragraphs 88(b) and (c).	5	89. (1) L'acquéreur est propriétaire des titres de créance que détient pour lui son courtier, mais n'en est détenteur que dans les cas prévus aux alinéas 88b) et c).	Présomption de propriété
Ownership of part of fungible bulk	(2) If a debt obligation is part of a fungible bulk, by nature or usage of trade, a purchaser of the debt obligation is the owner of the proportionate interest in the bulk.	10	(2) L'acquéreur d'un titre de créance faisant partie d'un ensemble fongible — par nature ou en vertu des usages du commerce — prend une participation proportionnelle dans cet ensemble.	5 Partie d'un ensemble fongible
Notice to debt obligations broker of adverse claim	(3) Notice of an adverse claim received by a broker or by a purchaser after the broker takes delivery as a holder for value is not effective against the broker or the purchaser, except that, as between the broker and the purchaser, the purchaser may demand delivery of an equivalent debt obligation in respect of which no notice of an adverse claim has been received.	15	(3) L'avis d'opposition n'est pas opposable à l'acquéreur ou au courtier qui le reçoit après que ce dernier a pris livraison du titre de créance à titre onéreux; toutefois, l'acquéreur peut exiger du courtier la livraison d'un titre de créance équivalent qui n'a fait l'objet d'aucun avis d'opposition.	10 Avis inopposable
Delivery of debt obligation	90. (1) Unless agreed otherwise, if a sale of a debt obligation is made through brokers, on a stock exchange or otherwise, (a) the selling customer fulfils their duty to deliver when the customer delivers the debt obligation to the selling broker or to a person designated by the selling broker or when they cause an acknowledgement to be made to the selling broker that the debt obligation is held for the selling broker; and (b) the selling broker, including a correspondence broker, acting for a selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the debt obligation or a similar debt obligation to the buying broker or to a person designated by the buying broker or by effecting clearance of the sale in accordance with the rules of the exchange on which the transaction took place.	20	90. (1) Sauf convention à l'effet contraire, en cas de vente d'un titre de créance par l'intermédiaire de courtiers sur un marché boursier ou autrement: a) le vendeur satisfait à son obligation de livrer soit en livrant le titre au courtier vendeur ou à la personne que celui-ci désigne, soit en l'informant qu'il est détenu pour son compte; b) le courtier vendeur, y compris son correspondant, agissant pour le compte du vendeur, satisfait à son obligation de livrer soit en livrant le titre ou un titre semblable au courtier acquéreur ou à la personne que celui-ci désigne, soit en effectuant la compensation de la vente en conformité avec les règles du lieu de l'opération.	15 Livraison d'un titre de créance
Duty to deliver	(2) Except as provided otherwise in this section and unless agreed otherwise, a transferor's duty to deliver a debt obligation under a contract of purchase is not fulfilled until the transferor delivers the debt obligation in negotiable form to the purchaser or to a person	40	(2) Sauf disposition contraire du présent article ou d'une convention, le cédant ne satisfait à son obligation de livrer, au titre d'un contrat d'acquisition, que sur livraison du titre de créance sous forme négociable soit à l'acquéreur, soit à la personne que celui-ci désigne, ou sur avertissement donné à l'acquéreur de la détention du titre pour son compte.	35 Obligation de livrer

designated by the purchaser, or causes an acknowledgement to be made to the purchaser that the debt obligation is held for the purchaser.

Delivery to debt obligations broker

(3) A sale to a broker purchasing for the broker's own account is subject to subsection (2) and not subsection (1), unless the sale is made on a stock exchange.

Right to reclaim possession

**91.** (1) A person against whom the transfer of a debt obligation is wrongful may, against anyone except a good faith purchaser,

(a) reclaim possession of the debt obligation or obtain possession of a new debt obligation evidencing all or part of the same rights; or

(b) claim damages.

Recovery when unauthorized endorsement

(2) If the transfer of a debt obligation is 15 wrongful by reason of an unauthorized endorsement, the owner may reclaim possession of the debt obligation or a new debt obligation even from a good faith purchaser if the ineffectiveness of the purported endorsement is asserted 20 against the purchaser under section 86.

Right to requisites for registration

**92.** (1) Unless agreed otherwise, a transferor shall, on demand, supply a purchaser with proof of the transferor's authority to transfer a debt obligation or with any other requisite that is 25 necessary to obtain registration of the transfer of a debt obligation, but if the transfer is not for value, it is not necessary for the transferor to provide authority to transfer unless the purchaser pays the reasonable and necessary costs of the 30 proof and transfer.

Rescission of transfer

(2) If a transferor fails to comply with a demand under subsection (1) within a reasonable time, the purchaser may reject, rescind or resolve the transfer.

Seizure of debt obligation

**93.** No seizure of a debt obligation or other interest evidenced by the debt obligation is effective until the person making the seizure obtains possession of the debt obligation.

Not liable if good faith delivery

**94.** An agent or mandatary, or a bailee or 40 depositary, who in good faith has received debt obligations and sold, pledged or delivered them according to the instructions of the mandator, pledgor, depositor or principal is not in breach

(3) La vente à un courtier pour son propre 5 compte est assujettie au paragraphe (2) et non au paragraphe (1), sauf si elle est effectuée sur un marché boursier.

Livraison au courtier

**91.** (1) La personne visée par un transfert de titre de créance fautif à son égard peut réclamer, 10 sauf à l'acquéreur de bonne foi, soit la possession de ce titre ou d'un nouveau titre attestant tout ou partie des mêmes droits, soit des dommages-intérêts.

5 Remise en possession ou dommages-intérêts

10

(2) Le propriétaire d'un titre de créance visé par un transfert fautif à son égard par suite d'un endossement non autorisé peut réclamer la possession de ce titre ou d'un nouveau titre, même à l'acquéreur de bonne foi, si l'invalidité 15 de l'endossement est opposée à l'acquéreur en vertu de l'article 86.

Remise en possession en cas d'endossement non autorisé

**92.** (1) Sauf convention à l'effet contraire, le cédant est obligé, sur demande de l'acquéreur, de fournir à celui-ci la preuve qu'il a le pouvoir 20 d'effectuer le transfert ou toute autre pièce nécessaire à l'inscription; si le transfert est à titre gratuit, le cédant est déchargé de cette obligation à moins que l'acquéreur n'acquitte les frais raisonnables et nécessaires de la 25 fourniture de la preuve et du transfert.

Droit d'obtenir les pièces nécessaires à l'inscription

(2) L'acquéreur peut refuser ou résoudre le transfert si le cédant ne se conforme pas, dans un délai raisonnable, à toute demande faite au 35 titre du paragraphe (1).

Refus ou résolution du transfert

30

**93.** La saisie portant sur un titre de créance ou sur un droit qu'il constate n'a d'effet que lorsque le saisissant en a obtenu la possession.

Saisie d'un titre de créance

**94.** Le mandataire, le baillaire ou le dépositaire qui, de bonne foi, a reçu et vendu, donné 35 en gage ou délivré des titres de créance conformément aux instructions de son débiteur gagiste, de son constituant ou de son mandant ne peut être tenu pour responsable du manquement à une obligation de représentant ou de tout 40

Absence de responsabilité

	of their duties as a fiduciary nor otherwise liable even though they have no right to dispose of the debt obligations.	autre manquement, même si le débiteur gagiste, le constituant ou le mandant n'avait pas le droit de disposer de ces titres de créance.	
Duty to register transfer	<p>95. (1) If a debt obligation in registered form is presented for transfer, the issuer shall register the transfer if</p> <p>(a) the debt obligation is endorsed by an appropriate person;</p> <p>(b) reasonable assurance is given that the endorsement is genuine and effective;</p> <p>(c) the issuer has no duty to inquire into adverse claims or has discharged that duty;</p> <p>(d) all applicable laws relating to the collection of taxes have been complied with;</p> <p>(e) the transfer is rightful or is to a good faith purchaser; and</p> <p>(f) any transfer fee referred to in section 40 has been paid.</p>	<p>95. (1) L'émetteur procède à l'inscription du transfert d'un titre de créance nominatif lorsque les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) le titre de créance est endossé par une personne habilitée à cette fin;</p> <p>b) des assurances suffisantes sur l'authenticité et la validité de cet endossement lui sont données;</p> <p>c) l'émetteur n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence d'oppositions ou il s'est acquitté de cette obligation;</p> <p>d) les lois applicables en matière de perception d'impôts ont été respectées;</p> <p>e) le transfert est régulier ou est effectué au profit d'un acquéreur de bonne foi;</p> <p>f) tout droit de transfert visé à l'article 40 a été acquitté.</p>	Inscription obligatoire
Liability for delay	<p>(2) An issuer who has a duty to register a transfer of a debt obligation is liable to the person presenting it for registration for any loss resulting from an unreasonable delay in registration or from the failure or refusal to register the transfer.</p>	<p>(2) L'émetteur tenu de procéder à l'inscription du transfert d'un titre de créance est responsable, envers la personne qui le présente à cet effet, du préjudice causé par tout retard indu ou par tout défaut ou refus.</p>	Responsabilité
Assurance of endorsement	<p>96. (1) An issuer may require an assurance that each necessary endorsement on a debt obligation is genuine and effective by requiring a guarantee of the signature of the person endorsing the debt obligation and by requiring</p> <p>(a) if the endorsement is by an agent or mandatary, reasonable assurance of authority to sign;</p> <p>(b) if the endorsement is by a fiduciary, evidence of appointment or incumbency;</p> <p>(c) if there is more than one fiduciary, reasonable assurance that all who are required to sign have done so; and</p> <p>(d) in any other case, assurance that corresponds as closely as is feasible to the cases set out in paragraphs (a) to (c).</p>	<p>96. (1) L'émetteur peut demander que lui soient données des assurances sur l'authenticité et la validité de chaque endossement obligatoire, en exigeant la garantie de la signature de l'endosseur et :</p> <p>a) en cas d'endossement par un mandataire, des assurances suffisantes sur son habilitation à signer;</p> <p>b) en cas d'endossement par un représentant, la preuve de sa nomination ou de son mandat;</p> <p>c) en cas de pluralité de représentants, des assurances suffisantes que tous les représentants dont la signature est requise ont signé;</p> <p>d) dans les autres cas, des assurances analogues à celles qui précèdent.</p>	Garantie de l'endossement



Sufficiency of guarantee	(2) For the purpose of subsection (1), a guarantee of the signature of a person is sufficient if it is signed by or on behalf of a person whom the issuer believes, on reasonable grounds, to be a responsible person.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), une signature est garantie lorsqu'elle est apposée par toute personne que l'émetteur a des motifs raisonnables de croire digne de confiance ou 5 pour le compte d'une telle personne. 5	Garantie de la signature
Standards	(3) An issuer may adopt reasonable standards to determine responsible persons.	(3) L'émetteur peut adopter des normes raisonnables pour déterminer qui sont les personnes dignes de confiance.	Normes
Sufficiency of evidence of appointment or incumbency	(4) For the purpose of paragraph (1)(b), the following constitute sufficient evidence of appointment or incumbency of a fiduciary: 10 (a) in the case of a fiduciary of a deceased debt obligation holder's estate or succession, a certified or notarial copy of the document referred to in paragraph 54(1)(c) and dated not earlier than the first day of the prescribed 15 period before a debt obligation is presented for transfer; or (b) in the case of any other fiduciary, a copy of a document showing the appointment or other evidence believed by the issuer to be 20 appropriate.	(4) Pour l'application de l'alinéa (1)b), preuve est faite de la nomination ou du mandat 10 sur présentation : a) dans le cas d'un représentant de la succession d'un détenteur de titre de créance, de la copie certifiée conforme ou notariée du document visé à l'alinéa 54(1)c), qui ne peut 15 porter une date antérieure au premier jour de la période réglementaire précédant la présentation pour transfert du titre de créance; b) dans tout autre cas, de la copie de tout document prouvant la nomination ou de toute 20 autre preuve que l'émetteur estime suffisante.	Preuve de la nomination ou du mandat
Standards	(5) An issuer may adopt reasonable standards with respect to evidence referred to in paragraph (4)(b).	(5) L'émetteur peut adopter des normes raisonnables en matière de preuve pour l'application de l'alinéa (4)b).	Normes
No notice to issuer	(6) An issuer is deemed not to have notice of 25 the contents of a document referred to in subsection (4) that is obtained by the issuer except to the extent that the contents relate directly to appointment or incumbency.	(6) L'émetteur n'est réputé connaître le 25 contenu des documents obtenus en application du paragraphe (4) que dans la mesure où il se rapporte directement à une nomination ou à un mandat.	Absence de connaissance
Notice from additional documentation	97. If an issuer, in relation to a transfer, 30 demands assurance other than an assurance specified in subsection 96(1) and obtains a copy of a will, trust or partnership agreement or a by-law or similar document, the issuer is deemed to have notice of all matters contained in the 35 document that affect the transfer.	97. L'émetteur qui, dans le cadre d'un 30 transfert, exige des assurances à des fins non visées au paragraphe 96(1) et obtient copie de documents, tels que testaments, contrats de fiducie ou de société de personnes ou règlements administratifs, est réputé avoir connais- 35 sance de tout ce qui, dans ces documents, concerne le transfert.	Connaissance réputée
Limited duty of inquiry	98. (1) An issuer to whom a debt obligation is presented for registration has a duty to inquire into adverse claims if (a) the issuer receives written notice of an 40 adverse claim at a time and in a manner that provide the issuer with a reasonable opportunity to act on it before the issue of a new, reissued or re-registered debt obligation and	98. (1) L'émetteur auquel est présenté un titre de créance pour inscription est tenu de s'enquérir de l'existence de toute opposition : 40 a) dont il est avisé par écrit, à une date et d'une façon qui lui permettent normalement d'agir avant une émission ou une réémission ou réinscription, lorsque sont révélés les nom	Limites de l'obligation de s'enquérir

Discharge of  
duty

Inquiry into  
adverse claim

the notice discloses the name and address of the claimant, the registered owner and the issue of which the debt obligation is a part; or

(b) the issuer is deemed to have notice of an adverse claim from a document that it 5 obtained under section 97.

(2) An issuer may discharge a duty of inquiry by any reasonable means, including notifying an adverse claimant by registered mail sent to the address provided by the adverse claimant or, if no such address has been provided, to the adverse claimant's residence or regular place of business, that a debt obligation has been presented for registration of transfer by a named person and that the 15 transfer will be registered unless, no later than the prescribed period after the date of sending the notice, the issuer

(a) is served with a restraining order or other order of a court; or 20

(b) is provided with an indemnity bond sufficient in the issuer's judgement to protect the issuer and any transfer agent or other agent or mandatary of the issuer from any loss that may be incurred by any of them as a 25 result of complying with the adverse claim.

99. Unless an issuer is deemed to have notice of an adverse claim from a document that is obtained under section 97 or has received notice of an adverse claim under subsection 98(1), if a 30 debt obligation presented for registration is endorsed by an appropriate person, the issuer has no duty to inquire into adverse claims and, in particular,

(a) an issuer registering a debt obligation in 35 the name of a person who is a fiduciary or who is described as a fiduciary is not bound to inquire into the existence, extent or correct description of the fiduciary relationship and the issuer may then assume without inquiry 40 that the newly registered owner continues to be the fiduciary until the issuer receives written notice that the fiduciary is no longer acting as such with respect to the particular debt obligation; 45

et adresse de l'opposant, l'identité du propriétaire inscrit et l'émission dont ce titre fait partie;

b) dont il est réputé, sur le fondement d'un document obtenu au titre de l'article 97, avoir 5 connaissance.

(2) L'émetteur peut s'acquitter par tout moyen raisonnable de son obligation, notamment en avisant l'opposant, par courrier recommandé envoyé à l'adresse fournie par lui ou, à 10 défaut, à sa résidence ou au lieu où il exerce normalement ses activités, de la demande d'inscription du transfert d'un titre de créance présentée par une personne nommément désignée et du fait que le transfert sera inscrit sauf 15 si, dans la période réglementaire suivant l'envoi de cet avis, il reçoit :

a) soit signification de l'ordonnance d'un tribunal;

b) soit un cautionnement qu'il estime suffi- 20 sant pour les protéger, lui et ses mandataires, notamment les agents d'inscription ou de transfert, du préjudice qu'ils pourraient subir pour avoir tenu compte de cette opposition.

99. L'émetteur qui soit n'est pas réputé avoir 25 connaissance d'une opposition sur le fondement d'un document obtenu au titre de l'article 97, soit n'a pas reçu l'avis écrit visé au paragraphe 98(1), et auquel est présenté pour inscription un titre de créance endossé par une personne 30 habilitée à cette fin n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence d'oppositions et, en particulier :

a) s'il procède à l'inscription d'un titre de créance au nom d'un représentant ou d'une personne désignée comme telle, il n'est pas 35 tenu de s'enquérir de l'existence, de l'étendue ni de la description exacte du statut du représentant et peut estimer que le propriétaire nouvellement inscrit demeure représentant, tant qu'il n'a pas reçu d'avis écrit à 40 l'effet contraire;

Modes  
d'exécution de  
l'obligation

Limites en  
l'absence de  
connaissance ou  
d'avis

(b) an issuer registering a transfer on an endorsement by a fiduciary has no duty to inquire into whether the transfer is made in compliance with the document or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship; and

(c) an issuer is deemed not to have notice of the contents of a court record or a registered document even if the record or document is in the issuer's possession and the transfer is made on the endorsement of a fiduciary to the fiduciary specifically or to the fiduciary's nominee.

Duration of notice of adverse claim

**100.** A written notice of adverse claim received by an issuer is effective for the prescribed period unless the notice is renewed in writing.

Limitation on issuer's liability

**101.** (1) Except as provided otherwise in any applicable law relating to the collection of taxes, an issuer is not liable to the owner or any other person who incurs a loss as a result of the registration of a transfer of a debt obligation if

(a) the necessary endorsements were on or with the debt obligation; and

(b) the issuer had no duty to inquire into adverse claims or had discharged that duty.

Duty of issuer on wrongful registration

(2) If an issuer has registered a transfer of a debt obligation to a person not entitled to it, the issuer shall on demand deliver a similar debt obligation to the owner unless

(a) the issuer is not liable by virtue of subsection (1);

(b) the owner is precluded by subsection 102(1) from asserting a claim; or

(c) the delivery would result in an overissue to which section 55 applies.

Lost or stolen debt obligation

**102.** (1) The owner of a debt obligation who fails to notify the issuer of an adverse claim, in writing, within a reasonable time after the owner knows of the loss, apparent destruction or wrongful taking of the debt obligation is precluded from asserting against the issuer a claim to a new debt obligation if the issuer has registered a transfer of the debt obligation.

b) s'il procède à l'inscription d'un transfert après endossement par un représentant, il n'est pas tenu de vérifier si ce transfert a été effectué conformément au document ou à la loi régissant le statut du représentant;

c) est réputé ne pas avoir connaissance du contenu d'un dossier judiciaire ou d'un document enregistré, même dans les cas où ceux-ci se trouvent en sa possession et où le transfert est effectué après endossement par un représentant, au profit de ce dernier ou de la personne qu'il désigne.

**100.** L'avis écrit d'une opposition est valide pendant la période réglementaire, sauf s'il est renouvelé par écrit.

Durée de validité de l'avis

**101.** (1) Sauf disposition contraire de toute loi applicable en matière de perception d'impôts, l'émetteur n'est pas responsable du préjudice que cause, notamment au propriétaire du titre de créance, l'inscription du transfert si les conditions suivantes sont réunies :

a) le titre est assorti des endossements requis;

b) l'émetteur n'était pas tenu de s'enquérir de l'existence d'oppositions ou il s'est acquitté de cette obligation.

(2) L'émetteur qui fait inscrire à tort le transfert d'un titre de créance livre, sur demande, un titre de créance semblable au propriétaire, sauf si, selon le cas :

a) il est exonéré de responsabilité en vertu du paragraphe (1);

b) le propriétaire ne peut, en raison du paragraphe 102(1), faire valoir ses droits;

c) la livraison entraînerait une émission excédentaire visée par l'article 55.

Faute de l'organisation

**102.** (1) Le propriétaire d'un titre de créance qui omet d'aviser par écrit l'émetteur de son opposition dans un délai raisonnable après avoir pris connaissance de la perte, de la destruction apparente ou du vol de ce titre, ne peut faire valoir contre celui-ci, s'il a déjà procédé à l'inscription du transfert de ce titre, son droit d'obtenir un nouveau titre de créance.

Perte ou vol d'un titre de créance



Duty to issue new debt obligation	<p>(2) If the owner of a debt obligation claims that the debt obligation has been lost, destroyed or wrongfully taken, the issuer shall issue a new debt obligation in place of the original one if the owner</p> <p>(a) so requests before the issuer has notice that the debt obligation has been acquired by a good faith purchaser;</p> <p>(b) provides the issuer with a sufficient indemnity bond; and</p> <p>(c) satisfies any other reasonable requirements imposed by the issuer.</p>	<p>(2) L'émetteur émet un nouveau titre de créance au profit du propriétaire qui fait valoir la perte, la destruction ou le vol de l'un de ses titres et qui, à la fois :</p> <p>5 a) en fait la demande avant que l'émetteur ait connaissance de l'acquisition du titre par un acquéreur de bonne foi;</p> <p>b) lui fournit un cautionnement suffisant;</p> <p>10 c) satisfait aux autres exigences raisonnables qu'il lui impose.</p>	Émission d'un nouveau titre de créance
Duty to register transfer	<p>(3) If, after the issue of a new debt obligation under subsection (2), a good faith purchaser of the original debt obligation presents the original one for registration of transfer, the issuer shall register the transfer unless registration would result in an overissue to which section 55 applies.</p>	<p>(3) Après l'émission d'un nouveau titre de créance en application du paragraphe (2), l'émetteur procède à l'inscription du transfert du titre initial présenté à cet effet par tout acquéreur de bonne foi, sauf s'il en résulte une émission excédentaire visée par l'article 55.</p>	Inscription du transfert
Right of issuer to recover	<p>(4) In addition to the rights that an issuer has by reason of an indemnity bond, the issuer may recover the new debt obligation issued under subsection (2) from the person to whom it was issued or any person taking under that person other than a good faith purchaser.</p>	<p>(4) Outre les droits résultant d'un cautionnement, l'émetteur peut recouvrer un nouveau titre de créance des mains de la personne au profit de laquelle il a été émis en application du paragraphe (2) ou de toute personne qui l'a reçu de celle-ci, à l'exception d'un acquéreur de bonne foi.</p>	Recouvrement du nouveau titre de créance
Duty	<p><b>103.</b> An authenticating trustee, transfer agent or other agent or mandatary of an issuer has, in respect of the issue, registration of transfer and cancellation of a debt obligation of the issuer,</p> <p>(a) a duty to the issuer to exercise good faith and reasonable diligence; and</p> <p>(b) the same obligations to the holder or owner of the debt obligation and the same rights, privileges and immunities as the issuer.</p>	<p><b>103.</b> Les mandataires de l'émetteur, notamment ses fiduciaires ou agents de transfert, chargés par celui-ci de reconnaître l'authenticité des titres de créance ont, eu égard à l'émission, l'inscription du transfert et l'annulation d'un titre de créance de l'émetteur :</p> <p>a) l'obligation envers lui d'agir de bonne foi et avec une diligence raisonnable;</p> <p>b) les mêmes obligations envers le détenteur ou le propriétaire du titre de créance et les mêmes droits que l'émetteur.</p>	Obligation d'authentification du mandataire
Notice to agent or mandatary	<p><b>104.</b> Notice to an authenticating trustee, transfer agent or other agent or mandatary of an issuer is notice to the issuer in respect of the functions performed by the agent or mandatary.</p>	<p><b>104.</b> L'avis adressé à la personne chargée par l'émetteur de reconnaître l'authenticité d'un titre de créance vaut dans la même mesure pour l'émetteur.</p>	Avis au mandataire

PART 7

TRUST INDENTURES

Definitions	<p><b>105.</b> (1) The following definitions apply in this Part.</p>	<p><b>105.</b> (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.</p>	Définitions
-------------	--	---	-------------

PARTIE 7

ACTES DE FIDUCIE

<p>“event of default” « défaut »</p>	<p>“event of default” means an event specified in a trust indenture on the occurrence of which a security interest effected by the trust indenture becomes enforceable, or the principal, interest or other money payable under the trust indenture becomes or may be declared to be payable before maturity, once all conditions — such as the giving of notice or the lapse of time — provided for by the trust indenture in connection with the event have been satisfied.</p>	<p>« acte de fiducie » Acte — y compris tout acte additif ou modificatif — établi par une personne morale après sa constitution ou sa prorogation sous le régime de la présente loi, en vertu duquel elle émet des titres de créance et dans lequel est désigné un fiduciaire pour les détenteurs de ces titres.</p>	<p>« acte de fiducie » “trust indenture”</p>
<p>“trustee” « fiduciaire »</p>	<p>“trustee” means any person appointed as trustee under the terms of a trust indenture to which a corporation is a party and includes any successor trustee.</p>	<p>« défaut » Événement précisé dans l’acte de fiducie qui entraîne, pourvu que les conditions prévues dans l’acte, notamment en matière d’envoi d’avis ou de délai, aient été observées, soit la réalisation de la sûreté constituée au titre de cet acte, soit la déchéance du terme quant au paiement du capital, de l’intérêt ou de toute autre somme à payer au titre de l’acte.</p>	<p>« défaut » “event of default”</p>
<p>“trust indenture” « acte de fiducie »</p>	<p>“trust indenture” means any deed, indenture or other instrument, including any supplement or amendment to one, made by a corporation after its incorporation or continuance under this Act, under which the corporation issues debt obligations and in which a person is appointed as trustee for the holders of the debt obligations issued under the deed, indenture or other instrument.</p>	<p>« fiduciaire » Toute personne, ainsi que ses remplaçants, nommée à ce titre dans l’acte de fiducie auquel l’organisation est partie.</p>	<p>« fiduciaire » “trustee”</p>
<p>Application</p>	<p>(2) This Part applies to a trust indenture if the debt obligations issued or to be issued under the trust indenture are part of a distribution to the public.</p>	<p>(2) La présente partie s’applique aux actes de fiducie prévoyant une émission de titres de créance par voie d’un appel public à l’épargne.</p>	<p>Champ d’application</p>
<p>Application for exemption</p>	<p>(3) On application, the Director may exempt a trust indenture from the application of this Part if the trust indenture, the debt obligations issued under it and the security interest effected by it are subject to a law of a province or a country other than Canada that is substantially equivalent to this Part.</p>	<p>(3) Le directeur peut, sur demande, soustraire à l’application de la présente partie les actes de fiducie qui, ainsi que les titres de créance et les sûretés afférents, sont régis par une règle de droit provinciale ou étrangère fondamentalement semblable à la présente partie.</p>	<p>Demande : non-application de la présente partie</p>
<p>Conflict of interest</p>	<p><b>106.</b> (1) No person shall accept an appointment as trustee if there is a material conflict of interest between their role as trustee and their role in any other capacity.</p>	<p><b>106.</b> (1) Nul ne peut accepter d’être nommé fiduciaire si, de ce fait, il se trouverait en situation de conflit d’intérêts sérieux.</p>	<p>Conflit d’intérêts</p>
<p>Eliminating conflict of interest</p>	<p>(2) A trustee shall, within the prescribed period after becoming aware that a material conflict of interest exists, eliminate the conflict of interest or resign.</p>	<p>(2) Le fiduciaire qui apprend l’existence d’un conflit d’intérêts sérieux doit, dans la période réglementaire, soit y mettre fin, soit se démettre de ses fonctions.</p>	<p>Suppression du conflit d’intérêts</p>
<p>Validity</p>	<p>(3) A trust indenture, any debt obligations issued under it and a security interest effected by it are valid despite a material conflict of interest of the trustee.</p>	<p>(3) L’acte de fiducie ainsi que les titres de créance et les sûretés afférents sont valides malgré l’existence d’un conflit d’intérêts sérieux mettant en cause le fiduciaire.</p>	<p>Validité</p>

Removal of trustee	(4) The court may, on the application of an interested person, order, on any terms that it thinks fit, that a trustee who has contravened subsection (1) or (2) be replaced.	(4) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé et selon les modalités qu'il estime indiquées, exiger le remplacement du fiduciaire qui contrevient aux paragraphes (1) ou (2).	Révocation du fiduciaire
Qualification of trustee	107. A trustee, or at least one of the trustees if more than one is appointed, shall be a body corporate incorporated under the laws of Canada or a province and authorized to carry on the business of a trust company.	107. Au moins un des fiduciaires nommés doit être une personne morale constituée en vertu des lois fédérales ou provinciales et autorisée à exercer l'activité d'une société de fiducie.	Qualités requises pour être fiduciaire
List of debt obligation holders	108. (1) A holder of debt obligations issued under a trust indenture may, on payment to the trustee of any reasonable fee and on sending to the trustee the statutory declaration referred to in subsection (4), require the trustee to furnish, within the prescribed period, a list of debt obligation holders setting out the prescribed information. The list shall be updated to a prescribed day.	108. (1) Le détenteur de titre de créance émis en vertu d'un acte de fiducie peut, sur paiement des droits raisonnables éventuellement fixés et sur envoi au fiduciaire de la déclaration solennelle visée au paragraphe (4), exiger de celui-ci la remise, dans le délai réglementaire, d'une liste des détenteurs de titres de créance à jour à la date réglementaire et énonçant les renseignements réglementaires.	Liste des détenteurs de titres de créance
Duty of issuer	(2) On the demand of a trustee, the issuer of debt obligations shall furnish the trustee with the information required to enable the trustee to comply with subsection (1).	(2) L'émetteur d'un titre de créance fournit au fiduciaire, sur demande, les renseignements lui permettant de se conformer au paragraphe (1).	Obligation de l'émetteur
Corporate applicant	(3) If the applicant is a body corporate, the statutory declaration shall be made by a director or officer of the body corporate.	(3) La personne morale requérante fait établir la déclaration solennelle par un de ses administrateurs ou dirigeants.	Personne morale requérante
Contents of statutory declaration	(4) The statutory declaration shall (a) state the name and address of the applicant and, if the applicant is a body corporate, its address for service; and (b) state that the list will not be used except as permitted under subsection (5).	(4) La déclaration solennelle énonce : a) les nom et adresse du requérant et, si celui-ci est une personne morale, son adresse aux fins de signification; b) l'engagement de n'utiliser la liste que conformément au paragraphe (5).	Teneur de la déclaration solennelle
Use of list	(5) A list obtained under this section shall not be used by any person except in connection with (a) an effort to influence the voting of the holders of debt obligations; (b) an offer to acquire debt obligations; or (c) any other matter relating to the debt obligations or the affairs of the issuer or guarantor of the debt obligations.	(5) La liste obtenue en vertu du présent article ne peut être utilisée que dans le cadre : a) de démarches en vue d'influencer le vote des détenteurs de titres de créance; b) de l'offre d'acquérir des titres de créance; c) de toute autre mesure concernant les titres de créance ou les affaires internes de l'émetteur ou de la caution garantissant les titres de créance.	Utilisation de la liste
Evidence of compliance	109. (1) An issuer or a guarantor of debt obligations issued or to be issued under a trust indenture shall, before taking any of the	109. (1) L'émetteur ou la caution garantissant les titres de créance émis ou à émettre en vertu d'un acte de fiducie doivent prouver au	Preuve de l'observation des conditions



following actions, furnish the trustee with evidence of compliance with the conditions, if any, in the trust indenture for taking that action:

- (a) the issue, certification or delivery of debt obligations under the trust indenture;
- (b) the release or release and substitution of property subject to a security interest effected by the trust indenture; or
- (c) the satisfaction and discharge of the trust indenture.

5

10

Duty of issuer or guarantor

(2) On the demand of a trustee, the issuer or guarantor of debt obligations issued or to be issued under a trust indenture shall furnish the trustee with evidence of compliance with the trust indenture by the issuer or guarantor in respect of any act to be done by the trustee at the request of the issuer or guarantor.

Contents of declaration, etc.

**110.** Evidence of compliance as required by section 109 shall consist of a statutory declaration or certificate made by a director or an officer of the issuer or guarantor stating that the conditions referred to in that section have been complied with. If compliance with any of those conditions is subject to review by legal counsel, evidence of compliance also includes an opinion of legal counsel that those conditions have been complied with. If compliance with any of those conditions is subject to review by an auditor or accountant, evidence of compliance also includes an opinion or report of the public accountant of the issuer or guarantor, or any other accountant that the trustee selects, that those conditions have been complied with.

Further evidence of compliance

**111.** The evidence of compliance referred to in section 110 shall include a statement by the person giving the evidence

- (a) declaring that they have read and understand the conditions of the trust indenture referred to in section 109;
- (b) describing the nature and scope of the examination or investigation on which the statutory declaration, certificate, opinion or report is based; and

5

5

10

fiduciaire, avant de prendre l'une des mesures ci-après, qu'ils ont rempli les conditions afférentes à cette mesure et prévues par l'acte :

- a) émettre, certifier ou livrer les titres de créance;
- b) libérer ou remplacer les biens grevés de toute sûreté constituée au titre de l'acte;
- c) exécuter l'acte.

5

5

10

(2) Sur demande du fiduciaire, l'émetteur ou la caution garantissant les titres de créance émis ou à émettre en vertu d'un acte de fiducie doivent prouver au fiduciaire qu'ils ont rempli les conditions prévues par l'acte avant de lui demander d'agir.

Obligation de l'émetteur ou de la caution

**110.** La preuve exigée à l'article 109 consiste en une déclaration solennelle ou un certificat établi par l'un des dirigeants ou administrateurs de l'émetteur ou de la caution et attestant l'observation des conditions visées à cet article. En outre, si l'acte prévoit qu'un conseiller juridique doit se prononcer sur l'observation de certaines conditions qui y sont prévues, la preuve consiste en une opinion du conseiller qui en atteste l'observation. Si l'acte prévoit qu'un vérificateur ou un comptable doit se prononcer sur l'observation de certaines conditions qui y sont prévues, la preuve consiste en une opinion ou un rapport de la personne que peut choisir le fiduciaire — expert-comptable de l'émetteur ou de la caution ou comptable — qui en atteste l'observation.

Teneur de la déclaration solennelle

**111.** Toute preuve présentée sous la forme prévue à l'article 110 doit être assortie d'une déclaration de son auteur précisant :

- a) sa connaissance des conditions de l'acte de fiducie visées à l'article 109;
- b) la nature et l'étendue de l'examen ou des recherches effectués à l'appui de la déclaration solennelle, du certificat, de l'opinion ou du rapport;
- c) le fait qu'il a apporté toute l'attention estimée nécessaire à l'examen ou aux recherches.

Preuve supplémentaire

40

(c) declaring that they have made the examination or investigation that they believe necessary to enable them to make their statutory declaration, certificate, opinion or report.

5

Trustee may require evidence of compliance

**112.** (1) On the demand of a trustee, the issuer or guarantor of debt obligations issued under a trust indenture shall furnish the trustee with evidence in any form that the trustee may require as to compliance with any condition 10 relating to any action required or permitted to be taken by the issuer or guarantor under the trust indenture.

**112.** (1) Sur demande du fiduciaire et en la forme qu'il peut exiger, l'émetteur ou la caution garantissant les titres de créance émis en vertu d'un acte de fiducie doivent prouver au fiduciaire qu'ils ont rempli les conditions 5 requises avant d'agir au titre de cet acte.

Présentation de la preuve au fiduciaire

Certificate of compliance

(2) At least once in each prescribed period beginning on the date of the trust indenture and at any other time on the demand of a trustee, the issuer or guarantor of debt obligations issued under a trust indenture shall furnish the trustee with

(2) L'émetteur ou la caution garantissant les titres de créance émis en vertu d'un acte de fiducie fournissent au fiduciaire, sur demande et au moins une fois pendant la période réglementaire commençant à la date de l'acte, soit un certificat attestant qu'ils ont rempli les conditions prévues par l'acte, dont l'inobservation constituerait un cas de défaut notamment après remise d'un avis ou expiration d'un certain 10 délai, soit, en cas d'inobservation de ces conditions, un certificat détaillé à ce sujet.

Certificat de conformité

(a) a certificate that the issuer or guarantor 20 has complied with all requirements contained in the trust indenture that, if not complied with, would, with the giving of notice, lapse of time or otherwise, constitute an event of default; or

25

(b) a certificate of the particulars of any failure to comply with the requirements.

Notice of default

**113.** The trustee shall give notice to the holders of debt obligations issued under a trust indenture of every event of default arising under 30 the trust indenture and continuing at the time the notice is given, unless the trustee reasonably believes that it is in the best interests of the holders of the debt obligations to withhold such notice and so informs the issuer and guarantor 35 in writing. The notice shall be given within the prescribed period.

**113.** Le fiduciaire donne, dans la période réglementaire, avis de tous les cas de défaut existants aux détenteurs de titres de créance 20 émis en vertu d'un acte de fiducie, sauf s'il informe par écrit l'émetteur et la caution qu'il a de bonnes raisons de croire qu'il est dans l'intérêt des détenteurs de ces titres que l'avis ne soit pas donné.

25

Avis du défaut

Duties of trustee

**114.** A trustee in exercising their powers and discharging their duties shall

(a) act honestly and in good faith with a view 40 to the best interests of the holders of the debt obligations issued under the trust indenture; and

(b) exercise the care, diligence and skill of a reasonably prudent trustee.

45

**114.** Le fiduciaire remplit son mandat avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts des détenteurs de titres de créance émis en vertu de l'acte de fiducie, ainsi qu'avec le soin, la diligence et la compétence d'un bon fiduciaire. 30

Devoirs du fiduciaire

Reliance on statements

**115.** Despite section 114, a trustee is not liable if they rely in good faith on statements contained in a statutory declaration, certificate, opinion or report that complies with this Act or the trust indenture.

**115.** Malgré l'article 114, n'encourt aucune responsabilité le fiduciaire qui, de bonne foi, se fie à une déclaration solennelle, un certificat, une opinion ou un rapport conforme à la présente loi ou à l'acte de fiducie.

Foi accordée aux déclarations

No exculpation

**116.** No term of a trust indenture or of any agreement between a trustee and the holders of debt obligations issued under the trust indenture or between the trustee and the issuer or guarantor shall operate so as to relieve a trustee from the duties imposed on the trustee by section 114.

**116.** Aucune disposition d'un acte de fiducie ou de tout accord intervenu entre le fiduciaire et soit les détenteurs de titres de créance émis en vertu de cet acte, soit l'émetteur ou la caution ne peut relever ce fiduciaire des obligations découlant de l'article 114.

Caractère impératif des obligations

## PART 8

## RECEIVERS AND RECEIVER-MANAGERS

Functions of receiver

**117.** A receiver of any property of a corporation may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property, pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed, but, except to the extent permitted by a court, the receiver may not carry on the activities of the corporation.

## SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS

**117.** Sous réserve des droits des créanciers garantis, le séquestre des biens d'une organisation peut en recevoir les revenus, en acquitter les dettes, réaliser les sûretés de ceux pour le compte desquels il est nommé et, dans les limites permises par le tribunal, exercer les activités de l'organisation.

Fonctions du séquestre

Functions of receiver-manager

**118.** A receiver of a corporation who is also appointed receiver-manager of the corporation may carry on any activities of the corporation to protect the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed.

**118.** Le séquestre peut, s'il a également été nommé séquestre-gérant, exercer les activités de l'organisation afin de protéger les sûretés de ceux pour le compte desquels il est nommé.

Fonctions du séquestre-gérant

Directors' powers cease

**119.** The powers of the directors of the corporation that a receiver-manager is authorized to exercise may not be exercised by the directors until the receiver-manager is discharged.

**119.** Les administrateurs ne peuvent exercer ceux de leurs pouvoirs qui ont été conférés au séquestre-gérant.

Non-exercice des pouvoirs

Duty to act

**120.** A receiver or receiver-manager appointed by a court shall act in accordance with the orders of the court.

**120.** Le séquestre ou le séquestre-gérant nommé par le tribunal doit agir en conformité avec les ordonnances rendues par celui-ci.

Obligation prévue dans une ordonnance

Duty under instrument

**121.** A receiver or receiver-manager appointed under an instrument shall act in accordance with that instrument and any order of a court made under section 123.

**121.** Le séquestre ou le séquestre-gérant nommé en vertu d'un acte doit agir en se conformant à cet acte et aux ordonnances rendues par le tribunal en vertu de l'article 123.

Obligations prévues dans un acte ou une ordonnance

Duty of care

**122.** A receiver or receiver-manager of a corporation appointed under an instrument shall  
(a) act honestly and in good faith; and

**122.** Le séquestre ou le séquestre-gérant d'une organisation, nommé en vertu d'un acte, doit agir en toute honnêteté et de bonne foi et gérer conformément aux pratiques commercia-

Obligation de diligence



(b) deal with any property of the corporation in their possession or control in a commercially reasonable manner.

Orders given by court

**123.** On the application of a receiver or receiver-manager, whether appointed by a court or under an instrument, or of any interested person, a court may make

(a) an order appointing, replacing or discharging a receiver or receiver-manager and approving their accounts;

(b) an order determining the notice to be given to any interested person or dispensing with notice to any person;

(c) an order fixing the remuneration of the receiver or receiver-manager;

(d) an order requiring the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom the receiver or receiver-manager is appointed, to make good any default in connection with the receiver's or receiver-manager's custody or management of the property and activities of the corporation, or relieving the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom the receiver or receiver-manager was appointed, from any default on any terms that the court thinks fit;

(e) an order confirming any act of the receiver or receiver-manager;

(f) an order giving directions on any matter relating to the duties of the receiver or receiver-manager;

(g) any other order that it thinks fit.

**124.** A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of their appointment and discharge;

(b) take into their custody and control the property of the corporation in accordance with the court order or instrument under which they are appointed;

(c) open and maintain a bank account in their name as receiver or receiver-manager of the corporation for the money of the corporation coming under their control;

(d) keep detailed accounts of all transactions carried out as receiver or receiver-manager;

Duties of receiver and receiver-manager

les courantes les biens de l'organisation qui se trouvent en sa possession ou sous sa responsabilité.

**123.** Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du séquestre ou du séquestre-gérant — conventionnel ou judiciaire — ou de tout intéressé :

a) nommer, remplacer ou décharger de leurs fonctions le séquestre ou le séquestre-gérant et approuver leurs comptes;

b) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis;

c) fixer la rémunération du séquestre ou du séquestre-gérant;

d) enjoindre au séquestre, au séquestre-gérant ainsi qu'aux personnes qui les ont nommés ou pour le compte desquelles ils l'ont été, de réparer leurs fautes ou les en dispenser, notamment en matière de garde des biens ou de gestion de l'organisation, selon les modalités qu'il estime indiquées;

e) entériner les actes du séquestre ou du séquestre-gérant;

f) donner des directives concernant les fonctions du séquestre ou du séquestre-gérant;

g) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

Ordonnances du tribunal

**124.** Le séquestre ou le séquestre-gérant :

a) avise immédiatement le directeur tant de sa nomination que de la fin de son mandat;

b) prend sous sa garde et sous sa responsabilité les biens de l'organisation conformément à l'ordonnance ou à l'acte de nomination;

c) maintient, à son nom et en cette qualité, un compte bancaire pour tous les fonds de l'organisation dont il est responsable;

d) tient une comptabilité détaillée de toutes les opérations qu'il effectue en cette qualité;

Obligations du séquestre et du séquestre-gérant

(e) keep accounts of their administration that shall be available during usual business hours for inspection by the directors of the corporation;

(f) prepare at least once in every prescribed period after the date of their appointment financial statements of their administration as far as is practicable in the form required by section 172; and

(g) on completion of their duties, render a final account of their administration in the form adopted for interim accounts under paragraph (f).

e) tient une comptabilité de sa gestion et permet aux administrateurs de consulter les livres comptables pendant les heures normales d'ouverture;

f) dresse, au moins une fois dans la période réglementaire suivant sa nomination, des états financiers concernant sa gestion et, si possible, en la forme qu'exige l'article 172;

g) après l'exécution de son mandat, rend compte de sa gestion en la forme mentionnée à l'alinéa f).

## PART 9

### DIRECTORS AND OFFICERS

Duty to manage or supervise management

**125.** Subject to this Act, the articles and any unanimous member agreement, the directors shall manage or supervise the management of the activities and affairs of a corporation.

Number of directors

**126.** A corporation shall have one or more directors, but a soliciting corporation shall have not fewer than three directors, at least two of whom are not officers or employees of the corporation or its affiliates.

Qualifications of directors

**127. (1)** The following persons are disqualified from being a director of a corporation:

(a) anyone who is less than eighteen years of age;

(b) a person who has been found incapable by a court in Canada or elsewhere;

(c) a person who is not an individual; and

(d) a person who has the status of a bankrupt.

Membership

(2) Unless the by-laws otherwise provide, a director of a corporation is not required to be a member of the corporation.

No alternate directors

(3) No person shall act for an absent director at a meeting of directors.

## PARTIE 9

### ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Fonctions des administrateurs

**125.** Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, des statuts et de toute convention unanime des membres, les administrateurs gèrent les activités et les affaires internes de l'organisation ou en surveillent la gestion.

Nombre

**126.** Le conseil d'administration de l'organisation se compose d'un ou de plusieurs administrateurs; si l'organisation a recouru à la sollicitation, il compte au moins trois administrateurs dont deux ne sont ni dirigeants ni employés de celle-ci ou des personnes morales de son groupe.

Inhabilité

**127. (1)** Ne peuvent être administrateurs :

a) les personnes physiques de moins de dix-huit ans;

b) les incapables ou inaptes qui ont été reconnus comme tels par un tribunal, même étranger;

c) les personnes autres que les personnes physiques;

d) les personnes qui ont le statut de failli.

Qualité de membre

(2) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, la qualité de membre n'est pas requise pour être administrateur d'une organisation.

Suppléance

(3) Nul ne peut agir à une réunion du conseil d'administration à la place d'un administrateur absent.

Organization meeting	<p><b>128.</b> (1) After the issue of the certificate of incorporation, the directors of a corporation shall hold a meeting at which the directors may</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) make by-laws;</li> <li>(b) adopt forms of debt obligation certificates and corporate records;</li> <li>(c) authorize the issue of debt obligations;</li> <li>(d) appoint officers;</li> <li>(e) appoint a public accountant to hold office until the first annual meeting of members;</li> <li>(f) issue memberships;</li> <li>(g) make banking arrangements; and</li> <li>(h) transact any other business.</li> </ul>	<p><b>128.</b> (1) Après la délivrance du certificat de constitution, le conseil d'administration tient une réunion au cours de laquelle il peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) prendre des règlements administratifs;</li> <li>b) adopter les modèles des certificats de titres de créance et la forme des registres de l'organisation;</li> <li>c) autoriser l'émission de titres de créance;</li> <li>d) nommer les dirigeants;</li> <li>e) nommer un expert-comptable dont le mandat expire à la première assemblée annuelle;</li> <li>f) enregistrer des adhésions;</li> <li>g) prendre avec les institutions financières toutes les mesures nécessaires;</li> <li>h) traiter toute autre question.</li> </ul>	Réunion
Exception	<p>(2) Subsection (1) does not apply to a body corporate to which a certificate of amalgamation has been issued under subsection 206(4) or to which a certificate of continuance has been issued under subsection 209(5).</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne morale qui obtient le certificat de fusion visé au paragraphe 206(4) ou le certificat de prorogation visé au paragraphe 209(5).</p>	Exception
Calling meeting	<p>(3) An incorporator or a director may call the meeting by giving notice of the time and place of the meeting to each director within the prescribed period.</p>	<p>(3) Tout fondateur ou administrateur peut convoquer la réunion en avisant chaque administrateur, dans le délai réglementaire, des date, heure et lieu de cette réunion.</p>	Convocation de la réunion
Waiver of notice	<p>(4) A director may waive notice of the meeting, and attendance of a director at the meeting is a waiver of notice of the meeting, except if the director attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.</p>	<p>(4) L'administrateur peut renoncer à l'avis de convocation; sa présence à la réunion vaut renonciation, sauf lorsqu'il y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que la réunion n'est pas régulièrement convoquée.</p>	Renonciation
Resolution in lieu of meeting	<p>(5) If all directors sign a resolution dealing with any matter referred to in paragraphs (1)(a) to (g), they are not required to hold the meeting referred to in subsection (1).</p>	<p>(5) Il n'est pas obligatoire de tenir la réunion si les administrateurs signent une résolution portant sur toute question visée aux alinéas (1)a) à g).</p>	Résolution tenant lieu de la réunion
Filing resolution	<p>(6) A copy of the resolution shall be kept with the minutes of the meetings of directors.</p>	<p>(6) Un exemplaire de la résolution est conservé avec les procès-verbaux des réunions.</p>	Dépôt de la résolution
Notice of directors	<p><b>129.</b> (1) At the time of sending articles of incorporation, a notice of directors in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.</p>	<p><b>129.</b> (1) Une liste des administrateurs est envoyée au directeur, en la forme établie par lui, en même temps que les statuts constitutifs.</p>	Liste des administrateurs



Term of office	(2) Each director named in the notice holds office from the issue of the certificate of incorporation until the first meeting of members.	(2) Le mandat des administrateurs dont le nom figure sur la liste commence à la date du certificat de constitution et se termine à la première assemblée.	Durée du mandat
Election of directors	(3) Members shall, by ordinary resolution at each annual meeting at which an election of directors is required, elect directors to hold office for a term expiring not later than the close of the third annual meeting of members following the election.	(3) Les membres élisent par résolution ordinaire, à chaque assemblée où une élection est requise, les administrateurs dont le mandat expirera au plus tard à la clôture de la troisième assemblée annuelle suivante.	5 Élection des administrateurs
Staggered terms	(4) It is not necessary that all directors elected at a meeting of members hold office for the same term.	(4) Il n'est pas nécessaire que le mandat de tous les administrateurs élus lors d'une assemblée ait la même durée.	10 Durée des mandats
No stated terms	(5) A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of members following the director's election.	(5) Le mandat d'un administrateur élu pour une durée non expressément déterminée prend fin à la clôture de la première assemblée annuelle suivante.	15 Durée non déterminée
Incumbent directors	(6) Despite subsections (2), (3) and (5), if directors are not elected at a meeting of members, the incumbent directors continue in office until their successors are elected.	(6) Malgré les paragraphes (2), (3) et (5), le mandat des administrateurs, à défaut d'élections de nouveaux administrateurs lors d'une assemblée, se poursuit jusqu'à l'élection de leurs remplaçants.	20 Poursuite du mandat
Vacancy among candidates	(7) If a meeting of members fails to elect the number or the minimum number of directors required by the articles by reason of the lack of consent, the disqualification, the incapacity or the death of any candidate, the directors elected at that meeting may exercise all the powers of the directors if the number of directors so elected constitutes a quorum.	(7) Les administrateurs élus lors d'une assemblée qui, en raison de l'absence de consentement, de l'incapacité, de l'incapacité ou du décès de certains candidats, ne peut élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs requis par les statuts peuvent exercer tous les pouvoirs des administrateurs s'ils constituent le quorum au sein du conseil d'administration.	25 Vacances
Appointment of directors	(8) The directors may, if the articles of the corporation so provide, appoint one or more additional directors, who shall hold office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of members, but the total number of directors so appointed may not exceed one third of the number of directors elected at the previous annual meeting of members.	(8) Dans les cas où les statuts le prévoient, les administrateurs peuvent nommer un ou plusieurs administrateurs supplémentaires dont le mandat expirera au plus tard à la clôture de la prochaine assemblée annuelle, à condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas le tiers du nombre des administrateurs élus à la dernière assemblée annuelle.	30 Nominations entre les assemblées annuelles
Election or appointment as director	(9) An individual who is elected or appointed to hold office as a director is not a director, and is deemed not to have been elected or appointed to hold office as a director, unless  (a) the individual was present at the meeting when the election or appointment took place and did not refuse to hold office as a director; or	(9) L'élection ou la nomination d'une personne physique au poste d'administrateur est subordonnée :  (a) si elle était présente à l'assemblée qui l'élit ou la nomme administrateur, à son consentement à occuper ce poste;	40 Consentement à l'élection ou à la nomination

	(b) the individual was not present at the meeting when the election or appointment took place and	b) si elle était absente, soit à son consentement à occuper ce poste, donné par écrit avant son élection ou sa nomination ou dans le délai réglementaire, soit au fait qu'elle a rempli les fonctions de ce poste après son élection ou sa nomination.	
	(i) consented to hold office as a director in writing before the election or appointment or within the prescribed period, or		5
	(ii) has acted as a director after the election or appointment.		
Ceasing to hold office	<b>130.</b> (1) A director of a corporation ceases to hold office when the director dies, resigns, is removed in accordance with section 131 or becomes disqualified under section 127.	<b>130.</b> (1) Le mandat de l'administrateur prend fin s'il décède, démissionne, est révoqué en vertu de l'article 131 ou devient inhabile à l'exercer en application de l'article 127.	Fin du mandat 10
Effective date of resignation	(2) A resignation of a director becomes effective at the time a written resignation is sent to the corporation or at the time specified in the resignation, whichever is later.	(2) La démission de l'administrateur prend effet à la date où il en informe par écrit l'organisation ou à la date indiquée si elle est postérieure.	Prise d'effet de la démission
Removal of directors	<b>131.</b> (1) The members of a corporation may by ordinary resolution at a special meeting remove any director or directors from office.	<b>131.</b> (1) Les membres peuvent, lors d'une assemblée extraordinaire, révoquer un ou plusieurs administrateurs par résolution ordinaire.	Révocation des administrateurs 15
Exception	(2) A director elected by a class or group of members that has an exclusive right to elect the director may only be removed by an ordinary resolution of those members.	(2) Toutefois, les administrateurs ne peuvent être révoqués que par résolution ordinaire des membres qui ont le droit exclusif de les élire.	Exception 20
Vacancy	(3) A vacancy created by the removal of a director may be filled at the meeting of the members at which the director is removed or, if not so filled, may be filled under section 133.	(3) Toute vacance découlant d'une révocation peut être comblée lors de l'assemblée qui a prononcé la révocation ou, à défaut, conformément à l'article 133.	Vacances
Resignation or removal	(4) If all of the directors have resigned or have been removed without replacement, a person who manages or supervises the management of the activities or affairs of the corporation is deemed to be a director for the purposes of this Act.	(4) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont révoqués sans être remplacés, quiconque gère les activités ou les affaires internes de l'organisation ou en surveille la gestion est réputé être un administrateur pour l'application de la présente loi.	Démission ou révocation 25 30
Exception	(5) Subsection (4) does not apply to (a) an officer who manages the activities or affairs of the corporation under the direction or control of a member or other person; (b) a lawyer, a notary, an accountant or other professional who participates in the management of the corporation solely by providing professional services; or (c) a trustee in bankruptcy, receiver, receiver-manager or secured creditor who participates in the management of the corporation or exercises control over its property solely for	(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas aux personnes suivantes : a) le dirigeant qui gère les activités ou les affaires internes de l'organisation sous la direction ou la responsabilité d'un membre ou d'une autre personne; b) l'avocat, le notaire, le comptable ou tout autre professionnel qui participe à la direction de l'organisation uniquement par la fourniture de services professionnels;	Exceptions 35 40

the purpose of the realization of security or, in the case of bankruptcy, the administration of a bankrupt's estate.

c) le syndic de faillite, le séquestre, le séquestre-gérant ou le créancier garanti qui participe à la direction de l'organisation ou a la responsabilité de ses biens uniquement dans le but de réaliser les sûretés ou d'administrer les biens d'un failli, dans le cas d'un syndic de faillite.

Statement of director

**132.** (1) Subject to the by-laws, a director is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing the removal or replacement of the director if a meeting is called for that purpose.

**132.** (1) Sous réserve des règlements administratifs, l'administrateur peut, lors d'une assemblée convoquée à cette fin, présenter à l'organisation une déclaration écrite exposant les raisons de sa démission ou de son opposition à sa révocation ou à son remplacement.

Déclaration de l'administrateur

Circulating statement

(2) A corporation shall immediately give notice to the members of the statement in the manner referred to in section 162.

(2) L'organisation avise sans délai les membres, de la manière visée à l'article 162, de l'existence de la déclaration.

Diffusion de la déclaration

Statement to Director

(3) A corporation shall immediately send a copy of the statement to the Director.

(3) L'organisation envoie sans délai au directeur une copie de la déclaration.

Copie au directeur

Immunity

(4) No corporation or person acting on its behalf incurs any liability by reason only of complying with this section.

(4) L'organisation ou la personne agissant en son nom n'engagent pas leur responsabilité en agissant conformément au présent article.

Immunité

Filling vacancy

**133.** (1) Subject to subsections (4) and (5), a quorum of directors may fill a vacancy among the directors, except a vacancy resulting from an increase in the number or the minimum or maximum number of directors provided for in the articles or a failure to elect the number or minimum number of directors provided for in the articles.

**133.** (1) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, combler les vacances survenues au sein du conseil, à l'exception de celles qui résultent du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts ou d'une augmentation du nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts.

Manière de combler les vacances

Calling meeting

(2) If there is not a quorum of directors or if there has been a failure to elect the number or minimum number of directors provided for in the articles, the directors then in office shall without delay call a special meeting of members to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors then in office, the meeting may be called by any member.

(2) Les administrateurs en fonctions doivent, s'ils ne forment pas quorum ou s'il y a eu défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts, convoquer dans les meilleurs délais une assemblée extraordinaire en vue de combler les vacances; s'ils négligent de le faire ou s'il n'y a aucun administrateur en fonctions, tout membre peut convoquer cette assemblée.

Convocation d'une assemblée

Order of appointment

(3) If a corporation has neither directors nor members, the court may, on the application of an interested party, make an order appointing the required number or minimum number of directors provided for in the articles.

(3) Si l'organisation n'a pas d'administrateurs ni de membres, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé, nommer le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts.

Nomination d'administrateurs



Director elected by class or group	<p>(4) If any class or group of members has an exclusive right to elect one or more directors and a vacancy occurs among those directors,</p> <p>(a) subject to subsection (5), the remaining directors elected by the class or group may fill the vacancy, except a vacancy resulting from an increase in the number or the minimum or maximum number of directors provided for in the articles for that class or group or from a failure to elect the number or minimum number of directors provided for in the articles for the class or group; or</p> <p>(b) if there are no remaining directors, any member of the class or group may call a meeting of the class or group to fill the vacancy.</p>	<p>(4) Les vacances survenues parmi les administrateurs que les membres d'une catégorie ou d'un groupe donné ont le droit exclusif d'élire peuvent être comblées :</p> <p>a) soit, sous réserve du paragraphe (5), par les administrateurs en fonctions élus par ces membres, à l'exception des vacances résultant du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts ou d'une augmentation du nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts;</p> <p>b) soit, en l'absence d'administrateurs en fonctions, lors de l'assemblée que tout membre de cette catégorie ou de ce groupe peut convoquer pour combler les vacances.</p>	Administrateurs élus par une catégorie ou un groupe de membres
Member filling vacancy	<p>(5) The by-laws may provide that a vacancy among the directors shall be filled only by a vote of the members, or by a vote of the members of any class or group having an exclusive right to elect one or more directors if the vacancy occurs among the directors elected by that class or group.</p>	<p>(5) Les règlements administratifs peuvent prévoir que les vacances au sein du conseil d'administration seront comblées uniquement à la suite d'un vote soit des membres, soit des membres de la catégorie ou du groupe de membres ayant le droit exclusif de le faire.</p>	Élection par les membres
Unexpired term	<p>(6) A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of their predecessor.</p>	<p>(6) L'administrateur nommé ou élu pour combler une vacance remplit la partie non expirée du mandat de son prédécesseur.</p>	Mandat
Change in number of directors	<p><b>134.</b> (1) The members of a corporation may amend the articles to increase or decrease the number of directors, or the minimum or maximum number of directors, but no decrease shall shorten the term of an incumbent director.</p>	<p><b>134.</b> (1) Les membres peuvent modifier les statuts en vue d'augmenter ou de diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs. Toutefois, la diminution du nombre d'administrateurs ne peut entraîner une réduction de la durée du mandat des administrateurs en fonctions.</p>	Modification du nombre d'administrateurs
Election of directors where articles amended	<p>(2) If the members at a meeting adopt an amendment to the articles of a corporation to increase or decrease the number or minimum or maximum number of directors, the members may, at the meeting, elect the number of directors authorized by the amendment, and for that purpose, despite subsections 200(1) and 274(3), on the issue of a certificate of amendment the articles are deemed to be amended as of the date the members adopt the amendment.</p>	<p>(2) En cas de modification des statuts pour augmenter ou diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs, les membres peuvent, au cours de l'assemblée à laquelle ils adoptent la modification, élire le nombre d'administrateurs que celle-ci autorise; à cette fin, les statuts, dès l'octroi d'un certificat de modification, malgré les paragraphes 200(1) et 274(3), sont réputés modifiés à la date de l'adoption de la modification par les membres.</p>	Élection des administrateurs à la suite de la modification des statuts
Fixing the number of directors	<p>(3) If a minimum and maximum number of directors is provided for in the articles, the members may, from time to time by ordinary resolution, fix the number of directors of the</p>	<p>(3) Si les statuts prévoient les nombres minimal et maximal d'administrateurs, les membres peuvent, par résolution ordinaire, fixer le nombre d'administrateurs de l'organisation</p>	Choix du nombre d'administrateurs

corporation and the number of directors to be elected at annual meetings of the members or delegate those powers to the directors. No decrease in the number of directors shall shorten the term of an incumbent director.

ainsi que le nombre d'administrateurs à élire lors de l'assemblée ou déléguer ces pouvoirs aux administrateurs. Toutefois, une diminution de ces nombres ne peut entraîner une réduction 5 de la durée du mandat des administrateurs en fonctions.

Notice of change of director or director's address

**135.** (1) A corporation shall send to the Director a notice, within the prescribed period and in the form that the Director fixes, setting out any change among its directors or of the address of a director.

**135.** (1) L'organisation avise le directeur, dans le délai réglementaire et en la forme établie par lui, de tout changement de la composition de son conseil d'administration 10 ou du changement d'adresse d'un administrateur.

Avis de changement au directeur

Director's change of address

(2) A director shall, within the prescribed period, send the corporation a notice of any change in his or her address.

(2) S'il change d'adresse, l'administrateur en avise l'organisation dans le délai réglementaire.

Avis de changement à l'organisation

Application to court

(3) The court may, on the application of an interested person or the Director, make an order 15 requiring a corporation to comply with subsection (1) and make any further order that it thinks fit.

(3) Le tribunal peut, par ordonnance, sur 15 demande de tout intéressé ou du directeur, obliger l'organisation à se conformer au paragraphe (1) et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

Demande au tribunal

Attendance at meeting

**136.** A director is entitled to attend and be heard at every meeting of members.

**136.** Les administrateurs peuvent assister aux 20 assemblées et ont le droit d'y être entendus.

Présence aux assemblées

Meeting of directors

**137.** (1) Unless the articles or by-laws otherwise provide, the directors may meet at any place and on any notice that the by-laws require.

**137.** (1) Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, les administrateurs peuvent se réunir en tout lieu après avoir donné l'avis exigé par les règle- 25 ments administratifs.

Réunion du conseil

Quorum

(2) Subject to the articles or by-laws, a 25 majority of the number of directors or minimum number of directors required by the articles constitutes a quorum at any meeting of directors, and, despite any vacancy among the directors, a quorum of directors may exercise all 30 the powers of the directors.

(2) Sous réserve des statuts et des règlements administratifs, la majorité du nombre fixe ou minimal d'administrateurs constitue le quorum; lorsque celui-ci est atteint, les administrateurs 30 peuvent exercer leurs pouvoirs malgré toute vacance en leur sein.

Quorum

Notice of meeting

(3) A notice of a meeting of directors shall specify any matter referred to in subsection 139(2) that is to be dealt with at the meeting but, unless the by-laws otherwise provide, need not 35 specify the purpose of or the business to be transacted at the meeting.

(3) L'avis de convocation d'une réunion fait état des questions à régler tombant sous le coup du paragraphe 139(2), mais, sauf disposition 35 contraire des règlements administratifs, n'a besoin de préciser ni l'objet ni l'ordre du jour de la réunion.

Avis de la réunion

Waiver of notice

(4) A director may waive notice of a meeting of directors, and attendance of a director at a meeting of directors is a waiver of notice of the 40 meeting, except if the director attends a meeting

(4) L'administrateur peut renoncer à l'avis de convocation; sa présence à la réunion vaut 40 renonciation, sauf lorsqu'il y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que la réunion n'est pas régulièrement convoquée.

Renonciation

for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

Adjournment	(5) Notice of an adjourned meeting of directors is not required to be given if the time and place of the adjourned meeting is announced at the original meeting.	(5) Il n'est pas nécessaire de donner avis de l'ajournement d'une réunion si les date, heure et lieu de la reprise sont annoncés lors de la réunion initiale.	Ajournement
One director meeting	(6) If a corporation has only one director, that director may constitute a meeting.	(6) L'administrateur unique d'une organisation peut tenir une réunion.	Administrateur unique
Participation	(7) Subject to the by-laws, a director may, in accordance with the regulations, if any, and if all the directors of the corporation consent, participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of a telephonic, an electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting. A director so participating in a meeting is deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting.	(7) Sous réserve des règlements administratifs et du consentement de tous les administrateurs, tout administrateur peut, conformément aux éventuels règlements, participer à une réunion par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à la réunion.	Participation
Decisions made by consensus	<p>138. (1) The by-laws may provide that the directors or members shall make any decision by consensus, including a decision required to be made by a vote, except a decision taken</p> <p>(a) by a resolution referred to in subsection 181(1);</p> <p>(b) by special resolution; or</p> <p>(c) by a vote if consensus cannot be reached.</p>	<p>138. (1) Les règlements administratifs peuvent prévoir que les administrateurs ou les membres prennent par consensus toute décision, notamment celle qui exige la tenue d'un vote, à l'exception de la décision prise par résolution visée au paragraphe 181(1), par résolution extraordinaire ou à l'issue du vote visé au paragraphe (2).</p>	Décisions par consensus
Meaning of consensus, etc.	(2) By-laws that provide for consensus decision-making shall define the meaning of consensus, provide for how to determine when consensus cannot be reached and establish the manner of referring any matter on which consensus cannot be reached to a vote.	(2) Les règlements administratifs qui prévoient la prise de décision par consensus précisent le sens de « consensus » et la manière de vérifier qu'un consensus ne peut être obtenu et de soumettre à la tenue d'un vote la question qui n'a pas fait l'objet d'un consensus.	Sens de « consensus »
Voting requirements satisfied	(3) A decision made by consensus in accordance with this section is deemed to satisfy any requirement under this Act for the taking of a vote.	(3) Les décisions prises par consensus en conformité avec le présent article sont réputées respecter toute éventuelle exigence au titre de la présente loi en matière de vote.	Respect des exigences réputé
Delegation	139. (1) Directors of a corporation may appoint from their number a managing director or a committee of directors and delegate to the managing director or committee any of the powers of the directors.	139. (1) Les administrateurs peuvent déléguer certains de leurs pouvoirs à un administrateur-gérant, choisi parmi eux, ou à un comité du conseil d'administration.	Délégation de pouvoirs



Limits on authority	<p>(2) Despite subsection (1), no managing director and no committee of directors has authority to</p> <p>(a) submit to the members any question or matter requiring the approval of members; 5</p> <p>(b) fill a vacancy among the directors or in the office of public accountant or appoint additional directors;</p> <p>(c) issue debt obligations except as authorized by the directors; 10</p> <p>(d) approve any financial statements referred to in section 172;</p> <p>(e) adopt, amend or repeal by-laws; or</p> <p>(f) establish contributions to be made, or dues to be paid, by members under section 15 31.</p>	<p>(2) Toutefois, ni l'administrateur-gérant ni le comité ne peuvent :</p> <p>a) soumettre aux membres des questions qui requièrent leur approbation;</p> <p>b) combler les postes vacants des administrateurs ou de l'expert-comptable ni nommer des administrateurs supplémentaires;</p> <p>c) émettre des titres de créance sans l'autorisation des administrateurs;</p> <p>d) approuver les états financiers visés à l'article 172;</p> <p>e) prendre, modifier ni révoquer les règlements administratifs;</p> <p>f) déterminer la contribution ou la cotisation annuelles des membres au titre de l'article 31. 15</p>	Limites
Validity of acts of directors and officers	<p><b>140.</b> An act of a director or an officer is valid despite an irregularity in their election or appointment or a defect in their qualification.</p>	<p><b>140.</b> Les actes des administrateurs ou des dirigeants sont valides malgré l'irrégularité de leur élection ou nomination ou leur inhabilité.</p>	Validité des actes
Validity of signed resolutions	<p><b>141.</b> (1) A resolution in writing, signed by 20 all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors or of a committee of directors, is as valid as if it had been passed at a meeting of directors or committee of directors.</p>	<p><b>141.</b> (1) Les résolutions écrites, signées de tous les administrateurs habiles à voter sur 20 celles-ci lors des réunions du conseil ou d'un comité du conseil, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours de ces 25 réunions.</p>	Résolutions signées par les administrateurs
Filing resolution	<p>(2) A copy of every resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the meetings of directors.</p>	<p>(2) Un exemplaire de ces résolutions est 25 conservé avec les procès-verbaux des réunions du conseil ou du comité.</p>	Dépôt de la résolution
Evidence	<p>(3) Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the 30 chairperson of the meeting declared a resolution to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the 35 resolution.</p>	<p>(3) Sauf si un vote par scrutin est demandé, l'inscription au procès-verbal de la réunion précisant que le président a déclaré une 30 résolution adoptée ou rejetée fait foi, sauf preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou contre elle. 35</p>	Preuve
Disclosure of interest	<p><b>142.</b> (1) A director or an officer of a corporation shall disclose to the corporation, in writing or by requesting to have it entered in the minutes of meetings of directors or of committees of directors, the nature and extent of any interest that the director or officer has in a material contract or material transaction, whether made or proposed, with the corporation, if the director or officer 45</p>	<p><b>142.</b> (1) L'administrateur ou le dirigeant communique par écrit à l'organisation ou demande que soient consignées au procès-verbal des réunions du conseil ou d'un comité du conseil la nature et l'étendue de son intérêt 40 dans tout contrat ou opération — en cours ou projeté — d'importance avec elle, dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p>	Communication des intérêts

- (a) is a party to the contract or transaction;
- (b) is a director or an officer, or an individual acting in a similar capacity, of a party to the contract or transaction; or
- (c) has a material interest in a party to the contract or transaction.

Time of disclosure for director

(2) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of a director,

- (a) at the meeting at which a proposed contract or transaction is first considered;
- (b) if the director was not, at the time of the meeting referred to in paragraph (a), interested in the proposed contract or transaction, at the first meeting after the director becomes so interested;
- (c) if the director becomes interested after a contract or transaction is made, at the first meeting after the director becomes so interested; or
- (d) if an individual who is interested in a contract or transaction later becomes a director, at the first meeting after the individual becomes a director.

Time of disclosure for officer

(3) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of an officer who is not a director,

- (a) immediately after the officer becomes aware that the contract, transaction, proposed contract or proposed transaction is to be considered or has been considered at a meeting;
- (b) if the officer becomes interested after a contract or transaction is made, immediately after the officer becomes so interested; or
- (c) if an individual who is interested in a contract or transaction later becomes an officer, immediately after the individual becomes an officer.

Time of disclosure for director or officer

(4) If a material contract or material transaction, whether entered into or proposed, is one that, in the ordinary course of the corporation's activities, would not require approval by the directors or members, a director or an officer

a) il est partie à ce contrat ou à cette opération;

b) il est administrateur ou dirigeant — ou une personne physique qui agit en cette qualité — d'une partie à un tel contrat ou à une telle opération;

c) il a un intérêt important dans une partie au contrat ou à l'opération.

(2) L'administrateur effectue la communication lors de la première réunion :

a) au cours de laquelle le projet de contrat ou d'opération est étudié;

b) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans le projet de contrat ou d'opération, s'il n'en avait pas lors de la réunion visée à l'alinéa a);

c) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu;

d) suivant le moment où il devient administrateur, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.

Moment de la communication : administrateur

(3) Le dirigeant qui n'est pas administrateur effectue la communication immédiatement après :

a) avoir appris que le contrat ou l'opération — en cours ou projeté — a été ou sera examiné lors d'une réunion;

b) avoir acquis un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu;

c) être devenu dirigeant, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.

Moment de la communication : dirigeant

(4) L'administrateur ou le dirigeant communique par écrit à l'organisation ou demande que soient consignées au procès-verbal de la réunion la nature et l'étendue de son intérêt dès qu'il a connaissance de tout contrat ou opération — en

Moment de la communication : administrateur ou dirigeant

shall, immediately after they become aware of the contract or transaction, disclose in writing to the corporation, or request to have entered in the minutes of meetings of directors or of committees of directors, the nature and extent of their interest. 5

Voting

(5) A director required to make a disclosure under subsection (1) shall not vote on any resolution to approve the contract or transaction unless the contract or transaction

(a) relates primarily to the director's remuneration as a director, an officer, an employee, an agent or a mandatary of the corporation or an affiliate;

(b) is for indemnity or insurance under section 152; or

(c) is with an affiliate.

Continuing disclosure

(6) For the purposes of this section, a general notice to the directors declaring that a director or an officer is to be regarded as interested, for any of the following reasons, in a contract or transaction made with a party, is a sufficient declaration of interest in relation to the contract or transaction:

(a) the director or officer is a director or an officer, or acting in a similar capacity, of a party referred to in paragraph (1)(b) or (c);

(b) the director or officer has a material interest in the party; or

(c) there has been a material change in the nature of the director's or the officer's interest in the party.

Access to disclosures

(7) The members of the corporation may examine the portions of any minutes of meetings of directors or of committees of directors that contain disclosures under this section, and of any other documents that contain those disclosures, during the usual business hours of the corporation.

Avoidance standards

(8) A contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1) is not invalid, and the director or officer is not accountable to the corporation or its members

cours ou projeté — d'importance qui, dans le cadre des activités normales de l'organisation, ne requiert l'approbation ni des administrateurs ni des membres.

(5) L'administrateur visé au paragraphe (1) ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour faire approuver le contrat ou l'opération, sauf s'il s'agit d'un contrat ou d'une opération :

a) portant essentiellement sur sa rémunération en qualité d'administrateur, de dirigeant, d'employé ou de mandataire de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe;

b) portant sur l'indemnité ou l'assurance prévue à l'article 152;

c) conclu avec une personne morale de son groupe.

(6) Pour l'application du présent article, constitue une communication suffisante de son intérêt dans un contrat ou une opération l'avis général donné par l'administrateur ou le dirigeant aux administrateurs et portant qu'il est administrateur ou dirigeant — ou qu'il agit en cette qualité — d'une partie visée aux alinéas (1)b) ou c), qu'il y possède un intérêt important ou qu'il y a eu un changement important de son intérêt dans celle-ci et qu'il doit être considéré comme ayant un intérêt dans le contrat ou l'opération conclu avec elle.

(7) Les membres de l'organisation peuvent consulter, pendant les heures normales d'ouverture de ses bureaux, toute partie des procès-verbaux des réunions du conseil ou d'un comité du conseil ou de tout autre document dans lesquels les intérêts d'un administrateur ou d'un dirigeant sont communiqués en vertu du présent article.

(8) Le contrat ou l'opération assujetti à l'obligation de communication prévue au paragraphe (1) n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant n'est pas tenu de

Vote

Avis général d'intérêt

Consultation

Effet de la communication



for any profit realized from the contract or transaction, because of the director's or officer's interest in the contract or transaction or because the director was present or was counted to determine whether a quorum existed at the meeting of directors or of the committee of directors that considered the contract or transaction, if

- (a) disclosure of the interest was made in accordance with this section;
- (b) the directors approved the contract or transaction; and
- (c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was approved.

(9) Even if the conditions of subsection (8) are not met, a director or an officer, acting honestly and in good faith, is not accountable to the corporation or to its members for any profit realized from a contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1), and the contract or transaction is not invalid by reason only of the interest of the director or officer in the contract or transaction, if

- (a) the contract or transaction is approved or confirmed by special resolution at a meeting of the members;
- (b) disclosure of the interest was made to the members in a manner sufficient to indicate its nature and extent before the contract or transaction was approved or confirmed; and
- (c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was approved or confirmed.

(10) If a director or an officer of a corporation fails to comply with this section, a court may, on the application of the corporation or any of its members, set aside the contract or transaction on any terms that it thinks fit, require the director or officer to account to the corporation for any profit or gain realized on the contract or transaction or make any order that the court thinks fit.

rendre compte à l'organisation ou à ses membres des bénéfices qu'il en a tirés au seul motif qu'il a un intérêt dans le contrat ou l'opération ou que l'administrateur a assisté à la réunion au cours de laquelle est étudié le contrat ou l'opération ou a permis d'atteindre le quorum, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'administrateur ou le dirigeant a communiqué son intérêt conformément au présent article;
- b) les administrateurs de l'organisation ont approuvé le contrat ou l'opération;
- c) au moment de son approbation, le contrat ou l'opération était équitable pour l'organisation.

(9) Toutefois, même si les conditions visées au paragraphe (8) ne sont pas réunies, le contrat ou l'opération n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant qui agit avec intégrité et de bonne foi n'est pas tenu de rendre compte à l'organisation ou à ses membres des bénéfices qu'il en a tirés au seul motif qu'il a un intérêt dans le contrat ou l'opération, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le contrat ou l'opération a fait l'objet d'une approbation ou d'une confirmation par résolution extraordinaire adoptée à une assemblée;
- b) l'intérêt a été communiqué aux membres de façon suffisamment claire pour en indiquer la nature et l'étendue avant l'approbation ou la confirmation du contrat ou de l'opération;
- c) au moment de son approbation ou de sa confirmation, le contrat ou l'opération était équitable pour l'organisation.

(10) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de l'organisation — ou d'un de ses membres — dont l'un des administrateurs ou dirigeants ne se conforme pas au présent article, annuler le contrat ou l'opération selon les modalités qu'il estime indiquées, enjoindre à l'administrateur ou au dirigeant de rendre compte à l'organisation de tout bénéfice qu'il en a tiré et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

Confirmation by  
members

Confirmation par  
les membres

Application to  
court

Ordonnance du  
tribunal

Officers	<p><b>143.</b> Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement,</p> <p>(a) the directors may designate the offices of the corporation, appoint as officers persons of full capacity, specify their duties and delegate to them powers to manage the activities and affairs of the corporation, except powers to do anything referred to in subsection 139(2);</p> <p>(b) a director may be appointed to any office of the corporation; and</p> <p>(c) two or more offices of the corporation may be held by the same person.</p>	<p><b>143.</b> Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des membres :</p> <p>a) les administrateurs peuvent créer des postes de dirigeant, y nommer des personnes pleinement capables, préciser leurs fonctions et leur déléguer le pouvoir de gérer les activités et les affaires internes de l'organisation, sous réserve des exceptions prévues au paragraphe 139(2);</p> <p>b) l'administrateur peut être nommé à n'importe quel poste de dirigeant;</p> <p>c) la même personne peut occuper plusieurs postes de dirigeant.</p>	Dirigeants
Remuneration	<p><b>144.</b> (1) Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement, the directors of a corporation may fix the reasonable remuneration of the directors, officers and employees of the corporation.</p>	<p><b>144.</b> (1) Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des membres, les administrateurs peuvent fixer leur juste rémunération ainsi que celle des dirigeants et des employés de l'organisation.</p>	Rémunération
Services performed in other capacity	<p>(2) Subject to the by-laws, a director, an officer or a member may receive reasonable remuneration and expenses for any services to the corporation that are performed in any other capacity.</p>	<p>(2) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, les administrateurs, les dirigeants et les membres peuvent recevoir une juste rémunération pour les services rendus à tout autre titre.</p>	Rémunération pour services rendus
Indemnification	<p><b>145.</b> Unless the by-laws of the corporation otherwise provide, a director, an officer or an employee may receive indemnification for their expenses incurred on behalf of the corporation as a director, an officer or an employee.</p>	<p><b>145.</b> Sauf disposition contraire des règlements administratifs, les administrateurs, les dirigeants et les employés sont indemnisés des dépenses entraînées dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.</p>	Remboursement des dépenses
Directors' liability	<p><b>146.</b> (1) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing the issue of a debt obligation under subsection 29(1) for a consideration consisting of property or past services are jointly and severally, or solidarily, liable to the corporation to make good any amount by which the consideration received is less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the debt obligation had been issued for money on the date of the resolution.</p>	<p><b>146.</b> (1) Les administrateurs qui, par vote ou acquiescement, approuvent l'adoption d'une résolution autorisant la délivrance de titres de créance prévue au paragraphe 29(1) en contrepartie d'un apport autre qu'en numéraire sont solidairement tenus de donner à l'organisation la différence entre la juste valeur de cet apport et celle de l'apport en numéraire qu'elle aurait dû recevoir à la date de la résolution.</p>	Responsabilité des administrateurs
Further directors' liabilities	<p>(2) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing any of the following are jointly and severally, or solidarily, liable to restore to the corporation any money or other property so paid or distributed and not otherwise recovered by the corporation:</p>	<p>(2) Sont solidairement tenus de restituer à l'organisation les sommes d'argent ou autres biens en cause non encore recouvrés par elle, les administrateurs qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption d'une résolution autorisant, selon le cas :</p>	Responsabilité supplémentaire des administrateurs

	(a) a payment or distribution to a member, a director or an officer contrary to this Act; or (b) a payment of an indemnity contrary to this Act.	a) la remise de toute somme d'argent ou de tout bien à un membre, à un administrateur ou à un dirigeant contrairement à la présente loi; b) le versement d'une indemnité contrairement à la présente loi.	5	
Contribution	(3) A director who has satisfied a judgment rendered under this section is entitled to contribution from the other directors who voted for or consented to the unlawful act on which the judgment was founded.	(3) L'administrateur qui a satisfait au jugement rendu en vertu du présent article peut répéter les parts des administrateurs qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption de la mesure illégale en cause.	5 10	Répétition
Recovery	(4) A director liable under subsection (2) is entitled to apply to a court for an order compelling a member or other recipient to pay or deliver to the director any money or other property that was paid or distributed to the member or other recipient contrary to this Act.	(4) L'administrateur tenu pour responsable aux termes du paragraphe (2) peut demander au tribunal de rendre une ordonnance obligeant les bénéficiaires, notamment les membres, à lui restituer les sommes d'argent ou autres biens remis ou versés contrairement à la présente loi.	10 15	Recours
Order of court	(5) On an application under subsection (4), a court may, if it is satisfied that it is equitable to do so, order a member or other recipient to pay or deliver to a director any money or other property that was paid or distributed to the member or other recipient contrary to this Act and make any further order that it thinks fit.	(5) Le tribunal saisi de la demande peut, par ordonnance, s'il estime équitable de le faire, exiger des bénéficiaires qu'ils restituent à l'administrateur les sommes d'argent ou autres biens remis ou versés contrairement à la présente loi et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	20	Ordonnance du tribunal
No liability	(6) A director is not liable under subsection (1) if the director proves that they did not know and could not reasonably have known that a debt obligation was issued for a consideration less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the debt obligation had been issued for money.	(6) Les administrateurs ne peuvent être tenus pour responsables aux termes du paragraphe (1) s'ils prouvent qu'ils ne savaient pas et ne pouvaient vraisemblablement pas savoir que le titre de créance avait été émis en contrepartie d'un apport inférieur à l'apport en numéraire que l'organisation aurait dû recevoir.	25 30	Absence de responsabilité
Limitation	(7) An action to enforce a liability imposed by this section may not be commenced after two years from the date of the resolution authorizing the action complained of.	(7) Les actions en responsabilité prévues au présent article se prescrivent par deux ans à compter de la date de la résolution autorisant l'acte incriminé.	30	Prescription
Liability of directors for wages	<b>147.</b> (1) Directors of a corporation are jointly and severally, or solidarily, liable to employees of the corporation for all debts not exceeding six months' wages payable to each employee for services performed for the corporation while they are directors.	<b>147.</b> (1) Les administrateurs sont solidairement responsables, envers les employés de l'organisation, des dettes liées aux services que ceux-ci exécutent pour le compte de cette dernière pendant qu'ils exercent leur mandat, et ce jusqu'à concurrence de six mois de salaire.	35 40	Responsabilité des administrateurs envers les employés
Conditions precedent to liability	(2) A director is not liable under subsection (1) unless (a) the corporation has been sued for the debt within six months after it has become due and execution has been returned unsatisfied in whole or in part;	(2) La responsabilité des administrateurs n'est engagée aux termes du paragraphe (1) que dans l'un ou l'autre des cas suivants :	40 45	Conditions préalables à l'existence de la responsabilité



(b) the corporation has commenced liquidation and dissolution proceedings or has been dissolved and a claim for the debt has been proved within six months after the earlier of the date of commencement of the liquidation and dissolution proceedings and the date of dissolution; or

(c) the corporation has made an assignment or a receiving order has been made against it under the *Bankruptcy and Insolvency Act* and a claim for the debt has been proved within six months after the date of the assignment or receiving order.

a) l'exécution n'a pu satisfaire au montant accordé par jugement, à la suite d'une action en recouvrement de la créance intentée contre l'organisation dans les six mois suivant l'échéance;

b) l'existence de la créance est établie dans les six mois suivant la première des dates suivantes à survenir: celle du début des procédures de liquidation et de dissolution de l'organisation ou celle de sa dissolution;

c) l'existence de la créance est établie dans les six mois suivant une cession de biens ou une ordonnance de mise sous séquestre frappant l'organisation en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Limitation

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

(3) La responsabilité des administrateurs n'est engagée aux termes du présent article que si l'action est intentée durant leur mandat ou dans les deux ans suivant la fin de celui-ci.

Limite

Amount due after execution

(4) If execution referred to in paragraph (2)(a) has issued, the amount recoverable from a director is the amount remaining unsatisfied after execution.

(4) Les administrateurs ne sont tenus que des sommes restant à recouvrer après l'exécution visée à l'alinéa (2)a).

Sommes à recouvrer après l'exécution

Subrogation of director

(5) If a director pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that the employee would have been entitled to, and if a judgment has been obtained, the director is entitled to an assignment of the judgment or the employee's rights as declared in the judgment.

(5) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au paragraphe (1) dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, a droit à toute priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, le cas échéant, peut exiger que le jugement ou les droits de l'employé constatés par le jugement lui soient cédés.

Cession des droits de l'administrateur

Contribution

(6) A director who has satisfied a claim under this section is entitled to contribution from the other directors who were liable for the claim.

(6) L'administrateur qui acquitte une créance en vertu du présent article peut répéter les parts des administrateurs qui étaient également responsables.

Répétition

Dissent

**148.** (1) A director who is present at a meeting of directors or of a committee of directors is deemed to have consented to any resolution passed or action taken at the meeting unless

**148.** (1) L'administrateur présent à une réunion du conseil d'administration ou d'un comité du conseil est réputé avoir acquiescé à toutes les résolutions adoptées et à toutes les mesures prises, sauf si, selon le cas :

Dissidence

(a) the director requests a dissent to be entered in the minutes of the meeting;

(b) the director sends a written dissent to the secretary of the meeting before the meeting is adjourned; or

a) il demande que sa dissidence soit consignée au procès-verbal de la réunion;

b) la dissidence fait l'objet d'un avis écrit envoyé par ses soins au secrétaire de la réunion avant l'ajournement de celle-ci;

	(c) the director sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting is adjourned.	c) la dissidence est remise, ou fait l'objet d'un avis écrit envoyé par courrier recommandé, au siège de l'organisation, immédiatement après l'ajournement de la réunion.	
Loss of right to dissent	(2) A director who votes for or consents to a resolution is not entitled to dissent under subsection (1).	5 (2) L'administrateur qui, par vote ou acquiescement, approuve l'adoption d'une résolution n'a pas le droit de faire valoir sa dissidence aux termes du paragraphe (1).	5 Perte du droit à la dissidence
Dissent of absent director	(3) A director who was not present at a meeting at which a resolution was passed or action taken is deemed to have consented to the resolution or action unless, within the prescribed period after becoming aware of the resolution or action, the director	(3) L'administrateur absent d'une réunion au cours de laquelle une résolution a été adoptée ou 10 une mesure a été prise est réputé y avoir acquiescé, sauf si, dans le délai réglementaire suivant la date où il a pris connaissance de cette résolution ou mesure, sa dissidence, par ses soins :	Dissidence d'un administrateur absent
	(a) causes a dissent to be placed with the minutes of the meeting; or	15 a) ou bien est consignée au procès-verbal de la réunion;	15
	(b) sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation.	b) ou bien est remise, ou fait l'objet d'un avis écrit envoyé par courrier recommandé, au siège de l'organisation.	20
Duties of directors and officers	149. (1) Every director and officer of a corporation in exercising their powers and 20 discharging their duties shall	149. (1) Les administrateurs et les dirigeants sont tenus, dans l'exercice de leurs fonctions, d'agir avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts de l'organisation, ainsi qu'avec le 25 soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente.	Devoirs des administrateurs et dirigeants
	(a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation; and		
	(b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise 25 in comparable circumstances.		
Duty to comply	(2) Every director and officer of a corporation shall comply with this Act, the regulations, the articles, the by-laws and any unanimous member agreement.	(2) Les administrateurs et les dirigeants sont tenus d'observer la présente loi, les règlements, les statuts, les règlements administratifs ainsi 30 que toute convention unanime des membres.	Observation de la loi, des statuts etc.
Lawfulness of articles and mission	(3) Every director of a corporation shall verify the lawfulness of the articles and the mission of the corporation.	(3) Les administrateurs sont tenus de vérifier la légalité des statuts et de la mission de l'organisation.	Vérification de la légalité
No exculpation	(4) Subject to subsection 170(5), no provision in a contract, the articles, the by-laws or a 35 resolution relieves a director or an officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves them from liability for a breach of this Act or the regulations.	(4) Sous réserve du paragraphe 170(5), 35 aucune disposition d'un contrat, des statuts, des règlements administratifs ou d'une résolution ne peut libérer les administrateurs ou les dirigeants de l'obligation d'agir conformément à la présente loi et aux règlements ni des 40 responsabilités découlant de cette obligation.	Absence d'exonération
Director — reasonable diligence	150. (1) A director is not liable under 40 section 146 or 147, and has complied with his or her duties under subsection 149(2) and (3), if	150. (1) La responsabilité de l'administrateur n'est pas engagée au titre des articles 146 ou 147 et celui-ci s'est acquitté des devoirs	Diligence raisonnable — administrateur

the director exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the public accountant of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.

Director — good faith

(2) A director has complied with his or her duties under subsection 149(1) if the director relied in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the public accountant of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.

Officer — reasonable diligence

**151.** (1) An officer has complied with his or her duties under subsection 149(2) if the officer exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.

Officer — good faith

(2) An officer has complied with his or her duties under subsection 149(1) if the officer relied in good faith on a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.

Indemnification

**152.** (1) A corporation may indemnify a present or former director or officer of the corporation, or another individual who acts or acted at the corporation's request as a director or an officer or in a similar capacity of another entity, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by the individual in respect of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding

imposés en vertu des paragraphes 149(2) et (3), s'il a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur les documents suivants :

a) les états financiers de l'organisation qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit de l'expert-comptable, présentent adéquatement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.

(2) L'administrateur s'est acquitté des devoirs imposés en vertu du paragraphe 149(1) s'il s'appuie de bonne foi sur les documents suivants :

a) les états financiers de l'organisation qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit de l'expert-comptable, présentent adéquatement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.

Bonne foi

Diligence raisonnable — dirigeant

Bonne foi

Indemnisation

**151.** (1) Le dirigeant s'est acquitté des devoirs imposés en vertu du paragraphe 149(2) s'il a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.

(2) Il s'est acquitté des devoirs imposés en vertu du paragraphe 149(1) s'il s'appuie de bonne foi sur les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.

**152.** (1) L'organisation peut indemniser ses administrateurs, ses dirigeants ou leurs prédécesseurs ainsi que les autres personnes physiques qui, à sa demande, agissent ou ont agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant — ou exercent ou ont exercé des fonctions analogues — pour une autre entité, de tous leurs frais et dépenses, y compris les sommes versées pour transiger sur un procès ou exécuter un jugement, entraînés par la tenue d'une enquête ou par des



	in which the individual is involved because of that association with the corporation or other entity.	poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles elles étaient impliquées à ce titre.	
Advance of costs	(2) A corporation may advance money to a director, an officer or other individual for the costs, charges and expenses of a proceeding referred to in subsection (1). The individual shall repay the money if the individual does not fulfil the conditions of subsection (3).	(2) L'organisation peut avancer des fonds pour permettre à toute personne physique visée au paragraphe (1) d'assumer les frais de sa participation à une procédure visée à ce paragraphe et les dépenses connexes, à charge de remboursement si elle ne satisfait pas aux conditions énoncées au paragraphe (3).	Frais anticipés
Limitation	(3) A corporation may not indemnify an individual under subsection (1) unless the individual <p>(a) acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation or, as the case may be, to the best interests of the other entity for which the individual acted as director or officer or in a similar capacity at the corporation's request; and</p> <p>(b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, had reasonable grounds for believing that their conduct was lawful.</p>	(3) L'organisation ne peut indemniser la personne physique en vertu du paragraphe (1) que si celle-ci : <p>a) d'une part, a agi avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts de l'organisation ou, selon le cas, de l'entité dans laquelle elle occupait les fonctions d'administrateur ou de dirigeant ou agissait en cette qualité à la demande de l'organisation;</p> <p>b) d'autre part, dans le cas de poursuites pénales ou administratives aboutissant au paiement d'une amende, avait de bonnes raisons de croire que sa conduite était conforme à la loi.</p>	Limites
Indemnification	(4) A corporation may, with the approval of a court, indemnify an individual referred to in subsection (1), or advance money under subsection (2), in respect of an action by or on behalf of the corporation or other entity to procure a judgment in its favour to which the individual is made a party because of the individual's association with the corporation or other entity as described in subsection (1), against all costs, charges and expenses reasonably incurred by the individual in connection with the action, if the individual fulfils the conditions set out in subsection (3).	(4) Avec l'approbation du tribunal, l'organisation peut, à l'égard des actions intentées par elle ou par l'entité, ou pour son compte, en vue d'obtenir un jugement favorable, avancer à toute personne physique visée au paragraphe (1) les fonds visés au paragraphe (2) ou l'indemniser des frais et dépenses entraînés par son implication dans ces actions, si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe (3).	Indemnisation
Right to indemnity	(5) Despite subsection (1), an individual referred to in that subsection is entitled to indemnity from the corporation in respect of all costs, charges and expenses reasonably incurred by the individual in connection with the defence of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding to which the individual is subject because of the individual's association	(5) Malgré le paragraphe (1), les personnes physiques visées à ce paragraphe ont le droit d'être indemnisées par l'organisation de leurs frais et dépenses entraînés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles elles étaient impliquées en raison de leurs fonctions, dans la mesure où :	Droit à l'indemnisation

with the corporation or other entity as described in that subsection, if the individual seeking indemnity

(a) was not judged by the court or other competent authority to have committed any fault or to have omitted to do anything that the individual ought to have done; and

(b) fulfils the conditions set out in subsection (3).

Insurance

(6) A corporation may purchase and maintain insurance for the benefit of an individual referred to in subsection (1) against any liability incurred by the individual

(a) in the individual's capacity as a director or an officer of the corporation; or

(b) in the individual's capacity as a director or an officer, or in a similar capacity, of another entity, if the individual acts or acted in that capacity at the corporation's request.

Application to court

(7) On the application of a corporation or an individual or entity referred to in subsection (1), a court may approve an indemnity under this section and make any further order that it thinks fit.

Notice to Director

(8) An applicant under subsection (7) shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

Other notice

(9) On an application under subsection (7), the court may order notice to be given to any interested person and the person is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

a) d'une part, le tribunal ou toute autre autorité compétente n'a pas conclu à la commission de manquements ou à l'omission de devoirs de leur part;

b) d'autre part, elles remplissent les conditions énoncées au paragraphe (3).

Assurance

(6) L'organisation peut souscrire au profit des personnes physiques visées au paragraphe (1) une assurance couvrant la responsabilité qu'elles encourent soit pour avoir agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant de l'organisation, soit pour avoir, sur demande de l'organisation, agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant — ou exercé des fonctions analogues — pour une autre entité.

Demande au tribunal

(7) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de l'organisation ou d'une personne physique ou d'une entité visée au paragraphe (1), approuver toute indemnisation prévue au présent article et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

Avis au directeur

(8) L'auteur de la demande visée au paragraphe (7) en avise le directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Autre avis

(9) Sur demande présentée au titre du paragraphe (7), le tribunal peut ordonner qu'un avis soit donné à tout intéressé; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

PART 10

BY-LAWS AND MEMBERS

By-laws

153. (1) Unless the articles, the by-laws or a unanimous member agreement otherwise provides, the directors may, by resolution, make, amend or repeal any by-laws that regulate the activities or affairs of the corporation, except in respect of matters referred to in subsection 195(1).

PARTIE 10

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET MEMBRES

Règlements administratifs

153. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des membres, les administrateurs peuvent, par résolution, prendre, modifier ou révoquer tout règlement administratif portant sur les activités ou les affaires internes de l'organisation sauf en ce qui a trait aux objets visés au paragraphe 195(1).

Member approval	(2) The directors shall submit the by-law, amendment or repeal to the members at the next meeting of members, and the members may, by ordinary resolution, confirm, reject or amend the by-law, amendment or repeal.	(2) Dès l'assemblée suivante, les administrateurs soumettent les mesures prises en vertu du paragraphe (1) aux membres qui, par résolution ordinaire, les confirment, les rejettent ou les modifient.	5	Approbation des membres
Effective date	(3) Subject to subsection (5), the by-law, amendment or repeal is effective from the date of the resolution of the directors. If the by-law, amendment or repeal is confirmed, or confirmed as amended, by the members it remains effective in the form in which it was confirmed.	(3) Les mesures prennent effet à compter de la date de la résolution des administrateurs; après confirmation ou modification par les membres, elles demeurent en vigueur dans leur teneur initiale ou modifiée, selon le cas.	10	Prise d'effet
Ceasing to have effect	(4) The by-law, amendment or repeal ceases to have effect if it is not submitted by the directors to the members as required under subsection (2) or if it is rejected by the members.	(4) Elles cessent d'avoir effet en cas d'inobservation du paragraphe (2) par les administrateurs ou après leur rejet par les membres conformément à ce paragraphe.	15	Cessation d'effet
Subsequent resolution	(5) If a by-law, an amendment or a repeal ceases to have effect, a subsequent resolution of the directors that has substantially the same purpose or effect is not effective until it is confirmed, or confirmed as amended, by the members.	(5) L'entrée en vigueur d'une résolution ultérieure des administrateurs visant essentiellement le même but ou le même effet est subordonnée à sa confirmation ou sa modification par les membres.	15	Résolution visant le même but
Member proposal	(6) A member entitled to vote at an annual meeting of members may, in accordance with section 163, make a proposal to make, amend or repeal a by-law.	(6) Tout membre ayant qualité pour voter à une assemblée annuelle peut, conformément à l'article 163, proposer la prise, la modification ou la révocation d'un règlement administratif.	20	Proposition d'un membre
Conditions of membership	<b>154.</b> (1) The by-laws shall set out the conditions required for being a member of the corporation, including whether a corporation or other entity may be a member.	<b>154.</b> (1) Les règlements administratifs prévoient les conditions d'adhésion à l'organisation et précisent si une organisation ou une autre entité peut être membre.	25 30	Conditions d'adhésion
Classes of membership	(2) If the articles provide for two or more classes or groups of members, the by-laws shall provide  (a) the conditions for membership in each class or group;  (b) the manner of withdrawing from a class or group or transferring membership to another class or group and any conditions of transfer; and  (c) the conditions on which membership in a class or group ends.	(2) Si les statuts prévoient plusieurs catégories ou groupes de membres, les règlements administratifs doivent prévoir :  a) les conditions d'appartenance à telle catégorie ou à tel groupe;  b) les modalités d'exclusion d'une catégorie ou d'un groupe et les conditions et modalités de transfert à une autre catégorie ou à un autre groupe;  c) les conditions auxquelles un membre cesse d'appartenir à une catégorie ou à un groupe.	30  35  40	Catégories ou groupes de membres
Voting rights — one class or group	(3) The members of a corporation that has only one class or group of members have the right to vote at any meeting of the members.	(3) Les membres de l'organisation qui a une seule catégorie ou un seul groupe de membres ont le droit de vote lors de l'assemblée.	40	Droit de vote — une catégorie ou un groupe



Voting rights — several classes or groups	(4) If the articles provide for two or more classes or groups of members, the articles shall provide the members of at least one class or group with the right to vote at a meeting of members.	(4) Si les statuts prévoient plusieurs catégories ou groupes de membres, ils doivent également prévoir que les membres d'au moins une catégorie ou un groupe ont le droit de vote lors de l'assemblée.	Droit de vote — pluralité de catégories ou de groupes
Right to vote	(5) Unless the articles otherwise provide, each member is entitled to one vote at a meeting of members.	(5) Sauf disposition contraire des statuts, le membre dispose d'une voix lors de l'assemblée.	Droit de vote
Representative	(6) The corporation shall recognize any individual authorized by a member corporation or other entity to represent the member at meetings.	(6) L'organisation doit permettre à toute personne physique autorisée par une organisation ou une autre entité faisant partie de ses membres de la représenter à ses assemblées.	Représentant
Powers of representative	(7) The individual may exercise on behalf of the member corporation or other entity all the powers of that corporation or entity.	(7) La personne physique autorisée peut exercer, pour le compte de l'organisation ou de l'entité qu'elle représente, tous les pouvoirs conférés à celle-ci.	Pouvoirs du représentant
Transfer of membership	(8) Unless the by-laws otherwise provide, a membership may be transferred only to the corporation.	(8) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, l'adhésion n'est transférable qu'à l'organisation elle-même.	Transfert de l'adhésion
Issuance of memberships	<b>155.</b> The directors may issue memberships in accordance with the articles and any conditions set out in the by-laws.	<b>155.</b> Les administrateurs peuvent enregistrer des adhésions conformément aux statuts et aux règlements administratifs.	Enregistrement des adhésions
Termination of membership	<b>156.</b> Unless the articles or by-laws of a corporation otherwise provide, a membership is terminated when (a) the member dies or resigns; (b) the member is expelled or his or her membership is otherwise terminated in accordance with the articles or by-laws; (c) the member's term of membership expires; or (d) the corporation is liquidated and dissolved under Part 14.	<b>156.</b> Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, l'adhésion prend fin dans les cas suivants : a) le décès ou la démission du membre; b) l'expulsion du membre ou la perte de la qualité de membre en conformité avec les statuts ou les règlements administratifs; c) l'expiration de la période d'adhésion; d) la liquidation ou la dissolution de l'organisation au titre de la partie 14.	Fin de l'adhésion
Termination of member's rights	<b>157.</b> Unless the articles or by-laws otherwise provide, the rights of a member, including any rights in the property of the corporation, cease to exist on termination of the membership.	<b>157.</b> Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, l'extinction de l'adhésion emporte extinction des droits du membre, notamment ceux qu'il a à l'égard des biens de l'organisation.	Extinction des droits du membre
Power to discipline a member	<b>158.</b> The articles or by-laws may provide that the directors, the members or any committee of directors or members of a corporation have power to discipline a member or to terminate their membership. If the articles or	<b>158.</b> Les statuts ou les règlements administratifs peuvent autoriser le conseil d'administration, les membres ou un comité du conseil ou des membres à prendre, contre un membre, des mesures disciplinaires allant jusqu'à son exclu-	Mesures disciplinaires

by-laws provide for such a power, they shall set out the circumstances and the manner in which that power may be exercised.

Place of meetings

**159.** (1) Meetings of members of a corporation shall be held within Canada at the place provided in the by-laws or, in the absence of such a provision, at the place that the directors determine.

Meeting outside Canada

(2) Despite subsection (1), a meeting of members of a corporation may be held at a place outside Canada if the place is specified in the articles or all the members entitled to vote at the meeting agree that the meeting is to be held at that place.

Exception

(3) A member who attends a meeting of members held outside Canada is deemed to have agreed to it being held outside Canada except when the member attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully held.

Participation in meeting by electronic means

(4) Unless the by-laws otherwise provide, any person entitled to attend a meeting of members may participate in the meeting, in accordance with the regulations, if any, by means of a telephonic, an electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting, if the corporation makes available such a communication facility. A person so participating in a meeting is deemed for the purposes of this Act to be present at the meeting.

Meeting held by electronic means

(5) If the directors or members of a corporation call a meeting of members under this Act and if the by-laws so provide, those directors or members, as the case may be, may determine that the meeting shall be held, in accordance with the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, an electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting.

Calling annual meetings

**160.** (1) The directors of a corporation shall call an annual meeting of members

(a) not later than the prescribed period after the corporation comes into existence; and

sion. Le cas échéant, ils prévoient également les circonstances justifiant la prise de telles mesures et les modalités applicables.

**159.** (1) Les assemblées se tiennent au Canada, dans le lieu que prévoient les règlements administratifs ou, à défaut, que choisissent les administrateurs.

Lieu des assemblées

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les assemblées peuvent se tenir à l'étranger au lieu que prévoient les statuts ou en tout lieu dont conviennent tous les membres habiles à y voter.

Assemblées à l'étranger

(3) La présence aux assemblées tenues à l'étranger équivaut au consentement à leur tenue à l'étranger, sauf si le membre y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement tenue.

Consentement présumé

(4) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, toute personne en droit d'assister à une assemblée peut, conformément aux éventuels règlements, y participer par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux et mis à leur disposition par l'organisation. Elle est alors réputée, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à l'assemblée.

Participation aux assemblées par tout moyen de communication

(5) Les administrateurs ou les membres qui convoquent une assemblée conformément à la présente loi peuvent prévoir que celle-ci sera tenue, conformément aux éventuels règlements, entièrement par un moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux, pourvu que les règlements administratifs permettent une telle assemblée.

Tenue d'assemblées par tout moyen de communication

**160.** (1) Les administrateurs convoquent une assemblée annuelle :

Convocation de l'assemblée annuelle

a) dans le délai réglementaire suivant la création de l'organisation;

(b) subsequently, not later than the prescribed period after holding the preceding annual meeting but no later than the prescribed period after the end of the corporation's preceding financial year.

5

Order to delay  
calling of annual  
meeting

(2) The court may, on the application of the corporation, make an order extending the time for calling an annual meeting.

b) par la suite, dans le délai réglementaire suivant l'assemblée annuelle précédente mais au plus tard dans la période réglementaire suivant la fin de chaque exercice.

(2) Le tribunal peut toutefois, sur demande de l'organisation, ordonner la prorogation des délais prévus pour convoquer l'assemblée annuelle.

5 Prorogation de  
délais

Calling special  
meetings

(3) The directors of a corporation may at any time call a special meeting of members.

(3) Les administrateurs peuvent à tout moment convoquer une assemblée extraordinaire.

10 Convocation  
d'une assemblée  
extraordinaire

Fixing record  
date

**161.** (1) The directors may fix, as a record date for any of the following purposes, a date that is within the period that is prescribed in relation to that purpose, namely, record dates for

**161.** (1) Les administrateurs peuvent fixer, dans le délai réglementaire applicable, la date ultime d'inscription, ci-après appelée « date de référence », pour désigner, selon le cas :

Date de  
référence

(a) determining members entitled to receive notice of a meeting of members;

a) les membres en droit de recevoir avis d'une assemblée;

(b) determining members entitled to vote at a meeting of members;

b) les membres habiles à voter lors d'une assemblée;

(c) determining members entitled to participate in a liquidation distribution; or

c) les membres en droit de participer à la répartition consécutive à la liquidation;

(d) determining members for any other purpose.

d) les membres ayant qualité à toute autre fin.

No record date  
fixed

(2) If no record date is fixed by the directors,

(2) À défaut de fixation, constitue la date de référence pour désigner les membres, selon le cas :

Date de  
référence en  
l'absence d'une  
décision des  
administrateurs

(a) the record date for the determination of members entitled to receive notice of a meeting of members is

a) en droit de recevoir avis d'une assemblée :

(i) at the close of business on the day immediately preceding the day on which the notice is given, or

(i) le jour précédant celui où cet avis est donné, à l'heure de fermeture des bureaux,

(ii) if no notice is given, the day on which the meeting is held;

(ii) en l'absence d'avis, le jour de l'assemblée;

(b) the record date for the determination of members entitled to vote at a meeting of members is

b) habiles à voter lors d'une assemblée, le jour de l'expiration de la période réglementaire suivant la date de référence fixée en application de l'alinéa (1)a) ou, si elle n'a pas été ainsi fixée, le jour fixé en application de l'alinéa a) du présent paragraphe;

(i) if a record date has been fixed under paragraph (1)(a), the day that is the prescribed period after that date, and

c) ayant qualité à toute fin, sauf en ce qui concerne le droit de recevoir avis d'une assemblée ou le droit de vote, la date d'adoption de la résolution à ce sujet par les administrateurs, à l'heure de fermeture des bureaux.

(ii) otherwise, the date that is the record date under paragraph (a) of this subsection; and

40



(c) the record date for the determination of members for any purpose other than to establish a member's right to receive notice of a meeting or to vote shall be at the close of business on the day on which the directors 5 pass the resolution relating to the record date.

Notice provided for in by-laws

**162.** (1) The corporation shall give members entitled to vote at a meeting of members notice of the time and place of the meeting in accordance with the by-laws. Any manner of 10 giving notice provided for in the by-laws shall be a prescribed manner.

No provision for notice in by-laws

(2) If the by-laws do not set out any prescribed manner of giving notice, the corporation shall send the notice to the members within 15 the prescribed period.

Notice to public accountant and directors

(3) The corporation shall send the public accountant and directors notice of the time and place of any meeting of members within the prescribed period. 20

Waiver of notice

(4) Any person who is entitled to notice of a meeting of members may waive notice, and attendance of the person at the meeting is a waiver of notice of the meeting, unless the person attends the meeting for the express 25 purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

Application for authorization

(5) On application of the corporation, the Director may authorize the corporation, on any 30 terms that the Director thinks fit, to give notice of the meeting to members in a manner that is not prescribed if the Director reasonably believes that members will not be prejudiced.

Exception—members not registered

(6) The corporation is not required to give 35 notice to members who were not registered on the records of the corporation on the record date determined under paragraph 161(1)(a) or subsection 161(2), but a member that is not given notice of the meeting is not deprived of the right 40 to vote at that meeting.

**162.** (1) L'organisation avise les membres habiles à voter à l'assemblée, de toute manière réglementaire prévue par les règlements administratifs, des date, heure et lieu de l'assemblée.

Avis de l'assemblée aux membres

(2) Si les règlements administratifs ne prévoient pas au moins l'une des modalités réglementaires de communication de l'avis, l'organisation envoie, dans le délai réglementaire, un avis des date, heure et lieu de l'assemblée. 10

5 Modalités en l'absence de précisions

(3) Elle envoie à chaque administrateur et à l'expert-comptable, dans le délai réglementaire, un avis des date, heure et lieu de l'assemblée.

Avis aux administrateurs et à l'expert-comptable

(4) La personne en droit de recevoir un avis de convocation peut y renoncer; sa présence à 15 l'assemblée vaut renonciation, sauf lorsqu'elle y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement convoquée.

Renonciation

(5) Le directeur peut, sur demande de 20 l'organisation et selon les modalités qu'il juge indiquées, l'autoriser à aviser les membres des date, heure et lieu de l'assemblée d'une façon qui n'est pas prévue par les règlements s'il estime que cela ne portera pas préjudice aux 25 membres.

Demande d'autorisation

(6) Il n'est pas nécessaire d'aviser les membres non inscrits sur les registres de l'organisation à la date de référence fixée en vertu de l'alinéa 161(1)a) ou déterminée en 30 application du paragraphe 161(2), le défaut d'avis ne privant pas le membre de son droit de vote.

Exception

Adjournment	(7) If a meeting of members is adjourned for less than the prescribed period, it is not necessary, unless the by-laws otherwise provide, that any person be notified of the adjourned meeting, other than by announcement at the earliest meeting that is adjourned.	(7) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, il suffit, pour donner avis de tout ajournement inférieur au délai réglementaire, d'en faire l'annonce lors de l'assemblée en question.	Ajournement
Notice of adjourned meeting	(8) If a meeting of members is adjourned by one or more adjournments for an aggregate of days that is more than the prescribed period, notice of the adjournment shall be given to members entitled to vote at the meeting, the directors and the public accountant in the manner referred to in subsections (1) to (4).	(8) Avis de tout ajournement ou cumul d'ajournements plus long que la période réglementaire doit être donné aux personnes visées aux paragraphes (1) à (4) comme pour une nouvelle assemblée.	Avis
Business	(9) All business transacted at a special meeting of members and all business transacted at an annual meeting of members, except consideration of the financial statements, public accountant's report, election of directors and re-appointment of the incumbent public accountant, is special business.	(9) Toutes les questions inscrites à l'ordre du jour des assemblées extraordinaires ou annuelles sont des questions spéciales; font exception à cette règle l'examen des états financiers et du rapport de l'expert-comptable, le renouvellement de son mandat et l'élection des administrateurs.	Questions spéciales
Notice of business	(10) Notice of a meeting of members at which special business is to be transacted shall (a) state the nature of that business in sufficient detail to permit a member to form a reasoned judgment on the business; and (b) state the text of any special resolution to be submitted to the meeting.	(10) L'avis de l'assemblée à l'ordre du jour de laquelle des questions spéciales sont inscrites énonce leur nature, avec suffisamment de détails pour permettre aux membres de se former une opinion éclairée sur celles-ci, et le texte de toute résolution extraordinaire à soumettre à l'assemblée.	Avis
Right to submit and discuss	<b>163.</b> (1) A member entitled to vote at an annual meeting of members may (a) submit to the corporation notice of any matter that the member proposes to raise at the meeting, referred to in this section as a "proposal"; and (b) discuss at the meeting any matter with respect to which the member would have been entitled to submit a proposal.	<b>163.</b> (1) Le membre habile à voter lors d'une assemblée annuelle peut : a) donner avis à l'organisation des questions qu'il se propose de soulever, cet avis étant appelé « proposition » au présent article; b) discuter au cours de cette assemblée des questions qui auraient pu faire l'objet de propositions de sa part.	Proposition d'un membre
Proposal set out in notice	(2) A corporation shall include the proposal in the notice of meeting required under section 162.	(2) L'organisation fait figurer les propositions dans l'avis de l'assemblée prévu à l'article 162.	Inclusion des propositions
Supporting statement	(3) If so requested by the member who submits a proposal, the corporation shall include in the notice of meeting a statement in support of the proposal by the member and the name and address of the member. The statement and the proposal shall together not exceed the prescribed maximum number of words.	(3) À la demande du membre qui a présenté la proposition, l'organisation joint à l'avis de l'assemblée un exposé à l'appui de sa proposition, ainsi que les nom et adresse du membre. L'exposé et la proposition ne doivent pas dépasser le nombre de mots réglementaire.	Exposé à l'appui de la proposition

Payment

(4) The member who submitted the proposal shall pay any cost of including the proposal and any statement in the notice of the meeting at which the proposal is to be presented, unless it is otherwise provided in the by-laws or in an ordinary resolution of the members present at the meeting.

(4) Le membre qui a présenté la proposition paie le coût d'inclusion de celle-ci et de tout exposé accompagnant l'avis de l'assemblée à laquelle la proposition sera présentée, sauf si d'autres règles relatives au paiement sont fixées par règlement administratif ou adoptées par résolution ordinaire des membres présents à l'assemblée.

Paiement des coûts

Proposal nominating directors

(5) A proposal may include nominations for the election of directors if the proposal is signed by not less than the prescribed percentage of the members of a class or group of members of the corporation entitled to vote at the meeting at which the proposal is to be presented or any lesser number of members as provided in the by-laws, but this subsection does not preclude nominations made at a meeting of members.

(5) La proposition peut faire état des candidatures en vue de l'élection des administrateurs si elle est signée par le pourcentage réglementaire des membres d'une catégorie ou d'un groupe ayant le droit de vote lors de l'assemblée à laquelle elle doit être présentée ou par le nombre inférieur de membres prévu par les règlements administratifs; le présent paragraphe n'a pas pour effet d'interdire la présentation de candidatures au cours de l'assemblée.

Candidatures - élection des administrateurs

Exception

(6) A corporation is not required to comply with subsections (2) and (3) if

(6) L'organisation n'est pas tenue de se conformer aux paragraphes (2) et (3) dans les cas suivants :

Exceptions

(a) the proposal is not submitted to the corporation within the prescribed period before the anniversary of the previous annual meeting of members;

a) la proposition ne lui a pas été soumise dans le délai réglementaire précédant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la dernière assemblée annuelle;

(b) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the corporation or its directors, officers, members or debt obligation holders;

b) il apparaît que la proposition a pour objet principal de faire valoir, contre l'organisation ou ses administrateurs, dirigeants, membres ou détenteurs de ses titres de créance, une réclamation personnelle ou d'obtenir d'eux la réparation d'un grief personnel;

(c) it clearly appears that the proposal does not relate in a significant way to the activities or affairs of the corporation;

c) il apparaît que la proposition n'est pas liée de façon importante aux activités ou aux affaires internes de l'organisation;

(d) not more than the prescribed period before the receipt of the proposal, the member failed to present — in person or, if authorized by the by-laws, by proxy — at a meeting of members, a proposal that at the member's request had been included in a notice of meeting;

d) au cours du délai réglementaire précédant la réception de sa proposition, le membre — ou son fondé de pouvoir si les règlements administratifs l'autorisent — avait omis de présenter, à une assemblée, une proposition que, à sa demande, l'organisation avait fait figurer dans un avis d'assemblée;

(e) substantially the same proposal was submitted to members in a notice of a meeting of members held not more than the prescribed period before the receipt of the proposal and did not receive the prescribed minimum amount of support at the meeting; or

e) une proposition à peu près identique figurant dans un avis d'assemblée a été présentée aux membres à une assemblée tenue dans le délai réglementaire précédant la réception de la proposition et n'a pas reçu l'appui nécessaire prévu par règlement;



	(f) the rights conferred by this section are being abused to secure publicity.	f) dans un but de publicité, il y a abus des droits que confère le présent article.	
Immunity	(7) No corporation or person acting on its behalf incurs any liability by reason only of complying with this section.	(7) L'organisation ou la personne agissant en son nom n'engagent pas leur responsabilité en agissant conformément au présent article.	Immunité 5
Notice of refusal	(8) If a corporation refuses to include a proposal in a notice of meeting, it shall, within the prescribed period after the day on which it receives the proposal, notify in writing the member submitting the proposal of its intention to omit it from the notice of meeting and of the reasons for the refusal.	(8) L'organisation qui a l'intention de refuser de joindre une proposition à l'avis d'assemblée en donne un avis motivé, dans le délai réglementaire suivant la réception de la proposition, au membre qui l'a soumise.	Avis de refus 10
Member may apply to court	(9) On the application of a member submitting a proposal who is aggrieved by the refusal, a court may restrain the holding of the meeting at which the proposal is sought to be presented and make any further order that it thinks fit.	(9) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du membre qui subit un préjudice par suite du refus de l'organisation au titre du paragraphe (8), empêcher la tenue de l'assemblée à laquelle la proposition devait être présentée et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	Demande de l'auteur de la proposition 15
Corporation's application to court	(10) On the application of the corporation or any other person aggrieved by a proposal, a court may, if it is satisfied that subsection (6) applies, make an order permitting the corporation to omit the proposal from the notice of meeting and may make any further order that it thinks fit.	(10) S'il est convaincu que le paragraphe (6) s'applique, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de l'organisation ou toute autre personne qui subit un préjudice en raison de la proposition, autoriser l'organisation à ne pas la joindre à l'avis d'assemblée et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	Demande de l'organisation 20
Director entitled to notice	(11) An applicant under subsection (9) or (10) shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(11) L'auteur de la demande présentée au titre des paragraphes (9) ou (10) en donne avis au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur 25
Quorum set in by-laws	<b>164.</b> (1) The by-laws may set out the quorum for a meeting of members, but the quorum set out shall be in conformity with any prescribed requirements.	<b>164.</b> (1) Les règlements administratifs peuvent fixer le quorum des assemblées, qui doit être conforme aux exigences réglementaires éventuelles.	Quorum 30
Quorum in any other case	(2) If the by-laws do not set out such a quorum, the quorum is a majority of members entitled to vote at the meeting.	(2) À défaut, la majorité des membres habiles à voter à l'assemblée constitue le quorum.	Quorum en l'absence de précisions 35
Opening quorum sufficient	(3) If a quorum is present at the opening of a meeting of members, the members present may, unless the by-laws otherwise provide, proceed with the business of the meeting, even if a quorum is not present throughout the meeting.	(3) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, il suffit que le quorum soit atteint à l'ouverture de l'assemblée pour que les membres puissent délibérer.	Atteinte du quorum à l'ouverture 40
Adjournment	(4) If a quorum is not present at the opening of a meeting of members, the members present may adjourn the meeting to a fixed time and place but may not transact any other business.	(4) Faute de quorum à l'ouverture de l'assemblée, les membres présents ne peuvent délibérer que sur son ajournement aux date, heure et lieu qu'ils fixent.	Ajournement 40

One member meeting	(5) If a corporation has only one member, or only one member in any class or group of members, the member present in person or who submits a vote that meets the requirements of section 171 constitutes a meeting.	(5) Si l'organisation n'a qu'un seul membre ou qu'un seul membre d'une catégorie ou d'un groupe, l'assemblée peut être tenue par le membre qui y assiste en personne ou se prévaut de l'article 171.	Assemblée tenue par un seul membre 5
Voting	<b>165.</b> (1) Subject to section 171 and the by-laws, voting at a meeting of members shall be by show of hands, except if a ballot is demanded by a member entitled to vote at the meeting.	<b>165.</b> (1) Sous réserve de l'article 171 et des règlements administratifs, le vote lors d'une assemblée se fait à main levée ou, à la demande de tout membre habile à voter, au scrutin secret.	Vote 10
Ballot	(2) A member may demand a ballot either before or after any vote by show of hands.	(2) Les membres peuvent demander un vote au scrutin secret avant ou après tout vote à main levée.	Scrutin secret 10
Electronic voting	(3) Despite subsection (1), unless the by-laws otherwise provide, any vote referred to in that subsection may be held, in accordance with the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, an electronic or other communication facility, if the corporation makes available such a communication facility.	(3) Malgré le paragraphe (1) et sauf disposition contraire des règlements administratifs, le vote mentionné à ce paragraphe peut être tenu, conformément aux éventuels règlements, entièrement par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre offert par l'organisation.	Vote par tout moyen de communication 15
Voting while participating electronically	(4) Unless the by-laws otherwise provide, any person participating in a meeting of members under subsection 159(4) or (5) and entitled to vote at that meeting may vote, in accordance with the regulations, if any, by means of the telephonic, electronic or other communication facility that the corporation has made available for that purpose.	(4) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, toute personne participant à une assemblée visée aux paragraphes 159(4) ou (5) et habile à y voter peut le faire, conformément aux éventuels règlements, par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre mis à sa disposition par l'organisation à cette fin.	Vote en cas de participation par tout moyen de communication 20 25
Resolution in lieu of meeting	<b>166.</b> (1) Except where a written statement is submitted by a director under subsection 132(1) or by a public accountant under subsection 186(5),  (a) a resolution in writing signed by all the members entitled to vote on that resolution at a meeting of members is as valid as if it had been passed at a meeting of the members; and  (b) a resolution in writing dealing with all matters required by this Act to be dealt with at a meeting of members, and signed by all the members entitled to vote at that meeting, satisfies all the requirements of this Act relating to meetings of members.	<b>166.</b> (1) À l'exception de la déclaration écrite présentée par l'un des administrateurs en vertu du paragraphe 132(1) ou par l'expert-comptable en vertu du paragraphe 186(5), la résolution écrite, signée de tous les membres habiles à voter en l'occurrence lors de l'assemblée :  a) a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de l'assemblée;  b) répond aux conditions de la présente loi relatives aux assemblées, si elle porte sur toutes les questions qui doivent, selon la présente loi, être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée.	Résolution tenant lieu d'assemblée 30 35 40
Filing resolution	(2) A copy of every resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the meetings of members.	(2) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (1) est conservé avec les procès-verbaux des assemblées.	Dépôt de la résolution

Evidence	(3) Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the chairperson of the meeting declared a resolution to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.	(3) Sauf s'il y a demande de vote par scrutin, l'inscription au procès-verbal de l'assemblée précisant que le président a déclaré une résolution adoptée ou rejetée fait foi, sauf 5 preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit 5 nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou contre elle.	Preuve
Requisition of meeting	<b>167.</b> (1) The members of a corporation who hold the prescribed percentage of votes that may be cast at a meeting of members sought to be held, or a lower percentage that is set out in the by-laws, may requisition the directors to call the meeting for the purposes stated in the requisition.	<b>167.</b> (1) Les membres qui détiennent le 10 pourcentage de votes prévu par règlement, ou 10 le pourcentage inférieur prévu par les règlements administratifs, peuvent exiger des administrateurs la convocation d'une assemblée aux fins énoncées dans leur requête.	Requête visant la convocation d'une assemblée
Form	(2) The requisition referred to in subsection (1), which may consist of several documents of similar form each signed by one or more members, shall state the business to be transacted at the meeting and shall be sent to each 20 director and to the registered office of the corporation.	(2) La requête, qui peut consister en plu- 15 sieurs documents de forme analogue signés chacun par au moins un des membres, énonce les questions inscrites à l'ordre du jour de 20 l'assemblée à tenir et est envoyée à chaque administrateur ainsi qu'au siège de l'organisa- 20 tion.	Forme et contenu de la requête
Directors calling meeting	(3) On receiving the requisition referred to in subsection (1), the directors shall call a meeting of members to transact the business stated in the 25 requisition, unless  (a) a record date has been fixed under paragraph 161(1)(a);  (b) the directors have called a meeting of members and have given notice of the 30 meeting under section 162; or  (c) the business of the meeting as stated in the requisition includes matters described in paragraphs 163(6)(b) to (f).	(3) Les administrateurs convoquent l'assem- blée dès réception de la requête pour délibérer 25 des questions qui y sont énoncées, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :  a) une date de référence a été fixée en vertu de l'alinéa 161(1)a);  b) ils ont déjà convoqué une assemblée et donné l'avis prévu à l'article 162;  c) les questions à l'ordre du jour énoncées 30 dans la requête portent notamment sur les cas visés aux alinéas 163(6)b) à f).	Convocation de l'assemblée par les administrateurs
Member calling meeting	(4) If the directors do not call a meeting 35 within the prescribed period after receiving the requisition referred to in subsection (1), any member who signed the requisition may call the meeting.	(4) Faute par les administrateurs de convo- quer l'assemblée dans le délai réglementaire 35 suivant la réception de la requête, tout signataire 35 de celle-ci peut le faire.	Convocation de l'assemblée par les membres
Procedure	(5) A meeting called under this section shall 40 be called as nearly as possible in the manner in which meetings are to be called under the by-laws and this Part.	(5) L'assemblée doit être convoquée, autant que possible, d'une manière conforme aux 40 règlements administratifs et à la présente partie.	Procédure



Reimbursement	(6) Unless the members otherwise resolve at a meeting called under subsection (4), the corporation shall reimburse the members for the expenses reasonably incurred by them in requisitioning, calling and holding the meeting.	(6) Sauf adoption par les membres d'une résolution à l'effet contraire lors d'une assemblée convoquée en vertu du paragraphe (4), l'organisation rembourse aux membres les dépenses normales qu'ils ont prises en charge pour exiger, convoquer et tenir l'assemblée.	Remboursement
Meeting called by court	<b>168.</b> (1) A court, on the application of a director, a member who is entitled to vote at a meeting of members or the Director, may order a meeting of a corporation to be called, held and conducted in the manner that the court directs, if (a) it is not practicable to call the meeting within the time or in the manner in which it is otherwise to be called; (b) it is not practicable to conduct the meeting in the manner required by this Act or the by-laws; or (c) the court thinks that the meeting should be called, held and conducted within the time or in the manner that it directs for any other reason.	<b>168.</b> (1) S'il l'estime à propos, notamment lorsque la convocation régulière d'une assemblée ou la tenue de celle-ci selon les règlements administratifs et la présente loi est pratiquement impossible, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande d'un administrateur, d'un membre habile à voter ou du directeur, prévoir la convocation et la tenue d'une assemblée conformément à ses directives.	Convocation de l'assemblée par le tribunal
Varying quorum	(2) Without restricting the generality of subsection (1), the court may order that the quorum required by the by-laws or this Act be varied or dispensed with at a meeting called, held and conducted under this section.	(2) Sans préjudice du caractère général du paragraphe (1), le tribunal peut, à l'occasion d'une assemblée convoquée et tenue au titre du présent article, ordonner la modification ou la dispense du quorum exigé par les règlements administratifs ou la présente loi.	Modification du quorum
Valid meeting	(3) A meeting called, held and conducted under this section is for all purposes a meeting of members of the corporation duly called, held and conducted.	(3) L'assemblée convoquée et tenue au titre du présent article est, à toutes fins, régulière.	Validité de l'assemblée
Court review of election	<b>169.</b> (1) A corporation or a member or director may apply to a court to determine any controversy with respect to an election or appointment of a director or public accountant of the corporation.	<b>169.</b> (1) L'organisation ainsi que tout membre ou administrateur peuvent demander au tribunal de trancher tout différend relatif à l'élection d'un administrateur ou à la nomination d'un expert-comptable.	Révision par le tribunal
Powers of court	(2) On an application under this section, the court may make (a) an order restraining a director or public accountant whose election or appointment is challenged from acting pending determination of the dispute; (b) an order declaring the result of the disputed election or appointment;	(2) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande présentée en vertu du présent article : a) enjoindre à l'administrateur ou à l'expert-comptable dont l'élection ou la nomination est contestée de s'abstenir d'agir jusqu'au règlement du litige; b) proclamer le résultat de l'élection ou de la nomination litigieuse;	Pouvoirs du tribunal

(c) an order requiring a new election or appointment, and including in the order directions for the management of the activities and affairs of the corporation until a new election is held or appointment made;

5

(d) an order determining the voting rights of members and of persons claiming to hold memberships; and

(e) any other order that it thinks fit.

c) ordonner une nouvelle élection ou une nouvelle nomination en donnant des directives pour la conduite, dans l'intervalle, des activités et des affaires internes de l'organisation;

5

d) préciser les droits de vote des membres et des personnes prétendant détenir des adhésions;

e) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

10

Unanimous  
member  
agreement

**170.** (1) An otherwise lawful written agreement among all the members of a corporation that is not a soliciting corporation, or among all the members and one or more persons who are not members, that restricts, in whole or in part, the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the activities and affairs of the corporation is valid.

10

**170.** (1) Est valide, si elle est par ailleurs licite, la convention écrite conclue par tous les membres de l'organisation qui n'a pas recouru à la sollicitation, soit entre eux, soit avec des tiers, qui restreint, en tout ou en partie, les pouvoirs des administrateurs de gérer les activités et les affaires internes de l'organisation ou d'en surveiller la gestion.

Convention  
unanime des  
membres

Declaration by  
sole member

(2) A written declaration of the sole member of a corporation that similarly restricts the directors' powers is valid.

20

(2) Est également valide la déclaration écrite de l'unique membre de l'organisation qui restreint, en tout ou en partie, les mêmes pouvoirs.

Déclaration du  
membre unique

Constructive  
party

(3) A person who becomes a member of a corporation that is subject to a unanimous member agreement is deemed to be a party to the agreement.

(3) Quiconque devient membre d'une organisation visée par une convention unanime des membres est réputé être partie à celle-ci.

25

Fiction

When no notice  
given

(4) If notice is not given to a member of the existence of a unanimous member agreement, in the manner referred to in subsection 43(2) or otherwise, the member may, no later than the prescribed period after they become aware of the existence of the agreement, rescind the transaction by which they acquired the membership and, within that period, the member is entitled to the return of any amount paid in respect of the membership.

25

(4) La personne qui n'est pas avisée de l'existence de la convention unanime des membres par une mention ou un renvoi visés au paragraphe 43(2) ou autrement peut, dans le délai réglementaire après avoir pris connaissance de son existence, annuler toute opération par laquelle elle a adhéré à l'organisation et obtenir le remboursement des sommes payées à titre de membre.

Personne non  
avisée de  
l'existence de la  
convention

Rights of  
member

(5) To the extent that a unanimous member agreement restricts the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the activities and affairs of the corporation, parties to the agreement who are given that power to manage or supervise the management of the activities and affairs of the corporation have all the rights, powers, duties and liabilities of a director of the corporation, whether they arise under this Act or otherwise, including any defences available to the directors, and the

35

(5) Dans la mesure où la convention unanime des membres restreint le pouvoir des administrateurs de gérer les activités et les affaires internes de l'organisation ou d'en surveiller la gestion, les parties à la convention auxquelles est conféré ce pouvoir sont investies de toutes les attributions et responsabilités des administrateurs qui découlent de la présente loi ou d'une autre source et peuvent se prévaloir des moyens de défense ouverts à ces derniers,

35

Attributions et  
responsabilités  
des parties à la  
convention

	directors are relieved of their rights, powers, duties and liabilities, including their liabilities under section 147, to the same extent.	qui sont déchargés, dans la même mesure, de leurs attributions comme de leurs responsabilités, notamment de celle visée à l'article 147.	
Discretion of members	(6) Nothing in this section prevents members from fettering their discretion when exercising the powers of directors under a unanimous member agreement.	(6) Le présent article n'empêche pas les 5 membres de restreindre leur pouvoir discrétionnaire dans l'exercice, au titre d'une convention unanime des membres, des pouvoirs des administrateurs.	Pouvoir discrétionnaire restreint 5
No absentee voting	(7) Members that are party to a unanimous member agreement may not vote in accordance with section 171 when exercising the authority delegated to them under the agreement.	(7) Les membres liés par une convention unanime ne peuvent voter d'une façon visée à 10 l'article 171 lorsqu'ils exercent un pouvoir qui leur est délégué au titre de la convention.	Réserve
Termination	(8) If the unanimous member agreement does not provide for its termination, the members may terminate the agreement by a special resolution.	(8) Les membres peuvent mettre fin à la convention unanime de la façon qui y est prévue ou, si elle n'en prévoit aucune, par résolution 15 extraordinaire.	Fin de la convention unanime
Absentee voting	171. (1) The by-laws of a corporation may provide for voting by members not in attendance at a meeting of members. If the by-laws so provide, they may allow voting only by prescribed methods and shall set out procedures 20 for collecting, counting and reporting the results of any vote.	171. (1) Les règlements administratifs peuvent prévoir les modalités réglementaires selon lesquelles les membres qui ne sont pas présents à une assemblée sont autorisés à voter. Le cas 20 échéant, les règlements administratifs prévoient la procédure relative à la collecte des voix, au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats du vote.	Vote des membres absents
Application for authorization	(2) On application of the corporation, the Director may authorize the corporation, on any terms that the Director thinks fit, to permit 25 members to vote by a method that is not prescribed if the Director reasonably believes that the members and the corporation will not be prejudiced.	(2) Le directeur peut, sur demande de 25 l'organisation et selon les modalités qu'il estime indiquées, l'autoriser à permettre à ses membres de voter d'une façon qui n'est pas prévue par les règlements s'il estime que cela ne portera pas préjudice aux membres ou à l'organisation. 30	Demande d'autorisation

	<div>PART 11</div> <div>FINANCIAL DISCLOSURE</div>	<div>PARTIE 11</div> <div>PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS D'ORDRE FINANCIER</div>	
Annual financial statements	172. (1) The directors of a corporation shall 30 place before the members at every annual meeting  (a) prescribed comparative financial statements that conform to any prescribed requirements and relate separately to 35  (i) the period that began on the date the corporation came into existence and ended not more than six months before the annual meeting or, if the corporation has completed a financial year, the period that 40	172. (1) Les administrateurs présentent aux membres, à l'assemblée annuelle :  a) les états financiers comparatifs exigés par les règlements, établis conformément à ceux-ci et couvrant séparément : 35  (i) la période se terminant six mois au plus avant l'assemblée et ayant commencé à la date soit de création de l'organisation, soit, si elle a déjà été en activité durant un exercice complet, de la fin de cet exercice, 40  (ii) l'exercice précédent;	États financiers annuels



began immediately after the end of the last completed financial year and ended not more than six months before the annual meeting, and

(ii) the immediately preceding financial year;

(b) the report of the public accountant, if any; and

(c) any further information respecting the financial position of the corporation and the results of its operations required by the articles, the by-laws or any unanimous member agreement.

b) le rapport de l'expert-comptable, s'il a été établi;

c) tous renseignements sur la situation financière de l'organisation et le résultat de ses activités qu'exigent les statuts, les règlements administratifs ou toute convention unanime des membres.

#### Exception

(2) Despite paragraph (1)(a), the financial statements referred to in subparagraph (1)(a)(ii) may be omitted if the reason for the omission is set out in the financial statements, or in a note to those statements, to be placed before the members at an annual meeting.

(2) Par dérogation à l'alinéa (1)a), il n'est pas nécessaire de présenter les états financiers visés au sous-alinéa (1)a)(ii) si le motif en est donné dans les états financiers — ou une note annexée à ceux-ci — présentés aux membres à l'assemblée annuelle.

#### Exception

#### Application for exemption

**173.** On application of a corporation, the Director may exempt the corporation, on any terms that the Director thinks fit, from any requirement in this Part if the Director reasonably believes that the detriment that may be caused to the corporation by the requirement outweighs its benefit to the members or, in the case of a soliciting corporation, the public.

**173.** Le directeur peut, sur demande de l'organisation, soustraire celle-ci, aux conditions qu'il estime indiquées, à toute obligation prévue par la présente partie s'il a de bonnes raisons de croire que les inconvénients pour l'organisation qui découlent du respect de l'obligation l'emportent sur les avantages qui en résultent pour les membres ou, dans le cas de l'organisation qui a recouru à la sollicitation, sur les avantages qui en résultent pour le public.

#### Demande : non-exécution des obligations

#### Consolidated statements

**174.** (1) A corporation shall keep at its registered office a copy of the financial statements of each of its subsidiaries and of each body corporate the accounts of which are consolidated in the financial statements of the corporation.

**174.** (1) L'organisation conserve à son siège un exemplaire des états financiers de chacune de ses filiales et de chaque personne morale dont les comptes sont consolidés dans ses propres états financiers.

#### États financiers consolidés

#### Examination

(2) Members of a corporation and their personal representatives may on request examine the statements referred to in subsection (1) during the usual business hours of the corporation and make extracts free of charge.

(2) Les membres ainsi que leurs représentants personnels peuvent, sur demande, examiner les états financiers visés au paragraphe (1) et en tirer copie gratuitement pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de l'organisation.

#### Examen par les membres

#### Barring examination

(3) On the application of a corporation made within the prescribed period after a request to examine under subsection (2), a court may, if it is satisfied that the examination would be

(3) Le tribunal, saisi d'une requête présentée par l'organisation dans le délai réglementaire suivant la demande faite en vertu du paragraphe (2), peut, par ordonnance, interdire l'examen s'il

#### Interdiction

detrimental to the corporation or a subsidiary, bar the right to examine and make any further order that it thinks fit.

(4) A corporation shall give the Director and the person asking to examine under subsection (2) notice of an application under subsection (3), and the Director and the person may appear and be heard in person or by counsel.

**175.** (1) A corporation, within the prescribed period, shall send a copy of the 10 documents referred to in subsection 172(1) or a copy of a publication of the corporation reproducing the information contained in the documents to each member, other than a member that has informed the corporation in 15 writing that the member does not want a copy of the documents or publication.

(2) A corporation, instead of sending copies of the documents or the publication in accordance with subsection (1), may

(a) publish, in accordance with the regulations, a notice that includes the information required to be set out in the documents referred to in subsection 172(1); or

(b) if the by-laws so provide, publish a notice 25 stating that the documents referred to in subsection 172(1) are available at the registered office of the corporation and that any member may, on request, obtain a copy free of charge at the office or by prepaid mail. 30

**176.** (1) A soliciting corporation shall send a copy of the documents referred to in subsection 172(1) to the Director

(a) not less than the prescribed period before each annual meeting of members, or without 35 delay after a resolution referred to in paragraph 166(1)(b) is signed; and

(b) in any event within the prescribed period after the preceding annual meeting should have been held or a resolution in lieu of the 40 meeting should have been signed, but no later than the prescribed period after the end of the corporation's preceding financial year.

est convaincu qu'il serait préjudiciable à l'organisation ou à une filiale et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

(4) L'organisation donne avis de toute 5 requête présentée au titre du paragraphe (3) au directeur et à toute personne qui demande l'examen prévu au paragraphe (2); ceux-ci peuvent comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

**175.** (1) L'organisation envoie aux membres 10 — exception faite de ceux qui lui ont indiqué par écrit qu'ils ne sont pas intéressés —, dans le délai réglementaire, une copie des documents visés au paragraphe 172(1) ou une copie de la publication de l'organisation reproduisant l'in- 15 formation contenue dans ces documents.

(2) L'organisation peut, plutôt que d'envoyer copie des documents ou de la publication :

a) publier, conformément aux règlements, un avis comportant les renseignements qui 20 doivent figurer dans les documents visés au paragraphe 172(1);

b) si les règlements administratifs l'autorisent, publier un avis portant que ces documents peuvent être obtenus au siège de 25 l'organisation et que tout membre peut gratuitement, sur demande, soit en recevoir une copie au siège, soit s'en faire envoyer une copie par courrier affranchi.

**176.** (1) L'organisation qui a recouru à la 30 sollicitation envoie au directeur copie des documents visés au paragraphe 172(1):

a) dans le délai réglementaire avant chaque assemblée annuelle ou sans délai après la signature de la résolution qui en tient lieu en 35 vertu de l'alinéa 166(1)b);

b) en tout état de cause, dans le délai réglementaire suivant la date à laquelle la dernière assemblée aurait dû être tenue ou la date à laquelle aurait dû être signée la 40 résolution en tenant lieu, mais au plus tard dans le délai réglementaire suivant la fin de chaque exercice.

Notice to  
Director

Copies to  
members

Publication of  
notice

Copies to  
Director

Avis au directeur  
et à l'intéressé

Copies aux  
membres

Avis

Copies au  
directeur

Subsidiary corporation exception	<p>(2) A subsidiary corporation is not required to comply with this section if</p> <p>(a) the financial statements of its holding corporation are in consolidated or combined form and include the accounts of the subsidiary; and</p> <p>(b) the consolidated or combined financial statements of the holding corporation are included in the documents sent to the Director by the holding corporation in compliance with this section.</p>	<p>(2) Les filiales qui sont des organisations ne sont pas tenues de se conformer au présent article si :</p> <p>a) d'une part, leurs états financiers sont inclus dans ceux de l'organisation mère présentés sous forme consolidée ou cumulée;</p> <p>b) d'autre part, ces états financiers de l'organisation mère figurent dans les documents envoyés au directeur en conformité avec le présent article.</p>	Exception
Approval of financial statements	<p><b>177.</b> (1) The directors of a corporation shall approve the financial statements referred to in section 172 and the approval shall be evidenced by the manual signature of one or more directors or a facsimile of the signatures reproduced in the statements.</p>	<p><b>177.</b> (1) Les administrateurs approuvent les états financiers visés à l'article 172; l'approbation est attestée par la signature — ou sa reproduction mécanique, notamment sous forme d'imprimé — d'au moins l'un d'eux.</p>	Approbation des états financiers
Condition precedent	<p>(2) A corporation shall not issue, publish or circulate copies of the financial statements referred to in section 172 unless the financial statements are</p> <p>(a) approved and signed in accordance with subsection (1); and</p> <p>(b) accompanied by the report of the public accountant of the corporation, if any.</p>	<p>(2) L'organisation ne peut publier ou diffuser ces états financiers que s'ils ont été approuvés et signés conformément au paragraphe (1) et s'ils sont accompagnés du rapport de l'expert-comptable, s'il a été établi.</p>	Condition préalable

## PART 12

## PUBLIC ACCOUNTANT

Definition of "designated corporation"	<p><b>178.</b> In this Part, "designated corporation" means</p> <p>(a) a soliciting corporation with annual revenues equal to or less than the prescribed amount; and</p> <p>(b) a non-soliciting corporation with annual revenues equal to or less than the prescribed amount.</p>	<p><b>178.</b> Dans la présente partie, « organisation désignée » s'entend de l'organisation dont les revenus annuels sont égaux ou inférieurs au montant fixé par règlement selon qu'elle a recouru ou non à la sollicitation.</p>	Définition de « organisation désignée »
Qualification of public accountant	<p><b>179.</b> (1) In order to be a public accountant of a corporation, a person shall</p> <p>(a) be a member in good standing of an institute or association of accountants incorporated by or under an Act of the legislature of a province;</p>	<p><b>179.</b> (1) L'expert-comptable d'une organisation est membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constitués en personne morale sous le régime d'une loi provinciale, possède les qualifications requises, le cas échéant, en vertu d'une loi ou d'un règlement provincial pour exercer ses attributions aux termes des articles 187 à 189 et, sous réserve du</p>	Qualités requises pour être expert-comptable



(b) meet any qualifications under an enactment of a province for performing any duty that the person is required to perform under sections 187 to 189; and

(c) subject to subsection (6), be independent of the corporation, any of its affiliates, or the directors or officers of the corporation or its affiliates.

Independence

(2) For the purposes of this section,

(a) independence is a question of fact; and 10

(b) a person is deemed not to be independent if that person or their business partner

(i) is a business partner, a director, an officer or an employee of the corporation or any of its affiliates, or is a business 15 partner of any director, officer or employee of the corporation or any of its affiliates,

(ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the debt obligations of the corporation or any of its 20 affiliates, or

(iii) has been a receiver, receiver-manager, liquidator or trustee in bankruptcy of the corporation or any of its affiliates within two years before their proposed appoint- 25 ment as public accountant of the corporation.

Business partners

(3) For the purposes of subsection (2), a person's business partner includes a shareholder or member of that person.

Duty to resign

(4) A public accountant who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (6), resign immediately after becoming aware of the disqualification.

Disqualification order

(5) On the application of an interested 35 person, a court may make an order declaring a public accountant to be disqualified under this section and the office of public accountant to be vacant.

Relieving order

(6) On the application of an interested 40 person, a court may, if it is satisfied that the order would not unfairly prejudice the members of the corporation, make an order on any terms

paragraphe (6), est indépendant de l'organisation, des personnes morales de son groupe ou de leurs administrateurs ou dirigeants.

(2) Pour l'application du présent article :

a) l'indépendance est une question de fait; 5

b) est réputé ne pas être indépendant la personne ou son associé qui :

(i) est associé, administrateur, dirigeant ou employé de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe ou est associé 10 de leurs administrateurs, dirigeants ou employés,

(ii) est le véritable propriétaire ou détient, directement ou indirectement, le contrôle d'une partie importante des titres de 15 créance de l'organisation ou de l'une des personnes morales de son groupe,

(iii) a été séquestre, séquestre-gérant, liquidateur ou syndic de faillite de l'organisation ou d'une personne morale de son 20 groupe dans les deux ans précédant la proposition de sa nomination à titre d'expert-comptable.

Indépendance

(3) Pour l'application du paragraphe (2), sont assimilés aux associés d'une personne ses 25 actionnaires et ses membres.

Associé

(4) L'expert-comptable se démet, sous réserve du paragraphe (6), dès qu'à sa connaissance il ne possède plus les qualités requises par le présent article. 30

Obligation de démissionner

(5) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé, déclarer la destitution de l'expert-comptable aux termes du présent article et la vacance de son poste.

Destitution judiciaire

(6) S'il est convaincu de ne pas causer un 35 préjudice injustifié aux membres, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé, dispenser l'expert-comptable de satis-

Demande de dispense

that it thinks fit relieving a public accountant from meeting any requirement under subsection (1). The order may have retroactive effect.

faire à toute exigence prévue par le paragraphe (1), même rétroactivement, aux conditions qu'il estime indiquées.

Appointment of public accountant

**180.** (1) Subject to section 181, members of a corporation shall, by ordinary resolution, at each annual meeting, appoint a public accountant to hold office until the close of the next annual meeting.

**180.** (1) Sous réserve de l'article 181, les 5 membres nomment, par voie de résolution ordinaire, à chaque assemblée annuelle, un expert-comptable dont le mandat expirera à la clôture de l'assemblée annuelle suivante.

Nomination de l'expert-comptable

Eligibility

(2) A public accountant appointed under section 128 is eligible for appointment under subsection (1).

(2) L'expert-comptable nommé en vertu de 10 l'article 128 peut également l'être conformément au paragraphe (1).

Admissibilité

Incumbent public accountant

(3) If a public accountant is not appointed at a meeting of members and if no resolution is taken under section 181, the incumbent public accountant continues in office until a successor 15 is appointed.

(3) Faute de nomination de l'expert-comptable lors d'une assemblée et de résolution prise en vertu de l'article 181, l'expert-comptable en fonctions poursuit son mandat 15 jusqu'à la nomination de son successeur.

Expert-comptable en fonctions

Remuneration

(4) The remuneration of a public accountant may be fixed by ordinary resolution of the members or, if not so fixed, shall be fixed by the directors.

(4) La rémunération de l'expert-comptable est fixée par résolution ordinaire des membres ou, à défaut, par les administrateurs.

Rémunération

Dispensing with public accountant

**181.** (1) Members of a designated corporation may resolve not to appoint a public accountant, but the resolution is not valid unless all the members entitled to vote at an annual meeting of members consent to the resolution. 25

**181.** (1) Les membres d'une organisation 20 désignée peuvent décider, par voie de résolution, de ne pas nommer d'expert-comptable, mais la résolution n'est valide que si elle recueille le consentement de tous les membres habiles à voter lors d'une assemblée annuelle. 25

Dispense

Validity of resolution

(2) The resolution is valid until the following annual meeting of members.

(2) La résolution n'est valide que jusqu'à l'assemblée annuelle suivante.

Durée de validité de la résolution

Ceasing to hold office

**182.** (1) A public accountant of a corporation ceases to hold office when the public accountant

**182.** (1) Le mandat de l'expert-comptable prend fin s'il décède, démissionne ou est 30 révoqué en vertu de l'article 183. 30

Fin du mandat

(a) dies or resigns; or

(b) is removed under section 183.

Effective date of resignation

(2) A resignation of a public accountant becomes effective at the time a written resignation is sent to the corporation or at the time 35 specified in the resignation, whichever is later.

(2) La démission de l'expert-comptable prend effet à la date où il en informe par écrit l'organisation ou à la date indiquée si elle est postérieure.

Prise d'effet de la démission

Removal of public accountant

**183.** (1) The members of a corporation may by ordinary resolution at a special meeting remove a public accountant from office, other than a public accountant appointed by a court 40 under section 185.

**183.** (1) Les membres peuvent, par résolu- 35 tion ordinaire adoptée lors d'une assemblée extraordinaire, révoquer tout expert-comptable qui n'a pas été nommé par le tribunal en vertu de l'article 185.

Révocation de l'expert-comptable

Vacancy	(2) A vacancy created by the removal of a public accountant may be filled at the meeting at which the public accountant is removed or, if not so filled, may be filled under section 184.	(2) La vacance créée par la révocation de l'expert-comptable peut être comblée lors de l'assemblée qui a prononcé la révocation ou, à défaut, conformément à l'article 184.	Vacance
Filling vacancy	184. (1) Subject to subsection (3), the directors shall immediately fill a vacancy in the office of public accountant.	5 184. (1) Sous réserve du paragraphe (3), les administrateurs combleront immédiatement toute vacance du poste d'expert-comptable.	5 Manière de combler la vacance
Calling meeting	(2) If there is not a quorum of directors, the directors then in office shall, within the prescribed period after a vacancy in the office of public accountant occurs, call a special meeting of members to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors, the meeting may be called by any member.	(2) Faute de quorum au conseil d'administration, les administrateurs en fonctions convoquent, dans le délai réglementaire suivant le moment où le poste d'expert-comptable devient vacant, une assemblée extraordinaire en vue de combler cette vacance; en cas d'inaction ou en l'absence d'administrateurs, tout membre peut convoquer cette assemblée.	Convocation d'une assemblée
Members filling vacancy	(3) The articles of a corporation may provide that a vacancy in the office of public accountant shall only be filled by vote of the members.	(3) Les statuts de l'organisation peuvent prévoir que la vacance ne peut être comblée que par un vote des membres.	Vote des membres
Unexpired term	(4) A public accountant appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the public accountant's predecessor.	(4) L'expert-comptable nommé afin de combler une vacance poursuit jusqu'à son expiration le mandat de son prédécesseur.	Mandat non expiré
Court-appointed public accountant	185. (1) If a corporation does not have a public accountant, a court may, on the application of a member or the Director, appoint and fix the remuneration of a public accountant, who holds office until a public accountant is appointed by the members.	185. (1) Le tribunal peut, sur demande d'un membre ou du directeur, nommer un expert-comptable pour l'organisation qui n'en a pas et fixer sa rémunération; le mandat de cet expert-comptable se termine à la nomination de son successeur par les membres.	Nomination judiciaire
Exception	(2) Subsection (1) does not apply if the members have resolved under section 181 not to appoint a public accountant.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les membres ont décidé, en vertu de l'article 181, de ne pas nommer d'expert-comptable.	Exception
Right to attend meeting	186. (1) The public accountant is entitled to attend a meeting of members at the expense of the corporation and be heard on matters relating to the public accountant's duties.	186. (1) L'expert-comptable peut assister aux assemblées aux frais de l'organisation et a le droit d'y être entendu sur toute question relevant de ses fonctions.	Droit d'assister aux assemblées
Duty to attend and answer questions	(2) If a director or member, whether or not the member is entitled to vote at the meeting, gives written notice not less than the prescribed period before a meeting of members to the public accountant or a former public accountant of the corporation, the public accountant or former public accountant shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer questions relating to their duties.	(2) L'expert-comptable ou ses prédécesseurs, à qui l'un des administrateurs ou un membre habile ou non à voter donne un avis écrit dans le délai réglementaire avant la tenue d'une assemblée, assistent à cette assemblée aux frais de l'organisation et répondent à toute question relevant de ses fonctions.	Obligations
Notice to corporation	(3) A director or member who sends the notice shall send a copy of the notice to the corporation at the same time.	(3) L'administrateur ou le membre qui envoie l'avis envoie simultanément copie à l'organisation.	Avis à l'organisation



Statement of public accountant	(4) A public accountant is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing their removal or replacement if a meeting of directors or members is called at which any of those matters will be dealt with.	(4) L'expert-comptable peut, dans une déclaration écrite, exposer à l'organisation les raisons de sa démission ou de son opposition à sa révocation ou à son remplacement à l'occasion d'une réunion du conseil d'administration ou d'une assemblée convoquée à cette fin.	Déclaration de l'expert-comptable
Other statements	(5) If a meeting is called to replace the public accountant, the corporation shall make a statement respecting the reasons for the replacement and the proposed replacement public accountant may make a statement respecting the reasons.	(5) L'organisation qui se propose de remplacer l'expert-comptable soumet une déclaration motivée à l'occasion de l'assemblée convoquée à cette fin et le nouvel expert-comptable peut soumettre une déclaration commentant ces motifs.	Autres déclarations
Circulating statement	(6) The corporation shall immediately give notice to the members of the statements referred to in subsections (4) and (5) in the manner referred to in section 162 and shall immediately send a copy of the statements to the Director.	(6) L'organisation avise sans délai les membres, de la façon prévue à l'article 162, de l'existence des déclarations visées aux paragraphes (4) et (5) et en envoie copie au directeur.	Diffusion des déclarations
Replacing public accountant	(7) No person shall accept an appointment or consent to be appointed as public accountant of a corporation to replace a public accountant who has resigned, been removed or whose term of office has expired or is about to expire until the person has requested and received from that public accountant a written statement of the circumstances and the reasons, in that public accountant's opinion, for their replacement.	(7) Nul ne peut accepter d'être nommé expert-comptable pour remplacer celui qui a démissionné ou a été révoqué ou dont le mandat est expiré ou est sur le point d'expirer, avant d'avoir obtenu par écrit de celui-ci, sur demande, sa version des raisons de son remplacement.	Remplaçant
Exception	(8) A person otherwise qualified may accept an appointment or consent to be appointed as a public accountant if, within the prescribed period after making the request, the person does not receive a reply.	(8) Toutefois, toute personne par ailleurs compétente peut accepter d'être nommée expert-comptable si, dans le délai réglementaire suivant la demande, elle ne reçoit pas de réponse.	Exception
Effect of non-compliance	(9) The appointment of a person who does not make the request is void.	(9) La nomination d'une personne qui n'a pas fait la demande est sans effet.	Effet de l'inobservation
Review engagement—designated corporations	<b>187.</b> (1) Subject to subsection (2), the public accountant of a designated corporation shall conduct a review engagement in the prescribed manner.	<b>187.</b> (1) L'expert-comptable effectue, de la manière prévue par règlement, une mission d'examen de l'organisation désignée.	Mission d'examen—organisations désignées
Audit engagement—designated corporations	(2) The public accountant of a designated corporation shall conduct an audit engagement in the prescribed manner if the corporation's members pass an ordinary resolution requiring an audit engagement.	(2) Il effectue toutefois, de la manière prévue par règlement, une mission de vérification de l'organisation désignée si les membres l'exigent par résolution ordinaire.	Mission de vérification
Validity of resolution	(3) The resolution is valid only until the following annual meeting of members or for the period specified in the resolution.	(3) La résolution est valide jusqu'à l'assemblée annuelle suivante ou jusqu'à l'expiration de la période qu'elle prévoit.	Durée de validité de la résolution

Audit engagement—other corporations	<p><b>188.</b> (1) Subject to subsection (2), the public accountant of a corporation that is not a designated corporation shall conduct an audit engagement in the prescribed manner.</p>	<p><b>188.</b> (1) L'expert-comptable effectue, de la manière prévue par règlement, une mission de vérification de l'organisation autre qu'une organisation désignée.</p>	Mission de vérification—autres organisations
Review engagement—other corporations	<p>(2) The public accountant of a soliciting corporation that is not a designated corporation shall conduct a review engagement in the prescribed manner if</p> <p>(a) the corporation has annual revenues that are equal to or less than the prescribed amount; and</p> <p>(b) its members pass a special resolution requiring a review engagement.</p>	<p>(2) Il effectue toutefois, de la manière prévue par règlement, une mission d'examen de l'organisation, autre qu'une organisation désignée, qui a recouru à la sollicitation et dont les revenus annuels sont égaux ou inférieurs au montant réglementaire si les membres l'exigent par résolution extraordinaire.</p>	Mission d'examen
Validity of resolution	<p>(3) The resolution is valid only until the following annual meeting of members.</p>	<p>(3) La résolution n'est valide que jusqu'à l'assemblée annuelle suivante.</p>	Durée de validité de la résolution
Report on financial statements	<p><b>189.</b> After conducting an audit engagement or a review engagement, the public accountant shall report in the prescribed manner on the financial statements required by this Act to be placed before the members, except any financial statements or part of those statements that relate to the period referred to in subparagraph 172(1)(a)(ii).</p>	<p><b>189.</b> Après la mission de vérification ou d'examen, selon le cas, l'expert-comptable fait rapport, de la manière réglementaire, sur les états financiers que la présente loi ordonne de présenter aux membres, à l'exception des états financiers ou de la partie de ceux-ci se rapportant à la période visée au sous-alinéa 172(1)a(ii).</p>	Rapport sur les états financiers
Reliance on other public accountant	<p><b>190.</b> (1) Despite section 191, a public accountant of a holding corporation may reasonably rely on the report of a public accountant of a body corporate or an unincorporated business the accounts of which are included in whole or in part in the financial statements of the corporation.</p>	<p><b>190.</b> (1) Malgré l'article 191, l'expert-comptable de l'organisation mère peut, d'une manière raisonnable, se fonder sur le rapport de l'expert-comptable d'une personne morale ou d'une entreprise commerciale dépourvue de la personnalité morale dont les comptes sont entièrement ou partiellement inclus dans les états financiers de l'organisation.</p>	Rapport d'un autre expert-comptable
Reasonableness	<p>(2) For the purpose of subsection (1), reasonableness is a question of fact.</p>	<p>(2) Le bien-fondé de la décision de l'expert-comptable à cet égard est une question de fait.</p>	Question de fait
Application	<p>(3) Subsection (1) applies whether or not the financial statements of the holding corporation reported on by the public accountant are in consolidated form.</p>	<p>(3) Le paragraphe (1) s'applique, que les états financiers de l'organisation mère soient consolidés ou non.</p>	Application
Right to information	<p><b>191.</b> (1) At the request of a public accountant of a corporation, the present or former directors, officers, employees, agents or mandataries of the corporation shall furnish the following, if they are reasonably able to do so and if, in the opinion of the public accountant, it is necessary to enable the public accountant to</p>	<p><b>191.</b> (1) À la demande de l'expert-comptable, les administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires de l'organisation, ou leurs prédécesseurs, lui fournissent des renseignements et des éclaircissements et lui donnent accès à tous les livres, documents, comptes et pièces justificatives de l'organisation ou de ses filiales dans la mesure où il l'estime nécessaire</p>	Droit à l'information

conduct the review or audit engagement required under section 187 or 188 and to make the report required under section 189:

- (a) any information and explanations; and
- (b) access to records, documents, books, accounts and vouchers of the corporation or any of its subsidiaries.

Directors to obtain and furnish information

(2) On the demand of the public accountant of a corporation, the directors of the corporation shall

- (a) obtain from the present or former directors, officers, employees, agents or mandataries of any subsidiary of the corporation the information and explanations that they are reasonably able to furnish and that are, in the opinion of the public accountant, necessary to enable the public accountant to conduct the review or audit engagement required under section 187 or 188 and to make the report required under section 189; and
- (b) furnish the public accountant with the information and explanations so obtained.

No civil liability

(3) A person who in good faith makes an oral or written communication under subsection (1) or (2) is not liable in any civil proceeding arising from having made the communication.

Audit committee

**192.** (1) A corporation may have an audit committee and if it does, the committee shall be composed of not less than three directors, a majority of whom are not officers or employees of the corporation or any of its affiliates.

Duty of committee

(2) The audit committee shall review the financial statements of the corporation before they are approved under section 177.

Public accountant's attendance

(3) The corporation shall send the public accountant notice of the time and place of any meeting of the audit committee. The public accountant is entitled to attend the meeting at the expense of the corporation and be heard, and shall attend every meeting of the committee if requested to do so by one of its members.

Calling meeting

(4) The public accountant or a member of the audit committee may call a meeting of the committee.

pour agir conformément aux articles 187 à 189 et où il est raisonnable pour ces personnes d'accéder à cette demande.

(2) À la demande de l'expert-comptable, les administrateurs de l'organisation :

- a) obtiennent des administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires de ses filiales, ou de leurs prédécesseurs, les renseignements et éclaircissements que ces personnes peuvent raisonnablement fournir et que l'expert-comptable estime nécessaires pour agir conformément aux articles 187 à 189;
- b) lui fournissent les renseignements et éclaircissements ainsi obtenus.

5 Droit à l'information — filiales

(3) Nul n'encourt de responsabilité civile pour avoir fait, de bonne foi, une déclaration orale ou écrite au titre des paragraphes (1) ou (2).

15 Immunité

**192.** (1) L'organisation peut avoir un comité de vérification; un tel comité est composé d'au moins trois administrateurs dont la majorité ne sont ni dirigeants ni employés de celle-ci ou des personnes morales de son groupe.

Comité de vérification

(2) Le comité de vérification examine les états financiers de l'organisation avant leur approbation conformément à l'article 177.

Fonctions du comité

(3) L'organisation envoie à l'expert-comptable un avis des date, heure et lieu de la réunion du comité de vérification. L'expert-comptable peut assister aux réunions du comité de vérification aux frais de l'organisation et a le droit d'y être entendu; il doit y assister à la demande de tout membre du comité.

Présence de l'expert-comptable aux réunions

(4) La réunion du comité de vérification peut être convoquée par l'un de ses membres ou par l'expert-comptable.

Convocation de la réunion



Notice of errors	<p><b>193.</b> (1) A director or an officer of a corporation shall immediately notify any audit committee and the public accountant of any error or misstatement of which the director or officer becomes aware in a financial statement that the public accountant or a former public accountant has reported on.</p>	<p><b>193.</b> (1) Tout administrateur ou dirigeant avise immédiatement le comité de vérification et l'expert-comptable des erreurs ou renseignements inexacts dont il prend connaissance dans les états financiers ayant fait l'objet d'un rapport de ce dernier ou de l'un de ses prédécesseurs.</p>	Avis au comité de vérification et à l'expert-comptable
Directors to be informed	<p>(2) A public accountant or former public accountant of a corporation who is notified or becomes aware of an error or misstatement in a financial statement on which they have reported shall, if in their opinion the error or misstatement is material, inform each director accordingly.</p>	<p>(2) L'expert-comptable ou celui de ses prédécesseurs qui prend connaissance d'une erreur ou d'un renseignement inexact, à son avis important, dans des états financiers sur lequel il a fait rapport, en informe chaque administrateur.</p>	Avis aux administrateurs
Duty of directors	<p>(3) When the public accountant or former public accountant informs the directors of an error or misstatement in a financial statement,</p> <p>(a) the directors shall prepare and issue revised financial statements or otherwise inform the members; and</p> <p>(b) the corporation shall send the Director a copy of the revised financial statements or a notice of the error or misstatement, if the corporation is one that is required to comply with section 176.</p>	<p>(3) Les administrateurs ainsi avisés de l'existence d'erreurs ou de renseignements inexacts dans les états financiers soit dressent et publient des états financiers rectifiés, soit en informent par tout moyen les membres; l'organisation envoie les états financiers rectifiés au directeur ou un avis de l'existence d'erreurs ou de renseignements inexacts, si elle est tenue de se conformer à l'article 176.</p>	Obligation des administrateurs
Qualified privilege — defamation	<p><b>194.</b> Any oral or written statement or report made under this Act by the public accountant or former public accountant of a corporation has qualified privilege.</p>	<p><b>194.</b> Les experts-comptables ou leurs prédécesseurs jouissent d'une immunité relative en ce qui concerne les déclarations orales ou écrites et les rapports qu'ils font en vertu de la présente loi.</p>	Immunité — diffamation

PART 13  
FUNDAMENTAL CHANGES

PARTIE 13  
MODIFICATION DE STRUCTURE

Amendment of articles or by-laws	<p><b>195.</b> (1) A special resolution of the members — or, if section 197 applies, of each applicable class or group of members — is required to make any amendment to the articles or the by-laws of a corporation to</p> <p>(a) change the corporation's name;</p> <p>(b) change the province in which the corporation's registered office is situated;</p> <p>(c) add, change or remove any restriction on the activities that the corporation may carry on;</p> <p>(d) create a new class or group of members;</p>	<p><b>195.</b> (1) Une résolution extraordinaire des membres — ou de chaque catégorie ou groupe de membres si l'article 197 s'applique — est nécessaire pour modifier les statuts ou les règlements administratifs de l'organisation à l'une des fins suivantes :</p> <p>a) changer sa dénomination;</p> <p>b) transférer le siège dans une autre province;</p> <p>c) ajouter, modifier ou supprimer toute restriction quant à ses activités;</p> <p>d) créer de nouvelles catégories ou de nouveaux groupes de membres;</p>	Modification des statuts ou des règlements administratifs
----------------------------------	--	--	---

	(e) change a condition required for being a member;	e) modifier les conditions requises pour en devenir membre;	
	(f) change the designation of any class or group of members or add, change or remove any rights and conditions of any such class or group;	f) modifier la désignation de ses catégories ou groupes de membres ou ajouter, modifier ou supprimer tous droits et conditions dont ils sont assortis;	5
	(g) divide any class or group of members into two or more classes or groups and fix the rights and conditions of each class of group;	g) scinder une catégorie ou un groupe de membres en plusieurs catégories ou groupes et fixer les droits et conditions dont ils sont assortis;	10
	(h) add, change or remove a provision respecting the transfer of a membership;	h) ajouter, modifier ou supprimer toute disposition concernant le transfert des adhésions;	
	(i) subject to section 134, increase or decrease the number of — or the minimum or maximum number of — directors fixed by the articles;	i) sous réserve de l'article 134, augmenter ou diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts;	15
	(j) change the statement of the mission of the corporation;	j) changer l'énoncé de sa mission;	
	(k) change the statement concerning the distribution of the assets of the corporation on dissolution; or	k) changer la déclaration relative à la répartition de l'actif lors de sa dissolution;	20
	(l) add, change or remove any other provision that is permitted by this Act to be set out in the articles.	l) ajouter, modifier ou supprimer toute autre disposition que la présente loi autorise à insérer dans les statuts.	20
Revocation	(2) The directors of a corporation may, if authorized by the members in the special resolution effecting an amendment under this section, revoke the resolution before it is acted on without further approval of the members.	(2) Si les membres les y autorisent par la résolution extraordinaire prévue au présent article, les administrateurs peuvent, sans autre approbation, annuler la résolution avant qu'il n'y soit donné suite.	Annulation de la résolution
Amendment of number name	(3) Despite subsection (1), if a corporation has a designating number as a name, the directors may amend its articles to change that name to a verbal name.	(3) Malgré le paragraphe (1), les administrateurs de l'organisation ayant une dénomination numérique peuvent en modifier les statuts pour adopter une dénomination exprimée en lettres.	Modification de la dénomination numérique
Proposal to amend	<b>196.</b> (1) Subject to subsection (2), a director, or a member who is entitled to vote at an annual meeting of members, may, in accordance with section 163, propose to make an amendment referred to in subsection 195(1).	<b>196.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout administrateur ou tout membre habile à voter à une assemblée annuelle peut, conformément à l'article 163, proposer une modification des statuts ou des règlements administratifs visée au paragraphe 195(1).	Proposition de modification
Notice of amendment	(2) Notice of a meeting of members at which a proposal to make an amendment referred to in subsection 195(1) is to be considered shall set out the proposed amendment.	(2) La proposition de modification doit figurer dans l'avis de convocation de l'assemblée où elle sera examinée.	Avis de la proposition

Class vote

197. (1) The members of a class or group of members are, unless the articles otherwise provide in the case of an amendment referred to in paragraphs (a) and (e), entitled to vote separately as a class or group on a proposal to make an amendment referred to in subsection 195(1) to

(a) effect an exchange, reclassification or cancellation of all or part of the memberships of the class or group;

(b) add, change or remove the rights or conditions attached to the memberships of the class or group, including

(i) to reduce or remove a liquidation preference, or

(ii) to add, remove or change prejudicially voting or transfer rights of the class or group;

(c) increase the rights of any other class or group of members having rights equal or superior to those of the class or group;

(d) increase the rights of a class or group of members having rights inferior to those of the class or group to make them equal or superior to those of the class or group;

(e) create a new class or group of members having rights equal or superior to those of the class or group; or

(f) effect an exchange or create a right of exchange of all or part of the memberships of another class or group into the memberships of the class or group.

Right to vote

(2) Subsection (1) applies whether or not memberships of a class or group otherwise carry the right to vote.

Separate resolutions

(3) A proposal to make an amendment referred to in subsection (1) is adopted when the members of each class or group entitled to vote separately on the amendment as a class or group have approved the amendment by a special resolution.

Vote par catégorie ou groupe

197. (1) Sauf disposition contraire des statuts relative aux modifications visées aux alinéas a) et e), les membres d'une catégorie ou d'un groupe peuvent voter séparément sur les propositions visant à apporter une modification visée au paragraphe 195(1) et qui aurait l'un des effets suivants :

a) échanger, reclasser ou annuler tout ou partie des adhésions de la catégorie ou du groupe;

b) étendre, modifier ou supprimer les droits ou conditions dont sont assorties les adhésions de la catégorie ou du groupe, notamment :

(i) en réduisant ou supprimant une préférence en matière de liquidation,

(ii) en étendant, supprimant ou modifiant, de manière préjudiciable, les droits de vote ou de transfert de la catégorie ou du groupe;

c) accroître les droits, égaux ou supérieurs, conférés par les adhésions d'une autre catégorie ou d'un autre groupe;

d) accroître les droits inférieurs conférés par les adhésions d'une autre catégorie ou d'un autre groupe afin de les rendre égaux ou supérieurs à ceux conférés par les adhésions de leur catégorie ou de leur groupe;

e) créer une nouvelle catégorie ou un nouveau groupe dont les adhésions confèrent des droits égaux ou supérieurs à ceux de leur catégorie ou de leur groupe;

f) échanger tout ou partie des adhésions d'une autre catégorie ou d'un autre groupe contre celles de leur catégorie ou de leur groupe ou créer un droit à cette fin.

Droit de vote

(2) Le paragraphe (1) s'applique même si l'adhésion d'une catégorie ou d'un groupe ne confère aucun droit de vote par ailleurs.

Résolutions distinctes

(3) L'adoption de toute proposition visée au paragraphe (1) est subordonnée à son approbation par voie de résolution extraordinaire votée séparément par les membres de chaque catégorie ou groupe intéressé.



Delivery of articles	<b>198.</b> Subject to any revocation under subsection 195(2), after an amendment to the articles has been adopted under section 195 or 197, articles of amendment in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.	<b>198.</b> Sous réserve de l'annulation prévue au paragraphe 195(2), après une modification adoptée en vertu des articles 195 ou 197, les clauses de modification des statuts sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.	Envoi des clauses de modification
Certificate of amendment	<b>199.</b> On receipt of articles of amendment, the Director shall issue a certificate of amendment in accordance with section 274.	<b>199.</b> Sur réception des clauses de modification, le directeur délivre un certificat de modification au titre de l'article 274.	Certificat de modification
Effect of certificate	<b>200.</b> (1) An amendment to the articles becomes effective on the date shown in the certificate of amendment and the articles are amended accordingly.	<b>200.</b> (1) La modification prend effet à la date précisée dans le certificat de modification et les statuts sont modifiés en conséquence.	Prise d'effet de la modification
Rights preserved	(2) No amendment to the articles affects an existing cause of action or claim or liability to prosecution in favour of or against the corporation or its directors or officers, or any civil, criminal or administrative action or proceeding to which a corporation or its directors or officers is a party.	(2) La modification est sans effet sur les causes d'actions déjà nées pouvant engager l'organisation, ses administrateurs ou ses dirigeants et sur les poursuites civiles, pénales ou administratives auxquelles ils sont parties.	Maintien des droits
Restated articles	<b>201.</b> (1) The directors may at any time, and shall when so directed by the Director, restate the articles of incorporation.	<b>201.</b> (1) Les administrateurs peuvent mettre à jour les statuts constitutifs, et doivent le faire si le directeur le leur ordonne.	Mise à jour des statuts
Delivery of articles	(2) Restated articles of incorporation in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.	(2) Les statuts mis à jour sont envoyés au directeur en la forme établie par lui.	Envoi des statuts mis à jour
Restated certificate	(3) On receipt of restated articles of incorporation, the Director shall issue a restated certificate of incorporation in accordance with section 274.	(3) Sur réception des statuts mis à jour, le directeur délivre un certificat de constitution à jour au titre de l'article 274.	Certificat de constitution
Effect of certificate	(4) Restated articles of incorporation are effective on the date shown in the restated certificate of incorporation and supersede the original articles of incorporation and all amendments to those articles.	(4) Les statuts mis à jour prennent effet à la date précisée dans le certificat et remplacent les statuts constitutifs antérieurs ainsi que leurs modifications.	Prise d'effet des statuts mis à jour
Amalgamation	<b>202.</b> Two or more corporations may amalgamate and continue as one corporation.	<b>202.</b> Plusieurs organisations peuvent fusionner en une seule et même organisation.	Fusion
Amalgamation agreement	<b>203.</b> (1) Each corporation proposing to amalgamate shall enter into an agreement setting out the terms and means of effecting the amalgamation and, in particular, setting out (a) the provisions that are required to be included in articles of incorporation under section 7 or in the by-laws under section 154; (b) the name and address of each proposed director of the amalgamated corporation;	<b>203.</b> (1) Les organisations qui se proposent de fusionner concluent une convention qui énonce les modalités de la fusion et notamment : (a) les dispositions dont les articles 7 ou 154, selon le cas, exigent l'insertion dans les statuts constitutifs ou les règlements administratifs; (b) les nom et adresse des futurs administrateurs de l'organisation issue de la fusion;	Convention de fusion

(c) the manner in which the memberships of each amalgamating corporation are to be converted into memberships of the amalgamated corporation;

(d) whether the by-laws of the amalgamated corporation are to be those of one of the amalgamating corporations and, if not, a copy of the proposed by-laws; and

(e) details of any arrangements necessary to perfect the amalgamation and to provide for the subsequent management and operation of the amalgamated corporation.

c) les modalités d'échange des adhésions de chaque organisation contre des adhésions de l'organisation issue de la fusion;

d) les règlements administratifs envisagés pour l'organisation issue de la fusion qui peuvent être ceux de l'une des organisations fusionnantes;

e) les dispositions à prendre pour parfaire la fusion et pour assurer la gestion et l'exploitation de l'organisation issue de la fusion.

Cancellation

(2) If a membership in an amalgamating corporation is held by or on behalf of another amalgamating corporation, the amalgamation agreement shall provide for the cancellation, without any repayment of capital, of the membership when the amalgamation becomes effective. No provision shall be made in the agreement for the conversion of the membership into membership of the amalgamated corporation.

(2) La convention de fusion prévoit, au moment de la fusion, l'annulation, sans remboursement de capital, des adhésions de l'une des organisations fusionnantes qui sont détenues par une autre organisation fusionnante ou pour son compte, mais ne peut prévoir l'échange de ces adhésions contre des adhésions de l'organisation issue de la fusion.

Annulation de certaines adhésions

Member approval

**204.** (1) The directors of each amalgamating corporation shall submit the amalgamation agreement for approval to a meeting of the members of the amalgamating corporation of which they are directors and, subject to subsection (4), to the members of each class or group of members.

**204.** (1) Les administrateurs de chacune des organisations fusionnantes doivent soumettre la convention de fusion à l'approbation de l'assemblée des membres de leur organisation et, sous réserve du paragraphe (4), aux membres de chaque catégorie ou groupe.

Approbation des membres

Notice of meeting

(2) Each amalgamating corporation shall give notice of a meeting of members in accordance with section 162 to its members and shall include in the notice a copy or summary of the amalgamation agreement.

(2) Chaque organisation fusionnante donne à ses membres avis de l'assemblée, de la façon prévue à l'article 162, et y joint un exemplaire ou un résumé de la convention de fusion.

Avis de l'assemblée

Right to vote

(3) Each membership in an amalgamating corporation carries the right to vote in respect of an amalgamation agreement whether or not it otherwise carries the right to vote.

(3) Chaque adhésion des organisations fusionnantes, assortie ou non du droit de vote, confère un droit de vote quant à la convention de fusion.

Droit de vote

Class vote

(4) The members of a class or group of members of each amalgamating corporation are entitled to vote separately as a class or group in respect of an amalgamation agreement if the amalgamation agreement contains a provision that, if contained in a proposed amendment to the articles, would entitle the members to vote as a class or group under section 197.

(4) Les membres d'une catégorie ou d'un groupe de chaque organisation fusionnante ont le droit de voter séparément sur la convention de fusion si celle-ci contient une clause qui, dans une proposition de modification des statuts, leur aurait conféré ce droit en vertu de l'article 197.

Vote par catégorie ou groupe

Member approval	(5) Subject to subsection (4), an amalgamation agreement is adopted when the members of each amalgamating corporation have approved the amalgamation by special resolutions.	(5) Sous réserve du paragraphe (4), l'adoption de la convention de fusion intervient lors de son approbation par résolution extraordinaire des membres de chaque organisation fusionnante.	Adoption de la convention
Termination	(6) An amalgamation agreement may provide that at any time before the issue of a certificate of amalgamation the agreement may be terminated by the directors of an amalgamating corporation, despite approval of the agreement by the members of all or any of the amalgamating corporations.	(6) Les administrateurs de l'une des organisations fusionnantes peuvent résilier la convention de fusion, si elle prévoit une disposition à cet effet, avant la délivrance du certificat de fusion, malgré son approbation par les membres de toutes les organisations fusionnantes ou de certaines d'entre elles.	Résiliation
Vertical short-form amalgamation	<p><b>205.</b> (1) A holding corporation and one or more of its subsidiary corporations may amalgamate and continue as one corporation without complying with sections 203 and 204 if</p> <p>(a) the amalgamation is approved by a resolution of the directors of each amalgamating corporation;</p> <p>(b) all memberships in each amalgamating subsidiary corporation are held by one or more of the other amalgamating corporations; and</p> <p>(c) the resolutions provide that</p> <p>(i) the memberships in each amalgamating subsidiary corporation shall be cancelled without any repayment of capital in respect of those memberships, and</p> <p>(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating holding corporation.</p>	<p><b>205.</b> (1) L'organisation mère et une ou plusieurs de ses filiales qui sont des organisations peuvent fusionner en une seule et même organisation sans avoir à se conformer aux articles 203 et 204 lorsque les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) leurs administrateurs respectifs approuvent la fusion par voie de résolution;</p> <p>b) toutes les adhésions enregistrées par les filiales sont détenues par une ou plusieurs des autres organisations fusionnantes;</p> <p>c) les résolutions prévoient que :</p> <p>(i) d'une part, les adhésions enregistrées par les filiales seront annulées sans remboursement de capital,</p> <p>(ii) d'autre part, sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront identiques à ceux de l'organisation mère.</p>	Fusion verticale simplifiée
Horizontal short-form amalgamation	<p>(2) Two or more wholly-owned subsidiary corporations of the same holding body corporate may amalgamate and continue as one corporation without complying with sections 203 and 204 if</p> <p>(a) the amalgamation is approved by a resolution of the directors of each amalgamating corporation; and</p> <p>(b) the resolutions provide that</p>	<p>(2) Plusieurs filiales qui sont des organisations dont est entièrement propriétaire la même personne morale peuvent fusionner en une seule et même organisation sans avoir à se conformer aux articles 203 et 204 lorsque les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) leurs administrateurs respectifs approuvent la fusion par voie de résolution;</p> <p>b) les résolutions prévoient que :</p> <p>(i) d'une part, les adhésions enregistrées par les filiales, sauf celles de l'une d'entre elles, seront annulées sans remboursement de capital,</p>	Fusion horizontale simplifiée



(i) the memberships in all but one of the amalgamating subsidiary corporations shall be cancelled without any repayment of capital in respect those memberships, and 5

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating subsidiary corporation whose memberships are not cancelled. 10

Sending of articles

**206.** (1) Subject to subsection 204(6), after an amalgamation has been adopted under section 204 or approved under section 205, articles of amalgamation in the form that the Director fixes shall be sent to the Director 15 together with the documents required by sections 20 and 129.

Attached declarations

(2) The articles of amalgamation shall have attached to them a statutory declaration of a director or an officer of each amalgamating 20 corporation that establishes to the satisfaction of the Director that

- (a) there are reasonable grounds for believing that
- (i) each amalgamating corporation is, and 25 the amalgamated corporation will be, able to pay its liabilities as they become due, and
  - (ii) the realizable value of the amalgamated corporation's assets will not be less 30 than the aggregate of its liabilities; and
- (b) there are reasonable grounds for believing that
- (i) no creditor will be prejudiced by the amalgamation, or 35
  - (ii) adequate notice has been given to all known creditors of the amalgamating corporations and no creditor objects to the amalgamation otherwise than on grounds that are frivolous or vexatious. 40

Adequate notice

(3) For the purposes of subsection (2), adequate notice is given if

(a) a notice in writing is sent to each known creditor having a claim against the corporation that exceeds the prescribed amount; 45

(ii) d'autre part, sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront identiques à ceux de la filiale dont les adhésions ne sont pas annulées.

**206.** (1) Sous réserve du paragraphe 204(6), les statuts de l'organisation issue de la fusion doivent, après l'approbation de la fusion en vertu des articles 204 ou 205, être envoyés au directeur en la forme établie par lui et avec les documents exigés par les articles 20 et 129. 10

5 Envoi des statuts de fusion

(2) Les statuts de fusion doivent comporter en annexe la déclaration solennelle de l'un des administrateurs ou dirigeants de chaque organisation fusionnante établissant, à la satisfaction du directeur, l'existence de motifs raisonnables 15 de croire ce qui suit :

Déclarations solennelles annexées

- a) d'une part, chaque organisation fusionnante et l'organisation issue de la fusion pourront acquitter leur passif à échéance et, d'autre part, la valeur de réalisation de l'actif 20 de l'organisation issue de la fusion ne sera pas inférieure au total de son passif;
- b) ou bien la fusion ne portera préjudice à aucun créancier, ou bien les créanciers connus des organisations fusionnantes, ayant 25 reçu un avis adéquat, ne s'opposent pas à la fusion, si ce n'est pour des motifs futiles ou vexatoires.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), pour être adéquat l'avis doit à la fois : 30

Avis adéquat

- a) être écrit et envoyé à chaque créancier connu dont la créance est supérieure à la somme réglementaire;

(b) a notice is published once in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office and reasonable notice is given in each province where the corporation carries on activities; 5 and

(c) each notice states that the corporation intends to amalgamate with one or more specified corporations in accordance with this Act and that a creditor of the corporation may 10 object to the amalgamation within the prescribed period.

Certificate of amalgamation

(4) On receipt of articles of amalgamation, the Director shall issue a certificate of amalgamation in accordance with section 274.

Rights preserved

**207.** On the date shown in a certificate of amalgamation, the amalgamation of the amalgamating corporations and their continuance as one corporation become effective and from that date 20

(a) the property of each amalgamating corporation continues to be the property of the amalgamated corporation;

(b) the amalgamated corporation continues to be liable for the obligations of each 25 amalgamating corporation;

(c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected;

(d) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against an 30 amalgamating corporation may be continued by or against the amalgamated corporation;

(e) a conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, an amalgamating corporation may be enforced by or 35 against the amalgamated corporation; and

(f) the articles of amalgamation are deemed to be the articles of incorporation of the amalgamated corporation and the certificate of amalgamation is deemed to be the 40 certificate of incorporation of the amalgamated corporation.

Amalgamation under other federal Acts

**208.** (1) Subject to subsection (2), a corporation may not amalgamate with one or more bodies corporate under the *Bank Act*, the 45 *Cooperative Credit Associations Act*, the *Insur-*

b) paraître dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège de l'organisation et recevoir une publicité suffisante dans chaque province où celle-ci exerce ses activités;

c) indiquer l'intention de l'organisation de 5 fusionner, en conformité avec la présente loi, avec les organisations qu'il mentionne et le droit des créanciers de cette organisation de s'opposer à la fusion dans le délai réglementaire. 10

(4) Sur réception des statuts de fusion, le directeur délivre un certificat de fusion au titre 15 de l'article 274.

Certificat de fusion

**207.** La fusion des organisations en une seule et même organisation prend effet à la date 15 précisée dans le certificat de fusion et, à compter de cette date :

Prise d'effet de la fusion et maintien des droits

a) les biens de chaque organisation appartiennent à l'organisation issue de la fusion;

b) l'organisation issue de la fusion est 20 responsable des obligations de chaque organisation;

c) les causes d'actions déjà nées peuvent être opposées à l'organisation issue de la fusion;

d) l'organisation issue de la fusion remplace 25 toute organisation fusionnante dans les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre celle-ci;

e) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur d'une organisation 30 fusionnante ou contre elle est exécutoire à l'égard de l'organisation issue de la fusion;

f) les statuts de fusion et le certificat de fusion sont réputés être les statuts constitutifs et le certificat de constitution de l'organisa- 35 tion issue de la fusion.

**208.** (1) Nulle organisation ne peut fusionner avec une ou plusieurs autres personnes morales sous le régime de la *Loi sur les banques*, de la *Loi sur les associations coopé-* 40

Fusion sous le régime de certaines lois fédérales

	<p>ance Companies Act or the Trust and Loan Companies Act unless the corporation is first authorized to do so by the members in accordance with section 204.</p>	<p>ratives de crédit, de la Loi sur les sociétés d'assurances ou de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt à moins d'y être préalablement autorisée par ses membres en conformité avec l'article 204.</p>	5	
Short-form amalgamations	<p>(2) A corporation may not amalgamate with one or more bodies corporate under the provisions of one of the Acts referred to in subsection (1) respecting short-form amalgamations unless the corporation is first authorized to do so by the directors in accordance with section 205.</p>	<p>(2) Nulle organisation ne peut non plus fusionner avec une ou plusieurs autres personnes morales selon la procédure simplifiée prévue à l'une ou l'autre de ces lois à moins d'y être préalablement autorisée par ses administrateurs en conformité avec l'article 205.</p>	10	Fusion simplifiée
Discontinuance	<p>(3) On receipt of a notice that a corporation has amalgamated under one of the Acts referred to in subsection (1), the Director shall issue a certificate of discontinuance in accordance with section 274 if the Director is of the opinion that the corporation has been amalgamated in accordance with this section.</p>	<p>(3) Sur réception d'un avis attestant que l'organisation a fusionné sous le régime de l'une ou l'autre de ces lois, le directeur délivre un certificat de changement de régime au titre de l'article 274 s'il estime que la fusion a été effectuée conformément au présent article.</p>	15	Certificat de changement de régime
Notice deemed to be articles	<p>(4) For the purposes of section 274, a notice referred to in subsection (3) is deemed to be articles that are in the form that the Director fixes.</p>	<p>(4) Pour l'application de l'article 274, cet avis est réputé constituer des statuts en la forme établie par le directeur.</p>	20	Fiction
Act ceases to apply	<p>(5) This Act ceases to apply to the corporation on the date shown in the certificate of discontinuance.</p>	<p>(5) La présente loi cesse de s'appliquer à l'organisation à la date précisée dans le certificat de changement de régime.</p>	25	Cessation d'effet
Non-application	<p>(6) For greater certainty, section 206 does not apply to a corporation that amalgamates under one of the Acts referred to in subsection (1).</p>	<p>(6) Il est entendu que l'article 206 ne s'applique pas à l'organisation qui fusionne sous le régime d'une loi mentionnée au paragraphe (1).</p>	25	Non-application
Continuance — import	<p><b>209.</b> (1) A body corporate incorporated otherwise than by or under an Act of Parliament may apply to the Director for a certificate of continuance if so authorized by the laws of the jurisdiction where it is incorporated and if the body corporate satisfies, or by its articles of continuance would satisfy, the requirements for incorporation under this Act.</p>	<p><b>209.</b> (1) La personne morale constituée autrement qu'en vertu d'une loi fédérale peut demander au directeur de lui délivrer un certificat de prorogation si la loi sous le régime de laquelle elle est constituée le permet et si elle satisfait, ou satisfera aux termes de ses statuts de prorogation, aux critères régissant la constitution d'organisations au titre de la présente loi.</p>	30	Prorogation — importation
Amendments in articles of continuance	<p>(2) A body corporate that applies for a certificate under subsection (1) may, without so stating in its articles of continuance, effect by those articles any amendment to its act of incorporation, articles, letters patent or memorandum or articles of association that a corporation incorporated under this Act may make to its articles.</p>	<p>(2) La personne morale qui demande sa prorogation en vertu du paragraphe (1) peut, par ses statuts de prorogation et sans autre précision, modifier son acte constitutif, ses statuts, ses lettres patentes ou son mémoire de conventions, pourvu qu'il s'agisse de modifications qu'une organisation constituée en vertu de la présente loi peut apporter à ses statuts.</p>	40	Modifications effectuées par les statuts de prorogation



Share capital	(3) If the body corporate is a body corporate with share capital, it shall establish the terms and conditions on which it is converted to a body corporate without share capital.	(3) Si elle a un capital-actions, la personne morale détermine les règles régissant sa conversion en personne morale sans capital-actions.	Modalités de conversion
Articles of continuance	(4) If a body corporate wishes to apply for a certificate under subsection (1), articles of continuance in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 20 and 129.	(4) Les statuts de prorogation sont envoyés au directeur, en la forme établie par lui, avec les documents exigés par les articles 20 et 129.	Envoi des statuts de prorogation
Certificate of continuance	(5) On receipt of articles of continuance, the Director shall issue a certificate of continuance in accordance with section 274.	(5) Sur réception des statuts de prorogation, le directeur délivre un certificat de prorogation au titre de l'article 274.	Certificat de prorogation
Effect of certificate	(6) From the date shown in the certificate of continuance (a) the body corporate becomes a corporation to which this Act applies as if it had been incorporated under this Act; (b) the articles of continuance are deemed to be the articles of incorporation of the continued corporation; (c) the certificate of continuance is deemed to be the certificate of incorporation of the continued corporation; and (d) any shareholders or members cease to be shareholders or members of the body corporate and become members of the continued corporation.	(6) À compter de la date précisée dans le certificat de prorogation : (a) la personne morale devient une organisation régie par la présente loi comme si elle avait été constituée en vertu de celle-ci; (b) les statuts de prorogation sont réputés être les statuts constitutifs de l'organisation issue de la prorogation; (c) le certificat de prorogation est réputé être le certificat de constitution de l'organisation issue de la prorogation; (d) les membres ou actionnaires de la personne morale deviennent des membres de l'organisation issue de la prorogation.	Effets du certificat
Copy of certificate	(7) The Director shall immediately send a copy of the certificate of continuance to the appropriate official or public body in the jurisdiction in which continuance under this Act was authorized.	(7) Le directeur envoie immédiatement un exemplaire du certificat de prorogation au fonctionnaire ou à l'administration compétents du ressort où la prorogation sous le régime de la présente loi a été autorisée.	Exemplaire du certificat
Rights preserved	(8) From the date of continuance of a body corporate as a corporation under this Act, (a) the property of the body corporate continues to be the property of the corporation; (b) the corporation continues to be liable for the obligations of the body corporate; (c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected; (d) any civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the body corporate may be continued by or against the corporation; and	(8) À compter de la date de prorogation d'une personne morale sous forme d'organisation régie par la présente loi : (a) l'organisation est propriétaire des biens de cette personne morale; (b) l'organisation est responsable des obligations de cette personne morale; (c) les causes d'actions déjà nées peuvent être opposées à l'organisation; (d) l'organisation remplace la personne morale dans les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre celle-ci;	Maintien des droits

	(e) any conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, the body corporate may be enforced by or against the corporation.		(e) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur de la personne morale ou contre elle est exécutoire à l'égard de l'organisation.	
Deemed compliance	(9) A membership in a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act is deemed to have been issued in compliance with this Act and the articles of continuance.	5	(9) Les adhésions enregistrées par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi sont réputées l'avoir été en conformité avec la présente loi et les statuts de prorogation.	5 Adhésions enregistrées avant la prorogation
Definition of "charter"	<b>210.</b> (1) In this section, "charter" includes (a) an Act of incorporation and any amendments to that Act; and (b) any letters patent, supplementary letters patent, certificate of incorporation and certificate of amendment.	10	<b>210.</b> (1) Au présent article, sont assimilés à une charte : (a) la loi constitutive ainsi que ses modifications; (b) les lettres patentes, initiales ou supplémentaires, et les certificats de constitution ou de modification.	10 Définition de « charte »
Amendment of charter	(2) In connection with a continuance under this Act, the shareholders or members of a body corporate incorporated or continued by or under an Act of Parliament other than this Act who are entitled to vote at annual meetings of shareholders or members may, despite any provision in any other Act of Parliament or any provision in the charter of the body corporate, (a) by special resolution, authorize the directors of the body corporate to apply under section 209 for a certificate of continuance; and (b) by the same resolution, make any amendment to the charter of the body corporate that a corporation incorporated under this Act may make to its articles.	20	(2) En ce qui concerne la prorogation sous le régime de la présente loi, les actionnaires ou les membres d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une autre loi fédérale qui ont le droit de voter aux assemblées annuelles peuvent, malgré toute autre loi fédérale ou toute clause de la charte de la personne morale : (a) autoriser, par résolution extraordinaire, les administrateurs à demander, conformément à l'article 209, un certificat de prorogation; (b) apporter à la charte de la personne morale, par la même résolution, toutes les modifications qu'une organisation constituée en vertu de la présente loi peut apporter à ses statuts.	Autorisation de la demande et modification de la charte
Change of class or group rights	(3) Despite subsection (2), the members of a body corporate may not make any amendment having an effect referred to in subsection 197(1) that affects a class or group of members, unless (a) the charter of the body corporate otherwise provides in respect of an amendment of the nature referred to in paragraph 197(1)(a) or (e); or (b) the members of the class or group approve the amendment in accordance with section 197.	35	(3) Les membres d'une personne morale ne peuvent toutefois apporter aucune modification analogue à celles visées au paragraphe 197(1) et touchant une catégorie ou un groupe d'adhésions, sauf dans les cas suivants : (a) la charte de la personne morale permet d'apporter des modifications analogues à celles visées aux alinéas 197(1)a) ou e); (b) les membres de cette catégorie ou de ce groupe approuvent la modification selon les modalités prévues à l'article 197.	35 Changement des droits afférents à une catégorie ou à un groupe d'adhésions

Change of class or series rights	(4) Despite subsection (2), the shareholders of a body corporate with shares may not make any amendment affecting a class or series of shares unless the shareholders of the class or series approve the amendment in accordance with section 197.	(4) Les actionnaires d'une personne morale avec capital-actions ne peuvent toutefois apporter aucune modification touchant une catégorie ou une série d'actions sans l'approbation des 5 actionnaires de cette catégorie ou de cette série 5 selon les modalités prévues à l'article 197.	Changement des droits afférents à une catégorie ou à une série d'actions
Authorizing continuance	(5) The directors of a body corporate incorporated or continued by or under an Act of Parliament other than this Act may, despite any provision in any other Act of Parliament or any 10 provision in the charter of the body corporate, apply under section 209 for a certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to 15 conform to this Act.	(5) Les administrateurs d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une autre loi fédérale peuvent, malgré toute autre loi 10 fédérale ou toute clause de la charte de la 10 personne morale, demander, conformément à l'article 209, un certificat de prorogation si les statuts de prorogation n'apportent à la charte de la personne morale que les modifications visant 15 à la rendre conforme à la présente loi. 15	Demande de certificat de prorogation
Discretionary continuance	(6) The Governor in Council may, by order, require a body corporate without share capital incorporated by or under an Act of Parliament other than this Act to apply for a certificate of 20 continuance under section 209 within any period that may be prescribed except for the following: (a) a bank; (b) a company or society to which the 25 <i>Insurance Companies Act</i> applies; and (c) a company to which the <i>Trust and Loan Companies Act</i> applies.	(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, enjoindre à toute personne morale sans capital-actions constituée sous le régime d'une autre loi fédérale de demander, dans le délai réglementaire, un certificat de prorogation 20 conformément à l'article 209. Sont toutefois exclues les banques, les sociétés ou sociétés de secours régies par la <i>Loi sur les sociétés d'assurances</i> et les sociétés régies par la <i>Loi 25 sur les sociétés de fiducie et de prêt.</i> 25	Prorogation discrétionnaire
Fees	(7) A body corporate that obtains a certificate of continuance under this section is not 30 required to pay any fees in respect of the continuance.	(7) Aucun droit de prorogation n'est exigible de la personne morale qui obtient un certificat de prorogation au titre du présent article.	Droits non exigibles
Dissolution	(8) A body corporate referred to in subsection (6) that does not make an application to obtain a certificate of continuance within the 35 period prescribed is dissolved on the expiration of that period.	(8) La personne morale visée au paragraphe (6) qui ne demande pas de certificat de 30 prorogation dans le délai imparti est dissoute à l'expiration de ce délai.	Dissolution
Continuance—other jurisdictions	<b>211.</b> (1) Subject to subsection (10), a corporation may apply to the appropriate official or public body of another jurisdiction requesting 40 that the corporation be continued as if it had been incorporated under the laws of that other jurisdiction if the corporation (a) is authorized by the members in accordance with subsections (3) to (5) to make the 45 application; and	<b>211.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (10), l'organisation qui y est autorisée par ses membres conformément aux paragraphes (3) à 35 (5) et qui convainc le directeur que ni ses créanciers ni ses membres n'en subiront de préjudice peut demander à l'administration ou au fonctionnaire compétents relevant d'une autre autorité législative de la proroger sous le 40 régime des lois de celle-ci.	Prorogation—exportation



	(b) establishes to the satisfaction of the Director that its proposed continuance in the other jurisdiction will not adversely affect creditors or members of the corporation.		
Continuance — other federal Acts	(2) A corporation that is authorized by the members in accordance with subsections (3) to (5) may apply to the appropriate Minister or the Director for its continuance under the <i>Bank Act</i> , the <i>Canada Cooperatives Act</i> , the <i>Cooperative Credit Associations Act</i> , the <i>Insurance Companies Act</i> or the <i>Trust and Loan Companies Act</i> .	5 (2) L'organisation qui y est autorisée par ses membres conformément aux paragraphes (3) à (5) peut demander au ministre compétent ou au directeur de la proroger sous le régime de la <i>Loi sur les associations coopératives de crédit</i> , de la <i>Loi sur les banques</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> , de la <i>Loi sur les sociétés d'assurances</i> ou de la <i>Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt</i> .	Prorogation sous le régime de certaines lois fédérales
Notice of meeting	(3) The corporation shall give members notice of a meeting of members in accordance with section 162.	(3) L'organisation avise les membres, de la façon prévue à l'article 162, de la tenue de l'assemblée.	Avis de l'assemblée
Right to vote	(4) Each membership in the corporation carries the right to vote in respect of a continuance whether or not it otherwise carries the right to vote.	(4) Chaque adhésion, assortie ou non du droit de vote, confère un droit de vote quant à la prorogation.	Droit de vote
Member approval	(5) An application for a certificate is authorized when the members have approved of the continuance by a special resolution.	(5) La demande de prorogation est autorisée lorsqu'elle est approuvée par les membres par voie de résolution extraordinaire.	Approbation des membres
Termination	(6) The directors of a corporation may, if authorized by the members at the time of approving an application for continuance, abandon the application without further approval of the members.	(6) Les administrateurs qui y sont autorisés par les membres au moment de l'approbation de la demande de prorogation peuvent renoncer à celle-ci sans autre autorisation.	Désistement
Discontinuance	(7) On receipt of a notice that the corporation has been continued under the laws of another jurisdiction or an Act referred to in subsection (2), the Director shall issue a certificate of discontinuance in accordance with section 274 if the Director is of the opinion that the corporation has been continued in accordance with this section.	(7) Sur réception d'un avis attestant que l'organisation a été prorogée sous le régime des lois d'une autre autorité législative ou d'une loi mentionnée au paragraphe (2), le directeur délivre un certificat de changement de régime au titre de l'article 274 s'il estime que la prorogation a été effectuée conformément au présent article.	Certificat de changement de régime
Notice deemed to be articles	(8) For the purposes of section 274, a notice referred to in subsection (7) is deemed to be articles that are in the form that the Director fixes.	(8) Pour l'application de l'article 274, cet avis est réputé constituer des statuts en la forme établie par le directeur.	Fiction
Act ceases to apply	(9) This Act ceases to apply to the corporation on the date shown in the certificate of discontinuance.	(9) La présente loi cesse de s'appliquer à l'organisation à la date précisée dans le certificat de changement de régime.	Cessation d'effet

Prohibition	(10) A corporation shall not be continued as a body corporate under the laws of another jurisdiction unless those laws provide in effect that	(10) Les lois de toute autre autorité législative sous le régime desquelles l'organisation est prorogée sous forme de personne morale doivent prévoir que :	Maintien des droits
	(a) the property of the corporation continues to be the property of the body corporate;	a) la personne morale est propriétaire des biens de l'organisation;	5
	(b) the body corporate continues to be liable for the obligations of the corporation;	b) la personne morale est responsable des obligations de l'organisation;	
	(c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected;	c) les causes d'actions déjà nées peuvent être opposées à la personne morale;	10
	(d) any civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the corporation may be continued by or against the body corporate; and	d) la personne morale remplace l'organisation dans les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre celle-ci;	
	(e) any conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, the corporation may be enforced by or against the body corporate.	e) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur de l'organisation ou contre elle est exécutoire à l'égard de la personne morale.	15
Extraordinary sale, lease or exchange	<b>212.</b> (1) A sale, a lease or an exchange of all or substantially all of the property of a corporation other than in the ordinary course of its activities requires the authorization of the members in accordance with subsections (2) to (6).	<b>212.</b> (1) Les ventes, locations ou échanges de la totalité ou quasi-totalité des biens de l'organisation qui n'interviennent pas dans le cours normal de ses activités doivent être autorisés par les membres conformément aux paragraphes (2) à (6).	Vente, location ou échange faits hors du cours normal des activités
Notice of meeting	(2) The corporation shall give members notice of a meeting of members in accordance with section 162 and shall include a copy or summary of the proposed agreement of sale, lease or exchange.	(2) L'organisation avise les membres, de la façon prévue à l'article 162, de la tenue d'une assemblée et joint à l'avis un exemplaire ou un résumé du projet d'acte de vente, de location ou d'échange.	Avis d'assemblée
Member approval	(3) At the meeting of members, the members may authorize the sale, lease or exchange and may fix, or authorize the directors to fix, any of the terms and conditions of the sale, lease or exchange.	(3) Lors de l'assemblée, les membres peuvent autoriser la vente, la location ou l'échange, et peuvent en fixer les modalités ou autoriser les administrateurs à le faire.	Approbation des membres
Right to vote	(4) Each membership in the corporation carries the right to vote in respect of the sale, lease or exchange whether or not it otherwise carries the right to vote.	(4) Chaque adhésion, assortie ou non du droit de vote, confère un droit de vote quant aux opérations visées au paragraphe (1).	Droit de vote
Class vote	(5) The members of a class or group of members are entitled to vote separately as a class or group in respect of the sale, lease or exchange only if the class or group is affected by the sale, lease or exchange in a manner different from the members of another class or group.	(5) L'opération ne peut faire l'objet d'un vote séparé pour une catégorie ou un groupe de membres que si elle a un effet particulier sur cette catégorie ou ce groupe.	Vote par catégorie ou groupe

Member approval	(6) The sale, lease or exchange is authorized when the members of each class or group entitled to vote on it have approved it by a special resolution.	(6) Elle est autorisée dès que tous les membres de chaque catégorie ou groupe habiles à voter l'approuvent par résolution extraordinaire.	Approbation de l'opération
Abandonment	(7) The directors of a corporation may, if authorized by the members approving a proposed sale, lease or exchange, and subject to the rights of third parties, abandon the sale, lease or exchange without further approval of the members.	(7) Sous réserve des droits des tiers, les administrateurs qui y sont autorisés par les membres au moment de l'approbation de l'opération peuvent renoncer à celle-ci sans autre autorisation.	5 Abandon de l'opération
Definition of "reorganization"	<b>213.</b> (1) In this section, "reorganization" means a reorganization pursuant to (a) a court order made under section 251; (b) a court order made under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> approving a proposal; or (c) a court order made under any other Act of Parliament that affects the rights among a corporation and its members and creditors.	<b>213.</b> (1) Au présent article, la réorganisation d'une organisation se fait par voie d'ordonnance que le tribunal rend en vertu : a) soit de l'article 251; b) soit de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> pour approuver une proposition; c) soit de toute autre loi fédérale touchant les rapports de droit entre l'organisation, ses membres et ses créanciers.	10 Réorganisation
Powers of court	(2) If a corporation is subject to an order referred to in subsection (1), the order may also require any amendment of the articles or by-laws to effect any change that might be made under section 195.	(2) L'ordonnance peut exiger que toute modification prévue à l'article 195 soit apportée aux statuts ou aux règlements administratifs de l'organisation.	20 Pouvoirs du tribunal
Further powers	(3) If a court makes an order referred to in subsection (1), the court may also (a) authorize the issue of debt obligations of the corporation and fix their terms; and (b) appoint directors in place of or in addition to all or any of the directors then in office.	(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance peut également : a) autoriser l'émission de titres de créance et fixer les conditions afférentes à ceux-ci; b) nommer d'autres administrateurs ou remplacer ceux qui sont en fonctions.	25 Pouvoirs supplémentaires
Articles of reorganization	(4) After an order referred to in subsection (1) has been made, articles of reorganization in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by section 20 and subsection 135(1), if applicable.	(4) Après le prononcé de l'ordonnance, les clauses de réorganisation sont envoyées au directeur, en la forme établie par lui, accompagnées, le cas échéant, des documents exigés par l'article 20 et le paragraphe 135(1).	30 Envoi des clauses de réorganisation
Certificate of amendment	(5) On receipt of articles of reorganization, the Director shall issue a certificate of amendment in accordance with section 274.	(5) Sur réception des clauses de réorganisation, le directeur délivre un certificat de modification au titre de l'article 274.	Certificat de modification
Effect of certificate	(6) A reorganization becomes effective on the date shown in the certificate of amendment and the articles are amended accordingly.	(6) La réorganisation prend effet à la date précisée dans le certificat de modification et les statuts de l'organisation sont modifiés en conséquence.	40 Prise d'effet de la réorganisation



Definition of  
"arrangement"

**214.** (1) In this section, "arrangement" includes

- (a) an amendment to the articles of a corporation;
- (b) an amalgamation of two or more corporations;
- (c) an amalgamation of a body corporate with a corporation that results in an amalgamated corporation subject to this Act;
- (d) a division of the activities carried on by a corporation;
- (e) a transfer of all or substantially all of the property of a corporation to another body corporate in exchange for money or other property, shares, memberships or debt obligations of the body corporate;
- (f) an exchange of debt obligations or memberships of a corporation for money or other property or other memberships or debt obligations of the corporation or money or other property, shares, memberships or debt obligations of another body corporate;
- (g) a liquidation and dissolution of a corporation; and
- (h) any combination of operations referred to in paragraphs (a) to (g).

Application to  
court for  
approval of  
arrangement

(2) If it is not practicable for a corporation to effect a fundamental change in the nature of an arrangement under any other provision of this Act, the corporation may apply to a court for an order approving an arrangement proposed by the corporation.

Powers of court

(3) On an application under this section, the court may make any interim or final order that it thinks fit, including

- (a) an order determining the notice to be given to any interested person or dispensing with notice to any person other than the Director;
- (b) an order appointing counsel, at the expense of the corporation, to represent the interests of the members;

**214.** (1) Au présent article, « arrangement » s'entend notamment :

- a) de la modification des statuts d'une organisation;
- b) de la fusion d'organisations;
- c) de la fusion d'une personne morale et d'une organisation pour former une organisation régie par la présente loi;
- d) du fractionnement des activités d'une organisation;
- e) de la cession de tout ou partie des biens d'une organisation à une autre personne morale sous une contrepartie en numéraire, en actions, en biens, en adhésions ou en titres de créance de celle-ci;
- f) de l'échange de titres de créance ou d'adhésions d'une organisation contre des biens, du numéraire, des adhésions ou des titres de créance de l'organisation ou d'une autre personne morale, ou contre des actions d'une autre personne morale;
- g) de la liquidation et de la dissolution d'une organisation;
- h) de toute combinaison des opérations visées aux alinéas a) à g).

(2) Lorsqu'il lui est pratiquement impossible d'opérer, en vertu d'une autre disposition de la présente loi, une modification de structure équivalant à un arrangement, l'organisation peut demander au tribunal d'approuver, par ordonnance, l'arrangement qu'elle propose.

(3) Le tribunal, saisi d'une demande en vertu du présent article, peut notamment, par l'ordonnance provisoire ou définitive qu'il estime indiquée :

- a) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis à toute personne autre que le directeur;
- b) nommer, aux frais de l'organisation, un avocat pour défendre les intérêts des membres;

Définition de  
« arrangement »

Demande  
d'approbation au  
tribunal

Pouvoirs du  
tribunal

	(c) an order requiring a corporation to call, hold and conduct a meeting of members or holders of debt obligations issued by the corporation in any manner that the court directs; and	5	c) enjoindre à l'organisation, selon les modalités qu'il fixe, de convoquer et de tenir une assemblée des membres ou des détenteurs de titres de créance;	
	(d) an order approving an arrangement as proposed by the corporation or as amended in any manner that the court directs.		d) approuver ou modifier selon ses directives l'arrangement proposé par l'organisation.	5
Notice to Director	(4) An applicant for any interim or final order under this section shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	10	(4) L'organisation qui présente une demande d'ordonnance provisoire ou définitive en vertu du présent article en donne avis au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Articles of arrangement	(5) After an order referred to in paragraph (3)(d) has been made, articles of arrangement in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by section 20 and subsection 135(1), if applicable.	15	(5) Après le prononcé de l'ordonnance visée à l'alinéa (3)d), les clauses d'arrangement sont envoyées au directeur, en la forme établie par lui, accompagnées, le cas échéant, des documents exigés par l'article 20 et le paragraphe 135(1).	Envoi des clauses d'arrangement
Certificate of arrangement	(6) On receipt of articles of arrangement, the Director shall issue a certificate of arrangement in accordance with section 274.	20	(6) Sur réception des clauses d'arrangement, le directeur délivre un certificat d'arrangement au titre de l'article 274.	Certificat d'arrangement
Effect of certificate	(7) An arrangement becomes effective on the date shown in the certificate of arrangement.		(7) L'arrangement prend effet à la date précisée dans le certificat d'arrangement.	Prise d'effet de l'arrangement

		PART 14		PARTIE 14	
		LIQUIDATION AND DISSOLUTION		LIQUIDATION ET DISSOLUTION	
Definition of "court"	215. In this Part, "court", in relation to a corporation, means a court having jurisdiction in the place where the corporation has its registered office.	25	215. Dans la présente partie, «tribunal» désigne le tribunal compétent du ressort du siège de l'organisation.	Définition de «tribunal»	25
Application of Part	216. (1) This Part does not apply to a corporation for which there is, under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> , a trustee in bankruptcy, a trustee under a proposal or an interim receiver — or a receiver under a provincial law — until the end of the prescribed period after	30	216. (1) La présente partie ne s'applique à l'organisation, si un syndic, un syndic désigné dans une proposition ou un séquestre intérimaire agit à son égard en vertu de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> ou si un séquestre agit à son égard en vertu d'une loi provinciale, qu'à l'expiration de la période réglementaire suivant la libération du syndic ou du séquestre intérimaire ou la transmission par le séquestre de son rapport définitif et de son état de compte au surintendant des faillites au titre du paragraphe 246(3) de cette loi.	Application de la présente partie	
	(a) the trustee or interim receiver has been discharged; or				
	(b) the receiver has provided to the Superintendent of Bankruptcy the final report and statement of accounts required by subsection 246(3) of the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> .	40			

Staying  
proceedings

(2) Any proceedings under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a corporation that are pending when a trustee, interim receiver or receiver referred to in subsection (1) becomes entitled to act with respect to the corporation are stayed until the end of the prescribed period after

(a) the trustee or interim receiver has been discharged; or

(b) the receiver has provided to the Superintendent of Bankruptcy the final report and statement of accounts required by subsection 246(3) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

(2) Toute procédure soit de dissolution, soit de liquidation et de dissolution engagée en vertu de la présente partie, et en cours au moment où le syndic, le séquestre intérimaire ou le séquestre visé au paragraphe (1) devient autorisé à agir à l'égard de l'organisation, est suspendue jusqu'à l'expiration de la période réglementaire suivant la libération du syndic ou du séquestre intérimaire ou la transmission par le séquestre de son rapport définitif et de son état de compte au surintendant des faillites au titre du paragraphe 246(3) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Suspension des  
procédures

Revival

**217.** (1) If a corporation or other body corporate is dissolved under this Part, or if a body corporate created or continued under Part II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970 — or that is subject to Part III of that Act — is dissolved under that Act, any interested person may apply to the Director to have the dissolved corporation or other body corporate revived as a corporation under this Act.

**217.** (1) Tout intéressé peut demander au directeur la reconstitution en organisation régie par la présente loi d'une organisation ou d'une autre personne morale dissoute en vertu de la présente partie, ou d'une personne morale dissoute en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés de 1970, après avoir été créée ou prorogée sous le régime de la partie II de cette loi ou assujettie à la partie III de la même loi.

Reconstitution

Articles of  
revival

(2) Articles of revival in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

(2) Les statuts de reconstitution sont envoyés au directeur en la forme établie par lui.

Envoi des statuts  
de reconstitution

Certificate of  
revival

(3) On receipt of articles of revival, the Director shall issue a certificate of revival in accordance with section 274, if

(3) Sur réception des statuts de reconstitution, le directeur délivre un certificat de reconstitution au titre de l'article 274 si :

Certificat de  
reconstitution

(a) the dissolved corporation or body corporate has fulfilled all conditions precedent that the Director considers reasonable; and

a) d'une part, l'organisation ou la personne morale dissoute a rempli les conditions préalables à la délivrance qu'il estime raisonnables;

(b) there is no valid reason for refusing to issue the certificate.

b) d'autre part, il n'y a aucun motif valable d'en refuser la délivrance.

Date of revival

(4) A dissolved corporation or other body corporate is revived as a corporation under this Act on the date shown on the certificate of revival.

(4) L'organisation ou la personne morale dissoute est reconstituée en organisation régie par la présente loi à la date précisée dans le certificat.

Prise d'effet de  
la reconstitution

Special Act no  
longer applicable

(5) On the revival of a body corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament as a corporation under this Act, the special Act ceases to apply to the corporation.

(5) La loi spéciale du Parlement ayant constitué, le cas échéant, la personne morale sans capital-actions visée par le certificat cesse de s'appliquer à son égard à la même date.

Non-application  
des lois spéciales

Rights preserved

(6) Subject to any reasonable terms that may be imposed by the Director, to the rights acquired by any person after its dissolution

(6) Sous réserve des modalités raisonnables imposées par le directeur, des droits acquis par toute personne après sa dissolution et de tout

Maintien des  
droits



and to any changes to the internal affairs of the corporation or body corporate after its dissolution, the revived corporation is, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved,

(a) restored to its previous position in law, including the restoration of any rights and privileges whether arising before its dissolution or after its dissolution but before its revival; and

(b) liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved, whether they arise before its dissolution or after its dissolution but before its revival.

Legal actions

(7) Any legal action respecting the affairs of 15 a revived corporation taken between the time of its dissolution and its revival is valid and effective.

Definition of "interested person"

(8) In this section, "interested person" includes

(a) a member, a director, an officer, an employee and a creditor of a dissolved corporation or body corporate;

(b) a person who has a contract — other than, in the Province of Quebec, a contract by 25 gratuitous title — with the dissolved corporation or body corporate;

(c) a person who, although at the time of dissolution of the corporation or body corporate was not a person described in 30 paragraph (a), would be such a person if a certificate of revival were issued under this section; and

(d) a trustee in bankruptcy for the dissolved corporation or body corporate. 35

Dissolution before commencing activities

**218.** (1) A corporation that has not issued any memberships may be dissolved at any time by resolution of all the directors.

Dissolution if no property

(2) A corporation that has no property and no liabilities may be dissolved by special resolution 40 of the members or, if it has more than one class or group of members, by special resolutions of each class or group whether or not the members are otherwise entitled to vote.

changement aux affaires internes de l'organisation ou de la personne morale survenu après sa dissolution, l'organisation reconstituée recouvre, comme si elle n'avait jamais été dissoute :

a) la même situation juridique, notamment 5 ses droits et privilèges, indépendamment de leur date d'acquisition;

b) la responsabilité des obligations qui seraient les siennes si elle n'avait pas été 10 dissoute, indépendamment de la date où elles ont été contractées.

(7) Est valide toute action en justice concernant les affaires internes de l'organisation reconstituée intentée entre le moment de sa dissolution et celui de sa reconstitution. 15

(8) Pour l'application du présent article, 20 « intéressé » s'entend notamment :

a) du membre, de l'administrateur, du dirigeant, de l'employé ou du créancier de l'organisation ou de la personne morale 20 dissoute;

b) de toute personne liée par un contrat — à l'exclusion, dans la province de Québec, du contrat à titre gratuit — conclu avec l'organisation ou la personne morale dissoute; 25

c) de toute personne qui, bien que non visée par l'alinéa a) à la date de la dissolution, le deviendrait si l'organisation ou la personne morale était reconstituée;

d) du syndic de faillite de l'organisation ou 30 de la personne morale dissoute.

Actions en justice

Définition de « intéressé »

Dissolution avant le début des activités

**218.** (1) L'organisation n'ayant enregistré aucune adhésion peut être dissoute par résolution de tous les administrateurs.

(2) L'organisation sans biens ni dettes peut 35 être dissoute par résolution extraordinaire des membres, votant par catégories ou groupes si les adhésions sont ainsi réparties, qu'ils soient habiles à voter ou non par ailleurs.

Dissolution d'une organisation sans biens ni dettes

Dissolution  
where property  
disposed of

(3) A corporation that has property or liabilities or both may be dissolved by special resolution of the members or, if it has more than one class or group of members, by special resolution of each class or group whether or not the members are otherwise entitled to vote, if

(a) by the special resolution or resolutions the members authorize the directors to cause the corporation to distribute any money or other property in accordance with sections 232 to 234 and discharge any liabilities; and

(b) the corporation has distributed any money or other property and discharged any liabilities before it sends articles of dissolution to the Director under subsection (4).

Articles of  
dissolution

(4) Articles of dissolution in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

Certificate of  
dissolution

(5) On receipt of articles of dissolution, the Director shall issue a certificate of dissolution in accordance with section 274.

Effect of  
certificate

(6) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

Proposing  
liquidation and  
dissolution

**219.** (1) The directors may propose the voluntary liquidation and dissolution of a corporation, or a member who is entitled to vote at an annual meeting of members may make such a proposal in accordance with section 163.

Notice of  
meeting

(2) Notice of any meeting of members at which voluntary liquidation and dissolution is to be proposed shall set out the terms of the proposal.

Members'  
resolution

(3) A corporation may liquidate and dissolve by special resolution of the members or, if the corporation has more than one class or group of members, by special resolution of each class or group whether or not the members are otherwise entitled to vote.

Statement of  
intent to dissolve

(4) A statement of intent to dissolve in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

Certificate of  
intent to dissolve

(5) On receipt of a statement of intent to dissolve, the Director shall issue a certificate of intent to dissolve in accordance with section 274.

(3) L'organisation qui a des biens ou des dettes ou les deux à la fois, peut être dissoute par résolution extraordinaire des membres, votant par catégories ou groupes si les adhésions sont ainsi réparties, qu'ils soient habiles à voter ou non par ailleurs, pourvu que :

a) d'une part, les résolutions autorisent les administrateurs à effectuer la répartition des biens en conformité avec les articles 232 à 234 et le règlement des dettes;

b) d'autre part, l'organisation ait effectué la répartition des biens et le règlement des dettes avant d'envoyer les clauses de dissolution au directeur conformément au paragraphe (4).

(4) Les clauses de dissolution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

(5) Sur réception des clauses de dissolution, le directeur délivre un certificat de dissolution au titre de l'article 274.

(6) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.

**219.** (1) La liquidation et la dissolution volontaires de l'organisation peuvent être proposées par les administrateurs ou, conformément à l'article 163, par tout membre habile à voter à l'assemblée annuelle.

(2) L'avis de convocation de l'assemblée à laquelle il doit être statué sur la proposition de liquidation et de dissolution volontaires expose les modalités de la proposition.

(3) L'organisation peut prononcer sa liquidation et sa dissolution par résolution extraordinaire des membres, votant par catégories ou groupes si les adhésions sont ainsi réparties, qu'ils soient habiles à voter ou non par ailleurs.

(4) Une déclaration d'intention de dissolution est envoyée au directeur en la forme établie par lui.

(5) Sur réception de la déclaration d'intention, le directeur délivre, au titre de l'article 274, un certificat d'intention de dissolution.

Dissolution  
après répartition  
des biens de  
l'organisation

Envoi des  
clauses de  
dissolution

Certificat de  
dissolution

Prise d'effet de  
la dissolution

Proposition des  
administrateurs  
ou d'un membre

Avis de  
l'assemblée

Résolution des  
membres

Envoi de la  
déclaration  
d'intention

Certificat  
d'intention de  
dissolution

Effect of certificate	(6) On the issuance of a certificate of intent to dissolve, the corporation shall cease to carry on its activities except to the extent necessary for the liquidation, but its corporate existence continues until the Director issues a certificate of dissolution.	(6) Dès la délivrance du certificat d'intention, l'organisation doit cesser toute activité, sauf dans la mesure nécessaire à la liquidation, mais sa personnalité morale ne cesse d'exister qu'à la délivrance du certificat de dissolution.	Effet du certificat
Liquidation	<p>(7) After the issuance of a certificate of intent to dissolve, the corporation shall</p> <p>(a) immediately cause notice of the certificate to be sent to each known creditor of the corporation;</p> <p>(b) without delay take reasonable steps to give notice of it in each province in Canada where the corporation was carrying on activities at the time it sent the statement of intent to dissolve to the Director;</p> <p>(c) do all acts required to liquidate its property — including collecting its property, transferring property referred to in section 232 and converting any property not to be transferred or distributed in kind into money — and discharge all its obligations; and</p> <p>(d) after giving the notice required under paragraphs (a) and (b) and adequately providing for the discharge of all of its obligations, distribute its remaining property, either in money or in kind, in accordance with sections 233 and 234.</p>	<p>(7) À la suite de la délivrance du certificat d'intention de dissolution, l'organisation :</p> <p>a) en envoie immédiatement avis à chaque créancier connu;</p> <p>b) prend sans délai toute disposition utile pour en donner avis dans chaque province où elle exerçait ses activités au moment de l'envoi au directeur de la déclaration d'intention de dissolution;</p> <p>c) accomplit les actes utiles à la liquidation — notamment recouvrer ses biens, remettre les biens visés à l'article 232 et réaliser en numéraire les biens qui ne sont pas destinés à être remis ou répartis en nature — et honore ses obligations;</p> <p>d) après avoir donné les avis exigés par les alinéas a) et b) et constitué une provision suffisante pour honorer ses obligations, répartit le reliquat de l'actif, en numéraire ou en nature, en conformité avec les articles 233 et 234.</p>	Liquidation
Supervision by court	(8) On the application of the Director or any interested person made at any time during the liquidation of a corporation, a court may order that the liquidation be continued under the supervision of the court as provided in this Part and make any further order that it thinks fit.	(8) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande présentée au cours de la liquidation par le directeur ou par tout intéressé, décider que la liquidation sera poursuivie sous sa surveillance conformément à la présente partie et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.	Surveillance judiciaire
Notice to Director	(9) An interested person who makes an application under this section shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(9) L'intéressé qui présente la demande prévue au présent article en donne avis au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Revocation	(10) At any time after the issue of a certificate of intent to dissolve and before the issue of a certificate of dissolution, a certificate of intent to dissolve may be revoked by sending to the Director a statement of revocation of	(10) Le certificat d'intention de dissolution peut, après sa délivrance et avant celle du certificat de dissolution, être révoqué par résolution adoptée conformément au paragraphe (3), sur envoi au directeur d'une déclaration de renonciation à la dissolution en la forme établie par lui.	Révocation



intent to dissolve in the form that the Director fixes, if the revocation is approved in the same manner as the resolution under subsection (3).

Certificate of revocation of intent to dissolve	(11) On receipt of a statement of revocation of intent to dissolve, the Director shall issue a certificate of revocation of intent to dissolve in accordance with section 274.	(11) Sur réception de la déclaration de renonciation, le directeur délivre un certificat de renonciation à la dissolution au titre de l'article 274.	Certificat de renonciation à la dissolution
Effect of certificate	(12) On the date shown in the certificate of revocation of intent to dissolve, the revocation is effective and the corporation may continue to carry on its activities.	(12) La renonciation prend effet à la date précisée dans le certificat de renonciation et l'organisation peut dès lors continuer à exercer ses activités.	Prise d'effet de la renonciation
Right to dissolve	(13) If a certificate of intent to dissolve has not been revoked and the corporation has complied with subsection (7), the corporation shall prepare articles of dissolution.	(13) En l'absence de renonciation, l'organisation, après avoir observé le paragraphe (7), rédige les clauses de dissolution.	Droit de dissolution
Articles of dissolution	(14) Articles of dissolution in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.	(14) Les clauses de dissolution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.	Envoi des clauses de dissolution
Certificate of dissolution	(15) On receipt of articles of dissolution, the Director shall issue a certificate of dissolution in accordance with section 274.	(15) Sur réception des clauses de dissolution, le directeur délivre un certificat de dissolution au titre de l'article 274.	Certificat de dissolution
Effect of certificate	(16) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.	(16) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.	Prise d'effet de la dissolution
Dissolution by Director	<p><b>220.</b> (1) Subject to subsections (2) and (3), the Director may</p> <p>(a) dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution under this section if the corporation</p> <p>(i) has not commenced its activities within the prescribed period after the date shown in its certificate of incorporation,</p> <p>(ii) has not carried on its activities for the prescribed period,</p> <p>(iii) is in default for a prescribed period in sending to the Director any fee, notice or other document required by this Act, or</p> <p>(iv) does not have any directors or is in the situation described in subsection 131(4); or</p> <p>(b) apply to a court for an order dissolving the corporation, in which case section 225 applies.</p>	<p><b>220.</b> (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le directeur peut :</p> <p>a) soit dissoudre, par la délivrance du certificat de dissolution prévu au présent article, toute organisation qui, selon le cas :</p> <p>(i) n'a pas commencé ses activités dans le délai réglementaire suivant la date précisée dans son certificat de constitution,</p> <p>(ii) n'a pas exercé ses activités durant la période réglementaire,</p> <p>(iii) omet, durant la période réglementaire, d'envoyer au directeur les droits, avis ou autres documents exigés par la présente loi,</p> <p>(iv) est sans administrateur ou se trouve dans la situation visée au paragraphe 131(4);</p> <p>b) soit demander au tribunal sa dissolution par voie d'ordonnance, auquel cas l'article 225 s'applique.</p>	Dissolution par le directeur

Publication	<p>(2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until the Director has</p> <p>(a) given notice of the decision to dissolve the corporation to the corporation and to each director; and</p> <p>(b) published notice of that decision in a publication generally available to the public.</p>	<p>(2) Le directeur ne peut dissoudre, en vertu du présent article, une organisation avant de lui avoir donné, ainsi qu'à chacun de ses administrateurs, un préavis de sa décision et d'avoir fait paraître un avis de son intention dans une publication destinée au grand public.</p>	Préavis et publication d'un avis
Certificate of dissolution	<p>(3) Unless cause to the contrary has been shown or an order has been made by a court under section 256, the Director may, after the expiry of the prescribed period, issue a certificate of dissolution in the form that the Director fixes.</p>	<p>(3) En l'absence d'opposition justifiée ou d'ordonnance rendue en vertu de l'article 256, le directeur peut, à l'expiration du délai réglementaire, délivrer un certificat de dissolution en la forme établie par lui.</p>	Certificat de dissolution
Exception — non-payment of incorporation fee	<p>(4) Despite anything in this section, the Director may dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution if the required fee for the issuance of a certificate of incorporation has not been paid.</p>	<p>(4) Malgré toute autre disposition du présent article, le directeur peut dissoudre une organisation par la délivrance d'un certificat de dissolution lorsque les droits exigibles pour la délivrance du certificat de constitution n'ont pas été payés.</p>	Non-paiement des droits de constitution
Effect of certificate	<p>(5) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.</p>	<p>(5) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.</p>	Prise d'effet de la dissolution
Grounds for dissolution	<p><b>221.</b> (1) The Director or any interested person may apply to a court for an order dissolving a corporation if the corporation has</p> <p>(a) failed for the prescribed period to comply with the requirements of this Act with respect to the holding of annual meetings of members;</p> <p>(b) contravened subsection 17(2) or section 22, 23, 174 or 175; or</p> <p>(c) procured any certificate under this Act by misrepresentation.</p>	<p><b>221.</b> (1) Le directeur ou tout intéressé peut demander au tribunal d'ordonner la dissolution de l'organisation qui, selon le cas :</p> <p>a) a omis, durant la période réglementaire, de respecter les exigences prévues par la présente loi concernant la tenue des assemblées annuelles;</p> <p>b) a enfreint les dispositions du paragraphe 17(2) ou des articles 22, 23, 174 ou 175;</p> <p>c) a obtenu un certificat au titre de la présente loi sur présentation de faits erronés.</p>	<p>Demande au tribunal</p>
Notice to Director	<p>(2) An interested person who makes an application under this section shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.</p>	<p>(2) L'intéressé qui présente la demande prévue au présent article en donne avis au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.</p>	Avis au directeur
Dissolution order	<p>(3) On an application under this section or section 220, the court may order that the corporation be dissolved or that the corporation be liquidated and dissolved under the supervision of the court and may make any other order that it thinks fit.</p>	<p>(3) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande présentée en vertu du présent article ou de l'article 220, prononcer la dissolution de l'organisation ou en prescrire la dissolution et la liquidation sous sa surveillance, et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.</p>	Ordonnance de dissolution

Certificate	<p>(4) On receipt of an order under this section or section 220 or 222, the Director shall</p> <p>(a) if the order is to dissolve the corporation, issue a certificate of dissolution in the form that the Director fixes; or</p> <p>(b) if the order is to liquidate and dissolve the corporation under the supervision of the court, issue a certificate of intent to dissolve in the form that the Director fixes and publish notice of the order in a publication generally 10 available to the public.</p>	<p>(4) Sur réception de l'ordonnance visée au présent article ou aux articles 220 ou 222, le directeur délivre, en la forme établie par lui :</p> <p>a) un certificat de dissolution, s'il s'agit d'une ordonnance à cet effet;</p> <p>b) un certificat d'intention de dissolution, dont il fait paraître un avis dans une publication destinée au grand public, s'il s'agit d'une ordonnance de liquidation et de dissolution sous surveillance judiciaire.</p>	<p>Certificat de dissolution ou d'intention de dissolution</p> <p>5</p> <p>10</p>
Effect of certificate	<p>(5) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.</p>	<p>(5) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.</p>	<p>Prise d'effet de la dissolution</p>
Further grounds	<p><b>222.</b> (1) On the application of a member, a court may order the liquidation and dissolution 15 of a corporation or any of its affiliated corporations</p> <p>(a) if the court is satisfied that in respect of the corporation or any of its affiliates, any of the following is oppressive or unfairly 20 prejudicial to, or unfairly disregards the interests of, any shareholder, creditor, director, officer or member, or causes such a result:</p> <p>(i) any act or omission of the corporation 25 or any of its affiliates,</p> <p>(ii) the conduct of the activities or affairs of the corporation or any of its affiliates, or</p> <p>(iii) the exercise of the powers of the directors of the corporation or any of its 30 affiliates; or</p> <p>(b) if the court is satisfied that</p> <p>(i) a unanimous member agreement entitles a complaining member to demand dissolution of the corporation after the 35 occurrence of a specified event and that event has occurred, or</p> <p>(ii) it is just and equitable that the corporation should be liquidated and dissolved. 40</p>	<p><b>222.</b> (1) Le tribunal peut, sur demande d'un membre, ordonner la liquidation et la dissolution de l'organisation ou de toute autre organi- 15 sation de son groupe, selon le cas :</p> <p>a) s'il est convaincu que l'organisation ou la personne morale de son groupe entrave l'exercice des droits de tout actionnaire, créancier, administrateur, dirigeant ou mem- 20 bre, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :</p> <p>(i) soit par une action ou une omission qui lui est imputable, 25</p> <p>(ii) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités ou ses affaires internes,</p> <p>(iii) soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs 30 pouvoirs;</p> <p>b) s'il est convaincu :</p> <p>(i) soit qu'il est survenu un événement qui, selon une convention unanime des membres, permet au membre mécontent d'exi- 35 ger la dissolution,</p> <p>(ii) soit que la mesure est juste et équitable.</p>	<p>Demande au tribunal — autres motifs</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p>
Faith-based defence	<p>(2) The court may not make an order under paragraph (1)(a) if the court is satisfied that</p> <p>(a) the corporation is a religious corporation;</p>	<p>(2) Toutefois, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance en vertu de l'alinéa (1)a) s'il est 40 convaincu que l'organisation est une organisation religieuse, que l'action ou l'omission, la conduite des activités ou des affaires internes ou</p>	<p>Moyen de défense fondé sur un précepte religieux</p>



(b) the act or omission, the conduct or the exercise of powers is based on a tenet of faith held by the members of the corporation; and

(c) it was reasonable to base the act or omission, the conduct or the exercise of powers on the tenet of faith, having regard to the activities of the corporation.

l'exercice des pouvoirs à l'origine de la demande sont fondés sur un précepte religieux observé par les membres de l'organisation et qu'il était justifié de les fonder sur un tel précepte, compte tenu de la nature des activités de l'organisation.

Alternative order

(3) On an application under this section, the court may make any order under this section or section 251 that it thinks fit.

(3) Sur demande présentée en vertu du présent article, le tribunal peut rendre, conformément à cet article ou à l'article 251, toute ordonnance qu'il estime indiquée.

Ordonnance subsidiaire

Application of s. 252

(4) Section 252 applies to an application under this section.

(4) L'article 252 s'applique aux demandes visées au présent article.

Application de l'article 252

Application for supervision

**223.** (1) An application to a court to supervise a voluntary liquidation and dissolution under subsection 219(8) shall state the reasons, verified by an affidavit of the applicant, why the court should supervise the liquidation and dissolution.

**223.** (1) La demande de surveillance présentée au tribunal au titre du paragraphe 219(8) doit être motivée, avec l'affidavit du demandeur à l'appui.

Demande motivée

Court supervision

(2) If a court makes an order applied for under subsection 219(8), the liquidation and dissolution of the corporation shall continue under the supervision of the court in accordance with this Act.

(2) La liquidation et la dissolution se poursuivent, conformément à la présente loi, sous la surveillance du tribunal, si l'ordonnance prévue au paragraphe 219(8) est rendue.

Surveillance

Application to court

**224.** (1) An application to a court under subsection 222(1) shall state the reasons, verified by an affidavit of the applicant, why the corporation should be liquidated and dissolved.

**224.** (1) La demande de liquidation et de dissolution visée au paragraphe 222(1) doit être motivée, avec l'affidavit du demandeur à l'appui.

Demande motivée

Show cause order

(2) On the application, the court may make an order requiring the corporation and any interested person to show cause, at a time and place specified in the order, within the prescribed period after the date of the order, why the corporation should not be liquidated and dissolved.

(2) Après le dépôt de la demande, le tribunal peut, par ordonnance, requérir l'organisation ainsi que tout intéressé d'expliquer, dans le délai réglementaire suivant le prononcé de l'ordonnance et aux lieu, date et heure indiqués, pourquoi la liquidation et la dissolution seraient inopportunes.

Ordonnance préliminaire

Powers of court

(3) On the application, the court may order the directors and officers of the corporation to furnish the court with all material information known to or reasonably ascertainable by them, including

(3) Le tribunal peut de plus ordonner aux administrateurs et dirigeants de lui fournir tous les renseignements pertinents qu'ils ont en leur possession ou qu'ils peuvent raisonnablement obtenir, notamment :

Pouvoirs du tribunal

(a) financial statements of the corporation;

a) les états financiers de l'organisation;

(b) the name and address of each member of the corporation; and

b) les noms et adresses des membres;

(c) the name and address of each known creditor or claimant, including any creditor or claimant with unliquidated, future or contingent claims, and any person with whom the corporation has a contract.

5

c) les noms et adresses des créanciers ou réclamants connus, y compris ceux qui ont des créances non liquidées, futures ou éventuelles, et des cocontractants de l'organisation.

5

Publication

(4) A copy of an order made under subsection (2) shall be

(4) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) doit à la fois :

Publication

(a) published as directed in the order, at a prescribed frequency, before the time appointed for the hearing, in a newspaper 10 published or distributed in the place where the corporation has its registered office; and

a) paraître de la manière indiquée dans celle-ci, selon la fréquence prévue par règlement, avant la date de l'audience, dans un journal 10 publié ou diffusé au lieu du siège de l'organisation;

(b) served on the Director and each person named in the order.

b) être signifiée au directeur et aux personnes désignées.

Person  
responsible

(5) Publication and service of an order under this section shall be effected by the corporation or by any other person, and in any manner, that the court orders.

(5) La publication et la signification des ordonnances visées au présent article sont faites, selon les modalités que fixe le tribunal, par l'organisation ou la personne qu'il désigne.

Personne  
responsable

Powers of court

**225.** In connection with the dissolution or the liquidation and dissolution of a corporation, the court may, if it is satisfied that the corporation is able to pay or adequately provide for the discharge of all its obligations, make

**225.** En vue de la dissolution, avec ou sans liquidation, le tribunal peut, par ordonnance, s'il constate la capacité de l'organisation de payer ou de constituer une provision pour honorer ses obligations :

Pouvoirs du  
tribunal

(a) an order to liquidate;

a) exiger la liquidation;

(b) an order appointing or replacing a liquidator, with or without security, and fixing the remuneration of the liquidator or their replacement;

b) nommer un liquidateur ou le remplacer, en exigeant ou non une garantie, et fixer la rémunération de celui-ci ou de son remplaçant;

(c) an order appointing or replacing inspectors or referees and specifying the powers and fixing the remuneration of the inspectors or referees or their replacements;

c) nommer des inspecteurs ou des arbitres ou les remplacer et préciser les pouvoirs et la rémunération de ceux-ci ou de leurs remplaçants;

(d) an order determining the notice to be given to any interested person, or dispensing with notice to any person;

d) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis;

(e) an order determining the validity of any claims made against the corporation;

e) statuer sur la validité des réclamations faites contre l'organisation;

(f) an order, at any stage of the proceedings, restraining the directors and officers

f) interdire, à tout stade de la procédure, aux administrateurs et aux dirigeants :

(i) from exercising any of their powers, or

(i) soit d'exercer tout ou partie de leurs pouvoirs,

40

(ii) from collecting or receiving any debt or other property of the corporation and from paying out or transferring any property of the corporation, except as permitted by the court;

(ii) soit de percevoir toute créance de l'organisation ou de payer, céder ou recevoir tout bien de celle-ci, sauf dans la mesure qu'il autorise;

45

- (g) an order determining and enforcing
- (i) the duty of any present or former director, officer or member to the corporation, or
  - (ii) the liability of such a person for an obligation of the corporation; 5
- (h) an order approving the payment, satisfaction or settlement of claims against the corporation and the retention of assets for that purpose, and determining the adequacy of provisions for the payment or discharge of obligations of the corporation, whether liquidated, unliquidated, future or contingent; 10
- (i) an order determining the use of documents and records of the corporation or directing their disposition, including by destruction; 15
- (j) on the application of a creditor, the inspectors or the liquidator, an order giving directions on any matter arising in the liquidation; 20
- (k) an order specifying to whom the assets of the corporation will be distributed;
- (l) after notice has been given to all interested parties, an order relieving a liquidator from any omission or default on any terms that the court thinks fit and confirming any act of the liquidator; 25
- (m) subject to sections 231 to 234, an order approving any proposed interim or final distribution of money or other property; 30
- (n) an order disposing of any property belonging to creditors or members who cannot be found;
- (o) on the application of any director, officer, member or creditor or the liquidator, 35
- (i) an order staying the liquidation on any terms and conditions that the court thinks fit,
  - (ii) an order continuing or discontinuing the liquidation proceedings, or 40
  - (iii) an order to the liquidator to restore to the corporation all its remaining property;
- g) préciser les devoirs des administrateurs, dirigeants ou membres ou de leurs prédécesseurs envers l'organisation et les contraindre à s'en acquitter et, d'autre part, préciser et mettre en jeu leur responsabilité envers les tiers pour les obligations de l'organisation; 5
- h) approuver, en ce qui concerne les dettes de l'organisation, tout paiement, règlement, transaction ou rétention d'éléments d'actif, et décider si les provisions constituées suffisent à acquitter les obligations de l'organisation, qu'elles soient ou non liquidées, futures ou éventuelles; 10
- i) fixer l'usage qui sera fait des documents et livres de l'organisation et prévoir la façon de s'en départir, par destruction ou autrement; 15
- j) sur demande d'un créancier, des inspecteurs ou du liquidateur, donner des instructions sur toute question touchant à la liquidation; 20
- k) préciser entre qui les biens doivent être répartis;
- l) sur avis à tous les intéressés, décharger le liquidateur de ses fautes, selon les modalités qu'il estime indiquées, et confirmer ses actes; 25
- m) sous réserve des articles 231 à 234, approuver tout projet de répartition provisoire ou définitive entre les membres, en numéraire ou en nature;
- n) fixer la destination des biens appartenant aux créanciers ou aux membres introuvables; 30
- o) sur demande de tout administrateur, dirigeant, membre ou créancier ou du liquidateur :
- (i) surseoir à la liquidation, selon les modalités qu'il estime indiquées, 35
  - (ii) poursuivre ou interrompre la procédure de liquidation,
  - (iii) enjoindre au liquidateur de restituer à l'organisation le reliquat des biens de celle-ci; 40
- p) après la reddition de comptes définitive du liquidateur devant lui, dissoudre l'organisation;



(p) after the liquidator has rendered a final account to the court, an order dissolving the corporation; and

(q) any other order that it thinks fit.

q) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

Effect of order

**226.** The liquidation of a corporation commences when a court makes a liquidation order.

**226.** La liquidation de l'organisation commence dès que le tribunal rend une ordonnance à cet effet.

Effet de l'ordonnance

Cessation of activities and powers

**227.** (1) If a court makes an order for the liquidation of a corporation,

**227.** (1) À la suite du prononcé de l'ordonnance de liquidation :

5

Cessation des activités et perte de pouvoirs

(a) the corporation continues in existence but shall cease to carry on activities, except 10 activities that are, in the opinion of the liquidator, required for an orderly liquidation; and

a) l'organisation, tout en continuant à exister, cesse d'exercer ses activités, à l'exception de celles que le liquidateur estime nécessaires au 10 déroulement normal des opérations de la liquidation;

(b) the powers of the directors and members cease and vest in the liquidator, except as 15 specifically authorized by the court.

b) les pouvoirs des administrateurs et des membres sont dévolus au liquidateur, sauf indication contraire et expresse du tribunal. 15

Delegation by liquidator

(2) The liquidator may delegate any powers vested in the liquidator by paragraph (1)(b) to the directors or members.

(2) Le liquidateur peut déléguer aux administrateurs ou aux membres tout ou partie des pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de l'alinéa (1)b).

Délégation par le liquidateur

Appointment of liquidator

**228.** (1) When making an order for the 20 liquidation of a corporation or at any time after making the order, the court may appoint any person, including a director, an officer or a member of the corporation or any other body corporate, as liquidator of the corporation.

**228.** (1) Le tribunal peut, lorsqu'il rend 20 l'ordonnance de liquidation ou par la suite, nommer en qualité de liquidateur toute personne, notamment l'un des administrateurs, dirigeants ou membres de l'organisation ou d'une autre personne morale. 25

Nomination du liquidateur

Vacancy

(2) If an order for the liquidation of a corporation has been made and the office of liquidator is or becomes vacant, the property of the corporation is under the control of the court until the office of liquidator is filled. 30

(2) Les biens de l'organisation sont placés sous la garde du tribunal durant toute vacance du poste de liquidateur survenant après le prononcé de l'ordonnance de liquidation.

Vacance

Duties of liquidator

**229.** A liquidator shall

**229.** Le liquidateur :

30 Obligations du liquidateur

(a) immediately after appointment give notice of the appointment to the Director and to each claimant and creditor known to the liquidator; 35

a) donne avis sans délai de sa nomination au directeur et aux réclamants et créanciers connus de lui;

(b) in each province where the corporation carries on activities, provide, without delay, notice in accordance with the regulations of the appointment

b) donne sans délai conformément aux règlements, dans chaque province où l'orga- 35 nisation exerce ses activités, un avis de sa nomination obligeant :

(i) requiring any person indebted to the 40 corporation to render an account and pay to the liquidator at the time and place specified any amount owing,

(i) les débiteurs de l'organisation à lui rendre compte et à lui payer leurs dettes, aux date et lieu précisés dans l'avis, 40

- (ii) requiring any person possessing property of the corporation to deliver it to the liquidator at the time and place specified, and
- (iii) requiring any person having a claim against the corporation, whether liquidated, unliquidated, future or contingent, to present particulars of the claim in writing to the liquidator within the prescribed period;
- (c) take into custody and control the property of the corporation;
- (d) open and maintain a trust account for the money of the corporation;
- (e) keep accounts of the money of the corporation received and paid out by the liquidator;
- (f) maintain separate lists of the members, creditors and other persons having claims against the corporation;
- (g) if at any time the liquidator determines that the corporation is unable to pay or adequately provide for the discharge of its obligations, apply to the court for directions;
- (h) deliver to the court and to the Director, at least once in the prescribed period after appointment or more often as the court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 172 or in any other form that the liquidator may think proper or as the court may require; and
- (i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the corporation in accordance with sections 232 to 234.

**230. (1) A liquidator may**

- (a) retain legal counsel, accountants, engineers, appraisers and other professional advisers;
- (b) bring, defend or take part in any civil, criminal or administrative action or proceeding in the name of and on behalf of the corporation;
- (c) carry on the activities of the corporation as required for an orderly liquidation;

- (ii) les personnes en possession des biens de l'organisation à les lui remettre aux date et lieu précisés dans l'avis,
- (iii) les personnes ayant une réclamation contre l'organisation à lui fournir par écrit, dans le délai réglementaire, un relevé détaillé de leur créance, qu'elle soit ou non liquidée, future ou éventuelle;
- c) assume la garde et la responsabilité de tous les biens de l'organisation;
- d) ouvre un compte en fiducie pour les fonds de l'organisation;
- e) tient la comptabilité des recettes et déboursés de l'organisation;
- f) tient des listes distinctes des membres, créanciers et autres réclamants;
- g) demande des instructions au tribunal après constatation de l'incapacité de l'organisation d'honorer ses obligations ou de constituer une provision suffisante à cette fin;
- h) remet au tribunal ainsi qu'au directeur, au moins une fois pendant la période réglementaire suivant sa nomination et chaque fois que le tribunal l'exige, les états financiers de l'organisation en la forme exigée à l'article 172 ou en telle autre forme jugée convenable par lui ou exigée par le tribunal;
- i) après l'approbation par le tribunal de ses comptes définitifs, répartit le reliquat des biens de l'organisation en conformité avec les articles 232 à 234.

**230. (1) Le liquidateur peut :**

- a) retenir les services de conseillers professionnels, notamment de conseillers juridiques, de comptables, d'ingénieurs et d'estimateurs;
- b) ester en justice, dans le cadre de toute procédure civile, pénale ou administrative, pour le compte de l'organisation;
- c) exercer les activités de l'organisation dans la mesure nécessaire à la liquidation;

Powers of liquidator

Pouvoirs du liquidateur

(d) sell by public auction or private sale any property of the corporation;

(e) do all acts and execute any documents in the name of and on behalf of the corporation;

(f) borrow money on the security of the property of the corporation;

(g) settle any claims by or against the corporation; and

(h) do all other things necessary for the liquidation of the corporation and distribution 10 of its property.

Due diligence

(2) A liquidator is not liable if the liquidator exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including 15 reliance in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the liquidator by an officer of the corporation or in a written report of the public accountant of the corporation fairly to 20 reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person. 25

Liability for environmental matters

(3) Despite anything in federal or provincial law, a liquidator is not liable, in that capacity, for any environmental condition or environmental damage, unless the condition arose or the damage occurred after the liquidator's 30 appointment as a result of the liquidator's gross negligence or wilful misconduct or, in the Province of Quebec, the liquidator's gross or intentional fault.

Application for examination

(4) On the application of a liquidator, the 35 court may — if it is satisfied that there are reasonable grounds to believe that any person has in their possession or under their control, or has concealed, withheld or misappropriated, any property of the corporation — make an order 40 requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.

d) vendre aux enchères publiques ou de gré à gré tout bien de l'organisation;

e) agir et signer des documents au nom de l'organisation;

f) contracter des emprunts garantis par les 5 biens de l'organisation;

g) transiger sur toutes réclamations mettant en cause l'organisation ou les régler;

h) faire tout ce qui est par ailleurs nécessaire à la liquidation et à la répartition des biens de 10 l'organisation.

(2) N'engage pas sa responsabilité le liquidateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles 15 circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur les documents suivants :

a) soit les états financiers de l'organisation qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit de l'expert-comptable, pré- 20 sentent adéquatement sa situation;

b) soit les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.

Défense de diligence raisonnable

(3) Par dérogation au droit fédéral et provin- 25 cial, le liquidateur est, en cette qualité, dégagé de toute responsabilité personnelle découlant de tout fait ou dommage affectant l'environnement, sauf celui survenu après sa nomination et causé par sa négligence grave ou sa faute délibérée ou, 30 dans la province de Québec, sa faute lourde ou intentionnelle.

Responsabilité en matière d'environnement

(4) S'il est convaincu de l'existence de motifs raisonnables de croire qu'une personne a en sa possession ou sous sa responsabilité ou a 35 dissimulé, retenu ou détourné des biens de l'organisation, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du liquidateur, obliger celle-ci à comparaître pour interrogatoire aux date, heure et lieu fixés dans l'ordonnance. 40

Demande d'interrogatoire



Power of court	(5) If the court is satisfied, on the examination, that the person has concealed, withheld or misappropriated property of the corporation, the court may order that person to restore it or pay compensation to the liquidator.	(5) S'il est convaincu au terme de l'interrogatoire que la personne a dissimulé, retenu ou détourné des biens de l'organisation, le tribunal peut, par ordonnance, enjoindre à celle-ci de les restituer au liquidateur ou de lui verser une indemnité compensatoire.	Pouvoirs du tribunal
Costs of liquidation	<b>231.</b> (1) A liquidator shall pay the costs of liquidation out of the property of the corporation and shall pay, or make adequate provision for, all claims against the corporation.	<b>231.</b> (1) Le liquidateur acquitte les frais de liquidation sur les biens de l'organisation; il acquitte également toutes les dettes de l'organisation ou constitue une provision suffisante à 10 cette fin.	Frais de liquidation
Final accounts	(2) Within the prescribed period after appointment, and after paying, or making adequate provision for, all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the court  (a) for approval of the final accounts and for an order permitting the liquidator to distribute 15 in money or in kind the remaining property of the corporation in accordance with sections 232 to 234; or  (b) for an extension of time, setting out the reasons for the extension. 20	(2) Dans le délai réglementaire suivant sa nomination et après avoir acquitté toutes les dettes de l'organisation ou constitué une provision suffisante à cette fin, le liquidateur 15 demande au tribunal :  a) soit d'approuver ses comptes définitifs et de l'autoriser, par ordonnance, à répartir en numéraire ou en nature le reliquat des biens de l'organisation en conformité avec les 20 articles 232 à 234;  b) soit, motifs à l'appui, de prolonger son mandat.	Comptes définitifs
Member application	(3) On the application of a member of the corporation, the court may, if a liquidator fails to make the application required by subsection (2), order the liquidator to show cause why a final accounting and distribution should not be made. 25	(3) Le tribunal peut, sur demande de tout membre, ordonner au liquidateur qui néglige de 25 présenter la demande exigée par le paragraphe (2) d'expliquer les raisons pour lesquelles les comptes définitifs ne peuvent être dressés et la répartition ne peut être effectuée.	Demande des membres
Publication	(4) A liquidator shall give notice of their intention to make an application under subsection (2) to the Director, to each inspector appointed under paragraph 225(c), to each member and to any person who provided 30 security for the liquidation, and shall publish the notice in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office, or as otherwise directed by the court. 35	(4) Le liquidateur donne avis de son intention de présenter la demande prévue au paragraphe (2) au directeur, à chaque inspecteur nommé en vertu de l'alinéa 225c), à chaque 30 membre et aux personnes ayant fourni une sûreté ou une assurance pour les besoins de la 35 liquidation, et fait paraître cet avis dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège de l'organisation ou par tout autre moyen choisi par le tribunal.	Publication
Final order	(5) If the court approves the final accounts rendered by a liquidator, the court shall make an order  (a) directing the Director to issue a certificate of dissolution; 40	(5) Le tribunal, s'il approuve les comptes 40 définitifs du liquidateur, doit, par ordonnance :  a) demander au directeur de délivrer un certificat de dissolution;	Ordonnance définitive

	(b) giving directions regarding the custody of documents and records of the corporation or their disposition, including by destruction; and	b) donner des instructions quant à la garde des documents et livres de l'organisation ou la façon de s'en départir, par destruction ou autrement;	
	(c) discharging the liquidator.	c) le libérer.	
Delivery of order	(6) The liquidator discharged under subsection (5) shall immediately send a certified copy of the order referred to in that subsection to the Director.	(6) Le liquidateur libéré en vertu du paragraphe (5) envoie sans délai au directeur une copie certifiée conforme de l'ordonnance visée à ce paragraphe.	Copie
Certificate of dissolution	(7) On receipt of a certified copy of the order referred to in subsection (5), the Director shall issue a certificate of dissolution in accordance with section 274.	(7) Sur réception de la copie certifiée conforme, le directeur délivre un certificat de dissolution au titre de l'article 274.	Certificat de dissolution
Effect of certificate	(8) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.	(8) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.	Prise d'effet de la dissolution
Transfer on condition of return	<b>232.</b> If a person has transferred property to a corporation subject to the condition that it be returned on the dissolution of the corporation, the liquidator shall transfer that property to that person.	<b>232.</b> Si l'organisation a reçu des biens d'une personne à la condition qu'elle les lui remette en cas de dissolution, le liquidateur remet ces biens à la personne.	Remise de certains biens
Application	<b>233.</b> (1) This section applies to (a) a corporation that is a registered charity within the meaning of subsection 248(1) of the <i>Income Tax Act</i> ; (b) a soliciting corporation; and (c) a corporation that has, within the prescribed period, (i) requested donations or gifts of money or other property from the public, (ii) received a grant or similar financial assistance from the federal government or a provincial or municipal government or an agency of any of those governments, or (iii) accepted money or other property from a corporation or other entity that has made a request referred to in subparagraph (i) or has received assistance referred to in subparagraph (ii). (2) The articles of a corporation shall provide that any property remaining on dissolution, other than property referred to in section 232,	<b>233.</b> (1) Le présent article s'applique à : a) l'organisation qui est un organisme de bienfaisance enregistré au sens du paragraphe 248(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ; b) l'organisation qui a recouru à la sollicitation; c) l'organisation qui, au cours de la période réglementaire : (i) a demandé au public de lui faire don de sommes d'argent ou d'autres biens, (ii) a obtenu une subvention ou toute aide financière analogue d'un ministère ou d'un organisme fédéral ou provincial, d'une municipalité ou d'un organisme municipal, (iii) a accepté des sommes d'argent ou d'autres biens d'une organisation ou d'une autre entité ayant fait une demande visée au sous-alinéa (i) ou ayant obtenu une aide financière visée au sous-alinéa (ii). (2) Les statuts de l'organisation doivent prévoir que le reliquat des biens, à l'exception des biens visés à l'article 232, est transféré,	Application
Articles to provide for distribution of property			Transfert des biens régi par statuts

	shall be distributed to one or more qualified donees, within the meaning of subsection 248(1) of the <i>Income Tax Act</i> .	cas de dissolution, à un ou plusieurs donataires reconnus au sens du paragraphe 248(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> .	
Distribution in accordance with order	(3) If the articles of a corporation do not provide for distribution to one or more qualified donees, the liquidator shall apply for an order under section 225 for the distribution of the remaining property of the corporation, other than the property referred to in section 232, to one or more qualified donees.	(3) Si les statuts de l'organisation ne prévoient pas un tel transfert, il incombe au liquidateur de demander au tribunal de rendre l'ordonnance prévue à l'article 225 afin que celui-ci soit effectué.	Transfert des biens non régi par statuts
Notice of application	(4) The liquidator shall give notice to the Director of the application, and the Director may appear and be heard in person or by counsel.	(4) Le liquidateur donne avis de la demande au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Distribution in accordance with articles	<b>234.</b> (1) If the articles of a corporation, other than a corporation referred to in subsection 233(1), provide for the distribution of the remaining property of the corporation, other than the property referred to in section 232, the liquidator shall distribute the remaining property in accordance with the articles.	<b>234.</b> (1) Le liquidateur répartit le reliquat des biens, à l'exception de ceux visés à l'article 232, de toute organisation non visée au paragraphe 233(1) en conformité avec les statuts de celle-ci.	Répartition en conformité avec les statuts
Distribution to members	(2) If the articles of a corporation, other than a corporation referred to in subsection 233(1), do not provide for the distribution of the remaining property of the corporation, other than the property referred to in section 232, the liquidator shall divide the remaining property into as many equal shares as there are memberships in the corporation and distribute one share to the holder of each membership.	(2) Si les statuts de l'organisation non visée au paragraphe 233(1) ne régissent pas la répartition du reliquat des biens en cas de dissolution, le liquidateur répartit les biens, à l'exception de ceux visés à l'article 232, en parts égales en fonction du nombre d'adhésions.	Répartition en parts égales
Right to distribution in money	<b>235.</b> (1) If in the course of liquidation of a corporation the members resolve or the liquidator proposes to do any of the following, a member may apply to the court for an order requiring the distribution of the property of the corporation to be in money:  (a) exchange all or substantially all of the property of the corporation for securities, debt obligations or memberships of another body corporate that are to be distributed to the members; or  (b) distribute all or part of the property of the corporation to the members in kind.	<b>235.</b> (1) Tout membre peut demander au tribunal d'imposer, par ordonnance, la répartition en numéraire des biens de l'organisation si, au cours de la liquidation, les membres décident, par résolution, ou si le liquidateur propose :  a) soit d'échanger tout ou partie des biens de l'organisation contre des valeurs mobilières ou des titres de créance d'une autre personne morale ou des adhésions enregistrées par une telle personne morale, à répartir entre les membres;  b) soit de répartir tout ou partie des biens de l'organisation, en nature, entre les membres.	Droit à la répartition en numéraire



Powers of court	(2) On an application under subsection (1), the court may order all of the property of the corporation to be converted into and distributed in money.	(2) Le tribunal peut, sur demande présentée en vertu du paragraphe (1), ordonner la réalisation de tous les biens de l'organisation et la répartition du produit.	Pouvoirs du tribunal
Custody of records	236. A person who has been granted custody of the documents and records of a dissolved corporation remains liable to produce those documents and records until the expiration of the prescribed period after the corporation's dissolution or of any shorter period fixed by an order made under subsection 231(5).	5 236. La personne qui s'est vu confier la garde des documents et livres d'une organisation dissoute peut être tenue de les produire jusqu'à l'expiration de la période réglementaire suivant la dissolution ou de la période plus courte fixée dans l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 231(5).	5 Garde des documents
Definition of "member"	237. (1) In this section, "member" includes the heirs and personal representatives of a member.	237. (1) Au présent article, « membre » s'entend notamment des héritiers et des représentants personnels du membre.	Définition de « membre »
Continuation of actions	(2) Despite the dissolution of a corporation under this Act,  (a) any civil, criminal or administrative action or proceeding commenced by or against the dissolved corporation before its dissolution may be continued as if the corporation had not been dissolved;  (b) any civil, criminal or administrative action or proceeding may be brought against the dissolved corporation within two years after its dissolution as if the corporation had not been dissolved; and  (c) any property that would have been available to satisfy any judgment or order if the corporation had not been dissolved remains available for that purpose.	(2) Malgré la dissolution d'une organisation au titre de la présente loi :  a) les poursuites civiles, pénales ou administratives intentées par ou contre elle avant sa dissolution peuvent être continuées comme si la dissolution n'avait pas eu lieu;  b) dans les deux ans suivant la dissolution, des poursuites civiles, pénales ou administratives peuvent être intentées contre l'organisation comme si elle n'avait pas été dissoute;  c) les biens qui auraient servi à satisfaire à tout jugement ou ordonnance, n'eût été de la dissolution, demeurent disponibles à cette fin.	15 Continuation des poursuites  20  25  30
Service on corporation	(3) Service of a document on a corporation after its dissolution may be effected by serving the document on a person whose name appears on the last notice that was sent by the corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director.	(3) Après la dissolution, la signification des documents peut se faire à toute personne dont le nom figure sur la dernière liste ou le dernier avis envoyé conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et reçu par le directeur.	30 Signification
Service on company	(4) Service of a document on a company to which the <i>Canada Corporations Act</i> , chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applied and that has been dissolved under subsection 295(3) may be effected by serving the document on a person shown as a director in the last annual summary filed by the company under that Act.	(4) La signification des documents à une compagnie qui était régie par la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> , chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et qui a été dissoute par suite de l'application du paragraphe 295(3) peut se faire à toute personne figurant comme administrateur dans le dernier sommaire 40 déposé par la compagnie au titre de cette loi.	35 Signification

Reimbursement	(5) Despite the dissolution of a corporation under this Act, a member to whom any of its property has been distributed is liable to any person claiming under subsection (2) to the extent of the amount received by that member on that distribution, and an action to enforce that liability may be brought within two years after the date of the dissolution of the corporation.	(5) Malgré la dissolution d'une organisation en vertu de la présente loi, les membres entre lesquels sont répartis les biens engagent leur responsabilité, à concurrence de la somme reçue, envers toute personne invoquant le paragraphe (2), toute action en recouvrement pouvant alors être engagée dans les deux ans suivant la dissolution.	Remboursement
Representative action	(6) A court may order an action referred to in subsection (5) to be brought against the persons who were members as a class or group, subject to any conditions that the court thinks fit and, if the plaintiff establishes a claim, the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court, who may (a) add as a party to the proceedings each person who was a member found by the plaintiff; (b) determine, subject to subsection (5), the amount that each person who was a member shall contribute towards satisfaction of the plaintiff's claim; and (c) direct payment of the amounts so determined.	(6) Le tribunal peut ordonner que soit intentée, collectivement contre les membres, l'action visée au paragraphe (5), sous réserve des conditions qu'il estime indiquées, et peut, si le demandeur établit le bien-fondé de sa demande, renvoyer l'affaire devant un de ses fonctionnaires — notamment un arbitre — qui a le pouvoir : a) de mettre en cause chaque ancien membre retrouvé par le demandeur; b) de déterminer, sous réserve du paragraphe (5), la part que chaque ancien membre doit verser pour dédommager le demandeur; c) d'ordonner le versement des sommes ainsi déterminées.	Action en justice collective
Creditors or members not found	<b>238.</b> (1) On the dissolution of a corporation under this Act, the portion of the property distributable to a creditor or member who cannot be found shall be converted into money and paid to the Receiver General.	<b>238.</b> (1) La partie des biens à remettre, par suite de la dissolution d'une organisation en vertu de la présente loi, à tout créancier ou membre introuvable doit être réalisée en numéraire et le produit versé au receveur général.	Créanciers ou membres introuvables
Payment to be forwarded	(2) If payment is made to the Receiver General under subsection (1) with respect to a creditor or member, the corporation or liquidator shall forward to the Director with the payment all documents, records and registers in the possession of the corporation or liquidator that relate to the entitlement of the creditor or member.	(2) Le liquidateur ou l'organisation qui effectue le versement envoie en même temps au directeur tous documents, livres et registres en sa possession concernant le droit au paiement du créancier ou du membre, selon le cas.	Envoi des documents
Constructive satisfaction	(3) A payment under subsection (1) is deemed to be in satisfaction of a debt or claim of the creditor or member.	(3) Le versement ainsi effectué est réputé régler le créancier ou dédommager le membre.	Dédommagement
Recovery	(4) A person who establishes an entitlement to any money paid to the Receiver General under this Act shall be paid by the Receiver General an equivalent amount out of the Consolidated Revenue Fund.	(4) Le receveur général verse, sur le Trésor, une somme égale à celle qu'il a reçue au titre de la présente loi à toute personne qui la réclame à bon droit.	Recouvrement

Vesting in  
Crown

**239.** (1) Subject to subsection 237(2) and section 238, property of a dissolved corporation that has not been disposed of at the date of its dissolution under this Act vests in Her Majesty in right of Canada.

Return of  
property on  
revival

(2) If a dissolved corporation is revived as a corporation under section 217, any property, other than money, that vested in Her Majesty under subsection (1) and that has not been disposed of shall be returned to the corporation and there shall be paid to the corporation out of the Consolidated Revenue Fund

(a) an amount equal to any money received by Her Majesty under subsection (1); and

(b) if property other than money vested in Her Majesty under subsection (1) and that property has been disposed of, an amount equal to the lesser of

(i) the value of that property at the date it vested in Her Majesty, and

(ii) the amount realized by Her Majesty from the disposition of that property.

## PART 15

## INVESTIGATION

Investigation

**240.** (1) On the application of a member, a debt obligation holder or the Director, *ex parte* or on any notice that the court requires, a court having jurisdiction in the place where a corporation has its registered office may direct an investigation to be made of the corporation and any of its affiliated corporations and may

(a) appoint an inspector to conduct the investigation or replace an inspector and fix the remuneration of the inspector or their replacement;

(b) determine the notice to be given to any interested person or dispense with notice to any person;

(c) subject to section 242, authorize an inspector to enter any place if the court is satisfied that there are reasonable grounds to suspect that there is relevant information in that place and to examine any thing and make copies of any document or record found there;

**239.** (1) Sous réserve du paragraphe 237(2) et de l'article 238, les biens dont il n'a pas été disposé à la date de la dissolution de l'organisation en vertu de la présente loi sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.

(2) Les biens ainsi dévolus à Sa Majesté et dont il n'a pas été disposé, à l'exclusion des sommes d'argent, sont restitués à l'organisation reconstituée en organisation en vertu de l'article 217; lui sont versées, sur le Trésor :

a) une somme égale à celles qu'a reçues Sa Majesté en vertu du paragraphe (1);

b) en cas de disposition de biens autres qu'en numéraire dévolus à Sa Majesté, une somme correspondant au moins élevé des montants suivants :

(i) la valeur de ces biens à la date de leur dévolution,

(ii) le produit tiré par Sa Majesté de cette disposition.

## PARTIE 15

## ENQUÊTE

Dévolution à la  
CouronneRestitution des  
biensEnquête  
ordonnée par le  
tribunal

**240.** (1) Le tribunal du ressort du siège de l'organisation peut, sur demande de tout membre ou détenteur de titre de créance ou du directeur, présentée *ex parte* ou suivant l'envoi de l'avis qu'il exige, ordonner la tenue d'une enquête sur l'organisation et sur toute organisation de son groupe; il peut alors, par ordonnance :

a) nommer un inspecteur chargé de mener l'enquête ou le remplacer et fixer la rémunération de celui-ci ou de son remplaçant;

b) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis;

c) s'il est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables de soupçonner que des renseignements pertinents s'y trouvent, autoriser l'inspecteur, sous réserve de l'article 242, à visiter des lieux, ainsi qu'à examiner toute chose et prendre copie de tout document ou livre qu'il trouve dans ces lieux;



Grounds

(d) require any person to produce documents or records to an inspector;	d) requérir la présentation à l'inspecteur de documents ou de livres;
(e) authorize an inspector to conduct a hearing, administer oaths and examine any person on oath, and make rules for the conduct of the hearing;	e) autoriser l'inspecteur à tenir une audience, à faire prêter serment et à interroger sous serment, ainsi que préciser les règles régissant la tenue de l'audience;
(f) require any person to attend a hearing conducted by an inspector and to give evidence on oath;	f) citer toute personne à comparaître à l'audience tenue par l'inspecteur pour y déposer sous serment;
(g) give directions to an inspector or any interested person on any matter arising in the investigation;	g) donner des instructions à l'inspecteur ou à tout intéressé sur toute question relevant de l'enquête;
(h) require an inspector to make an interim or final report to the court;	h) demander à l'inspecteur de lui faire un rapport provisoire ou définitif;
(i) determine whether a report of an inspector should be published and, if so, order the Director to publish the report in whole or in part or to send copies to any person whom the court designates;	i) statuer sur l'opportunité de la publication du rapport de l'inspecteur et, le cas échéant, demander au directeur de le publier intégralement ou en partie ou d'en envoyer copie à toute personne qu'il désigne;
(j) require an inspector to discontinue an investigation;	j) arrêter l'enquête;
(k) require the corporation to pay the costs of the investigation; and	k) enjoindre à l'organisation de payer les frais de l'enquête;
(l) make any other order that it thinks fit.	l) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.
(2) The court may make an order on an application under subsection (1) only if it appears to the court that	(2) Le tribunal ne peut rendre une telle ordonnance que s'il lui paraît établi, selon le cas :
(a) the activities of the corporation or any of its affiliates is or has been carried on with intent to defraud any person;	a) que l'organisation ou une personne morale de son groupe exerce ou a exercé ses activités avec une intention de fraude;
(b) the activities or affairs of the corporation or any of its affiliates are or have been carried on or conducted, or the powers of the directors are or have been exercised, in a manner that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interests of a member or debt obligation holder;	b) que l'organisation ou une personne morale de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités ou ses affaires internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, entrave l'exercice des droits des membres ou des détenteurs de titres de créance ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts;
(c) the corporation or any of its affiliates was formed for a fraudulent or unlawful purpose or is to be dissolved for a fraudulent or unlawful purpose; or	c) que la constitution ou la dissolution de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe procède d'une intention frauduleuse ou illégale;

	(d) persons concerned with the formation, activities or affairs of the corporation or any of its affiliates have acted fraudulently or dishonestly.	d) que des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes dans le cadre de la constitution de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe, ou dans la conduite de ses activités ou de ses affaires 5 internes.	
Notice to Director	(3) A member or debt obligation holder who makes an application under subsection (1) shall give the Director reasonable notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(3) Le membre ou le détenteur de titre de créance qui présente la demande visée au paragraphe (1) en donne avis, dans un délai raisonnable, au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat. 10	Avis au directeur
No security for costs	(4) An applicant under this section is not required to give security for costs. 10	(4) La personne qui présente la demande n'est pas tenue de fournir de cautionnement pour les frais.	Absence de cautionnement
Hearings in camera	(5) An <i>ex parte</i> application under this section shall be heard <i>in camera</i> .	(5) La demande <i>ex parte</i> faite au titre du présent article est entendue à huis clos. 15	Audiences à huis clos
Consent to publish proceedings required	(6) No person shall publish anything relating to <i>ex parte</i> proceedings under this section except with the authorization of the court or the written consent of the corporation being investigated. 15	(6) Toute publication relative à la demande <i>ex parte</i> est interdite, sauf autorisation du tribunal ou consentement écrit de l'organisation faisant l'objet de l'enquête. 20	Publication interdite, sauf autorisation préalable
Power of inspector	<b>241.</b> (1) An inspector under this Part has the powers set out in the order appointing the inspector. 20	<b>241.</b> (1) L'inspecteur visé par la présente partie a les pouvoirs précisés dans son ordonnance de nomination.	Pouvoirs de l'inspecteur
Court order	(2) An inspector shall on request produce to an interested person a copy of any order made under subsection 240(1).	(2) L'inspecteur remet à tout intéressé, sur demande, copie de toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe 240(1). 25	Copie de l'ordonnance
Entering dwelling	<b>242.</b> (1) If the place referred to in paragraph 240(1)(c) is a dwelling, the court shall not make an order under that paragraph unless it is satisfied that 25 (a) entry to the dwelling is necessary to practically obtain the information; and 30 (b) entry to the dwelling has been refused or there are reasonable grounds for believing that entry will be refused.	<b>242.</b> (1) Dans le cas d'une habitation, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance visée à l'alinéa 240(1)c) que s'il est convaincu que la visite est nécessaire pour y obtenir les renseignements, sans difficulté excessive, et qu'un refus a été opposé à la visite ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas. 30	Visite d'une habitation
Use of force	(2) In acting under the authority of an order that authorizes entry to a dwelling, the inspector named in it shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the order. 35	(2) L'inspecteur ne peut, dans le cadre de la visite, recourir à la force que si l'ordonnance en 35 autorise expressément l'usage et que s'il est accompagné d'un agent de la paix.	Usage de la force

Hearing in camera	<p>243. (1) On the application of an interested person, a court may make an order directing that a hearing conducted by an inspector under this Part be heard <i>in camera</i> or giving directions on any matter arising in the investigation.</p>	<p>243. (1) Le tribunal peut, sur demande de tout intéressé, ordonner la tenue à huis clos de l'audience prévue à la présente partie et donner des instructions sur toute question relevant de l'enquête.</p>	Audience à huis clos
Right to counsel	<p>(2) A person whose conduct is being investigated or who is being examined at a hearing conducted by an inspector under this Part has a right to be represented by counsel.</p>	<p>(2) La personne dont la conduite fait l'objet de l'enquête ou qui est interrogée lors de l'audience prévue à la présente partie peut se faire représenter par avocat.</p>	Représentation
Incriminating statements	<p>244. No person is excused from attending and giving evidence and producing documents and records to an inspector under this Part by reason only that the evidence tends to incriminate that person or subject that person to any proceeding or penalty, but no such evidence shall be used or is receivable against that person in any proceeding instituted against that person under an Act of Parliament, other than a prosecution under section 132 of the <i>Criminal Code</i> for perjury in giving the evidence or a prosecution under section 136 of that Act in respect of the evidence.</p>	<p>244. Toute personne tenue au titre de la présente partie de se présenter et de témoigner devant un inspecteur ou de lui remettre des documents et des livres ne peut en être dispensée au seul motif que son témoignage peut entraîner son inculpation ou la rendre passible de poursuites ou de sanctions; cependant, ce témoignage ne peut être invoqué et est irrecevable contre elle dans les poursuites intentées à son encontre en vertu d'une loi fédérale, à l'exception de celles intentées en application de l'article 132 du <i>Code criminel</i> pour parjure dans le cadre de ce témoignage ou de l'article 136 de cette loi à l'égard de ce témoignage.</p>	Incrimination
Exchange of information	<p>245. (1) In addition to the powers set out in the order appointing the inspector, an inspector appointed to investigate a corporation may furnish information to, or exchange information and otherwise cooperate with, any public official in Canada or elsewhere who is authorized to exercise investigatory powers and who is investigating, in respect of the corporation, any allegation of improper conduct that is the same as or similar to the conduct described in subsection 240(2).</p>	<p>245. (1) Outre les pouvoirs précisés dans son ordonnance de nomination, l'inspecteur nommé pour enquêter sur une organisation peut fournir des renseignements aux fonctionnaires canadiens ou étrangers ou en échanger avec eux et collaborer de toute autre manière avec eux, s'ils sont investis de pouvoirs d'enquête et mènent, sur l'organisation, une enquête à propos de toute allégation faisant état d'une conduite répréhensible analogue à celles visées au paragraphe 240(2).</p>	Échange de renseignements
Restriction	<p>(2) An inspector shall not furnish information that was obtained from any person in the course of an investigation under this Part to a public official outside Canada unless the inspector is satisfied that the information will not be used against that person in any proceeding instituted against that person for an offence.</p>	<p>(2) Toutefois, l'inspecteur ne peut fournir aux fonctionnaires étrangers les renseignements obtenus auprès d'une personne dans le cadre de l'enquête prévue par la présente partie que s'il est convaincu qu'ils ne seront pas invoqués contre elle dans toute poursuite pénale.</p>	Limite
Absolute privilege—defamation	<p>246. (1) Any oral or written statement or report made by an inspector or any other person in an investigation under this Part has absolute privilege.</p>	<p>246. (1) Les personnes, notamment les inspecteurs, qui font des déclarations orales ou écrites et des rapports au cours de l'enquête prévue par la présente partie jouissent d'une immunité absolue.</p>	Immunité absolue—diffamation



Copy of report	(2) An inspector shall send to the Director a copy of every report made by the inspector under this Part.	(2) L'inspecteur envoie au directeur une copie de tout rapport qu'il établit au titre de la présente partie.	Copie du rapport
Solicitor-client privilege	<b>247.</b> Nothing in this Part shall be construed as affecting the privilege between legal counsel and their clients.	<b>247.</b> La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte au secret professionnel liant le conseiller juridique à son client.	Secret professionnel

## PART 16

## REMEDIES, OFFENCES AND PUNISHMENT

Definitions	<b>248.</b> The following definitions apply in this Part.	
"action" « poursuite »	"action" means an action under this Act.	
"complainant" « plaignant »	"complainant" means (a) a former or present member or debt obligation holder of a corporation or any of its affiliates; (b) a present or former registered holder or beneficial owner of a share of an affiliate of a corporation; (c) a former or present director or officer of a corporation or any of its affiliates; (d) the Director; or (e) any other person who, in the discretion of a court, is a proper person to make an application under this Part.	10 15 20

Derivative action	<b>249.</b> (1) On the application of a complainant, a court may make an order granting the complainant leave to bring an action in the name of and on behalf of a corporation or any of its subsidiaries, or intervene in an action to which such a body corporate is a party, for the purpose of prosecuting, defending or discontinuing the action on its behalf.	25
-------------------	--	----

Conditions precedent	(2) The court may not make an order under subsection (1) unless the court is satisfied that (a) the complainant has given notice to the directors of the corporation or its subsidiary of the complainant's intention to apply to the court under subsection (1) within the prescribed period before bringing the applica-	35
----------------------	---	----

## PARTIE 16

## RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES

	<b>248.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
	« plaignant » a) Tout membre ou détenteur de titre de créance, ancien ou actuel, d'une organisation ou d'une personne morale de son groupe; b) le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire, ancien ou actuel, d'une action d'une personne morale du groupe de l'organisation; c) tout administrateur ou dirigeant, ancien ou actuel, d'une organisation ou d'une personne morale de son groupe; d) le directeur; e) toute autre personne qui, d'après un tribunal, a qualité pour présenter une demande sous le régime de la présente partie.	« plaignant » « complainant » 10 15 20
	« poursuite » Action intentée en vertu de la présente loi.	« poursuite » « action »

	<b>249.</b> (1) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du plaignant, l'autoriser soit à intenter une poursuite au nom et pour le compte d'une organisation ou de l'une de ses filiales, soit à intervenir dans une poursuite à laquelle est partie une telle personne morale, afin de l'exercer, d'y présenter une défense ou d'y mettre fin pour le compte de cette personne morale.	25 30
--	--	----------

	(2) Le tribunal ne peut rendre l'ordonnance que s'il est convaincu à la fois : a) que le plaignant a donné avis de son intention de présenter la demande, dans le délai réglementaire avant la présentation ou dans le délai que le tribunal estime indiqué, aux administrateurs de l'organisation ou de sa	35 40
--	--	----------

Recours similaire à l'action oblique

Conditions préalables

tion, or as otherwise ordered by the court, if the directors of the corporation or its subsidiary do not bring the action, prosecute or defend it diligently or discontinue it;

(b) the complainant is acting in good faith; 5 and

(c) it appears to be in the interests of the corporation or its subsidiary that the action be brought, prosecuted, defended or discontinued. 10

(3) The court may not make an order under subsection (1) if the court is satisfied that

(a) the corporation is a religious corporation;

(b) the decision of the directors referred to in paragraph (2)(a) is based on a tenet of faith 15 held by the members of the corporation; and

(c) it was reasonable to base the decision on a tenet of faith, having regard to the activities of the corporation.

**250.** In connection with an action brought or 20 intervened in as a result of an application under subsection 249(1), the court may at any time make

(a) an order authorizing the complainant or any other person to control the conduct of the 25 action;

(b) an order giving directions for the conduct of the action;

(c) an order directing that any amount adjudged payable by a defendant in the action 30 shall be paid, in whole or in part, directly to former or present shareholders, members and debt obligation holders of the corporation or its subsidiary instead of to the corporation or its subsidiary; 35

(d) an order requiring the corporation or its subsidiary to pay reasonable legal fees incurred by the complainant in connection with the action; and

(e) any other order that it thinks fit. 40

**251.** (1) On the application of a complainant, a court may make an order if it is satisfied that, in respect of a corporation or any of its affiliates, any of the following is oppressive or unfairly prejudicial to or unfairly 45

filiale dans le cas où ils n'ont pas intenté la poursuite, n'ont pas agi avec diligence dans le cadre de celle-ci ou n'y ont pas mis fin;

b) que le plaignant agit de bonne foi;

c) qu'il semble être de l'intérêt de l'organi- 5 sation ou de sa filiale d'intenter la poursuite, de l'exercer, d'y présenter une défense ou d'y mettre fin.

(3) Toutefois, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance s'il est convaincu que l'organisa- 10 tion est une organisation religieuse, que le défaut par les administrateurs d'intenter la poursuite, d'agir avec diligence dans le cadre de celle-ci ou d'y mettre fin est fondé sur un précepte religieux observé par les membres de 15 l'organisation et qu'il était justifié de le fonder sur un tel précepte, compte tenu de la nature des activités de l'organisation.

Moyen de  
défense fondé  
sur un précepte  
religieux

**250.** Le tribunal peut, par ordonnance, dans le cadre de toute poursuite ou intervention visée 20 au paragraphe 249(1):

a) autoriser le plaignant ou toute autre personne à assurer la conduite de la poursuite;

b) donner des instructions sur la conduite de la poursuite; 25

c) faire payer directement aux membres, aux détenteurs de titres de créance ou aux actionnaires, anciens ou actuels, et non à l'organisation ou sa filiale, tout ou partie des sommes adjudgées; 30

d) mettre à la charge de l'organisation ou de sa filiale les frais de justice raisonnables supportés par le plaignant;

e) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée. 35

Pouvoirs du  
tribunal

**251.** (1) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du plaignant, redresser la situation provoquée par l'organisation ou l'une des personnes morales de son groupe qui, à son avis, entrave l'exercice des droits des actionnai- 40

Demande en cas  
d'abus

Faith-based  
defence

Powers of court

Application to  
court re  
oppression

disregards the interests of any shareholder, creditor, director, officer or member, or causes such a result:

- (a) any act or omission of the corporation or any of its affiliates;
- (b) the conduct of the activities or affairs of the corporation or any of its affiliates; or
- (c) the exercise of the powers of the directors or officers of the corporation or any of its affiliates.

(2) The court may not make an order if the court is satisfied that

- (a) the corporation is a religious corporation;
- (b) the act or omission, the conduct or the exercise of powers is based on a tenet of faith held by the members of the corporation; and
- (c) it was reasonable to base the act or omission, the conduct or the exercise of powers on the tenet of faith, having regard to the activities of the corporation.

(3) The court may make any interim or final order that it thinks fit, including an order

- (a) restraining the conduct complained of;
- (b) appointing a receiver or receiver-manager;
- (c) with respect to a corporation's affairs, requiring the amendment of the articles or by-laws or the creation or amendment of a unanimous member agreement;
- (d) directing an issue or exchange of memberships, debt obligations or securities;
- (e) appointing directors in place of or in addition to all or any of the directors then in office;
- (f) directing a corporation, subject to subsection (5), or any other person, to purchase the debt obligation of a debt obligation holder;
- (g) directing a corporation, subject to subsection (5), or any other person, to pay a member all or part of the amount that the member paid for their membership;

res, créanciers, administrateurs, dirigeants ou membres, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

- a) soit par une action ou une omission qui lui est imputable;
- b) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités ou ses affaires internes;
- c) soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs.

(2) Toutefois, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance s'il est convaincu que l'organisation est une organisation religieuse, que l'action ou l'omission, la conduite des activités ou des affaires internes ou l'exercice des pouvoirs à l'origine de la demande sont fondés sur un précepte religieux observé par les membres de l'organisation et qu'il était justifié de les fonder sur un tel précepte, compte tenu de la nature des activités de l'organisation.

(3) En vue de redresser la situation, le tribunal peut notamment, par l'ordonnance provisoire ou définitive qu'il estime indiquée :

- a) faire cesser le comportement contesté;
- b) nommer un séquestre ou un séquestre-gérant;
- c) en ce qui concerne les affaires internes de l'organisation, exiger la modification des statuts ou des règlements administratifs ou l'établissement ou la modification d'une convention unanime des membres;
- d) prescrire l'émission ou l'échange d'adhésions, de titres de créance ou de valeurs mobilières;
- e) faire des nominations au conseil d'administration, soit pour remplacer tous les administrateurs en fonctions ou certains d'entre eux, soit pour en augmenter le nombre;
- f) enjoindre à l'organisation, sous réserve du paragraphe (5), ou à toute autre personne d'acheter le titre de créance d'un détenteur de titre de créance;

Faith-based  
defence

Powers of court

Moyen de  
défense fondé  
sur un précepte  
religieux

Pouvoirs du  
tribunal



	<p>(h) varying or setting aside a transaction or contract to which a corporation is a party and compensating the corporation or any other party to the transaction or contract;</p> <p>(i) requiring a corporation, within a time specified by the court, to produce to the court or an interested person financial statements in the form required by section 172 or an accounting in any other form that the court may determine;</p> <p>(j) compensating an aggrieved person;</p> <p>(k) directing rectification of the registers or other records of a corporation under section 253;</p> <p>(l) liquidating and dissolving a corporation;</p> <p>(m) directing an investigation under Part 15 to be made; and</p> <p>(n) requiring the trial of any issue.</p>	<p>g) enjoindre à l'organisation, sous réserve du paragraphe (5), ou à toute autre personne de rembourser à des membres tout ou partie des sommes d'argent qu'ils ont versées pour payer le prix de leurs adhésions;</p> <p>h) modifier une opération ou un contrat auquel l'organisation est partie ou le résilier, avec indemnisation de l'organisation ou des autres parties;</p> <p>i) enjoindre à l'organisation de lui fournir — ou de fournir à tout intéressé —, dans le délai prescrit, ses états financiers en la forme exigée à l'article 172, ou de rendre compte en telle autre forme qu'il peut fixer;</p> <p>j) indemniser les personnes qui ont subi un préjudice;</p> <p>k) prescrire la rectification des registres ou autres livres de l'organisation, conformément à l'article 253;</p> <p>l) prononcer la liquidation et la dissolution de l'organisation;</p> <p>m) prescrire la tenue d'une enquête conformément à la partie 15;</p> <p>n) exiger l'instruction de toute question litigieuse.</p>	<p>5</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p>
Duty of directors	<p>(4) If an order directs amendment of the articles or by-laws of a corporation,</p> <p>(a) the directors shall immediately comply with subsection 213(4); and</p> <p>(b) no other amendment to the articles or by-laws shall be made without the consent of the court, until a court otherwise orders.</p>	<p>(4) Dans les cas où l'ordonnance exige des modifications aux statuts ou aux règlements administratifs de l'organisation :</p> <p>a) les administrateurs se conforment sans délai au paragraphe 213(4);</p> <p>b) toute autre modification des statuts ou des règlements administratifs ne peut se faire qu'avec l'autorisation du tribunal, sous réserve de toute autre décision judiciaire.</p>	<p>20</p> <p>30</p>
Limitation	<p>(5) A corporation shall not make a payment to a member under paragraph (3)(f) or (g) if there are reasonable grounds for believing that, after that payment,</p> <p>(a) the corporation is or would be unable to pay its liabilities as they become due; or</p> <p>(b) the realizable value of the corporation's assets would be less than the aggregate of its liabilities.</p>	<p>(5) L'organisation ne peut effectuer aucun paiement à un membre en vertu des alinéas (3)f) ou g) s'il existe des motifs raisonnables de croire que :</p> <p>a) ou bien elle ne peut — ou ne pourrait de ce fait — acquitter son passif à échéance;</p> <p>b) ou bien la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure à son passif.</p>	<p>35</p> <p>40</p>

Alternative order	(6) An applicant under this section may apply in the alternative for an order under section 222.	(6) Le plaignant agissant au titre du présent article peut, à son choix, demander au tribunal de rendre l'ordonnance prévue à l'article 222.	Choix
Evidence of members' approval not decisive	<b>252.</b> (1) An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not be stayed or dismissed by reason only that it is shown that an alleged breach of a right or duty owed to the corporation or its subsidiary has been or might be approved by the members of that body corporate, but evidence of approval by the members may be taken into account by the court in making an order under section 222, 250 or 251.	<b>252.</b> (1) Les demandes, poursuites ou interventions visées par la présente partie ne peuvent être suspendues ni rejetées au seul motif qu'il est prouvé que les membres ont ou avaient le pouvoir d'approuver l'inexécution d'obligations envers l'organisation ou sa filiale; toutefois, le tribunal peut tenir compte de cette preuve lorsqu'il rend les ordonnances prévues aux articles 222, 250 ou 251.	Preuve de l'approbation des membres non décisive
Court approval to discontinue	(2) An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not be stayed, discontinued, settled or dismissed for want of prosecution without the approval of the court given on any terms that the court thinks fit and, if the court determines that the interests of any complainant may be substantially affected by the stay, discontinuance, settlement or dismissal, the court may order any party to the application or action to give notice to the complainant.	(2) La suspension, l'abandon, le règlement ou le rejet des demandes, poursuites ou interventions visées par la présente partie pour cause de défaut de procédure utile est subordonné à leur approbation par le tribunal selon les modalités qu'il estime indiquées; il peut également ordonner à toute partie d'en donner avis aux plaignants s'il conclut que leurs droits peuvent être sérieusement compromis.	Approbation de l'abandon des poursuites
No security for costs	(3) A complainant is not required to give security for costs in any application made or action brought or intervened in under this Part.	(3) Les plaignants ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour frais pour les demandes, poursuites ou interventions visées par la présente partie.	Absence de cautionnement
Interim costs	(4) In an application made or an action brought or intervened in under this Part, the court may at any time order the corporation or its subsidiary to pay to the complainant interim costs, including legal fees and disbursements, but the complainant may be held accountable for those interim costs on final disposition of the application or action.	(4) Lorsqu'il donne suite aux demandes, poursuites ou interventions visées par la présente partie, le tribunal peut ordonner à l'organisation ou à sa filiale de verser aux plaignants une indemnité provisoire au titre, notamment, des débours et autres frais de justice dont ils pourront être comptables lors de l'adjudication définitive.	Frais provisoires
Application to court to rectify records	<b>253.</b> (1) If the name of a person is alleged to be or to have been wrongly entered or retained in, or wrongly deleted or omitted from, the registers or other records of a corporation, the corporation, a debt obligation holder, director, officer or member of the corporation or any aggrieved person may apply to a court for an order that the registers or records be rectified.	<b>253.</b> (1) L'organisation, les détenteurs de titres de créance, ses administrateurs, ses dirigeants, ses membres et toute personne qui subit un préjudice peuvent demander au tribunal de rectifier, par ordonnance, ses registres ou autres livres, si le nom d'une personne y a été inscrit, maintenu, supprimé ou omis prétendument à tort.	Demande de rectification au tribunal

Notice to Director	(2) An applicant under this section shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(2) Le demandeur qui agit en vertu du présent article donne avis de sa demande au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Powers of court	(3) On an application under this section, the court may make (a) an order requiring the registers or other records of the corporation to be rectified; (b) an order restraining the corporation from calling or holding a meeting of members 10 before that rectification; (c) an order determining the right of a party to the proceedings to have their name entered or retained in, or deleted or omitted from, the registers or records of the corporation; 15 (d) an order compensating a party who has incurred a loss; and (e) any other order that it thinks fit.	(3) Lorsqu'il donne suite aux demandes visées au présent article, le tribunal peut, par ordonnance : a) exiger la rectification des registres ou autres livres de l'organisation; b) enjoindre à l'organisation de ne pas 10 convoquer ni tenir d'assemblée avant cette rectification; c) déterminer le droit d'une partie à l'inscription, au maintien, à la suppression ou à l'omission de son nom, dans les registres ou 15 livres de l'organisation; d) indemniser toute partie qui a subi une perte; e) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée. 20	5 Pouvoirs du tribunal
Application for directions	254. On the application of the Director for directions in respect of any matter concerning 20 the Director's duties under this Act, a court may give any directions and make any further order that it thinks fit.	254. Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du directeur, lui donner des instructions concernant les devoirs que lui impose la présente loi et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée. 25	Demande d'instructions
Notice of refusal by Director	255. (1) If the Director refuses to accept any document that takes effect under this Act on its 25 acceptance or on the issuance of a certificate or other document, the Director shall, within the prescribed period, give written notice of the refusal to the person who sent the document, giving reasons. 30	255. (1) Le directeur, s'il n'accepte pas les documents dont la prise d'effet est subordonnée, au titre de la présente loi, à leur acceptation ou à la délivrance d'un certificat ou d'un autre document, donne par écrit à l'expéditeur, dans 30 le délai réglementaire, un avis motivé de sa décision. 30	Avis de refus du directeur
Deemed refusal	(2) If the Director does not, within the prescribed period, accept the document, issue the certificate or other document or give the notice of refusal, the Director is deemed for the purposes of section 256 to have refused the 35 document.	(2) Faute d'acceptation des documents, de délivrance du certificat ou autre document ou d'envoi de l'avis dans le délai réglementaire, le 35 directeur est réputé, pour l'application de l'article 256, avoir refusé les documents.	Refus réputé
Appeal from Director's decision	256. A court may, on the application of a person aggrieved by any of the following decisions of the Director, make any order that it thinks fit, including an order requiring the 40 Director to change the decision:	256. Le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime indiquée, notamment enjoindre au directeur de modifier sa 40 décision, sur demande de toute personne qui subit un préjudice en raison de la décision de celui-ci :	Appel



- (a) to refuse to accept in the form submitted any articles or other document required by this Act to be sent to the Director;
- (b) to give a name, to change or revoke a name, or to refuse to reserve, accept, change or revoke a name under section 13;
- (c) not to accept a notice of registered office required by section 20;
- (d) to refuse to issue a certificate of discontinuance under section 211 or a certificate attesting that as of a certain date a corporation exists under subsection 288(2);
- (e) to issue, or to refuse to issue, a certificate of revival under section 217, or to impose terms for revival;
- (f) to dissolve a corporation under section 220;
- (g) to correct, or to refuse to correct, articles, a notice, a certificate or other document under section 286;
- (h) to cancel, or to refuse to cancel, the articles and any related certificate under section 287; or
- (i) to grant, or to refuse to grant, an application made under subsection 2(6), 25(1) or (2), 105(3), 162(5) or 171(2) or section 173 or 269.

Compliance or  
restraining order

**257.** On the application of a complainant or a creditor of a corporation, a court may make an order directing a corporation or any director, officer, employee, agent, mandatary, public accountant, trustee, receiver, receiver-manager or liquidator of a corporation to comply with this Act, the regulations or the articles, by-laws or a unanimous member agreement of the corporation or restraining any such person from acting in breach of them and make any further order that it thinks fit.

Summary  
application to  
court

**258.** Where this Act states that a person may apply to a court, the application may be made in a summary manner by petition, originating notice of motion, or otherwise as the rules of

- a) de ne pas accepter, en la forme qui lui est soumise, les statuts ou autres documents qui doivent lui être envoyés au titre de la présente loi;
- b) de donner, de modifier ou d'annuler la dénomination de l'organisation ou de refuser de la réserver, de l'accepter, de la modifier ou de l'annuler en vertu de l'article 13;
- c) de ne pas accepter l'avis exigé par l'article 20;
- d) de refuser de délivrer le certificat de changement de régime visé à l'article 211 ou le certificat attestant l'existence d'une organisation à une date précise en vertu du paragraphe 288(2);
- e) de délivrer ou de refuser de délivrer le certificat de reconstitution de l'organisation visé à l'article 217, ou d'imposer certaines modalités pour sa reconstitution;
- f) de dissoudre l'organisation en vertu de l'article 220;
- g) de rectifier ou de refuser de rectifier les statuts, avis, certificats ou autres documents en vertu de l'article 286;
- h) d'annuler ou de refuser d'annuler les statuts et les certificats afférents en vertu de l'article 287;
- i) d'acquiescer ou non à la demande prévue par les paragraphes 2(6), 25(1) ou (2), 105(3), 162(5) ou 171(2) ou par les articles 173 ou 269.

10

15

Ordonnances

**257.** Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout plaignant ou créancier, enjoindre à l'organisation ou à ses administrateurs, dirigeants, employés, mandataires, experts-comptables, fiduciaires, séquestres, séquestres-gérants ou liquidateurs de se conformer — ou ne pas contrevenir — à la présente loi, aux règlements, aux statuts, aux règlements administratifs de l'organisation ou à la convention unanime des membres et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

**258.** Les demandes autorisées par la présente loi peuvent être présentées par voie sommaire sous forme de requête ou d'avis introductif d'instance, ou selon les règles du tribunal et

Demande  
sommaire

	the court provide, and subject to any order respecting notice to interested parties or costs or any other order that the court thinks fit.	sous réserve des ordonnances qu'il estime indiquées, notamment en matière d'avis aux parties concernées ou de frais.	
Appeal of final order	<b>259.</b> (1) An appeal lies to the court of appeal of a province from any final order made by a court of that province under this Act.	<b>259.</b> (1) Toute ordonnance définitive du tribunal rendue en vertu de la présente loi est susceptible d'appel devant la cour d'appel de la province.	Appel 5
Appeal with leave	(2) An appeal lies to the court of appeal of a province from any order other than a final order made by a court of that province, only with leave of the court of appeal.	(2) Toute autre ordonnance du tribunal n'est susceptible d'appel que sur permission de la cour d'appel de la province.	Permission d'interjeter appel 10
Offence	<b>260.</b> (1) Every person who contravenes a provision of this Act or the regulations is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.	<b>260.</b> (1) Quiconque contrevient à la présente loi ou aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.	Infraction 15
Offences with respect to reports	(2) A person who makes, or assists in making, a false or misleading statement in a document required under this Act or the regulations to be sent to the Director or to any other person is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.	(2) La personne qui fait une déclaration fausse ou trompeuse dans un document à envoyer notamment au directeur au titre de la présente loi ou des règlements — ou qui aide une personne à faire une telle déclaration — commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.	Déclaration fausse ou trompeuse 20
Offence — use of information	(3) A person who uses information obtained from a register of members or debt obligation holders or a list of members or debt obligation holders required under this Act for a purpose other than those specified in sections 22, 23 and 108 without the written permission of the member or debt obligation holder about whom information is being used is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.	(3) Quiconque, à des fins non visées aux articles 22, 23 et 108, utilise, sans le consentement écrit du membre ou du détenteur de titre de créance intéressé, des renseignements sur celui-ci provenant d'un registre ou d'une liste tenus au titre de la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.	Utilisation non autorisée de renseignements 30
Officers, etc., of bodies corporate	(4) If a body corporate commits an offence under this section, any director or officer of the body corporate who authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on summary conviction to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not	(4) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction prévue au présent article, ceux de ses administrateurs ou dirigeants qui y ont donné leur autorisation, leur permis- sion ou leur acquiescement sont considérés comme coauteurs de l'infraction et encourtent, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et	Administrateurs ou dirigeants 40

more than six months or to both, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted.

un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Due diligence

(5) No person shall be convicted of an offence under this section if the person establishes that they exercised due diligence to prevent the commission of the offence.

(5) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction prévue au présent article s'il établit qu'il a fait preuve de toute la diligence voulue pour empêcher la perpétration de l'infraction.

Diligence

Order to comply

**261.** (1) Where a person is guilty of an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person to comply with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which the person has been convicted.

**261.** (1) Le tribunal peut, en plus des peines prévues, ordonner aux personnes déclarées coupables d'infractions à la présente loi ou aux règlements de se conformer aux dispositions auxquelles elles ont contrevenu.

Ordre de se conformer à la loi

Limitation period

(2) A prosecution for an offence under this Act may be instituted at any time within but not later than two years after the time when the subject-matter of the complaint arose.

(2) Les infractions prévues par la présente loi se prescrivent par deux ans à compter de la naissance de l'objet de la plainte.

Prescription

Civil remedy not affected

(3) No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason that the act or omission is an offence under this Act.

(3) Le fait qu'une action ou une omission constitue une infraction à la présente loi est sans effet sur les recours civils auxquels elle peut donner ouverture.

Maintien des recours civils

## PART 17

### DOCUMENTS IN ELECTRONIC OR OTHER FORM

Definitions

**262.** The following definitions apply in this Part.

"electronic document"  
« document électronique »

"electronic document" means, except in section 267, any form of representation of information or of concepts fixed in any medium in or by electronic, optical or other similar means and that can be read or perceived by a person or by any means.

"information system"  
« système d'information »

"information system" means a system used to generate, send, receive, store or otherwise process an electronic document.

Application

**263.** This Part does not apply to information, including information in a notice or other document, sent to or issued by the Director under this Act or prescribed for the purposes of this section.

## PARTIE 17

### DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU AUTRE

**262.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« document électronique » Sauf à l'article 267, s'entend de toute forme de représentation d'information ou de notions fixée sur quelque support que ce soit par des moyens électroniques, optiques ou autres moyens semblables et qui peut être lue ou perçue par une personne ou par tout moyen.

« système d'information » Système utilisé pour créer, transmettre, recevoir, mettre en mémoire ou traiter de toute autre manière des documents électroniques.

**263.** La présente partie ne s'applique pas à l'information, notamment celle contenue dans un avis ou un autre document, que le directeur envoie ou reçoit au titre de la présente loi, ni à celle visée par règlement.

Définitions

« document électronique »  
"electronic document"

« système d'information »  
"information system"

Application



Use not mandatory	<p><b>264.</b> (1) Nothing in this Act or the regulations requires a person to create or provide an electronic document.</p>	<p><b>264.</b> (1) La présente loi et les règlements n'obligent personne à créer ou à transmettre un document électronique.</p>	Utilisation non obligatoire
Consent and other requirements	<p>(2) Despite anything in this Part, a requirement under this Act or the regulations to provide a person with information, including information in a notice or other document, is not satisfied by the provision of an electronic document unless</p> <p>(a) the addressee has consented, in the manner prescribed, and has designated an information system for the receipt of the electronic document; and</p> <p>(b) either the electronic document is provided to the designated information system or any other prescribed action is taken.</p>	<p>(2) Malgré toute autre disposition de la présente partie, l'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de fournir une information, notamment dans un avis ou un autre document, n'est satisfaite par la transmission d'un document électronique que si :</p> <p>a) d'une part, le destinataire a donné son consentement selon les modalités réglementaires et désigné un système d'information pour sa réception;</p> <p>b) d'autre part, le document électronique a été transmis au système d'information ainsi désigné ou les mesures réglementaires ont été prises.</p>	Consentement et autres exigences
Revocation of consent	<p>(3) An addressee may revoke the consent referred to in paragraph (2)(a) in the manner prescribed.</p>	<p>(3) Le destinataire peut, selon les modalités réglementaires, révoquer son consentement.</p>	Révocation du consentement
Creation and provision of information	<p><b>265.</b> A requirement under this Act or the regulations that information, including information in a notice or other document, be created or provided is satisfied by the creation or provision of an electronic document if</p> <p>(a) the by-laws or the articles of the corporation do not otherwise provide; and</p> <p>(b) the regulations, if any, have been complied with.</p>	<p><b>265.</b> L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de créer ou de fournir une information, notamment dans un avis ou un autre document, est satisfaite par la création ou la transmission d'un document électronique si :</p> <p>a) d'une part, les statuts ou les règlements administratifs de l'organisation ne s'y opposent pas;</p> <p>b) d'autre part, les exigences réglementaires éventuellement fixées ont été observées.</p>	Création et fourniture d'information
Creation of information in writing	<p><b>266.</b> (1) A requirement under this Act or the regulations that information, including information in a notice or other document, be created in writing is satisfied by the creation of an electronic document if, in addition to the conditions in section 265,</p> <p>(a) the information in the electronic document is accessible so as to be usable for subsequent reference; and</p> <p>(b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with.</p>	<p><b>266.</b> (1) L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de créer par écrit une information, notamment dans un avis ou un autre document, est satisfaite par la création d'un document électronique si les conditions ci-après et celles visées à l'article 265 sont réunies :</p> <p>a) d'une part, l'information qui y est contenue demeure accessible pour consultation future;</p> <p>b) d'autre part, les exigences réglementaires éventuellement fixées ont été observées.</p>	Création d'information par écrit
Provision of information in writing	<p>(2) A requirement under this Act or the regulations that information, including information in a notice or other document, be provided</p>	<p>(2) L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de fournir par écrit une information, notamment dans un avis ou un autre</p>	Fourniture d'information par écrit

in writing is satisfied by the provision of an electronic document if, in addition to the conditions set out in section 265,

(a) the information in the electronic document is accessible by the addressee and capable of being retained by the addressee, so as to be usable for subsequent reference; and

(b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with.

Copies

(3) A requirement under this Act or the regulations for one or more copies of a document to be provided to a single addressee at the same time is satisfied by the provision of a single version of an electronic document.

Registered mail

(4) A requirement under this Act or the regulations to provide a document by registered mail cannot be satisfied by means of an electronic document unless the regulations so prescribe and, in such case, only in accordance with the prescribed requirements.

Statutory declarations and affidavits

**267.** (1) A statutory declaration or an affidavit required under this Act or the regulations may be created or provided in an electronic document if

(a) the person who makes the statutory declaration or affidavit signs it with his or her secure electronic signature;

(b) the authorized person before whom the statutory declaration or affidavit is made signs it with his or her secure electronic signature; and

(c) the requirements of sections 264 to 266 are complied with.

Definitions

(2) For the purposes of this section, “electronic document” and “secure electronic signature” have the same meaning as in subsection 31(1) of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*.

Clarification

(3) For the purpose of complying with paragraph (1)(c), the references to an “electronic document” in sections 264 to 266 are to be read as references to an electronic document as

document, est satisfaite par la transmission d’un document électronique si les conditions ci-après et celles visées à l’article 265 sont réunies :

a) d’une part, l’information qui y est contenue peut être conservée par le destinataire et demeure accessible pour consultation future;

b) d’autre part, les exigences réglementaires éventuellement fixées ont été observées.

(3) L’obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de fournir un ou plusieurs exemplaires d’un document à un seul destinataire dans le même envoi est satisfaite par la transmission d’un document électronique.

Exemplaires

(4) L’obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de transmettre un document par courrier recommandé n’est satisfaite au moyen d’un document électronique que si :

Courrier recommandé

a) d’une part, les règlements le permettent;

b) d’autre part, les exigences réglementaires ont été observées.

20

**267.** (1) Toute déclaration solennelle ou tout affidavit exigé par la loi ou les règlements peut être créé ou fourni dans un document électronique si les conditions suivantes sont réunies :

Déclaration solennelle ou affidavit

a) son auteur y appose sa signature électronique sécurisée;

b) la personne autorisée devant qui il a été fait y appose sa signature électronique sécurisée;

30

c) les conditions visées aux articles 264 à 266 ont été observées.

(2) Pour l’application du présent article, « document électronique » et « signature électronique sécurisée » s’entendent au sens du paragraphe 31(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*.

Définitions

(3) Pour l’application de l’alinéa (1)c), les mentions de « document électronique » aux articles 264 à 266 valent mention d’un docu-

Précision

defined in subsection 31(1) of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*.

Signatures

**268.** Except with respect to a statutory declaration or an affidavit, a requirement under this Act or the regulations for a signature or for a document to be executed is satisfied in relation to an electronic document if the prescribed requirements, if any, pertaining to this section are met and if the signature results from the application by a person of a technology or a process that permits the following to be proven:

- (a) the signature resulting from the use by the person of the technology or process is unique to the person;
- (b) the technology or process is used by the person to incorporate, attach or associate the person's signature to the electronic document; and
- (c) the technology or process can be used to identify its user.

Application for dispensation

**269.** On application of the corporation, the Director may, on any terms that the Director thinks fit, relieve — including retroactively — a corporation from complying with any requirements of this Part if the Director reasonably believes that the members will not be prejudiced by the dispensation.

## PART 18

### GENERAL

#### NOTICE, CERTIFICATES AND OTHER DOCUMENTS

Notice to directors and members

**270. (1)** A notice or other document required by this Act, the regulations, the articles or the by-laws to be sent to a member or director of a corporation may be sent by prepaid mail addressed to, or may be delivered personally to,

- (a) the member at the member's latest address as shown in the records of the corporation; and
- (b) the director at the director's latest address as shown in the records of the corporation or in the last notice that was sent by the corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director.

ment électronique au sens du paragraphe 31(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*.

Signatures

**268.** Dans le cas où la présente loi ou les règlements exigent une signature, autre que celle exigée pour la déclaration solennelle ou l'affidavit, la signature qui résulte de l'utilisation d'une technique ou d'un procédé satisfait à l'obligation en ce qui concerne un document électronique si les exigences réglementaires 10 éventuellement fixées sont observées et si la technique ou le procédé permet d'établir ce qui suit :

- a) la signature est propre à l'utilisateur;
- b) la technique ou le procédé est utilisé pour l'incorporation, l'adjonction ou l'association de la signature au document électronique;
- c) la technique ou le procédé permet d'identifier l'utilisateur.

**269.** Le directeur peut, sur demande de l'organisation, soustraire — même rétroactivement — celle-ci, selon les modalités qu'il estime indiquées, à toute exigence prévue par la présente partie s'il estime que cela ne portera pas préjudice aux membres.

Demande de dispense

## PARTIE 18

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### AVIS, CERTIFICATS ET AUTRES DOCUMENTS

**270. (1)** Les avis ou autres documents dont la présente loi ou les règlements, ou les statuts ou les règlements administratifs de l'organisation exigent l'envoi aux membres ou aux administrateurs peuvent être adressés par courrier affranchi ou remis en personne :

Avis aux administrateurs et aux membres

- a) aux membres, à la dernière adresse figurant dans les livres de l'organisation;
- b) aux administrateurs, à la dernière adresse figurant dans les livres de l'organisation ou sur la dernière liste ou le dernier avis envoyé conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et reçu par le directeur.



Effect of notice	(2) A director whose name appears on the last notice that was sent by a corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director is presumed for the purposes of this Act to be a director of the corporation.	(2) Les administrateurs dont le nom figure sur la dernière liste ou le dernier avis envoyé conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et reçu par le directeur sont présumés, pour l'application de la présente loi, être administrateurs de l'organisation qui y est mentionnée.	Effet de l'avis
Deemed receipt	(3) A notice or other document sent in accordance with subsection (1) to a member or director of a corporation is deemed to be received at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the member or director did not receive the notice or document at that time or at all.	(3) Les membres ou administrateurs auxquels sont envoyés des avis ou autres documents en conformité avec le paragraphe (1) sont réputés les avoir reçus, sauf s'il existe des motifs raisonnables d'en douter, à la date normale de livraison par la poste.	Réception de documents réputée
Undelivered notices	(4) If on two consecutive occasions a notice or other document sent to a member in accordance with subsection (1) is returned because the member cannot be found, the corporation is not required to send any further notices or documents to the member until the member informs the corporation in writing of the member's new address.	(4) L'organisation n'est pas tenue d'envoyer les avis ou autres documents qui lui sont retournés deux fois de suite parce que le membre est introuvable, sauf si celui-ci l'informe par écrit de sa nouvelle adresse.	Retours
Notice to and service on a corporation	<b>271.</b> A notice or other document required to be sent to or served on a corporation may be sent by registered mail to the registered office of the corporation shown in the last accepted notice under section 20 and, if so sent, is deemed to be received or served at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the corporation did not receive the notice or document at that time or at all.	<b>271.</b> Les avis ou autres documents à envoyer ou à signifier à l'organisation peuvent l'être par courrier recommandé au siège indiqué dans le dernier avis accepté au titre de l'article 20; l'organisation est alors réputée, sauf s'il existe des motifs raisonnables d'en douter, les avoir reçus ou en avoir reçu signification à la date normale de livraison par la poste.	Avis et signification à une organisation
Waiver of notice	<b>272.</b> Where a notice or other document is required by this Act or the regulations to be sent, the sending of the notice or document may be waived or the time for the notice or document may be waived or abridged at any time with the consent in writing of the person entitled to the notice or document.	<b>272.</b> Dans les cas où la présente loi ou les règlements exigent l'envoi d'un avis ou d'un autre document, il est possible de renoncer par écrit à l'envoi ou au délai afférent, ou de consentir à l'abrégement de celui-ci.	Renonciation
Certificate of corporation	<b>273.</b> (1) A certificate issued on behalf of a corporation stating any fact that is set out in the articles, the by-laws, a unanimous member agreement, the minutes of the meetings of the directors, a committee of directors or the members, or in a trust indenture or other contract to which the corporation is a party, may be signed by a director or an officer of the corporation.	<b>273.</b> (1) Le certificat délivré pour le compte d'une organisation et énonçant un fait relevé dans les statuts, les règlements administratifs, une convention unanime des membres, le procès-verbal d'une assemblée ou d'une réunion du conseil d'administration ou d'un comité du conseil ainsi que dans les actes de fiducie ou	Certificat

		autres contrats où l'organisation est partie peut être signé par tout administrateur ou dirigeant de l'organisation.	
Evidence of contents of certificate, certified extract and certified copy	(2) In the absence of evidence to the contrary, the following documents, when introduced as evidence in any civil, criminal or administrative action or proceeding, are proof of their contents:  (a) a certificate referred to in subsection (1); (b) a document certified to be a true extract from the corporation's register of directors, officers, members and debt obligation holders; and (c) a document certified to be a true copy of minutes, or of an extract from minutes, of a meeting of members or directors or a committee of directors of the corporation.	(2) Le certificat, de même que l'extrait certifié conforme du registre des membres, des administrateurs, des dirigeants ou des détenteurs de titres de créance et la copie ou l'extrait certifié conforme du procès-verbal d'une assemblée ou d'une réunion du conseil d'administration ou d'un comité du conseil, font foi de leur contenu, sauf preuve contraire, dans toute poursuite ou procédure civile, pénale ou administrative.	Preuve du contenu
Proof of authenticity	(3) A document that appears to be a certificate, certified extract or certified copy referred to in subsection (2) is presumed, in the absence of evidence to the contrary, to be authentic.	(3) Le document qui paraît être un tel certificat ou extrait ou une telle copie fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité.	Preuve de l'authenticité
Proof of membership or debt obligation	(4) An entry of a person's name in a register of members or debt obligation holders of a corporation, or an entry in a debt obligation certificate issued by a corporation, is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person holds the membership or debt obligation described in the register or in the certificate.	(4) Les mentions du registre des adhésions ou des titres de créance et les certificats de titres de créance émis par l'organisation établissent, sauf preuve contraire, que les personnes au nom desquelles les adhésions ou les titres de créance sont inscrits ou émis, selon le cas, en sont propriétaires.	Preuve— adhésions et titres de créance
Definition of "statement"	274. (1) In this section, "statement" means a statement of intent to dissolve, or a statement of revocation of intent to dissolve, referred to in section 219.	274. (1) Au présent article, « déclaration » désigne la déclaration mentionnée à l'article 219 constatant soit l'intention de procéder à la dissolution, soit celle d'y renoncer.	Définition de « déclaration »
Sending of articles and statements	(2) If this Act requires that articles or a statement relating to a corporation be sent to the Director,  (a) the articles or statement shall be signed by a director or an officer of the corporation or, in the case of articles of incorporation, by an incorporator; and  (b) on receiving the articles or statement in the form that the Director fixes, any other required documents and the required fees, the Director shall	(2) Dans le cas où la présente loi prévoit l'envoi au directeur de statuts ou d'une déclaration relativement à une organisation :  a) les statuts ou la déclaration doivent être signés par l'un des administrateurs ou dirigeants de l'organisation ou, dans le cas des statuts constitutifs, par un fondateur;  b) le directeur, sur réception des statuts ou de la déclaration en la forme établie par lui, de tout autre document requis et des droits afférents :	Envoi de statuts ou d'une déclaration

	<p>(i) record the date of receipt,</p> <p>(ii) issue the appropriate certificate,</p> <p>(iii) send the certificate, or a copy, image or photographic, electronic or other reproduction of the certificate, to the corporation or its agent or mandatary, and</p> <p>(iv) publish a notice of the issuance of the certificate in a publication generally available to the public.</p>	<p>(i) note la date de la réception,</p> <p>(ii) délivre le certificat approprié,</p> <p>(iii) envoie à l'organisation ou à son mandataire le certificat ou une copie, image ou reproduction photographique, électronique ou autre de celui-ci,</p> <p>(iv) fait paraître dans une publication destinée au grand public un avis de la délivrance du certificat.</p>	
Date of certificate	<p>(3) A certificate referred to in subsection (2) issued by the Director may be dated as of the day the Director receives the articles, statement or court order under which the certificate is issued or as of any later day specified by the court or person who signed the articles or statement.</p>	<p>(3) La date du certificat peut être celle de la réception, par le directeur, des statuts, de la déclaration ou de l'ordonnance portant délivrance du certificat ou telle date ultérieure que précise le tribunal ou le signataire des statuts ou de la déclaration.</p>	Date du certificat
Date of certificate	<p>(4) Despite subsection (3), a certificate of discontinuance may be dated as of the day on which the corporation amalgamates, or is continued, under another Act.</p>	<p>(4) Le certificat de changement de régime peut, quant à lui, être daté du jour où l'organisation a été prorogée ou a fusionné sous le régime d'une autre loi.</p>	Date du certificat de changement de régime
Exception — failure to comply with Act	<p>(5) The Director may refuse to issue the certificate if a notice that is required by section 20 or 129 or by subsection 135(1) indicates that the corporation, after the issuance of the certificate, would not be in compliance with this Act.</p>	<p>(5) Le directeur peut refuser de délivrer le certificat si l'avis exigé par l'article 20 ou le paragraphe 135(1) ou la liste exigée par l'article 129 indiquent que l'organisation, après la délivrance du certificat, serait en contravention avec la présente loi.</p>	Exception : non-observation de la loi
Signature	<p><b>275.</b> (1) A signature required on a certificate issued by the Director under this Act may be printed or otherwise mechanically reproduced on the certificate.</p>	<p><b>275.</b> (1) La signature qui doit figurer sur les certificats que le directeur délivre au titre de la présente loi peut être reproduite mécaniquement, notamment sous forme imprimée.</p>	Signature
Authority to sign notices	<p>(2) A notice required by subsection 20(2) or (3), 129(1) or 135(1), and the annual return required by section 276, may be signed by any individual who has the relevant knowledge of the corporation and who is authorized to do so by the directors, or, in the case of the notice required by subsection 20(2) or 129(1), the incorporators.</p>	<p>(2) Les avis exigés par les paragraphes 20(2) ou (3) ou 135(1), la liste exigée par le paragraphe 129(1) ainsi que le rapport annuel exigé par l'article 276 peuvent être signés par toute personne physique ayant une connaissance suffisante de l'organisation, sur autorisation des administrateurs ou, dans le cas de l'avis exigé par le paragraphe 20(2) ou de la liste exigée par le paragraphe 129(1), des fondateurs.</p>	Personnes physiques autorisées à signer certains documents
Execution of documents	<p>(3) Any articles, notice, resolution, requisition, statement or other document required or permitted to be executed or signed by more than one individual for the purposes of this Act may be executed or signed in several documents of similar form, each of which is executed or signed by one or more of the individuals. The</p>	<p>(3) Les statuts, avis, résolutions, demandes, déclarations ou autres documents qui doivent ou peuvent être signés par plusieurs personnes physiques pour l'application de la présente loi peuvent être rédigés en plusieurs exemplaires de forme analogue, dont chacun est signé par une</p>	Fiction — signature des documents



	documents, when duly executed or signed by all individuals required or permitted, as the case may be, to do so, are deemed to constitute one document for the purposes of this Act.	ou plusieurs de ces personnes. Ces exemplaires dûment signés sont réputés constituer un seul document pour l'application de la présente loi.	
Annual return	276. Every corporation shall send to the Director an annual return in the form and on the date that the Director fixes.	276. L'organisation envoie au directeur un rapport annuel, en la forme établie par lui, à la date qu'il fixe.	Rapport annuel
Inspection	277. (1) A person who has paid the required fee is entitled during usual business hours to examine and make copies of or extracts from a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except extracts obtained under subsection 24(1), a members or debt obligation holders list obtained under subsection 24(2) and a report sent to the Director under subsection 246(2).	277. (1) Sur paiement des droits exigibles, toute personne peut consulter, pendant les heures normales d'ouverture des bureaux, les documents dont l'envoi au directeur est requis par la présente loi ou les règlements, à l'exception des extraits obtenus par le directeur en vertu du paragraphe 24(1), des listes de membres ou de détenteurs de titres de créance obtenues en vertu du paragraphe 24(2) et des rapports envoyés en vertu du paragraphe 246(2), et en prendre des copies ou extraits.	Consultation
Copies or extracts	(2) The Director shall, on request, furnish any person with a copy, extract, certified copy or certified extract of a document that may be examined under subsection (1).	(2) Le directeur fournit à toute personne qui en fait la demande une copie ou un extrait — certifiés conformes ou non — des documents qui peuvent être consultés en vertu du paragraphe (1).	Copies ou extraits
Payment of fees	278. A fee in respect of the receipt or copying of any document shall be paid to the Director on the reception or copying, and a fee in respect of the acceptance, examination or issuance of any document or in respect of any action that the Director is required or authorized to take under this Act shall be paid to the Director before the acceptance, examination or issuance or the taking of the action.	278. Les droits à payer au directeur pour la réception, l'acceptation, l'examen, la délivrance ou la reproduction de documents ou pour toute mesure, facultative ou obligatoire, prise par celui-ci au titre de la présente loi sont acquittés respectivement au moment de la réception ou de la reproduction ou avant l'acceptation, l'examen, la délivrance ou la prise de la mesure.	Acquittement des droits
DIRECTOR		DIRECTEUR	
Appointment of Director	279. The Minister shall appoint a Director and may appoint one or more Deputy Directors to carry out the duties and exercise the powers of the Director under this Act.	279. Le ministre nomme un directeur et peut nommer un ou plusieurs directeurs adjoints pour exercer les attributions que la présente loi confère au directeur.	Nomination du directeur
Content and form of notices and documents	280. The Director may establish the requirements for the content and fix the form, including electronic or other forms, of notices and other documents sent to or issued by the Director under this Act, including  (a) the notices and documents that may be transmitted in electronic or other form;  (b) the persons or classes of persons who may transmit the notices and documents;	280. Le directeur peut établir le mode de présentation et la teneur des avis et autres documents qu'il envoie ou reçoit au titre de la présente loi, notamment :  a) les avis et documents qui peuvent être transmis sous forme électronique ou autre;  b) les personnes ou catégories de personnes qui peuvent en effectuer la transmission;	Mode de présentation et teneur des avis et autres documents

	(c) their signature in electronic or other form, or the actions that are to have the same effect for the purposes of this Act as their signature;	c) les modalités de signature sous forme électronique ou autre de ceux-ci, y compris ce qui peut tenir lieu de signature;	
	(d) the time and circumstances when electronic notices and documents are to be considered to be sent or received, and the place where they are considered to have been sent or received; and	d) les circonstances — notamment le moment et le lieu — dans lesquelles les avis et documents électroniques sont présumés avoir été envoyés ou reçus;	5
	(e) any matter necessary for the purposes of the application of this section.	e) tout ce qui est utile à l'application du présent article.	10
Records of Director	<b>281.</b> (1) Documents received and accepted by the Director under this Act shall be kept by the Director in any form.	<b>281.</b> (1) Les documents reçus et acceptés par le directeur au titre de la présente loi sont conservés de quelque manière que ce soit.	10 Conservation des documents
Obligation to furnish	(2) If documents are kept by the Director otherwise than in written form,	(2) Si le directeur conserve les documents sous une forme non écrite :	15 Obligation de fournir copie
	(a) the Director shall furnish any copy required to be furnished under subsection 277(2) in intelligible form; and	a) il doit fournir les copies exigées aux termes du paragraphe 277(2) sous une forme compréhensible;	15
	(b) a report respecting those documents, if it is certified by the Director, is admissible in evidence to the same extent as the original documents would have been.	b) les rapports concernant ces documents et certifiés conformes par lui ont la même force probante que les originaux.	20
Retention of records	(3) The Director is not required to keep or produce any document, other than a certificate and attached articles or statement received under section 274, after the expiration of the prescribed period.	(3) Une fois le délai réglementaire expiré, le directeur n'est pas tenu de conserver ou de produire des documents, à l'exception des certificats et des statuts et déclarations annexés qui sont reçus au titre de l'article 274.	25 Production
Proof required by Director	<b>282.</b> (1) The Director may require that a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director or a fact stated in such a document be verified in accordance with subsection (2).	<b>282.</b> (1) Le directeur peut exiger la vérification de l'authenticité d'un document dont la présente loi ou les règlements requièrent l'envoi ou de l'exactitude d'un fait relaté dans un tel document.	30 Preuve exigée par le directeur
Form of proof	(2) A document or fact required by the Director or by this Act to be verified may be verified by affidavit or by statutory declaration under the <i>Canada Evidence Act</i> before any commissioner for oaths or for taking affidavits.	(2) Cette vérification ou toute vérification exigée par la présente loi peut s'effectuer devant tout commissaire compétent, par voie d'affidavit ou de déclaration solennelle faite en vertu de la <i>Loi sur la preuve au Canada</i> .	35 Forme de preuve
Dispensation	<b>283.</b> The Director may relieve a person or class of persons, on any conditions that the Director considers appropriate, from sending to the Director any notice or other document or class of them required under this Act to be so sent if the Director is satisfied that	<b>283.</b> Le directeur peut, selon les modalités qu'il estime indiquées, soustraire une personne ou une catégorie de personnes à l'obligation de lui envoyer tels avis ou autres documents ou catégories d'avis ou de documents s'il estime, d'une part, que les conditions réglementaires sont remplies et que, d'autre part, les renseignements qui y figureraient sont semblables à ceux qui figurent dans des documents ou	40 Dispense

(a) information similar to what would be contained in the notice or other document or class of them is contained in a document or a class of documents that is required to be made public under any other Act of Parliament or any Act of the legislature of a province; and

(b) doing so would be in conformity with any prescribed requirements.

Certificate of Director

**284.** (1) The Director shall sign any certificate or certification of fact that the Director is, under this Act, required or authorized to issue.

Evidence of contents of certificate or certified copy

(2) Except in a proceeding under section 221, a certificate issued by the Director under this Act or a copy of a document certified by the Director to be a true copy is conclusive proof in any civil, criminal or administrative action or proceeding of its contents.

Evidence of contents of certification of fact

(3) A certification of fact by the Director is, in the absence of evidence to the contrary, proof in any civil, criminal or administrative action or proceeding of its contents.

Proof of authenticity

(4) A document that appears to be a certificate or certified copy referred to in subsection (2) or a certification of fact referred to in subsection (3) is presumed, in the absence of evidence to the contrary, to be authentic.

Alteration

**285.** The Director may alter a notice or other document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized by the person who sent the document or by that person's representative.

Corrections initiated by Director

**286.** (1) If there is an error in the articles, a certificate or other document except one required by section 20 or 129, subsection 135(1) or section 276, the directors or members of the corporation shall, on the request of the Director, pass the resolutions and send to the Director the documents required to comply with this Act and take any other steps that the Director reasonably requires so that the Director can correct the document.

No prejudice

(2) Before proceeding under subsection (1), the Director shall be satisfied that the correction would not prejudice any of the members or creditors of the corporation.

catégories de documents devant être rendus publics au titre d'une autre loi fédérale ou d'une loi provinciale.

**284.** (1) Le directeur signe les attestations de faits et les certificats facultatifs ou obligatoires aux termes de la présente loi.

(2) Sauf dans le cas de la procédure de dissolution prévue à l'article 221, le certificat que délivre le directeur et la copie de tout document qu'il certifie conforme font péremptoirement foi de leur contenu, dans toute poursuite ou procédure civile, pénale ou administrative.

(3) L'attestation de faits que délivre le directeur fait foi de son contenu, sauf preuve contraire, dans toute poursuite ou procédure civile, pénale ou administrative.

(4) Le document qui paraît être un certificat ou une copie visé au paragraphe (2) ou une attestation visée au paragraphe (3) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité.

**285.** Le directeur peut modifier, avec l'autorisation de l'expéditeur ou de son représentant, les avis ou autres documents à l'exception des affidavits et des déclarations solennelles.

**286.** (1) Sur demande du directeur, les administrateurs ou les membres de l'organisation adoptent les résolutions et lui envoient les documents exigés par la présente loi, et prennent toute autre mesure raisonnable afin qu'il puisse rectifier les statuts, le certificat ou tout document, autre qu'un document exigé par les articles 20 ou 129, le paragraphe 135(1) ou l'article 276, comportant une erreur.

(2) Le directeur n'agit au titre du paragraphe (1) que s'il est convaincu que la rectification ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation.

Signature des certificats et attestations

Preuve du contenu du certificat ou de la copie certifiée conforme

Preuve du contenu de l'attestation de faits

Preuve de l'authenticité

Modification

Rectifications initiées par le directeur

Aucun préjudice



Corrections  
initiated by the  
corporation

(3) The Director may, at the request of the corporation or of any other interested person, correct any of the documents referred to in subsection (1) if

- (a) the correction is approved by the directors of the corporation, or the error is obvious on the face of the document or was made by the Director; and
- (b) the Director is satisfied that the correction would not prejudice any of the members or 10 creditors of the corporation and that it reflects the original intention of the corporation or the incorporators.

Application to  
court

(4) On the application of the Director, the corporation or any other interested person, a 15 court may

- (a) order the correction of any of the documents referred to in subsection (1);
- (b) determine the rights of members or creditors of the corporation; and 20
- (c) make any other order that the court thinks fit.

Notice to  
Director of  
application

(5) An applicant under subsection (4) other than the Director shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to 25 appear and to be heard in person or by counsel.

Director may  
require surrender  
of document

(6) The Director may demand the surrender of the original document and may issue a corrected certificate.

Date of corrected  
document

(7) A corrected document shall bear the date 30 of the document it replaces unless

- (a) the correction is made with respect to the date of the document, in which case the document shall bear the corrected date; or
- (b) a court decides otherwise. 35

Notice

(8) If a corrected certificate materially amends the terms of the original certificate, the Director shall without delay publish notice of the correction in a publication generally available to the public. 40

Cancellation of  
articles by  
Director

**287.** (1) In the prescribed circumstances, the Director may cancel the articles and any related certificate of a corporation.

(3) Le directeur peut, sur demande de l'organisation ou de toute autre personne intéressée, rectifier tout document visé au paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies : 5

- a) la rectification est approuvée par les administrateurs de l'organisation ou l'erreur est manifeste ou est attribuable au directeur lui-même;
- b) le directeur est convaincu que la rectifi- 10 cation ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation et qu'elle reflète l'intention originelle de l'organisation ou des fondateurs.

(4) Le tribunal peut, sur demande du direc- 15 teur, de l'organisation ou de toute autre personne intéressée, ordonner la rectification du document, établir les droits des parties en cause et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée. 20

(5) Avis de la demande de l'organisation ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

(6) Le directeur peut exiger la restitution du 25 document à rectifier et délivrer un certificat rectifié. Restitution

(7) Le document rectifié porte soit la date de celui qu'il remplace, soit la date rectifiée, dans le cas où la rectification porte sur la date du 30 document, ou soit celle précisée par le tribunal, s'il y a lieu. Date du document

(8) Le directeur fait paraître un avis des modifications importantes apportées par le certificat rectifié dans une publication destinée 35 au grand public. Avis

**287.** (1) Le directeur peut, dans les cas réglementaires, annuler les statuts de l'organisation et les certificats afférents. Annulation des statuts et certificats

Rectifications à  
la demande de  
l'organisation

5

Intervention du  
tribunal

20

Avis au directeur

Restitution

Date du  
document

Avis

Annulation des  
statuts et  
certificats

No prejudice	(2) Before proceeding under subsection (1), the Director shall be satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members or creditors of the corporation.	(2) Il ne peut cependant prendre une telle mesure que s'il est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation.	Annulation conditionnelle
Request to Director to cancel articles	(3) In the prescribed circumstances, the Director may, at the request of a corporation or of any other interested person, cancel the articles and any related certificate of the corporation if  (a) the cancellation is approved by the 10 directors of the corporation; and  (b) the Director is satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members or creditors of the corporation and that the cancellation reflects the original intention of 15 the corporation or the incorporators.	(3) À la demande de l'organisation ou de toute autre personne intéressée, le directeur peut, dans les cas réglementaires, annuler les statuts et les certificats afférents si :  a) d'une part, l'annulation est approuvée par les administrateurs de l'organisation; 10  b) d'autre part, le directeur est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation et qu'elle reflète l'intention originelle de l'organisation ou des fondateurs. 15	5 Annulation à la suite d'une demande
Application to court	(4) On the application of the Director, the corporation or any other interested person, a court may  (a) order the cancellation of articles of a 20 corporation and any related certificate;  (b) determine the rights of members or creditors of the corporation; and  (c) make any other order that the court thinks fit. 25	(4) Le tribunal peut, sur demande du directeur, de l'organisation ou de toute autre personne intéressée, ordonner l'annulation des statuts et des certificats afférents, établir les droits des parties en cause et prendre toute autre 20 mesure qu'il estime indiquée.	Intervention du tribunal
Notice to Director	(5) An applicant under subsection (4) other than the Director shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.	(5) Avis de la demande de l'organisation ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat. 25	Avis au directeur
Return of certificate	(6) The Director may demand the surrender 30 of a cancelled certificate.	(6) Le directeur peut exiger la restitution des certificats annulés.	Restitution
Certificate	<b>288.</b> (1) The Director may provide any person with a certificate stating that a corporation  (a) has sent to the Director a document 35 required to be sent under this Act;  (b) has paid all required fees; or  (c) exists as of a certain date.	<b>288.</b> (1) Le directeur peut fournir à toute personne un certificat attestant la remise par l'organisation d'un document dont l'envoi est 30 exigé par la présente loi, le paiement par elle des droits exigibles ou son existence à une date précise.	Certificat
Director may refuse to issue certificate of existence	(2) For greater certainty, the Director may refuse to issue a certificate described in 40 paragraph (1)(c) if the Director has knowledge that the corporation is in default of sending a document required to be sent under this Act or of paying a required fee.	(2) Le directeur peut refuser de délivrer le 35 certificat attestant l'existence de l'organisation notamment si, à sa connaissance, celle-ci a omis d'envoyer un document dont l'envoi est exigé par la présente loi ou de payer des droits exigibles.	Refus de délivrance

Form of  
publication

**289.** Information or notices that the Director is required by this Act to publish in a publication generally available to the public may be made available to the public or published by any system of electronic data processing or other information storage device that is capable of reproducing any required information or notice in intelligible form within a reasonable time.

**289.** Les renseignements et avis que le directeur est tenu, en vertu de la présente loi, de faire paraître dans une publication destinée au grand public peuvent être rendus accessibles au public ou publiés à l'aide de tout procédé électronique de traitement des données ou de mise en mémoire de l'information susceptible de donner, dans un délai raisonnable, les renseignements ou avis demandés sous une forme compréhensible.

Publication des  
renseignementsPower to make  
inquiries

**290.** The Director may make inquiries of any person relating to compliance with this Act.

**290.** Le directeur peut, sur demande, obtenir de quiconque des renseignements relativement à l'observation de la présente loi.

Pouvoir du  
directeur

## REGULATIONS

Regulations

**291.** (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing any matter required or authorized by this Act to be prescribed;
- (b) requiring the payment of a fee in respect of the receipt, acceptance, examination, issuance or copying of any document, or in respect of any action that the Director is required or authorized to take under this Act, and prescribing the amount of the fee or the manner of determining the fee;
- (c) respecting the payment of fees, including the time when and the manner in which the fees are to be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of fees and the circumstances in which any fees previously paid may be refunded in whole or in part;
- (d) prescribing, for the purposes of paragraph 163(6)(e), the minimum amount of support required in relation to the number of times that a substantially similar proposal was submitted to members within the prescribed period;
- (e) respecting applications made under subsection 2(6), 25(1) or (2), 105(3), 162(5) or 171(2) or section 173 or 269 including prescribing the form and manner of, and time for, making the applications, the information and evidence to be submitted in connection with the applications, the procedure to be followed in the consideration of the applica-

## RÈGLEMENTS

**291.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- b) établir les droits à imposer pour la réception, l'acceptation, l'examen, la délivrance ou la reproduction de documents ou pour les mesures, facultatives ou obligatoires, prises par le directeur au titre de la présente loi ou prévoir la manière de les fixer;
- c) prévoir les modalités de paiement des droits, notamment les modalités de temps, les droits supplémentaires qui peuvent être imposés pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les droits peuvent être remboursés en tout ou en partie;
- d) prévoir, pour l'application de l'alinéa 163(6)e), l'appui nécessaire à la proposition d'un membre en fonction du nombre de propositions à peu près identiques déjà présentées aux membres pendant la période réglementaire;
- e) régir les demandes prévues par les paragraphes 2(6), 25(1) ou (2), 105(3), 162(5) ou 171(2) ou par les articles 173 ou 269 et notamment prévoir les modalités et délais de 40 présentation de ces demandes, les renseignements et les justificatifs dont elles sont accompagnées, la procédure suivie et les facteurs pris en considération dans le cadre de

Règlements



tions, the factors to be taken into account in their consideration and, if applicable, any conditions that may or must form part of decisions on the applications;

(f) prescribing any matter necessary for the purposes of the application of Part 17, including the time and circumstances when an electronic document is to be considered to have been provided or received and the place where it is considered to have been provided or received;

(g) prescribing the manner of, and conditions for, participating in a meeting by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting; and

(h) prescribing, for the purposes of subsections 165(3) and (4), the manner of, and conditions for, voting at a meeting of members by means of a telephonic, electronic or other communication facility.

Incorporation by reference

(2) The regulations may incorporate any material by reference regardless of its source and either as it exists on a particular date or as amended from time to time.

Incorporated material is not a regulation

(3) Material does not become a regulation for the purposes of the *Statutory Instruments Act* because it is incorporated by reference.

leur examen ainsi que les exigences — facultatives ou obligatoires — formulées dans toute décision rendue à leur égard;

f) prévoir tout ce qui est utile à l'application de la partie 17, y compris les circonstances — notamment le moment et le lieu — dans lesquelles les documents électroniques sont présumés avoir été transmis ou reçus;

g) prévoir la façon de participer aux assemblées ou réunions du conseil d'administration ou d'un comité du conseil par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer entre eux, ainsi que les exigences à remplir en vue d'une telle participation;

h) prévoir, pour l'application des paragraphes 165(3) et (4), la façon de voter par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — lors d'une assemblée, ainsi que les exigences à remplir en vue d'un tel vote.

Incorporation par renvoi

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document, quelle que soit sa provenance, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives.

Nature du document incorporé

(3) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*, valeur de règlement.

30

## PART 19

### SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL

Application to special Act bodies corporate

**292.** Part 3, subsections 160(1) and 168(1) and sections 210, 219 to 221 and 276 apply to any body corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament as if it were a corporation under this Act and any reference in those provisions to the articles of a corporation shall be read as a reference to the body's incorporating statute.

## PARTIE 19

### PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE

Application de certaines dispositions

**292.** La partie 3, les paragraphes 160(1) et 168(1) et les articles 210, 219 à 221 et 276 s'appliquent à toute personne morale sans capital-actions constituée par une loi spéciale du Parlement comme s'il s'agissait d'une organisation au sens de la présente loi et toute mention des statuts dans cette partie ou ces dispositions vaut mention de la loi spéciale ayant constitué la personne morale.

Report listing  
incorporating  
Acts for  
dissolved bodies  
corporate

**293.** (1) The Minister may cause to be laid before both Houses of Parliament a report listing every special Act of Parliament by which a body corporate without share capital that was later dissolved under any of sections 219 to 221 was incorporated.

Referral to  
committee

(2) The report shall be referred to a committee of each House, or a joint committee of both Houses, that is designated or established for the purpose of reviewing it.

Repeal of Acts

(3) Every Act listed in the report — unless the Act is the subject of a resolution to the contrary of any committee to which the report is referred — is repealed on the day that is one year after the later of the day on which the report is laid before the Senate and the day on which it is laid before the House of Commons.

Publication in  
the *Canada*  
*Gazette*

(4) The Minister shall, within 60 days after their repeal, publish in the *Canada Gazette* a list of every Act repealed under subsection (3).

Change of name

**294.** (1) A body corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament may send to the Director notice of a change of its name that complies with subsections (4) and (5) and that has been approved by special resolution of the members.

Certificate and  
notice

(2) On receipt of the notice, the Director shall issue a certificate of change of name and give notice of the change as soon as practicable in a publication generally available to the public.

Effective date

(3) A change of name becomes effective on the date shown in the certificate.

Alternate name

(4) The name of a body corporate may be in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English and French form, so long as the combined form meets any prescribed criteria. The body corporate may use and may be legally designated by any such form.

Prohibited  
names

(5) A body corporate shall not change its name to, or carry on activities under or identify itself by, a name that would not be permitted under subsection 13(1) if it were a corporation.

**293.** (1) Le ministre peut faire déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport énumérant les lois spéciales du Parlement ayant constitué des personnes morales sans capital- 5 actions qui ont été ultérieurement dissoutes en vertu de l'un des articles 219 à 221.

(2) Le comité de chacune des chambres ou le comité mixte constitué ou désigné pour l'examen du rapport en est saisi d'office.

(3) Les lois énumérées dans le rapport, sauf 10 celles visées par une résolution de tout comité à l'effet contraire, sont abrogées un an après la date du dépôt du rapport devant le Sénat ou, si elle est postérieure, celle de son dépôt devant la Chambre des communes.

(4) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada*, dans les soixante jours suivant leur 20 abrogation, la liste des lois abrogées en application du paragraphe (3).

**294.** (1) La personne morale sans capital- 20 actions constituée par une loi spéciale du Parlement peut envoyer au directeur un avis du changement de sa dénomination en conformité avec les paragraphes (4) et (5) et approuvé par résolution extraordinaire des membres.

(2) Sur réception de l'avis, le directeur délivre un certificat de changement de dénomination et publie, dans les meilleurs délais, un avis du changement dans une publication destinée au grand public.

(3) Le changement prend effet à la date précisée dans le certificat.

(4) La dénomination peut être en français, en 35 anglais, dans ces deux langues ou encore dans une forme combinée des deux langues, pourvu que cette dernière soit conforme aux critères réglementaires; la personne morale peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et 40 être légalement désignée sous l'une ou l'autre.

(5) La personne morale ne peut exercer ses 40 activités ni s'identifier sous une dénomination ou en adopter une qui soit non permise au titre du paragraphe 13(1).

Rapport relatif  
aux personnes  
morales  
dissoutes

Renvoi aux  
comités  
parlementaires

Abrogation des  
lois spéciales

Publication dans  
la *Gazette du*  
*Canada*

Changement de  
dénomination

Certificat de  
changement de  
dénomination

Prise d'effet du  
changement

Choix de la  
dénomination

Dénominations  
prohibées ou  
trompeuses

Directing change of name	(6) The Director may direct a body corporate to change its name in accordance with subsection (1) if, through inadvertence or otherwise, the body corporate, under this section, has acquired a name that does not comply with subsection (4) or (5).	(6) Le directeur peut ordonner à la personne morale de changer sa dénomination conformément au paragraphe (1) si elle a reçu, notamment par inadvertance, une dénomination non conforme aux paragraphes (4) ou (5).	Ordre de changement de dénomination
Undertaking to dissolve or change name	(7) If a body corporate acquires a name as a result of a person undertaking to dissolve or to change names, and the undertaking is not honoured, the Director may direct the body corporate to change its name in accordance with subsection (1), unless the undertaking is honoured within the prescribed period referred to in subsection (8).	(7) Dans le cas où la personne morale reçoit une dénomination en raison de l'engagement d'une personne de se dissoudre ou de changer de nom et qu'il n'est pas donné suite à l'engagement dans le délai réglementaire visé au paragraphe (8), le directeur peut lui ordonner de changer sa dénomination conformément au paragraphe (1).	Engagement de se dissoudre ou de changer de nom
Revoking name	(8) If a body corporate has not followed a directive under subsection (6) or (7) within the prescribed period, the Director may revoke the name of the body corporate and assign a name to it and, until changed in accordance with subsection (1), the name of the body corporate is the name assigned by the Director.	(8) Le directeur peut annuler la dénomination de la personne morale qui n'a pas obtempéré aux directives données en vertu des paragraphes (6) ou (7) dans le délai réglementaire et lui en attribuer d'office une autre; celle-ci demeure la dénomination de la personne morale tant qu'elle n'a pas été changée conformément au paragraphe (1).	Annulation de la dénomination

PART 20

TRANSITIONAL, CONSEQUENTIAL AND COMMENCEMENT PROVISIONS

TRANSITIONAL PROVISIONS

Application for continuance	295. (1) A body corporate to which Part II of the <i>Canada Corporations Act</i> , chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970 (in this section and sections 296 and 297 referred to as the " <i>Canada Corporations Act</i> ") applies, other than a body corporate that is subject to a winding-up order made under the <i>Winding-up and Restructuring Act</i> before this section comes into force, shall apply for a certificate of continuance under section 209.
Fees not payable	(2) A body corporate that applies for a certificate of continuance under this section is not required to pay any fees in respect of the continuance.
Time limit for continuance	(3) Despite any provision of the <i>Canada Corporations Act</i> , a body corporate referred to in subsection (1) that does not apply for a

PARTIE 20

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, CORRÉLATIVES ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Demande de certificat de prorogation	295. (1) La personne morale régie par la partie II de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> , chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ci-après appelée au présent article et aux articles 296 et 297 « <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> », à l'exception de celle visée par une ordonnance de mise en liquidation rendue en vertu de la <i>Loi sur les liquidations et les restructurations</i> avant l'entrée en vigueur du présent article, doit demander le certificat de prorogation visé à l'article 209.
Droits exigibles	(2) Aucun droit de prorogation n'est exigible de la personne morale qui demande un certificat de prorogation en vertu du présent article.
Dissolution	(3) Malgré la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> , le directeur peut, conformément à l'article 220, dissoudre la personne morale



certificate of continuance under section 209 within three years after the coming into force of this section may be dissolved by the Director in accordance with section 220.

No incorporation  
or continuance

296. After the coming into force of this section, no body corporate may be incorporated or continued under Part II of the *Canada Corporations Act*.

Deeming  
provision

297. Any reference to Part III of the *Canada Corporations Act* in any Act of Parliament is deemed to be a reference to Part 19 of this Act.

Review of Act

298. (1) Within ten years after the day on which this section comes into force, the Minister shall cause to be laid before both Houses of Parliament a report on the provisions and operation of this Act, including any recommendations for amendments to those provisions.

Reference to  
parliamentary  
committee

(2) The report stands referred to the committee of the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament that is designated or established for that purpose, which shall

(a) as soon as possible after the laying of the report, review the report; and

(b) report to the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, within one year after the laying of the report of the Minister, or any further time authorized by the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament.

#### CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

##### *An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation*

299. Section 20 of *An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation* is replaced by the following:

Application

20. Sections 3 and 21 of this Act and Part 19 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act* apply, with any modifications that the circumstances require, to every subsidiary corporation incorporated under subsection 17(1).

visée au paragraphe (1) si celle-ci n'a pas demandé de certificat de prorogation en vertu de l'article 209 dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur du présent article.

5 Interdiction

296. Aucune personne morale ne peut être constituée ou prorogée sous le régime de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* après la date d'entrée en vigueur du présent article.

10 Présomption

297. La mention de la partie III de la *Loi sur les corporations canadiennes* dans toute loi fédérale vaut mention de la partie 19 de la présente loi.

Rapport

298. (1) Dans les dix ans suivant la date d'entrée en vigueur du présent article, le ministre présente au Sénat et à la Chambre des communes un rapport sur les dispositions de la présente loi et son application dans lequel il fait état des modifications qu'il juge souhaitables.

20

Examen  
parlementaire

(2) Le comité du Sénat, de la Chambre des communes, ou mixte, constitué ou désigné à cette fin, est saisi d'office du rapport et procède dans les meilleurs délais à l'étude de celui-ci et, dans l'année qui suit le dépôt du rapport ou le délai supérieur accordé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas, leur présente son rapport.

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

##### *Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger*

1980-81-82-83,  
ch. 85

299. L'article 20 de la *Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger* est remplacé par ce qui suit :

20. Les articles 3 et 21 de la présente loi et la partie 19 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* s'appliquent aux filiales qui sont des organisations, compte tenu des adaptations de circonstance.

Dispositions  
applicables

1984, c. 60

*An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada*

*Loi permettant la création par fusion de L'Église Wesleyenne du Canada*

1984, ch. 60

300. Section 8 of *An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada* is replaced by the following:

300. L'article 8 de la *Loi permettant la création par fusion de L'Église Wesleyenne du Canada* est remplacé par ce qui suit :

*Canada Not-for-profit Corporations Act to apply*

8. The *Canada Not-for-profit Corporations Act* applies to the Church in all matters not provided for in this Act as if the Church had been incorporated under that Act.

5

8. Dans tous les domaines dont la présente loi ne traite pas, la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* s'applique à l'Église comme si elle avait été constituée sous son régime.

*Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*

5

1991, c. 46

*Bank Act*

*Loi sur les banques*

1991, ch. 46

2001, c. 9, s. 121

301. Subsection 455.1(1) of the *Bank Act* is replaced by the following:

301. Le paragraphe 455.1(1) de la *Loi sur les banques* est remplacé par ce qui suit :

10

*Designation of complaints body*

455.1 (1) The Minister may, for the purposes of this section, designate a body corporate incorporated under Part II of the *Canada Corporations Act* or under the *Canada Not-for-profit Corporations Act* whose purpose, in the view of the Minister, is dealing with complaints, made by persons having requested or received products or services from its member financial institutions, that have not been resolved to the satisfaction of those persons under procedures established by those financial institutions under paragraph 455(1)(a).

15

455.1 (1) Le ministre peut, pour l'application du présent article, désigner une personne morale constituée soit sous le régime de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, soit sous celui de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, et dont la mission lui paraît être d'examiner les réclamations de personnes qui ont demandé ou obtenu des produits ou services d'institutions financières membres de l'organisation et qui sont insatisfaites des conclusions de la procédure d'examen établie en application de l'alinéa 455(1)a).

*Désignation d'une organisation par le ministre*

15

1997, c. 26

*Budget Implementation Act, 1997*

*Loi d'exécution du budget de 1997*

1997, ch. 26

302. Subsection 8(1) of the *Budget Implementation Act, 1997* is replaced by the following:

302. Le paragraphe 8(1) de la *Loi d'exécution du budget de 1997* est remplacé par ce qui suit :

25

*Acts not applying to foundation*

8. (1) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the foundation.

8. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à 30 la fondation.

Non-application

1998, c. 21

*Budget Implementation Act, 1998*

*Loi d'exécution du budget de 1998*

1998, ch. 21

303. Subsection 7(1) of the *Budget Implementation Act, 1998* is replaced by the following:

303. Le paragraphe 7(1) de la *Loi d'exécution du budget de 1998* est remplacé par ce qui suit :

Acts not  
applying to  
Foundation

7. (1) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Foundation.

7. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à la fondation.

Non-application

5

R.S., c. C-44;  
1994, c. 24,  
s. 1(F)

### *Canada Business Corporations Act*

### *Loi canadienne sur les sociétés par actions*

L.R., ch. C-44;  
1994, ch. 24,  
art. 1(F)

304. Subsection 3(3) of the *Canada Business Corporations Act* is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) the *Canada Not-for-profit Corporations Act*;

304. Le paragraphe 3(3) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*;

2001, c. 14,  
s. 133(1)

305. (1) The portion of subsection 268(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

305. (1) Le passage du paragraphe 268(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 14,  
par. 133(1)

Discretionary  
continuance

(6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or under an Act of Parliament to which Part I or II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the *Canada Not-for-profit Corporations Act* does not apply, apply for a certificate of continuance under section 187 within such period as may be prescribed except for the following:

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, enjoindre aux personnes morales constituées sous le régime d'une loi fédérale — mais non régies par les parties I ou II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* — de demander, dans le délai réglementaire, un certificat de prorogation conformément à l'article 187, à l'exception :

Prorogation  
discrétionnaire

(2) Subsection 268(10) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 268(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Continuance  
prohibited

(10) A body corporate to which Part II or III of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the *Canada Not-for-profit Corporations Act* applies or any similar body corporate incorporated otherwise than by or under an Act of Parliament may not apply for a certificate of continuance under section 187.

(10) Les personnes morales régies par les parties II ou III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, ainsi que les personnes morales de même nature non constituées sous le régime d'une loi fédérale, ne peuvent demander le certificat de prorogation prévu à l'article 187.

Prorogation  
interdite

35

1998, c. 1

### *Canada Cooperatives Act*

### *Loi canadienne sur les coopératives*

1998, ch. 1

306. Subsection 3(4) of the *Canada Cooperatives Act* is replaced by the following:

306. Le paragraphe 3(4) de la *Loi canadienne sur les coopératives* est remplacé par ce qui suit :

Non-application  
of certain Acts

(4) No provision of the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of

(4) La *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, la *Loi sur les corporations*

Non-application  
de certaines lois



Canada, 1970, the *Canada Not-for-profit Corporations Act* or the *Winding-up and Restructuring Act* applies to a cooperative.

*canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ne s'appliquent pas aux coopératives.

R.S.C. 1970,  
c. C-32

*Canada Corporations Act*

*Loi sur les corporations canadiennes*

S.R.C. 1970,  
ch. C-32

R.S.C. 1970,  
c. 10 (1st Supp.),  
s. 26; 1985,  
c. 26, s. 87;  
1986, c. 26, s. 54

**307. Part II of the *Canada Corporations Act* is repealed.**

**307. La partie II de la *Loi sur les 5 corporations canadiennes* est abrogée.**

S.R.C. 1970,  
ch. 10  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 26; 1985,  
ch. 26, art. 87;  
1986, ch. 26,  
art. 54

**308. Part III of the Act is repealed.**

**308. La partie III de la même loi est abrogée.**

2001, c. 23

*Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act*

*Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable*

2001, ch. 23

**309. Subsection 8(3) of the *Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act* is replaced by the following:**

**309. Le paragraphe 8(3) de la *Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technolo- 10 gique au développement durable* est remplacé par ce qui suit :**

Acts not applicable to Foundation

(3) The *Canada Corporations Act*, chapter 10 C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Foundation.

(3) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à la Fondation.

Non-application

**310. Subsection 35(1) of the Act is replaced by the following:**

**310. Le paragraphe 35(1) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :**

Designation by Governor in Council

**35. (1) The Governor in Council may, by order, designate, for the purposes of this Act, any corporation incorporated under Part II of the *Canada Corporations Act*, being chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the 20 *Canada Not-for-profit Corporations Act*.**

**35. (1) Le gouverneur en conseil peut dési- 20 gner par décret, pour l'application de la présente loi, toute société constituée sous le régime de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou de la *Loi canadienne sur 25 les organisations à but non lucratif*.**

Désignation

1997, c. 40

*Canada Pension Plan Investment Board Act*

*Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada*

1997, ch. 40

**311. Subsection 3(4) of the *Canada Pension Plan Investment Board Act* is replaced by the following:**

**311. Le paragraphe 3(4) de la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pen- sions du Canada* est remplacé par ce qui suit :**

Acts not applying to Board

(4) The *Canada Corporations Act*, chapter 25 C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Board.

(4) La *Loi sur les corporations canadiennes*, 30 chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Office.

Non-application

R.S., c. S-9	<b>Canada Shipping Act</b>	<b>Loi sur la marine marchande du Canada</b>	L.R., ch. S-9
1998, c. 16, s. 20	<b>312. Subsection 727.2(1) of the <i>Canada Shipping Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>312. Le paragraphe 727.2(1) de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	1998, ch. 16, art. 20
<i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i>	<b>727.2 (1) The CPHQ is deemed to be a corporation to which Part 19 of the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> applies.</b>	<b>727.2 (1) La CPHQ est réputée être une corporation régie par la partie 19 de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>.</b>	<i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>
1997, c. 6	<b>Canadian Food Inspection Agency Act</b>	<b>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</b>	1997, ch. 6
	<b>313. Section 21 of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>313. L'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	10
Object of agreements	<b>21. The agreement referred to in section 20 may authorize the Minister, jointly with one or more provincial governments, to have a corporation incorporated under the <i>Canada Business Corporations Act</i>, the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> or an equivalent provincial statute, or to acquire shares or participate in any corporation, in order to implement the agreement.</b>	<b>21. L'accord a pour objet d'autoriser le ministre, agissant de concert avec le ou les gouvernements provinciaux, à obtenir la constitution d'une personne morale sous le régime de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ou une loi provinciale équivalente ou à acquérir des actions d'une personne morale, ou une participation dans celle-ci, en vue de la mise en oeuvre de l'accord.</b>	Objet 15 20
2000, c. 6	<b>Canadian Institutes of Health Research Act</b>	<b>Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada</b>	2000, ch. 6
	<b>314. Paragraph 26(c) of the <i>Canadian Institutes of Health Research Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>314. L'alinéa 26c) de la <i>Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	20
	<b>(c) with the approval of the Governor in Council, enter into a partnership, or incorporate by itself or with others a corporation, including a subsidiary of the CIHR, under the <i>Canada Business Corporations Act</i>, the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> or provincial legislation, or acquire or dispose of shares in any corporation;</b>	<b>c) avec l'approbation du gouverneur en conseil, s'associer avec une autre personne, 25 obtenir la constitution d'une personne morale — seule ou avec une de ses filiales ou une personne morale — sous le régime de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ou du droit provincial ou acquérir ou disposer des actions d'une personne morale;</b>	30
R.S., c. C-21; 2001, c. 9, s. 218	<b>Canadian Payments Act</b>	<b>Loi canadienne sur les paiements</b>	L.R., ch. C-21; 2001, ch. 9, art. 218
2001, c. 9, s. 242	<b>315. Subsection 34(2) of the <i>Canadian Payments Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>315. Le paragraphe 34(2) de la <i>Loi canadienne sur les paiements</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	2001, ch. 9, art. 242 35

Exemption from  
certain Acts

(2) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Association.

(2) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Association.

Non-application

5

1984, c. 18

*Cree-Naskapi (of Quebec) Act*

*Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*

1984, ch. 18

316. Subsection 23(2) of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act* is replaced by the following:

316. Le paragraphe 23(2) de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec* est remplacé par ce qui suit :

Acts not  
applying to a  
band

(2) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to a band.

(2) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas aux bandes.

Non-application

10

1985, c. 55

*Evangelical Lutheran Church in Canada Act*

*Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada*

1985, ch. 55

317. Section 13 of the *Evangelical Lutheran Church in Canada Act* is replaced by the following:

317. L'article 13 de la *Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada* est remplacé par ce qui suit :

*Canada Not-for-profit  
Corporations  
Act*

13. Despite section 292 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act*, subsections 160(1) and 168(1) of that Act do not apply to the Church.

13. Malgré l'article 292 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, les paragraphes 160(1) et 168(1) de cette loi ne s'appliquent pas à l'Église.

Non-application

20

1995, c. 50

*Evangelical Missionary Church (Canada West District) Act*

*Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien*

1995, ch. 50

318. Paragraph 7(f) of the *Evangelical Missionary Church (Canada West District) Act* is replaced by the following:

318. L'alinéa 7f) de la *Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien* est remplacé par ce qui suit :

(f) the by-laws of the Evangelical Missionary Church, Canada West District immediately before the commencement of this Act are the by-laws of the Church until replaced or amended in accordance with the *Canada Not-for-profit Corporations Act*; and

f) les règlements administratifs de l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien (Evangelical Missionary Church, Canada West District), deviennent ceux de l'Église, sauf modification ou remplacement conforme à la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*;

30

319. Subsection 8(3) of the Act is replaced by the following:

319. Le paragraphe 8(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

*Ultra vires* not  
applicable

(3) No act of the Church, including a transfer of property to or by the Church, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its objects or to a provision of this Act or to a provision of the *Canada Not-for-profit Corporations Act*.

(3) Toutefois, les actes de l'Église, y compris ceux portant cession de biens à elle ou par elle, ne sont pas nuls pour la seule raison qu'ils sont contraires à sa mission, à la présente loi ou à la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

Validité des actes

30

35



**320. Sections 10 and 11 of the Act are replaced by the following:**

Governing statute

**10.** (1) *The Canada Not-for-profit Corporations Act* applies to the Church in all matters not provided for in this Act as if the Church had been continued in accordance with section 210 of that Act.

Change of name, head office or objects

(2) Despite subsection 4(1) and sections 5 and 6, the name of the Church or the place of its head office may be changed under the *Canada Not-for-profit Corporations Act* and the objects of the Church may be changed in accordance with the requirements of that Act respecting a change in the statement of the mission of a corporation.

Application of governing statute

**11.** Despite subsection 10(1), sections 10, 13, 14, 16, 17, 21, 23 and 54, subsections 154(3) and 160(1), sections 161, 162 and 167, subsection 168(1), sections 218, 219 and 221, subsection 237(5) and Part 15 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply in respect of the Church.

R.S., c. F-11

#### ***Financial Administration Act***

**321. Section 104 of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:**

Act not applicable

**104.** The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to a parent Crown corporation.

1992, c. 53

#### ***Gwich'in Land Claim Settlement Act***

1994, c. 27, s. 12

**322. Section 8.1 of the *Gwich'in Land Claim Settlement Act* is repealed.**

1991, c. 47

#### ***Insurance Companies Act***

2001, c. 9, s. 358

**323. Paragraph 39(1.1)(a) of the *Insurance Companies Act* is replaced by the following:**

**320. Les articles 10 et 11 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

Loi générale

**10.** (1) En toute matière non prévue par la présente loi, l'Église est assujettie à la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* comme si elle avait été prorogée sous le régime de cette loi conformément à l'article 210 de celle-ci.

Changement de la dénomination et du siège

(2) Malgré le paragraphe 4(1) et l'article 6, la dénomination de l'Église et le lieu de son siège peuvent être modifiés en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. De plus, malgré l'article 5, sa mission peut être modifiée conformément aux exigences de cette loi relatives au changement de l'énoncé d'une mission.

Dispositions non applicables

**11.** Par dérogation au paragraphe 10(1), les articles 10, 13, 14, 16, 17, 21, 23 et 54, les paragraphes 154(3) et 160(1), les articles 161, 162 et 167, le paragraphe 168(1), les articles 218, 219 et 221, le paragraphe 237(5) et la partie 15 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Église.

#### ***Loi sur la gestion des finances publiques***

L.R., ch. F-11

**321. L'article 104 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :**

Non-application

**104.** La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas aux sociétés d'État mères.

#### ***Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in***

1992, ch. 53

**322. L'article 8.1 de la *Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in* est abrogé.**

1994, ch. 27, art. 12

35

#### ***Loi sur les sociétés d'assurances***

1991, ch. 47

**323. L'alinéa 39(1.1)a) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 9, art. 358

(a) apply, under section 210 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act*, for a certificate of continuance under that Act; or

a) demander un certificat de prorogation au titre de l'article 210 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*;

1998, c. 24

*Mi'kmaq Education Act*

*Loi sur l'éducation des Mi'kmaq*

1998, ch. 24

324. Subsection 10(3) of the *Mi'kmaq Education Act* is replaced by the following:

324. Le paragraphe 10(3) de la *Loi sur l'éducation des Mi'kmaq* est remplacé par ce qui suit :

Application of *Canada Not-for-profit Corporations Act*

(3) For greater certainty, Part 19 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act* applies to the corporation and, in the application of section 160 of that Act to the corporation, a reference to members shall be read as a reference to directors.

(3) Il est entendu que la partie 19 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* s'applique à Mi'kmaw-Kina'matnewey, la mention de l'assemblée à l'article 160 de 10 cette loi valant mention de l'assemblée des membres du conseil d'administration.

*Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*

2003, c. 2

*Physical Activity and Sport Act*

*Loi sur l'activité physique et le sport*

2003, ch. 2

325. Subsection 31(3) of the *Physical Activity and Sport Act* is replaced by the following:

325. Le paragraphe 31(3) de la *Loi sur l'activité physique et le sport* est remplacé par ce qui suit :

Non-application of certain acts

(3) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Centre.

(3) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas au Centre.

Non-application

R.S., c. P-14

*Pilotage Act*

*Loi sur le pilotage*

L.R., ch. P-14

326. Subsection 55(1) of the *Pilotage Act*, as enacted by section 317 of the *Canada Shipping Act, 2001*, is replaced by the following:

326. Le paragraphe 55(1) de la *Loi sur le 20 pilotage*, édicté par l'article 317 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, est remplacé par ce qui suit :

Part 19 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act*

55. (1) The CPQH is deemed to be a corporation to which Part 19 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act* applies.

55. (1) La CPHQ est réputée être une corporation régie par la partie 19 de la *Loi 25 canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

*Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*

1999, c. 34

*Public Sector Pension Investment Board Act*

*Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public*

1999, ch. 34

327. Subsection 3(5) of the *Public Sector Pension Investment Board Act* is replaced by the following:

327. Le paragraphe 3(5) de la *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public* est remplacé par ce qui suit :

Non-application of certain Acts

(5) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the *Canada Not-for-profit Corporations Act* do not apply to the Board.

(5) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* ne s'appliquent pas à l'Office.

Non-application

1994, c. 27	<b><i>Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act</i></b>	<b><i>Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu</i></b>	1994, ch. 27
	328. Section 9 of the <i>Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act</i> is repealed.	328. L'article 9 de la <i>Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu</i> est abrogé.	
1994, c. 34	<b><i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i></b>	<b><i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i></b>	1994, ch. 34
	329. Section 10 of the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> is repealed.	329. L'article 10 de la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> est abrogé.	5

## COMING INTO FORCE

## ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council	330. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.	5 330. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.	Décret
------------------	---	---	--------



## EXPLANATORY NOTES

*An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation*

*Clause 299:* Existing text of section 20:

**20.** Sections 3 and 21 of this Act and Part III of the *Canada Corporations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to every subsidiary corporation incorporated pursuant to subsection 17(1).

*An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada*

*Clause 300:* Existing text of section 8:

**8.** Part II of the *Canada Corporations Act* applies to the Church in all matters not provided for herein as if it had been incorporated thereunder.

*Bank Act*

*Clause 301:* Existing text of subsection 455.1(1):

**455.1** (1) The Minister may, for the purposes of this section, designate a body corporate incorporated under Part II of the *Canada Corporations Act* whose purpose, in the view of the Minister, under its letters patent is dealing with complaints, made by persons having requested or received products or services from its member financial institutions, that have not been resolved to the satisfaction of those persons under procedures established by those financial institutions under paragraph 455(1)(a).

*Budget Implementation Act, 1997*

*Clause 302:* Existing text of subsection 8(1):

**8.** (1) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the foundation.

*Budget Implementation Act, 1998*

*Clause 303:* Existing text of subsection 7(1):

**7.** (1) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Foundation.

*Canada Business Corporations Act*

*Clause 304:* Relevant portion of subsection 3(3):

(3) The following do not apply to a corporation:

*Clause 305:* (1) Relevant portion of subsection 268(6):

(6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or under an Act of Parliament to which Part I or II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply, apply for a certificate of continuance under section 187 within such period as may be prescribed except for the following:

## NOTES EXPLICATIVES

*Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger*

*Article 299:* Texte de l'article 20 :

**20.** Les articles 3 et 21 de la présente loi et la partie III de la *Loi sur les corporations canadiennes* s'appliquent aux filiales, compte tenu des adaptations de circonstance.

*Loi permettant la création par fusion de L'Église Wesleyenne du Canada*

*Article 300:* Texte de l'article 8 :

**8.** La Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* s'applique à l'Église dans tous les domaines dont la présente loi ne traite pas, comme si l'Église avait été constituée en corporation en vertu de ladite loi.

*Loi sur les banques*

*Article 301:* Texte du paragraphe 455.1(1) :

**455.1** (1) Le ministre peut, pour l'application du présent article, désigner une organisation constituée en personne morale sous le régime de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* dont la mission lui paraît être, en vertu de ses lettres patentes, d'examiner les réclamations de personnes qui ont demandé ou obtenu des produits ou services d'institutions financières membres de l'organisation et qui sont insatisfaites des conclusions de la procédure d'examen établie en application de l'alinéa 455(1)a).

*Loi d'exécution du budget de 1997*

*Article 302:* Texte du paragraphe 8(1) :

**8.** (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à la fondation.

*Loi d'exécution du budget de 1998*

*Article 303:* Texte du paragraphe 7(1) :

**7.** (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à la fondation.

*Loi canadienne sur les sociétés par actions*

*Article 304:* Texte du passage visé du paragraphe 3(3) :

(3) Les lois suivantes ne s'appliquent pas à une société :

*Article 305:* (1) Texte du passage visé du paragraphe 268(6) :

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, prescrire aux personnes morales constituées en vertu d'une loi fédérale — mais non régies par les parties I ou II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970 — de demander, dans le délai réglementaire, un certificat de prorogation conformément à l'article 187, à l'exception :

## (2) Existing text of subsection 268(10):

(10) A body corporate to which Part II or Part III of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies or any similar body corporate incorporated otherwise than by or under an Act of Parliament may not apply for a certificate of continuance under section 187.

*Canada Cooperatives Act**Clause 306: Existing text of subsection 3(4):*

(4) No provision of the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the *Winding-up and Restructuring Act* applies to a cooperative.

*Canada Corporations Act**Clause 307: Existing text of Part II:*

## PART II

## CORPORATIONS WITHOUT SHARE CAPITAL

**153.** This Part applies to all corporations incorporated under it and to all corporations incorporated under section 7A of the *Companies Act Amending Act, 1917*, or to which supplementary letters patent have been issued under subsection (5) of that section and all corporations incorporated under section 8 of the *Companies Act*, chapter 27 of the Revised Statutes of Canada, 1927, or to which supplementary letters patent have been issued under subsection (5) of that section of that Act.

**154.** (1) The Minister may by letters patent under his seal of office grant a charter to any number of persons, not being fewer than three, who apply therefor, constituting the applicants and any other persons who thereafter become members of the corporation thereby created, a body corporate and politic, without share capital, for the purpose of carrying on, without pecuniary gain to its members, objects, to which the legislative authority of the Parliament of Canada extends, of a national, patriotic, religious, philanthropic, charitable, scientific, artistic, social, professional or sporting character, or the like objects.

(2) Nothing in this Part shall be construed to authorize the corporation to issue any note payable to the bearer thereof or any promissory note intended to be circulated as money or as the note of a bank, or to engage in the business of banking or insurance.

**155.** (1) The applicants for such letters patent, who shall be of the full age of eighteen years and have power under law to contract, shall file in the Department an application signed by each of the applicants and setting forth the following particulars:

- (a) the proposed name of the corporation;
- (b) the purposes for which its incorporation is sought;
- (c) the place within Canada where the head office of the corporation is to be situated;
- (d) the names in full and the address and calling of each of the applicants; and
- (e) the names of the applicants, not less than three, who are to be the first directors of the corporation.

(2) The application shall be accompanied by the by-laws, in duplicate, of the proposed corporation, which by-laws shall include provisions upon the following matters:

## (2) Texte du paragraphe 268(10):

(10) Les personnes morales qui sont régies par les parties II ou III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ainsi que les personnes morales de même nature non constituées en vertu d'une loi fédérale, ne peuvent demander le certificat de prorogation prévu à l'article 187.

*Loi canadienne sur les coopératives**Article 306: Texte du paragraphe 3(4):*

(4) La *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, la *Loi sur les corporations canadiennes* et la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ne s'appliquent pas aux coopératives.

*Loi sur les corporations canadiennes**Article 307: Texte de la partie II:*

## PARTIE II

## CORPORATIONS SANS CAPITAL-ACTIONS

**153.** La présente Partie s'applique à toutes les corporations constituées sous son régime et à toutes les corporations constituées en vertu de l'article 7A de la *Loi modifiant la Loi des compagnies, 1917*, ou auxquelles des lettres patentes supplémentaires ont été émises en vertu du paragraphe (5) de cet article, et à toutes corporations constituées sous le régime de l'article 8 de la *Loi des compagnies*, chapitre 27 des Statuts révisés du Canada de 1927, ou auxquelles des lettres patentes supplémentaires ont été émises en exécution du paragraphe (5) dudit article de ladite loi.

**154.** (1) Le Ministre peut, par lettres patentes portant son sceau d'office, accorder une charte à tout groupe d'au moins trois personnes qui en font la demande. Cette charte constitue les requérants, ainsi que les autres personnes qui deviennent par la suite membres de la corporation ainsi créée en un corps constitué et politique, sans capital-actions, aux fins de poursuivre, sans gain pécuniaire pour ses membres, des objets d'un caractère national, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, scientifique, artistique, social, professionnel ou sportif ou des objets analogues, qui ressortissent à l'autorité législative du Parlement du Canada.

(2) Rien dans la présente Partie n'est censé autoriser la corporation à émettre quelque billet payable à son porteur ou un billet à ordre destiné à circuler comme monnaie ou comme billet de banque, ou à se livrer au commerce de banque ou aux opérations d'assurance.

**155.** (1) Les requérants de ces lettres patentes, qui doivent avoir dix-huit ans révolus et être légalement capables de contracter, sont tenus de déposer au ministère une requête signée par chacun d'eux, énonçant les détails suivants :

- a) le nom projeté de la corporation;
- b) les objets pour lesquels est demandée sa constitution en corporation;
- c) le lieu, au Canada, où doit être établi le siège de la corporation;
- d) les noms au long ainsi que l'adresse et la profession de chacun des requérants; et
- e) les noms d'au moins trois des requérants qui doivent être les premiers administrateurs de la corporation.

(2) La demande doit être accompagnée des statuts de la corporation projetée, établis en double exemplaire, qui doivent contenir des dispositions régissant les questions suivantes :



- (a) conditions of membership, including societies or companies becoming members of the corporation;
- (b) mode of holding meetings, provision for quorum, rights of voting and of enacting by-laws;
- (c) mode of repealing or amending by-laws with special provision that the repeal or amendment of by-laws not embodied in the letters patent shall not be enforced or acted upon until the approval of the Minister has been obtained;
- (d) appointment and removal of directors, trustees, committees and officers, and their respective powers and remuneration;
- (e) audit of accounts and appointment of auditors;
- (f) whether or how members may withdraw from the corporation; and
- (g) custody of the corporate seal and certifying of documents issued by the corporation.

(3) The applicants may ask to have embodied in the letters patent any provision which could under this Part be contained in any by-law of the corporation.

**156.** Any existing corporation without share capital created by or under any Act of the Parliament of Canada, for any of the purposes or objects set forth in section 154, may apply for the issue of letters patent creating it a corporation under this Part, and upon the issue of such letters patent the provisions of this Part and those provisions of Part I, enumerated in section 157, apply to the corporation created thereby.

**157.** (1) The following provisions of Part I apply to corporations to which this Part applies, namely:

- (a) sections 3 and 4, section 5.6, section 6, sections 9 to 12 and section 15;
  - (b) section 16 (except paragraph (1)(r) thereof) and subsections 20(1), (3), (4) and (5);
  - (c) sections 21 to 24, subsection 25(2), paragraph 25(3)(b), sections 27 to 33, section 43, sections 65 to 73, sections 93, 98, 99, 102 and 106;
  - (d) paragraphs 109(1)(a) to (d); and
  - (e) sections 111.1, 112 to 117, sections 130 to 133 and sections 138 to 152.
- (2) [Repealed, R.S., 1970, c. 10(1st Supp.), s.26]

(3) In construing the sections of Part I made applicable to corporations under this Part,

“shareholder” means a member of such corporation;

“the company” or “a company” means a corporation to which this Part applies.

**157.1** (1) Sections 222 to 227, 229 to 233 and 235 of the *Canada Business Corporations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of corporations to which this Part applies.

(2) In construing the sections of the *Canada Business Corporations Act* made applicable to corporations under this Part, “security holder”, or “registered holder or beneficial owner” in relation to a security, means a member of a corporation to which this Part applies.

(3) A Director or Deputy Director appointed under section 253 of the *Canada Business Corporations Act* may, for the purpose of giving effect to this section with respect to the application of sections 222 to 227, 229 to 233 and 235 of that Act, exercise the powers and perform the functions and duties of the Director under those sections.

a) les conditions d'admission des membres, y compris les sociétés ou compagnies devenant membres de la corporation;

b) la manière de tenir les assemblées, les dispositions relatives au quorum, le droit de vote et celui d'établir des statuts;

c) le mode d'abrogation ou de modification des statuts avec une disposition spéciale portant que l'abrogation ou la modification des statuts non compris dans les lettres patentes ne sera pas mise en vigueur et que rien ne sera fait sous son autorité tant qu'elle n'aura pas été approuvée par le Ministre;

d) la nomination et la révocation des administrateurs, des fiduciaires, comités et fonctionnaires, ainsi que leurs attributions et rémunération respectives;

e) la vérification des comptes et la nomination des vérificateurs;

f) la faculté pour les membres de se retirer de la corporation ou la manière de se retirer; et

g) la garde du sceau corporatif et l'attestation des pièces émises par la corporation.

(3) Les requérants peuvent demander que soit incorporée dans les lettres patentes toute disposition qui, en vertu de la présente Partie, pourrait être contenue dans tout règlement de la corporation.

**156.** Toute corporation existante, sans capital-actions, constituée en vertu ou sous le régime d'une loi du Parlement du Canada, pour l'un des objets énumérés à l'article 154, peut demander l'émission de lettres patentes la constituant en une corporation sous le régime de la présente Partie, et dès l'émission de ces lettres patentes les dispositions de la présente Partie et celles de la Partie I, énumérées à l'article 157, s'appliquent à la corporation ainsi constituée.

**157.** (1) Les dispositions suivantes de la Partie I s'appliquent aux corporations auxquelles la présente Partie est applicable, savoir :

- a) les articles 3 et 4, l'article 5.6, l'article 6, les articles 9 à 12 et l'article 15;
- b) l'article 16, (sauf l'alinéa (1)r)), et les paragraphes 20(1), (3), (4) et (5);
- c) les articles 21 à 24, le paragraphe 25(2), l'alinéa 25(3)b), les articles 27 à 33, l'article 43, les articles 65 à 73, les articles 93, 98, 99, 102 et 106;
- d) les alinéas 109(1)a) à d); et
- e) les articles 111.1, 112 à 117, les articles 130 à 133 et les articles 138 à 152.

(2) [Abrogé, S.R.C. 1970, ch. 10 (1<sup>er</sup> suppl.), art. 26]

(3) Pour l'interprétation des articles de la Partie I rendus applicables aux corporations sous le régime de la présente Partie, l'expression

«la compagnie» ou «une compagnie» signifie une corporation à laquelle s'applique la présente Partie;

«actionnaire» signifie un membre de cette corporation.

**157.1** (1) Les articles 222 à 227, 229 à 233 et 235 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'égard des corporations auxquelles la présente partie s'applique.

(2) Dans les articles de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* qui s'appliquent aux corporations en vertu de la présente partie, «détenteur de valeurs mobilières» ou, à l'égard d'une valeur mobilière, «détenteur inscrit» ou «véritable propriétaire» s'entend d'un membre d'une corporation à laquelle la présente partie s'applique.

(3) Le directeur ou un directeur adjoint nommé en application de l'article 253 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* peut, pour donner effet au présent article à l'égard de l'application des articles 222 à 227, 229 à 233 et 235 de cette loi, exercer les pouvoirs et fonctions du Directeur en vertu de ces articles.



*Clause 308: Existing text of Part III:*

## PART III

## SPECIAL ACT CORPORATIONS

**158.** Sections 102, 133 and 150 apply to any corporation without share capital incorporated by Special Act of the Parliament of Canada for the purpose of carrying on, without pecuniary gain to its members, objects, to which the legislative authority of the Parliament of Canada extends, of a national, patriotic, religious, philanthropic, charitable, scientific, artistic, social, professional or sporting character, or the like objects.

**159.** (1) A corporation referred to in section 158 may apply for letters patent under Part II if at the time of its application the corporation is carrying on its affairs, and the Minister may issue letters patent continuing it as a corporation under Part II and thereafter Part II applies to the corporation as if it had been incorporated thereunder.

(2) Where a corporation applies for letters patent under this section, the Minister may, by the letters patent, limit or extend the powers of the corporation, name its directors and change its corporate name, if the applicants so desire.

(3) Sections 9 and 10 apply in respect of the issue of letters patent authorized under this section.

*Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act**Clause 309: Existing text of subsection 8(3):*

(3) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Foundation.

*Clause 310: Existing text of subsection 35(1):*

**35.** (1) The Governor in Council may, by order, designate, for the purposes of this Act, any corporation incorporated under Part II of the *Canada Corporations Act*, being chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

*Canada Pension Plan Investment Board Act**Clause 311: Existing text of subsection 3(4):*

(4) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Board.

*Canada Shipping Act**Clause 312: Existing text of subsection 727.2(1):*

**727.2** (1) The CPHQ is deemed to be a corporation to which section 158 of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies.

*Canadian Food Inspection Agency Act**Clause 313: Existing text of section 21:**Article 308 : Texte de la partie III :*

## PARTIE III

## COMPAGNIES CONSTITUÉES EN CORPORATIONS PAR LOI SPÉCIALE

**158.** Les articles 102, 133 et 150 s'appliquent à toute corporation sans capital social constituée par une loi spéciale du Parlement du Canada en vue de poursuivre, sans gain pécuniaire pour ses membres, des objets d'un caractère national, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, scientifique, artistique, social, professionnel ou sportif ou objets analogues, qui ressortissent à l'autorité législative du Parlement du Canada.

**159.** (1) Une corporation mentionnée à l'article 158 peut demander des lettres patentes en vertu de la Partie II si, au moment de sa demande, la corporation fait des affaires, et le Ministre peut émettre des lettres patentes prolongeant sa constitution comme si elle avait été constituée en corporation en vertu de la Partie II et, dès lors, la Partie II s'applique à la corporation comme si cette dernière avait été constituée sous son régime.

(2) Lorsqu'une corporation demande des lettres patentes en vertu du présent article, le Ministre peut, par lettres patentes, limiter ou étendre les pouvoirs de la corporation, désigner ses administrateurs et modifier son nom corporatif, si les requérants le désirent.

(3) Les articles 9 et 10 s'appliquent relativement à l'émission de lettres patentes autorisée en vertu du présent article.

*Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable**Article 309 : Texte du paragraphe 8(3) :*

(3) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à la Fondation.

*Article 310 : Texte du paragraphe 35(1) :*

**35.** (1) Le gouverneur en conseil peut désigner par décret, pour l'application de la présente loi, toute société constituée sous le régime de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970.

*Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada**Article 311 : Texte du paragraphe 3(4) :*

(4) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à l'Office.

*Loi sur la marine marchande du Canada**Article 312 : Texte du paragraphe 727.2(1) :*

**727.2** (1) La CPHQ est réputée être une corporation régie par l'article 158 de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada (1970).

*Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments**Article 313 : Texte de l'article 21 :*

21. The agreement referred to in section 20 may authorize the Minister, jointly with one or more provincial governments, to have a corporation incorporated under the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Corporations Act* or an equivalent provincial statute, or to acquire shares or participate in any corporation, in order to implement the agreement.

*Canadian Institutes of Health Research Act*

*Clause 314:* Relevant portion of section 26:

26. The CIHR may, for the purpose of achieving its objective,

...

(c) with the approval of the Governor in Council, enter into a partnership, or incorporate by itself or with others a corporation, including a subsidiary of the CIHR, under the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Corporations Act* or provincial legislation, or acquire or dispose of shares in any corporation;

*Canadian Payments Act*

*Clause 315:* Existing text of subsection 34(2):

(2) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Association.

*Cree-Naskapi (of Quebec) Act*

*Clause 316:* Existing text of subsection 23(2):

(2) The *Canada Corporations Act* does not apply to a band.

*Evangelical Lutheran Church in Canada Act*

*Clause 317:* Existing text of section 13:

13. Notwithstanding section 158 of the *Canada Corporations Act*, section 102 of that Act does not apply to the Church.

*Evangelical Missionary Church (Canada West District) Act*

*Clause 318:* Relevant portion of section 7:

7. On the commencement of this Act,

...

(f) the by-laws of the Evangelical Missionary Church, Canada West District immediately before the commencement of this Act are the by-laws of the Church until replaced or amended in accordance with Part II of the *Canada Corporations Act*; and

*Clause 319:* Existing text of subsection 8(3):

(3) No act of the Church, including a transfer of property to or by the Church, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its objects or to a provision of this Act or to a provision of Part II of the *Canada Corporations Act*.

*Clause 320:* Existing text of sections 10 and 11:

21. L'accord a pour objet d'autoriser le ministre, agissant de concert avec le ou les gouvernements provinciaux, à obtenir la constitution d'une personne morale sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions*, la *Loi canadienne sur les corporations canadiennes* ou une loi provinciale équivalente ou à acquérir des actions d'une personne morale, ou une participation dans celle-ci, en vue de la mise en oeuvre de l'accord.

*Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada*

*Article 314:* Texte du passage visé de l'article 26 :

26. Dans le cadre de sa mission, IRSC peut :

[...]

c) avec l'approbation du gouverneur en conseil, s'associer avec une autre personne, obtenir la constitution d'une personne morale — seule ou avec une de ses filiales ou une personne morale — sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ou la *Loi sur les corporations canadiennes* ou du droit provincial ou acquérir ou aliéner des actions d'une personne morale;

*Loi canadienne sur les paiements*

*Article 315:* Texte du paragraphe 34(2):

(2) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à l'Association.

*Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*

*Article 316:* Texte du paragraphe 23(2):

(2) La *Loi sur les corporations canadiennes* ne s'applique pas aux bandes.

*Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada*

*Article 317:* Texte de l'article 13 :

13. Par dérogation à l'article 158 de la *Loi sur les corporations canadiennes*, l'article 102 de cette loi ne s'applique pas à l'Église.

*Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien*

*Article 318:* Texte du passage visé de l'article 7 :

7. À l'entrée en vigueur de la présente loi :

[...]

f) les règlements administratifs de l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien (*Evangelical Missionary Church, Canada West District*), deviennent ceux de l'Église, sauf modification ou remplacement conforme à la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*;

*Article 319:* Texte du paragraphe 8(3):

(3) Toutefois, les actes de l'Église, y compris ceux portant cession de biens à elle ou par elle, ne sont pas nuls pour la seule raison qu'ils sont contraires à sa mission, à la présente loi ou à la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*.

*Article 320:* Texte des articles 10 et 11 :

**10.** (1) Part II of the *Canada Corporations Act* applies to the Church in all matters not provided for in this Act as if the Church had been continued under that Part pursuant to subsection 159(1) of that Act.

(2) Nothing in subsection 4(1), section 5 or section 6 restricts any power under Part II of the *Canada Corporations Act* to change the name of the Church, to alter its objects or to change the place of its head office.

**11.** Notwithstanding subsection 157(1) of the *Canada Corporations Act*, sections 5.6, 6, 12, 13, 15, 16, 27, 28, 31, 32, 33, 43, 102 to 106, 111.1, and 112 to 117 of that Act do not apply in respect of the Church.

### *Financial Administration Act*

**Clause 321:** Existing text of section 104:

**104.** The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to a parent Crown corporation.

### *Gwich'in Land Claim Settlement Act*

**Clause 322:** Existing text of section 8.1:

**8.1** A charter may be granted under subsection 154(1) of the *Canada Corporations Act* establishing a settlement corporation within the meaning of the Agreement to carry on, with pecuniary gain to its members, the activities permitted by the Agreement.

### *Insurance Companies Act*

**Clause 323:** Relevant portion of subsection 39(1.1):

(1.1) A society may also, with the approval in writing of the Minister,

(a) apply, under section 156 of the *Canada Corporations Act*, for letters patent creating it as a corporation under Part II of that Act; or

### *Mi'kmaq Education Act*

**Clause 324:** Existing text of subsection 10(3):

(3) For greater certainty, Part III of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies to the corporation and, in the application of section 102 of that Act to the corporation, a reference to shareholders shall be read as a reference to directors.

### *Physical Activity and Sport Act*

**Clause 325:** Existing text of subsection 31(3):

(3) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Centre.

### *Pilotage Act*

**Clause 326:** Existing text of subsection 55(1):

**55.** (1) The CPHQ is deemed to be a corporation to which section 158 of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies.

**10.** (1) En toute matière non prévue par la présente loi, l'Église est assujettie à la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* comme si elle avait été prorogée en vertu de cette partie conformément au paragraphe 159(1) de cette loi.

(2) Ni le paragraphe 4(1) ni les articles 5 et 6 n'ont pour effet de limiter le pouvoir conféré par la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* de modifier le nom de l'Église, sa mission ou le lieu de son siège.

**11.** Par dérogation au paragraphe 157(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, les articles 5.6, 6, 12, 13, 15, 16, 27, 28, 31, 32, 33, 43, 102 à 106, 111.1 et 112 à 117 de cette loi ne s'appliquent pas à l'Église.

### *Loi sur la gestion des finances publiques*

**Article 321:** Texte de l'article 104:

**104.** La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'applique pas aux sociétés d'État mères.

### *Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in*

**Article 322:** Texte de l'article 8.1:

**8.1** Il peut être accordé, par application du paragraphe 154(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, une charte constituant une société de gestion des indemnités au sens de l'Entente. Le cas échéant, la société peut exercer les activités autorisées par l'Entente et ses membres peuvent, de ce fait, réaliser des profits.

### *Loi sur les sociétés d'assurances*

**Article 323:** Texte du passage visé du paragraphe 39(1.1):

(1.1) La société de secours peut en outre, avec l'agrément écrit du ministre:

a) demander, dans le cadre de l'article 156 de la *Loi sur les corporations canadiennes*, l'émission de lettres patentes la constituant en une corporation sous le régime de la partie II de cette loi;

### *Loi sur l'éducation des Mi'kmaq*

**Article 324:** Texte du paragraphe 10(3):

(3) Il est entendu que la partie III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, ch. C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, s'applique à Mi'kmaw-Kina'matnewey, la mention des actionnaires, à l'article 102 de cette loi, valant mention des membres du conseil d'administration.

### *Loi sur l'activité physique et le sport*

**Article 325:** Texte du paragraphe 31(3):

(3) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'applique pas au Centre.

### *Loi sur le pilotage*

**Article 326:** Texte du paragraphe 55(1):

**55.** (1) La CPHQ est réputée être une corporation régie par l'article 158 de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada (1970).



*Public Sector Pension Investment Board Act*

*Clause 327: Existing text of subsection 3(5):*

(5) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Board.

*Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act*

*Clause 328: Existing text of section 9:*

9. A charter may be granted under subsection 154(1) of the *Canada Corporations Act* establishing a settlement corporation within the meaning of the Agreement to carry on, with pecuniary gain to its members, the activities permitted by the Agreement.

*Yukon First Nations Land Claims Settlement Act*

*Clause 329: Existing text of section 10:*

10. A charter may be granted under subsection 154(1) of the *Canada Corporations Act* establishing a settlement corporation, referred to in a final agreement that is in effect, to carry on, with pecuniary gain to its members, the activities permitted by the agreement.

*Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public*

*Article 327: Texte du paragraphe 3(5):*

(5) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à l'Office.

*Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu*

*Article 328: Texte de l'article 9:*

9. Il peut être accordé, par application du paragraphe 154(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, une charte constituant une société de gestion des indemnités au sens de l'Entente. Le cas échéant, la société peut exercer les activités autorisées par l'Entente et ses membres peuvent, de ce fait, réaliser des profits.

*Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon*

*Article 329: Texte de l'article 10:*

10. Il peut être accordé, par application du paragraphe 154(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, une charte constituant une société de gestion des indemnités au sens d'un accord définitif en vigueur. Le cas échéant, la société peut exercer les activités autorisées par cet accord et ses membres peuvent, de ce fait, réaliser des profits.











**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**C-22**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-22**

An Act to establish the Department of Social Development and  
to amend and repeal certain related Acts

---

FIRST READING, NOVEMBER 16, 2004

---

THE MINISTER OF SOCIAL DEVELOPMENT

**C-22**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-22**

Loi constituant le ministère du Développement social et  
modifiant et abrogeant certaines lois

---

PREMIÈRE LECTURE LE 16 NOVEMBRE 2004

---

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL



### RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to establish the Department of Social Development and to amend and repeal certain related Acts*".

### SUMMARY

This enactment establishes the Department of Social Development over which presides the Minister of Social Development. This enactment also sets out the Minister's powers, duties and functions, as well as the rules applicable to the protection and the making available of personal information obtained under departmental programs, other than those governed by similar codes found in the *Canada Pension Plan* and the *Old Age Security Act*.

### RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi constituant le ministère du Développement social et modifiant et abrogeant certaines lois* ».

### SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère du Développement social, lequel est placé sous l'autorité du ministre du Développement social dont il définit également les attributions. Il édicte aussi des règles pour la protection et l'accessibilité des renseignements personnels obtenus pour la mise en oeuvre ou l'exécution des programmes du ministère, autres que ceux qui sont gérés en vertu de codes similaires du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*.

## TABLE OF PROVISIONS

## TABLE ANALYTIQUE

### AN ACT TO ESTABLISH THE DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT AND TO AMEND AND REPEAL CERTAIN RELATED ACTS

### LOI CONSTITUANT LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET MODIFIANT ET ABROGEANT CERTAINES LOIS

SHORT TITLE		TITRE ABRÉGÉ	
1.	Short title	1.	Titre abrégé
INTERPRETATION		DÉFINITION	
2.	Definition of “Minister”	2.	Définition de « ministre »
PART 1		PARTIE 1	
DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT ESTABLISHMENT		MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL MISE EN PLACE	
3.	Department established	3.	Constitution du ministère
4.	Deputy Minister	4.	Sous-ministre
POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER		ATTRIBUTIONS DU MINISTRE	
5.	Powers, duties and functions of the Minister	5.	Attributions
6.	Additional powers	6.	Pouvoirs
7.	Programs	7.	Programmes
INTERDEPARTMENTAL SERVICES		SERVICES ENTRE MINISTÈRES	
8.	Services	8.	Prestation et réception de services
COMMITTEES		COMITÉS	
9.	Committees	9.	Comités
NATIONAL COUNCIL OF WELFARE		CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL	
10.	National Council of Welfare	10.	Conseil national du bien-être social
11.	Eligibility for reappointment	11.	Possibilité d’un nouveau mandat
12.	Remuneration	12.	Rémunération
13.	Function	13.	Mission
14.	Meetings	14.	Réunions
15.	Personnel	15.	Personnel et contractuels
GENERAL PROVISIONS		DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
16.	Agreements	16.	Accords
17.	Delegation	17.	Délégation



18. Oaths and affidavits
19. Fees for services or use of facilities
20. Fees for products, rights and privileges
21. Fees in respect of regulatory processes and approvals
22. Publication
23. Power to make regulations

## PART 2

### PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

24. Definitions
25. Purpose
26. Protection of information
27. Availability of information on request of an individual
28. Availability of information for a program
29. Availability of information to Department of Human Resources and Skills Development
30. Availability of information to provincial authorities
31. Public interest
32. Research or statistical purposes
33. Use of information for research purposes
34. Evidence and production of documents
35. Agreements authorizing the obtaining of information
36. Offence
37. Regulations

## PART 3

### TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENT, REPEAL AND COMING INTO FORCE

#### TRANSITIONAL PROVISIONS

38. Minister and Deputy Minister
39. National Council of Welfare
40. Transfer of powers, duties and functions
41. Transfer of appropriations

#### CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

- 42-44. *Access to Information Act*
- 45-52. *Canada Pension Plan*
53. *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*
54. *Financial Administration Act*
- 55-62. *Old Age Security Act*

18. Serments et déclarations
19. Facturation des services et installations
20. Facturation des produits, droits et avantages
21. Facturation des procédés ou autorisations réglementaires
22. Publication
23. Pouvoir de prendre des règlements

## PARTIE 2

### PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

24. Définitions
25. Objet
26. Protection des renseignements
27. Particulier
28. Mise en oeuvre d'un programme
29. Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
30. Communication aux provinces
31. Intérêt public
32. Travaux de recherche ou de statistique
33. Utilisation de renseignements à des fins de recherche
34. Dépôts en justice
35. Accords pour l'obtention de renseignements
36. Infractions
37. Règlements

## PARTIE 3

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES, DISPOSITION DE COORDINATION, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

38. Ministre et sous-ministre
39. Membres du Conseil national du bien-être social
40. Transfert d'attributions
41. Transfert de crédits

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES

- 42-44. *Loi sur l'accès à l'information*
- 45-52. *Régime de pensions du Canada*
53. *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*
54. *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 55-62. *Loi sur la sécurité de la vieillesse*

- 63. *Privacy Act*
- 64. *Public Sector Compensation Act*
- 65. *Salaries Act*
- 66-67. *Changes in terminology*

## COORDINATING AMENDMENT

- 68. *Public Service Modernization Act*

## REPEAL

- 69. *Vocational Rehabilitation of Disabled Persons Act*

## COMING INTO FORCE

- 70. *Order in council*

- 63. *Loi sur la protection des renseignements personnels*
- 64. *Loi sur la rémunération du secteur public*
- 65. *Loi sur les traitements*
- 66-67. *Nouvelle terminologie*

## DISPOSITION DE COORDINATION

- 68. *Loi sur la modernisation de la fonction publique*

## ABROGATION

- 69. *Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées*

## ENTRÉE EN VIGUEUR

- 70. *Décret*





HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-22

## PROJET DE LOI C-22

An Act to establish the Department of Social Development and to amend and repeal certain related Acts

Loi constituant le ministère du Développement social et modifiant et abrogeant certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Department of Social Development Act*.

1. *Loi sur le ministère du Développement social*.

Titre abrégé  
5

### INTERPRETATION

### DÉFINITION

2. In this Act, "Minister" means the Minister of Social Development.

2. Pour l'application de la présente loi, « ministre » s'entend du ministre du Développement social.

Définition de  
« ministre »

### PART 1

### PARTIE 1

#### DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT

#### MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

#### ESTABLISHMENT

#### MISE EN PLACE

3. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of Social Development over which the Minister of Social Development, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

3. (1) Est constitué le ministère du Développement social, placé sous l'autorité du ministre du Développement social. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

Constitution du  
ministère

(2) The expressions "Social Development Canada" and "Développement social Canada" in any document issued or executed in relation to the powers, duties and functions conferred on the Minister by this or any other Act are deemed to be references to the "Department of Social Development" and the "ministère du Développement social", respectively.

(2) Les mentions « Développement social Canada » et « Social Development Canada » paraissant sur les documents délivrés ou faits en vertu des attributions que la présente loi ou toute autre loi confère au ministre valent mention, respectivement, du « ministère du Développement social » et du « Department of Social Development ».

Développement  
social Canada

20

Minister	(3) The Minister holds office during pleasure and has the management and direction of the Department.	(3) Le ministre occupe sa charge à titre amovible; il assure la direction et la gestion du ministère.	Ministre
Deputy Minister	4. (1) The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Social Development to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.	4. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre du Développement social; celui-ci est l'administrateur général du ministère.	Sous-ministre
Associate Deputy Ministers	(2) The Governor in Council may appoint one or more Associate Deputy Ministers of Social Development to hold office during pleasure and each shall have the rank and status of a deputy head of a department and exercise, under the Deputy Minister of Social Development, the powers and perform the duties and functions as deputies of the Minister and otherwise that the Minister may specify.	(2) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un ou plusieurs sous-ministres délégués du Développement social, avec rang et statut d'administrateurs généraux de ministère. Placés sous l'autorité du sous-ministre du Développement social, ils exercent, à titre de représentants du ministre ou à tout autre titre, les attributions que celui-ci leur confère.	Sous-ministres délégués

#### POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

#### ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

Powers, duties and functions of the Minister	5. (1) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction relating to the social development of Canada and which are not by law assigned to any other Minister, department, board or agency of the Government of Canada.	5. (1) Les attributions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement liés au développement social du Canada ne ressortissant pas de droit à d'autres ministres, ministères ou organismes fédéraux.	Attributions
Exercise of powers	(2) The Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions assigned by subsection (1) with a view to promoting social well-being and income security.	(2) Ces attributions sont exercées en vue de promouvoir le bien-être des personnes au sein de la société et la sécurité du revenu.	Exercice des attributions
Additional powers	6. In exercising the powers and performing the duties or functions assigned to the Minister under this or any other Act, the Minister may (a) subject to the <i>Statistics Act</i> , collect, analyse, interpret, publish and distribute information relating to social development; and (b) cooperate with provincial authorities with a view to coordinating efforts for social development.	6. Dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi ou toute autre loi, le ministre peut : a) sous réserve de la <i>Loi sur la statistique</i> , collecter, analyser, interpréter, publier et diffuser de l'information sur le développement social; b) collaborer avec les autorités provinciales en vue de coordonner les efforts visant le développement social.	Pouvoirs
Programs	7. The Minister may, in exercising the powers and performing the duties and functions assigned by this Act, establish and implement programs designed to support projects or other activities that contribute to the social develop-	7. Le ministre peut, dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi, concevoir et réaliser des programmes destinés à appuyer les projets ou autres activités qui contribuent au développement social du Canada et accorder des subventions et des contributions pour les appuyer.	Programmes

ment of Canada, and the Minister may make grants and contributions in support of the programs.

#### INTERDEPARTMENTAL SERVICES

Services

8. (1) The Department may provide services to, and receive services from, the Department of Human Resources and Skills Development and the Canada Employment Insurance Commission.

Amounts charged

(2) The Minister may, with the approval of the Treasury Board, fix the amounts or the manner of determining the amounts to be recovered for services provided to the Department of Human Resources and Skills Development and the Canada Employment Insurance Commission. The amounts may not exceed the cost of providing the services.

Amounts received

(3) Subject to conditions imposed by the Treasury Board, any amounts received by the Department for services under subsection (2) may be expended by the Department for its purposes.

#### SERVICES ENTRE MINISTÈRES

8. (1) Le ministère peut fournir des services au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences et à la Commission de l'assurance-emploi du Canada et en recevoir de ceux-ci.

(2) Avec l'approbation du Conseil du Trésor, le ministre peut fixer la somme ou le mode de calcul de la somme à recouvrer pour les services que le ministère fournit au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences et à la Commission de l'assurance-emploi du Canada. La somme ne peut excéder le coût des services fournis.

(3) Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministère peut dépenser à ses fins les sommes perçues.

Prestation et réception de services

5

Sommes à recouvrer

Utilisation

#### COMMITTEES

Committees

9. (1) The Minister may establish advisory and other committees and provide for their membership, duties, functions and operation.

Remuneration

(2) Members of a committee shall be paid, in connection with their work for the committee, the remuneration that may be fixed by the Governor in Council.

Travel, living and other expenses

(3) Members of a committee are entitled to be reimbursed, in accordance with Treasury Board directives, for the travel, living and other expenses incurred in connection with their work for the committee while absent, in the case of full-time members, from their ordinary place of work or, in the case of part-time members, from their ordinary place of residence.

#### COMITÉS

9. (1) Le ministre peut constituer des comités consultatifs ou autres, et en prévoir la composition, les attributions et le fonctionnement.

(2) Les membres de ces comités reçoivent, pour l'exercice de leurs attributions, la rémunération que peut fixer le gouverneur en conseil.

(3) Ils sont indemnisés des frais, notamment des frais de déplacement et de séjour, entraînés par l'exercice de leurs attributions hors de leur lieu habituel, soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel, conformément aux directives du Conseil du Trésor.

Comités

20

Rémunération

Indemnités

30

#### NATIONAL COUNCIL OF WELFARE

National Council of Welfare

10. (1) The National Council of Welfare is continued, consisting of a chairperson and not more than fifteen other members to be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for the term, not exceed-

#### CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

10. (1) Est maintenu le Conseil national du bien-être social; il se compose d'un président et d'au plus quinze autres membres nommés à titre amovible par le gouverneur en conseil pour des mandats respectifs d'une durée maximale de 35

Conseil national du bien-être social



ing three years, that will ensure as far as possible the expiration in any one year of the terms of appointment of fewer than half of the members so appointed.

trois ans et échelonnés, dans la mesure du possible, de sorte qu'au cours d'une année quelconque moins de la moitié d'entre eux viennent à expiration.

Members deemed to be in the public service

(2) The members of the Council are deemed to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act* while in the course of their duties under this 10 Act.

(2) Les membres du Conseil sont réputés appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique* lorsqu'ils exercent les fonctions qui leur sont 10 confiées en application de la présente loi.

5 Présomption

Eligibility for reappointment

**11.** A member of the Council is eligible for reappointment.

**11.** Tout membre du Conseil peut recevoir un nouveau mandat.

Possibilité d'un nouveau mandat

Remuneration

**12.** (1) A member of the Council shall be paid, in connection with their work for the 15 Council, the remuneration that may be fixed by the Governor in Council.

**12.** (1) Les membres du Conseil reçoivent, pour l'exercice de leurs attributions, la rémuné- 15 ration que peut fixer le gouverneur en conseil.

Rémunération

Travel, living and other expenses

(2) A member of the Council is entitled to be reimbursed, in accordance with Treasury Board directives, for the travel, living and other 20 expenses incurred in connection with their work for the Council while absent, in the case of a full-time member, from their ordinary place of work or, in the case of a part-time member, from their ordinary place of residence. 25

(2) Ils sont indemnisés des frais, notamment des frais de déplacement et de séjour, entraînés par l'exercice de leurs attributions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps 20 plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel, conformément aux directives du Conseil du Trésor.

Indemnités

Function

**13.** It is the function of the Council to advise the Minister in respect of any matters relating to social development that the Minister may refer to the Council for its consideration or that the Council considers appropriate. 30

**13.** Le Conseil a pour mission de conseiller le ministre, en matière de développement social, 25 sur les questions que ce dernier soumet à son examen ou que lui-même juge opportun d'a- border. 30

Mission

Meetings

**14.** The Council shall meet at the times and places that the Minister may direct.

**14.** Le Conseil se réunit aux date, heure et lieu fixés par le ministre. 30

Réunions

Personnel

**15.** (1) The Council may employ or retain the persons who are necessary for its proper functioning. 35

**15.** (1) Le Conseil peut engager le personnel et les contractuels nécessaires à l'exécution de sa mission.

Personnel et contractuels

Presumption

(2) No person employed or retained pursuant to subsection (1) shall, by virtue only of being so employed or retained, be considered to be employed in the public service of Canada.

(2) Le personnel et les contractuels ainsi engagés ne font pas automatiquement partie de 35 l'administration publique fédérale.

Présomption

#### GENERAL PROVISIONS

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Agreements

**16.** For the purpose of facilitating the 40 formulation, coordination and implementation of any program or policy relating to the powers, duties and functions conferred by this Act, the Minister may enter into agreements with a

**16.** En vue de faciliter la formulation, la coordination et l'application des politiques et programmes relatifs aux attributions que lui confère la présente loi, le ministre peut conclure 40

Accords

province or a provincial public body, financial institutions and other persons or bodies that the Minister considers appropriate.

un accord avec une province, un organisme public provincial, une institution financière ou toute personne ou tout organisme de son choix.

Delegation

**17.** The Minister may authorize any person or body, or member of a class of persons or bodies, to exercise any power or perform any duty or function of the Minister.

**17.** Le ministre peut déléguer ses attributions, à titre individuel ou collectif, à toute personne ou à tout organisme qu'il désigne.

Délégation

Oaths and affidavits

**18.** A person or member of a class of persons employed by the Department and authorized by the Deputy Minister and any other person or member of a class of persons authorized by the Minister may, in the course of their duties, administer oaths and take and receive affidavits, declarations and affirmations for the purposes of or incidental to the performance of their duties, and every person so authorized has for those purposes all the powers of a commissioner for administering oaths or taking affidavits.

**18.** Toute personne ou tout membre d'une catégorie de personnes employée par le ministre et autorisée par le sous-ministre, de même que toute autre personne ou tout autre membre d'une catégorie de personnes autorisée par le ministre, peut, dans l'exercice de ses fonctions et à des fins liées ou accessoires à cet exercice, faire prêter des serments et recevoir des déclarations sous serment, solennelles ou autres. À cet effet, ces personnes disposent des pouvoirs d'un commissaire aux serments.

Serments et déclarations

Fees for services or use of facilities

**19.** (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for a service or the use of a facility provided by the Minister, the Department or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.

**19.** (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de services ou d'installations par lui-même, le ministre ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.

Facturation des services et installations

Amount not to exceed cost

(2) Fees that are fixed under subsection (1) may not exceed the cost to Her Majesty in right of Canada of providing the service or the use of the facility.

(2) Le prix fixé dans le cadre du paragraphe (1) ne peut excéder les coûts supportés par Sa Majesté du chef du Canada pour la fourniture des services ou des installations.

Plafonnement

Fees for products, rights and privileges

**20.** The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for products, rights and privileges provided by the Minister, the Department or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.

**20.** Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de produits ou l'attribution de droits ou d'avantages par lui-même, le ministre ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.

Facturation des produits, droits et avantages

Fees in respect of regulatory processes and approvals

**21.** (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for regulatory processes or approvals provided by the Minister, the Department or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.

**21.** (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de procédés réglementaires ou l'attribution d'autorisations réglementaires par lui-même, le ministre ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.

Facturation des procédés ou autorisations réglementaires

Amount	(2) Fees that are fixed under subsection (1) may not in the aggregate exceed an amount sufficient to compensate Her Majesty in right of Canada for any reasonable outlays incurred by Her Majesty for providing the regulatory processes or approvals.	(2) Les prix fixés dans le cadre du paragraphe (1) ne peuvent dépasser, dans l'ensemble, une somme suffisante pour indemniser Sa Majesté du chef du Canada des dépenses entraînées pour elle par la fourniture des procédés réglementaires ou l'attribution des autorisations réglementaires.	Plafonnement
Publication	<b>22.</b> (1) The Minister shall, within thirty days after the day on which the Minister fixes a fee under any of sections 19 to 21, publish the fee in the <i>Canada Gazette</i> .	<b>22.</b> (1) Dans les trente jours suivant la date de fixation d'un prix dans le cadre des articles 19 à 21, le ministre publie celui-ci dans la <i>10 Gazette du Canada</i> .	Publication
Reference to Scrutiny Committee	(2) A fee fixed under any of sections 19 to 21 shall stand referred to the Committee referred to in section 19 of the <i>Statutory Instruments Act</i> to be reviewed and scrutinized as if it were a statutory instrument.	(2) Le comité visé à l'article 19 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> est saisi d'office des prix fixés dans le cadre des articles 19 à 21 pour que ceux-ci fassent l'objet de l'étude et du 15 contrôle prévus pour les textes réglementaires.	Renvoi en comité
Power to make regulations	<b>23.</b> The Treasury Board may make regulations for the purposes of sections 19 to 21.	<b>23.</b> Le Conseil du Trésor peut prendre des règlements pour l'application des articles 19 à 21.	Pouvoir de prendre des règlements

## PART 2

## PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

Definitions	<b>24.</b> The following definitions apply in this Part.	<b>24.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent à 20 la présente partie.	Définitions
"administration" « mise en oeuvre »	"administration", in respect of programs, includes development, operation and evaluation.	« fonctionnaire public » Quiconque occupe une fonction ou est employé dans une institution fédérale et tout particulier désigné par règlement ou membre d'une catégorie de particuliers 25 désignée par règlement.	« fonctionnaire public » "public officer"
"federal institution" « institution fédérale »	"federal institution" means a department or any other body referred to in a schedule to the <i>Financial Administration Act</i> .	« institution fédérale » Ministère ou tout autre organisme mentionnés dans une annexe de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	« institution fédérale » "federal institution"
"information" « renseignements »	"information" means personal information as 25 defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i> , except that the portion of that definition between paragraphs (i) and (j) shall be read as "but, for the purposes of this Part, does not include".	« mise en oeuvre » S'agissant de programmes, 30 sont assimilées à la mise en oeuvre la conception, l'élaboration et l'évaluation.	« mise en oeuvre » "administration"
"program" « programme »	"program" means any program the administra- 30 tion or enforcement of which is the responsibility of the Minister and includes any legislation — other than the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Old Age Security Act</i> — policy or activity the administration or enforcement of 35 which is the responsibility of the Minister.	« programme » Programme dont la mise en oeuvre ou l'exécution relèvent du ministre; y sont assimilées les lois — autres que le <i>Régime 35 de pensions du Canada</i> et la <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> —, les orientations ou les activités dont la mise en oeuvre ou l'exécution relèvent du ministre.	« programme » "program"
"public officer" « fonctionnaire public »	"public officer" means an officer or employee of a federal institution, a prescribed individual or a member of a prescribed class of individuals.		



		« renseignements » S'entend de renseignements personnels au sens de l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , le passage figurant entre les alinéas i) et j) de la définition étant réputé être ainsi libellé : « toutefois, il demeure entendu que, pour l'application de la présente partie, les renseignements ne comprennent pas les renseignements concernant : ».	« renseignements » "information"
Purpose	25. This Part sets out the rules that apply to the protection and the making available of information that is obtained by the Minister under a program or prepared from that information. This Part also sets out principles for the use of information for research purposes.	25. La présente partie édicte les règles de protection et d'accessibilité des renseignements obtenus par le ministre dans le cadre d'un programme ou tirés de tels renseignements sous son régime; elle prévoit également des principes relatifs à l'utilisation de renseignements à des fins de recherche.	Objet
Protection of information	26. Information is privileged and shall not be made available except as authorized by this Part.	26. Les renseignements sont protégés et ne peuvent être rendus accessibles que si la présente partie l'autorise.	Protection des renseignements
Availability of information on request of an individual	27. (1) In addition to an individual's right of access under section 12 of the <i>Privacy Act</i> , and subject to the exemptions and exclusions provided in that Act, information may be made available to the individual on their request in writing to the Minister.	27. (1) Sur demande écrite adressée au ministre par le particulier, les renseignements peuvent être rendus accessibles à celui-ci sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> . Ce droit s'ajoute au droit d'accès que donne au particulier l'article 12 de cette loi.	Particulier
Availability of information to individuals, representatives and members of Parliament	(2) On the conditions that the Minister considers advisable, and subject to the exemptions and exclusions provided in the <i>Privacy Act</i> , information may be made available to an individual or their representative, or to a member of Parliament inquiring on behalf of an individual, if the information is relevant to the making of an application or the receipt of a benefit or other assistance by the individual under a program, or is relevant to any other matter that affects the individual under a program.	(2) Les renseignements peuvent être rendus accessibles, aux conditions que le ministre estime indiquées et sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , à un particulier ou à son représentant ou au parlementaire fédéral qui les demande au nom du particulier, dans la mesure où ils sont liés à la présentation d'une demande par le particulier, au versement de prestations à celui-ci, à une autre forme d'aide dans le cadre d'un programme ou à une autre question qui concerne le particulier en vertu de ce programme.	Particuliers, représentants et parlementaires fédéraux
Availability of information for a program	28. (1) Information may be made available to any person or body for the administration or enforcement of the program for which it was obtained or prepared.	28. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à quiconque pour la mise en oeuvre ou l'exécution du programme dans le cadre duquel ils ont été obtenus ou préparés.	Mise en oeuvre d'un programme

Availability of information within the Department

(2) Information may be made available to a public officer of the Department for the administration or enforcement of a program, the *Canada Pension Plan* and the *Old Age Security Act*.

(2) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à tout fonctionnaire public du ministère pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'un programme, du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur la sécurité de la* 5 *vieillesse*.

Au sein du ministère

Availability of information to Department of Human Resources and Skills Development

29. (1) Information may be made available to the Minister of Human Resources and Skills Development, the Canada Employment Insurance Commission or any public officer of the Department of Human Resources and Skills Development or the Canada Employment Insurance Commission for the administration or enforcement of a program, as defined in section 30 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*.

29. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et à la Commission de l'assurance-emploi 10 du Canada ou à tout fonctionnaire public de ce ministère ou de la Commission pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'un programme, au sens de l'article 30 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des* 15 *compétences*.

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences

Availability of information to other federal institutions

(2) Information may be made available to a minister or a public officer of a prescribed federal institution, other than the Department of Human Resources and Skills Development or the Canada Employment Insurance Commission, for the administration or enforcement of a prescribed federal or provincial law or activity if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the 25 federal institution.

(2) Si le ministre l'estime indiqué, les renseignements peuvent, pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales visées par règlement, 20 être rendus accessibles à tout ministre ou fonctionnaire public de toute autre institution fédérale visée par règlement aux conditions dont sont convenus le ministre et l'institution.

Autres institutions fédérales

Secondary release of information

(3) Information obtained under subsection (2) shall not be made available to any other person or body unless the Minister considers it advisable, the information is made available for 30 the same purpose and it is subject to conditions agreed upon by the Minister and the federal institution.

(3) Les renseignements obtenus dans le cadre 25 du paragraphe (2) ne peuvent être rendus accessibles à quiconque que si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, que s'ils le sont aux fins visées à ce paragraphe et aux conditions dont sont convenus le ministre et 30 l'institution fédérale.

Accès à d'autres personnes

Availability of information to provincial authorities

30. (1) Information may be made available to the government of a province, or to a public 35 body created under the law of a province, for the administration or enforcement of a federal law or activity or a provincial law if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed 40 upon by the Minister and the government or body.

30. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au 35 gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions dont sont convenus le ministre et le 40 gouvernement ou l'organisme.

Communication aux provinces

Availability of  
information to  
foreign states  
and bodies

(2) Information may be made available to the government of a foreign state, an international organization of states or an international organization established by the governments of states, or any institution of any such government or organization, for the administration or enforcement of a law if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the government, organization 10 or institution.

Secondary  
release of  
information

(3) Information obtained under this section by a government, public body, organization or institution shall not be made available to any other person or body unless the Minister 15 considers it advisable, the information is made available for the same purpose and it is subject to conditions agreed upon by the Minister and the government, public body, organization or institution. 20

Public interest

**31.** (1) Despite sections 26 to 30, information may be made available if the Minister is of the opinion that the public interest in disclosure clearly outweighs any invasion of privacy that could result from the disclosure or that dis- 25 closure would clearly benefit the individual to whom the information relates.

Notice of  
disclosure

(2) The Minister shall notify the Privacy Commissioner appointed under section 53 of the *Privacy Act* in writing of any disclosure of 30 information under subsection (1) prior to the disclosure where reasonably practicable or in any other case without delay after the disclosure. The Privacy Commissioner may, if he or she deems it appropriate, notify the individual to 35 whom the information relates of the disclosure.

Research or  
statistical  
purposes

**32.** Information may be made available for research or statistical purposes to any person or body, including a person or body referred to in subsection 29(2) or (3) or section 30, if 40

(a) the Minister is of the opinion that the research or statistical purposes are consistent with the principles set out in paragraphs 33(1)(a) to (e);

(2) Les renseignements peuvent, pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi, être rendus accessibles à un État étranger, à une organisation internationale d'États ou de gou- 5 vernements ou à l'un de leurs organismes si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions dont sont convenus le ministre et cet État, cette organisation internationale ou cet organisme.

Communication  
à des pays  
étrangers,  
organisations  
internationales,  
etc.

(3) Les renseignements obtenus dans le cadre 10 du présent article ne peuvent être rendus accessibles à quiconque que si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, que s'ils le sont aux fins visées aux paragraphes (1) ou (2) et aux conditions dont sont convenus le ministre 15 et le gouvernement, l'État, l'organisme ou l'organisation internationale, selon le cas.

Accès à d'autres  
personnes

**31.** (1) Par dérogation aux articles 26 à 30, les renseignements peuvent toujours être rendus accessibles si le ministre estime que l'intérêt du 20 public à la communication justifierait nettement une éventuelle violation de la vie privée ou que la communication profiterait nettement au particulier visé par les renseignements.

Intérêt public

(2) Dans le cas prévu au paragraphe (1), le 25 ministre donne un préavis écrit de la communication des renseignements au Commissaire à la protection de la vie privée nommé en vertu de l'article 53 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* si les circonstances 30 le justifient; sinon, il en avise par écrit le Commissaire immédiatement après la communication. La décision de mettre au courant le particulier concerné est laissée à l'appréciation du Commissaire. 35

Avis au  
Commissaire à la  
protection de la  
vie privée

**32.** Les renseignements peuvent être rendus accessibles à toute personne ou à tout organisme, y compris ceux visés aux paragraphes 29(2) ou (3) ou à l'article 30, pour des travaux de recherche ou de statistique si les conditions 40 suivantes sont réunies :

Travaux de  
recherche ou de  
statistique

a) le ministre estime que les travaux de recherche ou de statistique sont conformes aux principes énoncés aux alinéas 33(1)a) à e); 45



(b) the Minister is of the opinion that the purpose for which the information is made available cannot reasonably be accomplished unless the information is provided in a form that may identify the individual to whom it relates; and

(c) the information is made available subject to conditions set out in an agreement between the Minister and the person or body, and the person or body undertakes in the agreement not to subsequently disclose the information in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates.

33. (1) The use of information by the Minister and by public officers of the Department for policy analysis, research or evaluation purposes shall be guided by the following principles:

(a) the object of the policy analysis, research or evaluation is consistent with the powers, duties and functions of the Minister;

(b) the use of the information is consistent with any agreement under which the information was obtained;

(c) the results of the policy analysis, research or evaluation will be made available only in accordance with the provisions of this Part and any agreements under which the information was obtained;

(d) the policy analysis, research or evaluation would be difficult or impossible if the information were not used; and

(e) the policy analysis, research or evaluation is in the public interest.

(2) Unless authorized by the Minister, a public officer shall not use information for the purpose of policy analysis, research or evaluation if the information would allow an individual to be identified.

(3) Information that is used for policy analysis, research or evaluation purposes shall not be used for any administrative purpose as defined in section 3 of the *Privacy Act*.

b) le ministre estime que les fins auxquelles les renseignements sont rendus accessibles ne peuvent être normalement atteintes que si ceux-ci sont donnés sous une forme qui permette d'identifier le particulier qu'ils concernent;

c) les renseignements sont rendus accessibles aux conditions fixées dans un accord conclu entre le ministre et la personne ou l'organisme en question dans lequel la personne ou l'organisme s'engagent notamment auprès du ministre à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification d'un particulier.

33. (1) L'utilisation de renseignements par le ministre et les fonctionnaires publics du ministère à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques s'inspire des principes suivants :

a) l'objet de l'évaluation, de la recherche ou de l'analyse est conforme aux attributions du ministre;

b) l'utilisation satisfait aux exigences des accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;

c) les résultats ne peuvent être rendus accessibles qu'en conformité avec la présente partie et les accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;

d) l'évaluation, la recherche ou l'analyse seraient difficiles ou même impossibles sans l'utilisation des renseignements;

e) l'évaluation, la recherche ou l'analyse sont dans l'intérêt du public.

(2) Le fonctionnaire public ne peut, sauf s'il a été autorisé par le ministre, utiliser à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques des renseignements qui permettent l'identification d'un particulier.

(3) Les renseignements visés au paragraphe (1) ne peuvent pas être utilisés à des fins administratives au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Utilisation de renseignements à des fins de recherche

Utilisation

Restriction

Use of information for research purposes

Use

Restriction

Evidence and production of documents	<p><b>34.</b> Despite any other Act or law, the Minister and public officers shall not be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to information that is privileged under section 26 or to produce a statement or other writing that contains any such privileged information unless the Minister considers that it is appropriate to do so or the legal proceeding directly concerns the enforcement or application of a program.</p>	<p><b>34.</b> Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé du ministre ni d'un fonctionnaire public de déposer en justice au sujet des renseignements protégés au titre de l'article 26 ni de produire des déclarations écrites ou autres documents contenant ces renseignements, sauf si le ministre l'estime indiqué ou s'il s'agit d'une procédure se rapportant directement à la mise en oeuvre ou à l'exécution d'un programme.</p>	Dépositions en justice
Agreements authorizing the obtaining of information	<p><b>35.</b> The Minister may enter into agreements to obtain information for the administration or enforcement of a program with federal institutions, governments of provinces or public bodies created under provincial law, governments of foreign states, international organizations of states or international organizations established by the governments of states, any institution of any such government or organization, and other persons or bodies.</p>	<p><b>35.</b> Le ministre peut, en vue d'obtenir des renseignements pour la mise en oeuvre ou l'exécution de programmes, conclure des accords avec des institutions fédérales, des gouvernements provinciaux, des organismes publics créés sous le régime d'une loi provinciale, des États étrangers, des organisations internationales d'États ou de gouvernements ou l'un de leurs organismes ou encore avec tout autre organisme ou toute autre personne.</p>	Accords pour l'obtention de renseignements
Offence	<p><b>36.</b> (1) Every person or body commits an offence if they knowingly make available information that is privileged under this Part, or knowingly use or allow such information to be used, otherwise than in accordance with this Part or a condition or agreement referred to in subsection 27(2) or section 29, 30 or 32.</p>	<p><b>36.</b> (1) Commet une infraction quiconque sciemment rend accessibles, utilise ou permet qu'on utilise des renseignements protégés par la présente partie contrairement à celle-ci ou aux conditions visées au paragraphe 27(2) ou aux articles 29, 30 ou 32, ou à tout accord visé à ces dispositions.</p>	Infractions
Punishment — individuals	<p>(2) An individual who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.</p>	<p>(2) Le particulier qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.</p>	Peines : particuliers
Punishment — others	<p>(3) A body or a person, other than an individual, who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$100,000.</p>	<p>(3) Toute autre personne ou tout organisme qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$.</p>	Peines : personnes ou organismes
Regulations	<p><b>37.</b> The Governor in Council may, by regulation, prescribe</p> <p>(a) individuals or classes of individuals for the purpose of the definition "public officer" in section 24; and</p> <p>(b) federal institutions to which the information referred to in subsection 29(2) may be made available, and the federal or provincial</p>	<p><b>37.</b> Le gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) désigner tout particulier ou toute catégorie de particuliers pour l'application de la définition de « fonctionnaire public » à l'article 24;</p> <p>b) préciser, pour l'application du paragraphe 29(2), les institutions fédérales à qui les renseignements visés à ce paragraphe peuvent</p>	Règlements



laws or activities for whose administration or enforcement the information may be made available.

être rendus accessibles et les lois ou activités fédérales ou provinciales pour la mise en oeuvre ou l'exécution desquelles ils peuvent l'être.

### PART 3

#### TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENT, REPEAL AND COMING INTO FORCE

##### TRANSITIONAL PROVISIONS

Minister and  
Deputy Minister

38. (1) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office styled Minister of Social Development or Deputy Minister of Social Development is deemed to have been appointed under this Act as Minister of Social Development or Deputy Minister of Social Development, respectively, on that day.

Employees

(2) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who occupied, immediately before the day on which this section comes into force, a position in the Department of Human Resources Development, except that the employee on that day shall occupy that position in the Department of Social Development.

National Council  
of Welfare

39. A person who holds office as a member of the National Council of Welfare immediately before the day on which this section comes into force shall continue in office for the remainder of the term for which they were appointed.

Transfer of  
powers, duties  
and functions

40. Any power, duty or function that, immediately before the day on which this section comes into force, was vested in or exercisable by the Minister of Human Resources Development, the Deputy Minister or an employee of the Department of Human Resources Development, the Minister to be styled Minister of Social Development or the Deputy Minister to be styled Deputy Minister of Social Development, under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, is, on that day, vested in and exercisable by the Minister of

### PARTIE 3

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES, DISPOSITION DE COORDINATION, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

##### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

38. (1) Les personnes portant, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, les titres de ministre et de sous-ministre du Développement social sont, à compter de cette entrée en vigueur, réputées avoir été nommées, en vertu de la présente loi, ministre du Développement social et sous-ministre du Développement social, respectivement.

5 Ministre et sous-  
ministre

(2) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste au sein du ministère du Développement des ressources humaines, à la différence près que, à compter de cette entrée en vigueur, ils l'occupent au sein du ministère du Développement social.

Fonctionnaires

39. Les membres du Conseil national du bien-être social en poste immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont maintenus en poste jusqu'à la fin du mandat pour lequel ils ont été nommés.

Membres du  
Conseil national  
du bien-être  
social

40. Les attributions qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, étaient conférées, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'une règle ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre du Développement des ressources humaines, au sous-ministre ou à un fonctionnaire du ministère du Développement des ressources humaines ou au ministre portant le titre de ministre du Développement social ou au sous-ministre portant le titre de sous-ministre du Développement social sont, à

Transfert  
d'attributions



Social Development, Deputy Minister or employee of the Department of Social Development, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister or officer of the public service of Canada to exercise that power or perform that duty or function.

compter de cette entrée en vigueur, conférées au ministre du Développement social ou au sous-ministre ou au fonctionnaire du ministère du Développement social, selon le cas, 5  
sauf décret chargeant de ces attributions un 5  
autre ministre ou sous-ministre, ou un fonctionnaire d'un autre secteur de l'administration publique fédérale.

Transfer of appropriations

41. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Human Resources Development (Social Development) and that, on the day on which this section comes into force, is unexpended, is deemed to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Department of Social Development.

41. Les sommes affectées — et non engagées —, pour l'exercice en cours à la date 10  
d'entrée en vigueur du présent article, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du ministère du Développement 15  
des ressources humaines (Développement social) sont réputées être affectées aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du ministère du Développement social. 20

Transfert de crédits

CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

42. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Departments and Ministries of State*”:

42. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit : 25

Department of Social Development  
*Ministère du Développement social*

25

Ministère du Développement social  
*Department of Social Development*

43. Schedule II to the Act is amended by replacing the reference to “section 104” opposite the reference to the *Canada Pension Plan* with a reference to “subsection 104.01(1)”.

43. L'annexe II de la même loi est modifiée par remplacement de la mention « article 104 », en regard de la mention « Régime de pensions du Canada », par la mention 30 « paragraphe 104.01(1) ».

44. Schedule II to the Act is amended by replacing the reference to “section 33” opposite the reference to the *Old Age Security Act* with a reference to “subsection 33.01(1)”.

44. L'annexe II de la même loi est modifiée par remplacement de la mention « article 33 », en regard de la mention « Loi sur la 35  
sécurité de la vieillesse », par la mention « paragraphe 33.01(1) ».

R.S., c. C-8

Canada Pension Plan

Régime de pensions du Canada

L.R., ch. C-8

1997, c. 40, s. 88

45. Subsection 104(3) of the *Canada Pension Plan* is replaced by the following:

45. Le paragraphe 104(3) du *Régime de pensions du Canada* est remplacé par ce qui suit : 40

1997, ch. 40, art. 88

Purpose	(3) This section and sections 104.01 to 104.09, 104.101, 104.102 and 105 set out the rules that apply to the protection and the making available of information with respect to an individual that was obtained under this Act or prepared under this Act from that information.	(3) Le présent article et les articles 104.01 à 104.09, 104.101, 104.102 et 105 édictent les règles de protection et d'accessibilité concernant les renseignements sur un particulier obtenus sous le régime de la présente loi ou tirés de tels renseignements sous son régime.	Objet
1997, c. 40, s. 88	<b>46. Subsections 104.01(1) to (3) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>46. Les paragraphes 104.01(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	1997, ch. 40, art. 88
Protection of information	<b>104.01</b> (1) Information with respect to an individual is privileged and shall not be made available except <u>as authorized by this Act.</u>	<b>104.01</b> (1) Les renseignements obtenus sur un particulier sont protégés et ne peuvent être rendus accessibles <u>que si la présente loi l'autorise.</u>	Protection des renseignements
Availability of information on request of an individual	(2) In addition to an individual's right of access under section 12 of the <i>Privacy Act</i> , and <u>subject to the exemptions and exclusions provided in that Act</u> , information with respect to an individual may, on request in writing to the Minister by the individual or their representative, be made available to that individual or representative or, on the conditions that may be prescribed, to any person or body named in the request.	(2) Sur demande écrite adressée au ministre par le particulier ou son représentant, ils peuvent être rendus accessibles à ceux-ci ou, dans les conditions réglementaires, à tout autre destinataire désigné dans la demande, sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> . Ce droit s'ajoute au droit d'accès que donne au particulier l'article 12 de <u>cette loi</u> .	Particulier
Availability of information to individuals and members of Parliament	(3) <u>Subject to the exemptions and exclusions provided in the <i>Privacy Act</i></u> , information may be made available to an individual or their representative, or to a member of Parliament inquiring on behalf of an individual, if the information is relevant to the making of an application or the receipt of a benefit by, or the division of unadjusted pensionable earnings or assignment of a retirement pension that affects, the individual under this Act.	(3) Ils peuvent être rendus accessibles, sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , à un particulier ou à son représentant ou au parlementaire fédéral qui les demande au nom du particulier, dans la mesure où ils sont liés — dans le cadre de la présente loi — à la présentation d'une demande par le particulier ou au versement de prestations à celui-ci, ou à un partage de gains non ajustés ouvrant droit à pension ou à une cession de pension de retraite qui le concernent.	Particuliers et parlementaires fédéraux
1997, c. 40, s. 88	<b>47. Section 104.02 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>47. L'article 104.02 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 40, art. 88
Availability of information within certain departments	<b>104.02</b> Information may be made available to the Minister or a public officer of the Department of Social Development or the Department of Human Resources and Skills Development, or a commissioner of the Canada Employment Insurance Commission, for the purpose of the administration of a federal or provincial law or activity.	<b>104.02</b> Les renseignements peuvent être rendus accessibles au ministre et à tout fonctionnaire public du ministère du Développement social ou du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences ou à un commissaire de la Commission de l'assurance-emploi du Canada aux fins de mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales.	Accès au sein de certains ministères



1997, c. 40, s. 88

**48. (1) Subsection 104.03(1) of the Act is replaced by the following:**

Availability of information within federal institutions

**104.03** (1) Information may be made available to other ministers or public officers for the purpose of the administration of this Act.

**(2) Section 104.03 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

Other federal institutions

(2.1) Information may also be made available to a minister or a public officer of a prescribed federal institution for the administration of a prescribed federal or provincial law or activity if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to the conditions set out in an agreement between the Minister and the federal institution.

1997, c. 40, s. 88

**49. Subsection 104.05(1) of the French version of the Act is replaced by the following:**

Communication aux provinces

**104.05** (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et ce gouvernement ou cet organisme.

1997, c. 40, s. 88

**50. Subsection 104.06(3) of the Act is repealed.**

1997, c. 40, s. 88

**51. Sections 104.08 and 104.09 of the Act are replaced by the following:**

Evidence and production of documents

**104.08** Despite any other Act or law, the Minister and public officers shall not be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to information that is privileged under subsection 104.01(1) or to produce a statement or other writing that contains any such privileged information unless the Minister considers that it is appropriate to do so.

**48. (1) Le paragraphe 104.03(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 40, art. 88

**104.03** (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à un autre ministre ou à un autre fonctionnaire public aux fins de mise en oeuvre de la présente loi.

Accès au sein d'institutions fédérales

**(2) L'article 104.03 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

(2.1) Si le ministre l'estime indiqué, les renseignements peuvent aussi, pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales visées par règlement, être rendus accessibles à tout ministre ou fonctionnaire public d'une institution fédérale visée par règlement aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et l'institution.

Autres institutions fédérales

**49. Le paragraphe 104.05(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 40, art. 88

**104.05** (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et ce gouvernement ou cet organisme.

Communication aux provinces

**50. Le paragraphe 104.06(3) de la même loi est abrogé.**

1997, ch. 40, art. 88

**51. Les articles 104.08 et 104.09 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

1997, ch. 40, art. 88

**104.08** Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé du ministre ni d'un fonctionnaire public de déposer en justice au sujet des renseignements protégés au titre du paragraphe 104.01(1) ni de produire des déclarations écrites ou autres documents contenant ces renseignements, sauf si le ministre l'estime indiqué.

Dépôts en justice



Offence

**104.09** (1) Every person or body commits an offence who knowingly makes available information that is privileged under this Act, or who knowingly uses or allows such information to be used, otherwise than in accordance with this Act, any condition referred to in section 104.01, 104.03, 104.05, 104.06 or 104.101 or an agreement referred to in section 104.05, 104.06, 104.101 or 105.

Punishment—  
individuals

(2) An individual who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Punishment—  
others

(3) A body or a person, other than an individual, who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$100,000.

Research or  
statistical  
purposes

**104.101** Information may be made available for research or statistical purposes to any person or body, including one referred to in any of sections 104.03 to 104.06 or 105, if

(a) the Minister is of the opinion that the research or statistical purposes are consistent with the principles set out in paragraphs 104.102(1)(a) to (e);

(b) the Minister is of the opinion that the purpose for which the information is made available cannot reasonably be accomplished unless the information is provided in a form that may identify the individual to whom it relates; and

(c) the information is made available subject to conditions set out in an agreement between the Minister and the person or body, and the person or body undertakes in the agreement not to subsequently disclose the information in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates.

**104.09** (1) Commet une infraction qui-conque sciemment rend accessibles, utilise ou permet qu'on utilise des renseignements protégés par la présente loi contrairement à celle-ci, aux conditions visées aux articles 104.01, 104.03, 104.05, 104.06 ou 104.101, ou à tout accord visé aux articles 104.05, 104.06, 104.101 ou 105.

Infractions

(2) Le particulier qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Peines :  
particulier

(3) Toute autre personne ou tout organisme qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$.

Peines :  
personnes ou  
organismes

**52. The Act is amended by adding the following after section 104.1:**

**52. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 104.1, de ce qui suit :**

**104.101** Les renseignements peuvent être rendus accessibles à toute personne ou à tout organisme, y compris ceux visés aux articles 104.03 à 104.06 et 105, pour des travaux de recherche ou de statistique si les conditions suivantes sont réunies :

Travaux de  
recherche ou de  
statistique

a) le ministre estime que les travaux de recherche ou de statistique sont conformes aux principes énoncés aux alinéas 104.102(1)a) à e);

b) le ministre estime que les fins auxquelles les renseignements sont rendus accessibles ne peuvent être normalement atteintes que si ceux-ci sont donnés sous une forme qui permette d'identifier le particulier qu'ils concernent;

c) les renseignements sont rendus accessibles aux conditions fixées dans un accord conclu entre le ministre et la personne ou l'organisme en question, dans lequel la personne ou l'organisme s'engage notamment auprès du ministre à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification d'un particulier.

Use of information for research purposes	<p><b>104.102</b> (1) The use of information by the Minister and by public officers of the Department of Social Development for policy analysis, research or evaluation purposes shall be guided by the following principles:</p> <p>(a) the object of the policy analysis, research or evaluation is consistent with the powers, duties and functions of the Minister under the <i>Department of Social Development Act</i>;</p> <p>(b) the use of the information is consistent with any agreement under which the information was obtained;</p> <p>(c) the results of the policy analysis, research or evaluation will be made available only in accordance with sections 104 to 104.08, 104.101 and 105 and any agreements under which the information was obtained;</p> <p>(d) the policy analysis, research or evaluation would be difficult or impossible if the information were not used;</p> <p>(e) the policy analysis, research or evaluation is in the public interest.</p>	<p><b>104.102</b> (1) L'utilisation de renseignements par le ministre et les fonctionnaires publics du ministère du Développement social à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques s'inspire des principes suivants:</p> <p>a) l'objet de l'évaluation, de la recherche ou de l'analyse est conforme aux attributions conférées au ministre par la <i>Loi sur le ministère du Développement social</i>;</p> <p>b) l'utilisation satisfait aux exigences des accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;</p> <p>c) les résultats ne peuvent être rendus accessibles qu'en conformité avec les articles 104 à 104.08, 104.101 et 105 et les accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;</p> <p>d) l'évaluation, la recherche ou l'analyse seraient difficiles ou même impossibles sans l'utilisation des renseignements;</p> <p>e) l'évaluation, la recherche ou l'analyse sont dans l'intérêt du public.</p>	Recherches
Use	<p>(2) Unless authorized by the Minister, a public officer shall not use information for the purpose of policy analysis, research or evaluation if the information would allow an individual to be identified.</p>	<p>(2) Le fonctionnaire public ne peut, sauf s'il a été autorisé par le ministre, utiliser à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques des renseignements qui permettent l'identification d'un particulier.</p>	Utilisation
Restriction	<p>(3) Information that is used for policy analysis, research or evaluation purposes shall not be used for any administrative purpose as defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i>.</p>	<p>(3) Les renseignements visés au paragraphe (1) ne peuvent pas être utilisés à des fins administratives au sens de l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>.</p>	Restriction
R.S., c. 4 (2nd Supp.)	<b>Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act</b>	<b>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales</b>	L.R., ch. 4 (2 <sup>e</sup> suppl.)
1996, c. 11, paras. 95(f) and 97(1)(d)	<b>53. Section 6 of the <i>Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>53. L'article 6 de la <i>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales</i> est remplacé par ce qui suit:</b>	1996, ch. 11, al. 95f) et 97(1)d)
Agreements regarding comprehensive pension plans	<p>6. With the approval of the Governor in Council, the Minister of Social Development may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement with each province providing a comprehensive pension plan, as defined under the <i>Canada Pension Plan</i>, for the purpose of obtaining the approval of that province for</p>	<p>6. Le ministre du Développement social peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure, au nom du gouvernement fédéral, un accord avec une province instituant un régime général de pensions, au sens du <i>Régime de pensions du Canada</i>, en vue d'être autorisé par celle-ci:</p>	Accord — régime général de pensions



(a) the creation, for the purposes of this Act, of an information bank to be controlled by the Department of Social Development in respect of contributors to and beneficiaries under that comprehensive pension plan; and

(b) the release of information under this Part from the information bank referred to in paragraph (a) and from any other information bank controlled by the Department of Social Development that contains information in 10 respect of contributors to and beneficiaries under that comprehensive pension plan.

a) à établir, pour l'application de la présente loi, un fichier, qui sera régi par le ministère du Développement social, concernant les cotisants à ce régime ou les bénéficiaires de celui-ci;

b) à communiquer, au titre de la présente partie, des renseignements contenus dans le fichier visé à l'alinéa a) ou dans tout autre fichier régi par le ministère du Développement social concernant les cotisants à ce 10 régime ou les bénéficiaires de celui-ci.

R.S., c. F-11

### *Financial Administration Act*

**54. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by adding the following in alphabetical order:**

Department of Social Development  
*Ministère du Développement social*

### *Loi sur la gestion des finances publiques*

L.R., ch. F-11

**54. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Ministère du Développement social  
*Department of Social Development*

R.S., c. O-9

### *Old Age Security Act*

**55. Subsection 33(3) of the *Old Age Security Act* is replaced by the following:**

(3) This section and sections 33.01 to 33.09, 20 33.12 and 33.13 set out the rules that apply to the protection and the making available of information with respect to an individual that was obtained under this Act or prepared under this Act from that information.

1997, c. 40,  
s. 102

**56. Subsections 33.01(1) to (3) of the Act are replaced by the following:**

**33.01** (1) Information with respect to an individual is privileged and shall not be made available except as authorized by this Act.

Protection of  
informationAvailability of  
information on  
request of an  
individual

(2) In addition to an individual's right of access under section 12 of the *Privacy Act*, and subject to the exemptions and exclusions provided in that Act, information with respect to an individual may, on request in writing to the Minister by the individual or their representative, be made available to that individual or

### *Loi sur la sécurité de la vieillesse*

L.R., ch. O-9

**55. Le paragraphe 33(3) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* est remplacé par ce qui suit :**

(3) Le présent article et les articles 33.01 à 33.09, 33.12 et 33.13 édictent les règles de protection et d'accessibilité concernant les renseignements sur un particulier obtenus sous le régime de la présente loi ou tirés de tels 25 renseignements sous son régime.

**56. Les paragraphes 33.01(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

**33.01** (1) Les renseignements obtenus sur un particulier sont protégés et ne peuvent être 30 rendus accessibles que si la présente loi l'autorise.

1997, ch. 40,  
art. 102

20

Objet

1997, ch. 40,  
art. 102Protection des  
renseignements

Particulier

(2) Sur demande écrite adressée au ministre par le particulier ou son représentant, ils peuvent être rendus accessibles à ceux-ci ou, dans les 35 conditions réglementaires, à tout autre destinataire désigné dans la demande, sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ce droit s'ajoute au droit d'accès que donne au 40 particulier l'article 12 de cette loi.



representative or, on the conditions that may be prescribed, to any person or body named in the request.

Availability of information to individuals and members of Parliament

(3) Subject to the exemptions and exclusions provided in the *Privacy Act*, information may be made available to an individual or their representative, or to a member of Parliament inquiring on behalf of an individual, if the information is relevant to the making of an application or election, or the receipt of a benefit, by the individual under this Act.

1997, c. 40, s. 102

**57. Section 33.02 of the Act is replaced by the following:**

Availability of information within certain departments

**33.02** Information may be made available to the Minister or a public officer of the Department of Social Development or the Department of Human Resources and Skills Development, or a commissioner of the Canada Employment Insurance Commission, for the purpose of the administration of a federal or provincial law or activity.

1997, c. 40, s. 102

**58. (1) Subsection 33.03(1) of the Act is replaced by the following:**

Availability of information within federal institutions

**33.03 (1)** Information may be made available to other ministers or public officers for the purpose of the administration of this Act.

**(2) Section 33.03 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

Other federal institutions

(2.1) Information may also be made available to a minister or a public officer of a prescribed federal institution for the administration of a prescribed federal or provincial law or activity if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to the conditions set out in an agreement between the Minister and the federal institution.

1997, c. 40, s. 102

**59. Subsection 33.05(1) of the French version of the Act is replaced by the following:**

(3) Ils peuvent être rendus accessibles, sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à un particulier ou à son représentant ou au parlementaire fédéral qui les demande au nom du particulier, dans la mesure où ils sont liés à la présentation d'une demande par le particulier ou à un choix fait par celui-ci — ou au versement de prestations à ce particulier — sous le régime de la présente loi.

Particuliers et parlementaires fédéraux

**57. L'article 33.02 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 40, art. 102

**33.02** Les renseignements peuvent être rendus accessibles au ministre et à tout fonctionnaire public du ministère du Développement social ou du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences ou à un commissaire de la Commission de l'assurance-emploi du Canada aux fins de mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales.

Accès au sein de certains ministères

**58. (1) Le paragraphe 33.03(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 40, art. 102

**33.03 (1)** Les renseignements peuvent être rendus accessibles à un autre ministre ou à un autre fonctionnaire public aux fins de mise en oeuvre de la présente loi.

Accès au sein d'institutions fédérales

**(2) L'article 33.03 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

30

(2.1) Si le ministre l'estime indiqué, les renseignements peuvent aussi, pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales visées par règlement, être rendus accessibles à tout ministre ou fonctionnaire public d'une institution fédérale visée par règlement aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et l'institution.

Autres institutions fédérales

**59. Le paragraphe 33.05(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 40, art. 102

Communication  
aux provinces

**33.05** (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et ce gouvernement ou cet organisme.

1997, c. 40,  
s. 102

**60. Subsection 33.06(3) of the Act is repealed.**

1997, c. 40,  
s. 102

**61. Sections 33.08 and 33.09 of the Act are replaced by the following:**

Evidence and  
production of  
documents

**33.08** Despite any other Act or law, the Minister and public officers shall not be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to information that is privileged under subsection 33.01(1) or to produce a statement or other writing that contains any such privileged information unless the Minister considers that it is appropriate to do so.

Offence

**33.09** (1) Every person or body commits an offence who knowingly makes available information that is privileged under this Act, or who knowingly uses or allows such information to be used, otherwise than in accordance with this Act, any condition referred to in section 33.01, 33.03, 33.05, 33.06 or 33.12 or an agreement referred to in section 33.05, 33.06, 33.12 or 39.

Punishment —  
individuals

(2) An individual who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Punishment —  
others

(3) A body or a person, other than an individual, who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$100,000.

**62. The Act is amended by adding the following after section 33.11:**

**33.05** (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et ce gouvernement ou cet organisme.

Communication  
aux provinces

1997, ch. 40,  
art. 102

**60. Le paragraphe 33.06(3) de la même loi est abrogé.**

1997, ch. 40,  
art. 102

**61. Les articles 33.08 et 33.09 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

**33.08** Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé du ministre ni d'un fonctionnaire public de déposer en justice au sujet des renseignements protégés au titre du paragraphe 33.01(1) ni de produire des déclarations écrites ou autres documents contenant ces renseignements, sauf si le ministre l'estime indiqué.

Dépositions en  
justice

**33.09** (1) Commet une infraction quiconque sciemment rend accessibles, utilise ou permet qu'on utilise des renseignements protégés par la présente loi contrairement à celle-ci, aux conditions visées aux articles 33.01, 33.03, 33.05, 33.06 ou 33.12, ou à tout accord visé aux articles 33.05, 33.06, 33.12 ou 39.

Infractions

(2) Le particulier qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Peines :  
particulier

(3) Toute autre personne ou tout organisme qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$.

Peines :  
personnes ou  
organismes

**62. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 33.11, de ce qui suit :**

Research or  
statistical  
purposes

**33.12** Information may be made available for research or statistical purposes to any person or body, including one referred to in any of sections 33.03 to 33.06, if

- (a) the Minister is of the opinion that the research or statistical purposes are consistent with the principles set out in paragraphs 33.13(1)(a) to (e);
- (b) the Minister is of the opinion that the purpose for which the information is made available cannot reasonably be accomplished unless the information is provided in a form that may identify the individual to whom it relates; and
- (c) the information is made available subject to conditions set out in an agreement between the Minister and the person or body, and the person or body undertakes in the agreement not to subsequently disclose the information in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates.

Use of  
information for  
research  
purposes

**33.13** (1) The use of information by the Minister and by public officers of the Department of Social Development for policy analysis, research or evaluation purposes shall be guided by the following principles:

- (a) the object of the policy analysis, research or evaluation is consistent with the powers, duties and functions of the Minister under the *Department of Social Development Act*;
- (b) the use of the information is consistent with any agreement under which the information was obtained;
- (c) the results of the policy analysis, research or evaluation will be made available only in accordance with sections 33 to 33.08 and 33.12 and any agreements under which the information was obtained;
- (d) the policy analysis, research or evaluation would be difficult or impossible if the information were not used; and

Travaux de  
recherche ou de  
statistique

**33.12** Les renseignements peuvent être rendus accessibles à toute personne ou à tout organisme, y compris ceux visés aux articles 33.03 à 33.06, pour des travaux de recherche ou de statistique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le ministre estime que les travaux de recherche ou de statistique sont conformes aux principes énoncés aux alinéas 33.13(1)a) à e);
- b) le ministre estime que les fins auxquelles les renseignements sont rendus accessibles ne peuvent être normalement atteintes que si ceux-ci sont donnés sous une forme qui permette d'identifier le particulier qu'ils concernent;
- c) les renseignements sont rendus accessibles aux conditions fixées dans un accord conclu entre le ministre et la personne ou l'organisme en question dans lequel la personne ou l'organisme s'engagent notamment auprès du ministre à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification d'un particulier.

**33.13** (1) L'utilisation de renseignements par le ministre et les fonctionnaires publics du ministère du Développement social à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques s'inspire des principes suivants :

- a) l'objet de l'évaluation, de la recherche ou de l'analyse est conforme aux attributions conférées au ministre par la *Loi sur le ministère du Développement social*;
- b) l'utilisation satisfait aux exigences des accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;
- c) les résultats ne peuvent être rendus accessibles qu'en conformité avec les articles 33 à 33.08 et 33.12 et les accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;
- d) l'évaluation, la recherche ou l'analyse seraient difficiles ou même impossibles sans l'utilisation des renseignements;
- e) l'évaluation, la recherche ou l'analyse sont dans l'intérêt du public.

Recherches



	(e) the policy analysis, research or evaluation is in the public interest.		
Use	(2) Unless authorized by the Minister, a public officer shall not use information for the purpose of policy analysis, research or evaluation if the information would allow an individual to be identified.	(2) Le fonctionnaire public ne peut, sauf s'il a été autorisé par le ministre, utiliser à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques des renseignements qui permettent l'identification d'un particulier.	Utilisation
Restriction	(3) Information that is used for policy analysis, research or evaluation purposes shall not be used for any administrative purpose as 10 defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i> .	(3) Les renseignements visés au paragraphe (1) ne peuvent pas être utilisés à des fins administratives au sens de l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> .	Restriction
R.S., c. P-21	<i>Privacy Act</i>	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	L.R., ch. P-21
	63. The schedule to the <i>Privacy Act</i> is amended by adding the following in alphabetical order under the heading " <i>Departments and Ministries of State</i> ":	63. L'annexe de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous 15 l'intertitre « <i>Ministères et départements d'État</i> », de ce qui suit :	15
	Department of Social Development <i>Ministère du Développement social</i>	Ministère du Développement social <i>Department of Social Development</i>	
1991, c. 30	<i>Public Sector Compensation Act</i>	<i>Loi sur la rémunération du secteur public</i>	1991, ch. 30
	64. Schedule I to the <i>Public Sector Compensation Act</i> is amended by adding the following in alphabetical order under the 20 heading " <i>Departments</i> ":	64. L'annexe I de la <i>Loi sur la rémunération du secteur public</i> est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous 20 l'intertitre « <i>Ministères</i> », de ce qui suit :	
	Department of Social Development <i>Ministère du Développement social</i>	Ministère du Développement social <i>Department of Social Development</i>	
R.S., c., S-3	<i>Salaries Act</i>	<i>Loi sur les traitements</i>	L.R., ch. S-3
	65. Subsection 4(2) of the <i>Salaries Act</i> is amended by striking out the word "and" at 25 the end of paragraph (z.1), by adding the word "and" at the end of paragraph (z.2) and by adding the following after paragraph (z.2):	65. Le paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur les traitements</i> est modifié par adjonction, après 25 l'alinéa z.2), de ce qui suit :	25
	(z.3) the Minister of Social Development.	z.3) le ministre du Développement social.	30
	<i>Changes in Terminology</i>	<i>Nouvelle terminologie</i>	
Replacement of "Department of Human Resources Development"	66. The expression "Department of Human Resources Development" is replaced by the expression "Department of Social Development" wherever it occurs in the following provisions:	66. Dans les passages ci-après, « ministère du Développement des ressources humaines » est remplacé par « ministère du Déve- 30 lopement social » :	Terminologie : ministère du Développement social
	(a) in the <i>Canada Pension Plan</i> ,	a) dans le <i>Régime de pensions du Canada</i> :	

- (i) paragraph 66(3)(d),
- (ii) subsection 103(3), and
- (iii) subsection 104.03(3);
- (b) paragraph 6.7(d) of the *Department of Veterans Affairs Act*; 5
- (c) in the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*,
  - (i) in the English version, paragraph (a) of the definition “information bank director” in section 2, and 10
  - (ii) section 15;
- (d) paragraph 122.64(2)(b) of the *Income Tax Act*;
- (e) paragraphs 33.11(a) and (b) of the *Old Age Security Act*; 15
- (f) paragraph 109.2(d) of the *Pension Act*; and
- (g) paragraph 30(2)(c) of the *War Veterans Allowance Act*.

Replacement of  
“Minister of  
Human  
Resources  
Development”

67. The expression “Minister of Human Resources Development” is replaced by the expression “Minister of Social Development” wherever it occurs in the following provisions:

- (a) in the *Canada Pension Plan*, 25
  - (i) the definition “province providing a comprehensive pension plan” in subsection 3(1),
  - (ii) subsections 3(2) and (3),
  - (iii) subsection 4(3), 30
  - (iv) subsections 26.1(1) and (2),
  - (v) section 27,
  - (vi) paragraph 27.2(1)(a),
  - (vii) the definition “Minister” in subsection 42(1), 35
  - (viii) the definition “Minister” in section 91, and
  - (ix) subsection 117(1);

- (i) l’alinéa 66(3)d),
- (ii) le paragraphe 103(3),
- (iii) le paragraphe 104.03(3);
- b) l’alinéa 6.7d) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*; 5
- c) dans la *Loi d’aide à l’exécution des ordonnances et des ententes familiales* :
  - (i) l’alinéa a) de la définition de « information bank director » à l’article 2 de la version anglaise, 10
  - (ii) l’article 15;
- d) l’alinéa 122.64(2)b) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*;
- e) les alinéas 33.11a) et b) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*; 15
- f) l’alinéa 109.2d) de la *Loi sur les pensions*;
- g) l’alinéa 30(2)c) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*.

67. Dans les passages ci-après, « ministre du Développement des ressources humaines » est remplacé par « ministre du Développement social » :

Terminologie :  
ministre du  
Développement  
social

a) dans le *Régime de pensions du Canada* :

- (i) la définition de « province instituant un régime général de pensions » au paragraphe 3(1),
- (ii) les paragraphes 3(2) et (3),
- (iii) le paragraphe 4(3),
- (iv) les paragraphes 26.1(1) et (2), 30
- (v) l’article 27,
- (vi) le paragraphe 27.2(1),
- (vii) la définition de « ministre » au paragraphe 42(1),
- (viii) la définition de « ministre » à l’article 91, 35
- (ix) le paragraphe 117(1);

b) l’alinéa a) de la définition de « directeur de fichier », à l’article 2 de la *Loi d’aide à l’exécution des ordonnances et des ententes familiales*; 40

(b) in paragraph (a) of the definition “information bank director” in section 2 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*;

(c) in the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*,

(i) subsection 13(3),

(ii) the definition “Minister” in section 18,

(iii) section 23.1,

(iv) subsection 24.3(2),

(v) the definition “Minister” in section 24.9,

(vi) section 25.8, and

(vii) paragraph 40(f);

(d) subsection 122.64(1) of the *Income Tax Act*; and

(e) in the *Old Age Security Act*,

(i) the definition “Minister” in section 2, and

(ii) section 46.

c) dans la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* :

(i) le paragraphe 13(3),

(ii) la définition de « ministre » à l'article 18,

(iii) l'article 23.1,

(iv) le paragraphe 24.3(2),

(v) la définition de « ministre » à l'article 24.9,

(vi) l'article 25.8,

(vii) l'alinéa 40f);

d) le paragraphe 122.64(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

e) dans la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* :

(i) la définition de « ministre » à l'article 2,

(ii) l'article 46.

#### COORDINATING AMENDMENT

68. On the later of the coming into force of section 224 of the *Public Service Modernization Act*, chapter 22 of the Statutes of Canada, 2003, and the day on which section 1 of this Act comes into force, the expression “public service of Canada” is replaced by the expression “federal public administration” wherever it occurs in the following provisions of the English version of this Act:

(a) subsection 10(2);

(b) subsection 15(2); and

(c) sections 40 and 41.

#### REPEAL

69. The *Vocational Rehabilitation of Disabled Persons Act* is repealed.

#### DISPOSITION DE COORDINATION

68. À l'entrée en vigueur de l'article 224 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, chapitre 22 des Lois du Canada (2003), ou à celle de l'article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, « public service of Canada » est remplacé par « federal public administration » dans les passages ci-après de la version anglaise de la présente loi :

a) le paragraphe 10(2);

b) le paragraphe 15(2);

c) les articles 40 et 41.

#### ABROGATION

69. La *Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées* est abrogée.

2003, c. 22

Repeal of R.S.,  
c. V-3

Abrogation de  
L.R., ch. V-3



COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

70. This Act, other than section 68, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, provided that that day is the same day as that fixed under section 85 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*.

Décret

70. La présente loi, à l'exception de l'article 68, entre en vigueur à la date fixée par décret, mais cette date doit être la même que celle fixée en vertu de l'article 85 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*.

**MAIL** ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-22**

**C-22**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

Première session, trente-huitième législature,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-22**

## **PROJET DE LOI C-22**

An Act to establish the Department of Social Development and  
to amend and repeal certain related Acts

Loi constituant le ministère du Développement social et  
modifiant et abrogeant certaines lois

---

**AS PASSED**

BY THE HOUSE OF COMMONS  
JUNE 8, 2005

---

---

**ADOPTÉ**

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 8 JUIN 2005

---





## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to establish the Department of Social Development and to amend and repeal certain related Acts*".

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi constituant le ministère du Développement social et modifiant et abrogeant certaines lois* ».

## SUMMARY

This enactment establishes the Department of Social Development over which presides the Minister of Social Development. This enactment also sets out the Minister's powers, duties and functions, as well as the rules applicable to the protection and the making available of personal information obtained under departmental programs, other than those governed by similar codes found in the *Canada Pension Plan* and the *Old Age Security Act*.

## SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère du Développement social, lequel est placé sous l'autorité du ministre du Développement social dont il définit également les attributions. Il édicte aussi des règles pour la protection et l'accessibilité des renseignements personnels obtenus pour la mise en oeuvre ou l'exécution des programmes du ministère, autres que ceux qui sont gérés en vertu de codes similaires du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*.

## TABLE OF PROVISIONS

## TABLE ANALYTIQUE

### AN ACT TO ESTABLISH THE DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT AND TO AMEND AND REPEAL CERTAIN RELATED ACTS

### LOI CONSTITUANT LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET MODIFIANT ET ABROGEANT CERTAINES LOIS

#### SHORT TITLE

#### TITRE ABRÉGÉ

1. Short title

1. Titre abrégé

#### INTERPRETATION

#### DÉFINITION

2. Definition of "Minister"

2. Définition de « ministre »

#### PART 1

#### PARTIE 1

#### DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT

#### MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

#### ESTABLISHMENT

#### MISE EN PLACE

3. Department established

3. Constitution du ministère

4. Deputy Minister

4. Sous-ministre

#### POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

#### ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

5. Powers, duties and functions of the Minister

5. Attributions

6. Additional powers

6. Pouvoirs

7. Programs

7. Programmes

#### INTERDEPARTMENTAL SERVICES

#### SERVICES ENTRE MINISTÈRES

8. Services

8. Prestation et réception de services

#### COMMITTEES

#### COMITÉS

9. Committees

9. Comités

#### NATIONAL COUNCIL OF WELFARE

#### CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

10. National Council of Welfare

10. Conseil national du bien-être social

11. Eligibility for reappointment

11. Possibilité d'un nouveau mandat

12. Remuneration

12. Rémunération

13. Function

13. Mission

14. Meetings

14. Réunions

15. Personnel

15. Personnel et contractuels

#### GENERAL PROVISIONS

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16. Agreements

16. Accords

17. Delegation

17. Délégation

18. Oaths and affidavits
19. Fees for services or use of facilities
20. Fees for products, rights and privileges
21. Fees in respect of regulatory processes and approvals
22. Publication
23. Power to make regulations

## PART 2

### PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

24. Definitions
25. Purpose
26. Protection of information
27. Availability of information on request of an individual
28. Availability of information for a program
29. Availability of information to Department of Human Resources and Skills Development
30. Availability of information to provincial authorities
31. Public interest
32. Research or statistical purposes
33. Use of information for research purposes
34. Evidence and production of documents
35. Agreements authorizing the obtaining of information
36. Offence
37. Regulations

## PART 3

### TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENT, REPEAL AND COMING INTO FORCE

#### TRANSITIONAL PROVISIONS

38. Minister and Deputy Minister
39. National Council of Welfare
40. Transfer of powers, duties and functions
41. Transfer of appropriations

#### CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

- 42-44. *Access to Information Act*
- 45-52. *Canada Pension Plan*
53. *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*
54. *Financial Administration Act*
- 55-62. *Old Age Security Act*

18. Serments et déclarations
19. Facturation des services et installations
20. Facturation des produits, droits et avantages
21. Facturation des procédés ou autorisations réglementaires
22. Publication
23. Pouvoir de prendre des règlements

## PARTIE 2

### PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

24. Définitions
25. Objet
26. Protection des renseignements
27. Particulier
28. Mise en oeuvre d'un programme
29. Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
30. Communication aux provinces
31. Intérêt public
32. Travaux de recherche ou de statistique
33. Utilisation de renseignements à des fins de recherche
34. Dépôts en justice
35. Accords pour l'obtention de renseignements
36. Infractions
37. Règlements

## PARTIE 3

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES, DISPOSITION DE COORDINATION, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

38. Ministre et sous-ministre
39. Membres du Conseil national du bien-être social
40. Transfert d'attributions
41. Transfert de crédits

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES

- 42-44. *Loi sur l'accès à l'information*
- 45-52. *Régime de pensions du Canada*
53. *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*
54. *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 55-62. *Loi sur la sécurité de la vieillesse*



- 63. *Privacy Act*
- 64. *Public Sector Compensation Act*
- 65. *Salaries Act*
- 66-67. Changes in terminology

## COORDINATING AMENDMENT

- 68. *Public Service Modernization Act*

## REPEAL

- 69. *Vocational Rehabilitation of Disabled Persons Act*

## COMING INTO FORCE

- 70. Order in council

- 63. *Loi sur la protection des renseignements personnels*
- 64. *Loi sur la rémunération du secteur public*
- 65. *Loi sur les traitements*
- 66-67. Nouvelle terminologie

## DISPOSITION DE COORDINATION

- 68. *Loi sur la modernisation de la fonction publique*

## ABROGATION

- 69. *Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées*

## ENTRÉE EN VIGUEUR

- 70. Décret



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-22

## PROJET DE LOI C-22

An Act to establish the Department of Social Development and to amend and repeal certain related Acts

Loi constituant le ministère du Développement social et modifiant et abrogeant certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Department of Social Development Act*.

1. *Loi sur le ministère du Développement social*.

Titre abrégé  
5

### INTERPRETATION

### DÉFINITION

Definition of  
"Minister"

2. In this Act, "Minister" means the Minister of Social Development.

2. Pour l'application de la présente loi, « ministre » s'entend du ministre du Développement social.

Définition de  
« ministre »

### PART 1

### PARTIE 1

#### DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT

#### MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

#### ESTABLISHMENT

#### MISE EN PLACE

Department  
established

3. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of Social Development over which the Minister of Social Development, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

3. (1) Est constitué le ministère du Développement social, placé sous l'autorité du ministre du Développement social. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

Constitution du  
ministère

Social  
Development  
Canada

(2) The expressions "Social Development Canada" and "Développement social Canada" in any document issued or executed in relation to the powers, duties and functions conferred on the Minister by this or any other Act are deemed to be references to the "Department of Social Development" and the "ministère du Développement social", respectively.

(2) Les mentions « Développement social Canada » et « Social Development Canada » paraissant sur les documents délivrés ou faits en vertu des attributions que la présente loi ou toute autre loi confère au ministre valent mention, respectivement, du « ministère du Développement social » et du « Department of Social Development ».

Développement  
social Canada

20



Minister	(3) The Minister holds office during pleasure and has the management and direction of the Department.	(3) Le ministre occupe sa charge à titre amovible; il assure la direction et la gestion du ministère.	Ministre
Deputy Minister	4. (1) The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Social Development to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.	4. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre du Développement social; celui-ci est l'administrateur général du ministère.	Sous-ministre
Associate Deputy Ministers	(2) The Governor in Council may appoint one or more Associate Deputy Ministers of Social Development to hold office during pleasure and each shall have the rank and status of a deputy head of a department and exercise, under the Deputy Minister of Social Development, the powers and perform the duties and functions as deputies of the Minister and otherwise that the Minister may specify.	(2) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un ou plusieurs sous-ministres délégués du Développement social, avec rang et statut d'administrateurs généraux de ministère. Placés sous l'autorité du sous-ministre du Développement social, ils exercent, à titre de représentants du ministre ou à tout autre titre, les attributions que celui-ci leur confère.	Sous-ministres délégués

#### POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

Powers, duties and functions of the Minister	5. (1) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction relating to the social development of Canada and which are not by law assigned to any other Minister, department, board or agency of the Government of Canada.	5. (1) Les attributions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement liés au développement social du Canada ne ressortissant pas de droit à d'autres ministres, ministères ou organismes fédéraux.	Attributions
Exercise of powers	(2) The Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions assigned by subsection (1) with a view to promoting social well-being and income security.	(2) Ces attributions sont exercées en vue de promouvoir le bien-être des personnes au sein de la société et la sécurité du revenu.	Exercice des attributions
Additional powers	6. In exercising the powers and performing the duties or functions assigned to the Minister under this or any other Act, the Minister may (a) subject to the <i>Statistics Act</i> , collect, analyse, interpret, publish and distribute information relating to social development; and (b) cooperate with provincial authorities with a view to coordinating efforts for social development.	6. Dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi ou toute autre loi, le ministre peut: a) sous réserve de la <i>Loi sur la statistique</i> , collecter, analyser, interpréter, publier et diffuser de l'information sur le développement social; b) collaborer avec les autorités provinciales en vue de coordonner les efforts visant le développement social.	Pouvoirs
Programs	7. The Minister may, in exercising the powers and performing the duties and functions assigned by this Act, establish and implement programs designed to support projects or other activities that contribute to the social develop-	7. Le ministre peut, dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi, concevoir et réaliser des programmes destinés à appuyer les projets ou autres activités qui contribuent au développement social du Canada et accorder des subventions et des contributions pour les appuyer.	Programmes

ment of Canada, and the Minister may make grants and contributions in support of the programs.

INTERDEPARTMENTAL SERVICES		SERVICES ENTRE MINISTÈRES	
Services	<p>8. (1) The Department may provide services to, and receive services from, the Department of Human Resources and Skills Development and the Canada Employment Insurance Commission.</p>	<p>8. (1) Le ministère peut fournir des services au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences et à la Commission de l'assurance-emploi du Canada et en recevoir de ceux-ci.</p>	Prestation et réception de services
Amounts charged	<p>(2) The Minister may, with the approval of the Treasury Board, fix the amounts or the manner of determining the amounts to be recovered for services provided to the Department of Human Resources and Skills Development and the Canada Employment Insurance Commission. The amounts may not exceed the cost of providing the services.</p>	<p>(2) Avec l'approbation du Conseil du Trésor, le ministre peut fixer la somme ou le mode de calcul de la somme à recouvrer pour les services que le ministère fournit au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences et à la Commission de l'assurance-emploi du Canada. La somme ne peut excéder le coût des services fournis.</p>	Sommes à recouvrer
Amounts received	<p>(3) Subject to conditions imposed by the Treasury Board, any amounts received by the Department for services under subsection (2) may be expended by the Department for its purposes.</p>	<p>(3) Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministère peut dépenser à ses fins les sommes perçues.</p>	Utilisation
COMMITTEES		COMITÉS	
Committees	<p>9. (1) The Minister may establish advisory and other committees and provide for their membership, duties, functions and operation.</p>	<p>9. (1) Le ministre peut constituer des comités consultatifs ou autres, et en prévoir la composition, les attributions et le fonctionnement.</p>	Comités
Remuneration	<p>(2) Members of a committee shall be paid, in connection with their work for the committee, the remuneration that may be fixed by the Governor in Council.</p>	<p>(2) Les membres de ces comités reçoivent, pour l'exercice de leurs attributions, la rémunération que peut fixer le gouverneur en conseil.</p>	Rémunération
Travel, living and other expenses	<p>(3) Members of a committee are entitled to be reimbursed, in accordance with Treasury Board directives, for the travel, living and other expenses incurred in connection with their work for the committee while absent, in the case of full-time members, from their ordinary place of work or, in the case of part-time members, from their ordinary place of residence.</p>	<p>(3) Ils sont indemnisés des frais, notamment des frais de déplacement et de séjour, entraînés par l'exercice de leurs attributions hors de leur lieu habituel, soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel, conformément aux directives du Conseil du Trésor.</p>	Indemnités
NATIONAL COUNCIL OF WELFARE		CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL	
National Council of Welfare	<p>10. (1) The National Council of Welfare is continued, consisting of a chairperson and not more than fifteen other members to be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for the term, not exceed-</p>	<p>10. (1) Est maintenu le Conseil national du bien-être social; il se compose d'un président et d'au plus quinze autres membres nommés à titre amovible par le gouverneur en conseil pour des mandats respectifs d'une durée maximale de</p>	Conseil national du bien-être social



ing three years, that will ensure as far as possible the expiration in any one year of the terms of appointment of fewer than half of the members so appointed.

trois ans et échelonnés, dans la mesure du possible, de sorte qu'au cours d'une année quelconque moins de la moitié d'entre eux viennent à expiration.

Members deemed to be in the public service

(2) The members of the Council are deemed to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act* while in the course of their duties under this Act.

(2) Les membres du Conseil sont réputés appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique* lorsqu'ils exercent les fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

5 Présomption

Eligibility for reappointment

11. A member of the Council is eligible for reappointment.

11. Tout membre du Conseil peut recevoir un nouveau mandat.

Possibilité d'un nouveau mandat

Remuneration

12. (1) A member of the Council shall be paid, in connection with their work for the Council, the remuneration that may be fixed by the Governor in Council.

12. (1) Les membres du Conseil reçoivent, pour l'exercice de leurs attributions, la rémunération que peut fixer le gouverneur en conseil.

Rémunération

Travel, living and other expenses

(2) A member of the Council is entitled to be reimbursed, in accordance with Treasury Board directives, for the travel, living and other expenses incurred in connection with their work for the Council while absent, in the case of a full-time member, from their ordinary place of work or, in the case of a part-time member, from their ordinary place of residence.

(2) Ils sont indemnisés des frais, notamment des frais de déplacement et de séjour, entraînés par l'exercice de leurs attributions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel, conformément aux directives du Conseil du Trésor.

Indemnités

Function

13. It is the function of the Council to advise the Minister in respect of any matters relating to social development that the Minister may refer to the Council for its consideration or that the Council considers appropriate.

13. Le Conseil a pour mission de conseiller le ministre, en matière de développement social, sur les questions que ce dernier soumet à son examen ou que lui-même juge opportun d'aborder.

Mission

Meetings

14. The Council shall meet at the times and places that the Minister may direct.

14. Le Conseil se réunit aux dates, heures et lieux fixés par le ministre.

Réunions

Personnel

15. (1) The Council may employ or retain the persons who are necessary for its proper functioning.

15. (1) Le Conseil peut engager le personnel et les contractuels nécessaires à l'exécution de sa mission.

Personnel et contractuels

Presumption

(2) No person employed or retained pursuant to subsection (1) shall, by virtue only of being so employed or retained, be considered to be employed in the public service of Canada.

(2) Le personnel et les contractuels ainsi engagés ne font pas automatiquement partie de l'administration publique fédérale.

Présomption

#### GENERAL PROVISIONS

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Agreements

16. For the purpose of facilitating the formulation, coordination and implementation of any program or policy relating to the powers, duties and functions conferred by this Act, the Minister may enter into agreements with a

16. En vue de faciliter la formulation, la coordination et l'application des politiques et programmes relatifs aux attributions que lui confère la présente loi, le ministre peut conclure

Accords



	province or a provincial public body, financial institutions and other persons or bodies that the Minister considers appropriate.	un accord avec une province, un organisme public provincial, une institution financière ou toute personne ou tout organisme de son choix.	
Delegation	17. The Minister may authorize any person or body, or member of a class of persons or bodies, to exercise any power or perform any duty or function of the Minister.	17. Le ministre peut déléguer ses attributions, à titre individuel ou collectif, à toute personne ou à tout organisme qu'il désigne.	Délégation
Oaths and affidavits	18. A person or member of a class of persons employed by the Department and authorized by the Deputy Minister and any other person or member of a class of persons authorized by the Minister may, in the course of their duties, administer oaths and take and receive affidavits, declarations and affirmations for the purposes of or incidental to the performance of their duties, and every person so authorized has for those purposes all the powers of a commissioner for administering oaths or taking affidavits.	18. Toute personne ou tout membre d'une catégorie de personnes employée par le ministre et autorisée par le sous-ministre, de même que toute autre personne ou tout autre membre d'une catégorie de personnes autorisée par le ministre, peut, dans l'exercice de ses fonctions et à des fins liées ou accessoires à cet exercice, faire prêter des serments et recevoir des déclarations sous serment, solennelles ou autres. À cet effet, ces personnes disposent des pouvoirs d'un commissaire aux serments.	Serments et déclarations
Fees for services or use of facilities	19. (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for a service or the use of a facility provided by the Minister, the Department or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.	19. (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de services ou d'installations par lui-même, le ministère ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.	Facturation des services et installations
Amount not to exceed cost	(2) Fees that are fixed under subsection (1) may not exceed the cost to Her Majesty in right of Canada of providing the service or the use of the facility.	(2) Le prix fixé dans le cadre du paragraphe (1) ne peut excéder les coûts supportés par Sa Majesté du chef du Canada pour la fourniture des services ou des installations.	Plafonnement
Fees for products, rights and privileges	20. The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for products, rights and privileges provided by the Minister, the Department or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.	20. Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de produits ou l'attribution de droits ou d'avantages par lui-même, le ministère ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.	Facturation des produits, droits et avantages
Fees in respect of regulatory processes and approvals	21. (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for regulatory processes or approvals provided by the Minister, the Department or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.	21. (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de procédés réglementaires ou l'attribution d'autorisations réglementaires par lui-même, le ministère ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.	Facturation des procédés ou autorisations réglementaires

Amount	(2) Fees that are fixed under subsection (1) may not in the aggregate exceed an amount sufficient to compensate Her Majesty in right of Canada for any reasonable outlays incurred by Her Majesty for providing the regulatory processes or approvals.	(2) Les prix fixés dans le cadre du paragraphe (1) ne peuvent dépasser, dans l'ensemble, une somme suffisante pour indemniser Sa Majesté du chef du Canada des dépenses entraînées pour elle par la fourniture des procédés réglementaires ou l'attribution des autorisations réglementaires.	Plafonnement
Publication	22. (1) The Minister shall, within thirty days after the day on which the Minister fixes a fee under any of sections 19 to 21, publish the fee in the <i>Canada Gazette</i> .	22. (1) Dans les trente jours suivant la date de fixation d'un prix dans le cadre des articles 19 à 21, le ministre publie celui-ci dans la 10 <i>Gazette du Canada</i> .	Publication
Reference to Scrutiny Committee	(2) A fee fixed under any of sections 19 to 21 shall stand referred to the Committee referred to in section 19 of the <i>Statutory Instruments Act</i> to be reviewed and scrutinized as if it were a statutory instrument.	(2) Le comité visé à l'article 19 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> est saisi d'office des prix fixés dans le cadre des articles 19 à 21 pour que ceux-ci fassent l'objet de l'étude et du 15 contrôle prévus pour les textes réglementaires.	Renvoi en comité
Power to make regulations	23. The Treasury Board may make regulations for the purposes of sections 19 to 21.	23. Le Conseil du Trésor peut prendre des règlements pour l'application des articles 19 à 21.	Pouvoir de prendre des règlements

## PART 2

## PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

Definitions	24. The following definitions apply in this Part.	24. Les définitions qui suivent s'appliquent à 20 la présente partie.	Définitions
"administration" « mise en oeuvre »	"administration", in respect of programs, includes development, operation and evaluation.	« fonctionnaire public » Quiconque occupe une fonction ou est employé dans une institution fédérale et tout particulier désigné par règlement ou membre d'une catégorie de particuliers 25 désignée par règlement.	« fonctionnaire public » "public officer"
"federal institution" « institution fédérale »	"federal institution" means a department or any other body referred to in a schedule to the <i>Financial Administration Act</i> .	« institution fédérale » Ministère ou tout autre organisme mentionnés dans une annexe de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	« institution fédérale » "federal institution"
"information" « renseignements »	"information" means personal information as 25 defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i> , except that the portion of that definition between paragraphs (i) and (j) shall be read as "but, for the purposes of this Part, does not include".	« mise en oeuvre » S'agissant de programmes, 30 sont assimilées à la mise en oeuvre la conception, l'élaboration et l'évaluation.	« mise en oeuvre » "administration"
"program" « programme »	"program" means any program the administra- 30 tion or enforcement of which is the responsibility of the Minister and includes any legislation — other than the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Old Age Security Act</i> — policy or activity the administration or enforcement of 35 which is the responsibility of the Minister.	« programme » Programme dont la mise en oeuvre ou l'exécution relèvent du ministre; y sont assimilées les lois — autres que le <i>Régime de pensions du Canada</i> et la <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> —, les orientations ou les activités dont la mise en oeuvre ou l'exécution relèvent du ministre.	« programme » "program"
"public officer" « fonctionnaire public »	"public officer" means an officer or employee of a federal institution, a prescribed individual or a member of a prescribed class of individuals.		



		<p>« renseignements » S'entend de renseignements personnels au sens de l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>, le passage figurant entre les alinéas i) et j) de la définition étant réputé être ainsi libellé : « toutefois, il demeure entendu que, pour l'application de la présente partie, les renseignements ne comprennent pas les renseignements concernant : ».</p>	« renseignements » "information"	5
Purpose	<p>25. This Part sets out the rules that apply to the protection and the making available of information that is obtained by the Minister under a program or prepared from that information. This Part also sets out principles for the use of information for research purposes.</p>	<p>25. La présente partie édicte les règles de protection et d'accessibilité des renseignements obtenus par le ministre dans le cadre d'un programme ou tirés de tels renseignements sous son régime; elle prévoit également des principes relatifs à l'utilisation de renseignements à des fins de recherche.</p>	Objet	10
Protection of information	<p>26. Information is privileged and shall not be made available except as authorized by this Part.</p>	<p>26. Les renseignements sont protégés et ne peuvent être rendus accessibles que si la présente partie l'autorise.</p>	Protection des renseignements	
Availability of information on request of an individual	<p>27. (1) In addition to an individual's right of access under section 12 of the <i>Privacy Act</i>, and subject to the exemptions and exclusions provided in that Act, information may be made available to the individual on their request in writing to the Minister.</p>	<p>27. (1) Sur demande écrite adressée au ministre par le particulier, les renseignements peuvent être rendus accessibles à celui-ci sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>. Ce droit s'ajoute au droit d'accès que donne au particulier l'article 12 de cette loi.</p>	Particulier	20
Availability of information to individuals, representatives and members of Parliament	<p>(2) On the conditions that the Minister considers advisable, and subject to the exemptions and exclusions provided in the <i>Privacy Act</i>, information may be made available to an individual or their representative, or to a member of Parliament inquiring on behalf of an individual, if the information is relevant to the making of an application or the receipt of a benefit or other assistance by the individual under a program, or is relevant to any other matter that affects the individual under a program.</p>	<p>(2) Les renseignements peuvent être rendus accessibles, aux conditions que le ministre estime indiquées et sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>, à un particulier ou à son représentant ou au parlementaire fédéral qui les demande au nom du particulier, dans la mesure où ils sont liés à la présentation d'une demande par le particulier, au versement de prestations à celui-ci, à une autre forme d'aide dans le cadre d'un programme ou à une autre question qui concerne le particulier en vertu de ce programme.</p>	Particuliers, représentants et parlementaires fédéraux	35
Availability of information for a program	<p>28. (1) Information may be made available to any person or body for the administration or enforcement of the program for which it was obtained or prepared.</p>	<p>28. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à quiconque pour la mise en oeuvre ou l'exécution du programme dans le cadre duquel ils ont été obtenus ou préparés.</p>	Mise en oeuvre d'un programme	40



Availability of information within the Department

(2) Information may be made available to a public officer of the Department for the administration or enforcement of a program, the *Canada Pension Plan* and the *Old Age Security Act*.

(2) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à tout fonctionnaire public du ministère pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'un programme, du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur la sécurité de la* 5 *vieillesse*.

Au sein du ministère

Availability of information to Department of Human Resources and Skills Development

29. (1) Information may be made available to the Minister of Human Resources and Skills Development, the Canada Employment Insurance Commission or any public officer of the Department of Human Resources and Skills Development or the Canada Employment Insurance Commission for the administration or enforcement of a program, as defined in section 30 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*.

29. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et à la Commission de l'assurance-emploi 10 du Canada ou à tout fonctionnaire public de ce ministère ou de la Commission pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'un programme, au sens de l'article 30 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des* 15 *compétences*.

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences

Availability of information to other federal institutions

(2) Information may be made available to a minister or a public officer of a prescribed federal institution, other than the Department of Human Resources and Skills Development or the Canada Employment Insurance Commission, for the administration or enforcement of a prescribed federal or provincial law or activity if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the 25 federal institution.

(2) Si le ministre l'estime indiqué, les renseignements peuvent, pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales visées par règlement, 20 être rendus accessibles à tout ministre ou fonctionnaire public de toute autre institution fédérale visée par règlement aux conditions dont sont convenus le ministre et l'institution.

Autres institutions fédérales

Secondary release of information

(3) Information obtained under subsection (2) shall not be made available to any other person or body unless the Minister considers it advisable, the information is made available for 30 the same purpose and it is subject to conditions agreed upon by the Minister and the federal institution.

(3) Les renseignements obtenus dans le cadre 25 du paragraphe (2) ne peuvent être rendus accessibles à quiconque que si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, que s'ils le sont aux fins visées à ce paragraphe et aux conditions dont sont convenus le ministre et 30 l'institution fédérale.

Accès à d'autres personnes

Availability of information to provincial authorities

30. (1) Information may be made available to the government of a province, or to a public 35 body created under the law of a province, for the administration or enforcement of a federal law or activity or a provincial law if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed 40 upon by the Minister and the government or body.

30. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au 35 gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions dont sont convenus le ministre et le 40 gouvernement ou l'organisme.

Communication aux provinces

Availability of information to foreign states and bodies

(2) Information may be made available to the government of a foreign state, an international organization of states or an international organization established by the governments of states, or any institution of any such government or organization, for the administration or enforcement of a law if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the government, organization or institution.

(2) Les renseignements peuvent, pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi, être rendus accessibles à un État étranger, à une organisation internationale d'États ou de gouvernements ou à l'un de leurs organismes si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions dont sont convenus le ministre et cet État, cette organisation internationale ou cet organisme.

Communication à des pays étrangers, organisations internationales, etc.

Secondary release of information

(3) Information obtained under this section by a government, public body, organization or institution shall not be made available to any other person or body unless the Minister considers it advisable, the information is made available for the same purpose and it is subject to conditions agreed upon by the Minister and the government, public body, organization or institution.

(3) Les renseignements obtenus dans le cadre du présent article ne peuvent être rendus accessibles à quiconque que si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, que s'ils le sont aux fins visées aux paragraphes (1) ou (2) et aux conditions dont sont convenus le ministre et le gouvernement, l'État, l'organisme ou l'organisation internationale, selon le cas.

Accès à d'autres personnes

Public interest

31. (1) Despite sections 26 to 30, information may be made available if the Minister is of the opinion that the public interest in disclosure clearly outweighs any invasion of privacy that could result from the disclosure or that disclosure would clearly benefit the individual to whom the information relates.

31. (1) Par dérogation aux articles 26 à 30, les renseignements peuvent toujours être rendus accessibles si le ministre estime que l'intérêt du public à la communication justifierait nettement une éventuelle violation de la vie privée ou que la communication profiterait nettement au particulier visé par les renseignements.

Intérêt public

Notice of disclosure

(2) The Minister shall notify the Privacy Commissioner appointed under section 53 of the *Privacy Act* in writing of any disclosure of information under subsection (1) prior to the disclosure where reasonably practicable or in any other case without delay after the disclosure. The Privacy Commissioner may, if he or she deems it appropriate, notify the individual to whom the information relates of the disclosure.

(2) Dans le cas prévu au paragraphe (1), le ministre donne un préavis écrit de la communication des renseignements au Commissaire à la protection de la vie privée nommé en vertu de l'article 53 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* si les circonstances le justifient; sinon, il en avise par écrit le Commissaire immédiatement après la communication. La décision de mettre au courant le particulier concerné est laissée à l'appréciation du Commissaire.

Avis au Commissaire à la protection de la vie privée

Research or statistical purposes

32. Information may be made available for research or statistical purposes to any person or body, including a person or body referred to in subsection 29(2) or (3) or section 30, if

32. Les renseignements peuvent être rendus accessibles à toute personne ou à tout organisme, y compris ceux visés aux paragraphes 29(2) ou (3) ou à l'article 30, pour des travaux de recherche ou de statistique si les conditions suivantes sont réunies :

Travaux de recherche ou de statistique

(a) the Minister is of the opinion that the research or statistical purposes are consistent with the principles set out in paragraphs 33(1)(a) to (e);

a) le ministre estime que les travaux de recherche ou de statistique sont conformes aux principes énoncés aux alinéas 33(1)a) à e);

45



(b) the Minister is of the opinion that the purpose for which the information is made available cannot reasonably be accomplished unless the information is provided in a form that may identify the individual to whom it relates; and 5

(c) the information is made available subject to conditions set out in an agreement between the Minister and the person or body, and the person or body undertakes in the agreement 10 not to subsequently disclose the information in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates.

Use of  
information for  
research  
purposes

**33. (1)** The use of information by the Minister and by public officers of the Department for policy analysis, research or evaluation purposes shall be guided by the following principles:

(a) the object of the policy analysis, research or evaluation is consistent with the powers, 20 duties and functions of the Minister;

(b) the use of the information is consistent with any agreement under which the information was obtained;

(c) the results of the policy analysis, research 25 or evaluation will be made available only in accordance with the provisions of this Part and any agreements under which the information was obtained;

(d) the policy analysis, research or evaluation 30 would be difficult or impossible if the information were not used; and

(e) the policy analysis, research or evaluation is in the public interest.

Use

(2) Unless authorized by the Minister, a 35 public officer shall not use information for the purpose of policy analysis, research or evaluation if the information would allow an individual to be identified.

Restriction

(3) Information that is used for policy 40 analysis, research or evaluation purposes shall not be used for any administrative purpose as defined in section 3 of the *Privacy Act*.

b) le ministre estime que les fins auxquelles les renseignements sont rendus accessibles ne peuvent être normalement atteintes que si ceux-ci sont donnés sous une forme qui permette d'identifier le particulier qu'ils 5 concernent;

c) les renseignements sont rendus accessibles aux conditions fixées dans un accord conclu entre le ministre et la personne ou l'organisme en question dans lequel la personne ou 10 l'organisme s'engagent notamment auprès du ministre à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification d'un particulier. 15

**33. (1)** L'utilisation de renseignements par le ministre et les fonctionnaires publics du ministère à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques s'inspire des principes suivants : 20

a) l'objet de l'évaluation, de la recherche ou de l'analyse est conforme aux attributions du ministre;

b) l'utilisation satisfait aux exigences des accords en vertu desquels les renseignements 25 ont été obtenus;

c) les résultats ne peuvent être rendus accessibles qu'en conformité avec la présente partie et les accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus; 30

d) l'évaluation, la recherche ou l'analyse seraient difficiles ou même impossibles sans l'utilisation des renseignements;

e) l'évaluation, la recherche ou l'analyse sont 35 dans l'intérêt du public.

Utilisation de  
renseignements à  
des fins de  
recherche

Utilisation

(2) Le fonctionnaire public ne peut, sauf s'il a été autorisé par le ministre, utiliser à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques des renseignements qui permettent l'identification d'un particulier. 40

Restriction

(3) Les renseignements visés au paragraphe (1) ne peuvent pas être utilisés à des fins administratives au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. 45



Evidence and production of documents	<p><b>34.</b> Despite any other Act or law, the Minister and public officers shall not be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to information that is privileged under section 26 or to produce a statement or other writing that contains any such privileged information unless the Minister considers that it is appropriate to do so or the legal proceeding directly concerns the enforcement or application of a program.</p>	<p><b>34.</b> Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé du ministre ni d'un fonctionnaire public de déposer en justice au sujet des renseignements protégés au titre de l'article 26 ni de produire des déclarations écrites ou autres documents contenant ces renseignements, sauf si le ministre l'estime indiqué ou s'il s'agit d'une procédure se rapportant directement à la mise en oeuvre ou à l'exécution d'un programme.</p>	Dépositions en justice
Agreements authorizing the obtaining of information	<p><b>35.</b> The Minister may enter into agreements to obtain information for the administration or enforcement of a program with federal institutions, governments of provinces or public bodies created under provincial law, governments of foreign states, international organizations of states or international organizations established by the governments of states, any institution of any such government or organization, and other persons or bodies.</p>	<p><b>35.</b> Le ministre peut, en vue d'obtenir des renseignements pour la mise en oeuvre ou l'exécution de programmes, conclure des accords avec des institutions fédérales, des gouvernements provinciaux, des organismes publics créés sous le régime d'une loi provinciale, des États étrangers, des organisations internationales d'États ou de gouvernements ou l'un de leurs organismes ou encore avec tout autre organisme ou toute autre personne.</p>	Accords pour l'obtention de renseignements
Offence	<p><b>36.</b> (1) Every person or body commits an offence if they knowingly make available information that is privileged under this Part, or knowingly use or allow such information to be used, otherwise than in accordance with this Part or a condition or agreement referred to in subsection 27(2) or section 29, 30 or 32.</p>	<p><b>36.</b> (1) Commet une infraction quiconque sciemment rend accessibles, utilise ou permet qu'on utilise des renseignements protégés par la présente partie contrairement à celle-ci ou aux conditions visées au paragraphe 27(2) ou aux articles 29, 30 ou 32, ou à tout accord visé à ces dispositions.</p>	Infractions
Punishment — individuals	<p>(2) An individual who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.</p>	<p>(2) Le particulier qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.</p>	Peines : particuliers
Punishment — others	<p>(3) A body or a person, other than an individual, who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$100,000.</p>	<p>(3) Toute autre personne ou tout organisme qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$.</p>	Peines : personnes ou organismes
Regulations	<p><b>37.</b> The Governor in Council may, by regulation, prescribe</p> <p>(a) individuals or classes of individuals for the purpose of the definition "public officer" in section 24; and</p> <p>(b) federal institutions to which the information referred to in subsection 29(2) may be made available, and the federal or provincial</p>	<p><b>37.</b> Le gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) désigner tout particulier ou toute catégorie de particuliers pour l'application de la définition de « fonctionnaire public » à l'article 24;</p> <p>b) préciser, pour l'application du paragraphe 29(2), les institutions fédérales à qui les renseignements visés à ce paragraphe peuvent</p>	Règlements

laws or activities for whose administration or enforcement the information may be made available.

être rendus accessibles et les lois ou activités fédérales ou provinciales pour la mise en oeuvre ou l'exécution desquelles ils peuvent l'être.

### PART 3

#### TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENT, REPEAL AND COMING INTO FORCE

##### TRANSITIONAL PROVISIONS

Minister and  
Deputy Minister

38. (1) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office styled Minister of Social Development or Deputy Minister of Social Development is deemed to have been appointed under this Act as Minister of Social Development or Deputy Minister of Social Development, respectively, on that day.

Employees

(2) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who occupied, immediately before the day on which this section comes into force, a position in the Department of Human Resources Development, except that the employee on that day shall occupy that position in the Department of Social Development.

National Council  
of Welfare

39. A person who holds office as a member of the National Council of Welfare immediately before the day on which this section comes into force shall continue in office for the remainder of the term for which they were appointed.

Transfer of  
powers, duties  
and functions

40. Any power, duty or function that, immediately before the day on which this section comes into force, was vested in or exercisable by the Minister of Human Resources Development, the Deputy Minister or an employee of the Department of Human Resources Development, the Minister to be styled Minister of Social Development or the Deputy Minister to be styled Deputy Minister of Social Development, under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, is, on that day, vested in and exercisable by the Minister of

### PARTIE 3

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES, DISPOSITION DE COORDINATION, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

##### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

5 Ministre et sous-  
ministre

38. (1) Les personnes portant, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, les titres de ministre et de sous-ministre du Développement social sont, à compter de cette entrée en vigueur, réputées avoir été nommées, en vertu de la présente loi, ministre du Développement social et sous-ministre du Développement social, respectivement.

Fonctionnaires

(2) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste au sein du ministère du Développement des ressources humaines, à la différence près que, à compter de cette entrée en vigueur, ils l'occupent au sein du ministère du Développement social.

Membres du  
Conseil national  
du bien-être  
social

39. Les membres du Conseil national du bien-être social en poste immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont maintenus en poste jusqu'à la fin du mandat pour lequel ils ont été nommés.

Transfert  
d'attributions

40. Les attributions qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, étaient conférées, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'une règle ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre du Développement des ressources humaines, au sous-ministre ou à un fonctionnaire du ministère du Développement des ressources humaines ou au ministre portant le titre de ministre du Développement social ou au sous-ministre portant le titre de sous-ministre du Développement social sont, à



Transfer of appropriations

R.S., c. A-1

R.S., c. C-8

1997, c. 40, s. 88

Social Development, Deputy Minister or employee of the Department of Social Development, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister or officer of the public service of Canada to exercise that power or perform that duty or function.

41. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Human Resources Development (Social Development) and that, on the day on which this section comes into force, is unexpended, is deemed to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Department of Social Development.

#### CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

##### *Access to Information Act*

42. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “Departments and Ministries of State”:

Department of Social Development  
*Ministère du Développement social*

43. Schedule II to the Act is amended by replacing the reference to “section 104” opposite the reference to the *Canada Pension Plan* with a reference to “subsection 104.01(1)”.

44. Schedule II to the Act is amended by replacing the reference to “section 33” opposite the reference to the *Old Age Security Act* with a reference to “subsection 33.01(1)”.

##### *Canada Pension Plan*

45. Subsection 104(3) of the *Canada Pension Plan* is replaced by the following:

compter de cette entrée en vigueur, conférées au ministre du Développement social ou au sous-ministre ou au fonctionnaire du ministère du Développement social, selon le cas, 5 sauf décret chargeant de ces attributions un 5 autre ministre ou sous-ministre, ou un fonctionnaire d’un autre secteur de l’administration publique fédérale.

41. Les sommes affectées — et non engagées —, pour l’exercice en cours à la date 10 d’entrée en vigueur du présent article, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l’administration publique fédérale à l’égard du ministère du Développement 15 des ressources humaines (Développement social) sont réputées être affectées aux frais et dépenses de l’administration publique fédérale à l’égard du ministère du Développement social. 20

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES

##### *Loi sur l’accès à l’information*

42. L’annexe I de la *Loi sur l’accès à l’information* est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, sous l’intertitre « Ministères et départements d’État », de ce qui suit : 25

Ministère du Développement social  
*Department of Social Development*

43. L’annexe II de la même loi est modifiée par remplacement de la mention « article 104 », en regard de la mention « Régime de 30 pensions du Canada », par la mention 30 « paragraphe 104.01(1) ».

44. L’annexe II de la même loi est modifiée par remplacement de la mention « article 33 », en regard de la mention « Loi sur la 35 sécurité de la vieillesse », par la mention « paragraphe 33.01(1) ».

##### *Régime de pensions du Canada*

45. Le paragraphe 104(3) du *Régime de pensions du Canada* est remplacé par ce qui suit : 40

Transfert de crédits

L.R., ch. A-1

L.R., ch. C-8

1997, ch. 40, art. 88



Purpose	(3) This section and sections 104.01 to 104.09, 104.101, 104.102 and 105 set out the rules that apply to the protection and the making available of information with respect to an individual that was obtained under this Act or prepared under this Act from that information.	(3) Le présent article et les articles 104.01 à 104.09, 104.101, 104.102 et 105 édictent les règles de protection et d'accessibilité concernant les renseignements sur un particulier obtenus sous le régime de la présente loi ou tirés de tels renseignements sous son régime.	Objet
1997, c. 40, s. 88	<b>46. Subsections 104.01(1) to (3) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>46. Les paragraphes 104.01(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	1997, ch. 40, art. 88
Protection of information	<b>104.01</b> (1) Information with respect to an individual is privileged and shall not be made available except as authorized by this Act.	<b>104.01</b> (1) Les renseignements obtenus sur un particulier sont protégés et ne peuvent être rendus accessibles que si la présente loi l'autorise.	Protection des renseignements
Availability of information on request of an individual	(2) In addition to an individual's right of access under section 12 of the <i>Privacy Act</i> , and subject to the exemptions and exclusions provided in that Act, information with respect to an individual may, on request in writing to the Minister by the individual or their representative, be made available to that individual or representative or, on the conditions that may be prescribed, to any person or body named in the request.	(2) Sur demande écrite adressée au ministre par le particulier ou son représentant, ils peuvent être rendus accessibles à ceux-ci ou, dans les conditions réglementaires, à tout autre destinataire désigné dans la demande, sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> . Ce droit s'ajoute au droit d'accès que donne au particulier l'article 12 de cette loi.	Particulier
Availability of information to individuals and members of Parliament	(3) Subject to the exemptions and exclusions provided in the <i>Privacy Act</i> , information may be made available to an individual or their representative, or to a member of Parliament inquiring on behalf of an individual, if the information is relevant to the making of an application or the receipt of a benefit by, or the division of unadjusted pensionable earnings or assignment of a retirement pension that affects, the individual under this Act.	(3) Ils peuvent être rendus accessibles, sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , à un particulier ou à son représentant ou au parlementaire fédéral qui les demande au nom du particulier, dans la mesure où ils sont liés — dans le cadre de la présente loi — à la présentation d'une demande par le particulier ou au versement de prestations à celui-ci, ou à un partage de gains non ajustés ouvrant droit à pension ou à une cession de pension de retraite qui le concernent.	Particuliers et parlementaires fédéraux
1997, c. 40, s. 88	<b>47. Section 104.02 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>47. L'article 104.02 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 40, art. 88
Availability of information within certain departments	<b>104.02</b> Information may be made available to the Minister or a public officer of the Department of Social Development or the Department of Human Resources and Skills Development, or a commissioner of the Canada Employment Insurance Commission, for the purpose of the administration of a federal or provincial law or activity.	<b>104.02</b> Les renseignements peuvent être rendus accessibles au ministre et à tout fonctionnaire public du ministère du Développement social ou du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences ou à un commissaire de la Commission de l'assurance-emploi du Canada aux fins de mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales.	Accès au sein de certains ministères

1997, c. 40, s. 88	<b>48. (1) Subsection 104.03(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>48. (1) Le paragraphe 104.03(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 40, art. 88
Availability of information within federal institutions	<b>104.03</b> (1) Information may be made available to other ministers or public officers for the purpose of the administration of this Act.	<b>104.03</b> (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à un autre ministre ou à un autre fonctionnaire public aux fins de mise en oeuvre de la présente loi.	Accès au sein d'institutions fédérales
	<b>(2) Section 104.03 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):</b>	<b>(2) L'article 104.03 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :</b>	
Other federal institutions	(2.1) Information may also be made available to a minister or a public officer of a prescribed federal institution for the administration of a prescribed federal or provincial law or activity if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to the conditions set out in an agreement between the Minister and the federal institution.	(2.1) Si le ministre l'estime indiqué, les renseignements peuvent aussi, pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales visées par règlement, être rendus accessibles à tout ministre ou fonctionnaire public d'une institution fédérale visée par règlement aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et l'institution.	Autres institutions fédérales
1997, c. 40, s. 88	<b>49. Subsection 104.05(1) of the French version of the Act is replaced by the following:</b>	<b>49. Le paragraphe 104.05(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 40, art. 88
Communication aux provinces	<b>104.05</b> (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et ce gouvernement ou cet organisme.	<b>104.05</b> (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et ce gouvernement ou cet organisme.	Communication aux provinces
1997, c. 40, s. 88	<b>50. Subsection 104.06(3) of the Act is repealed.</b>	<b>50. Le paragraphe 104.06(3) de la même loi est abrogé.</b>	1997, ch. 40, art. 88
1997, c. 40, s. 88	<b>51. Sections 104.08 and 104.09 of the Act are replaced by the following:</b>	<b>51. Les articles 104.08 et 104.09 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	1997, ch. 40, art. 88
Evidence and production of documents	<b>104.08</b> Despite any other Act or law, the Minister and public officers shall not be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to information that is privileged under subsection 104.01(1) or to produce a statement or other writing that contains any such privileged information unless the Minister considers that it is appropriate to do so.	<b>104.08</b> Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé du ministre ni d'un fonctionnaire public de déposer en justice au sujet des renseignements protégés au titre du paragraphe 104.01(1) ni de produire des déclarations écrites ou autres documents contenant ces renseignements, sauf si le ministre l'estime indiqué.	Dépositions en justice



Offence

**104.09** (1) Every person or body commits an offence who knowingly makes available information that is privileged under this Act, or who knowingly uses or allows such information to be used, otherwise than in accordance with this Act, any condition referred to in section 104.01, 104.03, 104.05, 104.06 or 104.101 or an agreement referred to in section 104.05, 104.06, 104.101 or 105.

Punishment—  
individuals

(2) An individual who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Punishment—  
others

(3) A body or a person, other than an individual, who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$100,000.

Research or  
statistical  
purposes

**104.101** Information may be made available for research or statistical purposes to any person or body, including one referred to in any of sections 104.03 to 104.06 or 105, if

(a) the Minister is of the opinion that the research or statistical purposes are consistent with the principles set out in paragraphs 104.102(1)(a) to (e);

(b) the Minister is of the opinion that the purpose for which the information is made available cannot reasonably be accomplished unless the information is provided in a form that may identify the individual to whom it relates; and

(c) the information is made available subject to conditions set out in an agreement between the Minister and the person or body, and the person or body undertakes in the agreement not to subsequently disclose the information in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates.

**104.09** (1) Commet une infraction qui-conque sciemment rend accessibles, utilise ou permet qu'on utilise des renseignements protégés par la présente loi contrairement à celle-ci, aux conditions visées aux articles 104.01, 104.03, 104.05, 104.06 ou 104.101, ou à tout accord visé aux articles 104.05, 104.06, 104.101 ou 105.

Infractions

(2) Le particulier qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Peines :  
particulier

(3) Toute autre personne ou tout organisme qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$.

Peines :  
personnes ou  
organismes

**52. The Act is amended by adding the following after section 104.1:**

**52. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 104.1, de ce qui suit :**

**104.101** Les renseignements peuvent être rendus accessibles à toute personne ou à tout organisme, y compris ceux visés aux articles 104.03 à 104.06 et 105, pour des travaux de recherche ou de statistique si les conditions suivantes sont réunies :

Travaux de  
recherche ou de  
statistique

a) le ministre estime que les travaux de recherche ou de statistique sont conformes aux principes énoncés aux alinéas 104.102(1)a) à e);

b) le ministre estime que les fins auxquelles les renseignements sont rendus accessibles ne peuvent être normalement atteintes que si ceux-ci sont donnés sous une forme qui permette d'identifier le particulier qu'ils concernent;

c) les renseignements sont rendus accessibles aux conditions fixées dans un accord conclu entre le ministre et la personne ou l'organisme en question, dans lequel la personne ou l'organisme s'engagent notamment auprès du ministre à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification d'un particulier.



Use of information for research purposes	<p><b>104.102</b> (1) The use of information by the Minister and by public officers of the Department of Social Development for policy analysis, research or evaluation purposes shall be guided by the following principles:</p> <p>(a) the object of the policy analysis, research or evaluation is consistent with the powers, duties and functions of the Minister under the <i>Department of Social Development Act</i>;</p> <p>(b) the use of the information is consistent with any agreement under which the information was obtained;</p> <p>(c) the results of the policy analysis, research or evaluation will be made available only in accordance with sections 104 to 104.08, 104.101 and 105 and any agreements under which the information was obtained;</p> <p>(d) the policy analysis, research or evaluation would be difficult or impossible if the information were not used; and</p> <p>(e) the policy analysis, research or evaluation is in the public interest.</p>	<p><b>104.102</b> (1) L'utilisation de renseignements par le ministre et les fonctionnaires publics du ministère du Développement social à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques s'inspire des principes suivants :</p> <p>a) l'objet de l'évaluation, de la recherche ou de l'analyse est conforme aux attributions conférées au ministre par la <i>Loi sur le ministère du Développement social</i>;</p> <p>b) l'utilisation satisfait aux exigences des accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;</p> <p>c) les résultats ne peuvent être rendus accessibles qu'en conformité avec les articles 104 à 104.08, 104.101 et 105 et les accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;</p> <p>d) l'évaluation, la recherche ou l'analyse seraient difficiles ou même impossibles sans l'utilisation des renseignements;</p> <p>e) l'évaluation, la recherche ou l'analyse sont dans l'intérêt du public.</p>	Recherches
Use	<p>(2) Unless authorized by the Minister, a public officer shall not use information for the purpose of policy analysis, research or evaluation if the information would allow an individual to be identified.</p>	<p>(2) Le fonctionnaire public ne peut, sauf s'il a été autorisé par le ministre, utiliser à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques des renseignements qui permettent l'identification d'un particulier.</p>	Utilisation
Restriction	<p>(3) Information that is used for policy analysis, research or evaluation purposes shall not be used for any administrative purpose as defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i>.</p>	<p>(3) Les renseignements visés au paragraphe (1) ne peuvent pas être utilisés à des fins administratives au sens de l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>.</p>	Restriction
R.S., c. 4 (2nd Supp.)	<p><b>Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act</b></p>	<p><b>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales</b></p>	L.R., ch. 4 (2 <sup>e</sup> suppl.)
1996, c. 11, paras. 95(f) and 97(1)(d)	<p><b>53. Section 6 of the <i>Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act</i> is replaced by the following:</b></p>	<p><b>53. L'article 6 de la <i>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales</i> est remplacé par ce qui suit :</b></p>	1996, ch. 11, al. 95f) et 97(1)d)
Agreements regarding comprehensive pension plans	<p>6. With the approval of the Governor in Council, the Minister of Social Development may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement with each province providing a comprehensive pension plan, as defined under the <i>Canada Pension Plan</i>, for the purpose of obtaining the approval of that province for</p>	<p>6. Le ministre du Développement social peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure, au nom du gouvernement fédéral, un accord avec une province instituant un régime général de pensions, au sens du <i>Régime de pensions du Canada</i>, en vue d'être autorisé par celle-ci :</p>	Accord — régime général de pensions

(a) the creation, for the purposes of this Act, of an information bank to be controlled by the Department of Social Development in respect of contributors to and beneficiaries under that comprehensive pension plan; and 5

(b) the release of information under this Part from the information bank referred to in paragraph (a) and from any other information bank controlled by the Department of Social Development that contains information in 10 respect of contributors to and beneficiaries under that comprehensive pension plan.

a) à établir, pour l'application de la présente loi, un fichier, qui sera régi par le ministère du Développement social, concernant les cotisants à ce régime ou les bénéficiaires de celui-ci; 5

b) à communiquer, au titre de la présente partie, des renseignements contenus dans le fichier visé à l'alinéa a) ou dans tout autre fichier régi par le ministère du Développement social concernant les cotisants à ce 10 régime ou les bénéficiaires de celui-ci.

R.S., c. F-11

**Financial Administration Act**

**54. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by adding the following in alphabetical order:**

Department of Social Development  
*Ministère du Développement social*

**Loi sur la gestion des finances publiques**

L.R., ch. F-11

**54. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :** 15

Ministère du Développement social  
*Department of Social Development*

R.S., c. O-9

**Old Age Security Act****Loi sur la sécurité de la vieillesse**

L.R., ch. O-9

1997, c. 40,  
s. 102

**55. Subsection 33(3) of the *Old Age Security Act* is replaced by the following:**

**55. Le paragraphe 33(3) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* est remplacé par ce qui suit :** 20

Purpose

(3) This section and sections 33.01 to 33.09, 20 33.12 and 33.13 set out the rules that apply to the protection and the making available of information with respect to an individual that was obtained under this Act or prepared under this Act from that information. 25

(3) Le présent article et les articles 33.01 à 33.09, 33.12 et 33.13 édictent les règles de protection et d'accessibilité concernant les renseignements sur un particulier obtenus sous le régime de la présente loi ou tirés de tels 25 renseignements sous son régime.

Objet

1997, c. 40,  
s. 102

**56. Subsections 33.01(1) to (3) of the Act are replaced by the following:**

**56. Les paragraphes 33.01(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

1997, ch. 40,  
art. 102Protection of  
information

**33.01** (1) Information with respect to an individual is privileged and shall not be made available except as authorized by this Act. 30

**33.01** (1) Les renseignements obtenus sur un particulier sont protégés et ne peuvent être 30 rendus accessibles que si la présente loi l'autorise.

Protection des  
renseignementsAvailability of  
information on  
request of an  
individual

(2) In addition to an individual's right of access under section 12 of the *Privacy Act*, and subject to the exemptions and exclusions provided in that Act, information with respect to an individual may, on request in writing to the 35 Minister by the individual or their representative, be made available to that individual or

(2) Sur demande écrite adressée au ministre par le particulier ou son représentant, ils peuvent être rendus accessibles à ceux-ci ou, dans les 35 conditions réglementaires, à tout autre destinataire désigné dans la demande, sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ce droit s'ajoute au droit d'accès que donne au 40 particulier l'article 12 de cette loi.

Particulier



representative or, on the conditions that may be prescribed, to any person or body named in the request.

Availability of information to individuals and members of Parliament

(3) Subject to the exemptions and exclusions provided in the *Privacy Act*, information may be made available to an individual or their representative, or to a member of Parliament inquiring on behalf of an individual, if the information is relevant to the making of an application or election, or the receipt of a benefit, by the individual under this Act.

1997, c. 40, s. 102

**57. Section 33.02 of the Act is replaced by the following:**

Availability of information within certain departments

**33.02** Information may be made available to the Minister or a public officer of the Department of Social Development or the Department of Human Resources and Skills Development, or a commissioner of the Canada Employment Insurance Commission, for the purpose of the administration of a federal or provincial law or activity.

1997, c. 40, s. 102

**58. (1) Subsection 33.03(1) of the Act is replaced by the following:**

Availability of information within federal institutions

**33.03 (1)** Information may be made available to other ministers or public officers for the purpose of the administration of this Act.

**(2) Section 33.03 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

Other federal institutions

(2.1) Information may also be made available to a minister or a public officer of a prescribed federal institution for the administration of a prescribed federal or provincial law or activity if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to the conditions set out in an agreement between the Minister and the federal institution.

1997, c. 40, s. 102

**59. Subsection 33.05(1) of the French version of the Act is replaced by the following:**

(3) Ils peuvent être rendus accessibles, sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à un particulier ou à son représentant ou au parlementaire fédéral qui les demande au nom du particulier, dans la mesure où ils sont liés à la présentation d'une demande par le particulier ou à un choix fait par celui-ci — ou au versement de prestations à ce particulier — sous le régime de la présente loi.

Particuliers et parlementaires fédéraux

**57. L'article 33.02 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 40, art. 102

**33.02** Les renseignements peuvent être rendus accessibles au ministre et à tout fonctionnaire public du ministère du Développement social ou du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences ou à un commissaire de la Commission de l'assurance-emploi du Canada aux fins de mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales.

Accès au sein de certains ministères

**58. (1) Le paragraphe 33.03(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 40, art. 102

**33.03 (1)** Les renseignements peuvent être rendus accessibles à un autre ministre ou à un autre fonctionnaire public aux fins de mise en oeuvre de la présente loi.

Accès au sein d'institutions fédérales

**(2) L'article 33.03 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

30

(2.1) Si le ministre l'estime indiqué, les renseignements peuvent aussi, pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales visées par règlement, être rendus accessibles à tout ministre ou fonctionnaire public d'une institution fédérale visée par règlement aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et l'institution.

Autres institutions fédérales

**59. Le paragraphe 33.05(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 40, art. 102



Communication  
aux provinces

**33.05** (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et ce gouvernement ou cet organisme.

1997, c. 40,  
s. 102

**60. Subsection 33.06(3) of the Act is repealed.**

1997, c. 40,  
s. 102

**61. Sections 33.08 and 33.09 of the Act are replaced by the following:**

Evidence and  
production of  
documents

**33.08** Despite any other Act or law, the Minister and public officers shall not be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to information that is privileged under subsection 33.01(1) or to produce a statement or other writing that contains any such privileged information unless the Minister considers that it is appropriate to do so.

Offence

**33.09** (1) Every person or body commits an offence who knowingly makes available information that is privileged under this Act, or who knowingly uses or allows such information to be used, otherwise than in accordance with this Act, any condition referred to in section 33.01, 33.03, 33.05, 33.06 or 33.12 or an agreement referred to in section 33.05, 33.06, 33.12 or 39.

Punishment —  
individuals

(2) An individual who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Punishment —  
others

(3) A body or a person, other than an individual, who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$100,000.

**62. The Act is amended by adding the following after section 33.11:**

**33.05** (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions fixées par un accord conclu entre le ministre et ce gouvernement ou cet organisme.

Communication  
aux provinces

**60. Le paragraphe 33.06(3) de la même loi est abrogé.**

1997, ch. 40,  
art. 102

**61. Les articles 33.08 et 33.09 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

1997, ch. 40,  
art. 102

**33.08** Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé du ministre ni d'un fonctionnaire public de déposer en justice au sujet des renseignements protégés au titre du paragraphe 33.01(1) ni de produire des déclarations écrites ou autres documents contenant ces renseignements, sauf si le ministre l'estime indiqué.

Dépôts en  
justice

**33.09** (1) Commet une infraction quiconque sciemment rend accessibles, utilise ou permet qu'on utilise des renseignements protégés par la présente loi contrairement à celle-ci, aux conditions visées aux articles 33.01, 33.03, 33.05, 33.06 ou 33.12, ou à tout accord visé aux articles 33.05, 33.06, 33.12 ou 39.

Infractions

(2) Le particulier qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Peines :  
particulier

(3) Toute autre personne ou tout organisme qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$.

Peines :  
personnes ou  
organismes

**62. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 33.11, de ce qui suit :**

Research or  
statistical  
purposes

**33.12** Information may be made available for research or statistical purposes to any person or body, including one referred to in any of sections 33.03 to 33.06, if

- (a) the Minister is of the opinion that the research or statistical purposes are consistent with the principles set out in paragraphs 33.13(1)(a) to (e);
- (b) the Minister is of the opinion that the purpose for which the information is made available cannot reasonably be accomplished unless the information is provided in a form that may identify the individual to whom it relates; and
- (c) the information is made available subject to conditions set out in an agreement between the Minister and the person or body, and the person or body undertakes in the agreement not to subsequently disclose the information in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates.

Use of  
information for  
research  
purposes

**33.13** (1) The use of information by the Minister and by public officers of the Department of Social Development for policy analysis, research or evaluation purposes shall be guided by the following principles:

- (a) the object of the policy analysis, research or evaluation is consistent with the powers, duties and functions of the Minister under the *Department of Social Development Act*;
- (b) the use of the information is consistent with any agreement under which the information was obtained;
- (c) the results of the policy analysis, research or evaluation will be made available only in accordance with sections 33 to 33.08 and 33.12 and any agreements under which the information was obtained;
- (d) the policy analysis, research or evaluation would be difficult or impossible if the information were not used; and

Travaux de  
recherche ou de  
statistique

**33.12** Les renseignements peuvent être rendus accessibles à toute personne ou à tout organisme, y compris ceux visés aux articles 33.03 à 33.06, pour des travaux de recherche ou de statistique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le ministre estime que les travaux de recherche ou de statistique sont conformes aux principes énoncés aux alinéas 33.13(1)a) à e);
- b) le ministre estime que les fins auxquelles les renseignements sont rendus accessibles ne peuvent être normalement atteintes que si ceux-ci sont donnés sous une forme qui permette d'identifier le particulier qu'ils concernent;
- c) les renseignements sont rendus accessibles aux conditions fixées dans un accord conclu entre le ministre et la personne ou l'organisme en question dans lequel la personne ou l'organisme s'engagent notamment auprès du ministre à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification d'un particulier.

**33.13** (1) L'utilisation de renseignements par le ministre et les fonctionnaires publics du ministère du Développement social à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques s'inspire des principes suivants :

- a) l'objet de l'évaluation, de la recherche ou de l'analyse est conforme aux attributions conférées au ministre par la *Loi sur le ministère du Développement social*;
- b) l'utilisation satisfait aux exigences des accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;
- c) les résultats ne peuvent être rendus accessibles qu'en conformité avec les articles 33 à 33.08 et 33.12 et les accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;
- d) l'évaluation, la recherche ou l'analyse seraient difficiles ou même impossibles sans l'utilisation des renseignements;
- e) l'évaluation, la recherche ou l'analyse sont dans l'intérêt du public.

Recherches



(e) the policy analysis, research or evaluation is in the public interest.

Use

(2) Unless authorized by the Minister, a public officer shall not use information for the purpose of policy analysis, research or evaluation if the information would allow an individual to be identified.

(2) Le fonctionnaire public ne peut, sauf s'il a été autorisé par le ministre, utiliser à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques des renseignements qui permettent l'identification d'un particulier.

Utilisation

Restriction

(3) Information that is used for policy analysis, research or evaluation purposes shall not be used for any administrative purpose as defined in section 3 of the *Privacy Act*.

(3) Les renseignements visés au paragraphe (1) ne peuvent pas être utilisés à des fins administratives au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Restriction

R.S., c. P-21

### *Privacy Act*

### *Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R., ch. P-21

63. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

63. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Department of Social Development  
*Ministère du Développement social*

Ministère du Développement social  
*Department of Social Development*

1991, c. 30

### *Public Sector Compensation Act*

### *Loi sur la rémunération du secteur public*

1991, ch. 30

64. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments*":

64. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Department of Social Development  
*Ministère du Développement social*

Ministère du Développement social  
*Department of Social Development*

R.S., c. S-3

### *Salaries Act*

### *Loi sur les traitements*

L.R., ch. S-3

65. Subsection 4(2) of the *Salaries Act* is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (z.1), by adding the word "and" at the end of paragraph (z.2) and by adding the following after paragraph (z.2):

65. Le paragraphe 4(2) de la *Loi sur les traitements* est modifié par adjonction, après l'alinéa z.2), de ce qui suit :

(z.3) the Minister of Social Development.

z.3) le ministre du Développement social.

### *Changes in Terminology*

### *Nouvelle terminologie*

Replacement of  
"Department of  
Human  
Resources  
Development"

66. The expression "Department of Human Resources Development" is replaced by the expression "Department of Social Development" wherever it occurs in the following provisions:

66. Dans les passages ci-après, « *ministère du Développement des ressources humaines* » est remplacé par « *ministère du Développement social* » :

Terminologie :  
ministère du  
Développement  
social

(a) in the *Canada Pension Plan*,

a) dans le *Régime de pensions du Canada* :



Replacement of  
"Minister of  
Human  
Resources  
Development"

- (i) paragraph 66(3)(d),
  - (ii) subsection 103(3), and
  - (iii) subsection 104.03(3);
  - (b) paragraph 6.7(d) of the *Department of Veterans Affairs Act*; 5
  - (c) in the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*,
    - (i) in the English version, paragraph (a) of the definition "information bank director" in section 2, and 10
    - (ii) section 15;
  - (d) paragraph 122.64(2)(b) of the *Income Tax Act*;
  - (e) paragraphs 33.11(a) and (b) of the *Old Age Security Act*; 15
  - (f) paragraph 109.2(d) of the *Pension Act*; and
  - (g) paragraph 30(2)(c) of the *War Veterans Allowance Act*.
67. The expression "Minister of Human Resources Development" is replaced by the expression "Minister of Social Development" wherever it occurs in the following provisions:
- (a) in the *Canada Pension Plan*, 25
    - (i) the definition "province providing a comprehensive pension plan" in subsection 3(1),
    - (ii) subsections 3(2) and (3),
    - (iii) subsection 4(3), 30
    - (iv) subsections 26.1(1) and (2),
    - (v) section 27,
    - (vi) paragraph 27.2(1)(a),
    - (vii) the definition "Minister" in subsection 42(1), 35
    - (viii) the definition "Minister" in section 91, and
    - (ix) subsection 117(1);

- (i) l'alinéa 66(3)d),
  - (ii) le paragraphe 103(3),
  - (iii) le paragraphe 104.03(3);
  - b) l'alinéa 6.7d) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*; 5
  - c) dans la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* :
    - (i) l'alinéa a) de la définition de « information bank director » à l'article 2 de la version anglaise, 10
    - (ii) l'article 15;
  - d) l'alinéa 122.64(2)b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
  - e) les alinéas 33.11a) et b) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*; 15
  - f) l'alinéa 109.2d) de la *Loi sur les pensions*;
  - g) l'alinéa 30(2)c) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*.
67. Dans les passages ci-après, « ministre du Développement des ressources humaines » est remplacé par « ministre du Développement social » :
- a) dans le *Régime de pensions du Canada* :
    - (i) la définition de « province instituant un régime général de pensions » au paragraphe 3(1),
    - (ii) les paragraphes 3(2) et (3),
    - (iii) le paragraphe 4(3),
    - (iv) les paragraphes 26.1(1) et (2), 30
    - (v) l'article 27,
    - (vi) le paragraphe 27.2(1),
    - (vii) la définition de « ministre » au paragraphe 42(1),
    - (viii) la définition de « ministre » à l'article 91, 35
    - (ix) le paragraphe 117(1);
  - b) l'alinéa a) de la définition de « directeur de fichier », à l'article 2 de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*; 40

Terminologie :  
ministre du  
Développement  
social

(b) in paragraph (a) of the definition “information bank director” in section 2 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*;

(c) in the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*,

(i) subsection 13(3),

(ii) the definition “Minister” in section 18,

(iii) section 23.1, 10

(iv) subsection 24.3(2),

(v) the definition “Minister” in section 24.9,

(vi) section 25.8, and

(vii) paragraph 40(f); 15

(d) subsection 122.64(1) of the *Income Tax Act*; and

(e) in the *Old Age Security Act*,

(i) the definition “Minister” in section 2, and 20

(ii) section 46.

c) dans la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* :

(i) le paragraphe 13(3),

(ii) la définition de « ministre » à l’article 18,

(iii) l’article 23.1,

(iv) le paragraphe 24.3(2),

(v) la définition de « ministre » à l’article 24.9, 10

(vi) l’article 25.8,

(vii) l’alinéa 40f);

d) le paragraphe 122.64(1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

e) dans la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* :

(i) la définition de « ministre » à l’article 2,

(ii) l’article 46.

#### COORDINATING AMENDMENT

68. On the later of the coming into force of section 224 of the *Public Service Modernization Act*, chapter 22 of the Statutes of Canada, 2003, and the day on which section 1 of this Act comes into force, the expression “public service of Canada” is replaced by the expression “federal public administration” wherever it occurs in the following provisions of the English version of this Act:

(a) subsection 10(2);

(b) subsection 15(2); and

(c) sections 40 and 41.

#### DISPOSITION DE COORDINATION

68. À l’entrée en vigueur de l’article 224 20 2003, ch. 22 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, chapitre 22 des Lois du Canada (2003), ou à celle de l’article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, « public service of Canada » est remplacé 25 par « federal public administration » dans les passages ci-après de la version anglaise de la présente loi :

a) le paragraphe 10(2);

b) le paragraphe 15(2); 30

c) les articles 40 et 41.

#### REPEAL

69. The *Vocational Rehabilitation of Disabled Persons Act* is repealed.

#### ABROGATION

69. La *Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées* est abrogée. 35

## COMING INTO FORCE

## ENTRÉE EN VIGUEUR


Order in council

70. This Act, other than section 68, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, provided that that day is the same day as that fixed under section 85 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*.

Décret

70. La présente loi, à l'exception de l'article 68, entre en vigueur à la date fixée par décret, mais cette date doit être la même que celle fixée en vertu de l'article 85 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*.



**MAIL  POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-23**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-23**

An Act to establish the Department of Human Resources and  
Skills Development and to amend and repeal certain  
related Acts

---

FIRST READING, NOVEMBER 16, 2004

---

THE MINISTER OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS  
DEVELOPMENT

**C-23**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-23**

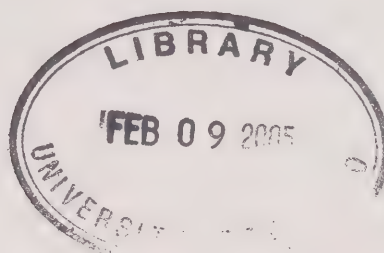
Loi constituant le ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences et modifiant et abro-  
geant certaines lois

---

PREMIÈRE LECTURE LE 16 NOVEMBRE 2004

---

LE MINISTRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU  
DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES



## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to establish the Department of Human Resources and Skills Development and to amend and repeal certain related Acts*".

## SUMMARY

This enactment establishes the Department of Human Resources and Skills Development over which presides the Minister of Human Resources and Skills Development. It defines the powers, duties and functions of the Minister as well as those of the Minister of Labour and of the Canada Employment Insurance Commission. This enactment also sets out rules for the protection and the making available of personal information obtained under departmental programs.

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi constituant le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences et modifiant et abrogeant certaines lois* ».

## SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences. Le ministère est placé sous l'autorité du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, dont le texte définit les attributions. Les attributions du ministre du Travail sont également définies ainsi que celles de la Commission de l'assurance-emploi du Canada. Le texte édicte aussi des règles pour la protection et l'accessibilité des renseignements personnels obtenus pour la mise en oeuvre ou l'exécution des programmes du ministère.



## TABLE OF PROVISIONS

### AN ACT TO ESTABLISH THE DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT AND TO AMEND AND REPEAL CERTAIN RELATED ACTS

#### SHORT TITLE

1. Short title

#### INTERPRETATION

2. Definitions

#### PART 1

#### DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT

##### ESTABLISHMENT

3. Department established
4. Deputy Minister

##### POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

5. Powers, duties and functions
6. Powers
7. Programs

##### INTERDEPARTMENTAL SERVICES

8. Services

##### COMMITTEES

9. Committees

##### GENERAL PROVISIONS

10. Agreements
11. Delegation
12. Oaths and affidavits
13. Fees for services and use of facilities
14. Fees for products, rights and privileges
15. Fees for regulatory processes and approvals
16. Publication
17. Power to make regulations

## TABLE ANALYTIQUE

### LOI CONSTITUANT LE MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET MODIFIANT ET ABROGEANT CERTAINES LOIS

#### TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

#### DÉFINITIONS

2. Définitions

#### PARTIE 1

#### MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

##### MISE EN PLACE

3. Constitution du ministère
4. Sous-ministre

##### ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

5. Attributions
6. Pouvoirs
7. Programmes

##### SERVICES ENTRE MINISTÈRES

8. Prestation et réception de services

##### COMITÉS

9. Comités

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

10. Accords
11. Délégation
12. Serments et déclarations
13. Facturation des services et installations
14. Facturation des produits, droits et avantages
15. Facturation des procédés ou autorisations réglementaires
16. Publication
17. Pouvoir de prendre des règlements

## PART 2

## MINISTER OF LABOUR

- 18. Minister of Labour
- 19. Programs

## PART 3

## CANADA EMPLOYMENT INSURANCE COMMISSION

## CONTINUATION OF THE COMMISSION

- 20. Commission
- 21. Tenure, remuneration and conditions of office
- 22. Chairperson
- 23. Voting

## POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE COMMISSION

- 24. Powers, duties and functions of the Commission
- 25. Rules
- 26. Agent of Her Majesty

## ORGANIZATION AND OPERATION OF THE COMMISSION

- 27. Head office
- 28. Staff

## AUDIT

- 29. Audit by Auditor General

## PART 4

## PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

- 30. Definitions
- 31. Purpose
- 32. Protection of information
- 33. Availability of information on request of an individual
- 34. Availability of information for a program
- 35. Availability of information to Department of Social Development
- 36. Availability of information to provincial authorities
- 37. Public interest
- 38. Research or statistical purposes
- 39. Use of information for research purposes
- 40. Evidence and production of documents
- 41. Agreements authorizing the obtaining of information
- 42. Offence

## PARTIE 2

## MINISTRE DU TRAVAIL

- 18. Ministre du Travail
- 19. Programmes

## PARTIE 3

## COMMISSION DE L'ASSURANCE-EMPLOI DU CANADA

## MAINTIEN DE LA COMMISSION

- 20. Commission
- 21. Mandat, traitement et conditions d'exercice de la fonction
- 22. Président
- 23. Vote

## ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION

- 24. Attributions
- 25. Règles
- 26. Mandataire de Sa Majesté

## STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT

- 27. Siège
- 28. Personnel

## VÉRIFICATION

- 29. Vérification

## PARTIE 4

## PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

- 30. Définitions
- 31. Objet
- 32. Protection des renseignements
- 33. Particulier
- 34. Mise en oeuvre d'un programme
- 35. Ministère du Développement social
- 36. Communication aux provinces
- 37. Intérêt public
- 38. Travaux de recherche ou de statistique
- 39. Utilisation de renseignements à des fins de recherche
- 40. Dépôts en justice
- 41. Accords pour l'obtention de renseignements
- 42. Infractions

43. Regulations

43. Règlements

## PART 5

## CANADA EDUCATION SAVINGS GRANTS

## INTERPRETATION

44. Definitions

## PURPOSE OF PART

45. Purpose

## PAYMENTS

46. Authority to pay CES grants

## GENERAL

47. Recovery of payments and interest

48. Regulations

## PART 6

TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AND  
RELATED AMENDMENTS, COORDINATING  
AMENDMENTS, REPEAL AND COMING INTO FORCE

## TRANSITIONAL PROVISIONS

49. Minister, Deputy Minister and Associate Deputy Minister

50. Canada Employment Insurance Commission — Chair-  
person

51. Transfer of powers, duties and functions

52. Transfer of appropriations

53. No Minister of Labour

54. Student financial assistance

55. Assistance for long-service employees

56. Repeal of sections 127 and 128 of the *Employment  
Insurance Act*

57. Canada education savings grant

## CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

58-61. *Access to Information Act*62. *Canada Labour Code*63. *Canada Student Financial Assistance Act*64. *Employment Insurance Act*65-67. *Financial Administration Act*68-71. *Income Tax Act*72-74. *Privacy Act*75-76. *Public Sector Compensation Act*

## PARTIE 5

## SUBVENTION CANADIENNE POUR L'ÉPARGNE-ÉTUDES

## DÉFINITIONS

44. Définition de « subvention pour l'épargne-études »

## OBJET

45. Objet

## VERSEMENTS

46. Autorisation de verser des subventions pour l'épargne-études

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

47. Recouvrement des paiements et des intérêts

48. Règlements

## PARTIE 6

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS  
CORRÉLATIVES ET CONNEXES, DISPOSITIONS DE  
COORDINATION, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

49. Ministre, sous-ministre et sous-ministre délégué

50. Président de la Commission

51. Transfert d'attributions

52. Transfert de crédits

53. Absence d'un ministre du Travail

54. Aide financière aux étudiants

55. Allocations aux anciens employés

56. Abrogation des articles 127 et 128 de la *Loi sur  
l'assurance-emploi*

57. Épargne-études

## MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES

58-61. *Loi sur l'accès à l'information*62. *Code canadien du travail*63. *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*64. *Loi sur l'assurance-emploi*65-67. *Loi sur la gestion des finances publiques*68-71. *Loi de l'impôt sur le revenu*72-74. *Loi sur la protection des renseignements personnels*75-76. *Loi sur la rémunération du secteur public*



77. *Salaries Act*  
78. *Canada Student Financial Assistance Regulations*

## CHANGES IN TERMINOLOGY

- 79-81. *Changes in terminology*

## COORDINATING AMENDMENTS

82. *Public Service Modernization Act*  
83. *Bill C-5*

## REPEAL

84. *Department of Human Resources Development Act*

## COMING INTO FORCE

85. *Order in council*

77. *Loi sur les traitements*  
78. *Règlement fédéral sur l'aide financière aux étudiants*

## NOUVELLE TERMINOLOGIE

- 79-81. *Nouvelle terminologie*

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

82. *Loi sur la modernisation de la fonction publique*  
83. *Projet de loi C-5*

## ABROGATION

84. *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*

## ENTRÉE EN VIGUEUR

85. *Décret*

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-23**

**PROJET DE LOI C-23**

An Act to establish the Department of Human Resources and Skills Development and to amend and repeal certain related Acts

Loi constituant le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences et modifiant et abrogeant certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Department of Human Resources and Skills Development Act*.

1. *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Commission” means the Canada Employment Insurance Commission continued by section 20. 10

« Commission » La Commission de l'assurance-emploi du Canada maintenue par l'article 20. 10

« Commission »  
“Commission”

“Minister” means the Minister of Human Resources and Skills Development.

« ministre » Le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

« ministre »  
“Minister”

PART 1

PARTIE 1

DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES  
AND SKILLS DEVELOPMENT

MINISTÈRE DES RESSOURCES  
HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT  
DES COMPÉTENCES

ESTABLISHMENT

MISE EN PLACE

3. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of Human Resources and Skills Development over which the Minister of Human Resources and Skills Development, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

3. (1) Est constitué le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, placé sous l'autorité du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

Constitution du  
ministère

Human  
Resources and  
Skills  
Development  
Canada

(2) The expressions "Human Resources and Skills Development Canada" and "Ressources humaines et Développement des compétences Canada" in any document issued or executed in relation to the powers, duties and functions conferred on the Minister by this or any other Act are deemed to be references to the "Department of Human Resources and Skills Development" and the "ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences", respectively.

(2) Les mentions « Ressources humaines et Développement des compétences Canada » et « Human Resources and Skills Development Canada » paraissant sur les documents délivrés ou faits en vertu des attributions que la présente loi ou toute autre loi confère au ministre valent mention, respectivement, du « ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences » et du « Department of Human Resources and Skills Development ».

Ressources  
humaines et  
Développement  
des compétences  
Canada

Minister

(3) The Minister holds office during pleasure and has the management and direction of the Department.

(3) Le ministre occupe sa charge à titre amovible; il assure la direction et la gestion du ministère.

Ministre

Deputy Minister

4. (1) The Governor in Council may appoint 15 an officer called the Deputy Minister of Human Resources and Skills Development to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.

4. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre des 15 Ressources humaines et du Développement des compétences; celui-ci est l'administrateur général du ministère.

Sous-ministre

Associate  
Deputy  
Ministers

(2) The Governor in Council may appoint 20 one or more Associate Deputy Ministers of Human Resources and Skills Development to hold office during pleasure and each shall have the rank and status of a deputy head of a department and exercise, under the Deputy 25 Minister of Human Resources and Skills Development, the powers and perform the duties and functions as deputies of the Minister and otherwise that the Minister may specify.

(2) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un ou plusieurs sous-ministres 20 délégués des Ressources humaines et du Développement des compétences, avec rang et statut d'administrateurs généraux de ministère. Placés sous l'autorité du sous-ministre des 25 Ressources humaines et du Développement des compétences, ils exercent, à titre de représentants du ministre ou à tout autre titre, les attributions que celui-ci leur confère.

Sous-ministres  
délégués

Deputy Minister  
of Labour

(3) The Governor in Council may designate 30 the Deputy Minister of Human Resources and Skills Development or one of the Associate Deputy Ministers to be Deputy Minister of Labour.

(3) Le gouverneur en conseil peut désigner 30 comme sous-ministre du Travail le sous-ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences ou l'un des sous-ministres délégués.

Sous-ministre du  
Travail

#### POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

#### ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

Powers, duties  
and functions

5. (1) The powers, duties and functions of 35 the Minister extend to and include all matters relating to human resources and skills development in Canada over which Parliament has jurisdiction and which are not by law assigned to any other Minister, department, board or 40 agency of the Government of Canada.

5. (1) Les attributions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de 35 compétence du Parlement liés aux ressources humaines et au développement des compétences au Canada ne ressortissant pas de droit à d'autres ministres, ministères ou organismes fédéraux. 40

Attributions

Exercise of  
powers

(2) The Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions assigned by subsection (1) with a view to improving the standard of living and quality of life of all 45

(2) Ces attributions sont exercées en vue de relever le niveau de vie de tous les Canadiens et d'améliorer leur qualité de vie en faisant la promotion du développement d'une main-

Exercice des  
attributions



	Canadians by promoting a highly skilled and mobile workforce and an efficient and inclusive labour market.	d'oeuvre hautement qualifiée et mobile, ainsi que d'un marché du travail efficient et favorable à l'intégration.	
Powers	<p>6. In exercising the powers and performing the duties or functions assigned to the Minister under this or any other Act, the Minister may</p> <p>(a) subject to the <i>Statistics Act</i>, collect, analyse, interpret, publish and distribute information relating to human resources and skills development; and</p> <p>(b) cooperate with provincial authorities with a view to coordinating efforts for human resources and skills development.</p>	<p>6. Dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi ou toute autre loi, le ministre peut :</p> <p>a) sous réserve de la <i>Loi sur la statistique</i>, collecter, analyser, interpréter, publier et diffuser de l'information sur les ressources humaines et le développement des compétences;</p> <p>b) collaborer avec les autorités provinciales en vue de coordonner les efforts visant les ressources humaines et le développement des compétences.</p>	Pouvoirs
Programs	<p>7. The Minister may, in exercising the powers and performing the duties and functions assigned by this Act, establish and implement programs designed to support projects or other activities that contribute to the development of the human resources of Canada and the skills of Canadians, and the Minister may make grants and contributions in support of the programs.</p>	<p>7. Le ministre peut, dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi, concevoir et réaliser des programmes destinés à appuyer les projets ou autres activités qui contribuent au développement des ressources humaines au Canada et au développement des compétences des Canadiens et accorder des subventions et des contributions pour les appuyer.</p>	Programmes
<div>INTERDEPARTMENTAL SERVICES</div> <div>SERVICES ENTRE MINISTÈRES</div>			
Services	<p>8. (1) The Department and the Commission may provide services to, and receive services from, the Department of Social Development.</p>	<p>8. (1) Le ministère et la Commission peuvent fournir des services au ministère du Développement social et en recevoir de celui-ci.</p>	Prestation et réception de services
Amounts recovered	<p>(2) The Minister may, with the approval of the Treasury Board, fix the amounts or the manner of determining the amounts to be recovered for services provided to the Department of Social Development. The amounts may not exceed the cost of providing the services.</p>	<p>(2) Avec l'approbation du Conseil du Trésor, le ministre peut fixer la somme ou le mode de calcul de la somme à recouvrer pour les services que le ministère ou la Commission fournissent au ministère du Développement social. La somme ne peut excéder le coût des services fournis.</p>	Sommes à recouvrer
Amounts received	<p>(3) Subject to conditions imposed by the Treasury Board, any amounts received by the Department for services may be used by the Department for its purposes.</p>	<p>(3) Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministère peut dépenser à ses fins les sommes perçues.</p>	Utilisation
<div>COMMITTEES</div> <div>COMITÉS</div>			
Committees	<p>9. (1) The Minister may establish advisory and other committees and provide for their membership, duties, functions and operation.</p>	<p>9. (1) Le ministre peut constituer des comités consultatifs ou autres, et en prévoir la composition, les attributions et le fonctionnement.</p>	Comités

Remuneration	(2) Members of a committee shall be paid, in connection with their work for the committee, the remuneration that may be fixed by the Governor in Council.	(2) Les membres de ces comités reçoivent, pour l'exercice de leurs attributions, la rémunération que peut fixer le gouverneur en conseil.	Rémunération
Travel, living and other expenses	(3) Members of a committee are entitled to be reimbursed, in accordance with Treasury Board directives, for the travel, living and other expenses incurred in connection with their work for the committee while absent, in the case of full-time members, from their ordinary place of work or, in the case of part-time members, from their ordinary place of residence.	(3) Ils sont indemnisés des frais, notamment des frais de déplacement et de séjour, entraînés par l'exercice de leurs attributions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel, conformément aux directives du Conseil du Trésor.	Indemnités

## GENERAL PROVISIONS

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Agreements	10. For the purpose of facilitating the formulation, coordination and implementation of any program or policy relating to the powers, duties and functions conferred by this Act, the Minister may enter into agreements with a province or a provincial public body, financial institutions and other persons or bodies that the Minister considers appropriate.	10. En vue de faciliter la formulation, la coordination et l'application des politiques et programmes relatifs aux attributions que lui confère la présente loi, le ministre peut conclure un accord avec une province, un organisme public provincial, une institution financière ou toute personne ou tout organisme de son choix.	Accords
Delegation	11. The Minister may authorize the Minister of Labour, the Commission or any other person or body, or member of a class of persons or bodies, to exercise any power or perform any duty or function of the Minister.	11. Le ministre peut déléguer ses attributions, à titre individuel ou collectif, au ministre du Travail, à la Commission ou à toute autre personne ou à tout autre organisme qu'il désigne.	Délégation
Oaths and affidavits	12. A person or member of a class of persons employed by the Department and authorized by the Deputy Minister and any other person or member of a class of persons authorized by the Minister may, in the course of their duties, administer oaths and take and receive affidavits, declarations and affirmations for the purposes of or incidental to the performance of their duties, and every person so authorized has for those purposes all the powers of a commissioner for administering oaths or taking affidavits.	12. Toute personne ou tout membre d'une catégorie de personnes employée par le ministre et autorisée par le sous-ministre, de même que toute autre personne ou tout autre membre d'une catégorie de personnes autorisée par le ministre, peut, dans l'exercice de ses fonctions et à des fins liées ou accessoires à cet exercice, faire prêter des serments et recevoir des déclarations sous serment, solennelles ou autres. À cet effet, ces personnes disposent des pouvoirs d'un commissaire aux serments.	Serments et déclarations
Fees for services and use of facilities	13. (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for a service or the use of a facility provided by the Minister, the Department, the Commission or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.	13. (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de services ou d'installations par lui-même, le ministère, la Commission ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.	Facturation des services et installations

Amount not to exceed cost	(2) Fees that are fixed under subsection (1) may not exceed the cost to Her Majesty in right of Canada of providing the service or the use of the facility.	(2) Le prix fixé dans le cadre du paragraphe (1) ne peut excéder les coûts supportés par Sa Majesté du chef du Canada pour la fourniture des services ou des installations.	Plafonnement
Fees for products, rights and privileges	14. The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for products, rights and privileges provided by the Minister, the Department, the Commission or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.	14. Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de produits ou l'attribution de droits ou d'avantages par lui-même, le ministre, la Commission ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.	5 Facturation des produits, droits et avantages
Fees for regulatory processes and approvals	15. (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for regulatory processes or approvals provided by the Minister, the Department, the Commission or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.	15. (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de procédés réglementaires ou l'attribution d'autorisations réglementaires par lui-même, le ministre, la Commission ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.	15 Facturation des procédés ou autorisations réglementaires
Amount	(2) Fees that are fixed under subsection (1) may not in the aggregate exceed an amount sufficient to compensate Her Majesty in right of Canada for any reasonable outlays incurred by Her Majesty for providing the regulatory processes or approvals.	(2) Les prix fixés dans le cadre du paragraphe (1) ne peuvent dépasser, dans l'ensemble, une somme suffisante pour indemniser Sa Majesté du chef du Canada des dépenses entraînées pour elle par la fourniture des procédés réglementaires ou l'attribution des autorisations réglementaires.	Plafonnement
Publication	16. (1) The Minister shall, within thirty days after the day on which the Minister fixes a fee under any of sections 13 to 15, publish the fee in the <i>Canada Gazette</i> .	16. (1) Dans les trente jours suivant la date de fixation d'un prix dans le cadre des articles 13 à 15, le ministre publie celui-ci dans la <i>Gazette du Canada</i> .	Publication
Reference to Scrutiny Committee	(2) A fee fixed under any of sections 13 to 15 shall stand referred to the Committee referred to in section 19 of the <i>Statutory Instruments Act</i> to be reviewed and scrutinized as if it were a statutory instrument.	(2) Le comité visé à l'article 19 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> est saisi d'office des prix fixés dans le cadre des articles 13 à 15 pour que ceux-ci fassent l'objet de l'étude et du contrôle prévus pour les textes réglementaires.	Renvoi en comité
Power to make regulations	17. The Treasury Board may make regulations for the purposes of sections 13 to 15.	17. Le Conseil du Trésor peut prendre des règlements pour l'application des articles 13 à 15.	Pouvoir de prendre des règlements

## PART 2

## MINISTER OF LABOUR

Minister of Labour

18. (1) A Minister of Labour may be appointed by commission under the Great Seal to hold office during pleasure.

## PARTIE 2

## MINISTRE DU TRAVAIL

Ministre du Travail

18. (1) Il peut être nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre du Travail.



Powers, duties  
and functions

(2) The powers, duties and functions of the Minister of Labour extend to and include all matters relating to labour over which Parliament has jurisdiction and which are not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada. They are to be exercised with the objective of promoting safe, healthy, fair, stable, cooperative and productive workplaces.

No Minister of  
Labour  
appointed

(3) If no Minister of Labour is appointed 10 under subsection (1),

(a) the Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions of the Minister of Labour; and

(b) every reference to the Minister of Labour 15 in any Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister. 20

Use of  
departmental  
services and  
facilities

(4) The Minister of Labour shall make use of the services and facilities of the Department and may authorize employees of the Department to exercise any power or perform any duty or function of the Minister of Labour. 25

Programs

19. The Minister of Labour may, in exercising the powers and performing the duties and functions assigned by subsection 18(2), establish and implement programs designed to support projects or other activities that promote 30 safe, healthy, fair, stable, cooperative and productive workplaces, and the Minister may make grants and contributions in support of the programs.

(2) Les attributions du ministre du Travail s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement liés au travail et ne ressortissant pas de droit à d'autres 5 ministères ou organismes fédéraux et sont exercées en vue de promouvoir la sécurité, la santé, l'équité, la stabilité, la productivité et la coopération en milieu de travail.

(3) S'il n'est pas nommé de ministre du Travail en application du paragraphe (1): 10

a) le ministre exerce les attributions de celui-ci;

b) la mention de celui-ci dans les lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application vaut mention, sauf indication 15 contraire du contexte, du ministre.

(4) Le ministre du Travail fait usage des services et installations du ministère et peut déléguer ses attributions à des fonctionnaires du ministère. 20

19. Le ministre du Travail peut, dans le cadre des attributions que lui confère le paragraphe 18(2), concevoir et réaliser des programmes destinés à appuyer les projets ou autres activités 30 qui contribuent à la promotion de la sécurité, de la santé, de l'équité, de la stabilité, de la productivité et de la coopération en milieu de travail et accorder des subventions et des contributions pour les appuyer.

### PART 3

#### CANADA EMPLOYMENT INSURANCE COMMISSION

##### CONTINUATION OF THE COMMISSION

Commission

20. (1) The Canada Employment Insurance 35 Commission, consisting of four commissioners to be appointed by the Governor in Council, is continued.

Commissioners

(2) The four commissioners shall be

### PARTIE 3

#### COMMISSION DE L'ASSURANCE-EMPLOI DU CANADA

##### MAINTIEN DE LA COMMISSION

20. (1) La Commission de l'assurance-em- 30 ploi du Canada est maintenue. Elle est composée de quatre commissaires nommés par le gouverneur en conseil.

(2) Les quatre commissaires sont les suivants: le sous-ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, qui

Attributions

Absence d'un  
ministre du  
Travail

Utilisation des  
services et  
installations du  
ministère

Programmes

Commission

Commissaires

(a) the Deputy Minister of Human Resources and Skills Development, who shall be the Chairperson of the Commission;

(b) an Associate Deputy Minister, who shall be the Vice-Chairperson of the Commission;

(c) a person appointed after consultation with organizations representative of workers; and

(d) a person appointed after consultation with organizations representative of employers.

est le président de la Commission, un sous-ministre délégué, qui en est le vice-président, une personne nommée après consultation des organisations ouvrières et une autre nommée après consultation des organisations patronales.

(3) The expressions "Employment Insurance Canada" and "Assurance-emploi Canada" in any document issued or executed in relation to the matters set out in section 24 are deemed to be references to the "Canada Employment Insurance Commission" and the "Commission de l'assurance-emploi du Canada", respectively.

(3) Les mentions « Assurance-emploi Canada » et « Employment Insurance Canada » paraissant sur les documents délivrés ou faits en vertu des attributions prévues à l'article 24 valent mention, respectivement, de la « Commission de l'assurance-emploi du Canada » et de la « Canada Employment Insurance Commission ».

**21. (1)** Commissioners, other than the Chairperson and Vice-Chairperson,

(a) shall be appointed by the Governor in Council to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years but may be removed by the Governor in Council at any time for cause;

(b) are eligible for reappointment on the expiration of each term of office;

(c) shall receive the remuneration that is fixed by the Governor in Council;

(d) are deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*; and

(e) shall devote the whole of their time to the performance of the duties and functions of the office of commissioner and shall not accept or hold any office or employment or carry on any activity inconsistent with their duties and functions.

**21. (1)** Les commissaires, à l'exception du président et du vice-président :

a) sont nommés à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans par le gouverneur en conseil, sous réserve de révocation motivée de sa part;

b) peuvent recevoir un nouveau mandat;

c) reçoivent le traitement fixé par le gouverneur en conseil;

d) sont réputés appartenir à la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*;

e) se consacrent exclusivement à leurs fonctions de commissaire et ne détiennent ni n'acceptent de charge ou d'emploi — ni n'exercent d'activité — incompatibles avec celles-ci.

Employment Insurance Canada

Assurance-emploi Canada

Tenure, remuneration and conditions of office

Mandat, traitement et conditions d'exercice de la fonction

Tenure,  
remuneration  
and conditions  
of office —  
acting

(2) In the event of the absence or incapacity of a commissioner other than the Chairperson or Vice-Chairperson or if the office is vacant, the Governor in Council may designate a person to act as a commissioner for the period of the absence, incapacity or vacancy and the person so designated has and may exercise all the powers and perform all the duties and functions of a commissioner, unless the Governor in Council specifies otherwise.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement d'un commissaire autre que le président ou le vice-président ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut désigner comme suppléant une personne qui, sauf indication contraire de celui-ci, est investie de toutes les attributions du commissaire.

Suppléance

Chairperson

**22.** (1) The Chairperson of the Commission is the chief executive officer of the Commission. The Chairperson supervises the work of the Commission and presides at its meetings.

**22.** (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission; il en contrôle les activités et en préside les réunions.

Président

Vice-Chairperson

(2) The Vice-Chairperson of the Commission exercises the powers and performs the duties and functions under the Chairperson that the Chairperson may specify.

(2) Le vice-président exerce, sous l'autorité du président, les attributions que celui-ci lui assigne.

Vice-président

Acting Chairperson

(3) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson or if the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson has and may exercise all the powers and perform all the duties and functions of the Chairperson.

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.

Suppléance du président

Acting Vice-Chairperson

(4) In the event of the absence or incapacity of the Vice-Chairperson, if the office of Vice-Chairperson is vacant or if the Vice-Chairperson is acting as Chairperson pursuant to subsection (3), the Governor in Council may designate a person to act as Vice-Chairperson for the period of the absence, incapacity or vacancy or the period during which the Vice-Chairperson is acting as Chairperson, and the person so designated has and may exercise all the powers and perform all the duties and functions of the Vice-Chairperson, unless the Governor in Council specifies otherwise.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du vice-président ou de vacance de son poste ou lorsque le vice-président remplace le président en application du paragraphe (3), le gouverneur en conseil peut désigner comme suppléant une personne qui, sauf indication contraire de celui-ci, est investie de toutes les attributions du vice-président.

Suppléance du vice-président

Voting

**23.** The Vice-Chairperson may not vote at any meeting of the Commission unless the Vice-Chairperson is acting for or on behalf of the Chairperson.

**23.** Le vice-président n'a voix délibérative dans les réunions que s'il remplace ou représente le président.

Vote

#### POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE COMMISSION

#### ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION

Powers, duties  
and functions of  
the Commission

**24.** (1) The Commission shall exercise the powers and perform the duties and functions

**24.** (1) La Commission exerce les attributions qui lui sont conférées :

Attributions



(a) that are required by the Minister or by or pursuant to an Act of Parliament in relation to employment insurance, employment services and the development and utilization of labour market resources; and

5

(b) that are required by order of the Governor in Council or by or pursuant to an Act of Parliament in relation to other matters.

a) par le ministre ou en application d'une loi fédérale, en ce qui concerne l'assurance-emploi, les services de placement et la création, la mise en oeuvre et l'optimisation des moyens humains au Canada;

5

b) en toute autre matière, aux termes d'un décret ou en application d'une loi fédérale.

Agreements with other countries

(2) With the approval by order of the Governor in Council, the Commission may, notwithstanding any other Act of Parliament, enter into agreements with the governments of other countries to establish reciprocal arrangements relating to any matter set out in subsection (1).

15

(2) Malgré toute autre loi fédérale, la Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil donnée par décret, conclure avec des gouvernements étrangers des accords de réciprocité concernant les matières visées au paragraphe (1).

Accords avec d'autres pays

Directions to Commission

(3) The Commission shall comply with any directions given to it from time to time by the Minister respecting the exercise of its powers or the performance of its duties and functions.

(3) Pour l'exercice de ses attributions, la Commission se conforme aux instructions qui lui sont données par le ministre à cet égard.

Instructions

Rules

**25.** (1) The Commission may make rules respecting the calling of meetings of the Commission and generally respecting the conduct of its business.

**25.** (1) La Commission peut établir des règles régissant la convocation de ses réunions et la conduite de ses activités en général.

Règles

Minutes of meetings

(2) Minutes shall be recorded of all formal meetings of the Commission.

25

(2) La Commission doit tenir procès-verbal de toutes ses réunions officielles.

Procès-verbal

Agent of Her Majesty

**26.** (1) The Commission is a body corporate and is for all purposes an agent of Her Majesty in right of Canada and it may exercise its powers only as an agent of Her Majesty in that right.

30

**26.** (1) La Commission est dotée de la personnalité morale; elle est, à toutes fins, mandataire de Sa Majesté du chef du Canada et ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.

Mandataire de Sa Majesté

Contracts

(2) The Commission may, on behalf of Her Majesty in right of Canada, enter into contracts in the name of Her Majesty or in the name of the Commission.

(2) La Commission peut, pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, conclure des contrats en son propre nom ou au nom de Sa Majesté.

Contrats

#### ORGANIZATION AND OPERATION OF THE COMMISSION

#### STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT

Head office

**27.** (1) The head office of the Commission shall be in the National Capital Region as described in the schedule to the *National Capital Act* or at any other place in Canada that may be designated by order of the Governor in Council.

40

**27.** (1) Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*, ou en tout autre lieu au Canada désigné par le gouverneur en conseil.

Siège

Residence of commissioners	(2) Each commissioner shall reside in the National Capital Region or at the place designated by the Governor in Council under subsection (1), or within reasonable commuting distance of that region or place.	(2) Les commissaires résident dans la région de la capitale nationale, dans le lieu désigné par le gouverneur en conseil aux termes du paragraphe (1) ou à une distance raisonnable de cette région ou de ce lieu.	Résidence des commissaires
Staff	28. (1) The officers and employees necessary for the proper conduct of the business of the Commission shall be employees of the Department.	28. (1) Le personnel nécessaire à la bonne marche de la Commission est fourni par le ministère.	Personnel
Agents	(2) The Commission may enter into contracts with agents in or for locations where the Commission considers it desirable to do so.	(2) La Commission peut, lorsqu'elle le juge opportun en certains endroits, s'assurer par 10 contrat les services de représentants locaux.	Représentants
Delegation	(3) The Commission may authorize any person or body, or member of a class of persons or bodies, to exercise powers or perform duties 15 and functions of or delegated to the Commission, and any such authorized person or body or class of persons or bodies may exercise specified powers or perform specified duties and functions.	(3) La Commission peut déléguer ses attributions — qu'elles lui soient propres ou déjà déléguées —, à titre individuel ou collectif, à toute personne ou à tout organisme qu'elle 15 désigne.	Délégation

## AUDIT

Audit by Auditor General	29. The Auditor General of Canada shall annually audit the accounts and financial transactions of the Commission for the previous fiscal year. The Auditor General shall also audit the Employment Insurance Account established 25 by section 71 of the <i>Employment Insurance Act</i> , and a report of that audit shall be made to the Minister.	29. Le vérificateur général examine chaque année les comptes et les opérations financières de la Commission pour l'exercice précédent; il examine également, pour la même période, le 20 Compte d'assurance-emploi créé par l'article 71 de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et en fait rapport au ministre.	Vérification
--------------------------	--	--	--------------

## PART 4

## PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

Definitions	30. (1) The following definitions apply in this Part.	30. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"administration" « mise en œuvre »	"administration", in respect of programs, includes development, operation and evaluation.	« fonctionnaire public » Quiconque occupe une fonction ou est employé dans une institution fédérale et tout particulier désigné par règlement ou membre d'une catégorie de particuliers désignée par règlement.	« fonctionnaire public » "public officer"
"federal institution" « institution fédérale »	"federal institution" means a department or any other body referred to in a schedule to the <i>Financial Administration Act</i> .	35 « institution fédérale » Ministère ou tout autre organisme mentionnés dans une annexe de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	30 « institution fédérale » "federal institution"

“information” « renseignements »	“information” means personal information as defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i> , except that the portion of that definition between paragraphs (i) and (j) shall be read as “but, for the purposes of this Part, does not include”.	« mise en oeuvre » S’agissant de programmes, sont assimilées à la mise en oeuvre la conception, l’élaboration et l’évaluation.	« mise en oeuvre » “administration”
“program” « programme »	“program”, except in subsection (2), means any program the administration or enforcement of which is the responsibility of the Minister or the Commission and includes any legislation, policy or activity the administration or enforcement of which is their responsibility.	5 « programme » Sauf au paragraphe (2), s’entend de tout programme dont la mise en oeuvre ou l’exécution relèvent du ministre ou de la Commission; y sont assimilées les lois, orientations ou activités dont la mise en oeuvre ou l’exécution relèvent de l’un ou de l’autre.	5 « programme » “program”
“public officer” « fonctionnaire public »	“public officer” means an officer or employee of a federal institution, a prescribed individual or a member of a prescribed class of individuals.	10 « renseignements » S’entend de renseignements personnels au sens de l’article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , le passage figurant entre les alinéas i) et j) de la définition étant réputé être ainsi libellé : « toutefois, il demeure entendu que, pour l’application de la présente partie, les renseignements ne comprennent pas les renseignements concernant : ».	10 « renseignements » “information”
Interpretation	(2) For the purposes of this Part, a reference to the Minister includes the Minister of Labour in respect of any program, legislation, policy or activity the administration or enforcement of which is the responsibility of the Minister of Labour.	(2) Pour l’application de la présente partie, toute mention du ministre vaut mention du ministre du Travail pour ce qui est des programmes, des lois, des orientations ou des activités dont la mise en oeuvre ou l’exécution relèvent de lui.	Précision
Exclusion	(3) This Part does not apply to the making available of information referred to in subsection 139(5) of the <i>Employment Insurance Act</i> .	(3) La présente partie ne s’applique pas aux renseignements rendus accessibles en vertu du paragraphe 139(5) de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> .	25 Exclusion
Purpose	<b>31.</b> This Part sets out the rules that apply to the protection and the making available of information that is obtained by the Minister or the Commission under a program or prepared from that information. This Part also sets out principles for the use of information for research purposes.	<b>31.</b> La présente partie édicte les règles de protection et d’accessibilité des renseignements obtenus par le ministre ou la Commission dans le cadre d’un programme ou tirés de tels renseignements sous son régime; elle prévoit également des principes relatifs à l’utilisation de renseignements à des fins de recherche.	Objet
Protection of information	<b>32.</b> Information is privileged and shall not be made available except as authorized by this Part.	<b>32.</b> Les renseignements sont protégés et ne peuvent être rendus accessibles que si la présente partie l’autorise.	Protection des renseignements
Availability of information on request of an individual	<b>33.</b> (1) In addition to an individual’s right of access under section 12 of the <i>Privacy Act</i> , and subject to the exemptions and exclusions provided in that Act, information may be made available to the individual on their request in writing to the Minister.	<b>33.</b> (1) Sur demande écrite adressée au ministre par le particulier, les renseignements peuvent être rendus accessibles à celui-ci sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> . Ce droit s’ajoute au droit d’accès que donne au particulier l’article 12 de cette loi.	Particulier



Availability of information to representatives and members of Parliament

(2) On the conditions that the Minister considers advisable, and subject to the exemptions and exclusions provided in the *Privacy Act*, information may be made available to an individual or their representative, or to a member of Parliament inquiring on behalf of an individual, if the information is relevant to the making of an application or the receipt of a benefit or other assistance by the individual under a program, or is relevant to any other matter that affects the individual under a program.

Availability of information for a program

34. (1) Information may be made available to any person or body for the administration or enforcement of the program for which it was obtained or prepared.

Availability of information within the Department

(2) Information may be made available to the Commission or a public officer of the Department for the administration or enforcement of a program.

Availability of information to Department of Social Development

35. (1) Information may be made available to the Minister of Social Development, or any public officer of the Department of Social Development, for the administration or enforcement of the *Canada Pension Plan*, the *Old Age Security Act* or a program as defined in section 24 of the *Department of Social Development Act*.

Availability of information to other federal institutions

(2) Information may be made available to a minister or a public officer of a prescribed federal institution, other than the Department of Social Development, for the administration or enforcement of a prescribed federal or provincial law or activity if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the federal institution.

Secondary release of information

(3) Information obtained under subsection (2) shall not be made available to any other person or body unless the Minister considers it advisable, the information is made available for the same purpose and it is subject to conditions agreed upon by the Minister and the federal institution.

(2) Les renseignements peuvent être rendus accessibles, aux conditions que le ministre estime indiquées et sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à un particulier ou à son représentant ou au parlementaire fédéral qui les demande au nom du particulier, dans la mesure où ils sont liés à la présentation d'une demande par le particulier, au versement de prestations à celui-ci, à une autre forme d'aide dans le cadre d'un programme ou à une autre question qui concerne le particulier en vertu de ce programme.

34. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à quiconque pour la mise en oeuvre ou l'exécution du programme dans le cadre duquel ils ont été obtenus ou préparés.

(2) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à la Commission ou à tout fonctionnaire public du ministère pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'un programme.

35. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles au ministre du Développement social ou à tout fonctionnaire public de ce ministère pour la mise en oeuvre ou l'exécution du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et d'un programme au sens de l'article 24 de la *Loi sur le ministère du Développement social*.

(2) Si le ministre l'estime indiqué, les renseignements peuvent, pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales visées par règlement, être rendus accessibles à tout ministre ou fonctionnaire public de toute autre institution fédérale visée par règlement aux conditions dont sont convenus le ministre et l'institution.

(3) Les renseignements obtenus dans le cadre du paragraphe (2) ne peuvent être rendus accessibles à quiconque que si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, que s'ils le sont aux fins visées à ce paragraphe et aux conditions dont sont convenus le ministre et l'institution fédérale.

Particuliers, représentants et parlementaires fédéraux

Mise en oeuvre d'un programme

Au sein du ministère

Ministère du Développement social

Autres institutions fédérales

Accès à d'autres personnes

Availability of  
information to  
provincial  
authorities

36. (1) Information may be made available to the government of a province, or to a public body created under the law of a province, for the administration or enforcement of a federal law or activity or a provincial law if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the government or body.

Availability of  
information to  
foreign states  
and bodies

(2) Information may be made available to the government of a foreign state, an international organization of states or an international organization established by the governments of states, or any institution of any such government or organization, for the administration or enforcement of a law if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the government, organization or institution.

Secondary  
release of  
information

(3) Information obtained under this section by a government, public body, organization or institution shall not be made available to any other person or body unless the Minister considers it advisable, the information is made available for the same purpose and it is subject to conditions agreed upon by the Minister and the government, public body, organization or institution.

Public interest

37. (1) Despite sections 33 to 36, information may be made available if the Minister is of the opinion that the public interest in disclosure clearly outweighs any invasion of privacy that could result from the disclosure or that disclosure would clearly benefit the individual to whom the information relates.

Notice of  
disclosure

(2) The Minister shall notify the Privacy Commissioner appointed under section 53 of the *Privacy Act* in writing of any disclosure of information under subsection (1) prior to the disclosure where reasonably practicable or in any other case without delay after the disclosure. The Privacy Commissioner may, if he or she deems it appropriate, notify the individual to whom the information relates of the disclosure.

36. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions dont sont convenus le ministre et le gouvernement ou l'organisme.

Communication  
aux provinces

(2) Les renseignements peuvent, pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi, être rendus accessibles à un État étranger, à une organisation internationale d'États ou de gouvernements ou à l'un de leurs organismes si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions dont sont convenus le ministre et cet État, cette organisation internationale ou cet organisme.

Communication  
à des pays  
étrangers,  
organisations  
internationales,  
etc.

(3) Les renseignements obtenus dans le cadre du présent article ne peuvent être rendus accessibles à quiconque que si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, que s'ils le sont aux fins visées aux paragraphes (1) ou (2) et aux conditions dont sont convenus le ministre et le gouvernement, l'État, l'organisme ou l'organisation internationale, selon le cas.

Accès à d'autres  
personnes

37. (1) Par dérogation aux articles 33 à 36, les renseignements peuvent toujours être rendus accessibles si le ministre estime que l'intérêt du public à la communication justifierait nettement une éventuelle violation de la vie privée ou que la communication profiterait nettement au particulier visé par les renseignements.

Intérêt public

(2) Dans le cas prévu au paragraphe (1), le ministre donne un préavis écrit de la communication des renseignements au Commissaire à la protection de la vie privée nommé en vertu de l'article 53 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* si les circonstances le justifient; sinon, il en avise par écrit le Commissaire immédiatement après la communication. La décision de mettre au courant le particulier concerné est laissée à l'appréciation du Commissaire.

Avis au  
Commissaire à la  
protection de la  
vie privée

Research or  
statistical  
purposes

**38.** Information may be made available for research or statistical purposes to any person or body, including a person or body referred to in subsection 35(2) or (3) or section 36, if

(a) the Minister is of the opinion that the research or statistical purposes are consistent with the principles set out in paragraphs 39(1)(a) to (e);

(b) the Minister is of the opinion that the purpose for which the information is made available cannot reasonably be accomplished unless the information is provided in a form that may identify the individual to whom it relates; and

(c) the information is made available subject to conditions set out in an agreement between the Minister and the person or body, and the person or body undertakes in the agreement not to subsequently disclose the information in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates.

Use of  
information for  
research  
purposes

**39. (1)** The use of information by the Minister and by public officers of the Department for policy analysis, research or evaluation purposes shall be guided by the following principles:

(a) the object of the policy analysis, research or evaluation is consistent with the powers, duties and functions of the Minister;

(b) the use of the information is consistent with any agreement under which the information was obtained;

(c) the results of the policy analysis, research or evaluation will be made available only in accordance with the provisions of this Part and any agreements under which the information was obtained;

(d) the policy analysis, research or evaluation would be difficult or impossible if the information were not used; and

(e) the policy analysis, research or evaluation is in the public interest.

**38.** Les renseignements peuvent être rendus accessibles à toute personne ou à tout organisme, y compris ceux visés aux paragraphes 35(2) ou (3) ou à l'article 36, pour des travaux de recherche ou de statistique si les conditions suivantes sont réunies :

a) le ministre estime que les travaux de recherche ou de statistique sont conformes aux principes énoncés aux alinéas 39(1)a) à e);

b) le ministre estime que les fins auxquelles les renseignements sont rendus accessibles ne peuvent être normalement atteintes que si ceux-ci sont donnés sous une forme qui permette d'identifier le particulier qu'ils concernent;

c) les renseignements sont rendus accessibles aux conditions fixées dans un accord conclu entre le ministre et la personne ou l'organisme en question dans lequel la personne ou l'organisme s'engage notamment auprès du ministre à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification d'un particulier.

**39. (1)** L'utilisation de renseignements par le ministre et les fonctionnaires publics du ministère à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques s'inspire des principes suivants :

a) l'objet de l'évaluation, de la recherche ou de l'analyse est conforme aux attributions du ministre;

b) l'utilisation satisfait aux exigences des accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;

c) les résultats ne peuvent être rendus accessibles qu'en conformité avec la présente partie et les accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;

d) l'évaluation, la recherche ou l'analyse seraient difficiles ou même impossibles sans l'utilisation des renseignements;

e) l'évaluation, la recherche ou l'analyse sont dans l'intérêt du public.

Travaux de  
recherche ou de  
statistique

Utilisation de  
renseignements à  
des fins de  
recherche



Use	(2) Unless authorized by the Minister, a public officer shall not use information for the purpose of policy analysis, research or evaluation if the information would allow an individual to be identified.	(2) Le fonctionnaire public ne peut, sauf s'il a été autorisé par le ministre, utiliser à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques des renseignements qui permettent 5 l'identification d'un particulier.	Utilisation 5
Restriction	(3) Information that is used for policy analysis, research or evaluation purposes shall not be used for any administrative purpose as defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i> .	(3) Les renseignements visés au paragraphe (1) ne peuvent pas être utilisés à des fins administratives au sens de l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> .	Restriction 10
Evidence and production of documents	40. Despite any other Act or law, the Minister, the members of the Commission and public officers shall not be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to information that is privileged under section 32 or to produce a statement 15 or other writing that contains any such privileged information unless the Minister considers that it is appropriate to do so or the legal proceeding directly concerns the administration or enforcement of a program.	40. Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé du ministre, des membres de la Commission ni d'un fonctionnaire public de déposer en justice au sujet des renseignements protégés au titre de l'article 32 15 ni de produire des déclarations écrites ou autres documents contenant ces renseignements, sauf si le ministre l'estime indiqué ou s'il s'agit d'une procédure se rapportant directement à la mise en oeuvre ou à l'exécution d'un pro- 20 gramme.	Dépôts en justice 15 20
Agreements authorizing the obtaining of information	41. The Minister may enter into agreements to obtain information for the administration or enforcement of a program with federal institutions, governments of provinces or public bodies created under provincial law, govern- 25 ments of foreign states, international organizations of states or international organizations established by the governments of states, any institution of any such government or organization, and other persons or bodies.	41. Le ministre peut, en vue d'obtenir des renseignements pour la mise en oeuvre ou l'exécution de programmes, conclure des accords avec des institutions fédérales, des 25 gouvernements provinciaux, des organismes publics créés sous le régime d'une loi provinciale, des États étrangers, des organisations internationales d'États ou de gouvernements ou l'un de leurs organismes ou encore avec tout 30 autre organisme ou toute autre personne.	Accords pour l'obtention de renseignements 25 30
Offence	42. (1) Every person or body commits an offence if they knowingly make available information that is privileged under this Part, or knowingly use or allow such information to be used, otherwise than in accordance with this 35 Part or a condition or agreement referred to in subsection 33(2) or section 35, 36 or 38.	42. (1) Commet une infraction quiconque sciemment rend accessibles, utilise ou permet qu'on utilise des renseignements protégés par la présente partie contrairement à celle-ci, aux 35 conditions visées au paragraphe 33(2) ou aux articles 35, 36 ou 38, ou à tout accord visé à ces dispositions.	Infractions 35
Punishment—individuals	(2) An individual who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 40 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.	(2) Le particulier qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur 40 déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.	Peines : particuliers 40

Punishment —  
others

(3) A body or a person, other than an individual, who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$100,000.

(3) Toute autre personne ou tout organisme qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$.

Peines :  
personnes ou  
organismes

5

Regulations

43. The Governor in Council may, by regulation, prescribe

43. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

(a) individuals or classes of individuals for the purpose of the definition "public officer" in subsection 30(1); and

a) désigner tout particulier ou toute catégorie de particuliers pour l'application de la définition de « fonctionnaire public » au 10 paragraphe 30(1);

(b) federal institutions to which the information referred to in subsection 35(2) may be made available, and the federal or provincial laws or activities for whose administration or enforcement the information may be made available.

b) préciser, pour l'application du paragraphe 35(2), les institutions fédérales à qui les renseignements visés à ce paragraphe peuvent être rendus accessibles et les lois ou activités 15 fédérales ou provinciales pour la mise en oeuvre ou l'exécution desquelles ils peuvent l'être.

15

## PART 5

## CANADA EDUCATION SAVINGS GRANTS

## PARTIE 5

SUBVENTION CANADIENNE POUR  
L'ÉPARGNE-ÉTUDES

## INTERPRETATION

## DÉFINITIONS

Definitions

44. (1) The following definitions apply in this Part.

44. (1) Pour l'application de la présente partie, « subvention pour l'épargne-études » 20 s'entend de la subvention versée ou à verser aux termes du paragraphe 46(1).

Définition de  
« subvention  
pour l'épargne-  
études »"CES grant"  
« subvention  
pour l'épargne-  
études »

"CES grant" means a grant payable or paid under subsection 46(1).

"prescribed"  
Version anglaise  
seulement

"prescribed" means prescribed by regulations of 20 the Governor in Council.

Income Tax Act  
expressions

(2) Unless the contrary intention appears,

(2) Sauf indication contraire :

Terminologie

(a) an expression in this Part that is defined for the purposes of section 146.1 of the *Income Tax Act* has the same meaning in this 25 Part as it has for the purposes of that section; and

a) les termes de la présente partie qui sont définis pour l'application de l'article 146.1 de 25 la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'entendent au sens de cet article;

(b) all other expressions in this Part have the same meanings as in the *Income Tax Act*.

b) les autres termes de la présente partie s'entendent au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

30

## PURPOSE OF PART

## OBJET

Purpose

**45.** The purpose of this Part is to provide, through financial assistance, an incentive to individuals to finance the post-secondary education of children from an early age by means of savings in registered education savings plans.

**45.** La présente partie a pour objet d'encourager les particuliers, par l'octroi d'une aide financière, à financer les études postsecondaires des enfants en se constituant, dès le premier âge de ceux-ci, de l'épargne dans les régimes enregistrés d'épargne-études.

Objet

## PAYMENTS

## VERSEMENTS

Authority to pay  
CES grants

**46.** (1) Subject to this Part and the regulations, on application to the Minister in a form and manner approved by the Minister, the Minister may, on any terms and conditions that the Minister may specify by agreement between 10 the Minister and the trustee of a trust governed by a registered education savings plan, pay a grant to the trustee for the benefit of the trust in respect of contributions made to the plan in 1998 or a subsequent year by subscribers under 15 the plan in respect of a beneficiary under the plan, other than a beneficiary who was 17 years of age or older at the end of the preceding year, of an amount not exceeding the lesser of

(a) 20% of the contributions made in the 20 year, and

(b) the amount of

(i) if the year is 1998, \$400, and

(ii) in any other case, \$800.

**46.** (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements, le ministre peut, sur demande qui lui est adressée en la forme et selon les modalités qu'il 10 approuve, verser au fiduciaire d'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-études une subvention au profit de la fiducie, au titre des cotisations que versent au régime en 1998 ou au cours d'une année postérieure des 15 souscripteurs du régime à l'égard d'un bénéficiaire âgé de moins de dix-sept ans à la fin de l'année précédente. Cette subvention est versée selon les modalités que le ministre peut fixer dans une convention conclue avec le fiduciaire 20 et ne peut excéder la moins élevée des sommes suivantes :

a) 20 % des cotisations versées au cours de l'année;

b) la somme applicable suivante : 25

(i) 400 \$ pour 1998,

(ii) 800 \$ pour les années postérieures.

Autorisation de  
verser des  
subventions pour  
l'épargne-étudesWhere no grant  
payable

(2) No CES grant may be paid in respect of a 25 contribution in respect of a beneficiary under a registered education savings plan unless

(a) the beneficiary's Social Insurance Number is provided to the Minister; and

(b) the beneficiary is resident in Canada at 30 the time the contribution is made.

(2) La subvention pour l'épargne-études ne peut être versée au titre d'une cotisation versée à l'égard d'un bénéficiaire d'un régime enregistré 30 d'épargne-études que si les conditions suivantes sont réunies :

a) le numéro d'assurance sociale du bénéficiaire est fourni au ministre;

b) le bénéficiaire réside au Canada au 35 moment du versement de la cotisation.

Conditions

Interest

(3) The Minister may in prescribed circumstances pay interest, determined in accordance with prescribed rules, in respect of a CES grant.

(3) Le ministre peut, dans les circonstances prévues par règlement, verser sur une subvention pour l'épargne-études des intérêts calculés selon les modalités réglementaires. 40

Intérêts



## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Recovery of  
payments and  
interest

**47.** An amount required to be repaid to the Minister under this Part or under an agreement entered into under this Part and any interest due in respect of the amount constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.

**47.** La somme à rembourser au ministre aux termes de la présente partie ou d'une convention conclue sous son régime, et les intérêts exigibles afférents, constituent une créance de Sa Majesté du chef du Canada et sont recouvrables à ce titre devant la Cour fédérale ou devant tout autre tribunal compétent.

Recouvrement  
des paiements et  
des intérêts

Regulations

**48.** The Governor in Council may make regulations for carrying out the purpose and provisions of this Part and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

**48.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente partie et notamment :

Règlements

- (a) prescribing any matter or thing that by this Part is to be or may be prescribed;
- (b) establishing conditions that must be met by a registered education savings plan and by persons in respect of the plan before a CES grant may be paid in respect of the plan;
- (c) establishing the manner of determining the amount of a CES grant that may be paid in respect of contributions to registered education savings plans;
- (d) specifying terms and conditions to be included in agreements entered into between a trustee under a registered education savings plan and the Minister relating to the terms and conditions applicable to the payment of a CES grant and specifying, for inclusion in the agreements, in addition to any other conditions that the Minister deems appropriate, the obligations of a trustee under an agreement;
- (e) specifying circumstances under which all or part of any amount paid under this Part is to be repaid to the Minister; and
- (f) establishing, for the purpose of determining an amount required to be repaid under this Part in respect of CES grants, the manner of determining the portion, if any, of an educational assistance payment made under a registered education savings plan that is attributable to CES grants.

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;
- b) prévoir les conditions à remplir par un régime enregistré d'épargne-études et par des personnes relativement au régime avant qu'une subvention pour l'épargne-études puisse être versée relativement au régime;
- c) établir le mode de calcul de la subvention pour l'épargne-études qui peut être versée au titre de cotisations à des régimes enregistrés d'épargne-études;
- d) préciser les modalités à inclure dans les conventions conclues entre le fiduciaire d'un régime enregistré d'épargne-études et le ministre concernant les modalités applicables au versement d'une subvention pour l'épargne-études et fixer les obligations — à inclure dans les conventions avec les autres conditions que le ministre juge indiquées — du fiduciaire dans le cadre d'une convention;
- e) préciser les circonstances dans lesquelles tout ou partie de la somme versée aux termes de la présente partie est à rembourser au ministre;
- f) établir, aux fins de calcul de la somme à rembourser aux termes de la présente partie relativement à des subventions pour l'épargne-études, le mode de calcul de la partie éventuelle d'un paiement d'aide aux études effectué dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-études qui est imputable à des subventions pour l'épargne-études.

## PART 6

TRANSITIONAL PROVISIONS,  
CONSEQUENTIAL AND RELATED  
AMENDMENTS, COORDINATING  
AMENDMENTS, REPEAL AND COMING  
INTO FORCE

## TRANSITIONAL PROVISIONS

Minister, Deputy  
Minister and  
Associate  
Deputy Minister

49. (1) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office of Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development, Deputy Minister of Human Resources and Skills Development or Associate Deputy Minister of Human Resources and Skills Development, is deemed to have been appointed under this Act as Minister of Human Resources and Skills Development, Deputy Minister of Human Resources and Skills Development or Associate Deputy Minister of Human Resources and Skills Development, respectively, on that day.

Minister of  
Labour

(2) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office of Minister of Labour is deemed to have been appointed under this Act as Minister of Labour on that day.

Employees

(3) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who occupied, immediately before the day on which this section comes into force, a position in the portion of the public service of Canada known as the Department of Human Resources and Skills Development, except that the employee on that day shall occupy that position in the Department of Human Resources and Skills Development.

Canada  
Employment  
Insurance  
Commission —  
Chairperson

50. (1) The person acting as Chairperson of the Canada Employment Insurance Commission under subsection 25(3) of the *Department of Human Resources Development Act*

## PARTIE 6

DISPOSITIONS TRANSITOIRES,  
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET  
CONNEXES, DISPOSITIONS DE  
COORDINATION, ABROGATION ET  
ENTRÉE EN VIGUEUR

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Ministre, sous-  
ministre et sous-  
ministre délégué

49. (1) Les personnes occupant, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, les charges de ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, de sous-ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de sous-ministre délégué des Ressources humaines et du Développement des compétences sont, à compter de cette entrée en vigueur, réputées avoir été nommées, en vertu de la présente loi, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, sous-ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et sous-ministre délégué des Ressources humaines et du Développement des compétences, respectivement.

Ministre du  
Travail

(2) La personne occupant, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, la charge de ministre du Travail est, à compter de cette entrée en vigueur, réputée avoir été nommée ministre du Travail en vertu de la présente loi.

Fonctionnaires

(3) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste au sein du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom de ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, à la différence près que, à compter de cette entrée en vigueur, ils l'occupent au sein du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Président de la  
Commission

50. (1) La personne agissant à titre de président de la Commission de l'assurance-emploi du Canada en vertu du paragraphe 25(3) de la *Loi sur le ministère du Développement*



immediately before the day on which this section comes into force shall become Chairperson of the Commission on that day.

Vice-Chairperson

(2) The person acting as Vice-Chairperson of the Canada Employment Insurance Commission under subsection 25(4) of the *Department of Human Resources Development Act* immediately before the day on which this section comes into force shall become Vice-Chairperson of the Commission on that day.

Other commissioners

(3) The commissioners of the Canada Employment Insurance Commission who were appointed after consultations with worker and employer organizations and who held office immediately before the day on which this section comes into force shall continue in office for the remainder of the terms for which they were appointed.

Transfer of powers, duties and functions

51. Any power, duty or function that, immediately before the day on which this section comes into force, was vested in or exercisable by the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development, the Deputy Minister, an Associate Deputy Minister or an employee of the portion of the public service of Canada known as the Department of Human Resources and Skills Development, under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, is, on that day, vested in and exercisable by the Minister of Human Resources and Skills Development, Deputy Minister, Associate Deputy Minister or employee of the Department of Human Resources and Skills Development, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister, Associate Deputy Minister or employee of the public service of Canada to exercise that power or perform that duty or function.

Transfer of appropriations

52. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the

*ment des ressources humaines* immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article devient président de la Commission à compter de cette entrée en vigueur.

(2) La personne agissant à titre de vice-président de la Commission de l'assurance-emploi du Canada en vertu du paragraphe 25(4) de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article devient vice-président de la Commission à compter de cette entrée en vigueur.

5 Vice-président de la Commission

(3) Le membre de la Commission de l'assurance-emploi du Canada nommé après consultation des organisations ouvrières et celui nommé après consultation des organisations patronales qui sont en poste immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont maintenus en poste jusqu'à la fin du mandat pour lequel ils ont été nommés.

Autres commissaires

51. Les attributions qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, étaient conférées, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'une règle ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, au sous-ministre, au sous-ministre délégué ou à un fonctionnaire du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom de ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences sont, à compter de cette entrée en vigueur, conférées au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, au sous-ministre ou au sous-ministre délégué ou au fonctionnaire du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, selon le cas, sauf décret chargeant de ces attributions un autre ministre, sous-ministre ou sous-ministre délégué, ou un fonctionnaire d'un autre secteur de l'administration publique fédérale.

Transfert d'attributions

52. Les sommes affectées — et non engagées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, par

Transfert de crédits



Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the portion of the public service of Canada known as the Department of Human Resources and Skills Development and that, on the day on which this section comes into force, is unexpended, is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Department of Human Resources and Skills Development.

No Minister of Labour

53. (1) If no Minister of Labour is appointed pursuant to subsection 18(1), wherever, in any contract, lease, licence or other document, a power, duty or function is vested in or may be exercised or performed by the Minister of Labour in relation to any matter to which the powers, duties and functions of the Minister of Human Resources and Skills Development extend by virtue of this Act, the power, duty or function is vested in or may be exercised or performed by the Minister of Human Resources and Skills Development, unless the Governor in Council by order designates another minister to exercise that power or perform that duty or function.

No Deputy Minister of Labour

(2) If no Deputy Minister of Labour is designated under subsection 4(3), wherever, under any Act of Parliament, any instrument made under an Act of Parliament or any contract, lease, licence or other document, a power, duty or function is vested in or may be exercised or performed by the Deputy Minister of Labour in relation to any matter to which the powers, duties and functions of the Minister of Human Resources and Skills Development extend by virtue of this Act, the power, duty or function is vested in or may be exercised or performed by the Deputy Minister of Human Resources and Skills Development, unless the Governor in Council by order designates another deputy minister to exercise that power or perform that duty or function.

Student financial assistance

54. The repeal of paragraph 15(k) of the *Canada Student Financial Assistance Act* and section 41 of the *Canada Student Financial Assistance Regulations* does not affect the

toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom de ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences sont réputées être affectées aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Absence d'un ministre du Travail

53. (1) S'il n'est pas nommé de ministre du Travail en application du paragraphe 18(1), les attributions qui lui ont été conférées au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, dans les domaines relevant des attributions du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences aux termes de la présente loi, sont exercées par celui-ci, à moins que le gouverneur en conseil n'en charge par décret un autre ministre.

Absence d'un sous-ministre du Travail

(2) S'il n'est pas désigné de sous-ministre du Travail en application du paragraphe 4(3), les attributions qui lui ont été conférées en vertu d'une loi ou de ses textes d'application ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, dans les domaines relevant des attributions du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences aux termes de la présente loi, sont exercées par le sous-ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, à moins que le gouverneur en conseil n'en charge par décret un autre sous-ministre.

Aide financière aux étudiants

54. L'abrogation de l'alinéa 15k) de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et de l'article 41 du *Règlement fédéral sur l'aide financière aux étudiants* ne porte pas atteinte à la validité de la collecte, de l'utilisation et de

validity of the collection, use and disclosure of information, or the authorization of a borrower, made under those provisions.

Assistance for long-service employees

55. The repeal of the *Department of Human Resources Development Act* does not affect the authority of the Minister to make periodic income assistance payments pursuant to an agreement made under section 33 of that Act prior to the coming into force of this section.

Repeal of sections 127 and 128 of the *Employment Insurance Act*

56. The repeal of sections 127 and 128 of the *Employment Insurance Act* does not affect the validity of a disclosure of information, or an agreement for the purpose of making information available, made under those sections by the Minister of Human Resources Development or the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development.

Canada education savings grant

57. The repeal of the *Department of Human Resources Development Act* does not affect the validity of an agreement made under section 33.5 of that Act by the Minister of Human Resources Development or the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development.

la communication de renseignements et de l'autorisation donnée par un emprunteur en vertu de ces dispositions.

Allocations aux anciens employés

55. L'abrogation de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* ne porte pas atteinte au pouvoir du ministre de faire des versements périodiques aux termes des accords conclus en vertu de l'article 33 de cette loi avant l'entrée en vigueur du présent article.

10

56. L'abrogation des articles 127 et 128 de la *Loi sur l'assurance-emploi* ne porte pas atteinte à la validité des communications faites par le ministre du Développement des ressources humaines ou le ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences en vertu de ces articles ni à la validité des accords conclus par ces ministres pour rendre des renseignements accessibles en vertu de ces articles.

Abrogation des articles 127 et 128 de la *Loi sur l'assurance-emploi*

57. L'abrogation de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* ne porte pas atteinte à la validité des accords conclus par le ministre du Développement des ressources humaines et le ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences en vertu de l'article 33.5 de cette loi.

Épargne-études

#### CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

R.S., c. A-1

#### *Access to Information Act*

1996, c. 11, s. 44

58. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Human Resources Development  
*Ministère du Développement des ressources humaines*

59. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES

#### *Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

58. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère du Développement des ressources humaines  
*Department of Human Resources Development*

59. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

1996, ch. 11, art. 44

35

40



Department of Human Resources and Skills  
Development  
*Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences*

Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences  
*Department of Human Resources and Skills  
Development*

SOR/2003-423 60. Schedule I to the Act is amended by striking out the following under the heading “Other Government Institutions”: 5 60. L’annexe I de la même loi est modifiée par suppression, sous l’intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit: 5 DORS/2003-423

Department of Human Resources and Skills  
Development  
*Ministère des Ressources humaines et du* 10  
*Développement des compétences*

Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences  
*Department of Human Resources and Skills* 10  
*Development*

1998, c. 21, s. 73 61. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by striking out the reference to 61. L’annexe II de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit: 1998, ch. 21, art. 73

Department of Human Resources Development 15  
Act  
*Loi sur le ministère du Développement des  
ressources humaines*

Loi sur le ministère du Développement des  
ressources humaines 15  
*Department of Human Resources Develop-  
ment Act*

and the corresponding reference to “section 33.5”. 20 ainsi que de la mention « article 33.5 » en regard de ce titre de loi.

R.S., c. L-2

*Canada Labour Code**Code canadien du travail*

L.R., ch. L-2

62. Section 144 of the *Canada Labour Code* is amended by adding the following after subsection (5):

62. L’article 144 du *Code canadien du travail* est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit: 20

(5.1) If the results referred to in subsection (5) contain information within the meaning of 25 Part 4 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*, the disclosure of that information is governed by Part 4 of that Act.

(5.1) Si les résultats visés au paragraphe (5) contiennent des renseignements au sens de la 25 partie 4 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*, la communication de ces renseignements est régie par cette partie 4.

Renseignements personnels

1994, c. 28

*Canada Student Financial Assistance Act**Loi fédérale sur l’aide financière aux étudiants*

1994, ch. 28

63. Paragraph 15(k) of the *Canada Student Financial Assistance Act* is repealed. 30

63. L’alinéa 15k) de la *Loi fédérale sur l’aide financière aux étudiants* est abrogé. 30

1996, c. 23

*Employment Insurance Act**Loi sur l’assurance-emploi*

1996, ch. 23

64. Sections 127 and 128 of the *Employment Insurance Act* are repealed.

64. Les articles 127 et 128 de la *Loi sur l’assurance-emploi* sont abrogés.

1996, ch. 23, al. 189e)

1996, c. 23, par. 189(e)

R.S., c. F-11

*Financial Administration Act**Loi sur la gestion des finances publiques*

L.R., ch. F-11

65. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following: 35

65. L’annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit: 35

1996, ch. 11, art. 55

1996, c. 11, s. 55



Department of Human Resources Development  
Ministère du Développement des ressources  
humaines

Ministère du Développement des ressources  
humaines  
Department of Human Resources Develop-  
ment

**66. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

**66. L'annexe I de la même loi est modifiée 5  
par adjonction, selon l'ordre alphabétique,  
de ce qui suit :**

Department of Human Resources and Skills  
Development  
Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences

Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences  
Department of Human Resources and Skills 10  
Development

SOR/2003-419,  
420

**67. Schedule I.1 to the Act is amended by 10  
striking out the reference to**

**67. L'annexe I.1 de la même loi est  
modifiée par suppression de ce qui suit :**

DORS/2003-  
419, 420

Department of Human Resources and Skills  
Development  
Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences 15

Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences 15  
Department of Human Resources and Skills  
Development

**and the corresponding reference to "Minister  
of State to be styled Minister of Human  
Resources and Skills Development".**

**ainsi que de la mention « Le ministre d'État  
portant le titre de ministre des Ressources  
humaines et du Développement des compé- 20  
tences » en regard de ce secteur.**

R.S., c. 1  
(5th Supp.)

### *Income Tax Act*

### *Loi de l'impôt sur le revenu*

L.R., ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)

**68. Paragraph 60(x) of the *Income Tax Act*  
is replaced by the following:**

**68. L'alinéa 60x) de la *Loi de l'impôt sur le*  
20 *revenu* est remplacé par ce qui suit :**

Repayment  
under  
Department of  
Human  
Resources and  
Skills  
Development Act

(x) the total of all amounts each of which is  
an amount paid by the taxpayer in the year as  
à repayment, under Part 5 of the *Department  
of Human Resources and Skills Development  
Act*, of an amount that was included because 25  
of subsection 146.1(7) in computing the  
taxpayer's income for the year or a preceding  
taxation year.

x) le total des montants représentant chacun  
une somme versée par le contribuable au 25  
cours de l'année au titre du remboursement,  
en vertu de la partie 5 de la *Loi sur le  
ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences*, d'une  
somme qui a été incluse par l'effet du 30  
paragraphe 146.1(7) dans le calcul du revenu  
du contribuable pour l'année ou pour une  
année d'imposition antérieure.

Remboursement  
en vertu de la  
Loi sur le  
ministère des  
Ressources  
humaines et du  
Développement  
des compétences

**69. (1) The definition "contribution" in  
subsection 146.1(1) of the Act is replaced by 30  
the following:**

**69. (1) La définition de « cotisation », au  
paragraphe 146.1(1) de la même loi, est 35  
remplacée par ce qui suit :**

"contribution"  
« cotisation »

"contribution", into an education savings plan,  
does not include an amount paid into the plan  
by the Minister of Human Resources and Skills  
Development under Part 5 of the *Department of 35  
Human Resources and Skills Development Act*;

« cotisation » N'est pas une cotisation à un  
régime d'épargne-études la somme que le  
ministre des Ressources humaines et du Déve-  
loppement des compétences verse au régime en 40  
vertu de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des  
Ressources humaines et du Développement des  
compétences*.

« cotisation »  
"contribution"

**(2) Paragraph (c.1) of the definition “trust” in subsection 146.1(1) of the Act is replaced by the following:**

(c.1) the repayment of amounts under Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*;

**(3) Clause 146.1(2)(g.1)(ii)(B) of the Act is replaced by the following:**

(B) the total of the payment and all other educational assistance payments 10 made under a registered educational savings plan of the promoter to or for the individual in the 12-month period that ends at that time does not exceed \$5,000 or any greater amount that the 15 Minister of Human Resources and Skills Development approves in writing with respect to the individual;

**(4) Paragraph 146.1(12.1)(e) of the Act is replaced by the following:**

(e) a day on which a person fails to comply with a condition or an obligation, imposed under Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act* that applies with respect to a registered education 25 savings plan,

**(5) Section 146.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (13.1):**

(14) A reference

(a) in this section, in paragraph 60(x) or in 30 subparagraph 241(4)(d)(vii.1) to Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*, to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation 35 imposed, under that Part includes a reference to Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act*, or to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or 40 an obligation imposed, as the case may be, under that Part as it read at the time the reference is relevant; and

**(2) L’alinéa c.1) de la définition de « fiducie », au paragraphe 146.1(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

c.1) le remboursement de sommes en vertu de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des 5 Ressources humaines et du Développement des compétences*;

**(3) La division 146.1(2)g.1(ii)(B) de la même loi est remplacée par ce qui suit :**

(B) le total du paiement et des autres 10 paiements d’aide aux études versés au particulier, ou pour son compte, dans le cadre d’un régime enregistré d’épargne-études du promoteur au cours de la période de douze mois se terminant au 15 moment du versement ne dépasse pas 5 000 \$ ou tout autre montant supérieur que le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences approuve par écrit relativement au 20 particulier;

**(4) L’alinéa 146.1(12.1)e) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :**

e) le jour où une personne ne remplit pas une des conditions ou obligations imposées par la 25 partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* à l’égard d’un régime enregistré d’épargne-études.

**(5) L’article 146.1 de la même loi est 30 modifié par adjonction, après le paragraphe (13.1), de ce qui suit :**

(14) La mention :

a) au présent article, à l’alinéa 60(x) ou au sous-alinéa 241(4)d)(vii.1), de la partie 5 de 35 la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*, d’une somme versée en vertu de cette partie, du versement ou du remboursement d’une somme en vertu de cette partie ou 40 d’une condition ou obligation imposée par cette partie vaut également mention de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*, d’une somme versée en vertu de cette partie, 45 du versement ou du remboursement d’une somme en vertu de cette partie ou d’une

(b) in clause (2)(g.1)(ii)(B) to an amount that the Minister of Human Resources and Skills Development approves in writing with respect to an individual includes a reference to an amount that the Minister of Human Resources Development or the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development has approved in writing with respect to the individual.

**70. The portion of subsection 237(1) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:**

apply to the Canada Employment Insurance Commission in prescribed form and manner for the assignment to the individual of a Social Insurance Number unless the individual has previously been assigned, or made application to be assigned, a Social Insurance Number.

**71. (1) Subparagraph 241(4)(d)(vii.1) of the Act is replaced by the following:**

(vii.1) to an official of the Department of Human Resources and Skills Development or to a prescribed official solely for the purpose of the administration or enforcement of Part 5 of the Department of Human Resources and Skills Development Act,

condition ou obligation imposée par cette partie, dans sa version en vigueur au moment où la mention est pertinente;

b) à la division (2)g.1(ii)(B), d'un montant que le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences approuve par écrit relativement au particulier vaut également mention d'un montant que le ministre du Développement des ressources humaines ou le ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a approuvé par écrit relativement au particulier.

**70. Le paragraphe 237(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**237. (1)** Tout particulier, à l'exclusion d'une fiducie, qui réside ou est employé au Canada à un moment donné d'une année d'imposition et qui produit une déclaration de revenu en vertu de la partie I pour l'année ou concernant lequel une personne est tenue par une disposition réglementaire prise en application de l'alinéa 221(1)d) de remplir une déclaration de renseignements doit demander, sur le formulaire prescrit et selon les modalités réglementaires, à la Commission de l'assurance-emploi du Canada de lui attribuer un numéro d'assurance sociale, s'il n'en a pas déjà un ou s'il n'en a pas déjà fait la demande. Cette demande doit être faite au plus tard le premier février de l'année suivant l'année pour laquelle la déclaration de revenu doit être produite ou dans les 15 jours après que la personne a enjoint au particulier de fournir son numéro d'assurance sociale.

Numéro  
d'assurance  
sociale

**71. (1) Le sous-alinéa 241(4)d)(vii.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(vii.1) à un fonctionnaire du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences ou à un fonctionnaire visé par règlement, mais uniquement en vue de l'application ou de l'exécution de la partie 5 de la Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences,



(2) Subparagraph 241(4)(d)(x) of the Act is replaced by the following:

(x) to an official of the Canada Employment Insurance Commission, the Department of Human Resources and Skills Development or the Department of Social Development, solely for the purpose of the administration or enforcement of the *Employment Insurance Act*, an employment program of the Government of Canada or 10 the evaluation or formation of policy for that Act or program,

(2) Le sous-alinéa 241(4)d)(x) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(x) à un fonctionnaire de la Commission de l'assurance-emploi du Canada ou à un fonctionnaire du ministère des Ressources 5 humaines et du Développement des compétences ou du ministère du Développement social, mais uniquement en vue de l'application ou de l'exécution de la *Loi sur l'assurance-emploi* ou d'un pro- 10 gramme d'emploi du gouvernement fédéral, ou en vue de l'évaluation ou de la formulation de la politique concernant cette loi ou un tel programme,

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

1996, c. 11, s. 78

72. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading “*Departments and Ministries of State*”:

Department of Human Resources Development  
*Ministère du Développement des ressources humaines*

72. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère du Développement des ressources humaines 20  
*Department of Human Resources Development*

73. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Departments and Ministries of State*”:

Department of Human Resources and Skills Development 25  
*Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*

73. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences 30  
*Department of Human Resources and Skills Development*

74. The schedule to the Act is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:

Department of Human Resources and Skills Development  
*Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*

74. L'annexe de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences 35  
*Department of Human Resources and Skills Development*

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

1996, c. 11, s. 82

75. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading “*Departments*”:

75. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères* », 40 de ce qui suit :

1996, ch. 11, art. 82

Department of Human Resources Development  
Ministère du Développement des ressources  
humaines

Ministère du Développement des ressources  
humaines  
Department of Human Resources Develop-  
ment

76. Schedule I to the Act is amended by  
adding the following in alphabetical order  
under the heading “Departments”:

Department of Human Resources and Skills  
Development  
Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences

76. L'annexe I de la même loi est modifiée 5  
par adjonction, selon l'ordre alphabétique,  
sous l'intertitre « Ministères », de ce qui suit :

Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences  
Department of Human Resources and Skills 10  
Development

R.S., c. S-3

*Salaries Act**Loi sur les traitements*

L.R., ch. S-3

2001, c. 20, s. 29

77. Paragraph 4(2)(z.2) of the *Salaries Act*  
is replaced by the following:

(z.2) the Minister of Human Resources and  
Skills Development.

77. L'alinéa 4(2)z.2) de la *Loi sur les*  
*traitements* est remplacé par ce qui suit :

z.2) le ministre des Ressources humaines et  
du Développement des compétences.

2001, ch. 20,  
art. 29

SOR/95-329

*Canada Student Financial Assistance*  
*Regulations*

*Règlement fédéral sur l'aide financière aux*  
*étudiants*

DORS/95-329

SOR/2000-290,  
s. 23; SOR/  
2004-120, s. 8

78. Section 41 of the *Canada Student* 15  
*Financial Assistance Regulations* and the  
heading before it are repealed.

78. L'article 41 du *Règlement fédéral sur*  
*l'aide financière aux étudiants* et l'intertitre le  
précédant sont abrogés.

DORS/2000-  
290, art. 23;  
DORS/2004-  
120, art. 8

*Changes in Terminology**Nouvelle terminologie*

Replacement of  
“Department of Hu-  
man  
Resources  
Development”

79. The expression “Department of Hu-  
man Resources Development” is replaced by  
the expression “Department of Human Re- 20  
sources and Skills Development” wherever it  
occurs in the following provisions:

79. Dans les passages ci-après, « ministère  
du Développement des ressources humai- 20  
nes » est remplacé par « ministère des  
Ressources humaines et du Développement  
des compétences » :

Terminologie :  
ministère des  
Ressources  
humaines et du  
Développement  
des compétences

(a) in the *Canada Labour Code*,

a) dans le *Code canadien du travail* :

(i) subsection 70.1(1), and

(i) le paragraphe 70.1(1), 25

(ii) the definition “regional director” in 25  
section 166;

(ii) la définition de « directeur régio-  
nal » à l'article 166;

(b) subsection 28(1) of the *Canadian Hu-  
man Rights Act*;

b) le paragraphe 28(1) de la *Loi cana-  
dienne sur les droits de la personne*;

(c) paragraph 107(5)(i) of the *Customs*  
*Act*; 30

c) l'alinéa 107(5)i) de la *Loi sur les* 30  
*douanes*;

(d) paragraph 46(2)(c) of the *Hazardous*  
*Materials Information Review Act*; and

d) l'alinéa 46(2)c) de la *Loi sur le contrôle*  
*des renseignements relatifs aux matières*  
*dangereuses*;

(e) in the *Labour Adjustment Benefits Act*,

e) dans la *Loi sur les prestations d'adapta- 35*  
*tion pour les travailleurs* :

(i) subsection 28(2), and

(i) le paragraphe 28(2),

(ii) subsection 28(5). 35

Replacement of  
"Minister of  
Human  
Resources  
Development"

80. The expression "Minister of Human Resources Development" is replaced by the expression "Minister of Human Resources and Skills Development" wherever it occurs in the following provisions:

- (a) in the *Budget Implementation Act*, 1998,
  - (i) the definition "Ministers" in subsection 2(1), and
  - (ii) subsection 38(2); 10
- (b) subsection 212(2) of the *Canada Labour Code*;
- (c) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Canada Student Loans Act*;
- (d) the definition "Minister" in subsection 15 2(1) of the *Employment Insurance Act*;
- (e) section 3 of the *Government Annuities Act*;
- (f) in the *Income Tax Act*,
  - (i) subparagraph 118.5(1)(a)(ii), and 20
  - (ii) subparagraph (a)(ii) of the definition "designated educational institution" in subsection 118.6(1);
- (g) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Labour Adjustment Benefits Act*; 25 and
- (h) in the *Unemployment Assistance Act*,
  - (i) the definition "Minister" in section 2, and
  - (ii) section 6. 30

Replacement of  
"Department of  
Human  
Resources  
Development  
Act"

81. The expression "Department of Human Resources Development Act" is replaced by the expression "Department of Human Resources and Skills Development Act" wherever it occurs in the following provisions of 35 the *Income Tax Act*:

- (a) subparagraph 110(1)(g)(i); and
- (b) the definition "qualifying educational program" in subsection 118.6(1).

(ii) le paragraphe 28(5).

80. Dans les passages ci-après, « ministre du Développement des ressources humaines » est remplacé par « ministre des Ressources humaines et du Développement des 5 compétences » :

- a) dans la *Loi d'exécution du budget de 1998* :
  - (i) la définition de « ministres » au paragraphe 2(1), 10
  - (ii) le paragraphe 38(2);
- b) le paragraphe 212(2) du *Code canadien du travail*;
- c) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi fédérale sur les prêts 15 aux étudiants*;
- d) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'assurance-emploi*;
- e) l'article 3 de la *Loi relative aux rentes 20 sur l'État*;
- f) dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* :
  - (i) le sous-alinéa 118.5(1)(a)(ii),
  - (ii) le sous-alinéa a)(ii) de la définition d'« établissement d'enseignement 25 agréé » au paragraphe 118.6(1);
- g) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs*;
- h) dans la *Loi sur l'assistance-chômage* : 30
  - (i) la définition de « Ministre » à l'article 2,
  - (ii) l'article 6.

Terminologie :  
ministre des  
Ressources  
humaines et du  
Développement  
des compétences

81. Dans les passages ci-après de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, « *Loi sur le ministère du 35 Développement des ressources humaines* » est remplacé par « *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* » :

- a) le sous-alinéa 110(1)(g)(i); 40
- b) la définition de « programme de formation admissible » au paragraphe 118.6(1).

Terminologie :  
*Loi sur le  
ministère des  
Ressources  
humaines et du  
Développement  
des compétences*



## COORDINATING AMENDMENTS

2003, c. 22

82. (1) On the later of the coming into force of section 224 of the *Public Service Modernization Act* (the “other Act”), chapter 22 of the Statutes of Canada, 2003, and the coming into force of section 1 of this Act, the expression “public service of Canada” is replaced by the expression “federal public administration” wherever it occurs in the following provisions of the English version of this Act:

- (a) subsection 49(2); and
- (b) sections 51 and 52.

(2) On the later of the coming into force of section 224 of the other Act and section 21 of this Act, paragraph 21(1)(d) of the English version of this Act is replaced by the following:

(d) are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*; and

Bill C-5

83. (1) If Bill C-5, introduced in the 1st session of the 38th Parliament and entitled the *Canada Education Savings Act* (the “other Act”), receives royal assent, then the provisions mentioned in subsections (2) to (13) are amended as provided in those subsections.

(2) On the coming into force of Part 4 of this Act, section 11 of the other Act is repealed.

(3) If section 15 of the other Act comes into force before or on the same day as section 61 of this Act, section 61 of this Act is repealed.

(4) If section 61 of this Act comes into force before section 15 of the other Act, section 15 of the other Act is repealed.

(5) If section 16 of the other Act comes into force before or on the same day as Part 4 of this Act, then, on the coming into force of

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

2003, ch. 22

82. (1) À l'entrée en vigueur de l'article 224 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* (appelée « autre loi » au présent article), chapitre 22 des Lois du Canada (2003), ou à celle de l'article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, « public service of Canada » est remplacé par « federal public administration » dans les passages ci-après de la version anglaise de la présente loi :

- a) le paragraphe 49(2);
- b) les articles 51 et 52.

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 224 de l'autre loi ou à celle de l'article 21 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 21(1)d) de la version anglaise de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

(d) are deemed to be persons employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*; and

83. (1) Les paragraphes (2) à (13) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-5, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 38<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi canadienne sur l'épargne-études* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) À l'entrée en vigueur de la partie 4 de la présente loi, l'article 11 de l'autre loi est abrogé.

(3) Si l'entrée en vigueur de l'article 15 de l'autre loi est antérieure ou concomitante à celle de l'article 61 de la présente loi, celui-ci est abrogé.

(4) Si l'entrée en vigueur de l'article 61 de la présente loi est antérieure à celle de l'article 15 de l'autre loi, celui-ci est abrogé.

(5) Si l'entrée en vigueur de l'article 16 de l'autre loi est antérieure ou concomitante à celle de la partie 4 de la présente loi, à

Projet de loi C-5

Part 4 of this Act, Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by striking out the reference to

Canada Education Savings Act

*Loi canadienne sur l'épargne-études*

and the corresponding reference to "section 11".

(6) If Part 4 of this Act comes into force before section 16 of the other Act, section 16 of the other Act is repealed.

(7) If section 84 of this Act comes into force before or on the same day as section 19 of the other Act, section 19 of the other Act is repealed.

(8) If section 5 of the other Act comes into force before or on the same day as Part 5 of this Act, Part 5 of this Act is repealed.

(9) If Part 5 of this Act comes into force before section 5 of the other Act, Part 5 of this Act is repealed on the day on which section 5 of the other Act comes into force.

(10) If Part 5 of this Act comes into force before section 14 of the other Act, section 14 of the other Act is replaced by the following:

14. Every agreement entered into under Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act* or Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act* that is in force immediately before the coming into force of section 5 of this Act is deemed to be an agreement entered into under that section and continues in force until it terminates.

(11) If the other Act receives royal assent before or on the same day as this Act receives royal assent, sections 68 and 69 and subsection 71(1) of this Act are repealed. However, if section 1 of the other Act is not in force on the day on which Part 5 of this Act comes into force, paragraph 146.1(14)(a) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

l'entrée en vigueur de cette partie 4, l'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Loi canadienne sur l'épargne-études

5 *Canada Education Savings Act*

5

ainsi que de la mention « article 11 » en regard de ce titre de loi.

(6) Si l'entrée en vigueur de la partie 4 de la présente loi est antérieure à celle de l'article 16 de l'autre loi, celui-ci est abrogé.

(7) Si l'entrée en vigueur de l'article 84 de la présente loi est antérieure ou concomitante à celle de l'article 19 de l'autre loi, celui-ci est abrogé.

(8) Si l'entrée en vigueur de l'article 5 de l'autre loi est antérieure ou concomitante à celle de la partie 5 de la présente loi, cette partie 5 est abrogée.

(9) Si l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi est antérieure à celle de l'article 5 de l'autre loi, à l'entrée en vigueur de cet article 5, la partie 5 de la présente loi est abrogée.

(10) Si l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi est antérieure à celle de l'article 14 de l'autre loi, celui-ci est remplacé par ce qui suit :

14. Toute convention conclue en vertu de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* ou de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* qui est en vigueur à l'entrée en vigueur de l'article 5 de la présente loi est réputée avoir été conclue sous le régime de celle-ci et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'elle prenne fin.

(11) Si la sanction royale de l'autre loi est antérieure ou concomitante à celle de la présente loi, les articles 68 et 69 et le paragraphe 71(1) de la présente loi sont abrogés; toutefois si, à l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi, l'article 1 de l'autre loi n'est pas en vigueur, l'alinéa 146.1(14)a) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* 45 est remplacé par ce qui suit :



(a) in this section, in paragraph 60(x) or in subparagraph 241(4)(d)(vii.1) to the *Canada Education Savings Act*, to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation imposed, under that Act includes a reference to Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act* or to Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*, or to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation imposed, as the case may be, under either of those Parts as it read at the time the reference is relevant; and

(12) If Part 5 of this Act comes into force before the other Act receives royal assent, then, on the day on which the other Act receives royal assent, subsection 146.1(14) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

(14) A reference

(a) in this section, in paragraph 60(x) or in subparagraph 241(4)(d)(vii.1) to the *Canada Education Savings Act*, to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation imposed, under that Act includes a reference to Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act* or to Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*, or to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation imposed, as the case may be, under either of those Parts as it read at the time the reference is relevant; and

(b) in clause (2)(g.1)(ii)(B) to an amount that the Minister designated for the purpose of the *Canada Education Savings Act* approves in writing with respect to an individual includes a reference to an amount that the Minister of Human Resources Development, the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development or the

a) au présent article, à l'alinéa 60x) ou au sous-alinéa 241(4)d)(vii.1), de la *Loi canadienne sur l'épargne-études*, d'une somme versée en vertu de cette loi, du versement ou du remboursement d'une somme en vertu de cette loi ou d'une condition ou obligation imposée par cette loi vaut également mention de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* ou de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*, d'une somme versée en vertu de ces parties, du versement ou du remboursement d'une somme en vertu de ces parties ou d'une condition ou obligation imposée par ces parties, dans leur version en vigueur au moment où la mention est pertinente;

(12) Si l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi est antérieure à la sanction royale de l'autre loi, le paragraphe 146.1(14) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est, à la date de cette sanction, remplacé par ce qui suit :

(14) La mention :

a) au présent article, à l'alinéa 60x) ou au sous-alinéa 241(4)d)(vii.1), de la *Loi canadienne sur l'épargne-études*, d'une somme versée en vertu de cette loi, du versement ou du remboursement d'une somme en vertu de cette loi ou d'une condition ou obligation imposée par cette loi vaut également mention de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* ou de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*, d'une somme versée en vertu de ces parties, du versement ou du remboursement d'une somme en vertu de ces parties ou d'une condition ou obligation imposée par ces parties, dans leur version en vigueur au moment où la mention est pertinente;

b) à la division (2)g.1)(ii)(B), d'un montant que le ministre chargé de l'application de la *Loi canadienne sur l'épargne-études* approuve par écrit relativement au particulier vaut également mention d'un montant que le

Former Act

Ancienne loi



Minister of Human Resources and Skills Development has approved in writing with respect to the individual.

ministre du Développement des ressources humaines, le ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences ou le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a approuvé par écrit relativement au particulier.

(13) If Part 5 of this Act comes into force before subsection 2(1) of the other Act, the definition "CES grant" in that subsection is replaced by the following:

(13) Si l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi est antérieure à celle du paragraphe 2(1) de l'autre loi, la définition 10 de « subvention pour l'épargne-études », à ce paragraphe 2(1), est remplacée par ce qui suit :

"CES grant"  
« subvention  
pour l'épargne-  
études »

"CES grant" means a Canada Education Savings grant payable or paid under section 5 or under Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act* or Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act* as it read immediately before its repeal.

« subvention pour l'épargne-études » Subven- 15  
tion versée ou à verser aux termes de l'article 5 de la présente loi ou de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* ou de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*, dans leur version 20 antérieure à leur abrogation.

« subvention  
pour l'épargne-  
études »  
"CES grant"

#### REPEAL

Repeal

84. The *Department of Human Resources Development Act*, chapter 11 of the Statutes of Canada, 1996, is repealed.

#### ABROGATION

Abrogation

84. La *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*, chapitre 11 des Lois du Canada (1996), est abrogée.

#### COMING INTO FORCE

Order in council

85. This Act, other than sections 82 and 83, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, provided 20 that that day is the same as that fixed under section 70 of the *Department of Social Development Act*.

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

85. La présente loi, à l'exception des 25  
articles 82 et 83, entre en vigueur à la date fixée par décret, mais cette date doit être la même que celle fixée en vertu de l'article 70 de la *Loi sur le ministère du Développement social*. 30

**MAIL** ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-23**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-23**

An Act to establish the Department of Human Resources and  
Skills Development and to amend and repeal certain  
related Acts

---

**AS PASSED**

BY THE HOUSE OF COMMONS -  
JUNE 1, 2005

---

**C-23**

Première session, trente-huitième législature,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**PROJET DE LOI C-23**

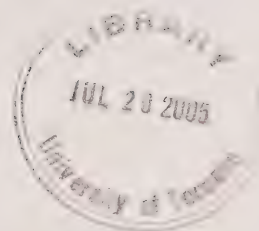
Loi constituant le ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences et modifiant et abro-  
geant certaines lois

---

**ADOPTÉ**

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 1<sup>er</sup> JUIN 2005

---





## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to establish the Department of Human Resources and Skills Development and to amend and repeal certain related Acts*".

## SUMMARY

This enactment establishes the Department of Human Resources and Skills Development over which presides the Minister of Human Resources and Skills Development. It defines the powers, duties and functions of the Minister as well as those of the Minister of Labour and of the Canada Employment Insurance Commission. This enactment also sets out rules for the protection and the making available of personal information obtained under departmental programs.

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi constituant le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences et modifiant et abrogeant certaines lois* ».

## SOMMAIRE

Le texte constitue le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences. Le ministère est placé sous l'autorité du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, dont le texte définit les attributions. Les attributions du ministre du Travail sont également définies ainsi que celles de la Commission de l'assurance-emploi du Canada. Le texte édicte aussi des règles pour la protection et l'accessibilité des renseignements personnels obtenus pour la mise en oeuvre ou l'exécution des programmes du ministère.

## TABLE OF PROVISIONS

## TABLE ANALYTIQUE

### AN ACT TO ESTABLISH THE DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT AND TO AMEND AND REPEAL CERTAIN RELATED ACTS

### LOI CONSTITUANT LE MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET MODIFIANT ET ABROGEANT CERTAINES LOIS

SHORT TITLE		TITRE ABRÉGÉ	
1.	Short title	1.	Titre abrégé
INTERPRETATION		DÉFINITIONS	
2.	Definitions	2.	Définitions
PART 1		PARTIE 1	
DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT		MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
ESTABLISHMENT		MISE EN PLACE	
3.	Department established	3.	Constitution du ministère
4.	Deputy Minister	4.	Sous-ministre
POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER		ATTRIBUTIONS DU MINISTRE	
5.	Powers, duties and functions	5.	Attributions
6.	Powers	6.	Pouvoirs
7.	Programs	7.	Programmes
INTERDEPARTMENTAL SERVICES		SERVICES ENTRE MINISTÈRES	
8.	Services	8.	Prestation et réception de services
COMMITTEES		COMITÉS	
9.	Committees	9.	Comités
GENERAL PROVISIONS		DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
10.	Agreements	10.	Accords
11.	Delegation	11.	Délégation
12.	Oaths and affidavits	12.	Serments et déclarations
13.	Fees for services and use of facilities	13.	Facturation des services et installations
14.	Fees for products, rights and privileges	14.	Facturation des produits, droits et avantages
15.	Fees for regulatory processes and approvals	15.	Facturation des procédés ou autorisations réglementaires
16.	Publication	16.	Publication
17.	Power to make regulations	17.	Pouvoir de prendre des règlements

## PART 2

## MINISTER OF LABOUR

- 18. Minister of Labour
- 19. Programs

## PART 3

## CANADA EMPLOYMENT INSURANCE COMMISSION

## CONTINUATION OF THE COMMISSION

- 20. Commission
- 21. Tenure, remuneration and conditions of office
- 22. Chairperson
- 23. Voting

## POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE COMMISSION

- 24. Powers, duties and functions of the Commission
- 25. Rules
- 26. Agent of Her Majesty

## ORGANIZATION AND OPERATION OF THE COMMISSION

- 27. Head office
- 28. Staff

## AUDIT

- 29. Audit by Auditor General

## PART 4

## PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

- 30. Definitions
- 31. Purpose
- 32. Protection of information
- 33. Availability of information on request of an individual
- 34. Availability of information for a program
- 35. Availability of information to Department of Social Development
- 36. Availability of information to provincial authorities
- 37. Public interest
- 38. Research or statistical purposes
- 39. Use of information for research purposes
- 40. Evidence and production of documents
- 41. Agreements authorizing the obtaining of information
- 42. Offence

## PARTIE 2

## MINISTRE DU TRAVAIL

- 18. Ministre du Travail
- 19. Programmes

## PARTIE 3

## COMMISSION DE L'ASSURANCE-EMPLOI DU CANADA

## MAINTIEN DE LA COMMISSION

- 20. Commission
- 21. Mandat, traitement et conditions d'exercice de la fonction
- 22. Président
- 23. Vote

## ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION

- 24. Attributions
- 25. Règles
- 26. Mandataire de Sa Majesté

## STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT

- 27. Siège
- 28. Personnel

## VÉRIFICATION

- 29. Vérification

## PARTIE 4

## PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

- 30. Définitions
- 31. Objet
- 32. Protection des renseignements
- 33. Particulier
- 34. Mise en oeuvre d'un programme
- 35. Ministère du Développement social
- 36. Communication aux provinces
- 37. Intérêt public
- 38. Travaux de recherche ou de statistique
- 39. Utilisation de renseignements à des fins de recherche
- 40. Dépôts en justice
- 41. Accords pour l'obtention de renseignements
- 42. Infractions



43. Regulations

## PART 5

### CANADA EDUCATION SAVINGS GRANTS

#### INTERPRETATION

44. Definitions

#### PURPOSE OF PART

45. Purpose

#### PAYMENTS

46. Authority to pay CES grants

#### GENERAL

47. Recovery of payments and interest

48. Regulations

## PART 6

### TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEAL AND COMING INTO FORCE

#### TRANSITIONAL PROVISIONS

49. Minister, Deputy Minister and Associate Deputy Minister

50. Canada Employment Insurance Commission — Chairperson

51. Transfer of powers, duties and functions

52. Transfer of appropriations

53. No Minister of Labour

54. Student financial assistance

55. Assistance for long-service employees

56. Repeal of sections 127 and 128 of the *Employment Insurance Act*

57. Canada education savings grant

#### CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

58-61. *Access to Information Act*

62. *Canada Labour Code*

63. *Canada Student Financial Assistance Act*

64. *Employment Insurance Act*

65-67. *Financial Administration Act*

68-71. *Income Tax Act*

72-74. *Privacy Act*

75-76. *Public Sector Compensation Act*

43. Règlements

## PARTIE 5

### SUBVENTION CANADIENNE POUR L'ÉPARGNE-ÉTUDES

#### DÉFINITIONS

44. Définition de « subvention pour l'épargne-études »

#### OBJET

45. Objet

#### VERSEMENTS

46. Autorisation de verser des subventions pour l'épargne-études

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

47. Recouvrement des paiements et des intérêts

48. Règlements

## PARTIE 6

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

49. Ministre, sous-ministre et sous-ministre délégué

50. Président de la Commission

51. Transfert d'attributions

52. Transfert de crédits

53. Absence d'un ministre du Travail

54. Aide financière aux étudiants

55. Allocations aux anciens employés

56. Abrogation des articles 127 et 128 de la *Loi sur l'assurance-emploi*

57. Épargne-études

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES

58-61. *Loi sur l'accès à l'information*

62. *Code canadien du travail*

63. *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*

64. *Loi sur l'assurance-emploi*

65-67. *Loi sur la gestion des finances publiques*

68-71. *Loi de l'impôt sur le revenu*

72-74. *Loi sur la protection des renseignements personnels*

75-76. *Loi sur la rémunération du secteur public*

77. *Salaries Act*  
78. *Canada Student Financial Assistance Regulations*

## CHANGES IN TERMINOLOGY

- 79-81. Changes in terminology

## COORDINATING AMENDMENTS

82. *Public Service Modernization Act*  
83. Bill C-5

## REPEAL

84. *Department of Human Resources Development Act*

## COMING INTO FORCE

85. Order in council

77. *Loi sur les traitements*  
78. *Règlement fédéral sur l'aide financière aux étudiants*

## NOUVELLE TERMINOLOGIE

- 79-81. Nouvelle terminologie

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

82. *Loi sur la modernisation de la fonction publique*  
83. *Projet de loi C-5*

## ABROGATION

84. *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*

## ENTRÉE EN VIGUEUR

85. Décret

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-23

## PROJET DE LOI C-23

An Act to establish the Department of Human Resources and Skills Development and to amend and repeal certain related Acts

Loi constituant le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences et modifiant et abrogeant certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Department of Human Resources and Skills Development Act*.

1. *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*.

Titre abrégé

### INTERPRETATION

### DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Commission”  
« *Commission* »

“Commission” means the Canada Employment Insurance Commission continued by section 20.

« Commission » La Commission de l'assurance-emploi du Canada maintenue par l'article 20.

« Commission »  
“*Commission*”

“Minister”  
« *ministre* »

“Minister” means the Minister of Human Resources and Skills Development.

« ministre » Le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

« ministre »  
“*Minister*”

### PART 1

### PARTIE 1

#### DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT

#### MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

### ESTABLISHMENT

### MISE EN PLACE

Department  
established

3. (1) There is hereby established a department of the Government of Canada called the Department of Human Resources and Skills Development over which the Minister of Human Resources and Skills Development, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

3. (1) Est constitué le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, placé sous l'autorité du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

Constitution du  
ministère



Human  
Resources and  
Skills  
Development  
Canada

(2) The expressions "Human Resources and Skills Development Canada" and "Ressources humaines et Développement des compétences Canada" in any document issued or executed in relation to the powers, duties and functions conferred on the Minister by this or any other Act are deemed to be references to the "Department of Human Resources and Skills Development" and the "ministère des Ressources humaines et du Développement des 10 compétences", respectively.

(2) Les mentions « Ressources humaines et Développement des compétences Canada » et « Human Resources and Skills Development Canada » paraissant sur les documents délivrés 5 ou faits en vertu des attributions que la présente loi ou toute autre loi confère au ministre valent mention, respectivement, du « ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences » et du « Department of Human Resources and Skills Development ». 10

Ressources  
humaines et  
Développement  
des compétences  
Canada

Minister

(3) The Minister holds office during pleasure and has the management and direction of the Department.

(3) Le ministre occupe sa charge à titre amovible; il assure la direction et la gestion du ministère.

Ministre

Deputy Minister

4. (1) The Governor in Council may appoint 15 an officer called the Deputy Minister of Human Resources and Skills Development to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.

4. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre des 15 Ressources humaines et du Développement des compétences; celui-ci est l'administrateur général du ministère.

Sous-ministre

Associate  
Deputy  
Ministers

(2) The Governor in Council may appoint 20 one or more Associate Deputy Ministers of Human Resources and Skills Development to hold office during pleasure and each shall have the rank and status of a deputy head of a department and exercise, under the Deputy 25 Minister of Human Resources and Skills Development, the powers and perform the duties and functions as deputies of the Minister and otherwise that the Minister may specify.

(2) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un ou plusieurs sous-ministres 20 délégués des Ressources humaines et du Développement des compétences, avec rang et statut d'administrateurs généraux de ministère. Placés sous l'autorité du sous-ministre des Ressources humaines et du Développement 25 des compétences, ils exercent, à titre de représentants du ministre ou à tout autre titre, les attributions que celui-ci leur confère.

Sous-ministres  
délégués

Deputy Minister  
of Labour

(3) The Governor in Council may designate 30 the Deputy Minister of Human Resources and Skills Development or one of the Associate Deputy Ministers to be Deputy Minister of Labour.

(3) Le gouverneur en conseil peut désigner 30 comme sous-ministre du Travail le sous-ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences ou l'un des sous-ministres délégués.

Sous-ministre du  
Travail

#### POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE MINISTER

#### ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

Powers, duties  
and functions

5. (1) The powers, duties and functions of 35 the Minister extend to and include all matters relating to human resources and skills development in Canada over which Parliament has jurisdiction and which are not by law assigned to any other Minister, department, board or 40 agency of the Government of Canada.

5. (1) Les attributions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de 35 compétence du Parlement liés aux ressources humaines et au développement des compétences au Canada ne ressortissant pas de droit à d'autres ministres, ministères ou organismes fédéraux. 40

Attributions

Exercise of  
powers

(2) The Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions assigned by subsection (1) with a view to improving the standard of living and quality of life of all 45

(2) Ces attributions sont exercées en vue de relever le niveau de vie de tous les Canadiens et d'améliorer leur qualité de vie en faisant la promotion du développement d'une main-

Exercice des  
attributions

	Canadians by promoting a highly skilled and mobile workforce and an efficient and inclusive labour market.	d'oeuvre hautement qualifiée et mobile, ainsi que d'un marché du travail efficient et favorable à l'intégration.	
Powers	<p>6. In exercising the powers and performing the duties or functions assigned to the Minister under this or any other Act, the Minister may</p> <p>(a) subject to the <i>Statistics Act</i>, collect, analyse, interpret, publish and distribute information relating to human resources and skills development; and</p> <p>(b) cooperate with provincial authorities with a view to coordinating efforts for human resources and skills development.</p>	<p>6. Dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi ou toute autre loi, le ministre peut :</p> <p>a) sous réserve de la <i>Loi sur la statistique</i>, collecter, analyser, interpréter, publier et diffuser de l'information sur les ressources humaines et le développement des compétences;</p> <p>b) collaborer avec les autorités provinciales en vue de coordonner les efforts visant les ressources humaines et le développement des compétences.</p>	Pouvoirs
Programs	<p>7. The Minister may, in exercising the powers and performing the duties and functions assigned by this Act, establish and implement programs designed to support projects or other activities that contribute to the development of the human resources of Canada and the skills of Canadians, and the Minister may make grants and contributions in support of the programs.</p>	<p>7. Le ministre peut, dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi, concevoir et réaliser des programmes destinés à appuyer les projets ou autres activités qui contribuent au développement des ressources humaines au Canada et au développement des compétences des Canadiens et accorder des subventions et des contributions pour les appuyer.</p>	Programmes
<div>INTERDEPARTMENTAL SERVICES</div> <div>SERVICES ENTRE MINISTÈRES</div>			
Services	<p>8. (1) The Department and the Commission may provide services to, and receive services from, the Department of Social Development.</p>	<p>8. (1) Le ministère et la Commission peuvent fournir des services au ministère du Développement social et en recevoir de celui-ci.</p>	Prestation et réception de services
Amounts recovered	<p>(2) The Minister may, with the approval of the Treasury Board, fix the amounts or the manner of determining the amounts to be recovered for services provided to the Department of Social Development. The amounts may not exceed the cost of providing the services.</p>	<p>(2) Avec l'approbation du Conseil du Trésor, le ministre peut fixer la somme ou le mode de calcul de la somme à recouvrer pour les services que le ministère ou la Commission fournissent au ministère du Développement social. La somme ne peut excéder le coût des services fournis.</p>	Sommes à recouvrer
Amounts received	<p>(3) Subject to conditions imposed by the Treasury Board, any amounts received by the Department for services may be used by the Department for its purposes.</p>	<p>(3) Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministère peut dépenser à ses fins les sommes perçues.</p>	Utilisation
<div>COMMITTEES</div> <div>COMITÉS</div>			
Committees	<p>9. (1) The Minister may establish advisory and other committees and provide for their membership, duties, functions and operation.</p>	<p>9. (1) Le ministre peut constituer des comités consultatifs ou autres, et en prévoir la composition, les attributions et le fonctionnement.</p>	Comités

Remuneration	(2) Members of a committee shall be paid, in connection with their work for the committee, the remuneration that may be fixed by the Governor in Council.	(2) Les membres de ces comités reçoivent, pour l'exercice de leurs attributions, la rémunération que peut fixer le gouverneur en conseil.	Rémunération
Travel, living and other expenses	(3) Members of a committee are entitled to be reimbursed, in accordance with Treasury Board directives, for the travel, living and other expenses incurred in connection with their work for the committee while absent, in the case of full-time members, from their ordinary place of work or, in the case of part-time members, from their ordinary place of residence.	(3) Ils sont indemnisés des frais, notamment des frais de déplacement et de séjour, entraînés par l'exercice de leurs attributions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel, conformément aux directives du Conseil du Trésor.	Indemnités

## GENERAL PROVISIONS

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Agreements	10. For the purpose of facilitating the formulation, coordination and implementation of any program or policy relating to the powers, duties and functions conferred by this Act, the Minister may enter into agreements with a province or a provincial public body, financial institutions and other persons or bodies that the Minister considers appropriate.	10. En vue de faciliter la formulation, la coordination et l'application des politiques et programmes relatifs aux attributions que lui confère la présente loi, le ministre peut conclure un accord avec une province, un organisme public provincial, une institution financière ou toute personne ou tout organisme de son choix.	Accords
Delegation	11. The Minister may authorize the Minister of Labour, the Commission or any other person or body, or member of a class of persons or bodies, to exercise any power or perform any duty or function of the Minister.	11. Le ministre peut déléguer ses attributions, à titre individuel ou collectif, au ministre du Travail, à la Commission ou à toute autre personne ou à tout autre organisme qu'il désigne.	Délégation
Oaths and affidavits	12. A person or member of a class of persons employed by the Department and authorized by the Deputy Minister and any other person or member of a class of persons authorized by the Minister may, in the course of their duties, administer oaths and take and receive affidavits, declarations and affirmations for the purposes of or incidental to the performance of their duties, and every person so authorized has for those purposes all the powers of a commissioner for administering oaths or taking affidavits.	12. Toute personne ou tout membre d'une catégorie de personnes employée par le ministre et autorisée par le sous-ministre, de même que toute autre personne ou tout autre membre d'une catégorie de personnes autorisée par le ministre, peut, dans l'exercice de ses fonctions et à des fins liées ou accessoires à cet exercice, faire prêter des serments et recevoir des déclarations sous serment, solennelles ou autres. À cet effet, ces personnes disposent des pouvoirs d'un commissaire aux serments.	Serments et déclarations
Fees for services and use of facilities	13. (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for a service or the use of a facility provided by the Minister, the Department, the Commission or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.	13. (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de services ou d'installations par lui-même, le ministère, la Commission ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.	Facturation des services et installations



Amount not to exceed cost	(2) Fees that are fixed under subsection (1) may not exceed the cost to Her Majesty in right of Canada of providing the service or the use of the facility.	(2) Le prix fixé dans le cadre du paragraphe (1) ne peut excéder les coûts supportés par Sa Majesté du chef du Canada pour la fourniture des services ou des installations.	Plafonnement
Fees for products, rights and privileges	14. The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for products, rights and privileges provided by the Minister, the Department, the Commission or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.	5 14. Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, fixer le prix à payer pour la fourniture de produits ou l'attribution de droits ou d'avantages par lui-même, le ministère, la Commission 10 ou tout autre organisme fédéral dont il est, du moins en partie, responsable.	5 Facturation des produits, droits et avantages
Fees for regulatory processes and approvals	15. (1) The Minister may, subject to any regulations that the Treasury Board may make for the purposes of this section, fix the fees to be paid for regulatory processes or approvals provided by the Minister, the Department, the Commission or any other board or agency of the Government of Canada for which the Minister has responsibility.	15 15. (1) Le ministre peut, sous réserve des règlements d'application du présent article éventuellement pris par le Conseil du Trésor, 15 fixer le prix à payer pour la fourniture de procédés réglementaires ou l'attribution d'autorisations réglementaires par lui-même, le ministère, la Commission ou tout autre organisme 20 fédéral dont il est, du moins en partie, 20 responsable.	Facturation des procédés ou autorisations réglementaires
Amount	(2) Fees that are fixed under subsection (1) may not in the aggregate exceed an amount sufficient to compensate Her Majesty in right of Canada for any reasonable outlays incurred by Her Majesty for providing the regulatory 25 processes or approvals.	(2) Les prix fixés dans le cadre du paragraphe (1) ne peuvent dépasser, dans l'ensemble, une somme suffisante pour indemniser Sa Majesté du chef du Canada des dépenses 25 entraînées pour elle par la fourniture des procédés réglementaires ou l'attribution des autorisations réglementaires.	Plafonnement
Publication	16. (1) The Minister shall, within thirty days after the day on which the Minister fixes a fee under any of sections 13 to 15, publish the fee in the <i>Canada Gazette</i> .	16. (1) Dans les trente jours suivant la date de fixation d'un prix dans le cadre des articles 13 à 15, le ministre publie celui-ci dans la 30 <i>Gazette du Canada</i> .	Publication
Reference to Scrutiny Committee	(2) A fee fixed under any of sections 13 to 15 shall stand referred to the Committee referred to in section 19 of the <i>Statutory Instruments Act</i> to be reviewed and scrutinized as if it were a statutory instrument.	(2) Le comité visé à l'article 19 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> est saisi d'office des prix fixés dans le cadre des articles 13 à 15 pour 35 que ceux-ci fassent l'objet de l'étude et du 35 contrôle prévus pour les textes réglementaires.	Renvoi en comité
Power to make regulations	17. The Treasury Board may make regulations for the purposes of sections 13 to 15.	17. Le Conseil du Trésor peut prendre des règlements pour l'application des articles 13 à 15.	Pouvoir de prendre des règlements 40

PART 2

MINISTER OF LABOUR

Minister of Labour  
18. (1) A Minister of Labour may be appointed by commission under the Great Seal to hold office during pleasure.

PARTIE 2

MINISTRE DU TRAVAIL

18. (1) Il peut être nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre 40 du Travail.  
Ministre du Travail

Powers, duties  
and functions

(2) The powers, duties and functions of the Minister of Labour extend to and include all matters relating to labour over which Parliament has jurisdiction and which are not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada. They are to be exercised with the objective of promoting safe, healthy, fair, stable, cooperative and productive workplaces.

No Minister of  
Labour  
appointed

(3) If no Minister of Labour is appointed 10 under subsection (1),

(a) the Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions of the Minister of Labour; and

(b) every reference to the Minister of Labour 15 in any Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Minister. 20

Use of  
departmental  
services and  
facilities

(4) The Minister of Labour shall make use of the services and facilities of the Department and may authorize employees of the Department to exercise any power or perform any duty or function of the Minister of Labour. 25

Programs

19. The Minister of Labour may, in exercising the powers and performing the duties and functions assigned by subsection 18(2), establish and implement programs designed to support projects or other activities that promote 30 safe, healthy, fair, stable, cooperative and productive workplaces, and the Minister may make grants and contributions in support of the programs.

(2) Les attributions du ministre du Travail s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement liés au travail et ne ressortissant pas de droit à d'autres 5 ministères ou organismes fédéraux et sont exercées en vue de promouvoir la sécurité, la santé, l'équité, la stabilité, la productivité et la coopération en milieu de travail.

Attributions

(3) S'il n'est pas nommé de ministre du Travail en application du paragraphe (1): 10

a) le ministre exerce les attributions de celui-ci;

b) la mention de celui-ci dans les lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application vaut mention, sauf indication 15 contraire du contexte, du ministre.

Absence d'un  
ministre du  
Travail

(4) Le ministre du Travail fait usage des services et installations du ministère et peut déléguer ses attributions à des fonctionnaires du ministère. 20

Utilisation des  
services et  
installations du  
ministère

19. Le ministre du Travail peut, dans le cadre des attributions que lui confère le paragraphe 18(2), concevoir et réaliser des programmes destinés à appuyer les projets ou autres activités qui contribuent à la promotion de la sécurité, de 25 la santé, de l'équité, de la stabilité, de la productivité et de la coopération en milieu de travail et accorder des subventions et des contributions pour les appuyer.

Programmes

### PART 3

#### CANADA EMPLOYMENT INSURANCE COMMISSION

##### CONTINUATION OF THE COMMISSION

Commission

20. (1) The Canada Employment Insurance 35 Commission, consisting of four commissioners to be appointed by the Governor in Council, is continued.

Commissioners

(2) The four commissioners shall be

### PARTIE 3

#### COMMISSION DE L'ASSURANCE-EMPLOI DU CANADA

##### MAINTIEN DE LA COMMISSION

20. (1) La Commission de l'assurance- 30 emploi du Canada est maintenue. Elle est composée de quatre commissaires nommés par le gouverneur en conseil.

(2) Les quatre commissaires sont les suivants: le sous-ministre des Ressources humai- 35 nes et du Développement des compétences, qui

Commissaires

- (a) the Deputy Minister of Human Resources and Skills Development, who shall be the Chairperson of the Commission;
- (b) an Associate Deputy Minister, who shall be the Vice-Chairperson of the Commission;
- (c) a person appointed after consultation with organizations representative of workers; and
- (d) a person appointed after consultation with organizations representative of employers.

est le président de la Commission, un sous-ministre délégué, qui en est le vice-président, une personne nommée après consultation des organisations ouvrières et une autre nommée après consultation des organisations patronales.

Employment Insurance Canada

(3) The expressions “Employment Insurance Canada” and “Assurance-emploi Canada” in any document issued or executed in relation to the matters set out in section 24 are deemed to be references to the “Canada Employment Insurance Commission” and the “Commission de l’assurance-emploi du Canada”, respectively.

(3) Les mentions « Assurance-emploi Canada » et « Employment Insurance Canada » paraissant sur les documents délivrés ou faits en vertu des attributions prévues à l’article 24 valent mention, respectivement, de la « Commission de l’assurance-emploi du Canada » et de la « Canada Employment Insurance Commission ».

Assurance-emploi Canada

Tenure, remuneration and conditions of office

21. (1) Commissioners, other than the Chairperson and Vice-Chairperson,

21. (1) Les commissaires, à l’exception du président et du vice-président :

Mandat, traitement et conditions d’exercice de la fonction

- (a) shall be appointed by the Governor in Council to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years but may be removed by the Governor in Council at any time for cause;
- (b) are eligible for reappointment on the expiration of each term of office;
- (c) shall receive the remuneration that is fixed by the Governor in Council;
- (d) are deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*; and
- (e) shall devote the whole of their time to the performance of the duties and functions of the office of commissioner and shall not accept or hold any office or employment or carry on any activity inconsistent with their duties and functions.

- a) sont nommés à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans par le gouverneur en conseil, sous réserve de révocation motivée de sa part;
- b) peuvent recevoir un nouveau mandat;
- c) reçoivent le traitement fixé par le gouverneur en conseil;
- d) sont réputés appartenir à la fonction publique pour l’application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à l’administration publique fédérale pour l’application de la *Loi sur l’indemnisation des agents de l’État* et des règlements pris en vertu de l’article 9 de la *Loi sur l’aéronautique*;
- e) se consacrent exclusivement à leurs fonctions de commissaire et ne détiennent ni n’acceptent de charge ou d’emploi — ni n’exercent d’activité — incompatibles avec celles-ci.



Tenure,  
remuneration  
and conditions  
of office —  
acting

(2) In the event of the absence or incapacity of a commissioner other than the Chairperson or Vice-Chairperson or if the office is vacant, the Governor in Council may designate a person to act as a commissioner for the period of the absence, incapacity or vacancy and the person so designated has and may exercise all the powers and perform all the duties and functions of a commissioner, unless the Governor in Council specifies otherwise.

10

Chairperson

**22.** (1) The Chairperson of the Commission is the chief executive officer of the Commission. The Chairperson supervises the work of the Commission and presides at its meetings.

Vice-  
Chairperson

(2) The Vice-Chairperson of the Commission exercises the powers and performs the duties and functions under the Chairperson that the Chairperson may specify.

Acting  
Chairperson

(3) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson or if the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson has and may exercise all the powers and perform all the duties and functions of the Chairperson.

Acting Vice-  
Chairperson

(4) In the event of the absence or incapacity of the Vice-Chairperson, if the office of Vice-Chairperson is vacant or if the Vice-Chairperson is acting as Chairperson pursuant to subsection (3), the Governor in Council may designate a person to act as Vice-Chairperson for the period of the absence, incapacity or vacancy or the period during which the Vice-Chairperson is acting as Chairperson, and the person so designated has and may exercise all the powers and perform all the duties and functions of the Vice-Chairperson, unless the Governor in Council specifies otherwise.

Voting

**23.** The Vice-Chairperson may not vote at any meeting of the Commission unless the Vice-Chairperson is acting for or on behalf of the Chairperson.

40

#### POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE COMMISSION

Powers, duties  
and functions of  
the Commission

**24.** (1) The Commission shall exercise the powers and perform the duties and functions

(2) En cas d'absence ou d'empêchement d'un commissaire autre que le président ou le vice-président ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut désigner comme suppléant une personne qui, sauf indication contraire de celui-ci, est investie de toutes les attributions du commissaire.

Suppléance

5

**22.** (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission; il en contrôle les activités et en préside les réunions.

Président

10

(2) Le vice-président exerce, sous l'autorité du président, les attributions que celui-ci lui assigne.

Vice-président

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.

Suppléance du  
président

15

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du vice-président ou de vacance de son poste ou lorsque le vice-président remplace le président en application du paragraphe (3), le gouverneur en conseil peut désigner comme suppléant une personne qui, sauf indication contraire de celui-ci, est investie de toutes les attributions du vice-président.

Suppléance du  
vice-président

20

**23.** Le vice-président n'a voix délibérative dans les réunions que s'il remplace ou représente le président.

Vote

#### ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION

**24.** (1) La Commission exerce les attributions qui lui sont conférées :

Attributions

	<p>(a) that are required by the Minister or by or pursuant to an Act of Parliament in relation to employment insurance, employment services and the development and utilization of labour market resources; and</p> <p>(b) that are required by order of the Governor in Council or by or pursuant to an Act of Parliament in relation to other matters.</p>	5	<p>a) par le ministre ou en application d'une loi fédérale, en ce qui concerne l'assurance-emploi, les services de placement et la création, la mise en oeuvre et l'optimisation des moyens humains au Canada;</p> <p>b) en toute autre matière, aux termes d'un décret ou en application d'une loi fédérale.</p>	5	
Agreements with other countries	<p>(2) With the approval by order of the Governor in Council, the Commission may, notwithstanding any other Act of Parliament, enter into agreements with the governments of other countries to establish reciprocal arrangements relating to any matter set out in subsection (1).</p>	10	<p>(2) Malgré toute autre loi fédérale, la Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil donnée par décret, conclure avec des gouvernements étrangers des accords de réciprocité concernant les matières visées au paragraphe (1).</p>	10	Accords avec d'autres pays
Directions to Commission	<p>(3) The Commission shall comply with any directions given to it from time to time by the Minister respecting the exercise of its powers or the performance of its duties and functions.</p>	15	<p>(3) Pour l'exercice de ses attributions, la Commission se conforme aux instructions qui lui sont données par le ministre à cet égard.</p>	15	Instructions
Rules	<p>25. (1) The Commission may make rules respecting the calling of meetings of the Commission and generally respecting the conduct of its business.</p>	20	<p>25. (1) La Commission peut établir des règles régissant la convocation de ses réunions et la conduite de ses activités en général.</p>	20	Règles
Minutes of meetings	<p>(2) Minutes shall be recorded of all formal meetings of the Commission.</p>	25	<p>(2) La Commission doit tenir procès-verbal de toutes ses réunions officielles.</p>	20	Procès-verbal
Agent of Her Majesty	<p>26. (1) The Commission is a body corporate and is for all purposes an agent of Her Majesty in right of Canada and it may exercise its powers only as an agent of Her Majesty in that right.</p>	30	<p>26. (1) La Commission est dotée de la personnalité morale; elle est, à toutes fins, mandataire de Sa Majesté du chef du Canada et ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.</p>	25	Mandataire de Sa Majesté
Contracts	<p>(2) The Commission may, on behalf of Her Majesty in right of Canada, enter into contracts in the name of Her Majesty or in the name of the Commission.</p>		<p>(2) La Commission peut, pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, conclure des contrats en son propre nom ou au nom de Sa Majesté.</p>		Contrats
ORGANIZATION AND OPERATION OF THE COMMISSION			STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT		
Head office	<p>27. (1) The head office of the Commission shall be in the National Capital Region as described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> or at any other place in Canada that may be designated by order of the Governor in Council.</p>	35	<p>27. (1) Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i>, ou en tout autre lieu au Canada désigné par le gouverneur en conseil.</p>	30	Siège

Residence of commissioners	(2) Each commissioner shall reside in the National Capital Region or at the place designated by the Governor in Council under subsection (1), or within reasonable commuting distance of that region or place.	(2) Les commissaires résident dans la région de la capitale nationale, dans le lieu désigné par le gouverneur en conseil aux termes du paragraphe (1) ou à une distance raisonnable de cette région ou de ce lieu.	Résidence des commissaires
Staff	28. (1) The officers and employees necessary for the proper conduct of the business of the Commission shall be employees of the Department.	28. (1) Le personnel nécessaire à la bonne marche de la Commission est fourni par le ministère.	Personnel
Agents	(2) The Commission may enter into contracts with agents in or for locations where the Commission considers it desirable to do so.	(2) La Commission peut, lorsqu'elle le juge opportun en certains endroits, s'assurer par contrat les services de représentants locaux.	Représentants
Delegation	(3) The Commission may authorize any person or body, or member of a class of persons or bodies, to exercise powers or perform duties and functions of or delegated to the Commission, and any such authorized person or body or class of persons or bodies may exercise specified powers or perform specified duties and functions.	(3) La Commission peut déléguer ses attributions — qu'elles lui soient propres ou déjà déléguées —, à titre individuel ou collectif, à toute personne ou à tout organisme qu'elle désigne.	Délégation

## AUDIT

## VÉRIFICATION

Audit by Auditor General	29. The Auditor General of Canada shall annually audit the accounts and financial transactions of the Commission for the previous fiscal year. The Auditor General shall also audit the Employment Insurance Account established by section 71 of the <i>Employment Insurance Act</i> , and a report of that audit shall be made to the Minister.	29. Le vérificateur général examine chaque année les comptes et les opérations financières de la Commission pour l'exercice précédent; il examine également, pour la même période, le Compte d'assurance-emploi créé par l'article 71 de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et en fait rapport au ministre.	Vérification
--------------------------	---	---	--------------

## PART 4

## PARTIE 4

## PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION

## PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Definitions	30. (1) The following definitions apply in this Part.	30. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"administration" « mise en œuvre »	"administration", in respect of programs, includes development, operation and evaluation.	« fonctionnaire public » Quiconque occupe une fonction ou est employé dans une institution fédérale et tout particulier désigné par règlement ou membre d'une catégorie de particuliers désignée par règlement.	« fonctionnaire public » "public officer"
"federal institution" « institution fédérale »	"federal institution" means a department or any other body referred to in a schedule to the <i>Financial Administration Act</i> .	« institution fédérale » Ministère ou tout autre organisme mentionnés dans une annexe de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	« institution fédérale » "federal institution"



"information" « renseignements »	"information" means personal information as defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i> , except that the portion of that definition between paragraphs (i) and (j) shall be read as "but, for the purposes of this Part, does not include".	« mise en oeuvre » S'agissant de programmes, sont assimilées à la mise en oeuvre la conception, l'élaboration et l'évaluation.	« mise en oeuvre » "administration"
"program" « programme »	"program", except in subsection (2), means any program the administration or enforcement of which is the responsibility of the Minister or the Commission and includes any legislation, policy or activity the administration or enforcement of which is their responsibility.	« programme » Sauf au paragraphe (2), s'entend de tout programme dont la mise en oeuvre ou l'exécution relèvent du ministre ou de la Commission; y sont assimilées les lois, orientations ou activités dont la mise en oeuvre ou l'exécution relèvent de l'un ou de l'autre.	« programme » "program"
"public officer" « fonctionnaire public »	"public officer" means an officer or employee of a federal institution, a prescribed individual or a member of a prescribed class of individuals.	« renseignements » S'entend de renseignements personnels au sens de l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , le passage figurant entre les alinéas i) et j) de la définition étant réputé être ainsi libellé : « toutefois, il demeure entendu que, pour l'application de la présente partie, les renseignements ne comprennent pas les renseignements concernant : ».	« renseignements » "information"
Interpretation	(2) For the purposes of this Part, a reference to the Minister includes the Minister of Labour in respect of any program, legislation, policy or activity the administration or enforcement of which is the responsibility of the Minister of Labour.	(2) Pour l'application de la présente partie, toute mention du ministre vaut mention du ministre du Travail pour ce qui est des programmes, des lois, des orientations ou des activités dont la mise en oeuvre ou l'exécution relèvent de lui.	Précision
Exclusion	(3) This Part does not apply to the making available of information referred to in subsection 139(5) of the <i>Employment Insurance Act</i> .	(3) La présente partie ne s'applique pas aux renseignements rendus accessibles en vertu du paragraphe 139(5) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> .	Exclusion
Purpose	31. This Part sets out the rules that apply to the protection and the making available of information that is obtained by the Minister or the Commission under a program or prepared from that information. This Part also sets out principles for the use of information for research purposes.	31. La présente partie édicte les règles de protection et d'accessibilité des renseignements obtenus par le ministre ou la Commission dans le cadre d'un programme ou tirés de tels renseignements sous son régime; elle prévoit également des principes relatifs à l'utilisation de renseignements à des fins de recherche.	Objet
Protection of information	32. Information is privileged and shall not be made available except as authorized by this Part.	32. Les renseignements sont protégés et ne peuvent être rendus accessibles que si la présente partie l'autorise.	Protection des renseignements
Availability of information on request of an individual	33. (1) In addition to an individual's right of access under section 12 of the <i>Privacy Act</i> , and subject to the exemptions and exclusions provided in that Act, information may be made available to the individual on their request in writing to the Minister.	33. (1) Sur demande écrite adressée au ministre par le particulier, les renseignements peuvent être rendus accessibles à celui-ci sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> . Ce droit s'ajoute au droit d'accès que donne au particulier l'article 12 de cette loi.	Particulier

Availability of information to representatives and members of Parliament

(2) On the conditions that the Minister considers advisable, and subject to the exemptions and exclusions provided in the *Privacy Act*, information may be made available to an individual or their representative, or to a member of Parliament inquiring on behalf of an individual, if the information is relevant to the making of an application or the receipt of a benefit or other assistance by the individual under a program, or is relevant to any other matter that affects the individual under a program.

(2) Les renseignements peuvent être rendus accessibles, aux conditions que le ministre estime indiquées et sous réserve des exceptions et exclusions prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à un particulier ou à son représentant ou au parlementaire fédéral qui les demande au nom du particulier, dans la mesure où ils sont liés à la présentation d'une demande par le particulier, au versement de prestations à celui-ci, à une autre forme d'aide dans le cadre d'un programme ou à une autre question qui concerne le particulier en vertu de ce programme.

Particuliers, représentants et parlementaires fédéraux

Availability of information for a program

34. (1) Information may be made available to any person or body for the administration or enforcement of the program for which it was obtained or prepared.

34. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à quiconque pour la mise en oeuvre ou l'exécution du programme dans le cadre duquel ils ont été obtenus ou préparés.

Mise en oeuvre d'un programme

Availability of information within the Department

(2) Information may be made available to the Commission or a public officer of the Department for the administration or enforcement of a program.

(2) Les renseignements peuvent être rendus accessibles à la Commission ou à tout fonctionnaire public du ministère pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'un programme.

Au sein du ministère

Availability of information to Department of Social Development

35. (1) Information may be made available to the Minister of Social Development, or any public officer of the Department of Social Development, for the administration or enforcement of the *Canada Pension Plan*, the *Old Age Security Act* or a program as defined in section 24 of the *Department of Social Development Act*.

35. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles au ministre du Développement social ou à tout fonctionnaire public de ce ministère pour la mise en oeuvre ou l'exécution du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et d'un programme au sens de l'article 24 de la *Loi sur le ministère du Développement social*.

Ministère du Développement social

Availability of information to other federal institutions

(2) Information may be made available to a minister or a public officer of a prescribed federal institution, other than the Department of Social Development, for the administration or enforcement of a prescribed federal or provincial law or activity if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the federal institution.

(2) Si le ministre l'estime indiqué, les renseignements peuvent, pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi ou d'une activité fédérales ou provinciales visées par règlement, être rendus accessibles à tout ministre ou fonctionnaire public de toute autre institution fédérale visée par règlement aux conditions dont sont convenus le ministre et l'institution.

Autres institutions fédérales

Secondary release of information

(3) Information obtained under subsection (2) shall not be made available to any other person or body unless the Minister considers it advisable, the information is made available for the same purpose and it is subject to conditions agreed upon by the Minister and the federal institution.

(3) Les renseignements obtenus dans le cadre du paragraphe (2) ne peuvent être rendus accessibles à quiconque que si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, que s'ils le sont aux fins visées à ce paragraphe et aux conditions dont sont convenus le ministre et l'institution fédérale.

Accès à d'autres personnes



Availability of information to provincial authorities	<p>36. (1) Information may be made available to the government of a province, or to a public body created under the law of a province, for the administration or enforcement of a federal law or activity or a provincial law if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the government or body.</p>	<p>36. (1) Les renseignements peuvent être rendus accessibles — pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi ou d'une activité fédérales ou d'une loi provinciale — au gouvernement d'une province ou à un organisme public créé sous le régime d'une loi provinciale, si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions dont sont convenus le ministre et le gouvernement ou l'organisme.</p>	Communication aux provinces
Availability of information to foreign states and bodies	<p>(2) Information may be made available to the government of a foreign state, an international organization of states or an international organization established by the governments of states, or any institution of any such government or organization, for the administration or enforcement of a law if the Minister considers it advisable and the information is made available subject to conditions agreed upon by the Minister and the government, organization or institution.</p>	<p>(2) Les renseignements peuvent, pour la mise en oeuvre ou l'exécution d'une loi, être rendus accessibles à un État étranger, à une organisation internationale d'États ou de gouvernements ou à l'un de leurs organismes si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, sont rendus accessibles aux conditions dont sont convenus le ministre et cet État, cette organisation internationale ou cet organisme.</p>	Communication à des pays étrangers, organisations internationales, etc.
Secondary release of information	<p>(3) Information obtained under this section by a government, public body, organization or institution shall not be made available to any other person or body unless the Minister considers it advisable, the information is made available for the same purpose and it is subject to conditions agreed upon by the Minister and the government, public body, organization or institution.</p>	<p>(3) Les renseignements obtenus dans le cadre du présent article ne peuvent être rendus accessibles à quiconque que si le ministre l'estime indiqué et, le cas échéant, que s'ils le sont aux fins visées aux paragraphes (1) ou (2) et aux conditions dont sont convenus le ministre et le gouvernement, l'État, l'organisme ou l'organisation internationale, selon le cas.</p>	Accès à d'autres personnes
Public interest	<p>37. (1) Despite sections 33 to 36, information may be made available if the Minister is of the opinion that the public interest in disclosure clearly outweighs any invasion of privacy that could result from the disclosure or that disclosure would clearly benefit the individual to whom the information relates.</p>	<p>37. (1) Par dérogation aux articles 33 à 36, les renseignements peuvent toujours être rendus accessibles si le ministre estime que l'intérêt du public à la communication justifierait nettement une éventuelle violation de la vie privée ou que la communication profiterait nettement au particulier visé par les renseignements.</p>	Intérêt public
Notice of disclosure	<p>(2) The Minister shall notify the Privacy Commissioner appointed under section 53 of the <i>Privacy Act</i> in writing of any disclosure of information under subsection (1) prior to the disclosure where reasonably practicable or in any other case without delay after the disclosure. The Privacy Commissioner may, if he or she deems it appropriate, notify the individual to whom the information relates of the disclosure.</p>	<p>(2) Dans le cas prévu au paragraphe (1), le ministre donne un préavis écrit de la communication des renseignements au Commissaire à la protection de la vie privée nommé en vertu de l'article 53 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> si les circonstances le justifient; sinon, il en avise par écrit le Commissaire immédiatement après la communication. La décision de mettre au courant le particulier concerné est laissée à l'appréciation du Commissaire.</p>	Avis au Commissaire à la protection de la vie privée



Research or  
statistical  
purposes

38. Information may be made available for research or statistical purposes to any person or body, including a person or body referred to in subsection 35(2) or (3) or section 36, if

- (a) the Minister is of the opinion that the research or statistical purposes are consistent with the principles set out in paragraphs 39(1)(a) to (e);
- (b) the Minister is of the opinion that the purpose for which the information is made available cannot reasonably be accomplished unless the information is provided in a form that may identify the individual to whom it relates; and
- (c) the information is made available subject to conditions set out in an agreement between the Minister and the person or body, and the person or body undertakes in the agreement not to subsequently disclose the information in a form that could reasonably be expected to identify the individual to whom it relates.

Use of  
information for  
research  
purposes

39. (1) The use of information by the Minister and by public officers of the Department for policy analysis, research or evaluation purposes shall be guided by the following principles:

- (a) the object of the policy analysis, research or evaluation is consistent with the powers, duties and functions of the Minister;
- (b) the use of the information is consistent with any agreement under which the information was obtained;
- (c) the results of the policy analysis, research or evaluation will be made available only in accordance with the provisions of this Part and any agreements under which the information was obtained;
- (d) the policy analysis, research or evaluation would be difficult or impossible if the information were not used;
- (e) the policy analysis, research or evaluation is in the public interest.

38. Les renseignements peuvent être rendus accessibles à toute personne ou à tout organisme, y compris ceux visés aux paragraphes 35(2) ou (3) ou à l'article 36, pour des travaux de recherche ou de statistique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le ministre estime que les travaux de recherche ou de statistique sont conformes aux principes énoncés aux alinéas 39(1)a) à e);
- b) le ministre estime que les fins auxquelles les renseignements sont rendus accessibles ne peuvent être normalement atteintes que si ceux-ci sont donnés sous une forme qui permette d'identifier le particulier qu'ils concernent;
- c) les renseignements sont rendus accessibles aux conditions fixées dans un accord conclu entre le ministre et la personne ou l'organisme en question dans lequel la personne ou l'organisme s'engage notamment auprès du ministre à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification d'un particulier.

39. (1) L'utilisation de renseignements par le ministre et les fonctionnaires publics du ministère à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques s'inspire des principes suivants :

- a) l'objet de l'évaluation, de la recherche ou de l'analyse est conforme aux attributions du ministre;
- b) l'utilisation satisfait aux exigences des accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;
- c) les résultats ne peuvent être rendus accessibles qu'en conformité avec la présente partie et les accords en vertu desquels les renseignements ont été obtenus;
- d) l'évaluation, la recherche ou l'analyse seraient difficiles ou même impossibles sans l'utilisation des renseignements;
- e) l'évaluation, la recherche ou l'analyse sont dans l'intérêt du public.

Travaux de  
recherche ou de  
statistique

Utilisation de  
renseignements à  
des fins de  
recherche

Use	(2) Unless authorized by the Minister, a public officer shall not use information for the purpose of policy analysis, research or evaluation if the information would allow an individual to be identified.	(2) Le fonctionnaire public ne peut, sauf s'il a été autorisé par le ministre, utiliser à des fins d'évaluation, de recherche ou d'analyse des politiques des renseignements qui permettent 5 l'identification d'un particulier.	Utilisation 5
Restriction	(3) Information that is used for policy analysis, research or evaluation purposes shall not be used for any administrative purpose as defined in section 3 of the <i>Privacy Act</i> .	(3) Les renseignements visés au paragraphe (1) ne peuvent pas être utilisés à des fins administratives au sens de l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> .	Restriction 10
Evidence and production of documents	40. Despite any other Act or law, the Minister, the members of the Commission and public officers shall not be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to information that is privileged under section 32 or to produce a statement 15 or other writing that contains any such privileged information unless the Minister considers that it is appropriate to do so or the legal proceeding directly concerns the administration or enforcement of a program.	40. Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé du ministre, des membres de la Commission ni d'un fonctionnaire public de déposer en justice au sujet des renseignements protégés au titre de l'article 32 15 ni de produire des déclarations écrites ou autres documents contenant ces renseignements, sauf si le ministre l'estime indiqué ou s'il s'agit d'une procédure se rapportant directement à la mise en oeuvre ou à l'exécution d'un pro- 20 gramme.	Dépositions en justice 15 20
Agreements authorizing the obtaining of information	41. The Minister may enter into agreements to obtain information for the administration or enforcement of a program with federal institutions, governments of provinces or public bodies created under provincial law, govern- 25 ments of foreign states, international organizations of states or international organizations established by the governments of states, any institution of any such government or organization, and other persons or bodies.	41. Le ministre peut, en vue d'obtenir des renseignements pour la mise en oeuvre ou l'exécution de programmes, conclure des accords avec des institutions fédérales, des 25 gouvernements provinciaux, des organismes publics créés sous le régime d'une loi provinciale, des États étrangers, des organisations internationales d'États ou de gouvernements ou l'un de leurs organismes ou encore avec tout 30 autre organisme ou toute autre personne.	Accords pour l'obtention de renseignements 25 30
Offence	42. (1) Every person or body commits an offence if they knowingly make available information that is privileged under this Part, or knowingly use or allow such information to be used, otherwise than in accordance with this 35 Part or a condition or agreement referred to in subsection 33(2) or section 35, 36 or 38.	42. (1) Commet une infraction quiconque sciemment rend accessibles, utilise ou permet qu'on utilise des renseignements protégés par la présente partie contrairement à celle-ci, aux 35 conditions visées au paragraphe 33(2) ou aux articles 35, 36 ou 38, ou à tout accord visé à ces dispositions.	Infractions 35
Punishment — individuals	(2) An individual who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 40 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.	(2) Le particulier qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur 40 déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.	Peines : particuliers 40

Punishment —  
others

(3) A body or a person, other than an individual, who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction to a fine of not more than \$100,000.

(3) Toute autre personne ou tout organisme qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$.

Peines :  
personnes ou  
organismes

5

Regulations

**43.** The Governor in Council may, by regulation, prescribe

**43.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

(a) individuals or classes of individuals for the purpose of the definition "public officer" in subsection 30(1); and

a) désigner tout particulier ou toute catégorie de particuliers pour l'application de la définition de « fonctionnaire public » au paragraphe 30(1);

(b) federal institutions to which the information referred to in subsection 35(2) may be made available, and the federal or provincial laws or activities for whose administration or enforcement the information may be made available.

b) préciser, pour l'application du paragraphe 35(2), les institutions fédérales à qui les renseignements visés à ce paragraphe peuvent être rendus accessibles et les lois ou activités fédérales ou provinciales pour la mise en oeuvre ou l'exécution desquelles ils peuvent l'être.

15

## PART 5

### CANADA EDUCATION SAVINGS GRANTS

## PARTIE 5

### SUBVENTION CANADIENNE POUR L'ÉPARGNE-ÉTUDES

#### INTERPRETATION

#### DÉFINITIONS

Definitions

**44.** (1) The following definitions apply in this Part.

**44.** (1) Pour l'application de la présente partie, « subvention pour l'épargne-études » s'entend de la subvention versée ou à verser aux termes du paragraphe 46(1).

Définition de  
« subvention  
pour l'épargne-  
études »

"CES grant"  
« subvention  
pour l'épargne-  
études »

"CES grant" means a grant payable or paid under subsection 46(1).

"prescribed"  
Version anglaise  
seulement

"prescribed" means prescribed by regulations of the Governor in Council.

Income Tax Act  
expressions

(2) Unless the contrary intention appears,

(2) Sauf indication contraire :

Terminologie

(a) an expression in this Part that is defined for the purposes of section 146.1 of the *Income Tax Act* has the same meaning in this Part as it has for the purposes of that section; and

a) les termes de la présente partie qui sont définis pour l'application de l'article 146.1 de 25 la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'entendent au sens de cet article;

(b) all other expressions in this Part have the same meanings as in the *Income Tax Act*.

b) les autres termes de la présente partie s'entendent au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

30



PURPOSE OF PART	OBJET	
Purpose	<p><b>45.</b> The purpose of this Part is to provide, through financial assistance, an incentive to individuals to finance the post-secondary education of children from an early age by means of savings in registered education savings plans.</p> <p><b>45.</b> La présente partie a pour objet d'encourager les particuliers, par l'octroi d'une aide financière, à financer les études postsecondaires des enfants en se constituant, dès le premier âge de ceux-ci, de l'épargne dans les régimes enregistrés d'épargne-études.</p>	Objet
PAYMENTS	VERSEMENTS	
Authority to pay CES grants	<p><b>46.</b> (1) Subject to this Part and the regulations, on application to the Minister in a form and manner approved by the Minister, the Minister may, on any terms and conditions that the Minister may specify by agreement between the Minister and the trustee of a trust governed by a registered education savings plan, pay a grant to the trustee for the benefit of the trust in respect of contributions made to the plan in 1998 or a subsequent year by subscribers under the plan in respect of a beneficiary under the plan, other than a beneficiary who was 17 years of age or older at the end of the preceding year, of an amount not exceeding the lesser of</p> <p>(a) 20% of the contributions made in the 20 year, and</p> <p>(b) the amount of</p> <p>(i) if the year is 1998, \$400, and</p> <p>(ii) in any other case, \$800.</p> <p>(2) No CES grant may be paid in respect of a contribution in respect of a beneficiary under a registered education savings plan unless</p> <p>(a) the beneficiary's Social Insurance Number is provided to the Minister; and</p> <p>(b) the beneficiary is resident in Canada at the time the contribution is made.</p> <p>(3) The Minister may in prescribed circumstances pay interest, determined in accordance with prescribed rules, in respect of a CES grant.</p> <p><b>46.</b> (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements, le ministre peut, sur demande qui lui est adressée en la forme et selon les modalités qu'il approuve, verser au fiduciaire d'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-études une subvention au profit de la fiducie, au titre des cotisations que versent au régime en 1998 ou au cours d'une année postérieure des souscripteurs du régime à l'égard d'un bénéficiaire âgé de moins de dix-sept ans à la fin de l'année précédente. Cette subvention est versée selon les modalités que le ministre peut fixer dans une convention conclue avec le fiduciaire et ne peut excéder la moins élevée des sommes suivantes :</p> <p>a) 20 % des cotisations versées au cours de l'année;</p> <p>b) la somme applicable suivante :</p> <p>(i) 400 \$ pour 1998,</p> <p>(ii) 800 \$ pour les années postérieures.</p> <p>(2) La subvention pour l'épargne-études ne peut être versée au titre d'une cotisation versée à l'égard d'un bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-études que si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) le numéro d'assurance sociale du bénéficiaire est fourni au ministre;</p> <p>b) le bénéficiaire réside au Canada au moment du versement de la cotisation.</p> <p>(3) Le ministre peut, dans les circonstances prévues par règlement, verser sur une subvention pour l'épargne-études des intérêts calculés selon les modalités réglementaires.</p>	Autorisation de verser des subventions pour l'épargne-études
Where no grant payable	<p>(2) No CES grant may be paid in respect of a contribution in respect of a beneficiary under a registered education savings plan unless</p> <p>(a) the beneficiary's Social Insurance Number is provided to the Minister; and</p> <p>(b) the beneficiary is resident in Canada at the time the contribution is made.</p> <p>(3) The Minister may in prescribed circumstances pay interest, determined in accordance with prescribed rules, in respect of a CES grant.</p> <p>(2) La subvention pour l'épargne-études ne peut être versée au titre d'une cotisation versée à l'égard d'un bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-études que si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) le numéro d'assurance sociale du bénéficiaire est fourni au ministre;</p> <p>b) le bénéficiaire réside au Canada au moment du versement de la cotisation.</p> <p>(3) Le ministre peut, dans les circonstances prévues par règlement, verser sur une subvention pour l'épargne-études des intérêts calculés selon les modalités réglementaires.</p>	Conditions
Interest	<p>(3) The Minister may in prescribed circumstances pay interest, determined in accordance with prescribed rules, in respect of a CES grant.</p> <p>(3) Le ministre peut, dans les circonstances prévues par règlement, verser sur une subvention pour l'épargne-études des intérêts calculés selon les modalités réglementaires.</p>	Intérêts

## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Recovery of  
payments and  
interest

47. An amount required to be repaid to the Minister under this Part or under an agreement entered into under this Part and any interest due in respect of the amount constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.

47. La somme à rembourser au ministre aux termes de la présente partie ou d'une convention conclue sous son régime, et les intérêts exigibles afférents, constituent une créance de Sa Majesté du chef du Canada et sont recouvrables à ce titre devant la Cour fédérale ou devant tout autre tribunal compétent.

Recouvrement  
des paiements et  
des intérêts

Regulations

48. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purpose and provisions of this Part and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

48. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente partie et notamment :

Règlements

(a) prescribing any matter or thing that by this Part is to be or may be prescribed;

a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;

(b) establishing conditions that must be met by a registered education savings plan and by persons in respect of the plan before a CES grant may be paid in respect of the plan;

b) prévoir les conditions à remplir par un régime enregistré d'épargne-études et par des personnes relativement au régime avant qu'une subvention pour l'épargne-études puisse être versée relativement au régime;

(c) establishing the manner of determining the amount of a CES grant that may be paid in respect of contributions to registered education savings plans;

c) établir le mode de calcul de la subvention pour l'épargne-études qui peut être versée au titre de cotisations à des régimes enregistrés d'épargne-études;

(d) specifying terms and conditions to be included in agreements entered into between a trustee under a registered education savings plan and the Minister relating to the terms and conditions applicable to the payment of a CES grant and specifying, for inclusion in the agreements, in addition to any other conditions that the Minister deems appropriate, the obligations of a trustee under an agreement;

d) préciser les modalités à inclure dans les conventions conclues entre le fiduciaire d'un régime enregistré d'épargne-études et le ministre concernant les modalités applicables au versement d'une subvention pour l'épargne-études et fixer les obligations — à inclure dans les conventions avec les autres conditions que le ministre juge indiquées — du fiduciaire dans le cadre d'une convention;

(e) specifying circumstances under which all or part of any amount paid under this Part is to be repaid to the Minister; and

e) préciser les circonstances dans lesquelles tout ou partie de la somme versée aux termes de la présente partie est à rembourser au ministre;

(f) establishing, for the purpose of determining an amount required to be repaid under this Part in respect of CES grants, the manner of determining the portion, if any, of an educational assistance payment made under a registered education savings plan that is attributable to CES grants.

f) établir, aux fins de calcul de la somme à rembourser aux termes de la présente partie relativement à des subventions pour l'épargne-études, le mode de calcul de la partie éventuelle d'un paiement d'aide aux études effectué dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-études qui est imputable à des subventions pour l'épargne-études.

PART 6

TRANSITIONAL PROVISIONS,  
CONSEQUENTIAL AND RELATED  
AMENDMENTS, COORDINATING  
AMENDMENTS, REPEAL AND COMING  
INTO FORCE

TRANSITIONAL PROVISIONS

Minister, Deputy  
Minister and  
Associate  
Deputy Minister

49. (1) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office of Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development, Deputy Minister of Human Resources and Skills Development or Associate Deputy Minister of Human Resources and Skills Development, is deemed to have been appointed under this Act as Minister of Human Resources and Skills Development, Deputy Minister of Human Resources and Skills Development or Associate Deputy Minister of Human Resources and Skills Development, respectively, on that day.

Minister of  
Labour

(2) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office of Minister of Labour is deemed to have been appointed under this Act as Minister of Labour on that day.

Employees

(3) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who occupied, immediately before the day on which this section comes into force, a position in the portion of the public service of Canada known as the Department of Human Resources and Skills Development, except that the employee on that day shall occupy that position in the Department of Human Resources and Skills Development.

Canada  
Employment  
Insurance  
Commission —  
Chairperson

50. (1) The person acting as Chairperson of the Canada Employment Insurance Commission under subsection 25(3) of the *Department of Human Resources Development Act*

PARTIE 6

DISPOSITIONS TRANSITOIRES,  
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET  
CONNEXES, DISPOSITIONS DE  
COORDINATION, ABROGATION ET  
ENTRÉE EN VIGUEUR

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Ministre, sous-  
ministre et sous-  
ministre délégué

49. (1) Les personnes occupant, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, les charges de ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, de sous-ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de sous-ministre délégué des Ressources humaines et du Développement des compétences sont, à compter de cette entrée en vigueur, réputées avoir été nommées, en vertu de la présente loi, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, sous-ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et sous-ministre délégué des Ressources humaines et du Développement des compétences, respectivement.

Ministre du  
Travail

(2) La personne occupant, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, la charge de ministre du Travail est, à compter de cette entrée en vigueur, réputée avoir été nommée ministre du Travail en vertu de la présente loi.

Fonctionnaires

(3) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste au sein du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom de ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, à la différence près que, à compter de cette entrée en vigueur, ils l'occupent au sein du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Président de la  
Commission

50. (1) La personne agissant à titre de président de la Commission de l'assurance-emploi du Canada en vertu du paragraphe 25(3) de la *Loi sur le ministère du Développe-*



immediately before the day on which this section comes into force shall become Chairperson of the Commission on that day.

Vice-Chairperson

(2) The person acting as Vice-Chairperson of the Canada Employment Insurance Commission under subsection 25(4) of the *Department of Human Resources Development Act* immediately before the day on which this section comes into force shall become Vice-Chairperson of the Commission on that day.

Other commissioners

(3) The commissioners of the Canada Employment Insurance Commission who were appointed after consultations with worker and employer organizations and who held office immediately before the day on which this section comes into force shall continue in office for the remainder of the terms for which they were appointed.

Transfer of powers, duties and functions

51. Any power, duty or function that, immediately before the day on which this section comes into force, was vested in or exercisable by the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development, the Deputy Minister, an Associate Deputy Minister or an employee of the portion of the public service of Canada known as the Department of Human Resources and Skills Development, under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, is, on that day, vested in and exercisable by the Minister of Human Resources and Skills Development, Deputy Minister, Associate Deputy Minister or employee of the Department of Human Resources and Skills Development, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, Deputy Minister, Associate Deputy Minister or employee of the public service of Canada to exercise that power or perform that duty or function.

Transfer of appropriations

52. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the

*ment des ressources humaines* immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article devient président de la Commission à compter de cette entrée en vigueur.

5 Vice-président de la Commission

(2) La personne agissant à titre de vice-président de la Commission de l'assurance-emploi du Canada en vertu du paragraphe 25(4) de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article devient vice-président de la Commission à compter de cette entrée en vigueur.

Autres commissaires

(3) Le membre de la Commission de l'assurance-emploi du Canada nommé après consultation des organisations ouvrières et celui nommé après consultation des organisations patronales qui sont en poste immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont maintenus en poste jusqu'à la fin du mandat pour lequel ils ont été nommés.

Transfert d'attributions

51. Les attributions qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, étaient conférées, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'une règle ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, au sous-ministre, au sous-ministre délégué ou à un fonctionnaire du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom de ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences sont, à compter de cette entrée en vigueur, conférées au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, au sous-ministre ou au sous-ministre délégué ou au fonctionnaire du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, selon le cas, sauf décret chargeant de ces attributions un autre ministre, sous-ministre ou sous-ministre délégué, ou un fonctionnaire d'un autre secteur de l'administration publique fédérale.

Transfert de crédits

52. Les sommes affectées — et non engagées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, par

Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the portion of the public service of Canada known as the Department of Human Resources and Skills Development and that, on the day on which this section comes into force, is unexpended, is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Department of Human Resources and Skills Development.

No Minister of Labour

53. (1) If no Minister of Labour is appointed pursuant to subsection 18(1), wherever, in any contract, lease, licence or other document, a power, duty or function is vested in or may be exercised or performed by the Minister of Labour in relation to any matter to which the powers, duties and functions of the Minister of Human Resources and Skills Development extend by virtue of this Act, the power, duty or function is vested in or may be exercised or performed by the Minister of Human Resources and Skills Development, unless the Governor in Council by order designates another minister to exercise that power or perform that duty or function.

No Deputy Minister of Labour

(2) If no Deputy Minister of Labour is designated under subsection 4(3), wherever, under any Act of Parliament, any instrument made under an Act of Parliament or any contract, lease, licence or other document, a power, duty or function is vested in or may be exercised or performed by the Deputy Minister of Labour in relation to any matter to which the powers, duties and functions of the Minister of Human Resources and Skills Development extend by virtue of this Act, the power, duty or function is vested in or may be exercised or performed by the Deputy Minister of Human Resources and Skills Development, unless the Governor in Council by order designates another deputy minister to exercise that power or perform that duty or function.

Student financial assistance

54. The repeal of paragraph 15(k) of the *Canada Student Financial Assistance Act* and section 41 of the *Canada Student Financial Assistance Regulations* does not affect the

toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom de ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences sont réputées être affectées aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Absence d'un ministre du Travail

53. (1) S'il n'est pas nommé de ministre du Travail en application du paragraphe 18(1), les attributions qui lui ont été conférées au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, dans les domaines relevant des attributions du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences aux termes de la présente loi, sont exercées par celui-ci, à moins que le gouverneur en conseil n'en charge par décret un autre ministre.

Absence d'un sous-ministre du Travail

(2) S'il n'est pas désigné de sous-ministre du Travail en application du paragraphe 4(3), les attributions qui lui ont été conférées en vertu d'une loi ou de ses textes d'application ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, dans les domaines relevant des attributions du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences aux termes de la présente loi, sont exercées par le sous-ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, à moins que le gouverneur en conseil n'en charge par décret un autre sous-ministre.

Aide financière aux étudiants

54. L'abrogation de l'alinéa 15k) de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et de l'article 41 du *Règlement fédéral sur l'aide financière aux étudiants* ne porte pas atteinte à la validité de la collecte, de l'utilisation et de



validity of the collection, use and disclosure of information, or the authorization of a borrower, made under those provisions.

Assistance for  
long-service  
employees

55. The repeal of the *Department of Human Resources Development Act* does not affect the authority of the Minister to make periodic income assistance payments pursuant to an agreement made under section 33 of that Act prior to the coming into force of this section.

Repeal of  
sections 127 and  
128 of the  
*Employment  
Insurance Act*

56. The repeal of sections 127 and 128 of the *Employment Insurance Act* does not affect the validity of a disclosure of information, or an agreement for the purpose of making information available, made under those sections by the Minister of Human Resources Development or the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development.

Canada  
education  
savings grant

57. The repeal of the *Department of Human Resources Development Act* does not affect the validity of an agreement made under section 33.5 of that Act by the Minister of Human Resources Development or the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development.

#### CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

R.S., c. A-1

#### *Access to Information Act*

1996, c. 11, s. 44

58. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading “Departments and Ministries of State”:

Department of Human Resources Development  
*Ministère du Développement des ressources  
humaines*

59. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “Departments and Ministries of State”:

la communication de renseignements et de l'autorisation donnée par un emprunteur en vertu de ces dispositions.

55. L'abrogation de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* ne porte pas atteinte au pouvoir du ministre de faire des versements périodiques aux termes des accords conclus en vertu de l'article 33 de cette loi avant l'entrée en vigueur du présent article.

Allocations aux  
anciens  
employés

10

56. L'abrogation des articles 127 et 128 de la *Loi sur l'assurance-emploi* ne porte pas atteinte à la validité des communications faites par le ministre du Développement des ressources humaines ou le ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences en vertu de ces articles ni à la validité des accords conclus par ces ministres pour rendre des renseignements accessibles en vertu de ces articles.

Abrogation des  
articles 127 et  
128 de la *Loi sur  
l'assurance-  
emploi*

57. L'abrogation de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* ne porte pas atteinte à la validité des accords conclus par le ministre du Développement des ressources humaines et le ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences en vertu de l'article 33.5 de cette loi.

Épargne-études

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES

#### *Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

58. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « Ministères et départements d'État », de ce qui suit :

Ministère du Développement des ressources  
humaines  
*Department of Human Resources Develop-  
ment*

59. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Ministères et départements d'État », de ce qui suit :

1996, ch. 11,  
art. 44

35

40



	Department of Human Resources and Skills Development <i>Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences</i>	Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences <i>Department of Human Resources and Skills Development</i>	
SOR/2003-423	<b>60. Schedule I to the Act is amended by striking out the following under the heading “Other Government Institutions”:</b>	<b>60. L’annexe I de la même loi est modifiée par suppression, sous l’intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :</b>	5 DORS/2003-423
	Department of Human Resources and Skills Development <i>Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences</i>	Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences <i>Department of Human Resources and Skills Development</i>	
1998, c. 21, s. 73	<b>61. Schedule II to the Access to Information Act is amended by striking out the reference to</b>	<b>61. L’annexe II de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :</b>	1998, ch. 21, art. 73
	Department of Human Resources Development Act <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines <i>Department of Human Resources Development Act</i>	15
	<b>and the corresponding reference to “section 33.5”.</b>	<b>ainsi que de la mention « article 33.5 » en regard de ce titre de loi.</b>	20
R.S., c. L-2	<b>Canada Labour Code</b>	<b>Code canadien du travail</b>	L.R., ch. L-2
	<b>62. Section 144 of the Canada Labour Code is amended by adding the following after subsection (5):</b>	<b>62. L’article 144 du Code canadien du travail est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :</b>	20
Personal information	(5.1) If the results referred to in subsection (5) contain information within the meaning of Part 4 of the <i>Department of Human Resources and Skills Development Act</i> , the disclosure of that information is governed by Part 4 of that Act.	(5.1) Si les résultats visés au paragraphe (5) contiennent des renseignements au sens de la partie 4 de la <i>Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences</i> , la communication de ces renseignements est régie par cette partie 4.	Renseignements personnels 25
1994, c. 28	<b>Canada Student Financial Assistance Act</b>	<b>Loi fédérale sur l’aide financière aux étudiants</b>	1994, ch. 28
	<b>63. Paragraph 15(k) of the Canada Student Financial Assistance Act is repealed.</b>	<b>63. L’alinéa 15k) de la Loi fédérale sur l’aide financière aux étudiants est abrogé.</b>	30
1996, c. 23	<b>Employment Insurance Act</b>	<b>Loi sur l’assurance-emploi</b>	1996, ch. 23
1996, c. 23, par. 189(e)	<b>64. Sections 127 and 128 of the Employment Insurance Act are repealed.</b>	<b>64. Les articles 127 et 128 de la Loi sur l’assurance-emploi sont abrogés.</b>	1996, ch. 23, al. 189e)
R.S., c. F-11	<b>Financial Administration Act</b>	<b>Loi sur la gestion des finances publiques</b>	L.R., ch. F-11
1996, c. 11, s. 55	<b>65. Schedule I to the Financial Administration Act is amended by striking out the following:</b>	<b>65. L’annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques est modifiée par suppression de ce qui suit :</b>	1996, ch. 11, art. 55 35

Department of Human Resources Development  
Ministère du Développement des ressources  
humaines

Ministère du Développement des ressources  
humaines  
Department of Human Resources Develop-  
ment

**66. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

**66. L'annexe I de la même loi est modifiée 5  
par adjonction, selon l'ordre alphabétique,  
de ce qui suit :**

Department of Human Resources and Skills  
Development  
Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences

Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences  
Department of Human Resources and Skills 10  
Development

SOR/2003-419,  
420

**67. Schedule I.1 to the Act is amended by 10  
striking out the reference to**

**67. L'annexe I.1 de la même loi est 10  
modifiée par suppression de ce qui suit :**

DORS/2003-  
419, 420

Department of Human Resources and Skills  
Development  
Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences

Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences 15  
Department of Human Resources and Skills  
Development

**and the corresponding reference to "Minister  
of State to be styled Minister of Human  
Resources and Skills Development".**

**ainsi que de la mention « Le ministre d'État  
portant le titre de ministre des Ressources  
humaines et du Développement des compé- 20  
tences » en regard de ce secteur.**

R.S., c. 1  
(5th Supp.)

### *Income Tax Act*

### *Loi de l'impôt sur le revenu*

L.R., ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)

**68. Paragraph 60(x) of the *Income Tax Act*  
is replaced by the following:**

**68. L'alinéa 60x) de la *Loi de l'impôt sur le*  
20 *revenu* est remplacé par ce qui suit :**

Repayment  
under  
Department of  
Human  
Resources and  
Skills  
Development Act

(x) the total of all amounts each of which is  
an amount paid by the taxpayer in the year as  
a repayment, under Part 5 of the *Department  
of Human Resources and Skills Development  
Act*, of an amount that was included because 25  
of subsection 146.1(7) in computing the  
taxpayer's income for the year or a preceding  
taxation year.

x) le total des montants représentant chacun  
une somme versée par le contribuable au 25  
cours de l'année au titre du remboursement,  
en vertu de la partie 5 de la *Loi sur le  
ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences*, d'une  
somme qui a été incluse par l'effet du 30  
paragraphe 146.1(7) dans le calcul du revenu  
du contribuable pour l'année ou pour une  
année d'imposition antérieure.

Remboursement  
en vertu de la  
*Loi sur le  
ministère des  
Ressources  
humaines et du  
Développement  
des compétences*

**69. (1) The definition "contribution" in  
subsection 146.1(1) of the Act is replaced by 30  
the following:**

**69. (1) La définition de « cotisation », au  
paragraphe 146.1(1) de la même loi, est 35  
remplacée par ce qui suit :**

"contribution"  
« cotisation »

"contribution", into an education savings plan,  
does not include an amount paid into the plan  
by the Minister of Human Resources and Skills  
Development under Part 5 of the *Department of 35  
Human Resources and Skills Development Act*;

« cotisation » N'est pas une cotisation à un  
régime d'épargne-études la somme que le  
ministre des Ressources humaines et du Déve-  
loppement des compétences verse au régime en 40  
vertu de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des  
Ressources humaines et du Développement des  
compétences*.

« cotisation »  
"contribution"

**(2) Paragraph (c.1) of the definition “trust” in subsection 146.1(1) of the Act is replaced by the following:**

(c.1) the repayment of amounts under Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*;

**(3) Clause 146.1(2)(g.1)(ii)(B) of the Act is replaced by the following:**

(B) the total of the payment and all other educational assistance payments 10 made under a registered educational savings plan of the promoter to or for the individual in the 12-month period that ends at that time does not exceed \$5,000 or any greater amount that the 15 Minister of Human Resources and Skills Development approves in writing with respect to the individual;

**(4) Paragraph 146.1(12.1)(e) of the Act is replaced by the following:**

(e) a day on which a person fails to comply with a condition or an obligation, imposed under Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act* that applies with respect to a registered education 25 savings plan,

**(5) Section 146.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (13.1):**

(14) A reference

(a) in this section, in paragraph 60(x) or in 30 subparagraph 241(4)(d)(vii.1) to Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*, to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation 35 imposed, under that Part includes a reference to Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act*, or to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or 40 an obligation imposed, as the case may be, under that Part as it read at the time the reference is relevant; and

**(2) L’alinéa c.1) de la définition de «fiducie», au paragraphe 146.1(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

c.1) le remboursement de sommes en vertu de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des 5 Ressources humaines et du Développement des compétences*;

**(3) La division 146.1(2)g.1(ii)(B) de la même loi est remplacée par ce qui suit :**

(B) le total du paiement et des autres 10 paiements d’aide aux études versés au particulier, ou pour son compte, dans le cadre d’un régime enregistré d’épargne-études du promoteur au cours de la période de douze mois se terminant au 15 moment du versement ne dépasse pas 5 000 \$ ou tout autre montant supérieur que le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences approuve par écrit relativement au 20 particulier;

**(4) L’alinéa 146.1(12.1)e) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :**

e) le jour où une personne ne remplit pas une des conditions ou obligations imposées par la 25 partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* à l’égard d’un régime enregistré d’épargne-études.

**(5) L’article 146.1 de la même loi est 30 modifié par adjonction, après le paragraphe (13.1), de ce qui suit :**

(14) La mention :

a) au présent article, à l’alinéa 60x) ou au sous-alinéa 241(4)d)(vii.1), de la partie 5 de 35 la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*, d’une somme versée en vertu de cette partie, du versement ou du remboursement d’une somme en vertu de cette partie ou 40 d’une condition ou obligation imposée par cette partie vaut également mention de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*, d’une somme versée en vertu de cette partie, 45 du versement ou du remboursement d’une somme en vertu de cette partie ou d’une



(b) in clause (2)(g.1)(ii)(B) to an amount that the Minister of Human Resources and Skills Development approves in writing with respect to an individual includes a reference to an amount that the Minister of Human Resources Development or the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development has approved in writing with respect to the individual.

**70. The portion of subsection 237(1) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:**

apply to the Canada Employment Insurance Commission in prescribed form and manner for the assignment to the individual of a Social Insurance Number unless the individual has previously been assigned, or made application to be assigned, a Social Insurance Number.

**71. (1) Subparagraph 241(4)(d)(vii.1) of the Act is replaced by the following:**

(vii.1) to an official of the Department of Human Resources and Skills Development or to a prescribed official solely for the purpose of the administration or enforcement of Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*,

condition ou obligation imposée par cette partie, dans sa version en vigueur au moment où la mention est pertinente;

b) à la division (2)g.1(ii)(B), d'un montant que le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences approuve par écrit relativement au particulier vaut également mention d'un montant que le ministre du Développement des ressources humaines ou le ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a approuvé par écrit relativement au particulier.

**70. Le paragraphe 237(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**237. (1)** Tout particulier, à l'exclusion d'une fiducie, qui réside ou est employé au Canada à un moment donné d'une année d'imposition et qui produit une déclaration de revenu en vertu de la partie I pour l'année ou concernant lequel une personne est tenue par une disposition réglementaire prise en application de l'alinéa 221(1)d) de remplir une déclaration de renseignements doit demander, sur le formulaire prescrit et selon les modalités réglementaires, à la Commission de l'assurance-emploi du Canada de lui attribuer un numéro d'assurance sociale, s'il n'en a pas déjà un ou s'il n'en a pas déjà fait la demande. Cette demande doit être faite au plus tard le premier février de 30 l'année suivant l'année pour laquelle la déclaration de revenu doit être produite ou dans les 15 jours après que la personne a enjoint au particulier de fournir son numéro d'assurance sociale.

Numéro  
d'assurance  
sociale

**71. (1) Le sous-alinéa 241(4)d)(vii.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(vii.1) à un fonctionnaire du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences ou à un fonctionnaire visé par règlement, mais uniquement en vue de l'application ou de l'exécution de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*,

(2) Subparagraph 241(4)(d)(x) of the Act is replaced by the following:

(x) to an official of the Canada Employment Insurance Commission, the Department of Human Resources and Skills Development or the Department of Social Development, solely for the purpose of the administration or enforcement of the *Employment Insurance Act*, an employment program of the Government of Canada or the evaluation or formation of policy for that Act or program,

(2) Le sous-alinéa 241(4)d)(x) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(x) à un fonctionnaire de la Commission de l'assurance-emploi du Canada ou à un fonctionnaire du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences ou du ministère du Développement social, mais uniquement en vue de l'application ou de l'exécution de la *Loi sur l'assurance-emploi* ou d'un programme d'emploi du gouvernement fédéral, ou en vue de l'évaluation ou de la formulation de la politique concernant cette loi ou un tel programme,

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

1996, c. 11, s. 78 72. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading “*Departments and Ministries of State*”:

Department of Human Resources Development  
*Ministère du Développement des ressources humaines*

15 72. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère du Développement des ressources humaines  
*Department of Human Resources Development*

73. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Departments and Ministries of State*”:

Department of Human Resources and Skills Development  
*Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*

25 73. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences  
*Department of Human Resources and Skills Development*

74. The schedule to the Act is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:

Department of Human Resources and Skills Development  
*Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*

30 74. L'annexe de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences  
*Department of Human Resources and Skills Development*

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

1996, c. 11, s. 82 75. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading “*Departments*”:

75. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Department of Human Resources Development  
*Ministère du Développement des ressources  
humaines*

Ministère du Développement des ressources  
humaines  
*Department of Human Resources Develop-  
ment*

76. Schedule I to the Act is amended by  
adding the following in alphabetical order  
under the heading “Departments”:

76. L’annexe I de la même loi est modifiée 5  
par adjonction, selon l’ordre alphabétique,  
sous l’intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Department of Human Resources and Skills  
Development  
*Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences*

Ministère des Ressources humaines et du  
Développement des compétences  
*Department of Human Resources and Skills 10  
Development*

R.S., c. S-3 *Salaries Act* *Loi sur les traitements* L.R., ch. S-3

2001, c. 20, s. 29 77. Paragraph 4(2)(z.2) of the *Salaries Act*  
is replaced by the following:  
(z.2) the Minister of Human Resources and  
Skills Development.

77. L’alinéa 4(2)z.2) de la *Loi sur les 5  
traitements* est remplacé par ce qui suit :  
z.2) le ministre des Ressources humaines et  
du Développement des compétences. 15

SOR/95-329 *Canada Student Financial Assistance  
Regulations*

*Règlement fédéral sur l’aide financière aux 10  
étudiants* DORS/95-329

SOR/2000-290,  
s. 23; SOR/  
2004-120, s. 8 78. Section 41 of the *Canada Student 15  
Financial Assistance Regulations* and the  
heading before it are repealed.

78. L’article 41 du *Règlement fédéral sur 10  
l’aide financière aux étudiants* et l’intertitre le  
précédant sont abrogés. DORS/2000-  
290, art. 23;  
DORS/2004-  
120, art. 8

*Changes in Terminology*

*Nouvelle terminologie*

Replacement of  
“Department of  
Human  
Resources  
Development”

79. The expression “Department of Hu-  
man Resources Development” is replaced by  
the expression “Department of Human Re- 20  
sources and Skills Development” wherever it  
occurs in the following provisions:

79. Dans les passages ci-après, « *ministère 20  
du Développement des ressources humai-  
nes* » est remplacé par « *ministère des  
Ressources humaines et du Développement  
des compétences* » : Terminologie :  
ministère des  
Ressources  
humaines et du  
Développement  
des compétences

- (a) in the *Canada Labour Code*,
- (i) subsection 70.1(1), and
- (ii) the definition “regional director” in 25  
section 166;
- (b) subsection 28(1) of the *Canadian Hu-  
man Rights Act*;
- (c) paragraph 107(5)(i) of the *Customs 30  
Act*;
- (d) paragraph 46(2)(c) of the *Hazardous  
Materials Information Review Act*; and
- (e) in the *Labour Adjustment Benefits Act*,
- (i) subsection 28(2), and
- (ii) subsection 28(5). 35

- a) dans le *Code canadien du travail* :
- (i) le paragraphe 70.1(1), 25
- (ii) la définition de « *directeur régio-  
nal* » à l’article 166;
- b) le paragraphe 28(1) de la *Loi cana-  
dienne sur les droits de la personne*;
- c) l’alinéa 107(5)i) de la *Loi sur les 30  
douanes*;
- d) l’alinéa 46(2)c) de la *Loi sur le contrôle  
des renseignements relatifs aux matières  
dangereuses*;
- e) dans la *Loi sur les prestations d’adapta- 35  
tion pour les travailleurs* :
- (i) le paragraphe 28(2),



Replacement of "Minister of Human Resources Development"			(ii) le paragraphe 28(5).		
			5	80. Dans les passages ci-après, « ministre du Développement des ressources humaines » est remplacé par « ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences » :	Terminologie : ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
	80. The expression "Minister of Human Resources Development" is replaced by the expression "Minister of Human Resources and Skills Development" wherever it occurs in the following provisions:				
	(a) in the <i>Budget Implementation Act, 1998</i> ,			a) dans la <i>Loi d'exécution du budget de 1998</i> :	
	(i) the definition "Ministers" in subsection 2(1), and			(i) la définition de « ministres » au paragraphe 2(1),	10
	(ii) subsection 38(2);	10		(ii) le paragraphe 38(2);	
	(b) subsection 212(2) of the <i>Canada Labour Code</i> ;			b) le paragraphe 212(2) du <i>Code canadien du travail</i> ;	
	(c) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the <i>Canada Student Loans Act</i> ;			c) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> ;	15
	(d) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the <i>Employment Insurance Act</i> ;	15		d) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ;	
	(e) section 3 of the <i>Government Annuities Act</i> ;			e) l'article 3 de la <i>Loi relative aux rentes sur l'État</i> ;	20
	(f) in the <i>Income Tax Act</i> ,			f) dans la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> :	
	(i) subparagraph 118.5(1)(a)(ii), and	20		(i) le sous-alinéa 118.5(1)a)(ii),	
	(ii) subparagraph (a)(ii) of the definition "designated educational institution" in subsection 118.6(1);			(ii) le sous-alinéa a)(ii) de la définition d'« établissement d'enseignement agréé » au paragraphe 118.6(1);	25
	(g) the definition "Minister" in subsection 2(1) of the <i>Labour Adjustment Benefits Act</i> ; 25 and			g) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i> ;	
	(h) in the <i>Unemployment Assistance Act</i> ,			h) dans la <i>Loi sur l'assistance-chômage</i> :	30
	(i) the definition "Minister" in section 2, and			(i) la définition de « Ministre » à l'article 2,	
	(ii) section 6.	30		(ii) l'article 6.	
Replacement of "Department of Human Resources Development Act"	81. The expression "Department of Human Resources Development Act" is replaced by the expression "Department of Human Resources and Skills Development Act" wherever it occurs in the following provisions of the <i>Income Tax Act</i> :			81. Dans les passages ci-après de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , « <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i> » est remplacé par « <i>Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences</i> » :	35
	(a) subparagraph 110(1)(g)(i); and			a) le sous-alinéa 110(1)g)(i);	40
	(b) the definition "qualifying educational program" in subsection 118.6(1).			b) la définition de « programme de formation admissible » au paragraphe 118.6(1).	

## COORDINATING AMENDMENTS

2003, c. 22

82. (1) On the later of the coming into force of section 224 of the *Public Service Modernization Act* (the “other Act”), chapter 22 of the Statutes of Canada, 2003, and the coming into force of section 1 of this Act, the expression “public service of Canada” is replaced by the expression “federal public administration” wherever it occurs in the following provisions of the English version of this Act:

- (a) subsection 49(2); and
- (b) sections 51 and 52.

(2) On the later of the coming into force of section 224 of the other Act and section 21 of this Act, paragraph 21(1)(d) of the English version of this Act is replaced by the following:

(d) are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*; and

Bill C-5

83. (1) If Bill C-5, introduced in the 1st session of the 38th Parliament and entitled the *Canada Education Savings Act* (the “other Act”), receives royal assent, then the provisions mentioned in subsections (2) to (13) are amended as provided in those subsections.

(2) On the coming into force of Part 4 of this Act, section 11 of the other Act is repealed.

(3) If section 15 of the other Act comes into force before or on the same day as section 61 of this Act, section 61 of this Act is repealed.

(4) If section 61 of this Act comes into force before section 15 of the other Act, section 15 of the other Act is repealed.

(5) If section 16 of the other Act comes into force before or on the same day as Part 4 of this Act, then, on the coming into force of

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

2003, ch. 22

82. (1) À l'entrée en vigueur de l'article 224 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* (appelée « autre loi » au présent article), chapitre 22 des Lois du Canada (2003), ou à celle de l'article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, « public service of Canada » est remplacé par « federal public administration » dans les passages ci-après de la version anglaise de la présente loi :

- a) le paragraphe 49(2);
- b) les articles 51 et 52.

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 224 de l'autre loi ou à celle de l'article 21 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 21(1)d) de la version anglaise de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

(d) are deemed to be persons employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*; and

83. (1) Les paragraphes (2) à (13) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-5, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 38<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi canadienne sur l'épargne-études* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) À l'entrée en vigueur de la partie 4 de la présente loi, l'article 11 de l'autre loi est abrogé.

(3) Si l'entrée en vigueur de l'article 15 de l'autre loi est antérieure ou concomitante à celle de l'article 61 de la présente loi, celui-ci est abrogé.

(4) Si l'entrée en vigueur de l'article 61 de la présente loi est antérieure à celle de l'article 15 de l'autre loi, celui-ci est abrogé.

(5) Si l'entrée en vigueur de l'article 16 de l'autre loi est antérieure ou concomitante à celle de la partie 4 de la présente loi, à

Projet de loi C-5

<b>Part 4 of this Act, Schedule II to the <i>Access to Information Act</i> is amended by striking out the reference to</b>		<b>l'entrée en vigueur de cette partie 4, l'annexe II de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> est modifiée par suppression de ce qui suit :</b>	
Canada Education Savings Act		Loi canadienne sur l'épargne-études	
<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>	5	<i>Canada Education Savings Act</i>	5
<b>and the corresponding reference to "section 11".</b>		<b>ainsi que de la mention « article 11 » en regard de ce titre de loi.</b>	
<b>(6) If Part 4 of this Act comes into force before section 16 of the other Act, section 16 of the other Act is repealed.</b>		<b>(6) Si l'entrée en vigueur de la partie 4 de la présente loi est antérieure à celle de l'article 16 de l'autre loi, celui-ci est abrogé.</b>	
		10	
<b>(7) If section 84 of this Act comes into force before or on the same day as section 19 of the other Act, section 19 of the other Act is repealed.</b>		<b>(7) Si l'entrée en vigueur de l'article 84 de la présente loi est antérieure ou concomitante à celle de l'article 19 de l'autre loi, celui-ci est abrogé.</b>	
<b>(8) If section 5 of the other Act comes into force before or on the same day as Part 5 of this Act, Part 5 of this Act is repealed.</b>		<b>(8) Si l'entrée en vigueur de l'article 5 de l'autre loi est antérieure ou concomitante à celle de la partie 5 de la présente loi, cette partie 5 est abrogée.</b>	
		15	
<b>(9) If Part 5 of this Act comes into force before section 5 of the other Act, Part 5 of this Act is repealed on the day on which section 5 of the other Act comes into force.</b>		<b>(9) Si l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi est antérieure à celle de l'article 5 de l'autre loi, à l'entrée en vigueur de cet article 5, la partie 5 de la présente loi est abrogée.</b>	
		20	
<b>(10) If Part 5 of this Act comes into force before section 14 of the other Act, section 14 of the other Act is replaced by the following:</b>		<b>(10) Si l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi est antérieure à celle de l'article 14 de l'autre loi, celui-ci est remplacé par ce qui suit :</b>	
		25	
Agreements	<b>14. Every agreement entered into under Part III.1 of the <i>Department of Human Resources Development Act</i> or Part 5 of the <i>Department of Human Resources and Skills Development Act</i> that is in force immediately before the coming into force of section 5 of this Act is deemed to be an agreement entered into under that section and continues in force until it terminates.</b>	<b>14. Toute convention conclue en vertu de la partie III.1 de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i> ou de la partie 5 de la <i>Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences</i> qui est en vigueur à l'entrée en vigueur de l'article 5 de la présente loi est réputée avoir été conclue sous le régime de celle-ci et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'elle prenne fin.</b>	
		30	
<b>(11) If the other Act receives royal assent before or on the same day as this Act receives royal assent, sections 68 and 69 and subsection 71(1) of this Act are repealed. However, if section 1 of the other Act is not in force on the day on which Part 5 of this Act comes into force, paragraph 146.1(14)(a) of the <i>Income Tax Act</i> is replaced by the following:</b>		<b>(11) Si la sanction royale de l'autre loi est antérieure ou concomitante à celle de la présente loi, les articles 68 et 69 et le paragraphe 71(1) de la présente loi sont abrogés; toutefois si, à l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi, l'article 1 de l'autre loi n'est pas en vigueur, l'alinéa 146.1(14)a de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	
		40	
		45	
		Conventions	



(a) in this section, in paragraph 60(x) or in subparagraph 241(4)(d)(vii.1) to the *Canada Education Savings Act*, to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation imposed, under that Act includes a reference to Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act* or to Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*, or to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation imposed, as the case may be, under either of those Parts as it read at the time the reference is relevant; and

**(12) If Part 5 of this Act comes into force before the other Act receives royal assent, then, on the day on which the other Act receives royal assent, subsection 146.1(14) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:**

(14) A reference

(a) in this section, in paragraph 60(x) or in subparagraph 241(4)(d)(vii.1) to the *Canada Education Savings Act*, to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation imposed, under that Act includes a reference to Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act* or to Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act*, or to an amount paid, to the payment of an amount or to the repayment of an amount, or to a condition or an obligation imposed, as the case may be, under either of those Parts as it read at the time the reference is relevant; and

(b) in clause (2)(g.1)(ii)(B) to an amount that the Minister designated for the purpose of the *Canada Education Savings Act* approves in writing with respect to an individual includes a reference to an amount that the Minister of Human Resources Development, the Minister of State to be styled Minister of Human Resources and Skills Development or the

a) au présent article, à l'alinéa 60x) ou au sous-alinéa 241(4)d)(vii.1), de la *Loi canadienne sur l'épargne-études*, d'une somme versée en vertu de cette loi, du versement ou du remboursement d'une somme en vertu de cette loi ou d'une condition ou obligation imposée par cette loi vaut également mention de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* ou de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*, d'une somme versée en vertu de ces parties, du versement ou du remboursement d'une somme en vertu de ces parties ou d'une condition ou obligation imposée par ces parties, dans leur version en vigueur au moment où la mention est pertinente;

**(12) Si l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi est antérieure à la sanction royale de l'autre loi, le paragraphe 146.1(14) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est, à la date de cette sanction, remplacé par ce qui suit :**

(14) La mention :

a) au présent article, à l'alinéa 60x) ou au sous-alinéa 241(4)d)(vii.1), de la *Loi canadienne sur l'épargne-études*, d'une somme versée en vertu de cette loi, du versement ou du remboursement d'une somme en vertu de cette loi ou d'une condition ou obligation imposée par cette loi vaut également mention de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* ou de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*, d'une somme versée en vertu de ces parties, du versement ou du remboursement d'une somme en vertu de ces parties ou d'une condition ou obligation imposée par ces parties, dans leur version en vigueur au moment où la mention est pertinente;

b) à la division (2)g.1)(ii)(B), d'un montant que le ministre chargé de l'application de la *Loi canadienne sur l'épargne-études* prouve par écrit relativement au particulier vaut également mention d'un montant que le

Former Act

Ancienne loi

Minister of Human Resources and Skills Development has approved in writing with respect to the individual.

ministre du Développement des ressources humaines, le ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences ou le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a approuvé par écrit relativement au particulier.

(13) If Part 5 of this Act comes into force before subsection 2(1) of the other Act, the definition "CES grant" in that subsection is replaced by the following:

(13) Si l'entrée en vigueur de la partie 5 de la présente loi est antérieure à celle du paragraphe 2(1) de l'autre loi, la définition de « subvention pour l'épargne-études », à ce paragraphe 2(1), est remplacée par ce qui suit :

“CES grant”  
« subvention pour l'épargne-études »

“CES grant” means a Canada Education Savings grant payable or paid under section 5 or under Part 5 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act* or Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act* as it read immediately before its repeal.

« subvention pour l'épargne-études » Subvention versée ou à verser aux termes de l'article 5 de la présente loi ou de la partie 5 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* ou de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*, dans leur version 20 antérieure à leur abrogation.

« subvention pour l'épargne-études »  
“CES grant”

REPEAL

ABROGATION

Repeal 84. The *Department of Human Resources Development Act*, chapter 11 of the Statutes of Canada, 1996, is repealed.

84. La *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*, chapitre 11 des Lois du Canada (1996), est abrogée.

Abrogation

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council 85. This Act, other than sections 82 and 83, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, provided that that day is the same as that fixed under section 70 of the *Department of Social Development Act*.

85. La présente loi, à l'exception des articles 82 et 83, entre en vigueur à la date fixée par décret, mais cette date doit être la même que celle fixée en vertu de l'article 70 de la *Loi sur le ministère du Développement social*.

Décret

**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**C-24**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-24**

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act and to make consequential amendments to other Acts (fiscal equalization payments to the provinces and funding to the territories)

---

FIRST READING, NOVEMBER 23, 2004

---

**C-24**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-24**

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et d'autres lois en conséquence (paiements de péréquation aux provinces et financement des territoires)

---

PREMIÈRE LECTURE LE 23 NOVEMBRE 2004

---



THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act and to make consequential amendments to other Acts (fiscal equalization payments to the provinces and funding to the territories)*".

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et d'autres lois en conséquence (paiements de péréquation aux provinces et financement des territoires)* ».

## SUMMARY

This enactment amends the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* to authorize the Minister of Finance to make fiscal equalization payments to the provinces for the fiscal years beginning after March 31, 2004 and to change the manner in which those payments will be calculated. It also authorizes the Minister to pay, under a new legislative regime, grants to the territories for the fiscal years between April 1, 2001 and March 31, 2005 and territorial formula financing payments for subsequent fiscal years. Finally, this enactment also makes consequential amendments to that Act and to other Acts.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* afin d'autoriser le ministre des Finances à verser aux provinces des paiements de péréquation pour les exercices commençant après le 31 mars 2004 et de changer la façon de calculer ces paiements. De plus, il autorise le ministre à verser aux territoires, dans le cadre d'un nouveau régime, des subventions pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2005 et des paiements de transfert pour les exercices ultérieurs. Enfin, il apporte des modifications connexes à celle-ci et à d'autres lois.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-24

## PROJET DE LOI C-24

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act and to make consequential amendments to other Acts (fiscal equalization payments to the provinces and funding to the territories)

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et d'autres lois en conséquence (paiements de péréquation aux provinces et financement des territoires)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS ACT

### LOI SUR LES ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

L.R., ch. F-8;  
1995, ch. 17,  
par. 45(1)

1. (1) Sections 3 to 4.3 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* are replaced by the following:

1. (1) Les articles 3 à 4.3 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 2,  
par. 2(3); 1999,  
ch. 11, art. 2;  
2001, ch. 19,  
art. 1; 2003,  
ch. 15, art. 3;  
2004, ch. 22,  
art. 2 à 4

3. Subject to the provisions of this Act, the Minister may pay to a province for each fiscal year that begins after March 31, 2004 a fiscal equalization payment not exceeding the amounts set out in this Part.

3. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le ministre peut verser à une province, pour chaque exercice commençant 10 après le 31 mars 2004, un paiement de péréquation n'excédant pas les montants prévus par la présente partie.

Paiement de  
péréquation

4. (1) The fiscal equalization payment that may be paid to a province for the fiscal year beginning on April 1, 2004 is the amount computed in accordance with subsection 4(1) of this Act as it read on May 13, 2004 and subsection (4).

4. (1) Le paiement de péréquation qui peut être versé à une province pour l'exercice 15 commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004 correspond au montant calculé selon le paragraphe 4(1), dans sa version au 13 mai 2004, et le paragraphe (4).

Paiement de  
péréquation pour  
l'exercice  
2004-2005

R.S., c. F-8;  
1995, c. 17,  
s. 45(1)

1994, c. 2,  
s. 2(3); 1999,  
c. 11, s. 2; 2001,  
c. 19, s. 1; 2003,  
c. 15, s. 3; 2004,  
c. 22, ss. 2 to 4

Fiscal  
equalization  
payment

Fiscal  
equalization  
payment for  
fiscal year  
2004-2005



Additional  
payment for  
fiscal year  
2004-2005

(2) The Minister may pay to a province an additional fiscal equalization payment for the fiscal year beginning on April 1, 2004 in the amount determined by the formula

$$(F - L) \times (K/L)$$

where

F is \$10 billion;

K is the amount of the fiscal equalization payment to the province under subsection (1); and

L is the aggregate of the fiscal equalization payments to all provinces under subsection (1).

(3) The Minister may pay to a province an additional fiscal equalization payment for the fiscal year beginning on April 1, 2004 equal to the amount by which

(a) the aggregate of the fiscal equalization payments to the province for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2005 that were set out in the Minister's interim estimate in February 2004

exceeds

(b) the aggregate of

(i) the fiscal equalization payments, as finally computed in accordance with subsection (4), payable to the province for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2002 and ending on March 31, 2004,

(ii) the fiscal equalization payment payable to the province for the fiscal year beginning on April 1, 2001,

(iii) the fiscal equalization payment referred to in subsection (1), and

(iv) the additional fiscal equalization payment referred to in subsection (2).

(4) Notwithstanding section 8 and subsections 9(1) to (5) of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, the estimate that was made by the Minister on October 12, 2004 of a fiscal equalization

(2) Le ministre peut verser à une province, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, un paiement de péréquation supplémentaire dont le montant correspond au résultat du calcul suivant :

$$(F - L) \times (K/L)$$

où :

F représente la somme de 10 milliards de dollars;

K le paiement de péréquation calculé en vertu du paragraphe (1) à l'égard de la province;

L la totalité des paiements de péréquation calculée en vertu du paragraphe (1) à l'égard de l'ensemble des provinces.

(3) Le ministre peut verser à une province, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, un paiement de péréquation supplémentaire correspondant à l'excédent des paiements visés à l'alinéa a) sur ceux visés à l'alinéa b) :

a) l'ensemble des paiements de péréquation versés à la province pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2005, qui ont été précisés par le ministre dans l'estimation provisoire de février 2004;

b) l'ensemble des paiements suivants :

(i) les paiements de péréquation à faire à la province, selon le calcul définitif du ministre au titre du paragraphe (4), pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2002 et le 31 mars 2004,

(ii) le paiement de péréquation à faire à la province pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2001,

(iii) le paiement de péréquation visé au paragraphe (1),

(iv) le paiement de péréquation supplémentaire visé au paragraphe (2).

(4) Malgré l'article 8 et les paragraphes 9(1) à (5) du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, le calcul définitif du paiement de péréquation à faire à une province pour chacun

Paiement  
supplémentaire  
pour l'exercice  
2004-2005

Paiement  
supplémentaire  
pour l'exercice  
2004-2005

Calcul définitif

Additional  
payment for  
fiscal year  
2004-2005

Final  
computation

payment payable to a province for each of the fiscal years in the period beginning on April 1, 2002 and ending on March 31, 2005 constitutes the final computation of the fiscal equalization payment payable to the province for each of those fiscal years.

(5) The Minister may pay the amounts referred to in subsections (2) and (3) out of the Consolidated Revenue Fund at the times and in the manner that the Minister considers appropriate.

**4.1** (1) The fiscal equalization payments to the provinces

(a) for the fiscal year beginning on April 1, 2005, shall equal \$10.9 billion; 15

(b) for the fiscal year beginning on April 1, 2006, shall equal the product obtained by multiplying \$10.9 billion by 1.035; and

(c) for each subsequent fiscal year, shall equal the product obtained by multiplying the 20 fiscal equalization payment for the immediately preceding fiscal year by 1.035.

(2) The fiscal equalization payment referred to in paragraph (1)(a) shall be allocated to the provinces as follows: 25

(a) to Quebec, \$4,798,070,000;

(b) to Nova Scotia, \$1,343,527,000;

(c) to New Brunswick, \$1,347,993,000;

(d) to Manitoba, \$1,601,018,000;

(e) to British Columbia, \$589,698,000; 30

(f) to Prince Edward Island, \$276,563,000;

(g) to Saskatchewan, \$82,172,000; and

(h) to Newfoundland and Labrador, \$860,959,000.

(3) The fiscal equalization payments referred to in paragraphs (1)(b) and (c) shall be allocated to each province in the same proportion as the fiscal equalization payment referred to in paragraph (1)(a) is allocated under subsection (2). 40

(4) The Minister shall pay the fiscal equalization payment to the province in equal monthly instalments on the first and third

des exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2002 et le 31 mars 2005 correspond au montant de l'estimation établie par le ministre le 12 octobre 2004.

(5) Le ministre prélève sur le Trésor les sommes visées aux paragraphes (2) et (3), selon les échéances et les modalités qu'il juge indiquées.

**4.1** (1) Les paiements de péréquation à verser aux provinces sont: 10

a) pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2005, de 10,9 milliards de dollars;

b) pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2006, de la somme obtenue par multiplication de 10,9 milliards de dollars par 1,035; 15

c) pour chaque exercice ultérieur, de la somme obtenue par multiplication de la somme versée pour l'exercice précédent par 1,035.

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), le paiement de péréquation à verser aux provinces ci-après est celui figurant en regard de leur nom: 20

a) Québec: 4 798 070 000 \$;

b) Nouvelle-Écosse: 1 343 527 000 \$; 25

c) Nouveau-Brunswick: 1 347 993 000 \$;

d) Manitoba: 1 601 018 000 \$;

e) Colombie-Britannique: 589 698 000 \$;

f) Île-du-Prince-Édouard: 276 563 000 \$;

g) Saskatchewan: 82 172 000 \$; 30

h) Terre-Neuve-et-Labrador: 860 959 000 \$.

(3) Pour l'application des alinéas (1)b) et c), les paiements de péréquation sont répartis entre les provinces suivant leur part respective du paiement visé à l'alinéa (1)a) au titre du 35 paragraphe (2).

(4) Le ministre verse à la province le paiement de péréquation, en versements mensuels égaux, les premier et troisième jours

5 Modalités de paiement

10 Paiements de péréquation

20 Parts des provinces — exercice 2005-2006

35 Parts des provinces — exercices ultérieurs

Modalités de paiement

Time and manner of payment

Fiscal equalization payments

Provincial allocation for fiscal year 2005-2006

Provincial allocation for subsequent fiscal years

Time and manner of payment

working days after the 15th day of each month during the relevant fiscal year. For the purpose of this subsection, "working day" includes any day that is not a Saturday or a holiday.

Payment for  
fiscal year  
2004-2005

4.2 (1) The Minister may, on the request of a province made in the prescribed manner on or before March 10, 2005, make a payment to the province for the fiscal year beginning on April 1, 2004 in an amount not greater than the amount by which

(a) the estimate, calculated by October 12, 2004, of the fiscal equalization payment referred to in subsection 4(1) for the province for the fiscal year beginning on April 1, 2004 is less than

(b) the estimate, calculated by October 12, 2004, of the average of the fiscal equalization payments for the province for the fiscal years in the period beginning on April 1, 1999 and ending on March 31, 2003.

Deductions

(2) Where a province has received a payment under subsection (1), the Minister shall, in the prescribed amounts, reduce the fiscal equalization payments to the province for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2006 and ending on March 31, 2016. If, on March 31, 2016, the total amount of that payment has not been recovered, the Minister may recover the amount remaining as a debt due to Her Majesty in right of Canada out of any sum of money that may be due or payable by Her Majesty in right of Canada to the province pursuant to this Act or any other Act of Parliament.

Additional  
payment in fiscal  
year 2004-2005

4.3 Notwithstanding subsections 4(1) to (3), the Minister may make an additional fiscal equalization payment in the fiscal year beginning on April 1, 2004

(a) to Quebec, in the amount of \$69,640,666.74;

(b) to Nova Scotia, in the amount of \$8,674,951.83;

(c) to New Brunswick, in the amount of \$6,951,991.15;

(d) to Manitoba, in the amount of \$10,813,779.78;

ouvrables suivant le quinzième jour de chaque mois de l'exercice en cause, les jours fériés et les samedis n'étant pas des jours ouvrables.

4.2 (1) Le ministre peut, sur demande d'une province présentée de la manière prescrite au plus tard le 10 mars 2005, verser à celle-ci, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, une somme ne dépassant pas l'excédent de la somme obtenue à l'alinéa b) sur celle obtenue à l'alinéa a):

a) l'estimation, au 12 octobre 2004, du montant du paiement de péréquation fait, au titre du paragraphe 4(1), à cette province pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004;

b) l'estimation, au 12 octobre 2004, de la 15 moyenne des paiements de péréquation faits à cette province pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 1999 et le 31 mars 2003.

Versement à une  
province pour  
l'exercice  
2004-2005

(2) Si la province reçoit la somme visée au paragraphe (1), les paiements de péréquation qui doivent lui être faits à l'égard des exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2006 et le 31 mars 2016 sont réduits des sommes prévues par règlement. Si, au 31 mars 2016, le total de la somme n'a pas été recouvré, le ministre peut recouvrer le solde à titre de créance de Sa Majesté du chef du Canada en le retenant sur toute somme due par elle à cette province au titre de la présente loi ou de toute autre loi fédérale.

Déductions

4.3 Malgré les paragraphes 4(1) à (3), le ministre peut, au cours de l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, faire aux provinces ci-après le paiement de péréquation supplémentaire figurant en regard de leur nom :

a) Québec : 69 640 666,74 \$;

b) Nouvelle-Écosse : 8 674 951,83 \$;

c) Nouveau-Brunswick : 6 951 991,15 \$;

d) Manitoba : 10 813 779,78 \$;

e) Colombie-Britannique : 38 634 050,87 \$;

f) Île-du-Prince-Édouard : 1 280 669,01 \$;

g) Saskatchewan : 9 196 695,51 \$;

Paiement de  
péréquation  
supplémentaire  
pour l'exercice  
2004-2005



(e) to British Columbia, in the amount of \$38,634,050.87;

(f) to Prince Edward Island, in the amount of \$1,280,669.01;

(g) to Saskatchewan, in the amount of \$9,196,695.51; and

(h) to Newfoundland and Labrador, in the amount of \$4,807,195.11.

#### PART I.1

##### TERRITORIAL FINANCING

**4.4** Subject to the provisions of this Part, the Minister may pay to a territory

(a) for each fiscal year in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2005, a Formula Financing Grant and a Supplemental Formula Financing Grant not exceeding the amounts calculated in accordance with sections 4.7 to 4.9; and

(b) for each fiscal year that begins after March 31, 2005, a territorial formula financing payment not exceeding the amount calculated in accordance with section 4.92.

##### FORMULA FINANCING GRANT

**4.5** (1) In this section and in sections 4.6 to 4.9, "Agreement" means

(a) in the case of Yukon, the Territorial Formula Financing Agreement made with the Government of Yukon in 1999, as extended to 2004-2005;

(b) in the case of the Northwest Territories, the Territorial Formula Financing Agreement made with the Government of the Northwest Territories in 1998, as extended to 2004-2005; and

(c) in the case of Nunavut, the Territorial Formula Financing Agreement made with the Government of Nunavut in 1998, as extended to 2004-2005.

(2) In sections 4.6 to 4.9, the definitions in the Agreement apply.

h) Terre-Neuve-et-Labrador : 4 807 195,11 \$.

#### PARTIE 1.1

##### PAIEMENTS AUX TERRITOIRES

**4.4** Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, le ministre peut verser à un territoire :

a) pour chaque exercice compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2005, une subvention calculée conformément à la formule préétablie (« la subvention ») et une subvention supplémentaire dont les montants n'excèdent pas ceux calculés en conformité avec les articles 4.7 à 4.9;

b) pour chaque exercice commençant après le 31 mars 2005, un paiement de transfert dont le montant n'excède pas celui calculé en conformité avec l'article 4.92.

##### SUBVENTION CALCULÉE CONFORMÉMENT À LA FORMULE PRÉÉTABLIE

**4.5** (1) Au présent article et aux articles 4.6 à 4.9, « accord » s'entend :

a) dans le cas du Yukon, de l'Accord de financement selon une formule préétablie conclu avec le gouvernement du Yukon en 1999 et prorogé jusqu'en 2005;

b) dans le cas des Territoires du Nord-Ouest, de l'Accord de financement selon une formule préétablie conclu avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en 1998 et prorogé jusqu'en 2005;

c) dans le cas du Nunavut, de l'Accord de financement selon une formule préétablie conclu avec le gouvernement du Nunavut en 1998 et prorogé jusqu'en 2005.

(2) Dans le cadre des articles 4.6 à 4.9, les définitions de l'accord s'appliquent.

Payments to territories

Paielements aux territoires

Definition of "Agreement"

Définition de « accord »

Terms defined in Agreement

Termes définis

Final calculation	<p>4.6 (1) Notwithstanding any provisions in the Agreement requiring the revision of estimates and payments of Formula Financing Grants, the amount of the Minister's final calculation of the aggregate of the Formula Financing Grants payable to a territory under the Agreement for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2004 shall be equal to the Formula Grant Estimate made between February 12 and 10 March 31, 2005 in accordance with the Agreement.</p>	<p>4.6 (1) Malgré les dispositions de l'accord qui prévoient des révisions des estimations et des paiements des subventions, le résultat du calcul final du montant total des subventions à verser au territoire au titre de l'accord pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2004 correspond à l'estimation qui a été établie entre le 12 février et le 31 mars 2005 conformément à l'accord.</p>	Calcul du montant final
Information	<p>(2) The Minister shall make the final calculation of the aggregate of the Formula Financing Grants on the basis of the most recent information provided by Statistics Canada or any other source to the Minister in relation to the matters set out in the Agreement.</p>	<p>(2) Le ministre procède au calcul final du montant total des subventions sur la base des plus récentes données que lui a fournies Statistique Canada ou toute autre source en ce qui touche les questions visées par l'accord.</p>	Information
Adjustment to fiscal years 2001-2002 to 2003-2004	<p>4.7 For the fiscal years in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2004, the Minister may adjust a territory's Formula Financing Grant in accordance with the Annex to the Agreement entitled "Schedule and Amounts of Payments and Adjustments", using the final calculation determined in accordance with section 4.6.</p>	<p>4.7 Pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2004, le ministre peut rajuster le montant de la subvention en conformité avec le Calendrier et montant des versements et des rajustements figurant en annexe de l'accord, sur la base du calcul final effectué conformément à l'article 4.6.</p>	Rajustement pour les exercices 2001-2002 à 2003-2004
Basic Formula Financing Grant for fiscal year 2004-2005	<p>4.8 (1) Subject to subsection (2), for the fiscal year beginning on April 1, 2004, the Minister may pay a Formula Financing Grant</p> <p>(a) to Yukon, in the amount of \$465,707,930;</p> <p>(b) to the Northwest Territories, in the amount of \$678,442,202; and</p> <p>(c) to Nunavut, in the amount of \$755,849,868.</p>	<p>4.8 (1) Sous réserve du paragraphe (2), pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, le ministre peut verser aux territoires ci-après la subvention figurant en regard de leur nom :</p> <p>a) Yukon : 465 707 930 \$;</p> <p>b) Territoires du Nord-Ouest : 678 442 202 \$;</p> <p>c) Nunavut : 755 849 868 \$.</p>	Subvention pour l'exercice 2004-2005
Reduction	<p>(2) The amount referred to in subsection (1) in respect of a territory shall be reduced by the amount of the Formula Financing Grant paid to the territory for the fiscal year beginning on April 1, 2004 pursuant to item 15 for the Department of Finance set forth in the Main Estimates for that fiscal year, as laid before the House of Commons during the thirty-seventh Parliament and as enacted by paragraph (2)(a) of <i>Appropriation Act No. 1, 2004-2005</i>, chapter 8 of the Statutes of Canada, 2004.</p>	<p>(2) La subvention est réduite de la somme versée, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, au territoire au titre du poste principal des dépenses pour cet exercice, déposé devant la Chambre des communes au cours de la trente-septième législature et édicté par l'alinéa 2a) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i>, chapitre 8 des Lois du Canada (2004).</p>	Réduction

Supplemental  
Formula  
Financing Grant

**4.9** In addition to the Formula Financing Grant referred to in section 4.8, the Minister may pay to a territory a Supplemental Formula Financing Grant equal to the amount by which

(a) the aggregate of

(i) the Minister's calculation of the aggregate of the amounts of the Formula Financing Grants for the territory for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2004, as set out in the Formula Grant Estimate made between February 12 and March 31, 2004 in accordance with the Agreement, and

(ii) the amount of the Grant Entitlement for the territory for the fiscal year beginning on April 1, 2004, as set out in Table A6.2 of the Budget Plan 2004 dated March 23, 2004,

exceeds

(b) the aggregate of

(i) the Minister's calculation of the aggregate of the amounts of the Formula Financing Grants for the territory for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2004, as calculated in accordance with the Agreement using the final calculation determined in accordance with section 4.6, and

(ii) the amount of the Formula Financing Grant referred to in subsection 4.8(1).

**4.91** (1) Subject to subsection (2), the Minister may pay to a territory the amount of any underpayment determined pursuant to the adjustment under section 4.7, and the amounts payable under sections 4.8 and 4.9, out of the Consolidated Revenue Fund at the times and in the manner that the Minister considers appropriate.

(2) Where it is determined in respect of a territory that the Minister has underpaid any amounts referred to in subsection (1), the Minister may pay the territory an amount equal to the underpayment out of the Consolidated Revenue Fund.

Time and  
manner of  
payment

Underpayment

**4.9** Outre la subvention visée à l'article 4.8, le ministre peut verser au territoire une subvention supplémentaire dont le montant est égal à l'excédent du montant visé à l'alinéa a) sur celui visé à l'alinéa b):

a) la somme des montants suivants :

(i) le montant des subventions du territoire pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2004, selon le total estimatif établi entre le 12 février et le 31 mars 2004 conformément à l'accord,

(ii) le montant des droits du territoire prévu, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, au Tableau A6.2 du plan budgétaire de 2004, en date du 23 mars 2004;

b) la somme des montants suivants :

(i) le montant des subventions du territoire calculé par le ministre, pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2004, au titre de l'accord à l'aide du calcul final visé à l'article 4.6,

(ii) le montant de la subvention visée au paragraphe 4.8(1).

**4.91** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre peut prélever sur le Trésor la somme à verser en raison d'un rajustement au titre de l'article 4.7 et les sommes visées aux articles 4.8 et 4.9, selon les échéances et les modalités qu'il juge indiquées.

(2) S'il est établi que le ministre a omis de verser une somme à un territoire, il peut payer sur le Trésor une somme égale au moins-perçu.

Subvention  
supplémentaire

Modalités de  
paiement

Paiement  
insuffisant



Overpayment	<p>(3) Where it is determined pursuant to the adjustment under section 4.7 that the Minister has made an overpayment or where it is determined that an overpayment has been made in respect of any amounts paid under subsection (1) for a fiscal year, the Minister may recover the amount of that overpayment</p> <p>(a) from any amount payable to the territory under this Act in the same fiscal year or as soon as possible after the end of that fiscal year; or</p> <p>(b) from the territory as a debt due to Her Majesty in right of Canada.</p>	<p>(3) S'il est établi que le ministre a versé à un territoire pour un exercice une somme en trop en raison d'un rajustement au titre de l'article 4.7 ou une somme en trop à l'égard d'une somme payée en vertu du paragraphe (1), il peut la recouvrer, selon le cas :</p> <p>a) sur la somme à payer au territoire en vertu de la présente loi au cours du même exercice ou dès que possible après la fin de celui-ci;</p> <p>b) auprès du territoire à titre de créance de Sa Majesté du chef du Canada.</p>	Paie ment en trop
	<p>TERRITORIAL FORMULA FINANCING PAYMENT</p>	<p>PAIEMENT DE TRANSFERT</p>	
Payment for fiscal year 2005-2006	<p>4.92 (1) For the fiscal year beginning on April 1, 2005, the Minister may pay a territorial formula financing payment</p> <p>(a) to Yukon, in the amount of \$487,140,000;</p> <p>(b) to the Northwest Territories, in the amount of \$714,030,000; and</p> <p>(c) to Nunavut, in the amount of \$798,830,000.</p>	<p>4.92 (1) Pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2005, le ministre peut faire aux territoires ci-après un paiement de transfert correspondant à la somme figurant en regard de leur nom :</p> <p>a) Yukon : 487 140 000 \$;</p> <p>b) Territoires du Nord-Ouest : 714 030 000 \$;</p> <p>c) Nunavut : 798 830 000 \$.</p>	Paie ments — exercice 2005-2006
Payment for subsequent fiscal years	<p>(2) For each subsequent fiscal year, the amount of the territorial formula financing payments for all territories shall equal the product obtained by multiplying the aggregate of the territorial formula financing payments for all territories for the immediately preceding fiscal year by 1.035.</p>	<p>(2) Le paiement de transfert à verser aux territoires pour chaque exercice ultérieur correspond au produit obtenu par multiplication du paiement de transfert de l'exercice précédent par 1,035.</p>	Paie ment — exercices ultérieurs
Territorial allocation for subsequent fiscal years	<p>(3) The territorial formula financing payments referred to in subsection (2) shall be allocated to each territory in the same proportion as the territorial formula financing payments referred to in subsection (1) are allocated under that subsection.</p>	<p>(3) Le paiement de transfert visé au paragraphe (2) est réparti entre les territoires suivant leur part respective du paiement visé au paragraphe (1).</p>	Parts des territoires — exercices ultérieurs
Time and manner of payment	<p>(4) In April and May of each fiscal year beginning after March 31, 2005, the Minister shall pay to a territory a monthly instalment of the territorial formula financing payment equal to 16 per cent of the territory's allocation of the aggregate territorial formula financing payment for that fiscal year. In each of the remaining ten months of the fiscal year, the Minister shall pay</p>	<p>(4) En avril et en mai de chaque exercice commençant après le 31 mars 2005, le ministre verse à chaque territoire un acompte mensuel égal à 16 % de sa part du paiement de transfert pour l'exercice. Au cours des autres mois de l'exercice, il lui verse un acompte mensuel égal à 6,8 % de sa part de ce paiement.</p>	Calendrier et modalités des paiements

to the territory a monthly instalment of the territorial formula financing payment equal to 6.8 per cent of the territory's allocation of the aggregate territorial formula financing payment under this section.

5

Regulations

(5) The Governor in Council may make regulations to change the amount of the monthly instalments or the time at which they are paid.

(5) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier le montant des acomptes mensuels ou le calendrier de versement de ceux-ci.

Règlements

Payment out of C.R.F.

**4.93** (1) Any amount payable under section 4.92 shall be paid by the Minister out of the Consolidated Revenue Fund.

**4.93** (1) Le ministre prélève sur le Trésor les sommes à verser au titre de l'article 4.92.

5 Paiements sur le Trésor

Underpayment

(2) Where it is determined that the Minister has underpaid any amounts payable to a territory under section 4.92, the Minister may pay to the territory an amount equal to the underpayment out of the Consolidated Revenue Fund at the times and in the manner that the Minister considers appropriate.

(2) S'il est établi que le ministre a omis de verser à un territoire une somme à payer au titre de l'article 4.92, il peut payer sur le Trésor une somme égale au moins-perçu, selon les échéances et les modalités qu'il juge indiquées.

Paiement insuffisant

Overpayment

(3) Where it is determined that the Minister has made an overpayment in respect of any amounts payable to a territory under section 4.92 for a fiscal year, the Minister may recover the amount of that overpayment

(3) S'il est établi que le ministre a versé, pour un exercice, à un territoire une somme en trop au titre de l'article 4.92, il peut la recouvrer, selon le cas :

Paiement en trop

(a) from any amount payable to the territory under this Act in the same fiscal year or as soon as possible after the end of that fiscal year; or

a) sur la somme à payer au territoire en vertu de la présente loi au cours du même exercice ou dès que possible après la fin de celui-ci;

(b) from the territory as a debt due to Her Majesty in right of Canada.

b) auprès du territoire à titre de créance de Sa Majesté du chef du Canada.

20

Coming into force — subsections 4.1(3) and 4.92(3)

**(2) Subsections 4.1(3) and 4.92(3) of the Act, as enacted by subsection (1), come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

**(2) Les paragraphes 4.1(3) et 4.92(3) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

Entrée en vigueur — par. 4.1(3) et 4.92(3)

1999, c. 11, s. 3(1)

**2. (1) Paragraph 6(1)(b) of the Act is replaced by the following:**

**2. (1) L'alinéa 6(1)b) de la même loi est 25 35 remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 11, par. 3(1)

(b) the revenue subject to stabilization of the province for the fiscal year, adjusted in the prescribed manner to offset the amount, as determined by the Minister, of any change in the revenue subject to stabilization of the province for the fiscal year resulting from changes made by the province in the rates or in the structures of provincial taxes or other modes of raising the revenue of the province referred to in paragraphs (a) to (y) and (z.1) to 45

b) le revenu sujet à stabilisation de la province pour l'exercice, corrigé de la manière prescrite pour compenser toute variation, déterminée par le ministre, du revenu sujet à stabilisation de la province pour l'exercice résultant de changements qu'elle a faits par rapport à l'exercice précédent dans les taux ou la structure soit des impôts provinciaux soit des autres mécanismes de prélèvement du revenu cor-

30

35

(z.3) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, from the rates or structures in effect in the immediately preceding fiscal year.

1999, c. 11,  
s. 3(2)

**(2) Paragraph 6(2)(a) of the Act is replaced by the following:**

(a) the total revenues, as determined by the Minister, derived by the province for the fiscal year from the revenue sources described in the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, other than the revenue sources described in paragraphs (z) and (z.4) of that definition, and

1995, c. 17,  
s. 47(4)

**(3) Subsection 6(3) of the Act is replaced by the following:**

Revenue subject  
to stabilization

(3) For the purpose of determining pursuant to subsection (2) the revenue subject to stabilization of a province for a fiscal year, subsection 4(4) of the former legislation applies, with such modifications as the circumstances require, in determining the revenue derived by the province for the fiscal year from personal income taxes, described in paragraph (a) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, except that no deduction may be made in respect of the tax abatement units referred to in subsection 27(2).

R.S., c. 11  
(3rd Supp.),  
s. 5(4)

**(4) The portion of subsection 6(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Revenues of a  
province

(4) For the purposes of subsection (2), the revenue of a province for a fiscal year derived from the revenue source referred to in paragraph (a) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as

respondant aux alinéas a) à y) et z.1) à z.3) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*.

**(2) L'alinéa 6(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 11,  
par. 3(2)

a) les revenus totaux, déterminés par le ministre, que la province retire pour l'exercice des sources de revenu mentionnées dans la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, à l'exception des sources de revenu visées aux alinéas z) et z.4) de cette définition;

**(3) Le paragraphe 6(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1995, ch. 17,  
par. 47(4)

(3) Pour déterminer, en vertu du paragraphe (2), le revenu sujet à stabilisation d'une province pour un exercice, le paragraphe 4(4) de la législation antérieure s'applique, avec les adaptations nécessaires, pour déterminer le revenu que la province retire pour l'exercice des impôts sur le revenu des particuliers, visés à l'alinéa a) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*; toutefois aucune déduction n'est permise au titre des unités d'abattement visées au paragraphe 27(2).

Revenu sujet à  
stabilisation

**(4) Le passage du paragraphe 6(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

L.R., ch. 11  
(3<sup>e</sup> suppl.),  
par. 5(4)

(4) Le revenu d'une province qui provient pour un exercice de la source de revenu visée à l'alinéa a) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du *Règlement de 1999 sur les arrangements*

Revenu de la  
province



revised or altered in accordance with section 5 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, shall be deemed to be

*fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, est réputé, pour l'application du paragraphe (2), correspondre :

**(5) The portion of subsection 6(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**(5) Le passage du paragraphe 6(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(5) For the purposes of subsection (2), the revenue of a province for a fiscal year derived from that part of the revenue source described in paragraph (b) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, that consists of corporation income taxes, shall be deemed to be

(5) Le revenu d'une province qui provient pour un exercice de cette partie de la source de revenu visée à l'alinéa b) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, qui est constituée d'impôts sur le revenu des personnes morales est réputé, pour l'application du paragraphe (2), correspondre :

**(6) Paragraph 6(6)(a) of the Act is replaced by the following:**

**(6) L'alinéa 6(6)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(a) the total revenues, as determined by the Minister, derived by the province for the immediately preceding fiscal year from the revenue sources described in paragraphs (l) to (w) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, and the part of the revenue source described in paragraph (z.5) of that definition that relates to natural resources

a) les revenus totaux, déterminés par le 20 ministre, retirés par la province pour l'exercice précédent des sources de revenu mentionnées aux alinéas l) à w) de la définition de « source de revenu », au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée 25 par l'article 5 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, et de la partie de la source de revenu mentionnée à l'alinéa z.5) de cette définition qui a trait aux ressources 30 naturelles

**(7) Section 6 of the Act is amended by adding the following after subsection (10):**

**(7) L'article 6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (10), de ce qui suit :**

(11) In this section, "former legislation" means this Act as it read on May 13, 2004.

(11) Au présent article, « législation antérieure » s'entend de la présente loi dans sa version au 13 mai 2004.

**3. (1) Subparagraphs 16(1)(b)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:**

**3. (1) Les sous-alinéas 16(1)b)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

- (i) the equalization payment referred to in subsection (1.1) that would be payable to the province for the fiscal year, and

(ii) the amount of equalization that would be paid to the province in respect of the federal income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health
- (i) le montant du paiement de péréquation visé au paragraphe (1.1) qui est susceptible d'être fait à la province pour l'exercice,

(ii) le montant du paiement de péréquation susceptible d'être fait à la province à l'égard du dégrèvement d'impôt fédéral sur le revenu effectué au profit de toutes les

and Social Transfer for the fiscal year, if the method of calculation of fiscal equalization payments as set out in Part I, excluding subsections 4(6) and (9) of this Act as it read on May 13, 2004, were to be applied to the value of the income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health and Social Transfer for the fiscal year, except that

(A) for the purposes of the calculation under this subparagraph the relevant revenue bases are to be determined in the prescribed manner, and

(B) where subsection 4(6) or (9) of this Act as it read on May 13, 2004 applies in the determination of the fiscal equalization payment to the province for the fiscal year, the amount determined under this subparagraph is to be adjusted in the prescribed manner.

**(2) Section 16 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

Equalization  
payment payable

(1.1) For the purposes of subparagraph (1)(b)(i), for each fiscal year in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2004, the equalization payment shall be

(a) in the case of a province that receives an additional fiscal equalization payment under subsection 4(3), the estimate that was made by the Minister on February 23, 2004 in respect of the fiscal year in accordance with section 8 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*; and

(b) in the case of a province that does not receive an additional fiscal equalization payment under subsection 4(3), the final computation in respect of the fiscal year.

Amount  
recoverable

(1.2) Where the cash contribution in respect of the Canada Health and Social Transfer to a province for the fiscal year beginning on April 1, 2001 that was determined in accordance with the final computation made in September 2004 exceeds the cash contribution payable to the province under this Part for that fiscal year and calculated in accordance with paragraph

provinces au titre du Transfert pour l'exercice, en cas d'application du mode de calcul des paiements de péréquation prévu à la partie I, à l'exception des paragraphes 4(6) et (9), dans leur version au 13 mai 2004, au montant du dégrèvement d'impôt sur le revenu pour toutes les provinces au titre du Transfert pour cet exercice; toutefois :

(A) pour le calcul prévu au présent 10 sous-alinéa, les assiettes à retenir sont déterminées de la manière prescrite,

(B) dans le cas où cette version des paragraphes 4(6) ou (9) s'applique au calcul du paiement de péréquation fait à la province pour l'exercice, le montant déterminé en application du présent sous-alinéa est rajusté de la manière prescrite.

**(2) L'article 16 de la même loi est modifié 20 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

Paiement de  
péréquation

(1.1) Pour l'application du sous-alinéa (1)(b)(i), le paiement de péréquation correspond, pour chaque exercice compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2004 :

a) s'agissant d'une province à qui a été versé le paiement supplémentaire visé au paragraphe 4(3), à l'estimation établie par le ministre le 23 février 2004 à l'égard de 30 l'exercice, conformément à l'article 8 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*;

b) s'agissant d'une province à qui n'a pas été versé un tel paiement, au montant du calcul définitif pour l'exercice.

Recouvrement

(1.2) Dans le cas où la contribution pécuniaire au titre du Transfert pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2001, calculée selon 40 le calcul définitif effectué en septembre 2004, dépasse la contribution pécuniaire à verser à la province au titre de la présente partie pour cet exercice — laquelle est calculée conformément



	(1.1)(a), the Minister may recover the amount of the excess from the province from any amount payable under this Act.	à l'alinéa (1.1)a) —, le ministre peut recouvrer de la province la somme en cause sur toute somme à payer en vertu de la présente loi.
Amount payable	(1.3) Where the cash contribution in respect of the Canada Health and Social Transfer to a province for the fiscal year beginning on April 1, 2001 that was determined under this Part and calculated in accordance with subsection (1.1) exceeds the cash contribution payable to the province for that fiscal year that was determined in accordance with the final computation made in September 2004, the Minister may pay the excess amount to the province out of the Consolidated Revenue Fund at the time and in the manner that the Minister considers appropriate.	(1.3) Dans le cas où la contribution pécuniaire au titre du Transfert, calculée en vertu de la présente partie et conformément au paragraphe (1.1), pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2001 dépasse la contribution pécuniaire à verser à la province pour cet exercice, calculée selon le calcul définitif effectué en septembre 2004, le ministre peut verser à la province sur le Trésor l'excédent, selon les échéances et les modalités qu'il juge indiquées.
2003, c. 15, s. 8	<b>4. (1) Subparagraphs 24.7(1)(b)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:</b>  (i) the equalization payment referred to in subsection (1.1) that would be payable to the province for the fiscal year, and  (ii) the amount of equalization that would be paid to the province in respect of the federal income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health Transfer and the Canada Social Transfer for the fiscal year, if the method of calculation of fiscal equalization payments as set out in Part I, excluding subsection 4(6) of this Act as it read on May 13, 2004, were to be applied to the value of the income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health Transfer and the Canada Social Transfer for the fiscal year, except that  (A) for the purposes of the calculation under this subparagraph, the relevant revenue bases are to be determined in the prescribed manner, and  (B) where subsection 4(6) of this Act as it read on May 13, 2004 applies in the determination of the fiscal equalization payment to the province for the fiscal year, the amount determined under this subparagraph is to be adjusted in the prescribed manner.	<b>4. (1) Les sous-alinéas 24.7(1)b)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>  (i) le montant du paiement de péréquation visé au paragraphe (1.1) qui est susceptible d'être fait à la province pour l'exercice,  (ii) le montant du paiement de péréquation susceptible d'être fait à la province à l'égard du dégrèvement d'impôt fédéral sur le revenu effectué au profit de toutes les provinces au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux pour l'exercice, en cas d'application du mode de calcul des paiements de péréquation prévu à la partie I, à l'exception du paragraphe 4(6) dans sa version au 13 mai 2004, au montant du dégrèvement d'impôt sur le revenu pour toutes les provinces au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux pour cet exercice; toutefois :  (A) pour le calcul prévu au présent sous-alinéa, les assiettes à retenir sont déterminées de la manière prescrite,  (B) dans le cas où cette version du paragraphe 4(6) s'applique au calcul du paiement de péréquation fait à la pro-



vince pour l'exercice, le montant déterminé en application du présent sous-alinéa est rajusté de la manière prescrite.

**(2) Section 24.7 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

**(2) L'article 24.7 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

Equalization  
payment payable

(1.1) For the purposes of subparagraph (1)(b)(i),

(a) for each fiscal year beginning after March 31, 2005, the equalization payment shall be the equalization payment that would be payable to the province for the fiscal year under Part I; and

(b) for the fiscal year beginning on April 1, 2004, the equalization payment shall be

(i) in the case of a province that receives an additional fiscal equalization payment under subsection 4(3), the estimate that was made by the Minister on February 23, 2004 in respect of the fiscal year in accordance with section 8 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, and

(ii) in the case of a province that does not receive an additional fiscal equalization payment under subsection 4(3), the final computation in respect of the fiscal year.

(1.1) Pour l'application du sous-alinéa (1)b(i), le paiement de péréquation correspond :

Paiement de  
péréquation

a) pour chaque exercice commençant après le 31 mars 2005, au paiement de péréquation susceptible d'être fait à la province en vertu de la partie I;

b) pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004 :

(i) s'agissant d'une province à qui a été versé le paiement supplémentaire visé au paragraphe 4(3), à l'estimation établie par le ministre le 23 février 2004 à l'égard de l'exercice, conformément à l'article 8 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*,

(ii) s'agissant d'une province à qui n'a pas été versé un tel paiement, au montant du calcul définitif pour l'exercice.

1999, c. 11, s. 5

**5. Paragraph 40(a) of the Act is repealed.**

**5. L'alinéa 40a) de la même loi est abrogé.**

1999, ch. 11,  
art. 5

**6. Section 41 of the Act is replaced by the following:**

**6. L'article 41 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Payment out of  
C.R.F.

**41.** The amounts authorized to be paid by Part I and by sections 5 and 9 shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund at such times and in such manner as may be prescribed.

**41.** Les sommes dont le versement est autorisé par la partie I et par les articles 5 et 9 sont prélevées sur le Trésor aux dates et selon les modalités prescrites.

Paiement sur le  
Trésor

2004, c. 8

#### CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

#### APPROPRIATION ACT NO. 1, 2004-2005

**7. (1) Section 4 of the *Appropriation Act No. 1, 2004-2005* is amended by adding the following after subsection (2):**

#### MODIFICATIONS CONNEXES

#### LOI DE CRÉDITS N<sup>O</sup> 1 POUR 2004-2005

**7. (1) L'article 4 de la *Loi de crédits n<sup>o</sup> 1 pour 2004-2005* est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

2004, ch. 8

Non-application	(3) This section does not apply to the Formula Financing Grants for the fiscal year ending March 31, 2005 set out in item 15 for the Department of Finance in the Estimates referred to in section 2.	(3) Le présent article ne s'applique pas, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005, aux subventions calculées conformément à la formule préétablie, qui sont visées au poste 15 du ministère des Finances figurant dans le budget mentionné à l'article 2.	Non-application
Coming into force	(2) Subsection (1) comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.	(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur à la date fixée par décret.	Entrée en vigueur
2004, c. 22	<b>BUDGET IMPLEMENTATION ACT, 2004</b>	<b>LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2004</b>	2004, ch. 22
	8. (1) Subsections 8(1) to (3) of the <i>Budget Implementation Act, 2004</i> are replaced by the following:	8. (1) Les paragraphes 8(1) à (3) de la <i>Loi d'exécution du budget de 2004</i> sont remplacés par ce qui suit :	
Payment for fiscal year 2004-2005	8. (1) For the fiscal year beginning on April 1, 2004, the Minister of Finance may make a cash payment to the Province of Nova Scotia in an amount equal to the aggregate of twenty-one million dollars and an amount equal to 20 per cent of the Province's offshore minerals revenue for that fiscal year included in the description set out in paragraph (z.5) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation and subparagraph 5(1)(z.5)(ii) of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999</i> .	8. (1) Le ministre des Finances peut, pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2004, faire à la province de la Nouvelle-Écosse un paiement égal au total de vingt et un millions de dollars et de vingt pour cent des revenus minéraux extracôtiers visés par la désignation de l'alinéa z.5) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure et par la désignation du sous-alinéa 5(1)z.5)(ii) du <i>Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> pour cet exercice.	Paiement pour l'exercice 2004-2005
Payment for fiscal year 2005-2006	(2) For the fiscal year beginning on April 1, 2005, the Minister of Finance may make a cash payment to the Province of Nova Scotia in an amount equal to 10 per cent of the Province's offshore minerals revenue for that fiscal year included in the description set out in paragraph (z.5) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation and subparagraph 5(1)(z.5)(ii) of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999</i> .	(2) Le ministre des Finances peut, pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2005, faire à la province de la Nouvelle-Écosse un paiement égal à dix pour cent des revenus minéraux extracôtiers visés par la désignation de l'alinéa z.5) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure et par la désignation du sous-alinéa 5(1)z.5)(ii) du <i>Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> pour cet exercice.	Paiement pour l'exercice 2005-2006
Determination of offshore minerals revenue	(3) The offshore minerals revenue of the Province of Nova Scotia for each of the fiscal years referred to in subsections (1) and (2) shall be determined by the Minister of Finance after the end of that fiscal year at the time of the final computation of the amount, if any, of the fiscal equalization	(3) Le calcul des revenus minéraux extracôtiers de la province de la Nouvelle-Écosse pour les exercices mentionnés aux paragraphes (1) et (2) se fait par le ministre des Finances après chacun de ces exercices au moment du calcul définitif du paiement de péréquation éventuellement à verser à la province pour l'exercice en question au titre de la partie I de la législation antérieure.	Calcul des revenus minéraux extracôtiers

payment that is payable to the Province for that fiscal year under Part I of the former legislation.

(2) Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Definition of  
"former  
legislation"

(5) In subsections (1) to (3), "former legislation" means the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* as it read on May 13, 2004.

(2) L'article 8 de la même loi est modifié 5 par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Définition de  
« législation  
antérieure » 5

(5) Pour l'application des paragraphes (1) à (3), « législation antérieure » s'entend de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* dans sa version au 13 mai 2004.





**MAIL  POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

C-24

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

## BILL C-24

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements  
Act and to make consequential amendments to other Acts  
(fiscal equalization payments to the provinces and funding  
to the territories)

---

**AS PASSED**

BY THE HOUSE OF COMMONS  
FEBRUARY 15, 2005

---

C-24

Première session, trente-huitième législature,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## PROJET DE LOI C-24

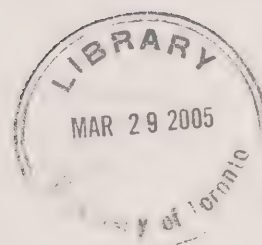
Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le  
gouvernement fédéral et les provinces et d'autres lois en  
conséquence (paiements de péréquation aux provinces et  
financement des territoires)

---

**ADOPTÉ**

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 15 FÉVRIER 2005

---





## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act and to make consequential amendments to other Acts (fiscal equalization payments to the provinces and funding to the territories)*".

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et d'autres lois en conséquence (paiements de péréquation aux provinces et financement des territoires)* ».

## SUMMARY

This enactment amends the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* to authorize the Minister of Finance to make fiscal equalization payments to the provinces for the fiscal years beginning after March 31, 2004 and to change the manner in which those payments will be calculated. It also authorizes the Minister to pay, under a new legislative regime, grants to the territories for the fiscal years between April 1, 2001 and March 31, 2005 and territorial formula financing payments for subsequent fiscal years. Finally, this enactment also makes consequential amendments to that Act and to other Acts.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* afin d'autoriser le ministre des Finances à verser aux provinces des paiements de péréquation pour les exercices commençant après le 31 mars 2004 et de changer la façon de calculer ces paiements. De plus, il autorise le ministre à verser aux territoires, dans le cadre d'un nouveau régime, des subventions pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2005 et des paiements de transfert pour les exercices ultérieurs. Enfin, il apporte des modifications connexes à celle-ci et à d'autres lois.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-24

## PROJET DE LOI C-24

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act and to make consequential amendments to other Acts (fiscal equalization payments to the provinces and funding to the territories)

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et d'autres lois en conséquence (paiements de péréquation aux provinces et financement des territoires)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS ACT

### LOI SUR LES ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

L.R., ch. F-8;  
1995, ch. 17,  
par. 45(1)

1. (1) Sections 3 to 4.3 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* are replaced by the following:

1. (1) Les articles 3 à 4.3 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 2,  
par. 2(3); 1999,  
ch. 11, art. 2;  
2001, ch. 19,  
art. 1; 2003,  
ch. 15, art. 3;  
2004, ch. 22,  
art. 2 à 4

3. Subject to the provisions of this Act, the Minister may pay to a province for each fiscal year that begins after March 31, 2004 a fiscal equalization payment not exceeding the amounts set out in this Part.

3. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le ministre peut verser à une province, pour chaque exercice commençant 10 après le 31 mars 2004, un paiement de péréquation n'excédant pas les montants prévus par la présente partie.

Paiement de  
péréquation

4. (1) The fiscal equalization payment that may be paid to a province for the fiscal year beginning on April 1, 2004 is the amount computed in accordance with section 4 of this Act as it read on May 13, 2004 and subsection (4).

4. (1) Le paiement de péréquation qui peut être versé à une province pour l'exercice 15 commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004 correspond au montant calculé selon l'article 4, dans sa version au 13 mai 2004, et le paragraphe (4).

Paiement de  
péréquation pour  
l'exercice  
2004-2005

R.S., c. F-8;  
1995, c. 17,  
s. 45(1)

1994, c. 2,  
s. 2(3); 1999,  
c. 11, s. 2; 2001,  
c. 19, s. 1; 2003,  
c. 15, s. 3; 2004,  
c. 22, ss. 2 to 4

Fiscal  
equalization  
payment

Fiscal  
equalization  
payment for  
fiscal year  
2004-2005

Additional  
payment for  
fiscal year  
2004-2005

(2) The Minister may pay to a province an additional fiscal equalization payment for the fiscal year beginning on April 1, 2004 in the amount determined by the formula

$$(F - L) \times (K/L)$$

where

F is \$10 billion;

K is the amount of the fiscal equalization payment to the province under subsection (1); and

L is the aggregate of the fiscal equalization payments to all provinces under subsection (1).

Additional  
payment for  
fiscal year  
2004-2005

(3) The Minister may pay to a province an additional fiscal equalization payment for the fiscal year beginning on April 1, 2004 equal to the amount by which

(a) the aggregate of the fiscal equalization payments to the province for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2005 that were set out in the Minister's interim estimate in February 2004

exceeds

(b) the aggregate of

(i) the fiscal equalization payments, as finally computed in accordance with subsection (4), payable to the province for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2002 and ending on March 31, 2004,

(ii) the fiscal equalization payment payable to the province for the fiscal year beginning on April 1, 2001,

(iii) the fiscal equalization payment referred to in subsection (1), and

(iv) the additional fiscal equalization payment referred to in subsection (2).

Final  
computation

(4) Notwithstanding section 8 and subsections 9(1) to (5) of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, the estimate that was made by the Minister on October 12, 2004 of a fiscal equalization

(2) Le ministre peut verser à une province, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, un paiement de péréquation supplémentaire dont le montant correspond au résultat du calcul suivant :

$$(F - L) \times (K/L)$$

où :

F représente la somme de 10 milliards de dollars;

10 K le paiement de péréquation calculé en vertu du paragraphe (1) à l'égard de la province;

L la totalité des paiements de péréquation calculée en vertu du paragraphe (1) à l'égard de l'ensemble des provinces.

(3) Le ministre peut verser à une province, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, un paiement de péréquation supplémentaire correspondant à l'excédent des paiements visés à l'alinéa a) sur ceux visés à l'alinéa b) :

a) l'ensemble des paiements de péréquation versés à la province pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2005, qui ont été précisés par le ministre dans l'estimation provisoire de février 2004;

b) l'ensemble des paiements suivants :

(i) les paiements de péréquation à faire à la province, selon le calcul définitif du ministre au titre du paragraphe (4), pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2002 et le 31 mars 2004,

(ii) le paiement de péréquation à faire à la province pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2001,

(iii) le paiement de péréquation visé au paragraphe (1),

(iv) le paiement de péréquation supplémentaire visé au paragraphe (2).

(4) Malgré l'article 8 et les paragraphes 9(1) à (5) du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, le calcul définitif du paiement de péréquation à faire à une province pour chacun

Paiement  
supplémentaire  
pour l'exercice  
2004-2005

Paiement  
supplémentaire  
pour l'exercice  
2004-2005

Calcul définitif



	payment payable to a province for each of the fiscal years in the period beginning on April 1, 2002 and ending on March 31, 2005 constitutes the final computation of the fiscal equalization payment payable to the province for each of those fiscal years.	des exercices compris entre le 1 <sup>er</sup> avril 2002 et le 31 mars 2005 correspond au montant de l'estimation établie par le ministre le 12 octobre 2004.	
Time and manner of payment	(5) The Minister may pay the amounts referred to in subsections (2) and (3) out of the Consolidated Revenue Fund at the times and in the manner that the Minister considers appropriate.	(5) Le ministre prélève sur le Trésor les sommes visées aux paragraphes (2) et (3), selon les échéances et les modalités qu'il juge indiquées.	5 Modalités de paiement
Fiscal equalization payments	<b>4.1</b> (1) The fiscal equalization payments to the provinces  (a) for the fiscal year beginning on April 1, 2005, shall equal \$10.9 billion;  (b) for the fiscal year beginning on April 1, 2006, shall equal the product obtained by multiplying \$10.9 billion by 1.035; and  (c) for each subsequent fiscal year, shall equal the product obtained by multiplying the fiscal equalization payment for the immediately preceding fiscal year by 1.035.	<b>4.1</b> (1) Les paiements de péréquation à verser aux provinces sont :  a) pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2005, de 10,9 milliards de dollars;  b) pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2006, de la somme obtenue par multiplication de 10,9 milliards de dollars par 1,035;  c) pour chaque exercice ultérieur, de la somme obtenue par multiplication de la somme versée pour l'exercice précédent par 1,035.	10 Paiements de péréquation
Provincial allocation for fiscal year 2005-2006	(2) The fiscal equalization payment referred to in paragraph (1)(a) shall be allocated to the provinces as follows:  (a) to Quebec, \$4,798,070,000; (b) to Nova Scotia, \$1,343,527,000; (c) to New Brunswick, \$1,347,993,000; (d) to Manitoba, \$1,601,018,000; (e) to British Columbia, \$589,698,000; (f) to Prince Edward Island, \$276,563,000; (g) to Saskatchewan, \$82,172,000; and (h) to Newfoundland and Labrador, \$860,959,000.	(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), le paiement de péréquation à verser aux provinces ci-après est celui figurant en regard de leur nom :  a) Québec : 4 798 070 000 \$; b) Nouvelle-Écosse : 1 343 527 000 \$; c) Nouveau-Brunswick : 1 347 993 000 \$; d) Manitoba : 1 601 018 000 \$; e) Colombie-Britannique : 589 698 000 \$; f) Île-du-Prince-Édouard : 276 563 000 \$; g) Saskatchewan : 82 172 000 \$; h) Terre-Neuve-et-Labrador : 860 959 000 \$.	25 Parts des provinces — exercice 2005-2006
Provincial allocation for subsequent fiscal years	(3) The fiscal equalization payments referred to in paragraphs (1)(b) and (c) shall be allocated to each province in the same proportion as the fiscal equalization payment referred to in paragraph (1)(a) is allocated under subsection (2).	(3) Pour l'application des alinéas (1)b) et c), les paiements de péréquation sont répartis entre les provinces suivant leur part respective du paiement visé à l'alinéa (1)a) au titre du paragraphe (2).	35 Parts des provinces — exercices ultérieurs
Time and manner of payment	(4) The Minister shall pay the fiscal equalization payment to the province in equal monthly instalments on the first and third	(4) Le ministre verse à la province le paiement de péréquation, en versements mensuels égaux, les premier et troisième jours	Modalités de paiement

working days after the 15th day of each month during the relevant fiscal year. For the purpose of this subsection, "working day" includes any day that is not a Saturday or a holiday.

Payment for  
fiscal year  
2004-2005

4.2 (1) The Minister may, on the request of a province made in the prescribed manner on or before March 10, 2005, make a payment to the province for the fiscal year beginning on April 1, 2004 in an amount not greater than the amount by which

(a) the estimate, calculated by October 12, 2004, of the fiscal equalization payment referred to in subsection 4(1) for the province for the fiscal year beginning on April 1, 2004 is less than

(b) the estimate, calculated by October 12, 2004, of the average of the fiscal equalization payments for the province for the fiscal years in the period beginning on April 1, 1999 and ending on March 31, 2003.

Deductions

(2) Where a province has received a payment under subsection (1), the Minister shall, in the prescribed amounts, reduce the fiscal equalization payments to the province for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2006 and ending on March 31, 2016. If, on March 31, 2016, the total amount of that payment has not been recovered, the Minister may recover the amount remaining as a debt due to Her Majesty in right of Canada out of any sum of money that may be due or payable by Her Majesty in right of Canada to the province pursuant to this Act or any other Act of Parliament.

Additional  
payment in fiscal  
year 2004-2005

4.3 Notwithstanding subsections 4(1) to (3), the Minister may make an additional fiscal equalization payment in the fiscal year beginning on April 1, 2004

- (a) to Quebec, in the amount of \$69,640,666.74;
- (b) to Nova Scotia, in the amount of \$8,674,951.83;
- (c) to New Brunswick, in the amount of \$6,951,991.15;
- (d) to Manitoba, in the amount of \$10,813,779.78;

ouvrables suivant le quinzième jour de chaque mois de l'exercice en cause, les jours fériés et les samedis n'étant pas des jours ouvrables.

Versement à une  
province pour  
l'exercice  
2004-2005

4.2 (1) Le ministre peut, sur demande d'une province présentée de la manière prescrite au plus tard le 10 mars 2005, verser à celle-ci, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, une somme ne dépassant pas l'excédent de la somme obtenue à l'alinéa b) sur celle obtenue à l'alinéa a) :

a) l'estimation, au 12 octobre 2004, du montant du paiement de péréquation fait, au titre du paragraphe 4(1), à cette province pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004;

b) l'estimation, au 12 octobre 2004, de la 15 moyenne des paiements de péréquation faits à cette province pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 1999 et le 31 mars 2003.

(2) Si la province reçoit la somme visée au paragraphe (1), les paiements de péréquation qui doivent lui être faits à l'égard des exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2006 et le 31 mars 2016 sont réduits des sommes prévues par règlement. Si, au 31 mars 2016, le total de la somme n'a pas été recouvré, le ministre peut recouvrer le solde à titre de créance de Sa Majesté du chef du Canada en le retenant sur toute somme due par elle à cette province au titre de la présente loi ou de toute autre loi fédérale.

Déductions

4.3 Malgré les paragraphes 4(1) à (3), le ministre peut, au cours de l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, faire aux provinces ci-après le paiement de péréquation supplémentaire figurant en regard de leur nom :

Paiement de  
péréquation  
supplémentaire  
pour l'exercice  
2004-2005

- a) Québec : 69 640 666,74 \$;
- b) Nouvelle-Écosse : 8 674 951,83 \$;
- c) Nouveau-Brunswick : 6 951 991,15 \$;
- d) Manitoba : 10 813 779,78 \$;
- e) Colombie-Britannique : 38 634 050,87 \$;
- f) Île-du-Prince-Édouard : 1 280 669,01 \$;
- g) Saskatchewan : 9 196 695,51 \$;

- (e) to British Columbia, in the amount of \$38,634,050.87;

(f) to Prince Edward Island, in the amount of \$1,280,669.01;

(g) to Saskatchewan, in the amount of \$9,196,695.51; and

(h) to Newfoundland and Labrador, in the amount of \$4,807,195.11.
- h) Terre-Neuve-et-Labrador : 4 807 195,11 \$.

	<p>PART I.1</p> <p>TERRITORIAL FINANCING</p>	<p>PARTIE 1.1</p> <p>PAIEMENTS AUX TERRITOIRES</p>	
Payments to territories	<p><b>4.4</b> Subject to the provisions of this Part, the Minister may pay to a territory</p> <p>(a) for each fiscal year in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2005, a Formula Financing Grant and a Supplemental Formula Financing Grant not exceeding the amounts calculated in accordance with sections 4.7 to 4.9; and</p> <p>(b) for each fiscal year that begins after March 31, 2005, a territorial formula financing payment not exceeding the amount calculated in accordance with section 4.92.</p>	<p><b>4.4</b> Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, le ministre peut verser à un territoire :</p> <p>a) pour chaque exercice compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2005, une subvention calculée conformément à la formule préétablie (« la subvention ») et une subvention supplémentaire dont les montants n’excèdent pas ceux calculés en conformité avec les articles 4.7 à 4.9;</p> <p>b) pour chaque exercice commençant après le 31 mars 2005, un paiement de transfert dont le montant n’excède pas celui calculé en conformité avec l’article 4.92.</p>	Paiements aux territoires
	<p>FORMULA FINANCING GRANT</p>	<p>SUBVENTION CALCULÉE CONFORMÉMENT À LA FORMULE PRÉÉTABLIE</p>	
Definition of “Agreement”	<p><b>4.5</b> (1) In this section and in sections 4.6 to 4.9, “Agreement” means</p> <p>(a) in the case of Yukon, the Territorial Formula Financing Agreement made with the Government of Yukon in 1999, as extended to 2004-2005;</p> <p>(b) in the case of the Northwest Territories, the Territorial Formula Financing Agreement made with the Government of the Northwest Territories in 1998, as extended to 2004-2005; and</p> <p>(c) in the case of Nunavut, the Territorial Formula Financing Agreement made with the Government of Nunavut in 1998, as extended to 2004-2005.</p>	<p><b>4.5</b> (1) Au présent article et aux articles 4.6 à 4.9, « accord » s’entend :</p> <p>a) dans le cas du Yukon, de l’Accord de financement selon une formule préétablie conclu avec le gouvernement du Yukon en 1999 et prorogé jusqu’en 2005;</p> <p>b) dans le cas des Territoires du Nord-Ouest, de l’Accord de financement selon une formule préétablie conclu avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en 1998 et prorogé jusqu’en 2005;</p> <p>c) dans le cas du Nunavut, de l’Accord de financement selon une formule préétablie conclu avec le gouvernement du Nunavut en 1998 et prorogé jusqu’en 2005.</p>	Définition de « accord »
Terms defined in Agreement	<p>(2) In sections 4.6 to 4.9, the definitions in the Agreement apply.</p>	<p>(2) Dans le cadre des articles 4.6 à 4.9, les définitions de l’accord s’appliquent.</p>	Termes définis



Final calculation

**4.6** (1) Notwithstanding any provisions in the Agreement requiring the revision of estimates and payments of Formula Financing Grants, the amount of the Minister's final calculation of the aggregate of the Formula Financing Grants payable to a territory under the Agreement for the fiscal years in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2004 shall be equal to the Formula Grant Estimate made between February 12 and 10 March 31, 2005 in accordance with the Agreement.

Information

(2) The Minister shall make the final calculation of the aggregate of the Formula Financing Grants on the basis of the most recent information provided by Statistics Canada or any other source to the Minister in relation to the matters set out in the Agreement.

Adjustment to fiscal years 2001-2002 to 2003-2004

**4.7** For the fiscal years in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2004, the Minister may adjust a territory's Formula Financing Grant in accordance with the Annex to the Agreement entitled "Schedule and Amounts of Payments and Adjustments", using the final calculation determined in accordance with section 4.6.

Basic Formula Financing Grant for fiscal year 2004-2005

**4.8** (1) Subject to subsection (2), for the fiscal year beginning on April 1, 2004, the Minister may pay a Formula Financing Grant

(a) to Yukon, in the amount of 30 \$465,707,930;

(b) to the Northwest Territories, in the amount of \$678,442,202; and

(c) to Nunavut, in the amount of 35 \$755,849,868.

Reduction

(2) The amount referred to in subsection (1) in respect of a territory shall be reduced by the amount of the Formula Financing Grant paid to the territory for the fiscal year beginning on April 1, 2004 pursuant to 40

(a) item 15 for the Department of Finance set forth in the Main Estimates for that fiscal year, as laid before the House of Commons during the thirty-seventh Parliament and as enacted by paragraph (2)(a) of *Appropriation Act No. 1, 2004-2005*, chapter 8 of the Statutes of Canada, 2004; and

**4.6** (1) Malgré les dispositions de l'accord qui prévoient des révisions des estimations et des paiements des subventions, le résultat du calcul final du montant total des subventions à verser au territoire au titre de l'accord pour les 5 exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2004 correspond à l'estimation qui a été établie entre le 12 février et le 31 mars 2005 conformément à l'accord.

Calcul du montant final

(2) Le ministre procède au calcul final du 10 montant total des subventions sur la base des plus récentes données que lui a fournies Statistique Canada ou toute autre source en ce qui touche les questions visées par l'accord.

Information

**4.7** Pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> 15 avril 2001 et le 31 mars 2004, le ministre peut rajuster le montant de la subvention en conformité avec le Calendrier et montant des versements et des rajustements figurant en annexe de l'accord, sur la base du calcul final effectué 20 conformément à l'article 4.6.

Rajustement pour les exercices 2001-2002 à 2003-2004

**4.8** (1) Sous réserve du paragraphe (2), pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, le ministre peut verser aux territoires ci-après la subvention figurant en regard de leur nom : 25

a) Yukon : 465 707 930 \$;

b) Territoires du Nord-Ouest : 678 442 202 \$;

c) Nunavut : 755 849 868 \$.

Subvention pour l'exercice 2004-2005

(2) La subvention est réduite de la somme versée, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 30 2004, au territoire :

Réduction

a) au titre du poste 15 du ministère des Finances figurant au budget principal des dépenses pour cet exercice, déposé devant la Chambre des communes au cours de la 35 trente-septième législature et édicté par l'alinéa 2a) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005*, chapitre 8 des Lois du Canada (2004);

	<p>any item for the Department of Finance set forth in the supplementary estimates for that fiscal year, as laid before the House of Commons during the thirty-eighth Parliament and as enacted by any other appropriation 5 Act.</p>	<p>b) au titre d'un poste du ministère des Finances figurant au budget supplémentaire des dépenses pour cet exercice, déposé devant la Chambre des communes au cours de la trente-huitième législature et édicté par 5 une loi de crédits.</p>	
Supplemental Formula Financing Grant	<p>4.9 In addition to the Formula Financing Grant referred to in section 4.8, the Minister may pay to a territory a Supplemental Formula Financing Grant equal to the amount by which 10</p> <p>(a) the aggregate of</p> <p>(i) the Minister's calculation of the aggregate of the amounts of the Formula Financing Grants for the territory for the fiscal years in the period beginning on 15 April 1, 2001 and ending on March 31, 2004, as set out in the Formula Grant Estimate made between February 12 and March 31, 2004 in accordance with the Agreement, and 20</p> <p>(ii) the amount of the Grant Entitlement for the territory for the fiscal year beginning on April 1, 2004, as set out in Table A6.2 of the Budget Plan 2004 dated March 23, 2004, 25</p> <p>exceeds</p> <p>(b) the aggregate of</p> <p>(i) the Minister's calculation of the aggregate of the amounts of the Formula Financing Grants for the territory for the 30 fiscal years in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2004, as calculated in accordance with the Agreement using the final calculation determined in accordance with section 35 4.6, and</p> <p>(ii) the amount of the Formula Financing Grant referred to in subsection 4.8(1).</p>	<p>4.9 Outre la subvention visée à l'article 4.8, le ministre peut verser au territoire une subvention supplémentaire dont le montant est égal à 10 l'excédent du montant visé à l'alinéa a) sur celui 10 visé à l'alinéa b):</p> <p>a) la somme des montants suivants :</p> <p>(i) le montant des subventions du territoire pour les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2004, selon le total 15 estimatif établi entre le 12 février et le 31 mars 2004 conformément à l'accord,</p> <p>(ii) le montant des droits du territoire prévu, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, au Tableau A6.2 du plan 20 budgétaire de 2004, en date du 23 mars 2004;</p> <p>b) la somme des montants suivants :</p> <p>(i) le montant des subventions du territoire calculé par le ministre, pour les exercices 25 compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2004, au titre de l'accord à l'aide du calcul final visé à l'article 4.6,</p> <p>(ii) le montant de la subvention visée au paragraphe 4.8(1). 30</p>	Subvention supplémentaire
Time and manner of payment	<p>4.91 (1) Subject to subsection (2), the Minister may pay to a territory the amount of any 40 underpayment determined pursuant to the adjustment under section 4.7, and the amounts payable under sections 4.8 and 4.9, out of the Consolidated Revenue Fund at the times and in the manner that the Minister considers appropriate. 45</p>	<p>4.91 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre peut prélever sur le Trésor la somme à verser en raison d'un rajustement au titre de l'article 4.7 et les sommes visées aux articles 4.8 et 4.9, selon les échéances et les modalités qu'il 35 juge indiquées.</p>	Modalités de paiement

Underpayment	(2) Where it is determined in respect of a territory that the Minister has underpaid any amounts referred to in subsection (1), the Minister may pay the territory an amount equal to the underpayment out of the Consolidated Revenue Fund. 5	(2) S'il est établi que le ministre a omis de verser une somme à un territoire, il peut payer sur le Trésor une somme égale au moins-perçu.	Paiement insuffisant
Overpayment	(3) Where it is determined pursuant to the adjustment under section 4.7 that the Minister has made an overpayment or where it is determined that an overpayment has been made in respect of any amounts paid under subsection (1) for a fiscal year, the Minister may recover the amount of that overpayment 10  (a) from any amount payable to the territory under this Act in the same fiscal year or as soon as possible after the end of that fiscal year; or  (b) from the territory as a debt due to Her Majesty in right of Canada.	(3) S'il est établi que le ministre a versé à un territoire pour un exercice une somme en trop en raison d'un rajustement au titre de l'article 4.7 ou une somme en trop à l'égard d'une somme payée en vertu du paragraphe (1), il peut la recouvrer, selon le cas :  a) sur la somme à payer au territoire en vertu de la présente loi au cours du même exercice ou dès que possible après la fin de celui-ci;  b) auprès du territoire à titre de créance de Sa Majesté du chef du Canada.	Paiement en trop 5

#### TERRITORIAL FORMULA FINANCING PAYMENT

#### PAIEMENT DE TRANSFERT

Payment for fiscal year 2005-2006	<b>4.92</b> (1) For the fiscal year beginning on 20 April 1, 2005, the Minister may pay a territorial formula financing payment  (a) to Yukon, in the amount of \$487,140,000;  (b) to the Northwest Territories, in the 25 amount of \$714,030,000; and  (c) to Nunavut, in the amount of \$798,830,000.	<b>4.92</b> (1) Pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> 15 avril 2005, le ministre peut faire aux territoires ci-après un paiement de transfert correspondant à la somme figurant en regard de leur nom :  a) Yukon : 487 140 000 \$;  b) Territoires du Nord-Ouest : 714 030 000 \$; 20  c) Nunavut : 798 830 000 \$.	Paiements — exercice 2005-2006
Payment for subsequent fiscal years	(2) For each subsequent fiscal year, the amount of the territorial formula financing 30 payments for all territories shall equal the product obtained by multiplying the aggregate of the territorial formula financing payments for all territories for the immediately preceding fiscal year by 1.035.	(2) Le paiement de transfert à verser aux territoires pour chaque exercice ultérieur correspond au produit obtenu par multiplication du paiement de transfert de l'exercice précédent par 1,035. 25	Paiement — exercices ultérieurs
Territorial allocation for subsequent fiscal years	(3) The territorial formula financing payments referred to in subsection (2) shall be allocated to each territory in the same proportion as the territorial formula financing payments referred to in subsection (1) are allocated 40 under that subsection.	(3) Le paiement de transfert visé au paragraphe (2) est réparti entre les territoires suivant leur part respective du paiement visé au paragraphe (1). 30	Parts des territoires — exercices ultérieurs



Time and manner of payment	(4) In April and May of each fiscal year beginning after March 31, 2005, the Minister shall pay to a territory a monthly instalment of the territorial formula financing payment equal to 16 per cent of the territory's allocation of the aggregate territorial formula financing payment for that fiscal year. In each of the remaining ten months of the fiscal year, the Minister shall pay to the territory a monthly instalment of the territorial formula financing payment equal to 10 6.8 per cent of the territory's allocation of the aggregate territorial formula financing payment under this section.	(4) En avril et en mai de chaque exercice commençant après le 31 mars 2005, le ministre verse à chaque territoire un acompte mensuel égal à 16 % de sa part du paiement de transfert 5 pour l'exercice. Au cours des autres mois de l'exercice, il lui verse un acompte mensuel égal à 6,8 % de sa part de ce paiement.	Calendrier et modalités des paiements
Regulations	(5) The Governor in Council may make regulations to change the amount of the monthly instalments or the time at which they are paid.	(5) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier le montant des acomptes mensuels ou le calendrier de versement de ceux- 10 ci.	Règlements
Payment out of C.R.F.	<b>4.93</b> (1) Any amount payable under section 4.92 shall be paid by the Minister out of the Consolidated Revenue Fund.	<b>4.93</b> (1) Le ministre prélève sur le Trésor les sommes à verser au titre de l'article 4.92.	Paiements sur le Trésor
Underpayment	(2) Where it is determined that the Minister 20 has underpaid any amounts payable to a territory under section 4.92, the Minister may pay to the territory an amount equal to the underpayment out of the Consolidated Revenue Fund at the times and in the manner that the 25 Minister considers appropriate.	(2) S'il est établi que le ministre a omis de verser à un territoire une somme à payer au titre 15 de l'article 4.92, il peut payer sur le Trésor une somme égale au moins-perçu, selon les échéances et les modalités qu'il juge indiquées.	Paiement insuffisant
Overpayment	(3) Where it is determined that the Minister has made an overpayment in respect of any amounts payable to a territory under section 4.92 for a fiscal year, the Minister may recover 30 the amount of that overpayment  (a) from any amount payable to the territory under this Act in the same fiscal year or as soon as possible after the end of that fiscal year; or  (b) from the territory as a debt due to Her Majesty in right of Canada.	(3) S'il est établi que le ministre a versé, pour un exercice, à un territoire une somme en trop 20 au titre de l'article 4.92, il peut la recouvrer, selon le cas :  a) sur la somme à payer au territoire en vertu de la présente loi au cours du même exercice ou dès que possible après la fin de celui-ci; 25  b) auprès du territoire à titre de créance de Sa Majesté du chef du Canada.	Paiement en trop
Coming into force — subsections 4.1(3) and 4.92(3)	(2) Subsections 4.1(3) and 4.92(3) of the Act, as enacted by subsection (1), come into force on a day or days to be fixed by order of 40 the Governor in Council.	(2) Les paragraphes 4.1(3) et 4.92(3) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), entrent en vigueur à la date ou aux dates 30 fixées par décret.	Entrée en vigueur — par. 4.1(3) et 4.92(3)
1999, c. 11, s. 3(1)	<b>2. (1) Paragraph 6(1)(b) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>2. (1) L'alinéa 6(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1999, ch. 11, par. 3(1)

(b) the revenue subject to stabilization of the province for the fiscal year, adjusted in the prescribed manner to offset the amount, as determined by the Minister, of any change in the revenue subject to stabilization of the province for the fiscal year resulting from changes made by the province in the rates or in the structures of provincial taxes or other modes of raising the revenue of the province referred to in paragraphs (a) to (y) and (z.1) to (z.3) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, from the rates or structures in effect in the immediately preceding fiscal year.

1999, c. 11,  
s. 3(2)

**(2) Paragraph 6(2)(a) of the Act is replaced by the following:**

(a) the total revenues, as determined by the Minister, derived by the province for the fiscal year from the revenue sources described in the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, other than the revenue sources described in paragraphs (z) and (z.4) of that definition, and

1995, c. 17,  
s. 47(4)

**(3) Subsection 6(3) of the Act is replaced by the following:**

Revenue subject  
to stabilization

(3) For the purpose of determining pursuant to subsection (2) the revenue subject to stabilization of a province for a fiscal year, subsection 4(4) of the former legislation applies, with such modifications as the circumstances require, in determining the revenue derived by the province for the fiscal year from personal income taxes, described in paragraph (a) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, except that no deduction may be made in respect of the tax abatement units referred to in subsection 27(2).

b) le revenu sujet à stabilisation de la province pour l'exercice, corrigé de la manière prescrite pour compenser toute variation, déterminée par le ministre, du revenu sujet à stabilisation de la province pour l'exercice résultant de changements qu'elle a faits par rapport à l'exercice précédent dans les taux ou la structure soit des impôts provinciaux soit des autres mécanismes de prélèvement du revenu correspondant aux alinéas a) à y) et z.1) à z.3) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*.

**(2) L'alinéa 6(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 11,  
par. 3(2)

a) les revenus totaux, déterminés par le ministre, que la province retire pour l'exercice des sources de revenu mentionnées dans la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, à l'exception des sources de revenu visées aux alinéas z) et z.4) de cette définition;

30

**(3) Le paragraphe 6(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1995, ch. 17,  
par. 47(4)

(3) Pour déterminer, en vertu du paragraphe (2), le revenu sujet à stabilisation d'une province pour un exercice, le paragraphe 4(4) de la législation antérieure s'applique, avec les adaptations nécessaires, pour déterminer le revenu que la province retire pour l'exercice des impôts sur le revenu des particuliers, visés à l'alinéa a) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*; toutefois aucune déduction n'est permise au titre des unités d'abattement visées au paragraphe 27(2).

Revenu sujet à  
stabilisation

R.S., c. 11 (3rd Supp.), s. 5(4)	<b>(4) The portion of subsection 6(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>(4) Le passage du paragraphe 6(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	L.R., ch. 11 (3 <sup>e</sup> suppl.), par. 5(4)
Revenues of a province	(4) For the purposes of subsection (2), the revenue of a province for a fiscal year derived from the revenue source referred to in paragraph (a) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999</i> , shall be deemed to be	(4) Le revenu d'une province qui provient pour un exercice de la source de revenu visée à l'alinéa a) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du <i>Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> , est réputé, pour l'application du paragraphe (2), correspondre :	Revenu de la province
R.S., c. 11 (3rd Supp.), s. 5(4)	<b>(5) The portion of subsection 6(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>(5) Le passage du paragraphe 6(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	L.R., ch. 11 (3 <sup>e</sup> suppl.), par. 5(4)
Revenues of the province	(5) For the purposes of subsection (2), the revenue of a province for a fiscal year derived from that part of the revenue source described in paragraph (b) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999</i> , that consists of corporation income taxes, shall be deemed to be	(5) Le revenu d'une province qui provient pour un exercice de cette partie de la source de revenu visée à l'alinéa b) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du <i>Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> , qui est constituée d'impôts sur le revenu des personnes morales est réputé, pour l'application du paragraphe (2), correspondre :	Revenu de la province
1999, c. 11, s. 3(4)	<b>(6) Paragraph 6(6)(a) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(6) L'alinéa 6(6)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1999, ch. 11, par. 3(4)
	(a) the total revenues, as determined by the Minister, derived by the province for the immediately preceding fiscal year from the revenue sources described in paragraphs (l) to (w) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation, as revised or altered in accordance with section 5 of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999</i> , and the part of the revenue source described in paragraph (z.5) of that definition that relates to natural resources	a) les revenus totaux, déterminés par le ministre, retirés par la province pour l'exercice précédent des sources de revenu mentionnées aux alinéas l) à w) de la définition de « source de revenu », au paragraphe 4(2) de la législation antérieure, révisée ou modifiée par l'article 5 du <i>Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> , et de la partie de la source de revenu mentionnée à l'alinéa z.5) de cette définition qui a trait aux ressources naturelles	40
	<b>(7) Section 6 of the Act is amended by adding the following after subsection (10):</b>	<b>(7) L'article 6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (10), de ce qui suit :</b>	
Definition of "former legislation"	(11) In this section, "former legislation" means this Act as it read on May 13, 2004.	(11) Au présent article, « législation antérieure » s'entend de la présente loi dans sa version au 13 mai 2004.	Définition de « législation antérieure »



1995, c. 17,  
s. 49(2)

**3. (1) Subparagraphs 16(1)(b)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:**

- (i) the equalization payment referred to in subsection (1.1) that would be payable to the province for the fiscal year, and
- (ii) the amount of equalization that would be paid to the province in respect of the federal income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health and Social Transfer for the fiscal year, if the method of calculation of fiscal equalization payments as set out in Part I, excluding subsections 4(6) and (9) of this Act as it read on May 13, 2004, were to be applied to the value of the income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health and Social Transfer for the fiscal year, except that

(A) for the purposes of the calculation under this subparagraph the relevant revenue bases are to be determined in the prescribed manner, and

(B) where subsection 4(6) or (9) of this Act as it read on May 13, 2004 applies in the determination of the fiscal equalization payment to the province for the fiscal year, the amount determined under this subparagraph is to be adjusted in the prescribed manner.

**(2) Section 16 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

(1.1) For the purposes of subparagraph (1)(b)(i), for each fiscal year in the period beginning on April 1, 2001 and ending on March 31, 2004, the equalization payment shall be

(a) in the case of a province that receives an additional fiscal equalization payment under subsection 4(3), the estimate that was made by the Minister on February 23, 2004 in respect of the fiscal year in accordance with section 8 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*; and

**3. (1) Les sous-alinéas 16(1)b(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

- (i) le montant du paiement de péréquation visé au paragraphe (1.1) qui est susceptible d'être fait à la province pour l'exercice,
- (ii) le montant du paiement de péréquation susceptible d'être fait à la province à l'égard du dégrèvement d'impôt fédéral sur le revenu effectué au profit de toutes les provinces au titre du Transfert pour l'exercice, en cas d'application du mode de calcul des paiements de péréquation prévu à la partie I, à l'exception des paragraphes 4(6) et (9), dans leur version au 13 mai 2004, au montant du dégrèvement d'impôt sur le revenu pour toutes les provinces au titre du Transfert pour cet exercice; toutefois :

(A) pour le calcul prévu au présent sous-alinéa, les assiettes à retenir sont déterminées de la manière prescrite,

(B) dans le cas où cette version des paragraphes 4(6) ou (9) s'applique au calcul du paiement de péréquation fait à la province pour l'exercice, le montant déterminé en application du présent sous-alinéa est rajusté de la manière prescrite.

**(2) L'article 16 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(1.1) Pour l'application du sous-alinéa (1)b(i), le paiement de péréquation correspond, pour chaque exercice compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 mars 2004 :

a) s'agissant d'une province à qui a été versé le paiement supplémentaire visé au paragraphe 4(3), à l'estimation établie par le ministre le 23 février 2004 à l'égard de l'exercice, conformément à l'article 8 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*;

b) s'agissant d'une province à qui n'a pas été versé un tel paiement, au montant du calcul définitif pour l'exercice.

1995, ch. 17,  
par. 49(2)

Paiement de  
péréquation

Equalization  
payment payable

(b) in the case of a province that does not receive an additional fiscal equalization payment under subsection 4(3), the final computation in respect of the fiscal year.

Amount recoverable	(1.2) Where the cash contribution in respect of the Canada Health and Social Transfer to a province for the fiscal year beginning on April 1, 2001 that was determined in accordance with the final computation made in September 2004 exceeds the cash contribution payable to the province under this Part for that fiscal year and calculated in accordance with subsection (1.1), the Minister may recover the amount of the excess from the province from any amount payable under this Act.	5 (1.2) Dans le cas où la contribution pécuniaire au titre du Transfert pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2001, calculée selon le calcul définitif effectué en septembre 2004, dépasse la contribution pécuniaire à verser à la province — laquelle est calculée conformément au paragraphe (1.1) —, le ministre peut recouvrer de la province la somme en cause sur toute somme à payer en vertu de la présente 10 loi.	Recouvrement
--------------------	---	--	--------------

Amount payable	(1.3) Where the cash contribution in respect of the Canada Health and Social Transfer to a province for the fiscal year beginning on April 1, 2001 that was determined under this Part and calculated in accordance with subsection (1.1) exceeds the cash contribution payable to the province for that fiscal year that was determined in accordance with the final computation made in September 2004, the Minister may pay the excess amount to the province out of the Consolidated Revenue Fund at the time and in the manner that the Minister considers appropriate.	15 (1.3) Dans le cas où la contribution pécuniaire au titre du Transfert, calculée en vertu de la présente partie et conformément au paragraphe (1.1), pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2001 dépasse la contribution pécuniaire à verser à la province pour cet exercice, calculée selon le calcul définitif effectué en septembre 2004, le ministre peut verser à la province sur le Trésor l'excédent, selon les échéances et les 20 modalités qu'il juge indiquées.	Paiement
----------------	--	---	----------

2003, c. 15, s. 8	<b>4. (1) Subparagraphs 24.7(1)(b)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>4. (1) Les sous-alinéas 24.7(1)b(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	2003, ch. 15, art. 8
-------------------	--	--	----------------------

- (i) the equalization payment referred to in subsection (1.1) that would be payable to the province for the fiscal year, and
- (ii) the amount of equalization that would be paid to the province in respect of the 35 federal income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health Transfer and the Canada Social Transfer for the fiscal year, if the method of calculation of fiscal equalization payments 40 as set out in Part I, excluding subsection 4(6) of this Act as it read on May 13, 2004, were to be applied to the value of the income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health Transfer and 45 the Canada Social Transfer for the fiscal year, except that

- (i) le montant du paiement de péréquation 25 visé au paragraphe (1.1) qui est susceptible d'être fait à la province pour l'exercice,
- (ii) le montant du paiement de péréquation susceptible d'être fait à la province à l'égard du dégrèvement d'impôt fédéral 30 sur le revenu effectué au profit de toutes les provinces au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux pour l'exercice, en cas d'application du mode de 35 calcul des paiements de péréquation prévu à la partie I, à l'exception du paragraphe 4(6) dans sa version au 13 mai 2004, au montant du dégrèvement d'impôt sur le revenu pour toutes les provinces au titre du 40 Transfert canadien en matière de santé et

(A) for the purposes of the calculation under this subparagraph, the relevant revenue bases are to be determined in the prescribed manner, and

(B) where subsection 4(6) of this Act as it read on May 13, 2004 applies in the determination of the fiscal equalization payment to the province for the fiscal year, the amount determined under this subparagraph is to be adjusted in the prescribed manner.

**(2) Section 24.7 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

Equalization  
payment payable

(1.1) For the purposes of subparagraph (1)(b)(i),

(a) for each fiscal year beginning after March 31, 2005, the equalization payment shall be the equalization payment that would be payable to the province for the fiscal year under Part I; and

(b) for the fiscal year beginning on April 1, 2004, the equalization payment shall be

(i) in the case of a province that receives an additional fiscal equalization payment under subsection 4(3), the estimate that was made by the Minister on February 23, 2004 in respect of the fiscal year in accordance with section 8 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*, and

(ii) in the case of a province that does not receive an additional fiscal equalization payment under subsection 4(3), the final computation in respect of the fiscal year.

1999, c. 11, s. 5

**5. Paragraph 40(a) of the Act is repealed.**

**6. Section 41 of the Act is replaced by the following:**

Payment out of  
C.R.F.

**41.** The amounts authorized to be paid by Part I and by sections 5 and 9 shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund at such times and in such manner as may be prescribed.

du Transfert canadien en matière de programmes sociaux pour cet exercice; toutefois :

(A) pour le calcul prévu au présent sous-alinéa, les assiettes à retenir sont déterminées de la manière prescrite,

(B) dans le cas où cette version du paragraphe 4(6) s'applique au calcul du paiement de péréquation fait à la province pour l'exercice, le montant déterminé en application du présent sous-alinéa est rajusté de la manière prescrite.

**(2) L'article 24.7 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

15

(1.1) Pour l'application du sous-alinéa (1)b(i), le paiement de péréquation correspond :

Paiement de  
péréquation

a) pour chaque exercice commençant après le 31 mars 2005, au paiement de péréquation susceptible d'être fait à la province en vertu de la partie I;

b) pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004 :

(i) s'agissant d'une province à qui a été versé le paiement supplémentaire visé au paragraphe 4(3), à l'estimation établie par le ministre le 23 février 2004 à l'égard de l'exercice, conformément à l'article 8 du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*,

(ii) s'agissant d'une province à qui n'a pas été versé un tel paiement, au montant du calcul définitif pour l'exercice.

**5. L'alinéa 40a) de la même loi est abrogé.**

1999, ch. 11,  
art. 5

**6. L'article 41 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**41.** Les sommes dont le versement est autorisé par la partie I et par les articles 5 et 9 sont prélevées sur le Trésor aux dates et selon les modalités prescrites.

Paiement sur le  
Trésor



CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONNEXES

2004, c. 8

APPROPRIATION ACT NO. 1, 2004-2005

LOI DE CRÉDITS N<sup>o</sup> 1 POUR 2004-2005

2004, ch. 8

7. (1) Section 4 of the *Appropriation Act No. 1, 2004-2005* is amended by adding the following after subsection (2):

7. (1) L'article 4 de la *Loi de crédits n<sup>o</sup> 1 pour 2004-2005* est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Non-application

(3) This section does not apply to the Formula Financing Grants for the fiscal year ending March 31, 2005 set out in item 15 for the Department of Finance in the Estimates referred to in section 2.

(3) Le présent article ne s'applique pas, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005, aux subventions calculées conformément à la formule préétablie, qui sont visées au poste 15 du ministère des Finances figurant dans le budget mentionné à l'article 2.

Non-application

Coming into force

(2) Subsection (1) comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur à la date fixée par décret.

Entrée en vigueur

2004, c. 22

BUDGET IMPLEMENTATION ACT, 2004

LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2004

2004, ch. 22

8. (1) Subsections 8(1) to (3) of the *Budget Implementation Act, 2004* are replaced by the following:

8. (1) Les paragraphes 8(1) à (3) de la *Loi d'exécution du budget de 2004* sont remplacés par ce qui suit :

Payment for fiscal year 2004-2005

8. (1) For the fiscal year beginning on April 1, 2004, the Minister of Finance may make a cash payment to the Province of Nova Scotia in an amount equal to the aggregate of twenty-one million dollars and an amount equal to 20 per cent of the Province's offshore minerals revenue for that fiscal year included in the description set out in paragraph (z.5) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation and subparagraph 5(1)(z.5)(ii) of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*.

8. (1) Le ministre des Finances peut, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004, faire à la province de la Nouvelle-Écosse un paiement égal au total de vingt et un millions de dollars et de vingt pour cent des revenus minéraux extracôtiers visés par la désignation de l'alinéa z.5) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure et par la désignation du sous-alinéa 5(1)z.5)(ii) du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces pour cet exercice*.

Paiement pour l'exercice 2004-2005

Payment for fiscal year 2005-2006

(2) For the fiscal year beginning on April 1, 2005, the Minister of Finance may make a cash payment to the Province of Nova Scotia in an amount equal to 10 per cent of the Province's offshore minerals revenue for that fiscal year included in the description set out in paragraph (z.5) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the former legislation and subparagraph 5(1)(z.5)(ii) of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Regulations, 1999*.

(2) Le ministre des Finances peut, pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2005, faire à la province de la Nouvelle-Écosse un paiement égal à dix pour cent des revenus minéraux extracôtiers visés par la désignation de l'alinéa z.5) de la définition de « source de revenu » au paragraphe 4(2) de la législation antérieure et par la désignation du sous-alinéa 5(1)z.5)(ii) du *Règlement de 1999 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces pour cet exercice*.

Paiement pour l'exercice 2005-2006

Determination of  
offshore  
minerals revenue

(3) The offshore minerals revenue of the Province of Nova Scotia for each of the fiscal years referred to in subsections (1) and (2) shall be determined by the Minister of Finance after the end of that fiscal year at the time of the final computation of the amount, if any, of the fiscal equalization payment that is payable to the Province for that fiscal year under Part I of the former legislation.

10

(2) Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Definition of  
"former  
legislation"

(5) In subsections (1) to (3), "former legislation" means the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* as it read on May 13, 2004.

(3) Le calcul des revenus minéraux extracôtiers de la province de la Nouvelle-Écosse pour les exercices mentionnés aux paragraphes (1) et (2) se fait par le ministre des Finances après chacun de ces exercices au moment du calcul définitif du paiement de péréquation éventuellement à verser à la province pour l'exercice en question au titre de la partie I de la législation antérieure.

Calcul des  
revenus  
minéraux  
extracôtiers

(2) L'article 8 de la même loi est modifié 10 par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) Pour l'application des paragraphes (1) à (3), « législation antérieure » s'entend de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le 15 gouvernement fédéral et les provinces dans sa version au 13 mai 2004.*

Définition de  
« législation  
antérieure »





**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-25**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-25**

An Act governing the operation of remote sensing space  
systems

---

FIRST READING, NOVEMBER 23, 2004

---

THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS

**C-25**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**PROJET DE LOI C-25**

Loi régissant l'exploitation des systèmes de télédétection  
spatiale

---

PREMIÈRE LECTURE LE 23 NOVEMBRE 2004

---



LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act governing the operation of remote sensing space systems*".

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi régissant l'exploitation des systèmes de télédétection spatiale* ».

## SUMMARY

This enactment regulates remote sensing space systems to ensure that their operation is neither injurious to national security, to the defence of Canada, to the safety of Canadian Forces or to Canada's conduct of international relations nor inconsistent with Canada's international obligations.

In order to accomplish this, the enactment establishes a licensing regime for remote sensing space systems and provides for restrictions on the distribution of data gathered by means of them. In addition, the enactment gives special powers to the Government of Canada concerning priority access to remote sensing services and the interruption of such services.

## SOMMAIRE

Le texte a pour objet de régir les systèmes de télédétection spatiale afin que leur exploitation ne porte pas atteinte à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes et à la conduite des relations internationales du Canada, et ne soit pas incompatible avec les obligations internationales du Canada.

Pour ce faire, il encadre l'exploitation de ces systèmes par l'attribution de licences et prévoit des mesures restreignant la communication des données obtenues au moyen de ceux-ci. De plus, il accorde au gouvernement du Canada des pouvoirs spéciaux en matière d'accès prioritaire aux services de télédétection spatiale et d'interruption de ceux-ci.



## TABLE OF PROVISIONS

### AN ACT GOVERNING THE OPERATION OF REMOTE SENSING SPACE SYSTEMS

#### SHORT TITLE

1. Short title

#### INTERPRETATION

2. Definitions

#### DESIGNATION OF MINISTER

3. Power of Governor in Council

#### APPLICATION OF ACT

4. Binding on Crown

#### OPERATION OF REMOTE SENSING SPACE SYSTEMS

##### REQUIREMENT FOR LICENCE

5. System operator requires licence
6. Activities outside Canada

##### APPLICATIONS, LICENCES AND RELATED MATTERS

7. Applications regarding licences
8. Issuance, amendment or renewal of licences
9. System disposal plan and arrangements

##### AMENDMENT, SUSPENSION AND CANCELLATION OF LICENCES

10. Amendment of conditions on Minister's initiative
11. Suspension of licence
12. Cancellation of licence
13. Measures ordered on suspension or termination of licence

##### INTERRUPTIONS OF SERVICE

14. Minister's order

##### PRIORITY ACCESS

15. Minister's order for priority access

## TABLE ANALYTIQUE

### LOI RÉGISSANT L'EXPLOITATION DES SYSTÈMES DE TÉLÉDÉTECTION SPATIALE

#### TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

#### DÉFINITIONS

2. Définitions

#### DÉSIGNATION DU MINISTRE

3. Pouvoir du gouverneur en conseil

#### APPLICATION

4. Obligation de Sa Majesté

#### EXPLOITATION DES SYSTÈMES DE TÉLÉDÉTECTION SPATIALE

##### OBLIGATION D'ÊTRE TITULAIRE D'UNE LICENCE

5. Licence obligatoire pour l'exploitant
6. Activités menées à l'étranger

##### DÉLIVRANCE DES LICENCES ET QUESTIONS CONNEXES

7. Demandes relatives aux licences
8. Délivrance, modification et renouvellement des licences
9. Plan et arrangements

##### MODIFICATION, SUSPENSION ET RÉVOCATION DES LICENCES

10. Modification des conditions — initiative du ministre
11. Suspension de la licence
12. Révocation de la licence
13. Mesures ordonnées par le ministre

##### INTERRUPTION DES SERVICES

14. Ordre du ministre

##### ACCÈS PRIORITAIRE

15. Ordre du ministre

TRANSFER OF REMOTE SENSING SATELLITES		TRANSFERT DE SATELLITES DE TÉLÉDÉTECTION	
16.	Prohibition on transfer of control	16.	Interdiction — contrôle du satellite
INSPECTION		INSPECTION	
17.	Designation of inspectors	17.	Désignation d'inspecteurs
18.	Powers of inspectors	18.	Pouvoirs de l'inspecteur
REQUESTS FOR INFORMATION		DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	
19.	Notice for disclosure of information	19.	Avis de communication
REGULATIONS		RÈGLEMENTS	
20.	Regulations	20.	Règlements
DELEGATION		DÉLÉGATION	
21.	Minister	21.	Ministre
NO LIABILITY		IMMUNITÉ	
22.	No right to compensation	22.	Aucun droit à une indemnité
ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES		VIOLATIONS ET PÉNALITÉS	
VIOLATIONS		VIOLATIONS	
23.	Violations	23.	Violations
ENFORCEMENT OFFICERS		AGENTS VERBALISATEURS	
24.	Designation of enforcement officers	24.	Désignation d'agents verbalisateurs
NOTICES OF VIOLATION		PROCÈS-VERBAUX	
25.	Issuance and service	25.	Procès-verbal
DETERMINATION OF RESPONSIBILITY AND PENALTY		RESPONSABILITÉ ET PÉNALITÉ	
<i>Payment of Penalty</i>		<i>Païement de la pénalité</i>	
26.	Payment	26.	Païement
<i>Making Representations</i>		<i>Présentation des observations</i>	
27.	Making of representations	27.	Observations
<i>Responsibility</i>		<i>Aveu de responsabilité</i>	
28.	Failure to act	28.	Défaut
APPEAL TO MINISTER		APPEL AU MINISTRE	
29.	Right of appeal	29.	Droit d'appel

## RULES ABOUT VIOLATIONS

- 30. Vicarious liability — acts of employees, agents and mandataries
- 31. Due diligence
- 32. Continuing violation
- 33. Limitation period
- 34. Violation or offence
- 35. Admissibility of documents

## RECOVERY OF PENALTIES AND AMOUNTS

- 36. Debts to Her Majesty
- 37. Certificate

## OFFENCES

- 38. Contravention — section 5, 13 or 14 or subsection 16(1)
- 39. Jurisdiction — contravention outside Canada
- 40. Liability of officers, directors, agents or mandataries
- 41. Offences by employees, agents or mandataries
- 42. Due diligence
- 43. Continuing offence
- 44. Limitation period
- 45. Injunctions

## COORDINATING AMENDMENT

- 46. Bill C-6

## COMING INTO FORCE

- 47. Order in council

## RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS

- 30. Responsabilité indirecte — employés et mandataires
- 31. Prise de précautions
- 32. Violation continue
- 33. Prescription
- 34. Précision
- 35. Admissibilité de documents

## RECouvreMENT DES PÉNALITÉS ET DES SOMMES

- 36. Créance de Sa Majesté
- 37. Certificat de non-paiement

## INFRACTIONS

- 38. Infraction — art. 5, 13 et 14 et par. 16(1)
- 39. Infraction commise à l'étranger
- 40. Dirigeants, administrateurs ou mandataires
- 41. Employés et mandataires
- 42. Prise de précautions
- 43. Infraction continue
- 44. Prescription
- 45. Injonction

## DISPOSITION DE COORDINATION

- 46. Projet de loi C-6

## ENTRÉE EN VIGUEUR

- 47. Décret





HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-25

## PROJET DE LOI C-25

An Act governing the operation of remote  
sensing space systems

Loi régissant l'exploitation des systèmes de  
télédétection spatiale

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Remote  
Sensing Space Systems Act*.

1. *Loi sur les systèmes de télédétection  
5 spatiale.*

Titre abrégé  
5

### INTERPRETATION

### DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this  
Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à  
la présente loi.

Définitions

“controlled  
activity”  
« activité  
contrôlée »

“controlled activity”, subject to subsection 8(6),  
means any of the following activities in the  
operation of a remote sensing space system:

« activité contrôlée » Sous réserve du para-  
graphe 8(6), l'une ou l'autre des activités ci-  
après liées à l'exploitation d'un système de 10  
télédétection spatiale :

« activité  
contrôlée »  
“controlled  
activity”

(a) formulating or giving a command to a  
remote sensing satellite of the system;

a) la formulation ou le fait de donner des  
commandes à tout satellite de télédétection  
faisant partie du système;

(b) receiving raw data from a remote sensing  
satellite of the system;

b) la réception de données brutes provenant 15  
d'un tel satellite;

(c) storing, processing or distributing raw 15  
data from the system;

c) le stockage, le traitement ou la distribution  
de données brutes obtenues au moyen du  
système;

(d) establishing or using

d) la mise en place ou l'emploi de procédés 20  
de cryptographie en ce qui touche les  
communications avec un tel satellite, ou de  
mesures d'assurance de l'information à  
l'égard du système.

“information  
assurance”  
« assurance de  
l'information »

“information assurance” means the protection of  
information and information systems by ensur-  
ing their availability, integrity, authentication,  
confidentiality and non-repudiation.

25

"licence" « licence »	"licence" means a licence issued under subsection 8(1).	« assurance de l'information » Protection de l'information et des systèmes d'information au moyen de mesures en garantissant l'accessibilité, l'intégrité, l'authentification, la confidentialité et la non-répudiation.	« assurance de l'information » "information assurance"
"licensed system" « système agréé »	"licensed system" means a remote sensing space system for whose operation a licence has been issued.	5 « données brutes » Les données de détection obtenues au moyen d'un satellite de télédétection et les données auxiliaires nécessaires à la production de produits dérivés à partir des données de détection, qui ne sont pas devenues, 10 en raison de leur traitement, des produits dérivés.	5 « données brutes » "raw data"
"licensee" « titulaire de licence »	"licensee" means a person who is the holder of a licence.		
"Minister" « ministre »	"Minister", subject to section 3, means the Minister of Foreign Affairs.	« licence » Licence délivrée en vertu du paragraphe 8(1).	« licence » "licence"
"person" « personne »	"person" includes a partnership, a government, 10 a government agency and an unincorporated organization.	« ministre » Sous réserve de l'article 3, le 15 ministre des Affaires étrangères.	« ministre » "Minister"
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by the regulations.	« participant autorisé » Personne désignée dans la licence aux termes de l'alinéa 8(5)b).	« participant autorisé » "system participant"
"raw data" « données brutes »	"raw data" means sensor data from a remote 15 sensing satellite, and any auxiliary data required to produce remote sensing products from the sensor data, that have not been transformed into a remote sensing product.	« personne » Sont compris parmi les personnes les sociétés de personnes, les gouvernements, 20 les organismes gouvernementaux et les organisations non dotées de la personnalité morale.	« personne » "person"
"remote sensing product" « produit dérivé »	"remote sensing product" means an image or 20 data produced from raw data in any way that transforms the raw data.	« produit dérivé » Image ou donnée obtenue par le traitement de données brutes.	« produit dérivé » "remote sensing product"
"remote sensing satellite" « satellite de télédétection »	"remote sensing satellite" means a satellite that is capable of sensing the surface of the Earth through the use of electromagnetic waves.	25 « satellite de télédétection » Satellite qui peut 25 faire de la détection de la surface terrestre au moyen d'ondes électromagnétiques.	« satellite de télédétection » "remote sensing satellite"
"remote sensing space system" « système de télédétection spatiale »	"remote sensing space system" means (a) one or more remote sensing satellites and the mission control centre and other facilities used to operate the satellites; and (b) the facilities used to receive, store, 30 process or distribute raw data from the satellites, even after the satellites themselves are no longer in operation.	« système agréé » Système de télédétection spatiale pour lequel une licence d'exploitation a été délivrée.	« système agréé » "licensed system"
"system participant" « participant autorisé »	"system participant" means a person who is designated in a licence condition referred to in 35 paragraph 8(5)(b).	« système de télédétection spatiale » Système se composant : a) d'une part, d'un ou de plusieurs satellites de télédétection et du centre de contrôle de mission ainsi que des autres installations 35 utilisées pour exploiter les satellites; b) d'autre part, des installations utilisées pour la réception, le stockage, le traitement ou la distribution des données brutes obtenues au moyen des satellites, et ce même 40 après qu'ils ne sont plus exploités.	« système de télédétection spatiale » "remote sensing space system"



“transform” « traitement »	“transform”, with respect to raw data, means, having regard to the regulations, to so process them that it is substantially impossible to reconstitute them from the resulting remote sensing product.	« titulaire de licence » Le détenteur de la licence.	« titulaire de licence » “licensee”
		« traitement » Eu égard aux règlements, ce qui a pour effet de rendre substantiellement impossible toute reconstitution des données brutes à partir des produits dérivés obtenus au moyen de celles-ci.	« traitement » “transform”

DESIGNATION OF MINISTER

DÉSIGNATION DU MINISTRE

Power of Governor in Council	3. The Governor in Council may designate a member of the Queen’s Privy Council for Canada to be the Minister for the purposes of this Act.	3. Le gouverneur en conseil peut désigner tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada à titre de ministre pour l’application de la présente loi.	Pouvoir du gouverneur en conseil
------------------------------	--	--	----------------------------------

APPLICATION OF ACT

APPLICATION

Binding on Crown	4. (1) This Act binds Her Majesty in right of Canada or a province.	4. (1) La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province.	Obligation de Sa Majesté
Order modifying application of Act to certain systems	(2) The Governor in Council may make an order with respect to a remote sensing space system operated by the Department of National Defence or the Canadian Space Agency providing that this Act and the regulations apply to that system only in the manner and to the extent provided for in the order. The order may adapt any of the provisions of this Act or the regulations for the purposes of that application.	(2) Le gouverneur en conseil peut prendre un décret à l’égard d’un système de télédétection spatiale exploité par le ministère de la Défense nationale ou par l’Agence spatiale canadienne selon lequel les dispositions de la présente loi et des règlements ne s’appliquent au système que selon les modalités et dans la mesure prévues par le décret. Celui-ci peut adapter ces dispositions à cette application.	Application à certains systèmes
Exemption by order	(3) The Minister may, by order, exempt any person or remote sensing space system — or any class of person, system or data — from the application of any provisions of this Act or the regulations. The exemption order may be limited in scope or made subject to conditions. It may be made only if the Minister is satisfied that  (a) the exemption is neither injurious to national security, to the defence of Canada, to the safety of Canadian Forces or to Canada’s conduct of international relations nor inconsistent with Canada’s international obligations; and  (b) adequate provision will be made for the protection of the environment, public health and the safety of persons and property.	(3) Le ministre peut, par arrêté, soustraire toute personne ou tout système de télédétection spatiale — ou toute catégorie de personnes, de systèmes ou de données — à l’application de tout ou partie de la présente loi ou des règlements, l’exemption pouvant être de portée limitée ou assortie de conditions. Il ne peut accorder l’exemption que s’il est convaincu que les conditions suivantes sont remplies :  a) l’exemption ne porte pas atteinte à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes et à la conduite des relations internationales du Canada et n’est pas incompatible avec les obligations internationales du Canada;  b) les mesures indiquées seront prises pour protéger l’environnement et la santé publique et assurer la sécurité des personnes et des biens.	Exemption par arrêté

## OPERATION OF REMOTE SENSING SPACE SYSTEMS

## REQUIREMENT FOR LICENCE

System operator  
requires licence

5. No person shall operate a remote sensing space system in any manner, directly or indirectly, except under the authority of a licence.

Activities  
outside Canada

6. Section 5 applies also to the following persons with respect to their activities outside Canada:

- (a) Canadian citizens;
- (b) permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;
- (c) corporations that are incorporated or continued under the laws of Canada or a province; and
- (d) members of any prescribed class of persons having a substantial connection to Canada related to remote sensing space systems.

## APPLICATIONS, LICENCES AND RELATED MATTERS

Applications  
regarding  
licences

7. An application to the Minister to issue, amend or renew a licence must be made in the prescribed form and manner, be supported by a proposed system disposal plan, proposed guarantee arrangements referred to in paragraph 9(1)(b) and any other prescribed information, documents and undertakings and be accompanied by any prescribed application fee.

Issuance,  
amendment or  
renewal of  
licences

8. (1) On application, the Minister may, having regard to national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, Canada's international obligations and any prescribed factors,

- (a) issue a provisional approval of a licence application;
- (b) issue a licence; or
- (c) amend or renew a licence.

## EXPLOITATION DES SYSTÈMES DE TÉLÉDETECTION SPATIALE

## OBLIGATION D'ÊTRE TITULAIRE D'UNE LICENCE

5. Nul ne peut exploiter directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, un système de télédétection spatiale à moins de le faire au titre d'une licence.

Licence  
obligatoire pour  
l'exploitant

6. L'article 5 s'applique aux personnes ci-après en ce qui touche les activités qu'elles mènent à l'étranger :

5 Activités menées  
à l'étranger

- a) les citoyens canadiens;
- b) les résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;
- c) les personnes morales constituées ou prorogées au titre du droit fédéral ou provincial;
- d) les personnes appartenant à toute catégorie visée par règlement qui ont des liens significatifs avec le Canada en ce qui touche les systèmes de télédétection spatiale.

## DÉLIVRANCE DES LICENCES ET QUESTIONS CONNEXES

7. La demande de délivrance, de modification ou de renouvellement de licence se fait selon les modalités réglementaires. Doivent être fournis à l'appui de la demande le plan de disposition du système, les arrangements visés à l'alinéa 9(1)b) et les renseignements, documents et engagements réglementaires, la demande devant par ailleurs être accompagnée des droits fixés par règlement.

Demandes  
relatives aux  
licences

8. (1) Eu égard à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations internationales du Canada, aux obligations internationales du Canada et aux facteurs réglementaires, le ministre peut, sur demande :

Délivrance,  
modification et  
renouvellement  
des licences

- a) délivrer une approbation provisoire relativement à la demande de licence;
- b) délivrer une licence;
- c) modifier ou renouveler la licence.

35

Provisional approval binding	(2) A provisional approval is binding on the Minister for so long as the material facts on which it was based remain substantially unchanged.	(2) L'approbation provisoire lie le ministre tant que les faits importants sur lesquels elle est fondée ne changent pas de façon marquée.	Valeur de l'approbation provisoire
Reasons for refusal of application	(3) The Minister shall, without delay, provide reasons to the applicant for any refusal of an application.	(3) En cas de rejet de la demande, le ministre en fournit sans délai les motifs au demandeur.	Motifs du rejet de la demande
Conditions of licences	(4) Every licence is subject to the conditions referred to in subsections (5) to (7), any prescribed conditions and the following conditions:  (a) that the licensee keep control of the licensed system;  (b) that the licensee not permit any other person to carry on a controlled activity in the operation of the system except in accordance with the licence;  (c) that raw data and remote sensing products from the system about the territory of any country — but not including data or products that have been enhanced or to which some value has been added — be made available to the government of that country within a reasonable time, on reasonable terms and for so long as the data or products have not been disposed of, but subject to any licence conditions under subsection (6) or (7) applicable to their communication or provision;  (d) that the licensee keep control of raw data and remote sensing products from the system until they are disposed of in accordance with this Act;  (e) that raw data from the system be communicated only to a government referred to in paragraph (c), the licensee, a system participant or a person to whom they may be communicated under subsection (6);  (f) that the licensee encourage a recipient of raw data or a remote sensing product who has entered into an agreement referred to in paragraph (6)(b) or (7)(b) to comply with the agreement; and  (g) that any prescribed fees be paid when due.	(4) Outre les conditions réglementaires et celles visées aux paragraphes (5) à (7), la licence est assortie des conditions suivantes :  a) le titulaire de la licence contrôle en tout temps le système agréé;  b) le titulaire de la licence ne peut permettre à quiconque de mener des activités contrôlées en contravention de la licence;  c) les données brutes et les produits dérivés obtenus au moyen du système — exception faite des données et des produits qui ont été améliorés ou auxquels une valeur a été ajoutée — sont, dans un délai et selon des conditions raisonnables, et ce tant qu'il n'en a pas été disposé, mis à la disposition du gouvernement du pays dont le territoire a fait l'objet de la télédétection spatiale, sous réserve de toute condition de la licence applicable au titre des paragraphes (6) ou (7) à la communication des données et à la fourniture des produits;  d) le titulaire de la licence contrôle les données brutes et les produits dérivés obtenus au moyen du système jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à la présente loi;  e) les données brutes obtenues au moyen du système ne sont communiquées qu'au gouvernement visé à l'alinéa c), au titulaire de la licence, au participant autorisé ou à la personne à qui elles peuvent être communiquées au titre du paragraphe (6);  f) le titulaire de la licence engage le destinataire des données brutes ou des produits dérivés à se conformer aux dispositions de l'accord visé aux alinéas (6)b) ou (7)b);  g) les droits réglementaires sont acquittés au moment opportun.	Conditions de la licence



Conditions  
specified by  
Minister

(5) In a licence, the Minister may specify any other condition that the Minister considers appropriate, including any condition

(a) relating to the use of cryptography or information assurance measures; or

(b) designating any person as a system participant and authorizing the licensee to permit that person to carry on any controlled activity in the operation of the licensed system that the Minister specifies.

Conditions  
specified by  
Minister — raw  
data

(6) In a licence, the Minister may authorize the communication of raw data or classes of raw data from the licensed system to any persons or classes of persons other than the licensee or system participants on any conditions that the Minister considers appropriate. The conditions may include requirements that, in specified cases or circumstances, the communication of the raw data

(a) be subject to the Minister's prior approval; or

(b) be done only under a legally enforceable agreement, entered into in good faith, that includes measures respecting their security or their further communication.

The receipt, communication, processing or storage of raw data by such persons is not a controlled activity.

Conditions  
specified by  
Minister —  
remote sensing  
products

(7) In a licence, the Minister may restrict the provision of remote sensing products or classes of such products from the licensed system to persons or classes of persons other than the licensee or system participants on any conditions that the Minister considers appropriate. The conditions may include requirements that, in specified cases or circumstances, the provision of the remote sensing products

(a) be subject to the Minister's prior approval; or

(b) be done only under a legally enforceable agreement, entered into in good faith, that includes measures respecting their security or their further provision.

(5) Dans la licence, le ministre peut préciser d'autres conditions qu'il juge indiquées, et notamment des conditions :

a) concernant l'emploi de procédés de cryptographie et de mesures d'assurance de l'information;

b) portant désignation de participants autorisés à qui le titulaire de la licence peut permettre de mener, dans le cadre de l'exploitation du système agréé, les activités contrôlées qu'il précise.

(6) Il peut aussi, aux conditions qu'il juge indiquées, y autoriser la communication de données brutes obtenues au moyen du système agréé, ou de catégories de telles données, à toute personne — ou catégorie de personnes — autre que le titulaire de la licence ou le participant autorisé; les conditions peuvent notamment exiger que, dans certains cas ou circonstances, la communication :

a) soit subordonnée à son approbation préalable;

b) ne soit faite qu'au titre d'un accord — conclu de bonne foi et exécutoire — prévoyant des mesures en ce qui touche la sécurité des données et leur communication à quiconque par le destinataire.

Ne constitue pas une activité contrôlée la réception, la communication, le traitement ou le stockage de ces données par une telle personne.

(7) Il peut aussi, aux conditions qu'il juge indiquées, y restreindre la fourniture de produits dérivés obtenus au moyen du système agréé, ou de catégories de tels produits, à toute personne — ou catégorie de personnes — autre que le titulaire de la licence ou le participant autorisé; les conditions peuvent notamment exiger que, dans certains cas ou circonstances, la fourniture :

a) soit subordonnée à son approbation préalable;

Conditions  
précisées par le  
ministre

Conditions  
précisées par le  
ministre —  
données brutes

Conditions  
précisées par le  
ministre —  
produits dérivés

		b) ne soit faite qu'au titre d'un accord — conclu de bonne foi et exécutoire — prévoyant des mesures en ce qui touche la sécurité des produits et leur fourniture à quiconque par le destinataire.	5
Term	(8) A licence is valid for the period that the Minister considers appropriate and specifies in it.	(8) La licence est valide pour la période que le ministre juge indiqué de préciser.	Période de validité
Non-transferable	(9) A licence is not transferable without the Minister's consent.	(9) La licence n'est transférable qu'avec le 5 consentement du ministre.	Incessibilité de la licence
Non-application of Statutory Instruments Act	(10) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to a licence.	(10) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne 10 s'applique pas à la licence.	Non-application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
System disposal plan and arrangements	9. (1) The Minister may not issue a licence without having approved  (a) a system disposal plan for the licensed 10 system satisfactory to the Minister that, among other things, provides for the protec- tion of the environment, public health and the safety of persons and property; and  (b) arrangements satisfactory to the Minister 15 relating to the guarantee of the performance of the licensee's obligations under the system disposal plan.	9. (1) Le ministre ne peut délivrer de licence sans avoir approuvé :  a) le plan de disposition du système agréé qu'il estime satisfaisant, lequel plan prévoit 15 notamment des mesures visant à protéger l'environnement et la santé publique et à assurer la sécurité des personnes et des biens;  b) les arrangements qu'il juge satisfaisants en ce qui touche le respect par le titulaire de la 20 licence de ses obligations au titre du plan.	Plan et arrangements
Obligations regarding plan and arrangements	(2) A licensee and, in the case of a licence that has terminated, the former licensee, shall 20  (a) ensure that the following things are disposed of in accordance with the system disposal plan approved by the Minister:  (i) every system satellite,  (ii) the things used in connection with the 25 cryptography and information assurance measures of the system,  (iii) any raw data and remote sensing products from the system that are under the control of the licensee or former 30 licensee, and  (iv) anything else prescribed; and  (b) put into effect the guarantee arrange- ments approved by the Minister under paragraph (1)(b) and keep them in effect 35 until the system disposal plan has been carried out.	(2) Le titulaire de la licence — ou, en cas d'expiration de celle-ci, l'ancien titulaire — est tenu :  a) de disposer, conformément aux mesures 25 prévues dans le plan de disposition du système agréé approuvé par le ministre :  (i) de tout satellite faisant partie du système,  (ii) des choses employées dans le cadre de 30 l'application des procédés de cryptogra- phie et des mesures d'assurance de l'infor- mation relativement au système,  (iii) des données brutes et des produits dérivés obtenus au moyen du système qui 35 sont sous son contrôle,  (iv) de toute autre chose visée par règle- ment;	Obligations relatives au plan et aux arrangements

Amendment of  
system disposal  
plan or  
arrangements

(3) The Minister may, if the Minister is satisfied that it is desirable to do so, having regard to national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, Canada's international obligations and the protection of the environment, public health and the safety of persons and property and any prescribed factors,

(a) on application, amend a system disposal plan or the guarantee arrangements approved 10 by the Minister under paragraph (1)(b); or

(b) on the Minister's own initiative, on first giving notice to the licensee or former licensee that provides a reasonable opportunity to make representations, amend a system 15 disposal plan.

#### AMENDMENT, SUSPENSION AND CANCELLATION OF LICENCES

Amendment of  
conditions on  
Minister's  
initiative

**10.** (1) The Minister may on the Minister's own initiative, if the Minister is satisfied that the amendment is desirable, having regard to national security, the defence of Canada, the 20 safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, Canada's international obligations and any prescribed factors, amend a licence with respect to any condition contemplated by any of subsections 8(5) to (7).

Amendment —  
s. 8(5)

(2) If the amendment concerns a condition contemplated by subsection 8(5), the Minister must first give to the licensee notice of the proposed amendment and a reasonable opportunity to make representations regarding it. 30

Amendment —  
s. 8(6) or (7)

(3) An amendment concerning a condition contemplated by subsection 8(6) or (7) may be effective immediately on notice to the licensee, but the Minister shall give to the licensee an opportunity — during a period of 15 days after 35 the notice or any longer period that the Minister specifies — to make representations regarding it.

b) de mettre en oeuvre les arrangements approuvés par le ministre au titre de l'alinéa (1)b) et de les maintenir en vigueur jusqu'à exécution complète du plan.

(3) S'il est convaincu que cela est souhaitable eu égard à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations internationales du Canada, aux obligations internationales du Canada, à la protection de 10 l'environnement et de la santé publique, à la sécurité des personnes et des biens et aux facteurs réglementaires, le ministre peut :

a) sur demande, modifier le plan de disposition du système agréé ou les arrangements 15 qu'il a approuvés au titre de l'alinéa (1)b);

b) de sa propre initiative, modifier le plan sur avis accordant d'abord au titulaire ou à l'ancien titulaire de la licence la possibilité de présenter ses observations. 20

#### MODIFICATION, SUSPENSION ET RÉVOCATION DES LICENCES

**10.** (1) S'il est convaincu que cela est souhaitable eu égard à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations internationales du Canada et aux facteurs réglementaires, le ministre peut, de sa propre initiative, modifier la licence relativement à toute condition visée à 25 l'un des paragraphes 8(5) à (7).

(2) Dans le cas d'une condition visée au 30 paragraphe 8(5), le ministre donne d'abord avis de la mesure au titulaire de la licence et lui accorde la possibilité de présenter ses observations.

(3) Dans le cas d'une condition visée aux 35 paragraphes 8(6) ou (7), le ministre donne avis de la mesure au titulaire de la licence et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise. L'avis peut 40 avoir un effet immédiat.

5 Modification du  
plan de  
disposition et  
des  
arrangements

Modification des  
conditions —  
initiative du  
ministre

Modification —  
par. 8(5)

Modification —  
par. 8(6) ou (7)



Suspension of licence	<p><b>11.</b> (1) The Minister may suspend a licence in whole or in part for a period of up to 90 days if the Minister is satisfied that the continued operation of a licensed system is likely to be</p> <p>(a) injurious to national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces or Canada's conduct of international relations; or</p> <p>(b) inconsistent with Canada's international obligations.</p>	<p><b>11.</b> (1) Le ministre peut suspendre tout ou partie de la licence pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours s'il est convaincu que la poursuite de l'exploitation du système agréé, selon le cas :</p> <p>a) portera vraisemblablement atteinte à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes ou à la conduite des relations internationales du Canada;</p> <p>b) sera vraisemblablement incompatible avec les obligations internationales du Canada.</p>	Suspension de la licence
	<p>The suspension may be effective immediately on notice to the person, but the Minister shall, in the notice, set out the reasons for the suspension and give to the person an opportunity — during a period of 15 days after the notice or any longer period that the Minister specifies — to make representations regarding it.</p>	<p>Il donne au titulaire de la licence un avis motivé de la suspension et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise. L'avis peut avoir un effet immédiat.</p>	
Extension of suspension	<p>(2) If the licence is suspended for less than 90 days, the Minister may extend the suspension for any further period or periods to a maximum total of 90 days if the Minister is satisfied that there continues to be a reason for the suspension under subsection (1).</p>	<p>(2) Dans le cas où il a suspendu la licence pour une période de moins de quatre-vingt-dix jours, le ministre peut prolonger la suspension d'une ou de plusieurs périodes portant la suspension à quatre-vingt-dix jours au plus s'il est convaincu qu'il y a encore motif à suspension.</p>	Prolongation de la suspension
Further automatic extension of suspension	<p>(3) If the Minister gives notice of a proposed cancellation before the suspension expires, the suspension continues, unless the Minister earlier ends it, until the end of the period for making representations regarding the proposed cancellation.</p>	<p>(3) Si, avant l'expiration de la période de suspension, le ministre donne avis de son intention de révoquer la licence, la suspension est maintenue, à moins qu'il n'y mette fin avant, jusqu'à l'expiration de la période prévue pour la présentation d'observations concernant la révocation.</p>	Prolongation automatique de la suspension
Cancellation of licence	<p><b>12.</b> The Minister may cancel a licence if it is suspended and a reason for the suspension continues to exist or if, at any time, the Minister is otherwise satisfied, having regard to national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, Canada's international obligations and any prescribed factors, that the licence ought to be cancelled. But the Minister shall first give to the licensee notice of the reasons for the proposed cancellation and an opportunity — during a period of 45 days after the notice or any longer period that the Minister specifies — to make representations regarding it.</p>	<p><b>12.</b> Le ministre peut révoquer la licence suspendue tant qu'il y a motif à suspension ou toute licence dont il est convaincu qu'elle devrait être révoquée eu égard à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations internationales du Canada et aux facteurs réglementaires. Il est d'abord tenu de donner au titulaire de la licence un avis motivant la mesure et de lui accorder la possibilité de présenter ses observations dans les quarante-cinq jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise.</p>	Révocation de la licence

Measures  
ordered on  
suspension or  
termination of  
licence

13. (1) The Minister may make an order requiring a person whose licence is suspended or cancelled or has expired to take any measures related to the operation of the remote sensing space system that the Minister considers advisable, having regard to

(a) national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations and Canada's international obligations; and

(b) the system disposal plan, including its provisions for the protection of the environment, public health and the safety of persons and property.

The order may be effective immediately on notice to the person, but the Minister shall give to the person an opportunity — during a period of 15 days after the notice or any longer period that the Minister specifies — to make representations regarding it.

Non-application  
of *Statutory  
Instruments Act*

(2) The *Statutory Instruments Act* does not apply to an order made under this section.

#### INTERRUPTIONS OF SERVICE

Minister's order

14. (1) The Minister may make an order requiring a licensee to interrupt or restrict, for the period specified in the order, any operation, including the provision of any service, of the licensed system if the Minister believes on reasonable grounds that the continuation of that operation would be injurious to Canada's conduct of international relations or inconsistent with Canada's international obligations.

Order of  
Minister of  
National  
Defence

(2) The Minister of National Defence may make an order requiring a licensee to interrupt or restrict, for the period specified in the order, any operation, including the provision of any service, of the licensed system if the Minister of National Defence believes on reasonable grounds that the continuation of that operation would be injurious to the defence of Canada or the safety of Canadian Forces.

Non-application  
of *Statutory  
Instruments Act*

(3) The *Statutory Instruments Act* does not apply to an order made under this section.

13. (1) En cas de suspension, de révocation ou d'expiration de la licence, le ministre peut ordonner à l'intéressé de prendre les mesures, qu'il juge indiquées, concernant l'exploitation du système de télédétection spatiale, eu égard :

a) à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations internationales du Canada et aux obligations internationales du Canada;

b) au plan de disposition du système, notamment aux mesures visant à protéger l'environnement et la santé publique et à assurer la sécurité des personnes et des biens.

Il donne à l'intéressé un avis de l'ordre et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise. L'avis peut avoir un effet immédiat.

(2) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas à l'ordre.

#### INTERRUPTION DES SERVICES

14. (1) Le ministre peut ordonner au titulaire de licence d'interrompre ou de limiter, pour la période qu'il spécifie, l'exploitation du système agréé, y compris la fourniture de services, s'il a des motifs raisonnables de croire que la poursuite de l'exploitation porterait atteinte à la conduite des relations internationales du Canada ou serait incompatible avec les obligations internationales du Canada.

(2) Le ministre de la Défense nationale peut en faire de même s'il a des motifs raisonnables de croire que la poursuite de l'exploitation du système agréé porterait atteinte à la défense du Canada ou à la sécurité des Forces canadiennes.

(3) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas à l'ordre.

Mesures  
ordonnées par le  
ministre

Ordre du  
ministre

Ordre du  
ministre de la  
Défense  
nationale

Non-application  
de la *Loi sur les  
textes  
réglementaires*

Non-disclosure direction	(4) If the minister making an order under subsection (1) or (2) is satisfied that the substance of the order ought not to be disclosed for the same reasons as those on which the order is founded, that minister may include in the order a direction that no person shall disclose its substance to any other person except as required by law or as necessary to give it effect.	(4) S'il est convaincu que la teneur de l'ordre ne doit pas être communiquée, pour les mêmes raisons que celles ayant motivé sa prise, le ministre en question peut l'assortir de l'interdiction d'en communiquer la teneur, sauf si la communication est soit légalement exigée, soit nécessaire à son exécution.	Non-communication de la teneur de l'ordre
--------------------------	---	--	---

Notice and opportunity to make representations	(5) An order made under this section may take effect immediately on notice to the licensee, but the minister making the order shall give to the licensee an opportunity — during a period of 15 days after the notice or any longer period that the minister specifies — to make representations regarding it.	(5) Le ministre en question donne au titulaire de licence un avis de l'ordre et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise. L'avis peut avoir un effet immédiat.	Avis et observations
--	--	--	----------------------

#### PRIORITY ACCESS

#### ACCÈS PRIORITAIRE

Minister's order for priority access	<b>15.</b> (1) The Minister may make an order requiring a licensee to provide to Her Majesty in right of Canada any service through the licensed system that the Minister believes on reasonable grounds is desirable for the conduct of international relations or the performance of Canada's international obligations.	<b>15.</b> (1) Le ministre peut ordonner au titulaire de licence de fournir à Sa Majesté du chef du Canada tout service au moyen du système agréé s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention du service est souhaitable pour la conduite des relations internationales du Canada ou l'exécution par le Canada de ses obligations internationales.	Ordre du ministre
Order of Minister of National Defence	(2) The Minister of National Defence may make an order requiring a licensee to provide to Her Majesty in right of Canada any service through the licensed system that that minister believes on reasonable grounds is desirable for the defence of Canada or the safety of Canadian Forces.	(2) Le ministre de la Défense nationale peut en faire de même s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention d'un tel service est souhaitable pour la défense du Canada ou la sécurité des Forces canadiennes.	Ordre du ministre de la Défense nationale
Order of Solicitor General	(3) The Solicitor General of Canada may make an order requiring a licensee to provide any service through the licensed system  (a) to the Royal Canadian Mounted Police that that minister believes on reasonable grounds is desirable for the fulfilment of its members' responsibilities under subsection 6(1) of the <i>Security Offences Act</i> ;  (b) to the Canadian Security Intelligence Service that that minister believes on reasonable grounds is desirable for the fulfilment of its duties and functions under the <i>Canadian Security Intelligence Service Act</i> ; or	(3) Le solliciteur général du Canada peut ordonner au titulaire de licence de fournir tout service au moyen du système agréé :  a) à la Gendarmerie royale du Canada, s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention du service est souhaitable pour l'exercice par les membres de celle-ci des fonctions visées au paragraphe 6(1) de la <i>Loi sur les infractions en matière de sécurité</i> ;  b) au Service canadien du renseignement de sécurité, s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention du service est souhaitable pour l'exercice par celui-ci des fonctions visées par la <i>Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité</i> ;	Ordre du solliciteur général du Canada



(c) to Her Majesty in right of Canada that that minister believes on reasonable grounds is desirable for critical infrastructure protection or emergency preparedness.

c) à Sa Majesté du chef du Canada, s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention du service est souhaitable en ce qui touche la protection des infrastructures essentielles ou les mesures et interventions d'urgence.

Details of orders

(4) An order made under this section must specify the period during which the service is to be provided and may specify how and with what priority it is to be provided.

(4) L'ordre prévoit la période pendant laquelle le service doit être fourni et peut en préciser les modalités de fourniture et de priorité d'accès.

Précisions

Non-application of *Statutory Instruments Act*

(5) The *Statutory Instruments Act* does not apply to an order made under this section.

(5) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas à l'ordre.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

Non-disclosure direction

(6) If the minister making an order is satisfied that the substance of the order ought not to be disclosed for the same reasons as those on which the order is founded, that minister may include in the order a direction that no person shall disclose its substance to any other person except as required by law or as necessary to give it effect.

(6) S'il est convaincu que la teneur de l'ordre ne doit pas être communiquée, pour les mêmes raisons que celles ayant motivé sa prise, le ministre en question peut l'assortir d'interdiction d'en communiquer la teneur, sauf si la communication est soit légalement exigée, soit nécessaire à son exécution.

Non-communication de la teneur de l'ordre

Notice and opportunity to make representations

(7) An order made under this section may take effect immediately on notice to the licensee, but the minister making the order shall give to the licensee an opportunity — during a period of 15 days after the notice or any longer period that the minister specifies — to make representations regarding it.

(7) Le ministre en question donne au titulaire de licence un avis de l'ordre et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou le délai plus long qu'il précise. L'avis peut avoir un effet immédiat.

Avis et observations

#### TRANSFER OF REMOTE SENSING SATELLITES

#### TRANSFERT DE SATELLITES DE TÉLÉDÉTECTION

Prohibition on transfer of control

16. (1) No licensee or former licensee shall permit a command to a remote sensing satellite of the remote sensing space system for which the licence was issued to be given from outside Canada or by any other person unless the licensee or former licensee

16. (1) Le titulaire ou l'ancien titulaire d'une licence ne peut permettre qu'une commande soit donnée, à l'étranger ou par une autre personne, à un satellite de télédétection faisant partie du système de télédétection spatiale à l'égard duquel la licence a été délivrée, sauf dans les cas suivants :

Interdiction — contrôle du satellite

(a) can override the command from Canada; or

a) il peut prendre des mesures de surpassement à l'égard d'une telle commande à partir du Canada;

(b) has obtained the approval of the Minister.

b) il a obtenu l'approbation du ministre.

35

Factors for approval

(2) In deciding whether to give an approval, the Minister shall have regard to national security, the defence of Canada, the safety of

(2) Pour décider s'il y a lieu de donner son approbation, le ministre prend en considération ce qui suit : la sécurité nationale, la défense du Canada, la sécurité des Forces canadiennes, la

Facteurs

Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, Canada's international obligations and any prescribed factors.

conduite des relations internationales du Canada, les obligations internationales du Canada et les facteurs réglementaires.

## INSPECTION

## INSPECTION

Designation of inspectors

**17.** (1) The Minister may designate as inspectors for the purposes of this Act persons or classes of persons that the Minister considers qualified.

**17.** (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut désigner à titre d'inspecteur toute personne — soit individuellement, soit au titre de son appartenance à une catégorie donnée — qu'il estime qualifiée.

Désignation d'inspecteurs

Certificate

(2) Every inspector is to be provided with a certificate attesting to their designation, and shall, at the request of any person appearing to be in charge of any place entered by the inspector, present the certificate to the person.

(2) L'inspecteur reçoit un certificat attestant sa qualité qu'il présente, sur demande, à toute personne apparemment responsable du lieu visité.

Certificat

Powers of inspectors

**18.** (1) Inspectors may, in carrying out their duties and functions,

**18.** (1) L'inspecteur peut, dans le cadre de ses fonctions :

Pouvoirs de l'inspecteur

(a) subject to subsection (2), enter and inspect, at any reasonable time, any place owned by or under the control of a licensee, a system participant or any other person who the inspector reasonably believes may be carrying on a controlled activity in the operation of a remote sensing space system, and in which the inspector believes on reasonable grounds there is any document, information or thing relevant to the administration or enforcement of this Act;

a) sous réserve du paragraphe (2), procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu appartenant au titulaire de licence, au participant autorisé ou à toute autre personne qui, à son avis fondé sur des motifs raisonnables, mène des activités contrôlées dans le cadre de l'exploitation d'un système de télédétection spatiale — ou de tout lieu placé sous leur responsabilité — où il croit, pour des motifs raisonnables, se trouver des documents, renseignements ou choses utiles à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi;

(b) examine any document, information or thing at the place or remove it for examination or copying;

b) examiner les documents, renseignements et choses s'y trouvant, et les emporter pour examen et reproduction;

(c) inspect any equipment at the place related to the operation of a remote sensing space system and perform tests of it;

c) examiner le matériel s'y trouvant qui est lié à l'exploitation du système de télédétection spatiale et procéder à des essais;

(d) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;

d) utiliser ou faire utiliser tout système informatique s'y trouvant pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

(e) reproduce any record from those data or cause it to be reproduced from them in the form of a printout or other intelligible output and remove the printout or other output for examination or copying; and

e) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire tout document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

(f) use or cause to be used any copying equipment or means of communication located at the place.

		f) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction et les moyens de communication du lieu.	
Warrant required to enter dwelling-place	(2) An inspector may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant or under the authority of a warrant issued under subsection (3).	(2) L'inspecteur ne peut toutefois procéder à la visite d'un local d'habitation sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.	Local d'habitation
Authority to issue warrant	(3) On <i>ex parte</i> application, a justice, as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> , may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter a dwelling-place, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice is satisfied by information on oath that	(3) Sur demande <i>ex parte</i> , le juge de paix, au sens de l'article 2 du <i>Code criminel</i> , peut délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, que sont réunis les éléments suivants :	Délivrance du mandat
	(a) the dwelling-place is a place described in paragraph (1)(a);	a) les circonstances prévues à l'alinéa (1)a) existent;	
	(b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act; and	b) la visite est nécessaire à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi;	
	(c) entry has been refused, there are reasonable grounds for believing that entry will be refused or consent to entry cannot be obtained from the occupant.	c) soit un refus a été opposé à la visite, ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas, soit il n'est pas possible d'obtenir le consentement de l'occupant.	
Use of force	(4) An inspector executing a warrant issued under subsection (3) shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.	(4) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en est autorisé expressément l'usage et que s'il est accompagné d'un agent de la paix.	Usage de la force
Assistance to inspector	(5) The owner or other person in charge of a place entered by an inspector under this section shall give the inspector all reasonable assistance in the power of that person and furnish the inspector with any information that the inspector reasonably requires.	(5) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité est tenu de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger.	Assistance à l'inspecteur
Obstruction and false information	(6) No person shall, with respect to an inspector engaged in carrying out their duties and functions,	(6) Il est interdit :	Entrave et fausses déclarations
	(a) wilfully obstruct or hinder the inspector; or	a) d'entraver volontairement l'action de l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions;	
	(b) knowingly make or provide to the inspector any false or misleading statement or information.	b) de lui faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de lui fournir des renseignements faux ou trompeurs.	



## REQUESTS FOR INFORMATION

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Notice for  
disclosure of  
information

**19.** (1) The Minister may send a notice to any person who the Minister believes on reasonable grounds has any information or document relevant to the administration or enforcement of this Act, requesting the person to provide that information or document, within any reasonable period that the Minister specifies, to the Minister or any person whom the Minister designates.

**19.** (1) Le ministre peut demander, par avis, à toute personne qu'il croit, pour des motifs raisonnables, être en possession de renseignements ou de documents utiles à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi, de les lui communiquer ou de les communiquer à la personne qu'il désigne, et ce dans le délai raisonnable précisé dans l'avis.

Avis de  
communication

Application for  
court order

(2) If a person objects to providing or fails to provide the Minister or a designated person, as the case may be, with any requested information or document within the specified period, the Minister may apply to a judge of a superior court of a province or of the Federal Court for an order requiring the person to provide it.

(2) Si la personne refuse ou omet de s'exécuter dans le délai précisé, le ministre peut demander à un juge de la cour supérieure d'une province, ou de la Cour fédérale, de lui ordonner d'effectuer la communication des renseignements ou des documents.

Demande  
d'ordonnance  
judiciaire

Notice of  
hearing

(3) The Minister shall give the person at least seven days notice of the hearing of the application.

(3) Le ministre donne à l'intéressé un préavis d'au moins sept jours de l'audition de la demande.

Préavis

Order

(4) On hearing the application, the judge may order the person to provide the information or documents if the judge concludes that providing them is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act and that the public interest in having the information or documents provided outweighs in importance any other interest, including privacy interest, of the person.

(4) Le juge saisi de la demande peut rendre l'ordonnance s'il conclut que la communication des renseignements ou documents est nécessaire à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi et que l'intérêt public l'emporte sur les droits de l'intéressé, notamment son droit à la vie privée.

Ordonnance

## REGULATIONS

## RÈGLEMENTS

Regulations

**20.** (1) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council may make regulations

**20.** (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

(a) prescribing a process or series of processes that is or is not to be considered to transform raw data;

a) préciser les opérations et séries d'opérations qui sont considérées comme étant ou non des traitements de données brutes;

(b) prescribing classes of persons for the purpose of paragraph 6(d);

b) préciser les catégories de personnes pour l'application de l'alinéa 6d);

(c) respecting the issuance, amendment and renewal of licences, including

c) régir la délivrance, la modification et le renouvellement des licences, et notamment :

(i) prescribing the manner and form of making applications,

(i) prévoir les modalités de présentation des demandes,

40

35

Règlements

- (ii) respecting information, documents or undertakings — including the system disposal plan and arrangements referred to in subsection 9(1) — to be provided in support of applications, 5
- (iii) prescribing fees for applications or the manner of calculating them, 5
- (iv) respecting security assessments of proposed or actual licensees or system participants, and 10
- (v) prescribing conditions of licences; 10
- (d) requiring notice of any change — of which the licensee has knowledge — in any information that has been provided in connection with an application; 15
- (e) respecting the suspension or cancellation of licences;
- (f) respecting the operation of licensed systems;
- (g) requiring periodic or special reports 20 concerning licensed systems;
- (h) respecting the keeping of records;
- (i) prescribing fees, including periodic fees, for a licence, or the manner of calculating those fees, and when they are to be paid; 25
- (j) respecting the determination of amounts that may be paid under subsection 22(2);
- (k) for carrying out sections 23 and 25, including
  - (i) designating any provision of this Act or 30 of any regulation, order or direction made under this Act or any requirement of such a provision or any condition or class of conditions of a licence or provision or class of provisions of a system disposal plan as a 35 provision, requirement or condition whose contravention may be proceeded with as a violation,
  - (ii) prescribing the maximum administrative monetary penalty for a particular 40 violation, which maximum may not exceed \$5,000, in the case of an individual, and \$25,000, in any other case,
- (ii) régir les renseignements, documents ou engagements — notamment le plan de disposition du système et les arrangements visés au paragraphe 9(1) — à fournir à l'appui des demandes, 5
- (iii) établir les droits à acquitter à l'égard des demandes, ou leur mode de calcul, 5
- (iv) régir l'évaluation de sécurité des titulaires de licence et des participants autorisés, actuels et éventuels, 10
- (v) prévoir les conditions dont sont assorties les licences;
- d) exiger notification de tout changement dont les titulaires de licence ont connaissance à l'égard des renseignements fournis relativement aux demandes; 15
- e) régir la suspension et la révocation des licences;
- f) régir l'exploitation des systèmes agréés;
- g) exiger la fourniture de rapports périodiques ou spéciaux concernant les systèmes agréés;
- h) régir la tenue des registres;
- i) prévoir les droits périodiques et autres à acquitter à l'égard des licences, ou leur mode 25 de calcul, et le moment de leur exigibilité;
- j) régir la fixation des sommes pouvant être versées au titre du paragraphe 22(2);
- k) prévoir les mesures d'application des articles 23 et 25, et notamment : 30
  - (i) désigner comme texte dont la contravention constitue une violation toute disposition de la présente loi ou de ses textes d'application, toute obligation imposée par celle-ci ou ses textes, toute condition — ou 35 catégorie de conditions — d'une licence ou toute mesure — ou catégorie de mesures — du plan de disposition d'un système agréé,
  - (ii) prévoir le montant maximal — pla- 40 fonné, dans le cas des personnes physiques, à 5 000 \$ et, dans les autres cas, à 25 000 \$ — de la pénalité applicable à chaque violation,

	(iii) prescribing criteria to be taken into account in determining the amount of a proposed penalty,	(iii) prévoir les critères à prendre en compte pour la détermination du montant de la pénalité en cause,	
	(iv) respecting compliance agreements, and	(iv) régir les transactions,	
	(v) respecting appeals;	(v) régir les appels;	5
	(l) respecting the giving or service of notices under this Act;	l) régir la façon de donner ou de signifier les avis, préavis et procès-verbaux prévus par la présente loi;	
	(m) respecting the making of representations under this Act;	m) régir la présentation d'observations au titre de la présente loi;	10
	(n) prescribing anything that is to be prescribed under this Act; and	n) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;	
	(o) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.	o) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.	
Regulations may vary	(2) Regulations made under subsection (1) may vary according to any criterion or combination of criteria or by class of remote sensing space system, operator or activity.	(2) Les règlements peuvent varier en fonction de certains critères ou des catégories de systèmes de télédétection spatiale, d'exploitants ou d'activités.	15 Variation des règlements
Incorporation by reference	(3) For greater certainty, a regulation made under subsection (1) incorporating by reference any classifications, standards, procedures, specifications or rules may incorporate them as they are amended from time to time.	(3) Il est entendu qu'il peut être précisé, dans le règlement qui incorpore des classifications, normes, modalités, spécifications ou règles, qu'elles sont incorporées avec leurs modifications successives.	20 Incorporation par renvoi

DELEGATION

DÉLÉGATION

Minister	<b>21. (1) The Minister</b>	<b>21. (1) Le ministre :</b>	Ministre
	(a) may not delegate the exercise of the Minister's powers under subsection 4(3) or 14(1);	a) ne peut pas déléguer les pouvoirs prévus aux paragraphes 4(3) et 14(1);	25
	(b) may delegate only to his or her deputy minister the exercise of the Minister's powers under subsection 15(1); and	b) ne peut déléguer les pouvoirs prévus au paragraphe 15(1) qu'au sous-ministre;	
	(c) may delegate to any officer or class of officers — or, with the consent of the Minister of National Defence, a member or class of members of the Canadian Forces — the exercise of any other powers of the Minister under this Act.	c) peut déléguer ses autres pouvoirs à tout fonctionnaire ou, avec l'accord du ministre de la Défense nationale, à tout membre des Forces canadiennes, soit individuellement, soit au titre de son appartenance à une catégorie donnée.	30
Minister of National Defence	(2) The Minister of National Defence	(2) Le ministre de la Défense nationale :	35 Ministre de la Défense nationale
	(a) may not delegate the exercise of that minister's powers under subsection 14(2); and	a) ne peut pas déléguer les pouvoirs prévus au paragraphe 14(2);	
		b) ne peut déléguer les pouvoirs prévus au paragraphe 15(2) qu'au sous-ministre ou au chef d'état-major de la défense.	40



(b) may delegate only to his or her deputy minister or the Chief of the Defence Staff the exercise of that minister's powers under subsection 15(2).

Solicitor General

(3) The Solicitor General of Canada may delegate only to

(a) the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police the exercise of that minister's powers under paragraph 15(3)(a);

(b) the Director of the Canadian Security Intelligence Service the exercise of that minister's powers under paragraph 15(3)(b); and

(c) the Deputy Solicitor General of Canada the exercise of that minister's powers under paragraph 15(3)(c).

(3) Le solliciteur général du Canada ne peut déléguer :

a) les pouvoirs prévus à l'alinéa 15(3)a) qu'au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada;

b) les pouvoirs prévus à l'alinéa 15(3)b) qu'au directeur du Service canadien du renseignement de sécurité;

c) les pouvoirs prévus à l'alinéa 15(3)c) qu'au sous-solliciteur général du Canada.

Solliciteur général du Canada

5

10

#### NO LIABILITY

No right to compensation

22. (1) No person is entitled to financial compensation from Her Majesty in right of Canada for any financial losses resulting from any of the following actions taken in good faith: 20 the amendment of a system disposal plan or arrangements under subsection 9(3); the amendment of a licence under section 10; the suspension of a licence under section 11; the cancellation of a licence under section 12; or, 25 the making of an order under section 13, 14 or 15.

Authority to make payment

(2) A minister may pay a licensee an amount determined in accordance with the regulations for the service provided as a result of an order 30 made by that minister under section 15.

#### IMMUNITÉ

Aucun droit à une indemnité

22. (1) Sa Majesté du chef du Canada ne peut être tenue d'indemniser quiconque pour les pertes financières subies par suite de la prise — faite de bonne foi — de l'une ou l'autre des mesures suivantes : la modification du plan de 15 disposition du système agréé ou d'arrangements au titre du paragraphe 9(3), la modification de la licence au titre de l'article 10, sa suspension au titre de l'article 11, sa révocation au titre de l'article 12 et la prise d'un ordre au titre des 20 articles 13, 14 ou 15.

(2) En cas de prise d'un ordre au titre de l'article 15, le ministre en question peut verser au titulaire de la licence, pour la fourniture du service en cause, la somme déterminée conformément aux règlements.

Pouvoir de verser une somme

#### ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES

##### VIOLATIONS

Violations

23. Every person who contravenes a provision, requirement or condition designated under subparagraph 20(1)(k)(i) commits a violation and is liable to an administrative monetary 35 penalty not exceeding the maximum prescribed or, if no maximum has been prescribed, to a penalty not exceeding \$5,000, in the case of an individual, and \$25,000, in any other case.

#### VIOLATIONS ET PÉNALITÉS

##### VIOLATIONS

Violations

23. Toute contravention à un texte désigné sous le régime du sous-alinéa 20(1)k(i) constitue une violation pour laquelle le contrevenant s'expose à une pénalité dont le maximum peut 30 être prévu par règlement; à défaut, la pénalité maximale est de 5 000 \$ dans le cas des personnes physiques et de 25 000 \$ dans les autres cas.

ENFORCEMENT OFFICERS

AGENTS VERBALISATEURS

Designation of enforcement officers	24. (1) The Minister may designate as enforcement officers for the purposes of this Act persons or classes of persons that the Minister considers qualified.	24. (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut désigner à titre d'agent verbalisateur toute personne — soit individuellement, soit au titre de son appartenance à une catégorie donnée — qu'il estime qualifiée.	Désignation d'agents verbalisateurs
Certification of designated persons	(2) Enforcement officers are to receive a certificate attesting to their designation and shall, on demand, present the certificate to any person from whom they request information in the course of their duties or functions.	(2) Chaque agent reçoit un certificat attestant sa qualité qu'il présente sur demande à la personne à qui il demande des renseignements.	Certificat
Status of inspector	(3) Every enforcement officer is, in carrying out their duties and functions, an inspector.	(3) Pour l'exercice de ses attributions, l'agent est un inspecteur.	Statut de l'agent

NOTICES OF VIOLATION

PROCÈS-VERBAUX

Issuance and service	25. (1) If an enforcement officer believes on reasonable grounds that a person has committed a violation, the officer may issue, and shall cause to be served on the person, a notice of violation.	25. (1) L'agent verbalisateur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier à l'auteur présumé.	Procès-verbal
Contents of notice	(2) The Minister may establish the form and content of notices of violation, but each notice of violation must  (a) name the person believed to have committed a violation; (b) identify the violation; (c) set out the penalty that the enforcement officer proposes to impose; (d) inform the person that they may, within 30 days after the notice is served or within any longer period specified in the notice, either pay the penalty set out in the notice or make representations to the officer with respect to the alleged violation or proposed penalty — including any representations about entering into a compliance agreement — and set out the manner for doing so; and (e) inform the person that, if they do not pay the penalty or make representations in accordance with the notice, they will be considered to have committed the violation and the officer may impose a penalty in respect of it.	(2) Le ministre détermine la forme et la teneur des procès-verbaux de violation. Tout procès-verbal mentionne :  a) le nom de l'auteur présumé de la violation; b) les faits reprochés; c) la pénalité que l'agent a l'intention de lui imposer; d) la faculté qu'il a soit de payer la pénalité, soit de présenter des observations à l'agent relativement à la violation ou à la pénalité — y compris en ce qui touche la conclusion d'une transaction —, et ce dans les trente jours suivant la signification du procès-verbal ou dans le délai plus long précisé dans celui-ci, ainsi que les modalités d'exercice de cette faculté; e) le fait que le non-exercice de cette faculté vaut aveu de responsabilité et permet à l'agent d'imposer la pénalité.	Contenu

Criteria for  
penalty

(3) The amount of a proposed penalty is, in each case, to be determined taking into account the following matters:

- (a) the degree of intention or negligence on the part of the person who committed the violation; 5
- (b) the harm done by the violation;
- (c) the person's history of prior violations or convictions under this Act during the five-year period immediately before the violation; 10
- (d) any prescribed criteria; and
- (e) any other relevant matter.

#### DETERMINATION OF RESPONSIBILITY AND PENALTY

##### *Payment of Penalty*

Payment

26. If the person pays the penalty proposed in the notice of violation, the person is considered to have committed the violation 15 and proceedings in respect of it are ended.

##### *Making Representations*

Making of  
representations

27. (1) If the person alleged to have committed a violation makes representations, the enforcement officer shall either

- (a) enter into a compliance agreement with 20 the person on behalf of the Minister; or
- (b) decide on a balance of probabilities whether the person committed the violation and, if so, impose the penalty proposed, a lesser penalty or no penalty, taking into 25 account the matters mentioned in subsection 25(3).

The enforcement officer shall cause notice of any decision made under paragraph (b) to be issued and served on the person together with 30 notice of the person's right of appeal under subsection 29(1).

Compliance  
agreements

(2) In the course of the making of representations, an enforcement officer may, on behalf of the Minister, enter into a compliance 35 agreement with the person alleged to have committed a violation on any terms that the officer considers satisfactory. The terms

(3) Pour la détermination du montant de la pénalité, il est tenu compte des éléments suivants :

- a) la nature de l'intention ou de la négligence de l'auteur présumé de la violation; 5
- b) la gravité du tort causé;
- c) les antécédents de l'auteur — violation ou condamnation pour infraction à la présente loi — au cours des cinq ans précédant la violation; 10
- d) tout critère prévu par règlement;
- e) tout autre élément pertinent.

#### RESPONSABILITÉ ET PÉNALITÉ

##### *Paiement de la pénalité*

Paiement

26. Le paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal vaut aveu de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure. 15

##### *Présentation des observations*

Observations

27. (1) Si l'auteur présumé de la violation lui présente des observations, l'agent verbalisateur :

- a) soit conclut avec lui une transaction au nom du ministre; 20
- b) soit détermine, selon la prépondérance des probabilités, sa responsabilité et, le cas échéant, lui impose la pénalité mentionnée au procès-verbal ou une pénalité réduite, ou encore n'impose aucune pénalité, compte 25 tenu des éléments énumérés au paragraphe 25(3).

Il lui fait signifier avis de la décision prise au titre de l'alinéa b) et l'informe par la même occasion de son droit d'interjeter appel au titre 30 du paragraphe 29(1).

(2) Dans le cadre de la présentation d'observations, l'agent peut, au nom du ministre, conclure avec l'auteur présumé de la violation une transaction — assortie des modalités qu'il 35 estime indiquées — qui :

Conclusion  
d'une transaction



	<p>(a) must provide for payment by the person to the Receiver General of a specified amount not greater than the penalty proposed in the notice of violation if the person does not comply with the agreement; and</p> <p>(b) may provide for the giving of reasonable security, in a form and an amount that the officer considers satisfactory, for the person's performance of the agreement.</p>	<p>a) exige de l'auteur qu'il verse au receveur général une somme ne pouvant dépasser le montant de la pénalité mentionné au procès-verbal s'il ne se conforme pas aux modalités de la transaction;</p> <p>b) peut prévoir la fourniture d'une sûreté raisonnable — dont le montant et la nature doivent agréer à l'agent — en garantie de l'exécution de la transaction.</p>	
Agreement ends proceedings	<p>(3) Entry into a compliance agreement ends the violation proceedings and precludes any further violation or offence proceedings in relation to the act or omission in question.</p>	<p>(3) La conclusion de la transaction met fin à la procédure et fait obstacle à toute autre procédure en violation ou procédure pénale à l'égard de l'acte ou de l'omission en cause.</p>	La transaction met fin à la procédure
If agreement not complied with	<p>(4) The Minister may issue and serve a notice of default on a person who has entered into a compliance agreement but has not complied with it. On service of the notice, the person is liable to pay without delay the amount provided for in the agreement, failing which, the Minister may realize or enforce any security for the person's performance of the agreement.</p>	<p>(4) Le cas échéant, le ministre peut signifier à l'intéressé un avis du défaut d'exécution de la transaction, et celui-ci paie sans délai la somme prévue aux termes de la transaction, à défaut de quoi le ministre peut réaliser la sûreté.</p>	Avis de défaut d'exécution

Responsibility

Aveu de responsabilité

Failure to act	<p>28. A person who neither pays the penalty nor makes representations in accordance with the notice of violation is considered to have committed the violation, and the enforcement officer shall impose the penalty proposed and notify the person of it.</p>	<p>28. Vaut aveu de responsabilité le non-exercice de la faculté prévue par le procès-verbal — paiement de la pénalité ou présentation d'observations — selon les termes de celui-ci. Le cas échéant, l'agent verbalisateur impose la pénalité mentionnée au procès-verbal et en donne avis à l'intéressé.</p>	Défaut
----------------	---	--	--------

APPEAL TO MINISTER

APPEL AU MINISTRE

Right of appeal	<p>29. (1) A person served with notice of a decision made under paragraph 27(1)(b) may, within 30 days after the notice is served, or within any longer period that the Minister allows, appeal the decision to the Minister.</p>	<p>29. (1) Il peut être interjeté appel auprès du ministre de la décision prise en vertu de l'alinéa 27(1)b), dans les trente jours suivant sa signification ou dans le délai supérieur que celui-ci peut accorder.</p>	Droit d'appel
Powers of Minister	<p>(2) On an appeal, the Minister may confirm, set aside or vary the decision of the enforcement officer.</p>	<p>(2) Le cas échéant, le ministre confirme, annule ou modifie la décision.</p>	Pouvoirs du ministre

RULES ABOUT VIOLATIONS

RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS

Vicarious liability — acts of employees, agents and mandataries	<p>30. A person is liable for a violation that is committed by the person's employee acting in the course of the employment or the person's agent or mandatary acting within the scope of</p>	<p>30. L'employeur ou le mandant est responsable de la violation commise par son employé ou son mandataire dans le cadre de son emploi ou du mandat, que celui-ci soit ou non connu ou poursuivi.</p>	Responsabilité indirecte — employés et mandataires
---	---	---	--

their authority, whether or not the employee, agent or mandatary who actually committed the violation is identified or proceeded against.

Due diligence	31. Due diligence is a defence in a proceeding in relation to a violation.	31. La prise des précautions voulues peut 5 être invoquée dans le cadre de toute poursuite en violation.	Prise de précautions
Continuing violation	32. A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.	32. Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet 5 ou se continue la violation.	Violation continue
Limitation period	33. Any proceedings in respect of a violation 10 may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.	33. Les poursuites en violation se prescrivent par deux ans après le fait générateur en cause.	Prescription
Violation or offence	34. (1) If it is possible to proceed with any act or omission as a violation and it is also 15 possible to proceed with it as an offence, proceeding in one manner precludes proceeding in the other.	34. (1) L'acte ou l'omission qualifiable à la fois de violation et d'infraction peut être réprimé 10 soit comme violation, soit comme infraction, les poursuites en violation et celles pour infraction s'excluant toutefois mutuellement.	Précision
Violations not offences	(2) For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the 20 <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of one.	(2) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions; en conséquence, nul ne peut 15 être poursuivi à ce titre sur le fondement de l'article 126 du <i>Code criminel</i> .	Précision
Admissibility of documents	35. In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 25(1) or 27(1) or (4) or given under section 28 or a certificate issued 25 under subsection 37(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation or a prosecution for an offence.	35. Dans les poursuites en violation ou pour infraction, le document qui paraît être un procès-verbal signifié en vertu du paragraphe 20 25(1), un avis signifié en vertu des paragraphes 27(1) ou (4), un avis donné en vertu de l'article 28 ou un certificat de non-paiement établi en vertu du paragraphe 37(1) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu. 25	Admissibilité de documents

#### RECOVERY OF PENALTIES AND AMOUNTS

#### RECouvreMENT DES PÉNALITÉS ET DES SOMMES

Debts to Her Majesty	36. (1) A penalty imposed under this Act 30 and an amount referred to in subsection 27(4) each constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.	36. (1) La pénalité et la somme visée au paragraphe 27(4) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale ou tout autre tribunal compétent. 30	Créance de Sa Majesté
Time limit	(2) No proceedings to recover such a debt may be commenced later than five years after the debt became payable.	(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible.	Prescription
Proceeds payable to Receiver General	(3) Each such debt is payable to the Receiver General.	(3) Les sommes en cause sont versées au 40 receveur général.	Receveur général

Certificate

37. (1) The Minister may issue a certificate certifying the unpaid amount of any debt referred to in subsection 36(1).

37. (1) Le ministre peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée au paragraphe 36(1).

Certificat de non-paiement

Registration in Federal Court

(2) Registration in the Federal Court or in any other court of competent jurisdiction of a certificate issued under subsection (1) has the same effect as a judgment of that Court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs.

(2) L'enregistrement à la Cour fédérale ou à tout autre tribunal compétent confère au certificat valeur de jugement pour la somme visée et les frais afférents.

Enregistrement en Cour fédérale

## OFFENCES

Contravention — section 5, 13 or 14 or subsection 16(1)

38. (1) Every person who contravenes section 5 or subsection 16(1) or an order made under section 13 or 14 is guilty of an offence and liable on summary conviction

(a) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding 18 months, or to both; and

(b) in any other case, to a fine not exceeding \$250,000.

Contravention — section 15 or subsection 18(5) or (6)

(2) Every person who contravenes subsection 18(5) or (6) or an order made under section 15 is guilty of an offence and liable on summary conviction

(a) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$25,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and

(b) in any other case, to a fine not exceeding \$125,000.

Jurisdiction — contravention outside Canada

39. (1) If a person is alleged to have committed an act or omission that is a contravention of section 5 because of the application of section 6, proceedings in relation to that contravention may, whether or not the person is in Canada, be commenced in any territorial division in Canada, and the person may be tried and punished in respect of that offence in the same manner as if it had been committed in that territorial division.

(2) The provisions of the *Criminal Code*, including their exceptions, relating to requirements that an accused appear at and be present

Appearance of accused at trial

## INFRACTIONS

38. (1) Quiconque contrevient à l'article 5 ou au paragraphe 16(1) ou à un ordre donné en vertu des articles 13 ou 14 commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines;

b) dans tout autre cas, d'une amende maximale de 250 000 \$.

(2) Quiconque contrevient aux paragraphes 18(5) ou (6) ou à un ordre donné en vertu de l'article 15 commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

b) dans tout autre cas, d'une amende maximale de 125 000 \$.

Infraction — art. 5, 13 et 14 et par. 16(1)

Infraction — art. 15 et par. 18(5) et (6)

Infraction commise à l'étranger

39. (1) Lorsqu'un fait — acte ou omission — constituant une infraction à l'article 5 en raison de l'article 6 est imputé à une personne, des poursuites peuvent être engagées à l'égard de l'infraction dans toute circonscription territoriale au Canada, que cette personne soit ou non présente au Canada. Elle peut subir son procès et être punie à l'égard de l'infraction comme si elle l'avait commise dans cette circonscription.

(2) Les dispositions du *Code criminel* concernant l'obligation pour un accusé d'être présent et de demeurer présent lors de toute

Comparution de l'accusé lors du procès



during proceedings apply in respect of proceedings commenced in a territorial division under subsection (1).

procédure visée au paragraphe (1) et les exceptions à cette obligation s'appliquent en l'espèce.

Offence dealt with outside Canada

(3) If a person is alleged to have committed an act or omission referred to in subsection (1) and the person has been dealt with outside Canada for the contravention in a manner that, if the person had been dealt with in Canada for the contravention in that manner, would allow the person to plead *autrefois acquit*, *autrefois convict* or pardon, the person is deemed to have been so dealt with in Canada.

(3) Lorsque la personne a été traitée à l'étranger à l'égard du fait visé au paragraphe (1) de manière que, si elle avait été traitée au Canada, elle aurait pu invoquer les moyens de défense d'autrefois acquit, d'autrefois convict ou de pardon, elle est réputée avoir été ainsi traitée au Canada.

Cas d'un jugement antérieur rendu à l'étranger

10

Liability of officers, directors, agents or mandataries

40. If a corporation commits an offence under this Act, any officer, director, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

40. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue pour l'infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Dirigeants, administrateurs ou mandataires

Offences by employees, agents or mandataries

41. In a prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, an agent or a mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence.

41. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsabilité pénale de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, qu'il ait été ou non identifié ou poursuivi.

Employés et mandataires

25

Due diligence

42. (1) Due diligence is a defence in a prosecution for an offence under this Act.

42. (1) La prise des précautions voulues peut être invoquée dans le cadre de toute poursuite pour infraction à la présente loi.

Prise de précautions

Section 126 of Criminal Code

(2) No person shall be prosecuted under section 126 of the *Criminal Code* for a contravention of subsection 9(2).

(2) Nul ne peut être poursuivi au titre de l'article 126 du *Code criminel* pour avoir 30 contrevenu au paragraphe 9(2).

Art. 126 du *Code criminel*

Continuing offence

43. A contravention of this Act that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.

43. Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Infraction continue

Limitation period

44. Any proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

44. La poursuite de toute infraction punissable par procédure sommaire se prescrit par deux ans à compter de la perpétration.

Prescription

Injunctions

45. If a court of competent jurisdiction — including the Federal Court — is satisfied, on application by the Minister, that a contravention of section 5 is being or is likely to be

45. S'il est convaincu qu'il y a contravention ou risque de contravention à l'article 5, tout tribunal compétent peut, sur demande du 40 ministre, accorder une injonction, assortie des

Injonction

committed, the court may grant an injunction, subject to any conditions that the court considers appropriate, ordering any person to cease or refrain from any activity related to that contravention, or ordering the person to take any measure that a licensee could, under this Act, be required to take.

conditions qu'il juge indiquées, ordonnant à quiconque de cesser toute activité liée à la contravention, de s'en abstenir ou de prendre toute mesure dont la prise peut être exigée du titulaire de licence au titre de la présente loi. La Cour fédérale est un tribunal compétent en l'espèce.

COORDINATING AMENDMENT

Bill C-6

46. If Bill C-6, introduced in the 1st Session of the 38th Parliament and entitled the *Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act* (the "other Act"), receives royal assent, then, on the later of the coming into force of section 2 of the other Act and the coming into force of subsection 15(3) of this Act,

- (a) the expression "Solicitor General of Canada" in subsections 15(3) and 21(3) of this Act is replaced by the expression "Minister of Public Safety and Emergency Preparedness"; and
- (b) the expression "Deputy Solicitor General of Canada" in subsection 21(3) of this Act is replaced by the expression "Deputy Minister of Public Safety and Emergency Preparedness".

Order in council

47. This Act, other than section 46, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

COMING INTO FORCE

DISPOSITION DE COORDINATION

Projet de loi C-6

46. En cas de sanction du projet de loi C-6, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 38<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi sur le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile*, à l'entrée en vigueur de l'article 2 de cette loi ou à celle du paragraphe 15(3) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir :

- a) « solliciteur général du Canada » est remplacé par « ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile » aux paragraphes 15(3) et 21(3) de la présente loi;
- b) « sous-solliciteur général du Canada » est remplacé par « sous-ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile » au paragraphe 21(3) de la présente loi.

ENTRÉE EN VIGUEUR

47. La présente loi, à l'exception de l'article 46, entre en vigueur à la date fixée par décret.

**MAIL  POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**C-25**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-25**

An Act governing the operation of remote sensing space  
systems

---

**AS PASSED**

BY THE HOUSE OF COMMONS  
OCTOBER 5, 2005

---

**C-25**

Première session, trente-huitième législature,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**PROJET DE LOI C-25**

Loi régissant l'exploitation des systèmes de télédétection  
spatiale

---

**ADOPTÉ**

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 5 OCTOBRE 2005

---

## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act governing the operation of remote sensing space systems*".

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi régissant l'exploitation des systèmes de télédétection spatiale* ».

## SUMMARY

This enactment regulates remote sensing space systems to ensure that their operation is neither injurious to national security, to the defence of Canada, to the safety of Canadian Forces or to Canada's conduct of international relations nor inconsistent with Canada's international obligations.

In order to accomplish this, the enactment establishes a licensing regime for remote sensing space systems and provides for restrictions on the distribution of data gathered by means of them. In addition, the enactment gives special powers to the Government of Canada concerning priority access to remote sensing services and the interruption of such services.

## SOMMAIRE

Le texte a pour objet de régir les systèmes de télédétection spatiale afin que leur exploitation ne porte pas atteinte à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes et à la conduite des relations internationales du Canada, et ne soit pas incompatible avec les obligations internationales du Canada.

Pour ce faire, il encadre l'exploitation de ces systèmes par l'attribution de licences et prévoit des mesures restreignant la communication des données obtenues au moyen de ceux-ci. De plus, il accorde au gouvernement du Canada des pouvoirs spéciaux en matière d'accès prioritaire aux services de télédétection spatiale et d'interruption de ceux-ci.

## TABLE OF PROVISIONS

### AN ACT GOVERNING THE OPERATION OF REMOTE SENSING SPACE SYSTEMS

#### SHORT TITLE

1. Short title

#### INTERPRETATION

2. Definitions

#### DESIGNATION OF MINISTER

3. Power of Governor in Council

#### APPLICATION OF ACT

4. Binding on Crown

#### OPERATION OF REMOTE SENSING SPACE SYSTEMS

##### REQUIREMENT FOR LICENCE

5. System operator requires licence
6. Activities outside Canada

##### APPLICATIONS, LICENCES AND RELATED MATTERS

7. Applications regarding licences
8. Issuance, amendment or renewal of licences
9. System disposal plan and arrangements

##### AMENDMENT, SUSPENSION AND CANCELLATION OF LICENCES

10. Amendment of conditions on Minister's initiative
11. Suspension of licence
12. Cancellation of licence
13. Measures ordered on suspension or termination of licence

##### INTERRUPTIONS OF SERVICE

14. Minister's order

##### PRIORITY ACCESS

15. Minister's order for priority access

## TABLE ANALYTIQUE

### LOI RÉGISSANT L'EXPLOITATION DES SYSTÈMES DE TÉLÉDÉTECTION SPATIALE

#### TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

#### DÉFINITIONS

2. Définitions

#### DÉSIGNATION DU MINISTRE

3. Pouvoir du gouverneur en conseil

#### APPLICATION

4. Obligation de Sa Majesté

#### EXPLOITATION DES SYSTÈMES DE TÉLÉDÉTECTION SPATIALE

##### OBLIGATION D'ÊTRE TITULAIRE D'UNE LICENCE

5. Licence obligatoire pour l'exploitant
6. Activités menées à l'étranger

##### DÉLIVRANCE DES LICENCES ET QUESTIONS CONNEXES

7. Demandes relatives aux licences
8. Délivrance, modification et renouvellement des licences
9. Plan et arrangements

##### MODIFICATION, SUSPENSION ET RÉVOCATION DES LICENCES

10. Modification des conditions — initiative du ministre
11. Suspension de la licence
12. Révocation de la licence
13. Mesures ordonnées par le ministre

##### INTERRUPTION DES SERVICES

14. Ordre du ministre

##### ACCÈS PRIORITAIRE

15. Ordre du ministre



	TRANSFER OF REMOTE SENSING SATELLITES		TRANSFERT DE SATELLITES DE TÉLÉDÉTECTION
16.	Prohibition on transfer of control	16.	Interdiction — contrôle du satellite
	INSPECTION		INSPECTION
17.	Designation of inspectors	17.	Désignation d'inspecteurs
18.	Powers of inspectors	18.	Pouvoirs de l'inspecteur
	REQUESTS FOR INFORMATION		DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
19.	Notice for disclosure of information	19.	Avis de communication
	REGULATIONS		RÈGLEMENTS
20.	Regulations	20.	Règlements
	DELEGATION		DÉLÉGATION
21.	Minister	21.	Ministre
	NO LIABILITY		IMMUNITÉ
22.	No right to compensation	22.	Aucun droit à une indemnité
	ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES		VIOLATIONS ET PÉNALITÉS
	VIOLATIONS		VIOLATIONS
23.	Violations	23.	Violations
	ENFORCEMENT OFFICERS		AGENTS VERBALISATEURS
24.	Designation of enforcement officers	24.	Désignation d'agents verbalisateurs
	NOTICES OF VIOLATION		PROCÈS-VERBAUX
25.	Issuance and service	25.	Procès-verbal
	DETERMINATION OF RESPONSIBILITY AND PENALTY		RESPONSABILITÉ ET PÉNALITÉ
	<i>Payment of Penalty</i>		<i>Paiement de la pénalité</i>
26.	Payment	26.	Paiement
	<i>Making Representations</i>		<i>Présentation des observations</i>
27.	Making of representations	27.	Observations
	<i>Responsibility</i>		<i>Aveu de responsabilité</i>
28.	Failure to act	28.	Défaut
	APPEAL TO MINISTER		APPEL AU MINISTRE
29.	Right of appeal	29.	Droit d'appel

## RULES ABOUT VIOLATIONS

- 30. Vicarious liability — acts of employees, agents and mandataries
- 31. Due diligence
- 32. Continuing violation
- 33. Limitation period
- 34. Violation or offence
- 35. Admissibility of documents

## RECOVERY OF PENALTIES AND AMOUNTS

- 36. Debts to Her Majesty
- 37. Certificate

## OFFENCES

- 38. Contravention — section 5, 13 or 14 or subsection 16(1)
- 39. Jurisdiction — contravention outside Canada
- 40. Liability of officers, directors, agents or mandataries
- 41. Offences by employees, agents or mandataries
- 42. Due diligence
- 43. Continuing offence
- 44. Limitation period
- 45. Injunctions

## REVIEW AND REPORT

- 45.1 Independent review

## COORDINATING AMENDMENT

- 46. **Bill C-6**

## COMING INTO FORCE

- 47. **Order in council**

## RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS

- 30. Responsabilité indirecte — employés et mandataires
- 31. Prise de précautions
- 32. Violation continue
- 33. Prescription
- 34. Précision
- 35. Admissibilité de documents

## RECOUVREMENT DES PÉNALITÉS ET DES SOMMES

- 36. Créance de Sa Majesté
- 37. Certificat de non-paiement

## INFRACTIONS

- 38. Infraction — art. 5, 13 et 14 et par. 16(1)
- 39. Infraction commise à l'étranger
- 40. Dirigeants, administrateurs ou mandataires
- 41. Employés et mandataires
- 42. Prise de précautions
- 43. Infraction continue
- 44. Prescription
- 45. Injonction

## EXAMEN ET RAPPORT

- 45.1 Examen indépendant

## DISPOSITION DE COORDINATION

- 46. **Projet de loi C-6**

## ENTRÉE EN VIGUEUR

- 47. **Décret**





HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-25

## PROJET DE LOI C-25

An Act governing the operation of remote  
sensing space systems

Loi régissant l'exploitation des systèmes de  
télédétection spatiale

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Remote  
Sensing Space Systems Act*.

1. *Loi sur les systèmes de télédétection  
5 spatiale.*

Titre abrégé  
5

### INTERPRETATION

### DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this  
Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à  
la présente loi.

Définitions

“controlled  
activity”  
« activité  
contrôlée »

“controlled activity”, subject to subsection 8(6),  
means any of the following activities in the  
operation of a remote sensing space system:

« activité contrôlée » Sous réserve du para-  
graphe 8(6), l'une ou l'autre des activités ci-  
après liées à l'exploitation d'un système de 10  
télédétection spatiale :

« activité  
contrôlée »  
“controlled  
activity”

(a) formulating or giving a command to a  
remote sensing satellite of the system;

(b) receiving raw data from a remote sensing  
satellite of the system;

(c) storing, processing or distributing raw 15  
data from the system;

(d) establishing or using

(i) cryptography in communications with a  
remote sensing satellite of the system, or

(ii) information assurance measures for the 20  
system.

a) la formulation ou le fait de donner des  
commandes à tout satellite de télédétection  
faisant partie du système;

b) la réception de données brutes provenant 15  
d'un tel satellite;

c) le stockage, le traitement ou la distribution  
de données brutes obtenues au moyen du  
système;

d) la mise en place ou l'emploi de procédés 20  
de cryptographie en ce qui touche les  
communications avec un tel satellite, ou de  
mesures d'assurance de l'information à  
l'égard du système.

“information  
assurance”  
« assurance de  
l'information »

“information assurance” means the protection of  
information and information systems by ensur-  
ing their availability, integrity, authentication,  
confidentiality and non-repudiation. 25

25

"licence" « licence »	"licence" means a licence issued under subsection 8(1).	« assurance de l'information » Protection de l'information et des systèmes d'information au moyen de mesures en garantissant l'accessibilité, l'intégrité, l'authentification, la confidentialité et la non-répudiation.	« assurance de l'information » "information assurance"
"licensed system" « système agréé »	"licensed system" means a remote sensing space system for whose operation a licence has been issued.	5 « données brutes » Les données de détection obtenues au moyen d'un satellite de télédétection et les données auxiliaires nécessaires à la production de produits dérivés à partir des données de détection, qui ne sont pas devenues, 10 en raison de leur traitement, des produits dérivés.	5 « données brutes » "raw data"
"licensee" « titulaire de licence »	"licensee" means a person who is the holder of a licence.		
"Minister" « ministre »	"Minister", subject to section 3, means the Minister of Foreign Affairs.		
"person" « personne »	"person" includes a partnership, a government, 10 a government agency and an unincorporated organization.	« licence » Licence délivrée en vertu du paragraphe 8(1).	« licence » "licence"
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by the regulations.	« ministre » Sous réserve de l'article 3, le 15 ministre des Affaires étrangères.	« ministre » "Minister"
"raw data" « données brutes »	"raw data" means sensor data from a remote 15 sensing satellite, and any auxiliary data required to produce remote sensing products from the sensor data, that have not been transformed into a remote sensing product.	« participant autorisé » Personne désignée dans la licence aux termes de l'alinéa 8(5)b).	« participant autorisé » "system participant"
"remote sensing product" « produit dérivé »	"remote sensing product" means an image or 20 data produced from raw data in any way that transforms the raw data.	« personne » Sont compris parmi les personnes les sociétés de personnes, les gouvernements, 20 les organismes gouvernementaux et les organisations non dotées de la personnalité morale.	« personne » "person"
"remote sensing satellite" « satellite de télédétection »	"remote sensing satellite" means a satellite that is capable of sensing the surface of the Earth through the use of electromagnetic waves.	« produit dérivé » Image ou donnée obtenue par le traitement de données brutes.	« produit dérivé » "remote sensing product"
"remote sensing space system" « système de télédétection spatiale »	"remote sensing space system" means (a) one or more remote sensing satellites and the mission control centre and other facilities used to operate the satellites; and (b) the facilities used to receive, store, 30 process or distribute raw data from the satellites, even after the satellites themselves are no longer in operation.	25 « satellite de télédétection » Satellite qui peut 25 faire de la détection de la surface terrestre au moyen d'ondes électromagnétiques.	25 « satellite de télédétection » "remote sensing satellite"
"system participant" « participant autorisé »	"system participant" means a person who is designated in a licence condition referred to in 35 paragraph 8(5)(b).	« système agréé » Système de télédétection spatiale pour lequel une licence d'exploitation a été délivrée. 30 « système de télédétection spatiale » Système se composant : a) d'une part, d'un ou de plusieurs satellites de télédétection et du centre de contrôle de mission ainsi que des autres installations 35 utilisées pour exploiter les satellites; b) d'autre part, des installations utilisées pour la réception, le stockage, le traitement ou la distribution des données brutes obtenues au moyen des satellites, et ce même 40 après qu'ils ne sont plus exploités.	30 « système agréé » "licensed system" « système de télédétection spatiale » "remote sensing space system"

“transform” «traitement»	“transform”, with respect to raw data, means, having regard to the regulations, to so process them that it is substantially impossible to reconstitute them from the resulting remote sensing product.	« titulaire de licence » Le détenteur de la licence.	«titulaire de licence» “licensee”
		5 « traitement » Eu égard aux règlements, ce qui a pour effet de rendre substantiellement impossible toute reconstitution des données brutes à partir des produits dérivés obtenus au moyen de 5 celles-ci.	« traitement » “transform”

DESIGNATION OF MINISTER

DÉSIGNATION DU MINISTRE

Power of Governor in Council	3. The Governor in Council may designate a member of the Queen’s Privy Council for Canada to be the Minister for the purposes of this Act.	3. Le gouverneur en conseil peut désigner tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada à titre de ministre pour l’application de la présente loi.	Pouvoir du gouverneur en conseil 10
------------------------------	--	--	--

APPLICATION OF ACT

APPLICATION

Binding on Crown	4. (1) This Act binds Her Majesty in right of 10 Canada or a province.	4. (1) La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province.	Obligation de Sa Majesté
------------------	--	--	--------------------------

Order modifying application of Act to certain systems	(2) The Governor in Council may make an order with respect to a remote sensing space system operated by the Department of National Defence or the Canadian Space Agency provid- 15 ing that this Act and the regulations apply to that system only in the manner and to the extent provided for in the order. The order may adapt any of the provisions of this Act or the regulations for the purposes of that application. 20	(2) Le gouverneur en conseil peut prendre un décret à l’égard d’un système de télédétection spatiale exploité par le ministère de la Défense 15 nationale ou par l’Agence spatiale canadienne selon lequel les dispositions de la présente loi et des règlements ne s’appliquent au système que selon les modalités et dans la mesure prévues par le décret. Celui-ci peut adapter ces dispo- 20 sitions à cette application.	Application à certains systèmes
---	---	---	---------------------------------

Exemption by order	(3) The Minister may, by order, exempt any person or remote sensing space system — or any class of person, system or data — from the application of any provisions of this Act or the regulations. The exemption order may be 25 limited in scope or made subject to conditions. It may be made only if the Minister is satisfied that	(3) Le ministre peut, par arrêté, soustraire toute personne ou tout système de télédétection spatiale — ou toute catégorie de personnes, de systèmes ou de données — à l’application de 25 tout ou partie de la présente loi ou des règlements, l’exemption pouvant être de portée limitée ou assortie de conditions. Il ne peut accorder l’exemption que s’il est convaincu que les conditions suivantes sont remplies : 30	Exemption par arrêté
--------------------	--	--	----------------------

- (a) the exemption is neither injurious to national security, to the defence of Canada, 30 to the safety of Canadian Forces or to Canada’s conduct of international relations nor inconsistent with Canada’s international obligations;

(b) adequate provision will be made for the 35 protection of the environment, public health and the safety of persons and property; and

(c) the interests of the provinces are protected.
- a) l’exemption ne porte pas atteinte à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes et à la conduite des relations internationales du Canada et n’est pas incompatible avec les 35 obligations internationales du Canada;

b) les mesures indiquées seront prises pour protéger l’environnement et la santé publique et assurer la sécurité des personnes et des biens; 40

c) les intérêts des provinces sont protégés.



## OPERATION OF REMOTE SENSING SPACE SYSTEMS

## REQUIREMENT FOR LICENCE

System operator  
requires licence

5. No person shall operate a remote sensing space system in any manner, directly or indirectly, except under the authority of a licence.

Activities  
outside Canada

6. Section 5 applies also to the following persons with respect to their activities outside Canada:

- (a) Canadian citizens;
- (b) permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;
- (c) corporations that are incorporated or continued under the laws of Canada or a province; and
- (d) members of any prescribed class of 15 persons having a substantial connection to Canada related to remote sensing space systems.

## APPLICATIONS, LICENCES AND RELATED MATTERS

Applications  
regarding  
licences

7. An application to the Minister to issue, amend or renew a licence must be made in the 20 prescribed form and manner, be supported by a proposed system disposal plan, proposed guarantee arrangements referred to in paragraph 9(1)(b) and any other prescribed information, documents and undertakings and be accompa- 25 nied by any prescribed application fee.

Issuance,  
amendment or  
renewal of  
licences

8. (1) On application, the Minister may, having regard to national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, 30 Canada's international obligations and any prescribed factors,

- (a) issue a provisional approval of a licence application;
- (b) issue a licence; or
- (c) amend or renew a licence.

## EXPLOITATION DES SYSTÈMES DE TÉLÉDÉTECTION SPATIALE

## OBLIGATION D'ÊTRE TITULAIRE D'UNE LICENCE

5. Nul ne peut exploiter directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, un système de télédétection spatiale à moins de le faire au titre d'une licence.

Licence  
obligatoire pour  
l'exploitant

6. L'article 5 s'applique aux personnes ci-après en ce qui touche les activités qu'elles mènent à l'étranger :

5 Activités menées  
à l'étranger

- a) les citoyens canadiens;
- b) les résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration 10 et la protection des réfugiés*;
- c) les personnes morales constituées ou prorogées au titre du droit fédéral ou provincial;
- d) les personnes appartenant à toute catégo- 15 rie visée par règlement qui ont des liens significatifs avec le Canada en ce qui touche les systèmes de télédétection spatiale.

## DÉLIVRANCE DES LICENCES ET QUESTIONS CONNEXES

7. La demande de délivrance, de modifica- 20 tion ou de renouvellement de licence se fait selon les modalités réglementaires. Doivent être fournis à l'appui de la demande le plan de disposition du système, les arrangements visés à l'alinéa 9(1)b) et les renseignements, documents et engagements réglementaires, la demande 25 devant par ailleurs être accompagnée des droits fixés par règlement.

Demandes  
relatives aux  
licences

8. (1) Eu égard à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations interna- 30 tionales du Canada, aux obligations internationales du Canada et aux facteurs réglementaires, le ministre peut, sur demande :

Délivrance,  
modification et  
renouvellement  
des licences

- a) délivrer une approbation provisoire relative- 35 ment à la demande de licence;
- b) délivrer une licence;
- c) modifier ou renouveler la licence.

Provisional  
approval binding

(2) A provisional approval is binding on the Minister for so long as the material facts on which it was based remain substantially unchanged.

(2) L'approbation provisoire lie le ministre tant que les faits importants sur lesquels elle est fondée ne changent pas de façon marquée.

Valeur de  
l'approbation  
provisoireReasons for  
refusal of  
application

(3) The Minister shall, without delay, provide reasons to the applicant for any refusal of an application.

(3) En cas de rejet de la demande, le ministre en fournit sans délai les motifs au demandeur.

Motifs du rejet  
de la demandeConditions of  
licences

(4) Every licence is subject to the conditions referred to in subsections (5) to (7), any prescribed conditions and the following conditions:

(4) Outre les conditions réglementaires et celles visées aux paragraphes (5) à (7), la licence est assortie des conditions suivantes :

Conditions de la  
licence

(a) that the licensee keep control of the licensed system;

a) le titulaire de la licence contrôle en tout temps le système agréé;

10

(b) that the licensee not permit any other person to carry on a controlled activity in the operation of the system except in accordance with the licence;

b) le titulaire de la licence ne peut permettre à quiconque de mener des activités contrôlées en contravention de la licence;

(c) that raw data and remote sensing products from the system about the territory of any country — but not including data or products that have been enhanced or to which some value has been added — be made available to the government of that country within a reasonable time, on reasonable terms and for so long as the data or products have not been disposed of, but subject to any licence conditions under subsection (6) or (7) applicable to their communication or provision;

c) les données brutes et les produits dérivés obtenus au moyen du système — exception faite des données et des produits qui ont été améliorés ou auxquels une valeur a été ajoutée — sont, dans un délai et selon des conditions raisonnables, et ce tant qu'il n'en a pas été disposé, mis à la disposition du gouvernement du pays dont le territoire a fait l'objet de la télédétection spatiale, sous réserve de toute condition de la licence applicable au titre des paragraphes (6) ou (7) à la communication des données et à la fourniture des produits;

(d) that the licensee keep control of raw data and remote sensing products from the system until they are disposed of in accordance with this Act;

d) le titulaire de la licence contrôle les données brutes et les produits dérivés obtenus au moyen du système jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à la présente loi;

30

(e) that raw data from the system be communicated only to a government referred to in paragraph (c), the licensee, a system participant or a person to whom they may be communicated under subsection (6);

e) les données brutes obtenues au moyen du système ne sont communiquées qu'au gouvernement visé à l'alinéa c), au titulaire de la licence, au participant autorisé ou à la personne à qui elles peuvent être communiquées au titre du paragraphe (6);

35

(f) that the licensee encourage a recipient of raw data or a remote sensing product who has entered into an agreement referred to in paragraph (6)(b) or (7)(b) to comply with the agreement; and

f) le titulaire de la licence engage le destinataire des données brutes ou des produits dérivés à se conformer aux dispositions de l'accord visé aux alinéas (6)b) ou (7)b);

40

(g) that any prescribed fees be paid when due.

g) les droits réglementaires sont acquittés au moment opportun.

45

Conditions  
specified by  
Minister

(5) In a licence, the Minister may specify any other condition that the Minister considers appropriate, including any condition

(a) relating to the use of cryptography or information assurance measures; or

(b) designating any person as a system participant and authorizing the licensee to permit that person to carry on any controlled activity in the operation of the licensed system that the Minister specifies.

Conditions  
specified by  
Minister — raw  
data

(6) In a licence, the Minister may authorize the communication of raw data or classes of raw data from the licensed system to any persons or classes of persons other than the licensee or system participants on any conditions that the Minister considers appropriate. The conditions may include requirements that, in specified cases or circumstances, the communication of the raw data

(a) be subject to the Minister's prior approval; or

(b) be done only under a legally enforceable agreement, entered into in good faith, that includes measures respecting their security or their further communication.

The receipt, communication, processing or storage of raw data by such persons is not a controlled activity.

Conditions  
specified by  
Minister —  
remote sensing  
products

(7) In a licence, the Minister may restrict the provision of remote sensing products or classes of such products from the licensed system to persons or classes of persons other than the licensee or system participants on any conditions that the Minister considers appropriate. The conditions may include requirements that, in specified cases or circumstances, the provision of the remote sensing products

(a) be subject to the Minister's prior approval; or

(b) be done only under a legally enforceable agreement, entered into in good faith, that includes measures respecting their security or their further provision.

(5) Dans la licence, le ministre peut préciser d'autres conditions qu'il juge indiquées, et notamment des conditions :

a) concernant l'emploi de procédés de cryptographie et de mesures d'assurance de l'information;

b) portant désignation de participants autorisés à qui le titulaire de la licence peut permettre de mener, dans le cadre de l'exploitation du système agréé, les activités contrôlées qu'il précise.

(6) Il peut aussi, aux conditions qu'il juge indiquées, y autoriser la communication de données brutes obtenues au moyen du système agréé, ou de catégories de telles données, à toute personne — ou catégorie de personnes — autre que le titulaire de la licence ou le participant autorisé; les conditions peuvent notamment exiger que, dans certains cas ou circonstances, la communication :

a) soit subordonnée à son approbation préalable;

b) ne soit faite qu'au titre d'un accord — conclu de bonne foi et exécutoire — prévoyant des mesures en ce qui touche la sécurité des données et leur communication à quiconque par le destinataire.

Ne constitue pas une activité contrôlée la réception, la communication, le traitement ou le stockage de ces données par une telle personne.

(7) Il peut aussi, aux conditions qu'il juge indiquées, y restreindre la fourniture de produits dérivés obtenus au moyen du système agréé, ou de catégories de tels produits, à toute personne — ou catégorie de personnes — autre que le titulaire de la licence ou le participant autorisé; les conditions peuvent notamment exiger que, dans certains cas ou circonstances, la fourniture :

a) soit subordonnée à son approbation préalable;

Conditions  
précisées par le  
ministre

Conditions  
précisées par le  
ministre —  
données brutes

Conditions  
précisées par le  
ministre —  
produits dérivés



		b) ne soit faite qu'au titre d'un accord — conclu de bonne foi et exécutoire — prévoyant des mesures en ce qui touche la sécurité des produits et leur fourniture à quiconque par le destinataire.	5	
Term	(8) A licence is valid for the period that the Minister considers appropriate and specifies in it.	(8) La licence est valide pour la période que le ministre juge indiqué de préciser.		Période de validité
Non-transferable	(9) A licence is not transferable without the Minister's consent.	(9) La licence n'est transférable qu'avec le 5 consentement du ministre.		Inaccessibilité de la licence
Non-application of <i>Statutory Instruments Act</i>	(10) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to a licence.	(10) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne 10 s'applique pas à la licence.		Non-application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
System disposal plan and arrangements	9. (1) The Minister may not issue a licence without having approved  (a) a system disposal plan for the licensed 10 system satisfactory to the Minister that, among other things, provides for the protection of the environment, public health and the safety of persons and property; and  (b) arrangements satisfactory to the Minister 15 relating to the guarantee of the performance of the licensee's obligations under the system disposal plan.	9. (1) Le ministre ne peut délivrer de licence sans avoir approuvé :  a) le plan de disposition du système agréé qu'il estime satisfaisant, lequel plan prévoit 15 notamment des mesures visant à protéger l'environnement et la santé publique et à assurer la sécurité des personnes et des biens;  b) les arrangements qu'il juge satisfaisants en ce qui touche le respect par le titulaire de la 20 licence de ses obligations au titre du plan.		Plan et arrangements
Obligations regarding plan and arrangements	(2) A licensee and, in the case of a licence that has terminated, the former licensee, shall 20  (a) ensure that the following things are disposed of in accordance with the system disposal plan approved by the Minister:  (i) every system satellite,  (ii) the things used in connection with the 25 cryptography and information assurance measures of the system,  (iii) any raw data and remote sensing products from the system that are under the control of the licensee or former 30 licensee, and  (iv) anything else prescribed; and  (b) put into effect the guarantee arrange-ments approved by the Minister under paragraph (1)(b) and keep them in effect 35 until the system disposal plan has been carried out.	(2) Le titulaire de la licence — ou, en cas d'expiration de celle-ci, l'ancien titulaire — est tenu :  a) de disposer, conformément aux mesures 25 prévues dans le plan de disposition du système agréé approuvé par le ministre :  (i) de tout satellite faisant partie du système,  (ii) des choses employées dans le cadre de 30 l'application des procédés de cryptographie et des mesures d'assurance de l'information relativement au système,  (iii) des données brutes et des produits dérivés obtenus au moyen du système qui 35 sont sous son contrôle,  (iv) de toute autre chose visée par règlement;		Obligations relatives au plan et aux arrangements

Amendment of  
system disposal  
plan or  
arrangements

(3) The Minister may, if the Minister is satisfied that it is desirable to do so, having regard to national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, Canada's international obligations and the protection of the environment, public health and the safety of persons and property and any prescribed factors,

(a) on application, amend a system disposal plan or the guarantee arrangements approved 10 by the Minister under paragraph (1)(b); or

(b) on the Minister's own initiative, on first giving notice to the licensee or former licensee that provides a reasonable opportunity to make representations, amend a system 15 disposal plan.

#### AMENDMENT, SUSPENSION AND CANCELLATION OF LICENCES

Amendment of  
conditions on  
Minister's  
initiative

10. (1) The Minister may on the Minister's own initiative, if the Minister is satisfied that the amendment is desirable, having regard to national security, the defence of Canada, the 20 safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, Canada's international obligations and any prescribed factors, amend a licence with respect to any condition contemplated by any of subsections 8(5) to (7).

Amendment —  
s. 8(5)

(2) If the amendment concerns a condition contemplated by subsection 8(5), the Minister must first give to the licensee notice of the proposed amendment and a reasonable opportunity to make representations regarding it. 30

Amendment —  
s. 8(6) or (7)

(3) An amendment concerning a condition contemplated by subsection 8(6) or (7) may be effective immediately on notice to the licensee, but the Minister shall give to the licensee an opportunity — during a period of 15 days after 35 the notice or any longer period that the Minister specifies — to make representations regarding it.

b) de mettre en oeuvre les arrangements approuvés par le ministre au titre de l'alinéa (1)b) et de les maintenir en vigueur jusqu'à exécution complète du plan.

(3) S'il est convaincu que cela est souhaitable eu égard à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations internationales du Canada, aux obligations internationales du Canada, à la protection de 10 l'environnement et de la santé publique, à la sécurité des personnes et des biens et aux facteurs réglementaires, le ministre peut :

a) sur demande, modifier le plan de disposition du système agréé ou les arrangements 15 qu'il a approuvés au titre de l'alinéa (1)b);

b) de sa propre initiative, modifier le plan sur avis accordant d'abord au titulaire ou à l'ancien titulaire de la licence la possibilité de présenter ses observations. 20

#### MODIFICATION, SUSPENSION ET RÉVOCATION DES LICENCES

10. (1) S'il est convaincu que cela est souhaitable eu égard à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations internationales du Canada, aux obligations internationales du Canada et aux facteurs réglementaires, le ministre peut, de sa propre initiative, modifier la licence relativement à toute condition visée à 25 l'un des paragraphes 8(5) à (7).

(2) Dans le cas d'une condition visée au 30 paragraphe 8(5), le ministre donne d'abord avis de la mesure au titulaire de la licence et lui accorde la possibilité de présenter ses observations.

(3) Dans le cas d'une condition visée aux 35 paragraphes 8(6) ou (7), le ministre donne avis de la mesure au titulaire de la licence et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise. L'avis peut 40 avoir un effet immédiat.

5 Modification du  
plan de  
disposition et  
des  
arrangements

Modification des  
conditions —  
initiative du  
ministre

Modification —  
par. 8(5)

Modification —  
par. 8(6) ou (7)

Suspension of licence	<p><b>11. (1)</b> The Minister may suspend a licence in whole or in part for a period of up to 90 days if the Minister is satisfied that the continued operation of a licensed system is likely to be</p> <p>(a) injurious to national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces or Canada's conduct of international relations; or</p> <p>(b) inconsistent with Canada's international obligations.</p> <p>The suspension may be effective immediately on notice to the person, but the Minister shall, in the notice, set out the reasons for the suspension and give to the person an opportunity — during a period of 15 days after the notice or any longer period that the Minister specifies — to make representations regarding it.</p>	<p><b>11. (1)</b> Le ministre peut suspendre tout ou partie de la licence pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours s'il est convaincu que la poursuite de l'exploitation du système agréé, selon le cas :</p> <p>a) portera vraisemblablement atteinte à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes ou à la conduite des relations internationales du Canada;</p> <p>b) sera vraisemblablement incompatible avec les obligations internationales du Canada.</p> <p>Il donne au titulaire de la licence un avis motivé de la suspension et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise. L'avis peut avoir un effet immédiat.</p>	Suspension de la licence
Extension of suspension	<p>(2) If the licence is suspended for less than 90 days, the Minister may extend the suspension for any further period or periods to a maximum total of 90 days if the Minister is satisfied that there continues to be a reason for the suspension under subsection (1).</p>	<p>(2) Dans le cas où il a suspendu la licence pour une période de moins de quatre-vingt-dix jours, le ministre peut prolonger la suspension d'une ou de plusieurs périodes portant la suspension à quatre-vingt-dix jours au plus s'il est convaincu qu'il y a encore motif à suspension.</p>	Prolongation de la suspension
Further automatic extension of suspension	<p>(3) If the Minister gives notice of a proposed cancellation before the suspension expires, the suspension continues, unless the Minister earlier ends it, until the end of the period for making representations regarding the proposed cancellation.</p>	<p>(3) Si, avant l'expiration de la période de suspension, le ministre donne avis de son intention de révoquer la licence, la suspension est maintenue, à moins qu'il n'y mette fin avant, jusqu'à l'expiration de la période prévue pour la présentation d'observations concernant la révocation.</p>	Prolongation automatique de la suspension
Cancellation of licence	<p><b>12.</b> The Minister may cancel a licence if it is suspended and a reason for the suspension continues to exist or if, at any time, the Minister is otherwise satisfied, having regard to national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, Canada's international obligations and any prescribed factors, that the licence ought to be cancelled. But the Minister shall first give to the licensee notice of the reasons for the proposed cancellation and an opportunity — during a period of 45 days after the notice or any longer period that the Minister specifies — to make representations regarding it.</p>	<p><b>12.</b> Le ministre peut révoquer la licence suspendue tant qu'il y a motif à suspension ou toute licence dont il est convaincu qu'elle devrait être révoquée eu égard à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations internationales du Canada et aux facteurs réglementaires. Il est d'abord tenu de donner au titulaire de la licence un avis motivant la mesure et de lui accorder la possibilité de présenter ses observations dans les quarante-cinq jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise.</p>	Révocation de la licence



Measures  
ordered on  
suspension or  
termination of  
licence

13. (1) The Minister may make an order requiring a person whose licence is suspended or cancelled or has expired to take any measures related to the operation of the remote sensing space system that the Minister considers advisable, having regard to

(a) national security, the defence of Canada, the safety of Canadian Forces, Canada's conduct of international relations and Canada's international obligations; and

(b) the system disposal plan, including its provisions for the protection of the environment, public health and the safety of persons and property.

The order may be effective immediately on notice to the person, but the Minister shall give to the person an opportunity — during a period of 15 days after the notice or any longer period that the Minister specifies — to make representations regarding it.

Non-application  
of *Statutory  
Instruments Act*

(2) The *Statutory Instruments Act* does not apply to an order made under this section.

#### INTERRUPTIONS OF SERVICE

Minister's order

14. (1) The Minister may make an order requiring a licensee to interrupt or restrict, for the period specified in the order, any operation, including the provision of any service, of the licensed system if the Minister believes on reasonable grounds that the continuation of that operation would be injurious to Canada's conduct of international relations or inconsistent with Canada's international obligations.

Order of  
Minister of  
National  
Defence

(2) The Minister of National Defence may make an order requiring a licensee to interrupt or restrict, for the period specified in the order, any operation, including the provision of any service, of the licensed system if the Minister of National Defence believes on reasonable grounds that the continuation of that operation would be injurious to the defence of Canada or the safety of Canadian Forces.

Non-application  
of *Statutory  
Instruments Act*

(3) The *Statutory Instruments Act* does not apply to an order made under this section.

13. (1) En cas de suspension, de révocation ou d'expiration de la licence, le ministre peut ordonner à l'intéressé de prendre les mesures, qu'il juge indiquées, concernant l'exploitation du système de télédétection spatiale, eu égard :

a) à la sécurité nationale, à la défense du Canada, à la sécurité des Forces canadiennes, à la conduite des relations internationales du Canada et aux obligations internationales du Canada;

b) au plan de disposition du système, notamment aux mesures visant à protéger l'environnement et la santé publique et à assurer la sécurité des personnes et des biens.

Il donne à l'intéressé un avis de l'ordre et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise. L'avis peut avoir un effet immédiat.

(2) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas à l'ordre.

#### INTERRUPTION DES SERVICES

14. (1) Le ministre peut ordonner au titulaire de licence d'interrompre ou de limiter, pour la période qu'il spécifie, l'exploitation du système agréé, y compris la fourniture de services, s'il a des motifs raisonnables de croire que la poursuite de l'exploitation porterait atteinte à la conduite des relations internationales du Canada ou serait incompatible avec les obligations internationales du Canada.

(2) Le ministre de la Défense nationale peut en faire de même s'il a des motifs raisonnables de croire que la poursuite de l'exploitation du système agréé porterait atteinte à la défense du Canada ou à la sécurité des Forces canadiennes.

(3) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas à l'ordre.

Mesures  
ordonnées par le  
ministre

Non-application  
de la *Loi sur les  
textes  
réglementaires*

Ordre du  
ministre

Ordre du  
ministre de la  
Défense  
nationale

Non-application  
de la *Loi sur les  
textes  
réglementaires*

Non-disclosure  
direction

(4) If the minister making an order under subsection (1) or (2) is satisfied that the substance of the order ought not to be disclosed for the same reasons as those on which the order is founded, that minister may include in the order a direction that no person shall disclose its substance to any other person except as required by law or as necessary to give it effect.

(4) S'il est convaincu que la teneur de l'ordre ne doit pas être communiquée, pour les mêmes raisons que celles ayant motivé sa prise, le ministre en question peut l'assortir de l'interdiction d'en communiquer la teneur, sauf si la communication est soit légalement exigée, soit nécessaire à son exécution.

Non-communication de la teneur de l'ordre

Notice and opportunity to make representations

(5) An order made under this section may take effect immediately on notice to the licensee, but the minister making the order shall give to the licensee an opportunity — during a period of 15 days after the notice or any longer period that the minister specifies — to make representations regarding it.

(5) Le ministre en question donne au titulaire de licence un avis de l'ordre et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai plus long qu'il précise. L'avis peut avoir un effet immédiat.

Avis et observations

#### PRIORITY ACCESS

Minister's order for priority access

**15.** (1) The Minister may make an order requiring a licensee to provide to Her Majesty in right of Canada any service through the licensed system that the Minister believes on reasonable grounds is desirable for the conduct of international relations or the performance of Canada's international obligations.

**15.** (1) Le ministre peut ordonner au titulaire de licence de fournir à Sa Majesté du chef du Canada tout service au moyen du système agréé s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention du service est souhaitable pour la conduite des relations internationales du Canada ou l'exécution par le Canada de ses obligations internationales.

Ordre du ministre

Order of Minister of National Defence

(2) The Minister of National Defence may make an order requiring a licensee to provide to Her Majesty in right of Canada any service through the licensed system that that minister believes on reasonable grounds is desirable for the defence of Canada or the safety of Canadian Forces.

(2) Le ministre de la Défense nationale peut en faire de même s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention d'un tel service est souhaitable pour la défense du Canada ou la sécurité des Forces canadiennes.

Ordre du ministre de la Défense nationale

Order of Solicitor General

(3) The Solicitor General of Canada may make an order requiring a licensee to provide any service through the licensed system

(3) Le solliciteur général du Canada peut ordonner au titulaire de licence de fournir tout service au moyen du système agréé :

Ordre du solliciteur général du Canada

(a) to the Royal Canadian Mounted Police that that minister believes on reasonable grounds is desirable for the fulfilment of its members' responsibilities under subsection 6(1) of the *Security Offences Act*;

a) à la Gendarmerie royale du Canada, s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention du service est souhaitable pour l'exercice par les membres de celle-ci des fonctions visées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*;

(b) to the Canadian Security Intelligence Service that that minister believes on reasonable grounds is desirable for the fulfilment of its duties and functions under the *Canadian Security Intelligence Service Act*; or

b) au Service canadien du renseignement de sécurité, s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention du service est souhaitable pour l'exercice par celui-ci des fonctions visées par la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

	(c) to Her Majesty in right of Canada that that minister believes on reasonable grounds is desirable for critical infrastructure protection or emergency preparedness.	c) à Sa Majesté du chef du Canada, s'il a des motifs raisonnables de croire que l'obtention du service est souhaitable en ce qui touche la protection des infrastructures essentielles ou les mesures et interventions d'urgence.	5	
Details of orders	(4) An order made under this section must specify the period during which the service is to be provided and may specify how and with what priority it is to be provided.	(4) L'ordre prévoit la période pendant laquelle le service doit être fourni et peut en préciser les modalités de fourniture et de priorité d'accès.	5	Précisions
Non-application of <i>Statutory Instruments Act</i>	(5) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to an order made under this section.	(5) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas à l'ordre.	10	Non-application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Non-disclosure direction	(6) If the minister making an order is satisfied that the substance of the order ought not to be disclosed for the same reasons as those on which the order is founded, that minister may include in the order a direction that no person shall disclose its substance to any other person except as required by law or as necessary to give it effect.	(6) S'il est convaincu que la teneur de l'ordre ne doit pas être communiquée, pour les mêmes raisons que celles ayant motivé sa prise, le ministre en question peut l'assortir de l'interdiction d'en communiquer la teneur, sauf si la communication est soit légalement exigée, soit nécessaire à son exécution.	15	Non-communication de la teneur de l'ordre
Notice and opportunity to make representations	(7) An order made under this section may take effect immediately on notice to the licensee, but the minister making the order shall give to the licensee an opportunity — during a period of 15 days after the notice or any longer period that the minister specifies — to make representations regarding it.	(7) Le ministre en question donne au titulaire de licence un avis de l'ordre et lui accorde la possibilité de présenter ses observations dans les quinze jours suivant l'avis ou le délai plus long qu'il précise. L'avis peut avoir un effet immédiat.	20	Avis et observations

## TRANSFER OF REMOTE SENSING SATELLITES

TRANSFERT DE SATELLITES DE  
TÉLÉDÉTECTION

Prohibition on transfer of control	16. (1) No licensee or former licensee shall permit a command to a remote sensing satellite of the remote sensing space system for which the licence was issued to be given from outside Canada or by any other person unless the licensee or former licensee	16. (1) Le titulaire ou l'ancien titulaire d'une licence ne peut permettre qu'une commande soit donnée, à l'étranger ou par une autre personne, à un satellite de télédétection faisant partie du système de télédétection spatiale à l'égard duquel la licence a été délivrée, sauf dans les cas suivants :	25	Interdiction — contrôle du satellite
	(a) can override the command from Canada; or	(a) il peut prendre des mesures de surpassement à l'égard d'une telle commande à partir du Canada;		
	(b) has obtained the approval of the Minister.	(b) il a obtenu l'approbation du ministre.	35	
Factors for approval	(2) In deciding whether to give an approval, the Minister shall have regard to national security, the defence of Canada, the safety of	(2) Pour décider s'il y a lieu de donner son approbation, le ministre prend en considération ce qui suit : la sécurité nationale, la défense du Canada, la sécurité des Forces canadiennes, la	35	Facteurs



Canadian Forces, Canada's conduct of international relations, Canada's international obligations and any prescribed factors.

conduite des relations internationales du Canada, les obligations internationales du Canada et les facteurs réglementaires.

## INSPECTION

## INSPECTION

Designation of inspectors

**17.** (1) The Minister may designate as inspectors for the purposes of this Act persons or classes of persons that the Minister considers qualified.

**17.** (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut désigner à titre d'inspecteur toute personne — soit individuellement, soit au titre de son appartenance à une catégorie donnée — qu'il estime qualifiée.

Désignation d'inspecteurs

Certificate

(2) Every inspector is to be provided with a certificate attesting to their designation, and shall, at the request of any person appearing to be in charge of any place entered by the inspector, present the certificate to the person.

(2) L'inspecteur reçoit un certificat attestant sa qualité qu'il présente, sur demande, à toute personne apparemment responsable du lieu visité.

Certificat

Powers of inspectors

**18.** (1) Inspectors may, in carrying out their duties and functions,

**18.** (1) L'inspecteur peut, dans le cadre de ses fonctions :

Pouvoirs de l'inspecteur

(a) subject to subsection (2), enter and inspect, at any reasonable time, any place owned by or under the control of a licensee, a system participant or any other person who the inspector reasonably believes may be carrying on a controlled activity in the operation of a remote sensing space system, and in which the inspector believes on reasonable grounds there is any document, information or thing relevant to the administration or enforcement of this Act;

a) sous réserve du paragraphe (2), procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu appartenant au titulaire de licence, au participant autorisé ou à toute autre personne qui, à son avis fondé sur des motifs raisonnables, mène des activités contrôlées dans le cadre de l'exploitation d'un système de télédétection spatiale — ou de tout lieu placé sous leur responsabilité — où il croit, pour des motifs raisonnables, se trouver des documents, renseignements ou choses utiles à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi;

(b) examine any document, information or thing at the place or remove it for examination or copying;

b) examiner les documents, renseignements et choses s'y trouvant, et les emporter pour examen et reproduction;

(c) inspect any equipment at the place related to the operation of a remote sensing space system and perform tests of it;

c) examiner le matériel s'y trouvant qui est lié à l'exploitation du système de télédétection spatiale et procéder à des essais;

(d) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;

d) utiliser ou faire utiliser tout système informatique s'y trouvant pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

(e) reproduce any record from those data or cause it to be reproduced from them in the form of a printout or other intelligible output and remove the printout or other output for examination or copying; and

e) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire tout document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

(f) use or cause to be used any copying equipment or means of communication located at the place.

		f) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction et les moyens de communication du lieu.	
Warrant required to enter dwelling-place	(2) An inspector may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant or under the authority of a warrant issued under subsection (3).	(2) L'inspecteur ne peut toutefois procéder à la visite d'un local d'habitation sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.	Local d'habitation
Authority to issue warrant	(3) On <i>ex parte</i> application, a justice, as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> , may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter a dwelling-place, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice is satisfied by information on oath that (a) the dwelling-place is a place described in paragraph (1)(a); (b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act; and (c) entry has been refused, there are reasonable grounds for believing that entry will be refused or consent to entry cannot be obtained from the occupant.	(3) Sur demande <i>ex parte</i> , le juge de paix, au sens de l'article 2 du <i>Code criminel</i> , peut délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, que sont réunis les éléments suivants : a) les circonstances prévues à l'alinéa (1)a) existent; b) la visite est nécessaire à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi; c) soit un refus a été opposé à la visite, ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas, soit il n'est pas possible d'obtenir le consentement de l'occupant.	Délivrance du mandat
Use of force	(4) An inspector executing a warrant issued under subsection (3) shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.	(4) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que s'il est accompagné d'un agent de la paix.	Usage de la force
Assistance to inspector	(5) The owner or other person in charge of a place entered by an inspector under this section shall give the inspector all reasonable assistance in the power of that person and furnish the inspector with any information that the inspector reasonably requires.	(5) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité est tenu de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger.	Assistance à l'inspecteur
Obstruction and false information	(6) No person shall, with respect to an inspector engaged in carrying out their duties and functions, (a) wilfully obstruct or hinder the inspector; or (b) knowingly make or provide to the inspector any false or misleading statement or information.	(6) Il est interdit : a) d'entraver volontairement l'action de l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions; b) de lui faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de lui fournir des renseignements faux ou trompeurs.	Entrave et fausses déclarations

## REQUESTS FOR INFORMATION

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Notice for  
disclosure of  
information

**19.** (1) The Minister may send a notice to any person who the Minister believes on reasonable grounds has any information or document relevant to the administration or enforcement of this Act, requesting the person to provide that information or document, within any reasonable period that the Minister specifies, to the Minister or any person whom the Minister designates.

**19.** (1) Le ministre peut demander, par avis, à toute personne qu'il croit, pour des motifs raisonnables, être en possession de renseignements ou de documents utiles à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi, de les lui communiquer ou de les communiquer à la personne qu'il désigne, et ce dans le délai raisonnable précisé dans l'avis.

Avis de  
communicationApplication for  
court order

(2) If a person objects to providing or fails to provide the Minister or a designated person, as the case may be, with any requested information or document within the specified period, the Minister may apply to a judge of a superior court of a province or of the Federal Court for an order requiring the person to provide it.

(2) Si la personne refuse ou omet de s'exécuter dans le délai précisé, le ministre peut demander à un juge de la cour supérieure d'une province, ou de la Cour fédérale, de lui ordonner d'effectuer la communication des renseignements ou des documents.

Demande  
d'ordonnance  
judiciaireNotice of  
hearing

(3) The Minister shall give the person at least seven days notice of the hearing of the application.

(3) Le ministre donne à l'intéressé un préavis d'au moins sept jours de l'audition de la demande.

Préavis

Order

(4) On hearing the application, the judge may order the person to provide the information or documents if the judge concludes that providing them is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act and that the public interest in having the information or documents provided outweighs in importance any other interest, including privacy interest, of the person.

(4) Le juge saisi de la demande peut rendre l'ordonnance s'il conclut que la communication des renseignements ou documents est nécessaire à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi et que l'intérêt public l'emporte sur les droits de l'intéressé, notamment son droit à la vie privée.

Ordonnance

## REGULATIONS

## RÈGLEMENTS

Regulations

**20.** (1) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council may make regulations

**20.** (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

(a) prescribing a process or series of processes that is or is not to be considered to transform raw data;

a) préciser les opérations et séries d'opérations qui sont considérées comme étant ou non des traitements de données brutes;

(b) prescribing classes of persons for the purpose of paragraph 6(d);

b) préciser les catégories de personnes pour l'application de l'alinéa 6d);

(c) respecting the issuance, amendment and renewal of licences, including

c) régir la délivrance, la modification et le renouvellement des licences, et notamment :

(i) prescribing the manner and form of making applications,

(i) prévoir les modalités de présentation des demandes,

40

35



- |   |  |
|---|--|
| <p>(ii) respecting information, documents or undertakings — including the system disposal plan and arrangements referred to in subsection 9(1) — to be provided in support of applications, 5</p> <p>(iii) prescribing fees for applications or the manner of calculating them,</p> <p>(iv) respecting security assessments of proposed or actual licensees or system participants, and 10</p> <p>(v) prescribing conditions of licences;</p> <p>(d) requiring notice of any change — of which the licensee has knowledge — in any information that has been provided in connection with an application; 15</p> <p>(e) respecting the suspension or cancellation of licences;</p> <p>(f) respecting the operation of licensed systems;</p> <p>(g) requiring periodic or special reports 20 concerning licensed systems;</p> <p>(g.1) respecting the archiving of raw data, including the public access to the archived data;</p> <p>(h) respecting the keeping of records; 25</p> <p>(i) prescribing fees, including periodic fees, for a licence, or the manner of calculating those fees, and when they are to be paid;</p> <p>(j) respecting the determination of amounts that may be paid under subsection 22(2); 30</p> <p>(k) for carrying out sections 23 and 25, including</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) designating any provision of this Act or of any regulation, order or direction made under this Act or any requirement of such a 35 provision or any condition or class of conditions of a licence or provision or class of provisions of a system disposal plan as a provision, requirement or condition whose contravention may be proceeded with as a 40 violation,</p> | <p>(ii) régir les renseignements, documents ou engagements — notamment le plan de disposition du système et les arrangements visés au paragraphe 9(1) — à fournir à l'appui des demandes, 5</p> <p>(iii) établir les droits à acquitter à l'égard des demandes, ou leur mode de calcul,</p> <p>(iv) régir l'évaluation de sécurité des titulaires de licence et des participants autorisés, actuels et éventuels, 10</p> <p>(v) prévoir les conditions dont sont assorties les licences;</p> <p>d) exiger notification de tout changement dont les titulaires de licence ont connaissance à l'égard des renseignements fournis relativement aux demandes; 15</p> <p>e) régir la suspension et la révocation des licences;</p> <p>f) régir l'exploitation des systèmes agréés;</p> <p>g) exiger la fourniture de rapports périodiques ou spéciaux concernant les systèmes agréés; 20</p> <p>g.1) régir l'archivage des données brutes ainsi que l'accès du public à celles-ci;</p> <p>h) régir la tenue des registres; 25</p> <p>i) prévoir les droits périodiques et autres à acquitter à l'égard des licences, ou leur mode de calcul, et le moment de leur exigibilité;</p> <p>j) régir la fixation des sommes pouvant être versées au titre du paragraphe 22(2); 30</p> <p>k) prévoir les mesures d'application des articles 23 et 25, et notamment :</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) désigner comme texte dont la contravention constitue une violation toute disposition de la présente loi ou de ses textes 35 d'application, toute obligation imposée par celle-ci ou ses textes, toute condition — ou catégorie de conditions — d'une licence ou toute mesure — ou catégorie de mesures — du plan de disposition d'un système 40 agréé,</p> |
|---|--|

(ii) prescribing the maximum administrative monetary penalty for a particular violation, which maximum may not exceed \$5,000, in the case of an individual, and \$25,000, in any other case,	5	(ii) prévoir le montant maximal — plafonné, dans le cas des personnes physiques, à 5 000 \$ et, dans les autres cas, à 25 000 \$ — de la pénalité applicable à chaque violation,	5
(iii) prescribing criteria to be taken into account in determining the amount of a proposed penalty,		(iii) prévoir les critères à prendre en compte pour la détermination du montant de la pénalité en cause,	
(iv) respecting compliance agreements, and	10	(iv) régir les transactions,	
(v) respecting appeals;		(v) régir les appels;	10
(l) respecting the giving or service of notices under this Act;		l) régir la façon de donner ou de signifier les avis, préavis et procès-verbaux prévus par la présente loi;	
(m) respecting the making of representations under this Act;	15	m) régir la présentation d'observations au titre de la présente loi;	15
(n) prescribing anything that is to be prescribed under this Act; and		n) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;	
(o) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.		o) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.	

Regulations may vary

(2) Regulations made under subsection (1) 20 may vary according to any criterion or combination of criteria or by class of remote sensing space system, operator or activity.		(2) Les règlements peuvent varier en fonction de certains critères ou des catégories de systèmes de télédétection spatiale, d'exploitants ou d'activités.	20
---	--	---	----

Variation des règlements

Incorporation by reference

(3) For greater certainty, a regulation made under subsection (1) incorporating by reference 25 any classifications, standards, procedures, specifications or rules may incorporate them as they are amended from time to time.		(3) Il est entendu qu'il peut être précisé, dans le règlement qui incorpore des classifications, 25 normes, modalités, spécifications ou règles, qu'elles sont incorporées avec leurs modifications successives.	
---	--	--	--

Incorporation par renvoi

DELEGATION

DÉLÉGATION

Minister

Ministre

<b>21. (1) The Minister</b>		<b>21. (1) Le ministre :</b>	
(a) may not delegate the exercise of the 30 Minister's powers under subsection 4(3) or 14(1);		a) ne peut pas déléguer les pouvoirs prévus 30 aux paragraphes 4(3) et 14(1);	
(b) may delegate only to his or her deputy minister the exercise of the Minister's powers under subsection 15(1); and	35	b) ne peut déléguer les pouvoirs prévus au paragraphe 15(1) qu'au sous-ministre;	
(c) may delegate to any officer or class of officers — or, with the consent of the Minister of National Defence, a member or class of members of the Canadian Forces — the exercise of any other powers of the 40 Minister under this Act.		c) peut déléguer ses autres pouvoirs à tout fonctionnaire ou, avec l'accord du ministre de 35 la Défense nationale, à tout membre des Forces canadiennes, soit individuellement, soit au titre de son appartenance à une catégorie donnée.	

Minister of National Defence	(2) The Minister of National Defence (a) may not delegate the exercise of that minister's powers under subsection 14(2); and (b) may delegate only to his or her deputy minister or the Chief of the Defence Staff the exercise of that minister's powers under subsection 15(2).	(2) Le ministre de la Défense nationale : a) ne peut pas déléguer les pouvoirs prévus au paragraphe 14(2); b) ne peut déléguer les pouvoirs prévus au paragraphe 15(2) qu'au sous-ministre ou au chef d'état-major de la défense.	Ministre de la Défense nationale
Solicitor General	(3) The Solicitor General of Canada may delegate only to (a) the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police the exercise of that minister's powers under paragraph 15(3)(a); (b) the Director of the Canadian Security Intelligence Service the exercise of that minister's powers under paragraph 15(3)(b); and (c) the Deputy Solicitor General of Canada the exercise of that minister's powers under paragraph 15(3)(c).	(3) Le solliciteur général du Canada ne peut déléguer : a) les pouvoirs prévus à l'alinéa 15(3)a) qu'au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada; b) les pouvoirs prévus à l'alinéa 15(3)b) qu'au directeur du Service canadien du renseignement de sécurité; c) les pouvoirs prévus à l'alinéa 15(3)c) qu'au sous-solliciteur général du Canada.	Solliciteur général du Canada

## NO LIABILITY

## IMMUNITÉ

No right to compensation	22. (1) No person is entitled to financial compensation from Her Majesty in right of Canada for any financial losses resulting from any of the following actions taken in good faith: the amendment of a system disposal plan or arrangements under subsection 9(3); the amendment of a licence under section 10; the suspension of a licence under section 11; the cancellation of a licence under section 12; or, the making of an order under section 13, 14 or 15.	22. (1) Sa Majesté du chef du Canada ne peut être tenue d'indemniser quiconque pour les pertes financières subies par suite de la prise — faite de bonne foi — de l'une ou l'autre des mesures suivantes : la modification du plan de disposition du système agréé ou d'arrangements au titre du paragraphe 9(3), la modification de la licence au titre de l'article 10, sa suspension au titre de l'article 11, sa révocation au titre de l'article 12 et la prise d'un ordre au titre des articles 13, 14 ou 15.	Aucun droit à une indemnité
Authority to make payment	(2) A minister may pay a licensee an amount determined in accordance with the regulations for the service provided as a result of an order made by that minister under section 15.	(2) En cas de prise d'un ordre au titre de l'article 15, le ministre en question peut verser au titulaire de la licence, pour la fourniture du service en cause, la somme déterminée conformément aux règlements.	Pouvoir de verser une somme

## ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES

## VIOLATIONS ET PÉNALITÉS

## VIOLATIONS

## VIOLATIONS

Violations	23. Every person who contravenes a provision, requirement or condition designated under subparagraph 20(1)(k)(i) commits a violation and is liable to an administrative monetary	23. Toute contravention à un texte désigné sous le régime du sous-alinéa 20(1)(k)(i) constitue une violation pour laquelle le contrevenant s'expose à une pénalité dont le maximum peut	Violations
------------	--	---	------------



penalty not exceeding the maximum prescribed or, if no maximum has been prescribed, to a penalty not exceeding \$5,000, in the case of an individual, and \$25,000, in any other case.

être prévu par règlement; à défaut, la pénalité maximale est de 5 000 \$ dans le cas des personnes physiques et de 25 000 \$ dans les autres cas.

#### ENFORCEMENT OFFICERS

#### AGENTS VERBALISATEURS

Designation of  
enforcement  
officers

**24.** (1) The Minister may designate as enforcement officers for the purposes of this Act persons or classes of persons that the Minister considers qualified.

**24.** (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut désigner à titre d'agent verbalisateur toute personne — soit individuellement, soit au titre de son appartenance à une catégorie donnée — qu'il estime qualifiée.

5 Désignation  
d'agents  
verbalisateurs

Certification of  
designated  
persons

(2) Enforcement officers are to receive a certificate attesting to their designation and shall, on demand, present the certificate to any person from whom they request information in the course of their duties or functions.

(2) Chaque agent reçoit un certificat attestant sa qualité qu'il présente sur demande à la personne à qui il demande des renseignements.

10 Certificat

Status of  
inspector

(3) Every enforcement officer is, in carrying out their duties and functions, an inspector.

(3) Pour l'exercice de ses attributions, l'agent est un inspecteur.

Statut de l'agent

#### NOTICES OF VIOLATION

#### PROCÈS-VERBAUX

Issuance and  
service

**25.** (1) If an enforcement officer believes on reasonable grounds that a person has committed a violation, the officer may issue, and shall cause to be served on the person, a notice of violation.

**25.** (1) L'agent verbalisateur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier à l'auteur présumé.

15 Procès-verbal

Contents of  
notice

(2) The Minister may establish the form and content of notices of violation, but each notice of violation must

(2) Le ministre détermine la forme et la teneur des procès-verbaux de violation. Tout procès-verbal mentionne :

Contenu

(a) name the person believed to have committed a violation;

a) le nom de l'auteur présumé de la violation;

(b) identify the violation;

b) les faits reprochés;

(c) set out the penalty that the enforcement officer proposes to impose;

c) la pénalité que l'agent a l'intention de lui imposer;

(d) inform the person that they may, within 30 days after the notice is served or within any longer period specified in the notice, either pay the penalty set out in the notice or make representations to the officer with respect to the alleged violation or proposed penalty — including any representations about entering into a compliance agreement — and set out the manner for doing so; and

d) la faculté qu'il a soit de payer la pénalité, soit de présenter des observations à l'agent relativement à la violation ou à la pénalité — y compris en ce qui touche la conclusion d'une transaction —, et ce dans les trente jours suivant la signification du procès-verbal ou dans le délai plus long précisé dans celui-ci, ainsi que les modalités d'exercice de cette faculté;

35

(e) inform the person that, if they do not pay the penalty or make representations in accordance with the notice, they will be

e) le fait que le non-exercice de cette faculté vaut aveu de responsabilité et permet à l'agent d'imposer la pénalité.

considered to have committed the violation and the officer may impose a penalty in respect of it.

Criteria for  
penalty

(3) The amount of a proposed penalty is, in each case, to be determined taking into account the following matters:

(a) the degree of intention or negligence on the part of the person who committed the violation;

(b) the harm done by the violation; 10

(c) the person's history of prior violations or convictions under this Act during the five-year period immediately before the violation;

(d) any prescribed criteria; and

(e) any other relevant matter. 15

#### DETERMINATION OF RESPONSIBILITY AND PENALTY

##### *Payment of Penalty*

Payment

26. If the person pays the penalty proposed in the notice of violation, the person is considered to have committed the violation and proceedings in respect of it are ended.

##### *Making Representations*

Making of  
representations

27. (1) If the person alleged to have committed a violation makes representations, the enforcement officer shall either

(a) enter into a compliance agreement with the person on behalf of the Minister; or

(b) decide on a balance of probabilities 25 whether the person committed the violation and, if so, impose the penalty proposed, a lesser penalty or no penalty, taking into account the matters mentioned in subsection 25(3). 30

The enforcement officer shall cause notice of any decision made under paragraph (b) to be issued and served on the person together with notice of the person's right of appeal under subsection 29(1).

(3) Pour la détermination du montant de la 5 pénalité, il est tenu compte des éléments suivants :

a) la nature de l'intention ou de la négligence de l'auteur présumé de la violation; 5

b) la gravité du tort causé;

c) les antécédents de l'auteur — violation ou condamnation pour infraction à la présente loi — au cours des cinq ans précédant la violation; 10

d) tout critère prévu par règlement;

e) tout autre élément pertinent.

#### RESPONSABILITÉ ET PÉNALITÉ

##### *Paiement de la pénalité*

Détermination  
du montant de la  
pénalité

Paiement

26. Le paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal vaut aveu de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure. 15

##### *Présentation des observations*

Observations

27. (1) Si l'auteur présumé de la violation lui présente des observations, l'agent verbalisateur :

a) soit conclut avec lui une transaction au nom du ministre; 20

b) soit détermine, selon la prépondérance des probabilités, sa responsabilité et, le cas échéant, lui impose la pénalité mentionnée au procès-verbal ou une pénalité réduite, ou encore n'impose aucune pénalité, compte 25 tenu des éléments énumérés au paragraphe 25(3). 30

Il lui fait signifier avis de la décision prise au titre de l'alinéa b) et l'informe par la même occasion de son droit d'interjeter appel au titre 30 35 du paragraphe 29(1).

Compliance agreements	<p>(2) In the course of the making of representations, an enforcement officer may, on behalf of the Minister, enter into a compliance agreement with the person alleged to have committed a violation on any terms that the officer considers satisfactory. The terms</p> <p>(a) must provide for payment by the person to the Receiver General of a specified amount not greater than the penalty proposed in the notice of violation if the person does not 10 comply with the agreement; and</p> <p>(b) may provide for the giving of reasonable security, in a form and an amount that the officer considers satisfactory, for the person's performance of the agreement. 15</p>	<p>(2) Dans le cadre de la présentation d'observations, l'agent peut, au nom du ministre, conclure avec l'auteur présumé de la violation une transaction — assortie des modalités qu'il 5 estime indiquées — qui :</p> <p>a) exige de l'auteur qu'il verse au receveur général une somme ne pouvant dépasser le montant de la pénalité mentionné au procès-verbal s'il ne se conforme pas aux modalités de la transaction; 10</p> <p>b) peut prévoir la fourniture d'une sûreté raisonnable — dont le montant et la nature doivent agréer à l'agent — en garantie de l'exécution de la transaction.</p>	Conclusion d'une transaction
Agreement ends proceedings	<p>(3) Entry into a compliance agreement ends the violation proceedings and precludes any further violation or offence proceedings in relation to the act or omission in question.</p>	<p>(3) La conclusion de la transaction met fin à 15 la procédure et fait obstacle à toute autre procédure en violation ou procédure pénale à l'égard de l'acte ou de l'omission en cause.</p>	La transaction met fin à la procédure
If agreement not complied with	<p>(4) The Minister may issue and serve a 20 notice of default on a person who has entered into a compliance agreement but has not complied with it. On service of the notice, the person is liable to pay without delay the amount provided for in the agreement, failing which, the 25 Minister may realize or enforce any security for the person's performance of the agreement.</p>	<p>(4) Le cas échéant, le ministre peut signifier à l'intéressé un avis du défaut d'exécution de la 20 transaction, et celui-ci paie sans délai la somme prévue aux termes de la transaction, à défaut de quoi le ministre peut réaliser la sûreté.</p>	Avis de défaut d'exécution

	<i>Responsibility</i>	<i>Aveu de responsabilité</i>	
Failure to act	<p>28. A person who neither pays the penalty nor makes representations in accordance with the notice of violation is considered to have 30 committed the violation, and the enforcement officer shall impose the penalty proposed and notify the person of it.</p>	<p>28. Vaut aveu de responsabilité le non-exercice de la faculté prévue par le procès-verbal — paiement de la pénalité ou présentation d'observations — selon les termes de celui-ci. Le cas échéant, l'agent verbalisateur impose la pénalité mentionnée au procès-verbal et en donne avis à l'intéressé. 30</p>	Défaut

	APPEAL TO MINISTER	APPEL AU MINISTRE	
Right of appeal	<p>29. (1) A person served with notice of a decision made under paragraph 27(1)(b) may, 35 within 30 days after the notice is served, or within any longer period that the Minister allows, appeal the decision to the Minister.</p>	<p>29. (1) Il peut être interjeté appel auprès du ministre de la décision prise en vertu de l'alinéa 27(1)b), dans les trente jours suivant sa signification ou dans le délai supérieur que celui-ci peut accorder. 35</p>	Droit d'appel
Powers of Minister	<p>(2) On an appeal, the Minister may confirm, set aside or vary the decision of the enforcement 40 officer.</p>	<p>(2) Le cas échéant, le ministre confirme, annule ou modifie la décision.</p>	Pouvoirs du ministre



## RULES ABOUT VIOLATIONS

Vicarious liability — acts of employees, agents and mandataries

30. A person is liable for a violation that is committed by the person's employee acting in the course of the employment or the person's agent or mandatary acting within the scope of their authority, whether or not the employee, agent or mandatary who actually committed the violation is identified or proceeded against.

Due diligence

31. Due diligence is a defence in a proceeding in relation to a violation.

Continuing violation

32. A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.

Limitation period

33. Any proceedings in respect of a violation may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Violation or offence

34. (1) If it is possible to proceed with any act or omission as a violation and it is also possible to proceed with it as an offence, proceeding in one manner precludes proceeding in the other.

Violations not offences

(2) For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the *Criminal Code* does not apply in respect of one.

Admissibility of documents

35. In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 25(1) or 27(1) or (4) or given under section 28 or a certificate issued under subsection 37(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation or a prosecution for an offence.

## RECOVERY OF PENALTIES AND AMOUNTS

Debts to Her Majesty

36. (1) A penalty imposed under this Act and an amount referred to in subsection 27(4) each constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.

## RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS

30. L'employeur ou le mandant est responsable de la violation commise par son employé ou son mandataire dans le cadre de son emploi ou du mandat, que celui-ci soit ou non connu ou poursuivi.

Responsabilité indirecte — employés et mandataires

5

31. La prise des précautions voulues peut être invoquée dans le cadre de toute poursuite en violation.

Prise de précautions

32. Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.

Violation continue

33. Les poursuites en violation se prescrivent par deux ans après le fait générateur en cause.

Prescription

34. (1) L'acte ou l'omission qualifiable à la fois de violation et d'infraction peut être réprimé soit comme violation, soit comme infraction, les poursuites en violation et celles pour infraction s'excluant toutefois mutuellement.

Précision

(2) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions; en conséquence, nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de l'article 126 du *Code criminel*.

Précision

35. Dans les poursuites en violation ou pour infraction, le document qui paraît être un procès-verbal signifié en vertu du paragraphe 25(1), un avis signifié en vertu des paragraphes 27(1) ou (4), un avis donné en vertu de l'article 28 ou un certificat de non-paiement établi en vertu du paragraphe 37(1) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu.

Admissibilité de documents

## RECouvreMENT DES PÉNALITÉS ET DES SOMMES

36. (1) La pénalité et la somme visée au paragraphe 27(4) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale ou tout autre tribunal compétent.

Créance de Sa Majesté

Time limit	(2) No proceedings to recover such a debt may be commenced later than seven years after the debt became payable.	(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par sept ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible.	Prescription
Proceeds payable to Receiver General	(3) Each such debt is payable to the Receiver General.	(3) Les sommes en cause sont versées au 5 receveur général.	Receveur général
Certificate	37. (1) The Minister may issue a certificate certifying the unpaid amount of any debt referred to in subsection 36(1).	37. (1) Le ministre peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée au paragraphe 36(1).	Certificat de non-paiement
Registration in Federal Court	(2) Registration in the Federal Court or in any other court of competent jurisdiction of a certificate issued under subsection (1) has the same effect as a judgment of that Court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs.	(2) L'enregistrement à la Cour fédérale ou à tout autre tribunal compétent confère au certificat valeur de jugement pour la somme visée et les frais afférents.	Enregistrement en Cour fédérale

OFFENCES

INFRACTIONS

Contravention — section 5, 13 or 14 or subsection 16(1)	38. (1) Every person who contravenes section 5 or subsection 16(1) or an order made under section 13 or 14 is guilty of an offence and liable on summary conviction  (a) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding 18 months, or to both; and  (b) in any other case, to a fine not exceeding \$250,000.	38. (1) Quiconque contrevient à l'article 5 ou au paragraphe 16(1) ou à un ordre donné en vertu des articles 13 ou 14 commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :  a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, 20 ou de l'une de ces peines;  b) dans tout autre cas, d'une amende maximale de 250 000 \$.	Infraction — art. 5, 13 et 14 et par. 16(1)
Contravention — section 15 or subsection 18(5) or (6)	(2) Every person who contravenes subsection 18(5) or (6) or an order made under section 15 is guilty of an offence and liable on summary conviction  (a) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$25,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and  (b) in any other case, to a fine not exceeding \$125,000.	(2) Quiconque contrevient aux paragraphes 18(5) ou (6) ou à un ordre donné en vertu de l'article 15 commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :  a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;  b) dans tout autre cas, d'une amende maximale de 125 000 \$.	Infraction — art. 15 et par. 18(5) et (6)
Jurisdiction — contravention outside Canada	39. (1) If a person is alleged to have committed an act or omission that is a contravention of section 5 because of the application of section 6, proceedings in relation to that contravention may, whether or not the person is in Canada, be commenced in any territorial	39. (1) Lorsqu'un fait — acte ou omission — constituant une infraction à l'article 5 en raison de l'article 6 est imputé à une personne, des poursuites peuvent être engagées à l'égard de l'infraction dans toute circonscription territoriale au Canada, que cette personne soit ou	Infraction commise à l'étranger

division in Canada, and the person may be tried and punished in respect of that offence in the same manner as if it had been committed in that territorial division.

Appearance of accused at trial

(2) The provisions of the *Criminal Code*, including their exceptions, relating to requirements that an accused appear at and be present during proceedings apply in respect of proceedings commenced in a territorial division under subsection (1).

Offence dealt with outside Canada

(3) If a person is alleged to have committed an act or omission referred to in subsection (1) and the person has been dealt with outside Canada for the contravention in a manner that, if the person had been dealt with in Canada for the contravention in that manner, would allow the person to plead *autrefois acquit*, *autrefois convict* or pardon, the person is deemed to have been so dealt with in Canada.

Liability of officers, directors, agents or mandataries

40. If a corporation commits an offence under this Act, any officer, director, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Offences by employees, agents or mandataries

41. In a prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, an agent or a mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence.

Due diligence

42. (1) Due diligence is a defence in a prosecution for an offence under this Act.

Section 126 of *Criminal Code*

(2) No person shall be prosecuted under section 126 of the *Criminal Code* for a contravention of subsection 9(2).

Continuing offence

43. A contravention of this Act that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.

non présente au Canada. Elle peut subir son procès et être punie à l'égard de l'infraction comme si elle l'avait commise dans cette circonscription.

(2) Les dispositions du *Code criminel* concernant l'obligation pour un accusé d'être présent et de demeurer présent lors de toute procédure visée au paragraphe (1) et les exceptions à cette obligation s'appliquent en l'espèce.

(3) Lorsque la personne a été traitée à l'étranger à l'égard du fait visé au paragraphe (1) de manière que, si elle avait été traitée au Canada, elle aurait pu invoquer les moyens de défense d'autrefois acquit, d'autrefois convict ou de pardon, elle est réputée avoir été ainsi traitée au Canada.

40. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue pour l'infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

41. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsabilité pénale de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, qu'il ait été ou non identifié ou poursuivi.

42. (1) La prise des précautions voulues peut être invoquée dans le cadre de toute poursuite pour infraction à la présente loi.

(2) Nul ne peut être poursuivi au titre de l'article 126 du *Code criminel* pour avoir contrevenu au paragraphe 9(2).

43. Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

5 Comparution de l'accusé lors du procès

10

Cas d'un jugement antérieur rendu à l'étranger

15

Dirigeants, administrateurs ou mandataires

20

Employés et mandataires

30

Prise de précautions

35

Art. 126 du *Code criminel*

Infraction continue

40



Limitation  
period

44. Any proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

5

44. La poursuite de toute infraction punissable par procédure sommaire se prescrit par deux ans à compter de la perpétration.

Prescription

Injunctions

45. If a court of competent jurisdiction — including the Federal Court — is satisfied, on application by the Minister, that a contravention of section 5 is being or is likely to be committed, the court may grant an injunction, 10 subject to any conditions that the court considers appropriate, ordering any person to cease or refrain from any activity related to that contravention, or ordering the person to take any measure that a licensee could, under this 15 Act, be required to take.

45. S'il est convaincu qu'il y a contravention ou risque de contravention à l'article 5, tout 5 tribunal compétent peut, sur demande du ministre, accorder une injonction, assortie des conditions qu'il juge indiquées, ordonnant à quiconque de cesser toute activité liée à la contravention, de s'en abstenir ou de prendre 10 toute mesure dont la prise peut être exigée du titulaire de licence au titre de la présente loi. La Cour fédérale est un tribunal compétent en 15 l'espèce.

Injonction

#### REVIEW AND REPORT

Independent  
review

45.1 (1) The Minister shall cause an independent review of the provisions and operation of this Act to be conducted from time to time in order to assess, in particular, its impact on 20 technological development and on the implementation of international agreements and treaties.

45.1 (1) Le ministre fait procéder, à l'occa- 15 sion, à un examen indépendant des dispositions et de l'application de la présente loi afin d'évaluer, notamment, sa pertinence quant au développement technologique et à la mise en vigueur d'ententes ou de traités internationaux. 20

Examen  
indépendantReport by  
Minister

(2) The Minister shall cause the report on a review conducted under subsection (1) to be 25 laid before each House of Parliament within five years after the coming into force of this Act, and within every five-year period after the tabling of a report under this subsection.

(2) Au plus tard cinq ans après l'entrée en 25 vigueur de la présente loi et, par la suite, au plus tard cinq ans après le dépôt du rapport précédent, le ministre fait déposer devant chacune des chambres du Parlement le rapport 25 de l'examen auquel il a fait procéder en application du paragraphe (1).

Rapport du  
ministre

#### COORDINATING AMENDMENT

Bill C-6

46. If Bill C-6, introduced in the 1st 30 Session of the 38th Parliament and entitled the *Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act* (the "other Act"), receives royal assent, then, on the later of the coming into force of section 2 of the other Act 35 and the coming into force of subsection 15(3) of this Act,

(a) the expression "Solicitor General of Canada" in subsections 15(3) and 21(3) of this Act is replaced by the expression 40 "Minister of Public Safety and Emergency Preparedness"; and

#### DISPOSITION DE COORDINATION

46. En cas de sanction du projet de loi C-6, 30 déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 38<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi sur le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile*, à l'entrée en vigueur de l'article 2 de cette loi ou à celle du paragraphe 15(3) de la présente loi, la dernière en date étant à retenir :

Projet de loi C-6

a) « solliciteur général du Canada » est 35 remplacé par « ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile » aux paragraphes 15(3) et 21(3) de la présente loi;

(b) the expression "Deputy Solicitor General of Canada" in subsection 21(3) of this Act is replaced by the expression "Deputy Minister of Public Safety and Emergency Preparedness".

5

b) « sous-solliciteur général du Canada » est remplacé par « sous-ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile » au paragraphe 21(3) de la présente loi.

5

#### COMING INTO FORCE

Order in council

47. This Act, other than section 46, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

47. La présente loi, à l'exception de l'article 46, entre en vigueur à la date fixée par décret.

Décret









**MAIL** ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**C-26**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-26**

An Act to establish the Canada Border Services Agency

---

FIRST READING, NOVEMBER 23, 2004

---

**C-26**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-26**

Loi constituant l'Agence des services frontaliers du Canada

---

PREMIÈRE LECTURE LE 23 NOVEMBRE 2004

---



THE MINISTER OF PUBLIC SAFETY AND EMERGENCY  
PREPAREDNESS

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA  
PROTECTION CIVILE

## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to establish the Canada Border Services Agency*".

## SUMMARY

This enactment establishes the Canada Border Services Agency, which was first created by order in council on December 12, 2003. The Agency brings together the border services of the Canada Customs and Revenue Agency, the Canadian Food Inspection Agency and the Department of Citizenship and Immigration. The enactment sets out the responsibilities, mandate, powers, duties and functions of the Minister responsible for the Agency and its President. It continues the Canada Customs and Revenue Agency under the name of the Canada Revenue Agency and contains transitional provisions as well as consequential amendments to other Acts.

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi constituant l'Agence des services frontaliers du Canada* ».

## SOMMAIRE

Le texte constitue l'Agence des services frontaliers du Canada. Celle-ci prend la suite de l'organisme du même nom constitué par décret le 12 décembre 2003. L'Agence est chargée de la prestation des services frontaliers qui relevaient avant cette date de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Le texte précise les attributions du ministre responsable de l'Agence et du président de celle-ci. Il proroge l'Agence des douanes et du revenu du Canada sous le nom d'Agence du revenu du Canada, prévoit des dispositions transitoires et apporte des modifications corrélatives à plusieurs lois.

## TABLE OF PROVISIONS

### AN ACT TO ESTABLISH THE CANADA BORDER SERVICES AGENCY

#### SHORT TITLE

1. Short title

#### INTERPRETATION

2. Definitions

#### ESTABLISHMENT AND MANDATE OF THE AGENCY

3. Agency established

4. Head office

5. Mandate of Agency

#### MINISTER

6. Minister responsible

#### PRESIDENT AND EXECUTIVE VICE-PRESIDENT

7. Appointment

8. Role of President

9. Delegation by President

10. Remuneration

#### HUMAN RESOURCES

11. Officers and employees

#### POWERS OF THE AGENCY

12. Exercise of powers conferred on Minister

13. Agreements

14. Agreements to administer a tax

#### EXPENDITURES

15. Appropriation Acts

#### TRANSITIONAL PROVISIONS

##### DEFINITIONS

16. Definitions

## TABLE ANALYTIQUE

### LOI CONSTITUANT L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA

#### TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

#### DÉFINITIONS

2. Définitions

#### CONSTITUTION ET MISSION DE L'AGENCE

3. Constitution de l'Agence

4. Siège de l'Agence

5. Mission de l'Agence

#### MINISTRE

6. Responsabilité du ministre

#### PRÉSIDENT ET PREMIER VICE-PRÉSIDENT

7. Nomination

8. Attributions du président

9. Délégation par le président

10. Rémunération

#### RESSOURCES HUMAINES

11. Pouvoir de nomination

#### POUVOIRS DE L'AGENCE

12. Exercice de certaines attributions du ministre

13. Accords

14. Accords pour l'administration d'une taxe

#### UTILISATION DES CRÉDITS

15. Crédits non utilisés

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

##### DÉFINITIONS

16. Définitions



## FORMER AGENCY

- 17. President and Executive Vice-president
- 18. Transfer of appropriations
- 19. References

## CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY

- 20. Positions
- 21. Continuation of rights and property
- 22. Continuation of obligations and liabilities
- 23. Real property, immovables and licences
- 24. Continuation of legal proceedings: Canada Revenue Agency
- 25. Validity of documents: Canada Revenue Agency
- 26. Continuation of evidentiary presumption: Canada Revenue Agency
- 27. References
- 28. References in documents and other provisions: Canada Revenue Agency

## ROYAL CANADIAN MINT ACT

- 29. *Royal Canadian Mint Act*

## CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 30. *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*
- 31-32. *Air Travellers Security Charge Act*
- 33. *Canada Agricultural Products Act*
- 34-52. *Canada Customs and Revenue Agency Act*
- 53. *Canadian Food Inspection Agency Act*
- 54-56. *Canadian International Trade Tribunal Act*
- 57. *Department of Citizenship and Immigration Act*
- 58. *Criminal Code*
- 59. *Cultural Property Export and Import Act*
- 60-85. *Customs Act*
- 86. *Customs and Excise Offshore Application Act*
- 87-89. *Customs Tariff*
- 90. *Employment Insurance Act*
- 91. *Excise Act*
- 92-98. *Excise Act, 2001*
- 99-110. *Excise Tax Act*

## ANCIENNE AGENCE

- 17. Président et premier vice-président
- 18. Transfert de crédits
- 19. Mentions

## AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA

- 20. Personnel
- 21. Gestion des droits et des biens
- 22. Maintien des dettes et obligations
- 23. Immeubles et biens réels
- 24. Procédures en cours : Agence du revenu du Canada
- 25. Validité des documents : Agence du revenu du Canada
- 26. Valeur probante des documents
- 27. Mentions
- 28. Mentions

## MONNAIE ROYALE CANADIENNE

- 29. *Loi sur la Monnaie royale canadienne*

## MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 30. *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*
- 31-32. *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*
- 33. *Loi sur les produits agricoles au Canada*
- 34-52. *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*
- 53. *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*
- 54-56. *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*
- 57. *Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration*
- 58. *Code criminel*
- 59. *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*
- 60-85. *Loi sur les douanes*
- 86. *Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise*
- 87-89. *Tarif des douanes*
- 90. *Loi sur l'assurance-emploi*
- 91. *Loi sur l'accise*
- 92-98. *Loi de 2001 sur l'accise*
- 99-110. *Loi sur la taxe d'accise*

- 111. *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*
- 112. *Feeds Act*
- 113. *Fertilizers Act*
- 114-115. *Financial Administration Act*
- 116. *Fish Inspection Act*
- 117. *Health of Animals Act*
- 118-119. *Immigration and Refugee Protection Act*
- 120. *Income Tax Act*
- 121-122. *Meat Inspection Act*
- 123. *Plant Protection Act*
- 124-127. *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*
- 128. *Public Service Superannuation Act*
- 129-130. *Royal Canadian Mint Act*
- 131. *Seeds Act*
- 132-137. *Special Import Measures Act*
- 138-143. *Terminology Changes*

#### COORDINATING AMENDMENTS

- 144. 2003, c. 22
- 145. Bill C-6
- 146. Bill C-22

#### COMING INTO FORCE

- 147. Order in council

- 111. *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*
- 112. *Loi relative aux aliments du bétail*
- 113. *Loi sur les engrais*
- 114-115. *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 116. *Loi sur l'inspection du poisson*
- 117. *Loi sur la santé des animaux*
- 118-119. *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*
- 120. *Loi de l'impôt sur le revenu*
- 121-122. *Loi sur l'inspection des viandes*
- 123. *Loi sur la protection des végétaux*
- 124-127. *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*
- 128. *Loi sur la pension de la fonction publique*
- 129-130. *Loi sur la Monnaie royale canadienne*
- 131. *Loi sur les semences*
- 132-137. *Loi sur les mesures spéciales d'importation*
- 138-143. *Modifications terminologiques*

#### DISPOSITIONS DE COORDINATION

- 144. 2003, ch. 22
- 145. Projet de loi C-6
- 146. Projet de loi C-22

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

- 147. Décret





HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-26

## PROJET DE LOI C-26

An Act to establish the Canada Border Services Agency

Loi constituant l'Agence des services frontaliers du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Canada Border Services Agency Act*.

1. *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*.

Titre abrégé  
5

### INTERPRETATION

### DÉFINITIONS

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Agency” means the Canada Border Services Agency established under subsection 3(1).

« Agence » L'Agence des services frontaliers du Canada constituée par le paragraphe 3(1).

« Agence »  
“Agency”

“Minister” means the Solicitor General of Canada.

« législation frontalière » Tout ou partie d'une autre loi fédérale ou de ses textes d'application :

« législation frontalière »  
“program legislation”

“President” means the President of the Agency appointed under subsection 7(1).

a) dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer et contrôler l'application, notamment la *Loi sur les douanes*, le *Tarif des douanes*, la *Loi sur l'accise*, la *Loi de 2001 sur l'accise*, la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*;

20

“program legislation” means any other Act of Parliament or any instrument made under it, or any part of such an Act or instrument,

b) dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur*

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to administer and enforce, including the *Customs Act*, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Immigration and Refugee Protection Act* and the *Special Import Measures Act*;

(b) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to enforce, including the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, 5 the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Plant Protection Act* and the *Seeds Act*; 10

(c) under which the Minister or another minister authorizes the Agency, the President or an employee of the Agency to administer a program or carry out an activity; or

(d) under which duties or taxes collected and 15 paid pursuant to the *Customs Act* are imposed.

les engrais, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur la protection des végétaux* et la *Loi sur les semences*; 5

c) en vertu desquels le ministre ou un autre ministre autorise l'Agence, le président ou un employé de l'Agence à appliquer un programme ou à exercer une activité;

d) en vertu desquels des droits ou des taxes 10 versés et perçus au titre de la *Loi sur les douanes* sont imposés.

« ministre » Le solliciteur général du Canada.

« ministre »  
"Minister"

« président » Le président de l'Agence nommé en application du paragraphe 7(1). 15

« président »  
"President"

#### ESTABLISHMENT AND MANDATE OF THE AGENCY

Agency established

3. (1) The Canada Border Services Agency is established as a body corporate.

Agent of Her Majesty

(2) The Agency is for all purposes an agent 20 of Her Majesty in right of Canada.

Head office

4. The head office of the Agency is to be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

Mandate of Agency

5. (1) The Agency is responsible for provid- 25 ing integrated border services that support national security and public safety priorities and facilitate the free flow of persons and goods, including animals and plants, that meet all requirements under the program legislation, 30 by

(a) supporting the administration or enforcement, or both, as the case may be, of the program legislation;

(b) implementing agreements between the 35 Government of Canada or the Agency and a foreign state or a public body performing a function of government in a foreign state to carry out an activity, provide a service or administer a tax or program; 40

#### CONSTITUTION ET MISSION DE L'AGENCE

3. (1) Est constituée l'Agence des services frontaliers du Canada, dotée de la personnalité morale.

Constitution de l'Agence

(2) Elle exerce ses pouvoirs uniquement à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du 20 Canada.

Mandataire de Sa Majesté

4. Son siège est fixé dans la région de la capitale nationale délimitée à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*.

Siège de l'Agence

5. (1) L'Agence est chargée de fournir des 25 services frontaliers intégrés contribuant à la mise en oeuvre des priorités en matière de sécurité nationale et de sécurité publique et facilitant le libre mouvement des personnes et des biens — notamment les animaux et les 30 végétaux — qui respectent toutes les exigences imposées sous le régime de la législation frontalière. À cette fin, elle :

Mission de l'Agence

a) fournit l'appui nécessaire à l'application ou au contrôle d'application, ou aux deux, de 35 la législation frontalière;

b) met en oeuvre tout accord conclu entre elle ou le gouvernement fédéral et un État étranger ou un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales dans un État 40 étranger et portant sur l'exercice d'une

(c) implementing agreements between the Government of Canada or the Agency and the government of a province or other public body performing a function of the Government in Canada to carry out an activity, provide a service or administer a tax or program;

(d) implementing agreements or arrangements between the Agency and departments or agencies of the Government of Canada to carry out an activity, provide a service or administer a program; and

(e) providing cooperation and support, including advice and information, to other departments and agencies of the Government of Canada to assist them in developing, evaluating and implementing policies and decisions in relation to program legislation for which they have responsibility.

activité, la prestation d'un service, l'administration d'une taxe ou l'application d'un programme;

c) met en oeuvre tout accord conclu entre elle ou le gouvernement fédéral et le gouvernement d'une province ou un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada et portant sur l'exercice d'une activité, la prestation d'un service, l'administration d'une taxe ou l'application d'un programme;

d) met en oeuvre tout accord ou entente conclu entre elle et un ministère ou organisme fédéral et portant sur l'exercice d'une activité, la prestation d'un service ou l'application d'un programme;

e) fournit aux autres ministères ou organismes fédéraux l'appui et la collaboration nécessaires, notamment par la prestation d'avis ou de renseignements, pour les aider dans l'élaboration, l'examen et la mise en oeuvre des orientations et des décisions relatives à la législation frontalière qui relève d'eux.

Support

(2) The Agency may provide support, through the provision of services, to departments and agencies for which the Minister is responsible, in accordance with agreements or arrangements entered into with those departments and agencies.

20

(2) Elle peut en outre appuyer, par la prestation de services, les ministères ou organismes relevant du ministre, conformément à tout accord ou entente conclu avec eux.

25

Assistance

MINISTER		MINISTRE	
Minister responsible	6. (1) The Minister is responsible for the Agency.	6. (1) Le ministre est responsable de l'Agence.	Responsabilité du ministre
Delegation by Minister	(2) The Minister may delegate to any person any power, duty or function conferred on the Minister under this Act or under the program legislation.	(2) Il peut déléguer à toute personne les attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou de la législation frontalière.	Délégation par le ministre
Exception	(3) Subsection (2) does not apply if an Act of Parliament other than this Act authorizes the Minister to delegate the power, duty or function to any person or authorizes any person to exercise or perform it.	(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas dans le cas où une loi fédérale, autre que la présente loi, autorise le ministre à déléguer les attributions en question ou une autre personne à les exercer.	Non-application
Limitation	(4) Subsection (2) does not apply in respect of a power to make regulations.	(4) Est exclu des attributions visées au paragraphe (2) le pouvoir de prendre des règlements.	Exception



PRESIDENT AND EXECUTIVE VICE-  
PRESIDENT

PRÉSIDENT ET PREMIER  
VICE-PRÉSIDENT

Appointment	7. (1) The Governor in Council shall appoint a President of the Agency to hold office during pleasure for a term of not more than five years, which term may be renewed for one or more further terms.	5	7. (1) Le gouverneur en conseil nomme le président de l'Agence à titre amovible pour un mandat renouvelable d'au plus cinq ans.	Nomination
Executive Vice-president	(2) The Governor in Council may appoint an Executive Vice-president of the Agency to hold office during pleasure for a term of not more than five years, which term may be renewed for one or more further terms.	10	(2) Le gouverneur en conseil peut nommer un premier vice-président de l'Agence à titre amovible pour un mandat renouvelable d'au plus cinq ans.	Premier vice-président
Role of President	8. (1) The President, under the direction of the Minister, has the control and management of the Agency and all matters connected with it.		8. (1) Le président, sous la direction du ministre, est chargé de la gestion de l'Agence et de tout ce qui s'y rattache.	Attributions du président
Rank of deputy head	(2) The President has the rank and all the powers of a deputy head of a department.	15	(2) Le président a rang et statut d'administrateur général de ministère.	Rang et statut
Executive Vice-president's powers	(3) The Executive Vice-president shall exercise the powers and perform the duties and functions that the President may assign and shall act as President if that office is vacant or if the President is absent or incapacitated.	20	(3) Le premier vice-président exerce les attributions que lui confie le président; en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste, il assume la présidence.	Attributions du premier vice-président
Delegation by President	9. (1) The President may delegate to any person any power, duty or function that the President is authorized to exercise or perform under this Act or any other enactment.		9. (1) Le président peut déléguer à toute personne les attributions qu'il est lui-même autorisé à exercer sous le régime de la présente loi ou de tout autre texte législatif.	Délégation par le président
Designation of officers	(2) The President may designate any person, 25 or person within a class of persons, (a) as an officer as defined in subsection 2(1) of the <i>Customs Act</i> to exercise any powers or perform any duties and functions of an officer under that Act that the President may specify; 30 or (b) as an inspector or a veterinary inspector or other officer for the enforcement of any Act or instrument made under it, or any part of an Act or instrument, that the Governor in 35 Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to enforce, including the <i>Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act</i> , the <i>Canada Agri-cultural Products Act</i> , the <i>Feeds Act</i> , the <i>Fertilizers Act</i> , the <i>Fish Inspection Act</i> , the	40	(2) Il peut désigner toute personne, nommé-ment ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée : a) comme agent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les douanes</i> , en vue de 25 l'exercice des attributions de ce poste qu'il peut préciser; b) comme inspecteur — vétérinaire ou non — ou autre agent d'exécution pour le contrôle d'application de tout ou partie de 30 toute loi ou de ses textes d'application dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la <i>Loi sur 35 les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire</i> , la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> , la <i>Loi relative aux aliments du bétail</i> , la <i>Loi sur les engrais</i> , la <i>Loi sur l'inspection du</i> 40	Désignation par le président

*Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act.*

*poisson, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur les semences.*

Designation power (3) The President may exercise any power that the Minister has to designate officers under subsection 6(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

(3) Il peut exercer les pouvoirs de désignation des agents éventuellement conférés au ministre en vertu du paragraphe 6(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

5 Pouvoir de désignation

Remuneration 10. (1) The President and the Executive Vice-president shall be paid the remuneration that is fixed by the Governor in Council.

10. (1) Le président et le premier vice-président reçoivent la rémunération fixée par 10 le gouverneur en conseil.

Rémunération

Expenses (2) The President and the Executive Vice-president are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of performing their duties while absent from their ordinary place of work. 15

(2) Ils sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel de travail. 15

Frais de déplacement et de séjour

Deemed employment (3) The President and the Executive Vice-president are deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the public service of Canada for the purposes 20 of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(3) Ils sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et faire partie de l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents 20 de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Assimilation

HUMAN RESOURCES

RESSOURCES HUMAINES

Officers and employees 11. Officers and employees necessary for the proper conduct of the work of the Agency shall 25 be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

11. Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de l'Agence est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. 25

Pouvoir de nomination

POWERS OF THE AGENCY

POUVOIRS DE L'AGENCE

Exercise of powers conferred on Minister 12. (1) Subject to any direction given by the Minister, the Agency may exercise the powers, and shall perform the duties and functions, that 30 relate to the program legislation and that are conferred on, or delegated, assigned or transferred to, the Minister under any Act or regulation.

12. (1) Sous réserve des instructions que peut donner le ministre, l'Agence exerce les attributions relatives à la législation frontalière qui sont conférées, déléguées ou transférées à celui-ci sous le régime d'une loi ou de 30 règlements.

Exercice de certaines attributions du ministre

Officers and employees (2) An officer or employee of the Agency 35 may exercise any power or perform any duty or function referred to in subsection (1) if the officer or employee is appointed to serve in the Agency in a capacity appropriate to the exercise of the power or the performance of the duty or 40

(2) Les dirigeants ou employés de l'Agence ayant, au sein de celle-ci, la compétence voulue peuvent exercer les attributions visées au paragraphe (1); le cas échéant, ils se conforment 35 aux instructions générales ou particulières du ministre.

Dirigeants et employés

function, and, in so doing, shall comply with any general or special direction given by the Minister.

Exception	(3) Subsection (1) does not include (a) any power, duty or function of the Minister under this Act; or (b) a power to make regulations.	(3) Sont exclus des attributions visées au paragraphe (1): a) les attributions conférées au ministre par la présente loi; b) le pouvoir de prendre des règlements.	Exclusion
Non-application of <i>Statutory Instruments Act</i>	(4) A direction given by the Minister under subsection (1) or (2) is not a statutory instrument for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(4) Les instructions visées aux paragraphes (1) et (2) ne constituent pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	Statut des instructions
Agreements	13. (1) Subject to section 38 of the <i>Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act</i> , the Agency may, with the approval of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister and the Minister of Foreign Affairs and International Trade, enter into an agreement with a foreign state or an international organization, for the purposes of carrying out the mandate of the Agency.	13. (1) Sous réserve de l'article 38 de la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> , l'Agence peut dans le cadre de sa mission, avec l'agrément du gouverneur en conseil donné sur recommandation du ministre et du ministre des Affaires étrangères et du Commerce international, conclure des accords avec un État étranger ou toute organisation internationale.	Accords
Arrangements and agreements	(2) The Agency may, for the purposes of carrying out its mandate, (a) enter into an arrangement with a foreign state or an international organization; or (b) enter into an agreement or arrangement with the government of a province, a department or agency of the Government of Canada or any person or organization.	(2) Dans le cadre de sa mission, l'Agence peut: a) conclure des ententes avec un État étranger ou toute organisation internationale; b) conclure des accords ou des ententes avec le gouvernement d'une province, un ministère ou un organisme fédéral ou toute personne ou organisation.	Ententes et accords
Agreements to administer a tax	14. (1) The Agency may enter into or amend an agreement with a provincial or territorial government to administer a tax or other fiscal measure if the agreement is in accordance with guidelines relating to agreements of that kind established jointly by the Minister and the Minister of Finance.	14. (1) L'Agence peut conclure des accords avec le gouvernement d'une province ou d'un territoire pour l'administration d'une taxe ou d'une autre mesure fiscale, ou modifier de tels accords, si ceux-ci sont conformes aux directives établies conjointement par le ministre et le ministre des Finances relativement à ce type d'accords.	Accords pour l'administration d'une taxe
Application of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act</i>	(2) Parts III and III.1 of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act</i> do not apply to an agreement entered into or amended under subsection (1).	(2) Les parties III et III.1 de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ne s'appliquent pas aux accords visés au paragraphe (1).	<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>

## EXPENDITURES

15. An appropriation Act may provide that the balance of money appropriated by Parliament for the use of the Agency that remains

## UTILISATION DES CRÉDITS

15. Une loi de crédits peut prévoir que la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de

Crédits non utilisés



unexpended at the end of the fiscal year, after the adjustments referred to in section 37 of the *Financial Administration Act* are made, lapses at the end of the following fiscal year.

l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est annulée à la fin de l'exercice suivant.

TRANSITIONAL PROVISIONS

DEFINITIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

DÉFINITIONS

Definitions	16. The following definitions apply in sections 17 to 19 and 21 to 28.	5	16. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 17 à 19 et 21 à 28.	5	Définitions
"former agency" « ancienne agence »	"former agency" means the portion of the public service of Canada known as the Canada Border Services Agency.		« ancienne agence » Le secteur de l'administration publique fédérale appelé Agence des services frontaliers du Canada.		« ancienne agence » "former agency"
"new agency" « nouvelle agence »	"new agency" means the Canada Border Services Agency established under subsection 3(1).	10	« décret C.P. 2003-2064 » Le décret C.P. 2003-2064 du 12 décembre 2003 portant le numéro d'enregistrement TR/2003-216.	10	« décret C.P. 2003-2064 » "order P.C. 2003-2064"
"order P.C. 2003-2064" « décret C.P. 2003-2064 »	"order P.C. 2003-2064" means Order in Council P.C. 2003-2064 of December 12, 2003, registered as SI/2003-216.	15	« nouvelle agence » L'Agence des services frontaliers du Canada constituée par le paragraphe 3(1).	15	« nouvelle agence » "new agency"

FORMER AGENCY

ANCIENNE AGENCE

President and Executive Vice- president	17. (1) The persons occupying the positions of President and Executive Vice-president of the former agency on the day on which this section comes into force become the President and Executive Vice-president of the new agency on that day and are deemed to have been appointed under section 7.	20	17. (1) Les personnes qui occupent les postes de président et de premier vice-président de l'ancienne agence à la date d'entrée en vigueur du présent article deviennent respectivement, à cette date, président et premier vice-président de la nouvelle agence comme s'ils avaient été nommés à ces postes en application de l'article 7.	20	Président et premier vice- président
Positions	(2) Nothing in this Act is to be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this section, occupied a position in the former agency, except that the employee shall, on the coming into force of this section, occupy his or her position in the new agency under the direction of the President.	30	(2) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste à l'ancienne agence, à cette différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent à la nouvelle agence sous la direction du président.	30	Personnel
Definition of "employee"	(3) In subsection (2), "employee" has the same meaning as in subsection 2(1) of the <i>Public Service Employment Act</i> .		(3) Au paragraphe (2), « fonctionnaire » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> .		Définition de « fonctionnai- re »
Transfer of appropriations	18. (1) Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada for the former agency that, on the day on which this section comes into force, is	40	18. (1) Les sommes affectées — mais non engagées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l'administration publique	35	Transfert de crédits

unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the public service of Canada for the new agency.

fédérale à l'égard de l'ancienne agence sont réputées être affectées aux frais et dépenses de celle-ci à l'égard de la nouvelle agence.

Transfer of powers, duties and functions

(2) Wherever under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by the President of the former agency or an employee of the former agency, the power, duty or function is vested in and shall be exercised by the President of the new agency or an employee of the new agency unless the Governor in Council by order designates a deputy minister or an officer of the public service of Canada to exercise that power or perform that duty or function.

(2) Les attributions conférées, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'une règle, ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au président de l'ancienne agence ou à un fonctionnaire de celle-ci sont transférées, selon le cas, au président ou au fonctionnaire correspondant de la nouvelle agence, sauf décret du gouverneur en conseil chargeant de ces attributions un sous-ministre ou un fonctionnaire d'un secteur de l'administration publique fédérale.

Transfert d'attributions

Continuation of proceedings

(3) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the former agency or its President is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the new agency or its President in a similar manner and to the same extent as it would have been continued by or against the former agency or its President.

(3) La nouvelle agence et son président succèdent, au même titre et dans les mêmes conditions, à l'ancienne agence et à son président, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives en cours à l'entrée en vigueur du présent article et auxquelles ceux-ci sont parties.

Procédures en cours

Deeming

(4) Decisions made by the President of the former agency are deemed to be decisions made by the President of the new agency.

(4) Les décisions rendues par le président de l'ancienne agence sont réputées être des décisions du président de la nouvelle agence.

Maintien des décisions

Validity of documents

(5) All orders, rules, regulations, decisions, determinations and re-determinations, directions, licences, authorizations, certificates, consents, approvals, declarations, designations, permits, registrations, rates or other documents that are in force on the coming into force of this section and that are made or issued by the President of the former agency or any person under his or her authority continue in force as if they were made or issued by the President of the new agency or a person under his or her authority, as the case may be, until they expire or are repealed, replaced, rescinded or altered.

(5) Tous les actes ou documents émanant du président de l'ancienne agence — ou d'une personne placée sous son autorité — qui sont en vigueur à la prise d'effet du présent article sont réputés émaner du président de la nouvelle agence ou d'une personne placée sous son autorité, selon le cas, et demeurent en vigueur jusqu'à leur expiration, modification, remplacement ou annulation.

Validité des documents : nouvelle agence

Continuation of evidentiary presumption

(6) Every affidavit sworn, or document purporting to be certified, by an employee of the former agency before the day on which this section comes into force has the same

(6) Tout affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un fonctionnaire de l'ancienne agence, avant la date d'entrée en vigueur du présent article, a la même valeur probante qu'un affidavit signé

Valeur probante des documents



probative value as if it were sworn or certified by an employee of the new agency after that day.

ou document paraissant avoir été certifié par un fonctionnaire de la nouvelle agence après cette date.

References

19. (1) A reference to the former agency in any of the following is deemed to be a reference to the new agency:

(a) Schedule I to the *Access to Information Act* under the heading “Other Government Institutions”;

(b) the schedule to the *Privacy Act*; 10

(c) Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act*;

(d) any order of the Governor in Council made under paragraph (b) of the definition “head” in section 3 of the *Access to Information Act*; 15

(e) any direction of the Governor in Council made under subsection 24(3) of the *Auditor General Act*;

(f) any order of the Governor in Council made under paragraph 29(e) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*; 20

(g) any order of the Governor in Council made under paragraph (b) of the definition “head” in section 3 of the *Privacy Act*; and 25

(h) any order of the Governor in Council made under the definition “department” in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

19. (1) La mention de l’ancienne agence dans les textes ci-après vaut mention de la nouvelle agence :

a) l’annexe I de la *Loi sur l’accès à l’information*, sous l’intertitre « Autres institutions fédérales »;

b) l’annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*; 10

c) la partie I de l’annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*;

d) tout décret pris en vertu l’alinéa b) de la définition de « responsable d’institution fédérale » à l’article 3 de la *Loi sur l’accès à l’information*; 15

e) toute directive prise en vertu du paragraphe 24(3) de la *Loi sur le vérificateur général*; 20

f) tout décret pris en vertu de l’alinéa 29e) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

g) tout décret pris en vertu l’alinéa b) de la définition de « responsable d’institution fédérale », à l’article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;

h) tout décret pris en vertu de la définition de « ministères » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’emploi dans la fonction publique*. 30

Mentions

Deputy head

(2) The designation of a person as deputy head of the former agency in any of the following is deemed to be a designation of the President of the new agency as deputy head of that agency:

(a) any order of the Governor in Council made under paragraph 29(e) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*; and 35

(b) any order of the Governor in Council made under the definition “deputy head” in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*. 40

(2) La désignation de toute personne à titre d’administrateur général de l’ancienne agence dans les textes ci-après vaut désignation du président de la nouvelle agence à titre d’administrateur général de celle-ci : 35

a) tout décret pris en vertu de l’alinéa 29e) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

b) tout décret pris en vertu de la définition 40 de « administrateur général » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’emploi dans la fonction publique*.

Administrateur général



## CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU  
CANADA

Positions	20. Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this section, occupied a position in the Canada Customs and Revenue Agency, except that the employee shall occupy that position in the Canada Revenue Agency.	20. La présente loi ne change rien à la situation des employés qui, à l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, à cette différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent à l'Agence du revenu du Canada.	Personnel
Continuation of rights and property	21. (1) Subject to subsection (2), all rights and property of the Canada Customs and Revenue Agency continue as the rights and property of the Canada Revenue Agency.	21. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les biens et les droits de l'Agence des douanes et du revenu du Canada sont dévolus à l'Agence du revenu du Canada.	Gestion des droits et des biens
Transfer to new agency	(2) All rights and property of the Canada Customs and Revenue Agency that are in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 are transferred to the new agency.	(2) Ceux des biens et des droits de l'Agence des douanes et du revenu du Canada qui se rapportent aux secteurs de celle-ci dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 sont transférés à la nouvelle agence.	Transfert à la nouvelle agence
Continuation of obligations and liabilities	22. (1) Subject to subsection (2), all obligations and liabilities of the Canada Customs and Revenue Agency continue as obligations and liabilities of the Canada Revenue Agency.	22. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Agence du revenu du Canada assume, sans solution de continuité, les dettes et obligations de l'Agence des douanes et du revenu du Canada.	Maintien des dettes et obligations
Transfer to new agency	(2) All obligations and liabilities of the Canada Customs and Revenue Agency that were incurred in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 are transferred to the new agency.	(2) Celles des dettes et des obligations de l'Agence des douanes et du revenu du Canada qui ont été contractées à l'égard des secteurs de celle-ci dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 sont transférées à la nouvelle agence.	Transfert à la nouvelle agence
Real property, immovables and licences	23. (1) The administration of any real property or immovable, and the administrative responsibility for any licence in respect of any real property or immovable, that was under the administration or administrative responsibility of the Canada Customs and Revenue Agency immediately before the coming into force of this section and that was used for or in support of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 are transferred to the Minister.	23. (1) Est transférée au ministre la gestion des immeubles et des biens réels — ainsi que la responsabilité administrative des permis afférents — dont la gestion relevait de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'entrée en vigueur du présent article et qui étaient utilisés dans le cadre du fonctionnement des secteurs de cet organisme dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064.	Immeubles et biens réels

List	(2) As soon as practicable after the coming into force of this section, the Minister of National Revenue shall publish in the <i>Canada Gazette</i> a list of the real property and immovables the administration of which was transferred under subsection (1) in such a way that each is sufficiently identified.	(2) Dans les meilleurs délais possible après l'entrée en vigueur du présent article, le ministre du Revenu national publie dans la <i>Gazette du Canada</i> , à l'égard des immeubles et des biens réels dont la gestion a été transférée au titre du paragraphe (1), une liste qui permet de les identifier facilement.	Liste
Title	(3) Where the title of any real property or immovable was held in the name of the Canada Customs and Revenue Agency immediately before the coming into force of this section and that real property or immovable was used for or in support of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064, the title to that real property or immovable is deemed to be held in the name of Her Majesty in right of Canada.	(3) Les titres de propriété qui, à l'entrée en vigueur du présent article, étaient établis au nom de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'égard des immeubles et des biens réels de celle-ci qui étaient utilisés dans le cadre du fonctionnement des secteurs de cet organisme dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 sont réputés être établis au nom de Sa Majesté du chef du Canada.	Titres de propriété
Other real property, immovables and licences — Canada Revenue Agency	(4) The administration of any real property or immovable, and the administrative responsibility for any licence in respect of any real property or immovable, that is not referred to in subsection (1) and that was under the administration or administrative responsibility of the Canada Customs and Revenue Agency immediately before the coming into force of this section continues under the administration or administrative responsibility, as the case may be, of the Canada Revenue Agency.	(4) Est dévolue à l'Agence du revenu du Canada la gestion des immeubles et des biens réels — ainsi que la responsabilité administrative des permis afférents — dont la gestion relevait de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'entrée en vigueur du présent article, à l'exception de ceux qui sont visés au paragraphe (1).	Dévolution
Continuation of legal proceedings: Canada Revenue Agency	24. (1) Subject to subsection (2), any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the Canada Customs and Revenue Agency is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the Canada Revenue Agency in the same manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Canada Customs and Revenue Agency.	24. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Agence du revenu du Canada succède, au même titre et dans les mêmes conditions, à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives en cours à l'entrée en vigueur du présent article et auxquelles celle-ci est partie.	Procédures en cours : Agence du revenu du Canada
Continuation of legal proceedings: new agency	(2) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the Canada Customs and Revenue Agency is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the new agency in the same manner and to the same extent as it could have been	(2) La nouvelle agence succède, au même titre et dans les mêmes conditions, à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives, en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, relativement aux secteurs de celle-ci dont la responsabilité a été 40	Procédures en cours : nouvelle agence



continued by or against the Canada Customs and Revenue Agency in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency 5 by order P.C. 2003-2064.

Validity of documents:  
Canada Revenue Agency

25. (1) Subject to subsection (2), all orders, rules, regulations, decisions, determinations and re-determinations, directions, licences, authorizations, certificates, consents, approvals, declarations, designations, permits, registrations, rates or other documents that are in force on the coming into force of this section and that were made or issued by the Minister of National Revenue 15 or by the Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority continue in force as if they were made or issued by the Minister of National Revenue or the Commissioner of Revenue or any 20 person under their authority, as the case may be, until they expire or are repealed, replaced, rescinded or altered.

Validity of documents

(2) All orders, rules, regulations, decisions, determinations and re-determinations, directions, licences, authorizations, certificates, consents, approvals, declarations, designations, permits, registrations, rates or other documents that are in force on the coming into force of this section and that were made 30 or issued by the Minister of National Revenue or by the Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority that are in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency 35 the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 continue in force as if they were made or issued by the Minister, the President of the new agency or a person 40 under their authority, as the case may be, until they expire or are repealed, replaced, rescinded or altered.

Continuation of evidentiary presumption:  
Canada Revenue Agency

26. (1) Subject to subsection (2), every affidavit sworn, or document purporting to 45 be certified, by an employee of the Canada Customs and Revenue Agency before the day on which this section comes into force has the

transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 et auxquelles l'Agence des douanes et du revenu du Canada est partie.

5 Validité des documents : Agence du revenu du Canada

25. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les actes ou documents émanant du ministre du Revenu national ou du commissaire des douanes et du revenu ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre qui sont en vigueur à la prise d'effet du présent article sont réputés émaner du 10 ministre du Revenu national, du commissaire du revenu ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre, selon le cas, et demeurent en vigueur jusqu'à leur expiration, modification, remplacement ou annula- 15 tion.

Validité des documents : nouvelle agence

(2) Tous les actes ou documents émanant du ministre du Revenu national ou du commissaire des douanes et du revenu ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un 20 ou de l'autre à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 et qui sont en vigueur à la 25 prise d'effet du présent article sont réputés émaner du ministre, du président de la nouvelle agence ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre, selon le cas, et demeurent en vigueur jusqu'à leur 30 expiration, modification, remplacement ou annulation.

Valeur probante des documents

26. (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un employé de l'Agence 35 des douanes et du revenu du Canada avant la date d'entrée en vigueur du présent article a la même valeur probante qu'un affidavit



same probative value as if it were sworn or certified by an employee of the Canada Revenue Agency after that day.

signé ou document paraissant avoir été certifié par un employé de l'Agence du revenu du Canada après cette date.

Continuation of  
evidentiary  
presumption:  
Canada Border  
Services Agency

(2) Every affidavit sworn, or document purporting to be certified, by an employee of the Canada Customs and Revenue Agency before the day on which this section comes into force that was sworn or was purported to be certified in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 has the same probative value as if it were sworn or certified by an employee of the new agency after that day.

(2) Tout affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un employé de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, avant la date d'entrée en vigueur du présent article, à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 a la même valeur probante qu'un affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un fonctionnaire de la nouvelle agence après cette date.

Valeur probante  
des documents

References

27. (1) Subject to subsection (2), every reference to the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue, the Deputy Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority in a document issued in the name of the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue or the Deputy Commissioner of Customs and Revenue is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Canada Revenue Agency, the Commissioner of Revenue, the Deputy Commissioner of Revenue or a person under their authority, as the case may be.

27. (1) Sous réserve du paragraphe (2), sauf indication contraire du contexte, dans tous les documents établis au nom de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du commissaire des douanes et du revenu ou du commissaire délégué des douanes et du revenu, la mention de ces derniers ou d'une personne placée sous leur autorité vaut mention de l'Agence du revenu du Canada, du commissaire du revenu, du commissaire délégué du revenu ou d'une personne placée sous leur autorité, selon le cas.

Mentions

References

(2) Every reference to the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue, the Deputy Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority in a document issued in the name of the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue or the Deputy Commissioner of Customs and Revenue is to be read in respect of those documents that relate to those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064, unless the context otherwise requires, as a reference to the new agency, the President of the new agency, the Execu-

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans tous les documents établis au nom de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du commissaire des douanes et du revenu ou du commissaire délégué des douanes et du revenu à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064, la mention de ces derniers ou d'une personne placée sous leur autorité vaut mention de la nouvelle agence ou du président ou premier vice-président de celle-ci ou d'une personne placée sous leur autorité, selon le cas.

Mentions

tive Vice-president of the new agency or a person under their authority, as the case may be.

References in documents and other provisions: Canada Revenue Agency

28. (1) Subject to subsection (2), any expression referring to the Deputy Minister of National Revenue, the Department of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue or the Canada Customs and Revenue Agency in any document, any instrument made under an Act of Parliament or any provision of an Act of Parliament not amended by this Act is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Commissioner of Revenue or the Canada Revenue Agency, as the case may be.

References in documents and other provisions: Canada Border Services Agency

(2) Any expression referring to the Deputy Minister of National Revenue, the Department of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue or the Canada Customs and Revenue Agency in any document, any instrument made under an Act of Parliament or any provision of an Act of Parliament not amended by this Act and the document, instrument or provision is in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the President of the new agency or the new agency, as the case may be.

#### ROYAL CANADIAN MINT ACT

Royal Canadian Mint Act

29. The Minister of National Revenue is the Minister for the purposes of the *Royal Canadian Mint Act* until another member of the Queen's Privy Council for Canada is designated under section 2.1 of that Act, as enacted by section 130 of this Act.

28. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et sauf indication contraire du contexte, dans les dispositions des lois fédérales non modifiées par la présente loi, ainsi que dans les textes d'application de toute loi fédérale et dans tout autre document, la mention du ministère du Revenu national ou de l'Agence des douanes et du revenu du Canada vaut mention de l'Agence du revenu du Canada et la mention du commissaire des douanes et du revenu ou du sous-ministre du Revenu national vaut mention du commissaire du revenu.

Mentions

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans les dispositions des lois fédérales non modifiées par la présente loi, ainsi que dans les textes d'application de toute loi fédérale et dans tout autre document, la mention du ministère du Revenu national, de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du sous-ministre du Revenu national ou du commissaire des douanes et du revenu, à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064, vaut mention de la nouvelle agence ou du président de celle-ci, selon le cas.

Mentions

#### MONNAIE ROYALE CANADIENNE

29. Pour l'application de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, la mention de « ministre », dans cette loi, vaut mention du ministre du Revenu national jusqu'à ce qu'une désignation soit faite par le gouverneur en conseil en application de l'article 2.1 de cette loi, édicté par l'article 130 de la présente loi.

Loi sur la Monnaie royale canadienne



# CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

# MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

## AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT

## LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE

1995, ch. 40

1995, c. 40

**30. The definition “Minister” in section 2 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is replaced by the following:**

**30. La définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, est remplacée par ce qui suit :**

“Minister” means

5 « ministre » Soit le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, soit, s'agissant des questions relatives aux procès-verbaux pour violation de la législation frontalière visée au paragraphe 11(5) de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, le solli- 10 citeur général du Canada.

5 « ministre »  
“Minister”

“Minister”  
« ministre »

(a) the Minister of Agriculture and Agri-Food; or

(b) with respect to a notice of violation issued in relation to the contravention of program legislation referred to in subsection 11(5) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*, the Solicitor General of Canada.

2002, c. 9, s. 5

## AIR TRAVELLERS SECURITY CHARGE ACT

## LOI SUR LE DROIT POUR LA SÉCURITÉ DES PASSAGERS DU TRANSPORT AÉRIEN

2002, ch. 9, art. 5

**31. The definitions “Agency” and “Commissioner” in section 2 of the *Air Travellers Security Charge Act* are replaced by the following:**

**31. Les définitions de « Agence » et « commissaire », à l'article 2 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**

“Agency” means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the *Canada Revenue Agency Act*.

« Agence » L'Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.

« Agence »  
“Agency”

“Agency”  
« Agence »

“Commissioner” means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the *Canada Revenue Agency Act*.

« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.

« commissaire »  
“Commissioner”

“Commissioner”  
« commissaire »

**32. Subsection 83(8) of the Act is replaced by the following:**

**32. Le paragraphe 83(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or the officer, unless it has been called into question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty.

(8) Tout document paraissant avoir été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d'application, au nom ou sous l'autorité du ministre, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire ou d'un préposé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire ou le préposé, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

Preuve de documents

Proof of documents



R.S., c. 20  
(4th Supp.)

## CANADA AGRICULTURAL PRODUCTS ACT

LOI SUR LES PRODUITS AGRICOLES AU  
CANADAL.R., ch. 20  
(4<sup>e</sup> suppl.)

1997, c. 6, s. 39

**33. Subsection 19(2) of the *Canada Agricultural Products Act* is replaced by the following:**

**33. Le paragraphe 19(2) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada* est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 6,  
art. 39

Designation

(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of enforcing this Act.

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.

Désignations

Certificate to be  
produced

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place on request.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou par le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

10 Production du  
certificat

1999, c. 17

CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY  
ACTLOI SUR L'AGENCE DES DOUANES ET DU  
REVENU DU CANADA

1999, ch. 17

**34. The long title of the *Canada Customs and Revenue Agency Act* is replaced by the following:**

**34. Le titre intégral de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* est remplacé par ce qui suit :**

20

An Act to continue the Canada Revenue Agency and to amend and repeal other Acts as a consequence

Loi portant prorogation de l'Agence du revenu du Canada, et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence

**35. Section 1 of the Act is replaced by the following:**

**35. L'article 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

25

Short title

**1. This Act may be cited as the *Canada Revenue Agency Act*.**

**1. *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.**

Titre abrégé

2002, c. 22,  
s. 322

**36. (1) The definition "législation fiscale et douanière" in section 2 of the French version of the Act is repealed.**

**36. (1) La définition de « législation fiscale et douanière », à l'article 2 de la version française de la même loi, est abrogée.**

2002, ch. 22,  
art. 322

**(2) The definition "Agency" in section 2 of the Act is replaced by the following:**

**(2) La définition de « Agence », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :**

"Agency"  
« Agence »

**"Agency" means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1).**

**« Agence » L'Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1).**

« Agence »  
"Agency"2002, c. 22,  
s. 322

**(3) Paragraph (a) of the definition "program legislation" in section 2 of the English version of the Act is replaced by the following:**

**(3) L'alinéa a) de la définition de « program legislation », à l'article 2 de la version anglaise de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

2002, ch. 22,  
art. 322

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the Commissioner or an employee of the Agency to administer or enforce, including the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*; or

**(4) Section 2 of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

« législation fiscale » Tout ou partie d'une autre loi fédérale ou de ses textes d'application :

a) dont le ministre, l'Agence, le commissaire ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer ou contrôler l'application, notamment la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, la *Loi sur les douanes*, la *Loi sur l'accise*, la *Loi de 2001 sur l'accise*, la *Loi sur la taxe d'accise* et la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) en vertu desquels le ministre ou un autre ministre autorise l'Agence, le commissaire ou un employé de l'Agence à appliquer un programme ou à exercer une activité.

**37. The heading before section 4 of the Act is replaced by the following:**

**CONTINUATION AND MANDATE OF THE AGENCY**

**38. Subsection 4(1) of the Act is replaced by the following:**

**4. (1) The Canada Customs and Revenue Agency is continued as a body corporate under the name of the Canada Revenue Agency.**

**39. Paragraph 5(1)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:**

a) de fournir l'appui nécessaire à l'application et au contrôle d'application de la législation fiscale;

**40. (1) Paragraph 6(1)(a) of the Act is repealed.**

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the Commissioner or an employee of the Agency to administer or enforce, including the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*; or

**(4) L'article 2 de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« législation fiscale » Tout ou partie d'une autre loi fédérale ou de ses textes d'application :

a) dont le ministre, l'Agence, le commissaire ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer ou contrôler l'application, notamment la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, la *Loi sur les douanes*, la *Loi sur l'accise*, la *Loi de 2001 sur l'accise*, la *Loi sur la taxe d'accise* et la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) en vertu desquels le ministre ou un autre ministre autorise l'Agence, le commissaire ou un employé de l'Agence à appliquer un programme ou à exercer une activité.

**37. L'intertitre précédant l'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**PROROGATION ET MISSION DE L'AGENCE**

**38. Le paragraphe 4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**4. (1) L'Agence des douanes et du revenu du Canada, dotée de la personnalité morale, est prorogée sous le nom d'Agence du revenu du Canada.**

**39. L'alinéa 5(1)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

a) de fournir l'appui nécessaire à l'application et au contrôle d'application de la législation fiscale;

**40. (1) L'alinéa 6(1)a) de la même loi est abrogé.**

« législation fiscale »  
"program legislation"

« législation fiscale »  
"program legislation"

Continuation

Prorogation de l'Agence

(2) Subsection 6(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

(d.1) the collection of debts due to Her Majesty under Part V.1 of the *Customs Act*; and

2002, c. 22,  
s. 323

41. Section 7 of the Act is replaced by the following:

Designation of  
officers

7. The Minister may designate any person, or 10 person within a class of persons, as an officer as defined in section 2 of the *Excise Act* or section 2 of the *Excise Act, 2001* to exercise any powers or perform any duties and functions of an officer under those Acts that the Minister may specify. 15

42. Section 9 of the French version of the Act is replaced by the following:

Instructions sur  
l'exercice des  
attributions

9. Le ministre peut donner des instructions au commissaire ou à toute autre personne sur l'exercice de celles de ses attributions qui leur 20 sont confiées soit au titre des paragraphes 8(1) ou (4), soit sous le régime de la législation fiscale.

2004, c. 16,  
s. 4(F)

43. Subsection 26(1) of the Act is replaced by the following:

Appointment  
and tenure of  
Deputy  
Commissioner

26. (1) A Deputy Commissioner of Revenue may be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term of not more than five years, which term may be renewed for one or more further terms of not 30 more than five years each.

44. Section 33 of the French version of the Act is replaced by the following:

Fonctions  
consultatives

33. Il peut conseiller le ministre sur les questions liées à l'application et au contrôle 35 d'application, en général, de la législation fiscale.

45. Paragraphs 34(a) and (b) of the French version of the Act are replaced by the following:

a) à l'exercice des attributions soit qui leur sont conférées ou déléguées sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, soit qu'ils sont autorisés à exercer au nom du ministre sous le régime de la présente loi; 45

(2) Le paragraphe 6(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

d.1) à la perception des créances de Sa Majesté sous le régime de la partie V.1 de 5 la *Loi sur les douanes*;

41. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 22,  
art. 323

7. Le ministre peut désigner toute personne, 10 nommément ou par catégorie, comme préposé au sens de l'article 2 de la *Loi sur l'accise* ou de l'article 2 de la *Loi de 2001 sur l'accise* en vue de l'exercice des attributions de ces postes que peut préciser le ministre.

42. L'article 9 de la version française de la 15 même loi est remplacé par ce qui suit :

Désignation par  
le ministre

9. Le ministre peut donner des instructions au commissaire ou à toute autre personne sur l'exercice de celles de ses attributions qui leur 20 sont confiées soit au titre des paragraphes 8(1) ou (4), soit sous le régime de la législation fiscale.

Instructions sur  
l'exercice des  
attributions

43. Le paragraphe 26(1) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

2004, ch. 16,  
art. 4(F)

26. (1) Le gouverneur en conseil peut nom- 25 mer un commissaire délégué du revenu à titre amovible pour un mandat maximal de cinq ans. Celui-ci peut recevoir un ou plusieurs nouveaux mandats d'au plus cinq ans chacun.

Nomination et  
mandat du  
commissaire  
délégué

44. L'article 33 de la version française de 30 la même loi est remplacé par ce qui suit :

33. Il peut conseiller le ministre sur les questions liées à l'application et au contrôle 35 d'application, en général, de la législation fiscale.

Fonctions  
consultatives

45. Les alinéas 34a) et b) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) à l'exercice des attributions soit qui leur sont conférées ou déléguées sous le régime de 40 la législation fiscale ou d'une loi provinciale, soit qu'ils sont autorisés à exercer au nom du ministre sous le régime de la présente loi;



b) à l'application ou au contrôle d'application de la législation fiscale.

**46. Section 35 of the French version of the Act is replaced by the following:**

Confidentialité de certains renseignements

**35.** La présente loi n'a pas pour effet d'autoriser la divulgation au conseil de renseignements qui, même indirectement, révèlent l'identité de la personne, de l'organisation ou de l'entreprise commerciale à laquelle ils ont trait et qui ont été soit obtenus sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, soit préparés à partir de renseignements ainsi obtenus.

**47. Subsection 37(1) of the Act is replaced by the following:**

Authorization by Commissioner

**37. (1)** The Commissioner may authorize any person, subject to any terms and conditions that the Commissioner may specify, to exercise or perform on behalf of the Commissioner any power, duty or function of the Commissioner under this Act or any other Act.

**48. Subsection 39(1) of the French version of the Act is replaced by the following:**

Obligation de renseigner les organismes fédéraux

**39. (1)** Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir, aux ministères et organismes fédéraux pour le compte desquels l'Agence applique un programme ou exerce une activité, l'information nécessaire à l'évaluation du programme ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes.

**49. Subsection 40(1) of the French version of the Act is replaced by the following:**

Obligation de renseigner les gouvernements provinciaux

**40. (1)** Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir aux gouvernements provinciaux pour le compte desquels l'Agence applique un programme, administre une taxe ou un impôt ou exerce une activité, l'information nécessaire à

b) à l'application ou au contrôle d'application de la législation fiscale.

**46. L'article 35 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Confidentialité de certains renseignements

**35.** La présente loi n'a pas pour effet d'autoriser la divulgation au conseil de renseignements qui, même indirectement, révèlent l'identité de la personne, de l'organisation ou de l'entreprise commerciale à laquelle ils ont trait et qui ont été soit obtenus sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, soit préparés à partir de renseignements ainsi obtenus.

**47. Le paragraphe 37(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

15

Autorisation du commissaire

**37. (1)** Le commissaire peut autoriser toute personne à exercer en son nom, selon les modalités et dans les limites qu'il fixe, les attributions qu'il exerce sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi.

20

**48. Le paragraphe 39(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Obligation de renseigner les organismes fédéraux

**39. (1)** Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir, aux ministères et organismes fédéraux pour le compte desquels l'Agence applique un programme ou exerce une activité, l'information nécessaire à l'évaluation du programme ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes.

**49. Le paragraphe 40(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

35

Obligation de renseigner les gouvernements provinciaux

**40. (1)** Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir, aux gouvernements provinciaux pour le compte desquels l'Agence applique un programme, administre une taxe ou un impôt ou exerce une activité, l'information nécessaire à

l'évaluation du programme, de la taxe, de l'impôt ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes.

**50. Subsection 60(3) of the French version of the Act is replaced by the following:**

Restriction

(3) Ne constituent pas des recettes d'exploitation les taxes, impôts, droits, pénalités et intérêts perçus sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, ni les sommes perçues pour le compte d'un ministère, gouvernement ou organisme public.

**51. Subsection 63(1) of the Act is replaced by the following:**

Agreements to administer a tax

**63. (1)** The Agency may enter into or amend an agreement with a provincial, territorial or aboriginal government to administer a tax or other fiscal measure if the agreement is in accordance with guidelines relating to agreements of that kind established jointly by the Minister and the Minister of Finance.

**52. Section 186 of the Act and the heading before it are repealed.**

1997, c. 6

**CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY ACT**

**53. Section 11 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* is amended by adding the following after subsection (4):**

Role of Canada Border Services Agency

(5) The Canada Border Services Agency is responsible for the enforcement of the program legislation referred to in paragraph (b) of the definition "program legislation" in section 2 of the *Canada Border Services Agency Act* as that program legislation relates to the delivery of passenger and initial import inspection services performed at airports and other Canadian border points other than import service centres.

l'évaluation du programme, de la taxe, de l'impôt ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes.

**50. Le paragraphe 60(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Restriction

(3) Ne constituent pas des recettes d'exploitation les taxes, impôts, droits, pénalités et intérêts perçus sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, ni les sommes perçues pour le compte d'un ministère, gouvernement ou organisme public.

**51. Le paragraphe 63(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Entente pour l'administration d'une taxe ou d'un impôt

**63. (1)** L'Agence peut conclure une entente avec le gouvernement d'une province ou d'un territoire ou un gouvernement autochtone pour l'administration d'une taxe, d'un impôt ou d'une autre mesure fiscale, ou modifier une telle entente, si celle-ci est conforme aux directives établies conjointement par le ministre et le ministre des Finances relativement à ce type d'entente.

**52. L'article 186 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.**

1997, ch. 6

**LOI SUR L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS**

**53. L'article 11 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

Agence des services frontaliers du Canada

(5) L'Agence des services frontaliers du Canada est chargée du contrôle d'application de la législation frontalière visée à l'alinéa b) de la définition de ce terme à l'article 2 de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada* en ce qui a trait à l'inspection en première ligne des voyageurs et des produits importés dans les aéroports et dans les postes frontaliers canadiens, à l'exclusion des centres de service à l'importation.

R.S., c. 47  
(4th Suppl.)

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE  
TRIBUNAL ACT

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU  
COMMERCE EXTÉRIEUR

L.R., ch. 47  
(4<sup>e</sup> suppl.)

54. Subsection 2(1) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

54. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“President”  
« président »

“President” means the President of the Canada Border Services Agency appointed under subsection 7(1) of the *Canada Border Services Agency Act*.

5 « président »  
“President”

« président » Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, nommé en application du paragraphe 7(1) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*.

55. Every reference to the “Commissioner of Customs and Revenue” or the “Commissioner” in the following provisions of the Act is replaced by a reference to the “President”:

55. Dans les passages ci-après de la même loi, « commissaire des douanes et du revenu » et « commissaire » sont remplacés par « président » :

- (a) subsections 26(4) and (5);

(b) subsections 28(1) and (2); and

(c) paragraph 49(b).
- a) les paragraphes 26(4) et (5);

b) les paragraphes 28(1) et (2);

c) l'alinéa 49b).

Application

56. Subsections 2(1), 26(4) and (5) and 28(1) and (2) and paragraph 49(b) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, as amended by sections 54 and 55 of this Act, apply to goods of a NAFTA country, as defined in subsection 2(2) of that Act.

15

56. Les paragraphes 2(1), 26(4) et (5) et 28(1) et (2) et l'alinéa 49b) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, modifiés par les articles 54 et 55 de la présente loi, s'appliquent aux marchandises d'un pays ALÉNA, au sens du paragraphe 2(2) de cette loi.

20

Application

1994, c. 31

DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND  
IMMIGRATION ACT

LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA  
CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

1994, ch. 31

57. Section 4 of the *Department of Citizenship and Immigration Act* is replaced by the following:

57. L'article 4 de la *Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration* est remplacé par ce qui suit :

Powers, duties and functions of Minister

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction relating to citizenship and immigration and that are not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada.

25

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent de façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement liés à la citoyenneté et à l'immigration et non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux.

30

Compétence générale

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

58. (1) Paragraph (d) of the definition “peace officer” in section 2 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

58. (1) L'alinéa d) de la définition de « agent de la paix », à l'article 2 du *Code criminel*, est remplacé par ce qui suit :

2002, c. 22, s. 324

2002, ch. 22, art. 324



(d) an officer within the meaning of the Customs Act, the Excise Act or the Excise Act, 2001, or a person having the powers of such an officer, when performing any duty in the administration of any of those Acts,

d) tout fonctionnaire ou personne possédant les pouvoirs d'un agent sous le régime de la Loi sur les douanes ou d'un préposé sous le régime de la Loi sur l'accise ou de la *Loi de 2001 sur l'accise* lorsqu'il exerce une fonction en application d'une de ces lois;

2001, c. 41,  
s. 2(2)

(2) The definition "justice system participant" in section 2 of the Act is amended by replacing subparagraph (b)(ix) with the following:

(2) Le sous-alinéa b)(ix) de la définition de «personne associée au système judiciaire», à l'article 2 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41,  
par. 2(2)

(ix) an employee of the Canada Revenue Agency who is involved in the investigation of an offence under an Act of Parliament,

(ix) le membre du personnel de l'Agence du revenu du Canada qui participe à une enquête relative à une infraction à une loi fédérale,

(ix.1) an employee of the Canada Border Services Agency who is involved in the investigation of an offence under an Act of Parliament,

(ix.1) le membre du personnel de l'Agence des services frontaliers du Canada qui participe à une enquête relative à une infraction à une loi fédérale,

R.S., c. C-51

#### CULTURAL PROPERTY EXPORT AND IMPORT ACT

#### LOI SUR L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DE BIENS CULTURELS

L.R., ch. C-51

1999, c. 17,  
s. 121

59. Section 5 of the *Cultural Property Export and Import Act* is replaced by the following:

59. L'article 5 de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels* est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 17,  
art. 121

Designation of  
permit officers

5. The Minister, with the approval of the Solicitor General of Canada, may designate any persons or classes of persons employed by the Canada Border Services Agency as permit officers to receive applications for export permits and to issue export permits under this Act.

5. Le ministre peut, avec l'approbation du solliciteur général du Canada, désigner, parmi le personnel de l'Agence des services frontaliers du Canada, des agents chargés de délivrer les licences sur demande conformément à la présente loi.

Désignation des  
agents

R.S., c. 1  
(2nd Supp.)

#### CUSTOMS ACT

#### LOI SUR LES DOUANES

L.R., ch. 1  
(2<sup>e</sup> suppl.)

1999, c. 17,  
s. 123(2)

60. (1) The definition "Commissioner" in subsection 2(1) of the *Customs Act* is repealed.

60. (1) La définition de «commissaire», au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, est abrogée.

1999, ch. 17,  
par. 123(2)

2001, c. 25,  
s. 1(2)

(2) The definitions "Agency" and "Minister" in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

(2) Les définitions de «Agence» et «ministre», au paragraphe 2(1) de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

2001, ch. 25,  
par. 1(2)

"Agency"  
« Agence »

"Agency" means the Canada Border Services Agency;

« Agence » L'Agence des services frontaliers du Canada.

« Agence »  
"Agency"

"Minister"  
« ministre »

"Minister" means, except in Part V.1, the Solicitor General of Canada;

« ministre » Sauf dans la partie V.1, le solliciteur général du Canada.

« ministre »  
"Minister"

**(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

“President”  
«président»

“President” means the President of the Canada Border Services Agency appointed under subsection 7(1) of the *Canada Border Services Agency Act*;

2001, c. 25,  
s. 1(4)(F)

**(4) Subsection 2(3) of the Act is replaced by the following:**

Powers, duties  
and functions of  
President

(3) Any power, duty or function of the President under this Act may be exercised or performed by any person, or by any officer within a class of officers, authorized by the President to do so and, if so exercised or performed, is deemed to have been exercised or performed by the President.

**(5) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):**

Delegation by  
Minister

(5) The Minister may authorize a person employed by the Canada Revenue Agency, or a class of those persons, to exercise powers or perform duties of the Minister, including any judicial or quasi-judicial powers or duties of the Minister, under this Act.

Delegation by  
Minister of  
National  
Revenue

(6) The Minister of National Revenue may authorize a person employed by the Canada Revenue Agency or the Agency, or a class of those persons, to exercise powers or perform duties of that Minister, including any judicial or quasi-judicial powers or duties of that Minister, under this Act.

2001, c. 25, s. 3

**61. Subsection 3.3(1) of the Act is replaced by the following:**

Waiver of  
penalty or  
interest

**3.3 (1)** Except with respect to the collection of any debt due to Her Majesty under Part V.1, the Minister or any officer designated by the President for the purposes of this section may at any time waive or cancel all or any portion of any penalty or interest otherwise payable by a person under this Act.

**(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

«président» Le président de l'Agence, nommé en application du paragraphe 7(1) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*.

« président »  
“President”

**(4) Le paragraphe 2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25,  
par. 1(4)(F)

(3) Les attributions conférées au président par la présente loi peuvent être exercées par toute personne qu'il autorise à agir ainsi ou par tout agent appartenant à une catégorie d'agents qu'il autorise à agir ainsi. Les attributions ainsi exercées sont réputées l'avoir été par le président.

Attributions du  
président

**(5) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

(5) Le ministre peut autoriser toute personne employée par l'Agence du revenu du Canada, nomméement ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée, à exercer les pouvoirs et fonctions, y compris les pouvoirs et fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.

Délégation par le  
ministre

(6) Le ministre du Revenu national peut autoriser toute personne employée par l'Agence du revenu du Canada ou par l'Agence, nomméement ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée, à exercer les pouvoirs et fonctions, y compris les pouvoirs et fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.

Délégation par le  
ministre du  
Revenu national

**61. Le paragraphe 3.3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25,  
art. 3

**3.3 (1)** Sauf à l'égard de la perception de toute créance de Sa Majesté sous le régime de la partie V.1, le ministre ou l'agent que le président charge de l'application du présent article peut, en tout temps, annuler tout ou partie des pénalités ou intérêts à payer par ailleurs par une personne en application de la présente loi, ou y renoncer.

Renonciation  
aux pénalités ou  
aux intérêts

1992, c. 28,  
s. 2(1)**62. Subsection 3.4(1) of the Act is replaced by the following:**Additional  
security

**3.4** (1) Where security has been given to the Minister by a person under a provision of this Act and the Minister or any officer (in this section referred to as a "designated officer") designated by the President for the purposes of this section determines that the security that has been given is no longer adequate, the Minister or a designated officer may, by notice served 10 personally or by registered or certified mail, require additional security to be given by or on behalf of the person within such reasonable time as may be stipulated in the notice.

1992, c. 28,  
s. 5(1)**63. Subsection 32(7) of the Act is replaced by the following:**Authorization to  
account

(7) The Minister or an officer designated by the President for the purposes of this subsection may authorize any person not resident in Canada to account for goods under this section, 20 in such circumstances and under such conditions as may be prescribed, in lieu of the importer or owner of those goods.

1992, c. 28,  
s. 7(1)**64. Section 33.2 of the Act is replaced by the following:**Notice requiring  
accounting

**33.2** The Minister or any officer designated by the President for the purposes of this section may, by notice served personally or by registered or certified mail, require any person to account, within such reasonable time as may be 30 stipulated in the notice, in the manner described in paragraph 32(1)(a), for any goods as may be designated in the notice.

1992, c. 28,  
s. 7(1)**65. Section 33.5 of the Act is replaced by the following:**Notice requiring  
payment

**33.5** The Minister or any officer designated by the President for the purposes of this section may, by notice served personally or by registered or certified mail, require any person to pay any amount owing as duties, within such 40 reasonable time as may be stipulated in the notice, on any goods as may be designated in the notice.

**62. Le paragraphe 3.4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**1992, ch. 28,  
par. 2(1)Garantie  
supplémentaire

**3.4** (1) Si le ministre ou l'agent que le président charge de l'application du présent 5 article décide que la garantie qu'une personne a donnée au ministre en application d'une disposition de la présente loi n'est plus suffisante, le ministre ou l'agent peut, par avis signifié à personne ou envoyé par courrier recommandé 10 ou certifié, exiger qu'une garantie supplémentaire soit donnée par la personne ou en son nom dans le délai raisonnable fixé dans l'avis.

**63. Le paragraphe 32(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**1992, ch. 28,  
par. 5(1)

Autorisation

(7) Le ministre ou l'agent que le président 15 charge de l'application du présent paragraphe peut autoriser une personne qui ne réside pas au Canada à faire une déclaration en détail ou provisoire de marchandises en vertu du présent article, dans les circonstances et dans les 20 conditions prévues par règlement, au lieu de leur importateur ou de leur propriétaire.

**64. L'article 33.2 de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :**1992, ch. 28,  
par. 7(1)

**33.2** Le destinataire d'une mise en demeure 25 du ministre ou de l'agent que le président charge de l'application du présent article, signifiée à personne ou envoyée par courrier recommandé ou certifié, est tenu de faire, selon les modalités visées à l'alinéa 32(1)a) et dans le délai 30 raisonnable fixé dans la mise en demeure, une déclaration en détail des marchandises indiquées dans la mise en demeure.

**65. L'article 33.5 de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :**1992, ch. 28,  
par. 7(1)Mise en demeure  
de payer

**33.5** Le destinataire d'une mise en demeure du ministre ou de l'agent que le président charge de l'application du présent article, signifiée à personne ou envoyée par courrier recommandé 40 ou certifié, est tenu de verser, dans le délai raisonnable fixé dans la mise en demeure, toute somme due à titre de droits sur les marchandises indiquées dans la mise en demeure.



1992, c. 28, s. 7(1)	<b>66. Subsection 33.7(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>66. Le paragraphe 33.7(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1992, ch. 28, par. 7(1)
Extension of time	<b>33.7 (1)</b> The Minister or any officer designated by the <u>President</u> for the purposes of this section may at any time extend in writing the time prescribed by the regulations made under this Part for the accounting of goods or the payment of any amount owing as duties.	<b>33.7 (1)</b> Le ministre ou l'agent que le <u>président</u> charge de l'application du présent article peut, en tout temps, proroger par écrit le délai prévu par les règlements d'application de la présente partie pour la déclaration en détail de marchandises ou le paiement d'une somme due à titre de droits.	Prorogation du délai
1993, c. 44, s. 83	<b>67. The portion of subsection 35.02(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>67. Le passage du paragraphe 35.02(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	1993, ch. 44, art. 83
Notice requiring marking or compliance	(2) The Minister or any officer designated by the <u>President</u> for the purposes of this section may, by notice served personally or by registered mail, require any person	(2) Le destinataire d'une mise en demeure du ministre ou de l'agent que le <u>président</u> charge de l'application du présent article, signifiée à 15 personne ou envoyée par courrier recommandé ou certifié, est tenu :	Mise en demeure de marquer
2001, c. 25, s. 32	<b>68. The portion of subsection 42(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>68. Le passage du paragraphe 42(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	2001, ch. 25, art. 32
Inspections	(2) An officer, or an officer within a class of officers, designated by the <u>President</u> for the purposes of this section, may at all reasonable times, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act,	(2) L'agent chargé par le <u>président</u> , individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article peut à toute heure convenable, pour l'application et l'exécution de la présente loi :	Enquêtes
2001, c. 25, s. 33	<b>69. Section 42.01 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>69. L'article 42.01 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	2001, ch. 25, art. 33
Methods of verification	<b>42.01</b> An officer, or an officer within a class of officers, designated by the <u>President</u> for the purposes of this section may conduct a verification of origin (other than a verification of origin referred to in section 42.1), verification of tariff classification or verification of value for duty in respect of imported goods in the manner that is prescribed and may for that purpose at all reasonable times enter any prescribed premises.	<b>42.01</b> L'agent chargé par le <u>président</u> , individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article peut effectuer la vérification de l'origine des marchandises importées, autres que celles visées à l'article 42.1, ou la vérification de leur classement tarifaire ou de leur valeur en douane selon les modalités réglementaires; à cette fin, il a accès aux lieux désignés par règlement à toute heure convenable.	Méthodes de vérification
1997, c. 14, s. 38	<b>70. The portion of subsection 42.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>70. Le passage du paragraphe 42.1(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 14, art. 38
Methods of verification	<b>42.1 (1)</b> Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the <u>President</u> for the purposes of this section, or any person, or any person within a class of persons, designated	<b>42.1 (1)</b> L'agent chargé par le <u>président</u> , individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article ou la personne désignée par le	Méthodes de vérification

by the President to act on behalf of such an officer, may, subject to the prescribed conditions,

président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie, pour agir pour le compte d'un tel agent peut, sous réserve des conditions réglementaires :

2001, c. 25, s. 36

**71. The portion of subsection 43.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**71. Le passage du paragraphe 43.1(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

5 2001, ch. 25, art. 36

Advance rulings

**43.1** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section shall, before goods are imported, on application by any member of 10 a prescribed class that is made within the prescribed time, in the prescribed manner and in the prescribed form containing the prescribed information, give an advance ruling with respect to

**43.1** (1) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du 10 présent article est tenu, sur demande d'un membre d'une catégorie réglementaire présentée dans le délai réglementaire, selon les modalités réglementaires, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, 15 de rendre, avant l'importation de marchandises, une décision anticipée :

Décisions anticipées

2001, c. 25, s. 39(1)

**72. Subsection 57.01(1) of the Act is replaced by the following:**

**72. Le paragraphe 57.01(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25, par. 39(1)

Marking determination

**57.01** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section may, at or before the 20 time goods imported from a NAFTA country are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5), in the prescribed manner and subject to the prescribed conditions, make a determination as to whether the goods have been marked in the 25 manner referred to in section 35.01.

**57.01** (1) L'agent chargé par le président, 20 individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article, peut, au plus tard au moment de la déclaration en détail des marchandises importées d'un pays ALÉNA faite en vertu 25 des paragraphes 32(1), (3) ou (5), selon les modalités réglementaires et sous réserve des conditions réglementaires, décider si les marchandises ont été marquées conformément à l'article 35.01.

Décision sur la conformité des marques

30

1997, c. 36, s. 166

**73. Subsection 58(1) of the Act is replaced by the following:**

**73. Le paragraphe 58(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 36, art. 166

Determination by officer

**58.** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for 30 the purposes of this section, may determine the origin, tariff classification and value for duty of imported goods at or before the time they are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5).

**58.** (1) L'agent chargé par le président, 30 individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article peut déterminer l'origine, le classement tarifaire et la valeur en douane des marchandises importées au plus tard au moment de leur déclaration en détail faite en vertu des paragraphes 32(1), (3) ou (5).

Détermination de l'agent

40

2001, c. 25, s. 41(1)

**74. The portion of subsection 59(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**74. Le passage du paragraphe 59(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25, par. 41(1)

Re-determination or further re-determination	<p><b>59.</b> (1) An officer, or any officer within a class of officers, designated by the <u>President</u> for the purposes of this section may</p>	<p><b>59.</b> (1) L'agent chargé par le <u>président</u>, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie <u>d'agents</u>, de l'application du présent article peut :</p>	Révision et réexamen
	<p><b>75.</b> Section 97.21 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</p>	<p><b>75.</b> L'article 97.21 de la même loi est 5 modifié par adjonction, selon l'ordre alpha- bétique, de ce qui suit :</p>	
"Commissioner" « commissaire »	<p>"Commissioner" means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the <i>Canada Revenue Agency Act</i>.</p>	<p>« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l'article 25 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>. 10</p>	« commissaire » "Commissioner"
"Minister" « ministre »	<p>"Minister" means the Minister of National Revenue. 10</p>	<p>« ministre » Le ministre du Revenu national. 10</p>	« ministre » "Minister"
	<p><b>76.</b> The Act is amended by adding the following after section 97.21:</p>	<p><b>76.</b> La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 97.21, de ce qui suit :</p>	
	<p>ANCILLARY POWERS</p>	<p>POUVOIRS DU MINISTRE</p>	
Ancillary powers	<p><b>97.211</b> (1) The Minister may, for the purposes of administering or enforcing this Part, exercise any of the following powers that are 15 necessary for the collection of debts due to Her Majesty under this Part:</p> <p>(a) the powers provided for in paragraphs (a) and (b) of the definition "prescribed" in subsection 2(1) as well as those provided for 20 in subsections 3.3(1) and (2), 43(1) and 115(1); and</p> <p>(b) any other powers that are conferred under any provision of this Act that is specified by the Governor in Council on the recommenda- 25 tion of the Minister and the Solicitor General of Canada.</p>	<p><b>97.211</b> (1) Le ministre peut, pour l'applica- 15 tion et le contrôle d'application de la présente partie, exercer les pouvoirs ci- après nécessaires à la perception des créances de Sa Majesté sous le régime de la présente partie :</p> <p>a) les pouvoirs prévus aux alinéas a) et b) de la définition de « réglementaire » au para- 20 graphe 2(1), ainsi qu'aux paragraphes 3.3(1) et (2), 43(1) et 115(1);</p> <p>b) ceux qui sont prévus dans les dispositions de la présente loi précisées par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre 25 et du solliciteur général du Canada.</p>	Pouvoirs du ministre
Publication	<p>(2) An order made for the purpose of subsection (1) must be published in Part II of the <i>Canada Gazette</i> as soon as practicable after 30 it is made.</p>	<p>(2) Tout décret pris pour l'application du paragraphe (1) est publié dans la partie II de la <i>Gazette du Canada</i> dans les meilleurs délais suivant sa prise. 30</p>	Publication
2001, c. 25, s. 58(1)	<p><b>77.</b> Subsection 97.22(3) of the Act is replaced by the following:</p>	<p><b>77.</b> Le paragraphe 97.22(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	2001, ch. 25, par. 58(1)
Amounts demanded	<p>(3) Any amount of money demanded under paragraph 133(1)(c) or (1.1)(b) and any interest 35 payable under subsection 133(7), from and after the time notice is served under subsection 131(2), is a debt due to Her Majesty in right of Canada from the person who requested the decision and the person shall pay the amount so 40</p>	<p>(3) Les sommes réclamées en vertu des alinéas 133(1)c) ou (1.1)b), ainsi que l'intérêt à payer au titre du paragraphe 133(7), consti- 35 tuent, dès la signification de l'avis prévu au paragraphe 131(2), des créances de Sa Majesté. Il incombe au demandeur de la décision d'effectuer le paiement ou, en cas d'appel de</p>	Sommes réclamées



demanded or, if the person appeals the decision of the Solicitor General of Canada under section 135, give security satisfactory to that Minister.

2001, c. 25,  
s. 58(1)

**78. (1) Subsection 97.34(2) of the Act is replaced by the following:**

Appeal to  
Federal Court

(2) If a person has appealed a decision of the Solicitor General of Canada to the Federal Court under section 97.23 or 135, the Minister must not take any action described in subsection (1) to collect the amount in controversy before the 10 date of the decision of the Court or the day on which the person discontinues the appeal.

2001, c. 25,  
s. 58(1); 2002,  
c. 8, s. 193

**(2) Subsections 97.34(4) and (5) of the Act are replaced by the following:**

Effect of appeal

(4) If a person has made a request under 15 section 60 or 129 or has appealed under section 67 or 68 and the person agrees in writing with the Solicitor General of Canada to delay proceedings on the request or appeal, as the case may be, until judgment has been given in 20 another action before the Federal Court, the Canadian International Trade Tribunal or the Supreme Court of Canada, in which action the issue is the same or substantially the same as that raised in the request or appeal of the person, 25 the Minister may take any of the actions described in subsection (1) for the purpose of collecting the amount payable, or a part of the amount payable, determined in a manner consistent with the decision or judgment in the 30 other action at any time after the Solicitor General of Canada notifies the person in writing that

(a) the decision of the Canadian International Trade Tribunal or Federal Court in that action 35 has been mailed to the Solicitor General of Canada;

(b) judgment has been pronounced by the Federal Court of Appeal in that action; or

(c) judgment has been delivered by the 40 Supreme Court of Canada in that action.

Effect of taking  
security

(5) The Minister must not, for the purpose of collecting an amount payable, or a part of an amount payable, under this Act, take any of the actions described in subsection (1) if a person 45

la décision prise par le solliciteur général du Canada en vertu de l'article 135, de fournir la garantie jugée satisfaisante par celui-ci.

**78. (1) Le paragraphe 97.34(2) de la 5 même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25,  
par. 58(1)

(2) En cas d'appel d'une décision du solliciteur général du Canada auprès de la Cour fédérale en vertu des articles 97.23 ou 135, le ministre ne peut prendre les mesures visées au 10 paragraphe (1) à l'égard de la somme en litige 10 avant la date de la décision de cette cour ou, en cas de désistement, la date de celui-ci.

Appel à la Cour  
fédérale

**(2) Les paragraphes 97.34(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

2001, ch. 25,  
par. 58(1); 2002,  
ch. 8, art. 193

(4) Lorsque la personne qui a présenté une 15 demande en vertu des articles 60 ou 129 ou interjeté un appel en vertu des articles 67 ou 68 convient par écrit avec le solliciteur général du Canada de suspendre la demande ou l'appel jusqu'à ce que le Tribunal canadien du com- 20 merce extérieur, la Cour fédérale, la Cour d'appel fédérale ou la Cour suprême du Canada rende jugement dans une autre action qui soulève essentiellement la même question, le 25 ministre peut prendre les mesures visées au 25 paragraphe (1) pour recouvrer tout ou partie de la cotisation à payer, compte tenu de la décision ou du jugement rendu dans cette autre action, après que le solliciteur général du Canada a 30 avisé la personne par écrit que, selon le cas : 30

a) la décision du Tribunal canadien du commerce extérieur ou de la Cour fédérale dans l'action lui a été postée;

b) la Cour d'appel fédérale a rendu jugement dans l'action; 35

c) la Cour suprême du Canada a rendu jugement dans l'action.

(5) Le ministre ne peut, pour recouvrer tout ou partie d'une somme à payer en vertu de la présente loi, prendre une mesure visée au 40 paragraphe (1) si le débiteur a fourni au

Garantie

has given security to the Solicitor General of Canada when requesting or appealing from a decision of that Minister or the President.

**79. Subsection 97.5(3) of the Act is replaced by the following:**

(3) The application must be made by delivering or mailing the application and a copy of the notice of objection to the Chief of Appeals in a Tax Services Office or Taxation Centre of the Canada Revenue Agency.

**80. (1) Paragraph (a) of the definition “customs information” in subsection 107(1) of the Act is replaced by the following:**

(a) relates to one or more persons and is obtained by or on behalf of

(i) the Minister for the purposes of this Act or the *Customs Tariff*, or

(ii) the Minister of National Revenue for the purposes of the collection of debts due to Her Majesty under Part V.1;

**(2) Subsection 107(3) of the Act is replaced by the following:**

(3) An official may use customs information (a) for the purposes of administering or enforcing this Act, the *Customs Tariff*, the *Excise Act, 2001*, the *Special Imports Measures Act* or Part 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* or for any purpose set out in subsection (4), (5) or (7);

(b) for the purposes of exercising the powers or performing the duties and functions of the Solicitor General of Canada under the *Immigration and Refugee Protection Act*, including establishing a person’s identity or determining their inadmissibility; or

(c) for the purposes of any Act or instrument made under it, or any part of such an Act or instrument, that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the

solliciteur général du Canada une garantie en présentant sa demande ou en interjetant appel de la décision de celui-ci ou de celle du président.

**79. Le paragraphe 97.5(3) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :**

(3) La demande, accompagnée d’un exemplaire de l’avis d’opposition, est envoyée ou postée au chef des appels d’un bureau de services fiscaux ou d’un centre fiscal de 10 l’Agence du revenu du Canada.

**80. (1) L’alinéa a) de la définition de «renseignement douanier», au paragraphe 107(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

a) soit concerne une ou plusieurs personnes 15 et est obtenu, selon le cas :

(i) par le ministre ou pour son compte pour l’application de la présente loi ou du *Tarif des douanes*,

(ii) par le ministre du Revenu national ou 20 pour son compte pour la perception des créances de Sa Majesté sous le régime de la partie V.1;

**(2) Le paragraphe 107(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) Le fonctionnaire peut utiliser un renseignement douanier :

a) pour l’application ou l’exécution de la présente loi, du *Tarif des douanes*, de la *Loi de 2001 sur l’accise*, de la *Loi sur les mesures 30 spéciales d’importation* ou de la partie 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* ou à toute autre fin mentionnée aux paragraphes (4), (5) ou (7);

b) pour l’exercice des attributions conférées au solliciteur général du Canada sous le régime de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*, notamment en matière d’identification de personnes et de 40 détermination de leur admissibilité;

c) pour l’application de tout ou partie de toute loi ou de ses textes d’application dont le ministre, l’Agence, le président ou un em-

2001, c. 25, s. 58(1)

How application made

2001, c. 25, s. 61

2001, c. 25, s. 61, c. 41, s. 121

Authorized use of customs information by official

2001, ch. 25, par. 58(1)

Modalités

10

2001, ch. 25, art. 61

15

15

20

2001, ch. 25, art. 61, ch. 41, art. 121

25

Utilisation autorisée de renseignements — fonctionnaire

35

30

35

40

Agency to enforce, including the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Plant Protection Act* and the *Seeds Act*.

ployé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur la protection des végétaux* et la *Loi sur les semences*.

2001, c. 25,  
s. 61, c. 41,  
s. 121

**(3) Paragraphs 107(4)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:**

(c) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of this Act, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act*, the *Export and Import Permits Act*, the *Immigration and Refugee Protection Act*, the *Special Import Measures Act* or Part 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* by an official of the Agency;

(c.1) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the enforcement of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Plant Protection Act* and the *Seeds Act* by an official of the Agency;

(c.2) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of Part V.1 by an official or a class of officials of the Canada Revenue Agency designated by the Minister of National Revenue;

(d) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of this Act, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001* or the *Export and Import Permits Act* by a member of the Royal Canadian Mounted Police;

**(3) Les alinéas 107(4)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

c) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, du *Tarif des douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* ou de la partie 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* par un fonctionnaire de l'Agence;

c.1) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'exécution de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, de la *Loi relative aux aliments du bétail*, de la *Loi sur les engrais*, de la *Loi sur l'inspection du poisson*, de la *Loi sur la santé des animaux*, de la *Loi sur l'inspection des viandes*, de la *Loi sur la protection des végétaux* ou de la *Loi sur les semences* par un fonctionnaire de l'Agence;

c.2) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'application ou à l'exécution de la partie V.1 par un fonctionnaire de l'Agence du revenu du Canada désigné par le ministre du Revenu national, nommément ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée;

2001, ch. 25,  
art. 61, ch. 41,  
art. 121



**(4) Subsection 107(5) of the Act is amended by adding the following after paragraph (g):**

(g.1) an official of the Canada Revenue Agency solely for a purpose relating to the administration or enforcement of the *Canada Pension Plan*, the *Employment Insurance Act*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act* or the *Income Tax Act*;

**(5) Subsection 107(5) of the Act is amended by adding the following after paragraph (j):**

(j.1) an official of the Canadian Food Inspection Agency for the purpose of administering or enforcing any Act referred to in section 11 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* if the information relates to the import, export or in-transit movement of goods into or out of Canada;

**(6) The portion of subsection 107(12) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

(12) An order or direction that is made in the course of or in connection with any legal proceeding and that requires an official to give or produce evidence relating to customs information may, by notice served on all interested parties, be immediately appealed by the Minister or the Minister of National Revenue, as the case may be, or by the person against whom the order or direction is made

**81. The portion of subsection 127.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**127.1** (1) The Minister, or any officer designated by the President for the purposes of this section, may cancel a seizure made under

d) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi de 2001 sur l'accise* ou de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* par un membre de la Gendarmerie royale du Canada;

**(4) Le paragraphe 107(5) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :**

g.1) à un fonctionnaire de l'Agence du revenu du Canada, uniquement pour l'application ou l'exécution du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

**(5) Le paragraphe 107(5) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa j), de ce qui suit :**

j.1) à un fonctionnaire de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, uniquement pour l'application ou l'exécution d'une loi mentionnée à l'article 11 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* si le renseignement concerne l'importation, l'exportation ou le mouvement en cours de route de marchandises;

**(6) Le passage du paragraphe 107(12) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(12) Le ministre, le ministre du Revenu national ou la personne contre laquelle une ordonnance est rendue ou à l'égard de laquelle une directive est donnée, dans le cadre d'une instance judiciaire enjoignant à un fonctionnaire de témoigner ou de produire quoi que ce soit relativement à un renseignement douanier, peut sans délai, par avis signifié aux parties intéressées, interjeter appel de l'ordonnance ou de la directive devant :

**81. Le passage du paragraphe 127.1(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**127.1** (1) Le ministre ou l'agent que le président désigne pour l'application du présent article peut annuler une saisie faite en vertu de

2001, c. 25, s. 61

Appeal from order to disclose customs information

2001, c. 25, s. 68

Corrective measures

2001, ch. 25, art. 61

Appel — ordonnance de communication d'un renseignement douanier

2001, ch. 25, art. 68

Mesures de redressement

section 110, cancel or reduce a penalty assessed under section 109.3 or an amount demanded under section 124 or refund an amount received under any of sections 117 to 119 within thirty days after the seizure, assessment or demand, if 5 l'article 110, annuler ou réduire une pénalité établie en vertu de l'article 109.3 ou une somme réclamée en vertu de l'article 124 ou rembourser un montant reçu en vertu de l'un des articles 117 5 à 119, dans les trente jours suivant la saisie ou l'établissement de la pénalité ou la réclamation dans les cas suivants :

2001, c. 25, s. 80

**82. Section 149.1 of the Act is replaced by the following:**

Proof of no appeal

**149.1** An affidavit of an officer, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the officer 10 has charge of the appropriate records and has knowledge of the practice of the Agency or the Canada Revenue Agency, as the case may be, and that an examination of the records shows that a notice of assessment under Part V.1 was 15 mailed or otherwise sent to a person under this Act and that, after careful examination and search of the records, the officer has been unable to find that a notice of objection or of appeal from the assessment was received within 20 the time allowed for the notice, is evidence of the statements contained in the affidavit.

**82. L'article 149.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25, art. 80

**149.1** Constitue la preuve des énonciations 10 qui y sont renfermées l'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence du revenu du Canada — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des 15 registres pertinents, qu'il a connaissance de la pratique de l'Agence ou de l'Agence du revenu du Canada, selon le cas, qu'un examen des registres démontre qu'un avis de cotisation prévu à la partie V.1 a été posté ou autrement 20 envoyé à une personne un jour donné, en application de la présente loi, et que, après avoir fait un examen attentif des registres et y avoir pratiqué des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel 25 concernant la cotisation a été reçu dans le délai imparti à cette fin.

Preuve de l'absence d'appel

1998, c. 7, s. 1

**83. Subsection 163.4(1) of the Act is replaced by the following:**

Designation by President

**163.4 (1)** The President may designate any 25 officer for the purposes of this Part and shall provide the officer with a certificate of designation.

**83. Le paragraphe 163.4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1998, ch. 7, art. 1

**163.4 (1)** Le président peut désigner des 30 agents des douanes pour l'application de la présente partie; il leur remet alors un certificat attestant leur qualité.

Désignation par le président

**84. Every reference to the "Minister" in the following provisions of the Act is replaced 30 by a reference to the "Solicitor General of Canada":**

(a) subsection 97.22(2);

(b) section 97.23; and

(b) section 97.27.

35

**85. Every reference to "Commissioner" or "Commissioner's" in the following provisions of the Act is replaced by a reference to "President" or "President's", respectively:**

(a) the heading before section 60;

40

**84. Dans les passages ci-après de la même loi, « ministre » est remplacé par « solliciteur 35 général du Canada » :**

a) le paragraphe 97.22(2);

b) l'article 97.23;

c) l'article 97.27.

**85. Dans les passages ci-après de la même 40 loi, « commissaire » est remplacé par « président » :**

a) l'intertitre précédant l'article 60;

b) les paragraphes 60(3) à (5);

- (b) subsections 60(3) to (5);

(c) subsections 60.1(1) and (3) to (5);

(d) subsections 60.2(1) and (2);

(e) subsections 61(1) and (2);

(f) subsection 67(1);

(g) subsection 67.1(3);

(h) subsection 68(1);

(i) subsection 69(2);

(j) subsection 70(1);

(k) subsections 97.34(3);

(l) subsection 114(2);

(m) section 128;

(n) subsection 130(1);

(o) section 137; and

(p) subsection 141(1).
- c) les paragraphes 60.1(1) et (3) à (5);

d) les paragraphes 60.2(1) et (2);

e) les paragraphes 61(1) et (2);

f) le paragraphe 67(1);

g) le paragraphe 67.1(3);

h) le paragraphe 68(1);

i) le paragraphe 69(2);

j) le paragraphe 70(1);

k) le paragraphe 97.34(3);

l) le paragraphe 114(2);

m) l'article 128;

n) le paragraphe 130(1);

o) l'article 137;

p) le paragraphe 141(1).

R.S., c. C-53	CUSTOMS AND EXCISE OFFSHORE APPLICATION ACT	LOI SUR LA COMPÉTENCE EXTRACÔTIÈRE DU CANADA POUR LES DOUANES ET L'ACCISE	L.R., ch. C-53
1999, c. 17, s. 129(1)	86. (1) Subsection 4(1) of the <i>Customs and Excise Offshore Application Act</i> is replaced by the following:	86. (1) Le paragraphe 4(1) de la <i>Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise</i> est remplacé par ce qui suit :	15 1999, ch. 17, par. 129(1)
Information and documentation	4. (1) The <u>President of the Canada Border Services Agency</u> may require from any person, within any reasonable time that the <u>President</u> stipulates, the production of any book, record, writing or other document or any information that the <u>President considers</u> necessary for ascertaining whether any of sections 5 to 10 apply in any particular case.	4. (1) Le <u>président de l'Agence des services frontaliers du Canada</u> peut demander à quiconque de lui communiquer, dans le délai raisonnable qu'il fixe, les livres, registres, écrits ou autres documents, ainsi que les renseignements, qu'il juge nécessaires pour lui permettre de s'assurer de l'applicabilité des articles 5 à 10 à un cas particulier.	Règle générale 20
1999, c. 17, s. 129(2)(E)	(2) Subsection 4(2) of the English version of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 4(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1999, ch. 17, par. 129(2)(A)
Offence	(2) Every person who fails to comply with a requirement of the <u>President</u> under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.	(2) Every person who fails to comply with a requirement of the <u>President</u> under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.	Offence 30



1997, c. 36

## CUSTOMS TARIFF

## TARIF DES DOUANES

1997, ch. 36

1999, c. 17,  
s. 130

**87. The portion of subsection 68(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

(3) The President of the Canada Border Services Agency may relieve goods from payment of a surtax imposed by an order under subsection (1) if the President is of the opinion that

Non-application  
to goods in  
transit

**87. Le paragraphe 68(3) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :**

(3) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut exonérer des marchandises de la surtaxe imposée par décret pris en vertu du paragraphe (1), s'il estime que celles-ci ont été achetées pour importation, avant l'entrée en vigueur du décret, par un acheteur qui croyait de bonne foi que ce paragraphe n'aurait pas été applicable à ces marchandises, dans le cas où les marchandises sont en transit à destination de l'acheteur au Canada à la date d'entrée en vigueur du décret.

1999, ch. 17,  
art. 130Non-application  
du décret

**88. Paragraph 108(c) of the Act is replaced by the following:**

(c) in respect of goods of tariff item No. 9993.00.00, when the goods are destroyed in the manner that the Solicitor General of Canada directs or the destruction is certified by a customs officer or another person designated by the President of the Canada Border Services Agency;

**89. Every reference to the "ministre du Revenu national" in the following provisions of the French version of the Act is replaced by a reference to the "solliciteur général du Canada":**

(a) paragraph 102(b);

(b) paragraph 111(a);

(c) paragraph 113(3)(c); and

(d) section 119.

1996, c. 23

## EMPLOYMENT INSURANCE ACT

1999, c. 17,  
s. 133

**90. Subsection 102(13) of the *Employment Insurance Act* is replaced by the following:**

(13) Every document appearing to be an order, direction, demand, notice, certificate, requirement, decision, assessment, discharge of mortgage, release of hypothec or other document executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Part over

Proof of  
documents

**88. L'alinéa 108c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

c) les marchandises du n° tarifaire 9993.00.00, au moment où celles-ci sont détruites selon les instructions du solliciteur général du Canada, ou si la destruction est attestée par l'agent des douanes ou par une autre personne désignée par le président de l'Agence des services frontaliers du Canada;

**89. Dans la version française des dispositions ci-après de la même loi, « ministre du Revenu national » est remplacé par « solliciteur général du Canada » :**

a) l'alinéa 102b);

b) l'alinéa 111a);

c) l'alinéa 113(3)c);

d) l'article 119.

25

15

30

## LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

1996, ch. 23

**90. Le paragraphe 102(13) de la *Loi sur l'assurance-emploi* est remplacé par ce qui suit :**

(13) Tout document paraissant être un ordre, une instruction, une sommation, un avis, un certificat, une décision, une évaluation, une mainlevée d'hypothèque ou autre document et comme étant signé en vertu de la présente partie ou pour son application ou son contrôle

1999, ch. 17,  
art. 133Preuve de  
documents

the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner of Revenue or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Part, is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Deputy Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner of Revenue or the officer unless it has been called into question by the Minister or by a person acting for the Minister or for Her Majesty.

d'application au nom ou sous l'autorité du ministre ou du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire du revenu ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer les pouvoirs ou fonctions du ministre en vertu de la présente partie, est réputé être un document signé, établi et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire du revenu ou le fonctionnaire en question à moins qu'il ne soit contesté par le ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

R.S., c. E-14

## EXCISE ACT

## LOI SUR L'ACCISE

L.R., ch. E-14

R.S., c. I  
(2nd Supp.),  
s. 213(2) (Sch.  
II, item 5(F));  
1999, c. 17,  
s. 139(5)

**91. The definitions “collector” and “Commissioner” in section 2 of the *Excise Act* are replaced by the following:**

**91. Les définitions de «commissaire» et «receveur», à l'article 2 de la *Loi sur l'accise*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**

L.R., ch. I  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
par. 213(2), ann.  
II, n° 5(F); 1999,  
ch. 17,  
par. 139(5)

“collector”  
« receveur »

“collector” means every officer of excise who is appointed to collect the duties imposed by this Act in any defined district or excise division;

« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.

« commissaire »  
“Commissioner”

“Commissioner”  
« commissaire »

“Commissioner” means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the *Canada Revenue Agency Act*;

« receveur » Préposé de l'accise chargé de recevoir les droits imposés par la présente loi, dans un district ou une division d'accise déterminée.

« receveur »  
“collector”

2002, c. 22

## EXCISE ACT, 2001

## LOI DE 2001 SUR L'ACCISE

2002, ch. 22

**92. The definitions “Agency”, “Commissioner” and “officer” in section 2 of the *Excise Act, 2001* are replaced by the following:**

**92. Les définitions de «Agence», «commissaire» et «préposé», à l'article 2 de la *Loi de 2001 sur l'accise*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**

“Agency”  
« Agence »

“Agency” means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the *Canada Revenue Agency Act*.

« Agence » L'Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.

« Agence »  
“Agency”

“Commissioner”  
« commissaire »

“Commissioner” means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the *Canada Revenue Agency Act*.

« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.

« commissaire »  
“Commissioner”

“officer”  
« préposé »

“officer” means, except in sections 167, 226 and 296,

« préposé »

« préposé »  
“officer”

(a) a person who is appointed or employed in the administration or enforcement of this Act,

a) Toute personne nommée ou employée relativement à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi;

(b) a member of the Royal Canadian Mounted Police or a member of a police force designated under subsection 10(1); and

b) tout membre de la Gendarmerie royale du Canada ou membre d'un corps de police désigné au titre du paragraphe 10(1);

(c) with respect to imported goods that have not been released under the *Customs Act*, an officer as defined in subsection 2(1) of that Act.

c) s'agissant de marchandises importées qui n'ont pas été dédouanées en application de la *Loi sur les douanes*, tout agent au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

**93. Section 9 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

**93. L'article 9 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

Authorization

(3) The Solicitor General of Canada may authorize a designated officer or agent, or a class of officers or agents, to exercise powers and perform duties of that Minister under section 68.

(3) Le solliciteur général du Canada peut autoriser des préposés ou des mandataires, à titre individuel ou collectif, à exercer les pouvoirs et les fonctions que lui confère l'article 68.

Préposé désigné

**94. (1) Subsection 68(1) of the Act is replaced by the following:**

**94. (1) Le paragraphe 68(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Availability and sampling of imported DA and SDA

68. (1) Any person who imports a product that is reported under the *Customs Act* as being denatured alcohol or specially denatured alcohol shall make the product available for sampling and the product is required to be sampled by the Solicitor General of Canada before it is released under that Act.

68. (1) Quiconque importe un produit déclaré à titre d'alcool dénaturé ou d'alcool spécialement dénaturé en vertu de la *Loi sur les douanes* doit en permettre l'échantillonnage. Le solliciteur général du Canada doit prélever un échantillon du produit avant le dédouane-  
ment de celui-ci.

Échantillonnage d'alcool dénaturé et d'alcool spécialement dénaturé importés

**(2) Subsections 68(3) and (4) of the Act are replaced by the following:**

**(2) Les paragraphes 68(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

Minister may waive

(3) The Solicitor General of Canada may at any time waive the requirement to sample an imported product under subsection (1).

(3) Le solliciteur général du Canada peut, à tout moment, renoncer à l'exigence de prélever un échantillon d'un produit importé.

Renonciation

Fees

(4) The Solicitor General of Canada may fix fees to be paid by the importer of the product but those fees must not exceed an amount determined by that Minister to be the costs to Her Majesty in respect of the sampling and testing.

(4) Le solliciteur général du Canada peut fixer le prix à payer par l'importateur du produit pour le prélèvement de l'échantillon et l'analyse, lequel prix ne peut excéder la somme déterminée par ce ministre, qui représente le coût pour Sa Majesté de ces prélèvement et analyse.

Facturation

**95. (1) Subsection 188(6) of the Act is replaced by the following:**

**95. (1) Le paragraphe 188(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Limitation on refunding overpayments

(6) An overpayment of duty payable for a fiscal month of a person and interest on the overpayment shall not be applied under paragraph (4)(b) or refunded under paragraph (4)(c) unless the person has, before the day on which notice of the assessment is sent to the person, filed all returns or other records that the person was required to file with

(6) Un paiement en trop de droits exigibles pour le mois d'exercice d'une personne et les intérêts afférents ne sont appliqués conformément à l'alinéa (4)b) ou remboursés conformément à l'alinéa (4)c) que si la personne a produit, avant le jour où l'avis de cotisation lui est envoyé, l'ensemble des déclarations et autres registres qu'elle était tenue de présenter soit au ministre en vertu de la présente loi, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la 45

Restriction — paiements en trop

(a) the Minister under this Act, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*; or



(b) the Solicitor General of Canada under the *Customs Act*.

*Loi de l'impôt sur le revenu*, soit au solliciteur général du Canada en vertu de la *Loi sur les douanes*.

**(2) Subparagraph 188(7)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:**

**(2) Le sous-alinéa 188(7)b(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(ii) the person has, before the day on which notice of the assessment is sent to him or her, filed all returns or other records that the person was required to file

(ii) la personne a produit, avant le jour où l'avis de cotisation lui est envoyé, l'ensemble des déclarations et autres registres qu'elle était tenue de présenter soit au ministre en vertu de la présente loi, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, soit au solliciteur général du Canada en vertu de la *Loi sur les douanes*.

(A) with the Minister under this Act, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*, or

(B) with the Solicitor General of Canada under the *Customs Act*.

**96. Subsection 189(4) of the Act is replaced by the following:**

**96. Le paragraphe 189(4) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :**

(4) A refund shall not be paid until the person has filed with the Minister or the Solicitor General of Canada, all returns or other records that are required to be filed under this Act, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*.

(4) Un montant de remboursement n'est versé qu'une fois présentés au ministre ou au solliciteur général du Canada, selon le cas, l'ensemble des déclarations et autres registres à 20 produire en vertu de la présente loi, de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

**97. The definition "confidential information" in subsection 211(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) and by replacing paragraph (b) with the following:**

**97. L'alinéa b) de la définition de « renseignements confidentiels », au paragraphe 211(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

(a.1) obtained by or on behalf of the Solicitor General of Canada for the purposes of section 68; or

a.1) est obtenu par le solliciteur général du Canada ou en son nom pour l'application de l'article 68; 30

(b) prepared from information referred to in paragraph (a) or (a.1).

b) est tiré d'un renseignement visé aux alinéas a) ou a.1).

**98. Subsection 301(8) of the Act is replaced by the following:**

**98. Le paragraphe 301(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the

(8) Tout document paraissant avoir été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d'application, au nom ou sous l'autorité du ministre, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire ou d'un préposé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le commissaire des

Restriction

Restriction

Proof of documents

Preuve de documents

Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or the officer, unless it has been called into question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty.

douanes et du revenu, le commissaire ou le préposé, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

Proof of documents:  
Canada Border Services Agency

(8.1) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Solicitor General of Canada, the President of the Canada Border Services Agency or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of that Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by that Minister, the President or the officer, unless it has been called into question by that Minister or a person acting for that Minister or for Her Majesty.

(8.1) Tout document paraissant avoir été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d'application, au nom ou sous l'autorité du solliciteur général du Canada, du président de l'Agence des services frontaliers du Canada ou d'un préposé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions de ce ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par ce ministre, le président ou le préposé, sauf s'il a été mis en doute par ce ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

5 Preuve de documents

R.S., c. E-15

#### EXCISE TAX ACT

#### LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

L.R., ch. E-15

1999, c. 17,  
s. 145(3)

**99. The definitions "Agency" and "Commissioner" in subsection 2(1) of the *Excise Tax Act* are replaced by the following:**

**99. Les définitions de « Agence » et « commissaire », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**

1999, ch. 17,  
par. 145(3)

"Agency"  
« Agence »

"Agency" means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the *Canada Revenue Agency Act*;

« Agence » L'Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.

« Agence »  
"Agency"

"Commissioner"  
« commissaire »

"Commissioner" means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the *Canada Revenue Agency Act*;

« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.

« commissaire »  
"Commissioner"

**100. Subsection 59(2) of the Act is replaced by the following:**

**100. Le paragraphe 59(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1993, ch. 27,  
art. 1

Delegation of powers

(2) The Minister may authorize a designated officer or agent, or officer or agent of a designated class of officers or agents, to exercise powers or perform duties of the Minister, including judicial or quasi-judicial powers or duties, under this Act.

(2) Le ministre peut autoriser un agent ou un mandataire désigné ou un agent ou un mandataire appartenant à une catégorie d'agents ou de mandataires désignée à exercer les pouvoirs et fonctions, y compris en matière judiciaire ou quasi judiciaire, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.

30 Délégation de pouvoirs

R.S., c. 7  
(2nd Supp.),  
s. 34(1); 1995,  
c. 41, s. 114;  
2002, c. 22,  
s. 381(2)

**101. Subsections 70(2) to (4) of the Act are replaced by the following:**

**101. Les paragraphes 70(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

L.R., ch. 7  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
par. 34(1); 1995,  
ch. 41, art. 114;  
2002, ch. 22,  
par. 381(2)

Specific sum

(2) The Minister may, under regulations of the Governor in Council, pay a specific sum in lieu of a drawback under subsection (1) in any

(2) Le ministre peut, en vertu de règlements du gouverneur en conseil, payer une somme spécifique au lieu d'accorder un drawback en

40 Somme spécifique

case where a specific sum in lieu of a drawback of duties is granted under section 117 of the *Customs Tariff*.

vertu du paragraphe (1) chaque fois que le paiement d'une somme spécifique est effectué au lieu d'un drawback des droits, accordé en vertu de l'article 117 du *Tarif des douanes*.

Drawback on imported goods

(2.1) On application, the Solicitor General of Canada may, under section 113 of the *Customs Tariff*, grant a drawback of the tax imposed under Part III and paid on or in respect of goods imported into Canada.

(2.1) Le solliciteur général du Canada peut, sur demande, en vertu de l'article 113 du *Tarif des douanes*, accorder un drawback sur la taxe imposée par la partie III et payée sur des marchandises importées au Canada ou à l'égard de telles marchandises.

5 Drawback sur les marchandises importées

Application for drawback

(3) An application for a drawback under subsection (1) shall be made in the prescribed form and contain the prescribed information and shall be filed with the Minister within such time and in such manner as the Governor in Council may, by regulation, prescribe.

(3) La demande de drawback prévue au paragraphe (1) est établie selon les modalités de forme et de contenu prescrites et est présentée au ministre selon la procédure et les modalités de temps prévues par règlement du gouverneur en conseil.

10 Demande de drawback

Evidence

(4) No drawback shall be granted under subsection (1) unless the person applying for the drawback provides such evidence in support of the application as the Minister may require.

(4) L'octroi de drawbacks en application du paragraphe (1) est subordonné à la production, par la personne qui en fait la demande, des éléments de preuve exigés par le ministre.

20 Preuve

R.S., c. 7  
(2nd Supp.),  
s. 50(1); 1999,  
c. 17, par. 156(e)

**102. (1) Subsections 105(6) of the Act is replaced by the following:**

**102. (1) Le paragraphe 105(6) de la même est remplacé par ce qui suit :**

L.R., ch. 7  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
par. 50(1); 1999,  
ch. 17, al. 156e)

Proof of documents

(5.1) An affidavit of an officer of the Canada Border Services Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out

(a) that the officer has charge of the appropriate records, and

(b) that a document annexed to the affidavit is a document or a true copy of a document, or a print-out of an electronic document, made by or on behalf of the Solicitor General of Canada or a person exercising the powers of that Minister or by or on behalf of a person,

is evidence of the nature and contents of the document.

(5.1) L'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence des services frontaliers du Canada — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et qu'un document qui y est annexé est un document, la copie conforme d'un document ou l'imprimé d'un document électronique, fait par ou pour le solliciteur général du Canada ou une autre personne exerçant les pouvoirs de celui-ci, ou par ou pour une personne, fait preuve de la nature et du contenu du document.

25 Preuve de documents

35

35

Proof of no objection

(6) An affidavit of an officer of the Agency or the Canada Border Services Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out

(a) that the officer has charge of the appropriate records,

(6) L'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada, fait sous serment en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à recevoir des affidavits, constitue la preuve des énoncés ci-après qui y sont contenus, à savoir :

40 Preuve d'absence d'opposition



(b) that the officer has knowledge of the practice of the Agency or the Canada Border Services Agency, as the case may be,

(c) that an examination of the records shows that a notice of determination or a notice of assessment was sent to a person on a named day pursuant to this Act, and

(d) that after careful examination of the records the officer was unable to find that a notice of objection to the determination or assessment was received within the time limited for it,

is evidence of the statements contained in the affidavit.

**(2) Subsection 105(9) of the Act is replaced by the following:**

(9) Where evidence is offered under this section by an affidavit from which it appears that the person making the affidavit is an officer of the Agency or the Canada Border Services Agency, as the case may be, it is not necessary to prove his or her signature or that the person is such an officer, nor is it necessary to prove the signature or official character of the person before whom the affidavit was sworn.

**103. Subsection 106.1(1) of the Act is replaced by the following:**

**106.1** (1) Every document purporting to be an order, direction, notice, certificate, requirement, decision, determination, assessment, discharge of mortgage or acquittance of a hypothecary claim or other document and purporting to have been executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Act or the regulations over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or an officer authorized by the Minister to exercise his or her powers or perform his or her duties or functions under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, Deputy Minister, Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or the

a) qu'il est responsable des registres appropriés;

b) qu'il connaît la pratique de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas;

c) qu'un examen des registres indique qu'un avis de détermination ou qu'un avis de cotisation a été envoyé à une personne à une date donnée en conformité avec la présente loi;

d) qu'après un examen minutieux des registres, il a été incapable de constater qu'un avis d'opposition à la détermination ou à la cotisation a été reçu dans le délai prévu à cette fin.

**(2) Le paragraphe 105(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(9) Lorsque, sous le régime du présent article, une preuve est établie par un affidavit d'où il ressort que la personne souscrivant l'affidavit est un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, il n'est pas nécessaire de prouver sa signature ou sa qualité de fonctionnaire, ni de prouver la signature ou le caractère officiel de la personne devant qui l'affidavit a été souscrit.

**103. Le paragraphe 106.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**106.1** (1) Tout document paraissant être une ordonnance, un ordre, un avis, un certificat, une sommation, une décision, une détermination, une cotisation, une quittance de créance hypothécaire ou un autre document et paraissant avoir été signé — en vertu de la présente loi ou des règlements ou dans le cadre de leur application ou contrôle d'application — au nom ou sous l'autorité du ministre, du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire ou d'un fonctionnaire autorisé par le ministre à exercer ses pouvoirs ou à exécuter ses devoirs ou fonctions en vertu de la présente loi, est réputé être un document signé, établi et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire ou ce

R.S., c. 7  
(2nd Supp.),  
s. 50(1); 1999,  
c. 17, par. 156(e)

Presumption

2001, c. 17,  
s. 235

Presumption

L.R., ch. 7  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
par. 50(1); 1999,  
ch. 17, al. 156e)

Présomption

2001, ch. 17,  
art. 235

Présomption

officer, unless called into question by the Minister or by some person acting for the Minister or Her Majesty.

fonctionnaire, sauf s’il est mis en doute par le ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

Presumption	(1.1) Every document purporting to be an order, a direction, a notice, a certificate, a requirement, a decision, a determination, an assessment, a discharge of mortgage or an acquittance of a hypothecary claim or other document and purporting to have been executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Act or the regulations over the name in writing of the Solicitor General of Canada, the President of the Canada Border Services Agency or an officer authorized by that Minister to exercise his or her powers or perform his or her duties or functions under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by that Minister, the President or the officer, unless called into question by that Minister or by some person acting for that Minister or Her Majesty.	(1.1) Tout document paraissant être une ordonnance, un ordre, un avis, un certificat, une sommation, une décision, une détermination, une cotisation, une quittance de créance hypothécaire ou un autre document et paraissant avoir été signé — en vertu de la présente loi ou des règlements ou dans le cadre de leur application ou contrôle d’application — au nom ou sous l’autorité du solliciteur général du Canada, du président de l’Agence des services frontaliers du Canada ou d’un fonctionnaire autorisé par ce ministre à exercer ses pouvoirs ou à exécuter ses devoirs ou fonctions en vertu de la présente loi, est réputé être un document signé, établi et délivré par ce ministre, le président ou ce fonctionnaire, sauf s’il est mis en doute par ce ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.	Présomption
-------------	---	--	-------------

1999, c. 17, s. 152(2)	<b>104. The definitions “Agency” and “Commissioner” in subsection 123(1) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>104. Les définitions de « Agence » et « commissaire », au paragraphe 123(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :</b>	1999, ch. 17, par. 152(2)
------------------------	--	---	---------------------------

“Agency” « Agence »	“Agency” means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the <i>Canada Revenue Agency Act</i> ;	« Agence » L’Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la <i>Loi sur l’Agence du revenu du Canada</i> .	« Agence » “Agency”
“Commissioner” « commissaire »	“Commissioner” means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the <i>Canada Revenue Agency Act</i> ;	« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l’article 25 de la <i>Loi sur l’Agence du revenu du Canada</i> .	« commissaire » “Commissioner”

1993, c. 27, s. 8(1)	<b>105. (1) Paragraph 215.1(2)(b) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>105. (1) L’alinéa 215.1(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1993, ch. 27, par. 81(1)
----------------------	--	---	--------------------------

(b) the <u>Solicitor General of Canada</u> has, under any of sections 73, 74 and 76 of the <i>Customs Act</i> , granted an abatement or refund of <u>all</u> or part of the duties paid on the goods,	b) le solliciteur général du Canada a accordé un abatement ou un remboursement, en application de l’un des articles 73, 74 et 76 de la <i>Loi sur les douanes</i> , de tout ou partie des droits payés sur les produits;
---	--

1993, c. 27, s. 8(1)	<b>(2) Paragraph 215.1(3)(b) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) L’alinéa 215.1(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1993, ch. 27, par. 81(1)
----------------------	---	--	--------------------------

(b) if the goods had been subject to duties under the <i>Customs Act</i> , the <u>Solicitor General of Canada</u> would, because of any of the circumstances described in paragraph 73(a) or (b) or 74(1)(a), (b) or (c) or subsection 76(1) of that Act, have granted, under section	b) dans le cas où les produits ont été assujettis aux droits prévus à la <i>Loi sur les douanes</i> , le solliciteur général du Canada aurait accordé, en vertu des articles 73, 74 ou 76 de cette loi, si les circonstances visées aux alinéas 73a) ou b), 74(1)a), b) ou c) ou au
---	---



73, 74 or 76 of that Act, an abatement or refund of all or part of the duties paid on the goods,

1997, c. 10,  
s. 41.1(1); 1999,  
c. 17, par. 155(d)

**106. Subsection 216(5) of the Act is replaced by the following:**

Application of  
Part IX and *Tax  
Court of Canada  
Act*

(5) The provisions of this Part and of the *Tax Court of Canada Act* that apply to an appeal taken under section 302 apply, with such modifications as the circumstances require, to an appeal taken under subsection 67(1) of the *Customs Act* from a decision of the President of the Canada Border Services Agency made under section 60 or 61 of that Act in a determination of the tax status of goods as if the decision of the President were a confirmation of an assessment or a reassessment made by the Minister under subsection 301(3) or (4) as a consequence of a notice of objection filed under subsection 301(1.1) by the person to whom the President is required to give notice under section 60 or 61 of the *Customs Act*, as the case may be, of the decision.

1990, c. 45,  
s. 12(1); 1999,  
c. 17, s. 154,  
par. 156(j)

**107. Subsections 335(6) to (8) of the Act are replaced by the following:**

Proof of  
documents

(5.1) An affidavit of an officer of the Canada Border Services Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the officer has charge of the appropriate records and that a document annexed to the affidavit is a document or a true copy of a document, or a printout of an electronic document, made by or on behalf of the Solicitor General of Canada or a person exercising the powers of that Minister or by or on behalf of a person, is evidence of the nature and contents of the document.

Proof of no  
appeal

(6) An affidavit of an officer of the Agency or the Canada Border Services Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the officer has charge of the appropriate records and has knowledge of the practice of the Agency or the Canada Border Services Agency, as the case

paragraphe 76(1) de cette loi s'appliquaient, un abatement ou un remboursement de tout ou partie des droits payés sur les produits;

1997, ch. 10,  
par. 41.1(1);  
1999, ch. 17,  
al. 155d)

**106. Le paragraphe 216(5) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :**

Application de la  
partie IX et de la  
*Loi sur la Cour  
canadienne de  
l'impôt*

(5) Les dispositions de la présente partie et de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* concernant les appels interjetés en vertu de l'article 302 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux appels interjetés en vertu du paragraphe 67(1) de la *Loi sur les douanes* d'une décision du président de l'Agence des services frontaliers du Canada rendue conformément aux articles 60 ou 61 de cette loi quant au classement de produits, comme si cette décision était la confirmation d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation établie par le ministre en application des paragraphes 301(3) ou (4) par suite d'un avis d'opposition présenté aux termes du paragraphe 301(1.1) par la personne que le président est tenu d'aviser de la décision selon les articles 60 ou 61 de la *Loi sur les douanes*.

**107. Les paragraphes 335(6) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 25**

1990, ch. 45,  
par. 12(1); 1999,  
ch. 17, art. 154 et  
al. 156(j)

Preuve de  
documents

(5.1) L'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence des services frontaliers du Canada — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et qu'un document qui y est annexé est un document, la copie conforme d'un document ou l'imprimé d'un document électronique, fait par ou pour le solliciteur général du Canada ou une autre personne exerçant les pouvoirs de celui-ci, ou par ou pour une personne, fait preuve de la nature et du contenu du document.

Preuve de  
l'absence  
d'appel

(6) L'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et qu'il a connaissance de la pratique de l'Agence ou de l'Agence des 45



may be, and that an examination of the records shows that a notice of assessment was mailed or otherwise sent to a person on a particular day under this Part and that, after careful examination and search of the records, the officer has been unable to find that a notice of objection or of appeal from the assessment, as the case may be, was received within the time allowed, is evidence of the statements contained in the affidavit.

Presumption

(7) Where evidence is offered under this section by an affidavit from which it appears that the person making the affidavit is an officer of the Agency or the Canada Border Services Agency, as the case may be, it is not necessary to prove the signature of the person or that the person is such an officer, nor is it necessary to prove the signature or official character of the person before whom the affidavit was sworn.

Proof of documents

(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Part over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Part, shall be deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Deputy Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or the officer, unless it has been called in question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty in right of Canada.

Proof of documents

(8.1) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Part over the name in writing of the Solicitor General of Canada or the President of the Canada Border Services Agency, or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of that Minister under this Part, shall be deemed to be a document signed, made and issued by that Minister, the President or the officer, unless it has been called in question by that Minister or a person acting for that Minister or for Her Majesty in right of Canada.

services frontaliers du Canada, selon le cas, et qu'un examen des registres montre qu'un avis de cotisation a été posté ou autrement envoyé à une personne un jour donné, en application de la présente partie, et que, après avoir fait un examen attentif des registres et y avoir pratiqué des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation a été reçu dans le délai imparti à cette fin, constitue la preuve des énonciations qui y sont renfermées.

Présomption

(7) Lorsqu'une preuve est donnée en vertu du présent article par un affidavit d'où il ressort que la personne le souscrivant est un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, il n'est pas nécessaire d'attester sa signature ou de prouver qu'il est un tel fonctionnaire, ni d'attester la signature ou la qualité de la personne en présence de laquelle l'affidavit a été souscrit.

Preuve de documents

(8) Tout document paraissant avoir été établi en vertu de la présente partie, ou dans le cadre de son application ou exécution, au nom ou sous l'autorité du ministre, du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente partie est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire ou le fonctionnaire, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté du chef du Canada.

Preuve de documents

(8.1) Tout document paraissant avoir été établi en vertu de la présente partie, ou dans le cadre de son application ou exécution, au nom ou sous l'autorité du solliciteur général du Canada, du président de l'Agence des services frontaliers du Canada ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions de ce ministre en vertu de la présente partie est réputé être un document signé, fait et délivré par ce ministre, le président ou le fonctionnaire, sauf s'il a été mis en doute par ce ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté du chef du Canada.

1992, c. 28,  
s. 41(1)

**108. Section 1 of Part X of Schedule VI to the Act is replaced by the following:**

1. A supply made by Canada Post Corporation of a service under an agreement made with the Solicitor General of Canada under subsection 147.1(3) of the *Customs Act*.

1997, c. 10,  
s. 254

**109. Section 4 of Part I of Schedule X to the Act is replaced by the following:**

4. Arms, military stores and munitions of war brought into a participating province by the Government of Canada in replacement of or in anticipation or actual exchange for similar goods loaned to or exchanged or to be exchanged with the governments of a foreign country designated by the Governor in Council under heading No. 98.10 of Schedule I to the *Customs Tariff*, under such regulations as the Solicitor General of Canada may make for purposes of heading No. 98.11 of that Act.

1997, c. 10,  
s. 254

**110. Section 6 of Part I of Schedule X to the Act is replaced by the following:**

6. Property, (other than advertising matter, tobacco or an alcoholic beverage) that is a casual donation sent by a person in a non-participating province to a person in a participating province, or brought into a particular participating province by a person who is not resident in the participating provinces as a gift to a person in that participating province, where the fair market value of the property does not exceed \$60, under such regulations as the Solicitor General of Canada may make for purposes of heading No. 98.16 of Schedule I to the *Customs Tariff*.

R.S., c. 4  
(2nd Supp.)

#### **FAMILY ORDERS AND AGREEMENTS ENFORCEMENT ASSISTANCE ACT**

1999, c. 31,  
s. 9(F)

**111. Section 15 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* is replaced by the following:**

**108. L'article 1 de la partie X de l'annexe VI de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1. La fourniture effectuée par la Société canadienne des postes d'un service visé par un accord conclu avec le solliciteur général du Canada aux termes du paragraphe 147.1(3) de la *Loi sur les douanes*.

1992, ch. 28,  
par. 41(1)

**109. L'article 4 de la partie I de l'annexe X de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

4. Les armes, approvisionnements militaires et munitions de guerre transférés dans une province participante par le gouvernement du Canada en remplacement, dans l'attente ou pour l'échange réel de marchandises semblables prêtées, remises en échange ou à remettre en échange au gouvernement d'un pays étranger désigné par le gouverneur en conseil sous le régime de la position 98.10 de l'annexe I du *Tarif des douanes*, conformément aux règlements que peut prendre le solliciteur général du Canada pour l'application de la position 98.11 de cette loi.

1997, ch. 10,  
art. 254

**110. L'article 6 de la partie 1 de l'annexe X de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

6. Les biens (sauf le matériel de réclame, le tabac et les boissons alcoolisées) dont la juste valeur marchande ne dépasse pas 60 \$ et qui représentent des cadeaux occasionnels envoyés par une personne dans une province non participante à une personne dans une province participante, ou transférés dans une province participante donnée par une personne ne résidant pas dans une province participante à titre de cadeau à une personne dans la province participante donnée, conformément aux règlements que peut prendre le solliciteur général du Canada pour l'application de la position 98.16 de l'annexe I du *Tarif des douanes*.

1997, ch. 10,  
art. 254

#### **LOI D'AIDE À L'EXÉCUTION DES ORDONNANCES ET DES ENTENTES FAMILIALES**

L.R., ch. 4  
(2<sup>e</sup> suppl.)

**111. L'article 15 de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 31,  
art. 9(F)



Information  
banks that may  
be searched

**15.** The information banks that may be searched under this Part are the information banks designated by the regulations from among the information banks controlled by the Department of Human Resources Development, the Canada Revenue Agency and the Canada Employment Insurance Commission.

**15.** Les fichiers susceptibles d'être consultés au titre de la présente partie sont, parmi les fichiers régis par le ministère du Développement des ressources humaines, par l'Agence du revenu du Canada et par la Commission de l'assurance-emploi du Canada, ceux qui sont désignés par règlement.

Fichiers visés

R.S., c. F-9

## FEEDS ACT

## LOI RELATIVE AUX ALIMENTS DU BÉTAIL

L.R., ch. F-9

1997, c. 6, s. 46

**112. Subsection 6(2) of the *Feeds Act* is replaced by the following:**

**112. Le paragraphe 6(2) de la *Loi relative aux aliments du bétail* est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 6,  
art. 46

Designation

(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of enforcing this Act.

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.

Désignations

Certificate to be  
produced

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under subsection 7(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 7(1).

Production du  
certificat

R.S., c. F-10

## FERTILIZERS ACT

## LOI SUR LES ENGRAIS

L.R., ch. F-10

1997, c. 6, s. 49

**113. Subsection 6(2) of the *Fertilizers Act* is replaced by the following:**

**113. Le paragraphe 6(2) de la *Loi sur les engrais* est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 6,  
art. 49

Designation

(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of enforcing this Act.

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.

Désignations

Certificate to be  
produced

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under subsection 7(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 7(1).

Production du  
certificat



R.S., c. F-11	FINANCIAL ADMINISTRATION ACT	LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	L.R., ch. F-11
SOR/2003-431	<p><b>114. Schedule I.1 to the <i>Financial Administration Act</i> is amended by striking out, in column I, the reference to</b>  Canada Border Services Agency  <i>Agence des services frontaliers du Canada</i></p> <p><b>and the corresponding reference in column II to the Appropriate Minister for that Agency.</b></p> <p><b>115. Schedule II to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</b></p>	<p><b>114. L'annexe I.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> est modifiée par suppression de ce qui suit :</b>  Agence des services frontaliers du Canada  <i>Canada Border Services Agency</i></p> <p><b>ainsi que de la mention du ministre compétent en regard de ce secteur.</b></p> <p><b>115. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :</b></p>	DORS/2003-431
R.S., c. F-12	FISH INSPECTION ACT	LOI SUR L'INSPECTION DU POISSON	L.R., ch. F-12
1997, c. 6, s. 60	<b>116. Subsection 17(2) of the <i>Fish Inspection Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>116. Le paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur l'inspection du poisson</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 6, art. 60
Designation	(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> for the purposes of enforcing this Act.	(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> , désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.	Désignations
Certificate to be produced	(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under subsection 4(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.	(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du lieu qui fait l'objet de sa visite.	Production du certificat
1990, c. 21	HEALTH OF ANIMALS ACT	LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX	1990, ch. 21
1997, c. 6, s. 68	<b>117. Subsection 32(2) of the <i>Health of Animals Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>117. Le paragraphe 32(2) de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 6, art. 68
Designation	(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> for the purposes of enforcing this Act.	(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> , désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.	Désignations

Certificate to be produced	(2) Inspectors, officers and veterinary inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector, officer or veterinary inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the designation. 10	(2) Chaque inspecteur — vétérinaire ou non — et agent d'exécution reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite. 5	Production du certificat
----------------------------	---	---	--------------------------

2001, c. 27	<b>IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT</b>	<b>LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS</b>	2001, ch. 27
-------------	---	--	--------------

	<b>118. Section 4 of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>118. L'article 4 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> est remplacé par ce qui suit :</b> 10	
Minister of Citizenship and Immigration	<b>4. (1) Subject to subsection (2), the Minister of Citizenship and Immigration is responsible for the administration of this Act.</b> 15	<b>4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration est chargé de l'application de la présente loi.</b>	Compétence générale du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
Solicitor General of Canada	(2) The Minister as defined in section 2 of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> is responsible for the administration of this Act as it relates to 20 <ul style="list-style-type: none"><li>(a) examinations at ports of entry;</li><li>(b) the enforcement of this Act, including arrest, detention and removal;</li><li>(c) the establishment of policies respecting the enforcement of this Act and inadmissibility on grounds of security, organized criminality or violating human or international rights; or 25</li><li>(d) determinations under any of subsections 34(2), 35(2) and 37(2). 30</li></ul>	(2) Le ministre, au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> , est chargé de l'application de la présente loi relativement : 15 <ul style="list-style-type: none"><li>a) au contrôle des personnes aux points d'entrée; 20</li><li>b) aux mesures d'exécution de la présente loi, notamment en matière d'arrestation, de détention et de renvoi;</li><li>c) à l'établissement des orientations en matière d'exécution de la présente loi et d'interdiction de territoire pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux ou pour activités de criminalité organisée; 25</li><li>d) à la prise des décisions au titre des paragraphes 34(2), 35(2) ou 37(2). 30</li></ul>	Compétence du solliciteur général du Canada
Specification	(3) Subject to subsections (1) and (2), the Governor in Council may specify 35 <ul style="list-style-type: none"><li>(a) which Minister referred to in subsections (1) and (2) shall be the Minister for the purposes of any provision of this Act; and</li><li>(b) that both Ministers may be the Minister for the purposes of any provision of this Act and the circumstances under which each Minister shall be the Minister.</li></ul>	(3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), le gouverneur en conseil peut préciser : 35 <ul style="list-style-type: none"><li>a) lequel des ministres visés à ces paragraphes est chargé de l'application de telle des dispositions de la présente loi;</li><li>b) que les deux ministres sont chargés de l'application de telle de ces dispositions, chacun dans les circonstances qu'il prévoit.</li></ul>	Précisions du gouverneur en conseil

Publication	(4) Any order made under subsection (3) must be published in Part II of the <i>Canada Gazette</i> .	(4) Tout décret pris pour l'application du paragraphe (3) est publié dans la partie II de la <i>Gazette du Canada</i> .	Publication
2004, c. 15, s. 72	<b>119. (1) Paragraphs 150.1(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>119. (1) Les alinéas 150.1(1)a) et b) de la 5 même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	2004, ch. 15, art. 72
	(a) the collection, retention, <u>use</u> , disclosure and disposal of information for the purposes of this Act or for the purposes of program legislation as defined in section 2 of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> ; and	a) la collecte, la conservation, l' <u>utilisation</u> , le retrait et la communication de renseignements pour l'application de la présente loi ou de la législation frontalière au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> ;	10
	(b) the disclosure of information for the purposes of national security, the defence of Canada or the conduct of international affairs, including the implementation of an agreement or arrangement entered into under section 5 of the <i>Department of Citizenship and Immigration Act</i> or section 13 of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> .	b) en matière de sécurité nationale, de défense du Canada ou de conduite des affaires internationales — y compris la mise en oeuvre d'accords ou d'ententes conclus au titre de l'article 5 de la <i>Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration</i> ou de l'article 13 de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> —, la communication de renseignements.	15 20
2004, c. 15, s. 72	<b>(2) Subsection 150.1(2) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) Le paragraphe 150.1(2) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :</b>	2004, ch. 15, art. 72
Conditions	(2) Regulations made under subsection (1) may include conditions under which the collection, retention, <u>use</u> , disposal and disclosure may be made.	(2) Ces règlements prévoient notamment les conditions relatives à la collecte, la conservation, l' <u>utilisation</u> , le retrait et la communication de renseignements.	25 Conditions

R.S., c. 1  
(5th Supp.)

#### INCOME TAX ACT

#### LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L.R., ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)

**120. Subsection 244(13) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:**

**120. Le paragraphe 244(13) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui suit :**

Proof of  
documents

(13) Every document purporting to have been executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Act over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner of Revenue or an officer authorized to exercise a power or perform a duty of the Minister under this Act is deemed to have been signed, made and issued by the Minister, the Deputy Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner of Revenue or the officer unless it has been called in question by the Minister or by a person acting for the Minister or Her Majesty.

(13) Tout document paraissant avoir été établi en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son application ou de sa mise à exécution, au nom ou sous l'autorité du ministre, du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire du revenu ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer des pouvoirs ou fonctions conférés au ministre par la présente loi est réputé avoir été signé, fait et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire du revenu ou le fonctionnaire, à moins qu'il n'ait été contesté par le ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

Preuve de  
documents



R.S., c. 25  
(1st Supp.)

## MEAT INSPECTION ACT

## LOI SUR L'INSPECTION DES VIANDES

L.R., ch. 25  
(1<sup>er</sup> suppl.)

1997, c. 6, s. 72

**121. The definition “inspector” in subsection 2(1) of the *Meat Inspection Act* is replaced by the following:**

“inspector”  
«inspecteur»

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to subsection 12(1) or (1.1);

1997, c. 6, s. 73

**122. Subsection 12(2) of the Act is replaced by the following:**

Designation

(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of enforcing this Act.

Certificate to be  
produced

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place or vehicle referred to in subsection 13(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place or vehicle.

1990, c. 22

## PLANT PROTECTION ACT

## LOI SUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

1990, ch. 22

1997, c. 6, s. 82

**123. Subsection 21(2) of the *Plant Protection Act* is replaced by the following:**

Designation

(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of enforcing this Act.

Certificate to be  
produced

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.

**121. La définition de «inspecteur», au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'inspection des viandes*, est remplacée par ce qui suit :**

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application des paragraphes 12(1) ou (1.1).

1997, ch. 6,  
art. 72«inspecteur»  
“inspector”

**122. Le paragraphe 12(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.

1997, ch. 6,  
art. 73

Désignations

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du lieu ou du véhicule qui font l'objet de sa visite.

Production du  
certificat

**123. Le paragraphe 21(2) de la *Loi sur la protection des végétaux* est remplacé par ce qui suit :**

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.

1997, ch. 6,  
art. 82

Désignations

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

Production du  
certificat

2000, c. 17;  
2001, c. 41, s. 48

**PROCEEDS OF CRIME (MONEY  
LAUNDERING) AND TERRORIST FINANCING  
ACT**

124. (1) The definition “Commissioner” in section 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* is repealed.

(2) The definition “Minister” in section 2 of the Act is replaced by the following:

“Minister”  
« ministre »

“Minister” means, in relation to sections 25 to 39, the Solicitor General of Canada and, in relation to any other provision of this Act, the member of the Queen’s Privy Council for Canada who is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of that provision.

(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following definition in alphabetical order:

“President”  
« président »

“President” means the President of the Canada Border Services Agency appointed under subsection 7(1) of the *Canada Border Services Agency Act*.

125. Paragraph 38(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) information set out in reports made under subsection 12(1) in respect of currency or monetary instruments imported into Canada from that state will be provided to a department, institution or agency of that state that has powers and duties similar to those of the Canada Border Services Agency in respect of the reporting of currency or monetary instruments; and

126. (1) Paragraph 55(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the Canada Revenue Agency, if the Centre also determines that the information is relevant to an offence of evading or attempting to evade paying taxes or duties imposed under an Act of Parliament administered by the Minister of National Revenue;

(b.1) the Canada Border Services Agency, if the Centre also determines that the information is relevant to an offence of evading or

**LOI SUR LE RECYCLAGE DES PRODUITS DE  
LA CRIMINALITÉ ET LE FINANCEMENT DES  
ACTIVITÉS TERRORISTES**

124. (1) La définition de « commissaire », à l’article 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, est abrogée.

(2) La définition de « ministre », à l’article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« ministre » Le solliciteur général du Canada, pour l’application des articles 25 à 39, ou le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l’application de telle autre disposition de la présente loi.

« ministre »  
“Minister”

(3) L’article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« président » Le président de l’Agence des services frontaliers du Canada, nommé en application du paragraphe 7(1) de la *Loi sur l’Agence des services frontaliers du Canada*.

« président »  
“President”

125. L’alinéa 38(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) les renseignements figurant dans les déclarations faites au titre du paragraphe 12(1) à l’égard des espèces ou effets importés de cet État au Canada sont communiqués à un ministère ou organisme de cet État dont les attributions sont similaires à celles de l’Agence des services frontaliers du Canada en matière de déclarations à l’égard des espèces ou effets importés;

126. (1) L’alinéa 55(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) à l’Agence du revenu du Canada, s’il estime en outre que les renseignements se rapportent à une infraction, consommée ou non, d’évasion fiscale — y compris le non-paiement de droits — définie par une loi fédérale dont l’application relève du ministre du Revenu national;

40

attempting to evade paying taxes or duties imposed under an Act of Parliament administered by the Agency; and

*b.1)* à l'Agence des services frontaliers du Canada, s'il estime en outre que les renseignements se rapportent à une infraction, consommée ou non, d'évasion fiscale — y compris le non-paiement de droits — définie par une loi fédérale dont l'application relève de l'Agence;

2001, c. 41,  
s. 123(1)

**(2) Paragraph 55(3)(d) of the Act is replaced by the following:**

(d) the Canada Border Services Agency, if the Centre also determines that the information would promote the objective set out in paragraph 3(1)(i) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and is relevant to determining whether a person is a person described in sections 34 to 42 of that Act or to an offence under any of sections 117 to 119, 126 or 127 of that Act.

**(3) Section 55 of the Act is amended by 15 adding the following after subsection (3):**

Exception

(3.1) Paragraph (3)(b) or (*b.1*) does not apply in respect of an offence relating to taxes or duties imposed under a prescribed Act or a prescribed portion of an Act.

**127. Every reference to “Commissioner” or “Commissioner’s” in the following provisions of the Act is replaced by a reference to “President” or “President’s”, respectively:**

(a) section 20;

(b) subsection 26(1);

(c) section 31;

(d) subsections 32(3) and (4);

(e) subsection 35(1); and

(f) subsection 39(2).

R.S., c. P-36

#### PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT

**128. Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by adding the following in alphabetical order:**

Canada Border Services Agency  
*Agence des services frontaliers du Canada*

**(2) L'alinéa 55(3)d) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :**

d) à l'Agence des services frontaliers du Canada, s'il estime en outre que les renseignements sont utiles pour promouvoir l'objectif visé à l'alinéa 3(1)i) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et pour déterminer si une personne est une personne visée aux articles 34 à 42 de cette loi ou se rapportent à une infraction prévue aux articles 117 à 119, 126 et 127 de cette loi.

**(3) L'article 55 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce 20 qui suit :**

(3.1) Les alinéas (3)b) ou *b.1*) ne s'appliquent pas aux infractions relatives aux taxes ou aux droits imposés sous le régime de toute loi ou partie de loi précisée par règlement.

**127. Dans les passages ci-après de la même loi, « commissaire » est remplacé par « président » :**

a) l'article 20;

b) le paragraphe 26(1);

c) l'article 31;

d) les paragraphes 32(3) et (4);

e) le paragraphe 35(1);

f) le paragraphe 39(2).

2001, ch. 41,  
par. 123(1)

Exception

25

25

30

30

#### LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

L.R., ch. P-36

**128. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Agence des services frontaliers du Canada  
*Canada Border Services Agency*

40

35



R.S., c. R-9

## ROYAL CANADIAN MINT ACT

## LOI SUR LA MONNAIE ROYALE

L.R., ch. R-9

## CANADIENNE

129. The definition "Minister" in section 2 of the *Royal Canadian Mint Act* is repealed.

129. La définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, est abrogée.

130. The Act is amended by adding the following after section 2:

130. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

5

## DESIGNATION OF MINISTER

## DÉSIGNATION DU MINISTRE

Power of Governor in Council

2.1 The Governor in Council may designate a member of the Queen's Privy Council for Canada to be the Minister for the purposes of this Act.

2.1 Le gouverneur en conseil peut désigner tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada à titre de ministre pour l'application de la présente loi.

Pouvoir du gouverneur en conseil

R.S., c. S-8

## SEEDS ACT

## LOI SUR LES SEMENCES

L.R., ch. S-8

1997, c. 6, s. 88

131. Subsection 5(2) of the *Seeds Act* is replaced by the following:

131. Le paragraphe 5(2) de la *Loi sur les semences* est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 6, art. 88

Designation

(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of enforcing this Act.

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.

Désignations

Certificate to be produced

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under subsection 6(1), an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 6(1).

Production du certificat

R.S., c. S-15

## SPECIAL IMPORT MEASURES ACT

## LOI SUR LES MESURES SPÉCIALES D'IMPORTATION

L.R., ch. S-15

1999, c. 17, s. 180(2)

132. (1) The definition "Commissioner" in subsection 2(1) of the *Special Import Measures Act* is repealed.

132. (1) La définition de « commissaire », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, est abrogée.

1999, ch. 17, par. 180(2)

(2) The definition "Minister" in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

(2) La définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

"Minister"  
« ministre »

"Minister" means the Solicitor General of Canada;

« ministre » Le solliciteur général du Canada.

« ministre »  
"Minister"

(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“President”  
«président»

“President” means the President of the Canada Border Services Agency appointed under subsection 7(1) of the *Canada Border Services Agency Act*;

1999, c. 17,  
s. 182

**133. Section 94 of the Act is replaced by the following:**

Ruling binding

**94.** A ruling given by the Tribunal on the 10 question of who is the importer in Canada of any goods imported or to be imported into Canada is binding on the President, and on every person employed by the Canada Border Services Agency in the administration or 15 enforcement of this Act, with respect to the particular goods in relation to which the ruling is given, unless the Tribunal is fraudulently misled or, in the case only of goods to be imported into Canada, material facts that are not 20 available to the President at the time the Tribunal gives its ruling come to the President’s attention after it is given.

**134.** Every reference to “Commissioner” or “Commissioner’s” in the following provisions of the Act is replaced by a reference to “President” or “President’s”, respectively:

- (a) subparagraph (b)(iii) of the definition “properly documented” in subsection 2(1);
- (b) the definition “undertaking” or “un- 30 dertakings” in subsection 2(1);
- (c) subsections 2(7.3), (7.4) and (9);
- (d) paragraph 4(2)(a);
- (e) paragraph 5(b);
- (f) paragraphs 6(b) and (c); 35
- (g) subsection 7(1);
- (h) subsections 8(1) to (2), (5) and (6);
- (i) the portion of subsection 9.2(1) before paragraph (a);
- (j) the portion of subsection 9.21(1) before 40 paragraph (a);
- (k) the portion of section 9.3 before paragraph (a);

(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

«président» Le président de l’Agence des 5 services frontaliers du Canada, nommé en application du paragraphe 7(1) de la *Loi sur l’Agence des services frontaliers du Canada*.

«président»  
“President”

1999, ch. 17,  
art. 182

**133. L’article 94 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**94.** La décision rendue par le Tribunal sur 10 l’identité de l’importateur lie le président ainsi que toute personne employée par l’Agence des services frontaliers du Canada pour la mise en oeuvre ou l’exécution de la présente loi quant aux marchandises objet de la décision sauf si le 15 Tribunal est induit en erreur par la fraude ou si, dans le seul cas d’une importation future, des faits importants dont ne disposait pas le président au moment de la décision viennent 20 ensuite à sa connaissance.

Caractère  
obligatoire de la  
décision

**134.** Dans les passages ci-après de la même loi, «commissaire» est remplacé par «prési- dent» :

- a) le sous-alinéa b)(iii) de la définition de «dossier complet» au paragraphe 2(1); 25
- b) la définition de «engagement» ou «engagements» au paragraphe 2(1);
- c) les paragraphes 2(7.3), (7.4) et (9);
- d) l’alinéa 4(2)a);
- e) l’alinéa 5b); 30
- f) les alinéas 6b) et c);
- g) le paragraphe 7(1);
- h) les paragraphes 8(1) à (2), (5) et (6);
- i) le passage du paragraphe 9.2(1) précédant l’alinéa a); 35
- j) le passage du paragraphe 9.21(1) précédant l’alinéa a);
- k) le passage de l’article 9.3 précédant l’alinéa a);
- l) l’article 10; 40

(l) section 10;		m) les paragraphes 12(2) et (3);	
(m) subsections 12(2) and (3);		n) les paragraphes 13.2(1), (3) et (4);	
(n) subsections 13.2(1), (3) and (4);		o) l'alinéa 15 <i>d</i> );	
(o) paragraph 15 <i>d</i> );		p) les alinéas 16(1) <i>a</i> ) à <i>c</i> );	
(p) paragraphs 16(1) <i>a</i> ) to <i>c</i> );	5	q) l'alinéa 16(2) <i>b</i> );	5
(q) paragraph 16(2) <i>b</i> );		r) les articles 17 à 20;	
(r) sections 17 to 20;		s) les paragraphes 25(1) et (2);	
(s) subsections 25(1) and (2);		t) le paragraphe 29(1);	
(t) subsection 29(1);		u) le paragraphe 30.2(2);	
(u) subsection 30.2(2);	10	v) les paragraphes 30.3(1) et (2);	10
(v) subsections 30.3(1) and (2);		w) le paragraphe 30.4(2);	
(w) subsection 30.4(2);		x) les paragraphes 31(1) et (6) à (8);	
(x) subsections 31(1) and (6) to (8);		y) les paragraphes 31.1(1) à (4);	
(y) subsections 31.1(1) to (4);		z) les articles 32 à 39;	
(z) sections 32 to 39;	15	z.1) les articles 41 à 41.2;	15
(z.1) sections 41 to 41.2;		z.2) le passage du paragraphe 43(2) précédant l'alinéa <i>a</i> );	
(z.2) the portion of subsection 43(2) before paragraph ( <i>a</i> );		z.3) le passage de l'article 46 suivant l'alinéa <i>b</i> );	
(z.3) the portion of section 46 after paragraph ( <i>b</i> );	20	z.4) le paragraphe 47(3);	20
(z.4) subsection 47(3);		z.5) les articles 49 et 50;	
(z.5) sections 49 and 50;		z.6) les articles 51 à 52;	
(z.6) sections 51 to 52;		z.7) l'article 53;	
(z.7) section 53;		z.8) l'article 53.1;	
(z.8) section 53.1;	25	z.9) le paragraphe 55(1);	25
(z.9) subsection 55(1);		z.10) l'intertitre précédant l'article 56;	
(z.10) the heading before section 56;		z.11) l'article 57;	
(z.11) section 57;		z.12) les paragraphes 58(1.1) et (2);	
(z.12) subsections 58(1.1) and (2);		z.13) les paragraphes 59(1) à (3.1) et (4);	
(z.13) subsections 59(1) to (3.1) and (4);	30	z.14) le passage du paragraphe 60(2) précédant l'alinéa <i>a</i> );	30
(z.14) the portion of subsection 60(2) before paragraph ( <i>a</i> );		z.15) le paragraphe 61(1);	
(z.15) subsection 61(1);		z.16) l'alinéa 62(1) <i>b</i> );	
(z.16) paragraph 62(1) <i>b</i> );		z.17) les paragraphes 76.01(1) et (6);	
(z.17) subsections 76.01(1) and (6);	35	z.18) les paragraphes 76.02(1) et (5);	35
(z.18) subsections 76.02(1) and (5);		z.19) les paragraphes 76.03(3) et (6) à (11);	



(z.19) subsections 76.03(3) and (6) to (11);	z.20) l'article 76.1;
(z.20) section 76.1;	z.21) la définition de « autorité compétente » au paragraphe 77.01(1);
(z.21) the definition "appropriate authority" in subsection 77.01(1);	z.22) les alinéas a), b) et d) à f.1) de la définition de « décisions finales » au para- 5
(z.22) paragraphs (a), (b) and (d) to (f.1) of the definition "definitive decision" in subsection 77.01(1);	graphe 77.01(1);
(z.23) the definition "appropriate authority" in subsection 77.1(1);	z.23) la définition de « autorité compétente » au paragraphe 77.1(1);
(z.24) paragraphs (a), (b) and (d) to (f.1) of the definition "definitive decision" in subsection 77.1(1);	z.24) les alinéas a), b) et d) à f.1) de la définition de « décisions finales » au para- 10
(z.25) the portion of subsection 78(1) after paragraph (b);	graphe 77.1(1);
(z.26) subsections 78(3) to (5);	z.25) le passage du paragraphe 78(1) suivant l'alinéa b);
(z.27) subsection 81(1);	z.26) les paragraphes 78(3) à (5);
(z.28) sections 83 and 83.1;	z.27) le paragraphe 81(1);
(z.29) paragraph 84(2)(b);	z.28) les articles 83 et 83.1;
(z.30) the portion of subsection 84(3) before paragraph (a);	z.29) l'alinéa 84(2)b);
(z.31) subsection 84(3.1);	z.30) le passage du paragraphe 84(3) précédant l'alinéa a);
(z.32) sections 85 to 89;	z.31) le paragraphe 84(3.1);
(z.33) paragraphs 91(1)(c) to (g);	z.32) les articles 85 à 89;
(z.34) paragraph 91(3)(b);	z.33) les alinéas 91(1)c) à g);
(z.35) sections 95 and 96;	z.34) l'alinéa 91(3)b);
(z.36) subsections 96.1(1) to (3) and (6);	z.35) les articles 95 et 96;
(z.37) subsection 96.11(1);	z.36) les paragraphes 96.1(1) à (3) et (6);
(z.38) section 96.2;	z.37) le paragraphe 96.11(1);
(z.39) paragraphs 96.4(1)(a) and (b); and	z.38) l'article 96.2;
(z.40) paragraphs 97(1)(k.3) and (k.4).	z.39) les alinéas 96.4(1)a) et b);
	z.40) les alinéas 97(1)k.3) et k.4).
135. Every reference to "Commissioner" in the following provisions of the English version of the Act is replaced by a reference to "President":	135. Dans les passages ci-après de la 30 version anglaise de la même loi, « Commissioner » est remplacé par « President » :
(a) the definition "prescribed" in subsection 2(1);	a) la définition de « prescribed » au paragraphe 2(1);
(b) subsection 77.011(4);	b) le paragraphe 77.011(4);
(c) subparagraph 77.012(1)(a)(ii);	c) le sous-alinéa 77.012(1)a)(ii);
(d) subsection 77.013(3);	d) le paragraphe 77.013(3);
	e) le paragraphe 77.11(3);

- |                                    |   |   |   |
|------------------------------------|---|---|---|
| (e) subsection 77.11(3)            |   | f) le sous-alinéa 77.12(1)a(ii);        |   |
| (f) subparagraph 77.12(1)(a)(ii);  |   | g) le paragraphe 77.13(2);              |   |
| (g) subsection 77.13(2);           |   | h) l'intertitre précédant l'article 78; |   |
| (h) the heading before section 78; |   | i) l'alinéa 78(1)a);                    |   |
| (i) paragraph 78(1)(a);            | 5 | j) le paragraphe 78(2);                 | 5 |
| (j) subsection 78(2);              |   | k) les paragraphes 79(1) et (2);        |   |
| (k) subsections 79(1) and (2); and |   | l) l'alinéa 84(1)b).                    |   |
| (l) paragraph 84(1)(b).            |   |   |   |

136. Every reference to "commissaire" in the following provisions of the French version of the Act is replaced by a reference to "président": 10

- |                               |    |                             |    |
|-------------------------------|----|-----------------------------|----|
| (a) subsection 13.2(2);       |    | a) le paragraphe 13.2(2);   |    |
| (b) subsection 56(1.01);      |    | b) le paragraphe 56(1.01);  |    |
| (c) subsection 56(1.1);       | 15 | c) le paragraphe 56(1.1);   |    |
| (d) subsection 77.021(2); and |    | d) le paragraphe 77.021(2); |    |
| (e) subsection 77.21(2).      |    | e) le paragraphe 77.21(2).  | 15 |

Application

137. The provisions of the *Special Import Measures Act*, as enacted or amended by sections 132 to 136 and paragraph 145(2)(i) of this Act, apply to goods of a NAFTA country, as defined in subsection 2(1) of that Act. 20

137. Les dispositions de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, édictées ou modifiées par les articles 132 à 136 et l'alinéa 145(2)i) de la présente loi, s'appliquent aux marchandises d'un pays ALÉNA, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi. 20

Application

TERMINOLOGY CHANGES

MODIFICATIONS TERMINOLOGIQUES

138. Every reference to the "Canada Customs and Revenue Agency" in the following provisions is replaced by a reference to the "Canada Revenue Agency": 25

- |  |    |  |    |
|--|----|--|----|
| (a) Schedule I to the <i>Access to Information Act</i> ;     |    | a) l'annexe I de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> ; |    |
| (b) the schedule to the <i>Auditor General Act</i> ;         | 30 | b) l'annexe de la <i>Loi sur le vérificateur général</i> ;   |    |
| (c) in the <i>Canada Pension Plan</i> ,                      |    | c) dans le <i>Régime de pensions du Canada</i> :             | 30 |
| (i) subsection 25(12),                                       |    | (i) le paragraphe 25(12),                                    |    |
| (ii) the portion of subsection 26.1(1) before paragraph (a), | 35 | (ii) le passage du paragraphe 26.1(1) précédant l'alinéa a), |    |
| (iii) subsection 27.2(2),                                    |    | (iii) le paragraphe 27.2(2),                                 |    |
| (iv) subsection 41(6),                                       |    | (iv) le paragraphe 41(6),                                    | 35 |
| (v) subsection 103(3),                                       |    | (v) le paragraphe 103(3),                                    |    |

(vi) paragraph 104.03(2)(a), and		(vi) l'alinéa 104.03(2)a),	
(vii) subsection 104.03(3);		(vii) le paragraphe 104.03(3);	
(d) paragraph 72(c) of the <i>Canada Petroleum Resources Act</i> ;		d) l'alinéa 72(c) de la <i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i> ;	
(e) subsection 462.48(14) of the <i>Criminal Code</i> ;	5	e) le paragraphe 462.48(14) du <i>Code criminel</i> ;	5
(f) subsection 33(2) of the <i>Cultural Property Export and Import Act</i> ;		f) le paragraphe 33(2) de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> ;	
(g) in the <i>Employment Insurance Act</i> ,		g) dans la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> :	10
(i) paragraph 69(3)(f),	10	(i) l'alinéa 69(3)f),	
(ii) subsection 88(12),		(ii) le paragraphe 88(12),	
(iii) the portion of subsection 90(1) before paragraph (a),		(iii) le passage du paragraphe 90(1) précédant l'alinéa a),	
(iv) subsection 93(2),		(iv) le paragraphe 93(2),	15
(v) subsection 102(1),	15	(v) le paragraphe 102(1),	
(vi) subsections 102(5) to (11),		(vi) les paragraphes 102(5) à (11),	
(vii) subsection 102(18),		(vii) le paragraphe 102(18),	
(viii) section 122, and		(viii) l'article 122,	
(ix) paragraph 131(1)(a);		(ix) l'alinéa 131(1)a);	20
(h) paragraph (a) of the definition "holiday" in section 2 of the <i>Excise Act</i> ;	20	h) l'alinéa a) de la définition de «jour férié» à l'article 2 de la <i>Loi sur l'accise</i> ;	
(i) paragraph (c) of the definition "information bank director" in section 2 of the <i>Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act</i> ;	25	i) l'alinéa c) de la définition de «directeur de fichier» à l'article 2 de la <i>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales</i> ;	25
(j) section 11 of the <i>Farm Income Protection Act</i> ;		j) l'article 11 de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> ;	
(k) in the <i>Financial Administration Act</i> ,		k) dans la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> :	30
(i) subsection 41(2), and		(i) le paragraphe 41(2),	
(ii) Schedule II;	30	(ii) l'annexe II;	
(l) paragraph 3(2)(g) of the <i>Importation of Intoxicating Liquors Act</i> ;		l) l'alinéa 3(2)g) de la <i>Loi sur l'importation des boissons enivrantes</i> ;	
(m) in the <i>Income Tax Act</i> ,		m) dans la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> :	35
(i) subsection 165(2),		(i) le paragraphe 165(2),	
(ii) subsection 166.1(3),	35	(ii) le paragraphe 166.1(3),	
(iii) subsection 231.4(1),		(iii) le paragraphe 231.4(1),	
(iv) subsection 231.5(1),		(iv) le paragraphe 231.5(1),	
(v) paragraph 237.1(5)(c),			



- (vi) subsection 244(1),
- (vii) subsections 244(5) to (11), and
- (viii) subsection 244(19);
- (n) Schedule III to the *Payments in Lieu of Taxes Act*; 5
- (o) paragraph 33.03(2)(a) of the *Old Age Security Act*;
- (p) the schedule to the *Privacy Act* under the heading “*Other Government Institutions*”; 10
- (q) in the *Public Service Staff Relations Act*,
- (i) paragraph (m) of the definition “employee” in subsection 2(1),
- (ii) paragraph (c) of the definition “managerial or confidential position” in subsection 2(1), and 15
- (iii) Part II of Schedule I; and
- (r) Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act*. 20

139. Every reference to the “Canada Customs and Revenue Agency” in the following provisions is replaced by a reference to the “Canada Border Services Agency”: 25

- (a) paragraph 4.81(4)(b) of the *Aeronautics Act*;
- (b) section 44 of the *Copyright Act*;
- (c) section 42.1 of the *Firearms Act*; and
- (d) paragraph 38(1)(b) of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*. 30

140. Every reference to the “Commissioner of Customs and Revenue” in the following provisions is replaced by a reference to the “Commissioner of Revenue”: 35

- (a) in the *Canada Customs and Revenue Agency Act*,
- (i) the definition “Commissioner” in section 2, and 40

- (v) l’alinéa 237.1(5)c),
- (vi) le paragraphe 244(1),
- (vii) les paragraphes 244(5) à (11),
- (viii) le paragraphe 244(19);
- n) l’annexe III de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d’impôts*;
- o) l’alinéa 33.03(2)a) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*;
- p) l’annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, sous l’intertitre 10 « *Autres institutions fédérales* »;
- q) dans la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* :
- (i) l’alinéa m) de la définition de « fonctionnaire » au paragraphe 2(1), 15
- (ii) l’alinéa c) de la définition de « poste de direction ou de confiance » au paragraphe 2(1),
- (iii) la partie II de l’annexe I;
- r) la partie I de l’annexe I de la *Loi sur la 20 pension de la fonction publique*.

139. Dans les passages ci-après, « Agence des douanes et du revenu du Canada » est remplacé par « Agence des services frontaliers du Canada » : 25

- a) l’alinéa 4.81(4)b) de la *Loi sur l’aéronautique*;
- b) l’article 44 de la *Loi sur le droit d’auteur*;
- c) l’article 42.1 de la *Loi sur les armes à feu*; 30
- d) l’alinéa 38(1)b) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*.

140. Dans les passages ci-après, « commissaire des douanes et du revenu » est remplacé par « commissaire du revenu » : 35

- a) dans la *Loi sur l’Agence des douanes et du revenu du Canada* :
- (i) la définition de « commissaire » à 40 l’article 2,
- (ii) l’article 25;

(ii) section 25; (b) the portion of subsection 462.48(3) of the <i>Criminal Code</i> before paragraph (c); (c) subsection 97(1) of the <i>Employment Insurance Act</i> ;		b) le passage du paragraphe 462.48(3) du <i>Code criminel</i> précédant l'alinéa a); c) le paragraphe 97(1) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ;	
(d) section 63 of the <i>Energy Administration Act</i> ;	5	d) l'article 63 de la <i>Loi sur l'administration de l'énergie</i> ;	5
(e) in the <i>Income Tax Act</i> ,		e) dans la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> :	
(i) subsection 166.2(3),		(i) le paragraphe 166.2(3),	
(ii) subsections 170(1) and (2),	10	(ii) les paragraphes 170(1) et (2),	
(iii) subsection 220(1), and		(iii) le paragraphe 220(1),	10
(iv) subsections 232(5) to (7); and		(iv) les paragraphes 232(5) à (7);	
(f) in the <i>Petroleum and Gas Revenue Act</i> ,		f) dans la <i>Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers</i> :	
(i) subsection 19(2),		(i) le paragraphe 19(2),	
(ii) subsections 22(2) and (3), and	15	(ii) les paragraphes 22(2) et (3),	15
(iii) subsection 29(1).		(iii) le paragraphe 29(1).	
141. Every reference to the "Commissioner of Customs and Revenue" in the following provisions of the <i>Customs Tariff</i> is replaced by a reference to the "President of the Canada Border Services Agency":	20	141. Dans les passages ci-après du <i>Tarif des douanes</i> , « commissaire des douanes et du revenu » est remplacé par « président de l'Agence des services frontaliers du Canada » :	20
(a) subsections 134(1) and (2); and		a) les paragraphes 134(1) et (2);	
(b) the List of Tariff Provisions set out in the schedule.		b) la Liste des dispositions tarifaires figurant à l'annexe.	
142. Every reference to the "Minister of National Revenue" in the following provisions is replaced by a reference to the "Solicitor General of Canada":	25	142. Dans les passages ci-après, « ministre du Revenu national » est remplacé par « solliciteur général du Canada » :	25
(a) in the <i>Aeronautics Act</i> ,		a) dans la <i>Loi sur l'aéronautique</i> :	
(i) paragraph 4.81(3)(b), and	30	(i) l'alinéa 4.81(3)b),	
(ii) paragraph 4.81(4)(b);		(ii) l'alinéa 4.81(4)b);	30
(b) subsection 40(1.1) of the <i>Canada Post Act</i> ;		b) le paragraphe 40(1.1) de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> ;	
(c) in the <i>Coasting Trade Act</i> ,		c) dans la <i>Loi sur le cabotage</i> :	
(i) subsection 2(3),	35	(i) le paragraphe 2(3),	
(ii) subsection 4(1),		(ii) le paragraphe 4(1),	35
(iii) section 5, and		(iii) l'article 5,	
(iv) subsections 6(1) and (3);		(iv) les paragraphes 6(1) et (3);	
		d) la définition de « ministre » à l'article 44.1 de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> ;	

(d) the definition "Minister" in section 44.1 of the <i>Copyright Act</i> ;		e) dans le <i>Tarif des douanes</i> :	
(e) in the <i>Customs Tariff</i> ,		(i) l'article 9,	
(i) section 9,		(ii) le paragraphe 16(2.1),	
(ii) subsection 16(2.1),	5	(iii) le paragraphe 18(2),	
(iii) subsection 18(2),		(iv) le paragraphe 19(2),	5
(iv) subsection 19(2),		(v) l'article 88,	
(v) section 88,		(vi) l'alinéa 89(3)d),	
(vi) paragraph 89(3)(d),		(vii) le paragraphe 89(4),	
(vii) subsection 89(4),	10	(viii) les paragraphes 90(1) et (2),	
(viii) subsections 90(1) and (2),		(ix) l'article 91,	10
(ix) section 91,		(x) l'article 93,	
(x) section 93,		(xi) le paragraphe 95(4),	
(xi) subsection 95(4),		(xii) le passage de l'article 99 précédant l'alinéa a),	
(xii) the portion of section 99 before paragraph (a),	15	(xiii) l'article 100,	15
(xiii) section 100,		(xiv) l'alinéa 101(3)b),	
(xiv) paragraph 101(3)(b),		(xv) l'article 102,	
(xv) paragraph 102(a),		(xvi) le paragraphe 105(2),	
(xvi) subsection 105(2),	20	(xvii) les paragraphes 106(1) et (3) à (5),	
(xvii) subsections 106(1) and (3) to (5),		(xviii) le passage de l'article 108 précédant l'alinéa a),	20
(xviii) the portion of section 108 before paragraph (a),		(xix) le sous-alinéa 108f)(ii),	
(xix) subparagraph 108(f)(ii),		(xx) l'alinéa 109c),	
(xx) paragraph 109(c),	25	(xxi) l'article 112,	
(xxi) section 112,		(xxii) l'alinéa 113(3)a),	25
(xxii) paragraph 113(3)(a),		(xxiii) le passage du paragraphe 113(4) précédant l'alinéa a),	
(xxiii) the portion of subsection 113(4) before paragraph (a),		(xxiv) le paragraphe 115(1),	
(xxiv) subsection 115(1),	30	(xxv) l'article 117,	
(xxv) section 117,		(xxvi) l'alinéa 118(1)b),	30
(xxvi) paragraph 118(1)(b),		(xxvii) l'alinéa 118(4)a),	
(xxvii) paragraph 118(4)(a),		(xxviii) l'article 125,	
(xxviii) section 125,		(xxix) le paragraphe 126(1),	
(xxix) subsection 126(1),	35	(xxx) les articles 129 et 130,	
(xxx) sections 129 and 130,		(xxxi) l'article 133,	35
(xxxi) section 133,		(xxxii) les paragraphes 134(1) et (2),	



(xxxii) subsections 134(1) and (2), and  
(xxxiii) the List of Tariff Provisions set out in the schedule;

(f) section 52 of the *Firearms Act*;

(g) subsection 16(1) of the *Department of Industry Act*;

(h) in the *Canada Shipping Act*,

(i) section 472, and

(ii) paragraph 596(2)(b);

(i) section 25 of the *Statistics Act*;

(j) the definition “Minister” in section 52 of the *Trade Marks Act*; and

(k) section 24 of the *Visiting Forces Act*.

143. The reference to the “Minister of National Revenue” in paragraph (a) of the definition “prescribed” in subsection 2(1) of the English version of the *Customs Tariff* is replaced by a reference to the “Solicitor General of Canada”.

#### COORDINATING AMENDMENTS

144. (1) If the definition “employee” in subsection 2(1) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of the *Public Service Modernization Act*, comes into force before section 1 of this Act comes into force, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, subparagraph 138(q)(i) of this Act is repealed.

(2) If the definition “managerial or confidential position” in subsection 2(1) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of the *Public Service Modernization Act*, comes into force before section 1 of this Act comes into force, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, subparagraph 138(q)(ii) of this Act is repealed.

(3) If section 11 of the *Public Service Modernization Act* comes into force before section 1 of this Act comes into force, then, on

(xxxiii) la Liste des dispositions tarifaires figurant à l'annexe;

f) l'article 52 de la *Loi sur les armes à feu*;

g) le paragraphe 16(1) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*;

h) dans la *Loi sur la marine marchande du Canada* :

(i) l'article 472,

(ii) l'alinéa 596(2)b);

i) l'article 25 de la *Loi sur la statistique*;

j) la définition de « ministre » à l'article 52 de la *Loi sur les marques de commerce*;

k) l'article 24 de la *Loi sur les forces étrangères présentes au Canada*.

143. À l'alinéa a) de la définition de « prescribed », au paragraphe 2(1) de la version anglaise du *Tarif des douanes*, « Minister of National Revenue » est remplacé par « Solicitor General of Canada ».

#### DISPOSITIONS DE COORDINATION

144. (1) Si la définition de « fonctionnaire », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 2 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, entre en vigueur avant l'article 1 de la présente loi, le sous-alinéa 138q)(i) de la présente loi est abrogé à l'entrée en vigueur de cet article 1.

(2) Si la définition de « poste de direction ou de confiance », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 2 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, entre en vigueur avant l'article 1 de la présente loi, le sous-alinéa 138q)(ii) de la présente loi est abrogé à l'entrée en vigueur de cet article 1.

(3) Si l'article 11 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* entre en vigueur avant l'article 1 de la présente loi, le sous-alinéa 138q)(iii) de la présente loi est abrogé à l'entrée en vigueur de cet article 1.

the day on which section 1 of this Act comes into force, subparagraph 138(q)(iii) of this Act is repealed.

2003, c. 22

(4) On the later of the coming into force of section 11 of the *Public Service Modernization Act* and the coming into force of section 1 of this Act,

(a) the reference in Schedule V to the *Financial Administration Act* to the “Canada Customs and Revenue Agency” is 10 replaced by a reference to the “Canada Revenue Agency”; and

(b) Schedule V to the *Financial Administration Act* is amended by adding the following in alphabetical order: 15

Canada Border Services Agency  
*Agence des services frontaliers du Canada*

2003, c. 22

(5) If section 1 of this Act comes into force before subsection 49(1) of the *Public Service Modernization Act*, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, that subsection is replaced by the following: 20

Legal officers

49. (1) For the purposes of the new Act, including any application under section 58 of the new Act, an employee who, on or after 25 the day on which the definition “managerial or confidential position” in subsection 2(1) of that Act comes into force, is employed as a legal officer in the Department of Justice or the Canada Revenue Agency is deemed not to be included in any unit determined, in accordance with the former Act, to constitute a unit of employees appropriate for collective bargaining. 30

2003, c. 22

(6) If section 1 of this Act comes into force before section 95 of the *Public Service Modernization Act*, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, that section and the heading before it are replaced by the following: 40

#### *Canada Revenue Agency Act*

95. Paragraph 16(2)(c) of the English version of the *Canada Revenue Agency Act* is replaced by the following:

(4) À l'entrée en vigueur de l'article 11 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* ou à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir : 5

a) la mention « Agence des douanes et du revenu du Canada », à l'annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est remplacée par la mention « Agence du revenu du Canada »; 10

b) l'annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 15

Agence des services frontaliers du Canada  
*Canada Border Services Agency* 15

(5) Si l'article 1 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 49(1) de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, ce paragraphe, à l'entrée en vigueur de cet article 1, est remplacé par ce qui suit : 20

49. (1) Pour l'application de la nouvelle loi, notamment l'article 58 de celle-ci, le fonctionnaire qui, à la date d'entrée en vigueur de la définition de « poste de direction ou de confiance » au paragraphe 2(1) de cette loi, ou par la suite, occupe un poste de conseiller juridique du ministère de la Justice ou de l'Agence du revenu du Canada est réputé ne pas faire partie d'une 30 unité dont il a été déclaré, sous le régime de l'ancienne loi, qu'elle constitue une unité habile à négocier collectivement. 35

Conseillers juridiques

(6) Si l'article 1 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 95 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, cet article et l'intertitre le précédant, à l'entrée en vigueur de cet article 1, sont remplacés par ce qui suit : 40

#### *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*

95. L'alinéa 16(2)c) de la version anglaise 40 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada* est remplacé par ce qui suit :

2003, ch. 22

(c) is employed on a full-time basis in the federal public administration or the public service of a province or territory.

(c) is employed on a full-time basis in the federal public administration or the public service of a province or territory.

2003, c. 22

(7) On the later of the coming into force of section 224 of the *Public Service Modernization Act* and the coming into force of section 1 of this Act, subsection 10(3) of the English version of this Act is replaced by the following:

(7) À l'entrée en vigueur de l'article 224 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* ou à celle de l'article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 10(3) de la version anglaise de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

2003, ch. 22

Deemed  
employment

(3) The President and the Executive Vice-president are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(3) The President and the Executive Vice-president are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Deemed  
employment

2003, c. 22

(8) On the later of the coming into force of section 224 of the *Public Service Modernization Act* and the coming into force of section 1 of this Act, a reference to the "public service of Canada" in the following provisions of the English version of this Act is replaced by a reference to "federal public administration":

(8) À l'entrée en vigueur de l'article 224 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* ou à celle de l'article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, « public service of Canada » est remplacé par « federal public administration » dans la version anglaise des dispositions suivantes de la présente loi :

2003, ch. 22

(a) the definition "former agency" in section 16; and

(b) subsections 18(1) and (2).

a) la définition de « former agency » à l'article 16;

b) les paragraphes 18(1) et (2).

25

2003, c. 22

(9) If section 1 of this Act comes into force before section 224 of the *Public Service Modernization Act*, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, paragraph 224(k) of that Act is replaced by the following:

(9) Si l'article 1 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 224 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, l'alinéa 224k) de cette loi, à l'entrée en vigueur de cet article 1, est remplacé par ce qui suit :

2003, ch. 22

(k) sections 21 and 66 of the *Canada Revenue Agency Act*;

k) les articles 21 et 66 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*;

35

2003, c. 22

(10) If section 1 of this Act comes into force before section 229 of the *Public Service Modernization Act*, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, that section and the heading before it are replaced by the following:

(10) Si l'article 1 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 229 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, cet article et l'intertitre le précédant, à l'entrée en vigueur de cet article 1, sont remplacés par ce qui suit :

2003, ch. 22



*Canada Revenue Agency Act*

229. Subsection 55(1) of the *Canada Revenue Agency Act* is replaced by the following:

Mobility to  
departments

55. (1) For the purpose of deployments or appointments made, or advertised internal appointment processes, under the *Public Service Employment Act*, employees of the Agency must be treated as if they were employees within the meaning of the *Public Service Employment Act* and had the rights of recourse provided by that Act.

Bill C-6

145. (1) Subsections (2) and (3) apply if Bill C-6, introduced in the 1st Session of the 38th Parliament and entitled the *Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act* (in this section, the "other Act"), receives 15 royal assent.

(2) On the later of the coming into force of section 1 of this Act and section 1 of the other Act, every reference to the "Solicitor General of Canada" in the following provisions is 20 replaced by a reference to the "Minister of Public Safety and Emergency Preparedness":

(a) the definition "Minister" in section 2 of this Act;

(b) paragraph (b) of the definition "Min- 25 ister" in section 2 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, as enacted by section 30 of this Act;

(c) section 5 of the *Cultural Property* 30 *Import and Export Act*, as enacted by section 59 of this Act;

(d) in the *Customs Act*,

(i) the definition "Minister" in subsection 2(1), as enacted by subsection 60(2) 35 of this Act,

(ii) subsection 97.211(1), as enacted by section 76 of this Act,

(iii) subsection 97.22(3), as enacted by section 77 of this Act, 40

(iv) subsection 97.34(2), as enacted by subsection 78(1) of this Act,

*Loi sur l'Agence du revenu du Canada*

229. Le paragraphe 55(1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada* est remplacé par ce qui suit :

Dotation au sein  
de la fonction  
publique

55. (1) En ce qui a trait aux processus de nomination interne annoncés, aux mutations et 5 aux nominations prévus par la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, les employés de l'Agence sont traités comme s'ils étaient des fonctionnaires au sens de cette loi et peuvent se prévaloir à cet égard des recours qui y sont 10 prévus.

145. (1) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-6, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 38<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi sur le ministère* 15 *de la Sécurité publique et de la Protection civile* (appelé « autre loi » au présent article).

Projet de loi C-6

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou à celle de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, 20 « solliciteur général du Canada » est remplacé par « ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile » dans les dispositions suivantes :

a) la définition de « ministre » à l'article 2 25 de la présente loi;

b) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, dans sa version édictée 30 par l'article 30 de la présente loi;

c) l'article 5 de la *Loi sur l'exportation et l'importation des biens culturels*, dans sa version édictée par l'article 59 de la présente loi; 35

d) dans la *Loi sur les douanes* :

(i) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1), dans sa version édictée par le paragraphe 60(2) de la présente loi,

(ii) le paragraphe 97.211(1), dans sa 40 version édictée par l'article 76 de la présente loi,

- (v) subsections 97.34(4) and (5), as enacted by subsection 78(2) of this Act,
- (vi) paragraph 107(3)(b), as enacted by subsection 80(2) of this Act, and
- (vii) subsection 97.22(2) and sections 97.23 and 97.27, as amended by section 84 of this Act; 5
- (e) in the *Customs Tariff*,
  - (i) paragraph 108(c), as enacted by section 88 of this Act, and 10
  - (ii) the provisions referred to in section 89 of this Act, as amended by that section;
- (f) in the *Excise Act, 2001*,
  - (i) subsection 9(3), as enacted by section 15 93 of this Act,
  - (ii) subsection 68(1), as enacted by subsection 94(1) of this Act,
  - (iii) subsections 68(3) and (4), as enacted by subsection 94(2) of this Act, 20
  - (iv) paragraph 188(6)(b), as enacted by subsection 95(1),
  - (v) subparagraph 188(7)(b)(ii), as enacted by subsection 95(2) of this Act,
  - (vi) subsection 189(4), as enacted by 25 section 96 of this Act,
  - (vii) paragraph (a.1) of the definition “confidential information” in subsection 211(1), as enacted by section 97 of this Act, and 30
  - (viii) subsection 301(8.1), as enacted by section 98 of this Act;
- (g) in the *Excise Tax Act*,
  - (i) subsection 70(2.1) as enacted by section 101 of this Act, 35
  - (ii) subsection 105(5.1), as enacted by subsection 102(1) of this Act,
  - (iii) subsection 106.1(1.1), as enacted by section 103 of this Act,
  - (iv) paragraph 215.1(2)(b), as enacted 40 by subsection 105(1) of this Act,
- (iii) le paragraphe 97.22(3), dans sa version édictée par l’article 77 de la présente loi,
- (iv) le paragraphe 97.34(2), dans sa version édictée par le paragraphe 78(1) 5 de la présente loi,
- (v) les paragraphes 97.34(4) et (5), dans leur version édictée par le paragraphe 78(2) de la présente loi,
- (vi) l’alinéa 107(3)b), dans sa version 10 édictée par le paragraphe 80(2) de la présente loi,
- (vii) le paragraphe 97.22(2) et les articles 97.23 et 97.27, dans leur version modifiée par l’article 84 de la présente 15 loi;
- e) dans le *Tarif des douanes* :
  - (i) l’alinéa 108c), dans sa version édictée par l’article 88 de la présente loi,
  - (ii) les dispositions mentionnées à l’arti- 20 cle 89 de la présente loi, dans leur version modifiée par cet article;
- f) dans la *Loi de 2001 sur l’accise* :
  - (i) le paragraphe 9(3), dans sa version édictée par l’article 93 de la présente loi, 25
  - (ii) le paragraphe 68(1), dans sa version édictée par le paragraphe 94(1) de la présente loi,
  - (iii) les paragraphes 68(3) et (4), dans leur version édictée par le paragraphe 30 94(2) de la présente loi,
  - (iv) le paragraphe 188(6), dans sa version édictée par le paragraphe 95(1) de la présente loi,
  - (v) le sous-alinéa 188(7)b)(ii), dans sa 35 version édictée par le paragraphe 95(2) de la présente loi,
  - (vi) le paragraphe 189(4), dans sa version édictée par l’article 96 de la présente loi, 40
  - (vii) l’alinéa a.1) de la définition de «renseignement confidentiel» au paragraphe 211(1), dans sa version édictée par l’article 97 de la présente loi,

- (v) paragraph 215.1(3)(b), as enacted by subsection 105(2) of this Act,
  - (vi) subsections 335(5.1) and (8.1), as enacted by section 107 of this Act,
  - (vii) section 1 of Part X of Schedule VI, 5 as enacted by section 108 of this Act,
  - (viii) section 4 of Part I of Schedule X, as enacted by section 109 of this Act, and
  - (ix) section 6 of Part I of Schedule X, as enacted by section 110 of this Act; 10
  - (h) the definition “Minister” in section 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*, as enacted by subsection 124(2) of this Act;
  - (i) the definition “Minister” in subsection 15 2(1) of the *Special Import Measures Act*, as enacted by subsection 132(2) of this Act; and
  - (j) the provisions referred to in section 142 of this Act, as amended by that section. 20
- (viii) le paragraphe 301(8.1), dans sa version édictée par l'article 98 de la présente loi;
  - g) dans la *Loi sur la taxe d'accise* :
    - (i) le paragraphe 70(2.1), dans sa version édictée par l'article 101 de la présente loi, 5
    - (ii) le paragraphe 105(5.1), dans sa version édictée par le paragraphe 102(1) de la présente loi, 10
    - (iii) le paragraphe 106.1(1.1), dans sa version édictée par l'article 103 de la présente loi,
    - (iv) l'alinéa 215.1(2)b), dans sa version édictée par le paragraphe 105(1) de la présente loi, 15
    - (v) l'alinéa 215.1(3)b), dans sa version édictée par le paragraphe 105(2) de la présente loi,
    - (vi) les paragraphes 335(5.1) et (8.1), 20 dans leur version édictée par l'article 107 de la présente loi,
    - (vii) l'article 1 de la partie X de l'annexe VI, dans sa version édictée par l'article 108 de la présente loi, 25
    - (viii) l'article 4 de la partie I de l'annexe X, dans sa version édictée par l'article 109 de la présente loi,
    - (ix) l'article 6 de la partie I de l'annexe X, dans sa version édictée par l'article 110 de la présente loi; 30
  - h) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, dans sa version édictée par le 35 paragraphe 124(2) de la présente loi;
  - i) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version édictée par le paragraphe 132(2) de la 40 présente loi;
  - j) les dispositions mentionnées à l'article 142 de la présente loi, dans leur version modifiée par cet article.



(3) On the later of the coming into force of section 1 of this Act and section 1 of the other Act, the reference to the “Solicitor General of Canada” in paragraph (a) of the definition “prescribed” in subsection 2(1) of the English version of the *Customs Tariff*, as amended by section 143 of this Act, is replaced by a reference to the “Minister of Public Safety and Emergency Preparedness”.

(4) On the later of the coming into force of section 1 of this Act and section 1 of the other Act, every reference to the “solliciteur général du Canada” in the French version of the provisions referred to in section 89 is replaced by a reference to “ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile”.

(5) If it comes into force after section 114 of this Act, paragraph 34(1)(m) of the other Act is repealed on its coming into force.

146. If Bill C-22, introduced in the 1st Session of the 38th Parliament and entitled the *Department of Social Development Act* (in this section, the “other Act”), receives royal assent, then, on the later of the coming into force of section 1 of this Act and section 2 of the other Act, section 15 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* is replaced by the following:

15. The information banks that may be searched under this Part are the information banks designated by the regulations from among the information banks controlled by the Department of Social Development, the Canada Revenue Agency and the Canada Employment Insurance Commission.

#### COMING INTO FORCE

147. This Act, except for sections 144 to 146, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(3) À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou à celle de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, « Solicitor General of Canada », à l'alinéa a) de la définition de « prescribed » au paragraphe 2(1) de la version anglaise du *Tarif des douanes*, dans sa version édictée par l'article 143 de la présente loi, est remplacé par « Minister of Public Safety and Emergency Preparedness ».

(4) À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou à celle de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, « solliciteur général du Canada » est remplacé par « ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile » dans la version française des dispositions mentionnées à l'article 89.

(5) S'il entre en vigueur après l'article 114 de la présente loi, l'alinéa 34(1)m) de l'autre loi est abrogé à son entrée en vigueur.

146. En cas de sanction du projet de loi C-22, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 38<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi sur le ministère du Développement social* (appelé « autre loi » au présent article), à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou à celle de l'article 2 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 15 de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* est remplacé par ce qui suit :

15. Les fichiers susceptibles d'être consultés au titre de la présente partie sont, parmi les fichiers régis par le ministère du Développement social, par l'Agence du revenu du Canada et par la Commission de l'assurance-emploi du Canada, ceux qui sont désignés par règlement.

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

147. La présente loi, à l'exception des articles 144 à 146, entre en vigueur à la date fixée par décret.

Bill C-22

Projet de loi C-22

Information banks that may be searched

Fichiers visés

Order in council

Décret



## EXPLANATORY NOTES

*Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act**Clause 30:* Existing text of the definition:

“Minister” means the Minister of Agriculture and Agri-Food;

*Air Travellers Security Charge Act**Clause 31:* Existing text of the definitions:

“Agency” means the Canada Customs and Revenue Agency established by subsection 4(1) of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*.

“Commissioner” means the Commissioner of Customs and Revenue appointed under section 25 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*.

*Clause 32:* Existing text of subsection 83(8):

(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Minister, the Commissioner or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Commissioner or the officer, unless it has been called into question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty.

*Canada Agricultural Products Act**Clause 33:* Existing text of subsection 19(2):

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place on request.

*Canada Customs and Revenue Agency Act**Clause 34:* Existing text of the long title:

An Act to establish the Canada Customs and Revenue Agency and to amend and repeal other Acts as a consequence

*Clause 35:* Existing text of section 1:

1. This Act may be cited as the *Canada Customs and Revenue Agency Act*.

*Clause 36:* (1) to (3) Existing text of the definitions:

“Agency” means the Canada Customs and Revenue Agency established by subsection 4(1).

“program legislation” means any other Act of Parliament or any instrument made under it, or any part of such an Act or instrument

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the Commissioner or an employee of the Agency to administer or enforce, including the *Customs Act*, *Customs Tariff*, *Excise Act*, *Excise Tax Act*, *Income Tax Act* and *Special Import Measures Act*; or

## NOTES EXPLICATIVES

*Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire**Article 30 :* Texte de la définition :

« ministre » Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

*Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien**Article 31 :* Texte des définitions :

« Agence » L'Agence des douanes et du revenu du Canada, créée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*.

« commissaire » Le commissaire des douanes et du revenu, nommé au titre de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*.

*Article 32 :* Texte du paragraphe 83(8) :

(8) Tout document présenté comme ayant été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d'application, au nom ou sous l'autorité du ministre, du commissaire ou d'un préposé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le commissaire ou le préposé, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne pour son compte ou celui de Sa Majesté.

*Loi sur les produits agricoles au Canada**Article 33 :* Texte du paragraphe 19(2) :

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

*Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada**Article 34 :* Texte du titre intégral :

Loi portant création de l'Agence du revenu du Canada, et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence

*Article 35 :* Texte de l'article 1 :

1. *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*.

*Article 36 :* (1) à (3) Texte des définitions :

« Agence » L'Agence des douanes et du revenu du Canada, créée par le paragraphe 4(1).

« législation fiscale et douanière » Tout ou partie d'une autre loi fédérale ou de ses textes d'application :

a) dont le ministre, l'Agence, le commissaire ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer ou contrôler l'application, notamment la *Loi sur l'accise*, la *Loi sur les douanes*, la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le *Tarif des douanes* et la *Loi sur la taxe d'accise*;



(b) under which the Minister or another minister authorizes the Agency, the Commissioner or an employee of the Agency to administer a program or carry out an activity.

(4) New.

*Clause 37:* Existing text of the heading:

ESTABLISHMENT AND MANDATE OF THE AGENCY

*Clause 38:* Existing text of subsection 4(1):

4. (1) There is hereby established a body corporate to be called the Canada Customs and Revenue Agency.

*Clause 39:* Relevant portion of subsection 5(1):

5. (1) The Agency is responsible for

(a) supporting the administration and enforcement of the program legislation;

*Clause 40:* (1) and (2) Relevant portion of subsection 6(1):

6. (1) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any department, board or agency of the Government of Canada other than the Agency, relating to

(a) duties of customs and matters incident thereto;

*Clause 41:* Existing text of section 7:

7. The Minister may designate any person, or person within a class of persons, as an officer as defined in subsection 2(1) of the *Customs Act* or in section 2 of the *Excise Act* to exercise any powers or perform any duties and functions of an officer under those Acts that the Minister may specify.

*Clause 42:* Existing text of section 9:

9. The Minister may direct the Commissioner or any other person in the exercise of a power or the performance of a duty or function of the Minister that the Commissioner or the person is authorized to exercise or perform under subsection 8(1) or (4) or under the program legislation.

*Clause 43:* Existing text of subsection 26(1):

26. (1) A Deputy Commissioner of Customs and Revenue may be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term of not more than five years, which term may be renewed for one or more further terms of not more than five years each.

*Clause 44:* Existing text of section 33:

33. The Board may advise the Minister on matters that relate to the general administration and enforcement of the program legislation.

*Clause 45:* Existing text of section 34:

34. The Board may not direct the Commissioner or any other person

(a) in the exercise of a power or the performance of a duty or function conferred or delegated under the program legislation or the laws of a province or authorized to be exercised or performed on the Minister's behalf under this Act; or

b) en vertu desquels le ministre ou un autre ministre autorise l'Agence, le commissaire ou un employé de l'Agence à appliquer un programme ou à exercer une activité.

(4) Nouveau.

*Article 37:* Texte de l'intertitre :

CRÉATION ET MISSION DE L'AGENCE

*Article 38:* Texte du paragraphe 4(1):

4. (1) Est créée l'Agence des douanes et du revenu du Canada, dotée de la personnalité morale.

*Article 39:* Texte du passage visé du paragraphe 5(1):

5. (1) L'Agence est chargée :

a) de fournir l'appui nécessaire à l'application et au contrôle d'application de la législation fiscale et douanière;

*Article 40:* (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 6(1):

6. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit aux ministères ou organismes fédéraux, à l'exception de l'Agence, et liés :

a) aux droits de douane et aux questions qui s'y rattachent;

*Article 41:* Texte de l'article 7 :

7. Le ministre peut désigner toute personne, nommément ou par catégorie, comme agent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes* ou comme préposé au sens de l'article 2 de la *Loi sur l'accise* ou de l'article 2 de la *Loi de 2001 sur l'accise* en vue de l'exercice des attributions de ces postes que peut préciser le ministre.

*Article 42:* Texte de l'article 9 :

9. Le ministre peut donner des instructions au commissaire ou à toute autre personne sur l'exercice de celles de ses attributions qui leur sont confiées soit au titre des paragraphes 8(1) ou (4), soit sous le régime de la législation fiscale et douanière.

*Article 43:* Texte du paragraphe 26(1):

26. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un commissaire délégué des douanes et du revenu à titre amovible pour un mandat maximal de cinq ans. Celui-ci peut recevoir un ou plusieurs nouveaux mandats d'au plus cinq ans chacun.

*Article 44:* Texte de l'article 33 :

33. Il peut conseiller le ministre sur les questions liées à l'application et au contrôle d'application, en général, de la législation fiscale et douanière.

*Article 45:* Texte du passage visé de l'article 34 :

34. Le conseil ne peut donner au commissaire ou à toute autre personne des instructions relatives :

(b) on the administration and enforcement of the program legislation.

*Clause 46: Existing text of section 35:*

**35.** Nothing in this Act authorizes the disclosure to the Board of information

(a) that directly or indirectly reveals the identity of the person, organization or business to which it relates; and

(b) that is obtained under the program legislation or the laws of a province or that is prepared from information so obtained.

*Clause 47: Existing text of subsection 37(1):*

**37.** (1) The Commissioner may authorize any person, subject to any terms and conditions that the Commissioner may specify, to exercise or perform on behalf of the Commissioner any power, duty or function of the Commissioner under this Act.

*Clause 48: Existing text of subsection 39(1):*

**39.** (1) Subject to any confidentiality provisions in the program legislation or in the *Privacy Act*, the Commissioner must provide a federal department or agency on whose behalf the Agency administers a program or carries out an activity with the information necessary to evaluate the program or activity and formulate policies related to it.

*Clause 49: Existing text of subsection 40(1):*

**40.** (1) Subject to any confidentiality provisions in the program legislation or in the *Privacy Act*, the Commissioner must provide the government of a province on whose behalf the Agency administers a tax or program or carries out an activity with the information necessary to evaluate the tax, program or activity and formulate policies related to it.

*Clause 50: Existing text of subsection 60(3):*

(3) The revenues referred to in subsection (2) do not include taxes, duties, penalties or interest collected under the program legislation or the laws of a province or amounts collected for any department, government or public body.

*Clause 51: Existing text of subsection 63(1):*

**63.** (1) The Agency may enter into or amend an agreement with the government of a province to administer a provincial tax or other fiscal measure, if the tax or measure meets the guidelines established by federal and provincial ministers responsible for finance and the Agency follows the procedures established jointly by the Minister and the Minister of Finance.

*Clause 52: Existing text of section 186:*

**186.** Any expression referring to the Deputy Minister of National Revenue or the Department of National Revenue in any document, any instrument made under an Act of Parliament, or any provision of an Act of Parliament not amended by this Act must, unless the context otherwise requires, be read as a reference to the Commissioner of Customs and Revenue or the Canada Customs and Revenue Agency, respectively.

a) à l'exercice des attributions soit qui leur sont conférées ou déléguées sous le régime de la législation fiscale et douanière ou d'une loi provinciale, soit qu'ils sont autorisés à exercer au nom du ministre sous le régime de la présente loi;

b) à l'application ou au contrôle d'application de la législation fiscale et douanière.

*Article 46: Texte de l'article 35 :*

**35.** La présente loi n'a pas pour effet d'autoriser la divulgation au conseil de renseignements qui, même indirectement, révèlent l'identité de la personne, de l'organisation ou de l'entreprise commerciale à laquelle ils ont trait et ont été soit obtenus sous le régime de la législation fiscale et douanière ou d'une loi provinciale, soit préparés à partir de renseignements ainsi obtenus.

*Article 47: Texte du paragraphe 37(1) :*

**37.** (1) Le commissaire peut autoriser toute personne à exercer en son nom, selon les modalités et dans les limites qu'il fixe, les attributions qu'il exerce sous le régime de la présente loi.

*Article 48: Texte du paragraphe 39(1) :*

**39.** (1) Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et douanière et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir, aux ministères et organismes fédéraux pour le compte desquels l'Agence applique un programme ou exerce une activité, l'information nécessaire à l'évaluation du programme ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes.

*Article 49: Texte du paragraphe 40(1) :*

**40.** (1) Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et douanière et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir, aux gouvernements provinciaux pour le compte desquels l'Agence applique un programme, administre une taxe ou un impôt ou exerce une activité, l'information nécessaire à l'évaluation du programme, de la taxe, de l'impôt ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes.

*Article 50: Texte du paragraphe 60(3) :*

(3) Ne constituent pas des recettes d'exploitation les taxes, impôts, droits, pénalités et intérêts perçus sous le régime de la législation fiscale et douanière ou d'une loi provinciale, ni les sommes perçues pour le compte d'un ministère, gouvernement ou organisme public.

*Article 51: Texte du paragraphe 63(1) :*

**63.** (1) L'Agence peut conclure une entente avec le gouvernement d'une province pour l'administration d'une taxe, d'un impôt ou d'une autre mesure fiscale de celle-ci, ou modifier une telle entente, si d'une part, la taxe, l'impôt ou la mesure est conforme aux lignes directrices établies par les ministres fédéral et provinciaux responsables des finances et, d'autre part, l'Agence suit la procédure établie conjointement par le ministre et le ministre des Finances.

*Article 52: Texte de l'article 186 :*

**186.** Dans les autres dispositions des lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de toute loi fédérale et dans tout autre document, les expressions désignant le ministère du Revenu national ou le sous-ministre du Revenu national valent respectivement mention, sauf indication contraire du contexte, de l'Agence des douanes et du revenu du Canada ou du commissaire des douanes et du revenu.

*Canadian Food Inspection Agency Act*

Clause 53: New.

*Canadian International Trade Tribunal Act*

Clause 54: New.

*Department of Citizenship and Immigration Act*

Clause 57: Existing text of section 4:

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction relating to citizenship and immigration.

*Criminal Code*

Clause 58: (1) Relevant portion of the definition:

“peace officer” includes

...

(d) an officer or a person having the powers of a customs or excise officer when performing any duty in the administration of the *Customs Act*, the *Excise Act* or the *Excise Act, 2001*,

(2) Relevant portion of the definition:

“justice system participant” means

...

(b) a person who plays a role in the administration of criminal justice, including

...

(ix) an employee of the Canada Customs and Revenue Agency who is involved in the investigation of an offence under an Act of Parliament,

*Cultural Property Export and Import Act*

Clause 59: Existing text of section 5:

5. The Minister, with the approval of the Minister of National Revenue, may designate any persons or classes of persons employed by the Canada Customs and Revenue Agency as permit officers to receive applications for export permits and to issue export permits under this Act.

*Customs Act*

Clause 60: (1) and (2) Existing text of the definitions:

“Agency” means the Canada Customs and Revenue Agency;

“Commissioner” means the Commissioner of Customs and Revenue, appointed under section 25 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*;

“Minister” means the Minister of National Revenue;

(3) New.

*Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*

Article 53: Nouveau.

*Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*

Article 54: Nouveau.

*Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration*

Article 57: Texte de l'article 4 :

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent de façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement et liés à la Citoyenneté et à l'Immigration.

*Code criminel*

Article 58: (1) Texte du passage visé de la définition :

« agent de la paix »

[...]

d) tout fonctionnaire ou personne possédant les pouvoirs d'un agent des douanes ou d'un préposé de l'accise lorsqu'il exerce une fonction en application de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise* ou de la *Loi de 2001 sur l'accise*;

(2) Texte du passage visé de la définition :

« personne associée au système judiciaire » :

[...]

b) toute personne qui joue un rôle dans l'administration de la justice pénale, notamment :

[...]

(ix) le membre du personnel de l'Agence des douanes et du revenu du Canada qui participe à une enquête relative à une infraction à une loi fédérale,

*Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*

Article 59: Texte de l'article 5 :

5. Le ministre peut, avec l'approbation du ministre du Revenu national, désigner, parmi le personnel de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, des agents chargés de délivrer les licences sur demande conformément à la présente loi.

*Loi sur les douanes*

Article 60: (1) et (2) Texte des définitions :

« Agence » L'Agence des douanes et du revenu du Canada.

« commissaire » Le commissaire des douanes et du revenu nommé en vertu de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*.

« ministre » Le ministre du Revenu national.

(3) Nouveau.



**(4) Existing text of subsection 2(3):**

(3) Any power, duty or function of the Commissioner under this Act may be exercised or performed by any person, or by any officer within a class of officers, authorized by the Commissioner to do so and, if so exercised or performed, is deemed to have been exercised or performed by the Commissioner.

**(5) New.**

**Clause 61: Existing text of subsection 3.3(1):**

**3.3** (1) The Minister or any officer designated by the Minister for the purposes of this section may at any time waive or cancel all or any portion of any penalty or interest otherwise payable by a person under this Act.

**Clause 62: Existing text of subsection 3.4(1):**

**3.4** (1) Where security has been given to the Minister by a person under a provision of this Act and the Minister or any officer (in this section referred to as a “designated officer”) designated by the Minister for the purposes of this section determines that the security that has been given is no longer adequate, the Minister or a designated officer may, by notice served personally or by registered or certified mail, require additional security to be given by or on behalf of the person within such reasonable time as may be stipulated in the notice.

**Clause 63: Existing text of subsection 32(7):**

(7) The Minister or an officer designated by the Minister for the purposes of this subsection may authorize any person not resident in Canada to account for goods under this section, in such circumstances and under such conditions as may be prescribed, in lieu of the importer or owner thereof.

**Clause 64: Existing text of section 33.2:**

**33.2** The Minister or any officer designated by the Minister for the purposes of this section may, by notice served personally or by registered or certified mail, require any person to account, within such reasonable time as may be stipulated in the notice, in the manner described in paragraph 32(1)(a), for any goods as may be designated in the notice.

**Clause 65: Existing text of section 33.5:**

**33.5** The Minister or any officer designated by the Minister for the purposes of this section may, by notice served personally or by registered or certified mail, require any person to pay any amount owing as duties, within such reasonable time as may be stipulated in the notice, on any goods as may be designated in the notice.

**Clause 66: Existing text of subsection 33.7(1):**

**33.7** (1) The Minister or any officer designated by the Minister for the purposes of this section may at any time extend in writing the time prescribed by the regulations made under this Part for the accounting of goods or the payment of any amount owing as duties.

**Clause 67: Relevant portion of subsection 35.02(2):**

(2) The Minister or any officer designated by the Minister for the purposes of this section may, by notice served personally or by registered mail, require any person

**Clause 68: Relevant portion of subsection 42(2):**

**(4) Texte du paragraphe 2(3):**

(3) Les attributions conférées au commissaire par la présente loi peuvent être exercées par toute personne qu’il autorise à agir ainsi ou par tout agent appartenant à une catégorie d’agents qu’il autorise à agir ainsi. Les attributions ainsi exercées sont réputées l’avoir été par le commissaire.

**(5) Nouveau.**

**Article 61: Texte du paragraphe 3.3(1):**

**3.3** (1) Le ministre ou l’agent qu’il charge de l’application du présent article peut, en tout temps, annuler tout ou partie des pénalités ou intérêts à payer par ailleurs par une personne en application de la présente loi, ou y renoncer.

**Article 62: Texte du paragraphe 3.4(1):**

**3.4** (1) Si le ministre ou l’agent qu’il charge de l’application du présent article décide que la garantie qu’une personne a donnée au ministre en application d’une disposition de la présente loi n’est plus suffisante, le ministre ou l’agent peut, par avis signifié à personne ou envoyé par courrier recommandé ou certifié, exiger qu’une garantie supplémentaire soit donnée par la personne ou en son nom dans le délai raisonnable fixé dans l’avis.

**Article 63: Texte du paragraphe 32(7):**

(7) Le ministre ou un agent qu’il charge de l’application du présent paragraphe peut autoriser une personne qui ne réside pas au Canada à faire une déclaration en détail ou provisoire de marchandises en vertu du présent article, dans les circonstances et dans les conditions prévues par règlement, au lieu de leur importateur ou de leur propriétaire.

**Article 64: Texte de l’article 33.2:**

**33.2** Le destinataire d’une mise en demeure du ministre ou de l’agent qu’il charge de l’application du présent article, signifiée à personne ou envoyée par courrier recommandé ou certifié, est tenu de faire, selon les modalités visées à l’alinéa 32(1)a) et dans le délai raisonnable fixé dans la mise en demeure, une déclaration en détail des marchandises indiquées dans la mise en demeure.

**Article 65: Texte de l’article 33.5:**

**33.5** Le destinataire d’une mise en demeure du ministre ou de l’agent qu’il charge de l’application du présent article, signifiée à personne ou envoyée par courrier recommandé ou certifié, est tenu de verser, dans le délai raisonnable fixé dans la mise en demeure, tout montant dû à titre de droits sur les marchandises indiquées dans la mise en demeure.

**Article 66: Texte du paragraphe 33.7(1):**

**33.7** (1) Le ministre ou l’agent qu’il charge de l’application du présent article peut, en tout temps, proroger par écrit le délai prévu par les règlements d’application de la présente partie pour la déclaration en détail de marchandises ou le paiement d’un montant dû à titre de droits.

**Article 67: Texte du passage visé du paragraphe 35.02(2):**

(2) Le destinataire d’une mise en demeure du ministre, ou de l’agent que celui-ci charge de l’application du présent article, signifiée à personne ou envoyée par courrier recommandé ou certifié, est tenu :

**Article 68: Texte du passage visé du paragraphe 42(2):**

(2) An officer, or an officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section, may at all reasonable times, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act.

*Clause 69: Existing text of section 42.01:*

**42.01** An officer, or an officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section may conduct a verification of origin (other than a verification of origin referred to in section 42.1), verification of tariff classification or verification of value for duty in respect of imported goods in the manner that is prescribed and may for that purpose at all reasonable times enter any prescribed premises.

*Clause 70: Relevant portion of subsection 42.1(1):*

**42.1** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section, or any person, or any person within a class of persons, designated by the Minister to act on behalf of such an officer, may, subject to the prescribed conditions,

*Clause 71: Relevant portion of subsection 43.1(1):*

**43.1** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section shall, before goods are imported, on application by any member of a prescribed class that is made within the prescribed time, in the prescribed manner and in the prescribed form containing the prescribed information, give an advance ruling with respect to

*Clause 72: Existing text of subsection 57.01(1):*

**57.01** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section may, at or before the time goods imported from a NAFTA country are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5), in the prescribed manner and subject to the prescribed conditions, make a determination as to whether the goods have been marked in the manner referred to in section 35.01.

*Clause 73: Existing text of subsection 58(1):*

**58.** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section, may determine the origin, tariff classification and value for duty of imported goods at or before the time they are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5).

*Clause 74: Relevant portion of subsection 59(1):*

**59.** (1) An officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section may

*Clause 75: New.*

*Clause 76: New.*

*Clause 77: Existing text of subsection 97.22(3):*

(3) Any amount of money demanded under paragraph 133(1)(c) or (1.1)(b) and any interest payable under subsection 133(7), from and after the time notice is served under subsection 131(2), is a debt due to Her Majesty in right of

(2) L'agent chargé par le ministre — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — de l'application du présent article peut à toute heure convenable, pour l'application et l'exécution de la présente loi :

*Article 69: Texte de l'article 42.01 :*

**42.01** L'agent chargé par le ministre — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — de l'application du présent article peut effectuer la vérification de l'origine des marchandises importées, autres que celles visées à l'article 42.1, ou la vérification de leur classement tarifaire ou de leur valeur en douane selon les modalités réglementaires; à cette fin, il a accès aux lieux désignés par règlement à toute heure convenable.

*Article 70: Texte du passage visé du paragraphe 42.1(1) :*

**42.1** (1) L'agent chargé ou appartenant à une catégorie d'agents chargée, par le ministre, de l'application du présent article — ou la personne désignée par le ministre, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée, pour agir pour le compte d'un tel agent — peut, sous réserve des conditions réglementaires :

*Article 71: Texte du passage visé du paragraphe 43.1(1)*

**43.1** (1) L'agent chargé ou appartenant à une catégorie d'agents chargée, par le ministre, de l'application du présent article est tenu, sur demande d'un membre d'une catégorie réglementaire présentée dans le délai réglementaire, selon les modalités réglementaires, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, de rendre, avant l'importation de marchandises, une décision anticipée :

*Article 72: Texte du paragraphe 57.01(1):*

**57.01** (1) L'agent chargé par le ministre — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — de l'application du présent article, peut, au plus tard au moment de la déclaration en détail des marchandises importées d'un pays ALÉNA prévue aux paragraphes 32(1), (3) ou (5), selon les modalités réglementaires et sous réserve des conditions réglementaires, décider si les marchandises ont été marquées conformément à l'article 35.01.

*Article 73: Texte du paragraphe 58(1):*

**58.** (1) L'agent chargé, ou l'agent appartenant à une catégorie d'agents chargée, par le ministre de l'application du présent article peut déterminer l'origine, le classement tarifaire et la valeur en douane des marchandises importées au plus tard au moment de leur déclaration en détail faite en vertu des paragraphes 32(1), (3) ou (5).

*Article 74: Texte du passage visé du paragraphe 59(1):*

**59.** (1) L'agent chargé par le ministre — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — de l'application du présent article peut :

*Article 75: Nouveau.*

*Article 76: Nouveau.*

*Article 77: Texte du paragraphe 97.22(3):*

(3) Les sommes réclamées en vertu des alinéas 133(1)(c) ou (1.1)(b), ainsi que l'intérêt à payer au titre du paragraphe 133(7), constituent, dès la signification de l'avis prévu au paragraphe 131(2), des créances de Sa Majesté. Il incombe



Canada from the person who requested the decision and the person shall pay the amount so demanded or, if the person appeals the decision of the Minister under section 135, give security satisfactory to the Minister.

*Clause 78: (1) Existing text of subsection 97.34(2):*

(2) If a person has appealed a decision of the Minister to the Federal Court under section 97.23 or 135, the Minister must not take any action described in subsection (1) to collect the amount in controversy before the date of the decision of the Court or the day on which the person discontinues the appeal.

*(2) Existing text of subsections 97.34(4) and (5):*

(4) If a person has made a request under section 60 or 129 or has appealed under section 67 or 68 and the person agrees in writing with the Minister to delay proceedings on the request or appeal, as the case may be, until judgment has been given in another action before the Federal Court, the Canadian International Trade Tribunal or the Supreme Court of Canada, in which action the issue is the same or substantially the same as that raised in the request or appeal of the person, the Minister may take any of the actions described in subsection (1) for the purpose of collecting the amount payable, or a part of the amount payable, determined in a manner consistent with the decision or judgment in the other action at any time after the Minister notifies the person in writing that

(a) the decision of the Canadian International Trade Tribunal or Federal Court in that action has been mailed to the Minister;

(b) judgment has been pronounced by the Federal Court of Appeal in that action; or

(c) judgment has been delivered by the Supreme Court of Canada in that action.

(5) The Minister must not, for the purpose of collecting an amount payable, or a part of an amount payable, under this Act, take any of the actions described in subsection (1) if a person has given security to the Minister when requesting or appealing from a decision of the Commissioner or Minister.

*Clause 79: Existing text of subsection 97.5(3):*

(3) The application must be made by delivering or mailing the application and a copy of the notice of objection to the Chief of Appeals in a Tax Services Office or Taxation Centre of the Agency.

*Clause 80: (1) Relevant portion of the definition:*

“customs information” means information of any kind and in any form that

(a) relates to one or more persons and is obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act or the *Customs Tariff*; or

*(2) Existing text of subsection 107(3):*

(3) An official may use customs information for the purposes of administering or enforcing this Act, the *Customs Tariff*, the *Special Imports Measures Act* or Part 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* or for any purpose set out in subsection (4), (5) or (7).

*(3) Relevant portion of subsection 107(4):*

(4) An official may provide, allow to be provided or provide access to customs information if the information

...

au demandeur de la décision d'effectuer le paiement ou, en cas d'appel de la décision du ministre en vertu de l'article 135, de fournir la garantie jugée satisfaisante par celui-ci.

*Article 78: (1) Texte du paragraphe 97.34(2):*

(2) En cas d'appel d'une décision du ministre auprès de la Cour fédérale en vertu des articles 97.23 ou 135, ce dernier ne peut prendre aucune mesure de recouvrement à l'égard de la somme en litige avant la date de la décision de cette cour ou, en cas de désistement, la date de celui-ci.

*(2) Texte des paragraphes 97.34(4) et (5):*

(4) Lorsque la personne qui a présenté une demande en vertu des articles 60 ou 129 ou interjeté un appel en vertu des articles 67 ou 68 convient par écrit avec le ministre de suspendre la demande ou l'appel jusqu'à ce que la Cour fédérale, le Tribunal canadien du commerce extérieur ou la Cour suprême du Canada rende jugement dans une autre action qui soulève essentiellement la même question, le ministre peut prendre les mesures visées au paragraphe (1) pour recouvrer tout ou partie de la cotisation à payer, compte tenu de la décision ou du jugement rendu dans cette autre action, après avoir avisé la personne par écrit que, selon le cas :

a) la décision du Tribunal canadien du commerce extérieur ou de la Cour fédérale dans l'action lui a été postée;

b) la Cour d'appel fédérale a rendu jugement dans l'action;

c) la Cour suprême du Canada a rendu jugement dans l'action.

(5) Le ministre ne peut, pour recouvrer tout ou partie d'une somme à payer en vertu de la présente loi, prendre une mesure visée au paragraphe (1) si le débiteur lui a fourni une garantie en présentant sa demande ou en interjetant appel de sa décision ou de celle du commissaire.

*Article 79: Texte du paragraphe 97.5(3):*

(3) La demande, accompagnée d'un exemplaire de l'avis d'opposition, est envoyée ou postée au chef des appels d'un bureau de services fiscaux ou d'un centre fiscal de l'Agence.

*Article 80: (1) Texte du passage visé de la définition :*

«renseignement douanier» Renseignement de toute nature et sous toute forme qui :

a) soit concerne une ou plusieurs personnes et est obtenu par le ministre ou pour son compte pour l'application de la présente loi ou du *Tarif des douanes*;

*(2) Texte du paragraphe 107(3):*

(3) Le fonctionnaire peut utiliser un renseignement douanier pour l'application ou l'exécution de la présente loi, du *Tarif des douanes*, de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* ou de la partie 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* ou à toute autre fin mentionnée aux paragraphes (4), (5) ou (7).

*(3) Texte du passage visé du paragraphe 107(4):*

(4) Le fonctionnaire peut fournir un renseignement douanier, permettre qu'il soit fourni ou y donner accès dans les cas suivants :

[...]



(c) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of this Act, the *Canada Pension Plan*, the *Customs Tariff*, the *Employment Insurance Act*, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act*, the *Export and Import Permits Act*, the *Income Tax Act*, the *Special Import Measures Act* or Part 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* by an official of the Agency;

(d) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of this Act, the *Excise Act* or the *Export and Import Permits Act* by a member of the Royal Canadian Mounted Police;

(4) and (5) Relevant portion of subsection 107(5):

(5) An official may provide, allow to be provided or provide access to customs information to the following persons:

(6) Relevant portion of subsection 107(12):

(12) An order or direction that is made in the course of or in connection with any legal proceeding and that requires an official to give or produce evidence relating to customs information may, by notice served on all interested parties, be immediately appealed by the Minister or by the person against whom the order or direction is made

*Clause 81: Relevant portion of subsection 127.1(1):*

**127.1** (1) The Minister, or any officer designated by the Minister for the purposes of this section, may cancel a seizure made under section 110, cancel or reduce a penalty assessed under section 109.3 or an amount demanded under section 124 or refund an amount received under any of sections 117 to 119 within thirty days after the seizure, assessment or demand, if

*Clause 82: Existing text of section 149.1:*

**149.1** An affidavit of an officer, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the officer has charge of the appropriate records and has knowledge of the practice of the Agency and that an examination of the records shows that a notice of assessment under Part V.1 was mailed or otherwise sent to a person under this Act and that, after careful examination and search of the records, the officer has been unable to find that a notice of objection or of appeal from the assessment was received within the time allowed for the notice, is evidence of the statements contained in the affidavit.

*Clause 83: Existing text of subsection 163.4(1):*

**163.4** (1) The Minister may designate any officer for the purposes of this Part and shall furnish the officer with a certificate of designation.

*Customs and Excise Offshore Application Act*

*Clause 86: (1) and (2) Existing text of subsections 4(1) and (2):*

**4.** (1) The Commissioner of Customs and Revenue may require from any person, within any reasonable time that the Commissioner stipulates, the production of any book, record, writing or other document or any information that the Commissioner deems necessary for ascertaining whether any of sections 5 to 10 apply in any particular case.

c) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, du *Régime de pensions du Canada*, du *Tarif des douanes*, de la *Loi sur l'assurance-emploi*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* ou de la partie 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* par un fonctionnaire de l'Agence;

(4) et (5) Texte du passage visé du paragraphe 107(5):

(5) Le fonctionnaire peut fournir un renseignement douanier, permettre qu'il soit fourni ou y donner accès :

(6) Texte du passage visé du paragraphe 107(12):

(12) Le ministre ou la personne contre laquelle une ordonnance est rendue ou à l'égard de laquelle une directive est donnée, dans le cadre ou à l'occasion d'une instance judiciaire enjoignant à un fonctionnaire de témoigner ou de produire quoi que ce soit relativement à un renseignement douanier peut sans délai, par avis signifié aux parties intéressées, interjeter appel de l'ordonnance ou de la directive devant :

*Article 81 : Texte du passage visé du paragraphe 127.1(1):*

**127.1** (1) Le ministre ou l'agent qu'il désigne pour l'application du présent article peut annuler une saisie faite en vertu de l'article 110, annuler ou réduire une pénalité établie en vertu de l'article 109.3 ou une somme réclamée en vertu de l'article 124 ou rembourser un montant reçu en vertu de l'un des articles 117 à 119, dans les trente jours suivant la saisie ou l'établissement de la pénalité ou la réclamation dans les cas suivants :

*Article 82 : Texte de l'article 149.1 :*

**149.1** Constitue la preuve des énonciations qui y sont renfermées l'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres pertinents, qu'il a connaissance de la pratique de l'Agence, qu'un examen des registres démontre qu'un avis de cotisation prévu à la partie V.1 a été posté ou autrement envoyé à une personne un jour particulier, en application de la présente loi, et que, après avoir fait un examen attentif des registres et y avoir pratiqué des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation a été reçu dans le délai imparti à cette fin.

*Article 83 : Texte du paragraphe 163.4(1):*

**163.4** (1) Le ministre peut désigner des agents des douanes pour l'application de la présente partie; il leur remet alors un certificat attestant leur qualité.

*Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise*

*Article 86 : (1) et (2) Texte des paragraphes 4(1) et (2):*

**4.** (1) Le commissaire des douanes et du revenu peut demander à quiconque de lui communiquer, dans un délai raisonnable qu'il fixe, les livres, registres, écrits ou autres documents, ainsi que les renseignements, qu'il juge nécessaires pour lui permettre de s'assurer de l'applicabilité des articles 5 à 10 à un cas particulier.

(2) Every person who fails to comply with a requirement of the Commissioner under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

### *Customs Tariff*

#### *Clause 87: Relevant portion of subsection 68(3):*

(3) The Commissioner of Customs and Revenue may relieve goods from payment of a surtax imposed by an order under subsection (1) if the Commissioner is of the opinion that

#### *Clause 88: Relevant portion of section 108:*

**108.** The Minister of National Revenue shall refund or cancel any security given

...

(c) in respect of goods of tariff item No. 9993.00.00, when the goods are destroyed in the manner that the Minister of National Revenue directs or the destruction is certified by a customs officer or another person designated by that Minister.

### *Employment Insurance Act*

#### *Clause 90: Existing text of subsection 102(13):*

(13) Every document appearing to be an order, direction, demand, notice, certificate, requirement, decision, assessment, discharge of mortgage, release of hypothec or other document executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Part over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Part, is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Deputy Minister, the Commissioner or the officer unless it has been called into question by the Minister or by a person acting for the Minister or for Her Majesty.

### *Excise Act*

#### *Clause 91: Existing text of the definitions:*

“collector” means every officer of customs and excise who is appointed to collect the duties imposed by this Act in any defined district or excise division;

“Commissioner” means the Commissioner of Customs and Revenue, appointed under section 25 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*;

### *Excise Act, 2001*

#### *Clause 92: Existing text of the definitions:*

“Agency” means the Canada Customs and Revenue Agency established under subsection 4(1) of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*.

“Commissioner” means the Commissioner of Customs and Revenue, appointed under section 25 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*.

(2) Quiconque omet de se conformer à une demande faite conformément au paragraphe (1) commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

### *Tarif des douanes*

#### *Article 87: Texte du paragraphe 68(3):*

(3) Le commissaire des douanes et du revenu peut exonérer des marchandises de la surtaxe imposée par décret pris en vertu du paragraphe (1), s’il estime que celles-ci ont été achetées pour importation, avant l’entrée en vigueur du décret, par un acheteur qui croyait de bonne foi que ce paragraphe n’aurait pas été applicable à ces marchandises, dans le cas où les marchandises sont en transit à destination de l’acheteur au Canada à la date d’entrée en vigueur du décret.

#### *Article 88: Texte du passage visé de l’article 108 :*

**108.** Le ministre du Revenu national rembourse ou annule une garantie qu’il détient concernant :

[...]

c) les marchandises du no tarifaire 9993.00.00, au moment où celles-ci sont détruites selon les instructions du ministre du Revenu national, ou si la destruction est attestée par l’agent des douanes ou par une autre personne désignée par ce ministre;

### *Loi sur l’assurance-emploi*

#### *Article 90: Texte du paragraphe 102(13):*

(13) Tout document présenté comme étant un ordre, une instruction, une sommation, un avis, un certificat, une décision, une évaluation, une mainlevée d’hypothèque ou autre document, présenté comme étant signé en vertu de la présente partie ou pour son application au nom ou sous l’autorité du ministre ou du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu ou d’un fonctionnaire autorisé à exercer les pouvoirs ou fonctions du ministre en vertu de la présente partie, est réputé être un document signé, établi et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire ou le fonctionnaire en question à moins qu’il ne soit contesté par le ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

### *Loi sur l’accise*

#### *Article 91: Texte des définitions :*

«commissaire» Le commissaire des douanes et du revenu nommé en vertu de l’article 25 de la *Loi sur l’Agence des douanes et du revenu du Canada*.

«receveur» Agent des douanes ou préposé de l’accise chargé de recevoir les droits imposés par la présente loi, dans un district ou dans une division d’accise déterminée.

### *Loi de 2001 sur l’accise*

#### *Article 92: Texte des définitions :*

«Agence» L’Agence du revenu du Canada, créée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l’Agence du revenu du Canada*.

«commissaire» Le commissaire des douanes et du revenu, nommé au titre de l’article 25 de la *Loi sur l’Agence des douanes et du revenu du Canada*.



“officer”, except in sections 167, 226 and 296, means a person who is appointed or employed in the administration or enforcement of this Act, a member of the Royal Canadian Mounted Police or a member of a police force designated under subsection 10(1).

*Clause 93: New.*

*Clause 94: (1) Existing text of subsection 68(1):*

68. (1) Any person who imports a product that is reported under the *Customs Act* as being denatured alcohol or specially denatured alcohol shall make the product available for sampling and the product is required to be sampled by the Minister before it is released under that Act.

(2) Existing text of subsections 68(3) and (4):

(3) The Minister may at any time waive the requirement to sample an imported product under subsection (1).

(4) The Minister may fix fees to be paid by the importer of the product but those fees must not exceed an amount determined by the Minister to be the costs to Her Majesty in respect of the sampling and testing.

*Clause 95: (1) Existing text of subsection 188(6):*

(6) An overpayment of duty payable for a fiscal month of a person and interest on the overpayment shall not be applied under paragraph (4)(b) or refunded under paragraph (4)(c) unless the person has, before the day on which notice of the assessment is sent to the person, filed all returns or other records that the person was required to file with the Minister under this Act, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*.

(2) Relevant portion of subsection 188(7):

(7) A refund or a part of the refund that was not applied under subsection (3) and interest on the refund under paragraphs (5)(b) and (c)

...

(b) shall not be refunded under paragraph (5)(c) unless

...

(ii) the person has filed all returns or other records that the person was required to file with the Minister under this Act, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act* before the day on which notice of the assessment is sent to the person.

*Clause 96: Existing text of subsection 189(4):*

(4) A refund shall not be paid until the person has filed with the Minister all returns or other records that are required to be filed under this Act, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*.

*Clause 97: Existing text of the definition:*

“confidential information” means information of any kind and in any form that relates to one or more persons and that is

- (a) obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act; or
- (b) prepared from information referred to in paragraph (a).

«préposé» Personne nommée ou employée relativement à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi, membre de la Gendarmerie royale du Canada ou membre d'un corps de police désigné en vertu du paragraphe 10(1).

*Article 93: Nouveau.*

*Article 94: (1) Texte du paragraphe 68(1):*

68. (1) Quiconque importe un produit déclaré à titre d'alcool dénaturé ou d'alcool spécialement dénaturé en vertu de la *Loi sur les douanes* doit en permettre l'échantillonnage. Un échantillon du produit doit être prélevé par le ministre préalablement au dédouanement du produit.

(2) Texte des paragraphes 68(3) et (4):

(3) Le ministre peut, à tout moment, renoncer à l'exigence de prélever un échantillon d'un produit importé.

(4) Le ministre peut fixer le prix à payer par l'importateur du produit pour le prélèvement de l'échantillon et l'analyse, lequel prix ne peut excéder la somme, déterminée par le ministre, qui représente le coût pour Sa Majesté de ces prélèvement et analyse.

*Article 95: (1) Texte du paragraphe 188(6):*

(6) Un paiement en trop de droits exigibles pour le mois d'exercice d'une personne et les intérêts y afférents ne sont appliqués conformément à l'alinéa (4)b) ou remboursés conformément à l'alinéa (4)c) que si la personne a produit, avant le jour où l'avis de cotisation lui est envoyé, l'ensemble des déclarations et autres registres qu'elle était tenue de présenter au ministre en vertu de la présente loi, de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 188(7):

(7) Le montant de remboursement, ou toute partie de celui-ci, qui n'a pas été appliqué conformément au paragraphe (3) et les intérêts y afférents prévus aux alinéas (5)b) et c):

[...]

b) d'autre part, ne sont remboursés en application de l'alinéa (5)c) que dans le cas où, à la fois :

[...]

(ii) la personne a produit l'ensemble des déclarations et autres registres qu'elle était tenue de présenter au ministre en vertu de la présente loi, de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* avant le jour où l'avis de cotisation lui est envoyé.

*Article 96: Texte du paragraphe 189(4):*

(4) Un montant de remboursement n'est versé qu'une fois présentés au ministre l'ensemble des déclarations et autres registres à produire en vertu de la présente loi, de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

*Article 97: Texte de la définition :*

«renseignement confidentiel» Renseignement de toute nature et sous toute forme concernant une ou plusieurs personnes et qui, selon le cas :

- a) est obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente loi;
- b) est tiré d'un renseignement visé à l'alinéa a).



It excludes information that does not directly or indirectly reveal the identity of the person to whom it relates.

*Clause 98: Existing text of subsection 301(8):*

(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Minister, the Commissioner or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Commissioner or the officer, unless it has been called into question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty.

*Excise Tax Act*

*Clause 99: Existing text of the definitions:*

“Agency” means the Canada Customs and Revenue Agency established by subsection 4(1) of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*;

“Commissioner” means the Commissioner of Customs and Revenue, appointed under section 25 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*;

*Clause 100: Existing text of subsection 59(2):*

(2) The Minister may authorize a designated officer or officer of a designated class of officers to exercise powers or perform duties of the Minister, including judicial or quasi-judicial powers or duties, under this Act.

*Clause 101: Existing text of subsections 70(2) to (4):*

(2) The Minister may, under regulations of the Governor in Council, pay a specific sum in lieu of a drawback under subsection (1) in any case where a specific sum in lieu of a drawback of duties is granted under section 102.1 of the *Customs Tariff*.

(2.1) On application, the Minister may, under section 100 of the *Customs Tariff*, grant a drawback of the taxes imposed by Parts III, IV and VI and paid on or in respect of goods imported into Canada.

(3) An application for a drawback under this section shall be made in the prescribed form and contain the prescribed information and shall be filed with the Minister within such time and in such manner as the Governor in Council may, by regulation, prescribe.

(4) No drawback shall be granted under this section unless the person applying therefor provides such evidence in support of the application as the Minister may require.

*Clause 102: (1) Existing text of subsection 105(6):*

(6) An affidavit of an officer of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out

(a) that the officer has charge of the appropriate records,

(b) that the officer has knowledge of the practice of the Agency,

(c) that an examination of the records shows that a notice of determination or a notice of assessment was sent to a person on a named day pursuant to this Act, and

(d) that after careful examination of the records the officer was unable to find that a notice of objection to the determination or assessment was received within the time limited therefor,

is evidence of the statements contained therein.

N'est pas un renseignement confidentiel le renseignement qui ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne en cause.

*Article 98: Texte du paragraphe 301(8):*

(8) Tout document présenté comme ayant été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d'application, au nom ou sous l'autorité du ministre, du commissaire ou d'un préposé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le commissaire ou le préposé, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne pour son compte ou celui de Sa Majesté.

*Loi sur la taxe d'accise*

*Article 99: Texte des définitions:*

«Agence» L'Agence des douanes et du revenu du Canada créée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*.

«commissaire» Le commissaire des douanes et du revenu, nommé au titre de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.

*Article 100: Texte du paragraphe 59(2):*

(2) Le ministre peut autoriser un agent désigné ou un agent appartenant à une catégorie d'agents désignée à exercer les pouvoirs et fonctions, y compris en matière judiciaire ou quasi judiciaire, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.

*Article 101: Texte des paragraphes 70(2) à (4):*

(2) Le ministre peut, en vertu de règlements du gouverneur en conseil, payer une somme spécifique au lieu d'accorder un drawback en vertu du paragraphe (1) chaque fois qu'un paiement d'une somme spécifique est effectué au lieu d'un drawback des droits, accordé en vertu de l'article 102.1 du *Tarif des douanes*.

(2.1) Le ministre peut, sur demande, en vertu de l'article 100 du *Tarif des douanes*, accorder un drawback sur la taxe imposée en vertu de la partie III et payée sur des marchandises importées au Canada ou à l'égard de telles marchandises.

(3) La demande de drawback prévue au présent article est préparée selon les modalités de forme et de contenu prescrites et est présentée au ministre selon la procédure et les modalités de temps prévues par règlement du gouverneur en conseil.

(4) L'octroi de drawbacks en application du présent article est subordonné à la production, par la personne qui en fait la demande, des éléments de preuve exigés par le ministre.

*Article 102: (1) Texte du paragraphe 105(6):*

(6) Un affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence, fait sous serment en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à recevoir des affidavits, portant :

a) qu'il est responsable des registres appropriés;

b) qu'il connaît la pratique de l'Agence;

c) qu'un examen des registres indique qu'un avis de détermination ou qu'un avis de cotisation a été envoyé à une personne à une date particulière en conformité avec la présente loi;

d) qu'après un examen minutieux des registres il a été incapable de constater qu'un avis d'opposition à la détermination ou à la cotisation a été reçu dans le délai prévu à cette fin,

**(2) Existing text of subsection 105(9):**

(9) Where evidence is offered under this section by an affidavit from which it appears that the person making the affidavit is an officer of the Agency, it is not necessary to prove his signature or that the person is such an officer nor is it necessary to prove the signature or official character of the person before whom the affidavit was sworn.

**Clause 103: Existing text of subsection 106.1(1):**

**106.1** (1) Every document purporting to be an order, direction, notice, certificate, requirement, decision, determination, assessment, discharge of mortgage or acquittance of a hypothecary claim or other document and purporting to have been executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Act or the regulations over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner or an officer authorized by the Minister to exercise his powers or perform his duties or functions under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, Deputy Minister, Commissioner or officer, unless called into question by the Minister or by some person acting for the Minister or Her Majesty.

**Clause 104: Existing text of the definitions:**

“Agency” means the Canada Customs and Revenue Agency established by subsection 4(1) of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*;

“Commissioner” means the Commissioner of Customs and Revenue, appointed under section 25 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*;

**Clause 105: (1) Relevant portion of subsection 215.1(2):**

(2) Where

...

(b) the Minister has, under any of sections 73, 74 and 76 of the *Customs Act*, granted an abatement or refund of the whole or part of the duties paid on the goods,

**(2) Relevant portion of subsection 215.1(3):**

(3) Where

...

(b) if the goods had been subject to duties under the *Customs Act*, the Minister would, because of any of the circumstances described in paragraph 73(a) or (b) or 74(1)(a), (b) or (c) or subsection 76(1) of that Act, have granted, under section 73, 74 or 76 of that Act, an abatement or refund of the whole or part of the duties paid on the goods,

**Clause 106: Existing text of subsection 216(5):**

(5) The provisions of this Part and of the *Tax Court of Canada Act* that apply to an appeal taken under section 302 apply, with such modifications as the circumstances require, to an appeal taken under subsection 67(1) of the *Customs Act* from a decision of the Commissioner made under section 63 or 64 of that Act in a determination of the tax status of goods as if the decision of the Commissioner were a confirmation of an assessment or a reassessment made by the Minister under subsection 301(3) or (4) as a consequence of a notice of

**(2) Texte du paragraphe 105(9):**

(9) Lorsque, sous le régime du présent article, il est établi une preuve au moyen d'un affidavit d'où il ressort que la personne souscrivant l'affidavit est un fonctionnaire de l'Agence, il n'est pas nécessaire de prouver sa signature ou sa qualité de fonctionnaire, ni de prouver la signature ou le caractère officiel de la personne devant qui l'affidavit a été souscrit.

**Article 103: Texte du paragraphe 106.1(1):**

**106.1** (1) Tout document paraissant être une ordonnance, un ordre, un avis, un certificat, une sommation, une décision, une détermination, une cotisation, une quittance de créance hypothécaire ou un autre document et paraissant avoir été exécuté en application, ou au cours de l'application, de la présente loi ou des règlements sous le nom par écrit du ministre, du sous-ministre ou d'un fonctionnaire autorisé par le ministre à exercer ses pouvoirs ou à exécuter ses devoirs ou fonctions en vertu de la présente loi, est réputé être un document signé, établi et émis par le ministre, le sous-ministre ou ce fonctionnaire, sauf s'il est mis en doute par le ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

**Article 104: Texte des définitions :**

« Agence » L'Agence du revenu du Canada, créée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.

« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé au titre de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*.

**Article 105: (1) Texte du passage visé du paragraphe 215.1(2):**

(2) Sous réserve de l'article 263, le ministre rembourse une personne dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

[...]

b) le ministre a accordé un abatement ou un remboursement, en application de l'un des articles 73, 74 et 76 de la *Loi sur les douanes*, de tout ou partie des droits payés sur les produits;

**(2) Texte du passage visé du paragraphe 215(3):**

(3) Sous réserve de l'article 263, les articles 73, 74 et 76 de la *Loi sur les douanes*, exception faite de l'alinéa 74(1)d) de cette loi, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, comme si un montant payé par une personne au titre de la taxe était un droit payé sur les produits en vertu de cette loi, si les circonstances suivantes sont réunies :

[...]

b) dans le cas où les produits ont été assujettis aux droits prévus à la *Loi sur les douanes*, le ministre aurait accordé, en vertu des articles 73, 74 ou 76 de cette loi, si les circonstances visées aux alinéas 73a) ou b), 74(1)a), b) ou c) ou au paragraphe 76(1) de cette loi s'appliquaient, un abatement ou un remboursement de tout ou partie des droits payés sur les produits;

**Article 106: Texte du paragraphe 216(5):**

(5) Les dispositions de la présente partie et de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* concernant les appels interjetés en vertu de l'article 302 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux appels interjetés en vertu du paragraphe 67(1) de la *Loi sur les douanes* d'une décision du commissaire rendue conformément aux articles 63 ou 64 de cette loi quant au classement de produits, comme si cette décision était la confirmation d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation établie par le ministre en application des paragraphes



objection filed under subsection 301(1.1) by the person to whom the Commissioner is required to give notice under section 63 or 64 of the *Customs Act*, as the case may be, of the decision.

*Clause 107: Existing text of subsections 335(6) to (8):*

(6) An affidavit of an officer of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the officer has charge of the appropriate records and has knowledge of the practice of the Agency and that an examination of the records shows that a notice of assessment was mailed or otherwise sent to a person on a particular day under this Part and that, after careful examination and search of the records, the officer has been unable to find that a notice of objection or of appeal from the assessment, as the case may be, was received within the time allowed therefor, is evidence of the statements contained therein.

(7) Where evidence is offered under this section by an affidavit from which it appears that the person making the affidavit is an officer of the Agency, it is not necessary to prove the signature of the person or that the person is such an officer, nor is it necessary to prove the signature or official character of the person before whom the affidavit was sworn.

(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Part over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Part, shall be deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Deputy Minister, the Commissioner or the officer, unless it has been called in question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty in right of Canada.

*Clause 108: Existing text of section 1:*

1. A supply made by Canada Post Corporation of a service under an agreement made with the Minister under subsection 147.1(3) of the *Customs Act*.

*Clause 109: Existing text of section 4:*

4. Arms, military stores and munitions of war brought into a participating province by the Government of Canada in replacement of or in anticipation or actual exchange for similar goods loaned to or exchanged or to be exchanged with the governments of a foreign country designated by the Governor in Council under heading No. 98.10 of Schedule I to the *Customs Tariff*, under such regulations as the Minister may make for purposes of heading No. 98.11 of that Act.

*Clause 110: Existing text of section 6:*

6. Property, (other than advertising matter, tobacco or an alcoholic beverage) that is a casual donation sent by a person in a non-participating province to a person in a participating province, or brought into a particular participating province by a person who is not resident in the participating provinces as a gift to a person in that participating province, where the fair market value of the property does not exceed \$60, under such regulations as the Minister may make for purposes of heading No. 98.16 of Schedule I to the *Customs Tariff*.

*Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*

*Clause 111: Existing text of section 15:*

301(3) ou (4) par suite d'un avis d'opposition présenté aux termes du paragraphe 301(1.1) par la personne que le commissaire est tenu d'aviser de la décision selon les articles 63 ou 64 de la *Loi sur les douanes*.

*Article 107: Texte des paragraphes 335(6) à (8):*

(6) L'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et qu'il a connaissance de la pratique de l'Agence et qu'un examen des registres démontre qu'un avis de cotisation a été posté ou autrement envoyé à une personne un jour particulier, en application de la présente partie, et que, après avoir fait un examen attentif des registres et y avoir pratiqué des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation a été reçu dans le délai imparti à cette fin, constitue la preuve des énonciations qui y sont renfermées.

(7) Lorsqu'une preuve est donnée en vertu du présent article par un affidavit d'où il ressort que la personne le souscrivant est un fonctionnaire de l'Agence, il n'est pas nécessaire d'attester sa signature ou de prouver qu'il est un tel fonctionnaire, ni d'attester la signature ou la qualité de la personne en présence de laquelle l'affidavit a été souscrit.

(8) Tout document donné comme ayant été établi en vertu de la présente partie, ou dans le cadre de son application ou exécution, au-dessus du nom écrit du ministre, du sous-ministre du Revenu national, du commissaire ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente partie est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire ou le fonctionnaire, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne pour son compte ou celui de Sa Majesté du chef du Canada.

*Article 108: Texte de l'article 1 :*

1. La fourniture effectuée par la Société canadienne des postes d'un service visé par un accord conclu avec le ministre aux termes du paragraphe 147.1(3) de la *Loi sur les douanes*.

*Article 109: Texte de l'article 4 :*

4. Les armes, approvisionnements militaires et munitions de guerre transférés dans une province participante par le gouvernement du Canada en remplacement, dans l'attente ou pour l'échange réel de marchandises semblables prêtées, remises en échange ou devant être remises en échange au gouvernement d'un pays étranger désigné par le gouverneur en conseil sous le régime de la position 98.10 de l'annexe I du *Tarif des douanes*, conformément aux règlements que peut prendre le ministre pour l'application de la position 98.11 de cette loi.

*Article 110: Texte de l'article 6 :*

6. Les biens (sauf le matériel de réclame, le tabac et les boissons alcoolisées) dont la juste valeur marchande ne dépasse pas 60 \$ et qui représentent des cadeaux occasionnels envoyés par une personne dans une province non participante à une personne dans une province participante, ou transférés dans une province participante donnée par une personne ne résidant pas dans les provinces participantes à titre de cadeau à une personne dans la province donnée, conformément aux règlements que peut prendre le ministre pour l'application de la position 98.16 de l'annexe I du *Tarif des douanes*.

*Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*

*Article 111: Texte de l'article 15 :*



15. The information banks that may be searched under this Part are the information banks designated by the regulations from among the information banks controlled by the Department of Human Resources Development, the Department of National Revenue and the Canada Employment Insurance Commission.

### *Feeds Act*

#### *Clause 112: Existing text of subsection 6(2):*

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of that Agency attesting to their designation and, on entering any place under subsection 7(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

### *Fertilizers Act*

#### *Clause 113: Existing text of subsection 6(2):*

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of that Agency attesting to their designation and, on entering any place under subsection 7(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

### *Financial Administration Act*

#### *Clause 115: New.*

### *Fish Inspection Act*

#### *Clause 116: Existing text of subsection 17(2):*

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under subsection 4(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

### *Health of Animals Act*

#### *Clause 117: Existing text of subsection 32(2):*

(2) Inspectors, officers and veterinary inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector, officer or veterinary inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the designation.

### *Immigration and Refugee Protection Act*

#### *Clause 118: Existing text of section 4:*

4. The Minister responsible for the administration of this Act is the member of the Queen's Privy Council designated as such by the Governor in Council.

#### *Clause 119: (1) Relevant portion of subsection 150.1(1):*

**150.1** (1) The regulations may provide for any matter relating to

(a) the collection, retention, disposal and disclosure of information for the purposes of this Act; and

15. Les fichiers susceptibles d'être consultés au titre de la présente partie sont, parmi les fichiers régis par le ministère du Développement des ressources humaines, par le ministère du Revenu national et par la Commission de l'assurance-emploi du Canada, ceux qui sont désignés par règlement.

### *Loi relative aux aliments du bétail*

#### *Article 112: Texte du paragraphe 6(2):*

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 7(1).

### *Loi sur les engrais*

#### *Article 113: Texte du paragraphe 6(2):*

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 7(1).

### *Loi sur la gestion des finances publiques*

#### *Article 115: Nouveau.*

### *Loi sur l'inspection du poisson*

#### *Article 116: Texte du paragraphe 17(2):*

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du lieu qui fait l'objet de sa visite.

### *Loi sur la santé des animaux*

#### *Article 117: Texte du paragraphe 32(2):*

(2) Chaque inspecteur — vétérinaire ou non — et agent d'exécution reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

### *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*

#### *Article 118: Texte de l'article 4:*

4. Le ministre est le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada que le gouverneur en conseil charge de l'application de la présente loi.

#### *Article 119: (1) Texte du passage visé du paragraphe 150.1(1):*

**150.1** (1) Les règlements régissent:

a) la collecte, la conservation, le retrait et la communication de renseignements pour l'application de la présente loi;

## (2) Existing text of subsection 150.1(2):

(2) Regulations made under subsection (1) may include conditions under which the collection, retention, disposal and disclosure may be made.

*Income Tax Act**Clause 120:* Existing text of subsection 244(13):

(13) Every document purporting to have been executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Act over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue or an officer authorized to exercise a power or perform a duty of the Minister under this Act is deemed to have been signed, made and issued by the Minister, the Deputy Minister, the Commissioner or the officer unless it has been called in question by the Minister or by a person acting for the Minister or Her Majesty.

*Meat Inspection Act**Clause 121:* Existing text of the definition:

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to subsection 12(1);

*Clause 122:* Existing text of subsection 12(2):

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place or vehicle referred to in subsection 13(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place or vehicle.

*Plant Protection Act**Clause 123:* Existing text of subsection 21(2):

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.

*Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act**Clause 124:* (1) and (2) Existing text of the definitions:

“Commissioner” has the same meaning as in section 2 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*.

“Minister” means, in relation to sections 25 to 39, the Minister of National Revenue and, in relation to any other provision of this Act, the member of the Queen's Privy Council for Canada who is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of that provision.

## (3) New.

*Clause 125:* Relevant portion of subsection 38(1):

b) en matière de sécurité nationale, de défense du Canada ou de conduite des affaires internationales — y compris la mise en oeuvre d'accords ou d'ententes conclus au titre de l'article 5 de la *Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration* —, la communication de renseignements.

## (2) Texte du paragraphe 150.1(2):

(2) Ces règlements prévoient notamment les conditions relatives à la collecte, la conservation, le retrait et la communication de renseignements.

*Loi de l'impôt sur le revenu**Article 120:* Texte du paragraphe 244(13):

(13) Tout document donné comme ayant été établi en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son application ou de sa mise à exécution, sous le nom écrit du ministre, du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer des pouvoirs ou fonctions conférés au ministre par la présente loi est réputé avoir été signé, fait et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire ou le fonctionnaire, à moins qu'il n'ait été contesté par le ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

*Loi sur l'inspection des viandes**Article 121:* Texte de la définition :

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en application du paragraphe 12(1).

*Article 122:* Texte du paragraphe 12(2):

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du lieu ou du véhicule qui font l'objet de sa visite.

*Loi sur la protection des végétaux**Article 123:* Texte du paragraphe 21(2):

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

*Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes**Article 124:* (1) et (2) Texte des définitions :

« commissaire » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*.

« ministre » Le ministre du Revenu national pour l'application des articles 25 à 39 ou le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de telle autre disposition de la présente loi.

## (3) Nouveau.

*Article 125:* Texte du passage visé du paragraphe 38(1):

38. (1) The Minister, with the consent of the Minister designated for the purpose of section 42, may enter into an agreement or arrangement in writing with the government of a foreign state, or an institution or agency of that state, that has reporting requirements similar to those set out in this Part, whereby

(a) information set out in reports made under subsection 12(1) in respect of currency or monetary instruments imported into Canada from that state will be provided to a department, institution or agency of that state that has powers and duties similar to those of the Canada Customs and Revenue Agency; and

*Clause 126:* (1) and (2) Relevant portion of subsection 55(3):

(3) If the Centre, on the basis of its analysis and assessment under paragraph 54(c), has reasonable grounds to suspect that designated information would be relevant to investigating or prosecuting a money laundering offence or a terrorist activity financing offence, the Centre shall disclose the information to

...

(b) the Canada Customs and Revenue Agency, if the Centre also determines that the information is relevant to an offence of evading or attempting to evade paying taxes or duties imposed under an Act of Parliament administered by the Minister of National Revenue; and

...

(d) the Department of Citizenship and Immigration, if the Centre also determines that the information would promote the objective set out in paragraph 3(1)(i) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and is relevant to determining whether a person is a person described in sections 34 to 42 of that Act or to an offence under any of sections 117 to 119, 126 or 127 of that Act.

(3) New.

#### *Public Service Superannuation Act*

*Clause 128:* New.

#### *Royal Canadian Mint Act*

*Clause 129:* Existing text of the definition:

“Minister” means the Minister of Public Works and Government Services;

*Clause 130:* New.

#### *Seeds Act*

*Clause 131:* Existing text of subsection 5(2):

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under subsection 6(1), an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.

#### *Special Import Measures Act*

*Clause 132:* (1) and (2) Existing text of the definitions:

“Commissioner” means the Commissioner of Customs and Revenue, appointed under section 25 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*;

38. (1) Le ministre, avec le consentement du ministre chargé de l'application de l'article 42, peut conclure, avec le gouvernement d'un

a) les renseignements figurant dans les déclarations faites au titre du paragraphe 12(1) à l'égard des espèces ou effets importés de cet État au Canada sont communiqués à un ministère ou organisme de cet État dont les attributions sont similaires à celles de l'Agence des douanes et du revenu du Canada;

*Article 126:* (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 55(3):

(3) S'il a des motifs raisonnables de soupçonner, à la lumière de son analyse et de son appréciation aux termes de l'alinéa 54c), qu'ils seraient utiles aux fins d'enquête ou de poursuite relativement à une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou à une infraction de financement des activités terroristes, le Centre communique les renseignements désignés:

[...]

b) à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, s'il estime en outre que les renseignements se rapportent à une infraction, consommée ou non, d'évasion fiscale — y compris le non-paiement de droits — définie par une loi fédérale dont l'application relève du ministre du Revenu national;

d) au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, s'il estime en outre que les renseignements sont utiles pour promouvoir l'objectif visé à l'alinéa 3(1)i) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et pour déterminer si une personne est une personne visée aux articles 34 à 42 de cette loi ou se rapportent à une infraction prévue aux articles 117 à 119, 126 et 127 de cette loi.

(3) Nouveau.

#### *Loi sur la pension de la fonction publique*

*Article 128:* Nouveau.

#### *Loi sur la Monnaie royale canadienne*

*Article 129:* Texte de la définition:

« ministre » Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

*Article 130:* Nouveau.

#### *Loi sur les semences*

*Article 131:* Texte du paragraphe 5(2):

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 6(1).

#### *Loi sur les mesures spéciales d'importation*

*Article 132:* (1) et (2) Texte des définitions:

« commissaire » Le commissaire des douanes et du revenu nommé en vertu de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*.



“Minister” means the Minister of National Revenue;

(3) New.

*Clause 133: Existing text of section 94:*

**94.** A ruling given by the Tribunal on the question of who is the importer in Canada of any goods imported or to be imported into Canada is binding on the Commissioner, and on every person employed by the Canada Customs and Revenue Agency in the administration or enforcement of this Act, with respect to the particular goods in relation to which the ruling is given, unless the Tribunal is fraudulently misled or, in the case only of goods to be imported into Canada, material facts that are not available to the Commissioner at the time the Tribunal gives its ruling come to the Commissioner's attention after it is given.

« ministre » Le ministre du Revenu national.

(3) Nouveau.

*Article 133: Texte de l'article 94 :*

**94.** La décision rendue par le Tribunal sur l'identité de l'importateur lie le commissaire ainsi que toute personne employée par l'Agence des douanes et du revenu du Canada pour la mise en oeuvre ou l'exécution de la présente loi quant aux marchandises objet de la décision sauf si le Tribunal est induit en erreur par la fraude ou si, dans le seul cas d'une importation future, des faits importants dont ne disposait pas le commissaire au moment de la décision viennent ensuite à sa connaissance.

**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-26**

**C-26**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

Première session, trente-huitième législature,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-26**

**PROJET DE LOI C-26**

An Act to establish the Canada Border Services Agency

Loi constituant l'Agence des services frontaliers du Canada

---

**AS PASSED**

BY THE HOUSE OF COMMONS  
JUNE 13, 2005

---

---

**ADOPTÉ**

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 13 JUIN 2005

---



## RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to establish the Canada Border Services Agency*".

## RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi constituant l'Agence des services frontaliers du Canada* ».

## SUMMARY

This enactment establishes the Canada Border Services Agency, which was first created by order in council on December 12, 2003. The Agency brings together the border services of the Canada Customs and Revenue Agency, the Canadian Food Inspection Agency and the Department of Citizenship and Immigration. The enactment sets out the responsibilities, mandate, powers, duties and functions of the Minister responsible for the Agency and its President. It continues the Canada Customs and Revenue Agency under the name of the Canada Revenue Agency and contains transitional provisions as well as consequential amendments to other Acts.

## SOMMAIRE

Le texte constitue l'Agence des services frontaliers du Canada. Celle-ci prend la suite de l'organisme du même nom constitué par décret le 12 décembre 2003. L'Agence est chargée de la prestation des services frontaliers qui relevaient avant cette date de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Le texte précise les attributions du ministre responsable de l'Agence et du président de celle-ci. Il proroge l'Agence des douanes et du revenu du Canada sous le nom d'Agence du revenu du Canada, prévoit des dispositions transitoires et apporte des modifications corrélatives à plusieurs lois.

## TABLE OF PROVISIONS

### AN ACT TO ESTABLISH THE CANADA BORDER SERVICES AGENCY

#### SHORT TITLE

1. Short title

#### INTERPRETATION

2. Definitions

#### ESTABLISHMENT AND MANDATE OF THE AGENCY

3. Agency established
4. Head office
5. Mandate of Agency

#### MINISTER

6. Minister responsible

#### PRESIDENT AND EXECUTIVE VICE-PRESIDENT

7. Appointment
8. Role of President
9. Delegation by President
10. Remuneration

#### HUMAN RESOURCES

11. Officers and employees

#### POWERS OF THE AGENCY

12. Exercise of powers conferred on Minister
13. Agreements
14. Agreements to administer a tax

#### EXPENDITURES

15. Appropriation Acts

#### ANNUAL REPORT

- 15.1 Annual report

## TABLE ANALYTIQUE

### LOI CONSTITUANT L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA

#### TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

#### DÉFINITIONS

2. Définitions

#### CONSTITUTION ET MISSION DE L'AGENCE

3. Constitution de l'Agence
4. Siège de l'Agence
5. Mission de l'Agence

#### MINISTRE

6. Responsabilité du ministre

#### PRÉSIDENT ET PREMIER VICE-PRÉSIDENT

7. Nomination
8. Attributions du président
9. Délégation par le président
10. Rémunération

#### RESSOURCES HUMAINES

11. Pouvoir de nomination

#### POUVOIRS DE L'AGENCE

12. Exercice de certaines attributions du ministre
13. Accords
14. Accords pour l'administration d'une taxe

#### UTILISATION DES CRÉDITS

15. Crédits non utilisés

#### RAPPORT ANNUEL

- 15.1 Rapport au Parlement

## TRANSITIONAL PROVISIONS

## DEFINITIONS

## 16. Definitions

## FORMER AGENCY

17. President and Executive Vice-president

18. Transfer of appropriations

19. References

## CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY

20. Positions

21. Continuation of rights and property

22. Continuation of obligations and liabilities

23. Real property, immovables and licences

24. Continuation of legal proceedings: Canada Revenue Agency

25. Validity of documents: Canada Revenue Agency

26. Continuation of evidentiary presumption: Canada Revenue Agency

27. References

28. References in documents and other provisions: Canada Revenue Agency

## ROYAL CANADIAN MINT ACT

29. *Royal Canadian Mint Act*

## CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

30. *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*31-32. *Air Travellers Security Charge Act*33. *Canada Agricultural Products Act*34-52. *Canada Customs and Revenue Agency Act*53. *Canadian Food Inspection Agency Act*54-56. *Canadian International Trade Tribunal Act*57. *Department of Citizenship and Immigration Act*58. *Criminal Code*59. *Cultural Property Export and Import Act*60-85. *Customs Act*86. *Customs and Excise Offshore Application Act*87-89. *Customs Tariff*

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

## DÉFINITIONS

## 16. Définitions

## ANCIENNE AGENCE

17. Président et premier vice-président

18. Transfert de crédits

19. Mentions

## AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA

20. Personnel

21. Gestion des droits et des biens

22. Maintien des dettes et obligations

23. Immeubles et biens réels

24. Procédures en cours: Agence du revenu du Canada

25. Validité des documents: Agence du revenu du Canada

26. Valeur probante des documents

27. Mentions

28. Mentions

## MONNAIE ROYALE CANADIENNE

29. *Loi sur la Monnaie royale canadienne*

## MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

30. *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*31-32. *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*33. *Loi sur les produits agricoles au Canada*34-52. *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*53. *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*54-56. *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*57. *Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration*58. *Code criminel*59. *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*60-85. *Loi sur les douanes*86. *Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise*87-89. *Tarif des douanes*



90.	<i>Employment Insurance Act</i>
91.	<i>Excise Act</i>
92-98.	<i>Excise Act, 2001</i>
99-110.	<i>Excise Tax Act</i>
111.	<i>Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act</i>
112.	<i>Feeds Act</i>
113.	<i>Fertilizers Act</i>
114-115.	<i>Financial Administration Act</i>
116.	<i>Fish Inspection Act</i>
117.	<i>Health of Animals Act</i>
118-119.	<i>Immigration and Refugee Protection Act</i>
120.	<i>Income Tax Act</i>
121-122.	<i>Meat Inspection Act</i>
123.	<i>Plant Protection Act</i>
124-127.	<i>Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act</i>
128.	<i>Public Service Superannuation Act</i>
129-130.	<i>Royal Canadian Mint Act</i>
131.	<i>Seeds Act</i>
132-137.	<i>Special Import Measures Act</i>
138-143.	<i>Terminology Changes</i>

COORDINATING AMENDMENTS

144.	2003, c. 22
145.	Bill C-6
146.	Bill C-22

COMING INTO FORCE

147.	Order in council
------	------------------

90.	<i>Loi sur l'assurance-emploi</i>
91.	<i>Loi sur l'accise</i>
92-98.	<i>Loi de 2001 sur l'accise</i>
99-110.	<i>Loi sur la taxe d'accise</i>
111.	<i>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales</i>
112.	<i>Loi relative aux aliments du bétail</i>
113.	<i>Loi sur les engrais</i>
114-115.	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>
116.	<i>Loi sur l'inspection du poisson</i>
117.	<i>Loi sur la santé des animaux</i>
118-119.	<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>
120.	<i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>
121-122.	<i>Loi sur l'inspection des viandes</i>
123.	<i>Loi sur la protection des végétaux</i>
124-127.	<i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i>
128.	<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>
129-130.	<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>
131.	<i>Loi sur les semences</i>
132-137.	<i>Loi sur les mesures spéciales d'importation</i>
138-143.	<i>Modifications terminologiques</i>

DISPOSITIONS DE COORDINATION

144.	2003, ch. 22
145.	Projet de loi C-6
146.	Projet de loi C-22

ENTRÉE EN VIGUEUR

147.	Décret
------	--------



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-26

## PROJET DE LOI C-26

An Act to establish the Canada Border Services Agency

Loi constituant l'Agence des services frontaliers du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada Border Services Agency Act*.

1. *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*.

Titre abrégé  
5

### INTERPRETATION

### DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"Agency"  
« Agence »

"Agency" means the Canada Border Services Agency established under subsection 3(1).

« Agence » L'Agence des services frontaliers du Canada constituée par le paragraphe 3(1).

« Agence »  
"Agency"

"Minister"  
« ministre »

"Minister" means the Solicitor General of Canada.

« législation frontalière » Tout ou partie d'une autre loi fédérale ou de ses textes d'application :

« législation frontalière »  
"program legislation"

"President"  
« président »

"President" means the President of the Agency appointed under subsection 7(1).

a) dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer et contrôler l'application, notamment la *Loi sur les douanes*, le *Tarif des douanes*, la *Loi sur l'accise*, la *Loi de 2001 sur l'accise*, la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*;

20

"program legislation"  
« législation frontalière »

"program legislation" means any other Act of Parliament or any instrument made under it, or any part of such an Act or instrument,

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to administer and enforce, including the *Customs Act*, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Immigration and Refugee Protection Act* and the *Special Import Measures Act*;

b) dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires* en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur*

25



(b) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to enforce, including the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, 5 the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Plant Protection Act* and the *Seeds Act*; 10

(c) under which the Minister or another minister authorizes the Agency, the President or an employee of the Agency to administer a program or carry out an activity; or

(d) under which duties or taxes collected and 15 paid pursuant to the *Customs Act* are imposed.

*les engrais, la Loi sur l'inspection du poisson, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur les semences;* 5

c) en vertu desquels le ministre ou un autre ministre autorise l'Agence, le président ou un employé de l'Agence à appliquer un programme ou à exercer une activité;

d) en vertu desquels des droits ou des taxes 10 versés et perçus au titre de la *Loi sur les douanes* sont imposés.

« ministre » Le solliciteur général du Canada.

« ministre »  
"Minister"

« président » Le président de l'Agence nommé en application du paragraphe 7(1). 15

« président »  
"President"

#### ESTABLISHMENT AND MANDATE OF THE AGENCY

#### CONSTITUTION ET MISSION DE L'AGENCE

Agency established

3. (1) The Canada Border Services Agency is established as a body corporate.

3. (1) Est constituée l'Agence des services frontaliers du Canada, dotée de la personnalité morale.

Constitution de l'Agence

Agent of Her Majesty

(2) The Agency is for all purposes an agent 20 of Her Majesty in right of Canada.

(2) Elle exerce ses pouvoirs uniquement à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du 20 Canada.

Mandataire de Sa Majesté

Head office

4. The head office of the Agency is to be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

4. Son siège est fixé dans la région de la capitale nationale délimitée à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*.

Siège de l'Agence

Mandate of Agency

5. (1) The Agency is responsible for providing integrated border services that support national security and public safety priorities and facilitate the free flow of persons and goods, including animals and plants, that meet all requirements under the program legislation, 30 by

5. (1) L'Agence est chargée de fournir des 25 services frontaliers intégrés contribuant à la mise en oeuvre des priorités en matière de sécurité nationale et de sécurité publique et facilitant le libre mouvement des personnes et des biens — notamment les animaux et les 30 végétaux — qui respectent toutes les exigences imposées sous le régime de la législation frontalière. À cette fin, elle :

Mission de l'Agence

(a) supporting the administration or enforcement, or both, as the case may be, of the program legislation;

a) fournit l'appui nécessaire à l'application ou au contrôle d'application, ou aux deux, de 35 la législation frontalière;

(b) implementing agreements between the 35 Government of Canada or the Agency and a foreign state or a public body performing a function of government in a foreign state to carry out an activity, provide a service or administer a tax or program; 40

b) met en oeuvre tout accord conclu entre elle ou le gouvernement fédéral et un État étranger ou un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales dans un État 40 étranger et portant sur l'exercice d'une

	<p>(c) implementing agreements between the Government of Canada or the Agency and the government of a province or other public body performing a function of the Government in Canada to carry out an activity, 5 provide a service or administer a tax or program;</p> <p>(d) implementing agreements or arrangements between the Agency and departments or agencies of the Government of Canada to carry out an activity, provide a service or administer a program; and</p> <p>(e) providing cooperation and support, including advice and information, to other departments and agencies of the Government 15 of Canada to assist them in developing, evaluating and implementing policies and decisions in relation to program legislation for which they have responsibility.</p>	<p>activité, la prestation d'un service, l'administration d'une taxe ou l'application d'un programme;</p> <p>c) met en oeuvre tout accord conclu entre elle ou le gouvernement fédéral et le 5 gouvernement d'une province ou un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada et portant sur l'exercice d'une activité, la prestation d'un service, l'administration d'une taxe ou l'ap- 10 plication d'un programme;</p> <p>d) met en oeuvre tout accord ou entente conclu entre elle et un ministère ou organisme fédéral et portant sur l'exercice d'une activité, la prestation d'un service ou l'application 15 d'un programme;</p> <p>e) fournit aux autres ministères ou organismes fédéraux l'appui et la collaboration nécessaires, notamment par la prestation d'avis ou de renseignements, pour les aider 20 dans l'élaboration, l'examen et la mise en oeuvre des orientations et des décisions relatives à la législation frontalière qui relève d'eux.</p>
Support	<p>(2) The Agency may provide support, 20 through the provision of services, to departments and agencies for which the Minister is responsible, in accordance with agreements or arrangements entered into with those departments and agencies. 25</p>	<p>(2) Elle peut en outre appuyer, par la 25 Assistance prestation de services, les ministères ou organismes relevant du ministre, conformément à tout accord ou entente conclu avec eux.</p>
	MINISTER	MINISTRE
Minister responsible	<p>6. (1) The Minister is responsible for the Agency.</p>	<p>6. (1) Le ministre est responsable de l'A- 30 gence. Responsabilité du ministre</p>
Delegation by Minister	<p>(2) The Minister may delegate to any person any power, duty or function conferred on the Minister under this Act or under the program 30 legislation.</p>	<p>(2) Il peut déléguer à toute personne les attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou de la législation frontalière. Délégation par le ministre</p>
Exception	<p>(3) Subsection (2) does not apply if an Act of Parliament other than this Act authorizes the Minister to delegate the power, duty or function to any person or authorizes any person to 35 exercise or perform it.</p>	<p>(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas dans le cas où une loi fédérale, autre que la présente 35 loi, autorise le ministre à déléguer les attributions en question ou une autre personne à les exercer. Non-application</p>
Limitation	<p>(4) Subsection (2) does not apply in respect of a power to make regulations.</p>	<p>(4) Est exclu des attributions visées au paragraphe (2) le pouvoir de prendre des 40 règlements. Exception</p>

PRESIDENT AND EXECUTIVE VICE-  
PRESIDENT

PRÉSIDENT ET PREMIER  
VICE-PRÉSIDENT

Appointment	7. (1) The Governor in Council shall appoint a President of the Agency to hold office during pleasure for a term of not more than five years, which term may be renewed for one or more further terms.	7. (1) Le gouverneur en conseil nomme le président de l'Agence à titre amovible pour un mandat renouvelable d'au plus cinq ans.	Nomination
Executive Vice-president	(2) The Governor in Council may appoint an Executive Vice-president of the Agency to hold office during pleasure for a term of not more than five years, which term may be renewed for one or more further terms.	(2) Le gouverneur en conseil peut nommer un premier vice-président de l'Agence à titre amovible pour un mandat renouvelable d'au plus cinq ans.	Premier vice-président
Role of President	8. (1) The President, under the direction of the Minister, has the control and management of the Agency and all matters connected with it.	8. (1) Le président, sous la direction du ministre, est chargé de la gestion de l'Agence et de tout ce qui s'y rattache.	Attributions du président
Rank of deputy head	(2) The President has the rank and all the powers of a deputy head of a department.	(2) Le président a rang et statut d'administrateur général de ministère.	Rang et statut
Executive Vice-president's powers	(3) The Executive Vice-president shall exercise the powers and perform the duties and functions that the President may assign and shall act as President if that office is vacant or if the President is absent or incapacitated.	(3) Le premier vice-président exerce les attributions que lui confie le président; en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste, il assume la présidence.	Attributions du premier vice-président
Delegation by President	9. (1) The President may delegate to any person any power, duty or function that the President is authorized to exercise or perform under this Act or any other enactment.	9. (1) Le président peut déléguer à toute personne les attributions qu'il est lui-même autorisé à exercer sous le régime de la présente loi ou de tout autre texte législatif.	Délégation par le président
Designation of officers	(2) The President may designate any person, or person within a class of persons, (a) as an officer as defined in subsection 2(1) of the <i>Customs Act</i> to exercise any powers or perform any duties and functions of an officer under that Act that the President may specify; or (b) as an inspector or a veterinary inspector or other officer for the enforcement of any Act or instrument made under it, or any part of an Act or instrument, that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to enforce, including the <i>Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act</i> , the <i>Canada Agricultural Products Act</i> , the <i>Feeds Act</i> , the <i>Fertilizers Act</i> , the <i>Fish Inspection Act</i> , the	(2) Il peut désigner toute personne, nommé ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée : a) comme agent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les douanes</i> , en vue de l'exercice des attributions de ce poste qu'il peut préciser; b) comme inspecteur — vétérinaire ou non — ou autre agent d'exécution pour le contrôle d'application de tout ou partie de toute loi ou de ses textes d'application dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la <i>Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire</i> , la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> , la <i>Loi relative aux aliments du bétail</i> , la <i>Loi sur les engrais</i> , la <i>Loi sur l'inspection du</i>	Désignation par le président



	<i>Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act.</i>	<i>poisson, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur les semences.</i>	
Designation power	(3) The President may exercise any power that the Minister has to designate officers under subsection 6(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> .	(3) Il peut exercer les pouvoirs de désignation des agents éventuellement conférés au ministre en vertu du paragraphe 6(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .	5 Pouvoir de désignation
Remuneration	10. (1) The President and the Executive Vice-president shall be paid the remuneration that is fixed by the Governor in Council.	10. (1) Le président et le premier vice-président reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Expenses	(2) The President and the Executive Vice-president are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of performing their duties while absent from their ordinary place of work.	(2) Ils sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel de travail.	Frais de déplacement et de séjour
Deemed employment	(3) The President and the Executive Vice-president are deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> and to be employed in the public service of Canada for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and any regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(3) Ils sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> et faire partie de l'administration publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	Assimilation

	<b>HUMAN RESOURCES</b>	<b>RESSOURCES HUMAINES</b>	
Officers and employees	11. Officers and employees necessary for the proper conduct of the work of the Agency shall be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i> .	11. Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de l'Agence est nommé conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> .	Pouvoir de nomination

	<b>POWERS OF THE AGENCY</b>	<b>POUVOIRS DE L'AGENCE</b>	
Exercise of powers conferred on Minister	12. (1) Subject to any direction given by the Minister, the Agency may exercise the powers, and shall perform the duties and functions, that relate to the program legislation and that are conferred on, or delegated, assigned or transferred to, the Minister under any Act or regulation.	12. (1) Sous réserve des instructions que peut donner le ministre, l'Agence exerce les attributions relatives à la législation frontalière qui sont conférées, déléguées ou transférées à celui-ci sous le régime d'une loi ou de règlements.	Exercice de certaines attributions du ministre
Officers and employees	(2) An officer or employee of the Agency may exercise any power or perform any duty or function referred to in subsection (1) if the officer or employee is appointed to serve in the Agency in a capacity appropriate to the exercise of the power or the performance of the duty or	(2) Les dirigeants ou employés de l'Agence ayant, au sein de celle-ci, la compétence voulue peuvent exercer les attributions visées au paragraphe (1); le cas échéant, ils se conforment aux instructions générales ou particulières du ministre.	Dirigeants et employés

function, and, in so doing, shall comply with any general or special direction given by the Minister.

Exception	(3) Subsection (1) does not include (a) any power, duty or function of the Minister under this Act; or (b) a power to make regulations.	(3) Sont exclus des attributions visées au paragraphe (1): a) les attributions conférées au ministre par la présente loi; b) le pouvoir de prendre des règlements.	Exclusion
Non-application of <i>Statutory Instruments Act</i>	(4) A direction given by the Minister under subsection (1) or (2) is not a statutory instrument for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(4) Les instructions visées aux paragraphes (1) et (2) ne constituent pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	Statut des instructions
Agreements	<b>13.</b> (1) Subject to section 38 of the <i>Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act</i> , the Agency may, with the approval of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister and the Minister of Foreign Affairs and International Trade, enter into an agreement with a foreign state or an international organization, for the purposes of carrying out the mandate of the Agency.	<b>13.</b> (1) Sous réserve de l'article 38 de la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> , l'Agence peut dans le cadre de sa mission, avec l'agrément du gouverneur en conseil donné sur recommandation du ministre et du ministre des Affaires étrangères et du Commerce international, conclure des accords avec un État étranger ou toute organisation internationale.	Accords
Arrangements and agreements	(2) The Agency may, for the purposes of carrying out its mandate, (a) enter into an arrangement with a foreign state or an international organization; or (b) enter into an agreement or arrangement with the government of a province, a department or agency of the Government of Canada or any person or organization.	(2) Dans le cadre de sa mission, l'Agence peut: a) conclure des ententes avec un État étranger ou toute organisation internationale; b) conclure des accords ou des ententes avec le gouvernement d'une province, un ministère ou un organisme fédéral ou toute personne ou organisation.	Ententes et accords
Agreements to administer a tax	<b>14.</b> (1) The Agency may enter into or amend an agreement with a provincial or territorial government to administer a tax or other fiscal measure if the agreement is in accordance with guidelines relating to agreements of that kind established jointly by the Minister and the Minister of Finance.	<b>14.</b> (1) L'Agence peut conclure des accords avec le gouvernement d'une province ou d'un territoire pour l'administration d'une taxe ou d'une autre mesure fiscale, ou modifier de tels accords, si ceux-ci sont conformes aux directives établies conjointement par le ministre et le ministre des Finances relativement à ce type d'accords.	Accords pour l'administration d'une taxe
Application of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act</i>	(2) Parts III and III.1 of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act</i> do not apply to an agreement entered into or amended under subsection (1).	(2) Les parties III et III.1 de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ne s'appliquent pas aux accords visés au paragraphe (1).	<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>

## EXPENDITURES

## UTILISATION DES CRÉDITS

Appropriation Acts	<b>15.</b> An appropriation Act may provide that the balance of money appropriated by Parliament for the use of the Agency that remains	<b>15.</b> Une loi de crédits peut prévoir que la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de	Crédits non utilisés
--------------------	---	---	----------------------

unexpended at the end of the fiscal year, after the adjustments referred to in section 37 of the *Financial Administration Act* are made, lapses at the end of the following fiscal year.

l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est annulée à la fin de l'exercice suivant.

ANNUAL REPORT

RAPPORT ANNUEL

Annual report 15.1 (1) The Minister shall, as soon as possible after the end of each fiscal year but no later than the end of the calendar year in which that fiscal year ends, cause to be laid before each House of Parliament a report of the operations and performance of the Agency for that fiscal year.

5 15.1 (1) Le ministre dépose devant chaque chambre du Parlement le plus tôt possible après la fin de chaque exercice et avant la fin de l'exercice en cours, un rapport portant sur les activités de l'Agence et les résultats obtenus par celle-ci au cours de l'exercice précédent.

5 Rapport au Parlement

Reports required by Treasury Board (2) The obligation imposed by subsection (1) may be satisfied by the tabling of any reports of the operations and performance of the Agency required by the Treasury Board that contain the information required by that subsection.

(2) Le dépôt de tout rapport exigé par le Conseil du Trésor sur les activités de l'Agence et les résultats obtenus par celle-ci satisfait à l'obligation prévue au paragraphe (1) si les renseignements visés à ce paragraphe figurent dans le rapport.

Rapports exigés par le Conseil du Trésor

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

DEFINITIONS

DÉFINITIONS

Definitions 16. The following definitions apply in sections 17 to 19 and 21 to 28.

16. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 17 à 19 et 21 à 28.

Définitions

"former agency" « ancienne agence » "former agency" means the portion of the public service of Canada known as the Canada Border Services Agency.

« ancienne agence » Le secteur de l'administration publique fédérale appelé Agence des services frontaliers du Canada.

« ancienne agence » "former agency"

"new agency" « nouvelle agence » "new agency" means the Canada Border Services Agency established under subsection 3(1).

« décret C.P. 2003-2064 » Le décret C.P. 2003-2064 du 12 décembre 2003 portant le numéro d'enregistrement TR/2003-216.

« décret C.P. 2003-2064 » "order P.C. 2003-2064"

"order P.C. 2003-2064" « décret C.P. 2003-2064 » "order P.C. 2003-2064" means Order in Council P.C. 2003-2064 of December 12, 2003, registered as SI/2003-216.

« nouvelle agence » L'Agence des services frontaliers du Canada constituée par le paragraphe 3(1).

« nouvelle agence » "new agency"

FORMER AGENCY

ANCIENNE AGENCE

President and Executive Vice-president 17. (1) The persons occupying the positions of President and Executive Vice-president of the former agency on the day on which this section comes into force become the President and Executive Vice-president of the new agency on that day and are deemed to have been appointed under section 7.

17. (1) Les personnes qui occupent les postes de président et de premier vice-président de l'ancienne agence à la date d'entrée en vigueur du présent article deviennent respectivement, à cette date, président et premier vice-président de la nouvelle agence comme s'ils avaient été nommés à ces postes en application de l'article 7.

Président et premier vice-président

Positions (2) Nothing in this Act is to be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of

(2) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article,

Personnel



this section, occupied a position in the former agency, except that the employee shall, on the coming into force of this section, occupy his or her position in the new agency under the direction of the President.

occupaient un poste à l'ancienne agence, à cette différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent à la nouvelle agence sous la direction du président.

Definition of "employee"

(3) In subsection (2), "employee" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

(3) Au paragraphe (2), « fonctionnaire » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

5 Définition de « fonctionnaire »

Transfer of appropriations

18. (1) Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada for the former agency that, on the day on which this section comes into force, is unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the public service of Canada for the new agency.

18. (1) Les sommes affectées — mais non engagées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article 10 par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard de l'ancienne agence sont réputées être affectées aux frais et dépenses 15 de celle-ci à l'égard de la nouvelle agence.

Transfert de crédits

Transfer of powers, duties and functions

(2) Wherever under any Act, order, rule 20 or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by the President of the former agency or an employee of the former agency, the power, duty or function is vested in and shall be exercised by the President of the new agency or an employee of the new agency unless the Governor in Council by order designates a deputy minister or an officer of the public service of Canada to exercise that power or perform that duty or function.

(2) Les attributions conférées, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'une règle, ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre 20 document, au président de l'ancienne agence ou à un fonctionnaire de celle-ci sont transférées, selon le cas, au président ou au fonctionnaire correspondant de la nouvelle agence, sauf décret du gouverneur en conseil 25 chargeant de ces attributions un sous-ministre ou un fonctionnaire d'un secteur de l'administration publique fédérale.

Transfert d'attributions

Continuation of proceedings

(3) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the former agency or its President is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the new agency or its President in a similar manner and to the same extent as it would have been continued by or against the former 40 agency or its President.

(3) La nouvelle agence et son président succèdent, au même titre et dans les mêmes 30 conditions, à l'ancienne agence et à son président, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives en cours à l'entrée en vigueur du présent article et auxquelles ceux-ci sont parties. 35

Procédures en cours

Deeming

(4) Decisions made by the President of the former agency are deemed to be decisions made by the President of the new agency.

(4) Les décisions rendues par le président de l'ancienne agence sont réputées être des décisions du président de la nouvelle agence.

Maintien des décisions

Validity of documents

(5) All orders, rules, regulations, decisions, 45 determinations and re-determinations, directions, licences, authorizations, certificates,

(5) Tous les actes ou documents émanant du président de l'ancienne agence — ou 40 d'une personne placée sous son autorité —

Validité des documents : nouvelle agence

consents, approvals, declarations, designations, permits, registrations, rates or other documents that are in force on the coming into force of this section and that are made or issued by the President of the former agency or any person under his or her authority continue in force as if they were made or issued by the President of the new agency or a person under his or her authority, as the case may be, until they expire or are repealed, replaced, rescinded or altered.

(6) Every affidavit sworn, or document purporting to be certified, by an employee of the former agency before the day on which this section comes into force has the same probative value as if it were sworn or certified by an employee of the new agency after that day.

19. (1) A reference to the former agency in any of the following is deemed to be a reference to the new agency:

- (a) Schedule I to the *Access to Information Act* under the heading “Other Government Institutions”;
- (b) the schedule to the *Privacy Act*;
- (c) Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act*;
- (d) any order of the Governor in Council made under paragraph (b) of the definition “head” in section 3 of the *Access to Information Act*;
- (e) any direction of the Governor in Council made under subsection 24(3) of the *Auditor General Act*;
- (f) any order of the Governor in Council made under paragraph 29(e) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*;
- (g) any order of the Governor in Council made under paragraph (b) of the definition “head” in section 3 of the *Privacy Act*; and
- (h) any order of the Governor in Council made under the definition “department” in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

qui sont en vigueur à la prise d’effet du présent article sont réputés émaner du président de la nouvelle agence ou d’une personne placée sous son autorité, selon le cas, et demeurent en vigueur jusqu’à leur expiration, modification, remplacement ou annulation.

(6) Tout affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un fonctionnaire de l’ancienne agence, avant la date d’entrée en vigueur du présent article, a la même valeur probante qu’un affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un fonctionnaire de la nouvelle agence après cette date.

19. (1) La mention de l’ancienne agence dans les textes ci-après vaut mention de la nouvelle agence :

- a) l’annexe I de la *Loi sur l’accès à l’information*, sous l’intertitre « Autres institutions fédérales »;
- b) l’annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;
- c) la partie I de l’annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*;
- d) tout décret pris en vertu de l’alinéa b) de la définition de « responsable d’institution fédérale » à l’article 3 de la *Loi sur l’accès à l’information*;
- e) toute directive prise en vertu du paragraphe 24(3) de la *Loi sur le vérificateur général*;
- f) tout décret pris en vertu de l’alinéa 29e) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;
- g) tout décret pris en vertu de l’alinéa b) de la définition de « responsable d’institution fédérale », à l’article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;

Continuation of  
evidentiary  
presumption

Valeur probante  
des documents

References

Mentions



Deputy head	<p>(2) The designation of a person as deputy head of the former agency in any of the following is deemed to be a designation of the President of the new agency as deputy head of that agency:</p> <p>(a) any order of the Governor in Council made under paragraph 29(e) of the <i>Canadian Security Intelligence Service Act</i>; and</p> <p>(b) any order of the Governor in Council made under the definition “deputy head” 10 in subsection 2(1) of the <i>Public Service Employment Act</i>.</p>	<p>h) tout décret pris en vertu de la définition de « ministères » au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>.</p>	Administrateur général
		<p>(2) La désignation de toute personne à titre d'administrateur général de l'ancienne agence dans les textes ci-après vaut désignation du président de la nouvelle agence à titre 5 d'administrateur général de celle-ci :</p> <p>a) tout décret pris en vertu de l'alinéa 29e) de la <i>Loi sur le Service canadien du 10 renseignement de sécurité</i>;</p> <p>b) tout décret pris en vertu de la définition de « administrateur général » au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'emploi dans la 15 fonction publique</i>.</p>	
CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY		AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA	
Positions	<p>20. Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of 15 this section, occupied a position in the Canada Customs and Revenue Agency, except that the employee shall occupy that position in the Canada Revenue Agency.</p>	<p>20. La présente loi ne change rien à la situation des employés qui, à l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, à cette différence près que, à 20 compter de cette date, ils l'occupent à l'Agence du revenu du Canada.</p>	Personnel
Continuation of rights and property	<p>21. (1) Subject to subsection (2), all rights 20 and property of the Canada Customs and Revenue Agency continue as the rights and property of the Canada Revenue Agency.</p>	<p>21. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les biens et les droits de l'Agence des douanes et du revenu du Canada sont dévolus à 25 l'Agence du revenu du Canada.</p>	Gestion des droits et des biens
Transfer to new agency	<p>(2) All rights and property of the Canada Customs and Revenue Agency that are in 25 respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 are transferred to the new agency.</p>	<p>(2) Ceux des biens et des droits de 30 l'Agence des douanes et du revenu du Canada qui se rapportent aux secteurs de celle-ci dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 sont transférés à la nouvelle 30 agence.</p>	Transfert à la nouvelle agence
Continuation of obligations and liabilities	<p>22. (1) Subject to subsection (2), all obligations and liabilities of the Canada Customs and Revenue Agency continue as obligations and liabilities of the Canada Revenue Agency.</p>	<p>22. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Agence du revenu du Canada assume, sans 35 solution de continuité, les dettes et obligations de l'Agence des douanes et du revenu du 35 Canada.</p>	Maintien des dettes et obligations
Transfer to new agency	<p>(2) All obligations and liabilities of the Canada Customs and Revenue Agency that were incurred in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were 40</p>	<p>(2) Celles des dettes et des obligations de l'Agence des douanes et du revenu du 40 Canada qui ont été contractées à l'égard des secteurs de celle-ci dont la responsabilité</p>	Transfert à la nouvelle agence



	transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 are transferred to the new agency.	a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 sont transférées à la nouvelle agence.	
Real property, immovables and licences	23. (1) The administration of any real property or immovable, and the administrative responsibility for any licence in respect of any real property or immovable, that was under the administration or administrative responsibility of the Canada Customs and Revenue Agency immediately before the coming into force of this section and that was used for or in support of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 are transferred to the Minister.	23. (1) Est transférée au ministre la gestion des immeubles et des biens réels — ainsi que la responsabilité administrative des permis afférents — dont la gestion relevait de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'entrée en vigueur du présent article et qui étaient utilisés dans le cadre du fonctionnement des secteurs de cet organisme dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064.	Immeubles et biens réels
List	(2) As soon as practicable after the coming into force of this section, the Minister of National Revenue shall publish in the <i>Canada Gazette</i> a list of the real property and immovables the administration of which was transferred under subsection (1) in such a way that each is sufficiently identified.	(2) Dans les meilleurs délais possible après l'entrée en vigueur du présent article, le ministre du Revenu national publie dans la <i>Gazette du Canada</i> , à l'égard des immeubles et des biens réels dont la gestion a été transférée au titre du paragraphe (1), une liste qui permet de les identifier facilement.	Liste
Title	(3) Where the title of any real property or immovable was held in the name of the Canada Customs and Revenue Agency immediately before the coming into force of this section and that real property or immovable was used for or in support of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064, the title to that real property or immovable is deemed to be held in the name of Her Majesty in right of Canada.	(3) Les titres de propriété qui, à l'entrée en vigueur du présent article, étaient établis au nom de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'égard des immeubles et des biens réels de celle-ci qui étaient utilisés dans le cadre du fonctionnement des secteurs de cet organisme dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 sont réputés être établis au nom de Sa Majesté du chef du Canada.	Titres de propriété
Other real property, immovables and licences — Canada Revenue Agency	(4) The administration of any real property or immovable, and the administrative responsibility for any licence in respect of any real property or immovable, that is not referred to in subsection (1) and that was under the administration or administrative responsibility of the Canada Customs and Revenue Agency immediately before the coming into force of this section continues under the administration or administrative responsibility, as the case may be, of the Canada Revenue Agency.	(4) Est dévolue à l'Agence du revenu du Canada la gestion des immeubles et des biens réels — ainsi que la responsabilité administrative des permis afférents — dont la gestion relevait de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'entrée en vigueur du présent article, à l'exception de ceux qui sont visés au paragraphe (1).	Dévolution

Continuation of  
legal  
proceedings:  
Canada Revenue  
Agency

24. (1) Subject to subsection (2), any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the Canada Customs and Revenue Agency is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the Canada Revenue Agency in the same manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Canada Customs and Revenue Agency.

24. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Agence du revenu du Canada succède, au même titre et dans les mêmes conditions, à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives en cours à l'entrée en vigueur du présent article et auxquelles celle-ci est partie.

Procédures en  
cours : Agence  
du revenu du  
Canada

10

Continuation of  
legal  
proceedings:  
new agency

(2) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the Canada Customs and Revenue Agency is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the new agency in the same manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Canada Customs and Revenue Agency in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064.

(2) La nouvelle agence succède, au même titre et dans les mêmes conditions, à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives, en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, relativement aux secteurs de celle-ci dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 et auxquelles l'Agence des douanes et du revenu du Canada est partie.

Procédures en  
cours : nouvelle  
agence

20

Validity of  
documents:  
Canada Revenue  
Agency

25. (1) Subject to subsection (2), all orders, rules, regulations, decisions, determinations and re-determinations, directions, licences, authorizations, certificates, consents, approvals, declarations, designations, permits, registrations, rates or other documents that are in force on the coming into force of this section and that were made or issued by the Minister of National Revenue or by the Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority continue in force as if they were made or issued by the Minister of National Revenue or the Commissioner of Revenue or any person under their authority, as the case may be, until they expire or are repealed, replaced, rescinded or altered.

25. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les actes ou documents émanant du ministre du Revenu national ou du commissaire des douanes et du revenu ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre qui sont en vigueur à la prise d'effet du présent article sont réputés émaner du ministre du Revenu national, du commissaire du revenu ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre, selon le cas, et demeurent en vigueur jusqu'à leur expiration, modification, remplacement ou annulation.

Validité des  
documents :  
Agence du  
revenu du  
Canada

40

Validity of  
documents

(2) All orders, rules, regulations, decisions, determinations and re-determinations, directions, licences, authorizations, certificates, consents, approvals, declarations, designations, permits, registrations, rates or other documents that are in force on the coming into force of this section and that were made or issued by the Minister of National Revenue or by the Commissioner of Customs

(2) Tous les actes ou documents émanant du ministre du Revenu national ou du commissaire des douanes et du revenu ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 et qui sont en vigueur à la

Validité des  
documents :  
nouvelle agence

35

40



and Revenue or any person under their authority that are in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 continue in force as if they were made or issued by the Minister, the President of the new agency or a person under their authority, as the case may be, until they expire or are repealed, replaced, rescinded or altered.

Continuation of  
evidentiary  
presumption:  
Canada Revenue  
Agency

Continuation of  
evidentiary  
presumption:  
Canada Border  
Services Agency

References

26. (1) Subject to subsection (2), every affidavit sworn, or document purporting to be certified, by an employee of the Canada Customs and Revenue Agency before the day on which this section comes into force has the same probative value as if it were sworn or certified by an employee of the Canada Revenue Agency after that day.

(2) Every affidavit sworn, or document purporting to be certified, by an employee of the Canada Customs and Revenue Agency before the day on which this section comes into force that was sworn or was purported to be certified in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 has the same probative value as if it were sworn or certified by an employee of the new agency after that day.

27. (1) Subject to subsection (2), every reference to the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue, the Deputy Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority in a document issued in the name of the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue or the Deputy Commissioner of Customs and Revenue is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Canada Revenue Agency, the Commissioner of Revenue, the Deputy Commissioner of Revenue or a person under their authority, as the case may be.

prise d'effet du présent article sont réputés émaner du ministre, du président de la nouvelle agence ou d'une personne placée sous l'autorité de l'un ou de l'autre, selon le cas, et demeurent en vigueur jusqu'à leur expiration, modification, remplacement ou annulation.

26. (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un employé de l'Agence des douanes et du revenu du Canada avant la date d'entrée en vigueur du présent article a la même valeur probante qu'un affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un employé de l'Agence du revenu du Canada après cette date.

(2) Tout affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un employé de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, avant la date d'entrée en vigueur du présent article, à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064 a la même valeur probante qu'un affidavit signé ou document paraissant avoir été certifié par un fonctionnaire de la nouvelle agence après cette date.

27. (1) Sous réserve du paragraphe (2), sauf indication contraire du contexte, dans tous les documents établis au nom de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du commissaire des douanes et du revenu ou du commissaire délégué des douanes et du revenu, la mention de ces derniers ou d'une personne placée sous leur autorité vaut mention de l'Agence du revenu du Canada, du commissaire du revenu, du commissaire délégué du revenu ou d'une personne placée sous leur autorité, selon le cas.

Valeur probante  
des documents

Valeur probante  
des documents

Mentions



References

(2) Every reference to the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue, the Deputy Commissioner of Customs and Revenue or any person under their authority in a document issued in the name of the Canada Customs and Revenue Agency, the Commissioner of Customs and Revenue or the Deputy Commissioner of Customs and Revenue is to be read in respect of those documents that relate to those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064, unless the context otherwise requires, as a reference to the new agency, the President of the new agency, the Executive Vice-president of the new agency or a person under their authority, as the case may be.

References in documents and other provisions: Canada Revenue Agency

28. (1) Subject to subsection (2), any expression referring to the Deputy Minister of National Revenue, the Department of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue or the Canada Customs and Revenue Agency in any document, any instrument made under an Act of Parliament or any provision of an Act of Parliament not amended by this Act is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Commissioner of Revenue or the Canada Revenue Agency, as the case may be.

References in documents and other provisions: Canada Border Services Agency

(2) Any expression referring to the Deputy Minister of National Revenue, the Department of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue or the Canada Customs and Revenue Agency in any document, any instrument made under an Act of Parliament or any provision of an Act of Parliament not amended by this Act and the document, instrument or provision is in respect of those portions of the Canada Customs and Revenue Agency the control and supervision of which were transferred to the former agency by order P.C. 2003-2064 is to be read, unless the context otherwise

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans tous les documents établis au nom de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du commissaire des douanes et du revenu ou du commissaire délégué des douanes et du revenu à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064, la mention de ces derniers ou d'une personne placée sous leur autorité vaut mention de la nouvelle agence ou du président ou premier vice-président de celle-ci ou d'une personne placée sous leur autorité, selon le cas.

Mentions

Mentions

28. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et sauf indication contraire du contexte, dans les dispositions des lois fédérales non modifiées par la présente loi, ainsi que dans les textes d'application de toute loi fédérale et dans tout autre document, la mention du ministère du Revenu national ou de l'Agence des douanes et du revenu du Canada vaut mention de l'Agence du revenu du Canada et la mention du commissaire des douanes et du revenu ou du sous-ministre du Revenu national vaut mention du commissaire du revenu.

Mentions

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans les dispositions des lois fédérales non modifiées par la présente loi, ainsi que dans les textes d'application de toute loi fédérale et dans tout autre document, la mention du ministère du Revenu national, de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du sous-ministre du Revenu national ou du commissaire des douanes et du revenu, à l'égard d'un secteur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada dont la responsabilité a été transférée à l'ancienne agence par le décret C.P. 2003-2064, vaut mention de la nouvelle agence ou du président de celle-ci, selon le cas.

requires, as a reference to the President of the new agency or the new agency, as the case may be.

ROYAL CANADIAN MINT ACT		MONNAIE ROYALE CANADIENNE	
Royal Canadian Mint Act	29. The Minister of National Revenue is the Minister for the purposes of the <i>Royal Canadian Mint Act</i> until another member of the Queen's Privy Council for Canada is designated under section 2.1 of that Act, as enacted by section 130 of this Act.	29. Pour l'application de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> , la mention de « ministre », dans cette loi, vaut mention du ministre du Revenu national jusqu'à ce qu'une désignation soit faite par le gouverneur en conseil en application de l'article 2.1 de cette loi, édicté par l'article 130 de la présente loi.	<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS		MODIFICATIONS CORRÉLATIVES	
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT		LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE	
1995, c. 40	30. The definition "Minister" in section 2 of the <i>Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act</i> is replaced by the following:	30. La définition de « ministre », à l'article 2 de la <i>Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire</i> , est remplacée par ce qui suit :	
	"Minister" means (a) the Minister of Agriculture and Agri-Food; or (b) with respect to a notice of violation issued in relation to the contravention of program legislation referred to in subsection 11(5) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> , the Solicitor General of Canada.	« ministre » Soit le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, soit, s'agissant des questions relatives aux procès-verbaux pour violation de la législation frontalière visée au paragraphe 11(5) de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> , le solliciteur général du Canada.	1995, ch. 40

AIR TRAVELLERS SECURITY CHARGE ACT		LOI SUR LE DROIT POUR LA SÉCURITÉ DES PASSAGERS DU TRANSPORT AÉRIEN	
2002, c. 9, s. 5	31. The definitions "Agency" and "Commissioner" in section 2 of the <i>Air Travellers Security Charge Act</i> are replaced by the following:	31. Les définitions de « Agence » et « commissaire », à l'article 2 de la <i>Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien</i> , sont respectivement remplacées par ce qui suit :	2002, ch. 9, art. 5
	"Agency" means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the <i>Canada Revenue Agency Act</i> .  "Commissioner" means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the <i>Canada Revenue Agency Act</i> .  32. Subsection 83(8) of the Act is replaced by the following:	« Agence » L'Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> .  « commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l'article 25 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> .  32. Le paragraphe 83(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	25 20 25 30

Proof of  
documents

(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or the officer, unless it has been called into question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty.

(8) Tout document paraissant avoir été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d'application, au nom ou sous l'autorité du ministre, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire ou d'un préposé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire ou le préposé, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

Preuve de  
documentsR.S., c. 20  
(4th Supp.)**CANADA AGRICULTURAL PRODUCTS ACT****LOI SUR LES PRODUITS AGRICOLES AU  
CANADA**L.R., ch. 20  
(4<sup>e</sup> suppl.)

1997, c. 6, s. 39

**33. Subsection 19(2) of the *Canada Agricultural Products Act* is replaced by the following:**

**33. Le paragraphe 19(2) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada* est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 6,  
art. 39

Designation

(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of enforcing this Act.

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.

Désignations

Certificate to be  
produced

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place on request.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou par le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

Production du  
certificat

1999, c. 17

**CANADA CUSTOMS AND REVENUE AGENCY  
ACT****LOI SUR L'AGENCE DES DOUANES ET DU  
REVENU DU CANADA**

1999, ch. 17

**34. The long title of the *Canada Customs and Revenue Agency Act* is replaced by the following:**

**34. Le titre intégral de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* est remplacé par ce qui suit :**

An Act to continue the Canada Revenue Agency and to amend and repeal other Acts as a consequence

Loi portant prorogation de l'Agence du revenu du Canada, et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence

**35. Section 1 of the Act is replaced by the following:**

**35. L'article 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Short title

**1. This Act may be cited as the *Canada Revenue Agency Act*.**

**1. *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*.**

Titre abrégé



2002, c. 22,  
s. 322

**36. (1) The definition “législation fiscale et douanière” in section 2 of the French version of the Act is repealed.**

**(2) The definition “Agency” in section 2 of the Act is replaced by the following:**

“Agency”  
« Agence »

“Agency” means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1).

2002, c. 22,  
s. 322

**(3) Paragraph (a) of the definition “program legislation” in section 2 of the English version of the Act is replaced by the following:**

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the Commissioner or an employee of the Agency to administer or enforce, including the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*; or

**(4) Section 2 of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

« législation fiscale » Tout ou partie d’une autre loi fédérale ou de ses textes d’application :

a) dont le ministre, l’Agence, le commissaire ou un employé de l’Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer ou contrôler l’application, notamment la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, la *Loi sur les douanes*, la *Loi sur l’accise*, la *Loi de 2001 sur l’accise*, la *Loi sur la taxe d’accise* et la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

b) en vertu desquels le ministre ou un autre ministre autorise l’Agence, le commissaire ou un employé de l’Agence à appliquer un programme ou à exercer une activité.

**37. The heading before section 4 of the Act is replaced by the following:**

CONTINUATION AND MANDATE OF THE AGENCY

**38. Subsection 4(1) of the Act is replaced by the following:**

**36. (1) La définition de « législation fiscale et douanière », à l’article 2 de la version française de la même loi, est abrogée.**

**(2) La définition de « Agence », à l’article 5 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :**

« Agence » L’Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1).

**(3) L’alinéa a) de la définition de « program legislation », à l’article 2 de la version anglaise de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the Commissioner or an employee of the Agency to administer or enforce, including the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*; or

**(4) L’article 2 de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« législation fiscale » Tout ou partie d’une autre loi fédérale ou de ses textes d’application :

a) dont le ministre, l’Agence, le commissaire ou un employé de l’Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer ou contrôler l’application, notamment la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, la *Loi sur les douanes*, la *Loi sur l’accise*, la *Loi de 2001 sur l’accise*, la *Loi sur la taxe d’accise* et la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

b) en vertu desquels le ministre ou un autre ministre autorise l’Agence, le commissaire ou un employé de l’Agence à appliquer un programme ou à exercer une activité.

**37. L’intertitre précédant l’article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

PROROGATION ET MISSION DE L’AGENCE

**38. Le paragraphe 4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2002, ch. 22,  
art. 322

« Agence »  
“Agency”

2002, ch. 22,  
art. 322

« législation  
fiscale »  
“program  
legislation”

« législation  
fiscale »  
“program  
legislation”

Continuation

4. (1) The Canada Customs and Revenue Agency is continued as a body corporate under the name of the Canada Revenue Agency.

4. (1) L'Agence des douanes et du revenu du Canada, dotée de la personnalité morale, est prorogée sous le nom d'Agence du revenu du Canada.

Prorogation de l'Agence

39. Paragraph 5(1)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

39. L'alinéa 5(1)a) de la version française 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) de fournir l'appui nécessaire à l'application et au contrôle d'application de la législation fiscale;

a) de fournir l'appui nécessaire à l'application et au contrôle d'application de la législation fiscale;

40. (1) Paragraph 6(1)(a) of the Act is repealed.

40. (1) L'alinéa 6(1)a) de la même loi est 10 abrogé.

(2) Subsection 6(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

(2) Le paragraphe 6(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

(d.1) the collection of debts due to Her Majesty under Part V.1 of the *Customs Act*; and

d.1) à la perception des créances de Sa 15 Majesté sous le régime de la partie V.1 de la *Loi sur les douanes*;

2002, c. 22, s. 323

41. Section 7 of the Act is replaced by the following:

41. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 22, art. 323

Designation of officers

7. The Minister may designate any person, or 20 person within a class of persons, as an officer as defined in section 2 of the *Excise Act* or section 2 of the *Excise Act, 2001* to exercise any powers or perform any duties and functions of an officer under those Acts that the Minister may specify. 25

7. Le ministre peut désigner toute personne, 20 nommément ou par catégorie, comme préposé au sens de l'article 2 de la *Loi sur l'accise* ou de l'article 2 de la *Loi de 2001 sur l'accise* en vue de l'exercice des attributions de ces postes que peut préciser le ministre. 25

20 Désignation par le ministre

42. Section 9 of the French version of the Act is replaced by the following:

42. L'article 9 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Instructions sur l'exercice des attributions

9. Le ministre peut donner des instructions au commissaire ou à toute autre personne sur l'exercice de celles de ses attributions qui leur 30 sont confiées soit au titre des paragraphes 8(1) ou (4), soit sous le régime de la législation fiscale.

9. Le ministre peut donner des instructions au commissaire ou à toute autre personne sur l'exercice de celles de ses attributions qui leur 30 sont confiées soit au titre des paragraphes 8(1) ou (4), soit sous le régime de la législation fiscale.

Instructions sur l'exercice des attributions

2004, c. 16, s. 4(F)

43. Subsection 26(1) of the Act is replaced by the following:

43. Le paragraphe 26(1) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

2004, ch. 16, art. 4(F)

Appointment and tenure of Deputy Commissioner

26. (1) A Deputy Commissioner of Revenue may be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term of not more than five years, which term may be renewed for one or more further terms of not 40 more than five years each.

26. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un commissaire délégué du revenu à titre amovible pour un mandat maximal de cinq ans. Celui-ci peut recevoir un ou plusieurs nouveaux mandats d'au plus cinq ans chacun. 40

Nomination et mandat du commissaire délégué

44. Section 33 of the French version of the Act is replaced by the following:

44. L'article 33 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :



Fonctions consultatives	<p><b>33.</b> Il peut conseiller le ministre sur les questions liées à l'application et au contrôle d'application, en général, de la législation fiscale.</p> <p><b>45.</b> Paragraphs 34(a) and (b) of the French version of the Act are replaced by the following:</p> <p>a) à l'exercice des attributions soit qui leur sont conférées ou déléguées sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, 10 soit qu'ils sont autorisés à exercer au nom du ministre sous le régime de la présente loi;</p> <p>b) à l'application ou au contrôle d'application de la législation fiscale.</p> <p><b>46.</b> Section 35 of the French version of the 15 Act is replaced by the following:</p> <p><b>35.</b> La présente loi n'a pas pour effet d'autoriser la divulgation au conseil de renseignements qui, même indirectement, révèlent l'identité de la personne, de l'organisation ou de 20 l'entreprise commerciale à laquelle ils ont trait et qui ont été soit obtenus sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, soit préparés à partir de renseignements ainsi obtenus. 25</p> <p><b>47.</b> Subsection 37(1) of the Act is replaced by the following:</p> <p><b>37.</b> (1) The Commissioner may authorize any person, subject to any terms and conditions that the Commissioner may specify, to exercise 30 or perform on behalf of the Commissioner any power, duty or function of the Commissioner under this Act or any other Act.</p> <p><b>48.</b> Subsection 39(1) of the French version of the Act is replaced by the following: 35</p> <p><b>39.</b> (1) Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir, aux ministères et organismes fédéraux 40 pour le compte desquels l'Agence applique un programme ou exerce une activité, l'information nécessaire à l'évaluation du programme ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes. 45</p>	Fonctions consultatives
Confidentialité de certains renseignements	<p><b>33.</b> Il peut conseiller le ministre sur les questions liées à l'application et au contrôle d'application, en général, de la législation fiscale.</p> <p><b>45.</b> Les alinéas 34a) et b) de la version 5 française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p> <p>a) à l'exercice des attributions soit qui leur sont conférées ou déléguées sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, 10 soit qu'ils sont autorisés à exercer au nom du ministre sous le régime de la présente loi;</p> <p>b) à l'application ou au contrôle d'application de la législation fiscale.</p> <p><b>46.</b> L'article 35 de la version française de 15 la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p><b>35.</b> La présente loi n'a pas pour effet d'autoriser la divulgation au conseil de renseignements qui, même indirectement, révèlent l'identité de la personne, de l'organisation ou de 20 l'entreprise commerciale à laquelle ils ont trait et qui ont été soit obtenus sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, soit préparés à partir de renseignements ainsi obtenus. 25</p> <p><b>47.</b> Le paragraphe 37(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p><b>37.</b> (1) Le commissaire peut autoriser toute personne à exercer en son nom, selon les modalités et dans les limites qu'il fixe, les 30 attributions qu'il exerce sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi.</p> <p><b>48.</b> Le paragraphe 39(1) de la version 35 française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p><b>39.</b> (1) Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir, aux ministères et organismes fédéraux 40 pour le compte desquels l'Agence applique un programme ou exerce une activité, l'information nécessaire à l'évaluation du programme ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes. 45</p>	Confidentialité de certains renseignements
Authorization by Commissioner		Autorisation du commissaire
Obligation de renseigner les organismes fédéraux		Obligation de renseigner les organismes fédéraux



**49. Subsection 40(1) of the French version of the Act is replaced by the following:**

Obligation de  
renseigner les  
gouvernements  
provinciaux

**40.** (1) Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir aux gouvernements provinciaux pour le compte desquels l'Agence applique un programme, administre une taxe ou un impôt ou exerce une activité, l'information nécessaire à l'évaluation du programme, de la taxe, de l'impôt ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes.

**50. Subsection 60(3) of the French version of the Act is replaced by the following:**

Restriction

(3) Ne constituent pas des recettes d'exploitation les taxes, impôts, droits, pénalités et intérêts perçus sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, ni les sommes perçues pour le compte d'un ministère, gouvernement ou organisme public.

**51. Subsection 63(1) of the Act is replaced by the following:**

Agreements to  
administer a tax

**63.** (1) The Agency may enter into or amend an agreement with a provincial, territorial or aboriginal government to administer a tax or other fiscal measure if the agreement is in accordance with guidelines relating to agreements of that kind established jointly by the Minister and the Minister of Finance.

**52. Section 186 of the Act and the heading before it are repealed.**

1997, c. 6

**CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY ACT**

**53. Section 11 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* is amended by adding the following after subsection (4):**

Role of Canada  
Border Services  
Agency

(5) The Canada Border Services Agency is responsible for the enforcement of the program legislation referred to in paragraph (b) of the definition "program legislation" in section 2 of

**49. Le paragraphe 40(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**40.** (1) Sous réserve des dispositions de la législation fiscale et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* relatives à la confidentialité, le commissaire est tenu de fournir, aux gouvernements provinciaux pour le compte desquels l'Agence applique un programme, administre une taxe ou un impôt ou exerce une activité, l'information nécessaire à l'évaluation du programme, de la taxe, de l'impôt ou de l'activité et à l'élaboration des orientations correspondantes.

**50. Le paragraphe 60(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) Ne constituent pas des recettes d'exploitation les taxes, impôts, droits, pénalités et intérêts perçus sous le régime de la législation fiscale ou d'une loi provinciale, ni les sommes perçues pour le compte d'un ministère, gouvernement ou organisme public.

**51. Le paragraphe 63(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**63.** (1) L'Agence peut conclure une entente avec le gouvernement d'une province ou d'un territoire ou un gouvernement autochtone pour l'administration d'une taxe, d'un impôt ou d'une autre mesure fiscale, ou modifier une telle entente, si celle-ci est conforme aux directives établies conjointement par le ministre et le ministre des Finances relativement à ce type d'entente.

**52. L'article 186 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.**

**LOI SUR L'AGENCE CANADIENNE  
D'INSPECTION DES ALIMENTS**

**53. L'article 11 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

(5) L'Agence des services frontaliers du Canada est chargée du contrôle d'application de la législation frontalière visée à l'alinéa b) de la définition de ce terme à l'article 2 de la *Loi*

Obligation de  
renseigner les  
gouvernements  
provinciaux

Restriction

Entente pour  
l'administration  
d'une taxe ou  
d'un impôt

1997, ch. 6

Agence des  
services  
frontaliers du  
Canada

the *Canada Border Services Agency Act* as that program legislation relates to the delivery of passenger and initial import inspection services performed at airports and other Canadian border points other than import service centres.

sur l'Agence des services frontaliers du Canada en ce qui a trait à l'inspection en première ligne des voyageurs et des produits importés dans les aéroports et dans les postes frontaliers canadiens, à l'exclusion des centres de service à l'importation.

R.S., c. 47  
(4th Supp.)

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE  
TRIBUNAL ACT

54. Subsection 2(1) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

“President” means the President of the Canada Border Services Agency appointed under sub-section 7(1) of the *Canada Border Services Agency Act*.

55. Every reference to the “Commissioner of Customs and Revenue” or the “Commissioner” in the following provisions of the Act is replaced by a reference to the “President”:

- (a) subsections 26(4) and (5);
- (b) subsections 28(1) and (2); and
- (c) paragraph 49(b).

56. Subsections 2(1), 26(4) and (5) and 28(1) and (2) and paragraph 49(b) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, as amended by sections 54 and 55 of this Act, apply to goods of a NAFTA country, as defined in subsection 2(2) of that Act.

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU  
COMMERCE EXTÉRIEUR

54. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«président» Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, nommé en application du paragraphe 7(1) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*.

55. Dans les passages ci-après de la même loi, « commissaire des douanes et du revenu » et « commissaire » sont remplacés par « président » :

- a) les paragraphes 26(4) et (5);
- b) les paragraphes 28(1) et (2);
- c) l'alinéa 49b).

56. Les paragraphes 2(1), 26(4) et (5) et 28(1) et (2) et l'alinéa 49b) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, modifiés par les articles 54 et 55 de la présente loi, s'appliquent aux marchandises d'un pays ALÉNA, au sens du paragraphe 2(2) de cette loi.

“President”  
«président»

L.R., ch. 47  
(4<sup>e</sup> suppl.)

«président»  
“President”

Application

Application

1994, c. 31

DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND  
IMMIGRATION ACT

57. Section 4 of the *Department of Citizenship and Immigration Act* is replaced by the following:

4. The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction relating to citizenship and immigration and that are not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada.

LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA  
CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

57. L'article 4 de la *Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration* est remplacé par ce qui suit :

4. Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent de façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement liés à la citoyenneté et à l'immigration et non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux.

Powers, duties  
and functions of  
Minister

1994, ch. 31

Compétence  
générale



R.S., c. C-46

## CRIMINAL CODE

## CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

2002, c. 22,  
s. 324

**58. (1) Paragraph (d) of the definition “peace officer” in section 2 of the *Criminal Code* is replaced by the following:**

(d) an officer within the meaning of the *Customs Act*, the *Excise Act* or the *Excise Act, 2001*, or a person having the powers of such an officer, when performing any duty in the administration of any of those Acts,

(d.1) an officer authorized under subsection 138(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*,

2001, c. 41,  
s. 2(2)

**(2) The definition “justice system participant” in section 2 of the Act is amended by replacing subparagraph (b)(ix) with the following:**

(ix) an employee of the Canada Revenue Agency who is involved in the investigation of an offence under an Act of Parliament,

(ix.1) an employee of the Canada Border Services Agency who is involved in the investigation of an offence under an Act of Parliament,

R.S., c. C-51

## CULTURAL PROPERTY EXPORT AND IMPORT ACT

1999, c. 17,  
s. 121

**59. Section 5 of the *Cultural Property Export and Import Act* is replaced by the following:**

Designation of  
permit officers

**5.** The Minister, with the approval of the Solicitor General of Canada, may designate any persons or classes of persons employed by the Canada Border Services Agency as permit officers to receive applications for export permits and to issue export permits under this Act.

R.S., c. 1  
(2nd Supp.)

## CUSTOMS ACT

1999, c. 17,  
s. 123(2)

**60. (1) The definition “Commissioner” in subsection 2(1) of the *Customs Act* is repealed.**

**58. (1) L’alinéa d) de la définition de «agent de la paix», à l’article 2 du *Code criminel*, est remplacé par ce qui suit :**

d) tout fonctionnaire ou personne possédant les pouvoirs d’un agent sous le régime de la *Loi sur les douanes* ou d’un préposé sous le régime de la *Loi sur l’accise* ou de la *Loi de 2001 sur l’accise* lorsqu’il exerce une fonction en application d’une de ces lois;

d.1) tout agent autorisé au titre du paragraphe 138(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*;

**(2) Le sous-alinéa b)(ix) de la définition de «personne associée au système judiciaire», à l’article 2 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

(ix) le membre du personnel de l’Agence du revenu du Canada qui participe à une enquête relative à une infraction à une loi fédérale,

(ix.1) le membre du personnel de l’Agence des services frontaliers du Canada qui participe à une enquête relative à une infraction à une loi fédérale,

2002, ch. 22,  
art. 3242001, ch. 41,  
par. 2(2)

20

## LOI SUR L’EXPORTATION ET L’IMPORTATION DE BIENS CULTURELS

L.R., ch. C-51

**59. L’article 5 de la *Loi sur l’exportation et l’importation de biens culturels* est remplacé par ce qui suit :**

**5.** Le ministre peut, avec l’approbation du solliciteur général du Canada, désigner, parmi le personnel de l’Agence des services frontaliers du Canada, des agents chargés de délivrer les licences sur demande conformément à la présente loi.

1999, ch. 17,  
art. 121Désignation des  
agents

## LOI SUR LES DOUANES

L.R., ch. 1  
(2<sup>e</sup> suppl.)

**60. (1) La définition de «commissaire», au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, est abrogée.**

1999, ch. 17,  
par. 123(2)



2001, c. 25, s. 1(2)	<b>(2) The definitions “Agency” and “Minister” in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>(2) Les définitions de « Agence » et « ministre », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :</b>	2001, ch. 25, par. 1(2)
“Agency” « Agence »	“Agency” means the Canada Border Services Agency;	« Agence » L’Agence des services frontaliers du Canada.	5 « Agence » “Agency”
“Minister” « ministre »	“Minister” means, except in Part V.1, the Solicitor General of Canada;	« ministre » Sauf dans la partie V.1, le solliciteur général du Canada.	« ministre » “Minister”
	<b>(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</b>	<b>(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :</b>	10
“President” « président »	“President” means the President of the Canada Border Services Agency appointed under subsection 7(1) of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> ;	« président » Le président de l’Agence, nommé en application du paragraphe 7(1) de la <i>Loi sur l’Agence des services frontaliers du Canada</i> .	« président » “President”
2001, c. 25, s. 1(4)(F)	<b>(4) Subsection 2(3) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(4) Le paragraphe 2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	15 2001, ch. 25, par. 1(4)(F)
Powers, duties and functions of President	(3) Any power, duty or function of the President under this Act may be exercised or performed by any person, or by any officer within a class of officers, authorized by the President to do so and, if so exercised or performed, is deemed to have been exercised or performed by the President.	(3) Les attributions conférées au président par la présente loi peuvent être exercées par toute personne qu’il autorise à agir ainsi ou par tout agent appartenant à une catégorie d’agents qu’il autorise à agir ainsi. Les attributions ainsi exercées sont réputées l’avoir été par le président.	20 Attributions du président
	<b>(5) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):</b>	<b>(5) L’article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :</b>	25
Delegation by Minister	(5) The Minister may authorize a person employed by the Canada Revenue Agency, or a class of those persons, to exercise powers or perform duties of the Minister, including any judicial or quasi-judicial powers or duties of the Minister, under this Act.	(5) Le ministre peut autoriser toute personne employée par l’Agence du revenu du Canada, nommément ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée, à exercer les pouvoirs et fonctions, y compris les pouvoirs et fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.	30 Délégation par le ministre
Delegation by Minister of National Revenue	(6) The Minister of National Revenue may authorize a person employed by the Canada Revenue Agency or the Agency, or a class of those persons, to exercise powers or perform duties of that Minister, including any judicial or quasi-judicial powers or duties of that Minister, under this Act.	(6) Le ministre du Revenu national peut autoriser toute personne employée par l’Agence du revenu du Canada ou par l’Agence, nommément ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée, à exercer les pouvoirs et fonctions, y compris les pouvoirs et fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.	35 Délégation par le ministre du Revenu national
2001, c. 25, s. 3	<b>61. Subsection 3.3(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>61. Le paragraphe 3.3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	40 2001, ch. 25, art. 3

Waiver of  
penalty or  
interest

**3.3** (1) Except with respect to the collection of any debt due to Her Majesty under Part V.1, the Minister or any officer designated by the President for the purposes of this section may at any time waive or cancel all or any portion of any penalty or interest otherwise payable by a person under this Act.

1992, c. 28,  
s. 2(1)

**62. Subsection 3.4(1) of the Act is replaced by the following:**

Additional  
security

**3.4** (1) Where security has been given to the Minister by a person under a provision of this Act and the Minister or any officer (in this section referred to as a "designated officer") designated by the President for the purposes of this section determines that the security that has been given is no longer adequate, the Minister or a designated officer may, by notice served personally or by registered or certified mail, require additional security to be given by or on behalf of the person within such reasonable time as may be stipulated in the notice.

1992, c. 28,  
s. 5(1)

**63. Subsection 32(7) of the Act is replaced by the following:**

Authorization to  
account

(7) The Minister or an officer designated by the President for the purposes of this subsection may authorize any person not resident in Canada to account for goods under this section, in such circumstances and under such conditions as may be prescribed, in lieu of the importer or owner of those goods.

1992, c. 28,  
s. 7(1)

**64. Section 33.2 of the Act is replaced by the following:**

Notice requiring  
accounting

**33.2** The Minister or any officer designated by the President for the purposes of this section may, by notice served personally or by registered or certified mail, require any person to account, within such reasonable time as may be stipulated in the notice, in the manner described in paragraph 32(1)(a), for any goods as may be designated in the notice.

1992, c. 28,  
s. 7(1)

**65. Section 33.5 of the Act is replaced by the following:**

**3.3** (1) Sauf à l'égard de la perception de toute créance de Sa Majesté sous le régime de la partie V.1, le ministre ou l'agent que le président charge de l'application du présent article peut, en tout temps, annuler tout ou partie des pénalités ou intérêts à payer par ailleurs par une personne en application de la présente loi, ou y renoncer.

Renonciation  
aux pénalités ou  
aux intérêts

**62. Le paragraphe 3.4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 28,  
par. 2(1)

**3.4** (1) Si le ministre ou l'agent que le président charge de l'application du présent article décide que la garantie qu'une personne a donnée au ministre en application d'une disposition de la présente loi n'est plus suffisante, le ministre ou l'agent peut, par avis signifié à personne ou envoyé par courrier recommandé ou certifié, exiger qu'une garantie supplémentaire soit donnée par la personne ou en son nom dans le délai raisonnable fixé dans l'avis.

Garantie  
supplémentaire

**63. Le paragraphe 32(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 28,  
par. 5(1)

(7) Le ministre ou l'agent que le président charge de l'application du présent paragraphe peut autoriser une personne qui ne réside pas au Canada à faire une déclaration en détail ou provisoire de marchandises en vertu du présent article, dans les circonstances et dans les conditions prévues par règlement, au lieu de leur importateur ou de leur propriétaire.

Autorisation

**64. L'article 33.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 28,  
par. 7(1)

**33.2** Le destinataire d'une mise en demeure du ministre ou de l'agent que le président charge de l'application du présent article, signifiée à personne ou envoyée par courrier recommandé ou certifié, est tenu de faire, selon les modalités visées à l'alinéa 32(1)a) et dans le délai raisonnable fixé dans la mise en demeure, une déclaration en détail des marchandises indiquées dans la mise en demeure.

Mise en demeure  
de faire une  
déclaration en  
détail

**65. L'article 33.5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 28,  
par. 7(1)



Notice requiring  
payment

**33.5** The Minister or any officer designated by the President for the purposes of this section may, by notice served personally or by registered or certified mail, require any person to pay any amount owing as duties, within such reasonable time as may be stipulated in the notice, on any goods as may be designated in the notice.

**33.5** Le destinataire d'une mise en demeure du ministre ou de l'agent que le président charge de l'application du présent article, signifiée à personne ou envoyée par courrier recommandé ou certifié, est tenu de verser, dans le délai raisonnable fixé dans la mise en demeure, toute somme due à titre de droits sur les marchandises indiquées dans la mise en demeure.

Mise en demeure  
de payer

1992, c. 28,  
s. 7(1)

**66. Subsection 33.7(1) of the Act is replaced by the following:**

**66. Le paragraphe 33.7(1) de la même loi 10 est remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 28,  
par. 7(1)

Extension of  
time

**33.7 (1)** The Minister or any officer designated by the President for the purposes of this section may at any time extend in writing the time prescribed by the regulations made under this Part for the accounting of goods or the payment of any amount owing as duties.

**33.7 (1)** Le ministre ou l'agent que le président charge de l'application du présent article peut, en tout temps, proroger par écrit le délai prévu par les règlements d'application de la présente partie pour la déclaration en détail de marchandises ou le paiement d'une somme due à titre de droits.

Prorogation du  
délai

1993, c. 44, s. 83

**67. The portion of subsection 35.02(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**67. Le passage du paragraphe 35.02(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

1993, ch. 44,  
art. 83

Notice requiring  
marking or  
compliance

**(2)** The Minister or any officer designated by the President for the purposes of this section may, by notice served personally or by registered mail, require any person

**(2)** Le destinataire d'une mise en demeure du ministre ou de l'agent que le président charge de l'application du présent article, signifiée à personne ou envoyée par courrier recommandé ou certifié, est tenu :

Mise en demeure  
de marquer

2001, c. 25, s. 32

**68. The portion of subsection 42(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**68. Le passage du paragraphe 42(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25,  
art. 32

Inspections

**(2)** An officer, or an officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section, may at all reasonable times, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act,

**(2)** L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article peut à toute heure convenable, pour l'application et l'exécution de la présente loi :

Enquêtes

2001, c. 25, s. 33

**69. Section 42.01 of the Act is replaced by the following:**

**69. L'article 42.01 de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25,  
art. 33

Methods of  
verification

**42.01** An officer, or an officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section may conduct a verification of origin (other than a verification of origin referred to in section 42.1), verification of tariff classification or verification of value for duty in respect of imported goods in the manner that is prescribed and may for that purpose at all reasonable times enter any prescribed premises.

**42.01** L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article peut effectuer la vérification de l'origine des marchandises importées, autres que celles visées à l'article 42.1, ou la vérification de leur classement tarifaire ou de leur valeur en douane selon les modalités

Méthodes de  
vérification



			réglementaires; à cette fin, il a accès aux lieux désignés par règlement à toute heure convenable.	
1997, c. 14, s. 38	<b>70. The portion of subsection 42.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>70. Le passage du paragraphe 42.1(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	5	1997, ch. 14, art. 38
Methods of verification	<b>42.1</b> (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section, or any person, or any person within a class of persons, designated by the President to act on behalf of such an officer, may, subject to the prescribed conditions,	<b>42.1</b> (1) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article ou la personne désignée par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie, pour agir pour le compte d'un tel agent peut, sous réserve des conditions réglementaires :	10	Méthodes de vérification
2001, c. 25, s. 36	<b>71. The portion of subsection 43.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>71. Le passage du paragraphe 43.1(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	15	2001, ch. 25, art. 36
Advance rulings	<b>43.1</b> (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section shall, before goods are imported, on application by any member of a prescribed class that is made within the prescribed time, in the prescribed manner and in the prescribed form containing the prescribed information, give an advance ruling with respect to	<b>43.1</b> (1) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article est tenu, sur demande d'un membre d'une catégorie réglementaire présentée dans le délai réglementaire, selon les modalités réglementaires, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, de rendre, avant l'importation de marchandises, une décision anticipée :	20	Décisions anticipées
2001, c. 25, s. 39(1)	<b>72. Subsection 57.01(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>72. Le paragraphe 57.01(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>		2001, ch. 25, par. 39(1)
Marking determination	<b>57.01</b> (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section may, at or before the time goods imported from a NAFTA country are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5), in the prescribed manner and subject to the prescribed conditions, make a determination as to whether the goods have been marked in the manner referred to in section 35.01.	<b>57.01</b> (1) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article, peut, au plus tard au moment de la déclaration en détail des marchandises importées d'un pays ALÉNA faite en vertu des paragraphes 32(1), (3) ou (5), selon les modalités réglementaires et sous réserve des conditions réglementaires, décider si les marchandises ont été marquées conformément à l'article 35.01.	30	Décision sur la conformité des marques
1997, c. 36, s. 166	<b>73. Subsection 58(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>73. Le paragraphe 58(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	35	1997, ch. 36, art. 166
Determination by officer	<b>58.</b> (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section, may determine the	<b>58.</b> (1) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article peut déterminer l'origine, le	45	Détermination de l'agent

origin, tariff classification and value for duty of imported goods at or before the time they are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5).

classement tarifaire et la valeur en douane des marchandises importées au plus tard au moment de leur déclaration en détail faite en vertu des paragraphes 32(1), (3) ou (5).

2001, c. 25,  
s. 41(1)

**74. The portion of subsection 59(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**74. Le passage du paragraphe 59(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

5 2001, ch. 25,  
par. 41(1)

Re-determina-  
tion or further re-  
determination

**59. (1) An officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section may**

**59. (1) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article peut :**

10 Révision et réexamen

**75. Section 97.21 of the Act is amended by 10 adding the following in alphabetical order:**

**75. L'article 97.21 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alpha-bétique, de ce qui suit :**

“Commissioner”  
« commissaire »

**“Commissioner” means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the Canada Revenue Agency Act.**

**« commissaire » Le commissaire du revenu, 15 nommé en application de l'article 25 de la Loi sur l'Agence du revenu du Canada.**

« commissaire »  
“Commissioner”

“Minister”  
« ministre »

**“Minister” means the Minister of National 15 Revenue.**

**« ministre » Le ministre du Revenu national.**

« ministre »  
“Minister”

**76. The Act is amended by adding the following after section 97.21:**

**76. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 97.21, de ce qui suit : 20**

ANCILLARY POWERS

POUVOIRS DU MINISTRE

Ancillary powers

**97.211 (1) The Minister may, for the purposes of administering or enforcing this Part, 20 exercise any of the following powers that are necessary for the collection of debts due to Her Majesty under this Part:**

**97.211 (1) Le ministre peut, pour l'applica- tion et le contrôle d'application de la présente partie, exercer les pouvoirs ci- après nécessaires à la perception des créances de Sa Majesté sous le régime de la présente partie : 25**

863 Pouvoirs du ministre

(a) the powers provided for in paragraphs (a) and (b) of the definition “prescribed” in 25 subsection 2(1) as well as those provided for in subsections 3.3(1) and (2), 43(1) and 115(1); and

a) les pouvoirs prévus aux alinéas a) et b) de la définition de « réglementaire » au para- graphe 2(1), ainsi qu'aux paragraphes 3.3(1) et (2), 43(1) et 115(1);

(b) any other powers that are conferred under any provision of this Act that is specified by 30 the Governor in Council on the recommenda- tion of the Minister and the Solicitor General of Canada.

b) ceux qui sont prévus dans les dispositions 30 de la présente loi précisées par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre et du solliciteur général du Canada.

Publication

**(2) An order made for the purpose of subsection (1) must be published in Part II of 35 the Canada Gazette as soon as practicable after it is made.**

**(2) Tout décret pris pour l'application du paragraphe (1) est publié dans la partie II de la 35 Gazette du Canada dans les meilleurs délais suivant sa prise.**

863 Publication

2001, c. 25,  
s. 58(1)

**77. Subsection 97.22(3) of the Act is replaced by the following:**

**77. Le paragraphe 97.22(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

863 2001, ch. 25,  
par. 58(1)



Amounts demanded	(3) Any amount of money demanded under paragraph 133(1)(c) or (1.1)(b) and any interest payable under subsection 133(7), from and after the time notice is served under subsection 131(2), is a debt due to Her Majesty in right of Canada from the person who requested the decision and the person shall pay the amount so demanded or, if the person appeals the decision of the Solicitor General of Canada under section 135, give security satisfactory to that Minister.	(3) Les sommes réclamées en vertu des alinéas 133(1)c) ou (1.1)b), ainsi que l'intérêt à payer au titre du paragraphe 133(7), constituent, dès la signification de l'avis prévu au paragraphe 131(2), des créances de Sa Majesté. Il incombe au demandeur de la décision d'effectuer le paiement ou, en cas d'appel de la décision prise par le solliciteur général du Canada en vertu de l'article 135, de fournir la garantie jugée satisfaisante par celui-ci.	Sommes réclamées
2001, c. 25, s. 58(1)	<b>78. (1) Subsection 97.34(2) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>78. (1) Le paragraphe 97.34(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	2001, ch. 25, par. 58(1)
Appeal to Federal Court	(2) If a person has appealed a decision of the Solicitor General of Canada to the Federal Court under section 97.23 or 135, the Minister must not take any action described in subsection (1) to collect the amount in controversy before the date of the decision of the Court or the day on which the person discontinues the appeal.	(2) En cas d'appel d'une décision du solliciteur général du Canada auprès de la Cour fédérale en vertu des articles 97.23 ou 135, le ministre ne peut prendre les mesures visées au paragraphe (1) à l'égard de la somme en litige avant la date de la décision de cette cour ou, en cas de désistement, la date de celui-ci.	Appel à la Cour fédérale
2001, c. 25, s. 58(1); 2002, c. 8, s. 193	<b>(2) Subsections 97.34(4) and (5) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>(2) Les paragraphes 97.34(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	2001, ch. 25, par. 58(1); 2002, ch. 8, art. 193
Effect of appeal	(4) If a person has made a request under section 60 or 129 or has appealed under section 67 or 68 and the person agrees in writing with the Solicitor General of Canada to delay proceedings on the request or appeal, as the case may be, until judgment has been given in another action before the Federal Court, the Canadian International Trade Tribunal or the Supreme Court of Canada, in which action the issue is the same or substantially the same as that raised in the request or appeal of the person, the Minister may take any of the actions described in subsection (1) for the purpose of collecting the amount payable, or a part of the amount payable, determined in a manner consistent with the decision or judgment in the other action at any time after the Solicitor General of Canada notifies the person in writing that	(4) Lorsque la personne qui a présenté une demande en vertu des articles 60 ou 129 ou interjeté un appel en vertu des articles 67 ou 68 convient par écrit avec le solliciteur général du Canada de suspendre la demande ou l'appel jusqu'à ce que le Tribunal canadien du commerce extérieur, la Cour fédérale, la Cour d'appel fédérale ou la Cour suprême du Canada rende jugement dans une autre action qui soulève essentiellement la même question, le ministre peut prendre les mesures visées au paragraphe (1) pour recouvrer tout ou partie de la cotisation à payer, compte tenu de la décision ou du jugement rendu dans cette autre action, après que le solliciteur général du Canada a avisé la personne par écrit que, selon le cas :	Effet de l'appel
	(a) the decision of the Canadian International Trade Tribunal or Federal Court in that action has been mailed to the Solicitor General of Canada;	a) la décision du Tribunal canadien du commerce extérieur ou de la Cour fédérale dans l'action lui a été postée;	40
	(b) judgment has been pronounced by the Federal Court of Appeal in that action; or	b) la Cour d'appel fédérale a rendu jugement dans l'action;	
		c) la Cour suprême du Canada a rendu jugement dans l'action.	



(c) judgment has been delivered by the Supreme Court of Canada in that action.

Effect of taking security

(5) The Minister must not, for the purpose of collecting an amount payable, or a part of an amount payable, under this Act, take any of the actions described in subsection (1) if a person has given security to the Solicitor General of Canada when requesting or appealing from a decision of that Minister or the President.

2001, c. 25, s. 58(1)

**79. Subsection 97.5(3) of the Act is re-placed by the following:**

How application made

(3) The application must be made by delivering or mailing the application and a copy of the notice of objection to the Chief of Appeals in a Tax Services Office or Taxation Centre of the Canada Revenue Agency.

2001, c. 25, s. 61

**80. (1) Paragraph (a) of the definition “customs information” in subsection 107(1) of the Act is replaced by the following:**

(a) relates to one or more persons and is obtained by or on behalf of

- (i) the Minister for the purposes of this Act or the *Customs Tariff*, or
- (ii) the Minister of National Revenue for the purposes of the collection of debts due to Her Majesty under Part V.1;

2001, c. 25, s. 61, c. 41, s. 121

**(2) Subsection 107(3) of the Act is replaced by the following:**

- (3) An official may use customs information (a) for the purposes of administering or enforcing this Act, the *Customs Tariff*, the *Excise Act, 2001*, the *Special Imports Measures Act* or Part 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* or for any purpose set out in subsection (4), (5) or (7);
- (b) for the purposes of exercising the powers or performing the duties and functions of the Solicitor General of Canada under the

Authorized use of customs information by official

(5) Le ministre ne peut, pour recouvrer tout ou partie d’une somme à payer en vertu de la présente loi, prendre une mesure visée au paragraphe (1) si le débiteur a fourni au solliciteur général du Canada une garantie en présentant sa demande ou en interjetant appel de la décision de celui-ci ou de celle du président.

Garantie

**79. Le paragraphe 97.5(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25, par. 58(1)

(3) La demande, accompagnée d’un exemplaire de l’avis d’opposition, est envoyée ou postée au chef des appels d’un bureau de services fiscaux ou d’un centre fiscal de l’Agence du revenu du Canada.

Modalités

**80. (1) L’alinéa a) de la définition de «renseignement douanier», au paragraphe 107(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25, art. 61

a) soit concerne une ou plusieurs personnes et est obtenu, selon le cas :

20

- (i) par le ministre ou pour son compte pour l’application de la présente loi ou du *Tarif des douanes*,
- (ii) par le ministre du Revenu national ou pour son compte pour la perception des créances de Sa Majesté sous le régime de la partie V.1;

**(2) Le paragraphe 107(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25, art. 61, ch. 41, art. 121

(3) Le fonctionnaire peut utiliser un renseignement douanier :

Utilisation autorisée de renseignements — fonctionnaire

- a) pour l’application ou l’exécution de la présente loi, du *Tarif des douanes*, de la *Loi de 2001 sur l’accise*, de la *Loi sur les mesures spéciales d’importation* ou de la partie 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* ou à toute autre fin mentionnée aux paragraphes (4), (5) ou (7);
- b) pour l’exercice des attributions conférées au solliciteur général du Canada sous le régime de la *Loi sur l’immigration et la*

30

35

40

*Immigration and Refugee Protection Act*, including establishing a person's identity or determining their inadmissibility; or

(c) for the purposes of any Act or instrument made under it, or any part of such an Act or instrument, that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the President or an employee of the Agency to enforce, including the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Plant Protection Act* and the *Seeds Act*.

2001, c. 25,  
s. 61, c. 41,  
s. 121

**(3) Paragraphs 107(4)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:**

(c) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of this Act, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act*, the *Export and Import Permits Act*, the *Immigration and Refugee Protection Act*, the *Special Import Measures Act* or Part 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* by an official of the Agency;

(c.1) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the enforcement of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Plant Protection Act* and the *Seeds Act* by an official of the Agency;

(c.2) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of Part V.1 by an official or a class of officials of the Canada Revenue Agency designated by the Minister of National Revenue;

*protection des réfugiés*, notamment en matière d'identification de personnes et de détermination de leur admissibilité;

c) pour l'application de tout ou partie de toute loi ou de ses textes d'application dont le ministre, l'Agence, le président ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à contrôler l'application, notamment la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur la protection des végétaux* et la *Loi sur les semences*.

**(3) Les alinéas 107(4)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

2001, ch. 25,  
art. 61, ch. 41,  
art. 121

c) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, du *Tarif des douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* ou de la partie 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* par un fonctionnaire de l'Agence;

c.1) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'exécution de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, de la *Loi relative aux aliments du bétail*, de la *Loi sur les engrais*, de la *Loi sur l'inspection du poisson*, de la *Loi sur la santé des animaux*, de la *Loi sur l'inspection des viandes*, de la *Loi sur la protection des végétaux* ou de la *Loi sur les semences* par un fonctionnaire de l'Agence;

(d) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of this Act, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001* or the *Export and Import Permits Act* by a member of the Royal Canadian Mounted Police;

c.2) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'application ou à l'exécution de la partie V.1 par un fonctionnaire de l'Agence du revenu du Canada désigné par le ministre du Revenu national, nommément ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée;

d) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi de 2001 sur l'accise* ou de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* par un membre de la Gendarmerie royale du Canada;

**(4) Subsection 107(5) of the Act is amended by adding the following after paragraph (g):**

**(4) Le paragraphe 107(5) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :**

(g.1) an official of the Canada Revenue Agency solely for a purpose relating to the administration or enforcement of the *Canada Pension Plan*, the *Employment Insurance Act*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act* or the *Income Tax Act*;

g.1) à un fonctionnaire de l'Agence du revenu du Canada, uniquement pour l'application ou l'exécution du *Régime de 20 pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

**(5) Subsection 107(5) of the Act is amended by adding the following after paragraph (j):**

**(5) Le paragraphe 107(5) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa j), de ce qui suit :**

(j.1) an official of the Canadian Food Inspection Agency for the purpose of administering or enforcing any Act referred to in section 11 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* if the information relates to the import, export or in-transit movement of goods into or out of Canada;

j.1) à un fonctionnaire de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, uniquement pour l'application ou l'exécution d'une loi mentionnée à l'article 11 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* si le renseignement concerne l'importation, l'exportation ou le mouvement en cours de route de marchandises;

**(6) The portion of subsection 107(12) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**(6) Le passage du paragraphe 107(12) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(12) An order or direction that is made in the course of or in connection with any legal proceeding and that requires an official to give or produce evidence relating to customs information may, by notice served on all interested parties, be immediately appealed by the Minister or the Minister of National Revenue, as the case may be, or by the person against whom the order or direction is made

(12) Le ministre, le ministre du Revenu national ou la personne contre laquelle une ordonnance est rendue ou à l'égard de laquelle une directive est donnée, dans le cadre d'une instance judiciaire enjoignant à un fonctionnaire de témoigner ou de produire quoi que ce soit relativement à un renseignement douanier, peut

2001, c. 25, s. 61

2001, ch. 25,  
art. 61

Appeal from  
order to disclose  
customs  
information

Appel —  
ordonnance de  
communication  
d'un  
renseignement  
douanier



2001, c. 25, s. 68

**81. The portion of subsection 127.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Corrective measures

**127.1** (1) The Minister, or any officer designated by the President for the purposes of this section, may cancel a seizure made under section 110, cancel or reduce a penalty assessed under section 109.3 or an amount demanded under section 124 or refund an amount received under any of sections 117 to 119 within thirty 10 days after the seizure, assessment or demand, if

2001, c. 25, s. 80

**82. Section 149.1 of the Act is replaced by the following:**

Proof of no appeal

**149.1** An affidavit of an officer, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the officer has charge of the appropriate records and has knowledge of the practice of the Agency or the Canada Revenue Agency, as the case may be, and that an examination of the records shows 20 that a notice of assessment under Part V.1 was mailed or otherwise sent to a person under this Act and that, after careful examination and search of the records, the officer has been unable to find that a notice of objection or of 25 appeal from the assessment was received within the time allowed for the notice, is evidence of the statements contained in the affidavit.

1998, c. 7, s. 1

**83. Subsection 163.4(1) of the Act is replaced by the following:**

Designation by President

**163.4** (1) The President may designate any officer for the purposes of this Part and shall provide the officer with a certificate of designation.

**84. Every reference to the "Minister" in 35 the following provisions of the Act is replaced by a reference to the "Solicitor General of Canada":**

sans délai, par avis signifié aux parties intéressées, interjeter appel de l'ordonnance ou de la directive devant :

**81. Le passage du paragraphe 127.1(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 5 par ce qui suit :**

2001, ch. 25, art. 68

**127.1** (1) Le ministre ou l'agent que le 5 président désigne pour l'application du présent article peut annuler une saisie faite en vertu de l'article 110, annuler ou réduire une pénalité 10 établie en vertu de l'article 109.3 ou une somme réclamée en vertu de l'article 124 ou rembourser un montant reçu en vertu de l'un des articles 117 à 119, dans les trente jours suivant la saisie ou l'établissement de la pénalité ou la réclamation 15 dans les cas suivants :

Mesures de redressement

**82. L'article 149.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 25, art. 80

**149.1** Constitue la preuve des énonciations 20 qui y sont renfermées l'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence du revenu du Canada — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres pertinents, qu'il a connaissance de la 25 pratique de l'Agence ou de l'Agence du revenu du Canada, selon le cas, qu'un examen des registres démontre qu'un avis de cotisation prévu à la partie V.1 a été posté ou autrement 30 envoyé à une personne un jour donné, en application de la présente loi, et que, après avoir fait un examen attentif des registres et y avoir pratiqué des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation a été reçu dans le délai 35 imparti à cette fin.

Preuve de l'absence d'appel

**83. Le paragraphe 163.4(1) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :**

1998, ch. 7, art. 1

**163.4** (1) Le président peut désigner des agents des douanes pour l'application de la 40 présente partie; il leur remet alors un certificat attestant leur qualité.

Désignation par le président

**84. Dans les passages ci-après de la même loi, « ministre » est remplacé par « solliciteur général du Canada » :**

45

a) le paragraphe 97.22(2);

- (a) subsection 97.22(2);

(b) section 97.23; and

(b) section 97.27.
- b) l'article 97.23;

c) l'article 97.27.

85. Every reference to “Commissioner” or “Commissioner’s” in the following provisions of the Act is replaced by a reference to “President” or “President’s”, respectively:

(a) the heading before section 60;

(b) subsections 60(3) to (5);

(c) subsections 60.1(1) and (3) to (5);

(d) subsections 60.2(1) and (2);

(e) subsections 61(1) and (2);

(f) subsection 67(1);

(g) subsection 67.1(3);

(h) subsection 68(1);

(i) subsection 69(2);

(j) subsection 70(1);

(k) subsection 97.34(3);

(l) subsection 114(2);

(m) section 128;

(n) subsection 130(1);

(o) section 137; and

(p) subsection 141(1).

85. Dans les passages ci-après de la même loi, « commissaire » est remplacé par « président » :

a) l'intertitre précédant l'article 60;

b) les paragraphes 60(3) à (5);

c) les paragraphes 60.1(1) et (3) à (5);

d) les paragraphes 60.2(1) et (2);

e) les paragraphes 61(1) et (2);

f) le paragraphe 67(1);

g) le paragraphe 67.1(3);

h) le paragraphe 68(1);

i) le paragraphe 69(2);

j) le paragraphe 70(1);

k) le paragraphe 97.34(3);

l) le paragraphe 114(2);

m) l'article 128;

n) le paragraphe 130(1);

o) l'article 137;

p) le paragraphe 141(1).

R.S., c. C-53

CUSTOMS AND EXCISE OFFSHORE APPLICATION ACT

LOI SUR LA COMPÉTENCE EXTRACÔTIÈRE DU CANADA POUR LES DOUANES ET L'ACCISE

L.R., ch. C-53

1999, c. 17, s. 129(1)

86. (1) Subsection 4(1) of the *Customs and Excise Offshore Application Act* is replaced by the following:

1999, ch. 17, par. 129(1)

86. (1) Le paragraphe 4(1) de la *Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise* est remplacé par ce qui suit:

Information and documentation

4. (1) The President of the Canada Border Services Agency may require from any person, within any reasonable time that the President stipulates, the production of any book, record, writing or other document or any information that the President considers necessary for ascertaining whether any of sections 5 to 10 apply in any particular case.

Règle générale

4. (1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut demander à quiconque de lui communiquer, dans le délai raisonnable qu'il fixe, les livres, registres, écrits ou autres documents, ainsi que les renseignements, qu'il juge nécessaires pour lui permettre de s'assurer de l'applicabilité des articles 5 à 10 à un cas particulier.

1999, c. 17,  
s. 129(2)(E)

**(2) Subsection 4(2) of the English version of the Act is replaced by the following:**

Offence

(2) Every person who fails to comply with a requirement of the President under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

1997, c. 36

#### CUSTOMS TARIFF

1999, c. 17,  
s. 130

**87. The portion of subsection 68(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Non-application  
to goods in  
transit

(3) The President of the Canada Border Services Agency may relieve goods from payment of a surtax imposed by an order under subsection (1) if the President is of the opinion that

**(2) Le paragraphe 4(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 17,  
par. 129(2)(A)

Offence

(2) Every person who fails to comply with a requirement of the President under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

1997, ch. 36

#### TARIF DES DOUANES

**87. Le paragraphe 68(3) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 17,  
art. 130

(3) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut exonérer des marchandises de la surtaxe imposée par décret pris en vertu du paragraphe (1), s'il estime que celles-ci ont été achetées pour importation, avant l'entrée en vigueur du décret, par un acheteur qui croyait de bonne foi que ce paragraphe n'aurait pas été applicable à ces marchandises, dans le cas où les marchandises sont en transit à destination de l'acheteur au Canada à la date d'entrée en vigueur du décret.

Non-application  
du décret

**88. Paragraph 108(c) of the Act is replaced by the following:**

(c) in respect of goods of tariff item No. 9993.00.00, when the goods are destroyed in the manner that the Solicitor General of Canada directs or the destruction is certified by a customs officer or another person designated by the President of the Canada Border Services Agency;

**89. Every reference to the "ministre du Revenu national" in the following provisions of the French version of the Act is replaced by a reference to the "solliciteur général du Canada":**

- (a) paragraph 102(b);
- (b) paragraph 111(a);
- (c) paragraph 113(3)(c); and
- (d) section 119.

**88. L'alinéa 108c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

c) les marchandises du n° tarifaire 9993.00.00, au moment où celles-ci sont détruites selon les instructions du solliciteur général du Canada, ou si la destruction est attestée par l'agent des douanes ou par une autre personne désignée par le président de l'Agence des services frontaliers du Canada;

**89. Dans la version française des dispositions ci-après de la même loi, « ministre du Revenu national » est remplacé par « solliciteur général du Canada » :**

- a) l'alinéa 102b);
- b) l'alinéa 111a);
- c) l'alinéa 113(3)c);
- d) l'article 119.

35

30



1996, c. 23	EMPLOYMENT INSURANCE ACT	LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI	1996, ch. 23
1999, c. 17, s. 133	<b>90. Subsection 102(13) of the <i>Employment Insurance Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>90. Le paragraphe 102(13) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	1999, ch. 17, art. 133
Proof of documents	(13) Every document appearing to be an order, direction, demand, notice, certificate, requirement, decision, assessment, discharge of mortgage, release of hypothec or other document executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Part over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner of Revenue or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Part, is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Deputy Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner of Revenue or the officer unless it has been called into question by the Minister or by a person acting for the Minister or for Her Majesty.	(13) Tout document paraissant être un ordre, une instruction, une sommation, un avis, un certificat, une décision, une évaluation, une mainlevée d'hypothèque ou autre document et comme étant signé en vertu de la présente partie ou pour son application ou son contrôle d'application au nom ou sous l'autorité du ministre ou du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire du revenu ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer les pouvoirs ou fonctions du ministre en vertu de la présente partie, est réputé être un document signé, établi et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire du revenu ou le fonctionnaire en question à moins qu'il ne soit contesté par le ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.	Preuve de documents
R.S., c. E-14	EXCISE ACT	LOI SUR L'ACCISE	L.R., ch. E-14
R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 213(2) (Sch. II, item 5(F)); 1999, c. 17, s. 139(5)	<b>91. The definitions "collector" and "Commissioner" in section 2 of the <i>Excise Act</i> are replaced by the following:</b>	<b>91. Les définitions de « commissaire » et « receveur », à l'article 2 de la <i>Loi sur l'accise</i>, sont respectivement remplacées par ce qui suit :</b>	L.R., ch. 1 (2 <sup>e</sup> suppl.), par. 213(2), ann. II, n <sup>o</sup> 5(F); 1999, ch. 17, par. 139(5)
"collector" « receveur »	"collector" means every officer of excise who is appointed to collect the duties imposed by this Act in any defined district or excise division;	« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l'article 25 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> .	« commissaire » "Commissioner"
"Commissioner" « commissaire »	"Commissioner" means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the <i>Canada Revenue Agency Act</i> ;	« receveur » Préposé de l'accise chargé de recevoir les droits imposés par la présente loi, dans un district ou une division d'accise déterminée.	« receveur » "collector"
2002, c. 22	EXCISE ACT, 2001	LOI DE 2001 SUR L'ACCISE	2002, ch. 22
	<b>92. The definitions "Agency", "Commissioner" and "officer" in section 2 of the <i>Excise Act, 2001</i> are replaced by the following:</b>	<b>92. Les définitions de « Agence », « commissaire » et « préposé », à l'article 2 de la <i>Loi de 2001 sur l'accise</i>, sont respectivement remplacées par ce qui suit :</b>	
"Agency" « Agence »	"Agency" means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the <i>Canada Revenue Agency Act</i> .	« Agence » L'Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> .	« Agence » "Agency"

"Commissioner" « commissaire »	"Commissioner" means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the <i>Canada Revenue Agency Act</i> .	« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l'article 25 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> .	« commissaire » "Commissioner"
"officer" « préposé »	<p>"officer" means, except in sections 167, 226 and 296,</p> <p>(a) a person who is appointed or employed in the administration or enforcement of this Act;</p> <p>(b) a member of the Royal Canadian Mounted Police or a member of a police force designated under subsection 10(1); and</p> <p>(c) with respect to imported goods that have not been released under the <i>Customs Act</i>, an officer as defined in subsection 2(1) of that Act.</p>	<p>« préposé »</p> <p>5 a) Toute personne nommée ou employée relativement à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi;</p> <p>b) tout membre de la Gendarmerie royale du Canada ou membre d'un corps de police désigné au titre du paragraphe 10(1);</p> <p>c) s'agissant de marchandises importées qui n'ont pas été dédouanées en application de la <i>Loi sur les douanes</i>, tout agent au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.</p>	« préposé » "officer"
93. Section 9 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):		93. L'article 9 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :	
Authorization	(3) The Solicitor General of Canada may authorize a designated officer or agent, or a class of officers or agents, to exercise powers and perform duties of that Minister under section 68.	(3) Le solliciteur général du Canada peut autoriser des préposés ou des mandataires, à titre individuel ou collectif, à exercer les pouvoirs et les fonctions que lui confère l'article 68.	Préposé désigné
94. (1) Subsection 68(1) of the Act is replaced by the following:		94. (1) Le paragraphe 68(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Availability and sampling of imported DA and SDA	68. (1) Any person who imports a product that is reported under the <i>Customs Act</i> as being denatured alcohol or specially denatured alcohol shall make the product available for sampling and the product is required to be sampled by the Solicitor General of Canada before it is released under that Act.	68. (1) Quiconque importe un produit déclaré à titre d'alcool dénaturé ou d'alcool spécialement dénaturé en vertu de la <i>Loi sur les douanes</i> doit en permettre l'échantillonnage. Le solliciteur général du Canada doit prélever un échantillon du produit avant le dédouanement de celui-ci.	Échantillonnage d'alcool dénaturé et d'alcool spécialement dénaturé importés
(2) Subsections 68(3) and (4) of the Act are replaced by the following:		(2) Les paragraphes 68(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
Minister may waive	(3) The Solicitor General of Canada may at any time waive the requirement to sample an imported product under subsection (1).	(3) Le solliciteur général du Canada peut, à tout moment, renoncer à l'exigence de prélever un échantillon d'un produit importé.	Renonciation
Fees	(4) The Solicitor General of Canada may fix fees to be paid by the importer of the product but those fees must not exceed an amount determined by that Minister to be the costs to Her Majesty in respect of the sampling and testing.	(4) Le solliciteur général du Canada peut fixer le prix à payer par l'importateur du produit pour le prélèvement de l'échantillon et l'analyse, lequel prix ne peut excéder la somme déterminée par ce ministre, qui représente le coût pour Sa Majesté de ces prélèvement et analyse.	Facturation
95. (1) Subsection 188(6) of the Act is replaced by the following:		95. (1) Le paragraphe 188(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	



Limitation on  
refunding  
overpayments

(6) An overpayment of duty payable for a fiscal month of a person and interest on the overpayment shall not be applied under paragraph (4)(b) or refunded under paragraph (4)(c) unless the person has, before the day on which notice of the assessment is sent to the person, filed all returns or other records that the person was required to file with

(a) the Minister under this Act, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*; or

(b) the Solicitor General of Canada under the *Customs Act*.

**(2) Subparagraph 188(7)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:**

(ii) the person has, before the day on which notice of the assessment is sent to him or her, filed all returns or other records that the person was required to file

(A) with the Minister under this Act, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*, or

(B) with the Solicitor General of Canada under the *Customs Act*.

**96. Subsection 189(4) of the Act is replaced by the following:**

(4) A refund shall not be paid until the person has filed with the Minister or the Solicitor General of Canada, all returns or other records that are required to be filed under this Act, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act* and the *Income Tax Act*.

**97. The definition “confidential information” in subsection 211(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (a) and by replacing paragraph (b) with the following:**

(a.1) obtained by or on behalf of the Solicitor General of Canada for the purposes of section 68; or

(b) prepared from information referred to in paragraph (a) or (a.1).

(6) Un paiement en trop de droits exigibles pour le mois d'exercice d'une personne et les intérêts afférents ne sont appliqués conformément à l'alinéa (4)b) ou remboursés conformément à l'alinéa (4)c) que si la personne a produit, avant le jour où l'avis de cotisation lui est envoyé, l'ensemble des déclarations et autres registres qu'elle était tenue de présenter soit au ministre en vertu de la présente loi, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, soit au solliciteur général du Canada en vertu de la *Loi sur les douanes*.

**(2) Le sous-alinéa 188(7)b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(ii) la personne a produit, avant le jour où l'avis de cotisation lui est envoyé, l'ensemble des déclarations et autres registres qu'elle était tenue de présenter soit au ministre en vertu de la présente loi, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, soit au solliciteur général du Canada en vertu de la *Loi sur les douanes*.

**96. Le paragraphe 189(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(4) Un montant de remboursement n'est versé qu'une fois présentés au ministre ou au solliciteur général du Canada, selon le cas, l'ensemble des déclarations et autres registres à produire en vertu de la présente loi, de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

**97. L'alinéa b) de la définition de « renseignements confidentiels », au paragraphe 211(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

a.1) est obtenu par le solliciteur général du Canada ou en son nom pour l'application de l'article 68;

b) est tiré d'un renseignement visé aux alinéas a) ou a.1).

Restriction —  
paiements en  
trop

15

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

70

75

80

85

90

95

100

105

110

115

120

125

130

135

140

145

150

Restriction

Restriction



**98. Subsection 301(8) of the Act is replaced by the following:**

Proof of documents

(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or the officer, unless it has been called into question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty.

Proof of documents:  
Canada Border Services Agency

(8.1) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Solicitor General of Canada, the President of the Canada Border Services Agency or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of that Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by that Minister, the President or the officer, unless it has been called into question by that Minister or a person acting for that Minister or for Her Majesty.

R.S., c. E-15

**EXCISE TAX ACT**

1999, c. 17, s. 145(3)

**99. The definitions “Agency” and “Commissioner” in subsection 2(1) of the *Excise Tax Act* are replaced by the following:**

“Agency”  
« *Agence* »

“Agency” means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the *Canada Revenue Agency Act*;

“Commissioner”  
« *commissaire* »

“Commissioner” means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the *Canada Revenue Agency Act*;

**100. Subsection 59(2) of the Act is replaced by the following:**

Delegation of powers

(2) The Minister may authorize a designated officer or agent, or officer or agent of a designated class of officers or agents, to

**98. Le paragraphe 301(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Preuve de documents

(8) Tout document paraissant avoir été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d’application, au nom ou sous l’autorité du ministre, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire ou d’un préposé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire ou le préposé, sauf s’il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

(8.1) Tout document paraissant avoir été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d’application, au nom ou sous l’autorité du solliciteur général du Canada, du président de l’Agence des services frontaliers du Canada ou d’un préposé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions de ce ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par ce ministre, le président ou le préposé, sauf s’il a été mis en doute par ce ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

**LOI SUR LA TAXE D’ACCISE**

L.R., ch. E-15

**99. Les définitions de « Agence » et « commissaire », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la taxe d’accise*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**

1999, ch. 17, par. 145(3)

« Agence » L’Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l’Agence du revenu du Canada*.

« Agence »  
“*Agency*”

« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l’article 25 de la *Loi sur l’Agence du revenu du Canada*.

« commissaire »  
“*Commissioner*”

**100. Le paragraphe 59(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1993, ch. 27, art. 1

(2) Le ministre peut autoriser un agent ou un mandataire désigné ou un agent ou un mandataire appartenant à une catégorie d’agents ou de mandataires désignée à exercer les pouvoirs et

Délégation de pouvoirs

exercise powers or perform duties of the Minister, including judicial or quasi-judicial powers or duties, under this Act.

**101. Subsections 70(2) to (4) of the Act are replaced by the following:**

R.S., c. 7  
(2nd Supp.),  
s. 34(1); 1995,  
c. 41, s. 114;  
2002, c. 22,  
s. 381(2)

Specific sum

(2) The Minister may, under regulations of the Governor in Council, pay a specific sum in lieu of a drawback under subsection (1) in any case where a specific sum in lieu of a drawback of duties is granted under section 117 of the *Customs Tariff*.

Drawback on imported goods

(2.1) On application, the Solicitor General of Canada may, under section 113 of the *Customs Tariff*, grant a drawback of the tax imposed under Part III and paid on or in respect of goods 15 imported into Canada.

Application for drawback

(3) An application for a drawback under subsection (1) shall be made in the prescribed form and contain the prescribed information and shall be filed with the Minister within such time 20 and in such manner as the Governor in Council may, by regulation, prescribe.

Evidence

(4) No drawback shall be granted under subsection (1) unless the person applying for the drawback provides such evidence in support 25 of the application as the Minister may require.

R.S., c. 7  
(2nd Supp.),  
s. 50(1); 1999,  
c. 17, par. 156(e)

**102. (1) Subsections 105(6) of the Act is replaced by the following:**

Proof of documents

(5.1) An affidavit of an officer of the Canada Border Services Agency, sworn before a 30 commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out

(a) that the officer has charge of the appropriate records, and

(b) that a document annexed to the affidavit 35 is a document or a true copy of a document, or a print-out of an electronic document, made by or on behalf of the Solicitor General

fonctions, y compris en matière judiciaire ou quasi judiciaire, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.

**101. Les paragraphes 70(2) à (4) de la 5 même loi sont remplacés par ce qui suit :**

L.R., ch. 7  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
par. 34(1); 1995,  
ch. 41, art. 114;  
2002, ch. 22,  
par. 381(2)

Somme spécifique

(2) Le ministre peut, en vertu de règlements du gouverneur en conseil, payer une somme spécifique au lieu d'accorder un drawback en vertu du paragraphe (1) chaque fois que le paiement d'une somme spécifique est effectué 10 au lieu d'un drawback des droits, accordé en vertu de l'article 117 du *Tarif des douanes*.

(2.1) Le solliciteur général du Canada peut, sur demande, en vertu de l'article 113 du *Tarif des douanes*, accorder un drawback sur la taxe 15 imposée par la partie III et payée sur des marchandises importées au Canada ou à l'égard de telles marchandises.

Drawback sur les marchandises importées

(3) La demande de drawback prévue au paragraphe (1) est établie selon les modalités 20 de forme et de contenu prescrites et est présentée au ministre selon la procédure et les modalités de temps prévues par règlement du gouverneur en conseil.

Demande de drawback

(4) L'octroi de drawbacks en application du 25 paragraphe (1) est subordonné à la production, par la personne qui en fait la demande, des éléments de preuve exigés par le ministre.

Preuve

**102. (1) Le paragraphe 105(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

L.R., ch. 7  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
par. 50(1); 1999,  
ch. 17, al. 156(e)

Preuve de documents

(5.1) L'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence des services frontaliers du Canada — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres 35 pertinents et qu'un document qui y est annexé est un document, la copie conforme d'un document ou l'imprimé d'un document électronique, fait par ou pour le solliciteur général du Canada ou une autre personne exerçant les 40 pouvoirs de celui-ci, ou par ou pour une personne, fait preuve de la nature et du contenu du document.



of Canada or a person exercising the powers of that Minister or by or on behalf of a person,

is evidence of the nature and contents of the document.

5

Proof of no  
objection

(6) An affidavit of an officer of the Agency or the Canada Border Services Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out

(a) that the officer has charge of the appropriate records,

(b) that the officer has knowledge of the practice of the Agency or the Canada Border Services Agency, as the case may be,

(c) that an examination of the records shows that a notice of determination or a notice of assessment was sent to a person on a named day pursuant to this Act, and

(d) that after careful examination of the records the officer was unable to find that a notice of objection to the determination or assessment was received within the time limited for it,

is evidence of the statements contained in the affidavit.

25

R.S., c. 7  
(2nd Suppl.),  
s. 50(1); 1999,  
c. 17, par. 156(e)

**(2) Subsection 105(9) of the Act is replaced by the following:**

Presumption

(9) Where evidence is offered under this section by an affidavit from which it appears that the person making the affidavit is an officer of the Agency or the Canada Border Services Agency, as the case may be, it is not necessary to prove his or her signature or that the person is such an officer, nor is it necessary to prove the signature or official character of the person before whom the affidavit was sworn.

2001, c. 17,  
s. 235

**103. Subsection 106.1(1) of the Act is replaced by the following:**

Presumption

**106.1** (1) Every document purporting to be an order, direction, notice, certificate, requirement, decision, determination, assessment, discharge of mortgage or acquittance of a hypothecary claim or other document and

(6) L'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada, fait sous serment en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à recevoir des affidavits, constitue la preuve des énoncés ci-après qui y sont contenus, à savoir :

a) qu'il est responsable des registres appropriés;

b) qu'il connaît la pratique de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas;

c) qu'un examen des registres indique qu'un avis de détermination ou qu'un avis de cotisation a été envoyé à une personne à une date donnée en conformité avec la présente loi;

d) qu'après un examen minutieux des registres, il a été incapable de constater qu'un avis d'opposition à la détermination ou à la cotisation a été reçu dans le délai prévu à cette fin.

Preuve  
d'absence  
d'opposition

5

**(2) Le paragraphe 105(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

L.R., ch. 7  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
par. 50(1); 1999,  
ch. 17, al. 156e)

Présomption

(9) Lorsque, sous le régime du présent article, une preuve est établie par un affidavit d'où il ressort que la personne souscrivant l'affidavit est un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, il n'est pas nécessaire de prouver sa signature ou sa qualité de fonctionnaire, ni de prouver la signature ou le caractère officiel de la personne devant qui l'affidavit a été souscrit.

**103. Le paragraphe 106.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 17,  
art. 235

**106.1** (1) Tout document paraissant être une ordonnance, un ordre, un avis, un certificat, une sommation, une décision, une détermination, une cotisation, une quittance de créance hypothécaire ou un autre document et paraissant

Présomption

35



purporting to have been executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Act or the regulations over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or an officer authorized by the Minister to exercise his or her powers or perform his or her duties or functions under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, Deputy Minister, Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or the officer, unless called into question by the Minister or by some person acting for the Minister or Her Majesty.

Presumption

(1.1) Every document purporting to be an order, a direction, a notice, a certificate, a requirement, a decision, a determination, an assessment, a discharge of mortgage or an acquittance of a hypothecary claim or other document and purporting to have been executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Act or the regulations over the name in writing of the Solicitor General of Canada, the President of the Canada Border Services Agency or an officer authorized by that Minister to exercise his or her powers or perform his or her duties or functions under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by that Minister, the President or the officer, unless called into question by that Minister or by some person acting for that Minister or Her Majesty.

1999, c. 17,  
s. 152(2)“Agency”  
« Agence »“Commissioner”  
« commissaire »1993, c. 27,  
s. 81(1)

**104. The definitions “Agency” and “Commissioner” in subsection 123(1) of the Act are replaced by the following:**

“Agency” means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the *Canada Revenue Agency Act*;

“Commissioner” means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the *Canada Revenue Agency Act*;

**105. (1) Paragraph 215.1(2)(b) of the Act is replaced by the following:**

avoir été signé — en vertu de la présente loi ou des règlements ou dans le cadre de leur application ou contrôle d’application — au nom ou sous l’autorité du ministre, du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire ou d’un fonctionnaire autorisé par le ministre à exercer ses pouvoirs ou à exécuter ses devoirs ou fonctions en vertu de la présente loi, est réputé être un document signé, établi et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire ou ce fonctionnaire, sauf s’il est mis en doute par le ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

(1.1) Tout document paraissant être une ordonnance, un ordre, un avis, un certificat, une sommation, une décision, une détermination, une cotisation, une quittance de créance hypothécaire ou un autre document et paraissant avoir été signé — en vertu de la présente loi ou des règlements ou dans le cadre de leur application ou contrôle d’application — au nom ou sous l’autorité du solliciteur général du Canada, du président de l’Agence des services frontaliers du Canada ou d’un fonctionnaire autorisé par ce ministre à exercer ses pouvoirs ou à exécuter ses devoirs ou fonctions en vertu de la présente loi, est réputé être un document signé, établi et délivré par ce ministre, le président ou ce fonctionnaire, sauf s’il est mis en doute par ce ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

15

Présomption

**104. Les définitions de « Agence » et « commissaire », au paragraphe 123(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**

« Agence » L’Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l’Agence du revenu du Canada*.

« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé en application de l’article 25 de la *Loi sur l’Agence du revenu du Canada*.

**105. (1) L’alinéa 215.1(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 17,  
par. 152(2)« Agence »  
“Agency”

40

« commissaire »  
“Commissioner”1993, ch. 27,  
par. 81(1)

(b) the Solicitor General of Canada has, under any of sections 73, 74 and 76 of the *Customs Act*, granted an abatement or refund of all or part of the duties paid on the goods,

b) le solliciteur général du Canada a accordé un abattement ou un remboursement, en application de l'un des articles 73, 74 et 76 de la *Loi sur les douanes*, de tout ou partie des droits payés sur les produits;

1993, c. 27,  
s. 81(1)

**(2) Paragraph 215.1(3)(b) of the Act is replaced by the following:**

**(2) L'alinéa 215.1(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1993, ch. 27,  
par. 81(1)

(b) if the goods had been subject to duties under the *Customs Act*, the Solicitor General of Canada would, because of any of the circumstances described in paragraph 73(a) or (b) or 74(1)(a), (b) or (c) or subsection 76(1) of that Act, have granted, under section 73, 74 or 76 of that Act, an abatement or refund of all or part of the duties paid on the goods,

b) dans le cas où les produits ont été assujettis aux droits prévus à la *Loi sur les douanes*, le solliciteur général du Canada aurait accordé, en vertu des articles 73, 74 ou 76 de cette loi, si les circonstances visées aux alinéas 73a) ou b), 74(1)a), b) ou c) ou au paragraphe 76(1) de cette loi s'appliquaient, un abattement ou un remboursement de tout ou partie des droits payés sur les produits;

1997, c. 10,  
s. 41.1(1); 1999,  
c. 17, par. 155(d)

**106. Subsection 216(5) of the Act is replaced by the following:**

**106. Le paragraphe 216(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 10,  
par. 41.1(1);  
1999, ch. 17,  
al. 155d)

Application of  
Part IX and *Tax  
Court of Canada  
Act*

(5) The provisions of this Part and of the *Tax Court of Canada Act* that apply to an appeal taken under section 302 apply, with such modifications as the circumstances require, to an appeal taken under subsection 67(1) of the *Customs Act* from a decision of the President of the Canada Border Services Agency made under section 60 or 61 of that Act in a determination of the tax status of goods as if the decision of the President were a confirmation of an assessment or a reassessment made by the Minister under subsection 301(3) or (4) as a consequence of a notice of objection filed under subsection 301(1.1) by the person to whom the President is required to give notice under section 60 or 61 of the *Customs Act*, as the case may be, of the decision.

(5) Les dispositions de la présente partie et de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* concernant les appels interjetés en vertu de l'article 302 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux appels interjetés en vertu du paragraphe 67(1) de la *Loi sur les douanes* d'une décision du président de l'Agence des services frontaliers du Canada rendue conformément aux articles 60 ou 61 de cette loi quant au classement de produits, comme si cette décision était la confirmation d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation établie par le ministre en application des paragraphes 301(3) ou (4) par suite d'un avis d'opposition présenté aux termes du paragraphe 301(1.1) par la personne que le président est tenu d'aviser de la décision selon les articles 60 ou 61 de la *Loi sur les douanes*.

Application de la  
partie IX et de la  
*Loi sur la Cour  
canadienne de  
l'impôt*

1990, c. 45,  
s. 12(1); 1999,  
c. 17, s. 154,  
par. 156(j)

**107. Subsections 335(6) to (8) of the Act are replaced by the following:**

**107. Les paragraphes 335(6) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

1990, ch. 45,  
par. 12(1); 1999,  
ch. 17, art. 154 et  
al. 156j)

Proof of  
documents

(5.1) An affidavit of an officer of the Canada Border Services Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the officer has charge of the appropriate records and that a document annexed to the affidavit is a document

(5.1) L'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence des services frontaliers du Canada — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et qu'un document qui y est annexé

Preuve de  
documents



or a true copy of a document, or a printout of an electronic document, made by or on behalf of the Solicitor General of Canada or a person exercising the powers of that Minister or by or on behalf of a person, is evidence of the nature and contents of the document.

Proof of no  
appeal

(6) An affidavit of an officer of the Agency or the Canada Border Services Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the officer has charge of the appropriate records and has knowledge of the practice of the Agency or the Canada Border Services Agency, as the case may be, and that an examination of the records shows that a notice of assessment was mailed or otherwise sent to a person on a particular day under this Part and that, after careful examination and search of the records, the officer has been unable to find that a notice of objection or of appeal from the assessment, as the case may be, was received within the time allowed, is evidence of the statements contained in the affidavit.

Presumption

(7) Where evidence is offered under this section by an affidavit from which it appears that the person making the affidavit is an officer of the Agency or the Canada Border Services Agency, as the case may be, it is not necessary to prove the signature of the person or that the person is such an officer, nor is it necessary to prove the signature or official character of the person before whom the affidavit was sworn.

Proof of  
documents

(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Part over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Part, shall be deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Deputy Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner or the officer, unless it has been called in

est un document, la copie conforme d'un document ou l'imprimé d'un document électronique, fait par ou pour le solliciteur général du Canada ou une autre personne exerçant les pouvoirs de celui-ci, ou par ou pour une personne, fait preuve de la nature et du contenu du document.

Preuve de  
l'absence  
d'appel

(6) L'affidavit d'un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et qu'il a connaissance de la pratique de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et qu'un examen des registres montre qu'un avis de cotisation a été posté ou autrement envoyé à une personne un jour donné, en application de la présente partie, et que, après avoir fait un examen attentif des registres et y avoir pratiqué des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation a été reçu dans le délai imparti à cette fin, constitue la preuve des énonciations qui y sont renfermées.

Présomption

(7) Lorsqu'une preuve est donnée en vertu du présent article par un affidavit d'où il ressort que la personne le souscrivant est un fonctionnaire de l'Agence ou de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, il n'est pas nécessaire d'attester sa signature ou de prouver qu'il est un tel fonctionnaire, ni d'attester la signature ou la qualité de la personne en présence de laquelle l'affidavit a été souscrit.

Preuve de  
documents

(8) Tout document paraissant avoir été établi en vertu de la présente partie, ou dans le cadre de son application ou exécution, au nom ou sous l'autorité du ministre, du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente partie est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire ou le fonctionnaire, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté du chef du Canada.



question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty in right of Canada.

Proof of documents

(8.1) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Part over the name in writing of the Solicitor General of Canada or the President of the Canada Border Services Agency, or an officer authorized to exercise the powers or perform the duties of that Minister under this Part, shall be deemed to be a document signed, made and issued by that Minister, the President or the officer, unless it has been called in question by that Minister or a person acting for that Minister or for Her Majesty in right of Canada.

1992, c. 28, s. 41(1)

**108. Section 1 of Part X of Schedule VI to the Act is replaced by the following:**

1. A supply made by Canada Post Corporation of a service under an agreement made with the Solicitor General of Canada under subsection 147.1(3) of the *Customs Act*.

1997, c. 10, s. 254

**109. Section 4 of Part I of Schedule X to the Act is replaced by the following:**

4. Arms, military stores and munitions of war brought into a participating province by the Government of Canada in replacement of or in anticipation or actual exchange for similar goods loaned to or exchanged or to be exchanged with the governments of a foreign country designated by the Governor in Council under heading No. 98.10 of Schedule I to the *Customs Tariff*, under such regulations as the Solicitor General of Canada may make for purposes of heading No. 98.11 of that Act.

1997, c. 10, s. 254

**110. Section 6 of Part I of Schedule X to the Act is replaced by the following:**

6. Property, (other than advertising matter, tobacco or an alcoholic beverage) that is a casual donation sent by a person in a participating province to a person in a participating province, or brought into a particular participating province by a person who is not

(8.1) Tout document paraissant avoir été établi en vertu de la présente partie, ou dans le cadre de son application ou exécution, au nom ou sous l'autorité du solliciteur général du Canada, du président de l'Agence des services frontaliers du Canada ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions de ce ministre en vertu de la présente partie est réputé être un document signé, fait et délivré par ce ministre, le président ou le fonctionnaire, 10 sauf s'il a été mis en doute par ce ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté du chef du Canada.

Preuve de documents

**108. L'article 1 de la partie X de l'annexe VI de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1992, ch. 28, par. 41(1)

1. La fourniture effectuée par la Société canadienne des postes d'un service visé par un accord conclu avec le solliciteur général du Canada aux termes du paragraphe 147.1(3) de la *Loi sur les douanes*.

**109. L'article 4 de la partie I de l'annexe X de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 10, art. 254

4. Les armes, approvisionnements militaires et munitions de guerre transférés dans une province participante par le gouvernement du Canada en remplacement, dans l'attente ou pour l'échange réel de marchandises semblables prêtées, remises en échange ou à remettre en échange au gouvernement d'un pays étranger désigné par le gouverneur en conseil sous le régime de la position 98.10 de l'annexe I du *Tarif des douanes*, conformément aux règlements que peut prendre le solliciteur général du Canada pour l'application de la position 98.11 de cette loi.

**110. L'article 6 de la partie I de l'annexe X de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 10, art. 254

6. Les biens (sauf le matériel de réclame, le tabac et les boissons alcoolisées) dont la juste valeur marchande ne dépasse pas 60\$ et qui représentent des cadeaux occasionnels envoyés par une personne dans une province non participante à une personne dans une province

resident in the participating provinces as a gift to a person in that participating province, where the fair market value of the property does not exceed \$60, under such regulations as the Solicitor General of Canada may make for purposes of heading No. 98.16 of Schedule I to the *Customs Tariff*.

participante, ou transférés dans une province participante donnée par une personne ne résidant pas dans une province participante à titre de cadeau à une personne dans la province participante donnée, conformément aux règlements que peut prendre le solliciteur général du Canada pour l'application de la position 98.16 de l'annexe I du *Tarif des douanes*.

R.S., c. 4  
(2nd Supp.)

#### FAMILY ORDERS AND AGREEMENTS ENFORCEMENT ASSISTANCE ACT

#### LOI D'AIDE À L'EXÉCUTION DES ORDONNANCES ET DES ENTENTES FAMILIALES

L.R., ch. 4  
(2<sup>e</sup> suppl.)

1999, c. 31,  
s. 9(F)

**111. Section 15 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* is replaced by the following:**

**111. L'article 15 de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes* 10 familiales est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 31,  
art. 9(F)

Information  
banks that may  
be searched

**15.** The information banks that may be searched under this Part are the information banks designated by the regulations from among the information banks controlled by the Department of Human Resources Development, 15 the Canada Revenue Agency and the Canada Employment Insurance Commission.

**15.** Les fichiers susceptibles d'être consultés au titre de la présente partie sont, parmi les fichiers régis par le ministère du Développement des ressources humaines, par l'Agence du 15 revenu du Canada et par la Commission de l'assurance-emploi du Canada, ceux qui sont désignés par règlement.

Fichiers visés

R.S., c. F-9

#### FEEDS ACT

#### LOI RELATIVE AUX ALIMENTS DU BÉTAIL

L.R., ch. F-9

1997, c. 6, s. 46

**112. Subsection 6(2) of the *Feeds Act* is replaced by the following:**

**112. Le paragraphe 6(2) de la *Loi relative aux aliments du bétail* est remplacé par ce qui 20 suit :**

1997, ch. 6,  
art. 46

Designation

(1.1) The President of the Canada Border 20 Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of enforcing this Act.

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs 25 chargés du contrôle d'application de la présente loi.

Désignations

Certificate to be  
produced

(2) Inspectors shall be given certificates in a 25 form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under 30 subsection 7(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat 30 établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 7(1).

Production du  
certificat

35

R.S., c. F-10

#### FERTILIZERS ACT

#### LOI SUR LES ENGRAIS

L.R., ch. F-10

1997, c. 6, s. 49

**113. Subsection 6(2) of the *Fertilizers Act* is replaced by the following:**

**113. Le paragraphe 6(2) de la *Loi sur les engrais* est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 6,  
art. 49



Designation	(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> for the purposes of enforcing this Act.	(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> , désigner des inspecteurs 5 chargés du contrôle d'application de la présente loi.	Désignations
Certificate to be produced	(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their 10 designation and, on entering any place under subsection 7(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.	(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services 10 frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 7(1).	Production du certificat
R.S., c. F-11	<b>FINANCIAL ADMINISTRATION ACT</b>	<b>LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	L.R., ch. F-11
SOR/2003-431	<b>114. Schedule I.1 to the <i>Financial Admin- 15</i> <i>istration Act</i> is amended by striking out, in column I, the reference to Canada Border Services Agency <i>Agence des services frontaliers du Canada</i> and the corresponding reference in column II 20 to the Appropriate Minister for that Agency.</b> <b>115. Schedule II to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</b> Canada Border Services Agency <i>Agence des services frontaliers du Canada</i> 25	<b>114. L'annexe I.1 de la <i>Loi sur la gestion 15</i> <i>des finances publiques</i> est modifiée par suppression de ce qui suit :</b> Agence des services frontaliers du Canada <i>Canada Border Services Agency</i> <b>ainsi que de la mention du ministre compé- 20</b> <b>tent en regard de ce secteur.</b> <b>115. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alpha- bétique, de ce qui suit :</b> Agence des services frontaliers du Canada 25 <i>Canada Border Services Agency</i>	DORS/2003-431
R.S., c. F-12	<b>FISH INSPECTION ACT</b>	<b>LOI SUR L'INSPECTION DU POISSON</b>	L.R., ch. F-12
1997, c. 6, s. 60	<b>116. Subsection 17(2) of the <i>Fish Inspec- 10</i> <i>tion Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>116. Le paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur 10</i> <i>l'inspection du poisson</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 6, art. 60
Designation	(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the <i>Canada Border 30</i> <i>Services Agency Act</i> for the purposes of enforcing this Act.	(1.1) Le président de l'Agence des services 30 frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> , désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.	Désignations
Certificate to be produced	(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the 35 President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their	(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services	Production du certificat



designation and, on entering any place under subsection 4(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du lieu qui fait l'objet de sa visite.

1990, c. 21

**HEALTH OF ANIMALS ACT****LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX**

1990, ch. 21

1997, c. 6, s. 68

**117. Subsection 32(2) of the *Health of Animals Act* is replaced by the following:**

**117. Le paragraphe 32(2) de la *Loi sur la santé des animaux* est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 6, art. 68

Designation

(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of 10 enforcing this Act.

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs 10 chargés du contrôle d'application de la présente loi.

Désignations

Certificate to be produced

(2) Inspectors, officers and veterinary inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the 15 Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector, officer or veterinary inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if 20 the person requests proof of the designation.

(2) Chaque inspecteur — vétérinaire ou non — et agent d'exécution reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence 15 canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite. 20

Production du certificat

2001, c. 27

**IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT****LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS**

2001, ch. 27

**118. Section 4 of the *Immigration and Refugee Protection Act* is replaced by the following:**

**118. L'article 4 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* est remplacé par ce qui suit :**

Minister of Citizenship and Immigration

**4. (1)** Subject to subsection (2), the Minister 25 of Citizenship and Immigration is responsible for the administration of this Act.

**4. (1)** Sous réserve du paragraphe (2), le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration 25 est chargé de l'application de la présente loi.

Compétence générale du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

Solicitor General of Canada

(2) The Minister as defined in section 2 of the *Canada Border Services Agency Act* is responsible for the administration of this Act as 30 it relates to

(2) Le ministre, au sens de l'article 2 de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, est chargé de l'application de la présente loi relativement : 30

Compétence du solliciteur général du Canada

(a) examinations at ports of entry;

a) au contrôle des personnes aux points d'entrée;

(b) the enforcement of this Act, including arrest, detention and removal;

b) aux mesures d'exécution de la présente loi, notamment en matière d'arrestation, de détention et de renvoi; 35

(c) the establishment of policies respecting the enforcement of this Act and inadmissibility on grounds of security, organized criminality or violating human or international rights; or

(d) determinations under any of subsections 34(2), 35(2) and 37(2).

Specification

(3) Subject to subsections (1) and (2), the Governor in Council may specify

(a) which Minister referred to in subsections 10 (1) and (2) shall be the Minister for the purposes of any provision of this Act; and

(b) that both Ministers may be the Minister for the purposes of any provision of this Act and the circumstances under which each 15 Minister shall be the Minister.

Publication

(4) Any order made under subsection (3) must be published in Part II of the *Canada Gazette*.

2004, c. 15, s. 72

**119. (1) Paragraphs 150.1(1)(a) and (b) of 20 the Act are replaced by the following:**

(a) the collection, retention, use, disclosure and disposal of information for the purposes of this Act or for the purposes of program legislation as defined in section 2 of the 25 *Canada Border Services Agency Act*; and

(b) the disclosure of information for the purposes of national security, the defence of Canada or the conduct of international affairs, including the implementation of an agree- 30 ment or arrangement entered into under section 5 of the *Department of Citizenship and Immigration Act* or section 13 of the *Canada Border Services Agency Act*.

2004, c. 15, s. 72

**(2) Subsection 150.1(2) of the Act is 35 replaced by the following:**

Conditions

(2) Regulations made under subsection (1) may include conditions under which the collection, retention, use, disposal and disclosure may be made.

c) à l'établissement des orientations en matière d'exécution de la présente loi et d'interdiction de territoire pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux ou pour activités de 5 criminalité organisée;

d) à la prise des décisions au titre des paragraphes 34(2), 35(2) ou 37(2).

(3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), le 10 gouverneur en conseil peut préciser :

Précisions du gouverneur en conseil

a) lequel des ministres visés à ces paragraphes est chargé de l'application de telle des dispositions de la présente loi;

b) que les deux ministres sont chargés de l'application de telle de ces dispositions, 15 chacun dans les circonstances qu'il prévoit.

(4) Tout décret pris pour l'application du paragraphe (3) est publié dans la partie II de la *Gazette du Canada*.

Publication

**119. (1) Les alinéas 150.1(1)a) et b) de la 20 même loi sont remplacés par ce qui suit :**

2004, ch. 15, art. 72

a) la collecte, la conservation, l'utilisation, le retrait et la communication de renseignements pour l'application de la présente loi ou de la législation frontalière au sens de l'article 2 de 25 la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*;

b) en matière de sécurité nationale, de défense du Canada ou de conduite des affaires internationales — y compris la mise 30 en oeuvre d'accords ou d'ententes conclus au titre de l'article 5 de la *Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration* ou de l'article 13 de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada* —, la communication 35 de renseignements.

**(2) Le paragraphe 150.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2004, ch. 15, art. 72

(2) Ces règlements prévoient notamment les conditions relatives à la collecte, la conserva- 40 tion, l'utilisation, le retrait et la communication de renseignements.

Conditions

**120. Subsection 244(13) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:**

Proof of documents

(13) Every document purporting to have been executed under, or in the course of the administration or enforcement of, this Act over the name in writing of the Minister, the Deputy Minister of National Revenue, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner of Revenue or an officer authorized to exercise a power or perform a duty of the Minister under this Act is deemed to have been signed, made and issued by the Minister, the Deputy Minister, the Commissioner of Customs and Revenue, the Commissioner of Revenue or the officer unless it has been called in question by the Minister or by a person acting for the Minister or Her Majesty.

**120. Le paragraphe 244(13) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui suit :**

Preuve de documents

(13) Tout document paraissant avoir été établi en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son application ou de sa mise à exécution, au nom ou sous l'autorité du ministre, du sous-ministre du Revenu national, du commissaire des douanes et du revenu, du commissaire du revenu ou d'un fonctionnaire autorisé à exercer des pouvoirs ou fonctions conférés au ministre par la présente loi est réputé avoir été signé, fait et délivré par le ministre, le sous-ministre, le commissaire des douanes et du revenu, le commissaire du revenu ou le fonctionnaire, à moins qu'il n'ait été contesté par le ministre ou par une personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté.

1997, c. 6, s. 72

**121. The definition "inspector" in subsection 2(1) of the *Meat Inspection Act* is replaced by the following:**

"inspector"  
«inspecteur»

"inspector" means a person designated as an inspector pursuant to subsection 12(1) or (1.1);

**121. La définition de «inspecteur», au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'inspection des viandes*, est remplacée par ce qui suit :**

1997, ch. 6,  
art. 72

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application des paragraphes 12(1) ou (1.1).

«inspecteur»  
"inspecteur"

1997, c. 6, s. 73

**122. Subsection 12(2) of the Act is replaced by the following:**

Designation

(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* for the purposes of enforcing this Act.

**122. Le paragraphe 12(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 6,  
art. 73

(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.

Désignations

Certificate to be produced

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place or vehicle referred to in subsection 13(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place or vehicle.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du lieu ou du véhicule qui font l'objet de sa visite.

Production du certificat



1990, c. 22	PLANT PROTECTION ACT	LOI SUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX	1990, ch. 22
1997, c. 6, s. 82	<b>123. Subsection 21(2) of the <i>Plant Protection Act</i> is replaced by the following:</b>	<b>123. Le paragraphe 21(2) de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 6, art. 82
Designation	(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> for the purposes of enforcing this Act.	(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> , désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.	Désignations 5
Certificate to be produced	(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.	(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.	Production du certificat 10
2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48	<b>PROCEEDS OF CRIME (MONEY LAUNDERING) AND TERRORIST FINANCING ACT</b>	<b>LOI SUR LE RECYCLAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES</b>	2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48
	<b>124. (1) The definition "Commissioner" in section 2 of the <i>Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act</i> is repealed.</b>	<b>124. (1) La définition de « commissaire », à l'article 2 de la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i>, est abrogée.</b>	20
	<b>(2) The definition "Minister" in section 2 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) La définition de « ministre », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :</b>	
"Minister" « ministre »	"Minister" means, in relation to sections 25 to 39, the Solicitor General of Canada and, in relation to any other provision of this Act, the member of the Queen's Privy Council for Canada who is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of that provision.	« ministre » Le solliciteur général du Canada, pour l'application des articles 25 à 39, ou le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de telle autre disposition de la présente loi.	« ministre » "Minister" 30
	<b>(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following definition in alphabetical order:</b>	<b>(3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :</b>	
"President" « président »	"President" means the President of the Canada Border Services Agency appointed under subsection 7(1) of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> .	« président » Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, nommé en application du paragraphe 7(1) de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> .	« président » "President" 35
	<b>125. Paragraph 38(1)(a) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>125. L'alinéa 38(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	

(a) information set out in reports made under subsection 12(1) in respect of currency or monetary instruments imported into Canada from that state will be provided to a department, institution or agency of that state that has powers and duties similar to those of the Canada Border Services Agency in respect of the reporting of currency or monetary instruments; and

**126. (1) Paragraph 55(3)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) the Canada Revenue Agency, if the Centre also determines that the information is relevant to an offence of evading or attempting to evade paying taxes or duties imposed under an Act of Parliament administered by the Minister of National Revenue;

(b.1) the Canada Border Services Agency, if the Centre also determines that the information is relevant to an offence of evading or attempting to evade paying taxes or duties imposed under an Act of Parliament administered by the Agency; and

**(2) Paragraph 55(3)(d) of the Act is replaced by the following:**

(d) the Canada Border Services Agency, if the Centre also determines that the information would promote the objective set out in paragraph 3(1)(i) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and is relevant to determining whether a person is a person described in sections 34 to 42 of that Act or to an offence under any of sections 117 to 119, 126 or 127 of that Act.

**(3) Section 55 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**

(3.1) Paragraph (3)(b) or (b.1) does not apply in respect of an offence relating to taxes or duties imposed under a prescribed Act or a prescribed portion of an Act.

**127. Every reference to “Commissioner” or “Commissioner’s” in the following provisions of the Act is replaced by a reference to “President” or “President’s”, respectively:**

a) les renseignements figurant dans les déclarations faites au titre du paragraphe 12(1) à l’égard des espèces ou effets importés de cet État au Canada sont communiqués à un ministère ou organisme de cet État dont les attributions sont similaires à celles de l’Agence des services frontaliers du Canada en matière de déclarations à l’égard des espèces ou effets importés;

**126. (1) L’alinéa 55(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) à l’Agence du revenu du Canada, s’il estime en outre que les renseignements se rapportent à une infraction, consommée ou non, d’évasion fiscale — y compris le non-paiement de droits — définie par une loi fédérale dont l’application relève du ministre du Revenu national;

b.1) à l’Agence des services frontaliers du Canada, s’il estime en outre que les renseignements se rapportent à une infraction, consommée ou non, d’évasion fiscale — y compris le non-paiement de droits — définie par une loi fédérale dont l’application relève de l’Agence;

**(2) L’alinéa 55(3)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

d) à l’Agence des services frontaliers du Canada, s’il estime en outre que les renseignements sont utiles pour promouvoir l’objectif visé à l’alinéa 3(1)i) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* et pour déterminer si une personne est une personne visée aux articles 34 à 42 de cette loi ou se rapportent à une infraction prévue aux articles 117 à 119, 126 et 127 de cette loi.

**(3) L’article 55 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

(3.1) Les alinéas (3)b) ou b.1) ne s’appliquent pas aux infractions relatives aux taxes ou aux droits imposés sous le régime de toute loi ou partie de loi précisée par règlement.

**127. Dans les passages ci-après de la même loi, « commissaire » est remplacé par « président » :**

2001, c. 41,  
s. 123(1)

2001, ch. 41,  
par. 123(1)

Exception

Exception

- |                                |                                  |
|--------------------------------|----------------------------------|
| (a) section 20;                | a) l'article 20;                 |
| (b) subsection 26(1);          | b) le paragraphe 26(1);          |
| (c) section 31;                | c) l'article 31;                 |
| (d) subsections 32(3) and (4); | d) les paragraphes 32(3) et (4); |
| (e) subsection 35(1); and      | e) le paragraphe 35(1);          |
| (f) subsection 39(2).          | f) le paragraphe 39(2).          |

R.S., c. P-36	<b>PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT</b>	<b>LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>	L.R., ch. P-36
---------------	--	---	----------------

128. Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

128. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Canada Border Services Agency  
*Agence des services frontaliers du Canada*

10 Agence des services frontaliers du Canada  
*Canada Border Services Agency*

R.S., c. R-9	<b>ROYAL CANADIAN MINT ACT</b>	<b>LOI SUR LA MONNAIE ROYALE CANADIENNE</b>	L.R., ch. R-9
--------------	--------------------------------	---	---------------

129. The definition "Minister" in section 2 of the *Royal Canadian Mint Act* is repealed.

129. La définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, est abrogée.

130. The Act is amended by adding the following after section 2:

15 130. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

**DESIGNATION OF MINISTER**

**DÉSIGNATION DU MINISTRE**

Power of  
Governor in  
Council

2.1 The Governor in Council may designate a member of the Queen's Privy Council for Canada to be the Minister for the purposes of this Act.

2.1 Le gouverneur en conseil peut désigner tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada à titre de ministre pour l'application 20 de la présente loi.

Pouvoir du  
gouverneur en  
conseil

R.S., c. S-8	<b>SEEDS ACT</b>	<b>LOI SUR LES SEMENCES</b>	L.R., ch. S-8
--------------	------------------	-----------------------------	---------------

1997, c. 6, s. 88	131. Subsection 5(2) of the <i>Seeds Act</i> is replaced by the following:	131. Le paragraphe 5(2) de la <i>Loi sur les semences</i> est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 6, art. 88
-------------------	--	--	----------------------

Designation	(1.1) The President of the Canada Border Services Agency may designate inspectors under paragraph 9(2)(b) of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> for the purposes of enforcing this Act.	(1.1) Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada peut, en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la <i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> , désigner des inspecteurs chargés du contrôle d'application de la présente loi.	Désignations
-------------	---	---	--------------

Certificate to be produced	(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency or the President of the Canada Border Services Agency, as the case may be, attesting to their designation and, on entering any place under	(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat 30 établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou le président de l'Agence des services	Production du certificat
-------------------------------	---	---	-----------------------------



subsection 6(1), an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.

frontaliers du Canada, selon le cas, et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 6(1).

R.S., c. S-15

**SPECIAL IMPORT MEASURES ACT****LOI SUR LES MESURES SPÉCIALES  
D'IMPORTATION**

L.R., ch. S-15

1999, c. 17,  
s. 180(2)

**132. (1) The definition "Commissioner" in subsection 2(1) of the *Special Import Measures Act* is repealed.**

**5 132. (1) La définition de « commissaire », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, est abrogée.**

5 1999, ch. 17,  
par. 180(2)

**(2) The definition "Minister" in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:**

**(2) La définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :**

10

"Minister"  
« ministre »

"Minister" means the Solicitor General of Canada;

« ministre » Le solliciteur général du Canada.

« ministre »  
"Minister"

**(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

**(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

"President"  
« président »

"President" means the President of the Canada Border Services Agency appointed under subsection 7(1) of the *Canada Border Services Agency Act*;

« président » Le président de l'Agence des services frontaliers du Canada, nommé en application du paragraphe 7(1) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*.

15 « président »  
"President"1999, c. 17,  
s. 182

**133. Section 94 of the Act is replaced by the following:**

**20 133. L'article 94 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1999, ch. 17,  
art. 182

Ruling binding

**94.** A ruling given by the Tribunal on the question of who is the importer in Canada of any goods imported or to be imported into Canada is binding on the President, and on every person employed by the Canada Border Services Agency in the administration or enforcement of this Act, with respect to the particular goods in relation to which the ruling is given, unless the Tribunal is fraudulently misled or, in the case only of goods to be imported into Canada, material facts that are not available to the President at the time the Tribunal gives its ruling come to the President's attention after it is given.

**94.** La décision rendue par le Tribunal sur l'identité de l'importateur lie le président ainsi que toute personne employée par l'Agence des services frontaliers du Canada pour la mise en oeuvre ou l'exécution de la présente loi quant aux marchandises objet de la décision sauf si le Tribunal est induit en erreur par la fraude ou si, dans le seul cas d'une importation future, des faits importants dont ne disposait pas le président au moment de la décision viennent ensuite à sa connaissance.

Caractère  
obligatoire de la  
décision

**134. Every reference to "Commissioner" or "Commissioner's" in the following provisions of the Act is replaced by a reference to "President" or "President's", respectively:**

**35 134. Dans les passages ci-après de la même loi, « commissaire » est remplacé par « président » :**

- (a) subparagraph (b)(iii) of the definition "properly documented" in subsection 2(1);**
- (b) the definition "undertaking" or "undertakings" in subsection 2(1);**

- a) le sous-alinéa b)(iii) de la définition de « dossier complet » au paragraphe 2(1);**
- b) la définition de « engagement » ou « engagements » au paragraphe 2(1);**

35

(c) subsections 2(7.3), (7.4) and (9);		c) les paragraphes 2(7.3), (7.4) et (9);	
(d) paragraph 4(2)(a);		d) l'alinéa 4(2)(a);	
(e) paragraph 5(b);		e) l'alinéa 5b);	
(f) paragraphs 6(b) and (c);		f) les alinéas 6b) et c);	
(g) subsection 7(1);	5	g) le paragraphe 7(1);	5
(h) subsections 8(1) to (2), (5) and (6);		h) les paragraphes 8(1) à (2), (5) et (6);	
(i) the portion of subsection 9.2(1) before paragraph (a);		i) le passage du paragraphe 9.2(1) précédant l'alinéa a);	
(j) the portion of subsection 9.21(1) before paragraph (a);	10	j) le passage du paragraphe 9.21(1) précédant l'alinéa a);	10
(k) the portion of section 9.3 before paragraph (a);		k) le passage de l'article 9.3 précédant l'alinéa a);	
(l) section 10;		l) l'article 10;	
(m) subsections 12(2) and (3);		m) les paragraphes 12(2) et (3);	
(n) subsections 13.2(1), (3) and (4);	15	n) les paragraphes 13.2(1), (3) et (4);	15
(o) paragraph 15(d);		o) l'alinéa 15d);	
(p) paragraphs 16(1)(a) to (c);		p) les alinéas 16(1)a) à c);	
(q) paragraph 16(2)(b);		q) l'alinéa 16(2)b);	
(r) sections 17 to 20;		r) les articles 17 à 20;	
(s) subsections 25(1) and (2);	20	s) les paragraphes 25(1) et (2);	20
(t) subsection 29(1);		t) le paragraphe 29(1);	
(u) subsection 30.2(2);		u) le paragraphe 30.2(2);	
(v) subsections 30.3(1) and (2);		v) les paragraphes 30.3(1) et (2);	
(w) subsection 30.4(2);		w) le paragraphe 30.4(2);	
(x) subsections 31(1) and (6) to (8);	25	x) les paragraphes 31(1) et (6) à (8);	25
(y) subsections 31.1(1) to (4);		y) les paragraphes 31.1(1) à (4);	
(z) sections 32 to 39;		z) les articles 32 à 39;	
(z.1) sections 41 to 41.2;		z.1) les articles 41 à 41.2;	
(z.2) the portion of subsection 43(2) before paragraph (a);	30	z.2) le passage du paragraphe 43(2) précédant l'alinéa a);	30
(z.3) the portion of section 46 after paragraph (b);		z.3) le passage de l'article 46 suivant l'alinéa b);	
(z.4) subsection 47(3);		z.4) le paragraphe 47(3);	
(z.5) sections 49 and 50;		z.5) les articles 49 et 50;	
(z.6) sections 51 to 52;	35	z.6) les articles 51 à 52;	35
(z.7) section 53;		z.7) l'article 53;	
(z.8) section 53.1;		z.8) l'article 53.1;	

(z.9) subsection 55(1);		z.9) le paragraphe 55(1);	
(z.10) the heading before section 56;		z.10) l'intertitre précédant l'article 56;	
(z.11) section 57;		z.11) l'article 57;	
(z.12) subsections 58(1.1) and (2);		z.12) les paragraphes 58(1.1) et (2);	
(z.13) subsections 59(1) to (3.1) and (4);	5	z.13) les paragraphes 59(1) à (3.1) et (4);	5
(z.14) the portion of subsection 60(2) before paragraph (a);		z.14) le passage du paragraphe 60(2) précédant l'alinéa a);	
(z.15) subsection 61(1);		z.15) le paragraphe 61(1);	
(z.16) paragraph 62(1)(b);		z.16) l'alinéa 62(1)b);	
(z.17) subsections 76.01(1) and (6);	10	z.17) les paragraphes 76.01(1) et (6);	10
(z.18) subsections 76.02(1) and (5);		z.18) les paragraphes 76.02(1) et (5);	
(z.19) subsections 76.03(3) and (6) to (11);		z.19) les paragraphes 76.03(3) et (6) à (11);	
(z.20) section 76.1;		z.20) l'article 76.1;	
(z.21) the definition "appropriate authority" in subsection 77.01(1);	15	z.21) la définition de «autorité compétente» au paragraphe 77.01(1);	15
(z.22) paragraphs (a), (b) and (d) to (f.1) of the definition "definitive decision" in subsection 77.01(1);		z.22) les alinéas a), b) et d) à f.1) de la définition de «décisions finales» au paragraphe 77.01(1);	
(z.23) the definition "appropriate authority" in subsection 77.1(1);	20	z.23) la définition de «autorité compétente» au paragraphe 77.1(1);	20
(z.24) paragraphs (a), (b) and (d) to (f.1) of the definition "definitive decision" in subsection 77.1(1);		z.24) les alinéas a), b) et d) à f.1) de la définition de «décisions finales» au paragraphe 77.1(1);	
(z.25) the portion of subsection 78(1) after paragraph (b);	25	z.25) le passage du paragraphe 78(1) suivant l'alinéa b);	25
(z.26) subsections 78(3) to (5);		z.26) les paragraphes 78(3) à (5);	
(z.27) subsection 81(1);		z.27) le paragraphe 81(1);	
(z.28) sections 83 and 83.1;		z.28) les articles 83 et 83.1;	
(z.29) paragraph 84(2)(b);		z.29) l'alinéa 84(2)b);	
(z.30) the portion of subsection 84(3) before paragraph (a);	30	z.30) le passage du paragraphe 84(3) précédant l'alinéa a);	30
(z.31) subsection 84(3.1);		z.31) le paragraphe 84(3.1);	
(z.32) sections 85 to 89;		z.32) les articles 85 à 89;	
(z.33) paragraphs 91(1)(c) to (g);		z.33) les alinéas 91(1)c) à g);	
(z.34) paragraph 91(3)(b);	35	z.34) l'alinéa 91(3)b);	35
(z.35) sections 95 and 96;		z.35) les articles 95 et 96;	
(z.36) subsections 96.1(1) to (3) and (6);		z.36) les paragraphes 96.1(1) à (3) et (6);	
(z.37) subsection 96.11(1);		z.37) le paragraphe 96.11(1);	



(z.38) section 96.2;

(z.39) paragraphs 96.4(1)(a) and (b); and

(z.40) paragraphs 97(1)(k.3) and (k.4).

135. Every reference to “Commissioner” in the following provisions of the English version of the Act is replaced by a reference to “President”:

(a) the definition “prescribed” in subsection 2(1);

(b) subsection 77.011(4);

(c) subparagraph 77.012(1)(a)(ii);

(d) subsection 77.013(3);

(e) subsection 77.11(3);

(f) subparagraph 77.12(1)(a)(ii);

(g) subsection 77.13(2);

(h) the heading before section 78;

(i) paragraph 78(1)(a);

(j) subsection 78(2);

(k) subsections 79(1) and (2); and

(l) paragraph 84(1)(b).

136. Every reference to “commissaire” in the following provisions of the French version of the Act is replaced by a reference to “président”:

(a) subsection 13.2(2);

(b) subsection 56(1.01);

(c) subsection 56(1.1);

(d) subsection 77.021(2); and

(e) subsection 77.21(2).

137. The provisions of the *Special Import Measures Act*, as enacted or amended by sections 132 to 136 and paragraph 145(2)(i) of this Act, apply to goods of a NAFTA country, as defined in subsection 2(1) of that Act.

#### TERMINOLOGY CHANGES

138. Every reference to the “Canada Customs and Revenue Agency” in the following provisions is replaced by a reference to the “Canada Revenue Agency”:

z.38) l’article 96.2;

z.39) les alinéas 96.4(1)a) et b);

z.40) les alinéas 97(1)k.3) et k.4).

135. Dans les passages ci-après de la version anglaise de la même loi, «Commissioner» est remplacé par «President» :

a) la définition de «prescribed» au paragraphe 2(1);

b) le paragraphe 77.011(4);

c) le sous-alinéa 77.012(1)a)(ii);

d) le paragraphe 77.013(3);

e) le paragraphe 77.11(3);

f) le sous-alinéa 77.12(1)a)(ii);

g) le paragraphe 77.13(2);

h) l’intertitre précédant l’article 78;

i) l’alinéa 78(1)a);

j) le paragraphe 78(2);

k) les paragraphes 79(1) et (2);

l) l’alinéa 84(1)b).

136. Dans les passages ci-après de la version française de la même loi, «commissaire» est remplacé par «président» :

a) le paragraphe 13.2(2);

b) le paragraphe 56(1.01);

c) le paragraphe 56(1.1);

d) le paragraphe 77.021(2);

e) le paragraphe 77.21(2).

137. Les dispositions de la *Loi sur les mesures spéciales d’importation*, édictées ou modifiées par les articles 132 à 136 et l’alinéa 145(2)i) de la présente loi, s’appliquent aux marchandises d’un pays ALÉNA, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

#### MODIFICATIONS TERMINOLOGIQUES

138. Dans les passages ci-après, «Agence des douanes et du revenu du Canada» est remplacé par «Agence du revenu du Canada» :

Application

Application

(a) Schedule I to the <i>Access to Information Act</i> ;		a) l'annexe I de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> ;	
(b) the schedule to the <i>Auditor General Act</i> ;		b) l'annexe de la <i>Loi sur le vérificateur général</i> ;	
(c) in the <i>Canada Pension Plan</i> ,	5	c) dans le <i>Régime de pensions du Canada</i> :	5
(i) subsection 25(12),		(i) le paragraphe 25(12),	
(ii) the portion of subsection 26.1(1) before paragraph (a),		(ii) le passage du paragraphe 26.1(1) précédant l'alinéa a),	
(iii) subsection 27.2(2),		(iii) le paragraphe 27.2(2),	
(iv) subsection 41(6),	10	(iv) le paragraphe 41(6),	10
(v) subsection 103(3),		(v) le paragraphe 103(3),	
(vi) paragraph 104.03(2)(a), and		(vi) l'alinéa 104.03(2)a),	
(vii) subsection 104.03(3);		(vii) le paragraphe 104.03(3);	
(d) paragraph 72(c) of the <i>Canada Petroleum Resources Act</i> ;	15	d) l'alinéa 72c) de la <i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i> ;	15
(e) subsection 462.48(14) of the <i>Criminal Code</i> ;		e) le paragraphe 462.48(14) du <i>Code criminel</i> ;	
(f) subsection 33(2) of the <i>Cultural Property Export and Import Act</i> ;		f) le paragraphe 33(2) de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> ;	20
(g) in the <i>Employment Insurance Act</i> ,	20	g) dans la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> :	
(i) paragraph 69(3)(f),		(i) l'alinéa 69(3)f),	
(ii) subsection 88(12),		(ii) le paragraphe 88(12),	
(iii) the portion of subsection 90(1) before paragraph (a),		(iii) le passage du paragraphe 90(1) précédant l'alinéa a),	25
(iv) subsection 93(2),	25	(iv) le paragraphe 93(2),	
(v) subsection 102(1),		(v) le paragraphe 102(1),	
(vi) subsections 102(5) to (11),		(vi) les paragraphes 102(5) à (11),	
(vii) subsection 102(18),		(vii) le paragraphe 102(18),	
(viii) section 122, and		(viii) l'article 122,	30
(ix) paragraph 131(1)(a);	30	(ix) l'alinéa 131(1)a);	
(h) paragraph (a) of the definition "holiday" in section 2 of the <i>Excise Act</i> ;		h) l'alinéa a) de la définition de « jour férié » à l'article 2 de la <i>Loi sur l'accise</i> ;	
(i) paragraph (c) of the definition "information bank director" in section 2 of the <i>Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act</i> ;	35	i) l'alinéa c) de la définition de « directeur de fichier » à l'article 2 de la <i>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales</i> ;	35
(j) section 11 of the <i>Farm Income Protection Act</i> ;		j) l'article 11 de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> ;	
(k) in the <i>Financial Administration Act</i> ,			

- (i) subsection 41(2), and  
(ii) Schedule II;
- (l) paragraph 3(2)(g) of the *Importation of Intoxicating Liquors Act*;
- (m) in the *Income Tax Act*,  
(i) subsection 165(2),  
(ii) subsection 166.1(3),  
(iii) subsection 231.4(1),  
(iv) subsection 231.5(1),  
(v) paragraph 237.1(5)(c),  
(vi) subsection 244(1),  
(vii) subsections 244(5) to (11), and  
(viii) subsection 244(19);
- (n) Schedule III to the *Payments in Lieu of Taxes Act*;
- (o) paragraph 33.03(2)(a) of the *Old Age Security Act*;
- (p) the schedule to the *Privacy Act* under the heading “*Other Government Institutions*”;
- (q) in the *Public Service Staff Relations Act*,  
(i) paragraph (m) of the definition “employee” in subsection 2(1),  
(ii) paragraph (c) of the definition “managerial or confidential position” in subsection 2(1), and  
(iii) Part II of Schedule I; and
- (r) Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act*;
- k) dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* :  
(i) le paragraphe 41(2),  
(ii) l’annexe II;
- l) l’alinéa 3(2)(g) de la *Loi sur l’importation des boissons enivrantes*;
- m) dans la *Loi de l’impôt sur le revenu* :  
(i) le paragraphe 165(2),  
(ii) le paragraphe 166.1(3),  
(iii) le paragraphe 231.4(1),  
(iv) le paragraphe 231.5(1),  
(v) l’alinéa 237.1(5)c),  
(vi) le paragraphe 244(1),  
(vii) les paragraphes 244(5) à (11),  
(viii) le paragraphe 244(19);
- n) l’annexe III de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d’impôts*;
- o) l’alinéa 33.03(2)a) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*;
- p) l’annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, sous l’intertitre « *Autres institutions fédérales* »;
- q) dans la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* :  
(i) l’alinéa m) de la définition de « fonctionnaire » au paragraphe 2(1),  
(ii) l’alinéa c) de la définition de « poste de direction ou de confiance » au paragraphe 2(1),  
(iii) la partie II de l’annexe I;
- r) la partie I de l’annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique*.

139. Every reference to the “Canada Customs and Revenue Agency” in the following provisions is replaced by a reference to the “Canada Border Services Agency”:

- (a) paragraph 4.81(4)(b) of the *Aeronautics Act*;
- (b) section 44 of the *Copyright Act*;

139. Dans les passages ci-après, « Agence des douanes et du revenu du Canada » est remplacé par « Agence des services frontaliers du Canada » :

- a) l’alinéa 4.81(4)b) de la *Loi sur l’aéronautique*;
- b) l’article 44 de la *Loi sur le droit d’auteur*;



(c) section 42.1 of the *Firearms Act*; and  
 (d) paragraph 38(1)(b) of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*.

c) l'article 42.1 de la *Loi sur les armes à feu*;  
 d) l'alinéa 38(1)b) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*.

140. Every reference to the "Commissioner of Customs and Revenue" in the following provisions is replaced by a reference to the "Commissioner of Revenue":

140. Dans les passages ci-après, « commissaire des douanes et du revenu » est remplacé par « commissaire du revenu » :

(a) in the *Canada Customs and Revenue Agency Act*,

a) dans la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* :

(i) the definition "Commissioner" in section 2, and

(i) la définition de « commissaire » à l'article 2,

(ii) section 25;

(ii) l'article 25;

(b) the portion of subsection 462.48(3) of the *Criminal Code* before paragraph (c);

b) le passage du paragraphe 462.48(3) du *Code criminel* précédant l'alinéa a);

(c) subsection 97(1) of the *Employment Insurance Act*;

c) le paragraphe 97(1) de la *Loi sur l'assurance-emploi*;

(d) section 63 of the *Energy Administration Act*;

d) l'article 63 de la *Loi sur l'administration de l'énergie*;

(e) in the *Income Tax Act*,

e) dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* :

(i) subsection 166.2(3),

(i) le paragraphe 166.2(3),

(ii) subsections 170(1) and (2),

(ii) les paragraphes 170(1) et (2),

(iii) subsection 220(1), and

(iii) le paragraphe 220(1),

(iv) subsections 232(5) to (7); and

(iv) les paragraphes 232(5) à (7);

(f) in the *Petroleum and Gas Revenue Act*,

f) dans la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* :

(i) subsection 19(2),

(i) le paragraphe 19(2),

(ii) subsections 22(2) and (3), and

(ii) les paragraphes 22(2) et (3),

(iii) subsection 29(1).

(iii) le paragraphe 29(1).

141. Every reference to the "Commissioner of Customs and Revenue" in the following provisions of the *Customs Tariff* is replaced by a reference to the "President of the Canada Border Services Agency":

141. Dans les passages ci-après du *Tarif des douanes*, « commissaire des douanes et du revenu » est remplacé par « président de l'Agence des services frontaliers du Canada » :

(a) subsections 134(1) and (2); and

a) les paragraphes 134(1) et (2);

(b) the List of Tariff Provisions set out in the schedule.

b) la Liste des dispositions tarifaires figurant à l'annexe.

142. Every reference to the "Minister of National Revenue" in the following provisions is replaced by a reference to the "Solicitor General of Canada":

142. Dans les passages ci-après, « ministre du Revenu national » est remplacé par « solliciteur général du Canada » :

a) dans la *Loi sur l'aéronautique* :

(a) in the <i>Aeronautics Act</i> ,		(i) l'alinéa 4.81(3)b),	
(i) paragraph 4.81(3)(b), and		(ii) l'alinéa 4.81(4)b);	
(ii) paragraph 4.81(4)(b);		b) le paragraphe 40(1.1) de la <i>Loi sur la</i>	
(b) subsection 40(1.1) of the <i>Canada Post</i>	5	<i>Société canadienne des postes</i> ;	
<i>Act</i> ;		c) dans la <i>Loi sur le cabotage</i> :	5
(c) in the <i>Coasting Trade Act</i> ,		(i) le paragraphe 2(3),	
(i) subsection 2(3),		(ii) le paragraphe 4(1),	
(ii) subsection 4(1),		(iii) l'article 5,	
(iii) section 5, and		(iv) les paragraphes 6(1) et (3);	
(iv) subsections 6(1) and (3);	10	d) la définition de « ministre » à l'article 10	10
(d) the definition "Minister" in section		44.1 de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> ;	
44.1 of the <i>Copyright Act</i> ;		e) dans le <i>Tarif des douanes</i> :	
(e) in the <i>Customs Tariff</i> ,		(i) l'article 9,	
(i) section 9,		(ii) le paragraphe 16(2.1),	
(ii) subsection 16(2.1),	15	(iii) le paragraphe 18(2),	15
(iii) subsection 18(2),		(iv) le paragraphe 19(2),	
(iv) subsection 19(2),		(v) l'article 88,	
(v) section 88,		(vi) l'alinéa 89(3)d),	
(vi) paragraph 89(3)(d),		(vii) le paragraphe 89(4),	
(vii) subsection 89(4),	20	(viii) les paragraphes 90(1) et (2),	20
(viii) subsections 90(1) and (2),		(ix) l'article 91,	
(ix) section 91,		(x) l'article 93,	
(x) section 93,		(xi) le paragraphe 95(4),	
(xi) subsection 95(4),		(xii) le passage de l'article 99 précédant	
(xii) the portion of section 99 before 25		l'alinéa a),	25
paragraph (a),		(xiii) l'article 100,	
(xiii) section 100,		(xiv) l'alinéa 101(3)b),	
(xiv) paragraph 101(3)(b),		(xv) l'article 102,	
(xv) paragraph 102(a),		(xvi) le paragraphe 105(2),	
(xvi) subsection 105(2),	30	(xvii) les paragraphes 106(1) et (3) à (5),	30
(xvii) subsections 106(1) and (3) to (5),		(xviii) le passage de l'article 108 précé-	
(xviii) the portion of section 108 before		dant l'alinéa a),	
paragraph (a),		(xix) le sous-alinéa 108f)(ii),	
(xix) subparagraph 108(f)(ii),		(xx) l'alinéa 109c),	
(xx) paragraph 109(c),	35	(xxi) l'article 112,	35
(xxi) section 112,		(xxii) l'alinéa 113(3)a),	
(xxii) paragraph 113(3)(a),			

(xxiii) the portion of subsection 113(4) before paragraph (a),		(xxiii) le passage du paragraphe 113(4) précédant l'alinéa a),	
(xxiv) subsection 115(1),		(xxiv) le paragraphe 115(1),	
(xxv) section 117,		(xxv) l'article 117,	
(xxvi) paragraph 118(1)(b),	5	(xxvi) l'alinéa 118(1)b),	5
(xxvii) paragraph 118(4)(a),		(xxvii) l'alinéa 118(4)a),	
(xxviii) section 125,		(xxviii) l'article 125,	
(xxix) subsection 126(1),		(xxix) le paragraphe 126(1),	
(xxx) sections 129 and 130,		(xxx) les articles 129 et 130,	
(xxxi) section 133,	10	(xxxi) l'article 133,	10
(xxxii) subsections 134(1) and (2), and		(xxxii) les paragraphes 134(1) et (2),	
(xxxiii) the List of Tariff Provisions set out in the schedule;		(xxxiii) la Liste des dispositions tarifaires figurant à l'annexe;	
(f) section 52 of the <i>Firearms Act</i> ;		f) l'article 52 de la <i>Loi sur les armes à feu</i> ;	
(g) subsection 16(1) of the <i>Department of 15 Industry Act</i> ;		g) le paragraphe 16(1) de la <i>Loi sur le 15 ministère de l'Industrie</i> ;	
(h) in the <i>Canada Shipping Act</i> ,		h) dans la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> :	
(i) section 472, and		(i) l'article 472,	
(ii) paragraph 596(2)(b);		(ii) l'alinéa 596(2)b);	20
(i) section 25 of the <i>Statistics Act</i> ;	20	i) l'article 25 de la <i>Loi sur la statistique</i> ;	
(j) the definition "Minister" in section 52 of the <i>Trade Marks Act</i> ; and		j) la définition de « ministre » à l'article 52 de la <i>Loi sur les marques de commerce</i> ;	
(k) section 24 of the <i>Visiting Forces Act</i> .		k) l'article 24 de la <i>Loi sur les forces étrangères présentes au Canada</i> .	25

143. The reference to the "Minister of National Revenue" in paragraph (a) of the definition "prescribed" in subsection 2(1) of the English version of the *Customs Tariff* is replaced by a reference to the "Solicitor General of Canada".

143. À l'alinéa a) de la définition de « prescribed », au paragraphe 2(1) de la version anglaise du *Tarif des douanes*, « Minister of National Revenue » est remplacé par « Solicitor General of Canada ».

#### COORDINATING AMENDMENTS

#### DISPOSITIONS DE COORDINATION

2003, c. 22

144. (1) If the definition "employee" in subsection 2(1) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of the *Public Service Modernization Act*, comes into force before section 1 of this Act comes into force, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, subparagraph 138(g)(i) of this Act is repealed.

144. (1) Si la définition de « fonctionnaire », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 2 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, entre en vigueur avant l'article 1 de la présente loi, le sous-alinéa 138g)(i) de la présente loi est abrogé à l'entrée en vigueur de cet article 1.

2003, ch. 22



2003, c. 22	(2) If the definition “managerial or confidential position” in subsection 2(1) of the <i>Public Service Labour Relations Act</i> , as enacted by section 2 of the <i>Public Service Modernization Act</i> , comes into force before section 1 of this Act comes into force, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, subparagraph 138(q)(ii) of this Act is repealed.	(2) Si la définition de « poste de direction ou de confiance », au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> , dans sa version édictée par l'article 2 de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> , entre en vigueur avant l'article 1 de la présente loi, le sous-alinéa 138(q)(ii) de la présente loi est abrogé à l'entrée en vigueur de cet article 1.	2003, ch. 22
2003, c. 22	(3) If section 11 of the <i>Public Service Modernization Act</i> comes into force before section 1 of this Act comes into force, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, subparagraph 138(q)(iii) of this Act is repealed.	(3) Si l'article 11 de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> entre en vigueur avant l'article 1 de la présente loi, le sous-alinéa 138(q)(iii) de la présente loi est abrogé à l'entrée en vigueur de cet article 1.	2003, ch. 22
2003, c. 22	(4) On the later of the coming into force of section 11 of the <i>Public Service Modernization Act</i> and the coming into force of section 1 of this Act, (a) the reference in Schedule V to the <i>Financial Administration Act</i> to the “Canada Customs and Revenue Agency” is replaced by a reference to the “Canada Revenue Agency”; and (b) Schedule IV to the <i>Financial Administration Act</i> is amended by adding the following in alphabetical order:	(4) À l'entrée en vigueur de l'article 11 de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> ou à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir : a) la mention « Agence des douanes et du revenu du Canada », à l'annexe V de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est remplacée par la mention « Agence du revenu du Canada »; b) l'annexe IV de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :	2003, ch. 22
	Canada Border Services Agency <i>Agence des services frontaliers du Canada</i>	Agence des services frontaliers du Canada <i>Canada Border Services Agency</i>	30
2003, c. 22	(5) If section 1 of this Act comes into force before subsection 49(1) of the <i>Public Service Modernization Act</i> , then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, that subsection is replaced by the following:	(5) Si l'article 1 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 49(1) de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> , ce paragraphe, à l'entrée en vigueur de cet article 1, est remplacé par ce qui suit :	2003, ch. 22
Legal officers	49. (1) For the purposes of the new Act, including any application under section 58 of the new Act, an employee who, on or after the day on which the definition “managerial or confidential position” in subsection 2(1) of that Act comes into force, is employed as a legal officer in the Department of Justice or the Canada Revenue Agency is deemed not to be included in any unit determined, in	49. (1) Pour l'application de la nouvelle loi, notamment l'article 58 de celle-ci, le fonctionnaire qui, à la date d'entrée en vigueur de la définition de « poste de direction ou de confiance » au paragraphe 2(1) de cette loi, ou par la suite, occupe un poste de conseiller juridique du ministère de la Justice ou de l'Agence du revenu du Canada est réputé ne pas faire partie d'une	Conseillers juridiques

accordance with the former Act, to constitute a unit of employees appropriate for collective bargaining.

2003, c. 22

(6) If section 1 of this Act comes into force before section 95 of the *Public Service Modernization Act*, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, that section and the heading before it are replaced by the following:

*Canada Revenue Agency Act*

95. Paragraph 16(2)(c) of the English 10 version of the *Canada Revenue Agency Act* is replaced by the following:

(c) is employed on a full-time basis in the federal public administration or the public service of a province or territory. 15

2003, c. 22

(7) On the later of the coming into force of section 224 of the *Public Service Modernization Act* and the coming into force of section 1 of this Act, subsection 10(3) of the English version of this Act is replaced by the 20 following:

Deemed employment

(3) The President and the Executive Vice-president are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed 25 in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

2003, c. 22

(8) On the later of the coming into force of 30 section 224 of the *Public Service Modernization Act* and the coming into force of section 1 of this Act, a reference to the “public service of Canada” in the following provisions of the English version of this Act is replaced by a 35 reference to “federal public administration”:

(a) the definition “former agency” in section 16; and

(b) subsections 18(1) and (2).

unité dont il a été déclaré, sous le régime de l'ancienne loi, qu'elle constitue une unité habile à négocier collectivement.

2003, ch. 22

(6) Si l'article 1 de la présente loi entre en 5 vigueur avant l'article 95 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, cet article et l'intertitre le précédant, à l'entrée en vigueur de cet article 1, sont remplacés par ce qui suit :

*Loi sur l'Agence du revenu du Canada*

95. L'alinéa 16(2)(c) de la version anglaise 10 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(c) is employed on a full-time basis in the federal public administration or the public service of a province or territory. 15

2003, ch. 22

(7) À l'entrée en vigueur de l'article 224 20 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* ou à celle de l'article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 10(3) de la version anglaise de la 20 présente loi est remplacé par ce qui suit :

Deemed employment

(3) The President and the Executive Vice-president are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed 25 in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

2003, ch. 22

(8) À l'entrée en vigueur de l'article 224 30 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* ou à celle de l'article 1 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, « public service of Canada » est remplacé par « federal public administration » dans la 35 version anglaise des dispositions suivantes de la présente loi :

a) la définition de « former agency » à l'article 16;

b) les paragraphes 18(1) et (2). 40



2003, c. 22

(9) If section 1 of this Act comes into force before section 224 of the *Public Service Modernization Act*, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, paragraph 224(k) of that Act is replaced by the following:

(k) sections 21 and 66 of the *Canada Revenue Agency Act*;

2003, c. 22

(10) If section 1 of this Act comes into force before section 229 of the *Public Service Modernization Act*, then, on the day on which section 1 of this Act comes into force, that section and the heading before it are replaced by the following:

*Canada Revenue Agency Act*

229. Subsection 55(1) of the *Canada Revenue Agency Act* is replaced by the following:

Mobility to departments

55. (1) For the purpose of deployments or appointments made, or advertised internal appointment processes, under the *Public Service Employment Act*, employees of the Agency must be treated as if they were employees within the meaning of the *Public Service Employment Act* and had the rights of recourse provided by that Act.

Bill C-6

145. (1) Subsections (2) and (3) apply if Bill C-6, introduced in the 1st Session of the 38th Parliament and entitled the *Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act* (in this section, the “other Act”), receives royal assent.

(2) On the later of the coming into force of section 1 of this Act and section 1 of the other Act, every reference to the “Solicitor General of Canada” in the following provisions is replaced by a reference to the “Minister of Public Safety and Emergency Preparedness”:

(a) the definition “Minister” in section 2 of this Act;

(b) paragraph (b) of the definition “Minister” in section 2 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, as enacted by section 30 of this Act;

(9) Si l'article 1 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 224 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, l'alinéa 224k) de cette loi, à l'entrée en vigueur de cet article 1, est remplacé par ce qui suit :

2003, ch. 22

k) les articles 21 et 66 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*;

(10) Si l'article 1 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 229 de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, cet article et l'intertitre le précédant, à l'entrée en vigueur de cet article 1, sont remplacés par ce qui suit :

2003, ch. 22

*Loi sur l'Agence du revenu du Canada*

229. Le paragraphe 55(1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada* est remplacé par ce qui suit :

55. (1) En ce qui a trait aux processus de nomination interne annoncés, aux mutations et aux nominations prévus par la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, les employés de 20 l'Agence sont traités comme s'ils étaient des fonctionnaires au sens de cette loi et peuvent se prévaloir à cet égard des recours qui y sont prévus.

Dotation au sein de la fonction publique

145. (1) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-6, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 38<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi sur le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile* (appelé « autre loi » au présent article).

Projet de loi C-6

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou à celle de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, « solliciteur général du Canada » est remplacé par « ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile » dans les dispositions suivantes :

a) la définition de « ministre » à l'article 2 de la présente loi;

b) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, dans sa version édictée par l'article 30 de la présente loi;



(c) section 5 of the *Cultural Property Import and Export Act*, as enacted by section 59 of this Act;

(d) in the *Customs Act*,

(i) the definition “Minister” in subsection 2(1), as enacted by subsection 60(2) of this Act, 5

(ii) subsection 97.211(1), as enacted by section 76 of this Act,

(iii) subsection 97.22(3), as enacted by 10 section 77 of this Act,

(iv) subsection 97.34(2), as enacted by subsection 78(1) of this Act,

(v) subsections 97.34(4) and (5), as enacted by subsection 78(2) of this Act, 15

(vi) paragraph 107(3)(b), as enacted by subsection 80(2) of this Act, and

(vii) subsection 97.22(2) and sections 97.23 and 97.27, as amended by section 84 of this Act; 20

(e) in the *Customs Tariff*,

(i) paragraph 108(c), as enacted by section 88 of this Act, and

(ii) the provisions referred to in section 89 of this Act, as amended by that 25 section;

(f) in the *Excise Act, 2001*,

(i) subsection 9(3), as enacted by section 93 of this Act,

(ii) subsection 68(1), as enacted by 30 subsection 94(1) of this Act,

(iii) subsections 68(3) and (4), as enacted by subsection 94(2) of this Act,

(iv) paragraph 188(6)(b), as enacted by subsection 95(1), 35

(v) subparagraph 188(7)(b)(ii), as enacted by subsection 95(2) of this Act,

(vi) subsection 189(4), as enacted by section 96 of this Act,

c) l'article 5 de la *Loi sur l'exportation et l'importation des biens culturels*, dans sa version édictée par l'article 59 de la présente loi;

d) dans la *Loi sur les douanes* : 5

(i) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1), dans sa version édictée par le paragraphe 60(2) de la présente loi,

(ii) le paragraphe 97.211(1), dans sa version édictée par l'article 76 de la 10 présente loi,

(iii) le paragraphe 97.22(3), dans sa version édictée par l'article 77 de la présente loi,

(iv) le paragraphe 97.34(2), dans sa 15 version édictée par le paragraphe 78(1) de la présente loi,

(v) les paragraphes 97.34(4) et (5), dans leur version édictée par le paragraphe 78(2) de la présente loi, 20

(vi) l'alinéa 107(3)b), dans sa version édictée par le paragraphe 80(2) de la présente loi,

(vii) le paragraphe 97.22(2) et les articles 97.23 et 97.27, dans leur version 25 modifiée par l'article 84 de la présente loi;

e) dans le *Tarif des douanes* :

(i) l'alinéa 108c), dans sa version édictée par l'article 88 de la présente loi, 30

(ii) les dispositions mentionnées à l'article 89 de la présente loi, dans leur version modifiée par cet article;

f) dans la *Loi de 2001 sur l'accise* :

(i) le paragraphe 9(3), dans sa version 35 édictée par l'article 93 de la présente loi,

(ii) le paragraphe 68(1), dans sa version édictée par le paragraphe 94(1) de la présente loi,

(iii) les paragraphes 68(3) et (4), dans 40 leur version édictée par le paragraphe 94(2) de la présente loi,

- (vii) paragraph (a.1) of the definition “confidential information” in subsection 211(1), as enacted by section 97 of this Act, and
- (viii) subsection 301(8.1), as enacted by section 98 of this Act; 5
- (g) in the *Excise Tax Act*,
  - (i) subsection 70(2.1) as enacted by section 101 of this Act,
  - (ii) subsection 105(5.1), as enacted by subsection 102(1) of this Act,
  - (iii) subsection 106.1(1.1), as enacted by section 103 of this Act,
  - (iv) paragraph 215.1(2)(b), as enacted by subsection 105(1) of this Act, 15
  - (v) paragraph 215.1(3)(b), as enacted by subsection 105(2) of this Act,
  - (vi) subsections 335(5.1) and (8.1), as enacted by section 107 of this Act,
  - (vii) section 1 of Part X of Schedule VI, 20 as enacted by section 108 of this Act,
  - (viii) section 4 of Part I of Schedule X, as enacted by section 109 of this Act, and
  - (ix) section 6 of Part I of Schedule X, as enacted by section 110 of this Act; 25
- (h) the definition “Minister” in section 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*, as enacted by subsection 124(2) of this Act;
- (i) the definition “Minister” in subsection 2(1) of the *Special Import Measures Act*, as enacted by subsection 132(2) of this Act; and 30
- (j) the provisions referred to in section 142 of this Act, as amended by that section. 35
- (iv) le paragraphe 188(6), dans sa version édictée par le paragraphe 95(1) de la présente loi,
- (v) le sous-alinéa 188(7)b(ii), dans sa version édictée par le paragraphe 95(2) 5 de la présente loi,
- (vi) le paragraphe 189(4), dans sa version édictée par l'article 96 de la présente loi,
- (vii) l'alinéa a.1) de la définition de 10 «renseignement confidentiel» au paragraphe 211(1), dans sa version édictée par l'article 97 de la présente loi,
- (viii) le paragraphe 301(8.1), dans sa version édictée par l'article 98 de la 15 présente loi;
- g) dans la *Loi sur la taxe d'accise* :
  - (i) le paragraphe 70(2.1), dans sa version édictée par l'article 101 de la présente loi, 20
  - (ii) le paragraphe 105(5.1), dans sa version édictée par le paragraphe 102(1) de la présente loi,
  - (iii) le paragraphe 106.1(1.1), dans sa version édictée par l'article 103 de la 25 présente loi,
  - (iv) l'alinéa 215.1(2)b), dans sa version édictée par le paragraphe 105(1) de la présente loi,
  - (v) l'alinéa 215.1(3)b), dans sa version 30 édictée par le paragraphe 105(2) de la présente loi,
  - (vi) les paragraphes 335(5.1) et (8.1), dans leur version édictée par l'article 107 de la présente loi, 35
  - (vii) l'article 1 de la partie X de l'annexe VI, dans sa version édictée par l'article 108 de la présente loi,
  - (viii) l'article 4 de la partie I de l'annexe X, dans sa version édictée par l'article 40 109 de la présente loi,
  - (ix) l'article 6 de la partie I de l'annexe X, dans sa version édictée par l'article 110 de la présente loi;

Bill C-22

Information  
banks that may  
be searched

(3) On the later of the coming into force of section 1 of this Act and section 1 of the other Act, the reference to the “Solicitor General of Canada” in paragraph (a) of the definition “prescribed” in subsection 2(1) of the English version of the *Customs Tariff*, as amended by section 143 of this Act, is replaced by a reference to the “Minister of Public Safety and Emergency Preparedness”.

(4) On the later of the coming into force of section 1 of this Act and section 1 of the other Act, every reference to the “solliciteur général du Canada” in the French version of the provisions referred to in section 89 is replaced by a reference to “ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile”.

(5) If it comes into force after section 114 of this Act, paragraph 34(1)(m) of the other Act is repealed on its coming into force.

146. If Bill C-22, introduced in the 1st Session of the 38th Parliament and entitled the *Department of Social Development Act* (in this section, the “other Act”), receives royal assent, then, on the later of the coming into force of section 1 of this Act and section 2 of the other Act, section 15 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* is replaced by the following:

15. The information banks that may be searched under this Part are the information banks designated by the regulations from

h) la définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, dans sa version édictée par le paragraphe 124(2) de la présente loi; 5

i) la définition de « ministre » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version édictée par le paragraphe 132(2) de la présente loi; 10

j) les dispositions mentionnées à l'article 142 de la présente loi, dans leur version modifiée par cet article.

(3) À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou à celle de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, « Solicitor General of Canada », à l'alinéa a) de la définition de « prescribed » au paragraphe 2(1) de la version anglaise du *Tarif des douanes*, dans sa version édictée par l'article 143 de la présente loi, est remplacé par « Minister of Public Safety and Emergency Preparedness ».

(4) À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou à celle de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, « solliciteur général du Canada » est remplacé par « ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile » dans la version française des dispositions mentionnées à l'article 89.

(5) S'il entre en vigueur après l'article 114 de la présente loi, l'alinéa 34(1)m) de l'autre loi est abrogé à son entrée en vigueur.

146. En cas de sanction du projet de loi C-22, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 38<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi sur le ministère du Développement social* (appelé « autre loi » au présent article), à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi ou à celle de l'article 2 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 15 de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* est remplacé par ce qui suit : 40

15. Les fichiers susceptibles d'être consultés au titre de la présente partie sont, parmi les fichiers régis par le ministère du Développement 45 Fichiers visés



among the information banks controlled by the Department of Social Development, the Canada Revenue Agency and the Canada Employment Insurance Commission.

social, par l'Agence du revenu du Canada et par la Commission de l'assurance-emploi du Canada, ceux qui sont désignés par règlement.

#### COMING INTO FORCE

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

**147. This Act, except for sections 144 to 146, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

**147. La présente loi, à l'exception des articles 144 à 146, entre en vigueur à la date fixée par décret.**

Décret



**MAIL** ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**C-27**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-27**

An Act to regulate and prohibit certain activities related to food and other products to which the Acts under the administration of the Canadian Food Inspection Agency apply and to provide for the administration and enforcement of those Acts and to amend other Acts in consequence

---

FIRST READING, NOVEMBER 26, 2004

---

THE MINISTER OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

**C-27**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-27**

Loi régissant et interdisant certaines activités relatives aux aliments et autres produits auxquels s'appliquent les lois relevant de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, régissant l'administration et le contrôle d'application de ces lois et modifiant d'autres lois en conséquence

---

PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2004

---

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE  
L'AGROALIMENTAIRE



## SUMMARY

This enactment provides statutory authority respecting the inspection powers of the Canadian Food Inspection Agency and the enforcement of Acts under its responsibility. It authorizes a number of measures such as

- (a) subjecting various activities related to the importation and exportation of, and interprovincial trade in, regulated products, to a licensing regime;
- (b) prohibiting, licensing or permitting certain activities related to dangerous things that are subject to the *Health of Animals Act* or the *Plant Protection Act* such as pathogens;
- (c) permitting the exchange of information with other governmental authorities or prescribed organizations;
- (d) permitting the Agency to enter into arrangements in respect of foreign inspections; and
- (e) modernizing powers of inspection.

In addition, it creates certain new offences related to those measures as well as offences related to tampering with a regulated product.

It also authorizes the Minister to make orders to respond to natural disasters or urgent situations.

Finally, the enactment amends certain other Acts in consequence.

## SOMMAIRE

Le texte prévoit les pouvoirs d'inspection de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et de contrôle d'application des lois relevant d'elle. Il prévoit notamment les mesures suivantes :

- a) l'assujettissement, à un régime de licences, d'activités reliées à l'importation, à l'exportation et au commerce interprovincial de produits réglementés;
- b) la délivrance de licences et de permis pour l'exercice de certaines activités relatives à des produits ou agents dangereux, tels les agents pathogènes, visés par la *Loi sur la santé des animaux* ou la *Loi sur la protection des végétaux*, ou l'interdiction de telles activités;
- c) l'échange d'information avec des autorités publiques ou des organisations réglementaires;
- d) la conclusion, par l'Agence, d'accords d'inspection avec l'étranger;
- e) la modernisation des pouvoirs d'inspection.

Il crée de nouvelles infractions, reliées notamment à ces mesures ainsi qu'à l'altération de produits réglementés.

Il autorise le ministre à prendre des arrêtés pour répondre à une situation d'urgence ou à une catastrophe naturelle.

Il apporte enfin des modifications corrélatives à d'autres lois.

## TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO REGULATE AND PROHIBIT CERTAIN ACTIVITIES RELATED TO FOOD AND OTHER PRODUCTS TO WHICH THE ACTS UNDER THE ADMINISTRATION OF THE CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY APPLY AND TO PROVIDE FOR THE ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT OF THOSE ACTS AND TO AMEND OTHER ACTS IN CONSEQUENCE

### SHORT TITLE

1. Short title

### INTERPRETATION

2. Definitions

### ADMINISTRATIVE REGIME RESPECTING REGULATED PRODUCTS

#### LICENCES

3. Minister may issue licences
4. Minister may attach conditions
5. Licence suspension or revocation

#### PRESUMPTION OF FEDERAL JURISDICTION

6. Presumption

#### IMPORTATION

7. Presentation of imports

#### EXCHANGE OF INFORMATION

8. Arrangement

#### FOREIGN INSPECTION ARRANGEMENTS

9. Imports
10. Contents of arrangements
11. Foreign inspections

#### MINISTERIAL ORDERS

12. Temporary orders
13. Emergency exemptions

## TABLE ANALYTIQUE

LOI RÉGISSANT ET INTERDISANT CERTAINES ACTIVITÉS RELATIVES AUX ALIMENTS ET AUTRES PRODUITS AUXQUELS S'APPLIQUENT LES LOIS RELEVANT DE L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS, RÉGISSANT L'ADMINISTRATION ET LE CONTRÔLE D'APPLICATION DE CES LOIS ET MODIFIANT D'AUTRES LOIS EN CONSÉQUENCE

### TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

### DÉFINITIONS

2. Définitions

### RÉGIME ADMINISTRATIF CONCERNANT LES PRODUITS RÉGLEMENTÉS

#### LICENCES

3. Délivrance d'une licence
4. Conditions de la licence
5. Suspension ou révocation

#### PRÉSOMPTION DE COMPÉTENCE FÉDÉRALE

6. Présomption de compétence fédérale

#### IMPORTATION

7. Obligation

#### ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

8. Accord

#### ACCORDS D'INSPECTION AVEC L'ÉTRANGER

9. Importation
10. Portée de l'accord
11. Inspections étrangères

#### ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

12. Arrêtés provisoires
13. Exemptions



## RECOGNITION OF INSPECTION RESULTS

14. Recognition of results

## PROHIBITIONS

15. Unlicensed activities prohibited  
 16. Import of regulated product  
 17. Export of regulated product  
 18. Sale of regulated products  
 19. Possession of regulated products  
 20. Tampering with regulated products  
 21. Safe water  
 22. Dangerous activities

## ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT OF AGENCY-RELATED ACTS

## INJUNCTIONS

23. Injunctions

## INSPECTIONS

24. Designation of methods and equipment  
 25. Powers of inspection  
 26. Pest, disease, toxic substance  
 27. Warrant to inspect dwelling-place  
 28. Certificate to be produced  
 29. Duty to assist

## REQUIREMENT TO REMOVE UNLAWFUL IMPORTS

30. Removal of unlawful imports

## SEIZURE

31. Power to seize

## SEARCHES

32. Searches

## DISPOSITION OF THINGS SEIZED

33. Notice of reason for seizure  
 34. Disposition of things seized  
 35. Duration of detention

## RECONNAISSANCE DES RÉSULTATS D'INSPECTION

14. Reconnaissance des résultats

## INTERDICTIONS

15. Activités et exploitation sans licence  
 16. Importation  
 17. Exportation  
 18. Vente  
 19. Possession  
 20. Altération d'un produit réglementé  
 21. Conditionnement  
 22. Activités dangereuses

## ADMINISTRATION ET CONTRÔLE D'APPLICATION DES LOIS RELEVANT DE L'AGENCE

## INJONCTION

23. Injonction

## INSPECTIONS

24. Pouvoir du président  
 25. Pouvoirs d'inspection  
 26. Parasite, maladie ou substance toxique  
 27. Mandat pour l'inspection d'un local d'habitation  
 28. Production du certificat  
 29. Assistance

## RETRAIT D'IMPORTATIONS ILLÉGALES

30. Retrait d'importations illégales

## SAISIE

31. Pouvoir de saisie

## PERQUISITION

32. Mandat de perquisition

## MESURES CONSÉCUTIVES À LA SAISIE

33. Motifs de la saisie  
 34. Mesures consécutives à la saisie  
 35. Durée de la rétention

## FORFEITURE

- 36. Owner unidentified or thing unclaimed
- 37. Conviction for offence
- 38. Forfeiture

## INSPECTION-RELATED PROHIBITIONS

- 39. Obstruction
- 40. False or misleading statements
- 41. False documents
- 42. Unlawful alteration of documents
- 43. Interference

## COSTS AND LIABILITY

- 44. Costs for inspections, etc.
- 45. Her Majesty and Agency not liable

## SAMPLES

- 46. Disposition of samples

## OFFENCES

- 47. General
- 48. Tampering with regulated products
- 49. Contravention of regulations
- 50. Offences by corporate officers, etc.
- 51. Offences by employees, agents or mandataries
- 52. Venue
- 53. Limitation period
- 54. Admissibility of evidence

## REVIEW TRIBUNAL

- 55. Sections 35 and 37

## REGULATIONS

- 56. Regulations

## INCORPORATION BY REFERENCE

- 57. Incorporation by reference of externally produced material
- 58. Defence
- 59. Definition of "regulation"

## CONFISCATION

- 36. Choses abandonnées
- 37. Déclaration de culpabilité
- 38. Confiscation

## INTERDICTIONS EN MATIÈRE D'INSPECTION

- 39. Entrave
- 40. Déclaration fausse ou trompeuse
- 41. Faux documents
- 42. Modification irrégulière de documents
- 43. Intervention

## FRAIS ET RESPONSABILITÉ

- 44. Créance de Sa Majesté
- 45. Non-responsabilité de Sa Majesté et de l'Agence

## PRÉLÈVEMENT

- 46. Disposition d'échantillons

## INFRACTIONS

- 47. Disposition générale
- 48. Altération d'un produit réglementé
- 49. Contravention aux règlements
- 50. Dirigeants, administrateurs, etc.
- 51. Employés ou mandataires
- 52. Lieu du procès
- 53. Prescription
- 54. Admissibilité

## COMMISSION DE RÉVISION

- 55. Articles 35 et 37

## RÈGLEMENTS

- 56. Règlements

## INCORPORATION PAR RENVOI

- 57. Documents externes
- 58. Moyen de défense
- 59. Définition de «règlement»

## STATUTORY INSTRUMENTS ACT

60. Exemption from *Statutory Instruments Act*

## TRANSITIONAL PROVISION

61. Limitation period

## CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 62-64. *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*  
 65-71. *Canada Agricultural Products Act*  
 72-77. *Canadian Food Inspection Agency Act*  
 78. *Competition Act*  
 79. *Consumer Packaging and Labelling Act*  
 80. *Customs Act*  
 81-85. *Feeds Act*  
 86-90. *Fertilizers Act*  
 91-98. *Fish Inspection Act*  
 99-106. *Health of Animals Act*  
 107-111. *Meat Inspection Act*  
 112-122. *Plant Protection Act*  
 123-127. *Seeds Act*

## COORDINATING AMENDMENTS

128. Bill C-26

## COMING INTO FORCE

129. Order in council

## LOI SUR LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

60. Dérogation à la *Loi sur les textes réglementaires*

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

61. Prescription

## MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 62-64. *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*  
 65-71. *Loi sur les produits agricoles au Canada*  
 72-77. *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*  
 78. *Loi sur la concurrence*  
 79. *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*  
 80. *Loi sur les douanes*  
 81-85. *Loi relative aux aliments du bétail*  
 86-90. *Loi sur les engrais*  
 91-98. *Loi sur l'inspection du poisson*  
 99-106. *Loi sur la santé des animaux*  
 107-111. *Loi sur l'inspection des viandes*  
 112-122. *Loi sur la protection des végétaux*  
 123-127. *Loi sur les semences*

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

128. Projet de loi C-26

## ENTRÉE EN VIGUEUR

129. Décret



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-27

## PROJET DE LOI C-27

An Act to regulate and prohibit certain activities related to food and other products to which the Acts under the administration of the Canadian Food Inspection Agency apply and to provide for the administration and enforcement of those Acts and to amend other Acts in consequence

Loi régissant et interdisant certaines activités relatives aux aliments et autres produits auxquels s'appliquent les lois relevant de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, régissant l'administration et le contrôle d'application de ces lois et modifiant d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Canadian Food Inspection Agency Enforcement Act*.

1. *Loi sur le contrôle d'application des lois 5 relevant de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.*

Titre abrégé

### INTERPRETATION

### DÉFINITIONS

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Agency” means the Canadian Food Inspection Agency established by section 3 of the *Canadian Food Inspection Agency Act*.

« Agence » L'Agence canadienne d'inspection des aliments constituée par l'article 3 de la *Loi 10 sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.*

« Agence »  
“Agency”

“Agency-related Act” means the *Canadian Food Inspection Agency Act* or any Act or provision of an Act whose administration or enforcement is the responsibility of the Agency by virtue of section 11 of the *Canadian Food 15 Inspection Agency Act*, to the extent that the Agency is so responsible, other than the *Plant Breeders' Rights Act*.

« agent d'exécution » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi 15 sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.*

« aliment » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues.*

« agent d'exécution »  
“officer”

« aliment »  
“food”

« analyste » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.* 20

« analyste »  
“analyst”

“agricultural or aquatic commodity” « produit agricole ou aquatique »	“agricultural or aquatic commodity” means (a) an agricultural product in respect of which the <i>Canada Agricultural Products Act</i> applies; (b) fish or a marine plant in respect of which the <i>Fish Inspection Act</i> applies; (c) food; and (d) an animal or meat product in respect of which the <i>Meat Inspection Act</i> applies.	« classificateur » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> .	« classificateur » “grader”
		« conditionnement » S'entend notamment de la production, la récolte, la mouture, le traitement, l'abattage, la transformation, l'assemblage, la manutention, l'entreposage, la classification, l'identification par code, l'emballage et l'étiquetage d'un produit réglementé de même que l'acheminement du produit en vue de son conditionnement.	« conditionnement » “prepare”
“analyst” « analyste »	“analyst” means a person designated as an analyst under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> .	« disposition » S'entend notamment de la destruction, de l'enfouissement, de l'abattage et de l'équarrissage.	« disposition » “dispose”
“container” « emballage »	“container” means any type of receptacle, baggage, package or cage, and includes a sack, bag, barrel, case, wrapper or strapping.	« document » Tout support — notamment registre, document comptable, connaissance et journal de bord — où sont enregistrés, représentés ou inscrits des renseignements ou des notions qui peuvent être soit lus soit compris par une personne ou par un système informatique ou un autre dispositif.	« document » “document”
“conveyance” « véhicule »	“conveyance” means any vessel, aircraft, train, motor vehicle, cargo container, trailer or other thing used to move persons or regulated products or other things.		
“dispose” « disposition »	“dispose” includes destroy, bury, render or slaughter.	« emballage » Tout genre de contenant — notamment poche, sac, baril et caisse —, d'emballage, de bagage ou de cage, y compris les sangles et attaches.	« emballage » “container”
“document” « document »	“document” means any material on which representations, information or concepts are recorded or marked, including any record, book of account, bill of lading and log book, that is capable of being read or understood by a person or a computer system or other device.	« établissement » Sont assimilés aux établissements les véhicules.	« établissement » “establishment”
“establishment” « établissement »	“establishment” includes a conveyance.	« étiquette » Toute indication — notamment estampille, mot, marque, symbole, dessin, impression, cachet, empreinte, carte et bague, ou combinaison de ceux-ci — qui est ou doit être placée sur ou dans un produit réglementé ou son emballage, ou qui l'accompagne ou est destinée à l'accompagner.	« étiquette » “label”
“food” « aliment »	“food” has the same meaning as in section 2 of the <i>Food and Drugs Act</i> .	« inspecteur » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> . Est assimilé à l'inspecteur le vétérinaire-inspecteur désigné en vertu de ce paragraphe.	« inspecteur » “inspector”
“grader” « classificateur »	“grader” means a person designated as a grader under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> .	« loi relevant de l'Agence » La <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> ou toute loi ou disposition de loi dont l'Agence est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11 de la <i>Loi sur l'Agence</i>	« loi relevant de l'Agence » “Agency-related Act”
“inspector” « inspecteur »	“inspector” means a person designated as an inspector or a veterinary inspector under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> .		
“label” « étiquette »	“label” includes a product legend, word, mark, symbol, design, imprint, stamp, brand, ticket or tag or any combination of those things that is or		

	is to be applied or attached to or included in, or that accompanies or is to accompany, any regulated product or its container.	<i>canadienne d'inspection des aliments</i> dans la mesure qui y est précisée, à l'exception de la <i>Loi sur la protection des obtentions végétales</i> .	
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Agriculture and Agri-Food.	« ministre » Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.	5 « ministre » "Minister"
"officer" « agent d'exécution »	"officer" means a person designated as an officer under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> .	« personne » Sont assimilées aux personnes les sociétés de personnes, les coopératives, les associations et les organisations.	« personne » "person"
"person" « personne »	"person" includes a partnership, a cooperative, an association and an organization.	« président » Le président de l'Agence, nommé en vertu de l'article 5 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> .	10 « président » "President"
"prepare" « conditionnement »	"prepare" includes to treat, mill, grow, harvest, slaughter, process, store, package, handle, assemble, grade, code or label a regulated product, as well as to convey one for preparation.	« produit agricole ou aquatique » Selon le cas : a) produit agricole visé par la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> ; b) poisson ou plante marine visé par la <i>Loi sur l'inspection du poisson</i> ; c) aliment;	15 « produit agricole ou aquatique » "agricultural or aquatic commodity"
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulation.	d) animal ou produit de viande visé par la <i>Loi sur l'inspection des viandes</i> .	
"President" « président »	"President" means the President of the Agency appointed under section 5 of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> .	« produit réglementé » Produit auquel s'applique une loi relevant de l'Agence, notamment : a) produit agricole visé par la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> ; b) aliments au sens de l'article 2 de la <i>Loi relative aux aliments du bétail</i> ; c) engrais ou supplément visé par la <i>Loi sur les engrais</i> ; d) poisson ou plante marine visé par la <i>Loi sur l'inspection du poisson</i> ; e) aliment;	20 « produit réglementé » "regulated product"
"regulated product" « produit réglementé »	"regulated product" means any thing in respect of which an Agency-related Act applies, including (a) an agricultural product in respect of which the <i>Canada Agricultural Products Act</i> applies; (b) a feed in respect of which the <i>Feeds Act</i> applies; (c) a fertilizer or a supplement in respect of which the <i>Fertilizers Act</i> applies; (d) fish or a marine plant in respect of which the <i>Fish Inspection Act</i> applies; (e) food; (f) an animal, animal product, animal by-product, veterinary biologic or other thing in respect of which the <i>Health of Animals Act</i> applies; (g) an animal or a meat product in respect of which the <i>Meat Inspection Act</i> applies; (h) a plant or other thing in respect of which the <i>Plant Protection Act</i> applies; and	25 30 35 40	



(i) seed in respect of which the *Seeds Act* applies.

“sell”  
« vente »

“sell” includes to offer for sale, expose for sale, have in possession for sale and distribute, whether or not the distribution is made for consideration.

« véhicule » Aéronef, véhicule à moteur, train, navire, remorque, conteneur ou autre moyen servant à transporter des personnes, des produits réglementés ou d'autres choses.

« véhicule »  
“conveyance”

5 « vente » Est assimilé à la vente le fait de mettre en vente, d'exposer ou d'avoir en sa possession pour la vente, ou de distribuer à titre onéreux ou non.

5 « vente »  
“sell”

## ADMINISTRATIVE REGIME RESPECTING REGULATED PRODUCTS

### LICENCES

Minister may  
issue licences

3. The Minister may issue to any person a licence of a prescribed class that authorizes the person to be engaged in, or to operate an establishment to engage in,

- (a) the importation of a regulated product;
- (b) the preparation of an agricultural or aquatic commodity for export or interprovincial trade;
- (c) the exportation of an agricultural or aquatic commodity;
- (d) the sale of an agricultural or aquatic commodity in interprovincial trade; and
- (e) the preparation or sale — excluding distribution without consideration — of a feed in respect of which the *Feeds Act* applies, a fertilizer or a supplement in respect of which the *Fertilizers Act* applies or seed in respect of which the *Seeds Act* applies.

Minister may  
attach conditions

4. (1) The Minister may attach to a licence any conditions that the Minister considers appropriate and that are not inconsistent with the regulations.

Types of  
conditions

(2) A condition may be attached to a licence before or after it is issued and may be of general or particular application.

Change of  
conditions

(3) The Minister may amend or remove any condition that the Minister has attached to a licence.

Standard licence  
condition

(4) It is a condition of every licence that the holder comply with the requirements established by or under this Act.

## RÉGIME ADMINISTRATIF CONCERNANT LES PRODUITS RÉGLEMENTÉS

### LICENCES

3. Le ministre peut délivrer une licence de catégorie réglementaire autorisant son titulaire à exercer l'une ou l'autre des activités ci-après ou à exploiter un établissement à cette fin :

- a) importation d'un produit réglementé;
- b) conditionnement d'un produit agricole ou aquatique en vue du commerce interprovincial ou de l'exportation;
- c) exportation d'un produit agricole ou aquatique;
- d) vente d'un produit agricole ou aquatique dans le cadre du commerce interprovincial;
- e) conditionnement ou vente, à l'exclusion de la distribution à titre gratuit, d'aliments au sens de l'article 2 de la *Loi relative aux aliments du bétail*, d'un engrais ou supplément visé par la *Loi sur les engrais* ou d'une semence visée par la *Loi sur les semences*.

Délivrance d'une  
licence

4. (1) Le ministre peut assortir la licence des conditions qu'il juge indiquées et qui ne sont pas incompatibles avec les règlements.

Conditions de la  
licence

(2) Les conditions, d'application générale ou particulière, peuvent être préalables ou postérieures à la délivrance de la licence.

Types de  
conditions

(3) Le ministre peut supprimer ou modifier les conditions dont il a assorti la licence ou en ajouter de nouvelles.

Modification des  
conditions

(4) Le respect des exigences établies sous le régime de la présente loi est une condition de toute licence.

Condition  
automatique

Licence suspension or revocation	5. The Minister may suspend or revoke a licence if the Minister considers that its holder has contravened any of its conditions.	5. Le ministre peut suspendre ou révoquer la licence du titulaire qui, à son avis, contrevient à une condition de celle-ci.	Suspension ou révocation
	PRESUMPTION OF FEDERAL JURISDICTION	PRÉSUMPTION DE COMPÉTENCE FÉDÉRALE	
Presumption	6. (1) Any agricultural or aquatic commodity that is found in a registered establishment, or in an establishment in respect of which a licence has been issued under section 3, is presumed, in the absence of evidence to the contrary, to be for export or interprovincial trade and to be subject to the application of the Agency-related Acts. 10	6. (1) Les produits agricoles ou aquatiques 5 qui se trouvent dans un établissement agréé ou visé par une licence délivrée en vertu de l'article 3 sont, sauf preuve contraire, réputés destinés au commerce interprovincial ou à l'exportation et assujettis aux lois relevant de l'Agence. 5	Présomption de compétence fédérale
Definition of "registered establishment"	(2) For the purposes of subsection (1), "registered establishment" means an establishment or a station registered under an Agency-related Act.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), 10 «établissement agréé» s'entend de tout établissement ou poste agréé en vertu d'une loi relevant de l'Agence.	Définition de «établissement agréé»
	IMPORTATION	IMPORTATION	
Presentation of imports	7. (1) A person who imports a regulated 15 product into Canada shall, in the prescribed manner, present the product to a customs officer, an inspector or an officer at the time of its importation together with any related container, label or other thing that is imported 20 with it and provide to him or her in the prescribed manner any related documents not later than the time of its importation.	7. (1) La personne qui importe un produit réglementé le présente avec toute autre chose 15 importée avec lui et s'y rapportant, telle l'étiquette et l'emballage, au moment de l'importation, à l'inspecteur, à l'agent d'exécution ou à l'agent des douanes selon les modalités réglementaires. Elle lui présente 20 également, selon les modalités réglementaires, tout document afférent au produit, au plus tard au moment de l'importation.	Obligation
Alternate compliance	(2) Instead of the presentation required by subsection (1), a person may, if authorized by a 25 customs officer, an inspector or an officer to do so, provide to him or her in the prescribed manner the prescribed information relating to the regulated product.	(2) Elle satisfait toutefois à son obligation de 25 présentation si, après y avoir été autorisée par l'une des personnes mentionnées au paragraphe (1), elle lui communique, selon les modalités réglementaires, les renseignements que celle-ci lui demande.	Autre moyen
Advance notice	(3) Before importing a prescribed regulated 30 product, the importer shall give written notice to a customs officer, an inspector or an officer in the prescribed manner.	(3) La personne qui importe un produit 30 réglementé visé par règlement est tenue de donner, selon les modalités réglementaires, un préavis écrit de l'importation à l'inspecteur, à l'agent d'exécution ou à l'agent des douanes.	Obligation à l'importation : préavis
Definition of "customs officer"	(4) For the purposes of this section, "customs officer" means a person employed in the 35 administration or enforcement of the <i>Customs Act</i> and includes members of the Royal Canadian Mounted Police.	(4) Pour l'application du présent article, 35 «agent des douanes» s'entend de toute personne affectée à l'exécution ou au contrôle d'application de la <i>Loi sur les douanes</i> , y compris tout membre de la Gendarmerie royale du Canada.	Définition de «agent des douanes»

## EXCHANGE OF INFORMATION

## ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Arrangement

8. The Agency may enter into an arrangement concerning the collection, use and disclosure of information with any government agency, department of government or prescribed organization, in Canada or elsewhere, for the purpose of administering or enforcing any law or carrying out an investigation.

8. L'Agence peut conclure un accord visant la collecte, l'utilisation et la communication de renseignements avec un ministère, un organisme public ou une organisation réglementaire, au Canada ou à l'étranger, en vue d'assurer ou de contrôler l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes.

Accord

## FOREIGN INSPECTION ARRANGEMENTS

## ACCORDS D'INSPECTION AVEC L'ÉTRANGER

Imports

9. (1) In exercising its responsibilities, the Agency may enter into arrangements with a foreign government, a foreign government agency or a foreign organization respecting the importation of regulated products into Canada if the Agency is satisfied that

9. (1) Dans le cadre de sa mission, l'Agence peut conclure avec un gouvernement, une organisation ou un organisme public étrangers un accord concernant l'importation de produits réglementés au Canada si elle est convaincue que, selon le cas :

Importation

(a) the legal requirements, inspection systems and facilities for preparing regulated products for export in the foreign country are comparable to those applicable in respect of the preparation of the same regulated products in Canada and those products meet the requirements established by or under the Agency-related Acts; or

a) les exigences légales du pays, ses systèmes d'inspection et ses installations de conditionnement des produits destinés à l'exportation sont comparables à ceux qui sont applicables au Canada pour le conditionnement de ces mêmes produits réglementés, et ces produits satisfont aux exigences établies sous le régime des lois relevant de l'Agence;

(b) the systems of preparation for those products in the foreign country are comparable to the Canadian systems that meet the requirements established by or under the Agency-related Acts, and those products meet the requirements established by or under the Agency-related Acts.

b) les systèmes de conditionnement de produits réglementés du pays sont comparables à ceux au Canada qui satisfont aux exigences établies sous le régime des lois relevant de l'Agence et les produits eux-mêmes satisfont à ces exigences.

Exports

(2) In exercising its responsibilities, the Agency may enter into arrangements with a foreign government, a foreign government agency or a foreign organization respecting the exportation of regulated products.

(2) Dans le cadre de sa mission, l'Agence peut conclure avec un gouvernement, une organisation ou un organisme public étrangers un accord concernant l'exportation de produits réglementés.

Exportation

Contents of arrangements

10. An arrangement entered into under section 9 may include the authority for the Agency to

10. Tout accord visé à l'article 9 peut notamment autoriser l'Agence à faire ce qui suit :

Portée de l'accord

(a) inspect systems of preparation in the foreign country and products prepared in the foreign country;

a) procéder à l'inspection des systèmes de conditionnement du pays étranger et des produits qui y sont conditionnés;

(b) establish compliance monitoring and inspection requirements for foreign products destined for export to Canada;

b) établir des normes de contrôle et d'inspection applicables aux produits destinés à l'exportation au Canada;



- (c) recognize certificates of inspection issued by inspection providers recognized by the Agency as having the same effect as if they had been issued under an Agency-related Act; and

(d) implement any program or project related to the inspection of products and make funding arrangements for that purpose, including the sharing of revenues or the recovery of costs of the program or project.
- c) reconnaître les certificats d'inspection délivrés par un fournisseur de services d'inspection reconnu par elle comme ayant le même effet que s'ils avaient été délivrés sous le régime d'une des lois relevant de l'Agence;

d) mettre en oeuvre des projets ou programmes d'inspection relatifs aux produits et faire tout arrangement financier à cette fin, notamment pour répartir les recettes provenant de ces projets ou programmes ou pour en recouvrer les coûts.

Foreign inspections

11. The Agency may rely on the results of inspections conducted by another agency, a department of government, a foreign government or a foreign organization for the purpose of negotiating or implementing a foreign inspection arrangement or of determining whether regulated products imported under an arrangement meet the requirements established by or under the Agency-related Acts.

11. L'Agence peut, en vue d'établir si les produits réglementés importés satisfont aux exigences établies sous le régime des lois relevant de l'Agence ou en vue de négocier ou de mettre en oeuvre un accord d'inspection avec l'étranger, se fonder sur les résultats des inspections menées par un autre organisme public, un ministère, un gouvernement étranger ou une organisation étrangère.

MINISTERIAL ORDERS

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Temporary orders

12. (1) The Minister may make a temporary order containing any provision that may be contained in a regulation made under an Agency-related Act if the Minister considers that immediate action is required to deal with a significant risk, direct or indirect, to public health or safety, the environment or animal or plant health.

Arrêtés provisoires

12. (1) Le ministre peut prendre un arrêté provisoire prévoyant des mesures qui peuvent être prises par règlement en vertu d'une loi relevant de l'Agence, s'il estime qu'une intervention immédiate est nécessaire afin de parer à un risque appréciable — direct ou indirect — pour la santé ou la sécurité publiques, l'environnement ou la santé des animaux ou des végétaux.

Cessation of effect

12. (2) A temporary order has effect from the time that it is made and ceases to have effect on the earliest of

Période de validité

12. (2) L'arrêté provisoire prend effet dès sa prise et cesse d'avoir effet à celui des moments suivants qui est antérieur aux autres :

(a) the day on which it is repealed by the Minister,

(b) the day that is 14 days after the day on which it is made if the Governor in Council has not, before that day, approved it,

(c) the day on which a regulation made under an Agency-related Act that has the same effect as the temporary order comes into force, and

(d) the day that is one year, or any shorter period that is specified in the order, after the day on which the temporary order is made.

a) le jour de son abrogation;

b) quatorze jours après sa prise s'il ne reçoit pas l'agrément du gouverneur en conseil;

c) le jour de l'entrée en vigueur d'un règlement au même effet pris en vertu d'une loi relevant de l'Agence;

d) un an — ou la période plus courte qui y est précisée — après sa prise.

Contravention of unpublished order

(3) No person shall be convicted of a contravention of a temporary order unless, at the time of the alleged contravention, the order had been published in the *Canada Gazette*, the person had been notified of the order or reasonable steps had been taken to bring the purport of the order to the notice of those persons likely to be affected by it.

(3) Nul ne peut être déclaré coupable d'avoir contrevenu à un arrêté provisoire si, à la date du fait reproché, l'arrêté n'avait pas été publié dans la *Gazette du Canada* ou n'avait pas été porté à sa connaissance ou des mesures raisonnables n'avaient pas été prises pour en informer les intéressés.

Contravention à un arrêté non publié

Deeming

(4) For the purposes of any provision of an Agency-related Act other than this section, a reference to regulations made under an Agency-related Act is deemed to include temporary orders, and a reference to a regulation made under a specified provision of an Agency-related Act is deemed to include a reference to the portion of a temporary order containing any provision that may be contained in a regulation made under that provision.

(4) Pour l'application des dispositions des lois relevant de l'Agence, exception faite du présent article, la mention des règlements pris en vertu d'une de ces lois vaut également mention des arrêtés provisoires et la mention d'un règlement pris en vertu d'une disposition habilitante d'une loi relevant de l'Agence vaut également mention du passage des arrêtés provisoires comportant des mesures qui peuvent être prises par règlement en vertu de cette disposition.

Présomption

Tabling of order

(5) A copy of each temporary order must be tabled in each House of Parliament within 15 days after it is made.

(5) Une copie de l'arrêté provisoire est déposée devant chaque chambre du Parlement dans les quinze jours suivant sa prise.

Dépôt devant les chambres du Parlement

House not sitting

(6) In order to comply with subsection (5), a copy of the temporary order may be sent to the Clerk of the House if the House is not sitting.

(6) Il suffit, pour se conformer à l'obligation prévue au paragraphe (5), de communiquer la copie de l'arrêté provisoire au greffier de la chambre dans le cas où celle-ci ne siège pas.

Communication au greffier

Emergency exemptions

13. (1) In order to provide relief from the effects of a natural disaster or public emergency, the Minister may, by order, exempt any person or regulated product, or class of persons or regulated products, from the application of any provision of an Agency-related Act or its regulations for a period of up to 180 days if

(a) the Minister considers that the exemption does not pose a risk to the environment or to animal or plant health; and

(b) in the case of any food, the Minister of Health considers that the exemption does not pose a risk to human health.

13. (1) Le ministre peut, en réponse à une situation d'urgence ou à une catastrophe naturelle, exempter par arrêté, pour une période maximale de cent quatre-vingts jours, toute personne ou catégorie de personnes ou tout produit réglementé ou toute catégorie de tels produits de l'application d'une disposition d'une loi relevant de l'Agence ou d'un de ses règlements s'il estime que l'exemption ne présente aucun risque pour l'environnement ou la santé des animaux ou des végétaux et si, dans le cas d'un aliment, le ministre de la Santé estime qu'elle ne présente aucun risque pour la santé humaine.

Exemptions

Renewal and duration of order

(2) The Minister may renew the order, but no single renewal may be for a period of more than 180 days and the order may have effect for no more than 360 days in total.

(2) Le ministre peut renouveler l'arrêté. Chaque renouvellement ne peut toutefois excéder cent quatre-vingts jours et la période totale trois cent soixante jours.

Durée de validité

RECOGNITION OF INSPECTION RESULTS

RECONNAISSANCE DES RÉSULTATS  
D'INSPECTION

Recognition of results	<p><b>14. (1)</b> The Minister may recognize inspection results and associated documents from prescribed inspection bodies.</p>	<p><b>14. (1)</b> Le ministre peut reconnaître les résultats d'inspection et les documents afférents provenant d'organismes d'inspection réglementaires.</p>	Reconnaissance des résultats
Admissible in evidence	<p>(2) The inspection results and associated documents, or any copy or extract of them, are admissible in evidence in any court and, in the absence of evidence to the contrary, are proof of the matters asserted in them without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed them.</p>	<p>(2) Le document contenant les résultats d'inspection et les documents afférents — ou la reproduction totale ou partielle de ceux-ci — sont admissibles en preuve devant tout tribunal sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la 10 qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, ils font foi de leur contenu.</p>	5 Admissibilité en preuve
Notice	<p>(3) No inspection results or associated documents referred to in this section may be received in evidence unless the party intending to produce them has served on the party against whom they are intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the inspection results or associated documents.</p>	<p>(3) Le document contenant les résultats d'inspection et les documents afférents visés au présent article ne sont reçus en preuve que si 15 la partie qui entend les produire contre une autre lui donne un préavis suffisant, en y joignant une copie des documents en cause.</p>	Préavis

PROHIBITIONS

INTERDICTIONS

Unlicensed activities prohibited	<p><b>15. (1)</b> No person shall engage in, or operate an establishment to engage in, an activity 20 referred to in section 3 without a licence of a prescribed class issued under that section.</p>	<p><b>15. (1)</b> Il est interdit d'exercer les activités prévues à l'article 3 ou d'exploiter un établisse- 20 ment à cette fin sans être titulaire de la licence de catégorie réglementaire délivrée en vertu de cet article.</p>	Activités et exploitation sans licence
Requirements for licence holders	<p>(2) No person who holds a licence issued under section 3 shall engage in an activity referred to in that section, or operate an 25 establishment to engage in such an activity, unless</p> <p>(a) the person does so in accordance with the requirements established by or under the Agency-related Acts; and 30</p> <p>(b) in the case of a person operating an establishment, the establishment meets the requirements established by or under the Agency-related Acts.</p>	<p>(2) L'exercice d'une activité et l'exploitation d'un établissement au titre de la licence délivrée 25 en vertu de l'article 3 sont interdits si, selon le cas :</p> <p>a) ils ne sont pas conformes aux exigences établies sous le régime des lois relevant de l'Agence; 30</p> <p>b) l'établissement ne satisfait pas à ces exigences.</p>	Activités et exploitation avec licence
Import of regulated product	<p><b>16. (1)</b> No person shall import a regulated 35 product unless</p> <p>(a) the person does so in accordance with the requirements established by or under this Act; and</p>	<p><b>16. (1)</b> Il est interdit d'importer un produit réglementé si, selon le cas :</p> <p>a) l'importation n'est pas conforme aux 35 exigences établies sous le régime de la présente loi;</p>	Importation



	(b) the regulated product meets the requirements established by or under the Agency-related Acts.	b) le produit ne satisfait pas aux exigences établies sous le régime des lois relevant de l'Agence.	
Possession	(2) No person shall possess a regulated product that the person knows or should know has not been imported in accordance with the requirements established by or under this Act.	(2) Il est interdit à quiconque d'avoir en sa possession un produit réglementé dont il sait ou devrait savoir qu'il a été importé en contravention avec les exigences établies sous le régime de la présente loi.	Possession
Defence	(3) No person shall be convicted of an offence for the contravention of subsection (2) if the regulated product is an agricultural or aquatic commodity and is for the person's own consumption.	(3) Nul ne peut être déclaré coupable d'avoir contrevenu au paragraphe (2) si le produit réglementé est un produit agricole ou aquatique qui est destiné à sa propre consommation.	Exemption pour consommation personnelle
Export of regulated product	17. No person shall export a regulated product unless the product is exported in accordance with the requirements established by or under this Act.	17. Il est interdit d'exporter un produit réglementé si l'exportation n'est pas conforme aux exigences établies sous le régime de la présente loi.	Exportation
Sale of regulated products	18. No person shall sell a regulated product that does not meet the requirements established by or under the Agency-related Acts.	18. Il est interdit de vendre un produit réglementé qui ne satisfait pas aux exigences établies sous le régime des lois relevant de l'Agence.	Vente
Possession of regulated products	19. No person shall possess a regulated product that the person knows or should know does not meet the requirements established by or under the Agency-related Acts.	19. Il est interdit à quiconque d'avoir en sa possession un produit réglementé dont il sait ou devrait savoir qu'il ne satisfait pas aux exigences établies sous le régime des lois relevant de l'Agence.	Possession
Tampering with regulated products	20. (1) No person shall tamper with a regulated product, or the label or container of a regulated product, with the intent to (a) render the product injurious to human, animal or plant health or the environment; or (b) without believing it to be injurious to human, animal or plant health or the environment, cause any person to believe that it is.	20. (1) Il est interdit d'altérer un produit réglementé, son emballage ou son étiquette dans le but : a) soit de le rendre nocif pour la santé humaine, l'environnement ou la santé des animaux ou des végétaux; b) soit de le faire passer pour tel sans être convaincu qu'il l'est.	Altération d'un produit réglementé
Selling regulated products that have been tampered with	(2) No person shall sell a regulated product that the person knows or should know has been tampered with so as to render the regulated product injurious to human, animal or plant health or the environment.	(2) Il est interdit à quiconque de vendre un produit réglementé dont il sait ou devrait savoir qu'il est devenu, par altération, nocif pour la santé humaine, l'environnement ou la santé des animaux ou des végétaux.	Vente d'un produit réglementé altéré
Threats	(3) No person shall threaten to tamper with a regulated product so as to render it injurious to human, animal or plant health or the environment.	(3) Il est interdit de menacer d'altérer un produit réglementé dans le but de le rendre nocif pour la santé humaine, l'environnement ou la santé des animaux ou des végétaux.	Menaces

Claim of tampering with regulated products	(4) No person, knowing information to be false or being reckless as to its truth, shall communicate or cause to be communicated that information for the purpose of causing a person to believe that a regulated product has been tampered with so as to render it injurious to human, animal or plant health or the environment.	(4) Il est interdit à quiconque de communiquer ou de faire communiquer des renseignements qu'il sait faux ou sans se soucier de leur véracité, en vue de faire croire à autrui qu'un produit réglementé a été altéré de telle sorte qu'il est nocif pour la santé humaine, l'environnement ou la santé des animaux ou des végétaux.	Communication
Safe water	21. (1) No person shall prepare a food with water that is not safe water.	21. (1) Il est interdit de conditionner un aliment avec de l'eau qui n'est pas saine.	Conditionnement
Definition of "safe water"	(2) For the purposes of subsection (1), "safe water" means water that does not affect the safety of any food with which it comes into contact.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), «saine» qualifie l'eau qui n'a aucun effet sur l'innocuité des aliments avec lesquels elle entre en contact.	Définition de «saine»
Dangerous activities	22. (1) No person shall engage in an activity that is prohibited or is in a class of activity that is prohibited by virtue of a regulation made under paragraph 56(s) or engage in any activity for which a licence or permit is required by a regulation made under that paragraph without the required licence or permit.	22. (1) Il est interdit d'exercer les activités ou catégories d'activités prohibées par règlement pris en vertu de l'alinéa 56s) ou d'exercer des activités sans être titulaire de la licence ou du permis exigé par tout règlement pris en vertu de cet alinéa.	Activités dangereuses
Definition of "activity"	(2) For the purposes of subsection (1), "activity" means any of the following activities, or an activity related to any of them: growing, raising, culturing, multiplying, processing, preparing, producing, manufacturing, developing, testing, distributing, exporting, importing, storing, administering, using, selling, conveying or disposing of (a) an animal pathogen or other disease agent in respect of which the <i>Health of Animals Act</i> applies; (b) a toxic substance as defined in subsection 2(1) of the <i>Health of Animals Act</i> ; (c) a veterinary biologic as defined in subsection 2(1) of the <i>Health of Animals Act</i> ; or (d) a pest as defined in section 3 of the <i>Plant Protection Act</i> .	(2) Pour l'application du paragraphe (1), «activité» s'entend de la production, la culture, l'élevage, la multiplication, la transformation, le conditionnement, la fabrication, le développement, l'essai, la distribution, l'exportation, l'importation, l'entreposage, l'administration, l'utilisation, la vente, le transport ou la disposition — ou toute autre activité qui y est associée — de l'un ou l'autre des éléments suivants : a) agent zoopathogène ou autre agent pathogène visé par la <i>Loi sur la santé des animaux</i> ; b) substance toxique au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> ; c) produit vétérinaire biologique au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> ; d) parasite au sens de l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> .	Définition de «activité»

# ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT OF AGENCY-RELATED ACTS

# ADMINISTRATION ET CONTRÔLE D'APPLICATION DES LOIS RELEVANT DE L'AGENCE

## INJUNCTIONS

## INJONCTION

Injunctions

**23.** The Agency may apply to the Federal Court for an interim or permanent injunction enjoining any person from committing an offence against an Agency-related Act, whether or not a prosecution has been instituted in respect of that offence.

**23.** L'Agence peut demander à la Cour fédérale une ordonnance, même provisoire, interdisant la commission d'une infraction à une loi relevant de l'Agence, que des poursuites 5 aient été engagées ou non relativement à 5 l'infraction en cause.

Injonction

## INSPECTIONS

## INSPECTIONS

Designation of  
methods and  
equipment

**24.** The President may designate methods and equipment to be used by inspectors, officers, analysts and graders in carrying out powers, duties and functions conferred by or 10 under this Act.

**24.** Le président peut désigner des méthodes et du matériel pour la mise en oeuvre des attributions conférées aux inspecteurs, agents d'exécution, analystes et classificateurs sous le 10 régime de la présente loi.

Pouvoir du  
présidentPowers of  
inspection

**25.** (1) An inspector or officer, in order to administer or enforce an Agency-related Act, has the authority to conduct an inspection, including, for the purpose of the inspection, to 15

**25.** (1) Pour assurer ou contrôler l'application des lois relevant de l'Agence, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut procéder à toute inspection et à cette fin il peut, notamment : 15

Pouvoirs  
d'inspection

(a) subject to section 27, at any reasonable time, enter any place, including a conveyance, in which he or she believes on reasonable grounds there is a regulated product or a document or any information relevant to the 20 administration or enforcement of an Agency-related Act;

a) sous réserve de l'article 27, visiter, à toute heure convenable, tout lieu — y compris un véhicule — s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent un produit réglementé ou des documents ou renseignements utiles; 20

(b) open any container that he or she believes on reasonable grounds contains anything referred to in paragraph (a); 25

b) ouvrir tout emballage pour les mêmes motifs raisonnables;

(c) require any person to present anything referred to in paragraph (a) in the manner and under the conditions that the inspector or officer considers necessary to conduct the inspection; 30

c) exiger de toute personne la présentation du produit et des documents et la communication des renseignements visés à l'alinéa a), selon 25 les modalités et conditions qu'il juge nécessaires à l'inspection;

(d) direct that a conveyance that he or she believes on reasonable grounds carries a regulated product, or a document or any information that is relevant to the administration or enforcement of an Agency-related 35 Act, be stopped and be moved to a place where an inspection can be conducted;

d) ordonner l'immobilisation de tout véhicule dont il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent un produit réglementé 30 ou des documents ou renseignements utiles, et son déroutement vers un lieu où pourra être effectuée l'inspection;

(e) restrict or prohibit the movement of, or hold, any regulated product;

e) restreindre ou prohiber le déplacement de tout produit réglementé ou le retenir; 35

f) exiger de toute personne qui se trouve sur le lieu de l'inspection la présentation des documents ou autres choses dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils peuvent lui permettre d'établir son identité; 40



(f) require any person at the place where the inspection is being conducted to present any document or thing that the inspector or officer believes on reasonable grounds could serve to establish the person's identity;

(g) take photographs, as defined in subsection 491.2(8) of the *Criminal Code*, of any place or thing;

(h) direct that operations in relation to the preparation of a regulated product be stopped;

(i) examine, test, analyse and take measurements of a regulated product or any other thing, take samples of the product or thing free of charge and examine or review any related document or information;

(j) examine and reproduce any document that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains information that is relevant to the administration or enforcement of an Agency-related Act;

(k) require any person to present a list of persons to whom a regulated product has been distributed as well as any other relevant information necessary for the Agency to locate the regulated product; and

(l) administer oaths and take and receive affidavits, declarations and solemn affirmations.

(2) In exercising a power described in subsection (1), an inspector or officer may

(a) use or cause to be used any computer or data processing system to examine data contained in or available to the computer or system;

(b) reproduce or cause to be reproduced any record from the data, in the form of a printout or other intelligible output, and take the printout or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any equipment at the place being inspected in order to reproduce or cause to be reproduced a document in the form of a printout or other intelligible output.

g) prendre des photographies, au sens du paragraphe 491.2(8) du *Code criminel*, de tout lieu et de toute chose;

h) ordonner l'arrêt de toute opération de conditionnement d'un produit réglementé;

i) examiner, mettre à l'essai, analyser ou mesurer un produit réglementé ou toute autre chose, en prélever des échantillons, sans frais, ou examiner ou analyser tout document ou renseignement concernant ce produit ou cette chose;

j) examiner les documents et les reproduire, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements utiles;

k) exiger de toute personne la présentation de la liste des noms des personnes à qui le produit réglementé a été distribué ainsi que les renseignements dont l'Agence a besoin pour trouver le produit;

l) faire prêter serment et recevoir les affidavits, déclarations et affirmations solennelles.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, dans l'exercice des pouvoirs d'inspection visés au paragraphe (1) :

a) utiliser ou faire utiliser tout ordinateur ou système informatique pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

b) reproduire ou faire reproduire des données sous forme d'imprimé ou sous toute autre forme intelligible et les emporter aux fins d'examen ou de reproduction;

c) utiliser ou faire utiliser le matériel se trouvant sur place pour reproduire ou faire reproduire des documents sous forme d'imprimé ou sous toute autre forme intelligible.

Analysis and  
examination

(3) An inspector or officer may submit to an analyst, for analysis or examination, any regulated product or other thing seized by the inspector or officer, any sample from one or any sample taken by the inspector or officer.

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut soumettre à l'analyste, pour analyse et examen, les produits réglementés ou toutes choses qu'il a saisis, des échantillons de ceux-ci ou les 5 échantillons qu'il a lui-même prélevés.

Analyse et  
examen

Pest, disease,  
toxic substance

26. In order to detect a pest as defined in section 3 of the *Plant Protection Act*, or a disease or toxic substance as defined in subsection 2(1) of the *Health of Animals Act*, an inspector or officer may exercise the powers 10 set out in section 25.

26. L'inspecteur ou l'agent d'exécution dispose des mêmes pouvoirs d'inspection pour vérifier l'existence de parasites, au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des végétaux*, ou de maladies ou de substances 10 toxiques, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la santé des animaux*.

Parasite, maladie  
ou substance  
toxique

Warrant to  
inspect dwelling-  
place

27. (1) An inspector or officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant or under the authority of a warrant.

27. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut toutefois procéder à la visite sans l'autorisation 15 de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.

Mandat pour  
l'inspection d'un  
local  
d'habitation

Authority to  
issue warrant

(2) On an *ex parte* application, a justice as 15 defined in section 2 of the *Criminal Code* may issue a warrant authorizing an inspector, an officer or a peace officer named in the warrant, subject to any conditions specified in it, to enter a dwelling-place if the justice is satisfied by 20 information on oath that

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, peut délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur, 20 l'agent d'exécution ou l'agent de la paix qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants : 25

Délivrance du  
mandat

(a) the conditions for entry described in paragraph 25(1)(a) exist in relation to the dwelling-place;

a) les circonstances prévues à l'alinéa 25(1)a) existent;

(b) entry to the dwelling-place is necessary 25 in order to exercise the powers of inspection described in section 25; and

b) la visite est nécessaire à l'exercice des pouvoirs d'inspection visés à l'article 25;

(c) entry to the dwelling-place has been refused, or there are reasonable grounds for believing that it will be refused. 30

c) un refus a été opposé à la visite ou il y a 30 des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

Form of warrant

(3) The warrant may be in any form that the justice considers appropriate.

(3) Le mandat peut être rédigé selon la formule que le juge de paix estime indiquée.

Formule

Telewarrant

(4) If an inspector, an officer or a peace officer believes that it would be impracticable to appear personally to make an application for a 35 warrant under subsection (2), a warrant may be issued under this section by telephone or other means of telecommunication on a request submitted by telephone or other means of telecommunication and, for that purpose, section 487.1 of the *Criminal Code* applies, with any modifications that the circumstances require.

(4) L'inspecteur, l'agent d'exécution ou l'a- 35 gent de la paix qui considère qu'il serait difficile d'obtenir en personne le mandat visé au paragraphe (2) peut demander qu'il lui soit délivré, sous le régime du présent article, par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de 40 télécommunication, sur le fondement d'une dénonciation transmise par l'un quelconque de ces moyens; l'article 487.1 du *Code criminel* s'applique alors avec les adaptations nécessaires. 45

Télémandats

Use of force	(5) The inspector, officer or peace officer shall not use force to execute the warrant unless its use is specifically authorized in the warrant and, in the case of an inspector or officer, he or she is accompanied by a peace officer.	(5) L'inspecteur ou l'agent d'exécution, accompagné d'un agent de la paix, ou l'agent de la paix ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage.	Usage de la force
Definition of "dwelling-place"	(6) For the purposes of this section, "dwelling-place" means dwelling-house as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> .	(6) Pour l'application du présent article, « local d'habitation » s'entend d'une maison d'habitation au sens de l'article 2 du <i>Code criminel</i> .	Définition de « local d'habitation »
Certificate to be produced	28. In exercising the powers of inspection described in section 25, an inspector or officer shall, on request, show his or her certificate of designation.	28. Lorsqu'il exerce les pouvoirs d'inspection visés à l'article 25, l'inspecteur ou l'agent d'exécution présente, sur demande, le certificat attestant sa qualité.	Production du certificat
Duty to assist	29. (1) The owner or person in charge of a place, including a conveyance, that is entered by an inspector, analyst or officer, and every person found in the place, shall  (a) give the inspector, analyst or officer, and any other person acting under the authority of the inspector, analyst or officer, all reasonable assistance to enable each of them to exercise their powers and carry out their duties and functions; and  (b) provide any information relevant to the administration or enforcement of an Agency-related Act that the inspector, analyst, officer or other person requires to be provided.	29. (1) Le propriétaire ou le responsable du lieu ou du véhicule visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur, à l'analyste ou à l'agent d'exécution, de même qu'à toute personne agissant sous leur autorité, toute l'assistance possible dans l'exercice de leurs attributions et de leur donner les renseignements qu'ils exigent pour assurer ou contrôler l'application de toute loi relevant de l'Agence.	Assistance
Assistance of peace officer	(2) A peace officer shall provide any assistance that an inspector, analyst or officer may request for the purpose of enforcing an Agency-related Act.	(2) L'agent de la paix prête à l'inspecteur, à l'analyste ou à l'agent d'exécution, sur demande, l'assistance nécessaire au contrôle d'application de toute loi relevant de l'Agence.	Agent de la paix
REQUIREMENT TO REMOVE UNLAWFUL IMPORTS		RETRAIT D'IMPORTATIONS ILLÉGALES	
Removal of unlawful imports	30. (1) An inspector or officer who believes on reasonable grounds that a regulated product imported into Canada does not meet the requirements established by or under an Agency-related Act — or has been imported into Canada in contravention of a requirement established by or under an Agency-related Act — may, by notice, whether or not the inspector or officer has seized the product, order the owner, the importer or the person having the possession, care or control of the product to remove it from Canada at his or her expense.	30. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un produit réglementé importé n'est pas conforme aux exigences établies sous le régime d'une des lois relevant de l'Agence ou qu'il a été importé en contravention avec les exigences établies sous le régime de l'une de ces lois, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, qu'il ait saisi le produit réglementé ou non, ordonner par avis adressé à son propriétaire, à la personne qui l'a importé ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de le retirer du Canada à ses frais.	Retrait d'importations illégales



Notice	(2) The notice shall be sent to, or served on, the owner, the importer or the person having the possession, care or control of the regulated product and may specify the period within which and the manner in which the product is to be removed from Canada.	(2) L'avis est signifié ou transmis par envoi postal ou autre et peut préciser le délai et les modalités d'exécution de l'ordre.	Ordre de retrait
Obligation	(3) A person to whom a notice is directed shall comply with the order.	(3) La personne visée par l'ordre est tenue de s'y conformer.	Obligation de se conformer
Forfeiture and disposal	(4) Despite section 35, if a regulated product is not removed from Canada within the period specified in the notice — or, if the notice does not specify a period, within 90 days after the notice is sent or served — it is forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct at the expense of the owner, the importer or the person having the possession, care or control of the product.	(4) Malgré l'article 35, tout produit réglementé qui n'est pas retiré du Canada dans le délai fixé dans l'avis ou, à défaut d'indication de délai, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la transmission de l'ordre, est confisqué au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé de la manière prévue par le ministre, aux frais du propriétaire, de la personne qui l'a importé ou de la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge.	Confiscation et disposition

## SEIZURE

## SAISIE

Power to seize	31. An inspector or officer may seize any regulated product or other thing if the inspector or officer believes on reasonable grounds that it is a thing by means of or in relation to which an offence against an Agency-related Act has been committed or that affords evidence of such an offence.	31. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut saisir tout produit réglementé et toute autre chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une infraction prévue par une loi relevant de l'Agence ou qu'ils serviront à la prouver.	Pouvoir de saisie
----------------	---	---	-------------------

## SEARCHES

## PERQUISITION

Searches	32. (1) An inspector, an officer or a peace officer may, under the authority of a warrant issued under this section, enter and search any place, including a conveyance, in which the inspector, officer or peace officer believes on reasonable grounds there is a regulated product or other thing by means of or in relation to which an offence against an Agency-related Act has been committed or that will afford evidence of such an offence.	32. (1) L'inspecteur, l'agent d'exécution ou l'agent de la paix muni du mandat délivré en vertu du présent article peut procéder à la visite de tout lieu — y compris un véhicule — et y effectuer des perquisitions, s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve un produit réglementé ou une autre chose qui a servi ou donné lieu à une infraction prévue par une loi relevant de l'Agence ou qui servira à la prouver.	Mandat de perquisition
Authority to issue warrant	(2) If, on <i>ex parte</i> application, a justice as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place, including a conveyance, a regulated product or other thing referred to in subsection (1), the justice may issue a warrant authorizing, subject to any conditions specified in the	(2) Sur demande <i>ex parte</i> , le juge de paix, au sens de l'article 2 du <i>Code criminel</i> , peut, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, y compris un véhicule, d'un produit réglementé ou d'une autre chose visé au paragraphe (1), délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions	Délivrance du mandat

warrant, the inspector, officer or peace officer named in the warrant to enter and search the place for the regulated product or other thing.

éventuellement fixées, l'inspecteur, l'agent d'exécution ou l'agent de la paix qui y est nommé à perquisitionner dans le lieu pour y chercher le produit réglementé ou l'autre chose.

Form of warrant

(3) The warrant may be in any form that the justice considers appropriate.

(3) Le mandat peut être rédigé selon la 5 Formule 5 formule que le juge de paix estime indiquée.

Telewarrant

(4) If an inspector, an officer or a peace officer believes that it would be impracticable to appear personally to make application for a warrant under subsection (2), a warrant may be issued under this section by telephone or other 10 means of telecommunication on a request submitted by telephone or other means of telecommunication and, for that purpose, section 487.1 of the *Criminal Code* applies, with any modifications that the circumstances re- 15 quire.

(4) L'inspecteur, l'agent d'exécution ou l'agent de la paix qui considère qu'il serait difficile d'obtenir en personne le mandat visé au 10 paragraphe (2) peut demander qu'il lui soit 10 délivré, sous le régime du présent article, par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication, sur le fondement d'une dénonciation transmise par l'un quelconque de ces moyens; l'article 487.1 du *Code criminel* 15 s'applique alors avec les adaptations nécessaires.

Télérmandats

When warrant not necessary

(5) An inspector or officer may exercise the power of search referred to in subsection (1) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but by reason of exigent 20 circumstances it would not be practical to obtain one.

(5) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer sans mandat le pouvoir de perquisition visé au paragraphe (1) si l'urgence de la 20 situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Perquisition sans mandat

Execution of search warrant

(6) The warrant must be executed by day unless the justice authorizes its execution by 25 night.

(6) Le mandat ne peut, sauf autorisation 25 spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit. 25

Moment de l'exécution

Powers during search

(7) In carrying out a search of a place or conveyance under this section, an inspector or officer may exercise any power described in section 25 or 31.

(7) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, dans le cadre d'une perquisition effectuée en vertu du présent article, exercer les pouvoirs prévus aux articles 25 et 31.

Pouvoirs

#### DISPOSITION OF THINGS SEIZED

#### MESURES CONSÉCUTIVES À LA SAISIE

Notice of reason for seizure

**33.** An inspector or officer who seizes a 30 regulated product or other thing shall, as soon as practicable, advise the owner of the seized thing, or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure, of the reason for the seizure.

**33.** Dans les meilleurs délais, l'inspecteur ou 30 l'agent d'exécution porte les motifs de la saisie à la connaissance du propriétaire de la chose saisie, ou de la personne qui en avait la possession, la responsabilité ou la charge au 35 moment de la saisie. 35

Motifs de la saisie

Disposition of things seized

**34.** (1) An inspector or officer who seizes a regulated product or any other thing, or any person so authorized by the inspector or officer, may

**34.** (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution qui saisit un produit réglementé ou une autre chose — ou la personne que l'un ou l'autre autorise à cette fin — peut :

Mesures consécutives à la saisie

(a) store, treat or quarantine it at the place 40 where it was seized — or remove it to any other place for storage, treatment or quarantine — at the expense of the owner of the

a) aux frais de son propriétaire ou de la 40 personne qui en avait la possession, la responsabilité ou la charge au moment de la

	seized thing, or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure;	saisie, l'entreposer, le traiter ou le mettre en quarantaine soit dans le lieu où il a été saisi, soit dans un autre lieu;	
	(b) by notice, order its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure to store, treat or quarantine it at the place where it was seized — or to remove it to any other place for storage, treatment or quarantine — at his or her expense; or	b) ordonner à son propriétaire ou à la personne qui en avait la possession, la responsabilité ou la charge au moment de la saisie de prendre l'une ou l'autre de ces mesures à ses frais;	
	(c) dispose of it if it is perishable, is susceptible to deterioration, is an animal or a plant, is a pest, is suspected of being a pest, is infested with a pest or is suspected of being infested with a pest or if it constitutes a biological obstacle to the control of a pest.	c) prendre toute mesure de disposition à l'égard des choses périssables ou susceptibles de se détériorer, des animaux ou des végétaux, ou des choses qui sont des parasites ou sont parasitées ou qui sont soupçonnées de l'être ou encore des choses qui constituent un obstacle biologique à la lutte contre les parasites.	
Proceeds	(2) Any net proceeds from a disposition under paragraph (1)(c) are to be paid to the Receiver General.	(2) En cas de disposition en vertu de l'alinéa (1)c), tout produit net est versé au receveur général.	Produit net
Plant Protection Act	(3) For the purposes of the <i>Plant Protection Act</i> , an inspector or officer who seizes a thing may, by notice, order its owner or the person having possession, care or control of it at the time of its seizure to dispose of it at his or her expense.	(3) Pour l'application de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> , l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut ordonner au propriétaire de la chose saisie ou à la personne qui en avait la possession, la responsabilité ou la charge au moment de la saisie de prendre, à ses frais, des mesures de disposition à son égard.	<i>Loi sur la protection des végétaux</i>
Notice	(4) A notice referred to in paragraph (1)(b) or subsection (3) shall be sent to, or served on, the owner or the person having possession, care or control of the seized thing and may specify the period within which the thing is to be removed or disposed of, the period for which it is to be stored, treated or quarantined and the manner in which it is to be removed, disposed of, stored, treated or quarantined.	(4) L'ordre visé à l'alinéa (1)b) ou au paragraphe (3) est transmis soit par signification, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis précisant éventuellement le délai et les modalités d'exécution.	Ordre
Obligation	(5) A person to whom a notice is directed shall comply with the order.	(5) La personne visée par l'ordre est tenue de s'y conformer.	Obligation de se conformer
Duration of detention	35. (1) Subject to subsection (2) and section 36, any thing seized under this Act, or the net proceeds from its disposition, may not be detained after	35. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et de l'article 36, la rétention de la chose saisie ou du produit net de sa disposition prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, de sa conformité aux exigences établies sous le régime des lois relevant de l'Agence, soit, sauf pour les aliments saisis en application de la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> ,	Durée de la rétention
	(a) an inspector or officer determines that the thing meets the requirements established by or under the Agency-related Acts; or		



(b) with the exception of any food seized under the *Food and Drugs Act*, the expiry of 180 days after the date of seizure or any longer period that is prescribed.

à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par règlement.

Proceedings

(2) If proceedings are instituted in relation to any thing seized under this Act, the thing or the net proceeds from its disposition may be detained until the proceedings are concluded.

5 (2) En cas de poursuite engagée relativement à l'infraction ayant donné lieu à la saisie, la 5 rétention peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire.

Cas de poursuite

Conviction

(3) If the owner of the seized thing or the person having possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under an Agency-related Act and a fine is imposed,

(3) En cas de déclaration de culpabilité, pour 10 une infraction prévue par une loi relevant de l'Agence, du propriétaire de la chose saisie ou 10 de la personne qui en avait la possession, la responsabilité ou la charge au moment de la saisie, la rétention de la chose peut être prolongée jusqu'au paiement de l'amende infligée, il peut en être disposé par adjudication 15 forcée et le produit de la disposition peut être affecté au paiement de l'amende.

Cas de déclaration de culpabilité

(a) the thing may be detained until the fine is paid;

(b) the thing may be sold under execution in satisfaction of the fine; and

(c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) may be applied in payment of the fine.

20

Application for return

(4) If proceedings are instituted in relation to any thing seized under this Act and the thing has not been disposed of or forfeited under this Act, its owner or the person having possession, care or control of it at the time of its seizure may 25 apply to the court before which the proceedings are being held for an order that it be returned.

(4) La restitution de la chose saisie peut être demandée au tribunal saisi de l'affaire par son propriétaire ou par la personne qui en avait la 20 possession, la responsabilité ou la charge au moment de la saisie, si elle n'a pas été détruite ou confisquée ou s'il n'en a pas encore été disposé par ailleurs.

Demande de restitution

Exception

(5) Subsection 4 does not apply to a seized thing that is an agricultural product bearing an agricultural product legend or grade name 30 regulated under the *Canada Agricultural Products Act*, or a meat product or anything bearing the meat inspection legend regulated under the *Meat Inspection Act*.

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas s'il 25 s'agit d'un produit agricole estampillé ou portant un nom de catégorie sous le régime de la *Loi sur les produits agricoles au Canada* ou s'il s'agit d'un produit de viande ou objet portant l'estampille sous le régime de la *Loi sur* 30 *l'inspection des viandes*.

Exceptions

Order

(6) After hearing the application, the court 35 may order the seized thing to be returned, subject to any conditions necessary to ensure its preservation for any purpose for which it may subsequently be required, including security being provided to the Agency in a form and an amount satisfactory to the court, if the court is satisfied

(6) Le tribunal peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation de la chose saisie dans un but ultérieur, notamment le dépôt auprès de 35 l'Agence d'une sûreté dont il détermine le montant et la nature, s'il est convaincu, d'une part, qu'il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile sa rétention et, d'autre part, dans le cas d'un 40 produit réglementé, que le produit satisfait aux exigences établies sous le régime des lois relevant de l'Agence.

Ordonnance de restitution

(a) that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the thing; and

45

(b) if the thing is a regulated product, that the product meets any requirements established by or under the Agency-related Acts.

#### FORFEITURE

Owner  
unidentified or  
thing unclaimed

**36.** (1) A thing seized under this Act or the proceeds of its disposition are forfeited to Her Majesty in right of Canada if

(a) no person can, within 30 days after the seizure, be identified as its owner or entitled to possess it; or

(b) the person who is its owner or is entitled to possess it does not claim the thing or its proceeds

(i) in the case of a thing seized only under the *Food and Drugs Act*, within 30 days after the sending of a notice of termination of seizure, and

(ii) in any other case, within 30 days after the seizure ends.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if proceedings are instituted in relation to the offence in respect of which the thing was seized.

Conviction for  
offence

**37.** (1) If a person is convicted of an offence under an Agency-related Act, the convicting court may, in addition to any punishment imposed, order that any seized thing by means of or in relation to which the offence was committed, or the net proceeds from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

Disposal

(2) A seized thing that has been forfeited may be disposed of as the Minister may direct at the expense of the owner or person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.

Forfeiture

**38.** If the owner or the person having the possession, care or control of a thing at the time of its seizure consents at any time to its forfeiture, the seized thing is forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct at the expense of the owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.

#### CONFISCATION

**36.** (1) Les choses saisies ou le produit de leur disposition sont, dans les cas ci-après, confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada :

a) le propriétaire ou la personne qui a droit à leur possession ne peut être identifié dans les trente jours suivant la saisie;

b) le propriétaire ou la personne qui a droit à leur possession ne les réclame pas avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la levée de la saisie ou, s'il s'agit de choses saisies en application de la *Loi sur les aliments et drogues*, avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de l'envoi de tout avis de levée de la saisie.

Choses  
abandonnées

15

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si des poursuites sont engagées relativement à l'infraction ayant donné lieu à la saisie.

Poursuites  
engagées

**37.** (1) En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction prévue par une loi relevant de l'Agence, le tribunal peut, en sus de la peine infligée, ordonner que toute chose saisie qui a servi ou donné lieu à l'infraction en cause ou le produit net de sa disposition soit confisqué au profit de Sa Majesté du chef du Canada.

Déclaration de  
culpabilité

25

(2) En cas de confiscation de la chose saisie, il peut en être disposé aux frais du propriétaire ou de la personne qui en avait la possession, la responsabilité ou la charge au moment de la saisie de la manière prévue par le ministre.

Disposition

30

**38.** Le propriétaire de la chose saisie ou la personne qui en avait la possession, la responsabilité ou la charge au moment de la saisie peut consentir, en tout temps, à sa confiscation. Le cas échéant, la chose est confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé aux frais du propriétaire ou de cette personne de la manière prévue par le ministre.

Confiscation

35

INSPECTION-RELATED PROHIBITIONS		INTERDICTIONS EN MATIÈRE D'INSPECTION	
Obstruction	<p><b>39.</b> No person shall obstruct or interfere with any person who is exercising any powers or carrying out any duties or functions under an Agency-related Act or with any person acting under the authority of that person.</p>	<p><b>39.</b> Il est interdit de gêner ou d'entraver l'action d'une personne dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées par une loi relevant de l'Agence, ou d'une personne 5 agissant sous son autorité. 5</p>	Entrave
False or misleading statements	<p><b>40.</b> No person shall make a false or misleading statement, either orally or in writing, to a person who is exercising any powers or carrying out any duties or functions under an Agency-related Act or to any person acting under the 10 authority of that person.</p>	<p><b>40.</b> Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à la personne visée à l'article 39.</p>	Déclaration fausse ou trompeuse
False documents	<p><b>41.</b> No person shall, with intent to deceive, produce any document that he or she knows or should know contains false or misleading information for examination or copying by a 15 person who is exercising any powers or carrying out any duties or functions under an Agency-related Act, or by any person acting under the authority of that person.</p>	<p><b>41.</b> Il est interdit à quiconque, dans l'intention de tromper, de présenter à la personne visée 10 à l'article 39, pour examen ou reproduction, un document qu'il sait ou devrait savoir contenir des renseignements faux ou trompeurs.</p>	Faux documents
Unlawful alteration of documents	<p><b>42.</b> No person shall falsify or — with intent 20 to deceive — alter, destroy, erase or obliterate any document or label made or issued under an Agency-related Act.</p>	<p><b>42.</b> Il est interdit de falsifier ou, dans l'intention de tromper, de modifier, détruire, 15 effacer ou oblitérer toute étiquette ou tout document établi ou délivré sous le régime d'une des lois relevant de l'Agence.</p>	Modification irrégulière de documents
Interference	<p><b>43.</b> Except as authorized by an inspector or officer, no person shall remove, alter or interfere 25 with any thing seized, detained, held or quarantined under this Act or with any thing the movement of which is restricted or prohibited under this Act.</p>	<p><b>43.</b> Il est interdit, sans l'autorisation de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution, de 20 modifier l'état ou l'emplacement de choses qui ont été saisies, retenues ou mises en quarantaine ou dont le déplacement a été restreint ou prohibé en application de la présente loi.</p>	Intervention
COSTS AND LIABILITY		FRAIS ET RESPONSABILITÉ	
Costs for inspections, etc.	<p><b>44.</b> (1) Her Majesty in right of Canada or the 30 Agency may recover from any person referred to in subsection (2) any costs incurred by Her Majesty or the Agency in relation to anything required to be done or authorized to be done under any Agency-related Act, including, but 35 not limited to,</p> <p>(a) the inspection, treatment, testing, analysis or examination of a place or thing, or the quarantine, holding, storage, removal, disposal or return of a thing, required or 40 authorized by or under any Agency-related Act; and</p>	<p><b>44.</b> (1) Sa Majesté du chef du Canada ou 25 l'Agence peuvent recouvrer les frais liés à l'inspection ou au traitement de lieux ou de choses, ainsi qu'aux essais, analyses ou examens afférents, effectués sous le régime d'une des lois relevant de l'Agence et à toutes autres 30 mesures prises sous ce même régime, notamment le renvoi, la disposition, l'entreposage, le retrait, la saisie, la confiscation, la rétention et la mise en quarantaine des choses.</p>	Créance de Sa Majesté



(b) the seizure, forfeiture or detention of a thing under any Agency-related Act.

Persons liable

(2) The costs are recoverable jointly and severally or solidarily from the owner or occupier of the place or owner of the thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, testing, analysis, examination, quarantine, holding, storage, removal, return or disposal or, in the case of a thing seized, 10 forfeited, detained or disposed of under this Act, immediately before its seizure, forfeiture, detention or disposal.

(2) Sont alors débiteurs solidaires de ces frais le propriétaire ou l'occupant du lieu ou le 5 propriétaire des choses et la personne qui en avait la possession, la responsabilité ou la charge au moment de la prise des mesures en 5 cause.

Débiteurs solidaires

Her Majesty and Agency not liable

45. Neither Her Majesty in right of Canada nor the Agency is liable for any loss, damage or 15 costs, including rent or fees, resulting from a person being required to do anything to comply with this Act or the regulations.

45. Ni Sa Majesté du chef du Canada ni 15 l'Agence ne sont tenues des pertes, dommages ou frais, notamment des loyers et droits, entraînés par l'exécution des obligations découlant des lois relevant de l'Agence.

Non-responsabilité de Sa Majesté et de l'Agence

## SAMPLES

Disposition of samples

46. (1) A sample taken under this Act may be disposed of in any manner that the Minister 20 considers appropriate.

46. (1) Il peut être disposé d'échantillons 20 prélevés au titre de la présente loi de la manière prévue par le ministre.

Disposition d'échantillons

Her Majesty and Agency not liable

(2) Neither Her Majesty in right of Canada nor the Agency is liable for any loss, damage or costs resulting from the taking or disposition of a sample under this Act.

(2) Ni Sa Majesté du chef du Canada ni 15 l'Agence ne sont tenues des pertes, dommages ou frais liés au prélèvement d'échantillons ou à 25 leur disposition.

Non-responsabilité de Sa Majesté et de l'Agence

## OFFENCES

General

47. (1) Subject to section 48, every person who contravenes any provision of this Act commits an offence and is liable

47. (1) Sous réserve de l'article 48, la 20 personne qui contrevient à la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Disposition générale

(a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$250,000 or to imprisonment 30 for a term of not more than two years or to both; or

a) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines; 25

(b) on summary conviction, to a fine of not more than \$100,000 or to imprisonment for a term of not more than one year or to both. 35

b) par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

Defence

(2) A person may not be convicted of an offence for failing to comply with an order referred to in subsection 30(1), paragraph 34(1)(b) or subsection 34(3) unless they had been served notice of the order or had otherwise 40 received notice of it.

(2) Nul ne peut être déclaré coupable d'avoir contrevenu à l'ordre visé au paragraphe 30(1), à 30 l'alinéa 34(1)b) ou au paragraphe 34(3) à moins d'avoir été avisé de l'ordre, par signification ou autrement.

Moyen de défense

Tampering with regulated products	<p>48. Every person who contravenes subsection 20(1) or (2) commits an offence and is liable</p> <p>(a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$500,000 or to imprisonment for a term of not more than five years or to both; or</p> <p>(b) on summary conviction, to a fine of not more than \$250,000 or to imprisonment for a term of not more than two years or to both.</p>	<p>48. La personne qui contrevient aux paragraphes 20(1) ou (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :</p> <p>a) par mise en accusation, une amende maximale de 500 000 \$ et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines;</p> <p>b) par procédure sommaire, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.</p>	Altération d'un produit réglementé
Contravention of regulations	<p>49. Every person who contravenes any provision of the regulations commits an offence and is liable on summary conviction to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.</p>	<p>49. La personne qui contrevient à un règlement commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.</p>	Contravention aux règlements
Offences by corporate officers, etc.	<p>50. If a person, other than an individual, commits an offence under an Agency-related Act, any officer, director, agent or mandatary of the person who directs, authorizes, assents to, acquiesces in or participates in the commission of the offence or who fails to exercise due diligence to prevent its commission is guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the person has been prosecuted.</p>	<p>50. En cas de perpétration par une personne — à l'exclusion d'une personne physique — d'une infraction prévue par une loi relevant de l'Agence, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, y ont consenti ou participé ou ont négligé de prendre les mesures nécessaires pour l'empêcher sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourtent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne ait été ou non poursuivie.</p>	Dirigeants, administrateurs, etc.
Offences by employees, agents or mandataries	<p>51. In any prosecution for an offence under an Agency-related Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by any employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.</p>	<p>51. Dans les poursuites pour une infraction prévue par une loi relevant de l'Agence, il suffit, pour établir la responsabilité pénale de la personne accusée, d'établir que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, que celui-ci ait été ou non identifié ou poursuivi. La personne peut se disculper en prouvant qu'elle avait pris les mesures nécessaires pour empêcher l'infraction.</p>	Employés ou mandataires
Venue	<p>52. A prosecution for an offence under an Agency-related Act may be instituted, heard and determined</p> <p>(a) in the place where the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;</p> <p>(b) where the accused was apprehended; or</p> <p>(c) where the accused happens to be or is carrying on business.</p>	<p>52. Les poursuites pour une infraction prévue par une loi relevant de l'Agence peuvent être intentées, entendues ou jugées soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'objet de la poursuite, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.</p>	Lieu du procès

Limitation  
period

**53.** (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under an Agency-related Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

*Seeds Act*

(2) In the case of an offence that is a misrepresentation of the variety name or purity of variety of a seed in respect of which the *Seeds Act* applies, proceedings may be instituted 10 at any time within, but not later than, three years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Admissibility of  
evidence

**54.** (1) In proceedings for an offence under an Agency-related Act, a declaration, certificate, 15 report or other document of the Minister or President, or of any inspector, analyst, grader or officer, purporting to have been signed by that person is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the 20 person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

Copies and  
extracts

(2) In proceedings for an offence under an Agency-related Act, a copy of or an extract 25 from any document that is made by the Minister or President, or by any inspector, analyst, grader or officer, that appears to have been certified under the signature of that person as a true copy or extract is admissible in evidence without 30 proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way. 35

Presumed date of  
issue

(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary, presumed to have been issued on the date that it bears.

Notice

(4) No document referred to in this section 40 may be received in evidence unless the party intending to produce it has served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the document. 45

**53.** (1) Les poursuites pour une infraction prévue par une loi relevant de l'Agence et punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans 5 à compter du fait en cause.

Prescription

5

(2) Si l'infraction consiste en de fausses déclarations sur le nom de variété ou la pureté de variété de semences visées par la *Loi sur les 10 semences*, elles se prescrivent par trois ans à compter du fait en cause. 10

*Loi sur les  
semences*

**54.** (1) Dans les poursuites pour une infraction prévue par une loi relevant de l'Agence, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre, le 15 président, l'inspecteur, l'analyste, le classificateur ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve 20 contraire, il fait foi de son contenu. 20

Admissibilité

(2) De même, la copie ou l'extrait de documents établi par le ministre, le président, l'inspecteur, l'analyste, le classificateur ou l'agent d'exécution et paraissant certifié 25 conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ni la qualité officielle du 30 certificateur; sauf preuve contraire, il a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle. 30

Copies ou  
extraits

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont présumés avoir été 35 établis à la date qu'ils portent.

Date

(4) Les documents visés au présent article ne sont reçus en preuve que si la partie qui entend 35 les produire contre une autre lui donne un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

Préavis



## COMMISSION DE RÉVISION

Articles 35 et 37

Article 54

Définition de  
« loi  
agroalimen-  
taire »

- 15 a) la *Loi sur les produits agricoles au Canada*; 15  
b) la *Loi relative aux aliments du bétail*;  
c) la *Loi sur les engrais*;  
d) la *Loi sur la santé des animaux*;  
e) la *Loi sur l'inspection des viandes*;  
f) la *Loi sur la protection des végétaux*; 20  
g) la *Loi sur les semences*.

## RÈGLEMENTS

## Règlements

- a) exigeant de certaines personnes qu'elles conservent des renseignements et établissent des documents relatifs aux produits réglementés ou aux activités régies par une loi relevant de l'Agence, et qu'elles les fournissent à l'Agence;
- b) concernant les renseignements et documents visés à l'alinéa a), ainsi que la période pendant laquelle ils doivent être conservés;
- c) concernant les moyens électroniques permettant de créer, recueillir, recevoir, mettre en mémoire, transférer, diffuser, publier ou traiter de quelque autre façon des documents ou des renseignements visés par une loi relevant de l'Agence ou dont la tenue est exigée par une telle loi;

- (d) respecting terms and conditions under which electronic means may be used and the means that may be used to electronically sign documents or authenticate them;
- (e) respecting the admissibility as evidence 5 of documents and information;
- (f) respecting the functions and duties of inspectors, analysts, graders and officers;
- (g) respecting the inspection of places, including conveyances, and of regulated 10 products and other things and the stopping of conveyances;
- (h) respecting the conducting of tests and the making of analyses;
- (i) establishing pre-clearance and in-transit 15 requirements in respect of regulated products and any container, document, label or other thing that is to be or has been imported with a regulated product into Canada and in respect of any thing that is or might be infested, 20 infected or contaminated with a pest or disease;
- (j) regulating or prohibiting the importation of regulated products;
- (k) respecting documents related to regulated 25 products that are to be or have been imported and the presentation of those products and documents on importation;
- (l) regulating or prohibiting the exportation 30 of regulated products;
- (m) respecting documents related to regulated products that are to be or have been exported;
- (n) establishing, for the purposes of subsection 9(1), requirements respecting the recog- 35 nition of foreign inspection systems and facilities for preparing products for export in the foreign country and the recognition of foreign systems of preparation;
- (o) establishing the requirements for quality 40 management programs or quality control programs for regulated products, food safety systems and other similar programs;
- d) concernant les conditions d'utilisation des moyens électroniques ainsi que les moyens pouvant servir à apposer une signature électronique aux documents ou à les authen- 5 tifier;
- e) concernant l'admissibilité en preuve des documents et renseignements;
- f) concernant les fonctions des inspecteurs, des analystes, des classificateurs et des agents d'exécution; 10
- g) concernant l'inspection des lieux — y compris les véhicules —, des produits réglementés ou de toute autre chose, ainsi que l'immobilisation des véhicules;
- h) concernant les essais, les analyses et les 15 examens;
- i) établissant des exigences de précontrôle et de transit applicables aux produits réglementés importés ou à importer et aux documents, emballages, étiquettes ou autres choses im- 20 portés ou à importer avec eux et à toute chose qui est ou est susceptible d'être infestée par un parasite, ou infectée ou contaminée par une maladie;
- j) régissant ou interdisant l'importation des 25 produits réglementés;
- k) concernant les documents se rapportant aux produits réglementés importés ou à importer et la présentation de ces produits et documents lors de l'importation; 30
- l) régissant ou interdisant l'exportation des produits réglementés;
- m) concernant les documents se rapportant aux produits réglementés exportés ou à exporter; 35
- n) établissant, pour l'application du paragraphe 9(1), les exigences relatives à la reconnaissance des systèmes d'inspection et des installations de conditionnement des produits destinés à l'exportation et celles 40 relatives à la reconnaissance des systèmes de conditionnement;

- (p) prescribing the classes of licences that the Minister may issue, the duration of licences, the conditions to be attached to any class of licence and the information to be submitted by an applicant for a licence; 5
- (q) respecting the renewal, amendment, suspension, revocation or reinstatement of licences; 10
- (r) respecting the design, construction, hygiene, sanitation, maintenance and operation of establishments referred to in section 3 and the equipment and facilities in them; 10
- (s) for the purposes of section 22, prohibiting — or requiring a licence or permit for — any activity described in subsection 22(2) or any class of such activities, and governing the issue, renewal, amendment, suspension and revocation of such a licence or permit; 15
- (t) respecting the exemption, in whole or in part, of a person or a class of persons, of an activity or of any thing described in any of paragraphs 22(2)(a) to (d) from the application of section 22, and governing the terms and conditions of the exemption; 20
- (u) establishing and regulating systems to ascertain all places of origin or destination of regulated products, including requiring persons having the possession, care or control of the products — including persons carrying on the business of a custom broker — to identify them and to maintain documents with respect to them and to provide those documents to the Agency; 25
- (v) respecting the collection of information and statistics on any matter related to an Agency-related Act; 35
- (w) establishing a mechanism for dealing with complaints from employees of the Agency or members of the public relating to human health or safety with respect to regulated products; 40
- (x) respecting the seizure, detention, safe-keeping, forfeiture and disposal of regulated products or any other thing under this Act; and 45
- o) établissant les exigences applicables aux programmes de gestion ou de contrôle de la qualité des produits réglementés, aux programmes d'innocuité des aliments et autres programmes semblables; 5
- p) prévoyant les catégories et la durée de validité des licences que peut délivrer le ministre ainsi que les conditions attachées à chaque catégorie et les renseignements que doit fournir le demandeur; 10
- q) concernant le renouvellement, la modification, la suspension, la révocation et le rétablissement des licences; 10
- r) concernant la configuration, la construction, le système sanitaire, l'entretien et les conditions d'exploitation de tout établissement visé à l'article 3 ainsi que ses équipements et installations; 15
- s) pour l'application de l'article 22, prohibant toute activité au sens du paragraphe 22(2) — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie — ou assujettissant son exercice à l'obtention d'une licence ou d'un permis et régissant la délivrance, le renouvellement, la modification, la suspension et la révocation de cette licence ou de ce permis; 25
- t) concernant les exemptions à l'application de l'article 22, en tout ou en partie, de toute personne ou catégorie de personnes, de toute activité ou de tout élément mentionné à l'un ou l'autre des alinéas 22(2)a) à d) et régissant les conditions d'une telle exemption; 30
- u) établissant et régissant des systèmes permettant de vérifier les lieux d'origine ou la destination de produits réglementés et exigeant notamment que les personnes qui en ont la possession, la responsabilité ou la charge, y compris toute personne qui agit à titre de courtier en douane, les identifient, établissent des documents s'y rapportant et les fournissent à l'Agence; 40
- v) concernant la collecte de données, statistiques et autres, concernant toute question liée aux lois relevant de l'Agence; 45



(y) prescribing anything that is to be prescribed under this Act.

w) établissant un mécanisme d'étude des plaintes formulées par les employés de l'Agence ou le public en matière de santé humaine ou de sécurité publique en ce qui touche les produits réglementés; 5

x) concernant la saisie, la rétention, la garde, la confiscation et la disposition des produits réglementés ou de toute autre chose au titre de la présente loi;

y) concernant toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi. 10

#### INCORPORATION BY REFERENCE

Incorporation by reference of externally produced material

57. (1) A regulation may incorporate by reference material produced by a person or body other than the Agency, including

- (a) an organization established for the purpose of writing standards;
- (b) an industrial or a trade organization; and
- (c) a government, a government agency or an international body. 10

Reproduced or translated material

(2) A regulation may incorporate by reference material that the Agency reproduces or translates from material produced by a person or body other than the Agency

- (a) with any adaptations of form and reference that will facilitate the incorporation of the material into the regulation; or 15
- (b) in a form that sets out only the parts of the material that apply for the purposes of the regulation. 20

Jointly produced material

(3) A regulation may incorporate by reference material that the Agency produces jointly with a government or another government agency for the purpose of harmonizing the regulation with other laws. 25

Internally produced standards

(4) A regulation may incorporate by reference technical or explanatory material that the Agency produces, such as

- (a) specifications, classifications, illustrations, graphs and other information of a technical nature; and 30

#### INCORPORATION PAR RENVOI

57. (1) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par une personne ou un organisme autre que l'Agence, notamment par : 15

- a) un organisme de normalisation;
- b) une organisation commerciale ou industrielle;
- c) un gouvernement, un organisme public ou une organisation internationale. 20

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par l'Agence, d'un document produit par une personne ou un organisme autre que l'Agence et qui comporte, 25 selon le cas :

- a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorporation;
- b) seulement les passages utiles à l'application du règlement. 30

(3) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par l'Agence et un gouvernement ou un organisme public en vue d'assurer l'harmonisation avec d'autres règles de droit. 35

(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par l'Agence, notamment :

- a) des spécifications, des classifications, des illustrations, des graphiques ou toute autre information de nature technique; 40

Documents externes

Documents reproduits ou traduits

Documents produits conjointement

Normes techniques dans des documents internes

	<p>(b) test methods, procedures, operational standards, safety standards and performance standards of a technical nature.</p> <p>(5) A regulation may incorporate by reference material as amended from time to time.</p> <p>(6) Material that is incorporated by reference in a regulation is not a regulation for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i>.</p>	<p>b) des méthodes d'essai, des procédures ou des normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, qui sont de nature technique.</p> <p>(5) L'incorporation par renvoi peut viser le 5 document avec ses modifications successives.</p> <p>(6) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>, valeur de règlement.</p>	
Incorporation as amended from time to time			Portée de l'incorporation
Incorporated material is not a regulation			Nature du document incorporé
Defence	<p>58. No person shall be convicted of an offence for the contravention of a provision of 10 a regulation that incorporates material by reference unless it is proved that, at the time of the alleged contravention,</p> <p>(a) the incorporated material was reasonably accessible to the person; 15</p> <p>(b) reasonable steps had been taken to ensure that the incorporated material was accessible to persons likely to be affected by the regulation; or</p> <p>(c) the incorporated material had been published in the <i>Canada Gazette</i>.</p>	<p>58. Nul ne peut être déclaré coupable d'avoir 10 contrevenu à une disposition d'un règlement dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du fait reproché, le contrevenant avait facilement accès au document, des mesures raisonnables 15 avaient été prises pour que les intéressés puissent y avoir accès ou celui-ci avait été publié dans la <i>Gazette du Canada</i>.</p>	Moyen de défense
Definition of "regulation"	<p>59. For the purposes of sections 57 and 58, "regulation" means a regulation made under any Agency-related Act.</p>	<p>59. Pour l'application des articles 57 et 58, «règlement» s'entend de tout règlement pris 20 sous le régime d'une loi relevant de l'Agence.</p>	Définition de «règlement»
	STATUTORY INSTRUMENTS ACT	LOI SUR LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES	
Exemption from Statutory Instruments Act	<p>60. (1) An order under subsection 12(1) or 25 section 13 is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the <i>Statutory Instruments Act</i> and must be published in the <i>Canada Gazette</i> within 23 days after the day on which it is made.</p>	<p>60. (1) Les arrêtés pris au titre du paragraphe 12(1) ou de l'article 13 sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>, mais sont publiés dans 25 la <i>Gazette du Canada</i> dans les vingt-trois jours 30 suivant leur prise.</p>	Dérogation à la Loi sur les textes réglementaires
Orders not statutory instruments	<p>(2) For greater certainty, a written order made under subsection 30(1) or section 34 is not a statutory instrument for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i>.</p>	<p>(2) Il est entendu que les ordres visés au paragraphe 30(1) ou à l'article 34 ne sont pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur</i> 30 <i>les textes réglementaires</i>.</p>	Caractère non réglementaire
	TRANSITIONAL PROVISIONS	DISPOSITIONS TRANSITOIRES	
Limitation period	<p>61. (1) For greater certainty, the limitation period provided for in section 53 applies only in respect of offences committed after the coming into force of that section.</p>	<p>61. (1) Il est entendu que la prescription prévue à l'article 53 ne s'applique qu'à l'égard des infractions commises après l'entrée en vigueur de celui-ci.</p>	Prescription

Regulations  
remain in force

(2) Regulations made under the following provisions remain in force and are deemed to have been made under this Act, to the extent that they are compatible with it, until they are repealed or replaced:

- (a) paragraphs 32(d), (j) and (o) of the *Canada Agricultural Products Act*;
- (b) paragraphs 5(g), (j) and (k) of the *Feeds Act*;
- (c) paragraphs 5(1)(g), (i) and (j) of the *Fertilizers Act*;
- (d) paragraphs 3(i) and (k) of the *Fish Inspection Act*;
- (e) paragraphs 64(1)(2) and (3) of the *Health of Animals Act*;
- (f) paragraph 20(o) of the *Meat Inspection Act*;
- (g) paragraph 47(m) of the *Plant Protection Act*; and
- (h) paragraphs 4(1)(i) to (j) of the *Seeds Act*.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD  
ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES  
ACT

62. Section 2 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

“person”  
« contrevenant »

“person” includes a partnership, a cooperative, an association and an organization;

63. The portion of subsection 15(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Debts to Her  
Majesty

15. (1) The following amounts constitute debts due to Her Majesty in right of Canada that may be recovered as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction:

(2) Les règlements pris en vertu des dispositions suivantes demeurent en vigueur et sont réputés avoir été pris en application de la présente loi, dans la mesure de leur compatibilité avec celle-ci, jusqu’à leur abrogation ou remplacement :

- a) les alinéas 32d), j) et o) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*;
- b) les alinéas 5g), j) et k) de la *Loi relative aux aliments du bétail*;
- c) les alinéas 5(1)g), i) et j) de la *Loi sur les engrais*;
- d) les alinéas 3i) et k) de la *Loi sur l’inspection du poisson*;
- e) les alinéas 64(1)2) et 3) de la *Loi sur la santé des animaux*;
- f) l’alinéa 20o) de la *Loi sur l’inspection des viandes*;
- g) l’alinéa 47m) de la *Loi sur la protection des végétaux*;
- h) les alinéas 4(1)i) à j) de la *Loi sur les semences*.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES  
PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D’AGRICULTURE  
ET D’AGROALIMENTAIRE

62. L’article 2 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« contrevenant » Personne physique ou morale. Y sont assimilées les sociétés de personnes, les coopératives, les associations et les organisations.

63. Le paragraphe 15(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15. (1) Constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale ou tout autre tribunal compétent, toute somme :

Anciens  
règlements

1995, ch. 40

« contrevenant »  
“person”

Créance de Sa  
Majesté



				a) <u>exigée au titre</u> de la sanction, à compter de la date de notification du procès-verbal;	
				b) <u>prévue</u> dans une transaction conclue au titre du paragraphe 10(1), à compter de la date de sa conclusion;	5
				c) <u>mentionnée</u> dans l'avis de défaut notifié au titre du paragraphe 10(4), à compter de la date de sa notification;	
				d) <u>mentionnée</u> dans la décision notifiée au titre du paragraphe 13(1), à compter de la 10 date de sa notification;	
				e) <u>mentionnée</u> dans l'ordonnance visée au paragraphe 14(1), à compter de l'expiration du délai fixé par la Commission pour la payer;	15
				f) <u>payée au titre</u> des frais raisonnables visés à l'article 22, à compter de la date où ils ont été faits.	

64. Subsection 16(2) of the Act is replaced by the following:

Judgments (2) On production to the Federal Court or any other court of competent jurisdiction, a certificate made under subsection (1) shall be registered in that court and, when registered, has the same force and effect, and all proceedings may be taken on the certificate, as if it were a judgment obtained in that court for a debt of the amount specified in the certificate and all 10 reasonable costs and charges attendant in the registration of the certificate.

64. Le paragraphe 16(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 20

Enregistrement (2) L'enregistrement à la Cour fédérale ou au tribunal compétent confère au certificat la valeur 5 d'un jugement de cette juridiction pour la somme visée et les frais afférents.

R.S., c. 20 (4th Supp.)	CANADA AGRICULTURAL PRODUCTS ACT	LOI SUR LES PRODUITS AGRICOLES AU CANADA	L.R., ch. 20 (4 <sup>e</sup> suppl.)
1997, c. 6, s. 38	65. The definitions “analyst”, “grader” and “inspector” in section 2 of the <i>Canada Agricultural Products Act</i> are replaced by the following:	65. Les définitions de « analyste », « classificateur » et « inspecteur », à l'article 2 de la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> , sont respectivement remplacées par ce qui suit :	25 1997, ch. 6, art. 38
“analyst” « analyste »	“analyst” means a <u>person designated as</u> an analyst under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> ;	« analyste » Personne désignée à ce titre en <u>vertu du paragraphe 13(3) de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</u> .	30 « analyste » “analyst”
“grader” « classificateur »	“grader” means a <u>person designated as</u> a grader under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> ;	« classificateur » Personne désignée à ce titre en <u>vertu du paragraphe 13(3) de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</u> .	« classificateur » “grader”

“inspector”  
«inspecteur»

“inspector” means a person designated as an inspector under subsection 13(3) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*;

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

«inspecteur»  
“inspector”

1997, c. 6, s. 39

66. Section 19 of the Act is repealed.

66. L'article 19 de la même loi est abrogé.

1997, ch. 6,  
art. 39

1995, c. 40,  
ss. 38 to 41 and  
42(F)

67. The heading before section 21 and sections 21 to 30 of the Act are repealed.

67. L'intertitre précédant l'article 21 et les articles 21 à 30 de la même loi sont abrogés.

1995, ch. 40,  
art. 38 à 41 et  
42(F)

68. (1) Paragraph 32(d) of the Act is repealed.

68. (1) L'alinéa 32d) de la même loi est abrogé.

(2) Paragraph 32(j) of the Act is repealed.

(2) L'alinéa 32j) de la même loi est abrogé.

(3) Section 32 of the Act is amended by 10 adding the word “and” at the end of paragraph (n) and by repealing paragraph (o).

(3) L'alinéa 32o) de la même loi est abrogé. 10

69. Subsections 33(2) and (3) of the Act are repealed.

69. Les paragraphes 33(2) et (3) de la même loi sont abrogés. 15

70. Sections 36 to 38 of the Act are repealed.

70. Les articles 36 à 38 de la même loi sont abrogés.

1995, c. 40, s. 44

71. Section 40 of the Act is repealed.

71. L'article 40 de la même loi est abrogé. 15

1995, ch. 40,  
art. 44

1997, c. 6

## CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY ACT

## LOI SUR L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS

1997, ch. 6

72. Subsections 11(1) and (2) of the *Canadian Food Inspection Agency Act* are replaced 20 by the following:

72. Les paragraphes 11(1) et (2) de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* sont remplacés par ce qui suit:

Administration  
and enforcement

11. (1) The Agency is responsible for the administration and enforcement of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, the *Canada Agricultural Pro- 25 ducts Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Plant Breeders' Rights Act*, the *Plant Protection Act*, the *Seeds Act* and the *Canadian Food Inspection Agency 30 Enforcement Act*.

11. (1) L'Agence est chargée d'assurer et de contrôler l'application des lois suivantes : la *Loi 20 sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *25 Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur la protection des obtentions végétales*, la *Loi sur la protection des végétaux*, la *Loi sur les semences* et la *Loi sur le contrôle d'application des lois relevant de 30 l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

Application de  
certaines lois

Consumer  
Packaging and  
Labelling Act

(2) The Agency is responsible for the administration and enforcement of the *Con- 35 sumer Packaging and Labelling Act* as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*.

(2) L'Agence est chargée d'assurer et de contrôler l'application de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation 35 en ce qui a trait aux aliments*, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*.

Loi sur  
l'emballage et  
l'étiquetage des  
produits de  
consommation

**73. Subsection 13(3) of the Act is replaced by the following:**

(3) The President may designate any person or class of persons as inspectors, analysts, graders or officers, and any veterinarian as a veterinary inspector, for the enforcement or administration of any Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, in respect of any matter referred to in the designation.

Enforcement officers

Certificate

(4) Every inspector, officer and veterinary inspector shall be given a certificate in a form established by the President attesting to the designation of the inspector, officer or veterinary inspector.

**74. The Act is amended by adding the following after section 14:**

**14.1** The Agency may operate, provide, approve or accredit any diagnostic, research or laboratory services or facilities or other services or facilities required for the purposes of any Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, or engage the service of a laboratory accreditation or standard organization to accredit them.

Diagnostic, research or laboratory services or facilities

**75. Section 18 of the Act is repealed.**

**76. Subsections 19(2) and (3) of the Act are replaced by the following:**

(1.1) If the Minister believes on reasonable grounds that a regulated product that was recalled voluntarily, or with respect to which an order is given under subsection (1), poses a risk to public, animal or plant health, the Minister may take any measure to dispose of the product or may, by notice sent to or served on the owner or the person having the possession, care or control of the product, order the owner or that person to take any measure to dispose of the product at their expense.

Disposition

(1.2) A notice referred to in subsection (1) or (1.1) may specify the period within which and the manner in which the order is to be complied with.

Notice

**73. Le paragraphe 13(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) Le président peut, aux fins qu'il précise, désigner des personnes, individuellement ou par catégorie, à titre d'inspecteurs, d'analystes, de classificateurs ou d'agents d'exécution, et des vétérinaires à titre de vétérinaires-inspecteurs, pour l'application ou le contrôle d'application des lois ou dispositions dont l'Agence est chargée aux termes de l'article 11.

Désignations

Certificat

(4) Chaque inspecteur, agent d'exécution et vétérinaire-inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président et attestant sa qualité.

**74. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 14, de ce qui suit :**

**14.1** L'Agence peut fournir, approuver, exploiter ou agréer les services ou installations de diagnostic, de recherche, de laboratoire ou autres qui sont nécessaires pour l'application des lois ou dispositions dont l'Agence est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11. Elle peut également retenir les services d'un organisme chargé de l'élaboration de normes ou de l'agrément de laboratoires pour agréer ces services ou installations.

Services ou installations de diagnostic, de recherche, de laboratoire, etc.

**75. L'article 18 de la même loi est abrogé.**

**76. Les paragraphes 19(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(1.1) Il peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un produit réglementé visé par un ordre donné aux termes du paragraphe (1) ou faisant l'objet d'un rappel volontaire présente un risque pour la santé publique ou celle des animaux ou des végétaux, prendre toute mesure de disposition à l'égard du produit ou ordonner par avis signifié ou transmis par envoi postal ou autre au propriétaire du produit ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de le faire à ses frais.

Disposition

(1.2) L'avis visé aux paragraphes (1) ou (1.1) peut préciser le délai et les modalités d'exécution de l'ordre.

Avis



Contravention of  
order

(2) Any person who contravenes an order referred to in subsection (1) or (1.1) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000 or to a term of imprisonment not exceeding six months or to both.

(2) Quiconque contrevient à un ordre visé aux paragraphes (1) ou (1.1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Infraction et  
peine

Notification of  
order

(3) For greater certainty, an order referred to in subsection (1) or (1.1) is not a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*, but no person shall be convicted of an offence under subsection (2) unless the person was notified of the order.

(3) L'ordre visé aux paragraphes (1) ou (1.1) n'est pas un texte réglementaire au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*; toutefois, nul ne peut être déclaré coupable de l'infraction prévue au paragraphe (2) à moins d'avoir été avisé de l'ordre.

Réserve

**77. Section 30 of the Act is renumbered as subsection 30(1) and is amended by adding the following :**

**77. L'article 30 de la même loi devient le paragraphe 30(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :**

Multi-year  
lapsing

(2) The unexpended balance of money appropriated by an Act of Parliament for the purpose of making operational and capital expenditures of the Agency in a fiscal year lapses at the end of the fiscal year following the year in which the money was originally appropriated, or at the end of any longer period that may be specified in the Act.

(2) La partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement aux dépenses de capital ou de fonctionnement de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant celui au cours duquel ceux-ci ont été votés ou de tout exercice ultérieur précisé par la loi de crédits.

Crédits non  
utilisés

R.S., c. C-34;  
R.S., c. 19  
(2nd Supp.),  
s. 19

## COMPETITION ACT

## LOI SUR LA CONCURRENCE

L.R., ch. C-34;  
L.R., ch. 19  
(2<sup>e</sup> suppl.),  
art. 19

1999, c. 2, s. 4

**78. Paragraphs 7(1)(b) and (c) of the *Competition Act* are replaced by the following:**

**78. Les alinéas 7(1)b) et c) de la *Loi sur la concurrence* sont remplacés par ce qui suit :**

1999, ch. 2, art. 4

(b) the administration and enforcement of the *Consumer Packaging and Labelling Act* except as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*; and

b) d'assurer et de contrôler l'application de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*, sauf en ce qui a trait aux aliments au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*;

R.S., c. C-38

## CONSUMER PACKAGING AND LABELLING ACT

## LOI SUR L'EMBALLAGE ET L'ÉTIQUETAGE DES PRODUITS DE CONSOMMATION

L.R., ch. C-38

1997, c. 6, s. 40

**79. (1) The definition "Minister" in subsection 2(1) of the *Consumer Packaging and Labelling Act* is replaced by the following:**

**79. (1) La définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*, est remplacée par ce qui suit :**

1997, ch. 6,  
art. 40

"Minister"  
« ministre »

"Minister" means the Minister of Industry and, as it relates to food as defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*, means the Minister of Agriculture and Agri-Food;

« ministre » Le ministre de l'Industrie et, à l'égard des aliments au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

« ministre »  
"Minister"

1999, c. 2,  
s. 44(2)

**(2) Subsection 2(2) of the Act is replaced by the following:**

(2) The Commissioner is responsible for the administration and enforcement of this Act except subsection 11(1) and except as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*.

**(2) Le paragraphe 2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(2) Le commissaire est chargé de l'application et du contrôle d'application de la présente loi, à l'exception du paragraphe 11(1) et sauf en ce qui a trait aux aliments au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*.

1999, ch. 2,  
par. 44(2)

Attributions du  
commissaire

R.S., c. 1  
(2nd Supp.)

## CUSTOMS ACT

**80. Subsection 107(5) of the *Customs Act* is amended by adding the following after paragraph (j):**

(j.1) an official of the Canadian Food Inspection Agency for the purpose of administering or enforcing any Act referred to in section 11 of the *Canadian Food Inspection Agency Act*, if the information relates to the import, export or in-transit movement of goods into or out of Canada;

## LOI SUR LES DOUANES

**80. Le paragraphe 107(5) de la *Loi sur les douanes* est modifié par adjonction, après l'alinéa j), de ce qui suit :**

j.1) à un fonctionnaire de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, uniquement pour l'application ou l'exécution d'une loi mentionnée à l'article 11 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* si le renseignement concerne l'importation, l'exportation ou le mouvement en cours de route de marchandises;

L.R., ch. 1  
(2<sup>e</sup> suppl.)

R.S., c. F-9

## FEEDS ACT

**81. The definitions "analyst", "inspector", "Minister", "penalty", "Tribunal" and "violation" in section 2 of the *Feeds Act* are repealed.**

**82. (1) Paragraph 5(g) of the Act is repealed.**

**(2) Paragraphs 5(j) and (k) of the Act are repealed.**

**83. The heading before section 6 and sections 6 to 9 of the Act are repealed.**

**84. Subsections 10(2) to (5) of the Act are repealed.**

**85. Sections 11 and 12 of the Act are repealed.**

## LOI RELATIVE AUX ALIMENTS DU BÉTAIL

**81. Les définitions de « analyste », « Commission », « inspecteur », « ministre », « sanction » et « violation », à l'article 2 de la *Loi relative aux aliments du bétail*, sont abrogées.**

**82. (1) L'alinéa 5g) de la même loi est abrogé.**

**(2) Les alinéas 5j) et k) de la même loi sont abrogés.**

**83. L'intertitre précédant l'article 6 et les articles 6 à 9 de la même loi sont abrogés.**

**84. Les paragraphes 10(2) à (5) de la même loi sont abrogés.**

**85. Les articles 11 et 12 de la même loi sont abrogés.**

L.R., ch. F-9

1994, ch. 38,  
al. 25(1)p);  
1995, ch. 40,  
art. 46; 1997,  
ch. 6, art. 45

2001, ch. 4,  
art. 84(F)

L.R., ch. 31  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 8; 1995,  
ch. 40, art. 47;  
1997, ch. 6,  
art. 46

1997, ch. 6,  
par. 47(1)

1995, ch. 40,  
art. 49

R.S., c. 31  
(1st Supp.), s. 8;  
1995, c. 40,  
s. 47; 1997, c. 6,  
s. 46

1997, c. 6,  
s. 47(1)

1995, c. 40, s. 49

R.S., c. F-10

## FERTILIZERS ACT

## LOI SUR LES ENGRAIS

L.R., ch. F-10

1994, c. 38,  
par. 25(1)(g);  
1995, c. 40,  
s. 50; 1997, c. 6,  
s. 48

**86. The definitions “analyst”, “inspector”, “Minister”, “penalty”, “Tribunal” and “violation” in section 2 of the *Fertilizers Act* are repealed.**

**86. Les définitions de « analyste », « Commission », « inspecteur », « ministre », « sanction » et « violation », à l'article 2 de la *Loi sur les engrais*, sont abrogées.**

1994, ch. 38,  
al. 25(1)(g);  
1995, ch. 40,  
art. 50; 1997,  
ch. 6, art. 48

1993, c. 44,  
s. 155

**87. (1) Paragraph 5(1)(g) of the Act is repealed.**

**87. (1) L'alinéa 5(1)(g) de la même loi est abrogé.**

1993, ch. 44,  
art. 155

1993, c. 44,  
s. 155

**(2) Paragraphs 5(1)(i) and (j) of the Act are repealed.**

**(2) Les alinéas 5(1)(i) et (j) de la même loi sont abrogés.**

1993, ch. 44,  
art. 155

R.S., c. 31  
(1st Supp.), s. 9;  
1995, c. 40,  
s. 51; 1997, c. 6,  
s. 49

**88. The heading before section 6 and sections 6 to 9 of the Act are repealed.**

**88. L'intertitre précédant l'article 6 et les 10 articles 6 à 9 de la même loi sont abrogés.**

L.R., ch. 31  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 9; 1995,  
ch. 40, art. 51;  
1997, ch. 6,  
art. 49

1995, c. 40, s. 52

**89. The portion of section 10 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**89. Le passage de l'article 10 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

1995, ch. 40,  
art. 52

Contravention of  
Act

**10. Every person who, or whose employee or agent or mandatary, contravenes any provision 15 of this Act is guilty of**

**10. Quiconque, de son propre fait ou du fait de son agent ou de son mandataire, contrevient à 15 la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :**

Contravention à  
la loi

R.S., c. 27  
(1st Supp.),  
s. 203; 1995,  
c. 40, s. 53;  
1997, c. 6,  
s. 50(1)

**90. Sections 10.1 to 13 of the Act are repealed.**

**90. Les articles 10.1 à 13 de la même loi sont abrogés.**

L.R., ch. 27  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
art. 203; 1995,  
ch. 40, art. 53;  
1997, ch. 6,  
par. 50(1)

R.S., c. F-12

## FISH INSPECTION ACT

## LOI SUR L'INSPECTION DU POISSON

L.R., ch. F-12

**91. The definitions “fish”, “inspector” and “marine plant” in section 2 of the *Fish 20 Inspection Act* are replaced by the following:**

**91. Les définitions de « inspecteur », 20 « plante marine » et « poisson », à l'article 2 de la *Loi sur l'inspection du poisson*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**

“fish”  
« poisson »

“fish” means any fish, including shellfish and crustaceans, and marine animals, any parts, products or by-products of them and anything prescribed as a fish for the purposes of this Act; 25

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi sur 25 l'Agence canadienne d'inspection des aliments.*

« inspecteur »  
“inspector”

“inspector”  
« inspecteur »

“inspector” means a person designated as an inspector under subsection 13(3) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*;

« plante marine » Sont considérés comme plantes marines le carragheen, le varech et les autres plantes d'eau salée, de même que leurs produits et sous-produits, ainsi que toute chose désignée 30 comme plante marine par règlement d'application de la présente loi.

« plante marine »  
“marine plant”

“marine plant”  
« plante  
marine »

“marine plant” includes Irish moss, kelp and other salt water plants, any products or by- 30 products of them and anything prescribed as a marine plant for the purposes of this Act;

« poisson » S'entend, outre du poisson proprement dit, des mollusques, crustacés et autres animaux marins, de même que de leurs produits 35

« poisson »  
“fish”



		et sous-produits, ainsi que de toute chose désignée comme poisson par règlement d'application de la présente loi.	
	<b>92. (1) The portion of section 3 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>92. (1) Le passage de l'article 3 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	5
Regulations	<b>3. The Governor in Council may, for the purpose of regulating the <u>exportation</u> or <u>importation</u> of fish and containers, <u>by regulation prescribe anything that is to be prescribed by this Act and make regulations</u></b>	<b>3. Pour régir l'exportation et l'importation du poisson et de ses contenants, le gouverneur en conseil peut, par règlement, <u>prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi et, par règlement :</u></b>	Règlements 10
	<b>(2) Paragraph 3(i) of the Act is repealed.</b>	<b>(2) L'alinéa 3i) de la même loi est abrogé.</b>	
1997, c. 6, s. 53	<b>(3) Section 3 of the Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (h), by striking out the word "and" at the end of paragraph (j) and by repealing paragraph (k).</b>	<b>(3) L'alinéa 3k) de la même loi est abrogé.</b>	1997, ch. 6, art. 53
R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 10	<b>93. Section 4 of the Act is repealed.</b>	<b>93. L'article 4 de la même loi est abrogé.</b>	L.R., ch. 31 (1 <sup>er</sup> suppl.), art. 10
1997, c. 6, s. 55	<b>94. Sections 6 to 9 of the Act are repealed.</b>	<b>94. Les articles 6 à 9 de la même loi sont abrogés.</b>	1997, ch. 6, art. 55
	<b>95. Section 12 of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):</b>	<b>95. L'article 12 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :</b>	20
	<b>(b.1) prescribing anything that is to be prescribed by this Act; and</b>	<b>b.1) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;</b>	20
	<b>96. (1) Subsection 14(1) of the Act is repealed.</b>	<b>96. (1) Le paragraphe 14(1) de la même loi est abrogé.</b>	
	<b>(2) Subsection 14(3) of the Act is repealed.</b>	<b>(2) Le paragraphe 14(3) de la même loi est abrogé.</b>	25
1997, c. 6, s. 60	<b>97. Section 17 of the Act is repealed.</b>	<b>97. L'article 17 de la même loi est abrogé.</b>	1997, ch. 6, art. 60
1997, c. 6, s. 61(1)	<b>98. Sections 17.2 and 18 of the Act are repealed.</b>	<b>98. Les articles 17.2 et 18 de la même loi sont abrogés.</b>	1997, ch. 6, par. 61(1)
1990, c. 21	<b>HEALTH OF ANIMALS ACT</b>	<b>LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX</b>	1990, ch. 21
1995, c. 40, s. 54	<b>99. (1) The definitions "penalty" and "Tribunal" in subsection 2(1) of the <i>Health of Animals Act</i> are repealed.</b>	<b>99. (1) Les définitions de « Commission » et « sanction », au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la santé des animaux</i>, sont abrogées.</b>	1995, ch. 40, art. 54

1997, c. 6, s. 67

(2) The definitions “analyst”, “inspector”, “officer” and “veterinary inspector” in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

“analyst”  
« analyste »

“analyst” means a person designated as an analyst under subsection 13(3) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*;

“inspector”  
« inspecteur »

“inspector” means a person designated as an inspector under subsection 13(3) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*;

“officer”  
« agent d’exécution »

“officer” means a person designated as an officer under subsection 13(3) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*, but does not include an analyst;

“veterinary inspector”  
« vétérinaire-inspecteur »

“veterinary inspector” means a veterinarian designated as a veterinary inspector under subsection 13(3) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*;

1997, c. 6, s. 68

100. Section 32 of the Act is repealed.

101. Section 35 of the Act is repealed.

1995, c. 40,  
ss. 55 to 59

102. The heading before section 38 and sections 38 to 47 of the Act are repealed.

103. Paragraphs 64(1)(z.2) and (z.3) of the Act are repealed.

104. The portion of section 66 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Failure to  
comply with  
notices

66. Every person who fails to comply with a notice delivered to the person under section 18, 25, 27, 37 or 48 or the regulations is guilty of

105. Section 68 of the Act is repealed.

1995, c. 40, s. 63

106. Sections 71 to 74 of the Act are repealed.

R.S., c. 25  
(1st Supp.)

#### MEAT INSPECTION ACT

1995, c. 40,  
s. 64; 1997, c. 6,  
s. 72

107. (1) The definitions “analyst”, “penalty” and “Tribunal” in subsection 2(1) of the *Meat Inspection Act* are repealed.

(2) Les définitions de « agent d’exécution », « analyste », « inspecteur » et « vétérinaire-inspecteur », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

5

5 « agent d’exécution » Personne, autre qu’un analyste, désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments*.

10 « analyste » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments*.

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments*.

15 « vétérinaire-inspecteur » Vétérinaire désigné à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments*.

1997, ch. 6,  
art. 67

« agent d’exécution »  
“officer”

« analyste »  
“analyst”

« inspecteur »  
“inspector”

« vétérinaire-inspecteur »  
“veterinary inspector”

1997, ch. 6,  
art. 68

20 100. L’article 32 de la même loi est abrogé.

20 101. L’article 35 de la même loi est abrogé.

102. L’intertitre précédant l’article 38 et les articles 38 à 47 de la même loi sont abrogés.

25 103. Les alinéas 64(1)z.2) et z.3) de la même loi sont abrogés.

104. Le passage de l’article 66 de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

30 66. Quiconque contrevient à l’avis qui lui a été signifié au titre des articles 18, 25, 27, 37 ou 48 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

105. L’article 68 de la même loi est abrogé.

35 106. Les articles 71 à 74 de la même loi sont abrogés.

Autres  
contraventions

L.R., ch. 25  
(1<sup>er</sup> suppl.)

#### LOI SUR L’INSPECTION DES VIANDES

107. (1) Les définitions de « analyste », « Commission » et « sanction », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’inspection des viandes*, sont abrogées.

1995, ch. 40,  
art. 64; 1997,  
ch. 6, art. 72

40

1997, c. 6, s. 72	<b>(2) The definition “inspector” in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) La définition de «inspecteur», au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :</b>	1997, ch. 6, art. 72
“inspector” «inspecteur»	“inspector” means a person designated as an inspector under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> ;	«inspecteur» Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> .	«inspecteur» “inspector”
1995, c. 40, ss. 66(F), 67 and 68; 1997, c. 6, s. 73	<b>108. The heading before section 12 and sections 12 to 18 of the Act are repealed.</b>	<b>108. L'intertitre précédant l'article 12 et les articles 12 à 18 de la même loi sont abrogés.</b>	1995, ch. 40, art. 66(F), 67 et 68; 1997, ch. 6, art. 73
	<b>109. Paragraph 20(o) of the Act is repealed.</b>	<b>109. L'alinéa 20o) de la même loi est 10 abrogé.</b>	
1995, c. 40, s. 69(2)	<b>110. (1) Subsection 21(3) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>110. (1) Le paragraphe 21(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1995, ch. 40, par. 69(2)
Contravention of regulations	(1) Every person who contravenes or fails to comply with the regulations is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than \$50,000.	(3) Quiconque contrevient aux règlements ou omet de s'y conformer encourt, sur déclaration 15 de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$.	Contravention aux règlements
1997, c. 6, s. 74(1)	<b>(2) Subsections 21(5) and (6) of the Act are repealed.</b>	<b>(2) Les paragraphes 21(5) et (6) de la même loi sont abrogés.</b>	1997, ch. 6, par. 74(1)
1995, c. 40, s. 70	<b>111. Sections 23 to 26 of the Act are repealed.</b>	<b>111. Les articles 23 à 26 de la même loi 20 sont abrogés.</b>	1995, ch. 40, art. 70
1990, c. 22	<b>PLANT PROTECTION ACT</b>	<b>LOI SUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX</b>	1990, ch. 22
1995, c. 40, s. 75	<b>112. (1) The definitions “peace officer” and “penalty” in section 3 of the <i>Plant Protection Act</i> are repealed.</b>	<b>112. (1) Les définitions de «agent de la paix» et «sanction», à l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i>, sont abrogées.</b>	1995, ch. 40, art. 75
1997, c. 6, s. 81	<b>(2) The definition “inspector” in section 3 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) La définition de «inspecteur», à l'ar- 25 ticle 3 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :</b>	1997, ch. 6, art. 81
“inspector” «inspecteur»	“inspector” means a person designated as an inspector under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> ;	«inspecteur» Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> .	«inspecteur» “inspector”
	<b>113. Subsection 8(3) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>113. Le paragraphe 8(3) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :</b>	
Forfeiture if non-compliance	(3) If a thing is not removed from Canada as required under this section, it <u>is</u> forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.	(3) En cas d'inexécution de l'ordre, la chose visée est confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — 35 notamment par destruction — <u>de la manière prévue par le ministre</u> .	Confiscation
1997, c. 6, s. 82	<b>114. Section 21 of the Act is repealed.</b>	<b>114. L'article 21 de la même loi est abrogé.</b>	1997, ch. 6, art. 82
	<b>115. Section 23 of the Act is repealed.</b>	<b>115. L'article 23 de la même loi est abrogé.</b>	



1995, c. 40,  
ss. 76 to 80

**116. The heading before section 25 and sections 25 to 34 of the Act are repealed.**

**117. Section 37 of the Act and the heading before it are repealed.**

**118. Subsection 44(1) of the Act is replaced by the following:**

**44. (1)** Her Majesty may recover from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to anything 10 required or authorized under this Act or the regulations, including

(a) the treatment, testing or analysis of a place or thing, or the quarantine, storage, removal, disposal or return of a thing, 15 required or authorized under this Act or the regulations; and

(b) the confiscation, forfeiture or disposal of a thing under this Act or the regulations.

**119. Paragraph 47(m) of the Act is replaced by the following:**

(m) respecting the disposition of things forfeited or confiscated under this Act;

**120. The portion of section 49 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**49.** Every person who fails to comply with a notice communicated to the person under section 6, 8, 24 or 36 or the regulations is guilty of

**121. Section 51 of the Act is repealed.**

**122. Sections 54 to 57 of the Act are repealed.**

**123. The definitions “analyst”, “inspector”, “penalty”, “Tribunal” and “violation” in section 2 of the *Seeds Act* are repealed.**

**124. Paragraphs 4(1)(i) to (j) of the Act are repealed.**

**116. L'intertitre précédant l'article 25 et les articles 25 à 34 de la même loi sont abrogés.**

**117. L'article 37 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.**

**118. Le paragraphe 44(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**44. (1)** Sa Majesté peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais liés au traitement de lieux ou de choses — ainsi qu'aux 10 tests ou analyses afférents — effectués sous le régime de la présente loi ou des règlements, et à toutes autres mesures — notamment mise en quarantaine, renvoi, disposition, entreposage, transfert, confiscation ou destruction des choses 15 — prises sous ce même régime.

**119. L'alinéa 47m) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

m) régir la destruction ou toute autre forme de disposition des choses confisquées en 20 application de la présente loi;

**120. Le passage de l'article 49 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**49.** Quiconque contrevient à l'avis qui lui a 25 été signifié au titre des articles 6, 8, 24 ou 36 ou des règlements commet une infraction et 30 encourt, sur déclaration de culpabilité :

**121. L'article 51 de la même loi est abrogé.**

**122. Les articles 54 à 57 de la même loi 30 sont abrogés.**

**123. Les définitions de «analyste», «Commission», «inspecteur», «sanction» et «violation», à l'article 2 de la *Loi sur les semences*, sont abrogées.**

**124. Les alinéas 4(1)i) à j) de la même loi sont abrogés.**

Fees, charges  
and costs for  
inspections, etc.

1995, ch. 40,  
art. 76 à 80

Créance de Sa  
Majesté

Failure to  
comply with  
notices

Contraventions  
autres

1995, c. 40, s. 85

1995, ch. 40,  
art. 85

R.S., c. S-8

## SEEDS ACT

## LOI SUR LES SEMENCES

L.R., ch. S-8

1995, c. 40,  
s. 86; 1997, c. 6,  
s. 87

1995, ch. 40,  
art. 86; 1997,  
ch. 6, art. 87

R.S., c. 49  
(1st Supp.),  
s. 4(3)

L.R., ch. 49  
(1<sup>er</sup> suppl.),  
par. 4(3)

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 21; 1995, c. 40, s. 87; 1997, c. 6, s. 88	<b>125. The heading before section 5 and sections 5 to 8 of the Act are repealed.</b>	<b>125. L'intertitre précédant l'article 5 et les articles 5 à 8 de la même loi sont abrogés.</b>	L.R., ch. 31 (1 <sup>er</sup> suppl.), art. 21; 1995, ch. 40, art. 87; 1997, ch. 6, art. 88
R.S., c. 49 (1st Supp.), s. 5	<b>126. Subsection 9(5) of the Act is repealed.</b>	<b>126. Le paragraphe 9(5) de la même loi est abrogé.</b>	L.R., ch. 49 (1 <sup>er</sup> suppl.), art. 5
1995, c. 40, s. 89; 1997, c. 6, s. 89(1)	<b>127. Sections 10 to 12 of the Act are repealed.</b>	<b>127. Les articles 10 à 12 de la même loi 5 sont abrogés.</b>	1995, ch. 40, art. 89; 1997, ch. 6, par. 89(1)

	<b>COORDINATING AMENDMENTS</b>	<b>DISPOSITIONS DE COORDINATION</b>	
Bill C-26	<b>128. (1) Subsections (2) to (14) apply if Bill C-26, introduced in the 1st Session of the 38th Parliament and entitled the <i>Canada Border Services Agency Act</i> (in this section, the “other Act”), receives royal assent.</b>  <b>(2) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of the other Act, this Act is amended by adding the following before the heading “INJUNCTIONS” that precedes section 23:</b>	<b>128. (1) Les paragraphes (2) à (14) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-26, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 38<sup>e</sup> législature et intitulé <i>Loi sur l'Agence des 10 services frontaliers du Canada</i> (appelé « autre loi » au présent article).</b>  <b>(2) À l'entrée en vigueur de la présente loi ou à celle de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, la présente loi est modifiée par 15 adjonction, avant l'intertitre « INJONCTION » 15 qui précède l'article 23, de ce qui suit :</b>	Projet de loi C-26

	<b>CANADA BORDER SERVICES AGENCY</b>	<b>AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA</b>	
Powers of inspectors	<b>22.1</b> For the purposes of the enforcement of the program legislation referred to in paragraph (b) of the definition “program legislation” in section 2 of the <i>Canada Border Services Agency Act</i> as that program legislation relates to the 20 delivery of passenger and initial import inspection services performed at airports and other Canadian border points, other than import service centres, the persons designated as inspectors by the President of the Canada 25 Border Services Agency under paragraph 9(2)(b) of that Act have all the powers of an inspector under this Act.	<b>22.1</b> Pour le contrôle d'application de la législation frontalière visée à l'alinéa b) de la définition de ce terme à l'article 2 de la <i>Loi sur 20 l'Agence des services frontaliers du Canada</i> en ce qui a trait à l'inspection en première ligne des voyageurs et des produits importés dans les aéroports et dans les autres postes frontaliers canadiens, à l'exclusion des centres de service à 25 l'importation, les personnes désignées par le président de l'Agence des services frontaliers du Canada en vertu de l'alinéa 9(2)b) de cette loi disposent des pouvoirs conférés aux inspecteurs au titre de la présente loi. 30	Exercice des pouvoirs des inspecteurs
	<b>(3) Section 33 of the other Act and the heading before it are repealed on the coming 30 into force of the other Act, if this Act comes into force before the other Act.</b>	<b>(3) L'article 33 de l'autre loi et l'intertitre le précédant sont abrogés à l'entrée en 30 vigueur de l'autre loi, si celle-ci est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.</b>	
	<b>(4) If the other Act comes into force before this Act, section 80 of this Act and the heading before it are repealed.</b>	<b>(4) Si l'autre loi entre en vigueur avant la 35 présente loi, l'article 80 de la présente loi et 35 l'intertitre le précédant sont abrogés.</b>	

(5) If this Act comes into force before the other Act, subsection 80(5) of the other Act is repealed.

(6) Section 112 of the other Act and the heading before it are repealed on the coming into force of the other Act, if this Act comes into force before the other Act.

(7) Section 113 of the other Act and the heading before it are repealed on the coming into force of the other Act, if this Act comes into force before the other Act.

(8) Section 116 of the other Act and the heading before it are repealed on the coming into force of the other Act, if this Act comes into force before the other Act.

(9) Section 117 of the other Act and the heading before it are repealed on the coming into force of the other Act, if this Act comes into force before the other Act.

(10) The heading before section 121 and sections 121 and 122 of the other Act are repealed on the coming into force of the other Act, if this Act comes into force before the other Act.

(11) Section 123 of the other Act and the heading before it are repealed on the coming into force of the other Act, if this Act comes into force before the other Act.

(12) Section 131 of the other Act and the heading before it are repealed on the coming into force of the other Act, if this Act comes into force before the other Act.

(13) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of the other Act, the *Health of Animals Act* is amended by adding the following after section 2:

#### CANADA BORDER SERVICES AGENCY

2.1 For the purposes of the enforcement of this Act as it relates to the delivery of passenger and initial import inspection services performed at airports and other Canadian border points, other than import service centres, the persons designated as inspectors by the President of the

Powers of  
inspectors

(5) Si la présente loi entre en vigueur avant l'autre loi, le paragraphe 80(5) de l'autre loi est abrogé.

(6) L'article 112 de l'autre loi et l'intertitre le précédant sont abrogés à l'entrée en vigueur de l'autre loi, si celle-ci est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

(7) L'article 113 de l'autre loi et l'intertitre le précédant sont abrogés à l'entrée en vigueur de l'autre loi, si celle-ci est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

(8) L'article 116 de l'autre loi et l'intertitre le précédant sont abrogés à l'entrée en vigueur de l'autre loi, si celle-ci est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

(9) L'article 117 de l'autre loi et l'intertitre le précédant sont abrogés à l'entrée en vigueur de l'autre loi, si celle-ci est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

(10) L'intertitre précédant l'article 121 et les articles 121 et 122 de l'autre loi sont abrogés à l'entrée en vigueur de l'autre loi, si celle-ci est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

(11) L'article 123 de l'autre loi et l'intertitre le précédant sont abrogés à l'entrée en vigueur de l'autre loi, si celle-ci est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

(12) L'article 131 de l'autre loi et l'intertitre le précédant sont abrogés à l'entrée en vigueur de l'autre loi, si celle-ci est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

(13) À l'entrée en vigueur de la présente loi ou à celle de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, la *Loi sur la santé des animaux* est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

#### AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA

2.1 Pour le contrôle d'application de la présente loi en ce qui a trait à l'inspection en première ligne des voyageurs et des produits importés dans les aéroports et dans les autres postes frontaliers canadiens, à l'exclusion des centres de service à l'importation, les personnes

Exercice des  
pouvoirs des  
inspecteurs



Canada Border Services Agency under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* have all the powers of an inspector under subsection 16(1) and section 18 of this Act.

désignées par le président de l'Agence des services frontaliers du Canada en vertu de l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada* disposent des 5 pouvoirs conférés aux inspecteurs au titre du 5 paragraphe 16(1) et de l'article 18 de la présente loi.

**(14) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of the other Act, the *Plant Protection Act* is amended by adding the following after section 3:**

**(14) À l'entrée en vigueur de la présente loi ou à celle de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, la *Loi sur la protection des 10 végétaux* est modifiée par adjonction, après 10 l'article 3, de ce qui suit :**

CANADA BORDER SERVICES AGENCY

AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA

Powers of inspectors

**3.1** For the purposes of the enforcement of this Act as it relates to the delivery of passenger and initial import inspection services performed at airports and other Canadian border points, other than import service centres, the persons 15 designated as inspectors by the President of the Canada Border Services Agency under paragraph 9(2)(b) of the *Canada Border Services Agency Act* have all the powers of an inspector under sections 6 to 8 of this Act.

**3.1** Pour le contrôle d'application de la présente loi en ce qui a trait à l'inspection en première ligne des voyageurs et des produits 15 importés dans les aéroports et dans les autres postes frontaliers canadiens, à l'exclusion des centres de service à l'importation, les personnes désignées par le président de l'Agence des services frontaliers du Canada en vertu de 20 l'alinéa 9(2)b) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada* disposent des pouvoirs conférés aux inspecteurs au titre des articles 6 à 8 de la présente loi.

Exercice des pouvoirs des inspecteurs

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

**129. This Act, except section 128, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

**129. La présente loi, à l'exception de 25 l'article 128, entre en vigueur à la date fixée par décret.**



## EXPLANATORY NOTES

## NOTES EXPLICATIVES

*Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act**Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*

*Clause 62:* New.

*Article 62:* Nouveau.

*Clause 63:* Relevant portion of subsection 15(1):

*Article 63:* Texte du paragraphe 15(1):

**15.** (1) The following amounts constitute debts due to Her Majesty in right of Canada that may be recovered as such in the Federal Court:

**15.** (1) Constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale :

- a)* le montant de la sanction, à compter de la date de notification du procès-verbal;
- b)* tout montant prévu dans une transaction conclue au titre du paragraphe 10(1), à compter de la date de sa conclusion;
- c)* le montant mentionné dans l'avis de défaut notifié au titre du paragraphe 10(4), à compter de la date de sa notification;
- d)* le montant mentionné dans la décision notifiée au titre du paragraphe 13(1), à compter de la date de sa notification;
- e)* le montant mentionné dans l'ordonnance visée au paragraphe 14(1), à compter de l'expiration du délai fixé par la Commission pour le payer;
- f)* le montant des frais raisonnables visés à l'article 22, à compter de la date où ils ont été faits.

*Clause 64:* Existing text of subsection 16(2):

*Article 64:* Texte du paragraphe 16(2):

(2) On production to the Federal Court, a certificate made under subsection (1) shall be registered in that Court and, when registered, has the same force and effect, and all proceedings may be taken on the certificate, as if it were a judgment obtained in that Court for a debt of the amount specified in the certificate and all reasonable costs and charges attendant in the registration of the certificate.

(2) L'enregistrement à la Cour fédérale confère au certificat la valeur d'un jugement de cette juridiction pour la somme visée et les frais afférents.

*Canada Agricultural Products Act**Loi sur les produits agricoles au Canada*

*Clause 65:* Existing text of the definitions:

*Article 65:* Texte des définitions :

“analyst” means an analyst designated pursuant to section 19;

«analyste» Personne désignée à ce titre en application de l'article 19.

“grader” means a grader designated pursuant to section 19;

«classificateur» Personne désignée à ce titre en application de l'article 19.

“inspector” means an inspector designated pursuant to section 19;

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application de l'article 19.

*Clause 66:* Existing text of section 19:

*Article 66:* Texte de l'article 19 :

**19.** (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate inspectors, analysts and graders under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* for the purposes of this Act.

**19.** (1) Les inspecteurs, analystes et classificateurs chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place on request.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

(3) [Repealed, 1997, c.6, s.39]

(3) [Abrogé, 1997, ch.6, art.39]

(4) No person shall obstruct or hinder, or make any false or misleading statement either orally or in writing to, an inspector, analyst or grader who is carrying out duties or functions under this Act or the regulations.

(4) Il est interdit d'entraver l'action de ces agents dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.



(5) Except as authorized by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with a thing seized or detained under this Act or the regulations.

*Clause 67:* Existing text of the heading and sections 21 to 30:

#### INSPECTION

**21.** (1) For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector may, subject to section 22, enter and inspect any place, or stop any vehicle, in which the inspector believes on reasonable grounds there is any agricultural product or other thing in respect of which this Act or the regulations apply, and the inspector may

(a) open any container that the inspector believes on reasonable grounds contains an agricultural product;

(b) inspect any agricultural product or other thing and take samples of it free of charge; and

(c) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or other document that the inspector believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations.

(2) In carrying out an inspection under this section, an inspector may

(a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the data processing system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output and take the printout or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.

(3) The owner or person in charge of a place referred to in subsection (1) and every person found in that place shall give the inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's duties and functions under this Act and shall furnish the inspector with such information with respect to the administration of this Act or the regulations as the inspector may reasonably require.

**22.** (1) An inspector may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant issued under subsection (2).

(2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

(a) the conditions for entry described in section 21 exist in relation to a dwelling-place,

(b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and

(c) entry to the dwelling-place has been refused or that there are reasonable grounds for believing that entry will be refused,

the justice may issue a warrant authorizing the inspector named in the warrant to enter the dwelling-place subject to such conditions as may be specified in the warrant.

(3) An inspector who executes a warrant issued under subsection (2) shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

(4) A peace officer shall provide such assistance as an inspector may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.

(5) Il est interdit, sans l'autorisation de l'inspecteur, de modifier l'état ou la situation des objets saisis ou retenus en application de la présente loi ou des règlements.

*Article 67:* Texte de l'intertitre et des articles 21 à 30 :

#### INSPECTION

**21.** (1) Dans le but de faire observer la présente loi et ses règlements, l'inspecteur peut procéder à la visite de tout lieu — ou, s'il s'agit d'un véhicule, à son immobilisation et à sa visite — s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des produits agricoles ou d'autres objets visés par la présente loi ou ses règlements. Il peut en outre, son avis devant, dans tous les cas, être fondé sur des motifs raisonnables :

a) ouvrir tout contenant qui, à son avis, contient des produits agricoles;

b) examiner tout produit agricole ou tout autre objet et en prélever, sans compensation, des échantillons;

c) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout document qui, à son avis, contient des renseignements utiles à l'application de la présente loi et de ses règlements.

(2) L'inspecteur peut également :

a) avoir recours à tout système informatique se trouvant dans le lieu visité pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

b) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

c) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction.

(3) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente loi et de ses règlements.

**22.** (1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (2).

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé, à procéder à la visite d'une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues à l'article 21 existent;

b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou de ses règlements;

c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

(4) Tout agent de la paix est tenu de prêter à l'inspecteur, sur demande de celui-ci, l'assistance voulue pour l'application de la présente loi et de ses règlements.

**23.** Where an inspector believes on reasonable grounds that this Act or the regulations have been contravened, the inspector may seize and detain any agricultural product or other thing

(a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds the contravention occurred; or

(b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of a contravention of this Act or the regulations.

#### SEARCH

**24.** (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place an agricultural product, record, document or other thing

(a) by means of or in relation to which this Act or the regulations have been contravened or are suspected of having been contravened, or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of a contravention of this Act or the regulations,

the justice may at any time issue a warrant authorizing an inspector to enter and search the place for the agricultural product, record, document or thing and to seize it.

(2) An inspector who executes a warrant issued under subsection (1) may exercise the powers described in section 21 and may seize, in addition to any thing mentioned in the warrant, any agricultural product or other thing

(a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds that this Act or the regulations have been contravened; or

(b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of a contravention of this Act or the regulations.

(3) A warrant issued under subsection (1) shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.

(4) An inspector may exercise any of the powers referred to in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be practical to obtain a warrant.

#### DISPOSITION OF THINGS SEIZED

**25.** (1) A thing seized and detained under this Act may be stored by an inspector, or by any person designated by an inspector, in the place where it was seized or may, at the inspector's discretion, be removed to any other place for storage and the costs of storage or removal shall be paid by the owner of the thing or by the person who was in possession of it at the time of its seizure.

(2) An inspector who seizes a perishable agricultural product under this Act may dispose of or destroy the product and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

**26.** In proceedings for a violation the Tribunal may, and in proceedings for an offence under this Act the court in which the proceedings are or may be brought may, with the consent of the Minister, order redelivery of a thing seized under this Act, or delivery of any proceeds realized from its disposition under section 25, to the person from whom the thing was seized if security is given to the Minister in an amount and form satisfactory to the Minister.

**27.** (1) A thing seized under this Act, or the proceeds realized from its disposition under section 25, shall not be detained after

(a) an inspector determines that the thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of its seizure, or such longer period as may be prescribed,

unless before that time proceedings are instituted in relation to the thing seized, in which case it may be detained until the proceedings are finally concluded.

**23.** L'inspecteur peut saisir et retenir tout produit agricole ou tout autre objet, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une contravention à la présente loi ou à ses règlements, soit tout produit agricole, ou tous autres éléments, dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils peuvent servir à prouver la contravention.

#### PERQUISITION

**24.** (1) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, soit de produits agricoles, ou de tous autres objets, qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une contravention à la présente loi ou à ses règlements, soit de produits agricoles, ou de tous autres éléments, dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'ils peuvent servir à prouver la contravention, signer à tout moment un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à perquisitionner dans le lieu pour y rechercher ces produits ou éléments et les saisir.

(2) L'inspecteur peut exercer les pouvoirs prévus à l'article 21 et, en outre, saisir tous les produits agricoles ou autres objets qui, à son appréciation fondée sur des motifs raisonnables, ont servi ou donné lieu à une contravention à la présente loi ou à ses règlements ainsi que les produits agricoles et tous autres éléments dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils peuvent servir à prouver la contravention.

(3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.

(4) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe (1) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

#### MESURES CONSÉCUTIVES À LA SAISIE

**25.** (1) L'inspecteur — ou la personne qu'il désigne — peut entreposer, aux frais du propriétaire ou du saisi, tout produit agricole ou tout autre objet saisi et retenu sur le lieu même de la saisie; il peut aussi, à son appréciation, les faire transférer, aux frais de l'un ou l'autre, dans un autre lieu.

(2) Les produits agricoles périssables peuvent être aliénés ou détruits par l'inspecteur qui a effectué la saisie; en cas de vente, le produit en est versé au receveur général.

**26.** La Commission ou le tribunal compétent, selon qu'il s'agit d'une poursuite pour violation ou pour infraction, peut, avec le consentement du ministre, ordonner la restitution au saisi de l'objet de la saisie, ou du produit de son aliénation, moyennant le dépôt auprès du ministre d'une caution dont le montant et la nature doivent agréer à celui-ci.

**27.** (1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur, de l'observation de la présente loi et de ses règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par règlement.



(2) Subject to subsection 28(2), where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of a thing seized, other than an agricultural product bearing an agricultural product legend or a grade name, the owner of the thing or the person in possession of it at the time of its seizure may apply

(a) in the case of a violation, to the Tribunal, or

(b) in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held,

for an order that the thing be returned.

(3) Where the Tribunal or court, as the case may be, is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the thing, the Tribunal or court may order it to be returned to the applicant, subject to any conditions the Tribunal or court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required.

**28.** (1) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any thing by means of or in relation to which the violation or offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

(2) Where the owner of a thing seized under this Act or the person in possession of it at the time of its seizure consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada.

**29.** (1) Where proceedings mentioned in subsection 27(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the Tribunal or court orders the forfeiture of a seized thing, it may be disposed of, at the expense of the person from whom it was seized, in accordance with the regulations, unless the Minister directs otherwise.

(2) Where the Tribunal or court does not order the forfeiture of the thing seized, it shall be returned to the person from whom it was seized or any proceeds realized from its disposition or any security given for it shall be returned to that person.

(3) Where the Tribunal decides that the person from whom a thing was seized has committed a violation, or a person from whom a thing was seized is convicted of an offence under this Act, the thing, any proceeds realized from its disposition or any security given for it may be retained until the penalty or fine, as the case may be, is paid, or the thing may be sold under execution in satisfaction of the penalty or fine or the proceeds or the security or any part thereof may be applied in payment of the penalty or fine.

#### ILLEGAL IMPORT

**30.** (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that an agricultural product is being or has been imported into Canada in contravention of this Act or the regulations, the inspector may, whether or not the product is seized, require the importer to remove it from Canada by delivering personally to the importer a notice for its removal or by sending the notice by registered mail to the importer's business address in Canada.

(2) Where an agricultural product is not removed from Canada within the period specified for its removal in a notice delivered or sent under subsection (1) or, where no period is specified, within ninety days after the notice was delivered or sent to the importer, the agricultural product shall, notwithstanding section 27, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of, at the expense of the importer, in accordance with the regulations, unless the Minister directs otherwise.

*Clause 68:* (1) to (3) Relevant portion of section 32:

(2) Le propriétaire d'un objet, autre qu'un produit agricole estampillé ou portant un nom de catégorie, qui a donné lieu à la poursuite, ou le saisi, peut, sous réserve du paragraphe 28(2), demander sa restitution, selon qu'il s'agit d'une poursuite pour violation ou pour infraction, à la Commission ou au tribunal chargé de l'affaire.

(3) La juridiction peut faire droit à la demande si elle est convaincue qu'il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention de l'objet, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer sa conservation dans un but ultérieur.

**28.** (1) La Commission, sur détermination de responsabilité pour violation, ou le tribunal, sur déclaration de culpabilité pour infraction, peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la sanction ou de la peine prononcée, la confiscation, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, de l'objet ayant servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction, ou du produit de sa vente.

(2) La confiscation peut aussi s'effectuer sur consentement du propriétaire ou du saisi.

**29.** (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 27(1), la Commission ou le tribunal ordonne la confiscation de l'objet saisi, il en est disposé, aux frais du saisi, conformément, sous réserve des instructions du ministre, au règlement.

(2) À défaut de confiscation, l'objet saisi est restitué au saisi; le produit de la vente et, le cas échéant, la caution lui sont également remis.

(3) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction, le bien saisi, le produit de la vente et la caution peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende ou de la sanction, aliénés par adjudication forcée ou bien affectés, en tout ou en partie, à son paiement.

#### IMPORTATIONS IRRÉGULIÈRES

**30.** (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un produit agricole est ou a été importé en contravention avec la présente loi ou ses règlements, l'inspecteur peut, qu'il y ait ou non saisie, en exiger le retrait par l'importateur en envoyant à celui-ci, à son adresse commerciale au Canada, un avis à remettre à personne ou sous pli recommandé.

(2) Par dérogation à l'article 27, tout produit agricole qui n'est pas retiré du Canada dans le délai fixé dans l'avis, ou, à défaut d'indication de délai, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la signification, est confisqué au profit de Sa Majesté du chef du Canada; il peut dès lors en être disposé, aux frais de l'importateur, conformément, sous réserve des instructions du ministre, au règlement.

*Article 68:* (1) à (3) Texte du passage visé de l'article 32 :



32. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and prescribing anything that is to be prescribed under this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

...

(d) providing for the inspection of establishments and the inspection, analysis, testing, grading and sampling of agricultural products;

...

(f) establishing requirements governing the seizure and detention of things under this Act, providing for the safe-keeping and disposal of things seized, detained or forfeited under this Act and regulating the inspection of places and the stopping of vehicles;

...

(o) providing for the collection of market information and statistics, the publication of studies dealing with the marketing of agricultural products and the conduct of surveys on any matter related to this Act or the regulations; and

#### *Clause 69: Existing text of subsections 33(2) and (3):*

(2) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

(3) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, shall be received in evidence and, in the absence of any evidence to the contrary, the document shall be considered as conclusive proof of that fact without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the document and without further proof.

#### *Clause 70: Existing text of subsections 36 to 38:*

36. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

37. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused and that the accused exercised all due diligence to prevent its commission.

38. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined

(a) in the place where the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;

(b) where the accused was apprehended; or

(c) where the accused happens to be or is carrying on business.

#### *Clause 71: Existing text of section 40:*

40. (1) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a certificate or report of an analyst, inspector or grader, purporting to have been signed by the analyst, inspector or grader, and stating the results of the relevant analysis, inspection or grading, is admissible in evidence without proof of the

32. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi, et notamment :

[...]

d) prévoir l'inspection tant des établissements, agréés ou non, que des produits agricoles, ainsi que l'analyse, l'essai, la classification et la prise d'échantillons de ces produits;

[...]

j) déterminer les modalités de saisie et de rétention, prévoir la garde et la destination de tout objet saisi, retenu ou confisqué au titre de la présente loi, et régir la visite de tout lieu et l'immobilisation de tout véhicule;

[...]

o) prévoir la collecte de renseignements ou statistiques sur les marchés, la publication d'études sur la commercialisation des produits agricoles et la tenue d'enquêtes ou sondages sur tout aspect touchant à la présente loi et à ses règlements;

#### *Article 69: Texte des paragraphes 33(2) et (3):*

(2) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(3) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date où ces éléments sont parvenus à sa connaissance fait foi de façon concluante, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

#### *Article 70: Texte des articles 36 à 38 :*

36. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

37. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

38. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, entendue ou jugée soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'objet de la poursuite, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

#### *Article 71: Texte de l'article 40 :*

40. (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction, le certificat ou le rapport censé signé par l'analyste, le classificateur ou l'inspecteur, où sont donnés les résultats de son examen, est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, ce document fait foi de son contenu.

signature or official character of the person appearing to have signed the certificate or report and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in the certificate or report.

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any book, record or document made by an inspector under paragraph 21(1)(c) or (2)(b) or subsection 24(2) or (4) and appearing to have been certified under the inspector's signature as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the copy and extract and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(3) No certificate, report, copy or extract referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention together with a duplicate of the certificate, report, copy or extract.

### *Canadian Food Inspection Agency Act*

#### *Clause 72: Existing text of subsections 11(1) and (2):*

**11.** (1) The Agency is responsible for the administration and enforcement of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, *Canada Agricultural Products Act*, *Feeds Act*, *Fertilizers Act*, *Fish Inspection Act*, *Health of Animals Act*, *Meat Inspection Act*, *Plant Breeders' Rights Act*, *Plant Protection Act* and *Seeds Act*.

(2) The Agency is responsible for the enforcement of the *Consumer Packaging and Labelling Act* as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*.

#### *Clause 73: Existing text of subsection 13(3):*

(3) The President may designate any person or class of persons as inspectors, analysts, graders, veterinary inspectors or other officers for the enforcement or administration of any Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, in respect of any matter referred to in the designation.

#### *Clause 74: New.*

#### *Clause 75: Existing text of section 18:*

**18.** The Agency may apply to a judge of a court of competent jurisdiction for an interim injunction enjoining any person from contravening an Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, whether or not a prosecution has been instituted in respect of that contravention.

#### *Clause 76: Existing text of subsections 19(2) and (3):*

(2) Any person who contravenes a recall order referred to in subsection (1) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000 or to a term of imprisonment not exceeding six months or to both.

(3) For greater certainty, a recall order is not a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*, but no person shall be convicted of an offence under subsection (2) unless the person was notified of the order.

#### *Clause 77: New.*

### *Competition Act*

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents visés à l'alinéa 21(1)c) ou (2)b) ou aux paragraphes 24(2) ou (4) et censée certifiée conforme par l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur et, sauf preuve contraire, a la même force probante qu'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

(3) Les documents — certificat, rapport, copie ou extrait — mentionnés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui entend les produire au procès donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis suffisant, accompagné du double des documents.

### *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*

#### *Article 72: Texte des paragraphes 11(1) et (2):*

**11.** (1) L'Agence est chargée d'assurer et de contrôler l'application des lois suivantes : la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur la protection des obtentions végétales*, la *Loi sur la protection des végétaux* et la *Loi sur les semences*.

(2) L'Agence est chargée de contrôler l'application de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation* en ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*.

#### *Article 73: Texte du paragraphe 13(3):*

(3) Le président peut, aux fins qu'il précise, désigner, individuellement ou par catégorie, les inspecteurs — vétérinaires ou non —, analystes, classificateurs ou autres agents d'exécution pour l'application ou le contrôle d'application des lois ou dispositions dont l'Agence est chargée aux termes de l'article 11.

#### *Article 74: Nouveau.*

#### *Article 75: Texte de l'article 18:*

**18.** L'Agence peut demander à un juge d'une juridiction compétente une ordonnance provisoire interdisant toute contravention à une loi ou disposition dont elle est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11 — que des poursuites aient été engagées ou non sous le régime de celle-ci.

#### *Article 76: Texte des paragraphes 19(2) et (3):*

(2) Quiconque contrevient à un ordre de rappel visé au paragraphe (1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

(3) L'ordre de rappel n'est pas un texte réglementaire au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*; toutefois, nul ne peut être déclaré coupable de l'infraction prévue au paragraphe (2) s'il n'a pas été avisé du rappel.

#### *Article 77: Nouveau.*

### *Loi sur la concurrence*



*Clause 78: Relevant portion of subsection 7(1):*

7. (1) The Governor in Council may appoint an officer to be known as the Commissioner of Competition, who shall be responsible for

...

(b) the administration of the *Consumer Packaging and Labelling Act*;

(c) the enforcement of the *Consumer Packaging and Labelling Act* except as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*; and

*Consumer Packaging and Labelling Act*

*Clause 79: (1) Text of the definition:*

“Minister” means the Minister of Industry and, for the enforcement of this Act as it relates to food, as defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*, means the Minister of Agriculture and Agri-Food;

(2) Existing text of subsection 2(2):

(2) For the purposes of this Act,

(a) one corporation is affiliated with another corporation if one of them is the subsidiary of the other or both are subsidiaries of the same corporation or each of them is controlled by the same person;

(b) if two corporations are affiliated with the same corporation at the same time, they are deemed to be affiliated with each other; and

(c) a partnership or sole proprietorship is affiliated with another partnership, sole proprietorship or a company if both are controlled by the same person.

*Customs Act*

*Clause 80: Relevant portion of subsection 107(5):*

(5) An official may provide, allow to be provided or provide access to customs information to the following persons:

*Feeds Act*

*Clause 81: Existing text of the definitions:*

“analyst” means a person designated as an analyst pursuant to section 6;

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to section 6;

“Minister” means the Minister of Agriculture and Agri-Food;

“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* for a violation;

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*;

“violation” means any contravention of this Act or the regulations that may be proceeded with in accordance with the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*.

*Clause 82: (1) and (2) Relevant portion of section 5:*

5. The Governor in Council may make regulations

...

*Article 78: Texte du passage visé du paragraphe 7(1):*

7. (1) Le commissaire de la concurrence est nommé par le gouverneur en conseil; il est chargé :

[...]

b) d'assurer l'application de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*;

c) de contrôler l'application de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*, sauf en ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*;

*Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*

*Article 79: (1) Texte de la définition :*

« ministre » Le ministre de l'Industrie et, pour le contrôle d'application de la présente loi à l'égard des aliments, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

(2) Texte du paragraphe 2(2):

(2) L'application de la présente loi, à l'exception du paragraphe 11(1), et le contrôle d'application de cette loi, à l'exception de ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, peuvent être assurés par le commissaire pour le compte du ministre de l'Industrie.

*Loi sur les douanes*

*Article 80: Texte du passage visé du paragraphe 107(5):*

(5) Le fonctionnaire peut fournir un renseignement douanier, permettre qu'il soit fourni ou y donner accès :

*Loi relative aux aliments du bétail*

*Article 81: Texte des définitions :*

« analyste » Personne désignée à ce titre en application de l'article 6.

« Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en application de l'article 6.

« ministre » Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

« sanction » Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation au titre de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

« violation » Contravention à la présente loi ou à ses règlements punissable sous le régime de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

*Article 82: (1) et (2) Texte du passage visé de l'article 5 :*

5. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

[...]



(g) respecting the taking of samples and the making of analyses for the purposes of this Act;

...

(j) respecting the detention, preservation and safeguarding of anything seized under section 9;

(k) respecting the disposition of anything forfeited under section 9;

*Clause 83: Existing text of the heading and sections 6 to 9:*

#### ENFORCEMENT

6. (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* the inspectors and analysts necessary for the administration and enforcement of this Act.

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of that Agency attesting to their designation and, on entering any place under subsection 7(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

7. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may at any reasonable time

(a) enter any place in which the inspector believes on reasonable grounds there is any feed to which this Act applies;

(b) open any package found in that place that the inspector believes on reasonable grounds contains any such feed;

(c) examine the feed and take samples thereof; and

(d) require any person to produce for inspection or for the purpose of obtaining copies thereof or extracts therefrom any books, shipping bills, bills of lading, documents containing mixing instructions, or other documents or papers with respect to the administration of this Act or the regulations.

(1.1) Where any place referred to in paragraph (1)(a) is a dwelling-house, an inspector may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant except under the authority of a warrant issued under subsection (1.2).

(1.2) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath

(a) that the conditions for entry described in paragraph (1)(a) exist in relation to a dwelling-house,

(b) that entry to the dwelling-house is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act, and

(c) that entry to the dwelling-house has been refused or that there are reasonable grounds for believing that entry thereto will be refused,

the justice of the peace may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to enter that dwelling-house subject to such conditions as may be specified in the warrant.

(1.3) In executing a warrant issued under subsection (1.2), the inspector named therein shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

(2) The owner or person in charge of any place described in subsection (1) and every person found in that place shall give an inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out his duties and functions under this Act and shall furnish the inspector with any information he may reasonably require with respect to the administration of this Act and the regulations.

g) prévoir le prélèvement d'échantillons et les analyses à effectuer pour l'application de la présente loi;

[...]

j) prévoir la rétention de tout bien saisi sous le régime de l'article 9 et sa conservation ou protection;

k) prévoir le mode de disposition des biens confisqués en application de l'article 9;

*Article 83: Texte de l'intertitre et des articles 6 à 9:*

#### CONTRÔLE D'APPLICATION

6. (1) Les inspecteurs et les analystes chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 7(1).

7. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), l'inspecteur peut, à toute heure convenable :

a) pénétrer dans tout lieu où il croit, pour des motifs raisonnables, que se trouvent des aliments visés par la présente loi;

b) ouvrir tout emballage qui s'y trouve et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient de tels aliments;

c) examiner les aliments et en prélever des échantillons;

d) exiger la communication, pour examen, ou reproduction totale ou partielle, de tout livre, bordereau d'expédition, lettre de voiture, connaissance, document renfermant des indications sur la façon de faire les mélanges ou autre document relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements.

(1.1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut y pénétrer sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (1.2).

(1.2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues à l'alinéa (1)a existent;

b) il est nécessaire d'y pénétrer pour l'application de la présente loi;

c) un refus d'y pénétrer a été opposé ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(1.3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente loi et de ses règlements.

8. (1) No person shall obstruct or hinder an inspector in the carrying out of his duties or functions under this Act.

(2) No person shall make a false or misleading statement either orally or in writing to an inspector or other officer engaged in carrying out his duties or functions under this Act.

9. (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that this Act or the regulations have been contravened, the inspector may seize any article by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds the contravention was committed.

(2) Any article seized pursuant to subsection (1) shall not be detained after

(a) the provisions of this Act and the regulations have, in the opinion of the inspector, been complied with, or

(b) the expiration of six months after the day of the seizure,

unless before that time proceedings have been instituted in respect of the contravention, in which event the article may be detained until the proceedings are finally concluded.

(3) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any article by means of or in relation to which the violation or offence was committed, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

#### *Clause 84: Existing text of subsections 10(2) to (5):*

(2) Where a corporation commits an offence under this Act or the regulations, any director or officer of the corporation who authorizes or acquiesces in the offence or fails to exercise due diligence to prevent its commission is guilty of an offence and liable to the punishment provided for in subsection (1).

(3) In a prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence.

(4) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time when the subject-matter of the proceedings becomes known to the Minister.

(5) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the subject-matter of any proceedings became known to the Minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is evidence of the matters asserted in it.

#### *Clause 85: Existing text of sections 11 and 12:*

11. (1) A certificate of an analyst stating that the analyst has examined a substance or a sample submitted to the analyst by an inspector and stating the result of the examination is admissible in evidence in any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the statement of analysis contained in the certificate.

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a document purporting to be the certificate of an analyst shall be admitted in evidence without proof of the signature of the person by whom it purports to be signed and without proof of that person's official position.

12. A complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by a provincial court judge or a justice if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of the provincial court judge or justice, although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction.

8. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

(2) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à un inspecteur ou autre fonctionnaire agissant dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

9. (1) L'inspecteur peut saisir tout article, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à une contravention à la présente loi ou à ses règlements.

(2) Les articles saisis aux termes du paragraphe (1) ne peuvent plus être retenus :

a) soit après constatation, par l'inspecteur, de l'observation de la présente loi et de ses règlements;

b) soit après l'expiration des six mois qui suivent la date de la saisie.

Toutefois, en cas de poursuite intentée en l'espèce, la rétention peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de celle-ci.

(3) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction, tout article qui a servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction en cause est, en sus de la sanction ou de la peine infligée, confisqué au profit de Sa Majesté du chef du Canada, si la Commission ou le tribunal l'ordonne.

#### *Article 84: Texte des paragraphes 10(2) à (5) :*

(2) Commet une infraction et encourt la peine prévue au paragraphe (1) l'administrateur ou le dirigeant d'une personne morale ayant commis une infraction à la présente loi ou à ses règlements s'il l'autorise, y acquiesce ou néglige de prendre les mesures nécessaires pour l'empêcher.

(3) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

(4) Les poursuites visant une infraction à la présente loi ou aux règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(5) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont venus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

#### *Article 85: Texte des articles 11 et 12 :*

11. (1) Le certificat d'un analyste, où il est déclaré que celui-ci a examiné telle substance ou tel échantillon qu'un inspecteur lui a soumis et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites pour violation ou pour infraction à la présente loi et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu.

(2) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction, un document censé être le certificat d'un analyste est admis en preuve, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire.

12. Le juge de la cour provinciale ou le juge de paix dans le ressort duquel l'accusé réside ou exerce ses activités est compétent pour connaître de toute plainte ou dénonciation en matière d'infraction à la présente loi, indépendamment du lieu de perpétration.



*Fertilizers Act**Clause 86: Existing text of the definitions:*

“analyst” means a person designated as an analyst pursuant to section 6;

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to section 6;

“Minister” means the Minister of Agriculture and Agri-Food;

“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* for a violation;

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*;

“violation” means any contravention of this Act or the regulations that may be proceeded with in accordance with the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*.

*Clause 87: (1) and (2) Relevant portion of subsection 5(1):*

5. (1) The Governor in Council may make regulations

...

(g) respecting the taking of samples and the making of analyses for the purposes of this Act;

...

(i) respecting the detention, preservation and safeguarding of anything seized under section 9;

(j) respecting the disposition of anything forfeited under section 9;

*Clause 88: Existing text of the heading and sections 6 to 9:*

## ENFORCEMENT

6. (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* the inspectors and analysts necessary for the administration and enforcement of this Act.

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of that Agency attesting to their designation and, on entering any place under subsection 7(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

7. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may at any reasonable time

(a) enter any place in which the inspector believes on reasonable grounds there is any article to which this Act applies;

(b) open any package found in that place that the inspector believes on reasonable grounds contains any such article; and

(c) examine the article and take samples thereof.

(1.1) Where any place referred to in paragraph (1)(a) is a dwelling-house, an inspector may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant except under the authority of a warrant issued under subsection (1.2).

(1.2) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath

(a) that the conditions for entry described in paragraph (1)(a) exist in relation to a dwelling-house,

*Loi sur les engrais**Article 86: Texte des définitions:*

«analyste» Personne désignée à ce titre en application de l'article 6.

«Commission» La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application de l'article 6.

«ministre» Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

«sanction» Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation au titre de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

«violation» Contravention à la présente loi ou à ses règlements punissable sous le régime de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

*Article 87: (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 5(1):*

5. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement:

[...]

g) prévoir le prélèvement d'échantillons et les analyses à effectuer pour l'application de la présente loi;

[...]

i) prévoir la rétention de tout bien saisi sous le régime de l'article 9 et sa conservation ou protection;

j) prévoir le sort des biens confisqués en application de l'article 9;

*Article 88: Texte de l'intertitre et des articles 6 à 9:*

## CONTRÔLE D'APPLICATION

6. (1) Les inspecteurs et les analystes chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 7(1).

7. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), l'inspecteur peut, à toute heure convenable:

a) pénétrer dans tout lieu où il croit, pour des motifs raisonnables, que se trouve un article visé par la présente loi;

b) ouvrir tout emballage qui s'y trouve et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient un tel article;

c) examiner l'article et en prélever des échantillons.

(1.1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois y pénétrer sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (1.2).

(1.2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants:

a) les circonstances prévues à l'alinéa (1)a existent;



(b) that entry to the dwelling-house is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act, and

(c) that entry to the dwelling-house has been refused or that there are reasonable grounds for believing that entry thereto will be refused,

the justice of the peace may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to enter that dwelling-house subject to such conditions as may be specified in the warrant.

(1.3) In executing a warrant issued under subsection (1.2), the inspector named therein shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

(2) The owner or person in charge of any place described in subsection (1) and every person found in that place shall give an inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out his duties and functions under this Act and shall furnish the inspector with any information he may reasonably require with respect to the administration of this Act and the regulations.

**8.** (1) No person shall obstruct or hinder an inspector in the carrying out of his duties or functions under this Act.

(2) No person shall make a false or misleading statement either orally or in writing to an inspector or other officer engaged in carrying out his duties or functions under this Act.

**9.** (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that this Act or the regulations have been contravened, the inspector may seize any article by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds the contravention was committed.

(2) Any article seized pursuant to subsection (1) shall not be detained after

(a) the provisions of this Act and the regulations have, in the opinion of the inspector, been complied with, or

(b) the expiration of six months after the day of the seizure,

unless before that time proceedings have been instituted in respect of the contravention, in which event the article may be detained until the proceedings are finally concluded.

(3) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any article by means of or in relation to which the violation or offence was committed, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

#### *Clause 89: Relevant portion of section 10:*

**10.** Every person who, or whose employee or agent, contravenes any provision of this Act or any regulation made under paragraph 5(i) or (j) is guilty of

#### *Clause 90: Existing text of sections 10.1 to 13:*

**10.1** (1) A prosecution for a summary conviction offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time the subject-matter of the prosecution becomes known to the Minister.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the subject-matter of any prosecution became known to the Minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is evidence of the matters asserted in it.

b) il est nécessaire d'y pénétrer pour l'application de la présente loi;

c) un refus d'y pénétrer a été opposé ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(1.3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente loi et de ses règlements.

**8.** (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

(2) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à un inspecteur ou autre fonctionnaire agissant dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

**9.** (1) L'inspecteur peut saisir tout article, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à une contravention à la présente loi ou à ses règlements.

(2) Les articles saisis aux termes du paragraphe (1) ne peuvent plus être retenus:

a) soit après constatation, par l'inspecteur, de l'observation de la présente loi et de ses règlements;

b) soit après l'expiration des six mois qui suivent la date de la saisie.

Toutefois, en cas de poursuite intentée en l'espèce, la rétention peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de celle-ci.

(3) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction, tout article qui a servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction en cause est, en sus de la sanction ou de la peine infligée, confisqué au profit de Sa Majesté du chef du Canada, si la Commission ou le tribunal l'ordonne.

#### *Article 89: Texte du passage visé de l'article 10:*

**10.** Quiconque, de son propre fait ou du fait de son agent ou de son mandataire, contrevient à la présente loi ou aux règlements pris en application des alinéas 5*i*) ou *j*) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité:

#### *Article 90: Texte des articles 10.1 à 13:*

**10.1** (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi ou aux règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont venus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

11. In a prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence.

12. In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a certificate of an analyst stating that the analyst has analyzed or examined a substance or a sample submitted to the analyst by an inspector and stating the result of the examination is evidence of the statement contained in the certificate.

13. A complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by a provincial court judge or a justice if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of the provincial court judge or justice, although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction.

### *Fish Inspection Act*

#### *Clause 91: Existing text of the definitions:*

“fish” means any fish, including shellfish and crustaceans, and marine animals, and any parts, products or by-products thereof;

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to section 17;

“marine plant” includes Irish moss, kelp and other salt water plants, and any products or by-products thereof;

#### *Clause 92: (1) to (3) Relevant portion of section 3:*

3. The Governor in Council may, for the purpose of regulating the export or import of fish and containers, make regulations

...

(i) prescribing the manner in which samples of any fish may be taken;

...

(k) establishing requirements governing the seizure and detention of fish and containers.

#### *Clause 93: Existing text of section 4:*

4. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may at any time

(a) enter any place or premises, or any steamship, vessel or boat, or any railway car, truck, carriage, car, aircraft or other vehicle used for the carriage or storage of fish and may open any container that he has reason to believe contains fish;

(b) require to be produced for inspection or for the purpose of obtaining copies thereof or extracts therefrom any books, shipping bills, bills of lading or other documents or papers; and

(c) take any samples for inspection.

(1.1) Where any place or premises referred to in paragraph (1)(a) is a dwelling-house, an inspector may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant except under the authority of a warrant issued under subsection (1.2).

(1.2) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath

(a) that the conditions for entry described in paragraph (1)(a) exist in relation to a dwelling-house,

(b) that entry to the dwelling-house is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act, and

11. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

12. Le certificat d'un analyste, où il est déclaré que celui-ci a analysé ou examiné telle substance ou tel échantillon qu'un inspecteur lui a soumis et où sont donnés ses résultats, fait foi de son contenu dans une poursuite engagée pour violation ou pour infraction.

13. Le juge de la cour provinciale ou le juge de paix dans le ressort duquel l'accusé réside ou exerce ses activités est compétent pour connaître de toute plainte ou dénonciation en matière d'infraction à la présente loi, indépendamment du lieu de perpétration.

### *Loi sur l'inspection du poisson*

#### *Article 91: Texte des définitions:*

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application de l'article 17.

«plante marine» Sont considérés comme plantes marines le carrageen, le varech et les autres plantes d'eau salée, de même que leurs produits et sous-produits.

«poisson» S'entend, outre du poisson proprement dit, des mollusques, crustacés et autres animaux marins, ainsi que de leurs produits et sous-produits.

#### *Article 92: (1) à (3) Texte du passage visé de l'article 3:*

3. Pour régir l'exportation et l'importation du poisson et de ses contenants, le gouverneur en conseil peut, par règlement:

[...]

i) fixer le mode de prélèvement des échantillons de poisson;

[...]

k) déterminer les modalités de saisie et de rétention.

#### *Article 93: Texte de l'article 4:*

4. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), l'inspecteur peut, à tout moment:

a) pénétrer en tout lieu ou dans tout moyen de transport utilisé pour le transport ou l'entreposage de poisson et ouvrir tout contenant s'il a des motifs de croire qu'il contient du poisson;

b) exiger, pour examen ou reproduction totale ou partielle, la communication des livres, bordereaux d'expédition, connaissements ou autres documents;

c) prélever des échantillons pour examen.

(1.1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois y pénétrer sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (1.2).

(1.2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants:

a) les circonstances prévues à l'alinéa (1)a existent;

b) il est nécessaire d'y pénétrer pour l'application de la présente loi;



(c) that entry to the dwelling-house has been refused or that there are reasonable grounds for believing that entry thereto will be refused,

the justice of the peace may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to enter that dwelling-house subject to such conditions as may be specified in the warrant.

(1.3) In executing a warrant issued under subsection (1.2), the inspector named therein shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

(2) No person shall obstruct, impede or refuse to admit an inspector or other person acting in execution of this Part or any regulation made thereunder and no person shall aid or assist any person in obstructing, impeding or refusing to admit such an inspector or other person.

#### *Clause 94: Existing text of sections 6 to 9:*

6. For the purposes of this Part, inspectors may administer oaths and take and receive affidavits, declarations and solemn affirmations.

7. (1) An inspector may seize all fish, containers and other things by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds that an offence against this Part or any regulation made under it has been committed.

(2) A thing seized under this Act, or the proceeds realized from its disposition, shall not be detained after

(a) an inspector determines that this Act and the regulations have been complied with in relation to the thing, or

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of its seizure, or such longer period as may be prescribed,

unless before that time proceedings are instituted in relation to the thing seized, in which case it may be detained until the proceedings are finally concluded.

(3) Where a person is convicted of an offence against this Part or any regulation made thereunder, in addition to any punishment imposed, the fish and containers by means of or in relation to which the offence was committed are, on the conviction, forfeited to Her Majesty and may be disposed of as the Minister may direct.

8. (1) An inspector or constable may arrest without a warrant any person found committing an offence against this Part and shall forthwith take any person so arrested before a justice of the peace to be examined and dealt with according to law.

(2) A person arrested pursuant to subsection (1) shall not be detained in custody for longer than twenty-four hours without an order of a justice of the peace.

9. (1) No person shall falsify or unlawfully alter, destroy, erase or obliterate any declaration, inspection certificate or other document made or issued under this Part or the regulations made thereunder or any marks placed on any containers pursuant to this Part or those regulations.

(2) [Repealed, 1997, c. 6, s. 56]

#### *Clause 95: Relevant portion of section 12:*

12. The Governor in Council may make regulations

#### *Clause 96: (1) Existing text of subsection 14(1):*

14. (1) Every inspection certificate is evidence of the facts stated therein and is admissible in evidence without proof of any signature or the official character of any person appearing to have signed it.

(2) Existing text of subsection 14(3):

c) un refus d'y pénétrer a été opposé ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(1.3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

(2) Lorsque l'inspecteur ou une autre personne agit dans le cadre de la présente partie ou de ses règlements, il est interdit soit d'entraver son action ou de lui refuser l'accès, soit de concourir à de telles fins.

#### *Article 94: Texte des articles 6 à 9:*

6. Pour l'application de la présente partie, l'inspecteur peut faire prêter serment et recevoir les affidavits, déclarations et affirmations solennelles.

7. (1) L'inspecteur peut saisir le poisson, les contenants ou d'autres choses, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une infraction à la présente partie ou à ses règlements.

(2) Sauf en cas de poursuite, où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur, de l'observation de la présente loi et de ses règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par règlement.

(3) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur d'une infraction à la présente partie ou à ses règlements, le poisson et les contenants qui ont servi ou donné lieu à la perpétration de l'infraction sont, en sus de toute autre peine infligée, confisqués au profit de Sa Majesté, et il peut en être disposé suivant les instructions du ministre.

8. (1) En cas de flagrant délit, l'inspecteur ou l'agent de police peut arrêter sans mandat l'auteur de toute infraction à la présente partie; il doit sans délai le faire comparaître devant un juge de paix pour qu'il soit interrogé et traité selon la loi.

(2) La détention en garde à vue du contrevenant ne peut excéder vingt-quatre heures sans une ordonnance du juge de paix.

9. (1) Il est interdit de falsifier, modifier illégalement, détruire, effacer ou oblitérer tout certificat d'inspection, déclaration ou autre document établi ou délivré aux termes de la présente partie ou de ses règlements, ou une marque apposée sur des contenants sous leur régime.

(2) [Abrogé, 1997, ch. 6, art. 56]

#### *Article 95: Texte du passage visé de l'article 12:*

12. Le gouverneur en conseil peut, par règlement:

#### *Article 96: (1) Texte du paragraphe 14(1):*

14. (1) Le certificat d'inspection fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

(2) Texte du paragraphe 14(3):



(3) No person shall alter or falsify any inspection certificate.

*Clause 97: Existing text of section 17:*

**17.** (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* the inspectors necessary for the administration and enforcement of this Act.

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under subsection 4(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place.

*Clause 98: Existing text of sections 17.2 and 18:*

**17.2** (1) A prosecution for a summary conviction offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time the subject-matter of the prosecution becomes known to the Minister.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the subject-matter of any prosecution became known to the Minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is evidence of the matters asserted in it.

**18.** Every offence against this Act or the regulations shall, for the purposes of any prosecution, be deemed to have been committed, and every cause of complaint under this Act or the regulations shall be deemed to have arisen, in the place where the offence was actually committed, the place where it was first discovered by an inspector or the place where the defendant resides or is found.

*Health of Animals Act*

*Clause 99: (1) and (2) Existing text of the definitions:*

“analyst” means a person designated as an analyst pursuant to section 32;

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to section 17;

“officer” means a person designated as an officer pursuant to section 32, but does not include an analyst;

“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* for a violation;

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*;

“veterinary inspector” means a veterinarian designated as an inspector pursuant to section 32.

*Clause 100: Existing text of section 32:*

**32.** (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* analysts, inspectors, veterinary inspectors and officers for the purposes of this Act.

(2) Inspectors, officers and veterinary inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector, officer or veterinary inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the designation.

*Clause 101: Existing text of section 35:*

(3) Il est interdit de falsifier ou de modifier de quelque autre façon le certificat d'inspection.

*Article 97: Texte de l'article 17:*

**17.** (1) Les inspecteurs chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du lieu qui fait l'objet de sa visite.

*Article 98: Texte des articles 17.2 et 18:*

**17.2** (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi ou aux règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont venus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait preuve de son contenu.

**18.** Pour toute poursuite, chaque infraction à la présente loi ou à ses règlements est réputée avoir été commise, et chaque fait à l'origine d'une plainte déposée en vertu de la présente loi ou d'un règlement est réputé avoir pris naissance, au lieu où l'infraction a effectivement été commise ou au lieu où elle a été en premier lieu découverte par l'inspecteur, ou au lieu où le défendeur réside ou se trouve.

*Loi sur la santé des animaux*

*Article 99: (1) et (2) Texte des définitions:*

«agent d'exécution» Personne désignée à ce titre en application de l'article 32, à l'exception des analystes.

«analyste» Personne désignée à ce titre en application de l'article 32.

«Commission» La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application de l'article 32.

«sanction» Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation au titre de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

«vétérinaire-inspecteur» Personne désignée à ce titre en application de l'article 32.

*Article 100: Texte de l'article 32:*

**32.** (1) Les inspecteurs — vétérinaires ou non —, analystes ou agents d'exécution chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

(2) Chaque inspecteur — vétérinaire ou non — et agent d'exécution reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

*Article 101: Texte de l'article 35:*

35. (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement either orally or in writing to an analyst, inspector or officer who is performing duties or functions under this Act or the regulations.

(2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector or officer under section 38 and every person found in the place shall

(a) give the inspector or officer all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector or officer to perform duties and functions under this Act or the regulations; and

(b) furnish the inspector or officer with such information relevant to the administration of this Act or the regulations as the inspector or officer may reasonably require.

(3) A peace officer shall provide such assistance as an inspector or officer may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.

*Clause 102:* Existing text of the heading and sections 38 to 47:

#### INSPECTION

38. (1) For the purpose of detecting diseases or toxic substances or ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector or officer may

(a) subject to section 39, at any reasonable time, enter and inspect any place, or stop any conveyance, in which the inspector or officer believes on reasonable grounds there is any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(b) open any receptacle, baggage, package, cage or other thing that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(c) require any person to present any animal or thing for inspection in such manner and under such conditions as the inspector considers necessary to carry out the inspection;

(d) examine any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply and take samples of it;

(e) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or document that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations; and

(f) conduct any tests or analyses or take any measurements.

(2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector or officer may

(a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.

39. (1) An inspector or officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

(2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

(a) the conditions for entry described in section 38 exist in relation to a dwelling-place,

35. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur, de l'analyste ou de l'agent d'exécution dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi ou les règlements ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 38, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements qui concernent l'application de la présente loi ou des règlements et dont il peut valablement exiger la communication.

(3) L'agent de la paix prête à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution, sur demande, l'assistance nécessaire à l'application de la présente loi ou des règlements.

*Article 102:* Texte de l'intertitre et des articles 38 à 47:

#### INSPECTION

38. (1) Afin de vérifier l'existence de maladie ou de produit toxique ou d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut :

a) sous réserve de l'article 39, procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu — et à cette fin, à l'immobilisation d'un véhicule — où se trouvent, à son avis, des animaux ou des choses visés par cette loi ou ces règlements;

b) ouvrir tout contenant — bagages, récipient, emballage, cage ou autre — qui, à son avis, contient de telles choses;

c) exiger la présentation, pour examen, de tout animal ou de toute chose selon les modalités et aux conditions qu'il précise;

d) examiner tout animal ou toute chose visés par la présente loi ou les règlements et procéder sur ceux-ci à des prélèvements;

e) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout registre ou autre document renfermant, à son avis, des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements;

f) faire des tests et des analyses et prendre des mesures.

L'avis de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution doit être fondé sur des motifs raisonnables.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de sa visite :

a) faire usage de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.

39. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut délivrer un mandat signé de sa main autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou l'agent d'exécution qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :



(b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector or officer named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.

(3) The inspector or officer who executes a warrant shall not use force unless the inspector or officer is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.

40. Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that a violation, or an offence under this Act, has been committed, the inspector or officer may seize and detain any animal or thing

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds the violation or offence was committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or of an offence under this Act.

#### SEARCH

41. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any animal or thing

(a) by means of or in relation to which a violation, or an offence under this Act, has been committed or is suspected of having been committed, or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing an inspector or officer to enter and search the place for the animal or thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

(2) The inspector or officer who executes a warrant may exercise the powers described in section 38 and may seize and detain, in addition to any animal or thing mentioned in the warrant, any animal or thing

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds a violation, or an offence under this Act, has been committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.

(3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.

(4) An inspector or officer may exercise any of the powers mentioned in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

#### DISPOSITION OF ANIMALS AND THINGS SEIZED

42. An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.

43. (1) An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act, or any person designated by the inspector or officer, may

(a) store it at the place where it was seized or remove it to any other place for storage; or

(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of the seizure to remove it to any other place and to store it.

a) les circonstances prévues à l'article 38 existent;

b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;

c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

40. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut saisir et retenir tout animal ou toute chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'ils serviront à la prouver.

#### PERQUISITIONS

41. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, d'animaux ou de choses qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'ils serviront à la prouver, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer un mandat signé de sa main autorisant l'inspecteur ou l'agent d'exécution à y perquisitionner et, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à les saisir et les retenir.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 38 et saisir et retenir tout animal ou toute chose non mentionné dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'il servira à la prouver.

(3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.

(4) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

#### MESURES CONSÉCUTIVES À LA SAISIE

42. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur ou l'agent d'exécution porte à la connaissance du propriétaire des biens — animaux ou choses — visés ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, les motifs de la saisie.

43. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution — ou la personne qu'il désigne — peut soit entreposer les biens saisis sur le lieu même de la saisie, soit les transférer dans un autre lieu ou ordonner à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.



(2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending a notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be removed and stored.

(3) An inspector or officer who seizes and detains an animal or a perishable thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

44. Except as authorized in writing by an inspector or officer, no person shall remove, alter or interfere in any way with an animal or thing seized and detained under this Act.

45. (1) An animal or thing seized and detained under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after

(a) a determination by an inspector or officer that the animal or thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure, or such longer period as may be prescribed,

unless before that time proceedings are instituted in relation to the animal or thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

(2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the animal or thing and it has not been disposed of or forfeited under this Act, the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply

(a) in the case of a violation, to the Tribunal, or

(b) in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held,

for an order that it be returned.

(3) The Tribunal or court, as the case may be, may order that the animal or thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the Tribunal or court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the Tribunal or court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the animal or thing and that it is not, or is not suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance.

46. (1) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any animal or thing by means of or in relation to which the violation or offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

(2) Where the owner of an animal or thing seized and detained under this Act consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and shall be disposed of as the Minister may direct.

47. (1) Where proceedings mentioned in subsection 45(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the Tribunal, in the case of a violation, or the court, in the case of an offence, orders the forfeiture of an animal or thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct.

(2) Where the Tribunal or court, as the case may be, does not order the forfeiture of an animal or thing, it or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution qui les a saisis peut prendre toute mesure de disposition — notamment de destruction — à l'égard des biens retenus qui sont périssables; le produit de l'aliénation est versé au receveur général.

44. Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des biens saisis et retenus.

45. (1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention des biens saisis — ou du produit de leur aliénation — prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, de leur conformité avec la présente loi et les règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai plus long fixé par règlement.

(2) La restitution des biens saisis peut être demandée, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, à la Commission ou au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou par la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, s'ils n'ont pas été détruits ou confisqués ou s'il n'en a pas encore été disposé.

(3) La juridiction peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des biens dans un but ultérieur, si elle est convaincue que, d'une part, il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des biens et, d'autre part, ceux-ci ne sont pas contaminés par une maladie ou une substance toxique ni soupçonnés de l'être.

46. (1) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction, la Commission ou le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la sanction ou de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des biens ayant servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction, ou du produit de leur aliénation.

(2) La confiscation des biens saisis et retenus peut aussi s'effectuer sur consentement de leur propriétaire. Il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

47. (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 45(1), la Commission ou le tribunal, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, ordonne la confiscation des biens saisis et retenus, il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

(2) À défaut d'ordonnance de confiscation, les biens sont restitués à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins ou le produit de leur aliénation lui est remis.

(3) Where the Tribunal decides that the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure has committed a violation, or the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act, and a penalty or fine, as the case may be, is imposed,

- (a) the animal or thing may be detained until the penalty or fine is paid;
- (b) the animal or thing may be sold under execution in satisfaction of the penalty or fine; or
- (c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or section 43 may be applied in payment of the penalty or fine.

*Clause 103: Relevant portion of subsection 64(1):*

64. (1) The Governor in Council may make regulations for the purpose of protecting human and animal health through the control or elimination of diseases and toxic substances and generally for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations

...

(z.2) governing the collection of information and statistics, the publication of studies and the conduct of surveys on any matter related to this Act or the regulations;

(z.3) requiring records to be kept respecting activities in respect of which this Act or the regulations apply;

*Clause 104: Relevant portion of section 66:*

66. Every person who fails to comply with a notice delivered to the person under section 18, 25, 27, 37, 43 or 48 or the regulations is guilty of

*Clause 105: Existing text of section 68:*

68. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it.

*Clause 106: Existing text of sections 71 to 74:*

71. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

72. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that

- (a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and
- (b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

(3) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction de leur propriétaire ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins :

- a) la rétention des biens peut être prolongée jusqu'au paiement du montant de la sanction ou de l'amende infligée;
- b) les biens peuvent être aliénés par adjudication forcée;
- c) le produit de l'aliénation prévue à l'alinéa b) ou à l'article 43 peut être affecté au paiement de la sanction ou de l'amende.

*Article 103: Texte du passage visé du paragraphe 64(1):*

64. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre des mesures visant à protéger la santé des personnes et des animaux par la lutte contre les maladies et les substances toxiques ou leur élimination, ainsi que toute autre mesure d'application de la présente loi et, notamment :

[...]

z.2) régir la collecte de données — statistiques et autres —, la publication d'études et la réalisation d'enquêtes ou de sondages concernant toute question liée à la présente loi ou aux règlements;

z.3) exiger la tenue de registres relatifs aux activités régies par la présente loi ou les règlements;

*Article 104: Texte du passage visé de l'article 66 :*

66. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 18, 25, 27, 37, 43 ou 48 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

*Article 105: Texte de l'article 68 :*

68. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

*Article 106: Texte des articles 71 à 74 :*

71. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourtent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

72. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.



**73.** A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where

- (a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;
- (b) the accused was apprehended; or
- (c) the accused happens to be, or is carrying on business.

#### EVIDENCE

**74.** (1) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an analyst, inspector or officer, purporting to have been signed by the Minister or the analyst, inspector or officer, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record or other document that is made by the Minister or an analyst, inspector or officer under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the analyst, inspector or officer as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(3) Any document referred to in subsection (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.

(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

#### *Meat Inspection Act*

**Clause 107:** (1) and (2) Existing text of the definitions:

“analyst” means a person designated as an analyst pursuant to subsection 12(1);

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to section 17;

“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* for a violation;

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*;

**Clause 108:** Existing text of the heading and sections 12 to 18:

#### ENFORCEMENT

**12.** (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* the inspectors and analysts for the purposes of this Act.

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place or vehicle referred to in subsection 13(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge of that place or vehicle.

**73.** La poursuite d’une infraction à la présente loi peut être intentée, et l’affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l’élément constitutif, soit encore au lieu où l’accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

#### PREUVE

**74.** (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout autre document censé signé par le ministre, l’inspecteur, l’analyste ou l’agent d’exécution est admissible en preuve sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis en vertu de la présente loi ou des règlements et censée certifiée conforme par le ministre, l’inspecteur, l’analyste ou l’agent d’exécution est admissible en preuve sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d’un original dont l’authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu’ils portent.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l’intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

#### *Loi sur l’inspection des viandes*

**Article 107:** (1) et (2) Texte des définitions :

«analyste» Personne désignée à ce titre en application du paragraphe 12(1).

«Commission» La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application du paragraphe 12(1).

«sanction» Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation au titre de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire*.

**Article 108:** Texte de l’intertitre et des articles 12 à 18 :

#### CONTRÔLE D’APPLICATION

**12.** (1) Les inspecteurs et les analystes chargés de l’application de la présente loi sont désignés par le président de l’Agence canadienne d’inspection des aliments conformément à l’article 13 de la *Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments*.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l’Agence canadienne d’inspection des aliments et attestant sa qualité, qu’il présente, sur demande, au responsable du lieu ou du véhicule qui font l’objet de sa visite.



13. (1) For the purposes of this Act and the regulations, an inspector may, subject to subsections (3) to (5), at any time enter any place or stop and enter any vehicle in which the inspector believes on reasonable grounds there is any meat product or other thing to which this Act applies and may

- (a) open any package that the inspector believes on reasonable grounds does not comply with this Act or the regulations;
- (b) inspect and take samples of any meat product or other thing that the inspector believes on reasonable grounds does not comply with this Act or the regulations; and
- (c) require any person to produce for inspection, or for the purpose of obtaining copies or extracts, any book, shipping bill, bill of lading or other document or record that the inspector believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration or enforcement of this Act or the regulations.

(2) The owner or person in charge of a place or vehicle referred to in subsection (1) and every person found in that place or vehicle shall give the inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out his duties and functions under this Act and shall furnish the inspector with any information the inspector may reasonably require with respect to the administration or enforcement of this Act and the regulations.

(3) Where any place referred to in subsection (1) is a dwelling-house, an inspector may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant except under the authority of a warrant issued under subsection (4).

(4) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath

- (a) that the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to a dwelling-house,
- (b) that entry to the dwelling-house is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act, and
- (c) that entry to the dwelling-house has been refused or that there are reasonable grounds for believing that entry thereto will be refused,

the justice of the peace may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to enter that dwelling-house subject to such conditions as may be specified in the warrant.

(5) In executing a warrant issued under subsection (4), the inspector named therein shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

14. (1) No person shall obstruct or hinder, or make any false or misleading statement either orally or in writing to, an inspector while the inspector is engaged in carrying out his duties or functions under this Act or the regulations.

(2) Except with the authority of an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with anything seized or detained under this Act by an inspector.

15. (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that this Act or the regulations have been contravened, the inspector may seize and detain any meat product or other thing by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds the contravention was committed.

(2) Any meat product or other thing seized and detained pursuant to subsection (1) may be stored by an inspector or any person designated by the inspector in the place where it was seized or may, at the inspector's discretion, be removed to any other place for storage.

16. (1) Any meat product or other thing seized and detained pursuant to section 15 shall not be detained after

- (a) the provisions of this Act and the regulations have, in the opinion of the inspector, been complied with, or

13. (1) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, l'inspecteur peut, sous réserve des paragraphes (3) à (5), à tout moment procéder à la visite de tout lieu ou véhicule — et, à cette fin, à l'immobilisation de celui-ci — s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des produits de viande ou d'autres objets visés par la présente loi. Il peut en outre, avec des motifs raisonnables d'agir ainsi :

- a) ouvrir tout emballage qui, à son avis, n'est pas conforme à la présente loi ou à ses règlements;
- b) examiner tout produit de viande ou tout autre objet qui, à son avis, ne sont pas conformes à la présente loi ou à ses règlements, et en prélever des échantillons;
- c) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout livre, bordereau d'expédition, connaissance ou autre document ou dossier qui, à son avis, contiennent des renseignements utiles à l'application de la présente loi et de ses règlements.

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu ou véhicule visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente loi et de ses règlements.

(3) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (4).

(4) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à la visite d'une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

- a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi;
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(5) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

14. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

(2) Il est interdit, sans autorisation de l'inspecteur, de déplacer les objets saisis ou retenus par celui-ci en application de la présente loi, ou d'en modifier l'état de quelque manière que ce soit.

15. (1) L'inspecteur peut saisir et retenir tout produit de viande ou tout autre objet, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une contravention à la présente loi ou à ses règlements.

(2) Les produits de viande ou autres objets saisis et retenus peuvent être entreposés sur les lieux par l'inspecteur, ou par la personne qu'il désigne; ils peuvent également, à l'appréciation de l'inspecteur, être transférés dans un autre lieu pour entreposage.

16. (1) La rétention prend fin :

- a) soit après constatation, par l'inspecteur, de l'observation de la présente loi et de ses règlements;
- b) soit à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur réglementaire.

(b) the expiration of ninety days from the day of seizure or such longer period as may be prescribed with respect to the meat product or other thing,

unless before that time proceedings have been instituted in respect of a violation, or in respect of an offence under this Act, in relation to the meat product or other thing seized, in which case it may be detained until the proceedings are finally concluded.

(2) Where proceedings referred to in subsection (1) have been instituted, the owner, or person in possession at the time of seizure, of anything that is the subject-matter of the proceedings, other than a meat product or anything bearing the meat inspection legend, may, subject to subsection 17(3), apply

(a) in the case of a violation, to the Tribunal, or

(b) in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held,

for an order that it be returned.

(3) Where, on an application pursuant to subsection (2), the Tribunal or court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the thing that is the subject-matter of the proceedings, the Tribunal or court may order it to be returned to the applicant, subject to any condition the Tribunal or court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required.

17. (1) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court or judge, as the case may be, may, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any meat product or other thing by means of or in relation to which the violation or offence was committed be forfeited to Her Majesty in right of Canada, and on the making of the order the meat product or other thing may be disposed of as the Minister may direct.

(2) Where no party raises the question of forfeiture under subsection (1), the Tribunal or court shall consider the question on its own motion.

(3) Where the owner of a meat product or other thing seized under this Act or the person in possession of it at the time of seizure consents to its disposal, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of, as the Minister may direct, at the expense of the person consenting to the disposal.

18. (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that any meat product is being or has been imported into Canada in contravention of this Act or the regulations, the inspector may, whether or not the inspector seizes the meat product pursuant to section 15, require the importer to remove it from Canada by giving the importer a notice for its removal delivered to the importer personally or sent by registered mail to the importer's business address in Canada.

(2) Where any meat product is not removed from Canada within a period of ninety days after a notice for its removal was delivered or sent to the importer under subsection (1), or within such longer period after the delivery or sending of the notice as may be authorized by the Minister, it shall, notwithstanding section 16, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of, as the Minister may direct, at the expense of the importer.

#### *Clause 109: Relevant portion of section 20:*

20. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

...

(o) prescribing the manner of seizing and detaining anything under this Act and providing for the safe-keeping and disposal of anything seized, detained or forfeited under this Act;

#### *Clause 110: (1) Existing text of subsection 21(3):*

Toutefois, en cas de poursuite intentée en l'espèce, elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de celle-ci.

(2) Le propriétaire ou le dernier possesseur de l'objet saisi, autre qu'un produit de viande ou un objet portant l'estampille, donnant lieu aux poursuites visées au paragraphe (1) peut, sous réserve du paragraphe 17(3), demander sa restitution, selon qu'il s'agit d'une poursuite pour violation ou pour infraction, à la Commission ou au tribunal chargé de l'affaire.

(3) La juridiction peut faire droit à la demande, si elle est convaincue qu'il existe ou qu'il peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention de l'objet donnant lieu aux poursuites, sous réserve des conditions qu'elle peut imposer pour assurer leur conservation dans un but ultérieur.

17. (1) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction, le produit de viande ou l'objet qui a servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction en cause est, en sus de la sanction ou de la peine infligée, confisqué au profit de Sa Majesté du chef du Canada, si la Commission, le tribunal ou le juge l'ordonne. Il peut dès lors en être disposé conformément aux instructions du ministre.

(2) Lorsque aucune partie ne soulève la question de la confiscation prévue au paragraphe (1), la juridiction le fait de son propre chef.

(3) Le propriétaire ou le dernier possesseur du produit de viande ou de l'objet saisis en application de la présente loi peut consentir à leur confiscation. Le cas échéant, la confiscation s'opère immédiatement au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut être disposé du produit ou de l'objet aux frais de l'intéressé, conformément aux instructions du ministre.

18. (1) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'un produit de viande est ou a été importé en contravention avec la présente loi ou ses règlements peut exiger, qu'il y ait eu ou non saisie du produit de viande en vertu de l'article 15, que l'importateur le retire du Canada en lui donnant un avis à cet effet, signifié à personne ou sous pli recommandé, à son adresse commerciale au Canada.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'article 16, tout produit de viande qui n'est pas retiré du Canada dans les quatre-vingt-dix jours suivant la remise ou l'envoi à l'importateur de l'avis prévu au paragraphe (1), ou dans le délai supérieur que peut accorder le ministre, est confisqué au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé aux frais de l'importateur conformément aux instructions du ministre.

#### *Article 109: Texte du passage visé de l'article 20:*

20. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application de la présente loi, notamment en vue :

[...]

o) de déterminer la manière de saisir et de retenir tout objet conformément à la présente loi et de prévoir la garde et la destination de tout objet saisi, retenu ou confisqué conformément à la présente loi;

#### *Article 110: (1) Texte du paragraphe 21(3):*



(3) Every person who contravenes or fails to comply with subsection 13(2) or the regulations is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$50,000 thousand dollars.

(2) Existing text of subsections 21(5) and (6):

(5) A prosecution for a summary conviction offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time when the subject-matter of the prosecution becomes known to the Minister.

(6) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the subject-matter of any prosecution became known to the Minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is evidence of the matters asserted in it.

*Clause 111: Existing text of sections 23 to 26:*

23. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused and that the accused exercised all due diligence to prevent its commission.

24. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

25. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, carried on, heard and determined in the place where the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose, where the accused was apprehended or where the accused happens to be or is carrying on business.

26. (1) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a certificate of an analyst or a report of an inspector purporting to have been signed by the analyst or inspector and stating the results of the analysis or inspection is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate or report and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in the certificate or report.

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any book, record or document made by an inspector pursuant to paragraph 13(1)(c) and appearing to have been certified under the inspector's signature as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the copy or extract and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(3) No certificate, report, copy or extract referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention together with a duplicate of the certificate, report, copy or extract.

*Plant Protection Act*

*Clause 112: (1) and (2) Text of the definitions:*

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to section 21;

“peace officer” means a peace officer as defined in section 2 of the *Criminal Code*;

(3) Quiconque contrevient au paragraphe 13(2) ou aux règlements, ou omet de s’y conformer, encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$.

(2) Texte des paragraphes 21(5) et (6) :

(5) Les poursuites visant une infraction à la présente loi ou aux règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l’infraction.

(6) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont venus à sa connaissance est admis en preuve sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

*Article 111 : Texte des articles 23 à 26 :*

23. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l’infraction, d’établir qu’elle a été commise par un agent ou un mandataire de l’accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L’accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu’il avait pris les mesures nécessaires pour l’empêcher.

24. En cas de perpétration par une personne morale d’une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l’ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l’infraction et encourtent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

25. La poursuite d’une infraction à la présente loi peut être intentée, entendue ou jugée au lieu de la perpétration de l’infraction, au lieu où a pris naissance l’objet de la poursuite, au lieu où l’accusé est appréhendé ou en tout lieu où il se trouve ou exerce ses activités.

26. (1) Le certificat ou le rapport censé signé par l’analyste ou l’inspecteur, selon le cas, et où il donne les résultats de son examen, est admissible en preuve dans les poursuites pour violation ou pour infraction sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, le certificat ou le rapport fait foi de son contenu.

(2) Les copies ou extraits de dossiers ou documents établis par l’inspecteur conformément à l’alinéa 13(1)c) et présentés comme certifiés conformes par lui sont admissibles en preuve dans les poursuites pour violation ou pour infraction sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire et, sauf preuve contraire, ont la même force probante qu’un original dont l’authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

(3) Les documents — certificat, rapport, copie ou extrait — prévus au présent article ne sont recevables en preuve que si la partie qui entend les produire au procès donne de son intention à la partie qu’elle vise un préavis suffisant, accompagné du double des documents.

*Loi sur la protection des végétaux*

*Article 112 : (1) et (2) Texte des définitions :*

«agent de la paix» S’entend au sens du *Code criminel*.

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application de l’article 21.



“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* for a violation;

*Clause 113: Existing text of subsection 8(3):*

(3) Where a thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, notwithstanding section 32, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

*Clause 114: Existing text of section 21:*

**21.** (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate inspectors under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* for the purposes of this Act.

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.

*Clause 115: Existing text of section 23:*

**23.** (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement either orally or in writing to an inspector who is performing duties or functions under this Act or the regulations.

(2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector under section 25 and every person found in the place shall

(a) give the inspector all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector to perform duties and functions under this Act or the regulations; and

(b) furnish the inspector with such information relevant to the administration of this Act or the regulations as the inspector may reasonably require.

(3) A peace officer shall provide such assistance as an inspector may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.

*Clause 116: Existing text of the heading and sections 25 to 34:*

INSPECTION

**25.** (1) For the purpose of detecting pests or ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector may

(a) subject to section 26, at any reasonable time, enter and inspect any place, or stop any conveyance, in which the inspector believes on reasonable grounds there is any thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(b) open any receptacle, baggage, package, cage or other thing that the inspector believes on reasonable grounds contains any thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(c) examine any thing in respect of which this Act or the regulations apply and take samples of it;

(d) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or other document that the inspector believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations; and

(e) conduct any tests or analyses or take any measurements.

«sanction» Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation au titre de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

*Article 113: Texte du paragraphe 8(3):*

(3) En cas d'inexécution de l'ordre, la chose visée est, malgré l'article 32, confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

*Article 114: Texte de l'article 21:*

**21.** (1) Les inspecteurs chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

*Article 115: Texte de l'article 23:*

**23.** (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou des règlements ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 25, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements et dont il peut valablement exiger la communication.

(3) L'agent de la paix prête à l'inspecteur, sur demande de celui-ci, l'assistance nécessaire à l'application de la présente loi ou des règlements.

*Article 116: Texte de l'intertitre et des articles 25 à 34:*

INSPECTION

**25.** (1) Afin de vérifier l'existence de parasites ou d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, l'inspecteur peut :

a) sous réserve de l'article 26, procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu — et à cette fin, à l'immobilisation d'un véhicule — où se trouvent, à son avis, des choses visées par la présente loi ou les règlements;

b) ouvrir tout contenant — bagages, récipient, cage, emballage ou autre — qui, à son avis, contient de telles choses;

c) examiner celles-ci et procéder sur elles à des prélèvements;

d) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout document renfermant, à son avis, des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements;

e) faire des tests et des analyses et prendre des mesures.

L'avis de l'inspecteur doit être fondé sur des motifs raisonnables.

(2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector may

(a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.

26. (1) An inspector may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

(2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

(a) the conditions for entry described in section 25 exist in relation to a dwelling-place,

(b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and

(c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.

(3) The inspector who executes a warrant shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.

27. Where an inspector believes on reasonable grounds that a violation, or an offence under this Act, has been committed, the inspector may seize and detain any thing

(a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds the violation or offence was committed; or

(b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.

#### SEARCH

28. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any thing

(a) by means of or in relation to which a violation, or an offence under this Act, has been committed or is suspected of having been committed, or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of a violation or an offence under this Act,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector named in the warrant to enter and search the place for the thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

(2) The inspector who executes a warrant may exercise the powers described in section 25 and may seize and detain, in addition to any thing mentioned in the warrant, any other thing

(a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds a violation, or an offence under this Act, has been committed; or

(b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.

(3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.

(2) L'inspecteur peut, lors de sa visite :

a) faire usage de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.

26. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ne peut procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues à l'article 25 existent;

b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;

c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

27. L'inspecteur peut saisir et retenir toute chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'elle servira à la prouver.

#### PERQUISITIONS

28. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, de choses qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elles serviront à la prouver, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, signer un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à perquisitionner le lieu et, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à saisir et retenir les choses en question.

(2) L'inspecteur peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 25 et saisir et retenir toute chose non mentionnée dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'elle servira à la prouver.

(3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.



(4) An inspector may exercise any of the powers referred to in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

#### DISPOSITION OF SEIZED THINGS

**29.** An inspector who seizes and detains a thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.

**30.** (1) An inspector who seizes and detains a thing under this Act, or any person designated by the inspector, may

(a) store, treat, quarantine or dispose of the thing at the place where it was seized or move it to any other place for storage, treatment, quarantine or disposition; or

(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure to store, treat, quarantine or dispose of it or move it to any other place and store, treat, quarantine or dispose of it.

(2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which or the manner in which the thing is to be moved, stored, treated, quarantined or disposed of.

(3) An inspector who seizes and detains a thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

**31.** Except as authorized in writing by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with a thing that is seized and detained under this Act.

**32.** (1) A thing that is seized and detained under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after

(a) a determination by an inspector that the thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure, or such longer period as may be prescribed,

unless before that time proceedings are instituted in relation to the thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

(2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the thing and it has not been disposed of, confiscated or forfeited under this Act or the regulations, the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply

(a) in the case of a violation, to the Tribunal, or

(b) in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held,

for an order that it be returned.

(3) The Tribunal or court, as the case may be, may order that the thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the Tribunal or court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the Tribunal or court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the thing and that it is not a pest, is not infested with a pest and does not constitute a biological obstacle to the control of a pest.

(4) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

#### MESURES CONSÉCUTIVES À LA SAISIE

**29.** Dans les meilleurs délais, l'inspecteur porte à la connaissance du propriétaire des choses visées ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins les motifs de la saisie.

**30.** (1) L'inspecteur — ou la personne qu'il désigne — peut soit entreposer la chose saisie sur le lieu même de la saisie, soit la transférer dans un autre lieu et l'y entreposer, et, à l'un ou l'autre de ces lieux, la traiter, la mettre en quarantaine ou prendre à son égard toute mesure de disposition, notamment de destruction; il peut en outre ordonner à son propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

(3) Le cas échéant, le produit de l'aliénation des choses saisies, effectuée par l'inspecteur ou par la personne qu'il désigne, est versé au receveur général.

**31.** Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des choses saisies et retenues.

**32.** (1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention des choses saisies — ou du produit de leur aliénation — prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur, de leur conformité avec la présente loi et les règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par règlement.

(2) La restitution des choses saisies peut être demandée, selon qu'il s'agit d'une poursuite pour violation ou pour infraction, à la Commission ou au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins si elles n'ont pas été détruites ou confisquées ou s'il n'en a pas encore été disposé.

(3) La juridiction peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des choses dans un but ultérieur, si elle est convaincue que, d'une part, il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des choses et, d'autre part, celles-ci ne sont pas des parasites, ne sont pas parasitées et ne constituent pas un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire.



33. (1) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any thing by means of or in relation to which the violation or offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

(2) Where the owner of a thing that is seized and detained under this Act consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and shall be disposed of as the Minister may direct.

34. (1) Where proceedings mentioned in subsection 32(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the Tribunal, in the case of a violation, or the court, in the case of an offence, orders the forfeiture of the thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct.

(2) Where the Tribunal or court, as the case may be, does not order the forfeiture of a thing, it or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.

(3) Where the Tribunal decides that the owner of a thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure has committed a violation, or the owner of a thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act, and a penalty or fine, as the case may be, is imposed,

(a) the thing may be detained until the penalty or fine is paid;

(b) the thing may be sold under execution in satisfaction of the penalty or fine; or

(c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or subsection 30(3) may be applied in payment of the penalty or fine.

#### *Clause 117: Existing text of the heading and section 37:*

##### SAMPLES

37. (1) A sample taken under this Act or the regulations may be disposed of in such manner as the Minister considers appropriate.

(2) Her Majesty is not liable for any costs, loss or damage resulting from the taking or disposition of a sample under this Act or the regulations.

#### *Clause 118: Existing text of subsection 44(1):*

44. (1) Her Majesty may recover from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without limiting the generality of the foregoing,

(a) the inspection, treatment, testing or analysis of a place or thing, or the quarantine, storage, removal, disposal or return of a thing, required or authorized under this Act or the regulations; and

(b) the seizure, confiscation, forfeiture, detention or disposal of a thing under this Act or the regulations.

#### *Clause 119: Relevant portion of section 47:*

47. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and prescribing anything that is to be prescribed under this Act, including regulations

...

(m) respecting the detention or disposition of things seized, forfeited or confiscated under this Act;

33. (1) La Commission, sur détermination de responsabilité pour violation, ou le tribunal, sur déclaration de culpabilité pour infraction, peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la sanction ou de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des choses ayant servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction, ou du produit de leur aliénation.

(2) La confiscation des choses saisies et retenues peut aussi s'effectuer sur consentement de leur propriétaire. Il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

34. (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 32(1), la Commission ou le tribunal, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, ordonne la confiscation des choses saisies et retenues, il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

(2) À défaut d'ordonnance de confiscation, les choses sont restituées à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, ou le produit de leur aliénation lui est remis.

(3) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité de leur propriétaire ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins :

a) la rétention des choses peut être prolongée jusqu'au paiement du montant de la sanction ou de l'amende infligée;

b) les choses peuvent être aliénées par adjudication forcée;

c) le produit de l'aliénation prévue à l'alinéa b) ou au paragraphe 30(3) peut être affecté au paiement de la sanction ou de l'amende.

#### *Article 117: Texte de l'intertitre et de l'article 37:*

##### PRÉLÈVEMENTS

37. (1) Il peut être disposé des prélèvements effectués au titre de la présente loi ou des règlements de la façon que le ministre juge indiquée.

(2) Sa Majesté n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais liés à ces prélèvements.

#### *Article 118: Texte du paragraphe 44(1):*

44. (1) Sa Majesté peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais liés à l'inspection ou au traitement de lieux ou de choses — ainsi qu'aux tests ou analyses afférents — effectués sous le régime de la présente loi ou des règlements, et à toutes autres mesures — notamment mise en quarantaine, renvoi, disposition, entreposage, transfert, saisie, confiscation, rétention ou destruction des choses — prises sous ce même régime.

#### *Article 119: Texte du passage visé de l'article 47:*

47. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi et, notamment :

[...]

m) régir la rétention, la destruction ou toute autre forme de disposition des choses saisies ou confisquées en application de la présente loi;

*Clause 120: Relevant portion of section 49:*

49. Every person who fails to comply with a notice communicated to the person under section 6, 8, 24, 30 or 36 or the regulations is guilty of

*Clause 121: Existing text of section 51:*

51. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it.

*Clause 122: Existing text of sections 54 to 57:*

54. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

55. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that

(a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and

(b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

56. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where

(a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;

(b) the accused was apprehended; or

(c) the accused happens to be, or is carrying on business.

EVIDENCE

57. (1) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an inspector, purporting to have been signed by the Minister or the inspector, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record or other document that is made by the Minister or an inspector under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the inspector as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(3) Any document referred to in subsection (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.

*Article 120: Texte du passage visé de l'article 49 :*

49. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 6, 8, 24, 30 ou 36 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

*Article 121: Texte de l'article 51 :*

51. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

*Article 122: Texte des articles 54 à 57 :*

54. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourtent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

55. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

56. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

PREUVE

57. (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction, les documents — déclarations, certificats, rapports ou autres — censés signés par le ministre ou l'inspecteur sont admissibles en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, ils font foi de leur contenu.

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre ou l'inspecteur en vertu de la présente loi ou des règlements et censée certifiée conforme par le ministre ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.



(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy, extract or other document.

### *Seeds Act*

#### *Clause 123: Existing text of the definitions:*

“analyst” means a person designated as an analyst pursuant to section 5;

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to section 5;

“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* for a violation;

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*;

“violation” means any contravention of this Act or the regulations that may be proceeded with in accordance with the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*.

#### *Clause 124: Relevant portion of subsection 4(1):*

4. (1) The Governor in Council may make regulations

...

(i) respecting the detention, preservation and safeguarding of anything seized under section 8;

(i.1) providing for any reasonable costs incidental to any seizure under this section, and to the detention of the thing seized, to be payable by and recoverable from the person entitled to possession thereof at the time of the seizure;

(j) respecting the disposition of anything forfeited under section 8;

#### *Clause 125: Existing text of the heading and sections 5 to 8:*

##### ENFORCEMENT

5. (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate inspectors and analysts under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* for the purposes of this Act.

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under subsection 6(1), an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.

6. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may at any reasonable time

(a) enter any place in which the inspector believes on reasonable grounds there is any seed to which this Act applies;

(b) open any package found in that place that the inspector believes on reasonable grounds contains any such seed;

(c) examine the seed and take samples thereof; and

(d) require any person to produce for inspection or for the purpose of obtaining copies or extracts any books, shipping bills, bills of lading or other documents or papers with respect to the administration of this Act or the regulations.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

### *Loi sur les semences*

#### *Article 123: Texte des définitions :*

«analyste» Personne désignée à ce titre en application de l'article 5.

«Commission» La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application de l'article 5.

«sanction» Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation au titre de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

«violation» Contravention à la présente loi ou à ses règlements punissable sous le régime de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

#### *Article 124: Texte du passage visé du paragraphe 4(1):*

4. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

[...]

i) prévoir la rétention de tout bien saisi sous le régime de l'article 8 et sa conservation ou protection;

i.1) prévoir que les frais de saisie et de rétention incombent à la personne ayant droit à la possession du bien lors de la saisie et peuvent être recouvrés auprès de cette personne;

j) prévoir le sort des biens confisqués en application de l'article 8;

#### *Article 125: Texte de l'intertitre et des articles 5 à 8 :*

##### CONTRÔLE D'APPLICATION

5. (1) Les inspecteurs chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable de tout lieu visé au paragraphe 6(1).

6. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), l'inspecteur peut, à toute heure convenable :

a) pénétrer dans tout lieu où il croit, pour des motifs raisonnables, que se trouvent des semences visées par la présente loi;

b) ouvrir tout emballage qui s'y trouve et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient de telles semences;

c) examiner les semences et en prélever des échantillons;

d) exiger la communication, pour examen, ou reproduction totale ou partielle, de tout livre, bordereau d'expédition, lettre de voiture, connaissance ou autre document relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements.



(1.1) Where any place referred to in paragraph (1)(a) is a dwelling-house, an inspector may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant except under the authority of a warrant issued under subsection (1.2).

(1.2) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath

(a) that the conditions for entry described in paragraph (1)(a) exist in relation to a dwelling-house,

(b) that entry to the dwelling-house is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act, and

(c) that entry to the dwelling-house has been refused or that there are reasonable grounds for believing that entry thereto will be refused,

the justice of the peace may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to enter that dwelling-house subject to such conditions as may be specified in the warrant.

(1.3) In executing a warrant issued under subsection (1.2), the inspector named therein shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

(2) The owner or person in charge of any place described in subsection (1) and every person found in that place shall give an inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out his duties and functions under this Act and shall furnish the inspector with any information he may reasonably require with respect to the administration of this Act and the regulations.

7. (1) No person shall obstruct or hinder an inspector in the carrying out of his duties or functions under this Act.

(2) No person shall make a false or misleading statement either orally or in writing to an inspector or other officer engaged in carrying out his duties or functions under this Act.

8. (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that this Act or the regulations have been contravened, the inspector may seize the seed or package by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds the contravention was committed.

(2) Any seed or package seized pursuant to subsection (1) shall not be detained after

(a) the provisions of this Act and the regulations have, in the opinion of the inspector, been complied with, or

(b) the expiration of six months after the day of the seizure,

unless before that time proceedings have been instituted in respect of the contravention, in which event the seed or package may be detained until the proceedings are finally concluded.

(3) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any seed or package by means of or in relation to which the violation or offence was committed be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

#### *Clause 126: Existing text of subsection 9(5):*

(5) In a prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his knowledge or consent and that the accused exercised all due diligence to prevent its commission.

#### *Clause 127: Existing text of sections 10 to 12:*

(1.1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois y pénétrer sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (1.2).

(1.2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues à l'alinéa (1)a) existent;

b) il est nécessaire d'y pénétrer pour l'application de la présente loi;

c) un refus d'y pénétrer a été opposé ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(1.3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente loi et de ses règlements.

7. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

(2) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à un inspecteur ou autre fonctionnaire agissant dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

8. (1) L'inspecteur peut saisir toutes semences ou tous emballages, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une contravention à la présente loi ou à ses règlements.

(2) Les biens saisis aux termes du paragraphe (1) ne peuvent plus être retenus :

a) soit après constatation, par l'inspecteur, de l'observation de la présente loi et de ses règlements;

b) soit après l'expiration des six mois qui suivent la date de la saisie.

Toutefois, en cas de poursuite intentée en l'espèce, la rétention peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de celle-ci.

(3) La Commission, sur détermination de responsabilité pour violation, ou le tribunal, sur déclaration de culpabilité pour infraction, peut ordonner, en sus de la sanction ou de la peine prononcée, la confiscation, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, de tout bien ayant servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction en cause.

#### *Article 126: Texte du paragraphe 9(5):*

(5) Dans les poursuites visant les infractions prévues à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

#### *Article 127: Texte des articles 10 à 12:*

**10.** (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted

(a) in the case of an offence that is a misrepresentation of the variety name or purity of variety of a seed, within three years after the time the subject-matter of the prosecution becomes known to the Minister; or

(b) in the case of any other offence, within two years from the time when the subject-matter of the prosecution becomes known to the Minister.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the subject-matter of any prosecution became known to the Minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is evidence of the matters asserted in it.

**11.** (1) A certificate of an analyst stating that the analyst has examined a substance or a sample submitted to the analyst by an inspector and stating the result of the examination is, in any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, evidence of the statement contained in the certificate.

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a document purporting to be the certificate of an analyst shall be received in evidence without proof of the signature or official character of the person by whom it purports to be signed.

**12.** A complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by a provincial court judge or a justice if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of the provincial court judge or justice, although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction.

**10.** (1) Les poursuites par procédure sommaire visant une infraction à la présente loi ou aux règlements se prescrivent :

a) lorsque l'infraction consiste en de fausses déclarations sur le nom de variété ou la pureté de variété de semences, par trois ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction;

b) dans les autres cas, par deux ans à compter de cette date.

(2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont venus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

**11.** (1) Le certificat d'un analyste, où il est déclaré que celui-ci a examiné telle substance ou tel échantillon qu'un inspecteur lui a soumis et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites pour violation ou pour infraction et fait foi de son contenu.

(2) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction, un document censé être le certificat d'un analyste est admis en preuve, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire.

**12.** Le juge de la cour provinciale ou le juge de paix dans le ressort duquel l'accusé réside ou exerce ses activités est compétent pour connaître de toute plainte ou dénonciation en matière d'infraction à la présente loi, indépendamment du lieu de perpétration.









**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



**C-28**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-28**

An Act to amend the Food and Drugs Act

---

FIRST READING, NOVEMBER 29, 2004

---

THE MINISTER OF HEALTH

**C-28**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-28**

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues

---

PREMIÈRE LECTURE LE 29 NOVEMBRE 2004

---

LE MINISTRE DE LA SANTÉ

## SUMMARY

This enactment would amend the *Food and Drugs Act* to provide the Minister of Health with the authority to issue interim marketing authorizations for foods that contain certain substances at specified levels, and to exempt the foods from the applicable requirements of that Act and its regulations relating to the sale of those foods.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les aliments et drogues* afin d'autoriser le ministre de la Santé à délivrer des autorisations de mise en marché provisoire pour des aliments qui contiennent certaines substances en des quantités fixées et d'exempter ces aliments des exigences relatives à leur vente prévues dans cette loi et ses règlements.



All parliamentary publications are available on the  
Parliamentary Internet Parlementaire  
at the following address:  
<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le  
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »  
à l'adresse suivante:  
<http://www.parl.gc.ca>

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-28

## PROJET DE LOI C-28

An Act to amend the Food and Drugs Act

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues

R.S., c. F-27

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. Section 4 of the *Food and Drugs Act* is renumbered as subsection 4(1) and is amended by adding the following:**

Exemptions

(2) A food is not adulterated for the purposes of paragraph (1)(d)

(a) by an agricultural chemical or its components or derivatives, if the sale of the food is subject to an interim marketing authorization issued under subsection 30.2(1) and the amount of the agricultural chemical and the components or derivatives, singly or in any combination, in or on the food does not exceed the maximum residue limit that is set out in the authorization;

(b) by a veterinary drug or its metabolites, if the sale of the food is subject to an interim marketing authorization issued under subsection 30.2(1) and the amount of the veterinary drug and the metabolites, singly or in any combination, in the food does not exceed the maximum residue limit that is set out in the authorization; and

(c) by a pest control product as defined in subsection 2(1) of the *Pest Control Products Act*, chapter 28 of the Statutes of Canada, 2002, or its components or derivatives, if the amount of the pest control product or the components or derivatives in or on the food

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. L'article 4 de la *Loi sur les aliments et drogues* devient le paragraphe 4(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :**

L.R., ch. F-27

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)d), un aliment n'est pas tenu pour falsifié :

Exceptions

a) par un produit chimique agricole ou ses composants ou dérivés, si la vente de l'aliment fait l'objet d'une autorisation de mise en marché provisoire accordée en vertu du paragraphe 30.2(1) et la quantité de résidus du produit chimique agricole et des composants ou dérivés — seuls ou en combinaison — dans l'aliment ou sur sa surface ne dépasse pas la limite maximale de résidu indiquée dans l'autorisation;

b) par une drogue pour usage vétérinaire ou ses métabolites, si la vente de l'aliment fait l'objet d'une autorisation de mise en marché provisoire accordée en vertu du paragraphe 30.2(1) et la quantité de résidus de la drogue et des métabolites — seuls ou en combinaison — dans l'aliment ne dépasse pas la limite maximale de résidu indiquée dans l'autorisation;

c) par un produit antiparasitaire — au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, chapitre 28 des Lois du Canada (2002) — ou ses composants ou dérivés, si l'aliment vendu contient le produit antiparasitaire, les composants ou les dérivés,



being sold does not exceed the maximum residue limit specified under section 9 or 10 of that Act.

**2. Subsection 30(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (o) and by adding the following after paragraph (p):**

(q) defining “agricultural chemical”, “food additive”, “mineral nutrient”, “veterinary drug” and “vitamin” for the purposes of this 10 Act; and

(r) respecting interim marketing authorizations, including applications for authorizations.

**3. The Act is amended by adding the 15 following after section 30.1:**

#### *Interim Marketing Authorizations*

**30.2 (1)** The Minister may issue an interim marketing authorization for a food that provides for any matter referred to in subsection (2), and may exempt the food from the application, in 20 whole or in part, of sections 5 to 6.1 and the applicable requirements of the regulations, if the Minister determines that the food would not be harmful to the health of the purchaser or consumer.

(2) An authorization may provide for any of the following that are applicable to the food:

(a) the maximum residue limit in respect of an agricultural chemical and its components or derivatives, singly or in any combination; 30

(b) the maximum residue limit in respect of a veterinary drug and its metabolites, singly or in any combination;

(c) the maximum level of use in respect of a food additive; and 35

(d) the minimum or maximum level, or both, in respect of a vitamin, a mineral nutrient or an amino acid.

(3) An authorization may provide for a maximum residue limit in respect of an 40 agricultural chemical or veterinary drug, or a maximum level of use in respect of a food additive, only if

ou en est recouvert, en une quantité ne dépassant pas la limite maximale de résidu fixée en vertu des articles 9 ou 10 de cette loi.

**2. Le paragraphe 30 (1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa p), de 5 ce qui suit :**

q) définir les termes « additif alimentaire », « drogue pour usage vétérinaire », « minéral nutritif », « produit chimique agricole » et « vitamine » pour l’application de la présente 10 loi;

r) régir les autorisations de mise en marché provisoire, y compris les demandes d’autorisation.

**3. La même loi est modifiée par adjonc- 15 tion, après l’article 30.1, de ce qui suit :**

#### *Autorisations de mise en marché provisoire*

**30.2 (1)** Le ministre peut accorder une autorisation de mise en marché provisoire pour un aliment, à l’égard de l’un des sujets mentionnés au paragraphe (2), et exempter celui-ci de 20 l’application de tout ou partie des articles 5 à 6.1 et des dispositions réglementaires applicables, s’il conclut que l’aliment ne serait pas nuisible à la santé de l’acheteur ou du consommateur.

(2) L’autorisation peut prévoir, à l’égard d’un aliment, s’il y a lieu :

a) la limite maximale de résidu de tout produit chimique agricole et de ses composants ou dérivés, seuls ou en combinaison; 30

b) la limite maximale de résidu de toute drogue pour usage vétérinaire et de ses métabolites, seuls ou en combinaison;

c) la limite de tolérance pour l’utilisation de tout additif alimentaire; 35

d) la quantité minimale ou maximale de toute vitamine, de tout minéral nutritif et de tout acide aminé.

(3) L’autorisation ne peut prévoir, à l’égard d’un produit chimique agricole ou d’une drogue 40 pour usage vétérinaire, la limite maximale de résidu, ou à l’égard d’un additif alimentaire, la limite de tolérance, que dans les cas suivants :

Interim  
marketing  
authorization

Types of  
authorization

Limitation

Autorisation de  
mise en marché  
provisoire

Types  
d’autorisation

Limites

	<p>(a) in the case of an agricultural chemical, the regulations allow the agricultural chemical and its components or derivatives, singly or in any combination, to be present in or on a food at or below a prescribed maximum residue limit and the authorization would allow the agricultural chemical and its components or derivatives, singly or in any combination, to be present in or on the food in an amount that exceeds that limit, or to be present in or on a different food;</p> <p>(b) in the case of a veterinary drug, the regulations allow the veterinary drug and its metabolites, singly or in any combination, to be present in a food at or below a prescribed maximum residue limit and the authorization would allow the veterinary drug and its metabolites, singly or in any combination, to be present in the food in an amount that exceeds that limit, or to be present in a different food; and</p> <p>(c) in the case of a food additive, the regulations allow the food additive to be present in or on a food at or below a prescribed maximum level of use and the authorization would allow it to be used in or on the food in an amount that exceeds that level of use, or would allow it to be used in or on a different food.</p>	<p>a) la présence du produit chimique agricole et de ses composants ou dérivés — seuls ou en combinaison — dans l'aliment ou sur sa surface est permise par règlement jusqu'à la limite maximale de résidu qui y est fixée, et l'autorisation permettrait que le produit chimique agricole et ses composants ou dérivés soient présents — seuls ou en combinaison — dans l'aliment en cause ou sur sa surface au-delà de cette limite ou dans un autre aliment ou sur sa surface;</p> <p>b) la présence de la drogue et de ses métabolites — seuls ou en combinaison — dans l'aliment est permise par règlement jusqu'à la limite maximale de résidu qui y est fixée, et l'autorisation permettrait que la drogue et ses métabolites soient présents — seuls ou en combinaison — dans l'aliment en cause au-delà de cette limite ou dans un autre aliment;</p> <p>c) la présence de l'additif alimentaire dans l'aliment ou sur sa surface est permise par règlement jusqu'à la limite de tolérance qui y est fixée pour son utilisation, et l'autorisation permettrait qu'il soit utilisé au-delà de cette limite dans l'aliment en cause, ou qu'il soit utilisé dans un autre aliment ou sur la surface d'un autre aliment.</p>	
Terms and conditions	(4) An authorization may contain any terms and conditions specified by the Minister.	(4) L'autorisation peut être assortie des conditions spécifiées par le ministre.	Conditions de l'autorisation
Exemption from Statutory Instruments Act	(5) An authorization and any notice cancelling the authorization	(5) L'autorisation et tout avis l'abrogeant sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> et publiés dans la <i>Gazette du Canada</i> .	Dérogation à la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
When effective	<p>(a) are exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the <i>Statutory Instruments Act</i>; and</p> <p>(b) shall be published in the <i>Canada Gazette</i>.</p> <p>(6) An authorization has effect beginning on the day on which it is published in the <i>Canada Gazette</i>, and ceases to have effect on the earliest of</p> <p>(a) the day on which a notice cancelling the authorization is published in the <i>Canada Gazette</i>,</p>	<p>(6) L'autorisation prend effet dès sa publication dans la <i>Gazette du Canada</i> et cesse d'avoir effet à la première en date des éventualités suivantes :</p> <p>a) la publication de son avis d'abrogation dans la <i>Gazette du Canada</i>;</p> <p>b) l'entrée en vigueur d'un règlement au même effet pris en vertu de la présente loi;</p>	Période de validité

(b) the day on which a regulation made under this Act, that has the same effect as the authorization, comes into force, and

(c) two years after the day on which the authorization is published.

5

Deeming  
provision

4. A Notice of Interim Marketing Authorization that is issued under the *Food and Drug Regulations* before the day on which this section comes into force, in respect of any matter referred to in subsection 30.2(2) of the *Food and Drugs Act*, as enacted by section 3 of this Act, and that is in effect on the day on which this section comes into force, is deemed to be an interim marketing authorization issued under subsection 30.2(1) of that Act.

Pest control  
products

5. (1) The maximum residue limit established for an agricultural chemical and its derivatives under the *Food and Drug Regulations*, as those regulations read immediately before the coming into force of this subsection, is deemed, if the agricultural chemical is a pest control product as defined in subsection 2(1) of the *Pest Control Products Act*, chapter 28 of the Statutes of Canada, 2002, to have been specified by the Minister under section 9 or 10 of that Act as the maximum residue limit for that agricultural chemical and its derivatives.

Coming into  
force

(2) Subsection (1) comes into force on the later of the coming into force of sections 1 to 4 of this Act and the coming into force of section 89 of the *Pest Control Products Act*, chapter 28 of the Statutes of Canada, 2002.

Order in council

6. This Act, other than section 5, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

c) l'expiration d'une période de deux ans suivant sa publication.

Présomption

4. L'autorisation de mise en marché provisoire accordée avant l'entrée en vigueur du présent article en vertu du *Règlement sur les aliments et drogues* à l'égard des sujets mentionnés au paragraphe 30.2(2) de la *Loi sur les aliments et drogues*, édicté par l'article 3 de la présente loi, est réputée être une autorisation de mise en marché provisoire accordée en vertu du paragraphe 30.2(1) de cette loi, si elle a toujours effet le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Produits  
antiparasitaires

5. (1) La limite maximale de résidu fixée pour un produit chimique agricole et ses dérivés dans le *Règlement sur les aliments et drogues*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, est réputée avoir été fixée pour ce produit et ces dérivés par le ministre en vertu des articles 9 ou 10 de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, chapitre 28 des Lois du Canada (2002), si le produit chimique agricole est un produit antiparasitaire au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Entrée en  
vigueur

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur des articles 1 à 4 de la présente loi ou, si cette date est postérieure, à la date d'entrée en vigueur de l'article 89 de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, chapitre 28 des Lois du Canada (2002).

Décret

6. La présente loi, à l'exception de l'article 5, entre en vigueur à la date fixée par décret.



## EXPLANATORY NOTES

## NOTES EXPLICATIVES

*Food and Drugs Act**Loi sur les aliments et drogues*

*Clause 1:* New.

*Article 1 :* Nouveau.

*Clause 2:* Relevant portion of subsection 30(1):

*Article 2 :* Texte du passage visé du paragraphe 30(1):

**30.** (1) The Governor in Council may make regulations for carrying the purposes and provisions of this Act into effect, and, in particular, but without restricting the generality of the foregoing, may make regulations

**30.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi et, notamment :

*Clause 3:* New.

*Article 3 :* Nouveau.

**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-28**

**C-28**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

Première session, trente-huitième législature,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-28**

**PROJET DE LOI C-28**

An Act to amend the Food and Drugs Act

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues

---

**AS PASSED**

---

**ADOPTÉ**

BY THE HOUSE OF COMMONS  
OCTOBER 18, 2005

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 18 OCTOBRE 2005

---



## SUMMARY

This enactment would amend the *Food and Drugs Act* to provide the Minister of Health with the authority to issue interim marketing authorizations for foods that contain certain substances at specified levels, and to exempt the foods from the applicable requirements of that Act and its regulations relating to the sale of those foods.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les aliments et drogues* afin d'autoriser le ministre de la Santé à délivrer des autorisations de mise en marché provisoire pour des aliments qui contiennent certaines substances en des quantités fixées et d'exempter ces aliments des exigences relatives à leur vente prévues dans cette loi et ses règlements.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-28

## PROJET DE LOI C-28

An Act to amend the Food and Drugs Act

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues

R.S., c. F-27

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. Section 4 of the *Food and Drugs Act* is renumbered as subsection 4(1) and is amended by adding the following:**

Exemptions

(2) A food is not adulterated for the purposes of paragraph (1)(d)

(a) by an agricultural chemical or its components or derivatives, if the sale of the food is subject to an interim marketing authorization issued under subsection 30.2(1) and the amount of the agricultural chemical and the components or derivatives, singly or in any combination, in or on the food does not exceed the maximum residue limit that is set out in the authorization;

(b) by a veterinary drug or its metabolites, if the sale of the food is subject to an interim marketing authorization issued under subsection 30.2(1) and the amount of the veterinary drug and the metabolites, singly or in any combination, in the food does not exceed the maximum residue limit that is set out in the authorization; and

(c) by a pest control product as defined in subsection 2(1) of the *Pest Control Products Act*, chapter 28 of the Statutes of Canada, 2002, or its components or derivatives, if the amount of the pest control product or the components or derivatives in or on the food

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. L'article 4 de la *Loi sur les aliments et drogues* devient le paragraphe 4(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :**

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)d), un aliment n'est pas tenu pour falsifié :

L.R., ch. F-27

Exceptions

a) par un produit chimique agricole ou ses composants ou dérivés, si la vente de l'aliment fait l'objet d'une autorisation de mise en marché provisoire accordée en vertu du paragraphe 30.2(1) et la quantité de résidus du produit chimique agricole et des composants ou dérivés — seuls ou en combinaison — dans l'aliment ou sur sa surface ne dépasse pas la limite maximale de résidu indiquée dans l'autorisation;

b) par une drogue pour usage vétérinaire ou ses métabolites, si la vente de l'aliment fait l'objet d'une autorisation de mise en marché provisoire accordée en vertu du paragraphe 30.2(1) et la quantité de résidus de la drogue et des métabolites — seuls ou en combinaison — dans l'aliment ne dépasse pas la limite maximale de résidu indiquée dans l'autorisation;

c) par un produit antiparasitaire — au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, chapitre 28 des Lois du Canada (2002) — ou ses composants ou dérivés, si l'aliment vendu contient le produit antiparasitaire, les composants ou les dérivés,

being sold does not exceed the maximum residue limit specified under section 9 or 10 of that Act.

**2. Subsection 30(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (o) and by adding the following after paragraph (p):**

(q) defining "agricultural chemical", "food additive", "mineral nutrient", "veterinary drug" and "vitamin" for the purposes of this 10 Act; and

(r) respecting interim marketing authorizations, including applications for authorizations.

**3. The Act is amended by adding the 15 following after section 30.1:**

#### *Interim Marketing Authorizations*

**30.2 (1)** The Minister may issue an interim marketing authorization for a food that provides for any matter referred to in subsection (2), and may exempt the food from the application, in 20 whole or in part, of sections 5 to 6.1 and the applicable requirements of the regulations, if the Minister determines that the food would not be harmful to the health of the purchaser or consumer.

(2) An authorization may provide for any of the following that are applicable to the food:

(a) the maximum residue limit in respect of an agricultural chemical and its components or derivatives, singly or in any combination; 30

(b) the maximum residue limit in respect of a veterinary drug and its metabolites, singly or in any combination;

(c) the maximum level of use in respect of a food additive; and 35

(d) the minimum or maximum level, or both, in respect of a vitamin, a mineral nutrient or an amino acid.

(3) An authorization may provide for a maximum residue limit in respect of an 40 agricultural chemical or veterinary drug, or a maximum level of use in respect of a food additive, only if

ou en est recouvert, en une quantité ne dépassant pas la limite maximale de résidu fixée en vertu des articles 9 ou 10 de cette loi.

**2. Le paragraphe 30(1) de la même loi est 5 modifié par adjonction, après l'alinéa p), de ce qui suit :**

q) définir les termes « additif alimentaire », « drogue pour usage vétérinaire », « minéral nutritif », « produit chimique agricole » et « vitamine » pour l'application de la présente 10 loi;

r) régir les autorisations de mise en marché provisoire, y compris les demandes d'autorisation.

**3. La même loi est modifiée par adjonc- 15 tion, après l'article 30.1, de ce qui suit :**

#### *Autorisations de mise en marché provisoire*

**30.2 (1)** Le ministre peut accorder une autorisation de mise en marché provisoire pour un aliment, à l'égard de l'un des sujets mentionnés au paragraphe (2), et exempter celui-ci de 20 l'application de tout ou partie des articles 5 à 6.1 et des dispositions réglementaires applicables, s'il conclut que l'aliment ne serait pas nuisible à la santé de l'acheteur ou du consommateur. 25

(2) L'autorisation peut prévoir, à l'égard d'un aliment, s'il y a lieu :

a) la limite maximale de résidu de tout produit chimique agricole et de ses composants ou dérivés, seuls ou en combinaison; 30

b) la limite maximale de résidu de toute drogue pour usage vétérinaire et de ses métabolites, seuls ou en combinaison;

c) la limite de tolérance pour l'utilisation de tout additif alimentaire; 35

d) la quantité minimale ou maximale de toute vitamine, de tout minéral nutritif et de tout acide aminé.

(3) L'autorisation ne peut prévoir, à l'égard d'un produit chimique agricole ou d'une drogue 40 pour usage vétérinaire, la limite maximale de résidu, ou à l'égard d'un additif alimentaire, la limite de tolérance, que dans les cas suivants :

Interim  
marketing  
authorization

Types of  
authorization

Limitation

Autorisation de  
mise en marché  
provisoire

Types  
d'autorisation

Limites



(a) in the case of an agricultural chemical, the regulations allow the agricultural chemical and its components or derivatives, singly or in any combination, to be present in or on a food at or below a prescribed maximum residue limit and the authorization would allow the agricultural chemical and its components or derivatives, singly or in any combination, to be present in or on the food in an amount that exceeds that limit, or to be present in or on a different food;

(b) in the case of a veterinary drug, the regulations allow the veterinary drug and its metabolites, singly or in any combination, to be present in a food at or below a prescribed maximum residue limit and the authorization would allow the veterinary drug and its metabolites, singly or in any combination, to be present in the food in an amount that exceeds that limit, or to be present in a different food; and

(c) in the case of a food additive, the regulations allow the food additive to be present in or on a food at or below a prescribed maximum level of use and the authorization would allow it to be used in or on the food in an amount that exceeds that level of use, or would allow it to be used in or on a different food.

(4) An authorization may contain any terms and conditions specified by the Minister.

(5) An authorization and any notice cancelling the authorization

(a) are exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act*; and

(b) shall be published in the *Canada Gazette*.

(6) An authorization has effect beginning on the day on which it is published in the *Canada Gazette*, and ceases to have effect on the earliest of

(a) the day on which a notice cancelling the authorization is published in the *Canada Gazette*,

a) la présence du produit chimique agricole et de ses composants ou dérivés — seuls ou en combinaison — dans l'aliment ou sur sa surface est permise par règlement jusqu'à la limite maximale de résidu qui y est fixée, et l'autorisation permettrait que le produit chimique agricole et ses composants ou dérivés soient présents — seuls ou en combinaison — dans l'aliment en cause ou sur sa surface au-delà de cette limite ou dans un autre aliment ou sur sa surface;

b) la présence de la drogue et de ses métabolites — seuls ou en combinaison — dans l'aliment est permise par règlement jusqu'à la limite maximale de résidu qui y est fixée, et l'autorisation permettrait que la drogue et ses métabolites soient présents — seuls ou en combinaison — dans l'aliment en cause au-delà de cette limite ou dans un autre aliment;

c) la présence de l'additif alimentaire dans l'aliment ou sur sa surface est permise par règlement jusqu'à la limite de tolérance qui y est fixée pour son utilisation, et l'autorisation permettrait qu'il soit utilisé au-delà de cette limite dans l'aliment en cause, ou qu'il soit utilisé dans un autre aliment ou sur la surface d'un autre aliment.

(4) L'autorisation peut être assortie des conditions spécifiées par le ministre.

(5) L'autorisation et tout avis l'abrogeant sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publiés dans la *Gazette du Canada*.

(6) L'autorisation prend effet dès sa publication dans la *Gazette du Canada* et cesse d'avoir effet à la première en date des éventualités suivantes :

a) la publication de son avis d'abrogation dans la *Gazette du Canada*;

b) l'entrée en vigueur d'un règlement au même effet pris en vertu de la présente loi;

Terms and  
conditions

Exemption from  
*Statutory  
Instruments Act*

When effective

Conditions de  
l'autorisation

Dérogation à la  
*Loi sur les textes  
réglementaires*

Période de  
validité

(b) the day on which a regulation made under this Act, that has the same effect as the authorization, comes into force, and

(c) two years after the day on which the authorization is published.

5

Deeming  
provision

4. A Notice of Interim Marketing Authorization that is issued under the *Food and Drug Regulations* before the day on which this section comes into force, in respect of any matter referred to in subsection 30.2(2) of the *Food and Drugs Act*, as enacted by section 3 of this Act, and that is in effect on the day on which this section comes into force, is deemed to be an interim marketing authorization issued under subsection 30.2(1) of that Act.

Pest control  
products

5. (1) The maximum residue limit established for an agricultural chemical and its derivatives under the *Food and Drug Regulations*, as those regulations read immediately before the coming into force of this subsection, is deemed, if the agricultural chemical is a pest control product as defined in subsection 2(1) of the *Pest Control Products Act*, chapter 28 of the Statutes of Canada, 2002, to have been specified by the Minister under section 9 or 10 of that Act as the maximum residue limit for that agricultural chemical and its derivatives.

Coming into  
force

(2) Subsection (1) comes into force on the later of the coming into force of sections 1 to 4 of this Act and the coming into force of section 89 of the *Pest Control Products Act*, chapter 28 of the Statutes of Canada, 2002.

Order in council

6. This Act, other than section 5, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

c) l'expiration d'une période de deux ans suivant sa publication.

Présomption

4. L'autorisation de mise en marché provisoire accordée avant l'entrée en vigueur du présent article en vertu du *Règlement sur les aliments et drogues* à l'égard des sujets mentionnés au paragraphe 30.2(2) de la *Loi sur les aliments et drogues*, édicté par l'article 3 de la présente loi, est réputée être une autorisation de mise en marché provisoire accordée en vertu du paragraphe 30.2(1) de cette loi, si elle a toujours effet le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Produits  
antiparasitaires

5. (1) La limite maximale de résidu fixée pour un produit chimique agricole et ses dérivés dans le *Règlement sur les aliments et drogues*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, est réputée avoir été fixée pour ce produit et ces dérivés par le ministre en vertu des articles 9 ou 10 de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, chapitre 28 des Lois du Canada (2002), si le produit chimique agricole est un produit antiparasitaire au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Entrée en  
vigueur

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur des articles 1 à 4 de la présente loi ou, si cette date est postérieure, à la date d'entrée en vigueur de l'article 89 de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, chapitre 28 des Lois du Canada (2002).

Décret

6. La présente loi, à l'exception de l'article 5, entre en vigueur à la date fixée par décret.





**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

**C-29**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53 Elizabeth II, 2004

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-29**

An Act to amend the Patent Act

---

FIRST READING, DECEMBER 3, 2004

---

**C-29**

Première session, trente-huitième législature,  
53 Elizabeth II, 2004

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-29**

Loi modifiant la Loi sur les brevets

---

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2004

---



THE MINISTER OF INDUSTRY

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

## SUMMARY

This enactment amends the *Patent Act* to permit the correction of past incorrect fee payments in certain situations and provides that the standing committee of each House of Parliament shall consider candidates for appointment to the advisory committee.

## SOMMAIRE

Le texte a pour objet de permettre, dans certaines circonstances, la correction d'une erreur faite relativement au montant de la taxe réglementaire à verser. Il a aussi pour objet de préciser que le comité permanent de chaque chambre participe à l'évaluation de candidats en vue d'un poste à un comité consultatif.





HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-29**

**PROJET DE LOI C-29**

An Act to amend the Patent Act

Loi modifiant la Loi sur les brevets

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. P-4

**PATENT ACT**

**LOI SUR LES BREVETS**

L.R., ch. P-4

**1. Subsection 21.18(2) of the *Patent Act*, as enacted by section 1 of chapter 23 of the Statutes of Canada, 2004, is replaced by the following:**

**1. Le paragraphe 21.18(2) de la *Loi sur les brevets*, édicté par l'article 1 du chapitre 23 des Lois du Canada (2004), est remplacé par ce qui suit :**

(2) The standing committee of each House of Parliament that normally considers matters related to industry shall assess all candidates for appointment to the advisory committee and make recommendations to the Minister and the Minister of Health on the eligibility and qualifications of those candidates.

(2) Le comité permanent de chaque chambre du Parlement habituellement chargé des questions concernant l'industrie évalue les candidats en vue de leur nomination à un poste au comité consultatif et présente au ministre et au ministre de la Santé des recommandations quant à leur admissibilité et leur qualification.

Fonctions du comité permanent

**2. The Act is amended by adding the following after section 78.5:**

**2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 78.5, de ce qui suit :**

**78.6 (1)** If, before the day on which this section comes into force, a person has paid a prescribed fee applicable to a small entity, within the meaning of the *Patent Rules* as they read at the time of payment, but should have paid the prescribed fee applicable to an entity other than a small entity and a payment equivalent to the difference between the two amounts is submitted to the Commissioner in accordance with subsection (2) either before or no later than twelve months after that day, the payment is deemed to have been paid on the day on which the prescribed fee was paid, regardless of whether an action or other proceeding

**78.6 (1)** Si, avant l'entrée en vigueur du présent article, une personne a payé la taxe réglementaire relative à une petite entité, au sens des *Règles sur les brevets* dans leur version applicable à la date du paiement, alors qu'elle aurait dû payer celle relative à une entité autre qu'une petite entité, et qu'elle verse la différence au commissaire aux brevets en conformité avec le paragraphe (2), avant la date d'entrée en vigueur du présent article ou au plus tard douze mois après cette date, le versement est réputé avoir été fait à la date du paiement de la taxe réglementaire, indépendamment de toute instance ou autre procédure engagée à l'égard du

Paiement de taxes réglementaires

Standing committee

Payment of prescribed fees

	relating to the patent or patent application in respect of which the fee was payable has been commenced or decided.	brevet ou de la demande de brevet qui fait l'objet de la taxe ou de toute décision en découlant.	
Information to be provided	(2) Any person who submits a payment to the Commissioner in accordance with subsection (1) is required to provide information with respect to the day on which the prescribed fee was paid, the service or proceeding in respect of which the fee was paid and the patent or application in respect of which the fee was paid. 10	(2) La personne qui verse au commissaire aux brevets la différence visée au paragraphe (1) doit fournir avec ce paiement les renseignements suivants : la date du paiement de la taxe réglementaire, le service ou la formalité visés par ce paiement et le brevet ou la demande pour lesquels il a été fait. 10	Renseignements
No refund	(3) A payment submitted in accordance with subsection (1) shall not be refunded.	(3) La différence versée aux termes du paragraphe (1) n'est pas remboursable.	Somme non remboursable
Action and proceedings barred	(4) No action or proceeding for any compensation or damages lies against Her Majesty in right of Canada in respect of any direct or indirect consequence resulting from the application of this section. 15	(4) Il ne peut être intenté d'action en recouvrement contre Sa Majesté du chef du Canada à l'égard de toutes répercussions — directes ou indirectes — résultant de l'application du présent article. 15	Aucune action en recouvrement

## COMING INTO FORCE

## ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council	<b>3. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.</b> 20	<b>3. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.</b> 20	Décret
------------------	---	---	--------

## EXPLANATORY NOTES

## NOTES EXPLICATIVES

*Clause 1:* Existing text of subsection 21.18(2):

(2) The standing committee of the House of Commons that normally considers matters related to industry shall assess all candidates for appointment to the advisory committee and make recommendations to the Minister on the eligibility and qualifications of those candidates.

*Clause 2:* New.*Article 1:* Texte du paragraphe 21.18(2):


(2) Le comité permanent de la Chambre des communes habituellement chargé des questions concernant l'industrie évalue les candidats en vue de leur nomination à un poste au comité consultatif et présente au ministre des recommandations quant à leur admissibilité et leur qualification.

*Article 2:* Nouveau.







**MAIL**  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711**

**Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

Available from:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5



LA  
XB  
BSC

**C-29**

**C-29**

First Session, Thirty-eighth Parliament,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

Première session, trente-huitième législature,  
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-29**

**PROJET DE LOI C-29**

An Act to amend the Patent Act

Loi modifiant la Loi sur les brevets

---

**AS PASSED**

BY THE HOUSE OF COMMONS  
FEBRUARY 10, 2005

---

---

**ADOPTÉ**

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 10 FÉVRIER 2005

---



## SUMMARY

This enactment amends the *Patent Act* to permit the correction of past incorrect fee payments in certain situations and provides that the standing committee of each House of Parliament shall consider candidates for appointment to the advisory committee.

## SOMMAIRE

Le texte a pour objet de permettre, dans certaines circonstances, la correction d'une erreur faite relativement au montant de la taxe réglementaire à verser. Il a aussi pour objet de préciser que le comité permanent de chaque chambre participe à l'évaluation de candidats en vue d'un poste à un comité consultatif.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-29

## PROJET DE LOI C-29

An Act to amend the Patent Act

Loi modifiant la Loi sur les brevets

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. P-4

### PATENT ACT

### LOI SUR LES BREVETS

L.R., ch. P-4

1. Subsection 21.18(2) of the *Patent Act*, as enacted by section 1 of chapter 23 of the Statutes of Canada, 2004, is replaced by the following:

1. Le paragraphe 21.18(2) de la *Loi sur les brevets*, édicté par l'article 1 du chapitre 23 des Lois du Canada (2004), est remplacé par ce qui suit :

(2) The standing committee of each House of Parliament that normally considers matters related to industry shall assess all candidates for appointment to the advisory committee and make recommendations to the Minister and the Minister of Health on the eligibility and qualifications of those candidates.

(2) Le comité permanent de chaque chambre du Parlement habituellement chargé des questions concernant l'industrie évalue les candidats en vue de leur nomination à un poste au comité consultatif et présente au ministre et au ministre de la Santé des recommandations quant à leur admissibilité et leur qualification.

Fonctions du comité permanent

2. The Act is amended by adding the following after section 78.5:

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 78.5, de ce qui suit :

78.6 (1) If, before the day on which this section comes into force, a person has paid a prescribed fee applicable to a small entity, within the meaning of the *Patent Rules* as they read at the time of payment, but should have paid the prescribed fee applicable to an entity other than a small entity and a payment equivalent to the difference between the two amounts is submitted to the Commissioner in accordance with subsection (2) either before or no later than twelve months after that day, the payment is deemed to have been paid on the day on which the prescribed fee was paid, regardless of whether an action or other proceeding

78.6 (1) Si, avant l'entrée en vigueur du présent article, une personne a payé la taxe réglementaire relative à une petite entité, au sens des *Règles sur les brevets* dans leur version applicable à la date du paiement, alors qu'elle aurait dû payer celle relative à une entité autre qu'une petite entité, et qu'elle verse la différence au commissaire aux brevets en conformité avec le paragraphe (2), avant la date d'entrée en vigueur du présent article ou au plus tard douze mois après cette date, le versement est réputé avoir été fait à la date du paiement de la taxe réglementaire, indépendamment de toute instance ou autre procédure engagée à l'égard du

Paiement de taxes réglementaires

Standing committee

Payment of prescribed fees



relating to the patent or patent application in respect of which the fee was payable has been commenced or decided.

brevet ou de la demande de brevet qui fait l'objet de la taxe ou de toute décision en découlant.

Information to be provided

(2) Any person who submits a payment to the Commissioner in accordance with subsection (1) is required to provide information with respect to the service or proceeding in respect of which the fee was paid and the patent or application in respect of which the fee was paid.

(2) La personne qui verse au commissaire aux brevets la différence visée au paragraphe (1) doit fournir avec ce paiement les renseignements suivants : le service ou la formalité visés par ce paiement et le brevet ou la demande pour lesquels il a été fait.

Renseignements

No refund

(3) A payment submitted in accordance with subsection (1) shall not be refunded.

(3) La différence versée aux termes du paragraphe (1) n'est pas remboursable.

Somme non remboursable

Action and proceedings barred

(4) No action or proceeding for any compensation or damages lies against Her Majesty in right of Canada in respect of any direct or indirect consequence resulting from the application of this section.

(4) Il ne peut être intenté d'action en recouvrement contre Sa Majesté du chef du Canada à l'égard de toutes répercussions — directes ou indirectes — résultant de l'application du présent article.

Aucune action en recouvrement

Application

(5) For greater certainty, this section also applies to applications for patents mentioned in sections 78.1 and 78.4.

(5) Il est entendu que le présent article s'applique aussi aux demandes de brevet visées par les articles 78.1 et 78.4.

Application

### COMING INTO FORCE

### ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

**3. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

**3. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

Décret









**MAIL** ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

**Lettermail**

**Poste-lettre**

**1782711  
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

*En cas de non-livraison,*

*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:  
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :  
**<http://www.parl.gc.ca>**

**6897**

Available from:  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

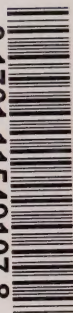












3 1761 11549107 8